Ce soir

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT

8e ANNEE — Numéro 922

Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Dimanche 3 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

DERNIERE HEURE

Les Allemands ont évacué le Sud de la Grèce. De leur côté, les troupes bulgares ont abandonné les territoires qu'elles occupaient en Thrace et dans la Macédoine de l'Ouest.

Selon des nouvelles recueillies par l'agence Reuter

Hitler aurait donné l'ordre à ses troupes d'évacuer la France

LA BRIGADE DU CRIME

BONY et LAFONT

chefs des tueurs de la rue Lauriston

sous les verrous

Les services de police viennent de procéder à l'arrestation de l'ignoble Bony et de son acolyte Lafont. Tous deux avaient quitté Paris pour se réfugier à Nemours où ils ont été appréhendés. Ramenés à Paris, ils ont été remis au service des Renseignements généraux.

L'enquête sur leur activité, connue en grande partie, s'accomplit à une cadence accélérée. Nul, même dans le grand public, n'ignorait cette activité. On sait que Bony, policier véreux, s'était mis, dès les premiers jours à la disposition des boches. Il organisait aussitôt une « Gestapo française », dans laquelle il enrôlait des policiers révoqués et des repris de justice. Dès lors ces hommes répandirent la terreur dans les milieux juifs et patriotiques.

Installés rue Lauriston, les services de Bony et Lafont doublèrent la Gestapo allemande. Grassement appointés, les deux chefs ne payaient guère leurs collaborateurs. Ceux-ci se contentaient de recevoir, en échange de leurs services, une carte leur offrant toute garantie de sécurité, les mettant à l'abri des recherches de la police française, et un port d'armes régulier. Armés et nantis de ces papiers, les hommes de main de Bony — tueurs pour la plupart — procédaient, impunément, à des perquisitions. Ce sont ces perquisitions qui les payaient. Ils dévalisaient bijouteries et rentiers sous couvert d'opérations de police. Sept fois sur dix des hommes de la Gestapo collaboraient à ces opérations et partageaient avec ceux de Bony, les « bénéfices ».

La plupart des tueurs de Bony sont allés en province ou en Espagne mettre à l'abri leurs millions. Mais il y a des victimes — celles qu'ils ont livrées à la Gestapo — les patriotes qui ont été torturés, exécutés, ensevelis en un quelconque charnier qui demandent vengeance.

Vengés, ils le seront.

Bony, l'ami du docteur Petiot, et son complice Lafont paieront les premiers. Pas en espèces, en nature.

L'Allemagne, comme Carthage, sera détruite...

LES ALLIÉS EN BELGIQUE

Arras, Rethel, Sedan délivrés

Les divisions blindées américaines ne laissent pas un instant de répit à l'adversaire. Vers l'Est et le Nord-Est la débâcle nazie s'accélère d'heure en heure.

Les colonnes yankees, victorieuses à Saint-Dizier, ont poursuivi leur progression vers l'Est et enlevé Joinville, Commercy et Saint-Mihiel. Leur avance continue maintenant à proximité de Nancy, de Pont-à-Mousson et de Metz sur laquelle convergent également les unités venant de Châlons et de Vitry-le-François pour prendre Verdun. La possession de cette ville où se croisent de nombreuses routes et voies-ferrées ouvre une nouvelle perspective à nos alliés.

Plus au nord, les forces blindées venant de Reims ont occupé Rethel, Sedan, Mézières et Charleville. Selon des informations de source américaine, elles auraient déjà atteint la frontière belge aux environs de Bouillon.

Commercy, Saint-Mihiel, Verdun, Sedan, Charleville se trouvent sur la Nationale 64 dont la maîtrise semble devoir assurer aux Alliés une excellente voie de communication transversale. Pour l'instant, les unités allemandes semblent tenir encore certains points de cette route, notamment aux environs de Stenay.

Sur la ligne de feu qui s'infléchit ensuite pour aller de Charleville à l'ouest de Laon et de Soissons, les événements se déroulent à une cadence moins exceptionnelle.

(Lire la suite en 2e page.)

PARIS VA RETROUVER SES SPECTACLES

LA VIE A PARIS. — Les cinémas ont ouvert, la foule se presse sur les trottoirs.

75.000 Parisiens ont été fusillés

depuis le début de l'occupation allemande

On pourrait ne pas le croire... 75.000 Parisiens fusillés par les Allemands, 1.000 par mois depuis l'occupation ; c'est comme si Paris avait été vidé d'un arrondissement par la seule action de la fusillade allemande. Car on ne compte point parmi ces martyrs ceux qui sont morts des suites de tortures, d'un classique arrêt du cœur, ceux qui ont souffert une exécution déguisée, pendus dans leur cellule.

Il s'agit seulement de ceux qu'un jugement sommaire a condamné, qui ont été fusillés par système, parce qu'il fallait faire peur au peuple de Paris.

Les affiches rouges

Tout Paris se souvient des premières affiches rouges où le Kommandant du Grand Paris annonçait à une foule stupéfiée et silencieuse que, pour venger le meurtre d'un officier de l'armée d'occupation, il avait fallu sacrifier plusieurs dizaines de Parisiens. On lisait avec une horreur incrédule sur les longues listes rouges le nom d'un homme de 70 ans et celui d'un jeune homme de 17 ans ; il y avait des noms d'israélites et des noms bretons ; et si les Allemands avaient voulu cimenter l'union des âges, des métiers, des origines, ils n'auraient pu mieux faire qu'en les joignant sur cette liste des martyrs. Tout Paris souffrait, c'est pourquoi Paris ne s'inclina pas.

Dès le printemps suivant, les méthodes changèrent ; les nazis ne pouvaient pas intimider Paris, ils renoncèrent à la publicité des exécutions, mais ils n'en tuèrent pas moins et de plus en plus par rage impuissante. On savait que des otages étaient fusillés. Mais qui? mais où ? Tous ceux qui avaient les leurs en prison tremblaient, car on savait que s'ils n'osaient plus tuer ouvertement en vertu d'un simulacre de justice, ils fusillaient quand même au petit jour dans un fort de banlieue, sous prétexte de représailles ou sans prétexte. On était avisé quelques jours, quelques semaines après d'avoir à reprendre au bureau de la prison une montre, un pantalon, et l'on ne savait pas toujours où reposaient les restes de ceux que l'on aurait voulu honorer.

Tombes anonymes

Le cimetière d'Ivry ne les abrite pas tous. Mais il y a là, entre autres, les fusillés du printemps 1942 : Bauer, Solomon Politzer, d'autres encore, dont le seul crime était d'avoir trop aimé leur patrie. Pendant l'occupation, les Allemands avaient voulu leurs sépultures anonymes afin qu'elles ne soient pas fleuries. Mais le gardien savait à quel nom correspondaient les numéros laconiques et, parfois, l'indiquait aux familles. Tombes symboliques du cimetière d'Ivry où reposent quelques-uns parmi les meilleurs des héros de la Résistance. Que les fleurs déposées par le Comité parisien de la Résistance soient aussi pour ceux dont les tombes éparpillées sont des pensées aux quatre coins de Paris.

A LA CASERNE DE REUILLY

Les F. F. I. s'entraînent pour continuer la lutte

— Une... deux ! Une... deux !

Cette fois, il y a quelque chose de nouveau. L'aimable nonchalance des premiers jours a disparu. Les compagnies marchent en ordre parfait dans la cour de la caserne de Reuilly. Les commandements retentissent. Le salut militaire est strict. Il règne une atmosphère d'ordre et de discipline.

Dans le bureau de recrutement du capitaine Baudoin, les volontaires attendent. Longue file d'hommes et de jeunes gens au visage grave. Le capitaine les interroge sur leur nom, leur âge, leur situation militaire. Ils sont aussitôt incorporés.

Des recrues de choix

Nous redescendons dans la cour. Une compagnie d'hommes blonds est à l'exercice. Ce sont des Russes. Grâce à un interprète, nous pouvons échanger quelques mots : soldats de l'Armée rouge, faits prisonniers en Russie, ils ont été requis par l'organisation Todt pour construire le fameux mur de l'Atlantique. Au moment du débarquement, ils se sont aussitôt évadés et ont connu la dure vie des partisans, se cachant dans les bois, attaquant les voitures allemandes pendant la nuit. Absolument désarmés, ils ont dû se battre avec des gourdins !

Dès qu'ils ont appris l'insurrection parisienne, ils ont traversé les lignes allemandes et sont venus se battre sur les barricades. Au cours de tous ces combats, ils se sont armés. Le lieutenant de l'Armée rouge qui les commande nous dit :

— Bientôt, nous leur prendrons de plus belles armes encore !

Chez le capitaine Dax, « ça barde ».

(Suite en deuxième page)

SUR LA ROUTE DE MONS EN BELGIQUE

G. Q. G. de la première armée américaine, 2 septembre. — Les pointes avancées parties de Laon et opérant vers la frontière belge ont pris Vervins et ont atteint le sud de Lacapelle, sur la route de Mons. Après avoir arrêté la fuite vers l'Est d'une colonne allemande importante, les troupes américaines rencontrent la première résistance sérieuse depuis plusieurs jours. L'artillerie ennemie particulièrement se montre active.

Des pilotes américains signalent, d'autre part, que les Allemands inondent de vastes surfaces en Belgique et en Hollande. La région entre Anvers et Rotterdam est complètement submergée par les eaux.

DE WEIDMANN AU Dr. PETIOT

La Gestapo

AVAIT ORGANISÉ EN FRANCE

une armée de tueurs

LES SADIQUES ET LES CRIMINELS Y TENAIENT LA PREMIÈRE PLACE

Ce soir s'est donné à cœur d'éclairer nos compatriotes sur les abominables supplices auxquels étaient soumis les soldats sans uniforme de l'armée de l'intérieur, et devant ces chambres de tortures, ces instruments du martyre des meilleurs d'entre nous, devant ce débordement de sadisme scientifique où les derniers perfectionnements de la technique sont mis au service de la barbarie la plus féroce, chacun se demande quels hommes l'ennemi a pu recruter pour accomplir ces monstrueuses et sanguinaires besognes.

Du tueur Weidmann...

Nos lecteurs n'ont point oublié les révélations de notre journal sur ce personnage.

Weidmann était un agent de la Gestapo, nous sommes à même d'en apporter la preuve. On se souvient que lorsque ce forban arriva en France, il n'en était pas à son coup d'essai ; c'était d'Allemagne qu'il venait. Dans son pays d'origine, il avait été condamné aux travaux forcés pour frappe de fausse monnaie. Libéré avant la fin de la peine à laquelle il était condamné, voilà qu'il se rend dans notre pays. Il reste à savoir pour quelle sinistre besogne.

En France il tue. Ses besoins d'argent, et plus simplement le goût inexorable du sang, l'engagent dans une série de meurtres crapuleux. Mais ceux-ci ne sont pas les seuls.

La charmante Joan Warner s'était courageusement mise au service du contre-espionnage des Etats-Unis. Le monstre l'attire dans son repaire et l'exécute. Voudra-t-on croire malgré tout à une coïncidence ? Pourquoi en ce cas, l'un des premiers soins des nazis lors de l'occupation de la capitale, fut-il d'apposer des scellés sur le Palais de Justice et de ne les retirer qu'après disparition du dossier de Weidmann ? Précaution trop voyante certes, mais indispensable. Il fallait faire disparaître les traces de cette gênante complicité.

... au docteur Petiot

Mais Weidmann est-il le seul des tueurs à gages de la Gestapo à s'être acquis cette monstrueuse publicité ? Le docteur Petiot, que son frère présente parfois comme un patriote méconnu, n'est-il pas sur ce point encore le sanguinaire émule de son prédécesseur allemand?

Samedi 11 mars 1944, c'est la découverte du charnier de la rue Lesueur. Petiot, démasqué, prend la fuite et disparaît. Grâce à quelles complicités ? De quels appuis sérieux a-t-il joui ? C'est là une question à laquelle la presse de Vichy s'est bien gardé de répondre, et pour cause. Peut-être aurait-il fallu prononcer le mot si redouté de Gestapo ?

En fait, si Petiot faisait preuve du sadisme le plus scientifiquement raffiné, s'il tuait et torturait pour le plaisir et pour l'argent, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ait tué pour d'autres motifs.

On sait qu'il fut arrêté par les Allemands le 22 mai 1943, sous l'inculpation d'embarquer des passagers pour l'Angleterre. Non seulement à Fresnes il jouissait d'un régime de faveur (vin, promenades *extra-muros*), mais encore, après aveux complets, il est libéré le 13 janvier 1944, SANS JUGEMENT.

Tout se passe comme si cette détention extraordinaire d'un prisonnier libre de ses mouvements n'avait eu d'autre but que d'inspirer confiance au patriote sur lequel le forban devait désormais exercer sa fureur. Car le régime de faveur dont il avait bénéficié restait évidemment aussi secret que sa détention recevait de publicité. Etrange mansuétude de la part de ceux qui ont fait payer du martyre et de la mort combien de nos compatriotes accusés du même « forfait ». Pourquoi Petiot n'aurait-il pas tout simplement offert son concours aux assassins pour les soutenir dans leur odieuse besogne ? Les bonnes volontés devaient tout de même être assez rares !

La chambre des tortures

Petiot attirait chez lui des malheureux patriotes désireux de fuir le joug ennemi et il leur réglait leur compte à la manière nazie. Tout y était : la chambre de tortures, le fauteuil à déclic électrique et la chaux vive pour faire disparaître les cadavres.

(Suite en deuxième page)

"La libération politique et sociale doit succéder à la libération nationale"

NOUS DIT M. ANDRE PHILIP

M. André Philip, commissaire d'Etat du gouvernement provisoire, a bien voulu réserver à *Ce soir* son premier interview. Il nous a reçus très amicalement dans son bureau de l'hôtel Matignon. Ceux qui l'ont connu avant la guerre ne seront pas déçus, car il est resté identique à lui-même. Toujours simple, toujours jeune, soumis à cet extraordinaire élan intérieur qui fait de lui un homme exceptionnellement attirant.

— Parti d'Alger mardi 29 août, j'atterrissais à Toulouse le même jour. J'appris tout d'abord le lâche attentat milicien dont Jean Cassou avait été victime deux jours avant la libération de la ville.

« Je n'ai pas besoin de vous parler de lui. Vous savez comment il a créé et animé la résistance dans la région toulousaine. Bien que sa vie ne soit plus en danger, il doit rester immobile pendant au moins trois mois, ce qui prive le gouvernement d'un précieux auxiliaire pour le Sud-Ouest.

« C'est son ami et mon ami Pierre Bertaux qui a fait depuis 1940 deux ans de prison, qui le remplacera.

« J'ai pris contact avec le comité départemental de libération et surtout avec les F.F.I. »

— Qu'avez-vous pensé des F.F.I. à votre premier contact ?

— Ce qui me frappe tout d'abord, c'est l'élan de cette jeunesse qui veut se battre. Déjà des colonnes ont été formées, qui pourchassent l'ennemi chassé de Toulouse. On a le sentiment que cette armée de volontaires doit être un des plus importants éléments de l'armée de demain, qui sera l'armée du peuple. Dès maintenant, il y a dans les F.F.I. des corps constitués, ayant de glorieux faits d'armes à leur actif. Faits d'armes comparables à ceux qui constituent les traditions des régiments français.

— Pensez-vous que l'existence des F.F.I. ait une importance internationale ?

— Comment donc ! Le soulèvement des F.F.I. a considérablement amélioré la position internationale de la France. Le fait qu'une partie de la France ait sa capitale, se soit délivrée elle-même, en conjonction, c'est entendu, avec les vaillantes armées alliées sans lesquelles rien neût été possible, ce fait qui a dépassé, non pas nos prévisions, mais toutes les expectatives et les espérances de nos Alliés, a montré au monde entier que la France était une grande nation, digne doccuper une place parmi celles qui fixeront le sort de la paix et de l'Europe.

— Pensez-vous que l'expulsion de l'ennemi doive mettre fin à ce qui a été la Résistance ?

— *La libération, pour être réelle, ne peut être qu'intégrale*. La libération politique et sociale doit succéder à la libération nationale.

— Croyez-vous à cette libération ?

— J'ai bon espoir, parce qu'il y a un souffle chez le peuple français et dans le monde. Une telle volonté de réaliser l'ordre et la concorde, que rien n'y pourra faire obstacle. S'il y avait obstacle, s'il y avait déception, ce serait une tragédie qui plongerait la France dans de graves convulsions politiques et sociales. Il est donc de notre devoir d'agir et d'agir vite. » — S.

« L'Humanité espère qu'à la fin de cette guerre sa condition subira une amélioration définitive »

déclare Pie XII dans un message radiodiffusé

Rome, 2 septembre. — Prenant la parole à l'occasion du cinquième anniversaire du début des hostilités le pape Pie XII a déclaré :

« L'humanité est saisie d'horreur à la pensée du sang et des larmes répandus. Mais elle espère qu'à la fin de cette guerre, sa condition subira une amélioration définitive. Les associations coopératives doivent jouer leur rôle dans les rapports sociaux d'après guerre. A l'issue de ce conflit, qui a bouleversé tous les aspects de la vie et a engendré de nouvelles idées, une lutte violente s'engagera entre différentes tendances. Parmi ces tendances, l'idéal chrétien doit assurer l'avenir social.

« Les plus grands efforts seront nécessaires après cette guerre qui a apporté tant de misère, de famine et de destructions. Toutes les nations aspirent à la renaissance comme fruit de leurs propres sacrifices. Nous demandons à tous les peuples dont la capacité économique n'a pas trop gravement souffert de fournir leur aide à l'Italie et aux autres nations dans le besoin tant que la période des difficultés ne sera pas surmontée. Il n'est rien que nous désirions davantage que la paix, la sécurité et la prospérité pour la majeure partie de l'humanité chrétienne.

« Nous espérons que la générosité manifestée par les nations pendant cette guerre continuera à se manifester. Toutes les nations, grandes et petites, marchent à grands pas vers la paix ».

Fusillade à Clichy

A Clichy, 102, boulevard Jean-Jaurès, hier soir, à 21 heures, après une fusillade, on a relevé un tué, Martial Roger, 24 ans, menuisier, et une femme blessée, Mme Blanchard, demeurant à Clichy, et dont l'état n'est pas grave.

LE GENERAL GIRAUD blessé par une sentinelle

Londres, 2 septembre. — Selon une information diffusée par l'agence Reuter, le correspondant du *News Chronicle* annonce que le général Giraud, ancien commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord, a été grièvement blessé, il y a quelques jours, à Mostaganem, où il réside depuis sa retraite. Le général Giraud regagnait son domicile quand l'une des sentinelles placées à l'extérieur de sa villa — un soldat sénégalais — fit feu sur lui. La balle, traversant les joues, lui brisa plusieurs dents.

Des parachutistes australiens se posaient en France occupée

"Nous remercions les patriotes français de les avoir sauvés..."

nous déclare le lieutenant BRUCE.

Le lieutenant Andrew Bruce, des forces aériennes australiennes, est le premier soldat australien entré à Paris depuis la libération. Accompagné de correspondants de guerre, Sam White et Fred Folkard, et de M. Harry Williams, il a rendu visite à *Ce soir*.

Le lieutenant Bruce, qui porte l'uniforme bleu-roi de l'aviation australienne, a quitté l'Australie il y a trois ans. Sam White qui a servi dans les forces armées avant d'être correspondant de guerre, n'a pas revu son pays depuis sept ans ; quant à M. Fred Folkard, il était encore en Australie au mois de mars. Lui aussi a servi dans les forces armées avant d'être correspondant de guerre.

Peu de gens ont fait tant de chemin en si peu d'années, du Pacifique au Moyen-Orient, et de là en Angleterre et en France. Ils ont vécu et combattu sous tous les climats, dans les jungles de la Nouvelle-Guinée, dans les déserts de Syrie et de l'Egypte, parmi les frondaisons du bocage normand.

Un million de volontaires

M. Fred Folkard évoque pour nous ses souvenirs de la « guerre de la jungle ». « Au début, les Japonais nous étaient incontestablement supérieurs à tous les points de vue, mais maintenant, la situation est entièrement retournée. L'aviation japonaise a été écrasée par les Américains et nos hommes ont appris à se battre dans la jungle par 40 degrés de chaleur, malgré le typhus et les fièvres, et maintenant un Australien vaut vingt Japonais... Et pourtant, quelle guerre ! Il nous arrivait de nous trouver littéralement à un mètre d'une mitrailleuse ennemie sans nous être aperçus de rien. Ce n'est pas la guerre, c'est un jeu de cache-cache ! »

Certes, ce ne sont pas des hommes ordinaires qui ont pu mener ce combat, mais tous les soldats australiens qui opèrent sur les territoires extérieurs sont des volontaires, tous sont des hommes d'une force physique éboulissante. Et le pays, qui n'a que sept millions d'habitants, a fourni plus d'un million de volontaires!

Comment équiper, comment ravitailler cette armée?

— Les Américains nous ont beaucoup aidés, précise M. Sam White, mais il faut savoir que l'Australie a formidablement développé sa production de guerre, au point de pouvoir se suffire!

M. Folkard sourit :

— Il y a des choses que nous voulons vous dire, vous voulez des renseignements sur l'Australie, mais nous voulons parler de la France...

(Lire la suite en 2e page.)

Les mauvais juges doivent être châtiés

Les mesures d'épuration se poursuivent. Au ministère de la Justice, certains magistrats qui s'étaient signalés par leur zèle dans la répression des activités patriotiques ou par leur attitude antinationale ont déjà été suspendus de leurs fonctions. Cette mesure ne suffit pas. Il est nécessaire que soient durement frappés tous ceux contre lesquels pèsent de lourdes charges. C'est ainsi que : M. Dayras, a rédigé des textes sur la répression du patriote ; M. Demangeot, s'est signalé comme procureur général, à Caen, par ses attitude proallemands ; M. Contangin ancien directeur de l'administration pénitentiaire, est l'un des responsables des sévices dont ont souffert les patriotes emprisonnés ; M. Corvisy, ancien directeur des affaires criminelles sous les ministères Alibert, Barthélémy et Gabolde, est l'un des rédacteurs des lois spéciales sur la répression des patriotes ; M. Dallant, a occupé les fonctions de chef de cabinet d'Alibert et du directeur du personnel sous les ministères Alibert, Barthélémy et Gabolde ; M. Guyenot, a requis devant la section spéciale trois condamnations à mort exigées par Vichy ; M. Benon, a présidé à la section spéciale de la cour d'appel de Paris et sur l'ordre de Vichy à deux condamnations à mort ; Werquin, a fait une très active propagande proallemande ; M. Baffer, a siégé à la section spéciale et a condamné à mort des patriotes ; M. Morisset, est un collaborateur notoire ; M. Delrieu, a requis devant le tribunal d'Etat des peines de mort ; M. Bazy, homme à tout faire de Gabolde et s'est signalé par sa propagande proallemande ; M. Bardot, est également collaborateur notoire ; M. Grenier, a fait arrêter des patriotes en tant que juge d'instruction ; M. Dintilhac, antisémite notoire qui a poursuivi sans pitié des israélites ; M. Palisse, substitut a livré des patriotes aux Allemands ; M. Chéron, était chef-adjoint du cabinet Gabolde.

LA GUERRE DANS LES BALKANS

Tito aux portes de Belgrade

LES ATERMOIEMENTS DU CABINET BULGARE

A peine l'Armée rouge est-elle entrée à Bucarest que la joie du peuple roumain se donne libre cours. Il avait fallu qu'Antonesco appelle 450.000 nazis à la rescousse pour étouffer les véritables sentiments de la nation. Celle-ci salue avec ferveur la renaissance de la liberté.

D'autre part, vers le Sud, les forces soviétiques, se conformant aux accords conclus avec le gouvernement Tataresco, ont franchi la frontière de la Dobroudja volée aux Balkans à la faveur du rôle de mercenaires hitlériens. Ils ont joué en Yougoslavie et en Grèce. La ligne de démarcation de 1939 est elle-même atteinte par une colonne venue de Constanza et victorieuse à Mangalia.

L'affolement qui règne à Sofia ne décide toujours pas les dirigeants à entrer franchement en guerre avec leurs anciens protecteurs. Cependant, de vaines protestations de neutralité ne sauraient suffire à faire oublier l'étranglement de nos alliés balkaniques.

Vers l'Ouest, les unités du deuxième front ukrainien remontent rapidement le Danube que descendent les forces du maréchal Tito. La jonction des avant-gardes russe et yougoslave est en voie de se réaliser. Selon les informations de correspondants de guerre, les patrouilles de reconnaissance auraient déjà en certains points pris contact.

L'offensive des forces de libération de Tito est d'ailleurs en plein développement. Zagreb et Belgrade sont menacées par le sud et par l'ouest. Les gouvernements fantoches de Croatie et de Serbie s'effondrent à leur tour. Dans toutes ces régions la division des unités bulgares réduit de 80 % environ les effectifs d'occupation et les nazis sont hors d'état d'entraver la progression des patriotes.

Plus au nord, les défilés des Carpates sont successivement occupés. Dans la région de Brasov, les combats font toujours rage. De l'autre côté de la chaîne de montagnes, à la frontière polono-tchécoslovaque les unités soviétiques exercent une vive pression et ne sont plus distantes des forces locales de libération que d'une trentaine de kilomètres. Le soi-disant ministère slovaque a du se confier entièrement aux forces nazies car l'insurrection générale est maintenant déclenchée. Les forces intérieures se battraient même dans certaines régions de Bratislava.

Partout, à l'Est comme à l'Ouest l'approche des Alliés est le signal de la levée en masse contre les tortionnaires hitlériens.

En Pologne, sur le front de Varsovie, Radzamil a été enlevée au nord-est de Praga, malgré de puissantes contre-attaques allemandes. Les lignes de défense de la capitale font toujours l'objet d'une violente offensive.

De même, à la frontière de la Prusse orientale, la résistance désespérée de l'ennemi voue des unités d'élite à l'anéantissement. Sur l'ensemble du front, devant ses frontières, l'état-major germanique a groupé 100 divisions. Les meilleures dont il dispose encore, munies de la quasi totalité du matériel moderne en service.

La dernière barrière protectrice du Reich est donc en train de s'effriter sous les coups victorieux que lui porte l'armée soviétique.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BULGARE devant ses responsabilités

L'avertissement soviétique à la Bulgarie au sujet de la « fausse neutralité » n'a pas tardé d'avoir ses répercussions à Sofia.

Le gouvernement a démissionné, mais c'est toujours le Premier bulgare, M. Bagrianoff, qui doit constituer le nouveau cabinet. Aura-t-il plus de chance d'accélérer la conclusion de l'armistice, voilà ce que les jours prochains vont nous apprendre.

M. Bagrianoff a été obligé par la force des choses de se détacher de l'Allemagne. Mais il n'a pas su se défaire complètement des liens qui l'attachent à Berlin. N'oublions pas que M. Bagrianoff a été l'hôte du Führer à l'époque où il faisait partie d'un cabinet nettement pronazi. Il a toujours gardé ses sympathies hitlériennes. Et d'ailleurs, la petite clique autour de la régence, compromise par sa politique de servitude vis-à-vis des milieux gouvernementaux de Berlin continue ses intrigues plus que jamais.

Les milieux macédoniens réactionnaires, de leur côté, essayent d'empêcher la conclusion de l'armistice. Ils ne peuvent s'habituer à l'idée que les territoires acquis par Hitler et généreusement offerts à Sofia, sont définitivement perdus pour l'impérialisme bulgare.

Toutes ces manœuvres n'empêcheront en rien la conclusion de l'armistice.

La crise gouvernementale de Sofia a suspendu pour quelque temps les conversations relatives à l'armistice. Mais probablement aujourd'hui ou demain ces conversations reprendront. La délégation bulgare qui se trouve au Caire disposera de quelques jours pour examiner les conditions d'armistice et, au besoin, consulter Sofia, avant d'entrer en pourparlers avec lord Meyne, ministre de Grande-Bretagne dans le Moyen-Orient, et M. Lincoln Mc Weack, ambassadeur des Etats-Unis en Grèce et en Yougoslavie, dont l'arrivée est prochaine.

Quant à la Roumanie, l'action diplomatique suit le même cours que les événements militaires. La délégation roumaine d'armistice a pleins pouvoirs pour mener les négociations avec le gouvernement soviétique. Les pourparlers ne dureront que quelques jours.

M. François CHASSEIGNE

ex-ministre du Ravitaillement

a été appréhendé hier soir

On vient d'arrêter M. F. Chasseigne, ex-ministre du gouvernement Laval. N'ayant pu fuir à temps, il se cachait à Paris, et c'est dans le 4e arrondissement qu'il a été appréhendé hier soir. Il a été immédiatement conduit au dépôt.

On se rappelle que M. Chasseigne, en qualité de secrétaire général à la main-d'œuvre dans le gouvernement Laval, avait ordonné la déportation en Allemagne de nombreux ouvriers français et vanté les mérites du « socialisme » nazi. En tant que ministre du Ravitaillement, il s'était rendu tristement célèbre par son plan de famine, qui privait pratiquement les Parisiens de légumes.

Session extraordinaire au parlement d'Helsinki

La Finlande n'a pas encore pris position. Elle n'a pas envoyé de délégation à Moscou, comme on l'a dit récemment. Mais les nouvelles d'Helsinki prévoient une action diplomatique imminente. Le Parlement finlandais a été convoqué pour aujourd'hui, à 18 heures. Il est possible, si non certain, que les conditions de paix de l'U.R.S.S. soient présentées au Parlement ou qu'on demande à ce dernier d'autoriser l'envoi d'une délégation à Moscou en vue de conclure la paix.

Hier soir la commission des Affaires étrangères a été convoquée en présence des hauts fonctionnaires au ministère. Elle a délibéré plusieurs heures.

Selon des bruits persistants, les Russes auraient accordé au gouvernement finlandais un délai allant jusqu'au 15 septembre pour accepter les conditions soviétiques transmises au début de cette semaine. Il est impossible de confirmer les nombreuses informations selon lesquelles les négociations seraient déjà en cours.

La Finlande va vers la capitulation.

L'unité « STALINGRAD » du M. O. I. est à l'honneur

Dans un communiqué officiel qu'il vient de publier ce matin, le général Cochet, signale que l'unité « Stalingrad » du Mouvement ouvrier international s'est particulièrement distinguée dans tous les combats qui se déroulent dans le Tarn et l'Aveyron.

Autour d'Albi et de Rodez, les Allemands sont en déroute. Il ne reste que des attardés ou ceux qui se cachent. Sans répit les hommes de cette vaillante unité les traquent, chaque jour ils font des prisonniers, Allemands ou Miliciens, chaque jour ils reprennent des armes pour continuer la lutte.

50.000 Allemands sont faits prisonniers par l'armée roumaine

Bucarest, 2 septembre. — La Roumanie a été libérée des troupes allemandes. La tâche confiée à l'armée a été accomplie en huit jours de dures batailles. L'Armée Rouge a coopéré à la liquidation de la résistance allemande. L'armée roumaine est maintenant prête pour de nouvelles tâches.

Selon des estimations provisoires, le nombre des prisonniers s'élève à plus de 50.000, dont neuf généraux et 652 officiers ; parmi ceux-ci figurent les généraux Gerstenberg, Steinel, Busch, l'intendant général von Lilienthal et le général Rocha. Le butin capturé est énorme et n'a pu encore être évalué.

Enfin l'armée roumaine a commencé les opérations pour la délivrance de la Transylvanie du Nord et réussi à s'emparer des villages de Valcelo et de Fitisch.

DE WEIDMANN AU Dr. PETIOT

La Gestapo AVAIT ORGANISÉ EN FRANCE une armée de tueurs

LES SADIQUES ET LES CRIMINELS Y TENAIENT LA PREMIÈRE PLACE

Ce soir s'est donné à cœur d'éclairer nos compatriotes sur les abominables supplices auxquels étaient soumis les soldats sans uniforme de l'armée de l'intérieur, et devant ces chambres de tortures, ces instruments du martyre des meilleurs d'entre nous, devant ce débordement de sadisme scientifique où les derniers perfectionnements de la technique sont mis au service de la barbarie la plus féroce, chacun se demande quels hommes l'ennemi a pu recruter pour accomplir ces monstrueuses et sanguinaires besognes.

Du tueur Weidmann...

Nos lecteurs n'ont point oublié les révélations de notre journal sur ce personnage.

Weidmann était un agent de la Gestapo, nous sommes à même d'en apporter la preuve. On se souvient que lorsque ce forban arriva en France, il n'en était pas à son coup d'essai ; c'était d'Allemagne qu'il venait. Dans son pays d'origine, il avait été condamné aux travaux forcés pour frappe de fausse monnaie. Libéré avant la fin de la peine à laquelle il était condamné, voilà qu'il se rend dans notre pays. Il reste à savoir pour quelle sinistre besogne.

En France il tue. Ses besoins d'argent, et plus simplement le goût inexorable du sang, l'engagent dans une série de meurtres crapuleux. Mais ceux-ci ne sont pas les seuls.

La charmante Joan Warner s'était courageusement mise au service du contre-espionnage des Etats-Unis. Le monstre l'attire dans son repaire et l'exécute. Voudra-t-on croire malgré tout à une coïncidence ? Pourquoi en ce cas, l'un des premiers soins des nazis lors de l'occupation de la capitale, fut-il d'apposer des scellés sur le Palais de Justice et de ne les retirer qu'après disparition du dossier de Weidmann ? Précaution trop voyante certes, mais indispensable. Il fallait faire disparaître les traces de cette gênante complicité.

... au docteur Petiot

Mais Weidmann est-il le seul des tueurs à gages de la Gestapo à s'être acquis cette monstrueuse publicité ? Le docteur Petiot, que son frère présente parfois comme un patriote méconnu, n'est-il pas sur ce point encore le sanguinaire émule de son prédécesseur allemand?

Samedi 11 mars 1944, c'est la découverte du charnier de la rue Lesueur. Petiot, démasqué, prend la fuite et disparaît. Grâce à quelles complicités ? De quels appuis sérieux a-t-il joui ? C'est là une question à laquelle la presse de Vichy s'est bien gardé de répondre, et pour cause. Peut-être aurait-il fallu prononcer le mot si redouté de Gestapo ?

En fait, si Petiot faisait preuve du sadisme le plus scientifiquement raffiné, s'il tuait et torturait pour le plaisir et pour l'argent, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ait tué pour d'autres motifs.

On sait qu'il fut arrêté par les Allemands le 22 mai 1943, sous l'inculpation d'embarquer des passagers pour l'Angleterre. Non seulement à Fresnes il jouissait d'un régime de faveur (vin, promenades *extra-muros*), mais encore, après aveux complets, il est libéré le 13 janvier 1944, SANS JUGEMENT.

Tout se passe comme si cette détention extraordinaire d'un prisonnier libre de ses mouvements n'avait eu d'autre but que d'inspirer confiance au patriote sur lequel le forban devait désormais exercer sa fureur. Car le régime de faveur dont il avait bénéficié restait évidemment aussi secret que sa détention recevait de publicité. Etrange mansuétude de la part de ceux qui ont fait payer du martyre et de la mort combien de nos compatriotes accusés du même « forfait ». Pourquoi Petiot n'aurait-il pas tout simplement offert son concours aux assassins pour les soutenir dans leur odieuse besogne ? Les bonnes volontés devaient tout de même être assez rares !

La chambre des tortures

Petiot attirait chez lui des malheureux patriotes désireux de fuir le joug ennemi et il leur réglait leur compte à la manière nazie. Tout y était : la chambre de tortures, le fauteuil à déclic électrique et la chaux vive pour faire disparaître les cadavres.

(*Suite en deuxième page*)

Parisiens fusillés l'occupation allemande

parce qu'il fallait faire peur au peuple de Paris.

Les affiches rouges

Tout Paris se souvient des premières affiches rouges où le Kommandant du Grand Paris annonçait à une foule stupéfiée et silencieuse que, pour venger le meurtre d'un officier de l'armée d'occupation, il avait fallu sacrifier plusieurs dizaines de Parisiens. On lisait avec une horreur incrédule sur les longues listes rouges le nom d'un homme de 70 ans et celui d'un jeune homme de 17 ans ; il y avait des noms d'israélites et des noms bretons; et si les Allemands avaient voulu cimenter l'union des âges, des métiers, des origines, ils n'auraient pu mieux faire qu'en les joignant sur cette liste des martyrs. Tout Paris souffrait, c'est pourquoi Paris ne s'inclina pas.

Dès le printemps suivant, les méthodes changèrent ; les nazis ne pouvaient pas intimider Paris, ils renoncèrent à la publicité des exécutions, mais ils n'en tuèrent pas moins et de plus en plus par rage impuissante. On savait que des otages étaient fusillés. Mais qui? mais où ? Tous ceux qui avaient les leurs en prison tremblaient, car on savait que s'ils n'osaient plus tuer ouvertement en vertu d'un simulacre de justice, ils fusillaient quand même au petit jour dans un fort de banlieue, sous prétexte de représailles ou sans prétexte. On était avisé quelques jours, quelques semaines après d'avoir à reprendre au bureau de la prison une montre, un pantalon, et l'on ne savait pas toujours où reposaient les restes de ceux que l'on aurait voulu honorer.

Tombes anonymes

Le cimetière d'Ivry ne les abrite pas tous. Mais il y a là, entre autres, les fusillés du printemps 1942 : Bauer, Solomon Politzer, d'autres encore, dont le seul crime était d'avoir trop aimé leur patrie. Pendant l'occupation, les Allemands avaient voulu leurs sépultures anonymes afin qu'elles ne soient pas fleuries. Mais le gardien savait à quel nom correspondaient les numéros laconiques et, parfois, l'indiquait aux familles. Tombes symboliques du cimetière d'Ivry où reposent quelques-uns parmi les meilleurs des héros de la Résistance. Que les fleurs déposées par le Comité parisien de la Résistance soient aussi pour ceux dont les tombes éparpillées sont des pensées aux quatre coins de Paris.

"La libération politique et sociale doit succéder à la libération nationale"

NOUS DIT M. ANDRE PHILIP

M. André Philip, commissaire d'Etat du gouvernement provisoire, a bien voulu réserver à *Ce soir* son

tenant, il y a dans les F.F.I. des corps constitués, ayant de glorieux

De Weidmann à Petiot

(Suite de la première page)

Devant les chambres de tortures d'Issy-les-Moulineaux et de Vincennes, on ne peut s'empêcher d'être frappé de certaine analogie de méthodes dans le scientifique raffinement de cruauté.

Enfin, triste relation, il est établi que Petiot était l'ami du sinistre Bony, de l'affaire Stavisky, lui-même attaché à l'équipe de tueurs et de tortionnaires des services de la rue Lauriston.

Comment ne se dévouerait-on pas à de tels amis. Quoi de plus facile, le pot aux roses découvert, que de mettre Petiot en sûreté ! Les rangs de l'armée allemande ou ceux du P.P.F. ne sont-ils pas un asile sûr? C'est ainsi qu'un certain C. Roland, arrêté au mois de mai affirme avoir vu Petiot, qu'il connait bien, sous l'uniforme allemand dans une brigade contre le « terrorisme », à Nimes. Est-ce imagination de la part de Roland ? Les faits semblent pourtant prouver en faveur de ses dires. Une enquête est ouverte, qui nous en apprendra peut-être très long.

Lorsque Darnan et Himmler vantaient les hauts faits des « forces du maintien de l'ordre », nous savons maintenant de quel ordre, de quels exploits, de quels héros il s'agissait.

Weidmann, à coup sûr ; Petiot sans doute, voilà la légion d'honneur de la Gestapo.

Édition de 5 heures du matin

PREMIÈRE ANNÉE - N° 13

Le Parisien Libéré

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 SEPTEMBRE 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (X°)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

« Maintenant qu'en Europe et dans le monde parler de liberté est brusquement devenu un devoir... »

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉCRIVAINS A PARIS
1935

Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par

O. C. M.
(Organisation Civile et Militaire)

et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor.*

A l'Ouest comme à l'Est le sol allemand est foulé !

Cinq années de guerre

Il y a cinq ans, la guerre était déclarée à l'Allemagne. Les Français partaient à l'appel de la Nation, graves mais résolus, sans vains chants de victoire, soucieux d'être dignes de leur mission de citoyens soldats.

Chacun savait qu'il n'y avait plus d'autre issue.

En fait, depuis longtemps, l'état de guerre existait. D'abord, les hostilités avaient été lointaines. C'était la Chine à laquelle s'était attaqué le Japon. C'était l'Ethiopie qui subissait l'agression italienne.

D'Asie en Afrique, le conflit s'était étendu à l'Europe. L'Espagne républicaine avait supporté l'assaut des germano-fascistes et avait succombé malgré sa bravoure. L'Albanie avait été la victime d'un odieux coup de force. La Tchécoslovaquie à son tour avait été l'objet des plus odieuses pressions et de mutilations insupportables.

Le temps de Munich était le temps de la défaite.

De renoncement en abandon, les démocraties reculaient devant le bloc des conquérants. Les unes après les autres nos amitiés européennes tombaient sous les coups. Nous restions, impuissants, spectateurs des crimes successifs, abandonnant nous-mêmes tout ce que la France avait défendu : la sécurité collective, l'organisation des nations...

Et puis, ce fut septembre 1939.

Que de jours sombres nous avons connus dès lors ! Mais les meilleurs d'entre les Français jamais n'ont désespéré ni douté. C'est leur victoire, la victoire de la France, celle aussi des Alliés, qui sera très bientôt, les armes à la main, obtenue et conquise.

La ténacité britannique, le courage héroïque de l'Armée Rouge, la valeur des troupes américaines étonnamment équipées, l'insurrection française, la résistance de tous les pays que l'ennemi prétendait asservir, l'aide que le monde entier a donnée sans relâche à ceux qui relevaient le défi, auront ensemble changé l'Histoire.

Gœbbels, lorsqu'il commença d'avoir des craintes sur l'issue de la guerre, répéta au peuple allemand qu'il fallait vaincre ou mourir !

Le point de vue officiel des nazis ne pouvait être différent.

Nous sommes en guerre avec l'hitlérisme depuis son avénement. Et peut-être est-ce la même bataille contre le germanisme qui dure depuis 1914 avec une trêve de quelque quinze ans...

Pouvions-nous imaginer que le drame allait se prolonger si longtemps et si cruellement ?

Souvenons-nous de nos pensées d'alors !

Et n'oublions pas les voix qui s'élevaient dès 1934 ou 1935, lorsque — nous en rappelons un exemple en manchette — beaucoup d'entre nous, déjà, prenaient conscience de ce que la liberté se trouvait menacée.

Après tant de deuils et de ruines, tant de sauvage cruauté, tant d'exils, voici que se lève enfin la revanche des Hommes libres.

P. L.

APRÈS AVOIR PÉNÉTRÉ EN BELGIQUE LES ALLIÉS SONT ENTRÉS EN ALLEMAGNE

En Italie, ils percent la ligne Gothique

Cinq années après le début des hostilités, les troupes alliées vont entrer victorieusement en Allemagne. Ayant franchi successivement tous les obstacles naturels qui les séparaient de la Lorraine, après avoir occupé Metz et Nancy, franchi la Moselle, les troupes américaines poussant de l'avant, ont atteint la frontière allemande hier. La ligne Maginot a été dépassée et il semble que les Allemands aient surtout songé à la ligne Siegfried pour essayer d'enrayer l'avance des unités du général Patton.

Combats aux portes du Luxembourg

L'avance dans l'est de la France s'accompagne de rapides progressions en direction de la frontière luxembourgeoise où des combats de chars se livrent à proximité de Longwy.

Rapide progression en Belgique

Les Américains qui, partant du nord de Laon, ont attaqué en direction de la Belgique, ont occupé successivement toutes les villes frontières voisines de la Sambre, et en particulier Maubeuge. Puis, poussant au delà, elles se sont dirigées sur leur gauche vers Mons, et, sur leur droite, en descendant la rivière, vers Charleroi et Namur où des éléments avancés ont pénétré, allant rapidement vers Liége et Aix-la-Chapelle, porte allemande de la Ruhr.

De leur côté, les forces britanniques qui avaient occupé Arras ont poursuivi leur avance et sont entrées en Belgique où elles ont occupé Tournai. Les Américains, par le sud, et les Britanniques, par le sud-ouest, avancent rapidement vers Bruxelles, dont ils ne sont plus guère éloignés.

Occupation de la côte de la Manche

Les unités allemandes qui occupaient la côte de la Manche, prises à revers, sont chassées de très nombreux points. La côte au nord du Havre est occupée, ainsi que Saint-Valery-en-Caux. Plus au nord, c'est Abbeville qui est libérée, ainsi que la région de Calais, où la côte a été atteinte.

Ces pointes rapides vers l'ouest ont complètement empêché toute retraite vers le nord-est de nombreuses unités ennemies.

Dans tout le nord de la France, l'action des F. F. I. n'a pas manqué d'apporter une aide précieuse aux troupes alliées.

Signalons que, plus au nord, pour gêner l'avance anglo-américaine, les Allemands ont inondé la région entre Rotterdam et Anvers.

L'assaut continue contre les places fortes de Bretagne

Tandis que la presque totalité du nord de la France est libérée, les Allemands résistent toujours à Brest, à Saint-Nazaire et à Lorient.

A Brest, où il reste environ 20.000 hommes, de violents assauts se poursuivent. L'aviation alliée a très violemment attaqué les défenses de la place.

Dans le sud de la France

On constate une évacuation progressive de la plupart des forces allemandes, surtout entre Lyon et Bordeaux. Les progressions alliées dans ce secteur se font en liaison avec les F. F. I. Elles ont été principalement couronnées de succès hier dans la région sud-est, où Lyon a été occupée. Les colonnes alliées ont dépassé la ville et remontent la Saône. Elles poursuivent également l'armée allemande en retraite en direction de Bourg-en-Bresse. Dans les Alpes, où les F. F. I. ont atteint Saint-Jean-de-Maurienne, les troupes américaines ont commencé à franchir les Alpes descendant vers la plaine de Lombardie au sud de Turin. Sur le littoral, elles ont déjà pénétré de 12 kilomètres en Italie. Dans le golfe du Lion, les Alliés suivant la côte, ne se trouvent plus qu'à quelques kilomètres de la frontière espagnole.

La ligne Gothique est enfoncée

Sur un front de 32 kilomètres, la ligne Gothique qui défendait la vallée du Pô a été franchie. Pesaro a été occupée et les avant-gardes ne sont plus qu'à 4 kilomètres de Cattolica. Toute la voie d'accès vers l'Italie septentrionale se trouve ainsi ouverte, par le secteur de l'Adriatique. En même temps, à l'ouest de Florence, l'assaut allié a été victorieux, puisque l'Arno a été franchi, et Pise a été occupée. Les troupes alliées poussent au delà de la ville sur un large front.

Sur le front aérien d'Europe

Une formation d'importance moyenne de forteresses volantes a attaqué Ludwigshafen où des centres de carburants synthétiques ont été bombardés. On annonce par ailleurs un renforcement prochain des attaques aériennes contre l'Allemagne, alors que les attaques de V-1 sont totalement arrêtées depuis quelques jours sur l'Angleterre.

L'occupation de la Roumanie se poursuit rapidement

Toute la plaine comprise entre Bucarest et la grande boucle du Danube est maintenant libre de toute unité allemande. Longeant la mer Noire, les Russes, qui ont également traversé le Danube en direction de l'est, occupent progressivement la Dobroudja. A l'ouest de Bucarest, l'armée rouge progresse en direction de la Transylvanie.

Bien que les Allemands quittent depuis plusieurs jours déjà le sud de la Grèce, une menace pèse sur leurs voies de retraite, puisque les troupes du maréchal Tito viennent d'occuper Belgrade, en route vers l'est à la rencontre des colonnes soviétiques qui poursuivent leur remontée du Danube.

Les armées soviétiques dans la bataille de Roumanie ont tué ou fait prisonniers plus de 400.000 Allemands, ce qui pèsera très lourdement dans la suite des opérations à l'Est.

MARS

Une présentation du "Parisien Libéré" à la Radio de la Nation française

Hier soir, à 20 h. 10, sur les antennes de la Radio de la Nation française, le Parisien Libéré **— et chacun des organes de la nouvelle presse de Paris aura son tour — a été présenté à la France et aux amis de notre pays que nous ne pouvons encore atteindre directement.**

Nous sommes heureux de reproduire ci-dessous le texte de cette interview due à Marc Blancpain.

○●○

J'ai interrogé M. Claude Bellanger, directeur du Parisien Libéré. *Voici ce qu'il m'a déclaré :*

Actuellement logé dans l'immeuble de l'ex-*Petit Parisien*, le *Parisien Libéré* s'est constitué, il y a six mois, dans la clandestinité, sous forme de coopérative ouvrière de production. Il est INDEPENDANT DE TOUTE ANCIENNE FORMULE. C'est un journal neuf qui veut aider à naître une France neuve.

Pendant les lourdes et longues années de l'occupation, de bons Français, qui militaient dans le mouvement patriote gaulliste ont poursuivi, au mépris de tous les dangers, une action militaire dont l'efficacité a été brusquement révélée lorsque, sorties de l'ombre, les Forces françaises de l'intérieur ont contribué à chasser l'ennemi.

En même temps, ces Français, venus de toutes les professions, de tous les horizons politiques, de toutes les catégories sociales, mais fermement, passionnément décidés à s'entendre, à voir grand, à bâtir solide, étudiaient un large programme de rénovation des institutions de la France.

En même temps encore, et pour témoigner de l'honneur de nos écrivains et de nos journalistes officiellement silencieux, et pour donner aussi à nos compatriotes des raisons d'espérer, ces mêmes Français ne cessaient pas de composer, d'imprimer et de diffuser des revues et des journaux libres.

Le Parisien Libéré est l'expression d'un des mouvements les plus importants de cette clandestinité héroïque : l'Organisation Civile et Militaire (O. C. M.). On connait la revue qu'elle publiait : *Cahiers*, études pour une nouvelle révolution française. On connait aussi ses journaux : *l'Avenir* et *l'Essor*. L'O. C. M. était représentée au bureau de la Fédération nationale de la presse clandestine ; elle participait à ses travaux ; elle a sa large part dans l'organisation provisoire de la presse actuelle.

○●○

Le Parisien Libéré a pour président du comité de direction le président de l'O. C. M., membre du C. N. R. L'équipe du journal est une équipe d'hommes jeunes. Tous sont des résistants actifs. Certains ont durement payé leur action. Un des nôtres est actuellement déporté en Allemagne.

Est-il nécessaire de vous donner leurs noms ? Aucun d'entre eux n'était célèbre avant la guerre. Alors, l'un militait au parti radical, un autre était démocrate chrétien, un troisième socialiste, un quatrième faisait de la grande information, beaucoup se détournaient avec méfiance de toute activité politique. Tous, lorsque le 21 août, à 7 heures du soir, ils entrèrent prendre possession des locaux de la rue d'Enghien, portaient encore leurs noms de guerre. Les Allemands étaient là. Paris se battait. Le premier acte des journalistes du *Parisien Libéré* fut, comme le premier acte de tous les journalistes de Paris, un acte de courage audacieux.

○●○

Quelle est, quelle sera l'orientation du journal ?

Nous sommes des citoyens de bonne volonté ; en quatre ans de combats et de réflexions, nous avons beaucoup appris ; nous avons atteint à la maturité par des rudes et douloureux chemins.

Aussi nous proposons-nous, en dehors de toute formation politique ancienne, de donner aux Français un élan qui les pousse à vouloir la grandeur de leur pays, la liberté, la justice sociale et l'ordre vrai. Nous voulons : l'indépendance nationale dans la grandeur de la Patrie, la République, la liberté des citoyens, une démocratie sincère et forte, un Etat libéré des puissances d'argent.

Suite page 2

A la gare du Nord, *In memoriam...*
(*Photo Presse-Libération.*)

LA FINLANDE A DEMANDÉ L'ARMISTICE

La Finlande se retire de la lutte. Elle sollicite un armistice de l'U. R. S. S. et rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne dont les troupes devraient avoir évacué le territoire finnois avant le 15 septembre. Consulté, le Parlement finlandais a ratifié l'initiative amorcée dès le 25 août par le gouvernement que préside M. Hacksell. Désormais le Reich ne disposera plus d'aucun point d'appui sur la rive septentrionale de la Baltique.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la radio, le premier ministre finlandais a insisté sur le fait que les accords qui liaient Helsinski à Berlin étaient d'ordre strictement militaire et qu'ils n'impliquaient pas d'obligations politiques. A partir du moment où cesse l'aide militaire du Reich, les accords deviennent virtuellement caducs. Pour spécieuse qu'elle soit, cette explication illustre une nouvelle fois cette indiscutable vérité : à savoir que la démocratie finnoise ne s'est jamais solidarisée avec le nazisme ailleurs que sur un champ de bataille limité à ses intérêts essentiels et qui, au reste, existait antérieurement à l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'U. R. S. S.

Modération soviétique

A en croire certaines informations, les conditions que poserait l'U. R. S. S. à la conclusion d'un armistice seraient assez modérées : la Finlande conserverait ses frontières de 1940 et verserait une indemnité de guerre. Quoi qu'il en soit, le principal obstacle sur lequel avait buté M. Paasikivi, il y a quelques mois, lors des premières tentatives de paix entre la Russie et la Finlande, parait ne plus exister : la Finlande ne sera pas contrainte de coopérer avec l'armée rouge à la capture des divisions allemandes stationnées sur son territoire, puisque le départ pacifique de celles-ci parait une solution admise par le Kremlin.

La Finlande dispose enfin aux Etats-Unis et en Angleterre de sympathies agissantes qui s'emploieront d'autant plus efficacement en sa faveur que les forces anglo-américaines réalisent sur le continent des progrès foudroyants. Peuple courageux et fortement attaché aux institutions démocratiques, la Finlande mérite que son sort ne soit pas confondu avec celui des autres satellites de l'Allemagne.

C. D.

M. Flouret, préfet de la Seine, remet un drapeau aux F. F. I. de l'Hôtel de Ville (*Photo* Parisien Libéré.)

LA REORGANISATION DE LA JUSTICE

Le secrétaire général à la Justice expose les mesures prises pour châtier les traîtres

M. Willard, secrétaire général à la Justice, a déclaré aux journalistes réunis au ministère de l'Information quels seront les principes qui inspireront le châtiment des traitres. Il s'agit là, a-t-il dit, d'une œuvre de « salubrité et de salut public ». Il faut, en effet, pour que la France retrouve un climat sain et que la sécurité y soit assurée, que les traitres soient mis hors d'état de nuire à l'avenir, comme ils l'ont fait en 1940 et en d'autres circonstances de notre histoire.

La justice sera « responsable, sereine et rapide, compréhensive et mesurée, mais rigoureuse et proportionnée ». « La loi du talion ne jouera pas », mais « la trahison se paiera ».

La France s'est libérée elle-même ; elle se fera justice elle-même. Elle sera maitresse du prétoire, et ce sont les patriotes qui jugeront. Elle pourra suivre toutes les phases des actions intentées aux criminels, car non seulement les débats, mais l'instruction seront publics.

Pour l'instant, toute personne arrêtée l'est à l'instigation du département de l'Intérieur. En attendant la création éventuelle de juridictions spéciales, la juridiction militaire sera compétente.

Tous les coupables seront poursuivis ; tous ceux qui ont livré des patriotes à l'ennemi, qui ont participé à des mouvements soi-disant nationaux, et en particulier les trusts qui ont spontanément et avec zèle travaillé pour l'ennemi. « Mais, conformément à la volonté du peuple, on ne torturera pas ceux qui ont torturé. »

La justice française ne prendra pas modèle sur celle de nos ennemis. C'est ainsi qu'a été décidé le transfert des internés du Vél' d'Hiv' dans une prison où ils trouveront un régime plus conforme à l'hygiène.

De plus, si tant de personnes sont arrêtées, c'est qu'il est absolument nécessaire de mettre les traitres dans l'impossibil[illegible]ider leurs biens. La conf[illegible]t, en effet, l'une des peines [illegible]nt appliquées. Le produit [illegible]ra affecté au soulagement d[illegible]s qui ont le plus partic[illegible]t souffert de l'oppression [illegible]le par suite de la condu[illegible]o-tique d'un de leurs men[illegible]

Par ailleurs, M. Willa[illegible]sé des vues qui lui sont p[illegible]es sur la réorganisation d[illegible]e. Celle-ci serait désormai[illegible]r-vice public » dont tou[illegible]de pourrait bénéficier. C[illegible]re qu'il serait gratuit. L[illegible]de timbre et d'enregist[illegible]es offices ministériels ser[illegible]is. L'unité de juridiction [illegible]a-lisée, la procédure si[illegible]es délais abrégés.

Les magistrats, hau[illegible]a-lifiés, seraient entou[illegible]és élus par le peuple.

Au système péniten[illegible]el, qui s'inspire d'idé[illegible]es, serait substitué un r[illegible]é-ducation par le tra[illegible]if. Nous aurions dès lor[illegible]ce respectueuse de la dig[illegible]e, la seule qui puisse convenir à notre grandeur retrouvée.

NOTULE

On parle beaucoup de l'épuration. On a raison. Elle commence.

Mais il ne faudrait pas qu'elle se heurte à des contingences parfois trop personnelles.

Il semble, par exemple, que certains noms apparentés aux nobles familles du Comité des forges bénéficient de complaisances, et les « collaborateurs » notoires de la haute industrie risquent (excusez le mot) de n'être guère inquiétés.

Ne serait-ce pas un problème du ressort du secrétariat général au Maintien de l'ordre ? Car, enfin, s'il y a carence des sanctions — et le peuple a le sens de la justice, exige qu'elle soit satisfaite, — l'ordre public n'en pourrait-il pas être troublé ?

Le titulaire actuel de ce poste n'est peut-être pas assez convaincu de la nécessité d'agir avec vigueur. On dit qu'il fut longtemps appointé par le Comité des forges et que, par ailleurs, il est l'auteur d'une thèse sur le corporatisme au Portugal. On dit aussi que la Confédération générale du patronat français lui donna toute sa confiance, autrefois, pour des missions extérieures.

Et les « sanctions économiques » ne nous paraissent pas non plus à négliger. Qu'en dites-vous ?

C'est une question que nous posons ici. Et un peu plus qu'une question...

LA PAYSANNERIE TRAHIE

HENRY DORGÈRES

chef de la propagande paysanne vichyssoise

Nous avons raconté samedi comment Dorgères, acculé à de misérables expédients, n'avait plus eu d'autre issue pour échapper aux desseins de Darlan et Pucheu que d'aller quémander aide à Laval, encore en disgrâce mais avide de jouer à nouveau un rôle.

◆

Dorgères se trouve alors dans une situation désespérée : il n'a plus d'argent, plus d'influence, plus de crédit, il a beau frapper à toutes les portes il n'obtient plus rien. Il va revoir Marion et tombe une fois de plus d'accord avec lui sur une formule transactionnelle ; il s'agit de faire céder les délégués régionaux en flattant leur vanité, en les accréditant auprès des préfets régionaux et non plus auprès des préfets départementaux, de leur remettre un splendide ordre de mission, de leur payer un secrétariat, etc.

La trahison des notables

MM. de Rambuteau et Tessier (Lyon et Limoges) se laissent séduire par ces propositions et acceptent de négocier avec les autres représentants de la Propagande paysanne.

Le chef de cet organisme donne sa démission et quitte la Propagande avec ses collaborateurs. Dorgères a gagné. Il va pouvoir maintenant passer à la caisse et payer ses dettes de jeu et de femmes.

La Propagande paysanne est morte, elle ne revivra jamais. La direction en est confiée à un ancien commissaire de police de Rochefort, qui ira tous les jours faire son rapport et recevoir ses ordres à la direction des renseignements généraux.

Les délégués régionaux ne seront plus que des pantins qui prendront place sur des estrades, ils seront les porte-parole de Darlan, puis de Laval ; ils vanteront tout, et recevront tour à tour des ordres de Marion, puis de Creyssel, du P. S. F., puis de Henriot.

RONCEVAUX.

Suite page 2

Nous publierons demain la suite des souvenirs de R. PRIGENT, délégué de l'O. C. M., député de la Résistance

Ce que fut à Alger l'Assemblée nationale consultative

RAVITAILLEMENT

ŒUFS

avec le ticket DB de septembre: un œuf pour les E, A, T, C, V ; deux œufs pour les J1, J2, J3. Inscriptions du 4 au 7 sept.

VIANDE DE BOUCHERIE

150 gr. : tickets 1 et 3 de septembre; tickets d'août prorogés: n° 7, BA, BF.

VIANDE DE CONSERVE

100 gr. : BE de septembre. Tickets d'août prorogés : BB, BG.

(Dessin de Lucien Laforge.)

— *Il fallait fusiller tous les gaullistes !*
— *Alors, il fallait fusiller tous les Français...*

M. Jules Rimet, président de la F. F. F., serre la main à Aston (à droite) et à Dupuis (à gauche) avant le match Red Star-Racing (*Photo* Parisien Libéré.)

Deux tortionnaires

LAFONT ET BONNY SONT CAPTURÉS

Le préfet de police a réuni hier la presse pour lui faire part des premiers résultats obtenus dans la lutte contre les traitres ; chacun a pu constater ces jours derniers que les derniers tireurs de toits ont été réduits au silence. La lutte la plus âpre reste à mener, toutefois. C'est aux causes qu'il faut remonter pour guérir vraiment le mal. Il faut s'attaquer à la 5e colonne : le redressement de la France dépend pour une part importante de son élimination. C'est sur la trace des membres de la Gestapo française que la police s'est d'abord lancée. Et dès maintenant un résultat sensationnel est acquis puisque Bonny et Lafont ont été pris aux lacs.

Retraite champêtre

C'est à la ferme Bastin, près de Basoche, en Seine-et-Marne, que les deux tortionnaires s'étaient mis à l'abri. Le 30 août, l'inspecteur principal chargé de l'affaire envoie un premier émissaire, qui parvient sans se faire reconnaitre à repérer toutes les issues. Le lendemain, un détachement important, d'une trentaine d'hommes, tant policiers que gardiens de la paix et F. F. I., se rend sur les lieux et assiège la ferme.

La résistance fut insignifiante. Il y avait là Bonny, Lafont et plusieurs de leurs comparses. La femme de Bonny, née Emie, était présente, de même que Marie-Jeanne Douflo, la maitresse de Lafont, et ses deux enfants, Pierre, seize ans, et Henriette, quinze ans. Rapidement réduits, les brigands sont conduits à la préfecture de police, où M. Luizet lui-même les reçoit.

Suite page 2

La Loterie

Trentième tranche

Le numéro 151.394 gagne le gros lot dans les 2 séries

Dernier chiffre du billet	Numéro gagnant	Montant du lot Série A	Montant du lot Série B
1	01	400	400
	821	1.000	2.000
	44.781	30.000	100.000
2	52	400	400
	119.762	100.000	300.000
3	23	400	400
	63	400	400
	6.963	5.000	20.000
	65.803	30.000	100.000
4	04	400	400
	01.934	30.000	100.000
	16.134	30.000	100.000
	22.754	30.000	100.000
	50.894	30.000	100.000
	151.394	6.000.000	3.000.000
5	95	400	400
	03.735	30.000	100.000
	82.015	30.000	100.000
	085.635	300.000	400.000
6	06	400	400
	326	1.000	2.000
	7.476	5.000	20.000
	125.906	100.000	300.000
	057.686	300.000	400.000
7	07	400	400
	37	400	400
	64.637	30.000	100.000
	202.037	100.000	300.000
	078.437	500.000	500.000
	268.657	1.000.000	700.000
	123.817	3.000.000	1.000.000
8	03.308	50.000	200.000
9	39	400	400
	74.819	30.000	100.000
	14.059	30.000	200.000
0	1.660	20.000	50.000
	181.870	300.000	400.000

Deux tortionnaires

LAFONT ET BONNY SONT CAPTURÉS

Le préfet de police a réuni hier la presse pour lui faire part des premiers résultats obtenus dans la lutte contre les traîtres ; chacun a pu constater ces jours derniers que les derniers tireurs de toits ont été réduits au silence. La lutte la plus âpre reste à mener, toutefois. C'est aux causes qu'il faut remonter pour guérir vraiment le mal. Il faut s'attaquer à la 5e colonne : le redressement de la France dépend pour une part importante de son élimination. C'est sur la trace des membres de la Gestapo française que la police s'est d'abord lancée. Et dès maintenant un résultat sensationnel est acquis puisque Bonny et Lafont ont été pris aux lacs.

Retraite champêtre

C'est à la ferme Bastin, près de Basoche, en Seine-et-Marne, que les deux tortionnaires s'étaient mis à l'abri. Le 30 août, l'inspecteur principal chargé de l'affaire envoie un premier émissaire, qui parvient sans se faire reconnaître à repérer toutes les issues. Le lendemain, un détachement important, d'une trentaine d'hommes, tant policiers que gardiens de la paix et F. F. I., se rend sur les lieux et assiège la ferme.

La résistance fut insignifiante. Il y avait là Bonny, Lafont et plusieurs de leurs comparses. La femme de Bonny, née Emie, était présente, de même que Marie-Jeanne Doufio, la maîtresse de Lafont, et ses deux enfants, Pierre, seize ans, et Henriette, quinze ans. Rapidement réduits, les brigands sont conduits à la préfecture de police, où M. Luizet lui-même les reçoit.

Suite page 2

(Photo Parisien Libéré.)

DEUX TORTIONNAIRES SONT CAPTURÉS

Suite de la première page

On a déjà beaucoup parlé d'eux, et nul n'ignore quelles furent leurs activités avant la guerre. Chambletin, dit Henri, dit Lafont, supporte à lui seul le poids de douze condamnations. Bonny, né en 1895, était le second de Lafont, quoique de sept ans son aîné. C'est depuis le début de 1941 qu'ils travaillaient à la solde de l'ennemi. Engagés par les Allemands, ils ont été chargés par eux de l'ignoble tâche qui consistait à organiser la Gestapo française. On frémit de voir accouplés ces deux mots, mais ce n'est, hélas ! que la vérité. Ils opéraient en uniforme, Bonny en lieutenant allemand et Lafont — sinistre hiérarchie — en capitaine. Leur rôle principal était de démasquer les patriotes ; Lafont était spécialiste des opérations dirigées contre le maquis.

De la rue Lauriston à Rueil

93, rue Lauriston. C'est là que les deux pirates faisaient conduire leurs victimes. Des chambres de torture étaient installées. Lafont et Bonny avaient sous leurs ordres une armée d'une centaine d'hommes. Les recherches de la police ont conduit les enquêteurs à Rueil chez la princesse Tchernitcheff, autre maîtresse de Lafont et ancienne femme d'Henri Garat. C'est elle qui mit à la disposition de la bande les locaux de la place d'Iéna, qui de bureaux devinrent chambres de torture et cellules. Un autre repère de cette redoutable bande était celui de la place des Etats-Unis. Une prison spéciale y était installée d'où peu ont dû sortir vivants. Et il est à supposer qu'en fouillant le jardin attenant on y trouverait bien des cadavres. Les passants entendaient des cris, mais ne voyaient jamais sortir aucun de ces malheureux...

Travail intérieur

Lafont et ses acolytes ne travaillaient pas seulement pour assouvir leurs basses passions. Suivant la filière, les policiers ont découvert chez le comte Steubock, qui a été arrêté, une fortune considérable évaluée à une centaine de millions : or en lingots, tableaux, argenterie... C'est une indication sur les sommes prodigieuses dont devait disposer la Gestapo, en même temps que l'explication de bien des morts innocentes. La bande touchait pour chaque prise une somme importante. C'est sans doute les acolytes de Lafont qu'il faut rendre responsables des innombrables perquisitions irrégulières effectuées ces derniers mois. Souvent leur basse haine l'emportait sur le désir du gain : c'est Lafont qui s'est emparé de la nièce du général de Gaulle dont on est toujours sans nouvelles

Il y en a d'autres...

Tels sont les hauts faits dont les deux brigands sont les auteurs. Une enquête rapide a permis de les prendre aux lacs. Beaucoup de leurs complices courent encore sans doute. Mais les inspecteurs sont au travail, et il est vraisemblable que cette prise sensationnelle n'est que le prélude d'une longue série de succès à leur actif. Succès qui, en éliminant les criminels les plus redoutables, mettront le pays à l'abri des entreprises de ses plus sadiques ennemis.

R. B.

Revue de presse

L'ARTICLE DU JOUR

Dans *Franc-Tireur* du 2 septembre, nous détachons ces lignes de l'éditorial d'Albert Bayet, intitulé : « Un gouvernement de la Résistance ». Nous avons vu notre grand ami Albert Bayet, durant des mois, à l'œuvre, lorsque, de Lyon, il revint à Paris et tandis qu'il était « le citoyen » Dumont. Saisissons en même temps l'occasion de lui dire ici toute notre affectueuse estime.

« Le général de Gaulle va constituer un nouveau gouvernement. Que doit être ce gouvernement ? Un gouvernement de guerre.

Quels hommes doivent le composer ? Des hommes de la Résistance.

On nous dit : « Ils sont bien jeunes. » Et après ? N'est-ce pas par un formidable appel aux jeunes que l'U. R. S. S., les Etats-Unis, l'Angleterre sont en train de gagner la guerre ?

On nous dit : « Ils n'ont pas d'expérience politique. » Et après ? La fréquentation des maquis n'est-elle pas une aussi bonne école que la fréquentation des couloirs ?

On nous dit : « Ils ne sont pas notoires. » Et après ? Il va sans dire que la clandestinité ne fait pas la notoriété. Mais mieux vaut tel chef de « mouvement » inconnu que tel politicien trop connu.

On nous dit enfin : « Dans le prochain cabinet, il faut tant d'hommes des anciennes équipes pour assurer la continuité républicaine et démocratique. »

Voire !

La continuité républicaine et démocratique est une belle chose, et indispensable. Mais est-elle la réapparition des équipes qui nous ont conduits à la non-intervention

PARIS
14, Rond-Point des Champs-Elysées
REDACTION ADMINISTRATION
21, Boulevard Montmartre
Tél. RIC. 99-41

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR: Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent rien, et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

2 francs

LUNDI 4 SEPTEMBRE 1944
N° 12 — 118e ANNEE

TARIFS DES ABONNEMENTS
3 mois .... 140 francs
6 mois .... 260 francs
1 an .... 500 francs
Les abonnements sont reçus : 21, boulevard Montmartre et 14, Rond-Point des Champs-Elysées
C/C Postal Paris : 242-53

LE SORT TOMBA...

par François MAURIAC

DANS Paris délivré, un journaliste avait certes le droit de s'abandonner à sa sensibilité. Mais rien n'est si facile que les larmes et que les cris. Il faut songer à sortir de la période des pleurs de joie. Nous avons mieux à faire que de nous attendrir. Il s'agit de choisir, dans le chaos des problèmes qui nous pressent, ceux que nous nous sentons capables d'aborder.

Il en est un qui, tous ces jours-ci, m'obsède : celui de la justice. Oh ! je sais bien que ce terrain brûle... Raison de plus pour s'y engager. Vivre dangereusement signifiera pour nous, désormais : écrire dangereusement. J'ose avouer d'abord que, dans l'attente d'une justice exacte et rapide, j'avais en secret résolu de me tenir le plus loin possible de ces règlements de comptes. Mais on s'y trouve engagé malgré soi ; je ne tardai pas à m'en aviser, le jour même de mon retour à Paris. Encore tout bouleversé des heures que je venais de vivre, sans avoir le loisir de la réflexion, il a fallu à l'Académie faire figure de justicier.

Rien ne m'y avait préparé. Bien qu'il s'agisse en apparence du cas le plus simple : la collaboration d'un académicien aux journaux d'obédience allemande, et qu'à ce sujet aucun désaccord ne paraisse même imaginable, je m'étonne, depuis jeudi, de ne pas me sentir meilleure conscience.

Le recours au bouc émissaire (ledit bouc fût-il de l'espèce la plus noire) m'a toujours répugné, je l'avoue. On nous assure que cette exécution des deux Abel ne saurait plus tard nous interdire l'examen de tel autre cas et qu'elle n'a aucun caractère « limitatif » (pour user d'un terme que le pauvre Lancelot n'approuverait pas). Il n'empêche que l'occupant de la première charrette est en droit de se demander pourquoi nous lui avons réservé cette priorité (encore un néologisme !). « Parce que le coupable, nous dit-on, se trouvait présent à Paris...» Mais le fait que depuis trois ans il travaille à la commission du dictionnaire et à la séance du jeudi constituerait plutôt une circonstance atténuante : n'avons-nous pas mis bien du temps, sinon à nous apercevoir de son indignité, du moins à en témoigner à la face du monde ?

Le vrai est que le sort tombe toujours, non sur le plus jeune, comme dans la chanson, mais sur le plus vieux, ou tout au moins sur le plus faible. Qu'est-ce donc qui empêchait l'Académie de dénoncer les plus coupables de ses membres, bien qu'ils fussent absents de Paris ? Je crains d'ajouter une blessure d'amour-propre à celle que nous venons d'infliger à l'auteur de « Monsieur de Courpière ». Mais on me concédera qu'il n'existe pas de commune mesure entre les articles anodins et sans portée que M. Abel Hermant donnait aux « Nouveaux Temps », et ce numéro de l'« Action Française » publiée sous le contrôle allemand, cet article quotidien de Charles Maurras [illegible] Kommandantur.

D'un côté, je vois un vieillard, fin lettré, comme on disait autrefois, et qui laissera une œuvre, non certes dénuée de mérites, mais sans aucune influence ni rayonnement spirituel, et qui n'a engagé que lui-même dans ses palinodies ; de l'autre, j'aperçois un Maître dont on découvre mieux chaque jour l'influence qu'il exerça en France, durant un demi-siècle, non seulement sur les esprits, mais aussi dans le concret, sur la politique quotidienne ; car Charles Maurras dirigeait, inspirait l'action de ces mêmes politiciens qu'il accablait d'outrages, — jusqu'au jour de « la divine surprise », où, à la faveur du désastre, il devint l'inspirateur non plus occulte mais quasi officiel du système vichyssois.

La postérité de Maurras, nous l'avons vue de nos yeux. Dans les énergumènes de « Je suis partout », reconnaissons ses authentiques héritiers, les fils de son esprit — et qui resteront à jamais ses implacables juges.

Le péché contre la nation, d'un certain nationalisme, voilà le premier procès à ouvrir, et qui intéresse la France, beaucoup plus que l'immolation de l'Iphigénie octogénaire, sacrifiée jeudi dernier devant le portrait du cardinal de Richelieu.

François MAURIAC,
de l'Académie française.

DANS UNE ALLOCUTION D'UNE GRANDE PORTEE

le Pape envisage les conditions « de l'œuvre gigantesque de restauration de la vie sociale »

Rome, 2 septembre. — Voici les principaux passages de l'allocution prononcée vendredi soir par S.S. Pie XII :

« A l'horloge de l'Histoire va maintenant sonner une ère nouvelle à la fois grande et décisive pour l'humanité. Un monde nouveau est en train de naître. Il faut que ce monde nouveau soit plus sain et infiniment mieux organisé, en harmonie avec les besoins de la nature humaine. Quels seront les architectes et les ingénieurs du monde nouveau ? Le monde choisira-t-il entre un extrême et l'autre ? L'avenir de la civilisation chrétienne en Europe et dans le monde dépend de la réponse qui sera faite à ces questions. Cette civilisation vise à l'accomplissement des plus hauts principes moraux. La loi morale sera recréée par une discipline assurant le droit fondamental et la dignité inviolable du genre humain.

« L'histoire du dernier siècle a vu la civilisation occidentale systématiquement menacée dans ses fondations. Mais ceux qui se sont éloignés de la maison du Père ont hérité un sentiment qui les préserve dans une certaine mesure de l'effet des idées fausses qu'ils ont acceptées volontairement ou involontairement. Les justes qui professent la foi du Christ peuvent aider et soutenir l'œuvre gigantesque de restauration de la vie sociale, économique et internationale.

(Suite page 2, col. 5 et 6)

LES ALLIÉS ONT TRAVERSÉ PLUS DU TIERS DE LA BELGIQUE

ATTEINT LA FRONTIÈRE LUXEMBOURGEOISE

sont près de la ligne Siegfried et ont pénétré en Italie

Abbeville, Saint-Pol, Lens, Douai, Tournai, Maubeuge, Namur Charleroi, Metz, Nancy ont été repris

LES TROUPES FRANÇAISES ET AMÉRICAINES SONT ENTRÉES DANS LYON

LA bataille de France est gagnée, bien que le territoire français ne soit pas encore entièrement libéré et que, dans leurs furieux efforts pour échapper à l'encerclement, les troupes allemandes puissent parfois reprendre provisoirement certaines localités, comme le cas s'est produit avant-hier pour Briançon et Barcelonnette. Les succès locaux n'ont aucune importance stratégique. Les commentateurs allemands eux-mêmes annoncent qu'il n'est plus question en France d'une résistance cohérente de la Wehrmacht, et que les unités séparées les unes des autres et abandonnées à leur propre initiative combattent avec les « moyens du bord ». Le *Volkischer Beobachter* a du reste annoncé avant-hier que le commandement allemand devait envisager à l'Ouest un repli de grande envergure, (or, les blindés américains sont déjà en certains points à proximité immédiate de la ligne Siegfried) et qu'il ne saurait être question d'engager des réserves allemandes sur le territoire français, car ces réserves seraient inévitablement balayées par les colonnes cuirassées alliées.

L'offensive foudroyante de la Manche à la Moselle

Les nouvelles reçues dans l'après-midi d'hier étaient plus extraordinaires encore que celles des jours précédents. Pour donner une idée générale de la situation, nous dirons seulement que les Alliés avaient, hier après-midi, largement pénétré dans la région minière du nord de la France, qu'ils avaient traversé plus du tiers de la Belgique et marchaient sur Aix-la-Chapelle, qu'entre Sedan et Thionville ils combattaient sur la frontière belge et luxembourgeoise, parmi les ouvrages de l'ancienne ligne Maginot, qu'enfin ils avaient atteint la Moselle près de Metz et Nancy.

Jacques Darcy.

(Suite page 2, col. 4, 5 et 6.)

La Finlande a rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne

Des négociations vont s'ouvrir à Stockholm en vue d'un armistice

Londres, 3 septembre. — L'Agence Reuter annonce : « L'agence allemande Transocéan confirme que la Finlande a rompu les relations diplomatiques avec le Reich. Dans une dépêche datée d'Helsinki, elle déclare : « On affirme, dans les milieux gouvernementaux, que le gouvernement finlandais, cédant à la pression anglaise et américaine, a décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne et d'accepter les conditions soviétiques. »

o o

New-York, 2 septembre. — On mande de Stockholm à l'United Press: « Le « Svenska Morgenblad » publie l'information suivante :

« Dans les milieux bien informés d'Helsinki, on annonce que la délégation finlandaise, comprenant notamment M. Paasikivi, arrivera à Stockholm au début de la semaine prochaine et prendra contact avec la légation soviétique, où auront lieu les discussions préliminaires de paix qui se poursuivront à Moscou. »

L'« Aftenblad » croit savoir que les conditions que consentirait l'U. R. S. S. à la Finlande maintiendront les frontières soviétiques de 1940, y compris Hangoe et Petsamo, et ouvriraient à la Russie un débouché commercial en Finlande.

La Finlande a demandé le retrait des troupes allemandes avant le 15 septembre

Londres, 3 septembre. — M. Hackzell, premier ministre de Finlande, s'adressant par radio au peuple finlandais, a annoncé que le Parlement d'Helsinki avait discuté la question d'une demande d'armistice entre la Finlande et l'U. R. S. S.

« La situation militaire et politique a rendu cette démarche nécessaire », a-t-il précisé.

Après avoir fait allusion à l'offensive russe du mois de juin, le premier ministre a ajouté : « En Allemagne également, la situation a empiré et le Reich doit maintenant consacrer toutes ses forces à la défense de ses propres frontières. Un grand nombre de militaires allemands ne croient plus à la victoire. »

« L'accord germano-finnois de 1940 était militaire et non politique, a-t-il déclaré. Le gouvernement d'Helsinki a demandé à l'Allemagne de retirer ses troupes de Finlande. Cette demande a été agréée. Nous avons ainsi fait le premier pas vers la paix. »

Le premier ministre a ajouté que la réponse soviétique à la demande d'armistice exigeait que le gouvernement d'Helsinki annonçât officiellement la rupture de ses relations avec l'Allemagne et obtînt le retrait des troupes allemandes du territoire finlandais avant le 15 septembre.

Le général de Gaulle à bord d'une unité de la marine de guerre.

Les Allemands lancent des V-1 sur la France

Dans les premières heures de la matinée d'hier, des « V-1 » sont tombés dans le bassin parisien. Très peu de morts et de blessés sont signalés. Les dégâts sont peu importants.

D'APRES DES TEMOINS D'ANGLETERRE

Ce qu'est exactement le V-1
Son mécanisme -- Ses effets

Il y a deux semaines, par sa presse et par sa radio, la propagande allemande jouait essentiellement sur les effets destructeurs des « V-1 ».

Aujourd'hui nous savons la vérité.

Nos camarades qui arrivent de Londres nous ont fait sur ce point des récits tous concordants. Voici, entre autres, ce que dit Pierre Bourdan, l'un des leaders français de la B.B.C. :

— C'est incontestablement une arme sérieuse, obsédante, mais dont les effets mortels et destructeurs sont infiniment moins terribles — on s'en doutait — que ceux qui nous avaient été annoncés.

« Les statistiques établies en Angleterre prouvent qu'il faut compter un et quart, si l'on ose ainsi écrire, par projectile.

« Des « V-1 » intacts ont été trouvés. Il n'y a donc plus guère de secret autour de l'arme secrète. Il s'agit d'une fusée à ailerons d'environ six mètres d'envergure, propulsée au départ par une rampe de lancement et peut-être une catapulte. Au moment du lancement, des volets placés à l'avant sont ouverts et laissent entrer le vent qui s'y engouffre. Pendant le début de la trajectoire, un moteur à explosion ferme les volets, l'air comprimé enfermé dans le tube se détend avec force et propulse l'avion-fusée. Les volets se rouvrent, la même compression se produit, suivie de la même fermeture et de la même détente. C'est ainsi que l'engin se propulse dans le ciel.

« La quantité d'essence est réglée de telle sorte qu'arrivé au-dessus de l'objectif le moteur qui commande l'ouverture et la fermeture des volets s'arrête et le « V-1 » tombe.

« Un mois après le début de l'offensive de cette arme secrète, il tombait de cent cinquante à deux cents « V-1 » par vingt-quatre heures sur Londres. La chasse anglaise, en effet, avec les chasseurs « Tempest », réussit à abattre une forte proportion des engins avant leur arrivée au but.

Les « V-1 » volent à environ trois ou quatre cents mètres. Ils sont facilement reconnaissables à leur bruit : mélange du fracas d'un train roulant dans un tunnel et du battement d'un moteur à deux temps d'une motocyclette monstrueuse. »

Jean Eparvier.

(Suite page 2, col. 3 et 4)

DERNIÈRE MINUTE

Les troupes russes ont franchi la frontière bulgare

MOSCOU. — D'après une information diffusée par la radio du Caire, des troupes russes auraient traversé la frontière bulgare.

LES ALLEMANDS ONT PILLÉ LE SÉNAT

Comment sous l'œil du maréchal Sperrle pendules et tableaux sont partis dans les bagages de la Luftwaffe

par Georges RAVON

VOICI le bureau occupé, il y a quinze jours, par le Maréchal Sperrle. Je me demande ce que dirait M. Jeanneney s'il pouvait le voir...

On imagine, en effet, le Président du Sénat devant ces meubles géants installés dans son ancienne salle à manger et taillés spécialement pour la colossale stature du chef suprême de la Luftwaffe sur le front de l'Ouest. M. Jeanneney disparaîtrait tout entier au creux de ce fauteuil ou derrière cette table sur laquelle se succédaient les copieuses nourritures préparées aux cuisines. Car le Maréchal Sperrle, un des plus purs nationaux-socialistes, ne badinait pas avec le confort. On a fait construire pour lui une glacière-cathédrale, un four à boulangerie et un four à pâtisserie qui ne chômaient guère.

L'architecte en chef du Palais du Luxembourg, qui veut bien m'autoriser à visiter avec lui l'édifice reconquis, et qui se trouva durant toute l'occupation en relations forcées avec les Allemands, évoque pour moi quelques souvenirs :

— Après chaque repas, le Maréchal prenait un bain de vapeur puis se pesait avec gravité. Il exigeait les plus belles fleurs de nos parterres et nos jardiniers le redoutaient justement. Pendant les jours caniculaires, vingt-cinq soldats, la lance en main, rangés autour de la cour de la Présidence, arrosaient le sol du matin à la nuit. Le Maréchal, vers le soir, toujours escorté de ses arroseurs, s'asseyait sur le banc que vous voyez là, juste derrière la tombe des Allemands tués le 24 août, et recevait le rapport de ses officiers en caressant un grand lévrier blanc.

« Sa sécurité n'était pas moins bien assurée que son confort. Nous allons maintenant descendre dans son abri personnel. »

Un escalier en tournevis s'enfonce à quatorze mètres au-dessous du sol. Des couloirs fraîchement blanchis conduisent aux salles où se réfugiait l'état-major. L'équipement d'éclairage et de ventilation est abondant. Il y a même des lavabos luisants comme ceux d'un palace. Et puis, au plus profond, le bureau du Maréchal Sperrle. Avec ses meubles à l'échelle.

Des galeries interminables se perdent dans les anciennes carrières du quartier de l'Odéon. On ne les a pas encore explorées dans leur entier et, ma foi, en dépit de l'imposant revolver qui ne quitte pas le poing de mon guide, l'envie ne nous vient pas de pousser plus avant.

Des niches ménagées dans les parois, à intervalles rapprochés, étaient bourrées d'explosifs. D'importantes réserves de cheddite dorment dans des chambres blindées. On en a déduit un peu vite que les Allemands se proposaient de faire sauter le Sénat et même le quartier. Il semble, en stricte vérité, qu'ils se soient seulement proposé de ne pas laisser aux mains des Alliés une aussi parfaite installation. La reddition des SS coupa court à ce projet.

Au-dessus de ce village souterrain, 12.000 mètres cubes de terre et 8.000 mètres cubes de béton font un rempart supplémentaire. Un autre abri, aussi puissant, est construit dans l'allée qui longe la fontaine Médicis, et où dorment une dizaine de chars de toutes tailles, éventrés par la division Leclerc.

L'escalier truqué du Palais-Bourbon

C'est que les Allemands avaient transformé en citadelles nos deux palais parlementaires.

La Chambre des Députés, siège de l'administration militaire du Grand-Paris, évacuée par les services de l'Intendant Eckelmann, défendue ensuite par des troupes ramenées de Normandie, est sortie de la lutte sans trop de dommages. Seul le corps de bâtiments donnant sur la rue de Bourgogne a vu ses étages supérieurs en partie détruits par le feu. Ils abritaient les services de caisse et de comptabilité. La bibliothèque a été également atteinte dans son annexe par un incendie qui fut, un instant, près de tourner à la catastrophe. Il faut déplorer la perte de 60.000 ouvrages, qui ne sont pas heureusement parmi les plus précieux. Les plafonds de Delacroix sont intacts.

Il y a eu pas mal de verre cassé à la buvette. Il traîne encore des fusils et des armes antichars sur les fauteuils

(Suite page 2, col. 1, 2 et 3)

DEMAIN
André Siegfried

LA JOURNEE POLITIQUE

La justice sera prompte
Elle ne sera pas expéditive

LE Gouvernement Provisoire est maintenant installé à Paris. Tous les commissaires — à l'exception du général Catroux, spécialiste des affaires musulmanes — ont pris possession de leur poste. On attend la constitution du nouveau ministère. Cette attente n'empêche pas chaque titulaire, en collaboration étroite avec le secrétaire général qu'il remplace, d'examiner les problèmes à l'ordre du jour. Guerre, ravitaillement, sécurité, viennent en tête des préoccupations officielles. La justice est du nombre.

On a beaucoup parlé de la justice ces jours derniers, confondant volontiers certaines mesures d'épuration administratives avec les mesures d'intérêt général qui s'imposent pour châtier les coupables.

— « La justice, déclarait, hier M. Willard, qui occupe les fonctions de secrétaire général, place Vendôme, doit être prompte et exemplaire. Elle ne veut pas être expéditive. Elle s'entourera de toutes les garanties, mais elle ne tolérera aucune lenteur ».

L'opinion publique, en effet, ne comprendrait pas les atermoiements. La France a trop souffert pour permettre des faiblesses. Mais elle perdrait son prestige et son autorité si elle se laissait emporter par la vengeance.

— « Pas de loi du talion, a conclu M. Willard. Nous serons des geôliers, jamais des bourreaux ».

Des juges d'instruction spécialisés sont déjà entrés en fonction au Palais. Ils examinent, par catégories, les cas qui leur sont soumis : propagande écrite ou parlée, recrutement de militaires, ou de travailleurs pour le compte de l'ennemi, activité raciale, entreprises ayant travaillé spontanément ou avec zèle pour l'occupant, associations politiques.

L. Gabriel-Robinet.

(Suite page 2, col. 5)

UNE ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE PROVISOIRE SERA PROCHAINEMENT ÉLUE AU SCRUTIN DE LISTE

déclare Félix GOUIN

M. André Philip définit le rôle de l'Assemblée Consultative

M. André Philip, commissaire d'Etat, chargé des rapports avec l'Assemblée consultative a dit hier ce qu'avait été à Alger, l'Assemblée consultative et quel serait son rôle demain :

— La composition de l'Assemblée prévue par une ordonnance du Gouvernement, comprenait, a dit le commissaire d'Etat, une majorité de représentants de la Résistance métropolitaine, vingt anciens parlementaires, des délégués des mouvements de résistance, dans les colonies et des délégués des groupements de Français à l'étranger.

Conformément aux ordonnances prises à Alger, l'Assemblée tient une session ordinaire tous les deux mois. Elle va maintenant se transporter à Paris et le nombre des délégués de la Résistance va être doublé. L'Assemblée remaniée comprendra des délégués de la Résistance dans la proportion des deux tiers au lieu d'une moitié. Il va de soi que les délégués de la Résistance qui siégeaient à Alger remettront leur mandat entre les mains de leurs organisations.

L'Assemblée Consultative est saisie par le Gouvernement des questions que celui-ci désire lui soumettre. De plus, sur la proposition d'une majorité des deux tiers de ses membres, l'Assemblée peut examiner toute autre question.

L'Assemblée Consultative, a précisé M. André Philip, restera en fonction jusqu'à la prochaine consultation électorale. Celle-ci aura lieu après le retour des déportés et des prisonniers, et dès que les listes électorales auront été révisées. Dès que cette opération sera terminée, il sera procédé à l'élection des Conseils municipaux, des Conseils départementaux et d'une nouvelle Assemblée dite « représentative », à raison de deux membres par département.

De son côté, M. Félix Gouin, président de l'Assemblée Consultative, venant d'Alger, a fait des déclarations semblables. Il a précisé que la Résistance devait occuper une place de choix dans l'Assemblée.

Il a ajouté :

— Dès que les listes électorales auront été rétablies, des élections auront lieu au scrutin de liste à deux tours pour désigner une Assemblée représentative provisoire. Cette désignation aura lieu à très bref délai, dès que le dernier Allemand aura quitté le sol français et sans attendre le retour des prisonniers et déportés. Une fois ceux-ci rentrés, de véritables élections générales pourront être organisées. Elles donneront naissance à l'Assemblée Constituante qui se prononcera sur le régime du pays.

Une annexe française de la Gestapo

OU L'ON RETROUVE LE POLICIER BONY

Dans son cabinet, le préfet de police, M. Charles Luizet, a reçu hier les membres de la presse pour leur exposer la tâche capitale imposée à la police pour mettre fin aux agissements des bandits qui opéraient pour le compte des Allemands.

« Nous devons agir brutalement, avec le concours des F.F.I. et en liaison avec les patriotes », nous déclare le préfet, qui ajoute : « Il faut détruire le mal à sa racine pour retrouver une France libre. »

Le préfet de police et le directeur de la police judiciaire, M. Desvaux, nous ont ensuite annoncé l'arrestation de nombreux membres de la Gestapo française.

Cet organisme comprenait une centaine d'individus, tous repris de justice, sortis de prison avec l'aide des Allemands. Auxiliaires de la police hitlérienne, ils étaient en possession de cartes de policier français et de cartes de policier allemand. Ils disposaient d'autos blindées, étaient armés de pistolets et de mitraillettes. Ils procédaient à des arrestations arbitraires, livraient aux Allemands les patriotes, opéraient des expéditions dans le maquis, se présentaient chez les personnes qui avaient effectué des retraits importants de fonds et, au cours de soi-disant perquisitions, revolver au poing, dérobaient argent et bijoux. Si les victimes refusaient d'indiquer l'endroit où leur fortune était cachée, elles étaient emmenées par les pseudo-policiers, qui les soumettaient à la torture dans des locaux spécialement agencés.

Ils organisaient également des pillages en règle dans les hôtels particuliers et les châteaux, y dérobant les œuvres d'art, les toiles de maîtres, etc.

Lorsqu'un policier français mettait la main au collet d'un de ces pseudo-collègues, il était arrêté par la Gestapo, traîné dans les locaux de la Gestapo et également soumis à la torture, torture qui durait plusieurs jours.

La Gestapo française manifesta son activité dès 1940. Peut-être l'avait-elle commencée avant l'invasion. Elle avait pour chef Henri Chamberlin, né le 22 août 1902 à Paris, plus connu sous le nom de Laffont, qui empruntait parfois d'autres noms. Fréquemment, il circulait, avec l'autorisation de ses protecteurs, en uniforme de capitaine de l'armée allemande. Il avait encouru douze condamnations, dont une à mort par contumace.

Son second était le fameux Pierre Bony, né le 25 janvier 1895, à Bordeaux, inspecteur principal révoqué de la Sûreté générale, dont nous avons jadis parlé lors de l'affaire Prince. Bony portait fréquemment la tenue de lieutenant de l'armée allemande.

Tels étaient les chefs de cette organisation qui semait la terreur.

Le 30 août dernier, trente inspecteurs et membres de la F.F.I. se saisissaient d'eux dans une ferme de Bazoches (Seine-et-Marne) où ils se cachaient. La femme de Bony et la maîtresse de Laffont étaient appréhendées avec eux, ce qui porte à vingt-sept le nombre de ces malfaiteurs actuellement sous les verrous.

La Gestapo française avait ses cellules et chambres de torture au n° 93 de la rue Lauriston. Des annexes furent installées place des Etats-Unis et place d'Iéna. A cette dernière adresse, une certaine princesse Tchernicheff, ex-femme de l'acteur H. Garat, donnait aide aux tortionnaires.

On a découvert à Rueil une partie du butin appartenant à la bande. Elle est évaluée plus de cent millions.

D'après l'enquête, plus de mille personnes auraient trouvé la mort dans les locaux de cette bande. C'est la Gestapo française qui avait arrêté M. Priolet, directeur de la police judiciaire, qui a succombé dans les geôles allemandes. Ce sont ces tristes personnages qui ont enlevé la propre nièce du général de Gaulle.

F. R.

La « Radiodiffusion nationale » cachait un poste clandestin de la Résistance

SAMEDI soir, M. Guignebert, secrétaire général à l'Information, et M. Pierre Schaeffer, chargé de mission pour les services de la radiodiffusion de la nation française, ont montré à la presse, au cours d'une séance extrêmement émouvante, le rôle joué et les résultats obtenus par la courageuse équipe de la radiodiffusion clandestine dans la résistance nationale et dans la lutte pour la libération de Paris.

La réception avait lieu aux *studios d'essai de la radiodiffusion nationale*. C'est en effet dans ces studios même qu'occupaient naguère certains des services radiophoniques du gouvernement de M. Pierre Laval que fut réunie l'équipe des jeunes gens et des jeunes femmes de la Résistance qui allaient, au cours d'un travail patient, difficile et dangereux, mettre sur pied une radiodiffusion française libre. Des émissions furent préparées et même enregistrées avec le concours de tous les grands écrivains de la Résistance. Tous les problèmes techniques furent résolus. Dès les premiers jours de l'insurrection parisienne, l'équipe de la Résistance prit possession des services et tous les Parisiens qui possèdent un poste de radio se souviennent que, le soir même de l'entrée à Paris des premiers chars du général Leclerc, la « Radiodiffusion de la nation française », sortant soudain de la clandestinité, était en mesure de rendre compte minute par minute, dans une émission inoubliable, de ce grand événement.

C'est cette émission historique qui a été offerte au public samedi soir par M. Guignebert et par M. Pierre Schaeffer, dans un montage radiophonique extrêmement émouvant réalisé par MM. Albert Ollivier et Olivier d'Horrer, et présenté par Pierre Crenès. Toute l'équipe qui unit pendant six mois d'action clandestine ses efforts à ceux de M. Pierre Schaeffer, speakers et techniciens du son, était présente, et notamment, outre ceux que nous venons de nommer, M. Jacques Erwin, qui, le soir de la première émission, assuma une tâche de liaison dangereuse entre la rue de l'Université et l'Hôtel de Ville.

La réunion était placée sous le patronage des speakers de la radio française de Londres, parmi lesquels Jean Marin et le capitaine Schumann étaient présents dans la salle, et sous la présidence d'honneur de M. René Payot, qui, à la radio suisse de Sottens, a su alimenter et soutenir depuis des années l'espérance française.

Dans la seconde partie de la séance on nous fit entendre quelques-uns des disques d'émission préparés dans la clandestinité par la vaillante équipe de M. Pierre Schaeffer : notamment deux beaux poèmes d'Aragon et d'Eluard, une déclamation de M. Paul Claudel, et la *Présentation de la Beauce* de Péguy, dite par un chœur parlé admirablement conduit. — J. D.

Une annexe française de la Gestapo

OU L'ON RETROUVE LE POLICIER BONY

Dans son cabinet, le préfet de police, M. Charles Luizet, a reçu hier les membres de la presse pour leur exposer la tâche capitale imposée à la police pour mettre fin aux agissements des bandits qui opéraient pour le compte des Allemands.

« Nous devons agir brutalement, avec le concours des F.F.I. et en liaison avec les patriotes », nous déclare le préfet, qui ajoute : « Il faut détruire le mal à sa racine pour retrouver une France libre. »

Le préfet de police et le directeur de la police judiciaire, M. Desvaux, nous ont ensuite annoncé l'arrestation de nombreux membres de la Gestapo française.

Cet organisme comprenait une centaine d'individus, tous repris de justice, sortis de prison avec l'aide des Allemands. Auxiliaires de la police hitlérienne, ils étaient en possession de cartes de policier français et de cartes de policier allemand. Ils disposaient d'autos blindées, étaient armés de pistolets et de mitraillettes. Ils procédaient à des arrestations arbitraires, livraient aux Allemands les patriotes, opéraient des expéditions dans le maquis, se présentaient chez les personnes qui avaient effectué des retraits importants de fonds et, au cours de soi-disant perquisitions, revolver au poing, dérobaient argent et bijoux. Si les victimes refusaient d'indiquer l'endroit où leur fortune était cachée, elles étaient emmenées par les pseudo-policiers, qui les soumettaient à la torture dans des locaux spécialement agencés.

Ils organisaient également des pillages en règle dans les hôtels particuliers et les châteaux, y dérobant les œuvres d'art, les toiles de maîtres, etc.

Lorsqu'un policier français mettait la main au collet d'un de ces pseudo-collègues, il était arrêté par la Gestapo, traîné dans les locaux de la Gestapo et également soumis à la torture, torture qui durait plusieurs jours.

La Gestapo française manifesta son activité dès 1940. Peut-être l'avait-elle commencée avant l'invasion. Elle avait pour chef Henri Chamberlin, né le 22 août 1902 à Paris, plus connu sous le nom de Laffont, qui empruntait parfois d'autres noms. Fréquemment, il circulait, avec l'autorisation de ses protecteurs, en uniforme de capitaine de l'armée allemande. Il avait encouru douze condamnations, dont une à mort par contumace.

Son second était le fameux Pierre Bony, né le 25 janvier 1895, à Bordeaux, inspecteur principal révoqué de la Sûreté générale, dont nous avons jadis parlé lors de l'affaire Prince. Bony portait fréquemment la tenue de lieutenant de l'armée allemande.

Tels étaient les chefs de cette organisation qui semait la terreur.

Le 30 août dernier, trente inspecteurs et membres de la F.F.I. se saisissaient d'eux dans une ferme de Bazoches (Seine-et-Marne) où ils se cachaient. La femme de Bony et la maîtresse de Laffont étaient appréhendées avec eux, ce qui porte à vingt-sept le nombre de ces malfaiteurs actuellement sous les verrous.

La Gestapo française avait ses cellules et chambres de torture au n° 93 de la rue Lauriston. Des annexes furent installées place des Etats-Unis et place d'Iéna. A cette dernière adresse, une certaine princesse Tchernicheff, ex-femme de l'acteur H. Garat, donnait aide aux tortionnaires.

On a découvert à Rueil une partie du butin appartenant à la bande. Elle est évaluée plus de cent millions.

D'après l'enquête, plus de mille personnes auraient trouvé la mort dans les locaux de cette bande. C'est la Gestapo française qui avait arrêté M. Priolet, directeur de la police judiciaire, qui a succombé dans les geôles allemandes. Ce sont ces tristes personnages qui ont enlevé la propre nièce du général de Gaulle.

F. R.

nationale" cachait n de la Résistance

émission inoubliable, de ce grand événement.

C'est cette émission historique qui a été offerte au public samedi soir par M. Guignebert et par M. Pierre Schaeffer, dans un montage radiophonique extrêmement émouvant réalisé par MM. Albert Ollivier et Olivier d'Horrer, et présenté par Pierre Crenès. Toute l'équipe qui unit pendant six mois d'action clandestine ses efforts à ceux de M. Pierre Schaeffer, speakers et techniciens du son, était présente, et notamment, outre ceux que nous venons de nommer, M. Jacques Erwin, qui, le soir de la première émission, assuma une tâche de liaison dangereuse entre la rue de l'Université et l'Hôtel de Ville.

La réunion était placée sous le patronage des speakers de la radio française de Londres, parmi lesquels Jean Marin et le capitaine Schumann étaient présents dans la salle, et sous la présidence d'honneur de M. René Payot, qui, à la radio suisse de Sottens, a su alimenter et soutenir depuis des années l'espérance française.

Dans la seconde partie de la séance on nous fit entendre quelques-uns des disques d'émission préparés dans la clandestinité par la vaillante équipe de M. Pierre Schaeffer : notamment deux beaux poèmes d'Aragon et d'Eluard, une déclamation de M. Paul Claudel, et la *Présentation de la Beauce* de Péguy, dite par un chœur parlé admirablement conduit. — J. D.

PREMIERE ANNEE - N° 13. — 2 Fr.

LUNDI 4 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37 rue du Louvre — PARIS (2)

EDITION DE PARIS : 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

La bataille atteint le sol du Reich

METZ, NANCY, ABBEVILLE, MONS, NAMUR ET CHARLEROI SONT LIBÉRÉS

Les Alliés sont entrés dans Lyon

New-York, 3 septembre. — On mande du G. Q. G. allié en France à l'United Press: Selon des informations du front de France, non confirmées, des unités de l'armée Patton auraient franchi la frontière allemande.

Max Krull, commentateur militaire du D.N.B., confirme ce que nous signalions dans nos articles précédents, à savoir qu'en ce qui concerne l'armée allemande dans le Nord et l'Est de la France « on ne peut plus parler d'un front cohérent, mais seulement de groupes de combat isolés qui, livrés à leur propre initiative, se battent sans obéir à aucune règle tactique ». Mais cet aveu explique en même temps l'attitude de certains de ces noyaux qui s'entêtent absurdement dans certaines régions, alors qu'ils doivent comprendre que leur sort est d'ores et déjà réglé et qu'ils n'ont aucun effet sur la marche des hostilités. Les plus compréhensifs de ces groupes, ceux surtout qui sont le moins désarticulés et se présentent encore sous l'aspect plus ou moins déformé de grandes unités, n'ont plus qu'une préoccupation : tâcher de couvrir leurs routes de retraite — pour ne pas dire de fuite — hors du territoire français. C'est une de ces tentatives qui s'est présentée vendredi soir, après la prise d'Arras, au nord et au sud-est de cette ville. Il y a eu là une résistance assez forte, mais qui était brisée dès la fin de la nuit suivante, si bien brisée, même, qu'au cours de la journée la frontière belge était dépassée, Tournai libérée et que l'avance alliée continuait, portant les forces victorieuses à Mons et à Namur. Hier après-midi, on pouvait dire que les armées américaines avaient traversé au moins le tiers de la Belgique, en route pour la frontière allemande.

Pendant ce temps, à l'aile gauche, c'est-à-dire plus au nord, les Canadiens et les Britanniques continuaient à bousculer l'ennemi le long de la côte et marchaient vers le pas de Calais, à travers le département qui porte son nom, en direction de la frontière nord-ouest de la Belgique.

Ce que nous venons de dire se rapporte d'abord au centre du dispositif offensif, puis à son aile gauche. A l'aile droite, d'après une dépêche de New-York, non confirmée, la Moselle a été atteinte. Metz et Nancy ont été libérées et la frontière du Reich est désormais directement menacée, peut-être atteinte à l'heure où nous écrivons.

Sur le front sud-est, c'est-à-dire en ce qui concerne les forces alliées qui remontent la vallée du Rhône, elles se battaient hier dans les faubourgs de Lyon. Les Allemands s'efforçaient de défendre la région du nord et du nord-est de la ville, là encore pour tâcher de conserver quelques routes de retraite.

Il est bien évident que si l'ennemi disposait encore de quelques moyens de réaction il pourrait essayer d'opérer sur le flanc droit du grand dispositif offensif de la partie nord du front de France en lançant une grande attaque partie de la région de Dijon et du plateau de Langres. Son immobilité en ce point montre son impuissance générale.

Par ailleurs, les forces alliées de France sont entrées en Italie par deux voies : par Vintimille le long de la côte et par les cols des Alpes, atteignant la région de Pignerol, c'est-à-dire le vestibule de la plaine du Pô. Nous parlerons sans doute bientôt du col du Brenner.

S. de GIVET.

★

Les Britanniques marchent sur Bruxelles

New-York, 3 septembre. — On mande de France à l'Associated Press :

Les forces britanniques qui ont traversé la frontière belge dans la région de Tournai ont dépassé cette ville et poursuivent leur avance vers Bruxelles.

La seule résistance ennemie qui s'oppose à l'avance alliée se situe dans les régions de Cambrai, Saint-Quentin et Compiègne.

Les Canadiens à Abbeville

Londres, 3 septembre. — On mande du G.Q.G. allié en France à l'agence Reuter :

Les forces canadiennes ont pénétré dans les faubourgs est et ouest d'Abbeville.

Les chars américains vers Mons

New-York, 3 septembre. — Le correspondant de l'agence américaine Associated Press auprès des forces blindées en Belgique annonce que les chars américains se dirigent vers Mons après avoir écrasé la résistance allemande et fait des centaines de prisonniers.

Le D.N.B. confirme

Berlin, 3 septembre. — Le D.N.B. confirme aujourd'hui que des troupes de reconnaissance britanniques opèrent en Belgique dans la région de Mons.

(Suite de nos informations page 2)

Vᴱ COLONNE PAS MORTE

LES armées allemandes en déroute seront bientôt chassées de France, n'y laissant qu'un nombre important de prisonniers. Des ennemis, cependant, demeurent encore sur notre sol : ce sont les Français qui, par haine de leur propre peuple ou par simple cupidité, se sont faits les complices de l'ennemi. Deux des plus infâmes d'entre eux, les indicateurs Bonny et Lafont, chefs des tueurs de la rue Lauriston, ont été arrêtés. Un bon point pour la préfecture de police. Mais combien de leurs complices courent encore ?

C'est grâce à la cinquième colonne, à ses agents dans tous les milieux sociaux de notre pays que l'Allemagne est parvenue à provoquer l'effondrement de 1940. Ne nous y trompons pas : la cinquième colonne campe encore dans nos murs.

Certes, tous ceux qui ont collaboré un peu trop visiblement à l'œuvre des nazis se sont enfuis ou se terrent, méditant quelque crime. Mais ceux-là ne sont pas les plus dangereux. De sitôt, aucun Laval, aucun Hérold-Paquis, aucun Jean Luchaire, aucun Darnand ne tentera de reprendre son activité parmi nous.

Mais il y en a d'autres, il y a tous ceux qui ont souhaité la victoire allemande, en horreur de la démocratie ou pour des intérêts plus sordides encore. Ceux-là ne sont guère connus. A première vue, il n'existe plus de collaborateurs. Cependant, où sont tous ces hommes, toutes ces femmes qui formaient le public des Déat et des Doriot ? Que sont devenus tous les hommes d'affaires, tous les chefs d'industrie, tous les présidents de comités d'organisation qui ont gagné des fortunes en servant docilement les intérêts de l'économie de guerre du Reich Grand-Allemand et jugeaient de haut « les imbéciles » qui avaient tout risqué, tout perdu pour ne pas servir l'ennemi ? Où se cachent les commerçants, les industriels, les agents d'affaires qui multiplièrent les avances aux Allemands, depuis les inventeurs, qui se mirent à leur service, jusqu'aux boutiquiers, qui décoraient leurs vitrines de l'écriteau : « Man spricht Deutsch » ?

Les retrouverons-nous encore demain à la tête de l'économie nationale ?

Où sont, enfin, les agents des bureaux de renseignements, les sous-Bonny de la police, les bourreaux de toute espèce qui ont collaboré à l'œuvre infâme de la Gestapo contre les patriotes de France ?

Ils tentent gentiment, les bonnes âmes, de se faire oublier, de se grimer, de se mettre quelque faux nez pour s'introduire dans les rangs des vrais Français. Le milicien qui porte un faux brassard des Forces Françaises de l'Intérieur n'est pas le seul coquin de son espèce et nous savons fort bien que tel fonctionnaire hier collaborateur zélé, que telle notabilité industrielle qui prodiguait ses offres de services aux maîtres allemands, que tel écrivain qui n'avait trop de flatterie pour la grande armée du Führer, sauveur de l'ordre social, se préparent aujourd'hui à brûler leur encens sur l'autel de la victoire.

Nous ne le tolérerons pas.

Nous voulons, au Front National, la paix publique et l'union de tous les patriotes français. Nous désirons même que tous ceux que quatre ans d'une propagande cynique et mensongère ont pu un moment égarer puissent rejoindre nos rangs. Mais cela ne nous autorise pas à être dupes de certaines manœuvres.

La Résistance ne se laissera pas noyauter. Elle ne laissera pas pénétrer le cheval de Troie de la trahison dans ses rangs. L'épuration que nous avons exigée et obtenue pour la presse doit se faire, et se fera, dans toutes les administrations et dans toutes les branches de l'activité économique et sociale du pays. Les hommes qui, consciemment, ont fait le jeu soit du boche, soit de Vichy doivent être écartés, impitoyablement, de la direction du pays.

Cette œuvre d'épuration doit être poursuivie au grand jour sous le contrôle des comités de libération, en province comme à Paris, sans tenir compte d'aucune camaraderie politique et d'aucune considération d'ordre social.

La Résistance se discréditerait si elle devait donner au pays l'impression qu'elle se borne à tondre quelques malheureuses filles de joie, mais qu'elle est impuissante à frapper et à frapper fort les notables qui, au vu et au su de chacun, se sont faits les serviteurs de l'ennemi. Cette œuvre de redressement et d'hygiène nationale ne peut être menée que sous l'égide des hommes qui, depuis quatre ans, mènent le combat de la libération. C'est là même une des tâches essentielles de la résistance organisée, dont le Conseil national de la Résistance et ses commissions demeurent l'organe suprême. Le gouvernement doit leur faire confiance pour cette besogne de salut public comme il leur a fait confiance pour la tâche, autrement difficile, de tenir en échec, sous l'occupation, les nazis et les hommes de Vichy.

Non, la cinquième colonne n'est pas morte, mais elle doit être tuée !

Il faut l'écraser.

Il faut l'écraser totalement et rapidement.

Jacques DEBU-BRIDEL.

Bonny et Lafont

chef des services français de la « Gestapo » déguisés en fermiers

croyaient échapper aux recherches

ILS SONT ARRETES AVEC 24 DE LEURS SBIRES ET 100 MILLIONS EN OR SONT SAISIS

Mal rasé, hirsute, en haillons et poussant un vélo en mauvais état, un homme pénétrait l'autre soir d'un pas fatigué dans la cour de la ferme Basclin, au petit village de Bazoches, en Seine-et-Marne. Dans

L'inspecteur Lafont chef des services français de la Gestapo
Photo-Presse-Libération.

cette ferme, qui a quelque peu l'allure d'une gentilhommière, l'homme avisa l'un des habitants qui, prosaïquement, était occupé à réparer une chaise.

— Pouvez-vous, lui demanda-t-il, me prêter une pompe et de quoi réparer mon pneu ?

A malin, malin et demi

Le fermier s'éloigna et revint bientôt porteur du nécessaire. Il aida même à réparer le pneu.

Il était loin de se douter que ce pneu, on venait de le crever intentionnellement quelques instants plus tôt, au détour du chemin. Il ne devina pas non plus que les vêtements trop usagés cachaient un inspecteur principal de la police judiciaire !

Et pourtant, ce fermier aurait dû avoir du flair. Car il n'était pas plus fermier que le cycliste n'était un simple promeneur.

Si le cycliste était un policier, le fermier en était un autre, et non des moindres !

En effet, c'est à lui qu'un président du Conseil, M. Chéron, avait dit un jour :

— M. Bonny, vous êtes le premier policier de France !

L'illustre inspecteur Pierre Bonny rayé des cadres de la police depuis l'affaire Stavisky, et recherché pour des forfaits qui comptent parmi les plus odieux, se cachait depuis la débâcle allemande dans la ferme où venait d'entrer son « collègue ».

Cependant que la réparation s'achevait, un autre personnage, lui aussi habitant de la ferme, survint et se mêla à la conversation.

Ce dernier n'était autre que Henri Lafont, le chef des services français de la Gestapo, établis rue Lauriston, et qui a sur la conscience (si l'on ose dire) une série de crimes abominables.

Cependant que le cycliste bavardait avec ses hôtes, il examinait les issues, évaluait le nombre des habitants de la ferme et relevait un plan des lieux.

Cernés...

Son pneu étant réparé, l'homme s'éloigna. Le lendemain, à l'aube, une trentaine de policiers surgirent dans la ferme, qui était cernée de toutes parts, et procédaient à l'arrestation de Pierre Bonny, né à Paris le 22 avril 1902, et de Henri Lafont, né à Bordeaux, le 25 janvier 1896, ainsi que d'Emy Blanche et de Jeanne Douflo, respectivement femme et maîtresse des deux premiers.

Nic LANGEAIS.

(Lire nos informations en page 2.)

« PREMIÈRE » EN FOOTBALL
Dans son style si personnel, Brajon, l'ailier droit du Stade-CAP, feinte l'arrière adverse et va centrer la balle. C'est une phase du match gagné par le Stade-CAP sur la sélection régionale (4-1), hier, à Saint-Ouen.
Photo-Presse-Libération. (*Exclusivité* Front National).

Les footballers du RACING
Le plongeur MULINGHAUSEN
BLANCHET en poursuite

vainqueurs au cours d'une grande journée de reprise du sport à Paris

D'Alfortville, où les routiers travaillistes disputaient une épreuve en circuit, à Saint-Ouen, où le vrai football reprenait ses droits, en passant par le stade de la Ligue de Paris, les vélodromes du bois de Vincennes, du parc des Princes, nous avons vécu hier une grande journée sportive.

Celle du sport français libéré, prêt à repartir vers de nouvelles destinées... Sport libéré de l'occupation, sport libéré des contraintes imposées par le commissariat général...

Il faut avoir entendu l'ovation faite par les 10.000 spectateurs du match Racing-Red Star aux vedettes du football retrouvées sous le maillot de leurs clubs, il faut avoir entendu les critiques enfin libres adressées par les coureurs et entraîneurs aux dirigeants « sortants » du cyclisme, il faut avoir vu avec quelle ferveur les foules sportives ont assisté à la cérémonie des couleurs à la piscine des Tourelles comme à la piste municipale...

Alors, quand on a vu et entendu ces explosions de joie, quand on a vibré à l'unisson de ces cœurs soulagés, on reprend confiance dans ce sport français si plein encore de possibilités.

A. BAKER D'ISY.

(Lire nos informations en page 2.)

LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS A DEMANDÉ L'ARMISTICE

Il a rompu avec le Reich et obtenu le retrait des troupes allemandes

La demande d'armistice présentée par la Finlande ne constitue pas un coup de théâtre. Maigré les démentis officiels ou officieux, elle était comme avouée, depuis plusieurs jours, par divers faits : le voyage de M. Paasikivi, les pourparlers engagés à Stockholm depuis le 25 août, l'ordre donné aux navires finlandais de regagner les eaux territoriales ou suédoises.

D'ailleurs, la situation politique et militaire commandait la décision que vient de prendre le Parlement d'Helsinki. M. Hacksell, premier ministre, l'a déclaré hier en annonçant par radio au peuple de Finlande que cette assemblée avait accepté les conditions préalables de Moscou : rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne ; retrait des troupes allemandes avant le 15 septembre.

M. Hacksell, comme pour se consoler, a constaté, non sans humour, que la situation n'est guère meilleure en Allemagne, qu'un grand nombre de militaires allemands ne croient plus à la victoire, que le Reich a bien assez à faire en essayant de défendre ses propres frontières et que les divisions hitlériennes n'avaient même pas besoin des injonctions finlandaises pour évacuer au plus tôt la rive méridionale du golfe de Finlande.

Aussi bien, l'Allemagne a-t-elle tout de suite accepté de retirer ses troupes et ne s'est-elle nullement formalisée de la rupture des relations diplomatiques : décrochages, expulsions, conduites de Grenoble ne sont jamais que les menus incidents du terrible drame qui est l'expiation de ses crimes et aussi de ses sottises.

En somme, la Finlande capitule à cause de l'infériorité numérique de son armée et de la carence de l'aide allemande. M. Hacksell l'a dit. Le rédacteur diplomatique de l'agence Reuter lui reproche de ne pas manifester plus de repentir. Nous nous montrerons moins sévère. L'évolution de l'Italie en juillet 1943 et celle de la Roumanie en ces derniers jours furent, certes, plus radicales. Mais l'orgueil a sa beauté. Un mea culpa trop tardif ne présente pas toujours la valeur d'une déclaration franche faite par un peuple qui ne renie pas ses responsabilités.

D'après M. Hacksell, le gouvernement soviétique n'exigera pas la capitulation sans conditions de la Finlande. Nous n'en savons rien. Les conditions d'armistice seront, en tout cas, présentées au nom du gouvernement britannique comme au nom du gouvernement soviétique. Les Etats-Unis, n'étant pas en guerre avec la Finlande, sont seulement tenus au courant, cela va de soi.

D'après un journal suédois, l'Aftenblad, cité par l'United Press, l'U.R.S.S. maintiendrait les frontières soviétiques de 1940, y compris Hangoe et Petsamo, ouvrirait un débouché commercial en Finlande et demanderait une nouvelle indemnité de 600 millions de dollars à titre de réparations.

⁂

A l'occasion du cinquième anniversaire du début des hostilités, le pape Pie XII, dans une allocution faite en italien, a salué d'avance le monde nouveau qui naîtra après cette terrible période, le monde dans lequel devront être assurés « le droit fondamental et la dignité inviolable du genre humain ». Le pape a affirmé que « la conscience chrétienne ne peut admettre d'ordres sociaux qui nient le droit naturel à la propriété », mais qu'elle ne peut davantage admettre « que ceux qui reconnaissent le droit à la propriété privée s'en servent comme d'un moyen à des fins privées ». L'Eglise, a-t-il ajouté, n'entend ni soutenir le présent état de choses ni défendre par principe les riches contre les pauvres, les puissants contre les opprimés.

Le pape a reconnu « avec joie » l'aide apportée par les Alliés à l'Italie cruellement éprouvée et il a fait appel, en faveur du peuple italien, « à tous les pays dont les capacités économiques n'ont été que partiellement atteintes par la guerre ».

Raymond MILLET.

★

L'Allemagne retire ses troupes de Finlande

Londres, 3 septembre. — On mande d'Helsinki :

Dans un discours radiodiffusé, le premier ministre finlandais a annoncé que le gouvernement finlandais avait décidé de demander le retrait des Allemands de Finlande.

On croit savoir que l'U. R. S. S. n'a pas demandé une reddition inconditionnelle.

Une déclaration radiodiffusée du premier ministre de Finlande

Londres, 3 septembre. — M. Hacksell, premier ministre de Finlande, s'adressant par radio au peuple finlandais, a annoncé que le Parlement d'Helsinki avait discuté la question d'une demande d'armistice entre la Finlande et l'U.R.S.S.

« La situation militaire et politique a rendu cette démarche nécessaire », a-t-il précisé.

Après avoir fait allusion à l'offensive russe du mois de juin, le premier ministre a ajouté : « En Allemagne également, la situation a empiré et le Reich doit maintenant consacrer toutes ses forces à la défense de ses propres frontières. Un grand nombre de militaires allemands ne croient plus à la victoire.

« L'accord germano-finnois de 1940 était militaire et non politique, poursuivit M. Hacksell. L'Allemagne, qui désirait que nous fussions en guerre avec la Russie, n'a pas pu nous apporter une aide suffisante. En raison des changements survenus dans la situation militaire et du désir de paix du peuple, le gouvernement a considéré qu'il était de son devoir de faire une nouvelle démarche auprès du gouvernement de l'U.R.S.S. Le 25 août 1944, à Stockholm, il a été demandé au gouvernement russe s'il était disposé à recevoir une délégation finlandaise pour discuter la conclusion d'un armistice. »

Le premier ministre a ajouté que la réponse soviétique à la demande d'armistice exigeait que le gouvernement d'Helsinki annonçât officiellement la rupture de ses relations avec l'Allemagne et obtînt le retrait des troupes allemandes du territoire finlandais, avant le 15 septembre.

Les dirigeants du Reich fuieraient-ils en Espagne ?

Londres, 3 septembre. — Le *New York Herald Tribune* annonce que, d'après certains bruits qu'il a recueillis dans des milieux lui semblant dignes de foi, Hitler et de hautes personnalités du Reich se disposeraient à se réfugier en Espagne.

La Comédie-Française, elle aussi,
connut d'autres feux que ceux de la rampe

Mais Pierre Dux, nouvel administrateur, pense déjà à l'avenir...

Pierre Dux, photographié hier au balcon de la Comédie-Française
Photo-Presse-Libération. (*Exclusivité* Front National).

Nourri dans le sérail, j'en connais les détours.

Pierre Dux ne m'accueille pas avec ce vers de Racine, mais il pourrait, il devrait le faire. Le jeune administrateur de la Comédie-Française libérée est un familier de la Maison de Molière. Tout enfant, il hantait les loges et les coulisses où l'amenait parfois sa mère, Mme Emilienne Dux.

Pierre Dux est un homme fin, courtois, cultivé. On sait quel comédien il est, et ses mises en scène sont toujours d'un goût et d'une intelligence raffinés. Et, si discret soit-il, il avoue tout de même avoir écrit :

— J'ai même fait représenter à Monte-Carlo une pièce, l'année dernière, *Cœurs déguisés*. On ne l'a pas jouée à Paris, les Allemands l'ayant censurée.

Cœurs déguisés, c'est un titre charmant que Marivaux eût aimé. Mais Pierre Dux semble lui-même un personnage de Marivaux, toute sveltesse et toute subtilité, avec ce profil aigu et spirituel qui eût tenté le crayon de La Tour ou de Cormontelle.

— Des projets ? C'est trop tôt. Il faut d'abord de l'électricité et des transports pour que les spectacles reprennent. Il faut ensuite que je sache sur quelle troupe je peux compter.

— On prévoit des coupes sombres dans le personnel de la maison ?

— Le problème me dépasse. Vous savez que les gens de théâtre avaient constitué sous l'occupation un Front National du Théâtre, comme ceux du cinéma, ou comme le Comité National des Ecrivains. Ce Front National du Théâtre groupait deux cents personnes.

— Son comité ?

— MM. Armand Salacrou, Jean-Paul Sartre, Pierre Blanchar, Raymond Roulleau, Julien Bertheau, André Luguet, de Rigoult, Mme Marie Bell et moi-même. Nommer par ailleurs tous les membres du F. N. ce serait citer tous ceux qui sont l'élite de notre métier.

— Le Front National du Théâtre a beaucoup travaillé dans la clandestinité ?

— Beaucoup. Et ce sont notamment les conclusions d'une de ses commissions qui vont être appliquées pour juger de la culpabilité des brebis galeuses du théâtre. Elles sont peu. Mais c'est déjà trop. Il faut que leurs noms disparaissent et que des sanctions soient prises. Alors, et alors seulement, nous pourrons travailler.

Pierre Dux a un froncement de sourcils. On sent que le rôle de juge d'instruction lui pèse.

— Parlons plutôt du travail clandestin accompli par le Front National du Théâtre. Vous savez que beaucoup des nôtres ont fait le coup de feu pendant l'insurrection, aussi bien des jeunes, comme Chevrier, Dacqmine, Charon, Bertheau, que des vétérans, comme Alexandre. Ce qu'on sait moins, et pour cause, c'est que notre ami Aimé Clariond a abrité des mois durant une imprimerie clandestine ; c'est que, fraternellement unis avec les machinistes, les électriciens, les accessoiristes, nous avons été jeter dans les salles de théâtre des tracts appelant le public aux milices patriotiques. Les membres du F.N. du Théâtre animaient et rédigeaient la page théâtrale des *Lettres françaises* clandestines. C'est ce qu'a accompli, dans l'obscurité et les risques de la clandestinité, la corporation des gens de théâtre, qui nous permet d'espérer un magnifique avenir. Pour l'instant, nous arrachons les mauvaises herbes. Revenez me voir bientôt, nous parlerons de ce qui suivra.

Pierre Dux se sauve. Un déjeuner l'attend. Les membres du F.N. du Théâtre vont recevoir leur ami Claude Dauphin au cours d'un déjeuner amical.

— Nous lui avions gardé sa place. Quelle joie de l'accueillir parmi nous ! Maintenant nous sommes au complet.

Bon appétit, monsieur l'administrateur général.

C. R.

De l'Assemblée d'Alger aux élections générales

Comment les Français vont désigner leurs représentants

Le Gouvernement provisoire a tenu son premier conseil à Paris

Les membres du gouvernement provisoire, qui avaient embarqué à Alger, sont venus samedi, par la route, de Cherbourg à Paris, où ils arrivaient à 16 heures.

Onze commissaires ont ainsi gagné la capitale : MM. Queuille et Billoux, commissaires d'Etat ; Fernand Grenier, commissaire à l'Air; Texier, commissaire au Travail; Mayer, commissaire à la Marine marchande et aux Communications; Jacquinot, commissaire à la Marine; Capitant, commissaire à l'Instruction publique ; Bonnet, commissaire à l'Information ; de Menthon, commissaire à la Justice; Frenay, commissaire aux Prisonniers et Déportés, et Giacobi, commissaire au Ravitaillement.

Seul le général Catroux, commissaire d'Etat chargé des questions musulmanes, est demeuré à Alger, où le retiennent ses fonctions.

Le professeur René Cassin, président du Comité juridique auprès du G.P.R.F. et membre de l'assemblée consultative, est arrivé à Paris avec les commissaires.

Premier conseil du gouvernement provisoire

Le gouvernement provisoire de la République a tenu sa première réunion, à Paris, sous la présidence du général de Gaulle, samedi, à 17 heures. Tous les commissaires assistaient au conseil, à l'exception du général Catroux, commissaire délégué en Afrique du Nord, et de M. Jean Monet, commissaire en mission.

La libération de Paris

Le général de Gaulle et M. Cérat, commissaire aux territoires occupés, ont mis le gouvernement au courant des événements de la libération de Paris et des mesures prises dans la région parisienne.

Dans les autres régions de France

MM. Emmanuel d'Astier, commissaire à l'Intérieur, André Philip, commissaire d'Etat, et André Le Troquer, commissaire aux Régions libérées, ont rendu compte au gouvernement des missions qu'ils viennent d'accomplir respectivement dans la région du sud-est, la région du sud-ouest et les territoires libérés du nord de la Loire. Le gouvernement a approuvé les mesures prises par les commissaires au cours de leurs missions.

Les F.F.I. et l'armée du Rhône

M. André Diethelm a fait connaître les conclusions de l'inspection à laquelle il vient de procéder auprès de l'armée française du Rhône. Le commissaire à la Guerre a particulièrement insisté sur la vigueur des actions qui ont amené la libération de Toulon et de Marseille. Il a également fait ressortir à quel point a été efficace la coopération des F.F.I. de la région.

(Lire nos informations en page 2.)

Notre FEUILLETON

Nous commencerons demain la publication du grand roman de

John STEINBECK

NUITS NOIRES

(THE MOON IS DOWN)

traduction de Mme Y. Desvignes

NUITS NOIRES a été publié clandestinement en 1944, par les Editions de Minuit.

● ●

Le roman d'un peuple libre en lutte contre son oppresseur

Une belle charrette D' "ÉPURÉS"

Mais l'œuvre de salubrité ne fait que commencer

M. CHASSEIGNE AU PAIN SEC

L'épuration se poursuit dans les ministères et les administrations, en même temps que la police et la justice s'emploient au nécessaire châtiment des coupables.

Au palais de justice, des comités nationaux examinent le cas des 3.500 individus arrêtés depuis quelques jours, et qui sont incarcérés au Vélodrome d'Hiver, à la prison de la Santé, rue Las-Cases et, pour les femmes, à la Petite-Roquette.

Pendant ce temps, de nouvelles arrestations, qui s'imposaient, ont été opérées.

L'affameur Chasseigne va maigrir

L'ancien ministre Chasseigne, qui avait affamé les Parisiens pour mieux rassasier ses maîtres allemands, a été arrêté dans le 4ᵉ arrondissement, et conduit au dépôt, où il doit être soumis, à son tour, à un régime d'extrême restriction.

Trois aviateurs indignes

Les généraux d'aviation, qui avaient appartenu à l'armée française, Pinsard et Jarnaud, et le commandant Christian du Jonchet viennent d'être mis en état d'arrestation.

M. Monique, ancien directeur de Havas, ne collaborera plus

M. Frédéric Monique, qui était administrateur de la société Havas, vient d'être arrêté par les services de la préfecture de police et déféré au parquet.

M. Monique avait eu, depuis le début de l'occupation, dans différentes branches de l'information et de la publicité, une collaboration active avec les services allemands de propagande.

Nouveaux commissaires de police

M. Charles Luizet, préfet de police, vient de désigner les vingt commissaires de police qui sont désormais placés à la tête des vingt arrondissements de la capitale. Ce sont des patriotes éprouvés qui ont la confiance de la Résistance et qui sauront mériter celle de la population de Paris.

Leurs noms sont les suivants : 1ᵉʳ arrondissement : M. Thamaly ; 2ᵉ Bibès ; 3ᵉ Pruchon ; 4ᵉ Leeman ; 5ᵉ Roucheux ; 6ᵉ Lacure ; 7ᵉ Pierrot ; 8ᵉ Sauve ; 9ᵉ Kaser ; 10ᵉ Sabaut ; 11ᵉ Bourdé ; 12ᵉ Lory ; 13ᵉ Meunier ; 14ᵉ Naderman ; 15ᵉ Pacot ; 16ᵉ Grand-Vincent ; 17ᵉ Pernot ; 18ᵉ Foviaux ; 19ᵉ Krettly ; 20ᵉ Trebaux.

Dans les ministères

L'épuration est également en cours dans les différents ministères du Ravitaillement, des Colonies, de l'Economie nationale, de la Production industrielle.

(Suite de nos informations page 2)

Le tirage de la 30ᵉ tranche de la Loterie Nationale

Le Numéro 151.394

gagne 6.000.000 dans la Série A et 2.000.000 dans la Série B

(Voir les autres résultats en 2ᵉ page)

Bonny et Lafont

chef des services français de la « Gestapo »

déguisés en fermiers

croyaient échapper aux recherches

ILS SONT ARRETES AVEC 24 DE LEURS SBIRES ET 100 MILLIONS EN OR SONT SAISIS

Mal rasé, hirsute, en haillons et poussant un vélo en mauvais état, un homme pénétrait l'autre soir d'un pas fatigué dans la cour de la ferme Basclin, au petit village de Bazoches, en Seine-et-Marne. Dans

L'inspecteur Lafont chef des services français de la Gestapo
Photo-Presse-Libération.

cette ferme, qui a quelque peu l'allure d'une gentilhommière, l'homme avisa l'un des habitants qui, prosaïquement, était occupé à réparer une chaise.

— Pouvez-vous, lui demanda-t-il, me prêter une pompe et de quoi réparer mon pneu ?

A malin, malin et demi

Le fermier s'éloigna et revint bientôt porteur du nécessaire. Il aida même à réparer le pneu.

Il était loin de se douter que ce pneu, on venait de le crever intentionnellement quelques instants plus tôt, au détour du chemin. Il ne devina pas non plus que les vêtements trop usagés cachaient un inspecteur principal de la police judiciaire !

Et pourtant, ce fermier aurait dû avoir du flair. Car il n'était pas plus fermier que le cycliste n'était un simple promeneur.

Si le cycliste était un policier, le fermier en était un autre, et non des moindres !

En effet, c'est à lui qu'un président du Conseil, M. Chéron, avait dit un jour :

— M. Bonny, vous êtes le premier policier de France !

L'illustre inspecteur Pierre Bonny rayé des cadres de la police depuis l'affaire Stavisky, et recherché pour des forfaits qui comptent parmi les plus odieux, se cachait depuis la débâcle allemande dans la ferme où venait d'entrer son « collègue ».

Cependant que la réparation s'achevait, un autre personnage, lui aussi habitant de la ferme, survint et se mêla à la conversation.

Ce dernier n'était autre que Henri Lafont, le chef des services français de la Gestapo, établis rue Lauriston, et qui a sur la conscience (si l'on ose dire) une série de crimes abominables.

Cependant que le cycliste bavardait avec ses hôtes, il examinait les issues, évaluait le nombre des habitants de la ferme et relevait un plan des lieux.

Cernés...

Son pneu étant réparé, l'homme s'éloigna. Le lendemain, à l'aube, une trentaine de policiers surgirent dans la ferme, qui était cernée de toutes parts, et procédaient à l'arrestation de Pierre Bonny, né à Paris le 22 avril 1902, et de Henri Lafont, né à Bordeaux, le 25 janvier 1896, ainsi que d'Emy Blanche et de Jeanne Douflo, respectivement femme et maîtresse des deux premiers.

Nic LANGEAIS.

(Lire nos informations en page 2.)

LE GOUVER
A DEMA

Il a rompu avec le Reich

La demande d'armistice présentée par la Finlande ne constitue pas un coup de théâtre. Malgré les démentis officiels ou officieux, elle était comme avouée, depuis plusieurs jours, par divers faits : le voyage

Bonny et Lafont sont de bonne prise

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Surpris, les habitants n'avaient pu faire usage des armes dont ils avaient pris soin de se munir.

Lafont, qui, comme Bonny, avait appartenu à la police judiciaire sous le nom de Normand, s'appelle en réalité Chamberlin. Il vient de reconnaître avoir organisé les services français de la Gestapo rue Lauriston.

Nous parlerons bientôt des aménagements de chambres de supplices, 93, rue Lauriston, où ces Français appliquaient à des patriotes français la petite et la grande question.

Vêtus de l'uniforme de capitaine allemand, Lafont et son lieutenant Bonny parcouraient la France pour organiser des opérations contre le maquis.

Ils étaient pour cela largement payés par l'Allemagne.

La princesse Tschernitcheff

Lafont avait une deuxième maîtresse, la princesse Tschernitcheff, ex-femme de M. Henry Garat. Celle-ci avait mis à la disposition de son amant son vaste appartement, 3, place d'Iéna. Lafont y amenait les malheureux qu'il faisait arrêter. C'est le personnel domestique de la princesse qui était chargé de la garde des « détenus ».

Pas moins de 24 arrestations ont été opérées chez elle hier.

La princesse, en outre, avait un autre hôtel particulier place des Etats-Unis, où furent torturés de nombreux patriotes. Les supplices leur étaient infligés sous la surveillance du lieutenant de SS Lemler, à qui la princesse n'avait plus rien à refuser...

Le préfet de police, M. Luizet, qui a communiqué hier à la presse les détails de ces sensationnelles opérations policières, a encore révélé, toujours en rapport avec cette affaire déclenchée par l'arrestation de Bonny et Lafont, la découverte, à Rueil, dans la propriété du comte Stenboek autre amant de la princesse, de lingots d'or représentant une valeur supérieure à 100 millions. Ce trésor de Golconde était enfoui dans le parc de la propriété.

La police est maintenant sur de nombreuses pistes.

Bonny et Lafont, munis d'armes et d'argent en grosse quantité, s'étaient habilement camouflés en province en honnêtes gentlemen-farmers. Ils ont été démasqués.

Les autres tortionnaires de la Gestapo qui ont sur la conscience, comme les amis de Carbone et de Spirito, les crimes les plus infâmes, tomberont un à un, irrémédiablement, aux mains de la justice.

N. L.

augure sa permanence

arrondissements

Enfin, Mme Ponty, du Comité régional de l'Union des Femmes, engagea les Parisiennes à venir

LES F.F.I. DISPONIBLES

Huma

23e ANNEE. — Numéro 6.385

REDACTION
ADMINISTRATION
6, Bd Poissonnière
PARIS (IXe)
Téléphone : PROvence 15-01

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur politique : LÉON BLUM, déporté en Allemagne

DERNIÈRE ÉDITION
LUNDI 4 SEPTEMBRE 1944
LE NUMERO : 2 FRANCS

JOIES ET ESPOIRS

par Félix GOUIN,

président de l'Assemblée Consultative

MA joie est grande de revoir la France après trente mois d'un exil que j'avais volontairement accepté pour répondre aux désirs exprès du Parti ! Elle est d'autant plus vive que je retrouve la Patrie telle que je la souhaitais : tout entière dressée contre l'hitlérisme et ses misérables laquais de Vichy.

Aujourd'hui, grâce à l'ardent patriotisme de nos soldats et de nos vaillants camarades des F.F.I., la souillure qui avait un instant terni le beau visage de la France est en train de disparaître : quoi de plus exaltant pour un Français qui, depuis quatre ans, n'avait cessé de tendre ses efforts vers ce but unique auquel il avait accepté de tout sacrifier !

A cette heure émouvante de notre histoire nationale, après en avoir savouré l'immense réconfort, nous devons sans tarder envisager virilement les innombrables devoirs qu'elle comporte.

Le premier de ces devoirs c'est de saluer comme il convient les puissantes nations sans lesquelles la liberté n'eût pas refleuri dans nos magnifiques cités.

Hommage donc à l'Angleterre qui, au plus fort de la tourmente, n'a jamais ni faibli ni désespéré du destin de la guerre. Hommage aussi à l'Amérique, formidable arsenal des démocraties, dont les soldats viennent de démontrer avec éclat qu'ils sont les dignes fils de ceux qui se battirent déjà, à nos côtés, il y a vingt-cinq ans.

Hommage encore à la Russie, qui a reculé les bornes de l'héroïsme et dont les armées splendides ont mis en pièces le mythe de l'invincibilité allemande.

Hommage enfin à nos soldats, à nos marins, à nos aviateurs et à tous les héros de la Résistance qui viennent d'administrer la preuve que la France restait la France et qu'elle n'a pas à redevenir grande puisqu'elle n'a jamais cessé de l'être !

Nous serions des ingrats si, d'aventure, nous venions à oublier celui qui fut, le premier, l'annonciateur et l'animateur de la libération française : j'ai nommé le général de Gaulle, dont le nom doit être désormais inscrit dans le cœur de tous les hommes libres...

Ce premier devoir de gratitude accompli à l'égard de tous les artisans de la victoire, d'autres nous pressent et ils ne sont ni moins impérieux ni moins nombreux.

Il faut d'abord achever l'œuvre si bien commencée : c'est donc vers l'écrasement total et définitif de l'Allemagne qu'il convient, dès maintenant, de tendre nos efforts en subordonnant tout à ce but suprême.

Mais au delà de la bataille qui continue à faire rage, d'autres combats nous attendent et sollicitent immédiatement notre énergie.

La France, berceau de la liberté, a hâte de reconstruire ses libres institutions ; il va donc falloir lui donner au plus tôt la parole. Mais aujourd'hui, nous avons la certitude qu'elle ne bornera pas là ses légitimes ambitions.

Ce qu'elle désire, ce qu'elle souhaite, ce qu'elle exige, c'est libérer la condition humaine de l'abjecte tyrannie de l'argent et c'est dire qu'elle attend de profondes transformations dans l'ordre économique à réaliser au fur et à mesure même que l'économie va se remettre en marche.

Enfin, et par-dessus tout, consciente du rôle éminent qu'elle a toujours joué dans le monde, la France aspire à reprendre la grande place qui lui revient au foyer des nations libres.

N'avais-je pas raison, dans ces conditions, de dire, il y a un instant, que d'immenses tâches nous attendaient et que le devoir de tous et de chacun est de se hausser au niveau des heures magnifiques qu'il nous est donné de vivre ?

J'en suis convaincu, et par ce que je savais déjà de notre Parti et par ce que j'en ai appris depuis que je foule, à nouveau, le sol natal : le socialisme ne sera pas inférieur à ses devoirs et il est prêt, matériellement et moralement, au rôle que lui assignent son rayonnement et ses magnifiques militants.

Les anciens lui apporteront le fruit de leur expérience et de leur sagesse ; les jeunes, leur dynamisme, leur courage, leur précoce maturité.

« Il n'est pas de grand peuple sans une grande idée », disait Michelet.

Or, c'est une grande et noble idée que celle du socialisme !

Pourquoi, dans ces conditions, désespérerions-nous de la réaliser puisque notre peuple vient de faire la démonstration qu'il est resté grand, non seulement par le cœur et par la raison, mais encore et surtout par l'héroïsme !

La débâcle s'accentue

LES ARMÉES ALLEMANDES ÉVACUERAIENT la France tout entière

Hitler retire ses troupes de Finlande

Londres, 3 septembre.— La B. B. C. a diffusé l'information suivante :

« Les Allemands ont annoncé, hier, que Hitler avait donné l'ordre d'évacuer la France tout entière. »

La Russie n'exigerait pas de la Finlande une reddition inconditionnelle

Helsinki, 3 septembre. — La Finlande a effectué le premier pas vers le retour à la paix. On ignore jusqu'à présent quels seront les termes de l'armistice finno-soviétique, mais on croit savoir que l'U.R.S.S. n'a pas demandé une reddition inconditionnelle.

L'évacuation des troupes allemandes serait la condition préalable, posée par le gouvernement soviétique, pour recevoir à Moscou la délégation finlandaise d'armistice chargée des négociations.

La Finlande rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne

Londres, 3 septembre. — On mande de Stockholm à l'agence Reuter : On apprend de source bien informée que le conseil des ministres et le Parlement finlandais ont décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne.

Dans un discours radiodiffusé, le premier ministre finlandais a annoncé que le gouvernement finlandais avait décidé de demander le retrait des Allemands de Finlande avant le 15 septembre. Il a ajouté que l'Allemagne avait accepté de retirer ses troupes.

La Belgique à moitié conquise par les Alliés

LYON, CHARLEROI, NAMUR, NANCY, TOUL ET METZ OCCUPÉS

Irrésistible avance vers la ligne Siegfried

Hitler veut résister encore plus en arrière

LA bataille du nord de la France est terminée ; la bataille de Belgique est en cours, mais semble devoir se terminer très prochainement : les Anglo-Américains avancent à toute vitesse vers Aix-la-Chapelle et Cologne pour livrer leur première bataille sur le sol allemand. Tels sont, dans leur ligne générale, les événements d'avant-hier et d'hier.

Devant la poussée formidable des Alliés, les unités allemandes, en France, dont beaucoup avaient déjà reçu des ordres de repli, ont reçu d'Hitler un ordre général d'évacuer la France. Cet ordre est déjà en voie d'exécution dans le département du Pas-de-Calais où l'on a observé un trafic intense sur toutes les routes se dirigeant vers l'est et le sud-est et où d'immenses convois allemands quittent Boulogne. Au sud de la Loire, Reuter annonce que les Allemands ont maintenant évacué toute la région du sud de la France entre Lyon et l'Atlantique. Partout les Alliés s'occupent à leur couper les voies de retraite et invitent, par des tracts, les soldats allemands à se rendre. Soixante-cinq pour cent des prisonniers faits entre Lisieux et Falaise étaient porteurs de ces tracts.

D'après l'agence allemande Transocéan, c'est très en arrière des zones actuelles de combat que la nouvelle ligne de défense serait établie. Le journal officiel nazi, le Voelkischer Beobachter, explique la nécessité d'une ligne à distance par la vitesse avec laquelle avancent les colonnes blindées américaines : la nouvelle ligne risque d'être atteinte avant que sa construction ne soit terminée. Cette ligne devra former un front où il ne sera plus permis de reculer et il ne devra plus être question de « défense élastique ».

Le commandement allemand, d'autre part, ne croit plus possible d'envoyer des troupes fraîches dans les batailles qui se déroulent actuellement, car depuis la rupture du front à Avranches, il s'est rendu compte que les réserves allemandes seraient littéralement « balayées » si elles tentaient de s'opposer à la poussée américaine.

Ces réserves ne doivent d'ailleurs pas être très importantes. Hitler en ayant employé la plus grande partie pour la défense des pétroles de Roumanie. D'après Moscou, il ne disposerait plus actuellement que de 200 divisions sur tous les fronts.

(SUITE PAGE 2)

Un formidable bombardement de l'Allemagne se prépare

Londres, 3 septembre. — Une attaque aérienne de grande envergure aura bientôt lieu contre l'Allemagne. Pour exécuter cette opération, le commandant de l'air allié dispose actuellement des trois plus grandes armées aériennes qu'on ait jamais vues. Elles n'attendent plus que l'ordre d'attaquer, qui peut leur être donné d'ici peu

Les F.F.I. du Sud en territoire italien

Communiqué du colonel Cochet :

Les Forces Françaises de l'Intérieure ont traversé la frontière et pénétré en territoire italien.

Tito à Belgrade

Sur le front de Roumanie, les Russes étendent leur occupation dans les régions autour de Bucarest et de Costantza.

Les troupes du maréchal Tito, près avoir pris Belgrade, sont en marche le long du Danube pour faire leur jonction avec l'armée russe.

Au cours des opérations sur les deuxième et troisième fronts d'Ukraine du 20 au 31 août, les Russes ont pris à l'ennemi ou détruit 350 avions, 956 chars, 5.576 canons, 3.261 obusiers, 19.105 mitrailleuses, 46.450 voitures ou camions. Ils ont tué 270.000 ennemis et en ont pris 280.000, parmi lesquels de nombreux généraux.

On a retrouvé sur les champs de bataille les corps de plusieurs généraux allemands.

RACING-RED STAR, HIER, A SAINT-OUEN

(Photo Populaire).

Sous la protection de Jordan (au centre) qui entrave l'action du centre-avant audonien Gomez, le gardien de but du Racing va bloquer le ballon en toute quiétude. C'est là une phase du match de football gagné hier au Stade de Paris par le Racing sur le Red Star

ANDRÉ PHILIP NOUS DIT...

En attendant la Constituante une assemblée représentative succéderait à l'assemblée consultative

L'œuvre législative préparée à Alger prévoit les principales nationalisations

Des administrateurs provisoires vont être désignés pour gérer les entreprises à nationaliser

PARIS libéré redevient la capitale de la France. Dans les ministères, les commissaires d'Etat s'installent les uns après les autres et, sans perdre de temps, se mettent à la tâche. Nous avons pu le constater hier par ce beau dimanche ensoleillé où les Parisiens envahissant les Champs-Elysées et les Grands Boulevards, laissaient éclater — après un cauchemar de quatre ans — leur joie de vivre.

André PHILIP,
(Ph. Presse-Libération).

Ainsi, à l'Hôtel Matignon, nous avons surpris en plein travail, en nous rendant au cabinet d'André Philip, deux de nos camarades, André Le Troquer, commissaire d'Etat aux Territoires libérés, et Pierre Bloch, délégué adjoint à l'Intérieur, arrivé le jour même.

Au moment où l'Assemblée Consultative se transporte en France, nous avons demandé à André Philip, commissaire d'Etat aux Relations avec l'Assemblée consultative, quelques renseignements sur l'œuvre qu'elle poursuivit à Alger pendant de longs mois.

— *Cette œuvre a été double*, nous répond notre camarade. *L'Assemblée a tout d'abord usé de son droit d'interpellation sur toutes les questions intéressant la vie du pays ; en second lieu elle a longuement étudié les textes sur l'organisation des pouvoirs publics dans la France de demain et le statut des assemblées futures.*

— *Le Gouvernement devra continuer à s'appuyer fortement sur l'Assemblée consultative*, poursuit André Philip, *sur une Assemblée où, étant doublé, le nombre de délégués du Conseil National de la Résistance représentera un peu plus des deux tiers de ses membres.*

Naturellement, le mode de répartition des sièges de la Résistance sera fixé par le C.N.R. et si cela apparaît nécessaire celui-ci pourra proposer au Gouvernement certaines modifications de détail au texte de l'ordonnance.

Nous irons d'ailleurs très vite pour rendre la parole au pays. En application de l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération, le Gouvernement envisage dans deux ou trois mois des élections municipales et cantonales provisoires, ainsi que des élections tendant à transformer l'Assemblée consultative provisoire en Assemblée représentative provisoire. Ces élections auront lieu au suffrage universel, les hommes comme les femmes étant appelés aux urnes et au scrutin de liste majoritaire à deux tours.

Nous espérons d'ailleurs que rapidement, avec le retour des prisonniers et des déportés, interviendront des élections générales qui permettront à l'Assemblée représentative provisoire de céder la place à l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel.

Les élections provisoires avaient été prévues pour le cas où la libération se ferait progressivement.

Félix GOUIN.
(Photo Populaire).

Peut-être si comme tout le laisse prévoir, la libération intervient rapidement, sera-t-il possible de sauter le stade intermédiaire et d'avoir les élections à la Constituante plus tôt qu'on ne le pensait primitivement.

(SUITE PAGE 2)

Nécessité de l'unité réelle

par Daniel MAYER

secrétaire général du Parti Socialiste

GROS émoi, paraît-il, dans certains milieux de la Résistance, parce que le Parti socialiste, soucieux d'unité française réelle, est partisan d'un « brassage » d'hommes anciens et d'hommes nouveaux au sein du gouvernement en voie de formation.

Passons sur cet « argument » d'un journal qui feint de croire que nous pensons spécialement à MM Chautemps ou Chichery. Comme s'il ignorait que nous avons éliminé 110 parlementaires sur 169 et que les anciens dont nous parlons ont autant agi dans la Résistance que les nouveaux. Et venons-en aux choses sérieuses.

L'expression suprême de la lutte clandestine — le Conseil national de la Résistance — comprend huit mouvements, nés depuis l'armistice, six partis existant avant guerre (et d'ailleurs d'importance inégale) et les deux principales centrales syndicales, ayant elles aussi un passé.

Le Conseil national de la Résistance a réussi, au prix de mille difficultés dont quelques-unes seront sans doute dites un jour, à conserver l'unité de ces divers aspects de la France en lutte. Il a fait mieux : en pleine clandestinité, indépendamment des tâches militaires qui s'imposaient à lui, il a élaboré un programme commun à la Résistance française dont il a souhaité qu'il devînt le programme d'action immédiate du futur gouvernement.

La guerre n'est pas terminée. De dures batailles sociales seront à mener pour libérer, après le sol, l'industrie de la France. L'union doit se poursuivre. Elle est indispensable. Elle ne sera d'ailleurs solide que dans le combat. Et cela n'empêchera nullement chaque organisation de conserver son visage propre. L'unité dans la diversité dont parlait un jour Maurice Schumann, est nécessaire.

(SUITE PAGE 2)

« TRISTAN » NOUS REVIENT... après s'être évadé

Nous apprenons avec joie l'arrivée à Paris de « Tristan », qui fut le secrétaire provisoire à l'Information... clandestine, et que la Gestapo avait arrêté il y a plus de deux mois. Il a réussi à s'évader, et le voici libre dans un Paris libre.

Nous en sommes d'autant plus heureux que « Tristan » — M. Teitgen — est, non seulement un patriote éprouvé, mais un homme qui aidera puissamment, nous en sommes certains, la nouvelle République à s'affranchir de toutes les oppressions dans tous les domaines.

NOTRE OPINION

RAPIDE ET SÉVÈRE LA JUSTICE DOIT RESTER JUSTE

NUL, plus que nous, n'exige une justice rapide et sévère ; car nul, plus que nous, n'a souffert pendant ces quatre années, des trahisons, des crimes, de l'arbitraire, du retour à la barbarie.

Mais précisément à cause de cela, nous voulons une Justice digne de ce nom, c'est-à-dire autre chose que la vengeance, autre chose que l'arbitraire et le retour à la barbarie.

C'est pourquoi nous ne pouvons, sans protester, voir un de nos confrères envisager qu'on promulgue aujourd'hui une loi pour punir les actes passés d'un homme, pour lequel nous n'avons d'ailleurs ni tendresse ni pitié.

La procédure et les tribunaux doivent certes, être adaptés aux circonstances. C'est indispensable, pour assurer la sévérité et la rapidité. Mais les peines à appliquer aux criminels d'hier doivent être celles que prévoyaient les lois en vigueur sous la République ; car l'application à un acte d'une loi promulguée après cet acte est l'un des crimes du nazisme, et, pour punir, nous refusons de le commettre : on peut user de représailles dans la guerre, non dans l'administration de la Justice.

Nous combattons partout le nazisme, ce n'est pas pour l'imiter dans ce domaine plus que dans les autres.

Les lois de la République punissaient la trahison, l'intelligence avec l'ennemi. C'est de trahison ou d'intelligences avec l'ennemi que les collaborateurs et les délateurs se sont rendus coupables. Que nous faut-il de plus ?

P

UN MAGNIFIQUE COUP DE FILET

C'est le trop fameux inspecteur Bony qui dirigeait la Gestapo française !

Il est arrêté ainsi que son complice Henry Lafont gangster notoire, et vingt-quatre autres individus

C'est un magnifique coup de filet que vient de réussir la Police patriotique qui a reçu mandat de M. Luizet, préfet de police, de pourchasser sans répit les traîtres de la 5e colonne.

A la suite de longues et difficiles investigations les services de la police judiciaire ont réussi à mettre la main sur le trop fameux inspecteur Bony, de l'affaire Stavisky ainsi que sur un nommé Chamberlin qui se faisait appeler Henry Lafont — gangster notoire, dont le casier s'orne de douze condamnations dont une à mort par contumace — dont on savait qu'ils avaient été les dirigeants et les ignobles profiteurs de la Gestapo française. C'est en Seine-et-Marne, en pleine campagne, à la ferme Baslin, que se cachaient ces deux individus, en compagnie de leurs familles. Peut-être espéraient-ils digérer là en paix les millions que leurs odieux forfaits leur avaient procurés ?

Interrogés, ils ont reconnu avoir été engagés, en 1941, par l'Allemagne pour organiser une Gestapo française. C'est au 93 de la rue Lauriston qu'était installé le siège de cette sinistre entreprise où une véritable prison était installée avec chambres de torture, etc. Une véritable petite armée d'une centaine de gangsters y opéraient, habillés ou non en feldgrau — Lafont et Bony paradaient en uniforme d'officiers allemands — et étaient à leur service. 24 de ces individus ont déjà pu être appréhendés dont la princesse Tchernitcheff, maîtresse de Lafont, dans la propriété de laquelle ils s'étaient réfugiés à Rueil. Cette Russe blanche possédait aussi un hôtel, 3, place d'Iéna, également transformé en prison.

La bande possédait encore une autre succursale avenue des Etats-Unis.

Les voisins des trois prisons signalent que chaque soir des coups de feu, de cris atroces étaient entendus, notamment place d'Iéna, où des fouilles vont être faites dans le jardin attenant et qui semble devoir contenir de nombreuses fossés mortuaires.

(SUITE PAGE 2)

Une situation qui ne peut durer...

DES TRANSPORTS POUR LES PARISIENS !

Les banlieusards ont obtenu un certain nombre de lignes d'autobus, c'est très bien, mais les Parisiens, eux, continuent à aller à pied... Sait-on en haut lieu que Paris mesure 11 kilomètres en longueur et 9 en largeur ? Que pour aller, par exemple, de Belleville à Billancourt, il y a 10 kilomètres ?... Que les semelles de bois ne durent que quelques jours, etc., etc.

On nous dit que les tunnels et les stations du métro sont déblayés, qu'on n'attend que le courant... Peut-être pourrait-on, ainsi que le suggère un confrère, ne remettre en fonction qu'une ou deux grandes lignes transversales ? Peut-être même pourrait-t-on ne prendre de voyageurs que pour un long parcours ?

Et puis, s'il n'y a pas encore suffisamment de courant, pourquoi pas quelques lignes d'autobus dans Paris ? Il y a énormément de voitures particulières qui circulent depuis quelques jours... Elles consomment pas mal d'essence. Il y a donc du carburant quelque part... Ce que les particuliers sont capables de trouver, les régies municipales doivent le pouvoir beaucoup plus facilement.

Une démarche du « Populaire » au ministère de l'Information

DANS la soirée du vendredi 1er septembre, le ministère de l'Information avait décidé que les journaux — tous les journaux — ne paraîtraient pas dimanche 3 septembre.

Par souci de discipline, le « Populaire » s'était incliné devant cette décision si regrettable qu'elle lui parût.

Or, hier matin dimanche, nous constations que l' « Humanité » avait publié son numéro quotidien, comme si la décision prise ne s'était pas appliquée à elle.

A la suite de cette parution, le secrétaire général du Parti socialiste Daniel Mayer et l'administrateur du « Populaire » Paul Favier, se sont rendus auprès de M. Guignebert, secrétaire général à l'Information, qui leur a appris que l'autorisation de paraître dimanche matin avait été accordée à l' « Humanité » à la demande de M. Albert Bayet, président de la Fédération nationale de la presse clandestine.

Ils lui ont exprimé leur surprise que le « Populaire » et l'ensemble des autres journaux n'aient pas été informés de cette décision.

Ils ont regretté les changements d'attitude de ce département ministériel qui a successivement autorisé et interdit la parution des journaux le dimanche pour finalement l'admettre au bénéfice d'un seul journal.

Ils ont souligné que ces contradictions difficilement explicables ne peuvent que nuire à l'unité d'action de la presse de la France en guerre.

Ils ont également attiré l'attention du secrétaire général et de M. Bonnet, ministre de l'Information, arrivé sur ces entrefaites pour prendre possession de son poste, sur le grave préjudice moral et matériel causé à l'ensemble de la presse parisienne.

M. Bonnet et M. Guignebert leur ont alors assuré qu'une décision serait prise autorisant tous les quotidiens autres que l' « Humanité » à paraître sur 4 pages au jour de leur choix entre le 4 et le 11 septembre.

Le Parti Socialiste et le « Populaire » sont persuadés que tous leurs lecteurs et amis approuveront leur attitude de discipline nationale dans les heures que traverse actuellement le pays.

v. Combat du 5

Deux « V-1 » samedi matin dans la région parisienne

Des dégâts mais peu de victimes

Tout le monde en parle... Deux « V1 » sont tombés samedi matin dans la région parisienne. Sans aucune valeur militaire, sans effet sur la marche inexorable des armées alliées vers le Reich, cette monstrueuse invention n'a d'autre but que de nuire aux civils ! L'un des deux engins s'est abattu dans un large terrain découvert sans causer de dégâts matériels. Il faut déplorer un mort et deux blessés.

L'autre engin a été vu et entendu quelques secondes avant sa chute. Un lecteur du « Populaire », alerté par la première explosion, regarda dans le ciel et aperçut, venant du Nord-Est, à une hauteur d'environ 500 mètres, une sorte de petit avion, volant à vitesse réduite. Le moteur semblait en difficulté. En réalité, il était à fin de course puisque sa chute commença et que l'explosion se produisait moins d'une minute après qu'il eût été vu. Il était 6 h. 12.

Tombé dans un parc, il a endommagé très sérieusement trois villas et fait des dégâts dans un rayon de 200 mètres de son point de chute. Vitres brisées, portes disloquées, tuiles déplacées, arbres blessés à mort, et partout une poussière grise, qui recouvre les feuilles et les fleurs. Si les dégâts matériels sont importants, en revanche, malgré la présence des habitants dans les maisons, il n'y a que six blessés. Est-ce un hasard ou les engins sont-ils moins meurtriers que la propagande allemande ne l'annonçait ? Espérons que nous n'aurons pas à discuter le problème, les pistes de lancement devant être bientôt atteintes par les armées alliées.

C'est ainsi qu'à Thionville qui vient d'être pris se trouvaient des rampes de départ de V1 destinées à Paris.

LE GOUVERNEMENT sera vraisemblablement constitué aujourd'hui

Le général de Gaulle a procédé hier à une série de consultations

Un conseil des ministres s'est tenu samedi

Comme nous l'avions annoncé, les membres du Gouvernement sont arrivés à Paris dans l'après-midi de samedi, venant par route de Cherbourg où ils avaient débarqué la veille.

Avec nos amis Le Troquer et André Philip déjà installés ainsi que MM. André Diethelm, René Pleven et d'Astier de la Vigerie, onze nouveaux commissaires sont arrivés. Ce sont MM. Henri Queuille et François Billoux, commissaires d'Etat; Fernand Grenier (Air), Adrien Texier (Travail), René Mayer (Marine marchande et Communications), Louis Jacquinot (Marine militaire), René Capitant (Instruction publique), Henri Bonnet (Information), François de Menthon (Justice), Henri Frenay (Prisonniers et Déportés) et Paul Giacobbi (Production et Ravitaillement),

Avec M. Alexandre Parodi, ancien chef de la Délégation générale, qui représentait sous l'occupation à Paris le général de Gaulle, nommé commissaire d'Etat, ce sont dix-sept ministres qui se sont réunis samedi soir en conseil des ministres sous la présidence du général de Gaulle.

Dans sa composition d'Alger, le Gouvernement n'est toutefois pas au complet. Il manque, en effet, le général Catroux, commissaire d'Etat chargé des questions musulmanes, qui est resté en Algérie où le retiennent ses fonctions. D'autre part, M. Jean Monet est toujours en mission.

Le conseil des ministres revêtait une importance particulière : Il rassemblait, en effet, les commissaires d'Alger pour la première fois à Paris et, pour un certain nombre d'entre eux, cette délibération ministérielle devait être la dernière.

Cependant tous les commissaires étaient pleinement conscients de cette heure solennelle où le Gouvernement retrouvait la capitale et la France son gouvernement.

Un certain nombre de questions relevant de ce qu'il est convenu d'appeler les affaires courantes furent examinées.

M. Emmanuel d'Astier, commissaire de l'Intérieur, ainsi qu'André Philip, commissaire d'Etat et André Le Troquer, commissaire aux Régions libérées, ont rendu compte au gouvernement des missions qu'ils venaient d'accomplir respectivement dans la région du sud-est, la région du sud-ouest et les territoires libérés du nord de la Loire. Le Gouvernement a approuvé les mesures prises par les commissaires au cours de leurs missions.

(SUITE PAGE 2)

LE 17 SEPTEMBRE AUTOUR DE LONGCHAMP

Le Critérium de la Libération mettra aux prises sur 100 km. tous les champions cyclistes

UN MAGNIFIQUE COUP DE FILET

C'est le trop fameux inspecteur Bony qui dirigeait la Gestapo française !

Il est arrêté ainsi que son complice Henry Lafont gangster notoire, et vingt-quatre autres individus

C'est un magnifique coup de filet que vient de réussir la Police patriotique qui a reçu mandat de M. Luizet, préfet de police, de pourchasser sans répit les traîtres de la 5e colonne.

A la suite de longues et difficiles investigations les services de la police judiciaire ont réussi à mettre la main sur le trop fameux inspecteur Bony, de l'affaire Stavisky ainsi que sur un nommé Chamberlin qui se faisait appeler Henry Lafont — gangster notoire, dont le casier s'orne de douze condamnations dont une à mort par contumace — dont on savait qu'ils avaient été les dirigeants et les ignobles profiteurs de la Gestapo française. C'est en Seine-et-Marne, en pleine campagne, à la ferme Baslin, que se cachaient ces deux individus, en compagnie de leurs familles. Peut-être espéraient-ils digérer là en paix les millions que leurs odieux forfaits leur avaient procurés ?

Interrogés, ils ont reconnu avoir été engagés, en 1941, par l'Allemagne pour organiser une Gestapo française. C'est au 93 de la rue Lauriston qu'était installé le siège de cette sinistre entreprise où une véritable prison était installée avec chambres de torture, etc. Une véritable petite armée d'une centaine de gangsters y opéraient, habillés ou non en feldgrau — Lafont et Bony paradaient en uniforme d'officiers allemands — et étaient à leur service. 24 de ces individus ont déjà pu être appréhendés dont la princesse Tchernitcheff, maîtresse de Lafont, dans la propriété de laquelle ils s'étaient réfugiés à Rueil. Cette Russe blanche possédait aussi un hôtel, 3, place d'Iéna, également transformé en prison.

La bande possédait encore une autre succursale avenue des Etats-Unis.

Les voisins des trois prisons signalent que chaque soir des coups de feu, de cris atroces étaient entendus, notamment place d'Iéna, où des fouilles vont être faites dans le jardin attenant et qui semble devoir contenir de nombreuses fosses mortuaires.

(SUITE PAGE 2)

Une situation qui ne peut durer...

DES TRANSPORTS POUR LES PARISIENS !

Les banlieusards ont obtenu un certain nombre de lignes d'autobus, c'est très bien, mais les Parisiens, eux, continuent à aller à pied... Sait-on en haut lieu que Paris mesure 11 kilomètres en longueur et 9 en largeur ? Que pour aller, par exemple, de Belleville à Billancourt, il y a 10 kilomètres ?... Que les semelles de bois ne durent que quelques jours, etc., etc.

On nous dit que les tunnels et les stations du métro sont déblayés, qu'on n'attend que le courant... Peut-être pourrait-on, ainsi que le suggère un confrère, ne remettre en fonction qu'une ou deux grandes lignes transversales ? Peut-être même pourrait-t-on ne prendre de voyageurs que pour un long parcours ?

Et puis, s'il n'y a pas encore suffisamment de courant, pourquoi pas quelques lignes d'autobus dans Paris ? Il y a énormément de voitures particulières qui circulent depuis quelques jours... Elles consomment pas mal d'essence. Il y a donc du carburant quelque part... Ce que les particuliers sont capables de trouver, les régies municipales doivent le pouvoir beaucoup plus facilement.

OUR DE LONGCHAMP ▲▲

n de la Libération

prises sur 100 km.

ampions cyclistes

UN PROPHÈTE :

"Je crois en la victoire des armées allemandes"

Philippe PÉTAIN

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIEME ANNEE. — N° 51 — 100, Rue Réaumur (2e) ★ ★ ★ LUNDI 4 SEPTEMBRE 1944 ★ ★ ★ Tél. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 — PRIX : 2 FRANCS

LES AMERICAINS A LA FRONTIERE ALLEMANDE

La moitié de la Belgique aux mains des Alliés

En France, le nettoyage des derniers centres de résistance se poursuit

TOUL, METZ et NANCY seraient libérés

Les débris de la 19e armée allemande en désordre traversent Lyon

Les éléments avancés de la première armée américaine ont maintenant dépassé Charleroi et Namur et avancent vers la frontière allemande et la ligne Siegfried. Les blindés américains se trouvaient, hier soir, à moins d'une centaine de kilomètres des frontières du Reich.

Le grand quartier général allemand, comme nous l'avions déjà indiqué, déclare qu'il s'agit d'un repli stratégique et que le commandement allemand avait déjà décidé d'évacuer la France et la Belgique.

En ce qui concerne l'évacuation de la France, on se demande quelles sont les troupes que le haut commandement allemand a réussi à sauver sur les cinquante divisions qui avaient reçu l'ordre de se maintenir en France à tout prix. Les unes, qui se trouvaient sur le front de Normandie, ont été exterminées dans le piège de Falaise ; d'autres sont disséminées un peu partout et complètement isolées par suite de l'avance alliée ; d'autres, enfin, qui combattent encore dans la vallée du Rhône et de l'Ardèche, ont les plus grandes chances de ne jamais parvenir à rentrer en Allemagne.

La bataille de France a donc pratiquement pris fin et il ne reste plus en cours que des opérations de nettoyage, à la suite desquelles la totalité de notre territoire sera libéré.

En effet, il est peu probable que les Allemands parviennent à défendre sur la ligne Maginot. Par une manœuvre hardie, les Alliés ont réussi à tourner ce puissant bastion fortifié par le nord, puisque la 3e armée américaine opérant déjà à l'est de la Meuse a atteint la Moselle en plusieurs points, entre Sedan et Metz, et refoule l'ennemi sur la frontière du Luxembourg.

C'est donc maintenant la bataille de la Belgique et de la Hollande qui commence.

Il est évident que la situation militaire de l'Allemagne devient de jour en jour plus critique. L'Allemagne se trouve maintenant menacée directement à l'est et à l'ouest. A l'est, la poussée des armées rouges sur la Prusse Orientale avait pu être momentanément enrayée par l'envoi de très importants renforts. Mais quelles sont les réserves dont dispose Hitler pour défendre sa frontière ouest ? Quelle est la solidité de la ligne Siegfried ? Il est probable que l'état-major allié est parfaitement renseigné sur ce point.

Le fait essentiel, c'est que l'Allemagne doit se défendre maintenant sur son propre sol, c'est qu'elle est chassée de tous les pays qu'elle avait envahis, c'est que son sort est maintenant réglé.

L'ordre
mais l'ordre de la Patrie !

DE toute part on réclame le « retour à l'ordre ».

Rien de mieux. Mais à la condition que cet « ordre » soit l'ordre instauré par l'insurrection nationale, l'ordre de la Patrie, l'ordre du Peuple.

Car, enfin, c'est contre l'ordre légal, contre l'ordre établi que le général de Gaulle a fièrement dit « non » à Vichy ; c'est contre l'ordre légal que nous avons organisé nos mouvements de résistance ; c'est contre l'ordre légal que nos Maquis ont pris les armes, que les F.F.I. de la région parisienne sont descendus dans la rue.

Pourquoi cet attentat à l'ordre ? Parce que au-dessus des lois écrites nous plaçions cette loi supérieure qui s'appelle la loi morale et qui nous ordonnait de lutter, par tous les moyens, pour la France trahie et pour l'idéal bafoué.

Cette même loi qui fut, hier, celle de la Résistance combattante, doit être, aujourd'hui et demain, celle de la Résistance victorieuse.

Nous voulons passionnément l'ordre, parce qu'il est la condition de la guerre et de la grandeur française. Nous voulons non moins passionnément que cet ordre soit un ordre nouveau, vengeur de la nation trahie, vengeur de nos camarades tombés par milliers dans la lutte.

Alors que des centaines et des centaines d'agents de la cinquième colonne sont encore en liberté, nos administrations renaissantes sont littéralement assaillies de visites et de coups de téléphone :

— Hé ! Quoi ? Vous avez arrêté un tel ? Parce qu'il recevait des Boches ? Mais c'est un homme très bien... Oui, oui, il bavait un peu sur les Anglais, mais c'est fini. Il est tout prêt à les inviter à dîner... Et puis, je répète : un homme très bien. Beaucoup de relations... A ménager... Croiriez-vous que les F.F.I., en l'arrêtant, l'ont traité de s... ? De l'ordre, n'est-ce pas, de l'ordre !

Au nom de tous les patriotes arrêtés, torturés, déportés, fusillés, nous disons : « Assez ! »

Le peuple de Paris, au jour de la libération, a été d'une modération magnifique. On avait annoncé en divers milieux qu'il y aurait une ruée des masses populaires sur les hôtels des collaborateurs, un massacre général des bochophiles. En fait, il n'y a eu ni ruée ni massacre. Les quelques excès qu'on signale sont l'œuvre des faux F.F.I., qui grouillent en quelques quartiers et que traquent les vrais F.F.I.

Si le peuple a fait preuve de cette sagesse, c'est qu'il avait confiance dans le gouvernement de Gaulle pour faire bonne et prompte justice. Cette confiance, il la garde. Il sait que certains flottements étaient le résultat inévitable d'une situation exceptionnellement difficile. Il fait un large crédit aux hommes qu'il a appelés depuis quatre années de ses vœux ardents.

Mais l'« ordre » qu'il leur demande d'établir, ce n'est pas un ordre formaliste, plus soucieux des textes que des consciences : c'est l'ordre de la Résistance, c'est l'ordre de la Patrie.

Albert BAYET.

L'effondrement du front de l'Ouest

Fronts de France et de Belgique

Les deux groupes d'armées Montgomery et Bradley, sous le commandement du général Eisenhower, ont opéré hier une avance foudroyante en Belgique.

Les blindés du général Patton après avoir franchi la frontière belge dans la matinée d'hier, dans la région de Maubeuge, auraient atteint la frontière allemande dans la soirée d'hier. Dans la matinée, les Alliés s'étaient emparés de Tournai, Charleroi et Namur et avaient franchi la Meuse malgré une certaine résistance de l'ennemi.

A la gauche de la première armée américaine, les forces canadiennes ont également franchi la frontière belge entre Mons et Tournai en direction de Bruxelles.

Tout le long du littoral des actions de nettoyage sont en cours. Les troupes canadiennes ont atteint la côte au nord du Havre. D'autres éléments partis d'Amiens se sont emparés d'Abbeville.

A l'est, la troisième armée américaine se fraye également un chemin vers la ligne Siegfried sur un front de 100 km. Au nord de Verdun, elle a franchi la Moselle à Charny.

Une autre colonne américaine a pris Sedan et de violents combats de tanks ont eu lieu entre Longwy et Thionville. La frontière belge des Ardennes a été atteinte et dépassée sur un front d'environ 500 km.

Plus au sud, d'après une dépêche de New-York, non confirmée, les Américains auraient libéré Metz, Toul et Nancy.

Des avions alliés qui ont survolé hier matin la ligne Maginot ont pu constater que, contrairement à certains bruits, elle semblait être en très mauvais état.

C'est donc la ligne Siegfried qui reste le seul espoir du grand état-major allemand pour arrêter l'offensive alliée aux portes de l'Allemagne.

Front de Méditerranée

Les éléments de la 19e armée allemande ont maintenant évacué toute la région du sud de la France entre Lyon et les côtes de l'Atlantique. Des Allemands essayent désespérément de dégager les débris de leur 19 armée dans la région de Lyon.

Les troupes américaines venant de Vienne ont progressé rapidement vers Lyon. Aux dernières nouvelles elles avaient atteint Vénissieux à 8 km. seulement au sud de Lyon. Les troupes allemandes en retraite ont traversé la ville dans la matinée d'hier. Ils ont fait sauter derrière eux neuf ponts sur le Rhône. Seul le pont Gallieni a été épargné.

D'autre part, d'autres colonnes américaines, parties du midi de la France, ont commencé à traverser les Alpes et avancent vers la plaine de Lombardie au sud de Turin.

Sur le littoral, les troupes alliées venant de Vintimille ont pénétré d'environ 20 km. en Italie.

En Italie même les troupes de la 5e armée américaine se sont emparées de la ville de Pise, tandis qu'une offensive générale semble devoir se déclencher à brève échéance sur la ligne gothique.

Forces Françaises de l'Intérieur

Le G.Q.G. des Forces Françaises de l'Intérieur annonce que la guérilla s'est intensifiée dans tous les secteurs au cours de la retraite de l'armée allemande particulièrement dans le Pas-de-Calais, les Ardennes et l'Argonne.

Dans le massif de l'Argonne, les zones libérées par l'action des F.F.I. s'élargissent sans cesse. Auberive et Arc-en-Barrais ont été pris.

Dans le Jura, toutes les tentatives de l'ennemi ont été repoussées ainsi qu'au sud du Doubs.

En Savoie, les F.F.I. ont progressé jusqu'à Saint-Jean-de-Maurienne.

En Charente, Angoulême a été libéré.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Premier dimanche de la liberté retrouvée : les Parisiennes sympathisent avec les Sammies. (Photo : Presse Libération.)

PREMIER DIMANCHE HEUREUX

Dimanche... Il y avait cinq ans que ce mot ne voulait presque plus rien dire. Hier, oui. C'était la première détente après les jours de fièvre, la première fête — avec un avant-goût de paix dans l'air.

Une belle journée !

La foule se promène partout dans Paris, lentement, joyeusement. Elle encombre les boulevards, monte les Champs-Elysées, flâne sur les quais, canote sur les lacs.

Chaque fois qu'elle rencontre un tank, une batterie de D. C. A., comme il y en a en bien des coins, elle s'arrête, entoure les hommes de sa sympathie, et c'est extraordinaire comme il y a toujours quelqu'un qui parle anglais dans n'importe quel groupe s'il s'agit d'Américains. Et s'il s'agit des Français de Leclerc, la langue est celle du cœur. On commente les événements des semaines passées, dont les traces se lisent sur tant de monuments.

Des gens qui ne s'étaient jamais parlé s'interpellent, bon enfant. On échange des impressions. On peut parler haut, on peut rire. On est libre.

Aux terrasses des cafés, tout est plein. On hèle les soldats alliés qui passent, en leur tend un verre. Les Américains invitent des familles entières, endimanchées, à monter dans leurs camions, et en route pour le Bois.

On fait la queue encore — bien sûr, pour n'en pas perdre l'habitude — une queue formidable, mais gaie, devant l'unique cinéma ouvert : c'est pour voir les actualités. Les actualités libres.

Il y a toujours autant de cyclistes qui pédalent joyeusement et il y a — c'est nouveau — des centaines de voitures. Les belles avenues de Paris servent enfin à quelque chose.

Les avions passent, passent, passent... Ils s'en vont vers le nord, vers l'est, très loin, en grandes théories claires, dans ce ciel tendre de notre Paris retrouvé.

Le soleil est comme un sourire, une caresse sur nos visages d'êtres libres.

La guerre européenne peut finir DANS TROIS OU QUATRE SEMAINES

Telle est l'impression recueillie dans les milieux militaires américains

L'évolution des événements au cours des dernières quarante-huit heures a créé dans les milieux militaires officieux américains l'impression que la victoire pourra être obtenue en Europe au cours des trois ou quatre prochaines semaines.

Tous les renseignements reçus aux Etats-Unis renforcent l'impression que le général Eisenhower rassemble actuellement ses troupes pour l'assaut final.

Le *New York Times*, résumant l'opinion générale, écrit : « L'armée allemande en France ne bat pas en retraite en bon ordre comme ce fut le cas en 1918. Cette armée a subi une défaite absolue et finale. La bataille d'Allemagne commence maintenant. »

On s'attend généralement, aux Etats-Unis, que la 3e armée américaine traverse la frontière allemande au cours des prochaines quarante-huit heures et prenne part à la première phase de cette bataille.

Qu'attend-on pour arrêter PROUVOST ?

JUIN 40. Le sinistre Pétain réclame l'armistice.

Pour appuyer la honteuse proposition, deux hommes se lèvent : à Stuttgart, Ferdonnet, de l'agence Prima ; à Cangé, Prouvost, de « Paris-Soir ».

Août 44. Dans Paris libéré, un homme se pavane, annonçant qu'il va expulser les journaux patriotes et, à coups de millions, relancer un journal.

Cet homme est Prouvost, de « Paris-Soir ».

Nous ne nous salirons pas à discuter avec le drôle. Mais, avec toute la France, nous posons une question : oui ou non, va-t-on l'arrêter ?

Des V-1 sur la région parisienne

Dans les premières heures de la matinée de samedi, des « V 1 » sont tombés dans le bassin parisien. Très peu de morts et de blessés sont signalés. Les dégâts sont peu importants.

LOTERIE NATIONALE

Lire les résultats du tirage en page 2

Ici Fresnes, prison des patriotes

DANS L'ANTICHAMBRE de la déportation et de la mort

Tant de désespérance, tant de douleurs, tant de tortures, tant d'espoirs aussi furent captifs au delà de cette grille de luxe qu'il faut vraiment la passer pour retrouver la trace de ceux qui, du fond de l'abîme où on les avait jetés, ont crié leur foi et leur volonté de lutter et de mourir pour elle.

S'il faut en croire le personnel de la maison, il n'a rien vu, rien su, rien entendu, les Allemands n'ayant avec eux aucun contact. Sans doute est-il parvenu à leurs oreilles des cris d'effroi, de douleur, des hurlements, des pleurs provoqués par les tortionnaires boches. Sans doute ont-il vu à de certaines heures matinales, partir des groupes d'hommes levant haut la tête, chantant *la Marseillaise* ou *l'Internationale* et lançant, en guise d'adieu à la vie, un « Vive la France ! »

Tout de même, le gardien-chef a pu trouver dans un placard un bizarre appareil composé d'une barre de fer rigide, de chaînes, de ceintures de cuir, de courroies, qui permettait de plier un homme en deux et de le laisser accroupi en cette position vingt-quatre ou quarante-huit heures.

Tout de même, quelqu'un ne nous a pas caché les procédés de l'agent de la Gestapo Hermann (un entre tant d'autres) qui écrasait à coups de talon les mains et les pieds nus de ses prisonniers et qui avait acquis, dans la plantation d'aiguilles sous les ongles, dans l'arrachage de ces ongles une certaine dextérité, histoire simplement de prendre contact avec les nouveaux venus.

Voici les cellules tout autour des galeries de fer, spectacle commun à toutes les prisons du monde. Dans ces cellules vides et propres, peu d'inscriptions aux murs ; l'inscription entraînait la schlague au nerf de bœuf, le bain dans la baignoire à fond de morceaux de verre, tous les raffinements que vous avez connus, vous autres, pour qui le sadisme germanique n'a plus rien de secret.

Ici, pourtant, on a osé. C'était vers la fin, après le débarquement, des cartes du front de Normandie crayonnées dans les coins les plus dissimulés. Ce sont de minuscules essais de calendriers gravés dans les murs, essais, car bien vite on se lassait parce qu'on ne savait plus toujours où on en était. Là, dans la cellule d'un condamné à mort, de pauvres bouts rimés :

Quand la neige tombera noire
Quand les corbeaux voleront
Le souvenir de la prison [blancs
S'effacera de ma raison.

Ici un nom : Jack Rockmore, Canadien.

Mais les noms de tous ceux, de toutes celles qui ont passé là, les noms de ceux dont le gardien-chef n'apercevait que les jambes au moment où le camion qui les emportait vers le peloton d'exécution absorbait sa ration quotidienne d'hommes ?

Mais le nom du dernier exécuté de Fresnes, un jeune homme de trente ans, de Bourg-la-Reine, fusillé quelques heures avant la fuite éperdue de l'ennemi ?

Mais les noms de vos tortionnaires allemands, de ceux qui vous crachaient au visage, inventant chaque jour de nouveaux supplices ? Mais les noms de vos dénonciateurs ? Les noms des complices de vos bourreaux ? Qui nous les livrera ?

Demain, dans quelques jours, ils seront 4.000 dans la prison de Fresnes, parmi lesquels certains de ceux qui vous ont livrés.

Madeleine Jacob.

La capitulation de la Finlande

S'adressant par radio au peuple finlandais, M. Hacksell, premier ministre de Finlande, a annoncé que le Parlement d'Helsinki avait discuté la question de la demande d'armistice à la Russie. Le ministre a déclaré que l'Allemagne n'avait pu apporter une aide efficace à la Finlande et que la situation militaire et politique rendait les pourparlers actuels nécessaires.

M. Hacksell a souligné que les Allemands étaient d'ailleurs sur le point de perdre la rive méridionale du golfe de Finlande. Le ministre a conclu :

« Le 25 août 1944, à Stockholm, il a été demandé au gouvernement russe s'il était disposé à recevoir une délégation finlandaise pour discuter la conclusion d'un armistice. Le gouvernement d'Helsinki a demandé à l'Allemagne de retirer ses troupes de Finlande ; cette demande a été agréée. Nous avons ainsi fait le premier pas vers la paix ».

Le premier ministre a ajouté que la réponse soviétique à la demande d'armistice exigeait que le gouvernement d'Helsinki annonçât officiellement la rupture de ses relations avec l'Allemagne et obtint le retrait des troupes allemandes du territoire finlandais avant le 15 septembre.

Commentant les déclarations du premier ministre finlandais, le rédacteur diplomatique de l'agence Reuter écrit :

« Le gouvernement d'Helsinki s'est résolu à accepter l'inévitable, mais sans donner aucun signe de repentir. Dans son discours radiodiffusé, M. Hacksell, premier ministre finlandais, a reconnu que seuls le manque d'aide militaire de la part de l'Allemagne et l'infériorité numérique de l'armée finlandaise ont amené le pays à capituler. Il faut y voir la conséquence d'un calcul et non pas d'un changement d'état d'esprit. Le contraste avec l'évolution qui s'est produite en Italie, l'été dernier, est significatif et caractéristique. »

Hier clandestin - -
Aujourd'hui libre

FRANC-TIREUR

aura toujours son
FRANC-PARLER

Il va enfin pouvoir mourir pour Dantzig.

Dessin d'Henri Monier.

Un inspecteur déguisé en clochard retrouve la trace de BONY

ET LES CHEFS de la Gestapo française sont sous les verrous

Après une enquête bien menée, des inspecteurs ayant fait partie de la Résistance ont arrêté l'ex-inspecteur Bony, de sinistre mémoire, qui fut mêlé avant guerre à l'affaire Stavisky et à différentes affaires de chantage, et Laffont, dit Chamberlin. Vingt-quatre arrestations ont été opérées à la suite des aveux complets de ces deux criminels.

L'enquête avait permis de savoir que Bony et Laffont se trouvaient cachés à la ferme Bastin, près de Basoche (Seine-et-Marne). Un inspecteur, déguisé en clochard, avait réussi à reconnaître les lieux et les issues. Le lendemain, 31 août, cinq voitures avec trente policiers font une irruption brusque dans la cour de la ferme. Il n'y a pas de résistance. On procède à l'arrestation de Bony, de sa femme, de Laffont et de sa maîtresse. Un stock formidable d'armes est découvert. Ceci n'est rien... **Au moment de leur arrestation Bony et Laffont portaient l'uniforme d'officier allemand.**

Ils ont reconnu avoir été engagés par les Allemands pour travailler avec la Gestapo et avoir organisé une bande composée de cent hommes armés de mitraillettes. Leur rôle consistait à démasquer les patriotes. Ils touchaient de cinq à dix mille francs par arrestation. **Laffont avait réussi à faire capturer la nièce du général de Gaulle, et malgré les efforts désespérés de la Résistance, on a perdu sa trace.**

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Il y a cinq ans, LA GUERRE

SEPTEMBRE 39, il y a cinq ans. Chaque mois, chaque jour de ces années se sont gravés dans le cœur, dans la chair des millions d'hommes jetés à la fournaise par la démence hitlérienne.

Souvenons-nous. Nous ne voulions plus croire à la guerre. Mais cet amour de la paix s'était rétréci chez beaucoup de Français à une sorte d'égoïsme total pour tout ce qui dépassait le coin de la rue ou le bout du clocher. Hitler au pouvoir, la guerre d'Espagne, l'écrasement des peuples, les dictatures : cela ne nous regardait pas, ce n'était pas *chez nous* ; un nationalisme hargneux et à courte vue, qui avait saboté la paix de 18, prêchait alors, au nom de la paix, tous les abandons et toutes les traîtrises. Les nations dites libres tremblaient au moindre froncement de sourcil du despote germanique. Et, comme dit le proverbe latin : « Par peur de perdre la vie, on perdait les raisons même de vivre » : liberté, dignité.

Maintenant que les armées du tyran refluent en désordre vers leur frontière, maintenant que prennent forme les plus beaux rêves de revanche sur la honte et sur l'esclavage, maintenant que la liberté vole sur Paris et sur toutes nos villes, maintenant que la Résistance est passée de la nuit au jour, on se demande si c'était vrai, s'il était vrai que la France ait pu, il y a cinq ans, donner au monde l'image que l'on sait.

Pendant des mois, des années, nous avons vécu dans l'amertume des souvenirs ineffaçables : la France battue en un mois, l'exode, Paris captif, la France de Vichy, la France de Pétain, de Laval, de Darnand transformée en protectorat nazi, la France des droits de l'homme imitant avec servilité les folies du fascisme et du racisme. Seule, l'Angleterre alors ne lâchait pas. Rappelez-vous Churchill disant : « Jamais nous ne déposerons les armes avant que la malédiction hitlérienne ne soit effacée du monde ». Seuls, de Gaulle et la Résistance chez nous donnaient une âme à notre peuple, le préparaient aux grands événements qui, avec l'entrée en guerre de l'Amérique et de l'U.R.S.S., devait conduire à la victoire désormais proche.

Car la victoire s'annonce maintenant sur les terres sanglantes d'Europe. En ce cinquième anniversaire de la plus grande guerre que l'homme ait subie pour sauver tout ce qui donne prix à l'existence, la France de 1944 peut regarder la France de septembre 40 et se dire : « Non, ce n'était pas moi ! »

F.-T.

Un inspecteur déguisé en clochard retrouve la trace de BONY

ET LES CHEFS de la Gestapo française sont sous les verrous

Après une enquête bien menée, des inspecteurs ayant fait partie de la Résistance ont arrêté l'ex-inspecteur Bony, de sinistre mémoire, qui fut mêlé avant guerre à l'affaire Stavisky et à différentes affaires de chantage, et Laffont, dit Chamberlin. Vingt-quatre arrestations ont été opérées à la suite des aveux complets de ces deux criminels.

L'enquête avait permis de savoir que Bony et Laffont se trouvaient cachés à la ferme Baslin, près de Basoche (Seine-et-Marne). Un inspecteur, déguisé en clochard, avait réussi à reconnaître les lieux et les issues. Le lendemain, 31 août, cinq voitures avec trente policiers font une irruption brusque dans la cour de la ferme. Il n'y a pas de résistance. On procède à l'arrestation de Bony, de sa femme, de Laffont et de sa maîtresse. Un stock formidable d'armes est découvert. Ceci n'est rien... **Au moment de leur arrestation Bony et Laffont portaient l'uniforme d'officier allemand.**

Ils ont reconnu avoir été engagés par les Allemands pour travailler avec la Gestapo et avoir organisé une bande composée de cent hommes armés de mitraillettes. Leur rôle consistait à démasquer les patriotes. Ils touchaient de cinq à dix mille francs par arrestation. **Laffont avait réussi à faire capturer la nièce du général de Gaulle, et malgré les efforts désespérés de la Résistance, on a perdu sa trace.**

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. : TAITBOUT 70-80
QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 176
2 Fr.
Lundi 4 septembre 1944
248e jour de l'année. – Demain : St Victorin

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

L'Académie donne congé aux deux Abel. Et Philippe ?

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

Libération de Lyon, Nancy et Metz

L'ARMEE AMERICAINE EST EN BELGIQUE

Grande bataille de chars le long de la ligne Maginot

Ce que nous sommes :

Ceux de la Libération-Vengeance

II

DES lecteurs m'écrivent qu'ils approuvent ma première esquisse de notre programme. Mais ils n'acceptent pas tous le nom. Pourquoi « Vengeance » ? Cela n'est ni chrétien ni humain !

Pourquoi « Vengeance » ? Je ne suis pas l'auteur responsable de cette devise. « Vengeance » était l'appellation donnée par un créateur inconnu, antérieur à Médéric, aux corps francs de « Ceux de la Libération ». L'enquête serait difficile à conduire. Paraphrasant Auguste Comte, il faut rappeler que nos comités directeurs d'associations clandestines sont faits parfois DE PLUS D'ABSENTS QUE DE PRESENTS. Pauvres absents ! arrêtés au coin d'une rue, au café, dans leur chambre, à l'aube naissante, et qui maigrissent quelque part en Allemagne, sans avoir pu participer à l'euphorie prolongée de la libération de Paris !

Nous ne nous découragerons jamais, jusqu'au dernier espoir possible, de les attendre.

Or donc, l'un d'eux a décidé jadis que nos corps francs s'appelleraient « Vengeance ». A-t-il eu tort ?

Je ne l'estime pas. Qu'est-ce donc que la VENGEANCE ? Le dictionnaire philosophique répond : C'est le mal que l'on fait pour punir une injure », et, plus loin, il explique QU'AVANT D'EN VENIR A LA VENGEANCE, C'EST-A-DIRE A LA GUERRE, on doit essayer d'arranger les choses par des moyens pacifiques. Par conséquent, la chose est claire : la vengeance, c'est un moment du combat, c'est la réplique à l'agresseur. C'est le nom d'un navire : « Le Vengeur », c'est l'espoir de la « Marseillaise » : « Conduis, soutiens nos bras vengeurs ». C'est le cri de guerre poussé récemment par de Gaulle à l'Hôtel de Ville : « VOICI QUI SONNE L'HEURE DE LA VENGEANCE. »

Peut-être un jour notre titre « datera »-t-il ? Lorsque le combat sera terminé. DEMEURERONT ALORS POUR SE JUSTIFIER LES ACTES GLORIEUX ACCOMPLIS PAR CEUX QUI AURONT LUTTE AVEC CETTE DEVISE, LE SOUVENIR DE NOS MORTS, LA PRESENCE DE NOS BLESSES.

Il est encore un peu trop tôt pour invoquer cette prescription, alors que, ces jours derniers encore, nos corps francs se battaient et se battent peut-être encore aux confins sud du Loiret.

Oh ! je sais bien quel scrupule honorable agite ceux qui n'aiment pas le mot « vengeance ». Ils craignent qu'au delà du combat ce mot incite des Français à de viles représailles. Que ceux-là soient rassurés. Les Français restent ce qu'ils sont : bons comme du bon pain. Les Allemands n'ont pas à craindre d'eux la réplique des massacres d'Oradour et d'aucuns diront peut-être que c'est regrettable.

Le récit d'un témoin oculaire d'une scène qui se déroula le vendredi 25 août les rassurera complètement. Les F.F.I. entouraient un poste allemand à l'Opéra. Les assiégés hissèrent un drapeau blanc. Alors, nos hommes s'avancèrent sans hésitation. Une rafale de mitrailleuse coucha à terre quelques-uns d'entre eux. Plus tard, les Allemands se rendirent, ils sortirent de leur blockhaus en levant les bras. Que croyez-vous qu'il arriva? Que les nôtres se soient vengés de la traîtrise de tout à l'heure ? Pas du tout. On les fit prisonniers et ils défilèrent sous les injures de la foule. Les bandits devaient trouver la pénitence bien douce !

Ce qui prouve que, quant à la vengeance, les Français ne seront jamais des nazis et ceci n'avait point, je pense, à être démontré !

Etienne NOUVEAU.

"On se bat sur le front colonial"

déclare à **France libre** M. René Pleven, **commissaire aux Colonies**

M. René Pleven, commissaire aux Colonies, parti jeudi matin d'Alger par le premier avion qui ait relié depuis près de deux ans la capitale de l'Afrique du Nord à Paris, ca-

M. René PLEVEN
commissaire aux Colonies

pitale d'Empire, est arrivé après 4 h. 30 de vol sans histoire — mais qui n'en représentent pas moins une belle performance — « quelque part dans la région parisienne ». Il était accompagné par le général Juin, chef d'état-major général de la Défense nationale.

Dès 18 h. 15, il pénétrait incognito rue Oudinot, dans la cour du ministère des Colonies. Quelques instants après, il y était accueilli par M. André Mutter, président de la commission des Colonies au C.N.R., qui assurait le secrétariat général aux Colonies depuis la prise du ministère par nos camarades combattants du C.D.L.V.

La transmission des pouvoirs s'est effectuée vendredi matin dans une atmosphère de cordialité toute familiale. La France retrouvait l'Empire. M. Mutter était accompagné de M. Laurent-Eynac. Etaient présents les chefs de service du ministère et de nombreux membres du personnel.

L'après-midi, M. le commissaire aux Colonies a bien voulu interrompre un moment son travail pour recevoir notre envoyé.

La libération de Paris

Au cours d'une conversation pleine de flamme, M. Pleven nous décrivit la joie qui avait été celle d'Alger lorsque parvint la nouvelle de la libération de Paris. Bien que pendant trente-six heures encore la capitale dût frémir du bruit des combats qui devaient amener la capitulation allemande, la « Ville blanche » retentit du carillon des cloches, de salves d'artillerie, de fanfares militaires pendant que dans le port les sirènes des navires hurlaient l'enthousiasme.

H. E.

(Lire la suite page 2)

Le monument élevé dans la cour de la gare du Nord à l'endroit où des patriotes tombèrent sous les balles allemandes.

(Photo-Presse-Libération.)

Bony et Lafond, chefs de la Gestapo française, sont arrêtés avec 24 affiliés

La bande a capturé la nièce du général de Gaulle

QU'EST-ELLE DEVENUE ?

M. Luizet, Préfet de police, a, hier soir, reçu le représentant de France libre, ainsi que quelques confrères désireux de connaître les conditions dans lesquelles a été opérée l'arrestation de deux bandits notoires : l'inspecteur révoqué Pierre Bony, né à Bordeaux en 1895, et l'ex-policier Henri Chamberlain, dit Lafond, né en 1902, à Paris (13e).

Cette véritable bande a couramment exercé les plus horribles méfaits pour le compte de la horde allemande.

Et voici ce qu'a déclaré le Préfet de police :

« Après une habile enquête, un inspecteur principal de la police parisienne et deux de ses camarades, retrouvent les traces de Bony et de Lafond. Ils se terraient à la ferme Bazelin, près de Bazoches, en Seine-et-Marne, en compagnie de Blanche Emy, femme de Bony, Marie-Jeanne Doufflos, maîtresse de Lafond, et deux enfants de celui-ci, un garçon de 16 ans et une fille de 15 ans.

L'inspecteur principal envoya dans la ferme un premier émissaire, déguisé en clochard, qui reconnut les aîtres et repéra les issues. Le lendemain, l'inspecteur principal revint avec cinq voitures occupées par 30 inspecteurs et des F.F.I., armés de mitraillettes. Les forces de police brusquement firent irruption dans la ferme par toutes ses entrées. L'effet de surprise fut tel que la bande ne tenta aucune résistance et fut emmenée à la Préfecture de police.

Bony reconnut avoir été engagé en 1941 par l'Allemagne pour organiser les services français de la Gestapo.

La bande se composait d'une centaine d'individus. Bony et Lafond portaient la tenue d'officiers allemands, Lafond celle de capitaine, Bony celle de lieutenant. Leur rôle à tous deux consistait à découvrir les patriotes actifs. Ils se livraient dans ce but à des expéditions dans le maquis. Cette répugnante besogne rapportait à leurs auteurs de gros bénéfices, sous forme de mensualités et de primes.

La princesse Tchernitcheff

Au total, nous avons procédé à 24 arrestations opérées dans les annexes de la Gestapo française : à Rueil, chez la princesse Tchernitcheff, femme divorcée du comédien Henri Garat — celui-ci entièrement bien entendu hors de cause dans cette affaire — cette princesse était une des maîtresses de Lafond : elle avait mis à sa disposition dans son immeuble, trois bureaux et de nombreuses cellules. Le personnel de la maison assurait la garde des prisonniers. La princesse avait encore un autre immeuble affecté à ce même usage, avenue d'Iéna.

D'autres immeubles, place des Etats-Unis et rue Lauriston, servaient de geôles et de salles de torture. Les victimes martyrisées étaient achevées à coups de feu. Lafond disposait, pour ses opérations, d'un service complet avec voitures blindées.

La princesse Tchernitcheff avait un autre amant, l'Allemand Lemier, avec qui elle a pris la fuite.

100 millions de bijoux et d'or volés !

A Rueil, chez un autre complice, le comte Stembock, on a découvert une véritable fortune amassée par la bande Lafond-Bony : des bijoux, des valeurs, des tableaux, de l'or en lingots volés, le tout estimé une centaine de millions de francs.

Les membres de la bande touchaient des primes de 5 à 10.000 francs, pour chaque arrestation opérée par eux.

Mais l'enquête et la recherche de la police judiciaire continue.

Lafond a capturé la nièce du général de Gaulle. Et Lafond et Bony ont refusé de lui rendre la liberté.

On a retrouvé, par-ci par-là, des troncs humains, des bras de femmes, etc... On pense que ce sont les restes de victimes de la bande.

Nous déclarons une guerre active à la Gestapo française. En frappant à la tête, la tâche sera facilitée. » — L. M.

×

A l'issue de cet entretien, le Préfet de police a remis le communiqué suivant :

« Tout doit être mis en œuvre pour que dans Paris libéré, les serviteurs et complices de l'ennemi soient implacablement recherchés, appréhendés et livrés à la justice.

Cette action doit être poursuivie sans délai, et pour être efficace elle doit s'accomplir avec méthode, dans le respect des institutions de la République, avec la dignité que Paris sait garder en toute circonstance.

Si un individu dangereux, notoirement au service de l'ennemi, poursuivi par les clameurs publiques, risque de s'enfuir, il est du devoir des citoyens de le maîtriser et de le conduire au poste de police le plus proche.

Il est rappelé qu'en dehors de ces exécutions exceptionnelles, aucune arrestation ne doit être opérée autrement que par les agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutes les informations relatives aux personnes ayant manqué à leur devoir de Français doivent être remises par écrit à l'une des autorités qualifiées ci-après : M. le Procureur de la République, Palais de Justice ; Préfet de police, direction de la Police judiciaire, 36, quai des Orfèvres ; les commissaires de police, les chefs de brigade de gendarmerie.

Lesdites informations peuvent également être transmises par l'intermédiaire du Comité parisien de la Libération présent, en l'Hôtel de Ville de Paris. »

Le Gouvernement Provisoire a tenu, à Paris, son premier conseil

Désignation de commissaires régionaux

Les membres du Gouvernement Provisoire d'Alger sont arrivés à Paris : MM. Queuille, commissaire d'Etat ; Billoux, commissaire d'Etat ; Fernand Grenier, commissaire à l'Air; Adrien Texier, commissaire au Travail; Mayer, commissaire à la Marine marchande et aux Communications, Jacquinot, commissaire à la Marine; Capitan, commissaire à l'Instruction publique; Bonnet, commissaire à l'Information; de Menthon, commissaire à la Justice ; Frenay, commissaire aux Prisonniers et Déportés, et Giaccobi, commissaire au Ravitaillement.

M. Félix Gouin, président de l'Assemblée consultative, a effectué le voyage en même temps que les commissaires.

Seuls le général Catroux, commissaire d'Etat chargé des questions musulmanes, demeure à Alger, où le retiennent ses fonctions, et M. Jean Monet, est actuellement en mission.

Tous les membres du G.P.R.P. présents à Paris ont tenu dimanche soir un premier conseil, sous la présidence du général de Gaulle.

Le général de Gaulle et M. Cerat, commissaire aux Territoires occupés, ont mis le gouvernement au courant des événements de la libération de Paris et des mesures prises dans la région parisienne.

M. André Diethelm a fait connaître les résultats de l'inspection qu'il vient de faire auprès de l'armée du Rhône et les conditions de la libération de Toulon et de Marseille, ainsi que la coopération efficace des F.F.I.

Le gouvernement a procédé à la nomination des commissaires régionaux suivants :

M. Raymond Aubrac, à Marseille; M. Cassou, intérimaire M. Berteaux, à Toulouse; M. Bounin, à Montpellier; M. Schuller, à Poitiers; M. Grégoire, à Châlons-sur-Marne; M. Pène, à Laon; M. Bourdeau de Fontenay, à Rouen; M. Le Gorgeu, à Brest; M. Debré, à Angers.

La réorganisation politique de la France

L'Assemblée constituante ne sera élue qu'après le retour des déportés et des prisonniers

M. André Philip, commissaire d'Etat, a donné, sur la réorganisation politique du pays, les indications suivantes :

« La composition de l'Assemblée consultative, prévue par une ordonnance du Gouvernement, comprenait une majorité de représentants de la Résistance métropolitaine, vingt anciens parlementaires, des délégués des mouvements de Résistance dans les colonies et des délégués des groupements de Français à l'étranger.

Conformément aux ordonnances prises à Alger, l'Assemblée tient une session ordinaire tous les deux mois. Elle va maintenant se transporter à Paris et le nombre des délégués de la Résistance va être doublé. L'Assemblée remaniée comprendra des délégués de la Résistance dans la proportion des deux tiers au lieu d'une moitié. Les délégués de la Résistance, qui siégeaient à Alger, remettront leur mandat entre les mains de leurs organisations. Celles-ci leur confirmeront leur mandat ou choisiront d'autres délégués.

Comme on le sait, l'Assemblée consultative est saisie par le Gouvernement des questions que celui-ci désire lui soumettre. De plus, sur la proposition d'une majorité des deux tiers de ses membres, l'Assemblée peut examiner toute autre question.

L'Assemblée consultative restera en fonction jusqu'à la prochaine consultation électorale.

Celle-ci aura lieu dès que les listes électorales auront été revisées. Dès que cette opération sera terminée, il sera procédé à l'élection des Conseils municipaux, des Conseils départementaux et d'une nouvelle Assemblée, dite « représentative », à raison de deux membres par département.

Il reste entendu que la consultation électorale qui élira l'Assemblée constituante ne peut avoir lieu avant le retour des déportés et des prisonniers. »

Dante n'avait pas prévu cela

Hier 1er septembre, tous les journalistes ont visité, sous la conduite de M. Philinte, chargé de mission, l'enfer de la rue des Saussaies.

Non ! Dante n'avait même pas osé prévoir cela.

Nous avions bien entendu des récits de quelques-uns, échappés par miracle de cette fournaise du sadisme, de la cruauté, pires que toutes les images du moyen âge avaient pu nous transmettre et qui hantaient nos imaginations d'enfants.

Nous avons pu voir défiler devant nos yeux toutes les chambres de torture, les unes avec les crochets de fer tenant les patients écartelés pendant des journées entières, les autres avec les installations électriques qui ont brûlé cruellement tant de nos malheureux camarades. Enfin et sans compter tous les moyens non scientifiques tels que l'arrachage des ongles, les entailles dans les pieds où l'on versait de l'huile bouillante ou du soufre, les os de la tête écrasés sous la presse et nous en passons, il y avait les fameuses baignoires où l'on plaçait les torturés dans des bains d'eau froide avec de la glace. Et là, pendant qu'un docteur tenait le pouls du supplicié pendant 50 minutes jusqu'à ce que l'apparence de la mort survienne, nos pauvres amis restaient dans ce bain, d'où ils étaient retirés pour être ranimés. Quand le pouls était redevenu normal, le supplice recommençait.

« Quelle horreur de dire de telles choses ! », diront certains.

Pour nous, résistants, quelle peine et quelle douleur de voir par où nos amis sont passés ! ET ILS N'ONT RIEN DIT.

Comprendrez-vous pourquoi, dans notre article intitulé « 4 Ans », nous réclamons justice.

Quand les victimes sortaient des supplices infligés par des hommes jeunes, sadiques, la bave à la bouche, suivant des dépositions de témoins, ils étaient mis dans des cellules en attendant leur déportation ou... la mort.

Dans ces cellules, il y a une foule de « graffiti ». Qu'y lit-on ?

Des affirmations d'idéologies particulières ou partisanes ? Non !

Des phrases, presque toutes les mêmes :

« VIVE LA FRANCE ! » « A ma femme et à mes enfants chéris ! » « Je meurs en Français ! » « Vive de GAULLE ! » Des prières, des croix tracées avec du sang, le leur, celui de nos martyrs, et, suprême défi aux bourreaux, celles-ci :

« N'avouez jamais ! » « *Frankreich über alles !* »

Quelle leçon, Français ! Oui, quelle leçon d'unité ! Ces hommes et ces femmes ont souffert et sont morts pour que la France vive, pour que vous puissiez acclamer les Alliés défilant dans Paris libéré et pour que vous puissiez voir la victoire, la victoire d'une France égale à ses Alliés dans les sacrifices.

Alors, de la politique, de l'égoïsme ? Allons donc, tous les résistants vous le disent, Peuple de France. L'un des nôtres nous le disait, hier, dans ces colonnes. Un autre, admirable militant, Albert BAYET, le disait dans *Franc-Tireur*.

Ils ne sont pas morts pour cela.

Les Loups hurlent. La Résistance passe.

Notre programme est inscrit sur les murs des cellules de la rue des Saussaies.

Nous n'abdiquerons pas.

P. RUHLMANN,
dit Valentin Dutertre dans la clandestinité.

"Il faut rendre le plus tôt possible la parole au peuple souverain"

a déclaré le général de Gaulle au Président de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Le général de Gaulle, qui procède actuellement à de larges consultations, a reçu, au ministère de la Guerre, M. André Mutter, président de « Ceux de la Libération-Vengeance », membre du Conseil national de la Résistance.

Très simplement, familièrement, le général tint à se renseigner sur l'opinion publique, sur le mouvement C.L.V., ses moyens, ses buts.

L'idée essentielle du général est bien de connaître exactement le sentiment du pays.

« Il faut, affirme-t-il, *rendre le plus tôt possible la parole au peuple souverain*. Une Assemblée consultative est nécessaire en ce moment, mais elle doit être remplacée au plus tôt par une Assemblée élue par la Nation. »

M. André Mutter a offert au général, au nom du mouvement C.L.V., un brassard de ce groupement fait avec du linge appartenant à Médéric, membre de l'Assemblée consultative, martyr de la Résistance.

Une lettre pastorale de l'archevêque de Paris

Mgr Suhard, cardinal-archevêque de Paris, a fait lire, dimanche, en chaire, dans les paroisses de son diocèse, une lettre pastorale par laquelle, en « bon Français », il manifeste sa joie de la libération du territoire et de la fin de nos épreuves. En « bon Français », également, il exalte la vaillance des troupes qui ont participé à la délivrance du pays.

Il n'a pas manqué de glisser, discrètement, dans sa lettre, que s'il n'a pas assisté au *Te Deum* chanté à Notre-Dame, en présence du général de Gaulle, c'est pour une « cause indépendante de sa volonté ».

On sait que *France libre* a précisé que le cardinal avait été invité à s'abstenir.

Mgr Suhard est incontestablement un brave homme; mais, sur la question du patriotisme, il n'aurait pas dû faire des concessions et notamment consentir à prononcer le panégyrique de Philippe Henriot.

Les projets de M. Willard secrétaire général à la Justice

M. Marcel Willard, secrétaire général à la Justice, a exposé devant les représentants de la presse sa conception d'une justice nouvelle et efficace.

M. Willard est partisan non seulement de la publicité des débats, mais aussi de celle de l'instruction, il se propose de faire aboutir les réformes suivantes : Gratuité de la justice par l'abolition des droits de timbre et d'enregistrement; suppression des offices ministériels; recrutement populaire et spécialisation d'une magistrature hautement qualifiée, qui sera encadrée de jurés issus de la Nation et démocratiquement élus; simplification extrême de la procédure et abréviation des délais; réforme profonde de la législation sociale; refonte totale de notre code pénal et du système pénitentiaire.

DERNIÈRE MINUTE

Les Alliés sont entrés dans Lyon

Les forces américaines et françaises sont entrées dans Lyon hier soir. Les forces américaines ont atteint Bourg-en-Bresse, à 56 km de la préfecture du Rhône.

Metz et Nancy sont pris

Les troupes américaines ont occupé Metz et Nancy.

Les Allemands se replient sur la ligne Siegfried

Partout les Allemands ont évacué la ligne Maginot et se retirent vers la ligne Siegfried. Des combats de chars sont en cours dans les environs de Thionville et de Longwy.

EN FRANCE

Avant de quitter Avesnes, les Allemands ont incendié l'église.

×

Les troupes françaises poursuivant leur avance, ont libéré Montfaucon et Tournon.

×

La ligne de chemin de fer Toulouse - Bayonne recommence à fonctionner.

Le long de la ligne Maginot

Le long de la ligne Maginot, dont les fortifications en mauvais état ne peuvent être utilisées par les Allemands comme ligne d'appui, la bataille de chars fait rage.

La « poche » où, en France, résistent les Allemands

Tandis que les Britanniques marchent en direction de Bruxelles et que les Américains approchent de l'Allemagne, des formations allemandes se trouvent enfermées dans une poche délimitée par Compiègne, Cambrai et Saint-Quentin. C'est la seule résistance ennemie qui tente de s'opposer à l'avance des Alliés.

En Belgique

C'est à 9 heures, hier matin, que les forces britanniques parties d'Arras ont traversé la frontière belge.

Un avertissement du général Eisenhower

Le général Eisenhower a fait diffuser, à l'adresse des troupes allemandes en Belgique, un avertissement déclarant que de puissantes forces alliées opèrent sur le sol belge et que les forces de la Résistance belge combattent déjà à leurs côtés. Les résistants doivent être traités suivant les lois de la guerre, puisqu'ils constituent une armée régulière placée sous le commandement allié. Le général déclare être résolu à rechercher par tous les moyens et à châtier les auteurs de tout acte de barbarie qui serait commis sur les hommes placés sous son commandement.

Un charnier près de Grenoble

Près de Grenoble, on a découvert un charnier d'où on a exhumé 40 Français fusillés par les Allemands. On estime à 1.400 le nombre de patriotes tués au cours des combats ou fusillés dans la ville durant les trois derniers mois.

Goering relevé de ses fonctions

Selon le correspondant du *New York Times* à Berne, Goering aurait été relevé de ses fonctions de chef suprême de la Luftwaffe, sur l'ordre personnel d'Hitler.

LE DIMANCHE DES PARISIENS

Les Parisiens passent leur dimanche à visiter les vestiges de la bataille : points de résistance des derniers Allemands avant leur capitulation totale ; restes de barricades ; autos calcinées ; maisons incendiées, comme celle de gauche (angle de la rue Saint-Denis et des grands boulevards), Halle aux Vins, avec ses foudres éventrés et tordus.

Bony et Lafond, chefs de la Gestapo française, sont arrêtés avec 24 affiliés

La bande a capturé la nièce du général de Gaulle

QU'EST-ELLE DEVENUE ?

M. Luizet, Préfet de police, a, hier soir, reçu le représentant de France libre, ainsi que quelques confrères désireux de connaître les conditions dans lesquelles a été opérée l'arrestation de deux bandits notoires : l'inspecteur révoqué Pierre Bony, né à Bordeaux en 1895, et l'ex-policier Henri Chamberlain, dit Lafond, né en 1902, à Paris (13e).

Cette véritable bande a couramment exercé les plus horribles méfaits pour le compte de la horde allemande.

Et voici ce qu'a déclaré le Préfet de police :

« Après une habile enquête, un inspecteur principal de la police parisienne et deux de ses camarades, retrouvent les traces de Bony et de Lafond. Ils se terraient à la ferme Bazelin, près de Bazoches, en Seine-et-Marne, en compagnie de Blanche Emy, femme de Bony, Marie-Jeanne Douffios, maîtresse de Lafond, et deux enfants de celui-ci, un garçon de 16 ans et une fille de 15 ans.

L'inspecteur principal envoya dans la ferme un premier émissaire, déguisé en clochard, qui reconnut les autres et repéra les issues. Le lendemain, l'inspecteur principal revint avec cinq voitures occupées par 30 inspecteurs et des F.F.I., armés de mitraillettes. Les forces de police brusquement firent irruption dans la ferme par toutes ses entrées. L'effet de surprise fut tel que la bande ne tenta aucune résistance et fut emmenée à la Préfecture de police.

Bony reconnut avoir été engagé en 1941 par l'Allemagne pour organiser les services français de la Gestapo.

La bande se composait d'une centaine d'individus. Bony et Lafond portaient la tenue d'officiers allemands, Lafond celle de capitaine, Bony celle de lieutenant. Leur rôle à tous deux consistait à découvrir les patriotes actifs. Ils se livraient dans ce but à des expéditions dans le maquis. Cette répugnante besogne rapportait à leurs auteurs de gros bénéfices, sous forme de mensualités et de primes.

La princesse Tchernitcheff

Au total, nous avons procédé à 24 arrestations opérées dans les annexes de la Gestapo française : à Rueil, chez la princesse Tchernitcheff, femme divorcée du comédien Henri Garat — celui-ci entièrement bien entendu hors de cause dans cette affaire — cette princesse était une des maîtresses de Lafond : elle avait mis à sa disposition dans son immeuble, trois bureaux et de nombreuses cellules. Le personnel de la maison assurait la garde des prisonniers. La princesse avait encore un autre immeuble affecté à ce même usage, avenue d'Iéna.

D'autres immeubles, place des Etats-Unis et rue Lauriston, servaient de geôles et de salles de torture. Les victimes martyrisées étaient achevées à coups de feu. Lafond disposait, pour ses opérations, d'un service complet avec voitures blindées.

La princesse Tchernitcheff avait un autre amant, l'Allemand Lemler, avec qui elle a pris la fuite.

100 millions de bijoux et d'or volés !

A Rueil, chez un autre complice, le comte Stembock, on a découvert une véritable fortune amassée par la bande Lafond-Bony : des bijoux, des valeurs, des tableaux, de l'or en lingots, volés, le tout estimé une centaine de millions de francs.

Les membres de la bande touchaient des primes de 5 à 10.000 francs, pour chaque arrestation opérée par eux.

Mais l'enquête et la recherche de la police judiciaire continue.

Lafond a capturé la nièce du général de Gaulle. Et Lafond et Bony ont refusé de lui rendre la liberté.

On a retrouvé, par-ci par-là, des troncs humains, des bras de femmes, etc... On pense que ce sont les restes de victimes de la bande.

Nous déclarons une guerre active à la Gestapo française. En frappant à la tête, la tâche sera facilitée. » — *L. M.*

×

A l'issue de cet entretien, le Préfet de police a remis le communiqué suivant :

« Tout doit être mis en œuvre pour que dans Paris libéré, les sectateurs et complices de l'ennemi soient implacablement recherchés, appréhendés et livrés à la justice.

Cette action doit être poursuivie sans délai, et pour être efficace elle doit s'accomplir avec méthode, dans le respect des institutions de la République, avec la dignité que Paris sait garder en toute circonstance.

Si un individu dangereux, notoirement au service de l'ennemi, poursuivi par les clameurs publiques, risque de s'enfuir, il est du devoir des citoyens de le maîtriser et de le conduire au poste de police le plus proche.

Il est rappelé qu'en dehors de ces exécutions exceptionnelles, aucune arrestation ne doit être opérée autrement que par les agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutes les informations relatives aux personnes ayant manqué à leur devoir de Français doivent être remises par écrit à l'une des autorités qualifiées ci-après : M. le Procureur de la République, Palais de Justice ; Préfet de police, direction de la Police judiciaire, 36, quai des Orfèvres ; les commissaires de police, les chefs de brigade de gendarmerie.

Lesdites informations peuvent également être transmises par l'intermédiaire du Comité parisien de la Libération présent, en l'Hôtel de Ville de Paris. »

LUNDI
4
SEPTEMBRE 1944
N° 14 — 2 FRANCS

LIBÉRATION

Rédaction, Adm., 37, r. du Louvre, Paris (2e)
ÉDITION DE PARIS
Tél.: TUR. 52-00 (35 lignes groupées)

4 Septembre 1944
C'est la revanche de Sedan !

A TRAVERS LA BELGIQUE
LES BLINDÉS AMÉRICAINS FONCENT VERS AIX-LA-CHAPELLE

Lens, Douai, Maubeuge
Saint-Etienne, Vienne en France, Tournai
Mons, Charleroi et Namur en Belgique
sont occupés par les blindés alliés

Lens, Douai, Maubeuge, en France ; Tournai, Mons, Charleroi et Namur, en Belgique, ont été libérés par les forces alliées dans leur irrésistible avance vers les frontières allemandes. La dernière phase de la bataille de France est engagée tandis que la libération de la Belgique, actuellement en cours, peut être considérée comme la première étape de la bataille d'Allemagne. Partout l'ennemi bat en retraite en désordre et tente de ramener les restes de ses divisions décimées vers ses frontières et ses positions défensives de la ligne Siegfried.

Trois poussées vers le Reich

Dans le nord-est de la France, on distingue aujourd'hui trois grandes poussées anglo-américaines vers le Reich. A l'ouest, les colonnes blindées britanniques du général Dempsey ont, au nord d'Arras, dirigé leur pression en deux directions : la première vers le nord-ouest et la côte du Pas-de-Calais. Saint-Pol a été occupé au cours de cette avance qui se poursuit et dont l'objectif évident est d'encercler les bases de bombes volantes et les forces ennemies encore stationnées sur la côte. La seconde a pris la direction du nord-est : après avoir dépassé Vimy, les Britanniques ont occupé Lens et Douai et ont pénétré en Belgique. Tournai a été libéré et les blindés poursuivent leur marche vers Bruxelles. La résistance ennemie est particulièrement faible dans ce secteur et la marche des chars n'est ralentie que par des problèmes de ravitaillement en carburant.

Immédiatement à l'est de cette pointe avancée, une profonde poche s'étend vers le sud-ouest. En forme de triangle renversé dont le sommet se situe dans la région de Compiègne et qui englobe Saint-Quentin et Cambrai, cette poche est le théâtre de durs combats. Les forces ennemies luttent farouchement autour de ces villes. Les Alliés attaquent le saillant ennemi à la fois par le sud, dans la forêt de Compiègne, et de flanc, venant de l'est et de l'ouest.

J.-E. LAGRANGE.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

LES TROUPES du maréchal Tito sont entrées A BELGRADE

New-York, 3 Septembre. — Le bureau d'informations du ministère de la Guerre annonce que, d'après la radio britannique, les troupes du maréchal Tito sont entrées à Belgrade.

Après avoir atteint la frontière roumano-bulgare

les forces russes se regroupent en vue de l'ultime offensive

Le Haut Commandement soviétique a fait savoir qu'au sud et à l'est de Bucarest, l'armée rouge a nettoyé toute la région au nord du Danube entre Oltenita et Katesti et occupé, outre la ville d'Oltenita elle-même, un grand nombre de localités telles que Budesti Minemi, Blarose-Kuskanu, Giurgiu, Calarasc, etc.

Au sud-ouest et au sud de Constanza la frontière bulgare a été gagnée sur l'ensemble du front entre le Danube et la mer Noire. Une soixantaine de localités ont été enlevées dont Oustrov, Dulependensa et la station ferroviaire de Batista.

Sur le reste du front il n'y a eu que des duels d'artillerie et quelques actions de reconnaissance.

SUITE DE NOS INFORMATIONS EN DEUXIEME PAGE

4 SEPTEMBRE 1870
3 SEPTEMBRE 1939
Deux anniversaires

Hier, 3 septembre, c'était le cinquième anniversaire de cette guerre, qui n'a jamais été drôle, et qui, en tout cas, a tout à fait cessé de l'être pour l'ennemi.

Aujourd'hui, 4 septembre, c'est l'anniversaire, si souvent oublié, de la proclamation de la République.

Journées doublement historiques, donc, et deux fois chargées, si on le veut, d'une immense espérance.

La guerre, d'abord ! Les formations blindées, comme des lances atteignent l'ennemi dans les flancs. Chaque jour apporte une somme de victoires dont chacune, il y a un mois encore, eût fait frissonner d'allégresse le monde des peuples libres.

Metz et Nancy sont pris. Nous recouvrons la Lorraine, et l'Alsace sent passer le grand souffle de la libération. La Belgique, presque sans coup férir, est à l'aube du jour où vont tomber ses chaînes. Bientôt, les chenilles des tanks vont mouiller leurs chaînons dans les eaux de l'orgueilleux Rhin allemand.

Paris, dans l'exaltation d'une insurrection sœur de celle de Paris, a reconquis la joie de combattre et la fierté de dresser le vieux drapeau des révoltés : vivre libre, ou mourir!

Il ne s'agit plus de mourir, sinon pour l'Allemagne, où Goebbels proclamant, pour la première fois une vérité, annonce aux disciples du Führer que l'heure est venue de disparaître, tous canons tonnant, en combattant.

Au rythme des blindés

La guerre, ainsi, touche à sa fin. Il n'y aura pas de nouvelle campagne d'hiver. Peut-être à peine une campagne d'automne. Cette saison des chasses va forcer la bête jusque dans son repaire.

Car la menace s'aggrave, partout, au rythme puissant des lourdes et rapides unités blindées.

Quel chemin depuis Stalingrad! Quelle retraite depuis El Alamein!

Cinq ans pourtant! Et ce n'est tout de même pas fini! Tous les records de la guerre dernière, la « Grande guerre », ô dérision, sont cruellement dépassés. Des millions d'hommes jeunes ont péri, dans les neiges et dans les sables, pour et contre la liberté. Des millions d'êtres, hommes et femmes, vieillards et enfants, victimes sans combattre, ont connu la torture et la mort, la famine et la servitude.

Hitler a effacé le souvenir d'Attila et de Gengis Khan.

Quelle victoire, jamais, aura coûté si cher ?

Et comme l'on comprend que, déjà, les regards de l'Europe qui reprend son souffle soient anxieusement tournés vers l'avenir.

Pour nous, en France, dans cette Patrie qui retrouve sa vie, par lambeaux, c'est aussi le magnifique souci du *jamais plus* qui redonne aux regards leur clarté.

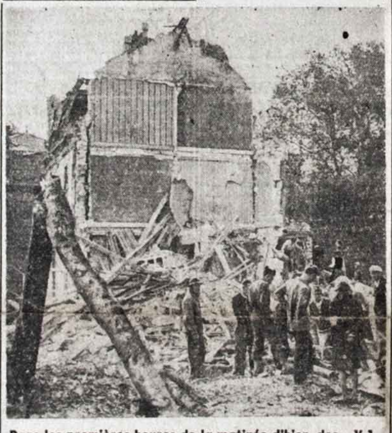
Jamais plus, les faiblesses consenties, les abdications acceptées, la veulerie dans l'exécutif et les accommodements dans les assemblées. *Jamais plus*, la pénitence des humbles et l'insolence des superbes. *Jamais plus*, le règne de l'argent-roi, l'avilissement de la condition humaine, l'exploitation du travail.

4 septembre! La République née dans les langes de Sedan, et qui s'est assoupie, à Vichy, sous le chloroforme de l'ordre nouveau, trouve la plus étonnante revanche dans sa libération par les forces conjuguées des bataillons populaires et des armées de la démocratie.

Claude MARTIAL.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Les Allemands lancent des « V-1 » sur la France



Dans les premières heures de la matinée d'hier, des « V-1 » sont tombés dans le bassin parisien. Très peu de morts et de blessés sont signalés. Les dégâts sont peu importants. *(Photo Libération.)*

LES CHEFS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

BONY ET LAFONT
avaient caché 100 millions
- PRIX DE LEURS FORFAITS -
dans un jardin de Rueil

ILS SONT ARRÊTÉS DANS UNE FERME DE SEINE-ET-MARNE

Vingt-quatre de leurs complices ont été appréhendés, parmi lesquels la princesse Tchernicheff

Lafont, chef des tueurs et officier de SS. *(Photo Libération.)*

Un coup décisif vient d'être porté à la Gestapo, sous sa forme la plus abjecte, la Gestapo française.

La police parisienne ne s'est pas contentée d'être à la pointe du combat pour la libération de Paris, ni de contribuer, en liaison avec les F.F.I., à la réduction des « tireurs des toits » et à l'arrestation des collaborateurs.

Après avoir largement amorcé l'épuration de ses propres services, elle s'est attaquée à ce qui est, peut-être, sa tâche capitale : la recherche des membres de la 5e colonne, dont l'action néfaste avant la guerre, criminelle pendant, risquerait maintenant de nuire gravement à la reconstruction de la France libérée.

Et, dès les premiers jours de la libération, grâce à l'action menée depuis longtemps dans l'ombre par les meilleurs éléments patriotes de la Police judiciaire, la trace des chefs de la Gestapo « française » de Paris a pu être retrouvée. Ces chefs ont été arrêtés.

Leurs noms sont depuis longtemps familiers aux membres de la Résistance qui les appelaient « les tueurs de la rue Lauriston ».

C'est Henri Lafont — son véritable nom est Chamberlin — et Pierre Bony.

Le repaire de la rue Lauriston

Le second de ces bandits est bien connu du grand public.

Qui ne se souvient de l'inspecteur Bony, l'un des plus adroits — et ambitieux — limiers de la Sûreté générale ; de ses démêlés avec Jean Chiappe ; des talons de chèques de l'affaire Stavisky qu'il rapporta au ministre Chéron, qui, en l'embrassant, lui décerna le titre de « premier policier de France » ?

On n'a pas oublié ses fantaisies dans l'affaire Prince ; l'arrestation de Carbone et Spirito ; l'instruction judiciaire ouverte contre lui; sa révocation... Il avait alors 39 ans. Dix ans ont passé. De chute en chute, l'homme en est arrivé au fin fond de l'abjection morale. Et c'est comme lieutenant des SS et bourreau des patriotes français qu'il vient d'être arrêté.

Son chef et ami Henri Lafont, âgé de 42 ans, est moins connu du grand public, sinon des habitués du Palais de justice, puisqu'il compte douze condamnations.

Vaguement représentant, il tirait le plus clair de ses ressources d'escroqueries variées. Ce qui ne l'empêcha pas — bien au contraire —, d'être naturalisé Allemand, nommé capitaine des SS et chef des services français de la Gestapo.

Les deux hommes, que dévorait le même amour de l'argent, avaient recruté une bande d'une centaine d'individus tarés, que les Allemands avaient autorisés à porter des armes.

Ils avaient installé leur repaire 93, rue Lauriston.

Mi-caserne, mi-prison, l'immeuble avait été spécialement aménagé. Il comprenait un poste de garde, des caves qui servaient de cachot, et des chambres spéciales où étaient torturés les patriotes.

Un simple détail, qui dépeint tout entier le « célèbre » Bony : il avait attaché à sa personne un masseur dont le service consistait tout simplement à lui masser les poings quand il avait tapé trop fort sur ses victimes.

Le rôle de cette organisation, qui fonctionnait depuis 1941, était surtout de démasquer les membres des mouvements de résistance.

Pour chaque indication ou pour chaque capture, Lafont et Bony touchaient 5.000 ou 10.000 francs, quand il s'agissait de prises de peu d'importance, mais pour les personnages en vue, les « primes » devenaient astronomiques.

Leurs victimes

C'est ainsi que Lafont avait arrêté, au cours d'une rafle, la nièce du général de Gaulle.

Par des intermédiaires la Résistance fit offrir au « capitaine » des sommes énormes. Inutile ! Chaque fois, Lafont obtint davantage des Allemands. Et sa victime disparut.

Pierre MOUSTIER.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Le général Giraud blessé par une sentinelle

Londres, 3 septembre. — Selon une information diffusée par l'agence Reuter, le correspondant du *News Chronicle* annonce que le général Giraud, ancien commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord, a été grièvement blessé il y a quelques jours lors d'un attentat à Mostaganem, où il réside depuis sa retraite. Le général Giraud regagnait son domicile quand l'une des sentinelles placées à l'extérieur de sa villa — un soldat sénégalais — fit feu sur lui. La balle, traversant les joues, lui brisa plusieurs dents. L'attentat n'a pas de motif politique; le factionnaire était visiblement ivre.

Après la rupture de la Finlande avec l'Axe

M. PAASIKIVI EST ATTENDU A STOCKHOLM où seront ouvertes les négociations d'armistice

La Finlande a décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Le gouvernement d'Helsinki a déjà demandé au gouvernement du Reich, qui a accepté, le retrait des troupes allemandes stationnées en Finlande avant le 15 septembre.

Cette décision, qui, d'après des nouvelles de source suédoise, serait la condition préalable posée par le gouvernement soviétique pour recevoir à Moscou la délégation finlandaise d'armistice, n'a causé aucune surprise.

La débâcle des armées du Reich en Russie Blanche et les désastres essuyés sur le front occidental avaient rendu inévitable la défection finlandaise.

Dans le discours qu'il a prononcé à la radio et qui fait part au peuple finlandais de la rupture avec l'Allemagne, le premier ministre de Finlande, M. Hacksell, n'a donné naturellement aucune indication sur les termes de l'armistice.

Les négociations commenceront à Stockholm, où M. Paasikivi est attendu cette semaine. Elles se poursuivront ensuite à Moscou.

Les conditions d'armistice seront présentées aux Finlandais, aussi bien au nom du gouvernement britannique qu'au nom du gouvernement soviétique. Le gouvernement des Etats-Unis a naturellement été tenu au courant, mais n'étant pas en guerre avec la Finlande, il ne peut pas intervenir directement.

Il est intéressant de noter dans la déclaration de M. Hacksell ce passage dans lequel le premier ministre finlandais évoque, en ces termes, la situation de l'Allemagne :

« En Allemagne également, la situation a empiré, et le Reich doit maintenant consacrer toutes ses forces à la défense de ses propres frontières. Un grand nombre de militaires allemands ne croient plus à la victoire. »

LA FRANCE PREND SA PART de l'effort de guerre allié

Après la reconnaissance de fait du gouvernement provisoire, la coordination est assurée avec les organismes alliés

LES BILLETS DE BANQUE ÉMIS PAR LES ALLIÉS SONT PRIS EN COMPTE PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Bien que le texte des accords franco-anglo-américains ne soit pas encore publié, les bases sur lesquels ils sont établis mettent en relief trois points principaux.

En premier lieu, ils consacrent l'administration de la France par les autorités françaises.

De longues négociations ont été nécessaires pour aboutir à ce résultat, et les accords du 25 août sont le terme d'une lente évolution des rapports entre le Comité d'Alger et nos alliés.

Pendant longtemps ces derniers ont contesté au général de Gaulle toute qualité pour représenter l'ensemble du peuple français. La thèse qui prévalait dans les milieux politiques américains, influencés par certains émigrés qui n'avaient pas rompu toute attache avec Vichy, prévoyait des élections générales après la libération du pays, afin que la nation choisisse ses gouvernants et fasse entendre sa voix.

Jean PADOVANI.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

PENDANT LA SEMAINE HÉROIQUE

Les F.F.I. donneurs de sang
ENTRE DEUX BATAILLES
se prêtaient à des transfusions

Un jeune médecin, des cheveux en brosse, d'étonnants yeux bleus, m'a reçu, au nom du médecin chef et de tout son service, au Centre de la transfusion sanguine, 53, boulevard Diderot, déjà balayé par un vent aigre qui annonce l'automne.

Devant la porte, une voiture F.F.I., marquée d'immenses croix-rouges portant l'inscription : « Transfusion sanguine ».

Pendant la semaine glorieuse, elle franchissait les balles à la recherche du sang qui devait sauver les blessés graves.

Comme je demande comment a fonctionné son service, pendant la libération de Paris, le docteur me répond sèchement :

« Nos donneurs ont été parfaits de dévouement et d'enthousiasme: non seulement, ils nous ont donné leur sang pour des transfusions directes, mais ils ont permis de « stocker » et, tous les jours, dans ce même petit bureau blanc que vous avez vu en entrant, sont venus se présenter, malgré la mitraille qui balayait les rues, nos donneurs attitrés et des volontaires. »

Ce « petit bureau blanc » est le centre du service. Ces gens simples qui ne paient pas de mine, qui ne paraissent pas en meilleure santé que n'importe quel passant dans la rue, une femme aux cheveux blancs, en blanc, proposent leur service ou viennent recevoir des ordres.

Le téléphone sonne.

« Avez-vous besoin de mon sang? »

Des secrétaires en blouse blanche répondent et notent.

Le sang, glané ainsi aux quatre coins de Paris, passera directement dans les veines du blessé, ou sera mis en bouteille et entreposé en chambre froide.

Les « conserves de sang » quitteront selon les demandes, le centre dans des caisses frigoriques.

Le docteur insiste sur le rôle magnifique de ses hommes, de ses vous dire qu'il est au repos pour quelques temps.

« Nos donneurs se sont vraiment prodigués! En six jours, l'un d'entre eux a fait cadeau de deux litres de sang à la cause. Inutile de dire qu'il est au repos pour quelque temps. »

— Et les volontaires, docteur?

Jean GUÉRET.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Et les ministres de Pétain ?

Au seuil de l'humiliante et douloureuse aventure que fut la capitulation de la France, il y a une pierre noire: l'armistice.

L'armistice signé, à Rethondes, d'ordre de Pétain, après un vote d'acceptation du cabinet de la défaite.

Car il s'est trouvé une large majorité pour ordonner le « Cessez le feu! » De ce jour, de ce vote partent la plus lourde responsabilité qu'aient jamais prise des ministres français. Tout ce qui a suivi, l'occupation, les fusillades, les déportations, le pillage, les massacres d'Oradour et l'esclavage des ouvriers, tout est né dans la nuit de Bordeaux.

Au moment où l'épuration commence, à un rythme encore trop lent au gré de ceux qui, ayant souffert, aspirent, non point à la vengeance, mais à une justice exemplaire, il serait salutaire que les premières mesures, dans une hiérarchie des responsabilités, atteignissent au sommet.

On a arrêté des comparses. Des ministres de l'armistice restent en liberté.

C'est par eux qu'il aurait fallu commencer.

Il est déjà scandaleux qu'on ait attendu plusieurs jours pour rechercher les responsables de la capitulation. Il le serait plus encore qu'on ne retrouvât point ceux que des policiers tard levés n'ont pu saisir à l'aube, dans les appartements parisiens qu'ils avaient l'impudence de ne point vouloir quitter.

Tous les ministres de l'armistice doivent être appréhendés.

Ensuite, tous les ministres de Pétain.

Tous, même les plus riches. Et non point par mesure d'internement administratif. Par décision de justice, et conformément à la procédure réglée par l'ordonnance du Gouvernement provisoire de la République française.

Appréhendés, incarcérés et jugés. Devant le peuple et à la face du monde. Car, de tous les coupables, ils ont été les premiers.

Arrestation de l'ancien ministre Chasseigne

L'ancien ministre du Ravitaillement Chasseigne a été arrêté dans le 4e arrondissement et conduit au dépôt.

UN BEAU DIMANCHE DE DRAPEAUX DE COCARDES ET DE SOURIRES

PARIS *était en permission*

Le beau dimanche !

La première grande journée de dét[illegible] et de repos depuis la libération. Paris est en permission.

Il y a de la joie saine et fraîche dans l'air.

Il n'y a pas de gaz, pas d'électricité, pas de métro, les spectacles font relâche, les restaurants sont fermés, les cafés et brasseries qui ont ouvert leurs portes servent des apéritifs qui n'ont d'apéritif que le nom.

Qu'importe ! Il y a de la joie dans l'air. La rue est en fête.

De Belleville à Vaugirard, des Ternes à la Nation, les cent villages de Paris respirent enfin.

Il y a des drapeaux aux fenêtres, des cocardes aux coiffures des femmes.

Des soldats de Leclerc, nouveaux engagés, déjà en kaki, usent leur dernier quartier libre dans une promenade familiale.

Les jeunes filles sourient.

Américains, Anglais, Canadiens s'aventurent sur les avenues, guidés par des amis parisiens vieux de la veille, camaraderie toute nouvelle, toute spontanée...

On balbutie des mots anglais. On éclate de rire.

Des sammies en rupture de blindé ont pris d'assaut les fiacres d'Yvette Guilbert.

Le beau dimanche !

De l'Etoile à la République, tout au long des Champs-Elysées et des Boulevards, les « jeeps » drainent des élans d'amitié : « Hello !... Vive l'Amérique ! »

Porte Saint-Martin, des musiciens ambulants lancent une naïve et vengeresse ritournelle sur l'air de « Cadet Roussel » : « Le Rêve d'Hitler », et la foule entonne en chœur le refrain.

Il n'y a pas de gaz, pas d'électricité, pas de métro...

Qu'importe ! C'était hier la première grande journée de repos et de détente. Paris était en permission.

Les F.F.I. serviront d'infanterie d'accompagnement aux armées alliées

Le Comité national d'action militaire vient de prendre d'importantes décisions au sujet du rôle immédiat des F.F.I.

Le territoire français peut maintenant être divisé en trois catégories :

1. Les régions entièrement libérées;
2. Les régions dans lesquelles subsistent des formations ennemies;
3. Les régions d'opération des armées alliées.

Dans ces conditions, l'action des F.F.I. s'exercera désormais de la façon suivante :

Les formations F.F.I. doivent poursuivre partout le nettoyage du territoire.

Les chefs de département des régions libérées ou semi-libérées ayant des formations disponibles, au delà des nécessités du nettoyage, doivent signaler d'urgence ces disponibilités à l'état-major national pour en permettre l'utilisation dans d'autres régions.

Ces formations seront utilisées par l'état-major soit à renforcer les unités de nettoyage, soit à être mises à la disposition des armées alliées comme infanterie d'accompagnement.

M. Teitzen, évadé d'un train de déportés, est à Paris

M. Teitjen, « Tristan » dans la clandestinité, est libre; il s'est évadé, telle est l'heureuse nouvelle qui se répandait dès hier dans le monde de la Presse et de la Résistance.

Ancien professeur de droit à Nancy, M. Teitjen, dès l'occupation, entra dans la résistance où, pendant quatre ans, il occupa divers postes responsables. En février 1944, il était nommé secrétaire général provisoire à l'Information, charge qu'il assume dans la clandestinité et qu'il devait assurer par la suite au grand jour, une fois Paris libéré.

Mais, entre temps, M. Teitjen était arrêté par la Gestapo. Banalement, dans la rue, à un rendez-vous et, simple coïncidence, le 6 juin.

De nombreux jours de durs interrogatoires ne parviennent pas à le faire parler : il sauvegarde sa véritable identité.

Le 26 juillet, il était transféré au camp de Compiègne et, le 7 août, il devait partir pour l'Allemagne, mais la Résistance incendie le train. Le convoi ne peut partir que le 25 août.

C'est alors que, dans un wagon à bestiaux « Tristan » et ses compagnons préparent eux-mêmes leur libération. Une scie, faite avec un manche de louche, permet aux prisonniers de pratiquer dans la toiture le trou à largeur d'homme qui leur permet dans la nuit noire de se hisser à l'air libre. Une couverture tressée les conduit jusqu'aux tampons et c'est le saut sur le ballast, la liberté.

Plusieurs jours d'attente chez des personnes admirables d'hospitalité et de prévenance et, le 31 août, la nouvelle de l'arrivée des Américains à Beauvais parvient à M. Teitjen, qui part à leur rencontre.

Il participe avec eux à un « baroud » dans les environs de Montdidier, et c'est enfin le retour parmi nous, la joie de ses amis et la préparation des lourdes tâches qui l'attendent.

REPRISE DU FOOTBALL

Belle partie devant un public nombreux au stade de Saint-Ouen. Germain, portier de la Sélection, stoppe un tir de Ranzoni (Stade-C.A.P.). *(Photo Libération.)*

Le repos hebdomadaire dans la presse

Hier, dimanche, Libération *n'a pas paru.*

Ceci, conformément à la décision prise par Jean Guignebert, secrétaire général provisoire à l'Information, dont tous les journalistes qui constituent notre équipe approuvent l'initiative.

Un seul quotidien s'est trouvé mis en vente, notre confrère l'Humanité, qui, pour des raisons particulières, a obtenu une dérogation à la suite d'une démarche de M. Albert Bayet.

Nous n'entendons pas discuter ici ces raisons particulières, ni la compensation accordée aux autres quotidiens par M. Jean Guignebert.

Simplement, nous affirmons la position de Libération.

Les journalistes, comme tous les autres travailleurs, ont droit au repos, une fois par semaine. Déjà, ils connaissent les retours à l'aube, les repos pris à des heures irrégulières. Ils veulent, comme tout le monde, passer au moins le dimanche en famille.

Tout le reste est aménagement, accommodement, accords.

Nous sommes persuadés que, dans la grande camaraderie de la presse née de la Résistance, ces accords seront réalisés sans heurts.

Et que les quotidiens français, comme ceux du monde entier, en paraissant six jours sur sept, permettront aux journalistes de se reposer en fin de semaine, au moins vingt-quatre heures.

LES CHEFS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

BONY ET LAFONT

avaient caché 100 millions

- PRIX DE LEURS FORFAITS -

dans un jardin de Rueil

ILS SONT ARRÊTÉS DANS UNE FERME DE SEINE-ET-MARNE

Vingt-quatre de leurs complices ont été appréhendés, parmi lesquels la princesse Tchernicheff

Un coup décisif vient d'être porté à la Gestapo, sous sa forme la plus abjecte, la Gestapo française.

La police parisienne ne s'est pas contentée d'être à la pointe du combat pour la libération de Paris, ni de contribuer, en liaison avec les F.F.I., à la réduction des « tireurs des toits » et à l'arrestation des collaborateurs.

Après avoir largement amorcé l'épuration de ses propres services, elle s'est attaquée à ce qui est, peut-être, sa tâche capitale : la recherche des membres de la 5e colonne, dont l'action néfaste avant la guerre, criminelle pendant, risquerait maintenant de nuire gravement à la reconstruction de la France libérée.

Et, dès les premiers jours de la libération, grâce à l'action menée depuis longtemps dans l'ombre par les meilleurs éléments patriotes de la Police judiciaire, la trace des chefs de la Gestapo « française » de Paris a pu être retrouvée. Ces chefs ont été arrêtés.

Leurs noms sont depuis longtemps familiers aux membres de la Résistance qui les appelaient « les tueurs de la rue Lauriston ».

C'est Henri Lafont — son véritable nom est Chamberlin — et Pierre Bony.

Le repaire de la rue Lauriston

Le second de ces bandits est bien connu du grand public.

Qui ne se souvient de l'inspecteur Bony, l'un des plus adroits — et ambitieux — limiers de la Sûreté générale ; de ses démêlés avec Jean Chiappe ; des talons de chèques de l'affaire Stavisky qu'il rapporta au ministre Chéron, qui, en l'embrassant, lui décerna le titre de « premier policier de France » ?

On n'a pas oublié ses fantaisies dans l'affaire Prince ; l'arrestation de Carbone et Spirito ; l'instruction judiciaire ouverte contre lui; sa révocation... Il avait alors 39 ans. Dix ans ont passé. De chute en chute, l'homme en est arrivé au fin fond de l'abjection morale. Et c'est comme lieutenant des SS et bourreau des patriotes français qu'il vient d'être arrêté.

Son chef et ami Henri Lafont, âgé de 42 ans, est moins connu du grand public, sinon des habitués du Palais de justice, puisqu'il compte douze condamnations.

Vaguement représentant, il tirait le plus clair de ses ressources d'escroqueries variées. Ce qui ne l'empêcha pas — bien au contraire — d'être naturalisé Allemand, nommé capitaine des SS et chef des services français de la Gestapo.

Les deux hommes, que dévorait le même amour de l'argent, avaient recruté une bande d'une centaine d'individus tarés, que les Allemands avaient autorisés à porter des armes.

Ils avaient installé leur repaire 93, rue Lauriston.

Mi-caserne, mi-prison, l'immeuble avait été spécialement aménagé. Il comprenait un poste de garde, des caves qui servaient de cachot, et des chambres spéciales où étaient torturés les patriotes.

Un simple détail, qui dépeint tout entier le « célèbre » Bony : il avait attaché à sa personne un masseur dont le service consistait tout simplement à lui masser les poings quand il avait tapé trop fort sur ses victimes.

Le rôle de cette organisation, qui fonctionnait depuis 1941, était surtout de démasquer les membres des mouvements de résistance.

Pour chaque indication ou pour chaque capture, Lafont et Bony touchaient 5.000 ou 10.000 francs, quand il s'agissait de prises de peu d'importance, mais pour les personnages en vue, les « primes » devenaient astronomiques.

Leurs victimes

C'est ainsi que Lafont avait arrêté, au cours d'une rafle, la nièce du général de Gaulle.

Par des intermédiaires la Résistance fit offrir au « capitaine » des sommes énormes. Inutile ! Chaque fois, Lafont obtint davantage des Allemands. Et sa victime disparut.

Pierre MOUSTIER.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Lafont, chef des tueurs et officier de SS.
(Photo Libération.)

Le général Giraud blessé par une sentinelle

Londres, 3 septembre. — Selon une information diffusée par l'agence Reuter, le correspondant du *News Chronicle* annonce que le général Giraud, ancien commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord, a été grièvement blessé il y a quelques jours lors d'un attentat à Mostaganem, où il réside depuis sa retraite. Le général Giraud regagnait son domicile quand l'une des sentinelles placées à l'extérieur de sa villa — un soldat sénégalais — fit feu sur lui. La balle, traversant les joues, lui brisa plusieurs dents. L'attentat n'a pas de motif politique; le factionnaire était visiblement ivre.

PENDANT LA SEMAINE HÉROIQUE

Les F.F.I. donneurs de sang

ENTRE DEUX BATAILLES

se prêtaient à des transfusions

Un jeune médecin, des cheveux en brosse, d'étonnants yeux bleus, m'a reçu, au nom du médecin chef et de tout son service, au Centre de la transfusion sanguine, 53, boulevard Diderot, déjà balayé par un vent aigre qui annonce l'automne.

Devant la porte, une voiture F.F.I., marquée d'immenses croix-rouges portant l'inscription : « Transfusion sanguine ».

Pendant la semaine glorieuse, elle franchissait les balles à la recherche du sang qui devait sauver les blessés graves.

Comme je demande comment a fonctionné son service, pendant la libération de Paris, le docteur me répond sèchement :

« Nos donneurs ont été parfaits de dévouement et d'enthousiasme: non seulement, ils nous ont donné leur sang pour des transfusions directes, mais ils ont permis de « stocker » et, tous les jours, dans ce même petit bureau blanc que vous avez vu en entrant, sont venus se présenter, malgré la mitraille qui balayait les rues, nos donneurs attitrés et des volontaires. »

Ce « petit bureau blanc » est le centre du service. Ces gens simples qui ne paient pas de mine, qui ne paraissent pas en meilleure santé que n'importe quel passant dans la rue, une femme aux cheveux blancs, en blanc, proposent leur service ou viennent recevoir des ordres.

Le téléphone sonne.

« Avez-vous besoin de mes

Le panier à salade

(Suite)

Plusieurs pièces « de choix » au tableau des déplacements et villégiatures :

Chasseigne, ex-communiste chassé du parti, ex-socialiste qui, devenu secrétaire général à la main-d'œuvre, puis ministre de Laval, organisa la déportation en masse des ouvriers français ;

Bony, policier trop connu qui, promu officier de la Gestapo, dirigeait une équipe de tueurs et de dévaliseurs ;

Général Jaunaud, ex-collaborateur de Pierre Cot, devenu l'un des valets de presse de Laval, directeur de *Monde*, de la *Revue du Monde*, des *Energies Françaises*, etc.

Nouailhetas, gouverneur des colonies ;

Général Pinsard, as de l'autre guerre qui depuis hélas !...

Commandant Christian du Jonchay, organisateur de la Phalange africaine en Tunisie.

(*A suivre.*)

LAFONT ET BONY EN PRISON

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Ces gains ne suffisaient pas encore aux bandits. Ils avaient été autorisés à opérer pour leur compte. Combien de fausses perquisitions chez des bijoutiers, d'agressions à main armée, d'affaires de chantage, de meurtres crapuleux sont à mettre à leur actif !

Un soir, deux des tueurs consomment dans un café, rue du Texel. Ils arguent de leur qualité de P.P.F. et refusent de payer. Le garçon les met à la porte. Un moment après, trois autres stoppent devant le café. Le commandant de la Gestapo envahissent l'établissement, arrêtent le patron, sa femme et le garçon et les emmènent rue Lauriston, sans négliger d'emporter 85.000 francs qui se trouvaient dans la caisse.

Le garçon de café n'a jamais reparu.

Et la police sait à qui attribuer le dépecage de tous ces débris humains que l'on repêchait dans la Seine à intervalles réguliers. Elle sait aussi à qui attribuer l'arrestation par les Allemands de M. Priolet, directeur de la P.J. Plusieurs fois en uniforme de SS, Lafont et Bony participèrent à des opérations contre le maquis.

La capture

Cet aperçu, très incomplet, des agissements de la bande à Bony » montre quelle importance le préfet de police, M. Charles Luizet, et le directeur de la police judiciaire, M. Desvaux, attachaient à la capture de ses chefs.

Cette capture, on la doit à l'inspecteur principal Morin, de la police judiciaire, et à deux de ses collègues, dont l'enquête a été, en tous points, remarquable.

Les policiers, suivant la trace de Lafont et de Bony, avaient appris qu'ils s'étaient réfugiés dans une ferme de Seine-et-Marne, la ferme Basin, perdue à la lisière.

Le 20 août, un des enquêteurs fut envoyé en éclaireur.

Déguisé en clochard, il se laissa tomber dans la boue, près de la ferme et entra dans la cour où il demanda à se laver les mains. Il eut le temps d'étudier les lieux et la disposition des issues.

Le lendemain, cinq voitures amenaient tout autour de la ferme Basin, une trentaine de policiers et de F.F.I. qui, mitraillette au poing, firent irruption par toutes les entrées.

Lafont était dans la cour occupé à réparer une chaise. Il ne manifesta tout d'abord aucune émotion car, quelques jours plus tôt, une perquisition opérée par les F. I. s'était terminée sans qu'il fût inquiété.

L'inspecteur principal Morin s'approcha de lui et lui dit :

— Lafont, je vous arrête !

— Je ne comprends pas pourquoi, répondit-il.

Quant à Bony, il tenta de le prendre de haut :

— Avez-vous un mandat d'amener ?

Un inspecteur, lui montrant sa mitraillette, s'exclama :

— Voilà un mandat d'amener.

En même temps furent arrêtés une des maîtresses de Lafont, Marie-Jeanne Soufle, son fils Pierre et sa fille Henriette et la femme de Bony, Blanche Emie.

Lafont et Bony furent aussitôt conduits chez le préfet de police qui ne put s'empêcher de leur déclarer :

Les Allemands ne sont pas nos ennemis, mais ils ne font que leur métier d'Allemands. Vous, Français, vendus à l'ennemi, vous portez sur vos épaules tout le poids de la haine et du mépris du peuple français.

Les aveux

L'interrogatoire des deux chefs de la Gestapo et la suite de l'enquête devaient amener des rebondissements sensationnels.

Lafont et Bony reconnurent formellement qu'ils s'étaient engagés au service de l'Allemagne et qu'ils avaient organisé les services français de la Gestapo.

Bientôt, les inspecteurs de la P.J. découvraient une filière qui leur permit d'arrêter vingt-quatre complices. Parmi ces derniers, une prise d'importance : la princesse Tchernichieff, amante et femme de Henri Garat, qui était devenue la maîtresse de Lafont.

Reine du marché noir, disposant de ressources importantes, elle avait mis à la disposition de son amant un bureau, 3, place d'Iéna, dont les pièces servaient de cellules pour les patriotes.

Et c'était le personnel de la princesse, son chauffeur et son valet de chambre, qui remplissaient l'office de geôliers.

La princesse Tchernicheff avait d'ailleurs un autre amant du même genre, l'officier allemand de SS Lemnler.

Un trésor

Une perquisition dans la villa de cette femme, 36, avenue de Buzenval, à Rueil, amena la découverte de documents extrêmement importants, établissant de nombreuses complicités.

Mais la perquisition la plus fructueuse fut opérée chez un de ses voisins, le comte Stenbock. Dans le jardin de ce dernier, les enquêteurs découvrirent, enfoui, un trésor fabuleux : des bijoux, des valeurs, des lingots d'or qui représentent une valeur de 100 millions de francs, au prix du sang ! Et cette découverte donne une idée des possibilités financières de la Gestapo.

Place des Etats-Unis, à Paris, on devait également retrouver une autre prison spéciale où étaient amenées aussi des victimes de torture. Des recherches sont entreprises dans le jardin pour exhumer les corps des victimes des tueurs. Car, si l'on voyait entrer les patriotes capturés, si l'on entendait leurs cris de souffrance, jamais l'on n'en vit ressortir vivant.

L'enquête se poursuit. D'autres arrestations vont suivre. Mais, déjà, un coup extrêmement sérieux a été porté à l'organisation de la Gestapo à Paris.

Et, avec l'aide de tous les patriotes, la police entend bien, comme nous l'a dit M. Charles Luizet, mettre hors d'état de nuire tous les membres de la cinquième colonne.

Pierre MOUSTIER.

5 Septembre 44

N° 7. — MARDI 5 SEPTEMBRE 1944

CROIX-ROUGE DE BELGIQUE
DÉLÉGATION GÉNÉRALE
EN FRANCE
25, Rue de Surène
Tél. : ANJ. 69-74 à 69-79

Le numéro: 3 francs

BELGIQUE

LE QUOTIDIEN DES BELGES DE FRANCE

10, rue du Faubourg Montmartre, Paris. -- Tél.: TAI 70-80

Le numéro: 3 francs

"BELGIQUE"
EST EN VENTE
chaque jour dès 17 heures
Retenez notre journal chez votre marchand habituel

LES TROUPES ALLIÉES ENTRENT EN HOLLANDE et en Allemagne

La Finlande a capitulé

Un caporal de l'armée britannique nous dit sa joie de retrouver intacte Notre-Dame de Paris : « Vous ne pouvez savoir combien nous avons eu d'inquiétude pour ce trésor de l'art français... Souvent nous en parlions. »
(Photo M. d'Heirilly.)

Radio-Bruxelles nous parle

Nous avons eu la joie immense d'entendre hier, au soir du premier jour de la libération, la voix de M. Fleichmann, le speaker national, et celle de M. Gutt, ministre des Finances du Gouvernement légal de la Belgique.

Par un tour de force vraiment étonnant, nos compatriotes de la Radio ont pu monter leur poste à la barbe des Allemands !

En France

Conformément aux instructions du général Eisenhower qui a donné ordre de bombarder le fortin allemand de Brest, jusqu'à ce qu'il capitule, les appareils alliés l'ont attaqué hier, pour la quatrième fois.

×

La ville de Ruffec (Charente) a été enlevée par les F.F.I

×

Les troupes alliées sont à moins de 50 km. de Chalon-sur-Saône

×

Les troupes et l'aviation alliées attaquent sans répit les débris de la XVII° armée allemande qui essaient de s'échapper par la trouée de Belfort

×

Dans le Nord, les troupes britanniques ont débordé Lille, tandis que d'autres unités sont aux abords de la grande cité qui ne saurait tarder à être libérée.

LA BATAILLE D'ALLEMAGNE COMMENCE

La bataille de France est finie et la bataille de Belgique également. La bataille d'Allemagne commence. A l'heure où nous mettons sous presse presque tout le nord de la France, la plus grande partie de l'Est sont libérés. Seuls subsistent quelques groupes d'armée isolés qui résistent encore plus ou moins énergiquement, mais sans aucun espoir. On en trouve encore dans quelques départements du Centre et du Midi et, plus près de nous, dans la forêt de Compiègne, mais tous sont isolés et, par conséquent, sans danger.

Le général Eisenhower applique invariablement la même tactique qui lui a toujours réussi. Il ne perd pas son temps à liquider des positions neutralisées : il passe outre. C'est ainsi que les forces anglo-américaines, d'un élan irrésistible, se sont ruées vers la Belgique. Les quelques Allemands qui résistent encore dans le Luxembourg et sur les hauts plateaux des Ardennes belges sont voués à une prompte destruction. L'armée victorieuse déferle probablement au moment où nous écrivons vers Aix-la-Chapelle et les plaines de la Prusse rhénane. Plus au Sud, les Américains tournent par le Nord la ligne Maginot que l'ennemi semble avoir renoncé à défendre. Il s'accroche encore dans la région de Dijon, mais ce n'est que pour protéger sa retraite par la trouée de Belfort. La bataille d'Allemagne commence et le haut commandement interrallié est persuadé qu'elle ne durera pas longtemps, d'autant plus que, sur le front de l'Est, les armées russes se regroupent pour donner l'assaut final.

Malines libérée par les Anglais

Les troupes britanniques qui foncent vers le nord ont libéré Malines.

Offensive russe entre Varsovie et la Prusse Orientale

De l'aveu des Allemands, l'armée rouge a déclenché une offensive de grande envergure dans le secteur situé entre Varsovie et la frontière de la Prusse orientale.

Du gaz à partir de jeudi

UNE HEURE PAR JOUR grâce à l'huile de pétrole fournie par l'armée américaine

A la suite de demandes présentées aux autorités militaires américaines par M. Robert Lacoste, secrétaire général provisoire à la Production Industrielle, le général Roggers a décidé que, malgré l'urgence de ses besoins propres, l'armée américaine fournirait aux usines l'huile de pétrole qui, avec le coke actuellement en stock, permettra la production de gaz de qualité analogue à celui distribué ces derniers mois.

Le ministère de la Production Industrielle communique la bonne nouvelle que voici :

Sauf incident imprévisible, *la distribution reprendra le jeudi 7 septembre au soir.* A partir de cette date et jusqu'à nouvel ordre, le gaz sera émis dans l'agglomération parisienne de *19 h. à 20 h.* les jours de semaine et de *12 h. à 13 h.* le dimanche.

Des difficultés de tous ordres ne permettant pas de distribuer le gaz plus d'une heure par jour, il est indispensable de le réserver entièrement à la consommation domestique. Il est instamment recommandé aux abonnés de ne pas abuser de la possibilité qui leur est à nouveau donnée d'utiliser le gaz. *Si la consommation dépassait le volume de la fabrication, un nouvel arrêt complet de la distribution deviendrait obligatoire.*

M. Robert Lacoste, sûr d'exprimer les sentiments de la population, a très vivement remercié le général Roggers de la promptitude avec laquelle il est venu à son aide.

La statue équestre du Roi Edouard VII, renversée en mars 1942 par les hommes à tout faire de Doriot, avait été recueillie et dissimulée dans un hangar à Saint-Denis, pas très loin de la nécropole des Rois de France... Hier, au cours d'une cérémonie très symbolique, le grand ami de Paris a repris sa place... (Photo Presse-Libération.)

Bruxelles libérée

Bruxelles libérée ! Bruxelles libérée !...

La nouvelle qui parvint à Paris hier vers midi et demie, d'abord incertaine comme une rumeur à laquelle on n'osait pas croire, puis confirmée, officiellement confirmée, se répandit comme une traînée de poudre. On se téléphonait, on courait de porte en porte. Les Belges ne portent pas d'uniforme comme les Américains, mais chaque fois que des Parisiens en reconnaissaient un, ils l'abordaient, lui serraient la main, l'embrassaient. « Vive la Belgique, Monsieur ! » La délivrance de Bruxelles faisait un écho joyeux et triomphal à la délivrance de Paris.

Bruxelles libéré ! On se figure la joie délirante qui a dû saisir la ville entière. Les Bruxellois à leur tour connaissent donc l'indicible plaisir de ne pas *les* voir. On imagine notre bonne ville délirante de goguenardise joyeuse, les gesticulations dans les cafés, les cortèges, les sociétés parcourant les rues musique en tête en jouant des *Brabançonnes* éperdues.

Bruxelles libéré ! Ses *ketjes* criant leur joyeux *Zo-Ot* aux oreilles des collaborateurs craintifs et penauds, ses *smookeleers* sortant pour la circonstance leur beurre, leurs jambons, leurs bouteilles de péquet des suprêmes réserves, ses bourgeois les plus solennels perdant tout à coup leur solennité dans un attendrissement populaire et patriotique. Bruxelles libéré ! Il semble que sur la flèche de l'Hôtel de Ville, l'épée d'or de saint Michel flamboie d'un éclat nouveau. Cette fois le dragon est bien frappé à mort ; il ne ressuscitera plus.

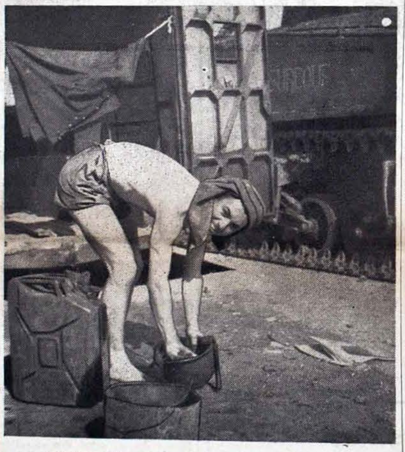
Comment Bruxelles a-t-il été libéré ? Nous n'avons encore aucun détail ; les événements vont tellement vite, les armées britanniques et américaines avancent avec une si prodigieuse rapidité qu'on ne peut les suivre. Nos troupes victorieuses devancent l'imagination. Au moment où les armées américaines approchaient de la ligne Siegfried, on a voulu leur faire parvenir des cartes d'Allemagne ; il n'y a pas eu d'autre moyen que de les envoyer par avion ; par camion, par auto, elles fussent arrivées trop tard. Hitler nous avait annoncé la *Blitz krieg*, la guerre éclair ; elle se termine en *blietz* déroute. En 1940, la petite armée belge, puis l'armée française et le contingent britannique ont été submergés par la masse énorme des troupes et du matériel allemand, par la supériorité indiscutable de l'aviation : maintenant les choses sont exactement retournées. Mais en 1940 il y a eu la tragédie de Dunkerque où, grâce à l'héroïsme de quelques divisions françaises qui se sont sacrifiées, on a pu sauver une partie des forces britanniques, ce qui a permis à l'Angleterre de continuer la lutte pour le salut de tous ; mais il y a eu, jusqu'à l'armistice, de magnifiques combats d'arrière-garde : on se battait encore dans la ligne Maginot quand l'armistice était déjà signé ; il y avait des Français qui n'acceptaient pas.

L. DUMONT-WILDEN.

(*Lire la suite page 2.*)

Suicide de l'ambassadeur d'Allemagne à Bucarest

Londres, 4 septembre. — Le correspondant du « Daily Telegraph » à Bucarest annonce que le ministre d'Allemagne à Bucarest, M. Dillioner, s'est suicidé samedi dernier.



Toilette en plein air : le Sammy prend un bain de pieds.
(Photo M. d'Heilly.)

LA PRISE DE BRUXELLES

Les troupes britanniques qui ont pris Bruxelles ont déjà avancé de quelques kilomètres au delà de la capitale belge. L'occupation de la ville fut précédée d'une avance qui ressembla davantage à une course qu'à un combat.

Les formations belges, accompagnant le 21° groupe, ont été amenées en hâte de la région du Havre et opèrent maintenant dans leur propre pays. Trois puissantes colonnes de blindés se sont déployées en éventail au travers de la Belgique.

C'est dans la soirée de dimanche que les troupes du général Dempsey ont atteint Bruxelles, après avoir passé par Ath et Tournai. Dans ce secteur, les troupes britanniques ne sont qu'à une cinquantaine de kilomètres de la frontière hollandaise.

Les pilotes des chasseurs américains avaient localisé de forts mouvements sur routes et voies ferrées en direction d'Aix-la-Chapelle et de la frontière allemande; ils ont déclaré que ces colonnes de transport, autour de Louvain, étaient les plus fortes qu'ils aient jamais vues. Elles comportaient des véhicules automobiles et hippomobiles de toute sorte roulant à grande vitesse en direction de l'Allemagne. Les chasseurs et bombardiers alliés ont détruit ou endommagé, dans cette région, 200 automobiles, 54 locomotives et 75 wagons.

Les forces soviétiques se massent dans les pays baltes

Des concentrations massives de forces soviétiques sont observées dans les pays baltes. Il faut s'attendre à une attaque imminente des Russes dans cette région.

Adoptera-t-on définitivement la « double heure d'été »

La Fédération des groupements de consommateurs d'électricité de France et l'Union des consommateurs d'électricité et de gaz de France ont écrit au général de Gaulle et à M Lacoste, secrétaire général à la Production industrielle, pour demander que le système de la double heure d'été, en vigueur en France depuis deux ans, soit conservé dans l'intérêt de l'économie nationale et de la santé publique.

En Belgique

Des unités parties de Tournai ont nettoyé la rive gauche de l'Escaut et atteint Oudenarde et Alost.

Mussolini aurait fui en Allemagne

Dans les milieux bien informés de Londres, on croit savoir que Mussolini s'est tout récemment enfui en Allemagne après avoir quitté Salo, sur le lac de Garde, où était dernièrement encore installé le gouver-

La Turquie et la Tchécoslovaquie

Le gouvernement turc a officiellement décidé de reconnaître le gouvernement tchécoslovaque exilé à Londres.

UN MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Au gouvernement provisoire les ministres des Finances et du Ravitaillement ont été désignés de la Production, de l'Agriculture

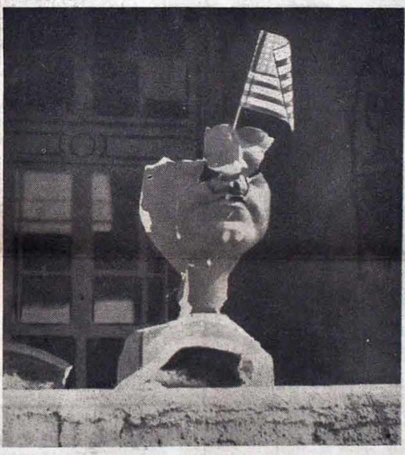
Le Conseil des ministres s'est tenu hier à 18 heures, sous la présidence du général de Gaulle.

Le Conseil a décidé la création d'un ministère de l'Economie Nationale, disposant de services propres et chargé en outre de la coordination des ministères de la Production, de l'Agriculture et du Ravitaillement.

M. Pierre Mendès-France, ministre des Finances, est nommé ministre de l'Economie Nationale. M. Lepercq est nommé ministre des Finances; M. Robert Lacoste est nommé ministre de la Production; M. Tanguy-Prigent, député, est nommé ministre de l'Agriculture; M. Giacobbi, sénateur, antérieurement ministre du Ravitaillement et de la Production, est nommé ministre du Ravitaillement.

Sur le rapport de M. René Meyer, ministre des Communications, le Conseil des ministres a examiné la situation des communications radiotélégraphiques, télégraphiques et téléphoniques sur l'ensemble du territoire métropolitain libéré et a adopté des décisions pour la reconstruction rapide des réseaux.

Le reste de la séance a été consacré à l'expédition des affaires courantes.



Ce qui reste du buste de Hitler qui décorait l'Hôtel Crillon.
(Photo M. d'Heilly.)

Les relations franco-belges

Dans son numéro du 2 septembre, *Belgique* a publié une intéressante interview de M. Delhaize, président de la Confédération des Sociétés belges. Ce point de vue, des plus optimistes, ne manquera pas de retenir l'attention. Si nous revenons sur ce sujet, c'est que nous avons eu hier la bonne fortune de rencontrer à Paris une personnalité liégeoise dont l'action, durant la période d'oppression, fut considérable — M. Grégoire en clandestinité — et que les déclarations qu'il nous a faites confirment en partie celles de M. Delhaize, tout en leur donnant plus d'ampleur. Ces déclarations n'émanent pas d'un homme parlant à titre privé. Elles constituent la pensée profonde, l'aspiration intime, la volonté consciente de plus de trois millions de nos compatriotes, et par là elles ont un poids sur qui il serait superflu, voire indécent, d'insister.

De toutes les aspirations, de tous les désidérata que notre interlocuteur a bien voulu nous confier et qui, réunis, forment un programme politique, une doctrine d'action future, nous n'avons voulu, ici, retenir que ce qui concerne les relations entre la France et la Belgique — pierre angulaire de la restauration belge, élément de la grandeur de la France rénovée, force indispensable à l'équilibre occidental, et peut-être même, si l'on regarde au delà du présent en perpétuelle évolution, espoir d'une paix et d'un équilibre européens enfin définitivement assurés.

— Parbleu ! s'exclame M. Grégoire, avec une sorte de passion concentrée, dès que nous l'interrogeons sur ce problème d'ardente actualité, les relations franco-belges qui furent excellentes après l'autre guerre, puis subirent certains fléchissements, doivent s'améliorer, s'amplifier, prendre une allure, une ampleur, encore inconnues. C'est un devoir impérieux pour tous les Belges de s'atteler à cette tâche essentielle dont dépendra notre commune prospérité.

Il ne s'agira pas, demain, de se contenter d'une amitié sentimentale se satisfaisant autour de tables de banquets par des torrents d'éloquence à fleur de peau dont il ne reste que du vent. Il ne s'agira pas seulement, comme par le passé, d'échanges culturels, de tournées de conférenciers patronnés par des « Amitiés françaises » — chose bonne en soi du reste mais d'une efficacité insuffisante. Il ne s'agira pas non plus d'en revenir à cette politique qui nous a fait tant de mal, par exemple en permettant la dénonciation des accords militaires de 1920, mesure qui, tout en affaiblissant la France, livrait la Belgique à l'isolement et l'obligeait à une attitude de neutralité fallacieuse, à l'heure même où la guerre était devenue inévitable. Cette guerre dont, on ne l'ignorait pas, elle devait être l'une des premières victimes. Non. Ce que nous voulons pour demain, c'est une fraternisation dans tous les domaines, dans l'économique et le social comme dans le spirituel et le culturel, une union étroite.

— Comme vous y allez ! Une union étroite ! Presqu'une annexion alors ? Il ne resterait plus qu'à prêcher le séparatisme.

— N'ironisez pas, mon cher Prist. L'heure est trop grave et les événements que nous vivons pèsent d'un poids trop brutal sur nos épaules. Certes, si elle était possible, l'intégration de la Wallonie dans la romanité, représentée par le groupe ethnique France, ne m'effrayerait pas. Mais les Boches ont rendu, de toute façon, une telle visée impossible. Quand, en 1941, enflammés de morgue, ils ont songé à remanier l'Occident à leur projet, quand ils ont esquissé les contours d'un Etat tampon, formé par l'absorption de la Wallonie dans une France diminuée de l'Alsace de la Lorraine, du comté de Nice, de la Savoie et de la Corse, ils ont tué irrémédiablement toute politique de séparatisme en Belgique. Ce cadeau fait par l'ennemi ne pouvait être accepté et la Wallonie tout entière, dans sa légitime fierté, s'est refusée à devenir une monnaie d'échange.

Désormais tout en gardant une farouche volonté de préserver son autonomie et de défendre ses particularismes, la Wallonie n'envisage plus qu'un rapprochement fraternel avec la France, ou, comme je le disais il y a un moment, une union étroite qui sera salutaire pour tous. Et cette union si nécessaire, si indispensable, qui crève les yeux des plus myopes, qui ressortit enfin d'une politique à large vue prolongeant son évolution dans un lointain avenir, cette union, il ne suffit pas de la désirer, il convient, sans désemparer, de la préparer, car, de tous les problèmes que va poser l'après-guerre, elle est peut-être le plus important.

Un moment, notre interlocuteur

Arrêtée par la Gestapo, la nièce du général de Gaulle avait été internée dans un camp près de Berlin

Qu'est-elle devenue depuis ?

Nous avons dit, hier, que parmi les victimes de la Gestapo française, dirigée par deux « salopards », les ex-policiers Pierre Bony et Henry Chamberlain, dit Lafond, arrêtés par la police judiciaire de Bazoches (S.-et-M.), se trouvait la nièce du général de Gaulle.

Interrogés au sujet de cette prisonnière des Allemands, Bony et Lafond ont déclaré ignorer ce qu'elle était devenue.

Hier, un rédacteur de *France libre* a recueilli auprès d'une femme habitant avenue de Suffren, et qui fut elle aussi victime des boches, les indications suivantes.

« J'ai été déportée par les Allemands au camp de Ravensbruck, à 60 km. de Berlin. J'en fus libérée le 11 mai dernier. Au cours de mon séjour en ce camp j'ai connu la nièce du général de Gaulle. Celle-ci fut d'abord envoyée par la Gestapo au camp de Compiègne avant d'être dirigée sur le camp de Ravensbruck à la fin du mois de janvier 1944. Elle s'y trouvait encore le 11 mai quand je fus libérée et autorisée à rentrer à Paris. »

Qu'est devenue depuis cette date la nièce du général de Gaulle ? On ne sait. Les renseignements que nous publions constituent un précieux point de départ pour la retrouver

Reprise partielle des opérations postales

Seront acheminés dès aujourd'hui des mandats-cartes des caisses de Dépôts, des Assurances Sociales, des caisses de Prévoyance et de tous organismes de secours officiels ou privés. De même seront immédiatement expédiés les mandats-cartes déposés par le Service des Prisonniers de guerre, ainsi que les plis de la Caisse Nationale d'Epargne.

L'administration s'attachera à liquider d'abord les correspondances de ces diverses catégories qui avaient été remises avant la libération.

Ces dispositions s'étendront graduellement à l'ensemble des territoires libérés, dans la mesure où les moyens routiers et aériens le permettront.

De nombreuses caisses de bacon « made in U.S.A. » arrivent aux Halles de Paris. (Photo Belgique.)

Le nettoyage de la Presse belge de Paris : quelques "collaborateurs"

Pendant les années d'occupation, toute la presse belge de Paris comme la presse de Belgique, comme la vraie presse française, a été réduite au silence. Les vrais journalistes, ceux qui ont conscience de la dignité de leur profession, se sont tus ; quelquefois ils ont été obligés de se cacher, mais ils ont été remplacés par d'autres...

Aussitôt les Allemands solidement installés à Paris avec leurs services de propagande et de corruption, leur séduisant M. Abetz et leur Gestapo, les journaux embochés de Belgique y ont envoyé une nuée de correspondants. Ce sont : Robert Beckers (dit Beeryer) (de la *Légia*, le journal allemand qui a pris la place de la *Meuse*), Philippe Frey (du *Nouveau Journal* et de *Cassandre*), William Dubiois (du *Soir*, le faux *Soir*, le vrai ayant été chipé à Mme Rossel), Louis Hardy (*Terre wallonne*), Max Hodeige (le *Soir*, toujours le faux *Soir*), Paul Modave (*La Légia*), Sornin de Leysat (*Le pays réel*), Paul Wéry (*Volk en staat*). Le cas du nommé Sornin de Leysat est particulièrement odieux ; il faisait partie du vrai *Soir* qu'il a trahi.

A la veille de la glorieuse insurrection parisienne, au moment où la colonne Leclerc approchait de Paris, tous ces aimables confrères se sont empressés de regagner la Belgique ; ils doivent maintenant avoir pris leur vol vers d'autres lieux. Leurs noms sont à retenir au moment du grand nettoyage.

Les restrictions d'électricité

Certains Parisiens, totalement privés d'électricité alors que d'autres en jouissent à toute heure, se demandent quel est le régime actuel des distributions d'énergie...

La C.P.D.E. nous affirme qu'une *demi-heure* d'électricité est accordée chaque jour dans tous les quartiers, entre 20 et 23 heures, l'heure de distribution variant suivant les disponibilités des usines et des sous-stations.

Quant aux « privilégiés », ils sont branchés sur les câbles préférentiels alimentant les hôpitaux, les services de sécurité et organismes des militaires.

Un peu de patience encore, et nous bénéficierons d'un peu plus de lumière...

(Photo M. d'Heilly.)

Arrêtée par la Gestapo, la nièce du général de Gaulle avait été internée dans un camp près de Berlin

Qu'est-elle devenue depuis ?

Nous avons dit, hier, que parmi les victimes de la Gestapo française, dirigée par deux « salopards », les ex-policiers Pierre Bony et Henry Chamberlain, dit Lafond, arrêtés par la police judiciaire de Bazoches (S.-et-M.), se trouvait la nièce du général de Gaulle.

Interrogés au sujet de cette prisonnière des Allemands, Bony et Lafond ont déclaré ignorer ce qu'elle était devenue.

Hier, un rédacteur de *France libre* a recueilli auprès d une femme habitant avenue de Suffren, et qui fut elle aussi victime des boches, les indications suivantes.

« J'ai été déportée par les Allemands au camp de Ravensbruck, à 60 km. de Berlin. J'en fus libérée le 11 mai dernier. Au cours de mon séjour en ce camp j'ai connu la nièce du général de Gaulle. Celle-ci fut d'abord envoyée par la Gestapo au camp de Compiègne avant d'être dirigée sur le camp de Ravensbruck à la fin du mois de janvier 1944. Elle s'y trouvait encore le 11 mai quand je fus libérée et autorisée à rentrer à Paris. »

Qu'est devenue depuis cette date la nièce du général de Gaulle ? On ne sait. Les renseignements que nous publions constituent un précieux point de départ pour la retrouver

Reprise partielle des opérations postales

Seront acheminés dès aujourd'hui des mandats-cartes des caisses de Dépôts, des Assurances Sociales, des caisses de Prévoyance et de tous organismes de secours officiels ou privés. De même seront immédiatement expédiés les mandats-cartes déposés par le Service des Prisonniers de guerre, ainsi que les plis de la Caisse Nationale d'Epargne.

L'administration s'attachera à liquider d'abord les correspondances de ces diverses catégories qui avaient été remises avant la libération.

Ces dispositions s'étendront graduellement à l'ensemble des territoires libérés, dans la mesure où les moyens routiers et aériens le permettront.

MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1944

LE GRAND QUOTIDIEN DU SOIR

6e EDITION

Défense de la France

4e ANNEE. — N° 62
Le numéro : 2 Fr.

FONDÉ SOUS L'OCCUPATION ENNEMIE LE 14 JUILLET 1941

ANCIEN ORGANE CLANDESTIN DE LA RESISTANCE

La Résistance *continue*

LA joie d'être libre est légitime. Mais il ne faut pas qu'avec elle s'insinue dans les esprits la tentative de croire, comme dit fortement la langue populaire, que « c'est arrivé », car rien n'est encore « arrivé ».

•

Il n'est pas arrivé, le jour de la libération pour le sol entier de la Patrie, pour notre Alsace-Lorraine martyre, pour nos compatriotes retenus comme otages en terre ennemie, pour notre lointaine Indochine honteusement livrée par un amiral félon aux ambitions japonaises ; la guerre continue. Le monstre chancelant n'est pas encore terrassé. A ceux qui ont souffert dans leur âme, et souvent dans leur chair, de son éphémère triomphe, il appartient de lui porter le coup de grâce. C'est pourquoi les Forces Françaises de l'Intérieur, armée de la Résistance, unies aux Forces Françaises combattantes, constitueront la nouvelle et jeune armée française qui sera présente à la Victoire.

•

Il n'est pas arrivé, le jour de gloire où la nation française, ayant réussi à faire sa révolution nécessaire, c'est-à-dire à fonder sa démocratie politique, sociale et culturelle sur des institutions et des mœurs radicalement transformées, prendra sa place dans la paix au premier rang des nations libres. Mais il dépend de nous que ce jour arrive, il dépend de nous que notre résistance se prolonge en cette Révolution.

Certains s'étonnent de voir nos Mouvements, tels que le Mouvement de Libération Nationale, survivre à leur action clandestine : or c'est par eux, par la fidélité à leur idéal originel de véritable liberté, par la grande fraternité dont ils ont donné l'exemple et le rassemblement qu'elle seule est capable de promouvoir autour du Gouvernement du général de Gaulle, c'est par leur résistance continuée à tous les vestiges de quatre années d'oppression et de réaction, que se fera la nouvelle Révolution nationale, la vraie.

Sinon, l'immense espérance de tout un peuple, pour laquelle nous avons combattu et pour laquelle tant des nôtres sont morts, sera trahie.

D.F.

LES ANGLAIS SONT EN VUE de Rotterdam

LA marche au Rhin continue. Quatre armées alliées précipitent le flot ininterrompu de leurs véhicules vers le fleuve. Celui-ci marquera-t-il les bornes de cette première et gigantesque étape franchie depuis Avranches en un mois !

Il est sage d'admettre que les armées alliées marqueront un temps d'arrêt avant de reprendre la lutte au cœur même de l'Allemagne. Nécessité de regrouper les effectifs, de concentrer l'essence, précieux liquide dont il faut des tonnes et des tonnes pour alimenter les quelques milliers de voitures qui forment une division blindée, de considérer aussi l'invasion en pays ennemi sous un autre angle que la pénétration en France, en Belgique ou en Hollande, partout où les Forces de l'Intérieur disloquent ou harcèlent l'adversaire, gênent ses communications, signalent les obstacles dangereux...

Les Alliés ne disposaient jusqu'ici que d'un grand port : Cherbourg et des plages normandes... C'est de là que l'essence affluait vers les armées grâce à un pipe-line dont la construction rapide ne peut toute de même suivre le rythme prodigieux du recul ennemi...

Les conditions tactiques vont évoluer. Rien n'interdit d'autres développements. L'on sait que trois puissantes armées aériennes s'apprêtent à frapper le Reich d'un coup décisif...

Du reste, tout se passe en Allemagne comme si les dirigeants nazis avaient décidé de grouper le plus de troupes possibles sur le front de l'Est où 120 divisions contiennent les Russes... Ultime manœuvre politique d'un ennemi aux abois et qui, battu pour battu, préférerait la défaite à l'ouest !

On ne saurait encore le dire... Mais il est certain que la première phase du combat est terminée et que nous approchons de l'ultime et décisive manœuvre...

Près de Rotterdam...

En attendant, la Belgique a été hier traversée de part en part en des directions différentes. Après Bruxelles, le grand port d'Anvers a été libéré, et aussi Malines, Gand, Liège, Bruges, etc... ; tandis qu'en France, Lille, Béthune, Valenciennes, Hazebrouck sont aux mains des alliés qui ont atteint la mer à Calais et encerclé toutes les forces allemandes qui résistent encore entre la Somme et le Pas de Calais.

Poursuivant sans répit leur avance, les Anglo-Canadiens ont pénétré en Hollande et libéré Breda, à 80 kilomètres de Bruxelles. Le général Eisenhower a lancé une proclamation destinée aux peuples hollandais et norvégien. « Le jour de votre libération est proche », a-t-il déclaré.

Jean REMY.

(Lire la suite en 2e page)

Dans une quinzaine

LE GÉNÉRAL DE GAULLE formera un « cabinet d'unité »

Il n'y a pas de nouveau gouvernement. Le remaniement ministériel auquel il a été procédé hier est, en effet, des plus limités.

Après avoir recueilli des avis divers et souvent contradictoires, le général de Gaulle a, en effet, pensé qu'en cette matière délicate rien ne serait plus dangereux que d'improviser et de donner au pays l'impression, fausse à coup sûr, d'une crise politique.

Rien ne sera fait de définitif tant que le territoire n'aura pas été entièrement libéré. A ce moment, la constitution du nouveau cabinet aura été précédée d'une ample et méthodique consultation des mouvements de résistance dont les chefs n'ont pas tous pu joindre encore la capitale.

(Lire la suite en 2e page)

LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Président	Charles de GAULLE
Ministres :	
Justice	Fr. de MENTHON
Aff. étrangères	René MASSIGLI
Intérieur	Emman. d'ASTIER
Travail et Prév.	Adrien TIXIER
Guerre	DIETHELM
Ravitaillement	GIACOBI
Colonies	René PLEVEN
Air	Fernand GRENIER
Marine	Louis JACQUINOT
Education nat.	René CAPITANT
Prison., Déportés	Henri FRENAY
Information	Henri BONNET
Communications et Marine march.	René MAYER
Economie nat.	MENDES-FRANCE
Finances	LEPERCQ
Production industr.	Robert LACOSTE
Agriculture	TANGUY-PRIGENT
Ministres d'Etat	André PHILIP
	Henri QUEUILLE
	François BILLOUX
En mission	Jean MONNET
Régions libérées	A. LE TROQUER
Régions occupées	Alex. BARODI

STANDARDISATION *absolue*

Ce mot d'ordre règle toute la vie DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

par Claude BLANCHARD

Nous avons vu les soldats américains arriver parmi nous, nullement grisés par leur foudroyante victoire, simples comme des ouvriers qu'on surprend au milieu de leur travail et qui, lorsqu'on admire leur talent, répondent : « Ce n'est pas si difficile que ça... Allons prendre un verre. »

Le cuisinier Sammy n'a rien de commun avec nos cuistots. En principe, il se contente de faire réchauffer ses conserves.

Mais, dans notre imagination, ils étaient tout de même parés du prestige que garderont, longtemps encore, aux yeux des « vieux pays » les hommes du Nouveau Monde, ceux qui viennent du pays des dollars, comme chante une de nos opérettes populaires.

Une nation optimiste

A travers eux, nous retrouvons cette vision que nous avions, de l'Amérique avant la guerre et qui nous est plus précieuse encore aujourd'hui, après quatre années de cafard allemand : la vision d'une nation optimiste, de la vie facile, où tout un chacun s'en fourre jusque-là, au prix standard et minimum grâce au bien-être climatisé, hygiénisé, frigidarisé et à la rigolade pour tous, qui cascade du haut en bas de prodigieux gratte-ciel.

Certaines histoires un peu trop conventionnelles nous montrent ainsi les fils des Sammies de 1918, apportant avec eux, en campagne, tout ce que l'ingéniosité du Continent neuf a pu inventer pour l'agrément du militaire. On se dit que des hommes si gentils — dont le chewing gum déforme le sourire — des hommes qui s'en vont, les cuisses à l'aise dans de si frustes pantalons et dont le casque bascule sur la nuque au moindre coup de soleil, ne s'en font pas le moins du monde.

Hors des dangers du combat, on les imagine retrouvant, entre eux, dans leurs campements, une Amérique confortable, à laquelle ne manqueraient même pas les appareils automatiques, capables d'arrêter la cuisson d'un rôti, pendant qu'ils vont régler le sort de quelques régiments adverses.

Je suis allé voir de près la vie du soldat américain. J'en rapporte un témoignage tout différent et je peux vous assurer tout de suite que si nos libérateurs semblent voir la vie en rose, ils ont à cela beaucoup de mérite.

Puisque la censure militaire nous remet sous le régime du fameux *quelque part en France*, je ne me servirai pas d'une autre expression pour situer l'endroit où je suis allé. Pourtant nos excellents amis MM. les Censeurs des Services de Presse alliés — que je salue en passant comme de vieilles connaissances, faites du temps où, sous l'uniforme britannique, je racontais dans nos journaux quelques épisodes de 1939-1940 — MM. les Censeurs alliés, dis-je, me permettront, au nom de nos vieilles relations, d'ajouter que ma visite aux troupes américaines, avait lieu dans les environs de Paris, sous les ombrages d'un parc. Qu'ils se rassurent, le secret militaire demeure bien gardé puisqu'il existe, autour de la capitale, plusieurs beaux jardins à la française.

A bord d'une Jeep

Une « Jeep », une de ces petites voitures déjà si connues du public, m'emporta à travers bois. Je dois d'abord vous confier que ce voyage, pour bref qu'il fut, ne me parut pas très drôle. Les « jeeps » sont très agréables pour les jeunes filles françaises qui se promènent sur les boulevards à côté d'un « doux cœur » de rencontre. Mais qu'on aille un peu sur la route ! La « jeep » devient alors une sacrée petite machine diabolique. Sans pare-brise, à cent vingt à l'heure, le malheureux pékin étouffe, il voit son imperméable se changer en montgolfière et si, d'aventure, les virages sont un peu serrés, il doit se cramponner à la carabine ou bien au bout du nez du conducteur, pour ne pas être projeté par dessus la petite courroie qui tient lieu de portière. J'ai constaté, d'ailleurs, que le gros soldat qui nous pilotait, pleurait lui aussi toutes les larmes de son corps à cause du vent. Et cela me rendait courage.

Dans une grande trouée de verdure, tirée au cordeau sur un beau ciel écumeux, j'ai découvert ceux que je cherchais. Etrange rencontre que celle de tous ces garçons, frais émoulus de leur civilisation d'avant-garde, dans des chemins forestiers où chaque feuille rappelle un souvenir des chasses à courre du XVIIIe siècle.

Le coiffeur opérait près d'un chêne séculaire. Il brandissait sa tondeuse et, du fond de ses narines, criait à son patient : « Say Johnny, shall I give you a cow-boy-cut ? » (Est-ce que je te fais une coupe à la cow-boy ?) Les fantômes des courtisans poudrés de Louis XV devaient sourire sous la ramée. Par hasard, le tondu parlait le français. Je lui dis :

(Lire la suite en 2e page)

Une enquête de Georges LE FEVRE

« On me plongeait la tête dans une baignoire

et on me ranimait ensuite avec un nerf de bœuf »

Vais-je le nommer ?

Vais-je publier un nom alors qu'il faudrait en citer dix mille ?

Ce Français eut pu être vous ou moi. Ecoutons-le. Ecoutons cet homme de la rue devenu l'homme de la geôle.

— Le 21 mars dernier. Un soir. Il est 10 heures. On sonne. Un bruit de voix emplit l'antichambre. J'entends : « Nous le trouverons bien ! ». Et presqu'aussitôt la porte de mon bureau s'ouvre avec fracas. Ce n'est pas une entrée. C'est une irruption. Quatre hommes en chapeau mou et gabardine ont bondi. Avant que j'aie eu le temps de me ressaisir, j'ai des menottes aux mains et des entraves aux pieds.

— De quel droit ?...

Mais un coup de cravache en plein visage m'interdit toute autre question. Voilà leur truc. Le but est tout d'abord, de terroriser la victime pour la faire parler. Mais ce traitement n'aboutit pas toujours au résultat escompté. Chacun de nous a ses réactions. Moi, je n'ai jamais pu parler dans la souffrance. J'ai plutôt tendance à me « concentrer ».

— Inutile de sucer ta langue. On sait tout. Voilà plus de quatre mois qu'on te cherche... Schweinkopf! (tête de cochon).

Je hausse les épaules. Ce geste me vaut un solide coup de poing et un nouveau coup de cravache dans la figure. Vous remarquerez le tutoiement et l'argot policier truffé de mots allemands: *Schnell... schnell...* (vite!... allons, vite...).

Car tout se fait à la bousculade: l'irruption dans l'appartement, le piquage de la victime, le bouleversement rapide des papiers, le jeu des commutateurs pour faire de la lumière, le plus de lumière possible (en mars dernier, on avait encore du courant), tous ces gestes, toutes ces manœuvres brutales entrecoupés de sourires entendus, de légers sifflements, toute cette mise en scène, tout cela est froidement et minutieusement étudié.

— Ensuite ?

— Le chef de la bande ajoute : « Tu peux dire adieu à ta femme! » Je réponds : « Vous me laisserez tout de même prendre une valise! » « Ia! ». Et comme ma femme, blanche d'émotion apparaît dans l'encadrement de la porte, le policier se tourne vers elle : « Préparez-lui une valise... Schnell !...

Entravé, l'homme n'est déjà plus qu'un colis. On l'a déjà copieusement cravaché. « Parleras-tu ? » Et comme je veux répondre, on me cravache à nouveau. Puis on m'emballe dans la voiture.

Mes menottes me faisaient mal. Ce sont des menottes spéciales qui se resserrent sur les poignets lorsqu'on s'efforce de les dégager. J'avais une lèvre fendue. Je m'en aperçu parce qu'un filet de sang me coulait sur le menton. Mais je ne souffrais pas. J'étais considérablement excité. Le régime de mon moteur humain s'était modifié. Disons que, de 300 tours, je tournais à présent à 3.000 tours.

(Lire la suite en 2e page)

M. LACOSTE, *ministre de la Production nationale* ANNONCE :

GAZ : Une heure par jour à partir de jeudi.

Métro et Electricité : Peut-être avant trois semaines.

Le ministère de la Production a annoncé aux Parisiens qu'à partir de jeudi le gaz serait émis dans l'agglomération, de 19 à 20 heures en semaine, et de 12 à 13 heures le dimanche. Ce résultat n'a été rendu possible que par le geste du général Rogers.

Les autorités américaines prélèveront sur leur stock de guerre, soit sur les prises de guerre allemandes, soit sur leur stock propre, les 150 mètres cube de gaz oil nécessaires chaque jour pour l'enrichissement du gaz à l'eau, que les compagnies gazières peuvent produire avec le stock restant disponible en coke dans la région parisienne. Ce stock et ce prélèvement de gaz oil permettront de distribuer le gaz aux abonnés domestiques dans Paris pendant environ une heure par jour.

La réouverture des robinets de conduite montante doit commencer dans la journée du mardi 5 pour être terminée le jeudi 7 septembre à 18 heures. La distribution du gaz à pression normale commencera donc le jeudi 7 septembre à environ 19 heures.

Par mesure de sécurité, la compagnie du gaz de Paris fait afficher un avis aux usagers du gaz indiquant les précautions à prendre en vue de cette réouverture.

Mais attention. Ce gaz devra être entièrement réservé à la consommation domestique. Si la consommation dépassait le volume de la fabrication, un nouvel arrêt de la distribution deviendrait nécessaire.

M. Robert Lacoste a bien voulu nous commenter sa communication à la presse en soulignant combien le Gouvernement était reconnaissant de l'aide américaine qui apportera aux ménagères un soulagement précieux.

La question de savoir quand le gaz pourra nous être rendu normalement est naturellement restée sans réponse.

— Problème d'ordre militaire, déclare le ministre. Il y a beaucoup de charbon sur les carreaux des mines du Nord, mais il faut rétablir les lignes et les transports. Et il se passera encore du temps avant que ceux-ci soient restaurés et qu'ils ne soient plus entièrement affectés aux besoins des troupes. Patientez encore quelques semaines. Il est déjà bien que nous ayons pu rétablir une heure de gaz. Il y a quelques jours, nous n'osions envisager un tel résultat...

L'électricité et le métro

Et l'électricité, monsieur le Ministre ?

— Pas de date précise à vous fournir. Nous faisons au Gouvernement tout notre possible pour satisfaire les besoins vitaux, mais tout dépend du moment où seront rétablies les connexions avec les centrales du Massif Central. Il faut aussi remettre en état les usines thermiques du Nord.

Si, comme nous le croyons, les installations du Nord ne sont pas gravement endommagées, la situation de l'électricité s'améliorera à brève échéance.

Dès qu'on aura pu rétablir les transports, on pensera alors au métro.

Le ministre s'est refusé à indiquer à quelle date, même approximative, celui-ci pourrait de nouveau circuler. Nous croyons, personnellement, à la possibilité de reprendre le métro dans trois semaines, peut-être même avant. Mais il s'agit, encore une fois, d'une simple impression...

à.,-tiaelaosdrét

PARIS *aura bientôt* son Conseil municipal

Parallèlement au problème gouvernemental, une question retient l'attention des Parisiens : celle du régime administratif et politique de la capitale. Qui va siéger à l'Hôtel de Ville ? Quelle assemblée ? Et quand ?

Avant de répondre, jetons un rapide coup d'œil en arrière.

Le système de Vichy

Jusqu'à l'été de 1940, Paris était administré par un Conseil municipal de 90 membres. Là-dessus, la politique vichyssoise s'instaure et le régime de l'arbitraire et du souverain plaisir commence. On décrète l'exclusion de tous les conseillers municipaux patriotes et antiallemands, communistes, socialistes durs, démocrates populaires et autres individus considérés par Pétain et ses amis comme peu recommandables. A la place de ces élus du peuple, on installe, toujours par décret, Pierre, Paul, Jacques, Jules... ou Judas, tous les amis. Parfois même on joue le mauvais tour à d'honnêtes citoyens de les nommer sans leur avoir demandé leur avis. Tel est le cas, par exemple, pour MM. Allemane et Depreux qui s'empressent, bien entendu, de démissionner. Et la fête commence sous la présidence des Trochu (participe passé, disait Victor Hugo, du verbe Trop-Choir) et des Taittinger. L'Hôtel de Ville n'est plus qu'une succursale de la Kommandantur.

Et pendant ce temps-là...

Mais pendant ce temps-là, dans la clandestinité, se constituait le Comité Provisoire de la Libération Parisienne, composé de 17 membres, dont l'activité s'exerçait surtout par l'intermédiaire d'un bureau exécutif de 6 membres.

A côté de ce comité se groupaient des élus parisiens, exclus par Vichy, notamment d'anciens présidents du Conseil Municipal ; ils jugeaient qu'au jour de la délivrance leur place naturelle serait à l'Hôtel de Ville puisqu'ils étaient des élus.

(Lire la suite en 2e page)

Est-ce de la soupe, est-ce du rata ? Il faut le demander... en « américain » aux spécialistes de la roulante qui s'apprêtent à distribuer les rations.

Les biens de Pierre Laval sont confisqués

Tous les biens de M. Pierre Laval ont été confisqués. Le château de Chateldon, la source d'eau minérale Sergentale, l'hôtel particulier de la villa Saïd, la propriété d'élevage de Bagnoles-de-l'Orne, le journal « Le Moniteur » et les imprimeries Mont-Louis représentent une grosse fortune immobilière qui va faire retour à la communauté nationale.

Certes, M. Pierre Laval doit avoir pris ses précautions. Une partie, la plus grande, de cette scandaleuse fortune acquise par de louches combinaisons d'affaires où le trafic d'influence a tenu une large part est sûrement à l'abri dans les banques des pays neutres.

Mais il n'y a pas que l'argent, cet argent qui a été la passion de M. Laval, il y a sa personne. C'est dans celle-ci qu'il doit être frappé.

A quand l'arrestation et la mise en jugement de Pierre Laval ?

AU PALAIS CHAILLOT

DIMANCHE

« HORACE »

Enfin, les Parisiens retrouvent leurs spectacles. Après avoir — pour des raisons de sécurité — attendu quelque temps, M. Bourdet, comme nous l'avons annoncé hier, a pris la décision d'autoriser les salles « lumière du jour », à ouvrir leurs portes samedi.

Nous allons retrouver, à quelques modifications près, les programmes de la période héroïque, où l'électricité défaillante avait été remplacée tant bien que mal par cette pâle clarté qui tombait des cintres. Nous aurons des music-halls avec des spectacles de variétés.

Il ne saurait être question, pour l'instant, de revues à grand spectacle. On juge, en haut lieu, préférable de ne pas donner à nos hôtes une idée fausse de ce genre éminemment parisien qui, évidemment, perd beaucoup en perdant la fée électricité, sans qui les décors et les mannequins ne seraient que ce qu'elles sont.

Nous aurons aussi les théâtres dont les salles ou scènes offrent des facilités d'éclairage, les troupes constituées qui vont se produire dans des cinémas de quartier, et enfin ce qui est tout indiqué : des représentations en plein air. La Famille du spectacle avait déjà organisé, avant la libération, quelques représentations qu'elle va reprendre au jardin du Palais de Chaillot où l'on annonce « Horace » pour dimanche, et dans la cour de la Sorbonne où continuera de se dérouler la série des grands concerts classiques, sous la direction de M. Giordino.

Bien entendu, toute autorisation reste subordonnée à la question de l'épuration. En dehors des cas flagrants, des cas de trahison qui ne prêtent à aucune équivoque, voici deux cas précis pouvant entraîner l'exclusion : s'être inscrit à un groupe collaboration ; avoir participé à des émissions de propagande ou à forme tendancieuse.

LÉOPOLD II

roi des Belges recouvrera ses pouvoirs sitôt libéré

LONDRES, 5 septembre. — L'un des premiers actes du gouvernement belge, lors de son retour à Bruxelles, sera de présenter au Parlement un rapport sur son activité depuis mai 1940.

Ensuite, si le roi des Belges a été libéré, le cabinet actuel démissionnera. Au cas où le souverain serait toujours prisonnier en Allemagne et si sa captivité paraissait devoir se prolonger, le Parlement sera convoqué dans le but d'élire un régent, le roi ou son représentant, aux termes de l'article 82 de la Constitution, étant seul qualifié pour nommer et légitimer le gouvernement.

Le président du Conseil, Hubert Pierlot, a d'ailleurs défini la position du roi, le 12 juillet dernier, en précisant que le souverain recouvrera ses pouvoirs du fait même de sa libération. Léopold II a, en effet, refusé d'exercer ses fonctions sous l'occupation ennemie et sa détention en Allemagne ne modifie en rien cette situation de principe.

UNE VOIX *crie à l'aide pour Varsovie*

LONDRES, 5 septembre. — Dans un ordre du jour adressé à l'« Armée Polonaise de l'Intérieur », le général Sosnokowsky, chef des forces armées polonaises dépendant du gouvernement polonais de Londres, déclare que le peuple de Varsovie est abandonné à lui-même.

Il y a là, a-t-il ajouté, quelque chose d'inexplicable lorsqu'on évoque la puissance considérable dont disposent les Alliés. La perte par les forces aériennes alliées de 27 avions au-dessus de Varsovie en un mois est insignifiante, surtout si l'on se souvient que l'aviation polonaise a perdu 40 % de ses effectifs dans la bataille de Grande-Bretagne. Si le peuple de Varsovie doit périr sous les ruines de ses maisons, s'il est victime d'un massacre général à force d'indifférence et de passivité, la conscience du monde entier sera chargée d'une faute inexpiable et sans précédent dans l'Histoire.

D'autre part, l'agence allemande Transocéan annonce que les patriotes polonais, qui se sont rendus à Varsovie, seront traités comme prisonniers de guerre.

LES ALLEMANDS SE PRÉPARENT *à évacuer le Danemark*

LONDRES, 5 septembre. — La radio suédoise annonce qu'à Copenhague les bureaux des administrations allemandes ont commencé à brûler leurs papiers et leurs archives. On a donné l'ordre aux femmes et aux enfants de quitter Copenhague avant le 15 septembre. La radio suédoise ajoute : « Ces mesures prises par les Allemands, et d'autres encore, semblent indiquer que les autorités allemandes veulent être sûres de ne pas se trouver isolées si un soulèvement se produit au Danemark, accompagné d'un effondrement de l'Allemagne.

SOUS LE CONTROLE DE MOSCOU

La Finlande et la Bulgarie désarment les unités allemandes

LES opérations militaires ont pris fin sur tout le territoire finlandais ; la nouvelle en était donnée hier par le gouvernement d'Helsinki. A son tour, le Kremlin a fait savoir qu'il avait donné l'ordre de cesser le feu.

On sait que l'évacuation des forces allemandes (on dit même que près de 20.000 Allemands, démoralisés, tentent de gagner la Norvège), a commencé et que les négociations pour la paix ne pourront commencer, à Moscou, que lorsque cette évacuation aura été totale et définitive, et cela avant le 15 septembre, date limite exigée par la Russie.

De même, les navires allemands mouillés dans les ports finlandais ont appareillé immédiatement pour regagner des ports allemands. Cependant, un revirement semble s'opérer dans l'attitude de Berlin et, selon certaines émissions, les Allemands auraient pris en Finlande des mesures rapides et pris des « précautions » sur certains points stratégiques.

Que signifie cela ? L'Allemagne tente-t-elle de revenir sur sa décision et de retarder l'évacuation de ses forces afin d'empêcher la Finlande de tenir sa parole vis-à-vis de Moscou ?

Quoi qu'il en soit, les représentants finlandais à Berlin et nazis à Helsinki regagnent leur pays, suivis de leur colonie, et le peuple finlandais manifeste sa joie d'être débarrassé d'un « ami » aussi coûteux et ingrat. Selon l'opinion même du premier Hackell, on ne sait rien encore de précis concernant les conditions exigées par Moscou à l'égard de la Finlande.

Toutefois, on affirme de Moscou que la Finlande conserverait son indépendance, réduite aux frontières de 1940 et que la Russie exigerait, en outre, d'elle une indemnité plus élevée correspondant aux frais entraînés par l'offensive d'été soviétique.

En Bulgarie

La situation de la Bulgarie est stagnante. La délégation de Sofia marque toujours le pas au Caire et l'on attend avec beaucoup de réserves, à Moscou, à Londres et à Washington, que la Bulgarie rompe effectivement avec Berlin et que, abandonnant une neutralité de mauvais ton, elle s'engage résolument aux côtés des Alliés. On signale à ce sujet que des unités soviétiques pourraient coopérer prochainement au désarmement des troupes allemandes de Bulgarie, afin de précipiter les événements dans ce secteur.

La Roumanie rompt avec la Hongrie

BERNE, 5 septembre. — Selon une dépêche émanant de l'agence Reuter, et non confirmée, la Roumanie a rompu ses relations diplomatiques avec la Hongrie.

Cette mesure, qui n'étonnera personne, puisque l'armée roumaine a déjà envahi la Transylvanie, aurait été motivée par le récent discours du général Lakatos, Premier hongrois, encourageant le peuple hongrois à soutenir jusqu'au bout l'effort de guerre allemand.

Le roi Michel ressuscite la Constitution de 1923

LONDRES, 5 septembre. — On apprend de Bucarest que le roi Michel vient de remettre en vigueur la Constitution démocratique de 1923. Tous les pouvoirs dictatoriaux établis par Antonesco ont été abolis ; les décrets contre les Juifs ont été abrogés. Un certain nombre de collaborateurs d'Antonesco ont été arrêtés.

sera traîné.

Les biens de Pierre Laval sont confisqués

Tous les biens de M. Pierre Laval ont été confisqués. Le château de Chateldon, la source d'eau minérale Sergentale, l'hôtel particulier de la villa Saïd, la propriété d'élevage de Bagnoles-de-l'Orne, le journal « Le Moniteur » et les imprimeries Mont-Louis représentent une grosse fortune immobilière qui va faire retour à la communauté nationale.

Certes, M. Pierre Laval doit avoir pris ses précautions. Une partie, la plus grande, de cette scandaleuse fortune acquise par de louches combinaisons d'affaires où le trafic d'influence a tenu une large part est sûrement à l'abri dans les banques des pays neutres.

Mais il n'y a pas que l'argent, cet argent qui a été la passion de M. Laval, il y a sa personne. C'est dans celle-ci qu'il doit être frappé.

A quand l'arrestation et la mise en jugement de Pierre Laval ?

DIMAN

LES TUEURS DE LA RUE LAURISTON

Des repris de justice notoires formaient l'état-major de Lafont-Bony

L'enquête menée par la section spéciale de la police judiciaire sur la bande des tueurs de la rue Lauriston promet des révélations sensationnelles.

La personnalité des deux chefs, Lafont-Chamberlin et Bony, qui ont été arrêtés grâce à l'action décisive de l'inspecteur principal Morin, de ses collègues et des corps francs, est bien connue. Mais ces deux sinistres personnages étaient entourés d'un état-major composé de repris de justice notoires, auxquels des grades avaient été conférés chez les S.S. Les noms de ces bandits, quand ils seront révélés, rappelleront au public quelques-unes des plus retentissantes affaires criminelles de ces dernières années. Il y a parmi eux des policiers marrons, des financiers véreux, des cambrioleurs, des spécialistes de l'agression à main-armée ou de la falsification des billets de banque.

Beaucoup d'entre eux, condamnés par les tribunaux français et détenus dans des prisons parisiennes, avaient été libérés après l'arrivée des Allemands à Paris. Parfois, la Gestapo leur avait même restitué le produit de leurs vols.

Le travail officiel de la bande consistait principalement à opérer les perquisitions demandées par les Allemands. Mais ils cherchaient aussi, sous le couvert de la Gestapo, à travailler pour leur propre compte.

Ce qu'il faut souligner, c'est que les premiers et remarquables succès obtenus par la police judiciaire sont dus aux recherches menées depuis longtemps par les policiers patriotes.

VERS UN cabinet d'union

(*Suite de la première page*)

Car le provisoire actuel n'est pas

LE RAVITAILLEMENT

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. TAITBOUT 70-80
QUOTIDIEN DU MATIN FONDÉ EN 1941 2 Fr.
Quatrième année. — N° 178
Mercredi 6 septembre 1944
250e jour de l'année. - Demain : St Cloud

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Sept étoiles c'était beaucoup, mais pas assez pour tuer la République !

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

Lille et Anvers libérés. Les Alliés devant Rotterdam

Pourquoi "France libre" ?

C'EST une banalité de dire qu'un titre est un programme; mais jamais titre ne correspondit mieux à un programme que le nôtre : c'est en pleine bataille que nous l'avons lancé; c'est sous le double esclavage de Vichy et du boche que nous avons clamé notre foi dans la liberté. Jusqu'au débarquement du 6 juin, nous étions simplement « CEUX DE LA LIBERATION »; dès qu'une parcelle de la France continentale s'est trouvée délivrée, nous avons pris ce beau nom : « FRANCE LIBRE ». Mais cela, c'est le passé; regardons l'avenir.

FRANCE LIBRE, cela veut dire, évidemment, France dont le dernier boche a été chassé;

Mais aussi, FRANCE LIBRE de ses amitiés comme de ses alliances;

FRANCE LIBRE, devant le fer des peuples forts et devant l'or des peuples riches;

FRANCE LIBRE aussi dans ses manières de penser, dans ses espoirs, dans ses volontés réalisatrices;

FRANCE LIBRE, dans chacun de ses enfants, qui choisiront eux-mêmes la voie où s'épanouiront leur esprit et leur génie.

Car c'est surtout de cela qu'il s'agit.

Loin de nous l'idée de mépriser l'importance du progrès technique et le bien-être qu'il apporte à la vie humaine.

Mais la civilisation elle-même ne serait que malédiction si elle aboutissait à former en série les hommes tous pareils, rouages d'une machine ou pions d'un échiquier, allant et venant comme des automates, sentant de même comme les robots d'un monde nouveau, ne sachant que les dires officiels, ne jugeant que selon la propagande organisée, ne pensant que d'après les pensers de leurs gouvernants.

Ce qui fait la beauté d'un jardin, c'est la variété des fleurs; ce qui fait la grandeur d'une humanité, c'est la diversité des esprits qui la peuplent; le meilleur régime est celui qui, arrachant l'homme à la servitude de la matière, favorisera le mieux le libre développement de l'intelligence et du cœur.

La France que nous voulons créer ne sera pas seulement libre dans son territoire et dans ses activités, mais dans l'âme même de chacun de ses enfants.

AYME-GUERRIN.

CIEL DE PARIS

par le lieutenant-pilote RENÉ de NARBONNE

Cela commença le vendredi 25 août vers 8 heures du matin.

Les blindés de Leclerc, venant d'Arpajon et d'Etampes, traversaient la Croix-de-Berny et Antony : trois voitures portant les cocardes et dont l'une arborait le fanion du général Valin se glissèrent au milieu ces convois et, tandis que l'on tiraillait sur l'avenue d'Orléans, embouquèrent le boulevard Brune et mirent le cap sur le Ministère. Quelques minutes plus tard, l'échelon roulant du commandement de l'Air avancé s'engageait dans leur sillage sur les boulevards extérieurs au milieu d'une foule surprise d'abord, puis bientôt enthousiaste.

« Au drapeau »

De bouche en bouche on se passa comme un mot d'ordre : « L'aviation rentre chez elle, ils sont au ministère de l'Air » et, lorsque devant le P.C. les F.F.I. qui, depuis Chartres accompagnaient et protégeaient notre état-major, présentèrent leurs armes encore brûlantes — ils avaient tiraillé tout au long de la route — ce fut une minute d'une poignante émotion. Les trois couleurs montèrent au mât de la cour d'honneur, fixées par un pompier qui s'y était hissé, et lorsque le général Valin commanda « Au drapeau », du haut d'une fenêtre proche, descendit sur la foule recueillie la sonnerie rituelle, suivie d'une vibrante « Marseillaise », reprise en chœur par tous les assistants. Un avion de liaison de l'armée Leclerc survolait au même instant Issy-les-Moulineaux et, sur le boulevard Victor, les premiers camions français roulaient déjà aussi.

Quelques heures plus tard, au Carlton, devenu l'hôtel de l'Air interallié, nous évoquions les heures tragiques de juin 40 où nos ailes avaient été balayées du ciel de France, soudain obscurci de croix noires et un projet audacieux germa dans nos cœurs.

Le vendredi 1er septembre, un « Goéland », aux ailes et au fuselage frappés de la cocarde, portant sur son empennage l'insigne de la croix de Lorraine, décollait du terrain historique d'Issy-les-Moulineaux. C'était le premier remis en état des appareils Caudron que les Allemands devaient emmener dans leur fuite et que, dans leur déroute, ils avaient laissés sur la piste.

Souvenir inoubliable

J'ai eu l'honneur d'effectuer ce premier vol au-dessus de Paris libéré à bord d'un avion français, portant nos couleurs et monté par des Français : ce sera pour moi un souvenir inoubliable qui effacera bien vite en ma mémoire celui du 1er septembre 1940 où, sur le terrain de Bizerte-Sidi-Ahmed, on nous enleva au retour d'un essai nos Potez-63 pour les stocker honteusement sur l'ordre d'une commission d'armistice italienne !

Tandis que nous roulions sur le terrain, le chef-pilote Raymond Delmotte me montrait le monument commémoratif du premier kilomètre d'Henry Farman et il me sembla que l'aigle qui le somme et dont, toutes grandes, s'ouvrent les ailes, symbolisait magnifiquement le nouvel essor de notre aviation dans notre ciel de France et que la minute que nous vivions revêtait réellement un caractère de solennité.

Au poste second-pilote, le lieutenant-colonel Gaujour, qui, le premier des nôtres, était arrivé en France avec le corps allié de débarquement, savourait pleinement la joie souveraine d'embrasser d'un coup d'œil ce Grand Paris où voici deux ans à peine il se terrait, traqué par la Gestapo. Delmotte bascula son bimoteur sur la droite et le bout de l'aile semblant prendre pour pivot le dôme des Invalides, nous vîmes monter vers nous toute la ville en fête.

Et dans nos cœurs, emplis d'une joie surhumaine, mêlée d'orgueil et de regret — car nous nous sentions bien indignes du rôle magnifique que nous jouions — le flot d'un enthousiasme délirant déferla, submergeant tout autre sentiment.

« Montrer les cocardes »

A 50 mètres, en dépit de toutes les consignes, nous attaquions maintenant la voie triomphale qui monte vers l'Etoile et, après ce premier hommage à l'Inconnu, nous reprîmes possession de notre ciel.

Rue par rue, quartier par quartier, monument par monument, effaçant de l'ombre de nos ailes la souillure infâme des ailes allemandes, nous avons écrit le mot « France » dans le ciel de notre Paris. Je me souviendrai toujours que, la gorge serrée, incapable d'articuler une parole, je me ressassai intérieurement ces mots qui concrétisaient pour moi notre mission de ce jour de joie exaltante et pure : « Montrer les cocardes, montrer les cocardes ».

Ils les ont vues sous tous les angles nos trois couleurs, les Parisiens, car l'avion, manié de main de maître, s'inclinant d'un bord sur l'autre, de Montparnasse à Clignancourt et de Neuilly à Montreuil, inscrivit au-dessus de la ville la devise de notre blason : « qui porte d'argent et de gueules sur fond d'azur ».

Puis ce fut la tournée des terrains dévastés de la banlieue tragique et lorsque après un dernier virage sur Versailles le « Goéland » revint à son nid d'Issy-les-Moulineaux, nous avions conscience d'avoir d'un seul coup d'aile repris vraiment possession de notre ciel, prêts à le défendre et aussi à en conquérir d'autres.

Les coups de feu tirés le 26 août devant Notre-Dame font l'objet d'une information judiciaire

On sait qu'un inconnu déchargea son revolver dans la direction du général de Gaulle

M. Berry, juge d'instruction, a été chargé d'ouvrir une information contre inconnus, pour assassinat et tentative d'assassinat.

Cette enquête vise les individus qui, perdus dans la foule, tirèrent sur cette dernière et dans la direction du chef du G.P.R.F., le samedi 26 août, devant la cathédrale Notre-Dame.

Des nombreux témoignages recueillis par la police, il résulte que les premières balles semblent avoir été envoyées par un homme portant un faux brassard F.F.I. et placé au coin du parvis et de la rue d'Arcole. A partir de cet instant, des coups furent tirés d'un peu partout, parmi la foule et jusqu'à l'intérieur de l'église.

Les victimes sont moins nombreuses qu'on avait pu le craindre tout d'abord. Les auteurs de l'agression sont recherchés, non seulement pour assassinat et tentative d'assassinat, mais aussi en vertu de l'article 75 du code pénal réprimant la trahison en temps de guerre.

Le Préfet de la Seine s'est adressé aux Parisiens par la radio

M. Marcel Flouret, préfet de la Seine, [illegible] notamment :

« Je viendrai périodiquement, a-t-il dit tout d'abord, vous entretenir en toute simplicité et en toute franchise des difficultés que nous rencontrerons et des mesures que nous prendrons pour les surmonter. »

Le préfet a ensuite rappelé les jours glorieux que nous venons de traverser et a rendu hommage aux F.F.I., aux Parisiens et au personnel des services publics. Il a poursuivi en indiquant quelles sont les perspectives pour le gaz, l'électricité, le métro et le ravitaillement.

Après avoir confirmé la bonne nouvelle concernant le gaz, il a déclaré que le régime actuel de l'électricité ne pourra pas être amélioré tant que les connexions avec les sources d'énergie du Centre n'auront pas été rétablies.

« Mais nous savons, a-t-il ajouté, et c'est un point important, que les barrages du Massif Central sont intacts. Il ne s'agit plus que de remettre en état les lignes à haute tension qui amènent le courant.

« Pour le métro, le même point d'interrogation reste posé. Quand nous aurons du courant, nous rétablirons sans délai le métro, sans lequel l'agglomération parisienne ne connaît qu'une vie précaire.

« Vous dirai-je encore que le ravitaillement s'améliore ? Sans doute, sommes-nous encore loin de fournir à tous le minimum vital. Mais nous allons progressivement nous en rapprocher : bientôt, des pommes de terre en abondance : 1 kilo tous les cinq jours ; des arrivages réguliers de légumes, et j'ajoute, à un peu plus longue échéance, une augmentation de la ration de pain. »

Et le Préfet de conclure :

« Nous ne cherchons pas à grossir ces premiers résultats de nos efforts. Il reste beaucoup à faire. Mais, pour mener à bien cette tâche, nous avons besoin de vous. »

Et il termine en demandant aux Parisiens de rester unis.

1.496 résistants tués 7.552 blessés sur les barricades ou à l'assaut des fortins allemands

D'après les renseignements recueillis par le professeur Pasteur Vallery-Radot, secrétaire général à la Santé publique, le nombre des résistants tués au cours de la libération de Paris s'élève à 1.496, tandis que celui des blessés atteint 7.552. Les hôpitaux de l'Assistance publique ont, pour leur part, recueilli 3.172 blessés et 676 tués, tandis que les hôpitaux privés recevaient 4.300 blessés et 820 tués.

Pendant la « Semaine Héroïque » un service médical a fonctionné auprès de chacune des unités de résistance et dès la disparition de Paris des praticiens allemands, les médecins français de la Résistance ont aussitôt assuré la relève et donné leurs soins aux malades et blessés de l'armée allemande.

Les biens de Laval sont confisqués

Pierre Laval débuta à Paris bien modestement. Il nous souvient qu'il habitait, vers 1910, un modeste entresol à l'entrée du faubourg Saint-Martin...

Depuis, il a fait fortune et il a habité à l'hôtel Matignon.

Ce n'est point la profession d'avocat qui l'a enrichi, et pourtant il possède une grosse fortune et d'importants biens.

Ceux-ci ont été confisqués en attendant leur retour à la communauté nationale.

Parmi les « biens » de cet ex-pauvre on cite : Le château de Châteldon, la source d'eau minérale Sergentale, l'hôtel particulier de la villa Saïd, la propriété d'élevage de Bagnoles-de-l'Orne, le journal « Le Moniteur » et les imprimeries Mont-Louis.

Le général de Gaulle reçoit M. Jeanneney

Le général de Gaulle a reçu hier après-midi M. Jeanneney, président du Sénat, avec qui il a longuement conféré.

M. Jeanneney était venu de Grenoble en avion sur l'invitation du chef du gouvernement.

A la présidence du Conseil

Le général de Gaulle a reçu les membres du bureau permanent du Conseil National de la Résistance. Il s'est entretenu longuement avec eux de la situation politique.

Le bureau du C.N.R. a présenté au général de Gaulle l'ordre du jour adopté la veille par l'assemblée et concernant les Forces Françaises de l'Intérieur.

Nous aurons bientôt des chaussures américaines

Beaucoup parmi nous pensaient que les Américains avaient, ces jours-ci, des soucis plus pressants que le ravitaillement de la population française. C'était une erreur.

Malgré les quantités incroyables de troupes et de matériel militaire que les Américains déversent chaque jour sur le continent, ils ont pensé à acheminer vers nous des marchandises de première nécessité. C'est ainsi qu'ils ont expédié à destination de la France un nombre considérable de chaussures — on parle de plusieurs centaines de mille — qui seront bientôt réparties parmi nous.

Le règne des chaussures à semelles de bois et autres ersatz ainsi que celui des chaussures du marché noir à 5.000 francs la paire touchent évidemment à leur fin.

Nul ne s'en plaindra.

Au Bois de Boulogne, des bûcherons abattent des arbres pour subvenir aux besoins des boulangeries parisiennes
(Photo-Presse-Libération.)

PARODIE DE JUSTICE

La procédure arbitraire et expéditive des Allemands

LLs avocats, « déliés » du secret professionnel, étaient teuns de dénoncer leurs clients non collaborateurs

[illegible] *pillés par les barbares, la délation élevée à la hauteur d'un devoir, tous les principes les plus élémentaires de morale foulés aux pieds.*

C'est ce que les boches appelaient la « collaboration ».

Comment se rendait la justice sous le régime nazi ? Comment se faisait l'instruction d'une affaire ?

On nous l'avait dit, on nous l'avait répété souvent et bien des Français se refusaient à y croire, la délation était à la base de la justice. Le prévenu n'avait aucun droit. Objet d'une dénonciation, il était arrêté sans explication, subissait un interrogatoire sommaire, puis était incarcéré au Cherche-Midi ou à Fresnes, en attendant un nouvel interrogatoire, qui n'avait lieu souvent que quelques jours ou quelques semaines plus tard.

×

Les cellules regorgeaient de prisonniers. Elles contenaient parfois deux, trois ou quatre détenus. Défense était signifiée à ceux-ci de communiquer entre eux. La nuit, une petite ampoule électrique éclairait la cellule, pour permettre au factionnaire placé à l'extérieur de regarder de temps en temps par le judas de la porte s'il ne se passait rien d'anormal à l'intérieur. Une pancarte, apposée sur les murs, indiquait qu'il était défendu de parler, de chanter, de crier, même d'appeler, le factionnaire ayant ordre de tirer sans avertissement sur tout délinquant.

×

Les témoins n'étaient pas mieux traités que les inculpés. Si vous étiez l'objet d'une dénonciation, l'arrestation et l'incarcération s'ensuivaient aussitôt.

« De quoi suis-je accusé ? demandait, souvent, un malheureux innocent, à son « juge » d'instruction.

— Mais, de rien ! répondait celui-ci.

— Alors, relâchez-moi !

— Non ! Car vous devez être entendu comme témoin et je dois vous garder à ma disposition.

— Mais, en France, on n'arrête pas les témoins.

— La justice française n'a rien de commun avec la justice allemande ! »

On s'en rendait, hélas ! bien compte.

×

Quant au rôle de l'avocat, il n'était pas de tout repos. Une quinzaine seulement de défenseurs français, sur trois mille que compte le barreau parisien, parlant allemand, car on ne présentait la défense qu'en allemand, devant le tribunal boche, étaient seuls admis à assister — si l'on peut dire — leurs clients et à plaider pour eux.

L'avocat avait une consigne : dénoncer tout client qui conspirait contre le Reich, ou qui détenait des armes, car le secret professionnel pouvait être observé, mais devait être tenu pour nul dès qu'un fait quelconque semblait porter préjudice à l'occupant.

« La sécurité de l'armée allemande est plus [illegible] le secret professionnel », ne cessait-on de répéter aux défenseurs. Celui d'entre eux qui n'observait pas ce principe n'échappait pas à l'arrestation et subissait la même peine que son client, [illegible] cas de celui-ci la comportait.

Un avocat parisien, Me Python, arrêté pour avoir placé au-dessus de tout l'intérêt de son client, resta emprisonné près de trois mois et mourut quelque temps après, n'ayant pu se rétablir des souffrances qu'il avait endurées durant sa détention.

×

Ce fut une stupeur générale dans le barreau parisien le jour où les 3.000 avocats, réunis en « colonnes », reçurent avis d'avoir à passer outre au secret professionnel, si l'intérêt de l'Allemagne l'exigeait.

Les colonnes sont des groupements d'avocats ayant à leur tête un des membres du Conseil.

Dans chaque colonne fut donc lue, par le membre du Conseil président, l'odieuse décision concernant le secret professionnel. Aucun commentaire ne l'accompagna; le silence le plus complet en souligna le mépris.

Léon MOUSSOU.

(Lire la suite page 2)

LA GESTAPO FRANÇAISE

LA BANDE A BONY traquée par les patriotes de la police judiciaire

L'enquête menée par la section spéciale de la Police judiciaire, sur la Gestapo française et sur la bande des tueurs de la rue Lauriston, promet des révélations sensationnelles.

Les deux « salopards », Lafont-Chamberlin et Bony, ont été arrêtés grâce à l'action décisive de l'inspecteur principal Morin, de ses collègues et des corps francs.

Comme *France libre* l'a révélé il y a trois jours, ces deux sinistres personnages étaient entourés d'une bande de tueurs ayant quartier général rue Lauriston et composé de repris de justice notoires, auxquels des grades avaient été conférés chez les S.S.

Les noms de ces bandits, quand ils seront révélés, évoqueront quelques-unes des plus retentissantes affaires criminelles de ces dernières années. Il y a parmi eux des policiers marrons, des financiers véreux, des cambrioleurs, des spécialistes de l'agression à main armée ou de la falsification des billets de banque.

Beaucoup d'entre eux, condamnés par les tribunaux français et détenus dans des prisons parisiennes, avaient été libérés par les Allemands dès leur arrivée à Paris. Parfois, la Gestapo leur avait même restitué le produit de leurs vols.

Le travail officiel de la bande consistait principalement à opérer les perquisitions demandées par les Allemands. Mais comme nous l'avons précisé, ils cherchaient aussi, sous le couvert de la Gestapo, à travailler pour leur propre compte.

Il convient de souligner que les premiers et remarquables succès obtenus par la police judiciaire dans la capture des chefs de la Gestapo française sont dus aux recherches menées depuis longtemps par les policiers patriotes.

Disons que deux sections spéciales viennent d'être créées à la police judiciaire pour permettre de lutter plus efficacement contre les agents français de la Gestapo et les membres de la cinquième colonne. Jouissant d'une très grande autonomie et disposant des moyens les plus importants qu'il soit actuellement possible de mettre à leur disposition, ces sections, composées de policiers au patriotisme éprouvé, sont placées sous l'autorité des commissaires Clot et Levitre.

Le relèvement des salaires

Il prendra effet à partir du 1er septembre

M. Tixier, ministre des Affaires sociales, a reçu les bureaux de la Confédération Générale du Travail, de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens et de l'Union Départementale des Syndicats des Travailleurs. Il leur a confirmé la décision du gouvernement d'accorder aux travailleurs un relèvement provisoire substantiel des salaires. Ce relèvement prendra effet à partir du 1er septembre.

1.500 taxis parisiens ont été mis à la disposition de l'armée américaine. En voici quelques-uns stationnant place de l'Opéra
(Photo-Presse-Libération.)

Aux bouches de l'Escaut

Au moment où nous écrivons ces lignes, les Alliés sont à Anvers; il semble bien que ce grand port — le deuxième d'Europe — soit tombé entre leurs mains presque intact, les docks, en tout cas, le sont; la débâcle allemande a pris un tel caractère de rapidité que les destructions envisagées à la hâte n'ont même pas pu être exécutées. On conçoit de quel secours seront, pour le débarquement des hommes et du matériel alliés, non seulement le port lui-même mais les deux rives de l'Escaut.

Au surplus, une autre question se pose : les Alliés vont-ils se contenter d'utiliser les possibilités qui leur sont offertes d'une irruption directe dans le Reich ? Les Allemands tenteront certainement de se ressaisir sur la ligne Siegfried et sur le Rhin; et qui sait si Eisenhower n'a pas prévu, plus à l'Est, un autre débarquement qui jetterait bas d'un coup toute la défense ennemie ? Eisenhower est un grand chef, mystérieux dans ce qu'il fait comme dans ce qu'il ne fait pas; il n'est pas un de ses gestes qui n'ait pris la Wehrmacht au dépourvu; le passé nous répond de l'avenir immédiat.

COLONEL F.

DERNIÈRE MINUTE

L'U.R.S.S. déclare la guerre à la Bulgarie

Le gouvernement soviétique a déclaré la guerre à la Bulgaria, hier, à 19 heures, les Bulgares refusant de rompre avec les Allemands.

Combats aux environs de Sarrebourg

Il se confirme que les chars américains ont atteint les faubourgs de Strasbourg. Des combats se sont livrés, en territoire alsacien, aux environs de Sarrebourg.

La poussée vers la trouée de Belfort

Toutes les informations alliées et allemandes affirment que la bataille gagne maintenant les abords de la trouée de Belfort. Une forte colonne alliée, au sud de Besançon, avance vers le nord.

Les Anglais en vue de Rotterdam

L'avance des troupes britanniques en Hollande se poursuit. Elles sont en vue de Rotterdam.

En France

Les Allemands ont évacué les Sables-d'Olonne.

Au sud-est d'Aire, à 40 km. de Dunkerque, Lillers a été libéré.

Les groupes blindés polonais approchent de Saint-Omer, qui est à 25 km. de Dunkerque.

Les troupes canadiennes, dans le Pas-de-Calais, ont neutralisé de nombreuses rampes de lancement de V-1.

Les troupes américaines ont occupé Pontarlier, aux abords immédiats de la frontière suisse.

Les forces alliées sont arrivées à 25 km. au delà de Mâcon.

Les F.F.I. se sont emparés de Châtillon-sur-Cher, de Loudun et de Richelieu

Les troupes alliées ont atteint hier Le Villars, à 29 kilomètres au sud de Chalon-sur-Saône et de Tournus et à 88 kilomètres de Dijon. La jonction des troupes alliées du Nord et du Sud de la France ne saurait tarder.

En Belgique

Anvers libéré, les docks sont intacts, les Allemands n'ayant eu le temps de procéder aux destructions [illegible].

En Italie

Dans le secteur de l'Adriatique, les troupes de la 8e armée ont avancé de 9 km. au delà de Rimini. Sur la côte ouest, les troupes de la 5e armée avancent au delà de Pise.

Gênes a été attaqué par des sous-marins allemands.

A la caserne de Reuilly, les F.F.I. qui se sont fait incorporer dans l'armée du général Leclerc, commencent leur instruction
(Photo-Presse-Libération.)

"En voiture, en voiture, pour Chartres et les au delà !"

Un ami me téléphone : « Je vous dis au revoir, je pars dans deux heures pour Avranches. »

— Les trains sont donc rétablis ? De quelle gare partez-vous ? »

Non, les trains ne marchent pas encore, mais à la porte de Saint-Cloud, à côté de la fontaine de droite, on fait de l'auto-stop.

On voit aussi passer de nombreuses voitures de ravitaillement de Paris; l'une d'elles est bourrée de sacs, marqués de la croix gammée. Inutile de demander s'ils contiennent de la farine blanche !

Voici la porte de Saint-Cloud. Autour des fontaines monumentales, c'est le carrousel des voitures qui empruntent les trois grandes avenues de Boulogne en direction de Saint-Cloud, Sèvres et les Moulineaux.

Voici, à l'ancien arrêt des autobus, le point de départ des candidats au voyage vers les pays de cocagne, où abondent les denrées de toutes sortes, et où résident parents et amis. Un gros camion américain passe. « Stop ! » Un monsieur et deux dames parlementent. L'une d'elles bredouille un peu d'anglais.

« Où allez-vous ?

— Aux environs du Mans.

— Vous nous prenez ?

— Yes, yes, vous me servirez d'interprète. »

On embarque une bicyclette et un tandem.

Un autre client demande : « Pouvez-vous me déposer à Saint-Cloud ?

— Mais oui, Versailles, Chartres, le Mans et au delà. »

D'autres encore s'entassent dans le camion, les uns assis, les autres debout. En voilà dix qui partent satisfaits. Demain, il y aura de la joie dans certaines familles.

Les camions se suivent, chargés de voyageurs, et repartent. Les conducteurs échangent des allumettes et des cigarettes U.S.A. contre des cartes postales ou des cocardes, et même contre des baisers. Les jeunes femmes préfèrent se faire enlever par des jeeps, tout le monde est content et les Américains sont joyeux.

Les trains ne circulent pas encore, mais déjà, par toutes les gares routières des portes de Paris, celle de Saint-Cloud en particulier, les Parisiens s'en vont aux champs pour quelques jours.

Paul BOCHIN.

La libre circulation est rétablie sur les territoires libérés et hors des zones de combat

Mais la population est invitée à ne pas effectuer de déplacements inutiles

La libération du territoire est suivie de la liberté de circulation accordée à tous. Seules les zones de combat connaissent des restrictions.

La population comprendra cependant que les autorités militaires insistent auprès d'elle afin que tous les déplacements inutiles soient proscrits, les routes devant être, autant que possible, réservées aux convois militaires et aux combattants qui circulent du front vers l'intérieur et vice-versa, ainsi qu'aux transports officiels dont dépend la vie du pays.

LA GESTAPO FRANÇAISE

LA BANDE A BONY traquée par les patriotes de la police judiciaire

L'enquête menée par la section spéciale de la Police judiciaire, sur la Gestapo française et sur la bande des tueurs de la rue Lauriston, promet des révélations sensationnelles.

Les deux « salopards », Lafont-Chamberlin et Bony, ont été arrêtés grâce à l'action décisive de l'inspecteur principal Morin, de ses collègues et des corps francs.

Comme *France libre* l'a révélé il y a trois jours, ces deux sinistres personnages étaient entourés d'une bande de tueurs ayant quartier général rue Lauriston et composé de repris de justice notoires, auxquels des grades avaient été conférés chez les S.S.

Les noms de ces bandits, quand ils seront révélés, évoqueront quelques-unes des plus retentissantes affaires criminelles de ces dernières années. Il y a parmi eux des policiers marrons, des financiers véreux, des cambrioleurs, des spécialistes de l'agression à main armée ou de la falsification des billets de banque.

Beaucoup d'entre eux, condamnés par les tribunaux français et détenus dans des prisons parisiennes, avaient été libérés par les Allemands dès leur arrivée à Paris. Parfois, la Gestapo leur avait même restitué le produit de leurs vols.

Le travail officiel de la bande consistait principalement à opérer les perquisitions demandées par les Allemands. Mais comme nous l'avons précisé, ils cherchaient aussi, sous le couvert de la Gestapo, à travailler pour leur propre compte.

Il convient de souligner que les premiers et remarquables succès obtenus par la police judiciaire dans la capture des chefs de la Gestapo française sont dus aux recherches menées depuis longtemps par les policiers patriotes.

Disons que deux sections spéciales viennent d'être créées à la police judiciaire pour permettre de lutter plus efficacement contre les agents français de la Gestapo et les membres de la cinquième colonne. Jouissant d'une très grande autonomie et disposant des moyens les plus importants qu'il soit actuellement possible de mettre à leur disposition, ces sections, composées de policiers au patriotisme éprouvé, sont placées sous l'autorité des commissaires Clot et Levitre.

UNE NOUVELLE CASTE D'INTOUCHABLES
Les ministres de Pétain

LIBÉRATION

Rédaction, Adm., 37, r. du Louvre, Paris (2e)
ÉDITION DE PARIS
Tél.: TUR. 52-00 (35 lignes groupées)
MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1944
N° 16 — 2 FRANCS

La bataille d'Allemagne commence

AUX FRONTIÈRES DU REICH

DANS LEUR AVANCE FOUDROYANTE LES ALLIES OCCUPENT LA BELGIQUE ET ENVAHISSENT LE LUXEMBOURG

Les troupes françaises dépassent Mâcon et montent sur Dijon

Le secret officiel, qui planait déjà sur la marche des forces blindées américaines vers le Rhin et la ligne Siegfried, a été étendu hier à l'avance des colonnes cuirassées britanniques en Belgique et en Hollande.

Vers Rotterdam

Les dépêches du front donnent cependant quelques indications sur l'évolution de la grande offensive alliée. Dans le secteur britannique, la libération d'Anvers a donné aux colonnes du général Dempsey un port de grande importance, dont les installations ont été trouvées presque intactes, et une base de départ pour poursuivre l'avance vers le nord. Déjà les correspondants alliés signalent la présence de forces blindées britanniques à 50 kilomètres au nord du grand port belge, dans la région de Bréda, en territoire hollandais, poussant vers Rotterdam.

Occupation de Louvain

A l'est de Bruxelles, les Britanniques ont officiellement occupé Louvain et continuent leur avance vers le canal Albert et la Meuse, pour tenter une jonction rapide avec les unités américaines venant de Charleroi. Cette double poussée dont le principal objectif est Aix-la-Chapelle, semble avoir pour but de contourner par le nord les gros ouvrages de la ligne Siegfried.

La défense allemande s'effondre en Belgique et en Hollande. L'occupation du premier de ces pays est pratiquement terminée, et la libération de la Hollande apparaît comme devant s'effectuer avec une extrême rapidité.

Dans les Flandres, le long de la côte du Pas de Calais, environ 100.000 Allemands sont pratiquement encerclés. Ils sont attaqués par le sud, au nord de la Canche, par les Canadiens, qui s'avancent sur un large front s'étendant depuis Etaples jusqu'à Hesdin. On signale que les éléments avancés se trouvent à environ cinq kilomètres de Boulogne dont la chute paraît imminente. Ces forces ennemies doivent également faire face, vers l'est, aux Britanniques, qui ont pris Lillers et qui seraient déjà à proximité de Saint-Omer. Malgré la reddition de nombreux groupes ennemis, la résistance allemande est généralement forte sur tout ce secteur d'opérations.

On admet au G.Q.G. allié que le terrain entre la Canche et Anvers n'est tenu que par des forces légères en de nombreux points et que les forces ennemies peuvent tenter de s'enfuir vers le nord-est. L'aviation alliée cependant veille et pilonne toutes les concentrations de véhicules ennemis qui essayent d'échapper à l'étreinte qui se resserre à chaque heure.

Aux portes de Nancy

Les dernières informations officielles situent les blindés américains entre Verdun et Metz, et aux abords de Nancy. Des dépêches non confirmées officiellement indiquent cependant que les forces du général Patton ont pénétré au Luxembourg, « dont la libération est en cours », a déclaré le général Eisenhower aujourd'hui.

D'autres informations officieuses signalent la présence de forces américaines dans la région de Strasbourg, et des combats autour de Sarrebrück.

Ainsi la bataille d'Allemagne et celle du Rhin seraient déjà commencées, et les prochaines journées — au cours desquelles le voile du mystère entourant les opérations sera probablement levé — apporteront des précisions sur les victoires alliées.

Succès au centre de la France

Une nouvelle catastrophe se prépare pour les forces allemandes, qui se trouvent encore dans le centre de la France ou remontent la vallée de la Saône. Les forces françaises accélérant encore le rythme de leur poussée ont dépassé Mâcon et atteint les abords de Tournus. La position exacte des forces américaines, à l'est de la Saône, reste inconnue au delà de Montrevel.

J.-E. LAGRANGE.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE déclare la guerre à la Bulgarie

Moscou, 5 septembre. — Radio-Moscou annonce que le gouvernement soviétique a déclaré la guerre à la Bulgarie, aujourd'hui à 19 h.

RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE BUDAPEST ET BUCAREST

Berlin, 5 septembre. — Le D.N.B. annonce de source généralement bien informée que les relations diplomatiques entre la Hongrie et la Roumanie ont été rompues.

LES ALLEMANDS SE PRÉPARENT A ÉVACUER LE DANEMARK

Londres, 5 septembre. — La radio suédoise annonce qu'à Copenhague les bureaux des administrations allemandes ont commencé à brûler leurs papiers et leurs archives. On a donné l'ordre aux femmes et aux enfants de quitter Copenhague avant le 15 septembre. La radio suédoise ajoute : « Ces mesures prises par les Allemands et d'autres encore, semblent indiquer que les autorités allemandes veulent être sûres de ne pas se trouver isolées si un soulèvement se produit au Danemark, accompagné d'un effondrement de l'Allemagne. »

LA CRISE ROUMAINE

LE COUP D'ÉTAT DE BUCAREST avait été longuement préparé

Le public est actuellement très mal informé sur ce qui se passe dans le sud-est européen et, notamment, sur les derniers événements qui ont provoqué la chute du maréchal Antonesco et le revirement de la Roumanie.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer, à Paris, M. Stéphane Lupasco, philosophe roumain et docteur ès lettres de la Sorbonne qui a bien voulu nous parler de son pays et de la crise récente. M. Lupasco a collaboré activement, à Paris, avec la Résistance française, et il n'a cessé, en même temps, de se tenir au courant de l'évolution de la situation dans le sud-est de l'Europe. Les renseignements qu'il nous a communiqués apportent quelque clarté sur les dessous de la crise roumaine et, d'une manière plus générale, sur la position internationale actuelle de la Roumanie.

C'est à M. Tataresco qu'a été confié le soin de constituer le nouveau gouvernement à Bucarest. M. Tataresco n'est pas un inconnu pour les Français. Il fut naguère ambassadeur de Roumanie à Paris.

Démocrate par tempérament, M. Tataresco n'a eu aucune peine à s'entendre avec M. Maniu, qui fut et demeure le chef incontesté du parti national paysan, le grand parti démocratique de Roumanie, avec M. Patrascano, représentant du parti communiste roumain, et avec M. Demeter Bratiano, représentant de l'ancien parti libéral, tous trois membres du nouveau cabinet de concentration et d'union nationale.

Le coup d'Etat

M. Lupasco nous apprend comment fut préparé le coup d'Etat qui amena la chute du maréchal Antonesco.

Antonesco, qui n'avait pu s'emparer du pouvoir qu'en ouvrant les frontières de son pays aux S.S. et à la Gestapo, était unanimement haï par le peuple et par la bourgeoisie roumaine. L'armée elle-même, à l'exception d'une petite clique, était contre lui. Les événements se déroulèrent sans heurt. Le maréchal Antonesco fut arrêté, et le roi Michel appela immédiatement M. Tataresco.

La position du roi Michel a été, au cours de ces trois dernières années, extrêmement complexe. La capitulation de la France en 1940 eut, à Bucarest, un retentissement considérable. On peut dire qu'en mettant bas les armes, la France a, du même coup, découragé l'esprit de résistance dans des pays qui avaient vu dans la France, amie et alliée, la garante la plus sûre, la plus tenace aussi, de la cause des peuples libres. Il convient d'ajouter que le spectacle de la force allemande impressionna vivement le jeune souverain.

Chose curieuse, un phénomène inverse s'est produit lorsque, il y a quelques semaines, la résistance française, sortant de l'ombre, entreprit, sans attendre de nouvelles victoires alliées, de chasser l'occupant. La libération de Paris par les F.F.I. galvanisa les forces de résistance en Roumanie, et ce n'est probablement pas une simple coïncidence qui a voulu que le coup d'Etat de Bucarest survînt vingt-quatre heures après le déclenchement de l'insurrection parisienne.

M. Lupasco nous a entretenu également des perspectives qui s'ouvrent dorénavant pour son pays.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

LE PAPE APPROUVE UN PLAN de sécularisation éventuelle de la Compagnie de Jésus

Rome, 5 septembre. — La conférence de la Compagnie de Jésus, étudiant la question d'une éventuelle sécularisation des Jésuites en Italie, en Espagne et en Amérique du Sud, a mis au point un projet qui, soumis au Pape, a été approuvé. Ce projet ne sera mis à exécution que si les circonstances, nées de la conférence de la Paix le rendent souhaitable. Le Vatican espère encore que cette sécularisation pourra être évitée ; cependant la mise en application de ce plan est déjà préparée.

BIENTOT...

Pour **la semaine glorieuse**

19 Août - 26 Août 1944

LIBÉRATION
LIBÉRATION
LIBÉRATION

Le peuple américain sous les armes

Dans la nuit noire de l'oppression, nous écoutions — quand nous en avions le temps — penchés sur nos récepteurs, une voix lointaine qui nous parlait de liberté. C'était la voix de l'Amérique.

Aujourd'hui, l'« Europe aux anciens parapets », notre France, sont submergées par une armée puissante qui refoule l'ennemi et combat à nos côtés. Ce sont, sur nos routes, d'interminables convois, et, perchés sur les camions, des garçons exubérants qui gesticulent, font des signes d'amitié, jettent des paquets de cigarettes et de chewing-gum, serrent des mains à la ronde. Ce sont, comme disait la presse vendue à l'ennemi, ce sont nos libérateurs. Et ils le sont véritablement, compte tenu de ce que nous avons fait nous-mêmes pour notre liberté et de ce qu'ont fait nos autres alliés.

Ces libérateurs n'ont rien de la raideur militaire prussienne, que d'aucuns nous présentaient comme le summum de la civilisation. Ils sont harnachés, empaquetés, couverts de poussière et de cambouis, coiffés d'étranges casseroles, mais ils sont les ambassadeurs d'un grand peuple et d'un grand pays, et il ne faudrait pas nous pousser beaucoup pour que nous les préférions à ces ambassadeurs, à ces hommes officiels ou officieux, à ces savants économistes dont les discours sentent le pétrole.

Nous avons de l'Amérique une image composite. Nous ne la connaissons pas. Je ne parlerai ni de Washington, ni de la précédente guerre, dans laquelle nos pères ont combattu côte à côte. Les U.S.A. sont une chose énorme, un continent. Enfants, nos imaginations se sont excitées sur le Far West, les Peaux-Rouges, Buffalo Bill, les détectives, les bisons. Plus tard, nous avons connu, par le cinéma, Hollywood et ses étoiles, ces étranges campagnes électorales et ces défilés où des musiques de cirques précédaient des cortèges d'hommes graves qui avaient échangé leur gravité contre des mirlitons et des bonnets de papier, les gangsters, le jazz, les spirituals, les gags. Et puis, sous ce décor de carton, se découvre un peuple qui pense, qui souffre et qui lutte.

Pierre HERVÉ.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Dans le bureau du commissaire Clot, où est déposé le trésor de Rueil, un expert examine l'argenterie de l'impératrice Eugénie
(Photo Libération.)

De nouvelles lignes d'autobus sont rétablies

Ainsi que diverses lignes de banlieue

A partir de ce matin, la ligne 104, provisoirement arrêtée à Créteil (Mairie), sera prolongée jusqu'à Bonneuil à raison de trois courses le matin et trois courses le soir.

Le jeudi 7 septembre 1944 :

a) La ligne 52, actuellement limitée à La Courneuve, sera prolongée jusqu'au terminus intermédiaire de l'avenue Jean-Jaurès au Bourget.

b) les lignes suivantes seront rétablies :

125. Porte de Vincennes - Porte d'Orléans.
126. Porte d'Orléans-Porte de Saint-Cloud.
51. Porte de Pantin-Drancy Ecoles.

Les trains circulent entre Sceaux et Denfert

La circulation des trains sur la ligne de Sceaux sera incessamment rétablie sur le tronçon Sceaux-Denfert-Rochereau.

Trains de banlieue

Au départ de :

Gares Saint-Lazare et Montparnasse. — Quelques trains électriques ont été rétablis, en particulier deux navettes fonctionnent — matin et soir — en direction de Versailles rive droite et Versailles rive gauche.

Gare de Lyon. — Rétablissement du train Combs-la-Ville avec dérivation sur Vigneux.

Gare d'Austerlitz. — Rétablissement des trains sur Juvisy et Choisy.

Gare de l'Est. — Rétablissement du train Noisy-le-Sec.

Gare du Nord. — Rétablissement des trains Epinay-Villetaneuse et Aulnay-sous-Bois.

Le « tueur » Lafont photographié, il y a quelques jours, sur sa terrasse
(Photo Libération.)

Ils sont encore en liberté...

N'oublions jamais !

J'écris ces mots sans haine, car il n'y eut jamais de haine dans mon cœur. Simplement, je me souviens, comme se souviennent tous ceux qui, quatre années durant, ont vécu, à Paris, les heures noires de la plus cruelle répression.

Nous n'avions d'autre défense que nos ruses. Et nos ruses étaient vite éventées. La Gestapo dans toute la force de sa jeune installation, n'avait que la zone Nord pour ses chasses. Vichy régnait. Dans son domaine, le Service d'Ordre légionnaire faisait une police soupçonneuse. Nous n'avions, nous, affaire qu'à l'ennemi. Chaque après-midi, sur les glacis du Mont-Valérien, des patriotes tombaient sous les balles des pelotons.

Des patriotes que l'ennemi venait chercher, après le déjeuner, dans les cellules du Cherche-Midi. Il y avait une liste. Au matin, ceux qui étaient fichés quittaient la salle commune et s'en allaient, en privé, écrire leur testament. Ils repassaient, sur le coup de 15 heures, parmi leurs compagnons de l'aube. Ils étaient enchaînés. Derniers adieux. Un autobus les attendait. Une heure plus tard, quand la fournée était trop nombreuse, l'autobus revenait, avec les chaînes, et repartait, sur l'heure, plein d'une nouvelle cargaison.

Fils innocents

Trois jours après, bilingue, une affiche jaune ou rouge, donnait une liste choisie de quelques victimes. Nous savions qu'elle était incomplète. Et pourtant, elle comportait, déjà les fils innocents de pères recherchés. Je pense à Guy Mocquet, assassiné parce que son père n'était pas là. Je pense à Marie-Thérèse Fleury qu'ils ont, des mois durant, conduit à la tombe, parce qu'elle ne voulait ni ne pouvait « donner » la retraite de son mari, conseiller municipal de Saint-Fargeau.

Je n'ai pas connu Guy Mocquet. Mais j'ai connu Marie-Thérèse Fleury, et Jacques Vog.

Lui, c'était, disons-le, une relation de bistrot. Nous nous rencontrions, avec tout un groupe de dessinateurs, comme Henry Monnier, Ferjac, Grove, au *Cadran*. C'était un jeune architecte. Il était simple et doux. J'ai su, ensuite, qu'il travaillait, dès l'occupation — en juillet 1940, ô résistants indulgents de la dernière heure — contre l'ennemi.

Il a été pris. Et deux de ses camarades avec lui. C'était pendant l'été 1941. Jusqu'alors, les tribunaux allemands jugeaient seuls les résistants.

Pour lui, pour eux, une procédure spéciale fut instituée.

Ils ont été jugés par la Cour spéciale française. Par le tribunal d'exception institué, sur l'ordre de Vichy, par le garde des Sceaux d'alors, Joseph Barthélemy, après examen d'un comité de juristes que M. Willart, secrétaire général provisoire à la Justice, vient de mettre à l'ombre.

Jugés et condamnés. Condamnés à mort. Les premiers guillotinés de la Résistance française.

Au matin blême, quand ils sont venus, les juges de Vichy, réveiller les condamnés, l'un d'entre eux, entravé, a demandé un dernier service au procureur :

Claude MARTIAL.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

A LA C. G. T. RETROUVÉE M. Albert Gazier nous dit: "Il ne faut pas que les travailleurs qui sont prêts à reconstruire le pays soient des citoyens de seconde zone"

Après quatre années, pendant lesquelles elle n'a jamais cessé son action clandestine, la Confédération Générale du Travail, la grande C. G. T. française, vient de reprendre son activité officielle. Elle a réoccupé son immeuble 213, rue Lafayette, après en avoir chassé les services du C.O.S.I., qui s'y étaient installés.

Venant du maquis, d'Alger, de Londres, les membres du bureau confédéral sont maintenant tous à Paris. Le mouvement syndical se réorganise. Voici, dans les couloirs, affairés, MM. Neumeyer et Laurent Frachon Racamond, Raynaud, Bothereau, Buisson, Saillant, Bothero

Le grand absent

Il manque un homme, le plus grand: Léon Jouhaux, déporté en Allemagne. Personne n'occupe le bureau du secrétaire général de la C.G.T. On l'attend bientôt, car bientôt sans doute il sera libéré à son tour.

M. Albert Guigui, qui arrive de Londres où il représentait la C.G.T. et parlait fréquemment au micro de la B.B.C., se trouvait récemment encore en Amérique.

Nous rencontrons ensuite M. Albert Gazier qui, parti en octobre 1943 de Paris pour Alger, représentait la C.G.T. et la Résistance dans l'Assemblée consultative provisoire.

M. Gazier, un homme jeune et énergique, nous parle d'abord de la « purification ». Ce terme, il le préfère à « épuration » car il évoque l'idée du feu purificateur et destructeur.

M. Gazier évoque ensuite les difficultés rencontrées en Afrique du Nord par le gouvernement. Ces difficultés, à son avis, tenaient à deux raisons : d'une part, l'Algérie et le Maroc n'avaient pas connu l'occupation allemande; d'autre part, ces gros colons représentent dans ces pays une puissance économique considérable.

— Ces difficultés ne doivent pas se retrouver en France, nous déclare-t-il, puisque la France a gardé intimement son unité dans le combat, qu'elle a souffert de l'occupation et de la trahison. Loin de l'abattre ces souffrances l'ont, au contraire, dressée dans un effort qui a soulevé l'admiration du monde.

M. Gazier aborde ensuite les problèmes urgents qui doivent, nous dit-il, recevoir une solution immédiate.

— Les travailleurs, dit-il, ont été les principales victimes de l'occupation et de la politique de Vichy. Il est juste de leur apporter sans retard un soulagement substantiel.

— Les travailleurs sont au service du pays, poursuit M. Gazier. Ils sont prêts à apporter toutes leurs forces pour obtenir rapidement la victoire et pour reconstruire le pays. Mais, dans l'intérêt même de la Nation, ils n'accepteraient pas d'être traités comme une catégorie sociale de seconde zone, supportant seule les sacrifices et se voyant refuser tous les droits.

"ILLEGAL" PENDANT DEUX ANS

Je suis redevenu "légal" EN MOINS DE 48 HEURES

Grâce à la célérité et à la compréhension DES ADMINISTRATIONS PARISIENNES

Hier matin, je me suis levé tôt, j'avais une journée chargée... Il s'agissait pour moi de recouvrer mon existence légale, de redevenir un Français normal.

Il y a deux ans que j'avais brûlé mes papiers. J'avais perdu mon nom et mon âge. Je ne savais plus si j'étais français, suisse, maquisard ou parisien. Depuis deux ans, j'étais « illégal ».

En sortant de chez moi, je me suis donc adressé au premier commissariat de police que j'ai rencontré.

— Voilà, monsieur, je vis dans l'illégalité depuis deux ans, que dois-je faire ?

— Il vous faut une carte d'identité et une carte d'alimentation.

— Et pour obtenir ces deux cartes ?

— Pour la carte d'identité, vous devez m'apporter un extrait de naissance datant de moins de trois mois sur papier libre. Un certificat de domicile que vous me ferez légaliser. Votre livret militaire et quatre photographies de votre profil droit.

— Mais pour la carte d'alimentation ?

— Adressez-vous à la mairie de l'arrondissement dont dépend votre domicile.

Des fonctionnaires aimables

Je quittais ce commissariat de police le cœur plein d'allégresse en me disant :

— Mon Dieu que la vie est devenue facile. Maintenant on est bien reçu, même au poste.

Et fort de ce premier succès je retournais à mon hôtel où je me fis établir un certificat de domicile. Chose aisée Je revins sur mes pas afin de faire légaliser ce certificat par le commissaire. Ce dernier fronça les sourcils et me dit sèchement :

— Ah ! vous êtes du côté droit de la rue, je ne puis rien faire pour vous, vous dépendez du commissariat de la rue...

Après avoir fait tamponner mon certificat de domicile par le bon commissaire, je confiais mon profil à un photographe qui me le promit pour le début de l'après-midi. Fermement décidé à ne revenir au commissariat qu'avec tous mes documents en poche, je pris le chemin de la mairie où mes parents avaient déclaré ma naissance.

— Votre extrait de naissance sera prêt dans une heure, voulez-vous repasser ?

Ce que je fis avant de me diriger vers la mairie de mon domicile où je questionnais :

— Je voudrais avoir une carte d'alimentation.

— Deuxième étage, bureau cinq.

Je frappe à la porte indiquée, j'explique que depuis deux ans je vis sans carte d'alimentation, ni tickets d'aucune sorte et je demande:

— Que dois-je faire ?

Je vois le regard bleu de l'employée à laquelle je me suis adressé qui devient d'un éclat plus dur :

— Avez-vous des papiers ?

— Mon certificat de domicile et l'extrait de mon acte de naissance.

Mon interlocutrice semble se radoucir. Elle me fait remplir une fiche, me prie d'attendre quelques instants, me demande deux signatures et me tend ma carte d'alimentation. Je n'en crois pas mes yeux. L'opération est déjà faite. Je glisse le carton au guichet suivant où l'on me tend une grande feuille barriolée qui s'intitule « Plan de détresse », une carte de [illegible], une carte de pommes de terre, des fiches roses et mauves qui sont des autorisations d'inscription. Je commence à trouver que la légalité est une chose bien compliquée. Il va me falloir un sérieux entraînement pour apprendre à nouveau à me débrouiller avec tous ces petits papiers.

Du sourire derrière les guichets

Pour obtenir mes cartes de pain et de viande et de matières grasses, je dois me rendre dans une école voisine de la mairie. LÀ, une vieille dame charmante aux doux yeux d'un gris usé me dit :

— Alors, ça y est, c'est fini. Vous devez être content. Vous n'avez pas trop souffert ?

Et, en me tendant les tickets qui me nourriront un mois, elle me dit :

— Et maintenant, espérons que vous n'en aurez plus besoin longtemps.

Mon portefeuille se gonflait, et pourtant, je n'avais pas encore la précieuse carte de tabac, et c'est dans le but de l'obtenir que je me rendis aux Contributions indirectes, 79, rue du Temple. LÀ, on me donna un petit papier qui me permit de m'inscrire chez un buraliste qui, après m'avoir demandé une signature, me tendit deux paquets de gauloises qu'il avait pris sur une étagère derrière lui ; en échange, je lui tendis 24 francs.

Et c'est en fumant cette cigarette que je suis revenu au commissariat de police où j'ai tendu mon certificat de naissance, mon certificat de domicile, mes papiers militaires et mes quatre profils.

— Très bien, monsieur, me fut-il répondu, vous avez fait diligence. Vous aurez vos papiers dans deux jours.

Et, pour la première fois depuis deux ans, je me suis retrouvé dans la rue : en Français légal, parmi les Français légaux.

Jean GUERET.

Le bourgmestre de Bruxelles est réinstallé à son poste

Bruxelles, 5 septembre. — La radio belge a annoncé aujourd'hui que M. van de Meulebroeck, bourgmestre de Bruxelles qui avait été destitué par les autorités allemandes, a été réinstallé.

LAFONT OFFRE SES SERVICES pour faire arrêter L'EX-CHEF DE LA SURETÉ ALLEMANDE

Un comble !

Il propose de passer la ligne de feu et de laisser ses propres enfants comme otages!

car il ignorait, dit-il, les atrocités de la Gestapo

L'Amérique a eu ses G-Men qui, en quelques mois, sont parvenus à combattre victorieusement les gangsters et les rackeeters contre lesquels la police régulière s'était révélée impuissante.

Nous avons, depuis hier, les sections spéciales de la P.J., chargées de mener la lutte contre les membres les plus dangereux de la 5e colonne, ceux qui étaient manifestement les collaborateurs permanents de l'ennemi.

Gestapo française Milice, R.N.P., P.P.F. formaient les cadres de tous ceux qui trahissaient, vendaient, torturaient les patriotes pour le compte des Allemands.

— Suivre la filière de ces organisations, nous disait hier après-midi M. Desvaux, directeur de la police judiciaire, c'est suivre le fil d'Ariane qui nous conduira au cœur même de la place forte ennemie.

Les enquêtes dangereuses

Des policiers d'élite, depuis longtemps, surveillaient au péril de leur vie, les agissements de chefs de la Gestapo française.

L'un d'eux l'inspecteur Richardot, avait, un soir, été enlevé boulevard Montparnasse par Bony et Lafont.

— Il y a longtemps qu'on te cherche, lui avaient dit les bandits.

Roué de coups, blessé de plusieurs balles dans le ventre, il avait été jeté sur une route de banlieue par la portière de la voiture.

— Fais reculer l'auto pour qu'on l'écrase s'était écrié le voisin du chauffeur.

Mais grâce à l'obscurité, l'inspecteur Richardot avait pu se traîner derrière un buisson et échapper à ses bourreaux. Il est encore à l'hôpital.

L'inspecteur principal Morin, qui a arrêté les deux chefs de bande, avait été lui-même arrêté au mois de février par Bony et Lafont et transporté rue Lauriston. C'est par miracle qu'il ne fut pas fusillé.

Il ne fallait pas que les hommes qui poursuivent aujourd'hui ces traîtres soient paralysés dans leurs enquêtes, faute de moyens, ou en raison des nombreuses arrestations ne présentant qu'un intérêt secondaire que doivent à tout moment opérer les policiers parisiens.

C'est pourquoi ont été créées deux sections spéciales chargées de la recherche des ennemis publics de première catégorie, qui viennent d'être installées 14, quai de Gesvres, dans l'immeuble de la police économique. Elles sont placées sous la direction du commissaire Clot et du commissaire Levitre, assistés notamment des inspecteurs principaux Metra, Morin et Petit.

Evoquer les « G-Men », à propos de la création de ces sections spéciales, c'est serrer la réalité de plus près qu'on ne pourrait le croire.

Pègre et aristocratie

De plus en plus, à mesure que se précisent l'identité et la qualité des complices de la bande de la rue Lauriston, ainsi que leurs activités extrêmement diverses, il apparaît qu'on se trouve en présence d'un véritable « gang » — d'une nature particulièrement répugnante il est vrai — dépassant de beaucoup les caractéristiques d'une vulgaire association de malfaiteurs.

Chaque jour, de nouvelles arrestations sont opérées. Et elles ne portent plus seulement sur des criminels de droit commun ou des escrocs chevronnés, mais aussi sur des membres en vue de l'aristocratie, des grandes familles et du « monde politique » parisien.

— L'affaire, nous disait-on, dépasse de beaucoup ce qu'on pouvait attendre. Elle a des ramifications parmi des personnalités de premier plan.

Ces personnalités, on ne peut encore en dévoiler le nom. Les recherches se poursuivent et les interrogatoires qui précéderont leur attitude n'ont pas encore eu lieu.

Mais il est bien certain que ce « gratin » n'avait pas dans la bande le même rôle que les tueurs. Il était surtout chargé de fructueux trafics pour le compte de la Gestapo française de la rue Lauriston, ou de la Gestapo allemande de l'avenue Foch ou de la rue des Saussaies.

Pour se créer, ou des alibis, ou des bénéfices supplémentaires, certaines de ces « personnalités » n'hésitaient pas parfois à intervenir des libérations.

On voit d'ici qu'elle pourra être l'ultime ligne de défense de ces trafiquants !

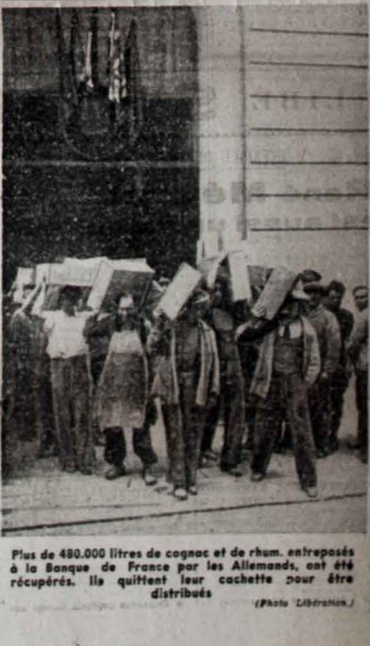
Et le plus curieux sera qu'elle rejoindra une extraordinaire démarche qui fixe d'un trait définitif toute l'abjection et le cynisme inconscient du capitaine de S.S. Lafont, le chef de bande.

P. M.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Rendre la parole aux Français
Ch. de Gaulle.

Demain
LIBÉRATION
publiera le résultat de la
première enquête de
l'Institut français
d'Opinion publique
une réplique de
l'INSTITUT GALLUP



Plus de 480.000 litres de cognac et de rhum, entreposés à la Banque de France par les Allemands, ont été récupérés. Ils quittent leur cachette pour être distribués
(Photo Libération.)

sur un large front s'étendant depuis Etaples jusqu'à Hesdin. On signale que les éléments avancés se trouvent à environ cinq kilomètres de Boulogne dont la chute paraît imminente. Ces forces ennemies doivent également faire face, vers l'est, aux Britanniques, qui ont pris Lillers et qui seraient déjà à proximité de Saint-Omer. Malgré la reddition de nombreux groupes ennemis, la résistance allemande est généralement forte sur tout ce secteur d'opérations.

On admet au G.Q.G. allié que le terrain entre la Canche et Anvers n'est tenu que par des forces légères en de nombreux points et que les forces ennemies peuvent tenter de s'enfuir vers le nord-est. L'aviation alliée cependant veille et pilonne toutes les concentrations de véhicules ennemis qui essayent d'échapper à l'étreinte qui se resserre à chaque heure.

Aux portes de Nancy

Les dernières informations officielles situent les blindés américains entre Verdun et Metz, et aux abords de Nancy. Des dépêches non confirmées officiellement indiquent cependant que les forces du général Patton ont pénétré au Luxembourg, « dont la libération est en cours », a déclaré le général Eisenhower aujourd'hui.

D'autres informations officieuses signalent la présence de forces américaines dans la région de Strasbourg, et des combats autour de Sarrebrück.

Ainsi la bataille d'Allemagne et celle du Rhin seraient déjà commencées, et les prochaines journées — au cours desquelles le voile du mystère entourant les opérations sera probablement levé — apporteront des précisions sur les victoires alliées.

Succès au centre de la France

Une nouvelle catastrophe se prépare pour les forces allemandes, qui se trouvent encore dans le centre de la France ou remontent la vallée de la Saône. Les forces françaises accélérant encore le rythme de leur poussée ont dépassé Mâcon et atteint les abords de Tournus. La position exacte des forces américaines, à l'est de la Saône, reste inconnue au delà de Montrevel.

J.-E. LAGRANGE.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Le « tueur » Lafont photographié, il y a quelques jours, sur sa terrasse

(Photo Libération.)

quet, assassiné parce que son père n'était pas là. Je pense à Marie-Thérèse Fleury qu'ils ont, des mois durant, conduit à la tombe, parce qu'elle ne voulait ni ne pouvait « donner » la retraite de son mari, conseiller municipal de Saint-Fargeau.

Je n'ai pas connu Guy Mocquet. Mais j'ai connu Marie-Thérèse Fleury, et Jacques Vog.

Lui, c'était, disons-le, une relation de bistrot. Nous nous rencontrions, avec tout un groupe de dessinateurs, comme Henry Monnier, Ferjac, Grove, au *Cadran*. C'était un jeune architecte. Il était simple et doux. J'ai su, ensuite, qu'il travaillait, dès l'occupation — en juillet 1940, ô résistants indulgents de la dernière heure — contre l'ennemi.

Il a été pris. Et deux de ses camarades avec lui. C'était pendant l'été 1941. Jusqu'alors, les tribunaux allemands jugeaient seuls les résistants.

M. Albert Gaz

" Il ne faut pas qu qui sont prêts à re soient des citoyens

Après quatre années, pendant le action clandestine, la Confédération C. G. T. française, vient de repren réoccupé son immeuble 213, rue La services du C. O. S. I., qui s'y étaient

Venant du maquis, d'Alger, de Londres, les membres du bureau confédéral sont maintenant tous à Paris. Le mouvement syndical se réorganise. Voici, dans les couloirs, affairés, MM. Neumeyer et Laurent Frachon Racamond, Raynaud, Bothereau, Buisson, Saillant, Bothero

Le grand absent

Il manque un homme, le plus grand: Léon Jouhaux, déporté en Allemagne. Personne n'occupe le bureau du secrétaire général de la C.G.T. On l'attend bientôt, car bientôt sans doute il sera libéré à son tour.

M. Albert Guigui, qui arrive de Londres où il représentait la C.G.T. et parlait fréquemment au micro de la B.B.C., se trouvait récemment encore en Amérique.

LAFONT OFFRE SES SERVICES pour faire arrêter L'EX-CHEF DE LA SURETÉ ALLEMANDE

Il propose de passer la ligne de feu et de laisser ses propres enfants comme otages!

car il ignorait, dit-il, les atrocités de la Gestapo

L'Amérique a eu ses G-Men qui, en quelques mois, sont parvenus à combattre victorieusement les gangsters et les rackeeters contre lesquels la police régulière s'était révélée impuissante.

Nous avons, depuis hier, les sections spéciales de la P.J., chargées de mener la lutte contre les membres les plus dangereux de la 5e colonne, ceux qui étaient manifestement les collaborateurs permanents de l'ennemi.

Gestapo française Milice, R.N.P., P.P.F., formaient les cadres de tous ceux qui trahissaient, vendaient, torturaient les patriotes pour le compte des Allemands.

— Suivre la filière de ces organisations, nous disait hier après-midi M. Desvaux, directeur de la police judiciaire, c'est suivre le fil d'Ariane qui nous conduira au cœur même de la place forte ennemie.

Les enquêtes dangereuses

Des policiers d'élite, depuis longtemps, surveillaient au péril de leur vie, les agissements de chefs de la Gestapo française.

L'un d'eux l'inspecteur Richardot, avait, un soir, été enlevé boulevard Montparnasse par Bony et Lafont.

— Il y a longtemps qu'on te cherche, lui avaient dit les bandits.

Roué de coups, blessé de plusieurs balles dans le ventre, il avait été jeté sur une route de banlieue par la portière de la voiture.

— Fais reculer l'auto pour qu'on l'écrase s'était écrié le voisin du chauffeur.

Mais grâce à l'obscurité, l'inspecteur Richardot avait pu se traîner derrière un buisson et échapper à ses bourreaux. Il est encore à l'hôpital.

L'inspecteur principal Morin, qui a arrêté les deux chefs de bande avait été lui-même arrêté au mois de février par Bony et Lafont et transporté rue Lauriston. C'est par miracle qu'il ne fut pas fusillé.

Il ne fallait pas que les hommes qui poursuivent aujourd'hui ces traîtres soient paralysés dans leurs enquêtes, faute de moyens, ou en raison des nombreuses arrestations ne présentant qu'un intérêt secondaire que doivent à tout moment opérer les policiers parisiens.

C'est pourquoi ont été créées deux sections spéciales chargées de la recherche des ennemis publics de première catégorie, qui viennent d'être installées 14, quai de Gesvres, dans l'immeuble de la police économique. Elles sont placées sous la direction du commissaire Clot et du commissaire Levitre, assistés notamment des inspecteurs principaux Metra Morin et Petit.

Evoquer les « G-Men », à propos de la création de ces sections spéciales, c'est serrer la réalité de plus près qu'on ne pourrait le croire.

Pègre et aristocratie

De plus en plus à mesure que se précisent l'identité et la qualité des complices de la bande de la rue Lauriston, ainsi que leurs activités extrêmement diverses, il apparaît qu'on se trouve en présence d'un véritable « gang » — d'une nature particulièrement répugnante il est vrai — dépassant de beaucoup les caractéristiques d'une vulgaire association de malfaiteurs.

Chaque jour, de nouvelles arrestations sont opérées. Et elles ne portent plus seulement sur des criminels de droit commun ou des escrocs chevronnés, mais aussi sur des membres en vue de l'aristocratie, des grandes familles et du « monde politique » parisien.

— L'affaire, nous disait-on, dépasse de beaucoup ce qu'on pouvait attendre. Elle a des ramifications parmi des personnalités de premier plan.

Ces personnalités, on ne peut encore en dévoiler le nom. Les recherches se poursuivent et les interrogatoires qui préciseront leur attitude n'ont pas encore eu lieu.

Mais il est bien certain que ce « gratin » n'avait pas dans la bande le même rôle que les tueurs. Il était surtout chargé de fructueux trafics pour le compte de la Gestapo française de la rue Lauriston ou de la Gestapo allemande de l'avenue Foch ou de la rue des Saussaies.

Pour se créer, ou des alibis, ou des bénéfices supplémentaires, certaines de ces « personnalités » n'hésitaient pas parfois à intervenir dans des libérations.

On voit d'ici qu'elle pourra être l'ultime ligne de défense de ces trafiquants !

Et le plus curieux sera qu'elle rejoindra une extraordinaire démarche qui fixe d'un trait définitif toute l'abjection et le cynisme inconscient du capitaine de S.S. Lafont, le chef de bande.

P. M.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Un comble!

américain s armes

sion, nous écoutions — quand nous r nos récepteurs, une voix lointaine t la voix de l'Amérique.

nciens parapets », notre France, ont ante qui refoule l'ennemi et combat , d'interminables convois, et, perchés ubérants qui gesticulent, font des ts de cigarettes et de chewing-gum. sont, comme disait la presse vendue Et ils le sont véritablement, compte ous-mêmes pour notre liberté et de

Dans le bureau du commissaire Clot, où est déposé le trésor de Rueil, un expert examine l'argenterie de l'impératrice Eugénie

(Photo Libération.)

Rendre la parole aux Français

Ch. de Gaulle.

Demain

LIBÉRATION

publiera le résultat de la **première enquête de l'Institut français d'Opinion publique**

une réplique de **l'INSTITUT GALLUP**

L'étau se resserre autour des complices de Bony et de Lafont

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Le lendemain de son arrestation, Lafont fit parvenir au commissaire Clot un message dans lequel il lui disait en substance :

« Je viens seulement d'apprendre, depuis mon arrestation, les atrocités commises par les Allemands. Absent de Paris depuis quelque temps, je les ignorais. Le responsable de tous ces crimes est le Dr Knoken, colonel de la Sûreté allemande, chef suprême pour la France. »

Et le bandit ajoutait :

« Je vous propose de me rendre dans les lignes allemandes, pendant que cela est encore possible. Je rejoindrai Knoken, ferai semblant de reprendre du service et trouverai bien un moyen de le ramener. Knoken a de puissantes relations dans le monde entier et, sans cela, il se peut qu'il échappe. »

Lafont offrait ensuite en garantie et comme otages ses deux enfants — « son seul bien sur terre ».

Il parlait du « cauchemar effarant » qu'il avait vécu, des atrocités auxquelles il n'avait pas voulu participer. Naturellement, il prétendait que, grâce à ses hautes relations avec Abetz et de hauts dignitaires allemands, il avait plusieurs fois tenté d'obtenir la libération de Français !

Il témoignait d'autre part son « mépris » pour un certain nombre de personnages de la « presse parisienne » avec lesquels il était en rapport et qui assistaient à des banquets offerts rue Lauriston.

Lafont osait même écrire :

« Pouvez-vous m'aider à réparer l'erreur de ma naturalisation ? Vive la France ! »

Inutile de dire quel accueil fut réservé à ce petit chef-d'œuvre !

Les enquêteurs ont autre chose à faire qu'à scruter les « débats de conscience » du capitaine Lafont. Ils travaillent dur : les arrestations se succèdent.

Et le directeur de la police judiciaire pouvait nous affirmer :

— Je pense que cette affaire pourra être terminée très rapidement et que, d'ici un mois, tous les complices dangereux et importants de la Gestapo française seront sous les verrous.

Édition de 5 heures du matin

Le Parisien Libéré

JEUDI 7 SEPTEMBRE 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (Xe)

PREMIERE ANNEE - N° 16

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

" Ce que veut le peuple français, c'est que la France combattante et ses Alliés, marchant la main dans la main, libèrent à mesure ses enfants et ses terres pour qu'ils puissent reprendre la guerre pour la France et pour la liberté du monde."

Charles de GAULLE
Président du gouvernement provisoire de la République française
Londres, 14 mai 1942

Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par

O. C. M.
(Organisation Civile et Militaire)

et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir ; l'Essor.*

LES ARMÉES ALLIÉES DU NORD ET DU SUD DE LA FRANCE OPÈRENT LEUR JONCTION

L'amitié interalliée dans la guerre et dans la victoire

RIEN n'est plus émouvant que la cordialité mutuelle et spontanée avec laquelle soldats américains et peuple de Paris se prodiguent les preuves d'une amitié, qu'au surplus rien n'avait jamais pu altérer.

L'oppresseur avait surnommé Paris : « la Ville où le regard ne rencontre pas les yeux » ; désignons-le, maintenant comme la capitale « où chaque bouche sourit à chaque uniforme ».

Envisagée sous un angle plus sérieux, une telle disposition d'esprit semble pouvoir inciter à d'utiles méditations.

Le 11 novembre 1918, victoire des Peuples libres, alors étroitement unis, a été suivi de trop d'années d'inintelligence internationale...

Des incompréhensions, pourtant facilement évitables, ont une trop lourde part de responsabilité dans l'actuelle catastrophe pour que nous ne mettions pas tout en œuvre, afin qu'aux heures ensoleillées de la Libération succèdent les jours lumineux d'une Paix définitivement acquise aux peuples de bonne volonté.

Ce ne serait pas, à notre sens, apporter une des moindres pierres à cette construction, que de convier tous les nôtres à se rappeler combien, et souvent presque inconsciemment, dans ces années sanglantes, ils furent réconfortés par l'exemple de la ténacité alliée.

Il y eut accord, sans cesse, entre la France opprimée et les peuples amis entrés dans la guerre. La Résistance française commençait à s'organiser et elle s'affermit tandis que Londres, sous les bombes, luttait courageusement ; l'héroïsme de Stalingrad inspira le maquis ; enfin, la magnifique action des F. F. I. correspondait aussi à une volonté de notre vieille race de se montrer toujours jeune et fière à l'instant où elle accueillait la triomphale ruée américaine.

Ajoutons que des êtres de notre sang, des hommes, des femmes et, hélas ! tant d'adolescents, dont le seul crime était de ne pas avoir accepté la honte de l'armistice, torturés, meurtris, sont morts avec un ultime réconfort : « La France et nos Alliés nous vengeront ».

De par cela même, à nous les vivants, un grand devoir s'impose.

Amis, que nous accueillons en ce moment de tout notre cœur, n'oubliez pas, si, un jour, de retour chez vous, quelque propagande ennemie nous calomnie encore, que notre sourire actuel dissimule avec pudeur, bien souvent, les rides des souffrances passées et les larmes dues aux absents.

Français, meurtris par une défaite qui fait tache sur un passé de gloire, et de fait infiniment susceptibles, sachons nous plier de bonne grâce aux exigences militaires d'où naîtra la victoire commune, qui seule nous redonnera notre rang d'autrefois.

Les uns comme les autres, ne perdons jamais de vue que c'est de notre bonne entente que dépend, pour le Monde, de « ne jamais revoir cela ».

P. L.

Les Russes à la frontière yougoslave

Les opérations sur le territoire français se poursuivent toujours activement, et on annonçait hier la jonction de la IIIe armée américaine du général Patton et de la VIIe armée du général Patch en un point situé au centre de la France, mais qui n'a pas été autrement précisé. Ceci est essentiel, car de cette façon les troupes situées encore à l'ouest et au sud du cours de la Loire se trouveront réduites à une lutte sur place qu'elles ne pourront soutenir longtemps. Déjà elles abandonnent de nombreux points situés près de la côte atlantique.

Vive résistance allemande en Lorraine

On a signalé aujourd'hui une vive activité ennemie aux environs de Metz et de Nancy où il semble qu'ont lieu des opérations d'arrière-garde ayant pour but de retarder l'avance des blindés américains. Malgré cela, la IIIe armée ne saurait être longtemps ralentie dans sa marche vers l'Alsace. En ce qui concerne la pénétration en Allemagne au nord-est de Thionville, on précise qu'il ne s'agit que d'éléments de reconnaissance, la puissance défensive de la ligne Siegfried nécessitant la mise en place d'unités plus importantes pour l'assaut décisif.

Extension de l'occupation alliée en Belgique et en Hollande

On n'a pas de précisions sur l'avance des forces anglo-américaines sur le territoire hollandais, mais on a indiqué que les opérations se poursuivent dans ce secteur.

En Belgique, ce sont des opérations de nettoyage qui marquent l'activité militaire ainsi qu'une extension vers l'ouest des colonnes blindées. Les abords de Gand ont été atteints. Dans le sud de la Belgique, les positions de Charleroi et de Namur ont été renforcées, et dans la région au sud de cette dernière ville, la Meuse a été passée à Dinant et à Givet, sans que les Alliés rencontrent une très grande résistance.

L'encerclement des troupes allemandes au sud-ouest de Mons est maintenant total et on procède au nettoyage de la poche. Cinquante tanks y ont été détruits et 14.000 prisonniers y ont été faits.

Le long de la côte du Pas-de-Calais, l'investissement se poursuit et on estime à 100.000 hommes les effectifs allemands qui se trouvent ainsi annihilés. Débordant les garnisons de Boulogne, de Calais et de Dunkerque dont on avait annoncé prématurément la chute et qui sont seulement encerclées, les armées alliées, après avoir libéré Cassel, sont entrées en Belgique et se situent aux abords d'Ypres. La proximité de ce front et du front de Belgique rend très vulnérables les colonnes ennemies dont les aérodromes anglais ne sont séparés que par quelques minutes de vol.

Vers la trouée de Belfort

La VIIe armée a progressé le long de la frontière est de la France. Les nœuds routiers de Louhans et de Lons-le-Saunier ont été occupés, ainsi que Cluny et les abords immédiats de Chalon-sur-Saône. La ville de Besançon a été libérée et les forces françaises et alliées approchent de Baume-les-Dames, à 30 kilomètres au nord-est de Besançon. Dans ce secteur, la XIXe armée allemande a rompu le contact avec les troupes alliées.

Violents combats en Italie

La VIIIe armée a enlevé la dernière position qui la sépare de Rimini dans le secteur de l'Adriatique. A l'ouest de Florence, de durs combats se poursuivent également, notamment aux abords de Lucca qui, suivant certaines dépêches, aurait même été occupé. Ce qu'il faut signaler en Italie, c'est l'importance de l'action des patriotes qui ont réussi à libérer certains quartiers de Gênes, ainsi que l'intense activité aérienne qui s'attache aux communications routières et ferroviaires de la vallée du Pô et de la Lombardie.

L'armée rouge atteint la frontière roumano-yougoslave

C'est à Turnu-Severin que l'armée rouge se situe maintenant, après avoir traversé rapidement les plaines roumaines. Cette ville se trouve sur le Danube et sépare vers l'ouest la Roumanie de la Yougoslavie. La marche sur Belgrade se poursuit donc avec vivacité. L'absence de dépêches de ces derniers jours ne nous avait pas permis de situer les avant-gardes rouges, mais la précision d'hier soir nous donne une idée de l'étendue des conquêtes qu'elles viennent de faire. Dans le secteur central du front de l'Est, la bataille autour de Varsovie reste acharnée. De nouvelles progressions ont été faites au nord-est de Varsovie, où la ville d'Ostrolenka a été prise d'assaut par les troupes du 2e front bielorusse. Cette forteresse était un puissant point d'appui sur la rivière Narev, qui aurait été traversée en plusieurs points.

L'action des patriotes yougoslaves renforce encore la déroute allemande du sud-est de l'Europe. Un pont de chemin de fer dans la région de Skoplié, d'une très grande importance, a été détruit par des unités de l'armée du maréchal Tito.

MARS

La Hongrie déclare la guerre à la Roumanie, et la Bulgarie demande un armistice à la Russie. **Voir page 2**

LE CONSEIL MUNICIPAL EST DÉCHU PAR LE COMITÉ PARISIEN DE LIBÉRATION

Hier à l'Hôtel de Ville, M. Hamon, commissaire à l'Information, du C. P. L. avait réuni la presse. Après avoir donné quelques informations sur l'origine du comité, fondé en automne 1943 par tous les organes de la Résistance et résumé brièvement la lutte clandestine que les militants eurent à livrer avant la libération, M. Hamon nous indique comment fonctionne le bureau auquel tous les organismes ont délégué leurs pouvoirs.

Suite page 2

Littérature et propreté

par Pierre SEGHERS

LE Comité national des écrivains français a tenu pour la première fois, à Paris, une réunion non clandestine. Il a attiré l'attention du gouvernement sur le péril qu'il y aurait à laisser impunies les fautes des écrivains qui ont, pendant quatre ans, trahi la cause de leur pays. Ceux qui faisaient partie des différents groupes « Collaboration », ceux qui se sont rendus aux invitations en Allemagne — tandis que plus de deux millions de Français demeuraient prisonniers ou déportés, — ceux qui recevaient de l'argent allemand, ceux qui par leurs écrits ou leur influence favorisaient la propagande ou l'oppression hitlériennes, tous ceux-là doivent être jugés. Jugés sévèrement.

Des écrivains français ont tenté, dès 1940, de transformer le désastre matériel de la France en une pourriture de l'esprit. A côté de la trahison militaire, ils instauraient le régime de la véritable trahison des clercs. L'éclat de leur nom, leur talent, leur prestige, ils les mettaient au service de l'occupant. M. de Montherlant « pissait sur les chenilles », et les chenilles, c'étaient nos femmes, nos enfants pendant l'exode. M. Jacques Chardonne entonnait le los de l'armée allemande. M. Drieu La Rochelle, nommé complaisamment à la direction de la Nouvelle Revue Française, tandis que son ancien directeur, M. Jean Paulhan, était emprisonné, Drieu La Rochelle dénonçait à la Gestapo les écrivains patriotes.

○●○

Ces écrivains sont coupables. Le public doit connaître leurs noms. Ce n'est pas faire tort à la littérature française que de faciliter une opération de nettoyage. Les noms... Une commission en dressera la liste. Rappelons-nous M. Charles Maurras, qui, chaque jour, dans son journal payé par les Allemands, tentait d'isoler davantage la France. M. Brasillach, qui, dans Je Suis Partout, préparait les bases besognes de M. Bony. M. Petitjean, qui, dans la N. R. F., s'avouait le chef d'un rassemblement de supermiliciens. M. André Thérive allait à Weimar, M. Ferdinand Céline crachait ses injures contre les israélites que massacraient les Allemands, M. Paul Morand recevait le Kommandant du Gross-Paris, « notre gracieux vainqueur ». Ah ! elle était belle, cette faction de la littérature française qui bavait sur nos Lettres, tandis que les véritables écrivains français se taisaient ou publiaient leurs livres dans la clandestinité.

A l'étranger, le plus grand tort a été porté à la France par ces traîtres. Car ce sont des traîtres, et si le mot paraît gros, il est juste. Ceux qui ont, par la fonction et le talent, un rôle qui dépasse leur personne et qui fait d'eux des représentants de leur pays, ceux-là ont le devoir de demeurer dignes de la France. D'après leurs livres et leurs articles, d'après leur attitude, l'étranger, mal informé pendant quatre ans, a jugé notre pays. Un officier américain, qui assistait à la réunion du Comité national des écrivains, le rappelait en disant qu'on ne saurait jamais combien cette propagande antifrançaise avait été néfaste. En Suisse, en Belgique, en Espagne, les services de diffusion de la pensée française ne laissaient pénétrer que les ouvrages où n'apparaissait pas le vrai visage du pays. Nos amis s'étonnaient : tout était-il changé en France ? Editeurs et auteurs avaient-ils perdu tout sens de l'honneur national ?

Suite page 2

En attendant la reprise du métro...
(Photo Parisien Libéré.)

Avec Leclerc jusqu'en Allemagne !

DÉPART DU PREMIER ENGAGÉ VOLONTAIRE PARISIEN

Un appartement simple, près de la rue Broca... C'est là que sa mère m'a reçu. Lui, j'aurais eu bien du mal à le voir : le 25 août, à peine les armées françaises étaient-elles entrées dans Paris, il a sauté sur un char et depuis il n'a plus rejoint son domicile. Mme O'Scanlan a reçu une simple carte de visite : « Retrouvé chef de Meknès. Je reste avec troupe Leclerc jusqu'en Allemagne. » Le 25 août, John O'Scanlan a saisi l'occasion qui s'offrait à lui, après quatre ans d'attente, d'être à nouveau lui-même. C'est le premier Parisien qui se soit volontairement engagé dans les rangs de l'armée victorieuse.

— Il avait médité son affaire, me dit sa mère. Depuis plusieurs jours il portait en poche son galon de sergent et un brassard tricolore. Il sentait venir le jour où il pourrait se manifester et accomplir le devoir pour lequel il se réservait jalousement depuis 1940. Le mardi, il était allé chez le coiffeur : « Très court, comme tu vois, dit-il à sa mère, il faut être prêt ! »

John O'Scanlan est un vrai Celte. Né d'une mère bretonne, il est d'ascendance irlandaise. Son grand père organisa la Croix-Rouge irlandaise et eut l'honneur de recevoir la Légion d'honneur des mains de M. Thiers. Son père se fit naturaliser. Il aurait voulu être militaire. Il est mort des suites de la Grande Guerre. C'est en son fils que devait se satisfaire ce désir déçu... John est né à Harfleur. Il a maintenant vingt-huit ans. Sa photo est au mur, le regard est droit et brillant, l'air décidé. C'est un garçon qui a toujours aimé vivre droitement, et servir. Il fit ses études au Havre, à l'institution Saint-Joseph. De cette première influence il a gardé — comme tant d'Irlandais — une solide piété et un ardent besoin de se dépenser et d'agir.

— Le scoutisme l'a longtemps accaparé, me dit Mme O' Scanlan, Avec l'argent que lui permettait de mettre de côté une existence sobre, il partait chaque année avec ses camarades. Il fut en Espagne, en Angleterre, en Hongrie, en Italie, en Suède. Maintenant il va voir l'Allemagne...

John O' Scanlan n'aime pas la vie militaire outre mesure : il est parti essentiellement pour satisfaire le besoin chaque jour plus pressant de faire son devoir de Français. Je vois bien que sa mère en a trop de joie et de fierté pour songer à s'attrister de sa solitude.

R. B.

Suite page 2

Premiers symptômes de la décomposition allemande

Nous avons eu, il y a quelque temps, l'affaire des maréchaux, généraux et officiers supérieurs allemands qui ont essayé de supprimer Hitler pour sauver ce qui reste du Reich.

Hitler a su déjouer leurs plans, faire tomber ces têtes trop enclines à réfléchir, et maintenir l'Europe, pour quelque temps, dans le conflit dévastateur qu'il provoqua il y a cinq ans. Mais d'autres Allemands, de plus en plus nombreux, finissent par comprendre, en dépit des efforts désespérés et méritoires de Goebbels et de l'aveuglement propre à ce peuple si totalement dépourvu, dans sa masse, d'esprit critique.

Nous apprenons de Stockholm que des unités de la garnison de Berlin se mutinent, que dans une ville de l'Allemagne du Sud des ouvriers, des femmes manifestent en criant : « A bas Hitler ! Nous voulons la paix ! » Les S. S. ont ouvert le feu sur la foule.

C'est Genève, d'autre part, qui annonce que 800 journalistes allemands soupçonnés d'avoir des sentiments antinazis ont été arrêtés. Ils feraient partie des agences D. N. B., Transocéan et Europa-Presse.

Cette trahison semble se répandre de plus en plus, et elle explique que depuis le 6 juin les Alliés ont fait en France plus de 400.000 prisonniers.

Il est évident que la débâcle militaire allemande a ébranlé les confiances les plus ardentes dans le génie du Führer.

Les Allemands saisissent soudain combien l'aventure a été funeste et qu'ils gagneraient à l'abandonner tout de suite. Les plus intelligents haïssent déjà celui qui non seulement a brisé pour longtemps les forces de l'Allemagne moderne, mais a fait détruire à jamais les trésors de dix siècles d'histoire germanique.

Combien de temps encore Hitler poursuivra-t-il cette guerre d'extermination, à laquelle lui-même et ses nazis veulent, pour retarder l'heure de leur châtiment, contraindre le peuple allemand pressé d'en finir ?

P. B.

LA SITUATION FINANCIÈRE EST SAINE

Une déclaration de M. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale

M. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, a fait, au cours d'une conférence de presse, un rapide compte rendu de la gestion du patrimoine impérial depuis 1940.

L'accord du 9 août 1940

Jusqu'au 30 juin 1943, date de la formation du Comité français de Libération nationale, la France libre a reçu, en vertu de l'accord du 9 août 1940, des avances du gouvernement britannique, qui sont de deux sortes :

1° Celles destinées à payer les dépenses proprement militaires, à l'exclusion des soldes. Elles ont été annulées, à la suite d'un accord d'aide mutuelle, passé avec la Grande-Bretagne, en vertu duquel celle-ci n'avait pas à rembourser les services de toute nature rendus à ses armées dans les territoires libérées ;

2° Les avances destinées à payer un certain nombre de dépenses administratives et politiques, ainsi que les soldes des troupes. Le 30 juin 1943 elles atteignaient à un total un peu supérieur à 25 millions de livres, c'est-à-dire à un peu plus de 5 milliards de francs.

C'est la seule dette qui nous incombe en application des accords Churchill-de Gaulle. Cette somme extrêmement faible — les dépenses de guerre ont été financées principalement par des contributions que se sont volontairement imposées les pays libérés — pourra être remboursée avec les ressources en livres sterling qui ont été accumulées par les soins du gouvernement provisoire.

Après le 30 juin 1943

A cette date, la France libre n'a plus fait appel aux avances britanniques. Mais l'Empire libéré a dû pour ses besoins civils (et en particulier pour l'envoi de colis aux prisonniers) et ses besoins militaires, faire de nombreux achats à l'extérieur — surtout aux Etats-Unis. L'armement de nos troupes a été assuré par le jeu des accords « prêt-bail ». Le ravitaillement pour les besoins civils a été délivré contre paiement. Malgré le grand effort fourni par l'Algérie, les protectorats d'Afrique du Nord et toutes nos colonies, il reste un arriéré d'un montant approximatif de 4 milliards de francs au 1er janvier dernier.

En fin de comptes, notre endettement extérieur s'élève à moins de 10 milliards de francs ; ce qui représente une somme extrêmement modique, si l'on songe qu'elle n'égale pas même le double de ce qu'a coûté l'Exposition de 1937, pas même ce que les autorités de Vichy versaient à l'Allemagne pour deux semaines d'occupation.

Suite page 2

RAVITAILLEMENT

BEURRE

50 gr. avec les tickets GB, 3, 4, 5 de la feuille de denrées diverses de septembre.

HUILE

100 gr. avec les tickets GA et 1 et 2 de la feuille de denrées diverses de septembre.

POMMES DE TERRE

1 kilo avec le numéro 28 de l'ancienne feuille de pommes de terre.

Le numéro 29 sera périmé le 14 septembre.

Pavoisons pour nos Alliés

Une belle vitrine à Gentilly

La circulation du courrier de la Seine

Le service postal « transport et distribution du courrier », y compris le courrier des prisonniers et l'arrivée des lettres, est repris dans les limites du département de la Seine.

APRÈS-DEMAIN

Le Parisien Libéré

commencera la publication d'une série d'articles :

ON CHANGERAIT PLUTOT LE CŒUR DE PLACE...

A l'heure où notre grande province de l'Est, si chère au cœur des Français, va enfin connaître la liberté, un de nos collaborateurs qui a participé à la RESISTANCE ALSACIENNE exposera à nos lecteurs l'héroïsme avec lequel les descendants de Kléber, bafoués et trahis par Vichy, ont victorieusement résisté à l'oppression hitlérienne.

CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, hier, à 17 h. 30, sous la présidence du général de Gaulle.

Le conseil a pris pour plusieurs départements une série de décisions relatives à l'épuration des cadres administratifs.

M. Massigli, ministre des Affaires étrangères, a mis le conseil au courant de la situation internationale.

La situation dans différentes parties de la France libérée a fait l'objet des rapports de M. E. d'Astier, ministre de l'Intérieur. Le rétablissement de l'administration civile se poursuit présentement de manière satisfaisante.

M. René Mayer, ministre des Communications, a mis le conseil au courant des dispositions prises pour la mise en état progressive du réseau des chemins de fer et des voies navigables.

Sur la proposition de M. Henri Bonnet, ministre de l'Information, M. Jean Guignebert, secrétaire général du ministère, est nommé directeur général de la Radiodiffusion.

Sur la proposition de M. E. d'Astier, ministre de l'Intérieur, M. Yves Chataigneau, secrétaire général auprès du délégué général des plénipotentiaires au Levant, a été nommé gouverneur général de l'Algérie.

M. JEAN GUIGNEBERT DEVIENT DIRECTEUR DE LA RADIODIFFUSION DE LA NATION FRANÇAISE

M. Jean Guignebert avait été chargé, il y a plus de six mois, de l'organisation de la Radio française.

S'étant mis au travail en pleine clandestinité, il a préparé, avec quelques collaborateurs, tout un programme d'émissions, et grâce à lui la voix de la France fut entendue du monde entier alors que les Allemands étaient encore maîtres de Paris. L'appel à l'insurrection fut lancé par la Radio française.

Le 6 juin, lorsque la Gestapo arrêta Tristan, Jean Guignebert accepta provisoirement le poste de secrétaire général à l'Information. Durant la bataille de Paris, il installa son ministère soigneusement dissimulé dans une maison amie, d'où il dirigea les manœuvres qui aboutirent à faire paraître soudainement une presse nouvelle, tandis que les chars allemands parcouraient encore la capitale.

Aujourd'hui il reprend sa place à la tête de la radio.

M. Jean Guignebert est un homme complet. Ancien externe des hôpitaux, il se dirigea très tôt vers le journalisme. Rédacteur au *Petit Journal*, puis correspondant de l'agence Radio à Berlin, nous le retrouvons à Genève en 1935. Tour à tour directeur de Radio-Cité, puis du Radio-Journal de France, Jean Guignebert fut partout un animateur de grand talent et ce qui ne gâte rien excellent et charmant confrère.

Dès l'armistice, il refusa de travailler pour le gouvernement de Vichy.

Il connut des années difficiles. Plein de confiance dans les destinées de la France, il accepta la vie d'homme traqué. Aujourd'hui, après les grands services qu'il a rendu à la Résistance, il reprend le poste où il a déjà servi au péril de sa vie.

Jacques FANO.

Les Parisiens porteront bientôt des chaussures américaines

Semelles de bois, empeignes d'ersatz ou fins souliers de « croco » ou d'antilope à 4.000 francs la paire, votre règne est en train de se terminer ! En effet, malgré les nécessités du ravitaillement américain, les autorités des U. S. A. ont songé à faire acheminer vers la France des marchandises de première nécessité. Parmi celles-ci figurent des centaines de milliers de paires de chaussures. Et ces chaussures seront bientôt réparties parmi nous.

— C'est tout ce qui reste du mur de l'Atlantique.

LES CRIMES DE LA GESTAPO "FRANÇAISE"

Bony reconnaît avoir rencontré Laval

M. Gerbinis, juge d'instruction, a été commis par le parquet pour mener l'enquête sur l'activité criminelle de cette monstrueuse abomination que l'on a appelée, à juste titre, la Gestapo française, et dans laquelle se sont distingués Lafont et Bony, arrêtés avant-hier. Les commissaires Clot et Levitre, de la police judiciaire, se tiennent à la disposition du magistrat instructeur et, après avoir entendu les deux principaux coupables, ils recueillent les déclarations de leurs nombreux acolytes. Le commissaire Clot nous a déclaré, hier soir :

— Plusieurs jours nous seront nécessaires, à mon collègue Levitre et à moi-même et à nos collaborateurs, pour venir à bout d'une enquête criminelle dont on peut dire qu'aucune autre jusqu'ici n'a revêtu pareille importance.

Il s'agit, en effet, de crimes nombreux, d'exécutions de toutes sortes, commis durant quatre ans. Les plaignants affluent : les uns viennent nous dire les mauvais traitements dont ils ont été eux-mêmes victimes, d'autres nous signalent la mort ou la disparition d'un des leurs, tombés dans les pièges tendus par les services de la rue Lauriston. Il s'agit d'une chaîne longue de méfaits commis par une bande de malfaiteurs qui a des ramifications. Aussi ne convient-il pas, pour le moment, afin de ne pas gêner l'enquête, de désigner d'autres complices que les deux chefs arrêtés, pas plus qu'il ne convient de publier encore les noms des victimes ou des plaignants.

Au cours de l'interrogatoire qui s'est poursuivi hier sous la direction de M. Gerbinis, juge d'instruction, Bony a reconnu qu'il avait eu plusieurs conversations avec Laval.

" Les barrages du Massif Central sont intacts "

déclare le préfet de la Seine

Dans une allocution prononcée à la radio, M. Flouret, préfet de la Seine, a confirmé que le régime actuel de l'électricité sera amélioré quand les « soudures » avec le Massif Central seront rétablies. A ce sujet, M. Flouret a précisé que *les barrages étaient intacts et qu'il ne s'agissait plus que de remettre en état les lignes à haute tension.*

Et, dès que le courant sera rétabli, a ajouté le préfet de la Seine, le métro reprendra toute son activité.

LES CRIMES DE LA GESTAPO "FRANÇAISE"

Bony reconnaît avoir rencontré Laval

M. Gerbinis, juge d'instruction, a été commis par le parquet pour mener l'enquête sur l'activité criminelle de cette monstrueuse abomination que l'on a appelée, à juste titre, la Gestapo française, et dans laquelle se sont distingués Lafont et Bony, arrêtés avant-hier. Les commissaires Clot et Levitre, de la police judiciaire, se tiennent à la disposition du magistrat instructeur et, après avoir entendu les deux principaux coupables, ils recueillent les déclarations de leurs nombreux acolytes. Le commissaire Clot nous a déclaré, hier soir :

— Plusieurs jours nous seront nécessaires, à mon collègue Levitre et à moi-même et à nos collaborateurs, pour venir à bout d'une enquête criminelle dont on peut dire qu'aucune autre jusqu'ici n'a revêtu pareille importance.

Il s'agit, en effet, de crimes nombreux, d'exécutions de toutes sortes, commis durant quatre ans. Les plaignants affluent : les uns viennent nous dire les mauvais traitements dont ils ont été eux-mêmes victimes, d'autres nous signalent la mort ou la disparition d'un des leurs, tombés dans les pièges tendus par les services de la rue Lauriston. Il s'agit d'une chaîne longue de méfaits commis par une bande de malfaiteurs qui a des ramifications. Aussi ne convient-il pas, pour le moment, afin de ne pas gêner l'enquête, de désigner d'autres complices que les deux chefs arrêtés, pas plus qu'il ne convient de publier encore les noms des victimes ou des plaignants.

Au cours de l'interrogatoire qui s'est poursuivi hier sous la direction de M. Gerbinis, juge d'instruction, Bony a reconnu qu'il avait eu plusieurs conversations avec Laval.

" Les barrages

8e ANNEE

Ce soir

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT

Numéro 925

Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Jeudi 7 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

LE COMITÉ PARISIEN DE LA LIBERATION proclame la déchéance du Conseil municipal

M. Hamon, commissaire à l'Information du C.P.L., a réuni ce matin à l'Hôtel de Ville les représentants de la presse. Il a fait un bref historique du Comité parisien de la Libération constitué clandestinement à l'automne 1943. Ce comité représentant 21 organisations, comprend un bureau où sont représentés l'Union des syndicats qui assure la présidence, le Front national, le Parti communiste, l'Organisation civile et militaire, Libération et Ceux de la Résistance. Il vient de s'adjoindre 7 personnalités parisiennes: Mme Mocquet la mère du jeune Guy Mocquet, assassiné par les Allemands, à Châteaubriant, le 27 octobre 1941, qui représente les familles de fusillés ; le professeur Langevin, de l'Institut ; le bâtonnier Charpentier ; le professeur Debré, de l'Académie de médecine ; M. l'abbé Lancremont, curé de Saint-Germain-des-Prés, longtemps détenu par les Allemands ; M. Barral, délégué des Anciens combattants, et pour représenter l'Université M. le professeur Mario Roques.

Quand le préfet s'appelait M. Février...

M. Hamon évoque les réunions clandestines aux quatre coins de Paris ou dans la banlieue, auxquelles assistait parfois l'actuel Préfet de la Seine qui s'appelait alors M. Février.

Après avoir rappelé les principaux épisodes de l'insurrection parisienne dirigée par le Comité parisien de la Libération, M. Hamon aborde les problèmes principaux que le Comité va essayer de résoudre.

Le C.P.L. a constitué un certain nombre de commissions qui seront présidées par les membres de son bureau. C'est ainsi que M. Carrel, qui représente le Front National, a été nommé secrétaire syndic de l'Hôtel de Ville et s'est vu également confier les Affaires militaires; Mme Pierre André, déléguée de l'O.C.M., a été chargée des affaires sociales et médicales ; M. Marrane, dont M. Hamon se plait à souligner la haute compétence en matière d'administration a été chargé de toutes les questions de police, tandis que M. Hamon assure la liaison avec la Préfecture et les communes.

Unité pour la victoire

Le C.P.L., qui groupe des organisations de tendances politiques différentes, veut maintenir l'unité forgée dans la résistance et dans le combat.

— Tous ces hommes, nous dit-il, ont en commun la volonté de victoire et la volonté de reconstruction. Travailler pour l'unité, c'est travailler pour la grandeur et l'indépendance du pays. »

(Suite en deuxième page)

G. Q. G. ALLIE EN FRANCE

Les troupes alliées qui procèdent au nettoyage d'une poche ennemie au sud-ouest de Mons ont fait 14.000 prisonniers et capturé ou détruit 50 tanks et 1.500 véhicules divers.

LA GUERRE EST ENTRÉE DANS SA PHASE DÉCISIVE

Dix heures après la déclaration de guerre de l'U.R.S.S. à la Bulgarie

Sofia demande l'armistice

LA FERMETÉ DE MOSCOU A DÉJOUÉ LES MANŒUVRES DES AGENTS BULGARES HITLÉRIENS

LE FILM des événements de Bulgarie

FIN AOUT

L'écrasement total de l'armée allemande en Roumanie a des répercussions immédiates non seulement au nord du front oriental (front de Varsovie enfoncé, capitulation de fait de la Finlande), mais aussi dans les Balkans où les forces nazies de Grèce et de Bulgarie sont complètement désorganisées.

4 SEPTEMBRE

En Bulgarie, le gouvernement Mouraviev rapporte les mesures d'inspiration nazie, dissout l'Assemblée nationale dont la majorité s'était prononcée pour la guerre aux côtés de l'Allemagne, **proclame la neutralité de son pays, engage des négociations d'armistice avec les Alliés, sans rompre les relations diplomatiques avec le Reich, la direction suprême de la politique extérieure restant au fasciste Filov, régent de Bulgarie.**

5 SEPTEMBRE

L'agence Tass communique : « Seule l'Allemagne a profité jusqu'ici de la politique de neutralité de la Bulgarie qui a permis à des centaines de navires et à des milliers de soldats allemands poursuivis de trouver un refuge dans ce pays. Cette politique permet encore au Reich d'utiliser les ports bulgares comme bases de sous-marins qui représentent un danger pour la navigation soviétique dans la mer Noire », et l'agence soviétique laissait prévoir la décision rendue publique par Radio-Moscou, à 10 heures : **Déclaration de guerre de la Russie à la Bulgarie.**

6 SEPTEMBRE

Aux premières heures du matin, on apprend que la Bulgarie a demandé à l'U.R.S.S. l'armistice par l'intermédiaire de la légation soviétique à Sofia.

Sofia, 6 septembre. — **La radio bulgare annonce que le gouvernement a demandé l'armistice à l'U.R.S.S. par l'entremise de la légation soviétique à Sofia. M. Sarafov, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et M. Ivan Altanov, directeur du département politique du ministère, ont rendu visite au chargé d'affaires soviétique à Sofia et l'ont informé « qu'ils étaient chargés par le gouvernement bulgare de demander au gouvernement soviétique la conclusion d'un armistice. »**

LA NOTE SOVIETIQUE

La guerre soviéto-bulgare est sans doute le plus court de tous les conflits qui se sont succédé depuis 1939. Commencée officiellement hier, à 19 heures, elle prenait fin ce matin par une demande d'armistice du gouvernement bulgare. L'attitude ferme de l'U.R.S.S. a eu raison des atermoiements du cabinet de Sofia.

A 19 heures, M. Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, remettait à M. Stamenov, ambassadeur de Bulgarie à Moscou, la note suivante du gouvernement soviétique:

La Bulgarie a, jusqu'ici, apporté une aide effective à l'Allemagne dans la guerre contre l'U.R.S.S. Le gouvernement soviétique a tenu compte que la Bulgarie n'était pas en état de résister à l'Allemagne, qui contrôlait presque toute l'Europe. Il a patienté également lorsque les cercles officiels bulgares ont aidé les Allemands à évacuer la Crimée et à sauver les restes de l'armée allemande du sud.

(Lire la suite en 2e page.)

Aix-la-Chapelle occupée la ligne Siegfried percée les Alliés s'enfoncent en Allemagne

ILS ATTEIGNENT LES FAUBOURGS DE ROTTERDAM

Sur toute l'étendue du front de l'Ouest, en France, en Belgique, en Hollande, en Luxembourg, et en Allemagne, la lutte qui se déroule ne ressemble plus en rien à une bataille normale où deux armées sont en présence, l'une attaquant en force et contraignant l'autre à reculer. Il n'y a plus que la fuite éperdue des divisions allemandes incapables de combattre en rase campagne et qui peuvent seulement demander leur salut à la protection de lignes fortifiées. Ce chaos de fuyards, bombardés par l'aviation alliée, privés comme nous, en 1940, de tout secours aérien et devancés sur bien des points par l'avance de nos colonnes motorisées, foncent jusqu'à la mer, sont coupés de leur ligne de retraite. Aussi, dans les jours qui vont suivre, le nombre des prisonniers s'élèvera-t-il à un chiffre sans précédent.

C'est ainsi que, dans des villes comme Le Havre, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, certains îlots restent isolés pour quelques heures ou quelques jours, capables encore de détruire, comme ces artilleurs de Boulogne tirant hier sur les côtes britanniques, mais incapables d'entraver le déroulement normal des opérations. Les pièces lourdes des batteries côtières, retournées, balaient les routes.

L'occupation de la région d'Ostende-Anvers par les Alliés inquiète stratégiquement ces assiégés. En tout cas, toutes les poches sérieuses sont concentrées dans la région limitée au sud par la Canche — sur laquelle Montreuil et Hesdin sont enlevés, — à l'est par la Lys et au nord par l'Escaut. Dans le Pas-de-Calais, 50.000 Allemands sont cernés ; leurs gros mortiers font de terribles dégâts. Par endroits, l'intensité de la bataille rappelle la lutte pour Caen.

En Belgique, la prise de Louvain, de Dinant et de Givet et le nettoyage des nids de résistance dans la région de Mons et de Namur ne permettent pas, malgré tout, de tracer une ligne de feu continue. D'une part, les flèches blindées qui se trouvent à proximité de Rotterdam et même, selon des rumeurs peut-être trop optimistes, d'Amsterdam, progressent à une telle cadence que l'occupation complète du terrain est impossible. D'autre part, les nazis cernés à Gand, à Bruges et ailleurs, s'efforcent encore de se frayer un chemin vers le Sud-Est.

Dans la forêt des Ardennes, la bataille fait rage sans que l'on puisse délimiter exactement la position des adversaires.

Au nord-est de celle-ci, la région d'Eupen semble occupée par nos troupes et l'**Associated Press** annonce la prise d'Aix-la-Chapelle. Une grande ville allemande, une ancienne capitale de l'Empire germanique est donc tombée entre nos mains.

Plus au Sud, les unités venues de Longwy et de Thionville, en France, ont occupé la ville luxembourgeoise d'Esch et continuent leur progression. Les troupes qui opèrent dans la région de Metz ont progressé vers le Nord-Est et occupé Sarrebruck, franchissant à leur tour la frontière allemande. Entre Metz et Nancy, la prise de Pont-à-Mousson permet plus de liberté d'action à nos forces qui opèrent plus à l'Est dans la région de Strasbourg.

Loudun, Salins, Les Sables-d'Olonne libérés par les F.F.I.

Londres, 6 septembre. — Toutes les informations alliées et allemandes confirment, mardi soir, que la bataille gagne maintenant les abords de la trouée de Belfort.

Le *D.N.B.* signale qu'une forte colonne blindée alliée a été vue au sud de Besançon, avançant vers le nord. Besançon est à moins de 75 kilomètres au sud-ouest de Belfort, et l'agence allemande a pu ajouter, non sans vraisemblance, que cette colonne avait pour mission de forcer la trouée de Belfort.

Le communiqué publié aujourd'hui par le général Kœnig déclare que les F.F.I. ont été particulièrement actifs dans la région du Doubs, c'est-à-dire le long de la frontière suisse et à proximité de Belfort. Les Français ont pris Salins-du-Jura, tandis que de nouveaux engagements étaient signalés entre Besançon et Pontarlier. D'autre part, les patriotes français ont pris Loudun et Richelieu, au sud-ouest de Tours. Sur la côte de l'Atlantique, les Allemands ont évacué Marans et les Sables-d'Olonne.

J.-C. Legrand, Paul Chack, Abel Hermant et (ci-dessus) Sacha Guitry dans leurs cellules au camp de Drancy.

A Drancy, on fume des cigarettes américaines...

ET LES DÉTENUS Y COTOIENT DES PRISONNIERS SOVIÉTIQUES !

Lorsque nous avons pénétré ce matin dans le camp de Drancy, un gardien fumait une cigarette.

— C'est une Chesterfield, précisa-t-il, qu'une détenue m'a offerte ce matin.

La chose se passe de commentaires. Elle est le symbole de tout ce que nous allons découvrir, sous les galeries, dans les chambres, sur les pelouses où hier encore les détenus s'ébattaient au soleil.

Il n'y a pas bien longtemps, des familles entières,a près avoir été flagellées furent déportées de ce camp vers des lieux d'où beaucoup d'entre elles ne sont pas revenues. On y loge aujourd'hui pêle-mêle avec d'insignifiants collaborateurs des miliciens, tueurs professionnels qui avouent en ricanant des meurtres qu'on se refuse à décrire.

Lorsqu'on a visité ces chambres, dont la plupart contiennent des lits lorsqu'on a pris connaissance des menus où la confiture voisine avec le vrai sucre, on a envie de mettre sur la porte l'écriteau que l'on trouve sur certaines auberges de campagne : « Ici, bon gîte et bonne chère ».

Sacha Guitry se fait raser à domicile

Au premier étage, les gros bonnets, « les « huiles », selon le mot d'un gardien, ancien interné, qui nous accompagne, M. Sacha Guitry se fait raser par un coiffeur qui vient le trouver à domicile. Sacha Guitry porte un béret. Où est le fameux chapeau, qu'on a vu si longtemps accroché aux patères du Maxim's parmi les képis verts des officiers allemands ? Dans une chambre voisine, MM. Paul Chack, Abel Hermant, Me Jean-Charles Legrand, tuent le temps sans trop d'amertume. Mme Mary Marquet demande cinq minutes pour s'habiller et poser devant le photographe. Hier, Mme Charlotte Lysès a retrouvé Sacha Guitry qu'elle n'avait pas vu depuis trente ans. Ils ont été un peu émus de se revoir tous les deux.

Aux fenêtres garnies de monde, on converse, on papote. Quelques détenues au crâne rasé fument des cigarettes. On reçoit ici les colis que l'on veut. Il serait dommage de délaisser ces petits riens qui meublent agréablement une journée. La chambre aux murs gris qui ne vaut évidemment pas le boudoir, mais l'imprévu, ne manque pas de charme.

Ce matin, un petit scandale a pris fin. Ces messieurs et ces dames vivaient ensemble dans une dangereuse promiscuité dont ils abusaient un peu.

On a décidé de leur faire faire chambre à part. Le transfert s'est accompli ce matin. Mais ce n'est que la fin d'un petit scandale.

L'autre continue.

Des prisonniers de l'Armée Rouge !

Sous les galeries, nous avons rencontré un homme, sombre brute, ex-milicien qui a 39 crimes sur ce qui lui sert de conscience. Il les a avoués l'autre jour en narguant un gardien. Le gardien l'a giflé. Quand il a ensuite rendu compte de son geste, on lui a dit : « Vous n'aviez pas le droit de porter la main sur lui. » Voici autre chose. Une chose qu'il faut avoir vue pour y croire : on peut croiser, entre les pelouses, des hommes qui portent sur un brassard l'étoile rouge de l'armée soviétique. Ce ne sont pas des gardiens. Ce sont des prisonniers, anciens internés des Allemands. Ils sont encore là. Ils ne sont pas libérés. Les gardiens attendent des ordres et les ordres n'arrivent pas...

François POLI.

« Je vous donnerai des pièces de 20 sous si vous me donnez de l'électricité »

NOUS DIT M. MICHEL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MONNAIE

Au deuxième étage d'un petit escalier en colimaçon, dans l'aile droite du vieil hôtel Conti, se trouvent les services administratifs de l'administration des Monnaies et Médailles, de paisible réputation.

Mais le noble bâtiment de l'architecte Antoine porte sur sa façade les stigmates du combat libérateur et, dans l'antichambre, un garçon de bureau, mutilé de la bataille de Soissons de 1918, écoute le récit que lui fait, les yeux embués, un employé de la maison qui vient de perdre sa femme et sa petite fille tuées dans le bombardement de Beaumont par les Allemands.

« Du moins, me dit M. Michel, nous avons sauvé l'honneur. »

Je suis dans le cabinet du secrétaire général, une pièce vaste qu'ennoblissent sa simplicité et l'incomparable lumière des bords de Seine. Comment ne pas parler d'abord, près de ce ciel léger sur ce fleuve harmonieux, de la libération ? D'ailleurs, l'hôtel n'abrite-t-il pas un état-major américain dont les petites Jeep virevoltent là où ferraillaient jadis les pesantes roues des carrosses du prince de Conti.

M. Michel, le secrétaire général, si jeune derrière son bureau austère, rit au souvenir du fil à retordre que son administration a donné à l'occupant :

« Nous avons réussi le tour difficile de ne laisser partir en Allemagne que six ouvriers sur six cents. Et encore, deux étaient-ils volontaires. Et quant à nos fabrications, nous avons obtenu, sauf pour les pièces de deux sous, et après quels palabres, vous le devinez, de substituer au zinc que voulaient nous imposer les Allemands, le précieux aluminium qui faisait tant défaut à leurs usines d'aviation.

(Lire la suite en 2e page.)

La brigade du crime

POUR RECRUTER DES HOMMES DE MAIN Bony-Lafont-Prévost FAISAIENT UNE CONCURRENCE DÉLOYALE A Déat-Doriot-Darnand

L'instruction de l'affaire Bony-Lafont vient d'être confiée au juge Gerbinis. Il faudra compter cinq à six mois avant que les recherches, perquisitions et interrogatoires aient donné tout ce qu'on en attend.

Ce matin, à 10 heures, Bony est entré dans le bureau du quai de Gesvres où il sera interrogé jusqu'à minuit vraisemblablement. C'est un Bony ébouriffé, aux traits tirés sous une barbe de trois jours, que nous avons croisé dans les couloirs, mains enchaînées. Sa journée sera chargée : il aura à faire face à la demi-douzaine d'inspecteurs qui l'accableront de questions précises.

Lafont sera entendu demain. Exténué, à bout de nerfs, il n'est plus qu'une loque. Une loque humaine qui n'a qu'une envie : en finir le plus tôt possible. De peur qu'il ne se suicide dans sa cellule, la surveillance a été renforcée.

Quant au restaurateur Alexis Pierlovisi, nous croyons savoir que le bureau américain des « Civils Affairs » s'intéresse particulièrement à son cas et l'entendra prochainement.

Pendant que débutait l'interrogatoire Bony, le commissaire Lévitre procédait à l'audition d'une des femmes de chambre de la princesse Tchernitcheff. Celle-ci, qui n'a pas encore été arrêtée, était le seul agent-femme de la rue Lauriston. Elle circulait munie de laissez-passer multiples et toujours armée. Les « fahrheute » (indicateurs de police), comme les appelait leur grand chef, le colonel Knochen, l'avait surnommée, à cause de sa taille impressionnante, le cosaque.

Il y a huit jours exactement, un véritable conseil de guerre siégeait à une centaine de mètres de la place Clichy. Ils étaient sept à discuter autour d'une lampe à acétylène, dans l'arrière-salle enfumée d'un **café désert. Dehors, une fusillade** intermittente balayait la rue Caulaincourt.

A mort...

Indifférents aux bruits extérieurs, les Sept discutaient. Ils citaient un nom, d'autres encore. Pas besoin de papier pour établir une liste, les noms étaient gravés dans leur mémoire. Et à chaque fois, l'arrêt, le verdict rendu était le même : Jean Sartore : condamné à mort. Ricord... à mort. Serge de Lenz... à mort. Villaplane... à mort.

Et les noms défilaient... Dès le lendemain, les exécutions commençaient. La pègre se faisait justice.

Les Sept — gangsters redoutés — avaient entrepris l'épuration du milieu.

Il faut payer

Ils raisonnaient ainsi :

— *Nous sommes des gens qui vivent en marge des lois, des voyous d'accord, mais nous ne sommes pas des Allemands. Pendant quatre ans, réduits à l'impuissance, nous avons gardé le silence. Nous avons vu des choses ignobles Nous avons vu des hommes, nos amis d'hier, trahir leurs amitiés, vendre aux Allemands des Français, les faire fusiller en échange de quelques billets de mille. Nous les avons vus livrer des juifs à la Gestapo. Nous les avons entendus se vanter des coups qu'ils ont portés à des Français.*

Maintenant, nous leur demandons des comptes. Il faut payer et ce n'est pas le brassard F.F.I. qu'ils ont arboré à la dernière minute qui pourra empêcher certains des hommes de Bony et Lafont d'échapper à notre justice.

La justice du milieu est impitoyable. Nous avons dit hier, comment, pour s'y soustraire, le restaurateur Alexis s'était réfugié à la Police judiciaire. Mais le milieu a frappé quand même Alexis dans la personne de son fils, abattu à coups **de revolver.**

La série est commencée ; les carambolages continuent.

Recrutement première manière

Montmartre ne pardonne pas aux agents de la rue Lauriston leur action antifrançaise. Il ne leur pardonne pas non plus les procédés qu'ils ont employés, ces derniers mois, pour intensifier le recrutement de nouveaux membres dans leurs brigades.

Au début, celui-ci fut des plus simples. Un malfaiteur en difficultés avec la police était-il signalé aux agents de Lafont? Aussitôt ils allaient lui offrir l'impunité en échange de ses services. Et de fait, ceux de la rue Lauriston étaient « tabous ». A plus d'une reprise, Bony et Chamberlin sont venus réclamer, dans des commissariats et même à la police judiciaire, ceux de leurs collaborateurs qu'y avait conduits une fausse perquisition, un chantage ou quelque autre méfait. Souvent, en dernier argument, pour mieux convaincre commissaire ou inspecteurs, ils sortaient leur mitraillette.

A ce sujet, et à titre d'information, signalons qu'un mot de la direction de la police judiciaire enjoint à tous les commissaires d'indiquer s'ils ont été l'objet d'une pression de la part de Bony, Lenfant, Prévost ou, d'une façon générale, de la Gestapo française.

P.P.F.-R.N.P. ou Milice ?

Ainsi donc, sûrs de ne plus être inquiétés, beaucoup s'enrôlaient dans les groupes de la rue Lauriston.

Un soir, à l'heure de partir, à « La Dame Blanche », un jeune voyou, sorti le matin même de prison, montre à la ronde le fascicule tout neuf qui lui a été remis. Un beau livret à couverture rouge. Le livret des interdits de séjour.

(Suite en deuxième page)

Le premier livre sur la libération

Le premier livre sur les événements qui conduisirent à la libération de la France vient d'être publié en Angleterre. C'est *Le Chemin qui ramène à Paris (The road back to Paris)*, par A.J. Liebling.

Peter Quennel, critique du *Daily Mail*, estime que c'est un des meilleurs livres de correspondant de guerre paru jusqu'ici.

L'auteur en est Américain. Bien que la matière du livre nous soit familière, il en fait un usage exceptionnellement vivant et amusant.

Qu'il raconte les désagréments pittoresques d'un vieil et digne hôtel de Londres, qu'il parle du général de Gaulle (qui lui rappelle M. de Valera), de Grimsby, « ma ville préférée en Angleterre » ; qu'il écrive : « Des Anglais parlent aux Anglais après moins de cinq verres », le récit de ses expériences mérite toujours notre attention.

M. Liebling, qui a suivi les opérations de l'armée américaine pendant la campagne de Normandie, est à Paris en ce moment.

Où en est le relèvement des salaires ?

Aucun taux n'est encore fixé

Le relèvement des salaires suscite un vif intérêt parmi les travailleurs. En effet, si le coût de la vie est monté de 300 0/0 depuis 1939 les salaires, eux, n'ont grimpé que de 40 0/0.

M. Brenot, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, a bien voulu nous faire part de l'entretien de M. Tixier, ministre des Affaires sociales, avec les représentants de la C.G.T. et du syndicat chrétien.

« Le ministre, nous dit M. Brenot, admet le principe du relèvement des salaires avec effet rétroactif du 1er septembre. Mais le taux du relèvement n'est pas définitivement fixé. M. Tixier proposait 30 à 40 0/0 sur le salaire légal fixé par Vichy. Mais le salaire réel est en réalité plus élevé car les patrons patriotes, l'action ouvrière, avaient obtenu l'adjonction d'indemnités substantielles au salaire légal. Ainsi, pour un salaire légal fixé à 9 francs de l'heure, un manœuvre du bâtiment touchait comme salaire réel 16 à 18 francs. Les syndicats ont donc insisté pour que le taux du relèvement soit calculé sur ce que touchent effectivement les ouvriers et non sur le salaire légal.

« M. Tixier a admis le bien-fondé de l'objection ; il s'est engagé formellement à la présenter au gouvernement et à remanier son projet dans le sens indiqué par les syndicats. »

L'épuration continue

LE GÉNÉRAL DENTZ EST ARRÊTÉ

Selon le journal « La Suisse », le comité local des F.F.I. du département de l'Isère a fait arrêter le général **Dentz**, ancien haut-commissaire de Syrie.

D'autre part, MM. **Marcel Besson**, directeur du « Petit Dauphinois », bien connu pour ses idées collaborationnistes et **Pierraux**, ancien délégué régional aux Sports près le gouvernement de Vichy, ont également été incarcérés.

Direction des Beaux-Arts

Ont été suspendus de leurs fonctions :

MM. **Lamblin**, sous-directeur ; **Allirol**, chef du bureau de l'enseignement, des travaux d'art et des spectacles ; **Poli**, chef de bureau des travaux d'art ; **Douffet**, des bâtiments civils, membre de la L.V.F. ; **Mol**, conservateur du musée de Pau ; **G.-H. Rivière**, conservateur du musée des Arts et Traditions populaires ; **J.C. Moreux**, architecte des bâtiments civils.

M. **Georges Grappe**, conservateur du musée Rodin, a été arrêté.

Ministère du Travail

En plus de quelque 17 miliciens retrouvés parmi le personnel, ont été arrêtés :

M. **Roujoux**, directeur du personnel, bras droit de Déat, et **Mlle Thévenet**, créature de Déat, bibliothécaire du ministère.

Enfin, on annonce l'arrestation de **M. de Beaumont**, député.

Préfecture de police

M. Angelo Chiappe, préfet vichyssois, a été arrêté hier. Par ailleurs, ont été détenus, outre le préfet de police, 5 directeurs, 26 commissaires divisionnaires, 7 officiers de paix, 33 inspecteurs principaux, 34 inspecteurs adjoints, 60 brigadiers, 127 gardiens et 400 agents de la police municipale.

De la brigade spéciale, signalons l'arrestation de Leblanc, Beauval, Guerdoux, Louis, Candos, Baudet, Caumont, Dupuis, Miot, Guelpa, Falaise et Odin.

Pierre Fresnay arrêté

Enfin, quelques collaborateurs de marque, parmi lesquels **M. Oswald Max**, industriel, ex-commandant de l'armée allemande, et **M. Pierre Fresnay**, vedette connue de la Continental, ont été également arrêtés.

Comme l'ont été ceux de M. Pierre Laval, souhaitons que tous les biens de ces collaborateurs soient confisqués !

M. Berry est chargé d'instruire les affaires de haute trahison et d'intelligence avec l'ennemi

La justice poursuivant les policiers qui ont servi la Gestapo ne s'est pas arrêtée à la capture sensationnelle de **Bony** et de **Lafont**.

(Suite en deuxième page)

Please... l'Avenue de l'Opéra ?

Et le gardien de la paix tout heureux de rencontrer d'aussi charmantes infirmières, s'empresse à les renseigner. Il leur servirait même de cicerone si le service le permettait.

La brigade du crime

POUR RECRUTER DES HOMMES DE MAIN
Bony-Lafont-Prévost
FAISAIENT UNE CONCURRENCE DÉLOYALE A
Déat-Doriot-Darnand

L'instruction de l'affaire Bony-Lafont vient d'être confiée au juge Gerbinis. Il faudra compter cinq à six mois avant que les recherches, perquisitions et interrogatoires aient donné tout ce qu'on en attend.

Ce matin, à 10 heures, Bony est entré dans le bureau du quai de Gesvres où il sera interrogé jusqu'à minuit vraisemblablement, C'est un Bony ébouriffé, aux traits tirés sous une barbe de trois jours, que nous avons croisé dans les couloirs, mains enchainées. Sa journée sera chargée : il aura à faire face à la demi-douzaine d'inspecteurs qui l'accableront de questions précises.

Lafont sera entendu demain. Exténué, à bout de nerfs, il n'est plus qu'une loque. Une loque humaine qui n'a qu'une envie : en finir le plus tôt possible. De peur qu'il ne se suicide dans sa cellule, la surveillance a été renforcée.

Quant au restaurateur Alexis Pierlovisi, nous croyons savoir que le bureau américain des « Civils Affairs » s'intéresse particulièrement à son cas et l'entendra prochainement.

Pendant que débutait l'interrogatoire Bony, le commissaire Levitre procédait à l'audition d'une des femmes de chambre de la princesse Tchernitcheff. Celle-ci, qui n'a pas encore été arrêtée, était le seul agent-femme de la rue Lauriston. Elle circulait munie de laissez-passer multiples et toujours armée. Les « fahrheute » (indicateurs de police), comme les appelait leur grand chef, le colonel Knochen, l'avait surnommée, à cause de sa taille impressionnante, le cosaque.

Il y a huit jours exactement, un véritable conseil de guerre siégeait à une centaine de mètres de la place Clichy. Ils étaient sept à discuter autour d'une lampe à acétylène, dans l'arrière-salle enfumée d'un café désert. Dehors, une fusillade intermittente balayait la rue Caulaincourt.

A mort...

Indifférents aux bruits extérieurs, les Sept discutaient. Ils citaient un nom, d'autres encore. Pas besoin de papier pour établir une liste, les noms étaient gravés dans leur mémoire. Et à chaque fois, l'arrêt, le verdict rendu était le même : Jean Sartore : condamné à mort. Ricord... à mort, Serge de Lenz.., à mort. Villaplane... à mort.

Et les noms défilaient... Dès le lendemain, les exécutions commençaient. La pègre se faisait justice.

Les Sept — gangsters redoutés — avaient entrepris *l'épuration du milieu.*

Il faut payer

Ils raisonnaient ainsi :

— *Nous sommes des gens qui vivent en marge des lois, des voyous d'accord, mais nous ne sommes pas des Allemands. Pendant quatre ans, réduits à l'impuissance, nous avons gardé le silence. Nous avons vu des choses ignobles Nous avons vu des hommes, nos amis d'hier, trahir leurs amitiés, vendre aux Allemands des Français, les faire fusiller en échange de quelques billets de mille. Nous les avons vus livrer des juifs à la Gestapo. Nous les avons entendus se vanter des coups qu'ils ont portés à des Français.*

Maintenant, nous leur demandons des comptes. Il faut payer et ce n'est pas le brassard F.F.I. qu'ils ont arboré à la dernière minute qui pourra empêcher certains des hommes de Bony et Lafont d'échapper à notre justice.

La justice du milieu est impitoyable. Nous avons dit hier, comment, pour s'y soustraire, le restaurateur Alexis s'était réfugié à la Police judiciaire. Mais le milieu a frappé quand même Alexis dans la personne de son fils, abattu à coups de revolver.

La série est commencée ; les carambolages continuent.

Recrutement première manière

Montmartre ne pardonne pas aux agents de la rue Lauriston leur action antifrançaise. Il ne leur pardonne pas non plus les procédés qu'ils ont employés, ces derniers mois, pour intensifier le recrutement de nouveaux membres dans leurs brigades.

Au début, celui-ci fut des plus simples. Un malfaiteur en difficultés avec la police était-il signalé aux agents de Lafont? Aussitôt ils allaient lui offrir l'impunité en échange de ses services. Et de fait, ceux de la rue Lauriston étaient « tabous ». A plus d'une reprise, Bony et Chamberlin sont venus réclamer, dans des commissariats et même à la police judiciaire, ceux de leurs collaborateurs qu'y avait conduits une fausse perquisition, un chantage ou quelque autre méfait. Souvent, en dernier argument, pour mieux convaincre commissaire ou inspecteurs, ils sortaient leur mitraillette.

A ce sujet, et à titre d'information, signalons qu'un mot de la direction de la police judiciaire enjoint à tous les commissaires d'indiquer s'ils ont été l'objet d'une pression de la part de Bony, Lenfant, Prévost ou, d'une façon générale, de la Gestapo française.

P.P.F.-R.N.P. ou Milice ?

Ainsi donc, sûrs de ne plus être inquiétés, beaucoup s'enrôlaient dans les groupes de la rue Lauriston.

Un soir, à l'heure de partir, à « La Dame Blanche », un jeune voyou, sorti le matin même de prison, montre à la ronde le fascicule tout neuf qui lui a été remis. Un beau livret à couverture rouge. Le livret des interdits de séjour.

(Suite en deuxième page)

La brigade du crime

(Suite de la première page)

— *Que comptes-tu faire? lui demande-t-on.*

— *Tu comprends, ce qu'il me faut, c'est une planque. Qu'est-ce qui vaut mieux : que je me fasse inscrire au P.P.F., au R.N.P. ou à la Milice?*

— *La Milice, c'est caserne et compagnie. Le P.P.F., c'est plus sûr. Là, avec les copains, tu as tout de suite ce que tu veux.*

Alors, un homme qui se tenait à l'écart — un homme gras, à la peau bistrée, qui joue tout le temps avec une paire de menottes —, s'approche. C'est Bouboule, le Kabyle :

— *Tout ça, c'est du boniment. Le P.P.F., je dis pas, c'est bien, là tu seras tranquille. Mais le P.P.F., il te donne pas à manger. Alors? Tandis que moi, je te donne la combine: tu sors tes papiers, les agents se mettent au garde à vous. Tu seras un monsieur, quoi! Et puis avec ça, des affaires...*

Bouboule recrutait pour la rue Lauriston.

Recrutement seconde manière

Mais, lorsque les « affaires » de trafic d'or, de perquisitions furent épuisées, le recrutement, basé sur l'appât du gain, devint plus difficile.

C'était à l'époque où le lieutenant Prévost avait besoin d'hommes de main pour traquer ceux qu'à Paris, on nommait les *maquisards*, et qu'en province, on appelle encore, avec une sorte de fierté et une pointe de noblesse, les *marquisards*.

Bony-Lafont-Prévost imaginèrent alors une souricière. Ils envoyaient chez un gangster germanophile un de leurs agents qui faisait l'offre suivante :

— *Je te propose une affaire en or : cambriolage d'une villa inhabitée. Il n'y a que toi et moi dans le coup.*

Si l'autre acceptait, *l'affaire en or* se déroulait selon le scénario dressé par les chefs : cambriolage par effraction avec armes à la main. Au milieu de l'opération, des policiers — des vrais — surgissent — des Allemands :

— *Haut les mains!*

L'engrenage

Les deux sont emmenés. On fait croire au germanophile que son complice est, comme lui, au secret (alors qu'on l'a relâché, sitôt la comédie achevée).

Quelques jours passent. Pas d'interrogatoire. Quand on sort le prisonnier de sa cellule, il est à bout de nerfs. Alors qu'il s'attend à passer en jugement pour être fusillé, on lui propose un marché :

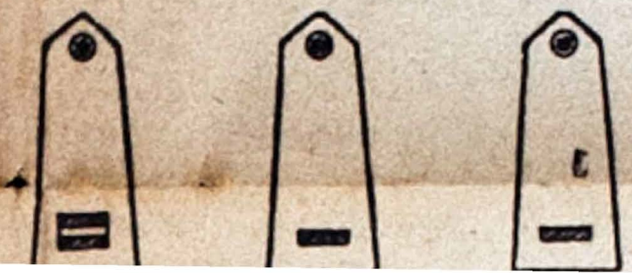
— Cambriolage, port d'arme : peine de mort. Travaille avec nous et tu es remis en liberté séance tenante, comme ton ami qui vient d'accepter.

Ils sont bien une trentaine à être tombés dans ce piège. Ils croyaient pouvoir s'en tirer en ne mettant qu'un doigt dans l'engrenage. Mais l'engrenage les a entraînés.

Mutineries à Berlin

Stockholm, 6 septembre. — Le correspondant en Allemagne du journal suédois « Aften Tidningen » annonce que la révolte gronde en Allemagne : plusieurs unités de la garnison de Berlin se sont mutinées. La tension est particulièrement aiguë en Allemagne du Sud ou dans les rues d'une ville, des ouvriers, des femmes, ont manifesté en criant : « A bas Hitler, nous voulons la paix ! » Les S.S. ont ouvert le feu sur la foule et tué plusieurs personnes.

L'ARMÉE AMÉRICAINE



PARIS
14, Rond-Point des Champs-Élysées
RÉDACTION ADMINISTRATION
21, Boulevard Montmartre
Tél. RIC. 99 41

LE FIGARO

Le Gaulois

2 francs

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

« Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent rien, et ne sont bons à rien. » BEAUMARCHAIS.

JEUDI 7 SEPTEMBRE 1944
N° 15 118e ANNÉE

TARIFS DES ABONNEMENTS
3 mois ..... 140 francs
6 mois ..... 260 francs
1 an ..... 500 francs
Les abonnements sont reçus à : 21, boulevard Montmartre et 14, Rond-Point des Champs-Élysées
C/C Postal Paris : 31343

LE PAPE et le problème social

La grande voix du pape vient de se faire entendre. Dans une allocution prononcée vendredi (dont il est regrettable que nous n'ayons pas encore le texte intégral), S. S. Pie XII a défini les termes du problème social qui se posera à tous les peuples au lendemain de l'effroyable catastrophe qu'ils viennent de subir. Message d'une considérable importance. Le pape n'a pas hésité à montrer la gravité des responsabilités qui incomberont aux « reconstructeurs » de cette malheureuse Europe, de ce malheureux monde. Il n'a pas hésité à rappeler à ceux qui les méconnaissent ou qui les oublient les principes mêmes du christianisme. « Depuis ses origines, a dit Pie XII, l'Eglise s'est érigée en défenseur des opprimés contre la tyrannie des puissants et elle s'est penchée vers les malheureux et les sans-espoir. Elle défend la propriété privée en tant que celle-ci est d'accord avec la loi divine... Mais bien qu'elle considère le principe de la propriété privée comme un droit naturel, elle n'a pas l'intention de soutenir à tout prix le présent état de choses ni de défendre par principe les riches contre les pauvres. La conscience chrétienne ne peut admettre d'ordres sociaux qui nient le droit naturel à la propriété; mais elle ne peut davantage admettre que ceux qui reconnaissent le droit à la propriété s'en servent comme d'un moyen à des fins privées... » Il y avait longtemps que l'on n'avait entendu, exprimées avec une telle force, des vérités religieuses aussi saisissantes. Au moment où chavire un monde de brutalité, de haine, de dévastations, de parjures — un monde où tout ce qui était contraire au christianisme semblait régner — il est beau de voir le chef de l'Eglise catholique inviter les hommes de bonne volonté à l'édification d'un ordre meilleur; il est réconfortant d'entendre la morale chrétienne affirmer ses principes et proposer ses solutions.

Plus on réfléchit, en effet, et plus on est obligé d'admettre que c'est le christianisme, en définitive, qui apporte au drame que nous vivons son seul dénouement complet. Le problème que nous avons tous à résoudre se résume ainsi : *il s'agit de mettre en harmonie la liberté de l'individu, qui est plus nécessaire, plus sacrée que jamais, et l'organisation collective de la société que rendent inévitables les conditions de la vie moderne.* Une société où la liberté de l'individu ne connaîtrait ni contrôle ni limites n'est plus pensable. Elle conduirait au désordre économique, à l'anarchie. Mais une société où l'individu serait pour ainsi dire écrasé dans le système totalitaire de l'Etat serait une société d'esclaves. Or nous savons maintenant ce que c'est que de perdre la liberté, de ne plus être qu'une fiche dans un régime policier. Nous en avons horreur.

Le christianisme, précisément, a apporté il y a vingt siècles la réponse à l'éternel problème. C'est le Christ qui a établi la seule égalité qui existe ici-bas, celle des âmes devant leur Créateur. Car s'il est faux qu'il y ait *identité* des hommes, il est vrai qu'il y a *égalité* des âmes, c'est-à-dire égalité des droits et des devoirs qu'ont toutes les âmes créées par Dieu. Si l'on parvenait à dessécher la vie du christianisme, l'on retomberait dans un monde où, soit par l'abus de la force, soit par l'abus d'une civilisation mécanisée, la valeur de l'individu serait réduite à peu de chose et la liberté humaine disparaîtrait.

Mais, en même temps, le christianisme, qui a donné sa pleine dignité à l'homme, l'oblige à considérer son prochain comme lui-même. La première loi chrétienne est la loi de charité. Charité ne signifie pas aumône. Charité veut dire amour. L'amour du prochain crée le devoir social, le devoir collectif. Ainsi s'harmonise et s'équilibre la double mission du christianisme : celle qui a trait à l'individu; celle qui a trait à la société.

Aujourd'hui comme au premier jour, il s'avère certain que si les hommes suivaient fidèlement les enseignements du Christ, si les principes de l'Evangile constituaient la règle commune de leur civilisation, forts comme faibles, dirigeants comme dirigés, individus comme peuples, la société serait harmonieuse et les hommes connaîtraient, aussi bien à l'intérieur de chaque Etat que sur le plan international, la justice, la modération, la liberté, la charité, l'amour, la paix, en un mot le bonheur, dans la mesure relative où le bonheur peut se réaliser ici-bas.

C'est à cet idéal que nous convie le pape. Quel est l'homme de bonne volonté qui ne l'écouterait pas ?

Wladimir d'ORMESSON.

LA JOURNÉE POLITIQUE

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE

Un exposé de M. Mendès-France

M. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, nous a fait, hier, un certain nombre de déclarations appuyées sur des renseignements précis qui montrent dans quelles conditions favorables la France pourra demain reprendre sa place dans le monde.

— Comment s'est traduite pour la collectivité française la gestion des territoires qui se sont immédiatement ralliés au général de Gaulle ?

— On peut, en gros, répond M. Mendès-France, distinguer deux périodes : celle du Comité National Français de Londres, du 18 juin 1940 au 30 juin 1943, celle du Comité Français de Libération Nationale et du gouvernement Provisoire de la République Française, depuis le 30 juin 1943.

Le Comité National de Londres a reçu, en vertu de l'accord Churchill-de Gaulle du 9 août 1940, des avances du gouvernement britannique. Elles étaient de deux sortes.

D'abord, celles qui étaient destinées à payer, les dépenses proprement militaires, à l'exclusion des soldes.

Ensuite, des avances destinées à payer un certain nombre de dépenses administratives et politiques, ainsi que les soldes des troupes qui continuaient le combat.

Nos premières dettes ont été annulées purement et simplement. Corrélativement, nous avons renoncé à demander à l'Angleterre le remboursement des services de toute nature rendus aux armées britanniques dans les territoires libérés et sous mandat français.

C'est l'application du principe d'aide mutuelle qui, par la suite, s'est développé entre les nations unies. De ce chef, et pour le premier poste que nous venons d'indiquer, *aucune dette envers le gouvernement britannique ne subsiste donc* à la charge de la collectivité française.

Le second poste avances s'élève jusqu'à la date du 30 juin 1943 à un total un peu supérieur à 25 millions de livres, soit un peu plus de 5 milliards de francs. *C'est la seule dette qui nous incombe aujourd'hui, en application des accords Churchill-de Gaulle.*

— Ces avances, poursuit M. Mendès-France, pourront être remboursées sans qu'il soit besoin de faire appel aux réserves de change de la Métropole. Ces réserves de change nous ont avons maintenu grâce aux exportations de nos colonies et aux fournitures que nous avons faites aux alliés.

Et le ministre ajoute :

— Le service que nous a rendu la Grande-Bretagne n'a pas consisté seulement dans ces avances dont je viens de rappeler le montant très limité. L'immense service que l'Angleterre a rendu au monde entier, et en particulier à la France, a consisté à poursuivre la guerre en 1940 dans les conditions que personne n'a oubliées, et à permettre ainsi à tous les pays occupés de retrouver leur liberté.

Après le 23 juin 1943

Après le 30 juin 1943, l'Empire libéré et unifié n'a plus eu recours aux avances britanniques. Mais il a eu besoin, pour sa vie propre, pour l'envoi des dons à nos prisonniers et surtout pour la poursuite de la guerre, de procéder à des achats à l'extérieur, surtout aux Etats-Unis.

La grande république américaine nous a largement dispensé les produits de son industrie pour ravitailler nos populations et pour armer nos soldats. L'armement de nos troupes a été assuré par le jeu des accords prêt-bail. Le ravitaillement pour les besoins civils a été fourni contre paiement. Les paiements ont été faits sur les ressources en devises de l'Empire ; toutefois, malgré un grand effort auquel l'Algérie, les protectorats d'Afrique du Nord et toutes les colonies, même les plus lointaines, ont généreusement participé, nous n'avons pu payer entièrement la totalité des achats dont nous avions besoin. C'est ainsi que nous avons contracté un arriéré dont le montant approximatif au 1er janvier dernier était de l'ordre de 4 milliards de francs.

M. Mendès-France souligne alors l'extraordinaire modicité de ce chiffre et de celui précédemment cité.

L. Gabriel-Robinet.

(Suite page 2, col. 5, 6 et 7.)

DEMAIN

Georges Duhamel

LE CONSEIL DES MINISTRES

M. Jean Guignebert est nommé directeur général de la Radio
M. Chataigneaux devient gouverneur général de l'Algérie

La Présidence du gouvernement communique :

Le conseil des ministres s'est réuni le 6 septembre, à 17 h. 30, sous la présidence du général de Gaulle.

Le conseil a pris pour plusieurs départements une série de décisions relatives :

1° A l'épuration des services administratifs ;

2° M. Massigli, ministre des Affaires étrangères, a mis le conseil au courant de la situation internationale ;

L'administration civile

3° La situation dans les différentes parties de la France libérée a fait l'objet de rapports. M. E. d'Astier, ministre de l'Intérieur, a déclaré que le rétablissement de l'administration civile se poursuit partout d'une manière satisfaisante ;

Les transports

4° M. René Mayer, ministre des Communications, a mis le conseil au courant des dispositions prises pour la remise en état intégrale des réseaux de chemins de fer et des voies navigables ;

La Radiodiffusion

5° Sur la proposition de M. Henri Bonnet, ministre de l'Information, M. Jean Guignebert, secrétaire général, a été nommé directeur général de la radiodiffusion ;

L'Algérie

6° Sur proposition du ministre de l'Intérieur, M. Chataigneaux, secrétaire général auprès du délégué général des plénipotentiaires, a été nommé gouverneur général de l'Algérie.

LES NOUVEAUX MINISTRES

M. Alexandre PARODI

C'EST dans l'action et par l'action que M. Parodi révéla ses qualités d'homme politique.

Si, comme Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, puis comme directeur au ministère du Travail, il avait à connaître l'administration, c'est comme militant, dans la clandestinité et au rendez-vous au coin des rues qu'il apprit ce qu'était la politique.

Avec sa famille, il refusa d'avaliser la défaite et la dictature. Son frère, l'un des fondateurs de Libération-nord, mourut pour la France dans la prison allemande de Fresnes, en avril 1942.

Lui-même fut successivement membre du C.G.E. qui travaillait en liaison avec Londres, puis chargé de l'étude et de la coordination des problèmes d'information.

Ses qualités d'intelligence, d'organisation, de dévouement et de courage, le firent désigner en avril 1944 comme Délégué général du Gouvernement Provisoire. Il prit immédiatement ses fonctions dont l'occupation ennemie rendait encore plus difficile l'accomplissement.

Dans les premiers jours d'août, il fut nommé Commissaire d'Etat, membre du Gouvernement Provisoire.

Pendant l'insurrection, on le vit à tous les postes de combat, à l'Hôtel de Ville, comme à la Préfecture, conseillant les chefs, encourageant les combattants.

Il est un de ceux sur lesquels le pays peut et doit compter.

La reine Elisabeth reçoit le commandant des troupes britanniques

Bruxelles, 6 septembre. — On mande de Bruxelles à l'agence « Reuter » :

La reine Elisabeth, mère de Léopold III, a reçu, mercredi, le commandant des troupes britanniques en Belgique.

Radio-Bruxelles ajoute que la Reine Elisabeth a visité les rues de la capitale qui ont le plus souffert au cours des récents combats. Elle a été chaleureusement acclamée.

DEUX MILLE VÉHICULES ENVIRON ONT ÉTÉ ABANDONNÉS PAR L'ENNEMI DANS LA RÉGION PARISIENNE

Un service spécial de récupération les dispute aux pillards

Ils sont passés tous les véhicules de l'armée allemande qui sillonnaient la région parisienne au temps de l'occupation ? Les besoins actuels en matériel roulant ne pourraient-ils utilement être satisfaits dans ce parc pris à l'ennemi ?

C'est bien ce qu'ont pensé les pouvoirs publics. Dès la libération de Paris, la Section de Récupération de l'O. C. R. P. L. s'est préoccupée de cette question.

— D'après une évaluation rapide, nous a déclaré M. Pinchart-Deny, chef de ce service, on peut estimer qu'il y a, pour l'ensemble de la région parisienne, 2.000 véhicules à enlever. Les camions sont plus nombreux que les voitures de tourisme : environ 70 %.

En quelques jours, 50 % environ des véhicules à récupérer ont été recensés et 20 % sont déjà en lieux sûrs. »

— La tâche nous a été rendue difficile, continue notre interlocuteur, par le fait que la presque totalité de ces voitures ou camions abandonnés sont démunis de leurs roues et que leur remorquage immédiat n'est pas possible. Il faut trouver un matériel d'une puissance suffisante pour soulever les véhicules et les placer sur des plateaux de camions.

Au service du ravitaillement

« Le Service de la Récupération a constitué un réseau d'agents couvrant chacun un secteur bien défini. Ces agents amènent les véhicules dans des garages ou dans des terrains où ils sont parqués en attendant que leur destination ultérieure soit fixée. »

— Et quelle est cette destination ?

— Les véhicules trouvés en bon état sur la voie publique ou dans des garages sont signalés au Commissariat au Ravitaillement, dont les besoins en matériel de transports sont urgents. Les véhicules susceptibles d'intéresser les autorités militaires sont signalés à la Direction du Matériel de Guerre de la Région de Paris.

« Quant aux véhicules hors d'usage, c'est à la ferraille qu'ils sont destinés. »

Contre les pillards

Prises de guerre, les véhicules abandonnés par les Allemands sont donc propriété de l'Etat. Les pillards sont recherchés et tombent sous le coup de la loi. Le Service de Récupération a déjà saisi la justice de plusieurs cas de « maquillage » ou de pillage caractérisé : voiture d'état-major volée par un faux F. F. I., camions repeints et cachés dans un garage sous des marchandises. Pour les pillards toutes les occasions sont bonnes.

— Pendant la bataille de Paris, ajoute M. Pinchart-Deny, des particuliers démontaient dans un passage souterrain de la porte Champerret, sous les yeux des Allemands trop occupés à leur défense, les pièces essentielles des voitures entreposées dans ce local et les emportaient clandestinement !

C'est contre de pareils agissements que sévissent les inspecteurs du Service de Récupération des autos. Les renseignements fournis à ce service, dont l'adresse est 81, rue Taitbout, font tous l'objet d'enquêtes approfondies.

Une voiture volée ou détruite par le pillage, c'est du ravitaillement en moins pour Paris.

Ce que Paris tout entier a contraint l'ennemi à abandonner revient à la collectivité. Il ne saurait y avoir de « récupération » individuelle.

Michel P. Hamelet.

La Bulgarie a demandé l'armistice à la Russie

Ainsi prend fin une guerre qui n'a duré que cinq heures

Sofia, 6 septembre. — La radio bulgare annonce que le gouvernement a demandé l'armistice à l'U.R.S.S. par l'entremise de la légation soviétique à Sofia. M. Sarafov, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et M. Ivan Altanov, directeur du département politique du ministère, ont reçu visite au chargé d'affaires soviétiques à Sofia et l'ont informé « qu'ils étaient chargés par le gouvernement bulgare de demander au gouvernement soviétique la conclusion d'un armistice ».

Les troupes russes entrent en Bulgarie

Londres, 6 septembre. — L'agence « Reuter » reproduit une information de la radio allemande selon laquelle les premières troupes soviétiques ont franchi, cet après-midi, la frontière bulgare.

La Hongrie se déclare en état de guerre avec la Roumanie

Londres, 6 septembre. — On annonce que la Hongrie a officiellement fait connaître qu'elle était en guerre avec la Roumanie à la suite de l'entrée des troupes roumaines en territoire hongrois dans la province de Transylvanie.

« PASSEZ A L'ACTION »

dit le général Eisenhower aux travailleurs étrangers en Allemagne

Londres, 6 septembre. — Dans un appel diffusé par la B.B.C. et adressé aux travailleurs étrangers en Allemagne, le général Eisenhower, chef suprême des Forces Alliées, a déclaré :

« L'offensive alliée contre l'Allemagne fait de tels progrès que vous pouvez passer à l'action, non seulement pour hâter la défaite allemande, mais aussi pour vous protéger vous-mêmes. Voici mes premiers ordres : commencez à abandonner vos usines et réfugiez-vous dans les campagnes. Les nazis n'ont pas assez d'hommes pour vous poursuivre. Commencez à boycotter vos organismes de liaison — ces bureaux payés par le Front allemand du travail pour vous espionner. Vous devez obliger ces traîtres à renoncer à leurs infâmes agissements. Cependant, ne permettez pas que les agents provocateurs de la Gestapo vous incitent à des actes prématurés. »

Dans un second appel radiodiffusé aux ouvriers étrangers en Allemagne, le général Eisenhower a étendu et amplifié les conseils qui devront être suivis lorsque la bataille d'Europe progressera vers eux. Il a déclaré : « Ne vous laissez pas entraîner plus profondément à l'intérieur de l'Allemagne par les Allemands en retraite. Lorsque les armées alliées avanceront vers la région où vous travaillez, saisissez la meilleure occasion pour aller dans la campagne et attendez leur arrivée. S'il ne vous est pas possible de vous réfugier à la campagne, faites tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher la destruction des voies de communication et des installations industrielles. Assurez-vous autant que possible qu'elles soient en bon état lorsqu'elles tomberont aux mains des Alliés. »

(N.D.L.R.) — *D'après de récentes informations il y aurait en Allemagne 12 millions de travailleurs étrangers dont un million d'ouvriers français).*

COMMENT M. CHURCHILL accueillit à trois cents mètres l'arrivée d'un V-1

Londres, 6 septembre. — Les circonstances dans lesquelles M. Churchill échappa à la mort alors qu'il se trouvait en tournée d'inspection sur les emplacements de batteries antiaériennes, quelque part en Angleterre, sont aujourd'hui révélées par un correspondant de l'agence Reuter :

« Alors que le train du Premier ministre se rendait sur les lieux de la défense contre les bombes volantes, un « V-1 » s'écrasa à quelque trois cents mètres seulement du Premier ministre. M. Churchill demeura imperturbable, écrit le journaliste et, ne tenant aucun compte du danger, il commença à visiter les emplacements de batteries et à s'entretenir avec les officiers. »

Ceci eut lieu le 30 juin, au moment où la bataille de Normandie entrait dans sa phase critique.

« Pendant la pause, le Premier ministre avait dit : « Si seulement nous avions dix jours de beau temps, nous règlerions le compte des Allemands en Normandie. »

On sait maintenant que la libération de la France et de la Belgique fut décidée au cours des dix premiers jours d'août, qui furent « dix jours ensoleillés ».

FIN DU BLACK OUT EN GRANDE-BRETAGNE

Londres, 6 septembre. — Après cinq ans de « black out », la Grande-Bretagne va retrouver en partie son éclairage d'avant guerre. Le ministre de l'Intérieur, Herbert Morrison, vient en effet d'annoncer que, sauf dans certaines régions côtières, les Anglais pourront désormais se dispenser de tirer les doubles rideaux à la tombée de la nuit. Les rues seront mieux éclairées et les automobiles pourront allumer leurs phares. La majeure partie des services de défense passive va être licenciée.

A LA DEUXIEME PAGE :

Le Comité Parisien de la Libération proclame la déchéance du Conseil municipal de Paris et du Conseil départemental de la Seine.

Par la jonction de deux armées américaines en France
LE FRONT EST CONTINU DE LA HOLLANDE AU JURA

La Meuse est franchie sur plusieurs points par les Alliés
Résistance allemande sur les ports du Nord et devant la ligne Siegfried

Le front de l'Est au 6 septembre

Deux offensives soviétiques se développent au nord de Varsovie et en Roumanie vers la Yougoslavie

FAISANT état de dépêches de sources alliée ou neutre, et notamment d'informations fournies par les correspondants de l'*Associated Press*, plusieurs de nos confrères ont annoncé l'occupation de Sarrebruck et d'Aix-la-Chapelle par les troupes américaines. Si ces nouvelles étaient exactes, elles signifieraient que la ligne Siegfried a été percée en deux points par les avant-gardes des colonnes blindées alliées pour ainsi dire sans coup férir, chose qui paraît presque invraisemblable. Ne pêchons donc pas par excès de précipitation. Aucun communiqué officiel n'est venu confirmer la percée de la ligne Siegfried et l'occupation de deux villes allemandes importantes. Jusqu'à présent, le commandement interallié a même refusé de confirmer l'entrée des forces américaines à Esch, dans le Grand-Duché de Luxembourg, et de donner une précision quelconque sur l'avance alliée en Hollande.

De même, on s'est trop pressé d'annoncer que le port d'Anvers, qui est presque intact, est dès maintenant utilisable pour les débarquements alliés. En réalité, ce port se trouve sur l'estuaire de l'Escaut, assez loin à l'intérieur des terres. Les Alliés ne pourront s'en servir utilement qu'après en avoir occupé et nettoyé les rivages et les îles de la province hollandaise de Zélande (île Walscheren, Nord-Beveland, Sud-Beveland, île Schouwen, île Tholen).

Les nouvelles certaines de la journée d'hier sont assez importantes pour qu'on s'en satisfasse. Les forces allemandes encerclées dans la région qui s'étend de Boulogne à Ostende et Zeebrugge sont évaluées à 100.000 hommes et paraissent privées de tout espoir de fuite. Les forces allemandes qui tiennent encore certains secteurs du bassin minier belge sont en cours d'anéantissement et 14.000 prisonniers viennent d'être faits dans cette région. Si l'on ajoute à ces chiffres les quelque 6.000 Allemands qui défendent Le Havre, les 40.000 ennemis encerclés à Brest, à Lorient, à Saint-Nazaire, ceux qui sont pris au piège dans la région au nord de Compiègne, on voit que le chiffre total des prisonniers dans la campagne de France, chiffre qui dépasse déjà 300.000, va s'accroître considérablement.

On annonçait d'ailleurs, hier, du G. Q. G. allié en France que l'armée américaine, qui a maintenant traversé la Moselle, a fait 76.000 prisonniers et tué 19.500 Allemands.

Ajoutons que les troupes franco-américaines qui viennent du Midi de la France ont précipité leur avance, et que, selon une information qui paraît sérieuse, la 7e armée américaine du général Patch a fait, « quelque part dans le centre de la France » sa jonction avec les éléments de la 3e armée du général Patton, qui remontaient l'Aube et la Seine.

Comme l'évacuation des Sables-d'Olonne par les Allemands, la prise de Richelieu et de Loudun, non loin de Tours, par les F.F.I. viennent seulement d'être annoncées, on peut supposer que de nombreux milliers d'ennemis se trouvent encore à l'ouest du point de jonction des armées américaines, et que le coup de filet sera fructueux. Désormais, les deux fronts de l'Ouest ne font plus qu'un, de la Hollande au Jura.

Jacques Darcy.

(Suite page 2, col. 6, 7 et 8.)

De nombreuses personnalités complices de Laval et Bony sont arrêtées

L'enquête menée par la section spéciale de la Police judiciaire sur les crimes de la bande de la rue Lauriston se poursuit activement. De nombreuses personnalités ont été arrêtées. La plupart de ceux qui ont été en relations avec la Gestapo française ou qui ont servi d'intermédiaire entre elle et la Gestapo allemande sont mis successivement sous les verrous.

Une démarche de Laval place sous un jour révélateur l'abjecte personnalité de cet individu.

Le lendemain de son arrestation, dans une lettre adressée au commissaire Cloë, il reconnaissait avoir commis l'erreur de se faire naturaliser Allemand; mais il prétendit qu'il venait seulement d'apprendre toutes les atrocités commises par ces derniers; atrocités dont le responsable, disait-il était le Dr Knoken, colonel des services de sûreté allemands.

Le Parquet est saisi de cette affaire et M. Gerbinis, juge d'instruction, a été désigné. L'instruction sera très longue, car il s'agit d'une procédure avec des méfaits monstrueux et nombreux commis pendant quatre ans (crimes, escroqueries violences, rapts, assassinats, etc...).

Les plaintes de gens qui ont été maltraités ou escroqués affluent.

Cette affaire a de nombreuses ramifications.

Précisons enfin que, contrairement à ce qui a été dit, Laval n'appartenait pas à la police parisienne et n'a jamais été directeur de mess ou de coopérative à la Préfecture.

CHRONIQUE

Ce qui s'est passé dans mon village

par André BILLY

CE qui s'est passé dans mon village ? Mon Dieu, rien qui ne se soit passé ailleurs, et je dois m'excuser de parler d'événements si petits quand tant de Français ont été mêlés à tant de drames sanglants et à tant d'épisodes héroïques, quand ils ont vu tant de ruines, quand leurs maisons se sont écroulées sur leurs têtes, quand ils ont approché de si près les acteurs de l'immense tragédie dont le dernier acte, le plus effroyable peut-être, n'est pas encore joué...

Un petit village de l'Ile-de-France où pas une tuile n'a été dérangée, pas une muraille lézardée, pas un carreau cassé, pas une meule brûlée... Pourtant, dans ce petit village mi-paysan, mi-parisien, où bourgeois et cultivateurs vivent confondus, où les enrichis de la collaboration sous toutes ses formes ont dépensé des millions dans des villas et dans des parcs dont les murs sont mitoyens avec les potagers des petits retraités, il s'est produit en silence — c'est précisément de ce silence qu'il s'agit — la chose la plus étonnante, la plus surprenante, la plus merveilleuse, la plus miraculeuse, etc. (j'écoute la citation, mais j'aurais plutôt envie de l'allonger). Oui, il s'est produit ceci que les bavards ont su se taire !

Ne souriez pas. Ecoutez d'abord.

Une nuit, tout le monde est réveillé par le bruit d'une forte explosion. Cette fois, il ne peut plus s'agir du bombardement du chemin de fer. La bombe est tombée tout près et, en effet, le lendemain matin, garçons et filles enfourchaient leur bicyclette pour aller voir l'avion anglais abattu près de la lisière de la forêt. C'était un bombardier de forte taille. On en emportait des reliques, on déposait des bleuets et des coquelicots sur ce qui restait de sa carlingue. Et l'on cherchait partout, mais en vain, les aviateurs morts ou vivants. Bah ! se disait-on, ils ont sauté en parachute et ils sont allés se rendre aux Allemands.

Or un ouvrier de ferme travaillait ce matin-là comme d'habitude dans une pièce de terre quand il vit sortir d'un tas de foin un jeune homme habillé de gros drap bleu qui, une petite brochure à la main, l'interpella dans une langue étrangère. L'homme n'eut pas de mal à comprendre qu'il avait devant lui un aviateur britannique. Et tous deux de feuilleter ensemble la brochure, qui était un petit manuel de conversation franco-anglais, pour échanger les trois ou quatre idées très simples sur lesquelles ils avaient à se mettre préalablement d'accord. Cela fait, l'aviateur rentra dans sa cachette et l'ouvrier courut à la ferme où, sans être vu de personne, il chargea un tonneau sur une charrette. Tirant la charrette, il revint vers l'Anglais qui s'accroupit dans le tonneau de manière à s'y dissimuler complètement. Un instant après, l'aviateur était l'hôte d'une dame logée dans la grand rue du village. Comment les cinq garçons de l'équipage du bombardier tombé près de la forêt se retrouvèrent chez elle, sains et saufs, nous le saurons plus tard. Quelques jours après, les cinq aviateurs anglais étaient réunis dans une chambre, en plein centre du village. Ils y restèrent près de deux mois, vous avez bien lu : deux mois, et c'est ici que je voulais en venir, car ce qui précède n'est pas le plus intéressant. Des aviateurs anglais, ou américains, recueillis et dissimulés par des paysans français conscients du risque qu'ils couraient d'être fusillés, il y en a eu des milliers.

Suite page 2, colonnes 1 et 2

De nombreuses personnalités complices de Lafond et Bony sont arrêtées

L'enquête menée par la section spéciale de la Police judiciaire sur les crimes de la bande de la rue Lauriston se poursuit activement. De nombreuses personnalités ont été arrêtées. La plupart de ceux qui ont été en relations avec la Gestapo française ou qui ont servi d'intermédiaire entre elle et la Gestapo allemande sont mis successivement sous les verrous.

Une démarche de Lafond placé sous un jour révélateur l'abjecte personnalité de cet individu.

Le lendemain de son arrestation, dans une lettre adressée au commissaire Clot, il reconnaissait avoir commis l'erreur de se faire naturaliser Allemand; mais il prétendit qu'il venait seulement d'apprendre toutes les atrocités commises par ces derniers; atrocités dont le responsable, disait-il était le Dr Knoken, colonel des services de sûreté allemands.

Le Parquet est saisi de cette affaire et M. Gerbinis, juge d'instruction, a été désigné. L'instruction sera très longue, car il s'agit d'une procédure avec des méfaits monstrueux et nombreux commis pendant quatre ans (crimes, escroqueries, violences, rapts, assassinats, etc...).

Les plaintes de gens qui ont été maltraités ou escroqués affluent.

Cette affaire a de nombreuses ramifications.

Précisons enfin que, contrairement à ce qui a été dit, Lafond n'appartenait pas à la police parisienne et n'a jamais été directeur de mess ou de coopérative à la Préfecture.

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIEME ANNEE. — N° 54 ★ 100, Rue Réaumur (2me) ★ ★ JEUDI 7 SEPTEMBRE 1944 ★ ★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

Ci-gît
PETAIN
qui n'est plus rien
...Mais reste académicien !

Les élus devant la France

QUE vont devenir nos parlementaires ?

On se pose la question au lendemain de la visite faite par M. Jeanneney au général de Gaulle.

Deux thèses.

Selon la première, les parlementaires sont les grands responsables, les pelés, les galeux dont vinrent tous nos maux. Il faut tous les mettre dans le même sac et jeter le sac au rancart.

Selon la seconde, les parlementaires sont, quoi qu'ils aient fait, les « élus du peuple », et à ce titre ils ont seuls droit de parler au nom de la France.

La première thèse est absurde et sent le fascisme à plein nez. Un élu qui a voté contre Pétain et qui a résisté est deux fois qualifié pour parler au nom du peuple.

La seconde thèse est non moins absurde et évoque, à en donner la nausée, la vieille République des camarades. Un parlementaire qui a voté pour Pétain, c'est-à-dire pour la capitulation et pour le fascisme, a trahi le mandat qui lui avait été confié. Il s'est dessaisi lui-même des droits qu'il tenait du peuple. Il ne peut plus parler en son nom.

Comme il est, hélas ! tristement vrai que la grande majorité des parlementaires a voté pour Pétain, il s'ensuit d'abord qu'aux yeux de la Résistance, c'est-à-dire de la France, la Chambre et le Sénat n'existent plus. L'idée de les convoquer en assemblée nationale n'est pas seulement bouffonne : c'est une insulte à la France trahie.

Seconde conclusion : les parlementaires ayant refusé leur vote à Pétain et ayant milité dans la Résistance doivent être admis largement dans les conseils gouvernementaux.

Troisième conclusion : les parlementaires ayant accordé leur vote doivent être (sauf le cas de services vraiment exceptionnels rendus à la Résistance) éliminés de la vie publique, c'est-à-dire déchus du droit de briguer à nouveau le mandat qu'ils ont trahi.

On nous dit : « La sentence est trop rude, et beaucoup de mal votants ont surtout péché par veulerie. » Je réponds qu'à l'heure présente le pays n'a pas besoin d'hommes veules.

On nous dit encore : « Tel parlementaire a voté pour Pétain, c'est vrai ; mais il a tourné avec le vent et, au surplus, il garde dans sa circonscription un appareil de comités tout monté, alors que la Résistance n'a rien monté de semblable. » Je réponds : raison de plus pour lui interdire de se présenter, car il serait tout de même un peu vif que l'homme qui n'a songé qu'à sa réélection se trouvât, demain, avantagé par rapport à l'homme qui n'a songé qu'à la France.

De toute évidence, il faut au pays des hommes nouveaux, beaucoup d'hommes nouveaux. Car une révolution (et nous sommes ici révolutionnaires), c'est d'abord un grand changement de personnel politique. Ces hommes nouveaux, nous les avons sous la main : ce sont les jeunes qu'a formés la Résistance. Ils ne sont pas habiles à briguer les suffrages. Tant mieux ! Leurs actes parleront pour eux.

Quant aux vieux routiers, prêts à emberlificoter l'électeur en lui expliquant que, s'ils ont voté pour Pétain, c'était, au fond, par amour pour de Gaulle, on les a assez vus. Qu'ils sachent disparaître.

Et qu'ils ne nous rappellent pas, par une insistance indiscrète, que donner son vote à l'homme qui trahissait, b'était très exactement se rendre complice de sa trahison.

Albert BAYET.

Les bourreaux de la rue Lauriston à l'instruction

Laval avait reçu Bony...

Au cours de l'interrogatoire qui s'est poursuivi aujourd'hui, sous la direction de M. Gerbinis, juge d'instruction, Bony a reconnu qu'il avait eu plusieurs conversations avec Laval.

M. Gerbinis, nommé hier juge d'instruction au tribunal de la Seine, vient de se voir confier l'affaire Bony-Lafont. Ce ne sera point trop de toute l'activité et de toute la courageuse habileté de ce magistrat — non plus que de sa patience — pour venir à bout de l'instruction ouverte sur les monstrueux agissements de la sinistre bande de tueurs et de dévaliseurs qui, pour le compte de la Gestapo, torturèrent et assassinèrent tant de patriotes dans leur repaire de la rue Lauriston.

Bony a été interrogé hier : son adjoint Lafont le sera aujourd'hui. Avec eux ont été ou seront interrogés un groupe hétéroclite de complices appartenant aux milieux les plus divers : du Milieu au Monde (en passant par le demi-... et par le cinéma où d'aucuns, non contents de leur vedette dans des films policiers, ne répugnaient pas à jouer à la ville le rôle de « vilains » et d'indicateurs).

A L'AVANT-GARDE DU DANGER

Ceux des Groupes Francs

III. — Une évasion manquée

Notre ami J. est un évadé. Il revient de fort loin, et les groupes francs peuvent se vanter de lui avoir conservé la vie, les groupes et certain policier de la Résistance.

La première évasion fut manquée. Elle devait se dérouler au Palais de Justice, dans les locaux du Petit Parquet. Françoise, la blonde Françoise d'alors, sachant que J. devait être interrogé ce jour-là, était arrivée sur les lieux flanquée de deux camarades dûment armés pour la bagarre possible, en tout cas pour l'intimidation des gardiens. J., les menottes aux mains, assis près de son gardien, attendait patiemment son tour. Il ne savait rien de ce qui se préparait. Il importait de pouvoir lui parler seule à seul. Françoise tenta d'apitoyer le garde : elle venait voir son fiancé, elle lui apportait un casse-croûte. (Va pour le casse-croûte.) Elle pourrait peut-être l'embrasser. M. le garde ne saurait refuser à une fiancée le droit d'embrasser son fiancé ? Mais le garde ne connaissait que la consigne. Françoise commençait d'être fort inquiète. Il fallait prévenir J. du coup préparé, lui indiquer la route à suivre, il fallait lui murmurer, que dis-je, lui souffler à l'oreille les mots indispensables. Le garde était sans pitié, respectueux du seul règlement. Françoise se jeta au cou du prisonnier. Le garde intervint, une courte mêlée, dont les deux camarades profitent pour braquer leurs mitraillettes en criant : « Haut les mains ». Toute la garde assemblée obéit comme un seul homme. L'opération allait réussir, Françoise n'hésita pas à se jeter à la tête du garde qui tenait notre ami et qui, pour se défaire d'elle, abandonnait son prisonnier. Mais J. prit le mauvais escalier. Du renfort arrivait. Non seulement J. était repris, mais Françoise allait l'être. Elle parvient pourtant à s'enfuir grâce à une rébellion de J. qui, pour sauver sa camarade, occupait à la fois son « geôlier » et celui qui maintenait la jeune femme. Et Françoise de courir... Elle court encore. Elle est même victorieusement arrivée...

Un détail infime avait fait rater l'opération, l'indication de l'escalier qu'il s'agissait de gagner n'étant pas parvenue au prisonnier.

Le travail était à refaire.

L'heure favorable sonna enfin. Nous étions à la tête de trois voitures, l'une qui devait précéder la voiture cellulaire, la seconde qui roulerait à son côté pour empêcher le doublage, la troisième qui suivrait le petit convoi. Nous avions prévu le lieu où la première voiture devait s'arrêter. Prévision un peu arbitraire puisque le chef de la voiture de tête, n'écoutant que la consigne donnée, s'y tint bien qu'à cet endroit se trouvaient à ce moment-là trois autobus pleins de voyageurs qui assistèrent à l'opération et ne laissèrent de marquer leur approbation, leur contentement, je devrais dire leur jubilation. Mais, il y avait aussi une voiture de la Gestapo qui, comprenant la situation et n'écoutant que son courage, fit purement et simplement demi-tour.

Détail que nous ignorions et que nous apprîmes par la suite, dans un café environnant se trouvaient vingt agents. Ceux-ci firent leur devoir, en ne faisant rien du tout.

Avant même que les voitures ne s'arrêtent, je me trouvais dans la voiture cellulaire. Je braquais ma mitraillette sur les gardiens occupant le couloir. Je dois dire tout de suite que nous avons constaté chez les gardiens une peur intense ; l'un d'eux fut pris d'un malaise sans gravité, d'un ordre physiologique le plus naturel du monde.

(A suivre.)

LE COURRIER
va être distribué
DANS LA SEINE

Le ministère des Communications fait connaître que l'acheminement et la distribution du courrier postal seront à nouveau assurés à partir du jeudi 7 courant dans les limites du département de la Seine. Cette reprise porte également sur la distribution des cartes de prisonniers de guerre et le courrier en instance à l'intérieur du département.

FACE A LA LIGNE SIEGFRIED

Besançon a été libéré

La manière dont les Alliés ont conçu et exécuté leur campagne de France mérite d'être qualifiée de supérieure. » Qui s'exprime en ces termes ? C'est le général Dittmar, commentateur militaire de la radio allemande. Pour une fois, le général Dittmar n'a pas menti. Si les Allemands, en 1940, ont mis 18 jours pour occuper la Belgique, il n'a fallu que 48 heures aux divisions blindées britanniques pour opérer la même marche en sens inverse. C'est, en effet, à une cadence de 70 kilomètres par jour que les blindés britanniques ont poursuivi leur avance d'Amiens à Rotterdam, ce qu'aucune armée au monde n'avait encore fait. De son côté, la première armée américaine a couvert plus de 800 kilomètres en 40 jours depuis Falaise jusqu'à Sarrebrück.

★

Le général Dittmar plaide coupable. Selon lui, la rapidité de l'avance des Alliés provient de ce que la Wehrmacht n'a pu lui opposer que des formations clairsemées, distribuées sur des positions sans profondeur, capables tout au plus de retarder ou de détourner provisoirement l'adversaire, mais, en aucune façon, de l'arrêter. Cela n'est pas tout à fait exact : les Allemands disposaient en France d'effectifs encore considérables; par exemple, dans la région côtière entre la Somme et l'Escaut, les effectifs allemands se montaient à plus de 100.000 hommes. Ces effectifs ont été annihilés, non pas seulement parce qu'ils se trouvaient disséminés dans un certain nombre de garnisons, mais surtout parce qu'ils se sont laissé manœuvrer et couper toute voie de retraite par un adversaire plus rapide et plus hardi. Le commentateur de la radio allemande reconnaît que le front de l'ouest va nécessiter de la part de l'Allemagne d'immenses sacrifices. « La levée en masse, a-t-il terminé, est notre seule ressource. »

★

On peut se demander ce que pourra donner cette levée en masse, puisque l'Allemagne a déjà mobilisé pour la guerre la totalité de sa population. Ce n'est pas la levée en masse qui lui donnera de nouvelles divisions blindées. Car au problème des effectifs se joint le problème du matériel, et l'industrie de guerre allemande a été terriblement éprouvée par les bombardements alliés.

En attendant cette « levée en masse », les Alliés se préparent à percer la ligne Siegfried. Ils en ont les moyens. Nous ne tarderons pas à être fixés sur la valeur défensive de cette ultime bastion de la citadelle allemande. Mais nous doutons qu'elle puisse empêcher longtemps les Alliés de s'enfoncer en plein cœur de l'Allemagne.

LIRE EN PAGE 2 :
NOS INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS MILITAIRES

LA HONGRIE déclare la guerre à la Roumanie

Londres, 6 septembre.

On annonce que la Hongrie a officiellement fait connaître qu'elle était en état de guerre avec la Roumanie à la suite de l'entrée des troupes roumaines en territoire hongrois.

Ainsi le gouvernement hongrois cède à la pression exercée par Hitler et non seulement ne cherche pas à sortir de la guerre et à faire cause commune avec les Alliés, mais essaye de conserver en Transylvanie des territoires qui n'ont rien de spécifiquement hongrois. Le peuple hongrois risque de payer cher l'entêtement funeste de ses dirigeants.

La Bulgarie a capitulé

La guerre russo-bulgare n'aura pas lieu

Avant-hier, le gouvernement de Moscou avait déclaré la guerre à la Bulgarie.

Hier, le gouvernement bulgare a demandé l'armistice à l'U.R.S.S. par l'entremise de l'ambassade soviétique à Sofia. Ainsi la guerre russo-bulgare n'aura pas eu lieu.

Ce dénouement éclair ne constitue pas une surprise. On ne pouvait guère s'attendre à ce que la Bulgarie opposât une résistance armée aux troupes soviétiques venant de Roumanie.

Les Alliés, et la Russie en particulier, demandaient une adhésion franche accompagnée de la rupture des relations avec le Reich. Le ministère Mouraviev s'en tenait à la neutralité. La clique royale, avec tous les groupements réactionnaires, espérait sans doute tenir la Bulgarie à l'écart du mouvement d'émancipation politique qui accompagne la défaite des pays de l'Axe. Ils se sont alors trouvés entre le marteau et l'enclume : les troupes soviétiques ont passé à l'attaque ; de leur côté, les troupes d'occupation allemandes, dépitées par la défaillance de Sofia, s'en prirent aux armées bulgares.

La demande d'armistice devint inévitable.

Il est probable que le gouvernement Mouraviev ne survivra pas. Dans le camp des Alliés, on attend la formation d'un véritable gouvernement démocratique où seraient représentés les partis de gauche, et notamment le parti communiste.

La Bulgarie fut, pendant vingt ans, un rempart de la réaction au cœur des Balkans. La démocratisation du régime ouvrira au peuple bulgare de nouvelles possibilités de réformes sociales et facilitera l'élaboration d'un statut fédératif dans les Balkans.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE *reçoit les membres* du C.N.R

Le général de Gaulle a reçu, ce jour, le Conseil National de la Résistance au ministère de la Guerre, conduit par son président, M. Georges Bidault. Au cours de l'échange de vues qui eut lieu, le général de Gaulle a donné divers éclaircissements aux membres du C.N.R. tant sur les problèmes de politique étrangère que sur des points de politique intérieure qui font l'objet des préoccupations de l'heure. Il a été question, en particulier, des rapports de la Résistance organisée avec le reste de la nation, qu'elle a guidée et animée sous l'oppression, de la constitution de l'assemblée consultative provisoire et de la marche de la guerre.

Le Conseil des ministres s'est réuni hier

Le Conseil des ministres s'est réuni hier à 17 h. 30, sous la présidence du général de Gaulle.

1° Le Conseil a pris pour plusieurs départements une série de décisions relatives à l'épuration des services administratifs.

2° M. Massigli, ministre des Affaires étrangères, a mis le Conseil au courant de la situation internationale.

3° La situation dans toutes les parties de la France libérée a fait l'objet d'un rapport de M. d'Astier, ministre de l'Intérieur. Le rétablissement de l'administration civile se poursuit partout de manière satisfaisante.

4° M. René Mayer, ministre des Communications, a mis le Conseil au courant des dispositions prises pour la remise en état du réseau des chemins de fer et voies navigables.

5° Sur la proposition de M. H. Bonnet, ministre de l'Information, M. J. Guignebert, secrétaire général du ministère, a été nommé directeur général de la radiodiffusion.

6° Sur la proposition de M. d'Astier, ministre de l'Intérieur, M. Chataigneau, secrétaire général après du délégué général des plénipotentiaires du Levant, a été nommé gouverneur général de l'Algérie.

Abandonnez vos usines

Réfugiez-vous dans les campagnes

ordonne par radio le général EISENHOWER aux travailleurs étrangers en Allemagne

Le général Eisenhower s'est adressé par la radio aux travailleurs étrangers en Allemagne.

Le chef suprême des forces alliées leur a dit :

L'offensive alliée contre l'Allemagne fait de tels progrès que vous pouvez passer à l'action, non seulement pour hâter la défaite allemande, mais aussi pour vous protéger vous-mêmes. Voici mes premiers ordres : commencez à abandonner vos usines et réfugiez-vous dans les campagnes. Les nazis n'ont pas assez d'hommes pour vous poursuivre. Commencez à boycotter vos agents de liaison, ces Quislings payés par le Front allemand du Travail pour vous espionner. Vous devez obliger ces traîtres à renoncer à leurs infâmes agissements. Cependant, ne permettez pas que les agents provocateurs de la Gestapo vous incitent à des actes prématurés.

L'importance d'un tel appel ne saurait être sous-estimée, car ce n'est pas seulement de la propagande. C'est le signe évident que les opérations qui vont s'engager contre l'Allemagne sur le front de l'Ouest entrent maintenant dans une phase décisive. Il y a plusieurs millions de travailleurs étrangers en Allemagne qui peuvent passer immédiatement à l'action. L'abandon par eux des usines que leur demande le général Eisenhower n'a pas seulement pour but de paralyser la production industrielle du Reich, mais aussi de les mettre à l'abri contre les nouveaux raids aériens que va subir l'Allemagne et qui s'annoncent particulièrement terribles du fait du nombre d'avions que les Alliés vont aligner.

D'autre part, les travailleurs étrangers doivent dès maintenant se grouper en vue d'apporter une aide décisive aux Alliés lorsqu'ils pénétreront en Allemagne.

Le rôle que vont jouer ces millions de travailleurs retenus comme esclaves dans les bagnes de travail de Hitler s'avère comme considérable dans les dernières opérations qui doivent amener la capitulation de l'Allemagne.

OU EST-ON ?

L'histoire est authentique. Elle se passe, tenez-vous bien, à la date du 5 septembre 1944, dans Paris libre et vainqueur. L'administrateur d'un de nos journaux demande pour sa mise son ouverture d'un compte chèque postal. Savez-vous ce qu'exige l'employé préposé au guichet ? Une attestation certifiant que le demandeur n'est pas de race juive.

On croyait qu'il s'était passé quelque chose ici depuis seize jours. Sans doute, l'Administration, ta Fo-orme... les lois de Vichy ne sont pas encore « officiellement » abolies. Et c'est fâcheux.

Tout de même ? Il semblait que les administrations du Gouvernement provisoire de la République auraient pris soin d'elles-mêmes de ne pas perpétuer les lois de Hitler.

Il paraît qu'il faut qu'on le dise.

Qu'on le dise à M. René Mayer, ministre des P. T. T...

M. Mendès-France

a fait hier

le bilan financier de la libération

Le salut de la France n'a pas coûté dix milliards de francs pas même le prix de deux semaines d'occupation allemande

Au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, a établi le bilan de la gestion des finances publiques durant la période s'étendant du 18 juin 1940 aux événements militaires du débarquement.

Le ministre a fait l'historique des accords Churchill-de Gaulle qui avaient donné lieu à tant d'attaques de la part de la presse et de la radio ennemies.

On sait qu'à l'époque, le gouvernement avait reçu deux sortes d'avances : 1° celles qui étaient destinées à payer les dépenses proprement militaires, à l'exclusion des soldes; 2° celles destinées à faire face aux dépenses administratives et politiques, ainsi que les soldes des troupes.

En vertu du principe de l'aide mutuelle, les premières avances ont été purement et simplement annulées. De ce chef, aucune dette envers le gouvernement britannique ne subsiste donc à la charge de la collectivité française. Les autres avances, jusqu'à la date de leur cessation — 30 juin 1943 — ont atteint un peu plus de 5 milliards de francs. Et c'est la seule dette qui incombe aujourd'hui à la France en application des accords Churchill-de Gaulle. C'est une somme extrêmement faible, dont le remboursement pourra être effectué sans qu'il soit fait appel aux réserves de change.

M. Mendès-France précise ensuite qu'après le 30 juin 1943, l'Empire libéré n'a plus eu recours aux avances britanniques. Mais il a fallu procéder à des achats à l'extérieur, surtout aux Etats-Unis, qui ont largement dispensé les produits de l'industrie pour armer nos soldats et ravitailler nos populations.

L'armement a été assuré par le jeu des accords prêt-bail. Quant aux paiements du ravitaillement pour les besoins civils, ils ont été faits sur les ressources en devises de l'Empire. Il reste encore un arriéré d'environ 4 milliards.

L'endettement extérieur de la France est donc inférieur à 10 milliards, dont il faut encore déduire les réserves de change que nous avons accumulées, pas même le double, comme le soulignc le ministre, de ce qu'a coûté l'Exposition de 1937, pas même ce que Vichy versait à l'Allemagne pour deux semaines d'occupation.

M. Mendès-France a ajouté qu'aucun prélèvement aussi minime qu'il soit n'a été effectué sur le stock d'or considérable et sur les avoirs à l'étranger que la métropole retrouve aujourd'hui absolument intacts. On en tiendra compte de l'importance de ce fait.

Quant au taux de change de 200 francs pour une livre et de 49 fr. 56 pour un dollar, fixé en mars dernier, il tient nécessairement compte de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie, consécutive aux ravages de la guerre. Ces cours sont en rapport étroit avec notre économie.

La mort de Topaze

CEUX-LA aussi on les a eus, et vite ! Avant même que les huit glorieuses de Paris ne commencent, le drapeau tricolore flottait à la flèche de l'Hôtel de Ville délivré de ses Topaze.

La déchéance de l'ex-conseil municipal de Paris a été officiellement proclamée par le Comité parisien de Libération. Aujourd'hui même, notre ami Hamon évoquait ces belles heures où les hommes de la Résistance entraient à l'Hôtel de Ville et le rendaient au peuple. Avec la Préfecture, l'Hôtel de Ville aura été la première conquête de la Résistance, que ces messieurs d'ailleurs n'osèrent pas lui disputer.

Paris, vraiment, n'avait pas eu de chance. Pour représenter la capitale du monde, on n'avait jamais pu trouver, à quelques exceptions près, qu'une bande d'agrefins et de trublions aussi frénétiques dans le pot de vin que dans la réaction. Les Topaze ! Le moi leur restait, leur collait à la peau. Et de fait, il suffisait de suivre le comportement de ces édiles sans dignité et sans principes pour s'étonner de les voir là. Tout désignés, d'ailleurs, pour prendre la tête de cette journée des dupes du 6 février, où Topaze, sans vergogne, menait à l'assaut des bandes fascistes au cri de : « A bas les voleurs ! » La caverne des brigands de l'Hôtel de Ville était une des hontes de Paris. Privilèges, corruption, passe-droits, faveurs, l'argent y était roi comme nulle part en France. Pour un billet de banque, ces messieurs auraient vendu les tours de Notre-Dame, mais, par contre, les Trochu, les Taittinger, les Constant et autres étaient très vétilleux sur le chapitre de l'honneur et du patriotisme. Ils vous auraient fait mitrailler toute la canaille populaire sans une minute d'hésitation ! Il faut de l'ordre et de la religion aussi pour le peuple. Le type même de ces bien-pensants hypocrites et sordides, au premier rang dans les messes et les cérémonies comme au premier rang pour toucher les enveloppes... Dans le Paris des révolutions et des libertés, l'ex-conseil municipal formait l'îlot des ultras, le conseil introuvable où le mot même de République suscitait des convulsions de dégoût. Il était trop normal de les voir dignitaires de Vichy et valets de l'occupant. On fait des affaires avec tout le monde.

Ainsi prospéraient les Topaze sur le Paris des fusillés et des proscrits. Entre Hitler et Pétain, ces messieurs étaient en famille. C'est à l'un d'entre eux, l'énergumène Darquier de Pellepoix, que Hitler et Pétain devaient penser pour pratiquer la répression antiraciste. Entre deux pots de vin et quatre orgies, ce gentilhomme envoyait quelques Juifs à la mort.

Ils avaient toujours vécu dans la boue. Ils n'eurent pas durant l'occupation à changer de climat. La révolte de Paris les mit en fuite, ou en prison. C'est justice. L'Hôtel de Ville manquait d'air frais. On a ouvert les fenêtres, Paris insurgé y braqua ses fusils. Les Topaze en fuite ne reparaîtront plus. On respire.

F.-T.

CONSEIL DES MINISTRES, HIER APRES-MIDI. — L'arrivée de nos camarades François de Menthon (à gauche) et Emmanuel d'Astier de La Vigerie (à droite), militants de la Résistance, ministres de la Justice et de l'Intérieur. (Photo *Presse Libération.*)

Les bourreaux de la rue Lauriston à l'instruction

Laval avait reçu Bony...

Au cours de l'interrogatoire qui s'est poursuivi aujourd'hui, sous la direction de M. Gerbinis, juge d'instruction, Bony a reconnu qu'il avait eu plusieurs conversations avec Laval.

M. Gerbinis, nommé hier juge d'instruction au tribunal de la Seine, vient de se voir confier l'affaire Bony-Lafont. Ce ne sera point trop de toute l'activité et de toute la courageuse habileté de ce magistrat — non plus que de sa patience — pour venir à bout de l'instruction ouverte sur les monstrueux agissements de la sinistre bande de tueurs et de dévaliseurs qui, pour le compte de la Gestapo, torturèrent et assassinèrent tant de patriotes dans leur repaire de la rue Lauriston.

Bony a été interrogé hier ; son adjoint Lafont le sera aujourd'hui. Avec eux ont été ou seront interrogés un groupe hétéroclite de complices appartenant aux milieux les plus divers : du Milieu au Monde (en passant par le demi... et par le cinéma où d'aucuns, non contents de leur vedette dans des films policiers, ne répugnaient pas à jouer à la ville le rôle de « vilains » et d'indicateurs).

PREMIERE ANNEE. - N° 16. — 2 Fr.

JEUDI 7 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS : 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

Dernière Heure

LA HONGRIE EN GUERRE AVEC LA ROUMANIE

Londres, 6 septembre. — On annonce que la Hongrie a officiellement fait connaître qu'elle était en guerre avec la Roumanie à la suite de l'entrée des troupes roumaines en territoire hongrois dans la province de Transylvanie.

NATION et « Résistance »

L'ALLEMAGNE s'effondre. Plus des deux tiers du sol de la France sont actuellement délivrés, grâce à l'offensive des armées alliées, à laquelle les forces françaises, armée d'Afrique et F.F.I., ont glorieusement et utilement participé. Or, le gouvernement provisoire de la République n'est pas encore reconnu par tous nos alliés. Cet état de choses ne saurait se prolonger sans un préjudice grave, non seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe et le monde, car il ne sera de paix durable et possible sans la participation officielle de la France, qui est et demeure une grande puissance, aux travaux des conférences à venir. Le gouvernement provisoire de la République, présidé par le général de Gaulle, qui n'a cessé, même aux heures les plus tragiques, de participer à la guerre, est le seul gouvernement légal du pays. Nulle puissance ne peut, aujourd'hui, le contester de bonne foi.

Même pour les nazis aux abois, ni le Maréchal et ses complices, les Laval et les Déat, ne représentent plus rien. Plus rien non plus les assemblées qui ont abdiqué entre leurs mains et se sont suicidées en juin et en juillet 1940, trahissant leur mandat et la nation.

C'est au nom de la nation que parle le gouvernement, qui doit s'appuyer sur les forces populaires, dont il est l'émanation, jusqu'au retour à la légalité républicaine, c'est-à-dire au suffrage universel. Tel a toujours été la pensée et la volonté plusieurs fois affirmée du général de Gaulle, qui donnera la parole aux Français, et naturellement aussi aux Françaises, dès que les circonstances le permettront. Le plus tôt possible, souhaitons-nous.

En attendant, c'est à la Résistance de traduire la voix des masses populaires, qu'elle a dirigées dans la lutte clandestine et qu'elle représente.

C'est au nom de la nation unanime que le Conseil national de la Résistance parlait dans la clandestinité. La preuve éclatante en fut administrée aux Allemands et à leurs complices par l'insurrection nationale et la levée en masse des Forces Françaises de l'Intérieur.

Certes, la Résistance ne prétend pas usurper à son profit la souveraineté nationale, qui n'appartient qu'au peuple.

La volonté du pays que la Résistance exprima en affirmant sa volonté de combattre, elle sait qu'elle la traduit encore quand elle demande le jugement et la punition rapide de tous les traîtres. L'opinion est unanime à désirer qu'au plus bref délai les vingt-cinq mille adhérents des bandes au service de l'ennemi soient mis hors d'état de nuire. Leur action pourrait, demain, non seulement frapper des patriotes français, mais aussi nos alliés et provoquer ainsi les plus graves complications internationales.

C'est encore au nom de la nation entière que la Résistance exige l'épuration des administrations et des comités d'organisation économiques et sociaux, où s'accrochent désespérément les survivants du naufrage de l'odieux régime de Vichy.

Quand elle réclame le retour le plus rapide aux libertés républicaines, la Résistance est toujours le porte-parole autorisé du pays tout entier. La France a soif de liberté !

Enfin, quand elle demande l'introduction de plus de justice sociale dans la vie du pays, la Résistance exprime aussi une des volontés les plus nettes de la nation. Il n'est pas de démocratie vraie sans justice sociale. Et nous avons découvert, en outre, quelle que soit notre origine politique, que la trahison a eu le plus souvent pour source des intérêts privés sordides.

En clair, ce sont quelques congrégations économiques qui ont livré le pays au nazisme pour conserver jalousement des privilèges que ne justifient plus les conditions actuelles de la production. Elles ont trahi la France et la démocratie comme ces eupatrides d'Athènes ou de Thèbes, qui livraient au « grand roi » les trésors de la civilisation grecque par haine du pouvoir populaire. Cela, nous ne pouvons l'oublier et le programme de réformes élaboré par le Conseil national de la Résistance est une nécessité d'ordre national autant que d'ordre social.

Sur ces quatre points essentiels, l'accord de principe existe entre le gouvernement et les divers organismes de la Résistance. Le gouvernement, du reste, est la Résistance, et c'est le général de Gaulle qui, le premier, en appelant la nation à se regrouper, à combattre et à vaincre, nous engagea dans « les chemins nouveaux ». Il ne peut donc exister aucun malentendu entre les patriotes qui ont forgé outre-mer les armes et les cadres de la libération française et l'immense masse populaire qui, encadrée par la Résistance, a, ici, sous le joug allemand, préparé l'insurrection nationale. Le retour du général de Gaulle à Paris a marqué le retour à l'unité française. Cette unité s'est faite dans l'esprit de la Résistance.

La Résistance, c'est la nation !

Jacques DEBU-BRIDEL.

Sur les routes de Beauce libérées

PELERINAGE A MONTOIRE
où flottent les drapeaux alliés

(*De notre envoyée spéciale à Montoire : Claire VERVIN*)

Si Péguy était encore parmi nous, peut-être ferait-il le pèlerinage de Chartres à pied. Il irait voir flotter les drapeaux français sur les flèches de la cathédrale libérée et rendre des actions de grâces à Notre-Dame de Chartres qui est aussi Notre-Dame-des-Victoires de France.

« Nous arrivons vers vous de Paris Capitale. — C'est là que nous avons notre gouvernement. »

Mais il faudrait que Péguy fasse bien attention. Il lui faudrait marcher sur le bord des routes ou plutôt dans les chemins de traverse. Car les camions militaires alliés sillonnent les routes en tous sens : énormes camions transportant des troupes, remorquant des troupes, remorquant des plates-formes sur lesquelles sont des chars, des grues, des machines à replanter les poteaux télégraphiques, des « Jeep », un fleuve de voitures qui laissent un sillage d'essence et de cigarettes blondes. Dans les forêts, des villages de tentes. Aux croisements des routes, des poteaux indicateurs français et anglais.

Mais Péguy ne pourrait plus dire :

Ainsi, nous naviguons vers votre [cathédrale
De loin en loin surnage un chape- [let de meules
Rondes comme des tours, opulen- [tes et seules
Comme un rang de châteaux sur la [barque amirale.

car les moissons sont terminées et, avant de partir, les Allemands ont brûlé tout ce qu'ils ont pu.

Cette terre était un « réservoir sans fin pour les âges nouveaux », dit encore Péguy. Le seul département de Loir-et-Cher était, en effet, excédentaire de 500.000 hectolitres de vin et de 500.000 quintaux de blé. Pour punir la France de sa liberté recouvrée, les Allemands ont incendié les silos de blé, de fourrage et des milliers de stères de bois de chauffage. Mais il nous reste encore nos belles forêts qu'ils n'ont pu toutes saccager.

C'est justement au coin de l'une d'elles que nous apercevons un poteau indicateur : Montoire-sur-le-Loir 15 km., et un autre poteau, en anglais : Montoire-sur-le-Loir 13 miles. C'est trop tentant. Un petit détour, prenons le chemin des écoliers, et allons à Montoire.

Montoire... Octobre 1940... Le temps du grand mensonge. Le temps de « l'amitié » de Pétain et d'Hitler. La grande duperie faite au peuple de France : les prisonniers devaient être libérés, la ligne de démarcation supprimée, l'écrasant tribut du vaincu allégé. Beaux mirages pour les niais et les crédules. Beaux mirages, vite évanouis.

Jusqu'à Montoire, on pouvait encore, à la rigueur, croire en la bonne foi ou aux profonds calculs politiques de Pétain. Montoire est une date noire de l'histoire de France, une date honteuse.

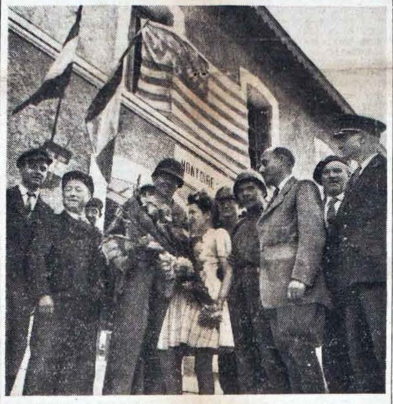
La gare de Montoire, c'est une petite gare comme des milliers de petites gares françaises, avec sa lampisterie, sa consigne, son guichet, sa petite salle d'attente, sa sonnerie frêle qui signalait hier encore l'arrivée des trains. C'est aujourd'hui une petite gare où flottent les drapeaux alliés. Et en face de la gare, il y a l'immanquable café, le Café de la Gare bien entendu.

Mme Gauthier, la propriétaire, est une petite femme mince et proprette aux cheveux gris...

— Vous avez cru, vous, à la collaboration, madame Gauthier ?

— Bien sûr que non. Je me suis dit : on va encore se faire rouler. Et puis, « ils » m'ont cassé ma théière.

(Lire la suite en page 2.)



Le docteur Gamard (tête nue), nouveau maire de Montoire, reçoit les soldats américains devant la gare parée de drapeaux.

Les armées du Nord et du Midi ont maintenant fait leur jonction

LE FRONT S'ÉTEND DE LA HOLLANDE A L'ITALIE

Les Allemands essaient désespérément de protéger leur retraite par la trouée de Belfort

La Bulgarie capitule

L'événement le plus important de la bataille de France s'est présenté hier : ainsi que nous le faisions prévoir on annonce, sans que la nouvelle en soit encore officialisée, que les forces alliées venant de la Méditerranée — en l'espèce la VIIe armée américaine — ont fait leur jonction avec les forces débarquées en Normandie — représentées par la IIIe armée. Cette jonction a eu lieu en un point que l'on ne nomme pas, mais il est possible de dire que la trouée de Belfort est barrée à toutes les troupes ennemies venant du centre et du sud-ouest, ainsi qu'aux débris de la XIXe armée allemande qui tentaient d'échapper aux troupes françaises et américaines montant de chaque côté du Rhône et de la Saône. Au nord-est de Besançon, dans la région de Beaume-les-Dames, les unités motorisées ennemies se sacrifiaient, hier matin, de chaque côté de la route et de la voie ferrée Lyon-Belfort pour tâcher de tenir fermées le plus longtemps possible ces deux voies de pénétration en Allemagne.

★

La jonction des deux groupes offensifs déplace considérablement vers le sud-est le centre des opérations qui s'étendent maintenant d'un seul tenant depuis un point situé entre Breda et Rotterdam jusqu'aux Hautes-Alpes et à Vintimille. En arrière de toute cette ligne de combat toutes les unités constituées et coordonnées allemandes sont rejetées hors de France et de Belgique. La bataille de France proprement dite est donc virtuellement terminée. Toutes les parties cohérentes de la XIXe armée allemande ou des forces venues du centre et du sud-ouest qui n'ont pas encore pu passer en Allemagne sont dans une telle situation qu'elles sont vouées à la désagrégation ou à la destruction.

★

Il reste maintenant à nettoyer le pays des éléments disparates et sans cohésion qui agissent en dehors de tout commandement central et selon leur propre initiative, débris des armées désorganisées que le découpage opéré par les forces alliées a laissés derrière lui.

Il ne faut pas se méprendre sur ce que sont ces éléments. Ils sont constitués parfois par de simples groupes de combat de quelques hommes ou des kommandos de quelques escouades, mais il en est qui atteignent l'importance de la division et plus. A Brest, notamment, il y a la valeur de près de deux corps d'armée.

La plupart de ces groupes retraitent plus ou moins en désordre vers l'est, mais il en est qui s'accrochent sur place, comme à Brest, à Lorient, au Havre, entre Saint-Quentin et Compiègne, etc. Ceux qui se retirent commettent sur leur passage les plus graves déprédations et les pires horreurs. Ceux qui restent sur place font de même tout autour d'eux. S'ils ne nuisent pas à la marche des opérations générales, ils n'en constituent donc pas moins un danger grave pour le pays. Ce sont les F.F.I. qui, dans l'ensemble, sont chargées de leur élimination, agissant, sur certains points importants, en collaboration avec les troupes alliées, mais la plupart du temps seules, avec une audace, un cran et un succès remarquables. Les communiqués du général Cochet, qui les commande dans la région sud, cueillent l'admiration pour ces braves. J'en sais qui, au sud immédiat de la Loire, ont détruit une division en agissant par groupes de six. Nous pouvons être sûrs qu'ils accompliront leur héroïque tâche de ratissage dans le minimum de temps nécessaire.

Pour en revenir à la ligne de combat il faut constater que l'extrême gauche alliée n'a pas ralenti son avance. Elle marchait hier sur Rotterdam et, plus au sud-est, s'était emparée d'Aix-la-Chapelle. Le territoire allemand est donc abordé sur deux points, en comptant la région de Trèves.

★

On signalait, toutefois, sans que nous en ayons confirmation, qu'à mesure que la bataille se rapproche des frontières du Reich la résistance ennemie durcit. Il serait normal qu'il en fût ainsi : il s'agit de gagner du temps pour l'organisation défensive du territoire et, d'autre part, les armées battues, en abandonnant du terrain, ont, par cela même, raccourci leur front et gagné en densité. Cela leur permet d'avoir plus de cohésion et plus de force locale de résistance.

De toute manière il semble indispensable, répétons-le, que les armées alliées marquent un temps d'arrêt avant de se lancer à l'attaque générale sur le Reich. Il est cependant probable qu'elles ne s'arrêteront pas avant d'être arrivées le long de la partie française de la rive gauche du Rhin. D'ailleurs il est invraisemblable, dans la position actuelle des armées, que les Allemands livrent une bataille défensive capitale avec le large fleuve si près dans leur dos.

S. de GIVET.

(Lire nos informations en page 2.)

L'Alsacien Johann Panierst
troque la tenue nazie pour l'uniforme français

— Ça ne vous fait pas un drôle d'effet de porter l'uniforme français ?

— Oh ! si ; après avoir porté quatre ans l'uniforme feldgrau, on se sent plus à l'aise.

Johann Panierst rit. Il y a quinze jours, il était encore Feldwebel dans l'armée nazie. Je le rencontre aujourd'hui dans le bureau du capitaine Armanville. Soldat dans une compagnie F.F.I., Johann Panierst va partir avec une section F.F.I. incorporée à l'armée Leclerc. Il a un peu le vertige, un vertige joyeux.

Au bureau de la Compagnie, Johann Panierst, en civil, donne du feu à son chef, le capitaine Armanville. Le secrétaire qu'on voit à gauche, devant sa machine, n'est autre que l'artiste Roger Pigaut, actuellement caporal-chef.

— Je suis né à Colmar il y a vingt-sept ans. Etudiant en médecine, je me trouvais en 1939 faire un stage à Sarrebruck. Mobilisé de force dans la Wehrmacht, je me trouvai pris dans le terrible engrenage du militarisme prussien et du réseau policier nazi. Je terminai mes classes en 1941. Dès le 23 juin, j'étais affecté à une formation sanitaire de la 7e Panzer-division, qui fut engagée à Viazma, Briansk, Klin, Staritza et Werish.

— Des souvenirs noirs ?

— Assez. La première fois que des partisans russes blessés furent amenés à mon ambulance, les S.S. voulaient les fusiller. Il fallut toute l'autorité du major pour les sauver — provisoirement, peut-être.

« Les Russes étaient de rudes adversaires qui pratiquaient la guérilla de façon étonnante.

« Je tentais, en juin 1942, imitant l'exemple de mon frère, de passer dans l'armée rouge. Mais les Allemands bombardèrent notre équipe de fuyards avec des « minen ». Coincés, nous sommes revenus. Je fus envoyé dans un hôpital à l'arrière. Rien à faire pour s'enfuir.

« En juillet 1943, je fus envoyé en garnison à Paris. La surveillance de la Gestapo était de chaque instant. Impossible, là encore, d'échapper à mon amer destin.

« Le 23 août dernier, lors de l'insurrection, je fus affecté aux Tuileries. On m'amena deux F.F.I. sérieusement blessés. Je leur donnai les premiers soins. Les officiers voulurent les emmener à la Kommandantur, mais je m'y opposai, l'état des deux prisonniers ne le permettant pas. Les officiers partis, je creusai près des grilles un trou où les deux F.F.I. furent étendus à l'abri des balles. Il était 14 heures. Trois quarts d'heure plus tard, je vis non loin de moi un F.F.I. en patrouille. Je me présentai à lui et lui remis les deux blessés. Je fus conduit à la mairie du 1er arrondissement, où déjà de nombreux prisonniers allemands m'avaient précédé. Ils étaient tout surpris de ne pas être fusillés.

« Je fis alors la connaissance du lieutenant Bourard et d'une F.F.I. connue sous le nom de « Quinze Grammes ». Inutile de dire qu'elle n'était pas grasse.

« Je suis heureux de porter aujourd'hui le brassard bleu, blanc, rouge. Demain, je serai soldat français. J'espère partir bientôt en première ligne.

« Et qui sait, conclut Johann Panierst, peut-être aurai-je la chance de rencontrer mon frère à Berlin ! »

Max BONNAFOUS est arrêté à son tour
chez Mme Gaby Morlay, ainsi que plusieurs vedettes

M. Max Bonnafous a été arrêté hier. L'ancien ministre affameur du ravitaillement allemand de Pierre Laval s'était réfugié dans l'appartement de Mme Gaby Morlay, qui a été priée de se tenir à la disposition de la justice.

Selon le journal « La Suisse », le comité local des F.F.I. de l'Isère a fait arrêter le général Dentz, ancien gouverneur capitulard de Paris et ancien haut commissaire en Syrie, où il avait essayé de résister contre les armées libératrices de la France et de ses alliés.

Le directeur collaborationniste du « Petit Dauphinois », M. Marcel Besson, et M. Pierraux, ancien délégué régional aux sports près le gouvernement de Vichy, ont subi le même sort.

Le théâtre a été représenté, dans les arrestations d'hier, par M. Pierre Fresnay, connu comme vedette de la Continental, Mme Mary Marquet et Mme Charlotte Lysès, ex-Mme Sacha Guitry, qui, dès l'arrivée de soldats boches à Paris, osa clamer au micro allemand de Radio-Paris qu'elle les trouvait beaux et qu'elle les admirait.

M. Angelo Chiappe, préfet régional d'Orléans, qui remplit notamment de patriotes français le camp d'internement de Pithiviers, connaît à son tour, depuis hier, les inconvénients de la captivité.

MM. Jean de Beaumont, député de la Cochinchine, et les commissaires de police Georges Dumontier et J.-P. Vallès ont également perdu la liberté.

Signalons encore la détention de 5 directeurs, 26 commissaires divisionnaires, 7 officiers de paix, 33 inspecteurs principaux, 34 inspecteurs adjoints, 60 brigadiers, 127 gardiens et 400 agents de la police municipale, et, de la fameuse brigade spéciale, l'arrestation des tortionnaires Leblanc, Beauval, Guerdoux, Louis, Candos, Baudet, Caumont, Dupuis, Miot, Guespa, Falaise et Odin.

Intelligence avec l'ennemi

Le juge d'instruction Berry, qui avait instruit autrefois l'affaire Weidmann, a été déchargé du lourd dossier Petiot. On lui a confié en échange l'instruction d'un nombre imposant d'affaires politiques basées sur l'article 75 du code pénal, qui réprime la trahison en temps de guerre et l'intelligence avec l'ennemi, crimes punis par la peine de mort.

Le même juge a placé sous mandat de dépôt le commissaire principal Labaume, du même service, simple brigadier-chef de 1940, qui doit son avancement extra-rapide à sa collaboration avec la Gestapo, et a désigné des otages pour le peloton d'exécution. Il avait été arrêté dès le 28 août par des F.F.I. alors qu'il tentait de prendre la fuite à bicyclette, muni de deux pistolets automatiques et d'un faux état civil au nom de Ledoux. M. Berry l'a placé sous mandat de dépôt.

L'ÉPURATION
Epoussetage aux Beaux-Arts

La direction des Beaux-Arts a suspendu de leurs fonctions les nommés Lamblin, sous-directeur ; Alliorol, chef du bureau de l'enseignement, des travaux d'art et des spectacles ; Poli, chef de bureau des travaux d'art ; Douffet, des bâtiments civils, membre de la L.V.F. ; Mol, conservateur du musée de Pau ; G.-H. Rivière, conservateur du musée des Arts et Traditions populaires ; J.-C. Moreux, architecte des bâtiments civils.

M. Mendès-France expose la situation financière de la France

UNE SAGE GESTION A PERMIS DE MENER LA GUERRE SANS ENDETTEMENT ET SANS TOUCHER AU STOCK D'OR

M. Pierre Mendès-France, député de l'Eure, avait, par des voies encore mystérieuses, rejoint les Français libres à Londres, il y a deux ans, et fit son devoir militaire en qualité d'aviateur jusqu'au mois de novembre dernier, où il fut investi du commissariat aux Finances. Devenu ministre de l'Economie nationale et chargé à ce titre de coordonner désormais, avec les Finances, la Production industrielle, le Commerce, le Ravitaillement et l'Agriculture, il a réuni hier en son Palais du Louvre les représentants de la presse française pour rendre compte à l'opinion publique des conditions dans lesquelles le patrimoine impérial et l'effort de guerre de l'Empire ont été administrés dans la période qui se termine, au moment où les finances de la métropole vont se confondre à nouveau avec celles de l'Empire.

Les finances françaises hors de France

Ce fut dans l'histoire une situation extraordinaire que celle où la France se trouvant hors de France n'avait d'abord de force et de ressources qu'au delà des mers. Mais dès 1940, c'est toute une partie, progressivement étendue, jusqu'en 1943, à la totalité de l'empire qui trouvait le moyen d'échapper à l'autorité usurpée de Vichy.

On peut, dans la gestion financière de ces territoires, distinguer deux périodes : celle du Comité national français dirigé à Londres par le général de Gaulle du 18 juin 1940 au 30 juin 1943 ; celle du Comité français de la libération nationale et du gouvernement provisoire de la République française depuis le 30 juin 1943.

Les économies du premier Comité national

L'accord Churchill-de Gaulle a valu au premier Comité de Londres deux sortes d'avances :

1° Celles qui étaient destinées à payer les dépenses proprement militaires, à l'exclusion des soldes : achats d'armes et d'équipement.

2° Le général de Gaulle, pour ne laisser même pas l'ombre d'une vraisemblance à l'épithète de « mercenaires » par quoi la presse allemande de langue française tentait de salir ses vaillants compagnons d'armes, tels les héros de Bir-Hakeim, avait tenu à faire un compte à part des avances nécessaires à la solde des troupes qui continuaient le combat.

Ces avances, auxquelles s'ajoutent un certain nombre de dépenses administratives et politiques, atteignaient, à la date de leur cessation, le 30 juin 1943, un total un peu supérieur à 25 millions de livres, soit 5 milliards.

Des ressources en livres sterling, accumulées à la faveur d'exportations de fournitures de l'Empire, représentent une trentaine de milliers de livres, soit six milliards de francs, suffisant par conséquent à assurer le remboursement de ce compte.

Après le 30 juin 1943, l'Empire libéré et unifié n'a plus eu recours aux avances britanniques. Mais il a eu besoin, surtout pour la poursuite de la guerre, de procéder à des achats à l'extérieur, principalement aux Etats-Unis.

ROBERT-PIMIENTA.

Le Métro reprend partiellement son trafic

Le ministère des Communications et de la Marine marchande communique :

« Une dotation d'énergie électrique ayant pu être attribuée au Chemin de fer métropolitain, la Compagnie remettra en service, à partir du jeudi 7 septembre, trois trains le matin et trois trains le soir, dans chaque sens, sur chacune des lignes de Paris-Luxembourg à Antony et de Paris-Luxembourg à Robinson. »

La distribution des lettres dans la Seine

Le ministère des Communications fait connaître que l'acheminement et la distribution du courrier postal seront à nouveau assurés à partir du jeudi 7 septembre courant dans les limites du département de la Seine. Cette reprise porte également sur la distribution des cartes des prisonniers de guerre et le courrier en instance à l'intérieur du département.

L'arrivée, hier, au Conseil des Ministres, de MM. D'Astier de la Vigerie, commissaire à l'Intérieur, et François de Menthon, commissaire à la Justice.

(Lire nos informations en page 2.)

MARCHÉ NOIR, TRAFIC D'OR complétaient les ressources
des bandits de la Gestapo française

ARRESTATION DU SPORTIF VILLAPLANE... LIEUTENANT DES SS BONNY « RACONTE SA VIE »

Une nouvelle vedette entre en scène dans l'affaire de la Gestapo française : Villaplane, une des célébrités du monde sportif, a été arrêté hier.

Il faisait, lui aussi, partie du gang sanglant de la rue Lauriston. Entre Bonny et Lafont et en compagnie de toute la haute et basse pègre parisienne qui constituait le personnel de la succursale française de la Gestapo, Villaplane ne devait pas se sentir dépaysé. Le lieutenant S.S. Villaplane — car il était lieutenant de S.S. — n'était-il pas déjà le triste héros de l'affaire « Hallencourt » ?

Nous saurons bientôt le rôle qu'il faut lui attribuer dans les crimes de la rue Lauriston.

Bonny raconte...

Cependant Pierre Bonny s'est « mis à table ». Dans un bureau, quai de Gesvres, il a parlé hier avec assez de bonne volonté.

Oh ! certes, il ne vide pas son sac. Mais il raconte « ce que fut sa vie ». Il ébauche déjà son système de défense. Il cherche à sauver sa tête.

— Avec les découvertes que je fis dans les affaires Stavisky et Prince, dit-il, je m'étais fait beaucoup d'ennemis. Il ne m'était plus possible de travailler. Toutes les portes se fermaient devant moi.

Pierre Bonny, accompagné de sa femme et de son fils, se retira en province, sur la baie d'Arcachon.

— J'habitais, dit-il, une baraque en planches. Je pus louer une barque. Je vécus ainsi quelques mois du produit de ma pêche (*sic*).

(On a vraiment peine à le croire.)

« Le plus grand policier de France » a aujourd'hui triste mine. Il était plus brillant en uniforme de lieutenant SS. Il a moins grande allure. Amaigri, le visage pâle, flottant dans un complet de mauvaise coupe, les lunettes trop larges pour son visage creusé par la fatigue, mal rasé, il a quelque peu l'air d'une bête traquée.

Il tente néanmoins de jouer sa dernière carte :

— Je suis une victime de la vie, dit-il. Une fatalité inexorable semble s'acharner sur moi

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

Max BONNAFOUS est arrêté à son tour

chez Mme Gaby Morlay, ainsi que plusieurs vedettes

M. Max Bonnafous a été arrêté hier. L'ancien ministre affameur du ravitaillement allemand de Pierre Laval s'était réfugié dans l'appartement de Mme Gaby Morlay, qui a été priée de se tenir à la disposition de la justice.

Selon le journal « La Suisse », le comité local des F.F.I. de l'Isère a fait arrêter le général Dentz, ancien gouverneur capitulard de Paris et ancien haut commissaire en Syrie, où il avait essayé de résister contre les armées libératrices de la France et de ses alliés.

Le directeur collaborationniste du « Petit Dauphinois », M. Marcel Besson, et M. Pierraux, ancien délégué régional aux sports près le gouvernement de Vichy, ont subi le même sort.

Le théâtre a été représenté, dans les arrestations d'hier, par M. Pierre Fresnay, connu comme vedette de la Continental, Mme Mary Marquet et Mme Charlotte Lysès, ex-Mme Sacha Guitry, qui, dès l'arrivée de soldats boches à Paris, osa clamer au micro allemand de Radio-Paris qu'elle les trouvait beaux et qu'elle les admirait.

M. Angelo Chiappe, préfet régional d'Orléans, qui remplit notamment de patriotes français le camp d'internement de Pithiviers, connaît à son tour, depuis hier, les inconvénients de la captivité.

MM. Jean de Beaumont, député de la Cochinchine, et les commissaires de police Georges Dumontier et J.-P. Vallès ont également perdu la liberté.

Signalons encore la détention de 5 directeurs, 26 commissaires divisionnaires, 7 officiers de paix, 33 inspecteurs principaux, 34 inspecteurs adjoints, 60 brigadiers, 127 gardiens et 400 agents de la police municipale, et, de la fameuse brigade spéciale, l'arrestation des tortionnaires Leblanc, Beauval, Guerdoux, Louis, Candos, Baudet, Caumont, Dupuis, Miot, Guelpa, Falaise et Odin.

Intelligence avec l'ennemi

Le juge d'instruction Berry, qui avait instruit autrefois l'affaire Weidmann, a été déchargé du lourd dossier Petiot. On lui a confié en échange l'instruction d'un nombre imposant d'affaires politiques basées sur l'article 75 du code pénal, qui réprime la trahison en temps de guerre et l'intelligence avec l'ennemi, crimes punis par la peine de mort.

Le même juge a placé sous mandat de dépôt le commissaire principal Labaume, du même service, simple brigadier-chef de 1940, qui doit son avancement extra-rapide à sa collaboration avec la Gestapo, et a désigné des otages pour le peloton d'exécution. Il avait été arrêté dès le 28 août par des F.F.I. alors qu'il tentait de prendre la fuite à bicyclette, muni de deux pistolets automatiques et d'un faux état civil au nom de Ledoux. M. Berry l'a placé sous mandat de dépôt.

L'ÉPURATION

Epoussetage aux Beaux-Arts

La direction des Beaux-Arts a suspendu de leurs fonctions les nommés Lamblin, sous-directeur ; Allirol, chef du bureau de l'enseignement, des travaux d'art et des spectacles ; Poli, chef de bureau des travaux d'art ; Douffet, des bâtiments civils, membre de la L.V.F. ; Mol, conservateur du musée de Pau ; G.-H. Rivière, conservateur du musée des Arts et Traditions populaires ; J.-C. Moreux, architecte des bâtiments civils.

L'affaire de la Gestapo française

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il n'était, prétend-il, que le secrétaire de Lafont. Il raconte du reste comment il entra à la Gestapo.

— Au début de 40 je fus mobilisé quelques jours, puis réformé. Je tentai de passer à l'étranger.

Mais il fut arrêté à la frontière espagnole. Il se trouvait sans argent. Il rentre à Paris où il trouve un emploi de secrétaire dans une société d'aviation. C'est en septembre 1941. A ce moment, dans la rue, on ne sait pour quelle raison, il est arrêté par la Gestapo et conduit rue des Saussaies. Relâché, il est à nouveau arrêté peu après. Cette fois le lieutenant Radeck, de la Sicherheit Dienst, lui propose de mettre son expérience du métier de policier au service de la Gestapo.

— C'est alors, prétend Bonny, qu'on me présenta à Henri Lafont. J'entrai rue Lauriston en qualité de secrétaire.

— Jamais nous n'avons torturé les détenus, prétend encore l'homme aux talons de chèque, qui reconnaît par ailleurs avoir pris part en Corrèze à des opérations contre le maquis.

Au nombre des « affaires » que traitaient les services de la rue Lauriston, le trafic d'or tenait une grande place, ainsi que le gros marché noir.

Pour « apaiser la conscience » des chefs allemands, des officiers du service de Sûreté, les gangsters leur remettaient de temps à autre une partie du butin, un petit cadeau sous forme d'un lingot d'or par exemple.

Maintenant que Bonny a présenté à grands traits le côté « commercial » de l'activité des services de la rue Lauriston, on va lui poser des questions précises sur l'action politique et sur les crimes qui marquèrent souvent les affaires de pur banditisme.

Cependant l'alarme a été donnée dans le milieu. A Montmartre, ces messieurs ont continué hier de plus belle à régler leurs comptes. Le torchon brûle au sein du gang. Armés par la Milice ou par le P.P.F. dont tous ils faisaient partie, les « truands » échangent des coups de feu et organisent « in extremis » quelques opérations dont les échos ont éveillé la nuit dernière les riverains des places Pigalle et Blanche.

Ils craignent les dénonciations. Ils craignent aussi que les « chefs » en se « mettant à table » quai de Gesvres fassent des confidences trop précises.

En attendant, M. Vassart, procureur de la République, a chargé le juge Gerbinis de l'instruction de l'affaire de la rue Lauriston.

Nic LANGEAIS.

A l'Office public d'hygiène sociale de la Seine

Par arrêté en date du 5 septembre 1944, le docteur Robert Monod, chirurgien des hôpitaux, a été nommé directeur de l'Office public d'hygiène sociale du département de la Seine, en remplacement du docteur Boulenger, dont la démission a été acceptée.

Ce soir

8e ANNEE — GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT — Numéro 926

Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Vendredi 8 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

DANS BRUXELLES PAVOISÉE est attendu aujourd'hui le Gouvernement de la Résistance

Et dans la capitale délivrée le peuple belge a retrouvé la liberté

Bruxelles attend aujourd'hui l'arrivée du gouvernement belge dont le premier ministre, M. Pierlot, a fait savoir hier qu'il avait pour très peu de temps encore retardé son départ de Londres. Tout est prêt pour accueillir le gouvernement de la Résistance. Dans les jours qui ont précédé la débâcle allemande, les patriotes belges ont occupé tous les bâtiments publics. Le drapeau tricolore flotte dans toutes les rues.

La presse libre rapporte maintenant les épisodes de la « bataille de la délivrance ».

La place de la Bourse à Bruxelles, où vont défiler les Alliés

L'avance des troupes alliées vers Bruxelles avait été une marche triomphale à travers villes et villages pavoisés. De temps en temps, une rencontre avec des forces allemandes isolées provoquait une bataille, mais l'avance reprenait bientôt, au milieu des acclamations.

Parfois, on croisait des convois allemands fantômes : des chevaux tirant des charettes et les pièces, sans escorte et sans conducteurs — les Allemands dans leur hâte avaient abandonné leur matériel — et les chevaux continuaient leur tâche aveuglément.

Il y eut quelques escarmouches rapides, notamment près du village de Hundzocht. Des tanks alliés avaient stoppé auprès d'un bouquet d'arbres, quand soudain déboucha sur la route un camion allemand chargé d'hommes de troupes.

Le camion tenta de s'échapper par un chemin de traverse, mais les mitrailleuses alliées se mirent à crépiter. Aussitôt, l'on entendit l'explosion du réservoir d'essence et l'on vit à travers les champs labourés la fuite zigzagante des Allemands, qui cherchaient la protection des arbres et des buissons.

Ils ne cherchèrent pas à riposter. Ils voulaient vivre. Aussi se rendirent-ils au premier signe, docilement. On les rangea le long du fossé au bord de la route, les bras à la nuque, sous les yeux irrités de paysans belges, dont une heure avant ces soldats allemands avaient essayé de détruire le village.

Les troupes alliées atteignirent rapidement Bruxelles.

Une folle journée

Ce fut pour les Bruxellois la journée la plus folle, la plus intense. A la nuit tombante, les rues étaient éclairées *a giorno* par les tanks ennemis incendiés. La foule dansait, chantait, acclamait les Alliés, les couvrant de fleurs. Les soldats se frayaient avec peine un passage, leurs visages couverts de traces de rouge à lèvres, les bras chargés de cadeaux, de bouteilles, de cigares.

Les quelques tireurs embuequés sur les toits, les incendies des bâtiments publics, allumés par les Allemands ne parvenaient pas à arrêter le flot incessant de la foule. Cette nuit-là, les soldats alliés dormirent dans des hôtels où la veille encore les Allemands avaient fait la noce.

Le lendemain, les Bruxellois, un peu plus calmes peut-être, étaient encore vibrants de bonheur. Les troupes belges qui combattirent aux côtés des Alliés défilèrent dans la ville. On vit des prisonniers allemands emmenés sous bonne escorte. L'incendie du Palais de Justice avait été maîtrisé. C'est alors que l'on découvrit dans ses caves, que les Allemands dans leur fuite précipitée n'avaient pu évacuer, 50.000 bouteilles de vin et spiritueux, que la foule bruxelloise se partage aujourd'hui ; elle pourra fêter dignement avec ses alliés sa première journée de libération.

APRÈS LA JONCTION DE LEURS ARMÉES

C'EST VERS BELFORT QUE SE PORTE L'EFFORT DES ALLIÉS

De la mer du Nord à la Méditerranée le front forme maintenant une ligne continue

L'ALLEMAGNE VA-T-ELLE DEMANDER L'ARMISTICE ?

Les préliminaires de la bataille d'Allemagne continuent à un rythme toujours aussi rapide. D'une part, les Alliés aménagent le territoire conquis, soudent les unes avec les autres les colonnes blindées lancées en flèche, encerclent de plus en plus étroitement et réduisent les îlots de résistance ennemis. D'autre part, les bombardiers écrasent les défenses fortifiées, les voies ferrées, les routes de l'ennemi. Les aérodromes d'où ses chasseurs pouvaient partir pour intercepter nos offensives sont énergiquement attaqués. Les nazis ont perdu, hier, 123 avions détruits au sol et 28 en combats aériens, en Hollande et en Allemagne Occidentale. Mannheim, après Ludwigshafen, Stuttgart, Carlsruhe sont durement touchés.

En France et en Belgique la région côtière est encore occupée par une centaine de mille hommes des forces ennemies. Epars dans les ports entre l'embouchure de la Seine et Zeebrugge, à 70 km. de notre frontière, les nazis sont voués à la destruction. Les ports du Havre, de Dieppe, de Boulogne et de Calais sont aux mains de garnisons encore résolues et munies d'une artillerie puissante, mortiers lourds et pièces de batterie côtière. Mais Calais, d'après des informations britanniques, serait déjà enlevé par les Canadiens. Sur le triangle Dunkerque, Aire-sur-La-Lys, Saint-Omer, la bataille est également violente mais ces deux dernières positions sont solidement tenues par nos troupes.

En Belgique entre Gand et Zeebruge, 50.000 Allemands sont étroitement encerclés. La prise de Cassel, à 25 km. au nord de Dunkerque, par les Polonais, les isole du nord de la France. On se bat dans les faubourgs de Gand et de Bruges, dont Zeebruge n'est que le port. Placés dans un étroit espace, les divisions ennemies ont perdu toute liberté de manœuvre.

La ligne de la Meuse délimite, ensuite, les territoires complètement libérés. On reste sans nouvelles officielles des unités qui ont franchi le fleuve, rayonnant jusqu'aux frontières allemande et luxembourgeoise. Les agences anglo-saxonnes, qui ont annoncé la prise d'Aix-la-Chapelle, soulignaient aujourd'hui que le Luxembourg, tout entier, est en voie de libération. A la frontière de la Prusse rhénane, la prise de Trèves, en territoire germanique, mais en deçà de la ligne Siegfried, est confirmée.

Sur le front d'Alsace-Lorraine, la bataille de Strasbourg est toujours en cours et l'on reçoit peu d'informations. Le ralentissement des opérations peut tenir, soit à une défence désespérée de l'ennemi, utilisant des points d'appui fortifiés construits par nous, soit plus vraisemblablement à un changement dans la direction de l'offensive Patton. En effet, l'armée

G. Q. G. Allié en France, 7 septembre. — Le communiqué allié en France annonce l'occupation de Courtrai et Armentières par les Alliés.

d'Alsace-Lorraine a fait sa jonction avec les forces franco américaines de Patch et de Delattre de Tassigny. Les Alliés gardent un silence complet sur le lieu exact de cette rencontre. Des informations de source allemande, mentionnant la ruée de nos troupes sur la route Pontarlier-Besançon, permettent de penser que c'est entre cette dernière ville et Belfort que l'unité du front a été établie. Mais d'autres nouvelles situent plus à l'ouest, quelque part entre Lyon et Auxerre, ce grand succès de notre armée.

(Suite en deuxième page)

Réunion extraordinaire à Berlin

Londres, 7 septembre. — Les rumeurs relatives à des démarches allemandes en vue d'obtenir un armistice continuent à courir. Selon certaines informations, Hitler aurait convoqué une conférence extraordinaire des généraux et des chefs nazis afin d'étudier une situation que le général Dittmar, commentateur de la radio allemande, a considérée comme inquiétante.

Parmi les dirigeants allemands, Goering et une partie des généraux jugeraient inutile de poursuivre les hostilités ; Goebbels et Ribbentrop recommanderaient une ultime tentative de paix et, en cas d'échec, le recours à la guerre chimique.

Tout ceci est bien entendu inconfirmable.

De même la rumeur selon laquelle Ribbentrop se serait rendu en Espagne, par avion, à la fin de la semaine dernière, et celle selon laquelle des émeutes se seraient produites dans plusieurs villes allemandes n'ont pas été confirmées.

De toute façon, aucun changement n'a été annoncé concernant les intentions des Alliés d'obtenir de l'Allemagne une reddition sans condition. La façon dont les événements évoluent est plutôt de nature à renforcer leur détermination.

New-York, 7 septembre. — Le correspondant du *New York Times* à Rome signale qu'une grande activité diplomatique règne au Vatican. On annonce que M. von Weizsaecker, ambassadeur du Reich, pourrait éventuellement tenter de traiter au nom « d'un gouvernement militaire allemand fortement établi ! » qui succéderait à Hitler. Cependant, l'ambassadeur ne possède pas la confiance du Pape qui aurait eu des entretiens avec Mgr Kaas, ancien chef du centre catholique allemand et le Père jésuite Leiber. — (A.F.P.)

Les rations de riz bâtons chocolatés et confiserie pour septembre

Les rations de certaines denrées faisant l'objet d'une distribution unique pour le mois sont maintenant fixées pour le mois de septembre dans les conditions suivantes :

Riz : 100 grammes pour les consommateurs de la catégorie E contre le coupon 3 de septembre de la feuille semestrielle.

Bâtons chocolatés : 125 grammes pour les catégories J1 et V ; 250 grammes pour les catégories J2 et J3, contre le ticket de la feuille de denrées diverses de septembre.

Confiserie ou confitures : 125 grammes de confiserie pour les catégories E, J1, J2 et V, contre le ticket DX de septembre. Les détaillants ne disposant plus de confiserie devront servir aux mêmes catégories et contre le même ticket, une ration de 250 grammes de confiture ordinaire ou 200 grammes de confiture concrète.

Un discours du général de Gaulle

Le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire, prononcera un important discours, mardi prochain, 12 septembre, au cours d'une cérémonie organisée par le C. N. R. au Palais de Chaillot.

LA BULGARIE déclare la guerre à l'Allemagne

et se range aux côtés des Alliés

Alors qu'un conflit s'allume entre la Hongrie et la Roumanie

Dans les Balkans, la déclaration de guerre de la Bulgarie à l'Allemagne met fin aux atermoiements du cabinet de Sofia. A vrai dire, l'initiative des hostilités est venue des nazis qui, en Thrace, en Macédoine et en Yougoslavie méridionale ont attaqué leurs alliés balkaniques, capturant, par surprise, l'état-major d'occupation bulgare. La radio germanique avait annoncé, auparavant, le passage de la frontière par l'Armée rouge, malgré la demande d'armistice formulée par le gouvernement Mouraviev. La Bulgarie se sera donc trouvée, en vingt-quatre heures, en état de guerre alternativement dans chacun des deux camps en présence. C'est un cas unique dans l'histoire.

Un nouveau gouvernement va être maintenant constitué à Sofia, un véritable gouvernement démocratique qui englobera toutes les forces vives du pays.

Au nord, la marche soviétique vers l'est jusqu'à Graïova et Pitesti a permis un bond en avant jusqu'à Ternu-Severin, à la frontière de la Roumanie et de la Serbie méridionale. C'est donc entre cette dernière ville et Belgrade que les unités du 2e front ukrainien rejoindront l'armée du maréchal Tito, décoré par le Soviet suprême de l'U.R.S.S. de l'Ordre de Souvarov « pour services rendus dans la lutte contre l'ennemi commun de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie ».

En Transylvanie, la frontière hongroise a été franchie sur dix-huit points.

A Helsinki

Le peuple finlandais qui, depuis deux semaines, suivait avec angoisse et en même temps avec espoir l'évolution de la situation militaire et diplomatique du pays, est au comble de la joie.

Helsinki présente aujourd'hui l'aspect d'une capitale alliée, en dépit des Allemands qui se trouvent encore dans les parages. On peut déjà voir des films et entendre des chansons du monde libre. La nuit dernière, le peuple finnois chantait dans les rues des airs russes célèbres.

Tours et Amboise sont maintenant délivrés par les Alliés. En Loir-et-Cher, les troupes américaines ont libéré Romorantin et Neung-sur-Beuvron. Bourges est aux mains des F.F.I. Plus à l'ouest, les Allemands ont évacué Chambord, Bracieux, Cours-Cheverny, Salbris, Mer et Muides.

L'ARMÉE ROUGE POURSUIT SON OFFENSIVE

Sur le front de Tchécoslovaquie et de la Pologne du Sud, les partisans de l'Armée rouge intensifient leur action. Le nœud ferroviaire de Vrucki et la ville de Tegart sont entre les mains des forces de l'intérieur. L'ennemi bat en retraite et on peut escompter d'autres succès. En effet, de nombreux contingents ennemis ont dû évacuer ces régions pour se porter plus au nord. Les soldats polonais du général Bor sont hors de combat.

La région au nord de Varsovie est pourtant le théâtre de violents engagements. L'armée Zakharov a franchi la Narew et progresse sur un front de 80 kilomètres en direction de l'Ouest, coupant la voie ferrée Varsovie-Dantzig à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale.

D'autre part, si ces unités parviennent à remonter vers le nord en suivant la ligne ferroviaire, c'est l'ensemble de l'armée de Prusse orientale qui va se trouver coupée de ses arrières. La prise d'Ostrolenka, sur la Narew, annoncée dans un ordre du jour par le maréchal Staline, permet maintenant aux unités russes de franchir librement le fleuve.

Une entreprise vouée à l'échec

Au moment où la campagne polonaise redouble d'intensité il faut regretter les incidents qui mettent aux prises le général Sosnokowski et M. Mikolajczik, d'une part, et le haut commandement allié. Les dirigeants polonais de Londres se plaignent de l'abandon de leurs soldats de Varsovie. Mais on sait que cette opération a été tentée pour priver l'Armée rouge de la gloire de prendre la capitale. Déclenchée au moment où de puissantes fortifications séparaient Varsovie des unités russes, cette folle entreprise était vouée à un sanglant échec. La politique antisoviétique des Polonais de Londres est en conflit direct avec l'enthousiasme de la nation pour les troupes qui la délivrent. Le Comité polonais de libération nationale fait preuve d'un tout autre sens politique.

La situation à l'Est

FINLANDE

La délégation d'armistice finlandaise est partie, hier matin, pour Moscou. La légation allemande à Helsinki doit quitter aujourd'hui la Finlande pour la Suède.

PRUSSE ORIENTALE

L'Armée rouge du Nord du Boug accentue sa pression au sud-est.

POLOGNE

Tandis que les forces polonaises du général Bor finissent d'évacuer Varsovie, les troupes soviétiques progressent encore au nord-est de la capitale ; elles prennent d'assaut la ville fortifiée d'Ostrolenka.

UKRAINE

Les armées russes ont franchi les Carpates et poursuivent vivement leur avance vers la frontière hongroise.

TCHECOSLOVAQUIE

Les patriotes tchèques infligent des pertes considérables en hommes et en matériel aux colonnes allemandes parties de Nitra. En Slovaquie centrale, les Allemands sont en pleine déroute.

HONGRIE

La Hongrie fait savoir qu'*elle est en guerre avec la Roumanie* à la suite de l'entrée des troupes roumaines en Transylvanie.

ROUMANIE

L'Armée rouge atteint la frontière yougoslave à Turnu-Severin. Sa jonction avec les forces du maréchal Tito opérant dans la région de Belgrade est imminente. Cette jonction consacrerait l'isolement complet des troupes allemandes de Grèce, Bulgarie et Yougoslavie.

Cratianu, ministre de Roumanie à Ankara, devient ministre de la Guerre. Antonesco est transféré à Odessa.

BULGARIE

Moscou n'a pas encore répondu à la demande d'armistice bulgare, attendant sans aucun doute la constitution d'un nouveau gouvernement à Sofia. Et la diplomatie de l'U.R.S.S. marque un point de plus : *la Bulgarie abandonnant enfin* sa politique de dérobades et de duplicité, *déclare la guerre à l'Allemagne.*

LE CONSEIL DES MINISTRES *a fait le point de la situation*

Les membres du C.N.R. et M. Jacques Duclos ont été reçus par le général de Gaulle

Les ministres se sont réunis hier après-midi, à 17 h. 30, en conseil, sous la présidence du général de Gaulle. On remarquait, rue Saint-Dominique, à côté des membres du gouvernement provisoire qui siégeaient à Alger depuis le 5 avril dernier, les nouveaux ministres qui viennent d'entrer au gouvernement lors de l'élargissement ministériel du 4 septembre : M. Le Percq, ministre des Finances; M. Tanguy-Prigent, chargé de l'Agriculture, et M. Lacoste, ministre de la Production industrielle.

La délibération a duré près de quatre heures.

Le Conseil s'est préoccupé notamment de l'épuration dans les services administratifs.

M. Massigli, ministre des Affaires étrangères, a exposé les derniers développements de la conférence de Dumberton Oaks sur l'organisation de la paix future. On sait que la France y est représentée par deux observateurs.

La vie diplomatique va bientôt reprendre à Paris. On attend, dans les jours prochains, l'arrivée du général Vannier, ministre du Canada. L'ambassadeur de l'U.R.S.S., M. Bogomolov, et les représentants des gouvernements des U.S.A. et du Royaume-Uni ne vont pas tarder à regagner la capitale.

M. d'Astier de la Vigerie a fait connaître que le rétablissement de l'administration civile se poursuit partout dans la France libérée de manière satisfaisante.

Le ministre des Communications, M. René Mayer, a mis le Conseil au courant des dispositions prises pour la remise en état progressive du réseau des chemins de fer et des voies navigables.

M. Guignebert à la Radiodiffusion M. Chataigneau gouverneur général de l'Algérie

Sur la proposition de M. Henri Bonnet, ministre de l'Information, M. Jean Guignebert, secrétaire général du ministère, a été nommé directeur général de la Radiodiffusion.

Sur la proposition de M. E. d'Astier, ministre de l'Intérieur, M. Yves Chataigneau, secrétaire général auprès du délégué général des plénipotentiaires au Levant, a été nommé gouverneur général de l'Algérie.

Le général de Gaulle reçoit le C. N. R...

Hier après-midi le général de Gaulle a reçu les membres du Conseil national de la Résistance avec lesquels il s'est longuement entretenu.

On sait que le C.N.R. avait envoyé tout récemment une délégation au général de Gaulle pour lui faire part des vœux adoptés par le Conseil national de la Résistance. Rappelant le programme d'action qu'il a élaboré le 25 mars dernier il souhaitait que le gouvernement l'adopte et se présente devant une assemblée provisoire qui soit l'émanation de la Résistance.

Il adressait en outre l'expression de sa gratitude aux F.F.I. qui, sous la direction du Comité d'action militaire (C.O.M.A.C.), ont assuré le succès de l'insurrection nationale et soulignait au gouvernement la nécessité de garder intacte cette armée née spontanément de la nation.

... et M. Jacques Duclos

Le secrétaire du Parti communiste, M. Jacques Duclos, a été reçu hier après-midi à 16 heures par le chef du gouvernement provisoire de la République.

La lutte contre les traîtres et l'épuration ont été abordées. L'entretien a porté en outre sur le problème des salaires et des prix.

C'est vers 16 h. 30, après un examen approfondi de la politique sociale et économique du gouvernement, que le député de la Seine a pris congé du général de Gaulle.

RENTREE DES CLASSES AU DEBUT D'OCTOBRE

Le ministère de l'Education Nationale nous informe que les écoles primaires et secondaires rouvriront leurs portes dans la première semaine d'octobre... car si de nombreux enfants sont loin de la capitale, ceux qui le peuvent doivent se remettre au travail. Dans quelques semaines **Paris**, comme chaque année, retrouvera donc ses écoliers.

200 fr. pour une livre 49 fr. 50 pour un dollar tel est le taux des changes

M. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, a fait un exposé sur la gestion des territoires qui se sont progressivement ralliés au général de Gaulle.

Le ministre a donné les précisions suivantes :

Les dépenses proprement militaires, à l'exclusion des soldes, faites par le Comité National Français de Londres pendant la période qui va du 18 juin 1940 au 30 juin 1943 ont été annulées purement et simplement, en échange des services de toute nature rendus aux armées britanniques dans les territoires libérés et sous mandat français. Ceci en application du principe d'aide mutuelle.

Les avances destinées à payer un certain nombre de dépenses administratives et politiques, ainsi que les soldes des troupes qui continuaient le combat s'élèvent jusqu'au 30 juin 1943 à un peu plus de 5 milliards de francs.

Ces avances pourront être remboursées par les ressources en livres sterling accumulées par nos soins, sans qu'il soit besoin de faire appel aux réserves de change de la métropole.

A partir du 23 juin 1944, le Comité Français de la Libération, puis le gouvernement provisoire de la R. F., n'ont plus eu recours aux avances britanniques. Mais ils ont eu besoin pour leur vie propre, pour l'envoi de colis aux prisonniers et surtout pour la poursuite de la guerre de procéder à des achats à l'extérieur et surtout aux Etats-Unis.

C'est par le jeu des accords prêt et bail qu'a été assuré l'armement des troupes.

Les paiements concernant le ravitaillement ont été faits sur les ressources en devises de l'Empire. Nous avons contracté, néanmoins, un arriéré qui au 1er janvier 1944 s'élevait à environ 4 milliards de francs.

Au total, nos dettes s'élèvent donc à 9 milliards de francs, soit un peu moins que ce que coûtaient deux semaines d'occupation.

Notre stock d'or est intact.

Le taux des changes : 200 francs pour la livre, 49 fr. 50 pour le dollar, donne à notre production des parités saines par rapport aux économies des grands pays du monde.

Les révélations de Bony :

LA MORT DE SERGE DE LENZ L'ASSASSINAT DU FAMEUX DELONCLE

CHEF DES CAGOULARDS

L'inspecteur Morin a-t-il disparu ?

L'inspecteur Morin a disparu ! Telle était la nouvelle qui circulait ce matin dans les bureaux du quai de Gesvres.

L'as de la brigade nord-africaine a-t-il été enlevé par des gangsters de la rue Lauriston ?

Des recherches ont été aussitôt ordonnées. Pour notre part nous nous refusons à croire à l'accident.

Quand la princesse Tchernitcheff voulait tourner « Le Collier de la Reine »

La section spéciale, qui avait mis en état d'arrestation Villaplane et Delahaye, tout au début de l'affaire Bony-Lafont, procède aujourd'hui à leur interrogatoire pendant que le commissaire Levitre continue l'audition de Bony.

Delehaye, que nous avons pu voir ce matin dans la cour du Dépôt, était le premier secrétaire de Lafont. Il est blême sous sa barbe de trois jours. Ce grand garçon roux, au regard fuyant, sue la peur. Il bredouille :

« Je n'ai rien fait. Je ne suis pour rien dans toute cette affaire. Je n'étais qu'un secrétaire. »

Villaplane, ancien champion international de football, essaie d'adopter une attitude de petit garçon bien sage. Il a fait des affaires grâce à la rue Lauriston. Le trafic d'or, les perquisitions lui ont rapporté près d'un million.

Il prétend ne plus posséder qu'une soixantaine de mille francs : 20.000 sur lui, les autres chez une de ses maîtresses.

Villaplane a participé à des opérations contre le maquis ; elles lui rapportaient 15.000 francs par mois.

Pendant que les interrogatoires se déroulaient quai de Gesvres, le commissaire Tourne se rendait, en compagnie d'inspecteurs, au 93, de la rue Lauriston. Les services de l'armée américaine occupant l'immeuble, les perquisitions n'ont pu avoir lieu. Elles seront effectuées vraisemblablement cet après-midi, mais il est douteux qu'elles apportent un élément nouveau.

Il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure les renseignements apportés par la bonne de la princesse Tchernitcheff, qu'interrogeait hier le commissaire Levitre, aideront les recherches en cours. Nul ne sait où elle se trouve. Partie précipitamment, elle a oublié, dans sa fuite affolée, ses collections de bijoux actuellement sous séquestre à la police judiciaire.

La princesse-gangster

Des bijoux qui représentent plusieurs dizaines de millions, mais aussi combien de crimes ! Pas une broche, pas un bracelet qui ne soit teinté de sang — le sang des victimes torturées dans les cellules aménagées au sous-sol de son hôtel particulier, et que les hommes de la rue Lauriston dépouillaient avant de les « interroger » ou les remettre à la Gestapo allemande.

Etrange femme, en vérité, que cette princesse Tchernitcheff-Deborasow. Henri Garat la sort de l'anonymat en l'épousant. Elle fait partie du « Tout-Paris ». Ses succès sont nombreux. Lorsque — en 1939 — Garat part pour une tournée artistique en Amérique du Sud, elle le quitte.

Ses besoins d'argent sont impérieux. Mais, comme elle sait choisir et que d'autre part elle a la main heureuse, ses amants sont riches à souhait.

En 1941, elle est la maîtresse du capitaine S.S. Lemier avec lequel on suppose qu'elle a rejoint l'Allemagne. Elle est aussi la maîtresse d'Henri Lafont. L'un la sert par ses relations, l'autorité dont il jouit dans les milieux officiels ; l'autre l'entretient richement et lui ouvre les portes du marché noir. Elle indique à Lafont les « perquisitions » à opérer — presque toutes dans le monde qui est le sien. Elle livre les plus riches de ses amis aux « fahrmann » (auxiliaires de la Gestapo), et s'approprie leurs bijoux, leurs valeurs.

Grâce aux appuis, aux débouchés dont dispose Lemier, elle dirige un vaste réseau de comparses qui travaillent pour son compte dans des bureaux d'achat allemand. Elle réalise ainsi des millions.

Le collier de la reine

Son activité déborde : espionnage au profit des Allemands, marché noir, etc., ne lui suffisent plus ; elle veut tenter de se faire un chemin dans une tout autre branche : le cinéma. Puisque celui-ci est *épuré* par le C.O.I.C., qu'il donne leur chance à chacun des médiocres qui gravitent dans l'orbe du grand maître, l'allemand Graven, pourquoi ne tenterait-elle pas la sienne ? Elle achète les droits d'un scénario : *Le collier de la Reine*. Le rôle de Mme de Lamothe sera confié à Viviane Romance et celui de Marie-Antoinette à... la princesse Tchernitcheff soi-même.

(Lire la suite en 2e page.)

Comment mourut SERGE DE LENZ le roi de l'évasion

Nous avons dit, hier, que Serge de Lenz, le fameux gentleman-cambrioleur qui, tant de fois, défraya la chronique judiciaire, avait été condamné à mort, aux premiers jours de la libération, par le conseil de guerre des Sept. Les Sept auront un homme de moins à abattre. Le gentleman - cambrioleur est mort. C'est Bony qui l'a appris au commissaire Levitre.

Serge de Lenz fit partie de l'état-major de la rue Lauriston jusqu'au jour où Lafont eut des preuves de son « incorrection ». Fort peu « régulier » vis-à-vis de ses complices, Serge de Lenz garda pour lui seul le bénéfice de quelques affaires. Lafont qui ne connaissait pas de juste milieu en matière de sanctions, le fit passer brutalement de la rue Lauriston au camp de concentration de Compiègne.

Serge de Lenz qui, grâce à son *plan* avait emporté à Compiègne une petite fortune, réussit à soudoyer la sentinelle allemande qui le gardait. Moyennant 10.000 francs, celui-ci le laissait s'évader. Marché conclu, argent versé, le gentleman-cambrioleur et roi de l'évasion, sort tranquillement du camp. Mais il a fait à peine cent pas que la sentinelle, subitement prise de scrupule et rappelée au devoir, fait feu sur lui à plusieurs reprises. Serge de Lenz tombe sans un cri.

Sa dernière évasion a été ratée, lamentablement, comme sa mort. Une mort sans gloire, sans éclat...

Edmond Delehaye à la Section spéciale de la Préfecture.

Les révélations de Bony :

LA MORT DE SERGE DE LENZ

L'ASSASSINAT DU FAMEUX DELONCLE

CHEF DES CAGOULARDS

L'inspecteur Morin a-t-il disparu ?

L'inspecteur Morin a disparu ! Telle était la nouvelle qui circulait ce matin dans les bureaux du quai de Gesvres.

L'as de la brigade nord-africaine a-t-il été enlevé par des gangsters de la rue Lauriston ?

Des recherches ont été aussitôt ordonnées. Pour notre part nous nous refusons à croire à l'accident.

La section spéciale, qui avait mis en état d'arrestation Villaplane et Delahaye, tout au début de l'affaire Bony-Lafont, procède aujourd'hui à leur interrogatoire pendant que le commissaire Levitre continue l'audition de Bony.

Delahaye, que nous avons pu voir ce matin dans la cour du Dépôt, était le premier secrétaire de Lafont. Il est blême sous sa barbe de trois jours. Ce grand garçon roux, au regard fuyant, sue la peur. Il bredouille :

« Je n'ai rien fait. Je ne suis pour rien dans toute cette affaire. Je n'étais qu'un secrétaire. »

Villaplane, ancien champion international de football, essaie d'adopter une attitude de petit garçon bien sage. Il a fait des affaires grâce à la rue Lauriston. Le trafic d'or, les perquisitions lui ont rapporté près d'un million.

Il prétend ne plus posséder qu'une soixantaine de mille francs : 20.000 sur lui, les autres chez une de ses maîtresses.

Villaplane a participé à des opérations contre le maquis ; elles lui rapportaient 15.000 francs par mois.

Pendant que les interrogatoires se déroulaient quai de Gesvres, le commissaire Tourne se rendait, en compagnie d'inspecteurs, au 93, de la rue Lauriston. Les services de l'armée américaine occupant l'immeuble, les perquisitions n'ont pu avoir lieu. Elles seront effectuées vraisemblablement cet après-midi, mais il est douteux qu'elles apportent un élément nouveau.

Il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure les renseignements apportés par la bonne de la princesse Tchernitcheff, qu'interrogeait hier le commissaire Levitre, aideront les recherches en cours. Nul ne sait où elle se trouve. Partie précipitamment, elle a oublié, dans sa fuite affolée, ses collections de bijoux actuellement sous séquestre à la police judiciaire.

La princesse-gangster

Des bijoux qui représentent plusieurs dizaines de millions, mais aussi combien de crimes ! Pas une broche, pas un bracelet qui ne soit teinté de sang — le sang des victimes torturées dans les cellules aménagées au sous-sol de son hôtel particulier, et que les hommes de la rue Lauriston dépouillaient avant de les « interroger » ou les remettre à la Gestapo allemande.

Quand la princesse Tchernitcheff voulait tourner « Le Collier de la Reine »

Etrange femme, en vérité, que cette princesse Tchernitcheff-Deborasow. Henri Garat la sort de l'anonymat en l'épousant. Elle fait partie du « Tout-Paris ». Ses succès sont nombreux. Lorsque — en 1939 — Garat part pour une tournée artistique en Amérique du Sud, elle le quitte.

Ses besoins d'argent sont impérieux. Mais, comme elle sait choisir et que d'autre part elle a la main heureuse, ses amants sont riches à souhait.

En 1941, elle est la maîtresse du capitaine S.S. Lemler avec lequel on suppose qu'elle a rejoint l'Allemagne. Elle est aussi la maîtresse d'Henri Lafont. L'un la sert par ses relations, l'autorité dont il jouit dans les milieux officiels ; l'autre l'entretient richement et lui ouvre les portes du marché noir. Elle indique à Lafont les « perquisitions » à opérer — presque toutes dans le monde qui est le sien. Elle livre les plus riches de ses amis aux « fahrmann » (auxiliaires de la Gestapo), et s'approprie leurs bijoux, leurs valeurs.

Grâce aux appuis, aux débouchés dont dispose Lemler, elle dirige un vaste réseau de comparses qui travaillent pour son compte dans des bureaux d'achat allemand. Elle réalise ainsi des millions.

Le collier de la reine

Son activité déborde : espionnage au profit des Allemands, marché noir, etc., ne lui suffisent plus ; elle veut tenter de se faire un chemin dans une tout autre branche : le cinéma. Puisque celui-ci est *épuré* par le C.O.I.C., qu'il donne leur chance à chacun des médiocres qui gravitent dans l'orbe du grand maître, l'allemand Graven, pourquoi ne tenterait-elle pas la sienne ? Elle achète les droits d'un scénario : *Le collier de la Reine*. Le rôle de Mme de Lamothe sera confié à Viviane Romance et celui de Marie-Antoinette à.... la princesse Tchernitcheff elle-même.

(Lire la suite en 2e page.)

our une livre pour un dollar ux des changes

A partir du 23 juin 1944, le Comité Français de la Libération, puis le gouvernement provisoire de la R. F., n'ont plus eu recours aux avances britanniques. Mais ils ont eu besoin pour leur vie propre, pour l'envoi de colis aux prisonniers et surtout pour la poursuite de la guerre de procéder à des achats à l'extérieur et surtout aux Etats-Unis.

C'est par le jeu des accords prêt et bail qu'a été assuré l'armement des troupes.

Les paiements concernant le ravitaillement ont été faits sur les ressources en devises de l'Empire. Nous avons contracté, néanmoins, un arriéré qui au 1er janvier 1944 s'élevait à environ 4 milliards de francs.

Au total, nos dettes s'élèvent donc à 9 milliards de francs, soit un peu moins que ce que coûtaient deux semaines d'occupation.

Notre stock d'or est intact.

Le taux des changes : 200 francs pour la livre, 49 fr. 56 pour le dollar, donne à notre production des parités saines par rapport aux économies des grands pays du monde.

L'AFFAIRE BONY-LAFONT

(*Suite de la première page*)

Tout était prêt pour tourner ; il ne manquait que l'autorisation du C.O.I.C. : il la refusa. Les rêves de la princesse Tchernitcheff-Deborasow s'effondrent : elle ne sera pas productrice-actrice du *Collier de la Reine*.

Depuis, elle a trouvé d'autres colliers pour se consoler.

La confession de Bony

Quant à Bony, son interrogatoire d'hier coïncidait avec le transfert de Drancy à Paris du fameux Alexis que les commissaires Clot et Levitre veulent entendre au moins une fois avant de le remettre aux *Civils Affairs* qui le réclament.

Une précision s'impose : Alexis ne faisait pas partie de la rue Lauriston. S'il faisait la chasse aux juifs et patriotes, c'était, dit-il, par idéal et pour aider, en bon Français, à l'édification de l'Europe nouvelle.

Bony a fait le récit de ses malheurs, depuis l'affaire Stavisky. Il a dit comment, toutes les portes étant fermées devant lui après sa condamnation, il se réfugie près d'Arcachon où il vit de pêche et de jardinage.

En 1938, il s'occupe de police privée jusqu'en 1940. A la fin de la même année, il est engagé en qualité de secrétaire dans une usine d'aviation.

En avril 1941, il entre au service des Allemands par l'intermédiaire du capitaine Radeck et devient le secrétaire — fort mal rétribué, prétend-il d'ailleurs — d'Henri Lafont.

Aveu d'importance dans le fatras des déclarations de Bony entremêlées de considérations morales sur le marché noir (!) : l'ex-policier reconnaît avoir participé en uniforme de lieutenant S.S. à une expédition en Corrèze contre le maquis.

Cet aveu a été suivi de révélations du plus haut intérêt.

Les neveux de Bony

Bony a deux neveux : Jacques et Jean Lascaut, respectivement âgés de 22 et 26 ans.

Jacques Lascaut, à la suite d'une banale escroquerie, contracte un engagement à la Légion étrangère. En Afrique du Nord, il entre en contact avec des membres de la Résistance et gagne leur confiance. Il promet de les servir, moyennant finances, d'établir une liaison entre eux et la Résistance française, dès que, libéré, il aura rejoint la Métropole.

De fait, il tint parole. Rentré à Bordeaux, il s'introduit dans les milieux de la Résistance où personne ne songe à se méfier de lui : n'est-il pas recommandé par les plus ardents patriotes d'Afrique du Nord ?

Lors d'un séjour à Bordeaux, Bony surprend l'activité de son neveu. L'affaire est trop belle pour ne point tenter l'ex-policier :

— Combien gagnes-tu pour faire ce travail-là ?

— Tant...

— Je t'offre le triple, travaille pour moi.

Et Jacques Lascaut livre à son oncle, qui à son tour les livre à la Gestapo de Knochen, les noms de tous les patriotes, de tous les gaullistes qui avaient eu confiance en lui.

Quelque temps plus tard, Jacques Lascaut, ayant escroqué 50.000 francs à la Gestapo française, se brouille avec la rue Lauriston et, redoutant une vengeance, se réfugie en Bretagne.

La fin d'Eugène Deloncle

Quant au second des neveux, il y a dans le forfait qu'il a confessé à des amis, desquels nous le tenons, autant de raisons de le blâmer que de (si l'on peut dire) le remercier. Son forfait nous a délivré du sinistre Eugène Deloncle. Voici dans quelles circonstances :

Ancien membre du C.S.A.R., Jean Lascaut suit Eugène Deloncle au M.S.R. Il a la confiance des chefs. Le jour où la Gestapo décide de se débarrasser d'Eugène Deloncle, Bony, informé, vient trouver son neveu et le charge d'organiser une *perquisition* qui doit aboutir à la suppression du chef du M.S.R. Jean Lascaut se met aux ordres de Bony. Il ne participe pas à l'expédition chez Eugène Deloncle, mais il a donné toutes les indications qui devaient la faire réussir.

Malheureusement, le réflexe de Deloncle, sortant son revolver à la vue des policiers allemands, précipita les choses. Au lieu d'être exécuté dans les sous-sols de la Gestapo, Deloncle fut abattu chez lui.

Quelques semaines plus tard, Jean Lascaut, qui éprouvait un sérieux besoin de se mettre à l'abri, contractait un engagement dans l'armée allemande, à la N.S.K.K.

Pierre Laval indésirable en Suisse reste en Allemagne

Zurich, 7 septembre. — On mande de la frontière allemande que Laval et sa suite, ayant pris place dans six automobiles, viennent d'arriver dans la petite île de Mainau, sur la rive allemande du lac de Constance.

Selon le rédacteur diplomatique du « Daily Telegraph », le gouvernement suisse pressenti dans le but de savoir s'il lui donnerait asile aurait répondu par la négative.

UNE RÉUNION DES F.T.P.

Le colonel André précise le rôle de ses troupes.

Les officiers et sous-officiers des francs-tireurs et partisans français se sont réunis, hier, à la Taverne alsacienne, sous la présidence du colonel André, chef d'état-major des F.T.P. Le colonel d'Arnoux de Mortemer exposa les problèmes tactiques qu'imposait la guerre de partisans. Il termina en disant qu'il fallait laisser aux F.T.P. leur place dans l'armée nouvelle, avec leurs qualités d'enthousiasme et de discipline. Le commandant Hack parle du régiment d'artillerie qu'il est en train de constituer à la caserne de Reuilly et qu'il espère voir partir rapidement pour le front.

Ce fut une minute émouvante, lorsque Lucette, chef des services de liaison des F.T.P., rappelle le souvenir de Danielli Casanova, morte au camp d'Auschwitz qui, avec le colonel Cendré, de la Jeu-

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1944

LE GRAND QUOTIDIEN DU SOIR

6e EDITION

Défense de la France

4e ANNEE. — N° 64
Le numéro : 2 Fr.

FONDÉ SOUS L'OCCUPATION ENNEMIE LE 14 JUILLET 1941

ANCIEN ORGANE CLANDESTIN DE LA RESISTANCE

LA BULGARIE déclare la guerre *à l'Allemagne*

NEW-YORK, 7 septembre. — On mande d'Ankara à l'Associated Press que la Bulgarie a fait savoir à la Grande-Bretagne, à la Russie et aux Etats-Unis, qu'elle a déclaré la guerre à l'Allemagne. Cette décision a été prise au moment où les troupes allemandes ont tenté de désarmer les forces bulgares qui se retiraient de Yougoslavie.

...et la Hongrie à la Roumanie

LONDRES, 7 septembre. — On annonce que la Hongrie a officiellement fait connaître qu'elle était en guerre avec la Roumanie à la suite de l'entrée des troupes roumaines en territoire hongrois dans la province de Transylvanie.

Le crépuscule nazi

HITLER vient de convoquer d'urgence ses chefs militaires et politiques à une conférence qui, dit-on, durerait plusieurs jours.

Au moment où le front allemand s'effondre de toutes parts sous les coups mortels des Alliés, le front intérieur donne à son tour des signes de vacillement qui ne trompent point : ici, ce sont des mutineries, des régiments se refusant à remonter en ligne. Là, des arrestations massives de journalistes suspectés de non-orthodoxie nazie. Il y a quelques jours, c'était l'annonce de l'arrivée du Dr Schacht en Suisse, donnant lieu à des rumeurs de demande de paix de Berlin. Aujourd'hui, c'est l'annonce de l'arrivée à Lisbonne de M. von Papen (qui n'était pas étranger au fameux complot contre Hitler), et des docteurs Funk et Curtius, qui tenteraient de négocier un refuge pour les dirigeants nazis.

Ce matin, enfin, sur le plan extérieur, c'est la Bulgarie qui, sous l'impérieuse pression de l'U.R.S.S. et des Alliés, se décide enfin à déclarer la guerre à l'Allemagne.

A la veille de l'invasion du territoire allemand Hitler, contre lequel jouent les astres, et les impondérables, réunit donc ses chefs, et il est possible que de cette conférence sorte, dans un avenir prochain, la capitulation de l'Allemagne, qui, une fois encore, épargnerait à celle-ci de devenir un champ de bataille, après avoir dévasté toute l'Europe par sa guerre.

Mais le général Eisenhower reste le seul juge de la situation et l'on sait à Berlin qu'il n'acceptera de l'Allemagne que sa reddition sans conditions, prélude à une occupation générale.

Le maréchal Antonesco est interné à Odessa

ANKARA, 7 septembre. — Le correspondant de l'agence United Press apprend de Bucarest que l'ex-dictateur Antonesco, le général Pantazi, ancien ministre de la guerre et 20 officiers supérieurs pronazis, ont été transférés à Odessa où ils resteront jusqu'au commencement du procès des criminels de guerre.

LES FORCES ALLIÉES sont devant Ostende

TANDIS que les forces alliées se regroupent en avant de la ligne Siegfried, les opérations marquent un léger temps d'arrêt. Mettons à profit ce répit et embrassons d'un rapide coup d'œil la magnifique campagne qui, en un mois, a libéré un immense territoire et enfermé sur le sol français ou belge une armée allemande forte d'une centaine de divisions, soit plus de 1.200.000 hommes, dont près de 600.000 sont prisonniers et 400.000 hors de combat.

Il est évident que les effectifs alliés qui ont mis en déroute cette puissance naguère invincible, n'atteignaient pas, et de loin, à des chiffres comparables. La stratégie nazie « s'accrocher partout au terrain » au prix d'une énorme dispersion des forces a donc été mise en défaut... Or, le commentateur militaire de la B.B.C. se demandait hier s'il n'y avait pas de la part du haut commandement allemand un parti pris délibéré de défaite. Les généraux n'ayant pu se débarrasser d'Hitler et de sa clique par la méthode directe, se seraient décidés à utiliser la seule arme dont ils disposaient. Leurs ordres contradictoires ou erronnés, auraient précipité une défaite certaine dans le but d'épargner à l'Allemagne les rigueurs d'une campagne trop longue sur son propre sol...

Cette explication n'est évidemment qu'une hypothèse, car il se peut aussi que le haut commandement allemand n'ait pas cru en la puissance offensive des alliés. Dans ce cas, résister partout, autorisait l'espoir d'un prompt dégagement, facilité par cette résistance aux points essentiels...

Quoi qu'il en soit, il reste en France quelque 200.000 Allemands qui évoluent au sud de la Loire en direction de la trouée de Belfort en troupes dispersées, les uns opérant depuis les côtes de l'Atlantique, les autres près de Dijon, d'autres encore entre Saint-Quentin et Mons sans compter les garnisons qui tiennent Saint-Nazaire, Lorient, Brest, Le Havre, Boulogne et Calais...

Refluant du Sud-Ouest

les Allemands tentent de franchir la Loire entre Cosne et Nevers

Au sud de la Loire

Les opérations sur lesquelles les renseignements demeurent les plus rares intéressent la région immédiatement au sud de la Loire. Les F.F.I. tiennent solidement une ligne qui part de Bordeaux et qui passe par Angoulême et Ruffec. A 200 kilomètres plus au Nord, ils ont libéré Loudun. Un large couloir permet donc aux Allemands de se replier en direction de l'Est. Aux dernières nouvelles, les FFI avaient réussi à rétrécir le goulot dans la région de Vierzon, ville que les Allemands ont évacué après avoir cédé Salbris et Selles-sur-Cher, au sud de Romorantin. A l'heure actuelle, d'après un communiqué du général Kœnig, les Allemands en retraite, ont atteint la Loire et cherchent à traverser le fleuve à la Charité-sur-Loire et à Pouilly, entre Cosne et Nevers.

Aux dires d'un témoin oculaire, les Allemands ont depuis longtemps abandonné leurs camions faute d'essence, et réquisitionnent voitures et chevaux dans les fermes. Ce qui explique la lenteur de leur repli. Les F.F.I. minent les routes et coupent les ponts mais évitent, en certains endroits, de harceler directement l'ennemi afin d'éviter les représailles dont serait victime la population des villages traversés.

L'avance vers l'Allemagne

Cependant les armées alliées continuent leur avance générale en direction de la ligne Siegfried. On sait que des patrouilles américaines opèrent en territoire allemand dans les régions de Sarrebrück et d'Aix-la-Chapelle ; l'agence Reuter confirme en outre que l'extrémité septentrionale du front allié de Hollande touche Clèves, ville de la Prusse rhénane où se termine la ligne Siegfried.

Le long de la côte de la Manche les Canadiens et les Polonais ont encerclé et isolé les garnisons de Boulogne et de Calais et atteint Graveline, à mi-chemin entre Calais et Dunkerque. En Belgique, Gand a été occupé à la fois par les routes de Lille et de Bruxelles, tandis que des unités polonaises, après avoir pris Cassel, ont pénétré en Belgique jusqu'à Ypres ; elles poursuivent leur route et ont atteint les faubourgs d'Ostende et de Zeebrugge.

Jean REMY.

(*Lire la suite en 2e page*)

PIQUÉ PAR SES GEOLIERS ALBERT STAMM PROCUREUR DE LOUVIERS *était devenu fou* avant d'être fusillé

par René DUNAN

Pendant quatre ans, ceux de la Résistance se sont évertués à dire à des Français, égarés par une propagande qui sentait le mensonge et la concussion, que les Allemands de 1940, malgré leur vernis, leurs fausses bonnes manières et leur politesse sur commande, avaient les mêmes instincts, la même cruauté, la même lâcheté que les Prussiens de 1914.

Malgré cela, certains n'étaient pas convaincus. C'est tout juste si on n'accusait pas les patriotes, les vrais, ceux qui travaillaient dans l'ombre, au risque de leur vie, de vouloir le malheur du pays.

Depuis deux semaines, des faits révélés au grand jour nous ont malheureusement donné raison. Fresnes, Vincennes, Issy-les-Moulineaux ont révélé la barbarie de ceux qui, il y a un mois encore prétendaient nous faire croire qu'ils combattaient pour la civilisation. Nous voudrions que s'arrêtât là cette liste macabre et douloureuse. Malheureusement il n'en est rien et chaque jour nous apporte la révélation d'un nouveau crime, de nouvelles méthodes de torture, de nouveaux forfaits.

Le procureur Albert Stamm

« Mort pour la France »

Je n'eusse jamais cru — si je ne l'avais entendu moi-même — l'horrible calvaire auquel fut soumis M. Albert Stamm, procureur de la République de Louviers, dont la tombe, aujourd'hui, porte en-dessous de son nom, ces mots : « Mort pour la France ».

C'est sa veuve qui est venue, hier, dans mon bureau, me narrer le double supplice moral et physique auquel fut soumis son mari pendant quatre mois.

Cette histoire, le mot est trop anodin, disons plutôt, ce martyre, je veux vous le relater dans sa sécheresse tragique, débarrassé de tout commentaire et des figures de rhétorique dont la presse qui nous a précédés a usé avec une prodigalité qui la condamnait.

En 1939, Albert Stamm, alors âgé de 33 ans, était procureur de la République à Louviers. A la déclaration de guerre, il partit comme officier du 2e bureau et il fut affecté à l'armée Blanchard qui combattait dans le Nord et qui assura finalement la retraite de Dunkerque. C'est là que le lieutenant Stamm devait être grièvement blessé aux deux jambes. Rapatrié le 6 octobre 1940 à Marseille, sa femme le retrouve quelques jours plus tard à Vichy avec une croix de guerre, deux citations et une pension de mutilé à 65 0/0.

L'incompréhension de Vichy

A Vichy, au Ministère de la Justice où il se rend pour fixer sa situation administrative, on lui demande de regagner son poste à Louviers.

Il objecte, bien qu'il soit Alsacien-Lorrain, que sa qualité d'officier du Deuxième Bureau le désignera immédiatement à l'attention des Allemands. Mais qu'importent aux ronds-de-cuir de Laval les difficultés auxquelles peut se heurter un fonctionnaire. Il faut remplir un poste, on le remplit.

Albert Stamm, un peu écœuré, obéit néanmoins et quand il reprend possession de son cabinet de procureur, il lui faut encore deux béquilles pour le soutenir.

(*Lire la suite en 2e page*)

M. JEANNENEY ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE SONT D'ACCORD :

« Nous voulons rétablir la légalité républicaine et les institutions parlementaires »

Bien qu'il ait tenu en trois lignes à peine dans la presse, l'événement politique essentiel de ces jours derniers est, sans nul doute, la visite que M. Jeanneney, président du Sénat, a rendue avant-hier au général de Gaulle.

Si l'on sait — on le savait par avance — que l'entretien s'est déroulé dans une atmosphère de grande cordialité et d'absolue confiance mutuelle, par contre, on ignore tout, jusqu'à présent, de la nature de cette conversation.

D'après ce que nous avons pu savoir, toutefois, il semble que le général de Gaulle et M. Jeanneney ont procédé à un large examen de la situation politique plutôt qu'à l'étude de tel ou tel problème particulier.

Une préoccupation capitale, par ailleurs, a dominé l'entretien : celle de préparer, dans les meilleures conditions possibles, une large consultation nationale, et d'assurer ainsi le rétablissement intégral des institutions républicaines, ce qui ne signifie pas, *loin de là*, le rétablissement des *anciens parlementaires démonétisés* dans leur fauteuil ou sur leur banquette.

Car il ne suffit pas — les deux hommes d'Etat l'ont compris mieux que quiconque — d'annuler la légalité arbitraire de Vichy. Si la nature « a horreur du vide », la vie politique d'un pays ne pourrait pas davantage souffrir le vide.

(*Lire la suite en 2e page*)

DANS CAMBRAI LIBÉRÉ

LES CH'TIMIS me demandent : *Paris a-t-il souffert ?*

CAMBRAI, 7 Septembre. — Dix heures du matin, rue de Tilsitt à Paris, devant le ministère de la Santé, départs en mission. Les ambulances des A.S.A. (assistance sanitaire automobile) que les Parisiens connaissent bien, attendent l'ordre du départ : dans chacune d'elles trois femmes ont pris place : une convoyeuse, une infirmière et un chauffeur ; en réalité, chacune d'elles peut remplir les trois fonctions. Avec elles, de jeunes médecins, pour la plupart externes des hôpitaux, se préparent à aller porter aux quatre coins de la France leur aide bénévole.

Le G.M.S. (Groupe médical de secours) avait été formé sous l'impulsion d'un jeune étudiant, le docteur Deniker, pour venir en aide aux sinistrés de la région parisienne ; organisation de postes de secours, soins immédiats et convois vers les hôpitaux. Dès le début de l'action des F.F.I. dans la capitale, Deniker et ses camarades deviennent officiellement groupe médical des F.F.I. et à ce titre se dépensent sans compter aux quatre coins de la ville. Mais Paris est devenu calme, les blessés ont tous été hospitalisés et les postes de secours ont fermé leurs portes ; un peu partout, dans le nord de la France, les F.F.I. paient leur lourd tribut à la libération : les médecins et les médicaments manquent souvent, il faut aller les aider.

Des ambulancières J3

Et ce matin, les convois seront acheminés d'une part vers Rouen, d'autre part vers Arras, Douai, Lille et la Belgique. Il existe bien encore dans la région du Nord quelques îlots de résistance, mais les G.M.S. n'ont pas l'habitude de s'arrêter à de si petits détails, et je prends, moi aussi, la route du Nord.

Jean MAURICE.

(*Lire la suite en 2e page*)

Des blindés de l'armée française passent à l'attaque sur le front d'Italie

Second appel d'Eisenhower *aux ouvriers étrangers en Allemagne*

LONDRES, 7 septembre. — Dans un second appel radiodiffusé aux ouvriers étrangers en Allemagne, le général Eisenhower a étendu et amplifié les conseils qui devront être suivis lorsque la bataille d'Europe progressera vers eux. Il a déclaré :

Ne vous laissez pas entrainer plus profondément à l'intérieur de l'Allemagne par les Allemands en retraite. Lorsque les armées alliées avanceront vers la région où vous travaillez, saisissez la meilleure occasion pour aller dans la campagne et attendez leur arrivée. S'il ne vous est pas possible de vous réfugier à la campagne, faites tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher la destruction des voies de communication et des installations industrielles. Assurez-vous, autant que possible qu'elles soient en bon état lorsqu'elles tomberont aux mains des Alliés.

LOUIS JACQUINOT est ministre de la Marine

Mais la rue Royale ne lui fait pas oublier

le Quartier Latin

Au temps de la pleine euphorie européenne, ils étaient deux, à Vichy, pour crier à l'imposture et à la contrefaçon frauduleuse du patriotisme. Deux en tout et pour tout. L'un, qui avait gardé son air de vieil officier sorti du rang : c'était Louis Marin. Et l'autre, un grand garçon robuste et souriant, à la poignée de main loyale, s'appelait Louis Jacquinot. Il est aujourd'hui ministre de la Marine.

Alors qu'on arrêtait tout le monde on n'osait mettre la main sur ces deux irréductibles. Peut-être parce qu'ils ne se cachaient pas, qu'ils parlaient tout haut. Alors ils ne se faisaient pas faute, vous pensez bien, d'appeler Monsieur Pétain par son nom.

Et ils choisissaient volontiers les parages de l'Hôtel du Parc pour exprimer cette irrévérencieuse opinion.

●

Les espions, aux aguets, faisaient une jaune grimace.

Cette anomalie ne pouvait se prolonger indéfiniment. Louis Jacquinot avait beau porter les traces d'une affreuse blessure reçue au front et qui l'avait mis plusieurs semaines entre vie et trépas. Il avait beau être le plus insouciant des hommes.

Son tour était venu, ou allait venir. Dans une petite chambre d'amis on s'employa à brusquer son départ, sans quoi il aurait attendu encore. Départ où le côté charmant, un tantinet bohème, de Jacquinot se manifesta doucement. Une chemise ? Où était la chemise ? Des vêtements, quelques cravates. Vite ! On empila tout dans une valise et on le poussa vers son vrai destin qui est de servir son pays sans réclame tapageuse.

C'est ainsi qu'il gagna Londres, puis Alger.

Et Louis Jacquinot aurait bien changé s'il n'avait mis dans son retour le même brin de fantaisie. Car il était à Toulon en inspection quand l'insurrection éclata à Paris. Il assista à la prise de notre grand port militaire, se pencha sur les souffrances de la ville.

Puis il repartit pour Alger chercher sa valise. Un avion le transporta à Londres.

Peu après il était à Cherbourg. Et bientôt à Paris. Grand, solide, souriant avec le fond d'étudiant inguérissable qui l'attachait aux rues familières du quartier latin et ce mépris de l'intrigue et des combinaisons politiques qui est un des traits de sa nature.

●

Louis Jacquinot a fait d'étranges débuts ministériels. Quand Paul Reynaud composa dans une invraisemblable bousculade son premier cabinet avec une interminable séquelle de demi-Excellences, il appela au sous-secrétariat d'Etat à l'Intérieur son ami Louis Jacquinot qui était alors aux armées.

Celui-ci quitta ses soldats, le cœur navré, et vint place Beauvau où l'attendait un ministre à la moustache gauloise, sénateur de l'Orléanais, qui avait été le condisciple de Péguy mais qui, pour l'heure était en pleine lune de miel.

Jacquinot, entre sa table et ses fauteuils dorés, flottait indécis, désireux d'agir et paralysé dans son action. Des soldats venaient le voir. C'était le meilleur moment de la journée.

Une nuit la France fut arrosée de bombes.

La guerre partait.

Jacquinot et ceux qui l'entouraient écoutèrent à la radio la voix caverneuse de Frossard qui essayait de donner aux Français du cœur au ventre avec l'inflexion triste d'un maître des cérémonies.

Paul Reynaud remercia gentiment les sous-secrétaires d'Etat dont il n'était jamais parvenu à savoir exactement le nombre.

Et Jacquinot, sans un regret, repartit pour le front où il fut bientôt blessé.

●

Si court qu'ait été son séjour place Beauvau, il avait suffi à Jacquinot pour s'informer d'assez près de l'activité de la fameuse 5e colonne. Et d'en connaître assez long. Et de vouloir agir assez vite.

Mais on lui donna gentiment congé, comme il est dit plus haut.

Jacquinot est un homme de l'Est. Il a fait ses classes politiques sous Maginot. Il avait avec lui appris à servir les intérêts permanents de la France. Le reste l'intéresse peu. Rue Royale, il est à une des places qu'il peut le plus aimer, parce que la politique, la petite politique, n'en saurait jamais franchir le seuil.

L'ennemi de la France

IL a un nom. Pétain.

Jamais on ne dira assez le mal que cet homme a fait à la France.

La défaite de 40 a des causes multiples. Mais dans le domaine des responsabilités personnelles, nul n'en a plus que ce maréchal de France.

Il était avant la guerre la plus haute autorité militaire de ce pays. Il n'a rien fait pour le défendre contre la marée montante du germanisme. Il faisait construire des 75 quand nos ennemis fabriquaient des chars. Il faisait couler du béton sur une moitié de notre frontière — laissant ouverte l'autre moitié — quand des esprits lucides lui criaient que la guerre future serait une guerre de mouvement. Il sabotait la défense nationale quand la nation comptait sur lui.

Pourquoi ?

Par incapacité bien sûr, mais aussi par haine.

Pétain haïssait la République et tout ce qui, depuis cent cinquante ans, a fait de la France la lumière des nations. Il haïssait la Révolution, il haïssait la démocratie. Et plutôt que de voir la France républicaine alliée à la Russie des Soviets, remporter une victoire sur les Etats fascistes, il préféra perdre le pays qui lui accordait sa confiance.

On dira un jour ses intrigues avant la guerre avec les organes pro-nazis, tels « La Victoire » de Hervé, ses rapports occultes avec l'ambassade d'Allemagne. On dira comment, en pleine guerre, avec l'aide de Franco, il torpillait l'action du gouvernement. On dira quel fut son rôle dans la Cinquième colonne...

●

Nous ne voulons retenir ici que son action depuis l'Armistice. Ce vieillard vaniteux porte devant l'Histoire et devant la conscience humaine la responsabilité écrasante d'avoir flatté les instincts les plus bas et exploité les sentiments les plus nobles de tout un peuple.

Il a flatté en chaque homme le pourceau qui sommeille. Il a exalté la veulerie, le renoncement, la lâcheté. Il a émasculé les Français et énervé une à une les fibres de leur courage, il a avili, traîné aux genoux de l'occupant une nation qui comprenait encore ce que voulait dire le mot : Honneur.

L'Honneur ! Quel usage abject notre petit homme a pu faire de ce mot. Patiemment, honteusement, il a exploité le sens de la droiture et de la discipline si développé dans l'Armée, dans la Marine, dans les corps constitués.

Il a divisé les Français. Cet homme qui accusait les Gaullistes de dissidence, il fut, lui, le chef des émigrés de l'intérieur, le meneur d'une camarilla qui prit à tâche, pour la plus grande satisfaction de l'ennemi, de dresser les Français les uns contre les autres en couvrant du voile du patriotisme les crimes commis contre la Patorie.

Mais le mal qu'il fit à la France dans le monde est peut-être plus grand encore que le mal qu'il fit aux Français eux-mêmes. C'est lui qui a donné à l'étranger l'image d'une France déchirée et décadente. C'est lui qui a tenté d'induire nos Alliés en erreur sur les intentions du général de Gaulle. C'est à lui que la France doit aujourd'hui de gravir le calvaire de la reconnaissance de ses droits de nation indépendante.

●

Pour tous ces crimes le maréchal Pétain mérite un sort simple. Il est inscrit dans le Code de justice militaire.

Et si la pitié populaire devait s'émouvoir de son grand âge, alors nous demandons que cet officier traître à son pays soit dégradé devant la dalle de l'Inconnu.

Et la voix de la Justice lui criera : « Quitte son pays que tu as livré à l'ennemi. La France te renie ! »

Robert SALMON.
(R. Tenaille)

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ALEX VILLAPLANE et six lieutenants de LAFONT sont arrêtés

Une effervescence fébrile règne dans les locaux de la police judiciaire, tant quai des Orfèvres qu'au quai de Gesvres, où les hommes de la rue Lauriston sont interrogés.

Ce matin encore, Pierre Bony a été entendu par le commissaire Levitre. Bribe par bribe, le policier lui fait dire qu'elle a été son activité dans les services de la Gestapo française. Il apprend ainsi aux enquêteurs qu'à trois reprises il a eu des entrevues avec Laval. Dans toutes ses révélations, il fait retomber la responsabilité sur les épaules de son chef Lafont.

Ce matin également, les policiers ont interrogé deux nouveaux « personnages » arrêtés hier : Alex Villaplane et Edmond Delehaye.

Alex Villaplane est un ancien international de football. A plusieurs reprises, en dehors de ses performances sportives, il a fait parler de lui. Son nom fut évoqué pour la première fois dans une affaire qui, à l'époque, eut un grand retentissement : l'affaire du billet de la Loterie Espagnole volé au Casino de Juan-les-Pins. Villaplane fut accusé d'avoir volé ce billet qui, naturellement, était gagnant du gros lot.

Plus tard on retrouve le footballeur déguisé en homme de cheval. C'était alors pour la fameuse affaire de « Hallencourt », cheval de course qui fut volé par Villaplane alors qu'il venait de gagner un grand prix et remplacé au paddock par un « toquard » du nom d' « Epinard ».

Villaplane a plus d'une corde à son arc. Au besoin il se transforme en cambrioleur. Il y a quelques années, à Paris, avec des complices, il cambriole le magasin « Aux 100.000 chemises ».

Extrait de sa cellule ce matin, l'ex-international de football était à nouveau interrogé.

Avec son pantalon de toile bleue, sa veste trop petite et sa chemise Lacoste, Villaplane a une bien piètre allure. Il baisse la tête et laisse voir son crâne à demi chauve. Les mains derrière le dos, attachées par des menottes, il avance, encadré par deux inspecteurs qui le tiennent solidement.

— Vous êtes riche ? lui demande le commissaire.

— Non. Ce n'est pas vrai. Je n'ai qu'une vingtaine de mille francs. J'ai d'ailleurs sur moi toute ma fortune.

— Comment étiez-vous payé, rue Lauriston ?

— Nous avions entre dix et quinze mille francs par mois.

— Vous avez cependant mené la grande vie ?

— Oui, j'ai souvent gagné aux courses.

Et Villaplane doit ensuite donner des explications sur le rôle qu'il a joué aux côtés de Lafont et Bony.

Si Lafont et Bony étaient « l'âme » de la Gestapo française, ils avaient choisi pour être secondés des hommes sûrs, des hommes à eux.

Parmi eux, il y avait aussi Edmond Delehaye, un jeune gaillard d'une trentaine d'années qui, aujourd'hui, joue les innocents.

Cinq autres sont également sous les verrous. Parmi ceux là figurent le restaurateur parisien Alexis, dont l'attitude, même devant les clients de son établissement, ne laissait aucun doute.

La police a arrêté aussi le veilleur de nuit employé rue Lauriston : Labussière.

Les uns après les autres, tous ceux qui ont eu des contacts avec la Gestapo française sont démasqués.

Ernest DEULLY.

LAVAL SE RÉFUGIE *dans une île allemande* du lac de Constance

Selon le « Daily Telegraph », le gouvernement suisse, indirectement pressenti, a refusé de donner asile à Laval.

D'autre part, une dépêche de Zurich annonce que Laval et sa suite, ayant pris place dans six autos, viennent d'arriver dans la petite île de Mainau, sur la rive allemande du lac de Constance.

Déat et Darnand formeraient une délégation « française » (*sic*) !

La radio de New-York annonce que Laval, Déat et Darnand ont reconstitué à Belfort la fameuse délégation française dont Brinon avait été le chef. Cette information contredit celle d'après laquelle Laval a déjà fui dans une île du lac de Constance.

Les charbonnages du Nord sont intacts

Grâce à eux :

Reprise de l'activité industrielle, augmentation des salaires et pas de hausse des prix

Les Allemands, se retirant précipitamment du nord de la France, n'ont pas eu le temps d'inonder les charbonnages que les F.F.I. de la région ont efficacement protégés. La plupart des centrales électriques ont également peu souffert. Très vite notre bassin minier du Nord va donc pouvoir de nouveau alimenter en combustible l'industrie française.

La reprise industrielle, qu'on est ainsi en droit d'espérer, permettra de réaliser dans des conditions saines l'augmentation des salaires promise aux ouvriers français et dont l'annonce est prochaine. L'intention du Gouvernement est, on le sait, de relever les salaires sans relever le niveau des prix officiels. Ce projet n'est viable que si l'activité des usines est suffisante pour permettre des prix de revient assez bas. C'est seulement avec une activité industrielle de cinquante à soixante pour cent en moyenne que l'augmentation des salaires projetée pourrait ne pas entrainer une hausse sensible des prix, exception faite de certaines branches, comme le bâtiment, où la main-d'œuvre est un des éléments principaux du prix de revient.

La reprise escomptée donne des raisons d'espérer que l'augmentation des salaires n'entraînera pas le cycle inflationniste que certains redoutaient. D'ailleurs, la baisse des cours de bourse de ces jours derniers peut être interprétée comme une marque de confiance dans la valeur actuelle du franc. La reprise des souscriptions aux bons du Trésor est un indice de même nature.

P. D.

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ALEX VILLAPLANE et six lieutenants de LAFONT sont arrêtés

Une effervescence fébrile règne dans les locaux de la police judiciaire, tant quai des Orfèvres qu'au quai de Gesvres, où les hommes de la rue Lauriston sont interrogés.

Ce matin encore, Pierre Bony a été entendu par le commissaire Levitre. Bribe par bribe, le policier lui fait dire qu'elle a été son activité dans les services de la Gestapo française. Il apprend ainsi aux enquêteurs qu'à trois reprises il a eu des entrevues avec Laval. Dans toutes ses révélations, il fait retomber la responsabilité sur les épaules de son chef Lafont.

Ce matin également, les policiers ont interrogé deux nouveaux « personnages » arrêtés hier : Alex Villaplane et Edmond Delehaye.

Alex Villaplane est un ancien international de football. A plusieurs reprises, en dehors de ses performances sportives, il a fait parler de lui. Son nom fut évoqué pour la première fois dans une affaire qui, à l'époque, eut un grand retentissement : l'affaire du billet de la Loterie Espagnole volé au Casino de Juan-les-Pins. Villaplane fut accusé d'avoir volé ce billet qui, naturellement, était gagnant du gros lot.

Plus tard on retrouve le footballeur déguisé en homme de cheval. C'était alors pour la fameuse affaire de « Hallencourt », cheval de course qui fut volé par Villaplane alors qu'il venait de gagner un grand prix et remplacé au paddock par un « toquard » du nom d' « Epinard ».

Villaplane a plus d'une corde à son arc. Au besoin il se transforme en cambrioleur. Il y a quelques années, à Paris, avec des complices, il cambriole le magasin « Aux 100.000 chemises ».

Extrait de sa cellule ce matin, l'ex-international de football était à nouveau interrogé.

Avec son pantalon de toile bleue, sa veste trop petite et sa chemise Lacoste, Villaplane a une bien piètre allure. Il baisse la tête et laisse voir son crâne à demi chauve. Les mains derrière le dos, attachées par des menottes, il avance, encadré par deux inspecteurs qui le tiennent solidement.

— Vous êtes riche ? lui demande le commissaire.

— Non. Ce n'est pas vrai. Je n'ai qu'une vingtaine de mille francs. J'ai d'ailleurs sur moi toute ma fortune.

— Comment étiez-vous payé, rue Lauriston ?

— Nous avions entre dix et quinze mille francs par mois.

— Vous avez cependant mené la grande vie ?

— Oui, j'ai souvent gagné aux courses.

Et Villaplane doit ensuite donner des explications sur le rôle qu'il a joué aux côtés de Lafont et Bony.

Si Lafont et Bony étaient « l'âme » de la Gestapo française, ils avaient choisi pour être secondés des hommes sûrs, des hommes à eux.

Parmi eux, il y avait aussi Edmond Delehaye, un jeune gaillard d'une trentaine d'années qui, aujourd'hui, joue les innocents.

Cinq autres sont également sous les verrous. Parmi ceux là figurent le restaurateur parisien Alexis, dont l'attitude, même devant les clients de son établissement, ne laissait aucun doute.

La police a arrêté aussi le veilleur de nuit employé rue Lauriston : Labussière.

Les uns après les autres, tous ceux qui ont eu des contacts avec la Gestapo française sont démasqués.

Ernest DEULLY.

LAVAL SE RÉFUGIE *dans une île allemande* du lac de Constance

Selon le « Daily Telegraph », le gouvernement suisse, indirectement pressenti, a refusé de donner asile à Laval.

D'autre part, une dépêche de Zurich annonce que Laval et sa suite, ayant pris place dans six autos, viennent d'arriver dans la petite île de Mainau, sur la rive allemande du lac de Constance.

Déat et Darnand formeraient une délégation « française » *(sic)* !

La radio de New-York annonce que Laval, Déat et Darnand ont reconstitué à Belfort la fameuse délégation française dont Brinon avait été le chef. Cette information contredit celle d'après laquelle Laval a déjà fui dans une île du lac de Constance.

PREMIERE ANNEE. - N° 17. — 2 Fr.

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1944

Front National

EDITION DE PARIS : 5 HEURES DU MATIN

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

« La Nation, qui ne connaît d'autre souverain qu'elle-même, exige qu'à mesure de sa libération soient remises en vigueur les lois qu'elle s'est données. »

Général DE GAULLE
(20 avril 1943)

Manœuvre allemande pour éviter l'écrasement

LE REICH CHERCHERAIT A NÉGOCIER UNE PAIX DE COMPROMIS

La situation est dramatique, avoue Goebbels

Capitulation sans conditions !

LA défaite militaire de l'Allemagne s'aggrave de jour en jour. On serait presque tenté d'écrire d'heure en heure. Après Aix-la-Chapelle, Trèves, qui est au delà de la ligne Siegfried, serait occupé. Pour la première fois depuis les victoires de l'Empire, le sol allemand est foulé aux pieds par une armée étrangère. C'est un fait historique dont la répercussion se fera sentir pendant des siècles.

Hitler triomphant se vantait de construire un monde nouveau pour mille ans. Il y est parvenu, espérons-le, car sa défaite permettra peut-être aux peuples de vivre enfin en paix dans un ordre international basé sur la justice et le droit.

Mais l'Allemagne est envahie et le nazisme allemand a dressé contre le Reich les peuples de l'Europe entière.

Voilà où Hitler a conduit son pays.

Voilà l'aboutissement d'une politique et d'une philosophie féroces et inhumaines basées sur le seul culte de la force.

L'écrasement de l'Allemagne d'Hitler, héritière de l'Allemagne de Bismarck et de Frédéric II, de cette Allemagne belliqueuse qui a renoncé au grand idéal de ses philosophes et s'est laissé duper par les mirages de la toute-puissance militaire, cet écrasement est la victoire de l'intelligence de la liberté et du respect de la dignité humaine.

Il ne reste qu'un espoir aux gangsters que sont les chefs nazis : la ruse, pour gagner un peu de temps, encore un peu de temps. Le mensonge, qui est à la base de toute leur propagande, et dont l'incendie du Reichstag fut le plus bel exemple, est, sans doute, la dernière, la seule arme secrète encore en service. C'est celle que les Alliés doivent le plus redouter. Il est beaucoup question, ces temps-ci, de négociations en vue d'une paix de compromis. Toute la bande s'agite. Ribbentrop se serait rendu en Espagne, Goering recommande une ultime tentative de paix, on ressuscite Mgr Kass, qui s'en va, bon apôtre, au Vatican. Tout est mis en œuvre pour arrêter, par la diplomatie, l'offensive victorieuse des armées alliées, tant à l'ouest qu'à l'est. Ce subterfuge ne peut prendre.

Négocier avec les nazis est impossible.

On ne négocie pas avec des bandits, on les juge. Les hommes responsables des fusillades de Châteaubriant et d'Asq, de l'incendie d'Oradour-sur-Glane et de tant d'autres crimes perpétrés en Pologne, en Ukraine, dans les Balkans, dans tous les pays jugulés et terrorisés pendant quatre ans seront jugés et condamnés selon leur œuvre. Il n'est de justice qu'à ce prix. Et pas de paix sans justice. Une seule paix possible, comme l'affirmait en 1942 déjà Winston Churchill : « capitulation sans conditions de l'Allemagne ».

Jacques DEBU-BRIDEL.

Londres, 7 septembre. — Les rumeurs relatives à des démarches allemandes en vue d'obtenir un armistice continuent à courir. Selon certaines informations, Hitler aurait convoqué une conférence extraordinaire des généraux et des chefs nazis afin d'étudier une situation.

Parmi les dirigeants allemands, Goering et une partie des généraux jugeraient inutile de poursuivre les hostilités ; Goebbels et Ribbentrop recommanderaient une ultime tentative de paix et en cas d'échec le recours à la guerre chimique.

Tout ceci est bien entendu inconfirmable.

De même la rumeur selon laquelle Ribbentrop se serait rendu en Espagne par avion à la fin de la semaine dernière et celle selon laquelle des émeutes se seraient produites dans plusieurs villes allemandes n'ont pas été confirmées.

De toute façon aucun changement n'a été annoncé concernant les intentions des alliés d'obtenir de l'Allemagne une reddition sans conditions. La façon dont les événements évoluent est plutôt de nature à renforcer leur détermination.

Un commentaire du ministre de la Propagande

Londres, 7 septembre. — Une émission de la radio allemande, destinée aux troupes, a cité le passage suivant de l'article hebdomadaire du Dr Goebbels dans la revue « Das Reich » :

« Il n'y a pas lieu de s'étonner outre mesure que des pays neutres et certains de nos concitoyens aient été ébranlés par la tournure dramatique que prennent les événements. Si nos ennemis se livrent maintenant à une course contre le temps et jettent toutes leurs ressources dans la bataille pour hâter

le développement des opérations militaires sur les divers fronts, c'est qu'ils y sont forcés : ils ont promis la victoire à leur peuple pour l'automne et, pour réaliser cette promesse ils ont demandé à leurs armées l'effort maximum. »

Bien entendu, Goebbels affirme ensuite sa confiance dans l'issue favorable de la lutte.

Activité diplomatique au Vatican

New-York, 7 septembre. — Le correspondant du « New York Times » à Rome signale qu'une grande activité diplomatique règne au Vatican. On annonce que M. von Weizsaecker, ambassadeur du Reich, pourrait éventuellement tenter de traiter au nom « d'un gouvernement militaire allemand fortement établi » qui succéderait à Hitler.

Arrestation des anciens membres du Reichstag en Allemagne

Zurich, 7 septembre. — Le quotidien zurichois « Die Tat » annonce que l'on a arrêté en Allemagne, il y a quelques jours, tous les anciens membres du Reichstag antérieur au régime nazi. Ils ont été envoyés dans des camps de concentration dans différentes régions du Reich, les autorités nationales-socialistes craignant une résurrection des anciens partis politiques allemands.

HITLER mande d'urgence son ambassadeur à Madrid

Londres, 7 septembre. — L'ambassadeur d'Allemagne à Madrid, M. Hans Dieckhoff, a quitté la capitale espagnole en avion pour Berlin.

Selon certaines informations, il aurait reçu d'Hitler un télégramme urgent lui enjoignant de rentrer à Berlin pour consultation.

Importante cérémonie franco-alliée à l'Arc de Triomphe

Cet après-midi, à 14 h. 30, aura lieu, à l'Arc de Triomphe, en présence de hautes personnalités militaires alliées, une importante cérémonie au cours de laquelle sera remise à la ville de Paris une plaque commémorative de la libération de la capitale de la France.

Un cortège descendra ensuite les Champs-Elysées.

M. FERNAND GRENIER EXALTE LES PROUESSES DES AVIATEURS FRANÇAIS

C'est une belle armée que celle dont la direction a été confiée à M. Fernand Grenier.

Nos aviateurs des mois douloureux de mai et de juin 1940 ne furent pas en nombre, mais ils n'ont pas mérité les abominables diffamations qu'ont vomies sur eux des gens trop souvent responsables de la bataille perdue ; nos combattants de l'air furent rien moins que des lâches. Trente pour cent d'entre eux tombèrent pour la patrie, et, en dépit de leur infériorité numérique, ils avaient abattu, en un mois, surtout dans l'Est, 980 avions boches.

Les survivants se sont retrouvés en partie dans notre glorieuse escadrille de « Normandie », qui a fait merveille sur le front russe, et a abattu ses 120 avions boches ; elle n'a pas dit son dernier mot.

Quant à notre escadrille de « Savoie », par ses vols à très basse altitude, elle a été la plus remarquable virtuose de la photographie au sol, et a fait connaître à la perfection tous les blockhaus ennemis, sans exception, de Vintimille aux Pyrénées, coopérant ainsi précieusement avec le débarquement en Provence.

Quel honneur d'être mis à la tête de pareilles forces !

Hier, M. Grenier a parlé aux représentants de la presse.

L'épuration

Le point urgent du programme ministériel, c'est l'épuration.

Au ministère de l'Air, deux commissions fonctionnent : une pour le personnel civil, qui y est représenté par ses délégués; l'autre pour le personnel militaire.

Toutes les victimes de Vichy seront réintégrées vite, avec tous leurs droits.

Une revision de toutes les promotions militaires permettra de remettre à leur place ceux qui doivent leur avancement, ou une série d'avancements, à l'empressement plus grand qu'ils auraient mis à crier : « Maréchal, nous voilà! »

ROBERT-PIMIENTA.

(Lire la suite en page 2.)

UNE ERREUR REGRETTABLE...

Nous apprenons qu'une permanence de la Milice patriotique a été perquisitionnée par la garde mobile et que le mandat de perquisition qu'elle présentait était signé par le général Revers, adjoint du gouverneur militaire de Paris.

Nous voulons croire qu'il s'agit là d'une erreur, erreur bien regrettable, mais peut-être explicable par le fait que le général Revers a été chef d'état-major de l'amiral Darlan et, après le départ de celui-ci pour Alger, du maréchal Pétain.

Il se peut aussi que l'unité de la garde mobile qui a procédé à cette perquisition ne connaisse pas suffisamment la Résistance et qu'elle ait confondu, dans un zèle hâtif, la Milice patriotique avec la Milice du SS Darnand.

Espérons que les uns et les autres éviteront de telles erreurs à l'avenir.

SUR LES ROUTES DE LA BEAUCE LIBÉRÉE

(VOIR NOTRE REPORTAGE EN PAGE 2.)

A Blois, le pont sur la Loire, qu'on voit au fond, a été détruit. Les habitants passent l'eau sur un bac.
(PHOTO FRONT NATIONAL. Reportage : Maurice Le Chapelain.)

LES CRIMES DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Chez la princesse TSCHERNITCHEFF

on découvre que 10 chambres étaient transformées en cellules

La vie de Lafont : un sombre roman

Cependant qu'en Suisse ou en Espagne, à moins que ce ne soit simplement en Allemagne, la belle princesse Tschernitcheff, grâce aux millions que lui ont rapportés ses complaisances criminelles, se recrée une existence dorée, les commissaires MM. Clot et Levitre, ainsi que plusieurs inspecteurs, ont fait hier après-midi une visite détaillée de l'hôtel particulier qu'elle habitait à Paris, 3 bis, place des Etats-Unis.

La belle vie..

Au début de 1942, le gardien de cet immeuble de quatre étages avait été convoqué rue Lauriston. Il lui avait été « conseillé », s'il ne voulait pas s'attirer « d'ennuis », de ne plus s'occuper de l'hôtel. Par les soins de Lafont, l'immeuble fut somptueusement meublé. Lorsqu'un personnel impressionnant eut été engagé, la princesse s'installa. L'ex-femme de M. Henry Garat avait pour amant le capitaine de SS Lemler, et aussi, dit-on, Henri Lafont, dont elle était l'âme damnée. Place des Etats-Unis, les réceptions succédèrent aux réceptions. La belle hôtesse était munificente.

Découvertes

En parcourant les salons et les magnifiques chambres à coucher, les policiers ne découvrirent rien de particulièrement utile à l'enquête. Au quatrième étage, ce fut autre chose. Une dizaine de pièces y avaient été aménagées en cellules. Des barreaux garnissaient fenêtres et portes. Un lit de camp et une petite table constituaient tout l'ameublement. C'est là que Lafont envoyait celles de ses victimes qu'il tenait à garder plus particulièrement. C'était sa « prison privée ». Il ne semble pas qu'on ait à cet endroit torturé les détenus. Le supplice de la baignoire s'appliquait dans d'autres dépendances, avenue Henri-Martin notamment. Il serait bien curieux de connaître la liste des noms des personnes qui assistèrent aux soirées de la princesse Tschernitcheff, place des Etats-Unis.

La jeunesse aventureuse de Chamberlin

Cependant Lafont-Chamberlin va bientôt être interrogé sur le fond. Ses premières déclarations, auxquelles il ne faut attacher qu'une valeur d'indications, nous révèlent le passé aventureux qui destinait l'homme à une existence de vice et de crime : celle d'un agent officiel de la Gestapo allemande en France.

Une triste existence

Lafont est né à Bordeaux en 1902. Il a deux enfants âgés de

La princesse Tschernitcheff

14 et 16 ans. A l'âge de 13 ans il était orphelin.

— Je me suis élevé moi-même, dit-il. A 14 ans, je faisais des corvées aux halles. A 15 ans, je trouvais à m'engager comme commis de culture dans les Charentes.

Là, il vola un beau jour — ou une belle nuit — cinq lapins. Le tribunal d'Angoulême le condamna à six mois de prison. Il y achève son « éducation ».

En 1920, on le retrouve docker au Havre. Il commet un abus de confiance. Arrêté à Toulouse, on le ramène à Paris et il est à nouveau condamné par le tribunal pour enfants à l'internement jusqu'à sa majorité.

Lorsqu'il sort d'Eysses, la maison de force des incorrigibles, il effectue son service militaire et est envoyé ensuite en Rhénanie. Libéré en 1926, on le retrouve à Marseille, où il épouse Denise Rebecca.

Peu de temps après, il est inculpé de vol et condamné à deux ans de prison par la Cour d'Aix.

Puis on le rencontre successivement chauffeur à Paris, moniteur à Joinville, vendeur à Saint-Jean-de-Maurienne. Dans cette dernière ville il commet une nouvelle escroquerie pour laquelle il est frappé de huit mois de prison et de la relégation. Mais il s'évade. Sous le nom de Normand, il est ensuite engagé comme vendeur de voitures et se voit confier peu après l'agence d'une firme automobile à Paris. C'est en 1939. La guerre éclate. Il ne peut rejoindre, dit-il, son unité. Il est en effet relégable et recherché par la police.

Il s'engage alors aux « volontaires de la mort ». Mais il est bientôt insoumis et interné au camp de Sépoy (Loiret). C'est là que l'avance allemande le surprend. C'est là aussi qu'il fait la connaissance du capitaine Radeck de la *Sicherheit Dienst*. Il le retrouve à Paris.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

A Anvers

LA CAGE AUX LIONS est pleine d'officiers supérieurs allemands

On s'est battu en Belgique. On s'est même battu dur, qu'il s'agisse des armées alliées ou de la Résistance belge, la fameuse « Brigade blanche » (par opposition aux chemises noires des fascistes).

Mais dans la bataille — et après — l'humour belge n'a pas perdu ses droits.

A Anvers, en particulier. Car c'est à Anvers que le général allemand commandant la ville fut interrompu dans son déjeuner par quatre messieurs qui frappaient à sa porte.

Le général von Stolberg vint ouvrir lui-même, la serviette à la main et la bouche pleine.

Les visiteurs étaient en uniforme : une patrouille anglaise.

Le général von Stolberg n'en est pas revenu.

Il en est d'autant moins revenu qu'il a été retrouver un officier et ses hommes qu'on a installés dans l'unique endroit disponible d'Anvers : au zoo.

Dans la cage aux lions, à tout seigneur tout honneur, il y a les officiers supérieurs.

La cage des panthères abrite les officiers subalternes, la cage des tigres les collaborateurs belges.

Quant à la cage des chats sauvages et autres petits animaux, on y a placé ces dames. Ces dames de la collaboration horizontale, bien entendu.

Il paraît qu'on est beaucoup mieux au zoo d'Anvers que dans les geôles de la Gestapo.

On n'a pas de peine à le croire.

Mais, tout de même, la Grande Allemagne rétrécit au lavage.

Ce n'est plus un territoire, c'est une « réserve ».

Et même pas une réserve : un zoo.

UNE COMMISSION de la sûreté est créée

Elle examine le cas des suspects

Une commission de la sûreté a été constituée au ministère de l'Intérieur. Elle comprend neuf membres : un représentant du ministre et un représentant de chacun des organismes suivants : Préfecture de police, Sûreté, F.F.I., Commission de l'Intérieur, du C.N.R., Magistrature, Syndicats ouvriers résistants, Patronat résistant, Comité parisien de la Libération.

Cette commission examine les listes des suspects qui lui sont communiquées par chaque ministère. Elle propose ensuite au ministre de l'Intérieur les arrestations qui lui paraissent nécessaires.

Une commission restreinte de trois membres : un avocat, un magistrat et un membre de l'intérieur du C. N. R., vérifie la situation des personnes qui ont été arrêtées sur la proposition de la commission de sûreté.

La commission restreinte peut proposer diverses mesures administratives ou éventuellement l'élargissement des personnes arrêtées.

★

Les arrestations opérées en raison de l'attitude prise par certains Français pendant l'occupation sont donc entourées de toutes les garanties légales.

LA SUISSE ET LE PORTUGAL SERAIENT INTERDITS AUX CRIMINELS DE GUERRE

Washington, 7 septembre. — M. Cordel Hull a déclaré à la conférence de presse à Washington qu'il espérait fermement qu'une action énergique allait être entreprise en vue d'interdire aux criminels de guerre de se réfugier au Portugal et en Suisse.

AVANCE RAPIDE EN BELGIQUE
Nos troupes approchent de Dijon

LES ALLEMANDS POURRONT-ILS « S'ACCROCHER » EN AVANT DE LA TROUÉE DE BELFORT ?

L'avance des Alliés, telle que nous la présentent les informations officielles, ne paraît pas avoir été menée avec une rapidité aussi foudroyante que pendant les précédentes journées.

Ce ralentissement relatif n'est pas dû essentiellement au durcissement de la défensive allemande, mais surtout à la nature des opérations que nos armées ont entreprises.

A l'aile gauche, elles opèrent la destruction des unités ennemies encore constituées qui forment des noyaux de résistance et sont restées en arrière des pointes extrêmes de la progression ou parallèlement à celle-ci ; on le voit facilement par les points géographiques que donnent les télégrammes.

Les Anglais, qui opèrent au nord et qui ont, au cours des derniers jours, exécuté le formidable bond en avant que l'on sait, s'occupaient avant-hier soir à nettoyer les régions de Bruxelles et d'Anvers qu'ils ont conquises ; Gand a été pris ; Courtrai est débarrassé des derniers éléments allemands et il en est ainsi pour toute la région à l'ouest de Lille ; la marche vers le sud-est de troupes parties de Namur, et vers le nord-est d'autres troupes parties de Givet, vise évidemment à une jonction ayant pour but la destruction d'un gros îlot dans la région au sud de Charleroi.

Plus bas, l'avance au nord et au nord-est de Verdun cesse d'appartenir à ces opérations de nettoyage pour redevenir une progression purement directe vers les frontières du Reich.

∴

En ce qui concerne la deuxième partie du front, celle tenue par les forces françaises et américaines montant de la Méditerranée, le tableau n'est pas le même. Il semble que, dans cette partie de la ligne de bataille, les Alliés, tout en bousculant les restes de la XIXe armée allemande, se préparent à prendre au piège les débris de douze divisions qui, du sud et de l'ouest, retraitent dans de mauvaises conditions et sont soumises sans arrêt aux attaques des F.F.I. Ces divisions se dirigent vers l'est à travers le Nivernais et une partie du Morvan.

Comme, d'autre part, les forces alliées qui se sont jointes entre Besançon et Pontarlier étendent leur action vers l'ouest et le nord-ouest en direction de Dijon, il n'est pas invraisemblable qu'une importante bataille ait lieu dans la région dijonnaise et à l'est de Langres, l'ennemi cherchant à tout prix à franchir le mur qui se dresse entre lui et la frontière du Reich. Toutefois, d'après ce que nous apprenons, les divisions allemandes en retraite ne paraissent pas dans un état matériel très favorable au succès de cette entreprise.

∴

A l'est de l'Europe la victoire de l'U.R.S.S. sur ce qui a été le front d'Ukraine, et qui a amené la capitulation de la Roumanie, développe ses effets. On a annoncé l'entrée en guerre de la Bulgarie contre l'Allemagne. De toute façon, les forces soviétiques ont atteint la frontière yougoslave. En utilisant d'une part la nouvelle situation de la Bulgarie, en développant d'autre part leur avance en Yougoslavie et en s'appuyant sur les forces intérieures de ce pays conduites par le maréchal Tito, les Russes peuvent arriver à barrer toute retraite à l'ensemble des forces allemandes qui sont plus au sud dans les Balkans. Ce serait un magnifique coup de filet ; autant de divisions de moins pour défendre le territoire du Reich.

S. de GIVET.

(Lire nos informations en page 2.)

VASSILI A CONNU la guerre, les tortures...

MAIS LA DELIVRANCE EST VENUE, ET DANS UN FOYER FRANÇAIS, IL EST AIME COMME UN FILS

Mme F... sert Vassili comme son fils. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

C'est une petite maison du Vésinet. Les branches des arbres viennent frapper aux carreaux pour dire qu'il vente. Il y a un piano, des livres, le thé sur la table de la salle à manger, des pots de confiture sur un rayon, des cartes au mur.

— Celles-là, dit M. F... (il montre la Russie, la Méditerranée, la France), ce n'est pas la peine. Il n'y a que celle-ci d'intéressante (il montre l'Allemagne).

La carte d'Allemagne intéresse deux fois M. et Mme F... Les alliés y pénètrent. Leurs deux filles s'y trouvent déjà. Sur la carte, deux points sont marqués : les deux camps de déportés où se trouvent Jeanne F..., 20 ans, et sa sœur Marie, 17 ans. Deux fils de laine : un bleu, les Américains; un rouge, les Russes.

— Vassili est bien gentil, dit Mme F... d'une voix douce. Il fait tout dans la maison.

Vassili, c'est un grand garçon, brun, vif, souriant. Un Russe. Vassili est arrivé ici une nuit, en septembre 1943, évadé de Villacoublay. Il est de retour depuis le 19 août, libéré de Fresnes.

Il y a deux histoires qui s'entre-croisent dans cette maison. Deux histoires tristes. Celle de Vassili Zaharew, d'abord. Celle de Marie et Jeanne F... ensuite.

Vassili parle un français trébuchant, qui déjà s'enhardit. Mme F... connaît bien son histoire. Depuis que les deux filles de Mme F... sont en captivité, Vassili c'est un peu son fils. Elle l'aime bien.

— Je voudrais que beaucoup de jeunes bourgeois français soient aussi sensibles, aussi délicats, aussi remplis de tact et de prévenances que cet ouvrier tourneur soviétique de 25 ans...

La vie de Vassili se recompose par bribes. Il raconte :

— Je suis né à Odessa. Ecole jusqu'à 14 ans, puis école technique jusqu'à 17 ans. Membre du parti communiste à 18 ans. Mobilisé en 1940, je pars en 1941 avec le 315e régiment d'artillerie (Artpog). Campagne de Pologne, recul jusqu'à Minsk. Encerclés, capturés. Au camp allemand, 100 grammes de pain, des coups, rien pour manger la soupe claire : on donnait son calot, un pan de tunique, une vieille boîte de conserves pour recevoir sa louche de soupe. Les Allemands m'emmènent du Lager III B à Turin, en Italie, creuser des trous. Retour en Allemagne, à Mamburg. Départ pour Ostrava, en Tchécoslovaquie, creuser des trous. Retour à Wolfen, en Allemagne. Départ pour Caen, creuser des trous. Puis Villacoublay.

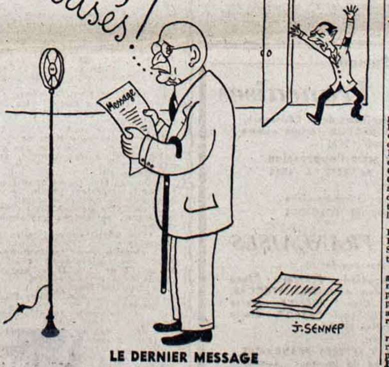
— Et le 26 septembre 1943, interrompt Mme F..., je ramène d'une ferme de Massy-Palaiseau, où j'allais chercher du ravitaillement, deux Russes qui y étaient abrités depuis huit jours. Nicolas Soshine ne pouvait guère passer inaperçu. Cet ancien chercheur d'or du lac Baïkal était tatoué de la tête aux pieds. Un bien gentil garçon, lui aussi. Vassili était plus discret d'apparence. Ils sont restés quinze jours ici, et en partant ils m'ont embrassée, en jurant de revenir.

— Ils ont tenu parole!

— Les Français, reprend Vassili, ont été très, comment ditesvous, « chic » ? Oui, chic. Nous avons été logés successivement par dix-sept personnes, pour aboutir finalement dans une maison isolée où nous étions huit prisonniers évadés, près de Triel, dans la région de Melun. Nous avions des pommes de terre, nous chassions. On a même capturé un sanglier au collet. C'était très bonne vie. Puis les Allemands nous ont pris. Rue des Saussaies on nous a battus. A Fresnes, sept mois, on nous a battus. Il y avait avec moi Nicolas, Aphanasi Yacoutchew, Piotr Sibor. Le 18 août 1944, la Croix-Rouge nous a libérés.

Claude ROY.

(Lire la suite en page 2.)



LE DERNIER MESSAGE

Une cérémonie symbolique a marqué hier la reprise de la distribution du gaz

La reprise de la distribution du gaz dans la région parisienne a eu lieu, hier matin, à 11 heures. Cet événement a été marqué par une cérémonie symbolique. Le général Rogers, de l'armée américaine, a ouvert, dans le hall du siège de la Compagnie du gaz de Paris, rue Condorcet, un petit robinet faisant ainsi jaillir une longue flamme indiquant que la pression allait monter dans les canalisations de tous les immeubles parisiens.

M. Lacoste, secrétaire d'Etat à la Production industrielle, le général Koenig, M. Flouret, préfet de la Seine, et de nombreuses personnalités assistaient à cette cérémonie.

Dans une allocution, M. Flouret a remercié le général Rogers, au nom du gouvernement et de la population parisienne, pour l'aide apportée par l'armée américaine qui a fourni le gazoil nécessaire à la reprise du chauffage par le gaz.

Le général Rogers, prenant la parole, a dit que les Etats-Unis feraient tout ce qu'il était en leur pouvoir pour aider la France et Paris.

LES CRIMES DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Chez la princesse TSCHERNITCHEFF

on découvre que 10 chambres étaient transformées en cellules

La vie de Lafont : un sombre roman

Cependant qu'en Suisse ou en Espagne, à moins que ce ne soit simplement en Allemagne, la belle princesse Tschernitcheff, grâce aux millions que lui ont rapportés ses complaisances criminelles, se recrée une existence dorée, les commissaires MM. Clot et Levitre, ainsi que plusieurs inspecteurs, ont fait hier après-midi une visite détaillée, de l'hôtel particulier qu'elle habitait à Paris, 3 bis, place des Etats-Unis.

La belle vie...

Au début de 1942, le gardien de cet immeuble de quatre étages avait été convoqué rue Lauriston. Il lui avait été « conseillé », s'il ne voulait pas s'attirer « d'ennuis », de ne plus s'occuper de l'hôtel. Par les soins de Lafont, l'immeuble fut somptueusement meublé. Lorsqu'un personnel impressionnant eut été engagé, la princesse s'installa. L'ex-femme de M. Henry Garat avait pour amant le capitaine de SS Lemler, et aussi, dit-on, Henri Lafont, dont elle était l'âme damnée. Place des Etats-Unis, les réceptions succédèrent aux réceptions. La belle hôtesse était munificente.

Découvertes

En parcourant les salons et les magnifiques chambres à coucher, les policiers ne découvrirent rien de particulièrement utile à l'enquête. Au quatrième étage, ce fut autre chose. Une dizaine de pièces y avaient été aménagées en cellules. Des barreaux garnissaient fenêtres et portes. Un lit de camp et une petite table constituaient tout l'ameublement. C'est là que Lafont envoyait celles de ses victimes qu'il tenait à garder plus particulièrement. C'était sa « prison privée ». Il ne semble pas qu'on ait à cet endroit torturé les détenus. Le supplice de la baignoire s'appliquait dans d'autres dépendances, avenue Henri-Martin notamment. Il serait bien curieux de connaître la liste des noms des personnes qui assistèrent aux soirées de la princesse Tschernitcheff, place des Etats-Unis.

La jeunesse aventureuse de Chamberlin

Cependant Lafont-Chamberlin va bientôt être interrogé sur le fond. Ses premières déclarations, auxquelles il ne faut attacher qu'une valeur d'indications, nous révèlent le passé aventureux qui destinait l'homme à une existence de vice et de crime : celle d'un agent officiel de la Gestapo allemande en France.

Une triste existence

Lafont est né à Bordeaux en 1902. Il a deux enfants âgés de

La princesse Tschernitcheff

14 et 16 ans. A l'âge de 13 ans il était orphelin.

— Je me suis élevé moi-même, dit-il. A 14 ans, je faisais des corvées aux halles. A 15 ans, je trouvais à m'engager comme commis de culture dans les Charentes.

Là, il vola un beau jour — ou une belle nuit — cinq lapins. Le tribunal d'Angoulême le condamna à six mois de prison. Il y achève son « éducation ».

En 1920, on le retrouve docker au Havre. Il commet un abus de confiance. Arrêté à Toulouse, on le ramène à Paris et il est à nouveau condamné par le tribunal pour enfants à l'internement jusqu'à sa majorité.

Lorsqu'il sort d'Eysses, la maison de force des incorrigibles, il effectue son service militaire et est envoyé ensuite en Rhénanie. Libéré en 1926, on le retrouve à Marseille, où il épouse Denise Rebecca.

Peu de temps après, il est inculpé de vol et condamné à deux ans de prison par la Cour d'Aix.

Puis on le rencontre successivement chauffeur à Paris, moniteur à Joinville, vendeur à Saint-Jean-de-Maurienne. Dans cette dernière ville il commet une nouvelle escroquerie pour laquelle il est frappé de huit mois de prison et de la relégation. Mais il s'évade. Sous le nom de Normand, il est ensuite engagé comme vendeur de voitures et se voit confier peu après l'agence d'une firme automobile à Paris. C'est en 1939. La guerre éclate. Il ne peut rejoindre, dit-il, son unité. Il est en effet relégable et recherché par la police.

Il s'engage alors aux « volontaires de la mort ». Mais il est bientôt insoumis et interné au camp de Sépoy (Loiret). C'est là que l'avance allemande le surprend. C'est là aussi qu'il fait la connaissance du capitaine Radeck de la *Sicherheit Dienst*. Il le retrouve à Paris.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

A Anvers

LA CAGE AUX LIONS est pleine d'officiers supérieurs allemands

On s'est battu en Belgique. On s'est même battu dur, qu'il s'agisse des armées alliées ou de la Résistance belge, la fameuse « Brigade blanche » (par opposition aux chemises noires des fascistes).

Mais dans la bataille — et après — l'humour belge n'a pas perdu ses droits.

A Anvers, en particulier. Car c'est à Anvers que le général allemand commandant la ville fut interrompu dans son déjeuner par quatre messieurs qui frappaient à sa porte.

Le général von Stolberg vint ouvrir lui-même, la serviette à la main et la

Les crimes de la Gestapo française

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Comme Lafont connait parfaitement les prisons parisiennes où il a séjourné, le capitaine Radeck l'engage pour piloter des militaires allemands à travers les maisons d'arrêt.

— Je faisais libérer les détenus que je connaissais ou dont la situation me semblait digne d'intérêt, précise-t-il. J'ai ainsi rendu la liberté à trente Français.

Il est appelé ensuite à diriger des bureaux d'achats allemands à Paris. Cette occupation lui dévoile les immenses possibilités du marché noir.

Soudain, on ne sait pourquoi, sa présence en France est indésirable. Radeck lui conseille de fuir. Il gagne l'Afrique du Nord et achète à Alger une magnifique propriété où il séjourne trois mois. En 1942, il rentre à Paris et il s'installe rue Lauriston. C'est à ce moment qu'on lui présente le commandant Boemelburg de la S. D. Il se fait naturaliser Allemand et entre aux SS. D'emblée il est capitaine pour « services rendus ». Il dirige en effet des opérations contre le maquis à Tulle en compagnie de Bonny, Villaplane, etc. Il a constitué une brigade d'indigènes nord-africains. Chacun de ses hommes est payé 5.000 francs par mois.

Puis, Lafont reprend rue Lauriston le cours de ses « occupations ». Pour faire débloquer un stock de tissus, il touche de la firme une commission de cinq millions. Un autre jour, il fait libérer un Arménien détenu par les Allemands. Le bénéficiaire de cette « bonté » lui fait tenir un chèque de trois millions.

★

On voit au récit que veut bien faire le grand chef de la Gestapo française de son activité, ce que celle-ci sous-entend de crimes et de forfaitures.

Il sera sous peu appelé à répondre à des questions un peu plus précises. Il lui faudra parler des crimes de la Gestapo !

N. L.

5 HEURES DU MATIN — EDITION PARISIENNE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURÈS — RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

DIRECTEUR : MARCEL CACHIN, sénateur de la Seine

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien, PARIS-X^e^ — TÉLÉPHONE : PROVENCE 15-21, Inter : PRO 93-80

41e ANNÉE — Numéro 19 (Nouvelle série) — LE NUMÉRO : 2 FRANCS

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1944

« Il n'est ni paix ni union durable qui soient possibles tant que ceux qui ont collaboré avec les tortionnaires ne seront pas punis. »

Jacques NICOLLE,
professeur au Collège de France

(Discours à la réunion solennelle du Front National Universitaire, section de l'Enseignement Supérieur, 5 septembre 1944).

Aujourd'hui, à 14 h. 30 aura lieu à l'Arc de Triomphe,

en présence des hautes personnalités militaires alliées,

une cérémonie au cours de laquelle sera remise à la Ville de Paris une plaque commémorant la libération

Un cortège descendra ensuite les Champs-Elysées

LE GRAND PARTI de la renaissance française

par **Jacques DUCLOS**

secrétaire du Parti Communiste français, député de la Seine

Nous achevons aujourd'hui la publication des conclusions du rapport présenté par Jacques Duclos à l'assemblée d'information à laquelle avaient été conviés, le 2 septembre 1944, les membres des six régions parisiennes du Parti communiste.

... Et maintenant, camarades, j'en viens aux problèmes d'organisation de notre Parti.

Nous devons faire fonctionner nos sections et nos cellules locales et d'entreprise, constituer partout des directions solides, organiser les nouveaux adhérents, mettre sur pied à leur intention des réunions, des réceptions où la bienvenue leur sera souhaitée.

Félix Cadras, conseiller municipal de Calais, membre du Comité Central du Parti Communiste, l'un des organisateurs de la renaissance française, fusillé par les Boches en mai 1942

Nous devons distribuer rapidement la carte d'adhérent que le Comité central vient d'éditer, organiser les trésoreries de cellule et de section et assurer la perception des cotisations.

Nous devons faire surgir de nouveaux cadres, éduquer nos militants, les armer de notre doctrine marxiste-léniniste, qui permet aux communistes de trouver la voie à suivre dans les moments les plus difficiles et constitue une boussole politique éprouvée.

Nous devons nous adapter à la vie légale, réorganiser les cellules locales et d'entreprise et les sections.

Nous devons élargir les directions de nos cellules et sections et corriger le sectarisme dont pourraient faire preuve des camarades qui sortent de la clandestinité et qui peuvent avoir des difficultés à s'adapter aux nécessités du travail de masse.

Il y a souvent de vieux militants du Parti qui n'ont pas toujours fait ce qu'ils auraient pu faire, qui n'ont pas agi en héros, mais qui sont restés honnêtes. De tels éléments doivent être utilisés par les organisations du Parti : leurs possibilités d'action, en ce qui concerne le travail de masse, doivent être mises à profit; un amalgame doit être fait entre ces vieux militants et les jeunes qui sortent de l'illégalité et ont beaucoup à apprendre en matière de travail de masse.

Mais, bien entendu, cela ne signifie pas que l'on doit passer l'éponge sur les actes de ceux qui ont eu une attitude contraire à l'honneur d'un militant et qui doivent être maintenus hors du Parti. Enfin, il faut que nous entreprenions un travail méthodique d'éducation de la masse de nos militants. Les six cours qui avaient été remis au point dans la dernière période sont à l'impression, ils doivent être diffusés et nous devons mettre debout une solide section centrale d'Education qui organisera un vaste réseau d'écoles dans tout le Parti.

Beaucoup de communistes ont été placés à la tête de municipalités, aussi devons-nous mobiliser les camarades ayant des compétences municipales en vue d'aider nos amis investis de fonctions municipales à s'en acquitter dans les meilleures conditions.

(Suite en deuxième page)

LE RAVITAILLEMENT DE PARIS

Comités de Ménagères bravo! Et continuez !

Des nouvelles réconfortantes nous arrivent, chaque jour, témoignant de l'énergique volonté de nos compatriotes de reconstruire une France propre, débarrassée des trafiquants du marché noir et où les trusts ne pourront plus prélever des profits scandaleux sur le dos des consommateurs, des producteurs et des détaillants.

Dans tous les arrondissements de Paris et de banlieue, les Parisiennes constituent leurs *Comités de ménagères*, et en plein cœur de Paris, tout près des Halles, au 74, boulevard Sébastopol, elles viennent d'ouvrir le Centre des comités de la Seine.

Personne plus que les ménagères, qui ont tant eu à souffrir des restrictions, des queues interminables et du marché noir, n'est qualifié pour proposer des solutions pratiques aux problèmes du ravitaillement. Personne plus qu'elles ne sait se dévouer pour assurer la répartition des vivres en dépistant les trafiquants du marché noir, et l'activité de l'Union des Femmes françaises nous en donne un probant exemple.

Nous sommes certains que les Comités de Libération, qui savent quelle aide efficace peuvent leur apporter les femmes, demanderont aux *Comités de ménagères* de désigner une représentante pour siéger dans chacun des Comités locaux de ravitaillement.

G. SIMON.

(Suite en deuxième page)

Dans la Gestapo française

Alex VILLAPLANE *et les autres tueurs* de la bande Lafont

Nos lecteurs ont déjà trouvé, ici même, la biographie des trois gangsters qui étaient les chefs de la bande Lafont : *Henri Chamberlin, Paul Maillebiaux* et *Pierre Bony*.

Toute la lumière, nous assurez-t-on, sera répandue sur cette grave affaire, qui ne met en cause rien moins qu'un des principaux services français de la Gestapo.

Déjà *Pierre Bony*, qui participa également, en uniforme de lieutenant S.S., aux expéditions de Corrèze contre le maquis, a avoué aux enquêteurs qu'à trois reprises il avait réglé ses crimes au cours d'entrevues avec *Pierre Laval*. Tel maître, tel valet. L'assassin de la Patrie pouvait bien faire son commensal du policier sanglant !

Hier également, les policiers ont entendu l'un des tueurs professionnels de la bande : *Alex Villaplane*.

Alex Villaplane, qui a trente-six ou trente-sept ans, est l'ancien international de football, Algérien de naissance. On se rappelle qu'il a surtout fait parler de lui avant la guerre à l'occasion de floueries et escroqueries assez retentissantes comme l'affaire du billet gagnant de la Loterie Nationale volé au casino de Juan-les-Pins, sans parler du maquillage de chevaux de course et du cambriolage du magasin parisien « Aux 100.000 chemises ».

Mais Alex Villaplane n'est pas le seul exécuteur que le trio *Chamberlin-Maillebiaux-Bony* ait eu à son service.

Les complices

Nous demandons où est passé son complice *Genet*, qui, en même temps qu'il assassinait rue Lauriston, était l'organisateur de la garde de Jean Luchaire, le directeur du journal *Les Nouveaux Temps*.

Où est passé *Albert Danos*, condamné à mort par contumace en 1940 pour le meurtre des encaisseurs de la rue de la Victoire? Remarquable tireur, il était redouté même de ses camarades de gang.

Où est passé *André Camia*, dit « la Jambe de bois »? C'est lui qui, lors d'une dispute avec Abel Danos, eut la cuisse fracassée. Il dut subir l'amputation de la jambe, mais n'en continua pas moins son « service ».

Où est passé *Jean Sartore*, l'homme aux deux domiciles, 7, rue Mansard et avenue Trudaine, à l'angle de la rue Lallier? Spécialiste de la suppression des empreintes digitales et de tous signes particuliers, qu'il faisait disparaître au rasoir sur cinq cadavres afin de rendre l'identification impossible, ce bandit a à son actif 150 exécutions de sa main.

Tels sont les principaux tueurs de la bande Lafont. Nous jetterons demain un coup d'œil sur la multitude des indicateurs et affiliés.

La Flandre en liesse fête la délivrance de Gand

Les blindés alliés venus de Verdun déferlent par delà la Moselle sur le plateau lorrain

Maîtres de Poitiers et de Nevers, les F.F.I. liquident les nids de résistance allemands dans le triangle Orléans-Tours-Vierzon

L'Armée rouge poursuit victorieusement l'opération de grande envergure qu'elle a entreprise en vue de débarrasser le sud-est européen des troupes nazies.

Des forces considérables sont engagées, qui ont presque entièrement nettoyé la Roumanie; elles pénètrent vers le sud en Bulgarie, se répandent vers le nord au pied des Carpates dépassées et viennent de franchir les Portes de Fer, faisant leur jonction avec les premiers groupes de partisans du maréchal Tito.

En même temps, entre Varsovie et la Prusse orientale, une puissante ligne de défense allemande a été enfoncée et les troupes du général Sakharov portent des coups extrêmement durs aux armées nazies de ce secteur.

L'avance alliée vers la frontière du Rhin se poursuit à la même cadence; les pertes en hommes et matériel sont très importantes.

En chassant l'ennemi du Pas-de-Calais, les Alliés ont mis hors de service la plus grande partie des bases de départ des V-1 et des aérodromes d'où partaient les bombardiers allemands.

Les F.F.I. ont encore développé leur action dans la journée d'hier. Elles concentrent leurs efforts sur trois secteurs : le goulet par lequel, entre Auxerre et Mâcon, les troupes allemandes du Centre et du Sud-Ouest tentent de s'échapper; la boucle de la Loire, d'où les nazis continuent leurs pillages et leurs massacres, cherchent un passage vers l'est; la Bretagne, où la réduction des derniers points d'appui ennemis est l'occasion de durs combats.

LES OPÉRATIONS

Le long de la mer du Nord

Après avoir occupé Ganil, les Alliés approchent d'Ostende et de Zeebrugge.

Les troupes qui ont libéré Gand pénètrent dans Ypres qu'elles dépassent largement.

Armentières est également débarrassée de l'ennemi, ainsi que Courtrai.

Vers l'Allemagne

Au delà de la Meuse franchie à Givet et Dinant, les colonnes blindées ont encore avancé. Elles s'emparent de fortes positions dans la forêt des Ardennes.

Tout et Pont-à-Mousson sont prises.

Les forces de la 7e armée américaine remontent la vallée de la Saône et libèrent plusieurs villes.

Poligny et Arbois sont débarrassées de l'ennemi.

Les F.F.I libèrent Nevers, Poitiers et Tours

Dans la journée d'hier, une opération hardie des F.F.I. a amené la libération de Nevers et de La Charité-sur-Loire. Poitiers et Montceau-les-Mines ont été nettoyées de l'ennemi.

A l'actif des F.F.I. figurent encore Chabris, dans l'Indre, et Selles-sur-Cher. Les Allemands évacuent Vierzon.

Tours et Amboise sont délivrées, de même que Château-Chinon, Azay-le-Rideau, Chambord, Mer et diverses autres localités.

Romorantin et Neung-sur-Beuvron sont également aux mains des Alliés.

Briançon a été prise par les F.F.I.

Sur le front germano-soviétique

La rive est de la Narev est nettoyée, plus de 60 localités sont prises. Le front allemand est démantelé par les troupes soviétiques.

Au nord-est de Praga, deux colonnes ont fait leur jonction et réoccupé la ville de Wolomin.

En Roumanie, Alexandria et plus de 100 autres localités sont libérées au sud-est de Brasov.

Le communiqué d'hier soir annonce des avances au sud-ouest de Louza et en Roumanie.

Trois généraux ont été faits prisonniers.

Les forces blindées soviétiques ont fait leur jonction avec l'armée nationale yougoslave près de la trouée du Danube dénommée Les Portes-de-Fer.

En Yougoslavie.

En Serbie, l'armée de libération yougoslave occupe Pozega et Andrijevica.

En Bosnie, la ligne Doboj-Tusla est occupée.

Sur la route Sarajevo-Mostar, une colonne ennemie est mise en déroute.

En Slovénie, la localité de Stajenka est occupée.

Vingt divisions allemandes sont encerclées dans les Balkans.

Les troupes alliées ont débarqué en Yougoslavie.

Lucques occupée

Les Alliés progressent au nord de Florence et libèrent Lucques.

La 5e armée s'empare de Prato et marche vers Pistoia.

Ultime rassemblement avant le départ pour le front. La compagnie de F. F. I. « Charles-Michels » est prête

LES FRANCS-TIREURS A L'ŒUVRE

Un du maquis :

Marceau TARON déjà légendaire

L'adjudant-chef Taron (Marceau) doit être Beauceron, pour porter, comme prénom, le nom du glorieux général de notre première République. Tous les Chartrains s'y reconnaîtront. En tout cas, c'est un gars de chez nous, un gars parmi tant d'autres qui parle tout simplement de ses hauts faits comme d'un boulot consciencieux.

— Vers le 8 juin, *dit-il*, dans la région de L'Isle-Adam, nous avons fait sauter le chemin de fer de Pontoise à Creil et aussi des camions sur la route.

— *Avez-vous eu des pertes ?*

— Aucune ce jour-là, mais le 19 juin nous avons perdu 11 fusillés et 5 tués dans le combat. De bons camarades... Je ne pouvais plus rester dans le coin, mais j'ai retrouvé un autre maquis à Nogent-le-Pin, dans l'Orne. Des types formidables : ils avaient déjà fait sauter deux camions de munitions avec 88 Autrichiens, au moyen de mines parachutées par avion. Je les ai aidés à faire sauter une voiture d'état-major transportant quatre officiers. Ensuite, nous sommes montés sur Argentan et Falaise. Par là, le gendarme Richard, de Mercéau, nous a procuré des armes et rendu de grands services.

Marceau Taron est un homme modeste; il cherche toujours à faire l'éloge des autres avant de parler de lui. Il faut le ramener à ses propres opérations.

Jacqueline MARCHAND.

(Suite en deuxième page)

Aux Portes de Fer l'Armée Rouge fait sa jonction avec les troupes de Tito

APRÈS LA RUPTURE DE SOFIA AVEC BERLIN, L'UNION SOVIÉTIQUE ATTEND DE LA BULGARIE UNE COOPÉRATION ACTIVE AVEC LES ALLIÉS

BLUFF DE BUDAPEST :

La déclaration de guerre à la Roumanie

DÉMENTI DES FAITS :

L'insurrection s'étend en Slovaquie sur les arrières hongrois

D'après l'agence américaine « Associated Press », la Bulgarie aurait fait savoir à la Grande-Bretagne, à l'U. R. S. S. et aux Etats-Unis, qu'elle a déclaré la guerre à l'Allemagne. Cette décision aurait été prise après que des troupes allemandes eurent tenté de désarmer des forces bulgares qui se retiraient de la Yougoslavie.

A Londres, on croit seulement savoir que la Bulgarie a informé la Russie qu'elle se considérait en état de guerre avec le Reich.

De son côté, « l'United Press » dit savoir de bonne source que le gouvernement soviétique exige de Sofia :

1° La rupture des relations avec le Reich ;

2° L'expulsion des troupes allemandes ;

3° L'octroi du droit de passage aux patriotes yougoslaves ;

4° Une coopération active avec les forces du maréchal Tito.

Une déclaration de Molotov

Moscou, 7 septembre. — Molotov a déclaré hier à un journaliste américain qu'avant de commencer les opérations militaires, le gouvernement soviétique voulait donner à la Bulgarie le temps de prendre une décision.

On constate à la lecture de la note de Molotov du 5 septembre et des éditoriaux des journaux soviétiques qu'on fait en U.R.S.S. une différence très marquée entre le gouvernement de Sofia et le peuple bulgare. Alors que les dirigeants bulgares, germanophiles convaincus, sont sujets aux critiques les plus acerbes, le peuple jouit de la pleine sympathie du peuple de l'U.R.S.S.

La Bulgarie rompt avec les autres satellites de l'Allemagne

Sofia, 7 septembre. — Le gouvernement bulgare a décidé de rompre les relations diplomatiques avec la soi-disant « République fasciste italienne », ainsi qu'avec la Croatie et la Slovaquie. Cette décision a été notifiée officiellement aux représentants de ces divers pays à Sofia.

Antonesco interné à Odessa

Le gouvernement du traître nazi hongrois Zakatos passant outre aux importantes manifestations populaires qui se sont déroulées récemment à Budapest en faveur de la paix, vient de déclarer la guerre à la Roumanie.

Le forban Zakatos a prétendu que la trahison hongroise avait été violée par les troupes roumaines.

En réalité il s'efforce d'exécuter servilement les ordres de ses maîtres berlinois.

Il est à espérer qu'il subira bientôt le sort d'Antonesco.

L'ancien valet de Hitler à Bucarest apprend-on d'Ankara — vient d'être interné à Odessa avec son ancien ministre de la Guerre et vingt officiers supérieurs pronazis. Ils y resteront jusqu'au commencement du procès des criminels de guerre.

613.000 Belges tués prisonniers ou déportés

Londres, 7 septembre. — M. Fierlot, premier ministre de Belgique, a révélé que 6.000 Belges ont été fusillés par la Gestapo. En outre la Belgique compte 7.000 prisonniers de guerre, 100.000 prisonniers politiques et 500.000 déportés.

Des cellules communistes dans l'armée allemande en Norvège

Stockholm, 7 septembre. — Le journal suédois « Svenska Dagbladet » annonce que des cellules communistes s'organisent au sein de l'armée allemande d'occupation en Norvège. A Trondjhem, des soldats allemands ont eux-mêmes placardé des affiches approuvant les mots d'ordre du comité allemand de libération siégeant à Moscou.

TOUT PARIS AU VEL' D'HIV'

Samedi 9 Septembre à 15 heures

Sous la présidence de
Raymond BOSSUS
Conseiller municipal de Paris,
Secrétaire
de la Région Paris-Ville

GRAND MEETING PUBLIC

Prendront la parole :

Jacques DUCLOS, député de Montreuil, secrétaire du Parti Communiste Français ;
Marcel CACHIN, sénateur de la Seine, directeur de l' « Humanité » ;
André MARTY, député de Paris, membre du bureau politique du P.C.F. ;
Benoît FRACHON, membre du bureau politique du P.C.F. ;
Charles TILLON, député d'Aubervilliers, membre du bureau politique, président du Comité Militaire des France-Tireurs et Partisans Français ;
Waldeck ROCHET, député de Nanterre, membre du comité central du P.C.F. ;
Raymond LATARGET, secrétaire de la Fédération des J.C.

Seront présents :
Etienne FAJON, Charles BENOIST, Alfred COSTES, Ambroise CROIZAT, Albert RIGAL, Georges COGNIOT, André MEICIER, Florimond BONTE, Jean DUCLOS, Emile DUTILLEUL, députés ;
Gaston AUGUET, Emmanuel FLEURY, conseillers municipaux de Paris ;
Georges MARRANE, Henri GOUDEAUX, LEONARD, conseillers généraux de la Seine.

Le service d'ordre est convoqué à 12 heures.

Ouverture des portes à 14 heures.

Les porteurs de cartes d'invitation (presse et officiels) entreront par la rue Nélaton (entrée des coureurs).

CAÏN...

Ce fratricide aux traits ravagés, à la figure maudite, c'est Puech, dit Parsal, indicateur de la Gestapo, qui a vendu aux Boches la vie de ses camarades du Parti Communiste, et qui a été arrêté, hier, dans la région parisienne

ATTENTION !

Contrairement aux précédentes notes parues dans certains journaux, « l'Humanité » paraîtra le dimanche.

Tous les vendeurs sont donc priés de prendre toutes les dispositions utiles à cet effet.

Le service de vente de l'Humanité.

Et voici de nouveau des autobus pour le transport des Parisiens ! La ligne 113 a repris son trafic et l'affluence des voyageurs est grande à la porte de Vincennes

Les deux efforts

par **Marcel CACHIN**

En son numéro du 7 courant, notre confrère « Libération » rend compte d'une enquête ouverte par un « Institut technique » qui se donne pour mission d'interroger l'opinion publique sur les grands faits du jour.

Cet Institut a demandé aux Parisiens quelle était, à leur avis, la nation qui aura, en fin de compte, contribué le plus à la défaite allemande.

Les Parisiens « moyens » ont fait une réponse très claire. 61 % ont dit : « C'est l'U.R.S.S. qui a porté à l'hitlérisme, à la Wehrmacht, à la formidable machine militaire allemande, les coups décisifs dont elle ne se relèvera pas.

Tel est aussi, sans nul doute, en tous les pays, l'avis des personnes renseignées sur les événements de guerre. En 1943, année cruciale du conflit, le sort du nazisme, fléau du monde, fut réglé sans rémission à l'est de l'Europe. Ce sera la gloire éternelle de l'Armée rouge, de son chef Staline, de ses jeunes généraux, de ses partisans héroïques, du peuple entier de l'U. R. S. S. Le monde ne l'oubliera pas !

C'est là-bas, sur le front oriental, dans les plaines d'Ukraïnè, que fut brisé l'assaut furieux des barbares. C'est là-bas que Hitler avait concentré ses troupes d'élite, ses « Panzer » de choc. Il y comptait plus de 180 divisions. Stalingrad fut le Waterloo où s'évanouit la Grande Armée du Reich prétendue « invincible ».

Nous ne commettrons jamais l'injustice de méconnaître l'effort magnifique des Alliés à l'ouest. L'Histoire leur rendra un juste hommage. On ne glorifiera jamais trop la parfaite réussite du débarquement des troupes anglo-américaines en Normandie : ce fut l'un des plus hauts faits d'armes de tous les temps. Et depuis, l'avance rapide de la troisième armée américaine du général Patton vers les frontières allemandes suscite un vif enthousiasme chez tous les Français et dans l'univers entier.

Certains lecteurs nous demandent des précisions sur l'actuelle situation militaire à l'Est. Nous leur répondons ici que, comme aux jours des plus sévères combats de ces cinq années de guerre, c'est à la frontière soviéto-allemande que sont concentrées les forces essentielles du Reich. En ces derniers temps, plus de trente des meilleures divisions de la Wehrmacht ont été dirigées de l'ouest sur ce front. C'est encore là-bas que se livrent les luttes les plus acharnées. C'est là que les hitlériens prolongent leur résistance la plus désespérée. A l'ouest, leur armée se désagrège visiblement ; des prisonniers se rendent en masse. La poussée alliée est très pénétrante. Le moral des troupes elles-mêmes est très bas. Et il est apparent que les chefs n'obéissent plus aux ordres de Hitler. On connaît les incidents du 20 août, l'épisode encore obscur de la trêve, les pourparlers de von Choltitz, gouverneur militaire du Grand-Paris, avec le consul suédois et les autorités alliées, la prompte reddition de l'état-major de la place. Seraient-ce là des indices que le premier effondrement du Reich se produirait à la frontière franco-allemande ? Que signifie la présence de Schacht en Suisse ? On parle couramment de pourparlers de paix. A l'heure de la débâcle et de la reddition, les Allemands ne seraient-ils pas désireux d'entrer en rapports avec les Américains, plutôt qu'avec les Soviets ?

Dans des conjonctures aussi dramatiques, il est sans doute prématuré de prédire l'avenir, même le plus proche. L'union des Alliés reste leur meilleure garantie de l'effondrement hitlérien rapide qui sera accueilli avec allégresse par tous les peuples épuisés.

P.S. — « L'Humanité » remercie chaleureusement le groupe de lecteurs des milieux intellectuels et techniques qui a fait remettre hier à notre journal une très importante souscription. — M. C.

Le professeur Valéry-Radot, secrétaire général à la Santé, qui a présidé, hier, une conférence au Secours Social

Dans la Gestapo française

Alex VILLAPLANE *et les autres tueurs* de la bande Lafont

Nos lecteurs ont déjà trouvé, ici même, la biographie des trois gangsters qui étaient les chefs de la bande Lafont : *Henri Chamberlin, Paul Maillebiaux* et *Pierre Bony*.

Toute la lumière, nous assure-t-on, sera répandue sur cette grave affaire, qui ne met en cause rien moins qu'un des principaux services français de la Gestapo.

Déjà *Pierre Bony*, qui participa également, en uniforme de lieutenant S.S., aux expéditions de Corrèze contre le maquis, a avoué aux enquêteurs qu'à trois reprises il avait réglé ses crimes au cours d'entrevues avec *Pierre Laval*. Tel maître, tel valet. L'assassin de la Patrie pouvait bien faire son commensal du policier sanglant !

Hier également, les policiers ont entendu l'un des tueurs professionnels de la bande : *Alex Villaplane*.

Alex Villaplane, qui a trente-six ou trente-sept ans, est l'ancien international de football, Algérien de naissance. On se rappelle qu'il a surtout fait parler de lui avant la guerre à l'occasion de filouteries et escroqueries assez retentissantes, comme l'affaire du billet gagnant de la Loterie Nationale volé au casino de Juan-les-Pins, sans parler du maquillage de chevaux de course et du cambriolage du magasin parisien « Aux 100.000 chemises ».

Mais Alex Villaplane n'est pas le seul exécuteur que le trio *Chamberlin-Maillebiaux-Bony* ait eu à son service.

Les complices

Nous demandons où est passé son complice *Genest*, qui, en même temps qu'il assassinait rue Lauriston, était l'organisateur de la garde de Jean Luchaire, le directeur du journal *Les Nouveaux Temps*.

Où est passé *Albert Danos*, condamné à mort par contumace en 1940 pour le meurtre des encaisseurs de la rue de la Victoire? Remarquable tireur, il était redouté même de ses camarades de gang.

Où est passé *André Camia*, dit « la Jambe de bois »? C'est lui qui, lors d'une dispute avec Abel Danos, eut la cuisse fracassée. Il dut subir l'amputation de la jambe, mais n'en continua pas moins son « service ».

Où est passé *Jean Sartore*, l'homme aux deux domiciles, 7, rue Mansard et avenue Trudaine, à l'angle de la rue Lallier? Spécialiste de la suppression des empreintes digitales et de tous signes particuliers, qu'il faisait disparaître au rasoir sur cinq cadavres afin de rendre l'identification impossible, ce bandit a à son actif 150 exécutions de sa main.

Tels sont les principaux tueurs de la bande Lafont. Nous jetterons demain un coup d'œil sur la multitude des indicateurs et affiliés.

CAÏN...

Ce fratricide aux traits ravagés, à la figure maudite, c'est Puech, dit Parsal, indicateur de la Gestapo, qui a vendu aux Boches la vie de ses camarades du Parti Communiste, et qui a été arrêté, hier, dans la région parisienne

Dès que les circonstances le permettront...
Les Abonnements
de « LIBÉRATION »
3 mois .... 140 francs
6 mois .... 260 —
12 mois .... 500 —
Les Petites Annonces
de « LIBÉRATION »
aux bureaux du Journal

LIBÉRATION
ÉDITION DE PARIS

Rédaction, Adm., 37, r. du Louvre, Paris (2e) — Tél.: TUR. 52-00 (35 lignes groupées)

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1944
N° 18 — 2 FRANCS

LES HOMMES DE LA RÉSISTANCE

EMMANUEL D'ASTIER
MILITANT ET MINISTRE
"NOTRE BERNARD"

par Pascal Copeau
(SALARD)
membre du Conseil National de la Résistance
membre du Comité directeur du Mouvement de la Libération Nationale

EMMANUEL D'ASTIER

« Echangeons nos pardessus et puis mettez ce chapeau-ci qui fait plus bourgeois ! Mais non, ne le cabossez pas, il va encore ressembler à l'autre ! »

Décidément, il n'y a rien à faire. Impossible de camoufler Bernard. L'habit ne le change pas, c'est l'habit qui se met à lui ressembler ! Avec ce nez définitivement acéré et sensuel, cette manière de marcher en jetant les quatre membres en avant, on reconnaîtrait Bernard entre mille.

En 1940, Emmanuel d'Astier, le journaliste d'avant guerre, est un officier de marine démobilisé. De ville en ville, à travers la zone sud, il promène de grands yeux inquiets sur les choses et sur les hommes. On dit que d'Astier est un charmeur. C'est un jugement superficiel. Bernard — par la sollicitude de Vichy, il est devenu très vite clandestin — est un grand cœur servi par une intelligence rapide, précise, mais surtout *honnête*. Son amour de la France il le porte sur les hommes: il cherche des amis pour son pays et pour lui-même. Il pense qu'une poignée d'hommes qui s'aiment les uns les autres seront plus forts que l'étourdissement d'un peuple qui ne discerne pas encore nettement la trahison derrière les sept étoiles.

Les premiers 30.000 exemplaires

Et c'est la première aventure de la Résistance. Bernard a trois, cinq, dix amis avec lui, des jeunes « sans expérience » comme disent les gens sérieux et « réalistes ». Et Bernard invente: il invente la France résistante, il invente la politique française souterraine, il invente le nom prestigieux « Libération », que ce journal a aujourd'hui l'honneur de porter. Et il écoute. Car Bernard sait écouter. Il ne veut pas prendre une décision seul. Bernard n'est dur que quand il défend l'idée ou les hommes de la Résistance. Ce n'est pas qu'il soit hésitant, mais il se fait une idée si haute du destin de la France, il a, à ce point, le sentiment que lorsque paraît au début de 1941 à 30.000 exemplaires le premier numéro de *Libération* clandestin, car déjà la Résistance est en vérité la nation, il ne prend pas à la légère le droit de représenter la majesté du peuple.

Avec Bernard, nous, ses amis, nous avons fait la route. Nous avons retrouvé les camarades d'autres groupes et c'est par la fusion avec *Combat* et *Franc-Tireur*, les Mouvements Unis de la Résistance, ce M.U.R. qui organise solidement dans toute la zone sud la lutte contre l'ennemi et contre Vichy. Plus tard, nous avons fait, sur tout le territoire national, notre Mouvement de Libération Nationale qui s'installe aujourd'hui dans la vie légale et veut être le large rassemblement de tous les patriotes français. Nous avons versé nos effectifs par dizaines de milliers aux Forces Françaises de l'Intérieur qui, à *elles seules*, ont libéré en zone sud vingt-cinq départements.

Et pendant que Bernard — avec l'autorisation de ses camarades de combat — assumait à Alger les responsabilités du pouvoir et devenait M. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, commissaire à l'Intérieur, pendant qu'il jouait un rôle décisif dans l'armement du peuple français qu'il avait contribué à organiser pour la guerre, ses amis, les « petits jeunes sans expérience », devenaient des chefs, des organisateurs de cette victoire française qui s'appelle la Résistance.

Beaucoup nous ont été pris ou sont tombés. Quand reverrons-nous Cavaillès, le philosophe qui faisait du sabotage et Rochon, le journaliste, doux anarchiste, qui maniait la mitraillette? Aubrac qui fut la terreur des généraux cacochymes que, fort de ses vingt-huit ans, il secouait comme des pruniers pour leur faire lâcher les dépôts secrets de l'armée d'armistice après l'occupation de toute la France, nous a été rendu: arraché de vive force à la Gestapo, il est aujourd'hui le commissaire de la République à Marseille.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

PARIS
- CAPITALE DE LA MODE - est bien resté Paris

C'est le Daily Mail qui le dit dans son édition de Paris. Les grands couturiers de New-York avaient leurs enquêteurs tout prêts, qui suivaient les armées. Ils ont reçu leurs rapports. Et l'état-major de la haute couture américaine est désormais sûr que quatre années d'occupation, qui ont changé tant de choses, en ont au moins laissé une parfaitement intacte : on sait, aujourd'hui, à New-York que Paris est resté le centre mondial de la mode et de l'élégance.

Et déjà, on s'agite entre Wall Street et les avenues numérotées. New-York demande à grands cris un paquebot — même pas... un cargo-mixte au besoin — pour que les acheteurs des grands habilleurs d'outre-Atlantique puisse franchir l'océan au même titre que les bataillons de « Sammies ». Mais ce sera pour une agréable offensive couturière attendue avec espoir depuis le jour où la rareté des tissus a porté au maximum le génie créateur et inventif de Paris.

D'ailleurs, les grands magasins new-yorkais, avec confiance et audace, préparent actuellement plusieurs semaines à l'avance la rentrée des modèles parisiens. Certains d'entre eux étudient, avec leurs étalagistes, l'installation de leurs premières « French windows » — les vitrines françaises — dont le succès sera nécessairement prodigieux.

"Les événements prennent une tournure dramatique"

avoue le Dr. GOEBBELS, dans l'hebdomadaire « Das Reich », que la radio allemande a cité au cours d'une émission destinée à l'armée

Londres, 7 septembre. — Une émission de la radio allemande, destinée aux troupes, a cité le passage suivant de l'article hebdomadaire du docteur Goebbels dans la revue « Das Reich » :

« Il n'y a pas lieu de s'étonner outre mesure que des pays neutres et certains de nos concitoyens aient été ébranlés par la tournure dramatique que prennent les événements. Si nos ennemis se livrent maintenant à une course contre le temps et jettent toutes leurs ressources dans la bataille pour hâter le développement des opérations militaires sur les divers fronts, c'est qu'ils y sont forcés : ils ont promis la victoire à leur peuple pour l'automne et pour réaliser cette promesse, ils ont demandé à leurs armées l'effort maximum. Ils ne pourront pas maintenir ce rythme très longtemps.

« Si leur but n'est pas atteint dans la période prévue, ils abandonneront rapidement.

« Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que nos ennemis ont fixé une date à leurs buts de guerre immédiats. Ils n'avaient pas d'autre issue au dilemme que leur pose une politique de guerre qui a « déraillé » et qui, tôt ou tard, provoquera les conflits les plus graves entre les Alliés eux-mêmes. »

Hitler mande d'urgence son ambassadeur à Madrid

Madrid, 7 septembre. — L'ambassadeur d'Allemagne à Madrid, M. Hans Dieckhoff, a quitté la capitale espagnole en avion pour Berlin.

Selon certaines informations, il aurait reçu d'Hitler un télégramme urgent lui enjoignant de rentrer à Berlin pour consultation.

DE DURS COMBATS se déroulent SUR LA MOSELLE

Les Allemands ont amené leurs dernières troupes d'élite pour barrer l'accès du Reich

Les voies d'invasion vers l'Allemagne.

La bataille des approches de la ligne Siegfried est en cours. Deux puissantes armées américaines partant de têtes de pont établies sur les rives orientales de la Meuse et de la Moselle commencent à esquisser, par l'ouest et le sud, un grand mouvement de pinces contre la ligne défensive ennemie. Depuis quarante-huit heures, ces armées alliés ont marqué un temps d'arrêt dans leur rapide avance, afin de se regrouper et de rassembler leur matériel avant de lancer leur nouvelle offensive. Les observateurs militaires ne cachent pas que les prochains jours verront se dérouler de durs combats d'infanterie, des duels d'artillerie remplaçant temporairement les profondes pénétrations des colonnes cuirassées.

Le général Patton, dont les forces opèrent dans cette région, a sous son commandement, annonce l'agence Reuter, la plus grande armée blindée qui ait jamais été rassemblée. De son côté, l'état-major allemand aligne ses troupes d'élite. On s'attend à ce que la Wehrmacht offre une forte résistance entre le front actuel et la frontière du Reich. Les Allemands ont engagé une puissante masse d'hommes, d'artillerie et de chars en vue de soutenir l'assaut des forces alliées.

L'attaque déclenchée hier sur la Moselle par les Américains a été renouvelée aujourd'hui en présence du général Patton lui-même, qui se déplace d'un point à l'autre du front en auto blindée pour surveiller les combats. Il a assisté aux assauts livrés pour plusieurs villages et où les Allemands avaient réussi à contenir l'avance des Alliés. Le général Patton connaît bien cette région : il s'y est battu durant la dernière guerre avec alors le grade de colonel.

Quelques petites unités américaines qui avaient franchi la Moselle hier ont subi des pertes en présence de forces allemandes supérieures en nombre. Par contre, des blindés et des grenadiers allemands qui ont livré le combat au sud-est de Nancy ont été sévèrement malmenés.

Sur la Meuse, la première armée américaine a établi une série de solides têtes de pont dans les secteurs de Namur, Dinant, Givet, Auchamps et Thilay sur la Semoy. Les éléments avancés américains ont pénétré profondément dans la forêt des Ardennes et poussent vers le Luxembourg et la Rhénanie.

Sur la côte

A l'ouest, les armées canadiennes et britanniques portent des coups décisifs aux unités ennemies encerclées sur la côte et dans la plaine des Flandres. En Belgique, les unités du général Dempsey ont occupé Gand et Courtrai, et accentuent leur pression vers la côte en direction de Bruges et des ports d'Ostende et de Zeebrugge. Armentières a été occupée, cependant que la poussée générale vers la côte a permis aux Britanniques d'établir une tête de pont sur la Lys et qui s'étend jusqu'à Saint-Omer, Ypres a été atteint par des blindés venant de Cassel.

Vers Dunkerque

Sur la côte, les Canadiens s'attaquent aux ports que défendent fanatiquement des garnisons ennemies. Les pointes alliées qui ont débordé Boulogne et Calais approchent de Gravelines et de Dunkerque. Les forces allemandes encerclées sont soumises à un pilonnage particulièrement intense de l'aviation alliée, et leur sort est désespéré.

De nouvelles dépêches de presse, dont la confirmation n'est toujours pas venue du G.Q.G. allié, annoncent à nouveau aujourd'hui la jonction des armées du nord et du sud à proximité de la frontière allemande. Quelle que soit la véracité de ces informations, il est maintenant certain que le couloir de retraite pour les unités ennemies dans le centre de la France se rétrécit rapidement par suite de la marche rapide des colonnes franco-américaines venant du sud.

J.-E. LAGRANGE.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Du train qui roulait dans la nuit

Un homme sautait tous les 100 mètres...

ET LE DERNIER CONVOI PARTI DE COMPIÈGNE POUR L'ALLEMAGNE NE COMPTAIT PLUS QUE 480 PRISONNIERS SUR 859 A 39 KM. DU DÉPART

Voici l'histoire fantastique du train de l'évasion, le dernier train parti de Compiègne, la voici telle que nous l'a contée un des évadés.

Nous avons devant nous un homme au teint bronzé, très bronzé, avec ce regard brillant qui est particulier à tous ceux qui sortent des prisons allemandes ou des camps de concentration. Il revient de loin, laissons parler sa gouaille parisienne :

— Le 15 août on a commencé à parler du premier départ pour l'Allemagne. Les Allemands voulaient à tout prix nous emmener. Ça commençait à sentir bon pour la France et mauvais pour eux, et aussi pour nous. Mais le train qui avait été formé a été brûlé par la Résistance. Aussi ce n'est que le 17 août que 1.300 des nôtres ont été envoyés en direction de Soissons et de l'Allemagne.

« Puis, le 25, ç'a été notre tour. Les Allemands semblaient vouloir nous laisser entendre que nous allions être libérés. Drôle de libération ! Elle fut effective pour nos compagnons de plus de 50 ans, dont l'évêque de Montauban. C'est ainsi qu'ils furent soixante à nous quitter trois heures avant notre départ ».

L'attaque des portes et lucarnes

« Notre départ. Le dernier départ. Le dernier train de Compiègne vers l'Allemagne.

« A 10 heures du soir, les Allemands nous ont chargés dans quarante wagons. Nous étions 859. Eux étaient 600 avec tout le matériel du camp : les chiens, les projecteurs, les barbelés. Ils agissaient en toute hâte, car ils n'ont même pas pris les précautions habituelles. Nous avions tous des couteaux, des limes et tous les outils que nous avions pu ramasser. Une véritable forge. Ils ne nous ont pas fouillés. Heureusement. Presque tous, nous n'avions qu'une idée : l'évasion.

« Sous un petit clair de lune le train a démarré. Aussitôt le travail a commencé. Une sorte d'attaque des portes, des lucarnes, des toits du train. Le convoi filait à 40 kilomètres à l'heure et dans les wagons, un bruit infernal. Nous étions entassés pire que des bestiaux, en moyenne 80 et nos bagages en plus. Il faisait une chaleur torride, nous aurions pu tordre nos vêtements. La situation était intenable. Nous pensions que tout valait mieux que cet état de choses, surtout qu'au terme de ce voyage c'était l'Allemagne.

« Le travail avançait vite, les planches craquaient et tous ensemble nous pesions pour faire céder les lattes qui résistaient à nos outils de fortune.

« Nous avions à peine fait 10 kilomètres depuis Compiègne que le premier d'entre nous sautait. Le premier d'une belle série. Tous les 100 mètres un homme sautait. Et dans la nuit trop claire, les ombres s'évanouissaient sur les bas côtés de la voie ».

Chacun son tour

« Un manchot sauta. Avant de disparaître, il me dit : « Au delà du risque, il y a la liberté ! »

« Il était grimpé sur le toit. Nous l'avions poussé. Il se suspendit à une couverture pour tomber sur un tampon. La couverture devint molle dans nos mains. Il avait sauté.

« C'était mon tour. L'air frais me piqua le visage. Je ne pensais plus à rien. Si, je pensais à la liberté. Je me lançai à contre-voie. Et puis ce fut un tourbillonnement, un bruit de cailloux, de fil de fer. Je tournai encore un peu. J'étais aplati dans une touffe d'orties. Devant moi le train passait encore. Il allait vite lorsqu'il s'agissait de sauter; il allait bien lentement maintenant qu'il fallait ne pas être vu par les Allemands en armes, du fourgon de queue !

« Le feu rouge ! J'avais vu le feu rouge. C'était fini. J'étais libre !

« Je levai doucement la tête. A ma droite j'entendis un appel. Un camarade était là. J'allai vers lui et je m'aperçus alors que je m'étais blessé. Lui l'était également.

La liberté

« Après ? Nous avons vécu dans les fermes des environs, admirablement reçus par les paysans, les fermiers, toute la population. On nous dorlotait. On veillait sur nous. Des hommes prenaient la garde la nuit pour que nous soyons à l'abri de toutes les « indiscrétions » des Allemands. Un médecin venait chaque nuit à moto pour nous soigner. Nous avions presque tous été blessés.

« C'est par lui que j'ai su que, par groupe de quinze ou vingt, répartis sur une distance de 39 kilomètres, nous étions 363 évadés. Le record des évasions. J'ai su aussi que le train s'était arrêté à Montdidier. Pour sûr que le gardien chef du convoi allemand a dû se faire féliciter ! Pour un bon gardien, c'était un bon gardien ! »

Jean GUERET.

Anvers, libéré par sa "brigade blanche"
A ACCUEILLI AVEC ENTHOUSIASME LES BLINDÉS BRITANNIQUES

Anvers, 7 septembre. — Il y avait affluence, hier, autour du grand jardin zoologique d'Anvers. La foule s'était massée le long des grilles qui séparent d'habitude les fauves du public. Il ne s'agissait point de contempler le lion d'Afrique ou le tigre de Birmanie. Derrière les barreaux s'entassaient les prisonniers allemands que les autorités alliées avaient jugé infiniment commode d'enfermer dans ces cages plus sûres que la plus formidable prison.

Le jardin zoologique d'Anvers est d'ailleurs fort bien situé, au centre de la ville, à peu de distance de la gare centrale, de sorte que le transfert des prisonniers et leur installation pouvaient s'accomplir dans le minimum de temps. Dans les cages réservées aux panthères, on avait placé les SS. Dans les cages où se tiennent ordinairement les tigres, étaient enfermés les fascistes belges.

La surveillance fut assurée par les membres de la Brigade blanche, ainsi que l'on nomme la Résistance belge. Cette Brigade blanche a joué un rôle déterminant dans la libération d'Anvers. Dès 7 heures du matin, elle était en pleine action, avant même l'arrivée des premiers éléments blindés britanniques. La tactique des groupes francs d'Anvers consista à couper et à isoler les divers détachements allemands qui essayaient de s'enfuir. Des autocars et des camions remplis de bidons de pétrole qui étaient sur le point de quitter la ville furent incendiés. A la gare centrale, les locomotives furent attaquées à la grenade et un train entier de troupes se trouva de la sorte immobilisé. Un peu avant midi, les premiers drapeaux belges commençaient à flotter aux fenêtres des maisons de la ville libérée.

Cependant, le général von Stolberg qui disposait d'une division et dont les troupes occupaient encore les forts disposés autour de la ville, essayait de retarder la chute de la cité. Les troupes britanniques venaient du sud à travers les faubourgs de Boom. Les Allemands firent sauter le pont par où devaient obligatoirement passer les blindés, mais ces derniers, s'infiltrant à travers les ruelles des faubourgs, réussirent à tourner les positions allemandes qui furent attaquées et réduites les unes après les autres. Le général von Stolberg fut fait prisonnier et, dans l'après-midi, la joie populaire se donnait libre cours à travers les rues.

Une enquête générale est ouverte au Palais
sur la collusion de l'industrie et des Allemands

Le dossier que dresse M. Martin, juge d'instruction, prend chaque jour une importance plus grande. C'est qu'en effet le réquisitoire de M. Vassart, procureur de la République, englobe toute l'industrie qui, pendant l'occupation, a travaillé en plein accord avec les Allemands.

Tout d'abord, nous l'avons dit, furent arrêtés comme représentant du groupe automobile François Lehideux, ancien ministre de Vichy, directeur responsable du Comité d'organisation de l'Industrie et du Commerce de l'Automobile et du Cycle, et Amaury de l'Epine, directeur commercial de ce même organisme qui, tous deux, choisirent pour avocat Me Lenard. Puis ce fut, comme représentant du groupe de l'Industrie chimique des colorants, René-Paul Duchemin, ancien régent de la Banque de France, président de la Société Kuhlmann, âgé de 69 ans; Joseph Frossard, administrateur délégué de la Société Francolor, créée pendant l'occupation sur l'initiative des Allemands qui avaient 52 p. 100 des intérêts, et Georges Thesmar, président des Matières colorantes et Produits chimiques de Saint-Denis. Ils ont respectivement pour défenseurs: Me Maurice Ribet, Me Degand et Me Viénot. A ces cinq détenus, M. Martin vient d'en joindre trois autres.

Tout d'abord deux industriels qui fabriquaient des pièces détachées pour automobiles et avions: Jean-Marcel Aubert et Mario Blanc, administrateurs de la S.O.G.A., c'est-à-dire la Société générale automobile américaine. Ils ont subi l'interrogatoire d'identité hier et ont chargé Me Dinten et M. Albert Naud du soin de leur défense. Enfin, l'administrateur-délégué des mines de Bor, Eugène Mirabaud, a été également arrêté. Me Pierre Gide l'assistera.

Ces huit détenus sont inculpés par application de cet article 75 du code pénal qui réprime la trahison et les intelligences avec l'ennemi et prévoit la peine de mort pour les coupables.

Les complices de Lafont étaient triés sur le volet

Un banquier véreux, Lacour ; un boxeur, Kid Francis ; un dentiste faussaire, le Dr Robbes; un inspecteur principal, Maillebuau

Si l'on néglige le côté odieux de l'affaire de la Gestapo française de la rue Lauriston pour n'en considérer que les aspects secondaires, c'est-à-dire « commerciaux », il est tout de même possible d'en tirer des enseignements significatifs sur les mœurs et les méthodes des officiers allemands pendant l'occupation.

D'après les aveux mêmes de Lafont et de Bony, il apparaît qu'en toute connaissance de cause, les colonels, majors, capitaines, etc., de la Kommandantur et du S. D. (Service de la Sûreté) avaient confié à une bande de repris de justice extrêmement dangereux le soin de remplir leurs poches.

C'est vraisemblablement à des centaines de millions qu'il faut chiffrer le produit des opérations effectuées par les hommes de la rue Lauriston, dans les coffres des trafiquants d'or, des diamantaires ou des simples particuliers. Sans compter les affaires de marché noir.

Et tous les bénéfices étaient partagés entre Lafont et les Allemands qui couvraient de leur protection tous ces actes de banditisme.

Les maîtres valaient leurs serviteurs.

On connaît la vie de Bony. Celle de Lafont est plus obscure.

Peint par lui-même

Bien qu'il n'ait pas encore été interrogé sur le fond, l'interrogatoire de Bony continuant, il a fourni lui-même aux commissaires Clot et Levitre des renseignements qui, pour être sujets à caution, sont révélateurs.

Il a 42 ans. Presque illettré, il a exercé toutes sortes de métiers: manœuvre aux Halles à 15 ans, commis de culture, ensuite docker au Havre, chauffeur à Marseille (dans une voiture volée), mécanicien à Paris, gérant d'un magasin de café à Chambéry, vendeur d'automobiles sous le nom de Henri Normand.

Et chacun de ces avatars a été marqué par un vol et une condamnation nouvelle. Condamné à la relégation, il ne répond pas à l'ordre d'appel en 1939, mais prétend s'être présenté pour organiser le mouvement des « volontaires de la mort » qui devaient être chargés de missions dangereuses.

Arrêté en avril 1940 et interné au camp de Cepoy, il est libéré par les Allemands qui songent tout de suite à l'utiliser en raison de sa connaissance des prisons de Paris (*sic*). A la fin de 1941 il est déjà assez riche pour pouvoir, au cours d'un voyage en Afrique du Nord, acheter une propriété splendide au cap Mourad.

C'est en 1942, dit-il, que ses « amis », le capitaine Radek et le major Bamelburg, lui « offrirent » le splendide hôtel particulier de la rue Lauriston qui appartenait à un étranger et y installèrent en même temps un service de sûreté. C'est cette année-là aussi qu'il demanda et obtint sa naturalisation allemande.

Lafont a parlé assez complaisamment des diverses opérations de police auxquelles il a participé chez des trafiquants, d'accord avec les Allemands.

Il a parlé aussi des énormes commissions qu'il touchait pour prix de ses interventions auprès de ses compatriotes d'adoption : 5 millions pour le déblocage des wagons d'une grande maison de tissus, 3 millions pour la libération d'un Arménien.

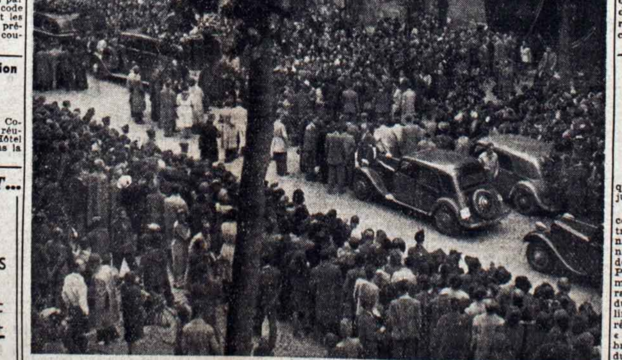
Mais il n'a rien dit encore des atrocités et des meurtres. Sans doute ne répondra-t-il qu'à des questions précises. Il a toutefois reconnu que, dans un appartement de l'avenue Henri-Martin dont il disposait, il infligeait à ses victimes l'immersion dans une baignoire d'eau glacée. Il a reconnu également qu'il avait, avec une brigade de Nord-Africains recrutés par les Allemands, participé à une opération dans le maquis de Corrèze.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

La commission d'épuration se réunit ce matin à l'Hôtel de Ville

La commission d'épuration du Comité parisien de libération se réunit ce matin, à 9 heures, à l'Hôtel de Ville, en séance plénière, sous la présidence de M. Hamon.

BIENTOT...
A LA MÉMOIRE
des F.F.I.
TOMBÉS AU COURS
DE LA
SEMAINE GLORIEUSE
LIBÉRATION
vous dira...


En l'église Saint-Antoine ont eu lieu, en présence d'une foule émue, les obsèques d'Aimos, tombé glorieusement sur les barricades pour la libération de Paris.
(Photo Presse-Libération.)

LES ENQUÊTES DE "LIBERATION"

COMMENT PARIS a répondu à la consultation du "Gallup" français

Libération a publié hier les résultats de la consultation à laquelle vient de procéder l'Institut français d'opinion publique.

Parmi les questions posées au public parisien, certaines constituent un sondage intéressant de l'opinion, sollicitée de se prononcer sur des problèmes fondamentaux de politique étrangère.

Demander aux Parisiens de désigner le pays qui a, selon eux, contribué le plus à la défaite allemande, ou celui qui aidera le plus la France à se relever après la guerre, cela équivaut à déterminer, dès à présent, l'orientation des courants d'opinion et des sympathies françaises à l'égard de puissances auxquelles la France sera inévitablement associée à l'heure où se posera le grand problème de la reconstruction du monde.

Les Parisiens — et avec eux sans nul doute les Français de province — estiment que c'est à l'U.R.S.S. que revient la première place sur la liste des puissances qui ont joué un rôle décisif dans la défaite allemande.

Leur réponse n'était pas inattendue. La ténacité russe, l'ampleur des pertes infligées à la Wehrmacht par les armées soviétiques ont épuisé le potentiel de guerre de l'Allemagne et facilité singulièrement la tâche des Anglo-Américains.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

MARDI PROCHAIN AU PALAIS DE CHAILLOT

Le général de Gaulle prononcera un important discours

Le général de Gaulle, Président du Gouvernement Provisoire, prononcera un important discours, mardi prochain, 12 septembre, au cours d'une cérémonie organisée par le C.N.R. au Palais de Chaillot.

CET APRES-MIDI grande cérémonie franco-alliée à l'Arc de Triomphe

Cet après-midi, à 14 h. 30, aura lieu à l'Arc de Triomphe, en présence de hautes personnalités militaires alliées, une importante cérémonie au cours de laquelle sera remise à la Ville de Paris une plaque commémorative de la libération de la capitale française. Un cortège descendra ensuite les Champs-Elysées.

LES EXPERTS-COMPTABLES réclament l'abrogation de leur ordre tel qu'il fut conçu par Vichy

Quelques experts-comptables protégés par le gouvernement de Vichy, sous l'impulsion de l'un d'entre eux, politicien connu par ses volte-face successives, établirent avec MM. Chezleprêtre et Douffiagues, fonctionnaires du ministère des Finances et Luc de l'Enseignement technique, aujourd'hui révoqués, un ordre des experts-comptables et des comptables agréés. Des textes ultérieurs imposèrent le chef de file, en qualité de président du Conseil supérieur de l'Ordre.

Ces textes sont dictatoriaux. Ils consacrent l'emprise d'une minorité, disposant de pouvoirs quasi illimités. Les droits des experts-comptables brevetés, c'est-à-dire des véritables professionnels compétents, furent écartés.

L'ordre, et ses dirigeants, qui devaient leur existence au gouvernement de Vichy, marchant dans son sillage, entrèrent dans la voie de la collaboration.

Cet ordre doit disparaître. D'abord parce qu'il résulte d'une décision de Vichy. Ensuite parce que, déshonoré par une attitude collaborationniste. Revenus à un régime de liberté, nous devons donner aux professionnels la possibilité de s'organiser dans le cadre des lois anciennes.

Il est certain qu'il conviendra d'abroger bien d'autres lois vychissoises qui avaient eu la prétention d'« organiser » de la même façon tyrannique d'autres professions.

LE COMITÉ DIRECTEUR
du Mouvement de Libération Nationale a tenu une importante réunion

Prochainement le programme du M.L.N. sera présenté aux Parisiens au cours d'une séance publique

Hier soir, s'est tenue la réunion constitutive du Comité directeur qui présidera aux destinées du Mouvement de la Libération Nationale, jusqu'au Congrès National qui élira ses autorités régulières.

Parmi le assistants, désignés à ce comité directeur, on remarquait trois ministres : MM. D'Astier, ministre de l'Intérieur ; Fresnay, ministre des Prisonniers de guerre et déportés; Lacoste, ministre de la Production industrielle. On remarquait également : Yvon Morandat, membre de la délégation du gouvernement provisoire; Avilin, directeur politique, et Chabot, rédacteur en chef du journal « Franc-Tireur »; Valrimont, membre du Comité d'Action militaire du Conseil National de la Résistance; Jean Pierre, président du comité d'administration du journal « Franc-Tireur »; Cuvillon, administrateur de l'hebdomadaire « Action»; Blank, Salmon, Jurgensen et Viannay, directeurs de « Défense de la France »; Pascal Copeau et Pierre Hervé, du comité de direction du journal « Libération ».

Un secrétariat chargé provisoirement de diriger l'activité du mouvement et une commission ayant pour but de fixer un programme susceptible de sceller l'union réalisée par les patriotes dans la lutte contre l'ennemi commun et ses complices, ont été désignés.

Bientôt une réunion publique permettra au Mouvement de la Libération Nationale de présenter au peuple parisien son programme et ses buts immédiats.

Les complices de Lafont étaient triés sur le volet

Un banquier véreux, Lacour ; un boxeur, Kid Francis ; un dentiste faussaire, le Dr Robbes; un inspecteur principal, Maillebuau

Si l'on néglige le côté odieux de l'affaire de la Gestapo française de la rue Lauriston pour n'en considérer que les aspects secondaires, c'est-à-dire « commerciaux », il est tout de même possible d'en tirer des enseignements significatifs sur les mœurs et les méthodes des officiers allemands pendant l'occupation.

D'après les aveux mêmes de Lafont et de Bony, il apparaît qu'en toute connaissance de cause, les colonels, majors, capitaines, etc., de la Kommandantur et du S. D. (Service de la Sûreté) avaient confié à une bande de repris de justice extrêmement dangereux le soin de remplir leurs poches.

C'est vraisemblablement à des centaines de millions qu'il faut chiffrer le produit des opérations effectuées par les hommes de la rue Lauriston, dans les coffres des trafiquants d'or, des diamantaires ou des simples particuliers. Sans compter les affaires de marché noir.

Et tous les bénéfices étaient partagés entre Lafont et les Allemands qui couvraient de leur protection tous ces actes de banditisme.

Les maîtres valaient leurs serviteurs.

On connaît la vie de Bony. Celle de Lafont est plus obscure.

Peint par lui-même

Bien qu'il n'ait pas encore été interrogé sur le fond, l'interrogatoire de Bony continuant, il a fourni lui-même aux commissaires Clot et Levitre des renseignements qui, pour être sujets à caution, sont révélateurs.

Il a 42 ans. Presque illettré, il a exercé toutes sortes de métiers: manœuvre aux Halles à 15 ans, commis de culture, ensuite docker au Havre, chauffeur à Marseille (dans une voiture volée), mécanicien à Paris, gérant d'un magasin de café à Chambéry, vendeur d'automobiles sous le nom de Henri Normand.

Et chacun de ces avatars a été marqué par un vol et une condamnation nouvelle. Condamné à la rélégation, il ne répond pas à l'ordre d'appel en 1939, mais prétend s'être présenté pour organiser le mouvement des « volontaires de la mort » qui devaient être chargés de missions dangereuses.

Arrêté en avril 1940 et interné au camp de Cepoy, il est libéré par les Allemands qui songent tout de suite à l'utiliser en raison de sa connaissance des prisons de Paris (*sic*). A la fin de 1941 il est déjà assez riche pour pouvoir, au cours d'un voyage en Afrique du Nord, acheter une propriété splendide au cap Mourad.

C'est en 1942, dit-il, que ses « amis », le capitaine Radek et le major Bamelburg, lui « offrirent » le splendide hôtel particulier de la rue Lauriston qui appartenait à un étranger et y installèrent en même temps un service de sûreté. C'est cette année-là aussi qu'il demanda et obtint sa naturalisation allemande.

Lafont a parlé assez complaisamment des diverses opérations de police auxquelles il a participé chez des trafiquants, d'accord avec les Allemands.

Il a parlé aussi des énormes commissions qu'il touchait pour prix de ses interventions auprès de ses compatriotes d'adoption : 5 millions pour le débloquage des wagons d'une grande maison de tissus, 3 millions pour la libération d'un Arménien.

Mais il n'a rien dit encore des atrocités et des meurtres. Sans doute ne répondra-t-il qu'à des questions précises. Il a toutefois reconnu que, dans un appartement de l'avenue Henri-Martin dont il disposait, il infligeait à ses victimes l'immersion dans une baignoire d'eau glacée. Il a reconnu également qu'il avait, avec une brigade de Nord-Africains recrutés par les Allemands, participé à une opération dans le maquis de Corrèze.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

LA BANDE A BONY

Les comparses

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Voilà quel était le chef, peint par lui-même et sous des traits qu'il doit juger flatteurs!

Quels sont les personnages qui gravitaient autour de lui ?

D'abord un de ses principaux adjoints, l'ex-inspecteur principal Pierre Maillebuau, révoqué en 1940 à la suite d'une poursuite en extorsion de fonds et corruption de fonctionnaires, incarcéré à Fresnes et libéré par les Allemands en juillet sur l'intervention de Lafont. Avant de travailler avec ce dernier, Maillebuau fut chef de la police du R.N.P., qui n'était pas non plus difficile. Un des commensaux de Maillebuau était le banquier véreux Lacan qui, en 1938, avait escroqué 5 millions à Londres à un neveu de Pasteur en lui faisant croire qu'il pouvait multiplier les billets de banque à l'infini. Il y avait aussi Abel Danos, un des assassins des encaisseurs de la rue de la Victoire — lieutenant de SS — un nommé Manoelli, titulaire de cinq condamnations, un autre repris de justice Michel Cazauba, l'ancien boxeur célèbre Kid Francis et Chapira, un chirurgien-dentiste, le docteur Robbes, ami intime de Lafont et considéré comme le plus habile faussaire de Paris, et aussi le footballeur Villaplane, compromis dans l'affaire « Hallencourt » et qui a d'ailleurs été arrêté.

Hier après-midi, les policiers ont perquisitionné 3 bis, place des Etats-Unis, dans l'immeuble de quatre étages où s'était installée la princesse Tchernitcheff. Au 3e et au 4e étage se trouvaient dix cellules munies de barreaux et d'épais grillages. Au fond d'un tiroir, ces initiales : R.A.F. Sans doute la marque d'un prisonnier anglais.

Pas de traces de sang. Ce n'est sans doute ni place des Etats-Unis, ni rue Lauriston, mais dans de lointaines banlieues que les tueurs exécutaient leurs victimes.

De l'affaire Petiot à la rue Lauriston

Je vais y laisser ma tête ?

demande BONY *qui s'effondre*

Bien que le rapprochement eût été plus piquant, il ne semble pas y avoir de rapport, quoi qu'on en ait dit, entre l'affaire Petiot, dont M. le juge Berry vient d'être dessaisi au profit d'affaires politiques qui rempliront les rôles judiciaires des semaines et des mois qui viennent, et l'affaire de la rue Lauriston.

L'affaire de la rue Lauriston

On dit l'affaire de la rue Lauriston comme on a dit jadis l'affaire de la rue Montaigne ou l'affaire de l'impasse Ronsin.

Il faut faire vite. Pas trop, tout de même, si l'on veut arrêter les quatre vingt-dix membres de l'organisation, alors que huit seulement sont sous les verrons. « Il faut faire le compte de tous les vols, de tous les meurtres, de toutes les victimes. Il faut retrouver ce qu'on peut de ces dernières. Il faut découvrir l'origine des 800 millions possédés par un des bandits et du milliard dont un autre fêtait, il y a quelques semaines, la présence dans son coffre. Or les archives de la rue Lauriston et celles de la police judiciaire ont été enlevées par la Gestapo. Tout doit être reconstitué, les dossiers ouverts, nous dit le juge Gerbinis.

Lafont

Il est à la fois le patron et l'illettré de la bande. Quarante-deux ans. Il s'est élevé tout seul et, parce que le vice était en lui, il a tout de suite mal tourné. Orphelin à onze ans, il connaît très vite le tribunal pour enfants, les colonies pénitentiaires, la prison d'Eysse, la prison tout court et la relégation. Il interrompt ses séjours en cellule par tous les métiers où il marque son passage à l'aide de vols, d'escroqueries, d'abus de confiance. Les Halles, les docks, le métier de garçon de recettes, celui d'ouvrier carrossier ne sont que des intermittences. En 1939, il préfère être insoumis plutôt que d'attirer l'attention sur le relégable qu'il est. Cependant qu'en 1940 il est — dit-il — volontaire de la mort dans un groupe qu'il organise. On l'arrête en avril 1940, mais les Allemands le mettent en liberté en atteignant le camp de Cepray où il est détenu. Ils lui proposent de rentrer à Paris et de les guider dans les prisons parisiennes qu'il doit bien connaître. Pour les connaître, il les connaît bien. Il fait libérer les détenus allemands et quelques amis à lui ou susceptibles de le devenir. C'est ainsi qu'il commence à former le petit noyau qui constituera les débuts de la rue Lauriston. Il est au service du capitaine Radeck. En 1941 ses chefs allemands l'envoient à Alger où il achète une propriété. A son retour il travaille avec Bœmelburg et Radeck au service SD, installé 93, rue Lauriston, de concert avec quatre sous-officiers et un adjudant. On sait le genre de travail auquel il s'est livré. Ce travail-là c'est une partie de l'affaire, une des plus retentissantes, des plus odieuses de ce temps. A l'entendre, les millions dont il dispose ont commencé par n'être que des commissions de 5 millions par-ci sur des affaires commerciales allemandes de denrées, de 3 millions par-là touchés pour « sortir » un Arménien des griffes de la Gestapo.

Lafont est assez taciturne. Il parle peu. On peut même dire qu'il ne parle pas, entendez qu'il n'a pas encore parlé. Il sera le morceau le plus coriace de la bande. On le garde pour la fin.

Bony

S'il est donné à Bony de lire les journaux, je voudrais ici qu'il devine les sentiments qu'éprouvent ceux qui, jadis, alors qu'il était accablé, à terre, lui tendirent une main secourable pour l'aider à se relever. Je n'en dirai pas davantage.

Bony, s'il ne fait pas figure d'intellectuel du groupe, est de beaucoup le plus intelligent, le plus rusé, le plus prolixe. Un interrogatoire, il sait ce que c'est. Et puis, il nous l'a dit dans le temps, il n'est pas un enfant de chœur.

En arrivant à la P. J., il a demandé, inquiet :

— Je vais y laisser ma tête ?

Son interlocuteur a haussé les épaules et a répondu :

— Tu sais bien ce que tu risques.

Et ce fut l'effondrement. Ça ne va plus, ça ne va plus du tout. Depuis trois jours, Bony parle, parle, parle. Ce qu'il dit demeure encore le secret des dieux qui président quai de Gesvres. Il invoque la déchéance vers laquelle il glissait faute d'argent. Il dit que les premiers 20.000 francs, il les toucha pour avoir fourni à Radeck des renseignements sur le M. S. R. et Deloncle. Son rôle, à l'entendre, a été surtout un rôle de secrétaire régulateur de la légalité, eu égard à ses connaissances techniques de la procédure. A son crédit ou à celui d'un de ses neveux entraîné dans l'affaire, on pourra inscrire l'exécution dudit Deloncle. Mais tout le reste est là qui crie au vol, à la torture, au meurtre. On agissait rue Lauriston pour le compte de la Gestapo, on recrutait pour le Cherche-Midi et le poteau d'exécution. On nous dit que la femme et le fils de Bony sont arrêtés, et nous nous souvenons d'être intervenu jadis pour l'enfant Bony maltraité à l'école parce que son père était « l'inspecteur Bony ».

Madeleine JACOB.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Indomptable Angleterre

JAMAIS nous n'oublierons.

L'affaire BONY

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

On a perquisitionné chez la princesse Tchernicheff, qui avait des bontés pour Lafont et un officier de la Gestapo. Place des Etats-Unis, cette intéressante personne possédait un petit hôtel luxueux qui comprenait, outre les salons et un appartement privé d'usage, douze cellules qui — de la pièce où nous nous trouvons à la P. J., nous entendons Bony l'expliquer d'une voix que nous connaissons bien — étaient seulement une manière d'annexe quand la rue Lauriston était pleine.

L'organisation possédait encore un immeuble avenue Henri-Martin où nous savons que des patriotes ont été torturés.

Il n'y aurait jamais eu d'exécution à proprement parler rue Lauriston. Le supplice de la baignoire où l'on plongeait la victime presque jusqu'à l'asphyxie préparait à la mort, à moins qu'un aveu n'intervint en temps voulu.

Entre deux portes, nous apercevons Villaplane, un petit bonhomme qui arrive à se faufiler aussi vite qu'il le peut pour échapper à la curiosité générale. Quant à Bony, les photographes sont priés de passer leur chemin. Bony parle, il ne faut pas le contrarier, l'énerver. Il n'aime pas les journalistes. C'est un ingrat.

Madeleine JACOB.

Bonny " se met à table "...

...Et raconte ce que furent les morts dramatiques de Serge de Lenz et d'Eugène Deloncle

En attendant les révélations que ne manquera pas de faire au juge Gerbinis le chef de bande Lafont sur l'activité de ses services de la rue Lauriston — *et il faudra qu'il parle !* — son intéressant « secrétaire » Bonny a commencé, selon son propre langage d'ancien policier, à « se mettre à table ». Oh ! il n'a avoué rien pour son propre compte. Il n'aurait été mêlé que bien malgré lui à l'action de Lafont, Villaplane, Delehaye et autres. Mais, faisant preuve de bonne volonté, il a appris au commissaire Levitre la fin de deux personnalités (si l'on peut dire) : Serge de Lenz et Eugène Deloncle.

Car Serge de Lenz faisait partie de la Gestapo française. Le gentleman-cambrioleur qui défraya maintes fois la chronique de l'entre-deux-guerres avait proposé ses services rue Lauriston, et il « travailla » dans toutes sortes d'affaires de grand marché noir et de trafic d'or. Un jour Lafont apprit que son collègue avait prélevé plus que sa part dans plusieurs affaires. La justice est expéditive dans le « milieu » ; il le fit enfermer le jour même au camp de concentration de Compiègne.

Serge de Lenz avait réussi à conserver sur soi une certaine somme. Pour 10.000 francs, il acheta une sentinelle. Il avait déjà franchi les barbelés et adoptait une allure de promeneur inoffensif lorsque la sentinelle l'abattit d'un coup de fusil. Le Latude du XXe siècle avait mal monté son plan d'évasion.

La fin d'un traître...

Il y a quelques mois, Eugène Deloncle mourait mystérieusement. Grâce à Bonny et à ses deux neveux (qui ne tarderont pas à être arrêtés à leur tour), on sait aujourd'hui que le chef des cagoulards, fondateur du C. S. A. R., et qui dirigeait à l'époque le M. S. R. pour le compte des Allemands, devait être « supprimé » par ordre de ses maîtres. Une perquisition fut organisée sur les indications de Jean Lascaut, neveu de Bonny ; Deloncle, à la vue des policiers allemands, fit mine de se défendre. On l'abattit sur place. Deloncle assassiné par des nazis ! Une mort à laquelle il ne s'attendait pas.

D'autre part, le commissaire Clot, à la tête de sa section, tente de démêler les fils qui conduisent cette sinistre bande à des personnalités dites du monde. La princesse Tchernitcheff, ex-femme de Henri Garat, y joue un rôle capital. Maîtresse, ainsi que nous l'avons dit, d'un capitaine de SS., Lemler, en même temps que de Lafont, elle « indiquait » à ce dernier les coups à faire dans le cercle de ses relations mondaines, où elle entretenait de nombreux rabatteurs. Grâce à son protecteur nazi, elle trempa dans les plus grosses affaires de marché noir franco-allemand, accumulant les millions par dizaines. Peu à peu, toute la lumière se fera sur la « rue Lauriston ».

Joë Louis va boxer à Paris

Nous verrons bientôt à Paris Joë Louis ! En effet le champion du monde de boxe toutes catégories, qui détient son titre depuis neuf années consécutives, est mobilisé depuis de longs mois et se trouve actuellement en Angleterre dans une formation, qui doit traverser la Manche ces jours-ci.

Dès qu'elle a appris cette nouvelle, la Fédération française de boxe a pris contact avec les autorités américaines, afin de présenter le célèbre boxeur au public parisien.

Les démarches sont en bonne voie et on pense pouvoir organiser très prochainement une exhibition au Vel' d'Hiv' au cours de laquelle « la merveille noire » serait opposée à un autre boxeur poids lourd étranger.

Or en France nous n'avons aucun poids lourd capable de rivaliser avec Joë Louis. Qui sera choisi en dehors de nos frontières pour être opposé au champion du monde ?

B. B.

Édition de 5 heures du matin

PREMIERE ANNEE - N° 17

"La Résistance, en forgeant sa doctrine, est devenue plus qu'une formation transitoire. Elle est devenue un parti : le parti de l'unité retrouvée."

CAHIERS de l'O. C. M.
(Juin 1942)

Le Parisien Libéré

VENDREDI 8 SEPT. 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (X^e)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par

O. C. M.
(Organisation Civile et Militaire)

et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor.*

SANS EXCUSE ET SANS FAIBLESSE

UN quidam m'avait, il y a six mois, fort indigné en déclarant : « Beaucoup de destructions : beaucoup d'argent à gagner, la Paix venue. »

Les F. F. I. ont occupé, durant la grande semaine, un restaurant que je connais... Son patron était blême... Aujourd'hui, il irradie. Lorsque « la Collaboration » triomphait, le déjeuner valait 500 fr. Venus les Alliés, qui d'ailleurs ont eu la délicatesse de ne pas y prendre leurs repas, l'addition a doublé...

J'ai rencontré ce matin le président d'un comité d'organisation important. A travers les glaces de sa voiture scintillait une croix de Lorraine de fantaisie.

Motif présumé de la citation : « A contribué à vendre aux Allemands des affaires françaises, a reçu en compensation la direction d'un important établissement de crédit. »

Eh bien, non non et non !... et même beaucoup plus, comme aurait dit le général Cambronne.

Le prix actuel de la vie à Paris est en train de scandaliser nos amis d'Amérique. Il leur répugne d'être accommodés, d'ailleurs avec les mêmes courbettes, à la sauce de l'acheteur teuton.

Il est aussi décourageant pour les hommes de la Résistance que soient maintenus en place de grands industriels ou d'opulents négociants qui, il n'y a guère, assiégeaient, la journée durant, le « Majestic », à la recherche de fructueuses commandes et, le soir venu, se déclaraient gaullistes !

En ces matières, aucune politique de facilité ne peut être tolérée.

Le marché noir, beaucoup plus que Londres ou Carthage, doit être détruit.

Sans doute sortons-nous à peine de la tourmente et les denrées indispensables n'ont-elles pas encore atteint Paris.

Dans quelques semaines, aucune excuse ne sera valable. Il existe trop d'organismes, nés des aberrations de Vichy, et dont la mission est de surveiller et de contrôler les prix, pour que leur désir frénétique de « dédouanage » ne soit pas confronté aux résultats pratiques qu'ils obtiendront dans les jours à venir.

Certes, des industriels et des commerçants, durant quatre ans, ont accompli tout leur devoir. Qu'en accord avec les pouvoirs publics ils fassent actuellement eux-mêmes leur police.

Faute de quoi, un jour, le Français moyen risque de prendre lui-même la direction du nettoyage des écuries d'Augias.

P[L]

Tandis que Paris revient à la vie

LES MAQUIS DE L'EST POURSUIVENT LA LUTTE

Il avait l'air un peu décontenancé.

— J'avais apporté mon revolver, me dit-il, et je m'étonne de trouver Paris si calme. Dans l'Est on se bat encore, et les F. F. I. auront de rudes combats à mener pour libérer définitivement le pays.

Mon interlocuteur est responsable de sept maquis. C'est une lourde charge, mais il est jeune et décidé. Il me parle avec simplicité et avec respect de tout ce qu'il a vécu pendant ces deux années passées loin de Paris, dans les bois. Le maquis s'est bien rendu : quoique formé essentiellement de jeunes, il y régnait une discipline et un sérieux remarquables. Des chefs commandaient qui étaient dignes de leur tâche. C'est ainsi que le lieutenant Lavillate fut toujours un exemple de calme et de sang-froid devant le danger. Quant aux armements, ils se sont rapidement augmentés du butin pris à l'ennemi.

L'un des maquis que dirigeait mon interlocuteur était presque international : à Cheminou, village proche de Bar-le-Duc, trois Allemands déserteurs falaient depuis un an et demi partie du maquis ; un Berlinois et deux Autrichiens, tous trois officiers, qui ne sont battus avec héroïsme.

— Nous ferons tout notre possible pour les conserver parmi nous, de même que des officiers russes qui s'étaient joints à nous.

R. B.

Suite page 2

LES AVANT-GARDES ALLIÉES ATTEIGNENT LA FRONTIÈRE GERMANO-HOLLANDAISE

Les Russes et les patriotes yougoslaves auraient fait leur jonction

En se déployant vers le Nord jusqu'en Hollande, et en marchant maintenant vers l'Est en direction de la ligne Siegfried, les armées alliées se préparent à un assaut général contre cette ligne défensive du territoire allemand. Au nord, c'est dans la boucle du Rhin, vers Clèves, que se termine le dispositif allié. Cette ville allemande est à l'extrémité septentrionale de la ligne Siegfried. En Belgique, la marche vers l'Est se heurte à une défense qui se raidit, notamment à l'est de Namur et dans la forêt d'Ardenaise.

La résistance s'accentue également autour des places fortes du Pas-de-Calais, étroitement encerclées maintenant. Ceci n'empêche nullement les armées alliées de progresser dans tout le nord de la Belgique où Ypres, Gand et Courtrai ont été débarrassés des garnisons allemandes qui les occupaient. Le nettoyage continue aussi dans le centre et le sud de la Belgique.

Carte montrant les routes et les cols traversant les Alpes en vue de l'évacuation des armées allemandes.
(Service cartographique du Parisien Libéré.)

Les Alliés en marche vers l'Alsace

Dans leur avance vers l'Est, les Américains de la IIIe armée rencontrent une défense qui se renforce d'heure en heure. D'importantes troupes allemandes se trouvent certainement encore au sud de la ligne Siegfried. Mais elles sont maintenant sans liaison avec les forces ennemies demeurées dans le centre de la France, puisque la VIIe armée, venant du Sud, a fait sa jonction avec les troupes du général Pattov

L'occupation de la vallée de la Saône se poursuit

Chalon-sur-Saône a été libéré. La marche sur Dijon est maintenant l'objectif principal de la VIIe armée. L'armée allemande du sud-est de la France fuit en désordre vers l'Allemagne et s'efforce de passer la trouée de Belfort dans laquelle les F. F. I. livrent de violents combats. Les Allemands évacuent le plateau de Langres où ils se trouvent menacés de deux côtés.

Abandon de la ligne Gothique ?

On annonçait hier soir que les Allemands se retirent des secteurs central et occidental du front italien. Ils livrent cependant d'après combats pour essayer de conserver malgré tout la ville de Rimini, porte de la plaine du Pô, dont nous avons rappelé toute l'importance hier.

Au centre du front, entre les hautes vallées de l'Arno et du Tibre, la VIIIe armée a progressé et s'est emparée de Venta, station importante du système de défense allemand.

La poussée au nord de Florence se poursuit. La ville de Prato a été occupée. En même temps, les troupes qui ont pris Lucques progressent vers Pistoia, dont l'importance est très grande, puisque la ville est située au début de la voie d'accès à travers les Apennins vers Bologne.

Sur le front méditerranéen

La marche vers l'Est des éléments qui sont entrés en Italie le long de la côte a été grandement aidée par une canonnade soutenue des unités de la marine, qui ont réduit au silence de nombreuses batteries côtières.

Les Allemands ont abandonné Monaco.

Jonction des troupes du maréchal Tito et du général Malinovski

Après la prise de Turnu-Severin, les Allemands sont refoulés sur la rive occitentale du Danube. Les Russes auraient franchi le fleuve au sud du défilé connu sous le nom de « Portes de fer ». Ils auraient, près de la ville de Kladovo, en territoire yougoslave, opéré leur jonction avec les unités du maréchal Tito. Ainsi se trouverait coupée la retraite des troupes allemandes du sud des Balkans.

D'autre part, la pénétration de l'armée rouge en Bulgarie prendra dans un puissant état ces troupes, isolées de l'Europe centrale.

Enfin, la progression de l'armée soviétique en Transylvanie, où elle livre de dure combats aux forces ennemies en retraite, fait peser une sérieuse menace sur l'Europe centrale elle-même, où les Tchécoslovaques continuent leur lutte acharnée.

La bataille de Varsovie se poursuit

Au nord-est de la capitale, les deux armées soviétiques qui opèrent un mouvement tournant ont fait leur jonction et poursuivent leur progression. Dans le centre de la ville, de furieux combats se livrent aux abords de la vieille ville, où l'armée allemande utilise une puissante artillerie.

MARS

LES CHEFS NAZIS NE SONT PLUS D'ACCORD A LA VEILLE DU DÉSASTRE

« Nul ne s'étonnera d'apprendre qu'il existe des désaccords dans le parti nazi au sujet de la guerre virtuellement perdue. Hitler, qui aurait convoqué une conférence extraordinaire des chefs nazis et des généraux de la Reichswehr, aurait trouvé Goering, Goebbels et Ribbentrop partisans d'un armistice. Ribbentrop se serait rendu en Espagne par avion. D'autres Allemands auraient recours au pape.

Pendant ce temps, les arrestations se poursuivaient pour contenir un peuple las d'une guerre désastreuse. Pour neutraliser les anciens partis politiques, les membres du Reichstag républicain de 1933 seraient internés.

Les Alliés font d'autre part tout ce qu'ils peuvent pour convaincre les Allemands qu'ils doivent arrêter un inutile massacre. Voici le texte de l'appel allié aux officiers de la Reichswehr :

« Officiers des armées du Reich, vous savez parfaitement que la défaite de l'Allemagne est, dès à présent, une certitude militaire. Vous vous rendez compte clairement des conséquences fatales qui ont découlé pour vous de la politique du parti nazi ; elles se traduisent par la mort de centaines de milliers de soldats allemands et par la destruction des cités allemandes. Vous seuls, en Allemagne, êtes désormais responsables de la continuation de cet état de choses. Vous seuls, en Allemagne, possédez le pouvoir et l'autorité nécessaires pour y mettre fin. Donnez ordre à vos soldats de cesser le feu. »

Et le général Dempsey annonce : « Artillerie et infanterie déjà lient sans interruption. Nous sommes près de la frontière allemande. Il n'y a que désorganisation et querelles intestines derrière cette ligne. La fin est proche. »

Littérature et propreté

par Pierre SEGHERS

— II —

Sans doute, à réclamer si haut « justice », on nous demandera ce que nous voulons ! Comme si le sentiment qui nous porte devant encore traîner après lui un chapelet de mesures. Nous ne sommes pas des juristes, ce n'est pas notre affaire que d'édicter des peines. Les peines ne nous intéressent pas. Ce que nous voulons, c'est que notre corporation, notre langue, notre âme soient saines.

L'humiliation qui nous venait de l'ennemi, nous l'acceptions les dents serrées, en ne pensant qu'à notre lutte. Mais cette humiliation que nous avons subie du fait des nôtres, elle a creusé en nous une plaie à jamais à vif. Quoi, ces écrivains français — et quelques-uns étaient au nombre des plus représentatifs, reconnaissons-le, — ces écrivains qui pouvaient se taire, parlaient haut et fort en faveur de l'Allemand et de ses méthodes ! Ceux qui distillaient ce poison devaient s'attendre à ce que nous en gardions quelque âcreté...

Il est trop facile d'invoquer des excuses : demandez à ce poète dont la femme est encore dans un des plus terribles camps nazis ce qu'il pense de la « liberté de l'écriture » quand cette liberté n'est que prétexte à des valets de plume pour garder la vedette, comme des « mas-tu-vu ? » Que diraient Saint Pol-Roux, Max Jacob, morts sous les coups allemands, de cette pseudo-irresponsabilité de ceux dont on prétend qu'ils ont avalé le diable, mais qui, heureux et déférents se rendaient à Weimar ? Tandis qu'il s'agissait qu'on crachât à la face des patriotes avant de les fusiller. M. Jean Luchaire recrutait et trouvait des écrivains français pour le jury des Nouveaux Temps. Un jury, quelle affaire !... Qu'en pense, en ce moment, Aragon, échappé par miracle, ces jours derniers, aux miliciens qui incendiaient le village d'où il dirigeait des mouvements de résistance ? Que pense le pays entier de ceux qui nous avilissaient ? Ils osaient affirmer qu'ils parlaient au nom de la pensée française !

Mais il est déjà question de rachat. Les trusts qui ont diffusé à l'étranger les œuvres antifrançaises et qui ont, à l'intérieur, servi les intérêts de la propagande ennemie, ces importantes affaires prévoient qu'elles s'en tireront à bon compte ; quelques millions, vite regagnés. L'honneur des financiers des Lettres gagnerait en blancheur s'il passait entre les bonnes mains d'une lavandière populaire... D'ailleurs, les plus habiles ont joué double jeu : la Propaganda-Staffel s'en tirera, avec son pactole, et sur l'autre tableau, deux ou trois livres presque désignés pour être interdits.

Les écrivains indignes ; eux, sont prêts à signer tout ce que l'on voudra. Une signature solennelle, une reconnaissance d'objection : « Nous avons été moins que des excréments... » Déjà, ils s'en pourlèchent : la bassesse est un vice, et ces écrivains-là ne sont pas des enfants de chœur. Ils peuvent, en allant encore plus profond en eux, éprouver une volupté supplémentaire : ce n'était pas assez que de subir les délices de la farce allemande, il faudrait à présent goûter aux fruits du repentir !

Eh bien, non ! Dans son jeu, avec ses rois, ses pions, ses tours et ses fous, la littérature française se passe de ces pièces qu'il faudrait appeler des traîtres. Si talentueux qu'ils soient, ceux qui ont failli à l'honneur demeurent indésirables. Les membres du Comité national des écrivains ont pris l'engagement de ne plus écrire dans les journaux, revues, publications, collections etc..., qui publieraient des textes des écrivains marrons. Pour la propreté de la littérature française, on veut croire que cet engagement sera tenu.

Une foule émue a assisté aux obsèques d'Aimos, mort glorieusement sur les barricades.
(Photo Parisien Libéré.)

Les opérations militaires vont trop bien... ...ou les difficultés du ravitaillement parisien

Comme curtaine s'étonnent de ne pas voir la situation alimentaire de Paris s'améliorer plus rapidement nous sommes alliés voir le colonel de Bolsiembert.

Chef de la mission militaire de liaison administrative, le colonel de Bolsiembert a joué depuis le débarquement un rôle très important. Il a secondé la liaison entre les ministères du gouvernement provisoire et la Résistance et continué d'être l'interprète de l'administration française auprès du Civil Affairs. Resté en contact permanent avec les troupes anglo-américaines, le chef de mission de liaison m'explique clairement la situation :

» Si, en Normandie et en Bretagne, les Alliés ont trouvé de grands services à notre administration. En nous apportant des vivres, des vêtements, des produits médicaux, ils nous ont aidés à soulager les souffrances de la population civile.

» Ils nous ont fourni du matériel de tout premier ordre, qui nous a permis de réparer nos voies de communication et de rétablir l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone et les services de radio.

» Si cette aide semble à Paris moins rapide, c'est que d'une part l'effort à fournir est considérable, et que d'autre part, l'avance alliée a accentué et déplacé toutes les prévisions, les états-majors anglo-américains n'ont pu acheminer sur Paris tout leur ravitaillement.

Ainsi, c'est la réussite prodigieuse des opérations militaires qui nous prive pour quelques jours encore de l'électricité et du ravitaillement tant attendus par nos populations.

Mais les troupes alliées ont franchi la frontière allemande.

Jacques FANO.

Une déclaration du ministre de la Guerre

HOMMAGE SERA RENDU AUX F.F.I. ET AUX F.T.P.

Depuis que M. Diethelm, ministre de la Guerre, est arrivé à Paris, il ne préoccupe tout particulièrement du sort des F. F. I. et des F. T. P. qui ont contribué à la libération de la capitale et poursuivent celle du territoire. Pour lui, comme pour le général de Gaulle et tout le gouvernement, le problème de leur incorporation dans l'armée française est capital.

Le ministre a tenu, par des inspections quotidiennes, à prendre un contact intime avec les bataillons et les formations de volontaires qui viennent chaque jour grossir les rangs de l'armée française, pour leur témoigner l'affection et la confiance du gouvernement. A la caserne de Reuilly, il est allé visiter un bataillon d'étrangers dont l'ardeur à servir la France et à combattre pour elle offre un spectacle de plus réconfortants. Ce bataillon ne pourra prendre part au combat qu'une fois instruit et mieux équipé. L'unité actuellement groupée au lycée Henri-IV est plus avancée dans cet ordre d'idées, et se compose d'éléments particulièrement enthousiastes. Quant à la formation du lycée Janson-de-Sailly, elle sera bientôt prête, grâce à son parfait entraînement et à son équipement, à combattre. Le bataillon ne pourra prendre part au combat qu'une fois instruit et mieux équipé. L'unité actuellement groupée au lycée Henri-IV est plus avancée dans cet ordre d'idées, et se compose d'éléments particulièrement enthousiastes. Quant à la formation du lycée Janson-de-Sailly, elle sera bientôt prête, grâce à son parfait entraînement et à son équipement, à combattre. Le bataillon ne pourra prendre part au combat qu'une fois instruit et mieux équipé. L'unité actuellement groupée au lycée Henri-IV est plus avancée dans cet ordre d'idées, et se compose d'éléments particulièrement enthousiastes. Quant à la formation du lycée Janson-de-Sailly, elle sera bientôt prête, grâce à son parfait entraînement et à son équipement, à combattre.

DE LA RUE LAURISTON
A L'ANTICHAMBRE DES MINISTRES...

Lafont était l'ambassadeur de Laval auprès d'Abetz !

La grille qui donne accès à un couloir sombre vient de s'entr'ouvrir pour livrer passage à quatre agents encadrant un homme aux épaules larges, à la démarche lourde, rendue plus gauche encore par l'immobilité des mains munies de menottes. Une tête énorme, carrée et brune. Des yeux noirs fixes, durs. Le tout doit savoir être arrogant. Aujourd'hui l'homme fait figure de fauve qu'on pousse d'une cage à l'autre. Il n'a pas l'air traqué, il toise son monde. Une brute qui n'a connu ni la pitié ni la miséricorde. L'escroc, le tueur. L'homme qui savait menacer, faire chanter, terroriser. L'homme auquel on obéissait. Qui, On ? Nous allons le voir, et c'est ce qui, dans cette ténébreuse et formidable affaire, est le plus apte à occuper l'esprit public quelque temps encore.

Lafont et « l'Etat français »

Lafont n'est pas très « causant ». Il ne se souvient de rien. Ne se rappelle aucun nom. Ne connaît personne hormis ses deux lieutenants Bony et Louis Pagnon, ce dernier arrêté aujourd'hui même.

— Demandez à Bony, demandez à Pagnon. Ils sont bavards, ils savent. Moi, je ne sais rien.

Il s'en tient là.

— Quelles questions avez-vous à me poser ? Je vous écoute.

Les interrogatoires, ça le connaît. Il attend.

Lafont n'est pas n'importe qui ni le premier venu. Qu'on ne s'y trompe pas. Oui, on sait bien qu'il a débuté dans la vie par des escroqueries de fort petite envergure, qu'il n'est qu'un repris de justice comme on en voit dans tous les boxes de Correctionnelle, un relégable. On sait que, sous le nom de Normand, il pénétra vers 1938 à la Préfecture de Police, en qualité d'employé à la cantine du mess d'où M. Priolet le faisait chasser. Lafont se vengea quand son heure de gloire sonna en 1940. Il « donna » Priolet aux Allemands. M. Priolet est mort en Allemagne après avoir été martyrisé. Ceci n'empêche pas Lafont d'avoir été un personnage considérable, un des plus considérables de l' « Etat français ». Intime avec M. Bussière qu'il intimidait et tutoyait à la fois. Son uniforme de capitaine de SS en imposait à la préfecture où ses ordres ne se discutaient pas. Mais ceci n'est rien. Il y a mieux Lafont fut l'intermédiaire qui régla les différends entre MM. Laval et Abetz chaque fois qu'il s'en produisit. Il régla notamment la question de la déportation des ouvriers français en Allemagne à un moment où l'on n'était pas d'accord sur l'effectif à mettre à la disposition de la Grande Allemagne.

Devant Lafont s'inclinaient non seulement le préfet de Police, mais les autorités policières allemandes elles-même. La rue des Saussaies ne pouvait rien contre lui. Il pouvait lui y faire le jour et la nuit. Les commandants et généraux qui se sont succédé à Paris, au cours de ces quatre ans, étaient « dans la main » de Lafont. Comment il les tenait ? De la manière la plus simple du monde, l'A.B.C. du parfait maître chanteur : des petits services, des petits cadeaux; de grands services, de gros cadeaux. Comme on dit avec tant d'éloquence du côté du quai de Gesvres : « Tout ce qu'il approchait était « mouillé » par lui ». Mouillé, M. Pierre Laval; mouillé, M. l'Ambassadeur Abetz; mouillée, les Schaumburg, les Stulpnagel ; mouillé l'Etat français du Maréchal.

Il ne s'agit pas ici simplement d'une affaire crapuleuse teintée d'espionnage, mais bien de la plus extraordinaire affaire de notre temps en général et de cette guerre en particulier. C'est à ne pas prendre avec des pincettes.

Pour de l'argent

Lafont comme Bony avait de gros besoins d'argent. Il ne faut pas s'y tromper, aucune passion politique ou sociale n'animait ces deux hommes et leur troupe de voleurs, d'escrocs, de tueurs. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait pour de l'argent, pour mieux manger, mieux boire, mieux vivre, jouir pleinement de ce que l'un et l'autre avaient tant convoité au cours de leur jeunesse, misérable et vicieuse pour l'un, besogneuse pour l'autre.

Sous prétexte d'aider l'Allemand à faire la chasse à l'or, ils font pour leur propre compte cette chasse à l'or, aux bijoux, aux diamants. On partage, un tiers pour le boche, le reste pour la bande. On pratique le marché noir, marché noir de la bonneterie importée d'Espagne à Biarritz qui rapporte, avec le concours de la princesse Tchernitchef, la bagatelle de quelques centaines de millions.

Quand Lafont sentit que la situation rue Lauriston devenait dangereuse pour sa sécurité, il porta ses pénates au 101 du boulevard de la Seine, à Neuilly. Là aussi, on recevait des prisonniers. Là aussi, il y avait des cellules, un cachot sans fenêtre et une ou deux salles où on pouvait parler « d'assez près » à la clientèle. On y trouve des vêtements militaires allemands, des vêtements ayant appartenu à des parachutistes livrés à ces misérables par d'autres misérables.

Al Capone est un enfant. Lafont pourrait être son maître. Il a créé, au cours de son séjour en Algérie, une Milice nord-africaine destinée à lutter contre les maquis de France. Lafont avait vainement cherché des hommes à la hauteur de la tâche qu'il entendait leur confier. La Milice nord-africaine allait lui donner satisfaction. Pour 5.000 francs par mois, il obtenait ce qu'il voulait de chaque milicien.

Un jour, en Corrèze, il transforma un camion-citerne qu'il équipa de blindage derrière lequel il dissimula ses miliciens et leurs mitrailleuses. Quand les patriotes du maquis arrêtèrent le camion pour s'approvisionner en essence, la Milice les laissa approcher et les massacra à bout portant. Voilà le travail.

Les massacres de Tulle, du travail de Lafont. Le peignage des hôtels de Périgueux où résident des Israélites, du travail de Lafont.

Le mystérieux baron

On vient d'arrêter tout à l'heure Louis Pagnon, dit Eddy, second lieutenant du chef. Eddy était caché chez un monsieur fort bien, un homme du monde, ayant pignon sur rue et titre de baron. Qui est ce baron ? Le quai de Gesvres réserve ses effets. Nous le saurons bientôt. Qu'il nous suffise de savoir qu'aujourd'hui ledit baron a reçu à coups de mitraillette les inspecteurs qui venaient frapper à sa porte.

Quant à Bony, il continue de parler. Au troisième jour de son interrogatoire, il affirme qu'il n'a pas encore dit le tiers de ce qu'il savait. Il se confesse à d'anciens collègues dont quelques-uns furent ses camarades. Il n'ignore pas le sort qui l'attend. Sa seule pensée est pour sa femme et pour son fils qui vont porter le poids trop lourd de la vie misérable, indigne et crapuleuse de l'ex- « premier policier de France ».

Madeleine JACOB.

l'assaut egfried

aphié au cours de la cérémonie e (Photo *Presse Libération.*)

DES MINISTRES

de Gaulle osé militaire

faut s'attendre à ce qu'ils cherchent encore à livrer une bataille acharnée sur la ligne Siegfried.

En ce qui concerne le problème des salaires, le gouvernement a pris des décisions qui seront communiquées aujourd'hui.

M. Grenier, ministre de l'Air, a d'autre part fait connaître au gouvernement que 45.000 ouvriers pourront être employés dès à présent dans l'industrie aéronautique.

Enfin, signalons que M. Frenay, ministre des Prisonniers et Déportés, envisage un certain nombre de mesures en vue du retour des Français actuellement détenus en

A partir de Lundi

REPRISE du Métro

de 6 heures à 22 heures sur la majeure partie du réseau

Poursuivant son action en vue d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population parisienne, M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, est en mesure d'annoncer la remise en service prochaine du chemin de fer métropolitain.

C'est à partir du lundi 11 septembre, à 6 h. du matin, que les lignes numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation.

Le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi, entre 6 h. et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence; elles seront espacées d'environ dix minutes pendant les heures creuses.

C'est grâce au concours actif et dévoué apporté au ministre par l'ensemble des services techniques intéressés que le rétablissement partiel des connexions avec les sources d'énergie du Massif Central a pu être aussi rapidement assuré.

Le gaz et l'électricité sont partiellement rétablis. Le métropolitain va l'être. Paris reprendra assez vite sa physionomie habituelle si la population veut bien s'astreindre à la discipline indispensable pour seconder efficacement l'effort gouvernemental.

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIEME ANNEE. — N° 56 ★ 100, Rue Réaumur (2 °) ★ ★ SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1944 ★ ★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

Mussolini est en fuite

(Les agences)

...Le Faisceau fantôme

La légalité républicaine rétablie

Abrogation des actes constitutionnels de Vichy

Revision de toute la législation des usurpateurs

La République doit revivre dans ses lois

La République va revivre dans les textes, comme on revit déjà dans les faits. Et ce n'est pas sans une légitime impatience que l'opinion publique attendait la consécration par un texte officiel du rétablissement de la légalité républicaine.

Ce texte va être publié incessamment par voie d'affiches apposées par l'autorité préfectorale. Seules des difficultés d'ordre matériel ont, jusqu'à présent, retardé cette publication au « Journal officiel de la République française ».

Une ordonnance du 9 août 1944 publiée par le « Journal officiel », à Alger, a été prise par le Gouvernement provisoire de la République : elle définit les principes juridiques du rétablissement de la légalité républicaine.

En principe, toutes les lois de Vichy, sont frappées de nullité

La première disposition de ce texte exprime que « la forme du gouvernement français est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister ».

Une conséquence essentielle de ce fait est que les lois et règlements que l'autorité de fait a promulgués, les dispositions administratives individuelles qu'elle a décrétées ou arrêtées ne peuvent tirer de sa volonté qu'une force obligatoire et sont appelés à demeurer inefficaces.

TOUT CE QUI EST POSTERIEUR A LA CHUTE, DANS LA JOURNEE DU 16 JUIN 1940, DU DERNIER GOUVERNEMENT LEGITIME DE LA REPUBLIQUE EST EVIDEMMENT FRAPPE DE NULLITE.

Cependant des considérations d'intérêt pratique, la nécessité d'éviter le désordre juridique ou même simplement l'incertitude, ont conduit à décider que la nullité qui atteint ainsi tous les actes du gouvernement de fait devrait être expressément constatée et que les actes, pour lesquels elle ne le serait pas expressément, continueraient à recevoir provisoirement application.

L'ordonnance constate d'ailleurs dès maintenant la nullité d'un nombre très important d'actes de Vichy.

Ce sont ceux qui ont institué des juridictions d'exception, ceux qui ont imposé le travail forcé pour le compte de l'ennemi, ceux relatifs aux sociétés secrètes, ceux qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de Juif, etc. Mais les lois régissant le statut des personnes et des biens restent provisoirement en vigueur.

La poursuite de la révision législative de toute la réglementation de Vichy étant prescrite expressément par l'ordonnance, ce travail sera continué et la nullité d'autres textes pourra être constatée ; mais tant qu'elle ne l'aura pas été expressément, ces textes continueront à recevoir provisoirement application.

Les textes administratifs individuels, eux, sont validés provisoirement.

En ce qui concerne les décisions de justice, l'ordonnance précise que les décisions des juridictions d'exception qui ne relèvent pas de l'ordonnance du 6 juillet 1943 et des textes subséquents relatifs à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits, sont rétroactivement validées.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Enfin, une véritable épuration !

Arrestation des financiers Worms Mirabaud, Leroy-Ladurie et de Darquier de Pellepoix

Cette fois-ci, ce n'est pas seulement de l'épuration. On commence à purifier l'atmosphère.

Les noms des « mauvais Français », comme le chantait Pierre Dac, qui ont été arrêtés hier sont peut-être moins connus du grand public que ceux des vedettes de théâtre ou de cinéma qui, pendant quatre ans, se sont « données » avec tant d'ardeur à l'occupant nazi. Mais ils sont autrement symptomatiques de la volonté du Gouvernement provisoire de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre de salubrité nationale qu'il a promis d'accomplir et de *frapper haut et fort* et d'autant plus fort qu'il faut frapper haut.

Donc, le palmarès, aujourd'hui, est de choix. A tout seigneur, tout honneur et nous ouvrirons la liste par le banquier *Hyppolite Worms*, l'un des personnages les plus marquants de la haute finance. Ce financier, qui contrôlait un nombre d'affaires très important et sur lesquelles nous aurons bientôt l'occasion de revenir, a exercé pendant longtemps une influence occulte, mais redoutable, sur la politique de son pays. L'interpénétration industrielle et financière, par le jeu des conseils d'administration, lui avait permis d'étendre son contrôle jusqu'à la plupart des industries vitales de la Nation. Armateur, importateur, charbonnier, pétrolier, banquier, il détenait également la majorité dans la Société des Machines Japy, où nous retrouvons feu Pucheu, le ministre de l'Intérieur de Pétain, comme directeur général.

Une telle puissance devait avoir son expression écrite et ses serviteurs à gages. Aussi bien, voyons-nous, dès 1937, l'ombre de Worms se glisser derrière plusieurs journaux, parmi lesquels *la Liberté* de Doriot, dont le rédacteur en chef n'était autre que Paul Marion. On peut dire que cette ombre « éclairait » singulièrement.

La direction générale de la banque d'affaires Worms était confiée à *Gabriel Leroy-Ladurie*, le frère même de l'ancien ministre vichyssois de l'Agriculture, qui traitait directement avec les Allemands les affaires de son patron, lequel pensait être assez habile en ne se « mouillant » pas lui-même.

Un troisième financier, plus important que Leroy-Ladurie, et qui ne le cède en rien à Worms, le banquier *Mirabaud*, administrateur de nombreuses sociétés minières et dont les participations s'étendent des Balkans à l'Amérique du Sud, est venu rejoindre ses confrères.

C'est à lui que le Reich est redevable de la rafle des actions des mines de cuivre de Bor (Yougoslavie). M. Mirabaud aura loisir de s'en expliquer.

Passant de la finance à l'industrie, signalons encore l'arrivée au dépôt de *Jean-Marcel Aubert* et *Mario Blanc*, administrateurs de la « S.O.G.A. », accusés d'avoir livré des pièces détachées d'avions aux nazis ; de *Louis Malzac*, ancien président-directeur de l' « Omnium des Produits Azotés », constitué en 1941 pour grouper les industries fabriquant des explosifs et mettre leur production au service de l'Allemagne. Le suivent dans sa « retraite » imprévue, *Marcel Guette-Grave*, qui lui succéda, et *Jack Leroux*, président du Syndicat des explosifs, qui entra en pourparlers avec les Allemands en vue de la constitution de l'Omnium.

Industriel encore, qu'il est pénible de citer ici : *René Fonck*, colonel de réserve d'aviation, l'ancien as des as de 1914-18, mais trafiquant éhonté.

Quittons les financiers et les industriels « sérieux » pour ce traître immonde et ce pourvoyeur de bagne qu'est *Darquier de Pellepoix*, recrue malgré tout de choix.

Darpoix de Quelpied, comme aimaient à l'appeler ceux qui, dès l'avant-guerre, savaient apprécier sa juste non-valeur cet énergumène, faux hobereau (car son nom, fort honorablement porté par les siens, est simplement Darquier), antisémite forcené de longue date et à ce titre disciple patenté des officines d'outre-Rhin, conseiller municipal de Paris et Topaze de première grandeur, nommé par Pétain commissaire aux Affaires juives... Et chassé de ce poste par les nazis eux-mêmes, jaloux des combinaisons vénales de cet ivrogne bambocheur.

Moins voyants, mais appréciables quand même sont le gouverneur général des colonies *Brévié* et le directeur de la Croix-Rouge, *de Rohan-Chabot*.

Enfin, donnons aujourd'hui la vedette américaine à un artiste réputé, le virtuose *Alfred Cortot*, chef d'orchestre de Radio-Paris.

Nous ne nommons pas encore *Prouvost*, mais nous ajoutons : « A suivre... »

DE LA RUE LAURISTON A L'ANTICHAMBRE DES MINISTRES...

Lafont était l'ambassadeur de Laval auprès d'Abetz !

La grille qui donne accès à un couloir sombre vient de s'entr'ouvrir pour livrer passage à quatre agents encadrant un homme aux épaules larges, à la démarche lourde, rendue plus gauche encore par l'immobilité des mains munies de menottes. Une tête énorme, carrée et brune. Des yeux noirs fixes, durs. Le tout doit savoir être arrogant. Aujourd'hui l'homme fait figure de fauve qu'on pousse d'une cage à l'autre. Il n'a pas l'air traqué, il toise son monde. Une brute qui n'a connu ni la pitié ni la miséricorde. L'escroc, le tueur. L'homme qui savait menacer, faire chanter, terroriser. L'homme auquel on obéissait. Qui, On ? Nous allons le voir, et c'est ce qui, dans cette ténébreuse et formidable affaire, est le plus apte à occuper l'esprit public quelque temps encore.

Lafont et « l'Etat français »

Lafont n'est pas très « causant ». Il ne se souvient de rien. Ne se rappelle aucun nom. Ne connaît personne hormis ses deux lieutenants Bony et Louis Pagnon, ce dernier arrêté aujourd'hui même.

— Demandez à Bony, demandez à Pagnon. Ils sont bavards, ils savent. Moi, je ne sais rien.

Il s'en tient là.

— Quelles questions avez-vous à me poser ? Je vous écoute.

Les interrogatoires, ça le connaît. Il attend.

Lafont n'est pas n'importe qui ni le premier venu. Qu'on ne s'y trompe pas. Oui, on sait bien qu'il a débuté dans la vie par des escroqueries de fort petite envergure, qu'il n'est qu'un repris de justice comme on en voit dans tous les boxes de Correctionnelle, un relégable. On sait que, sous le nom de Normand, il pénétra vers 1938 à la Préfecture de Police, en qualité d'employé à la cantine du mess d'où M. Priolet le faisait chasser. Lafont se vengea quand son heure de gloire sonna en 1940. Il « donna » Priolet aux Allemands. M. Priolet est mort en Allemagne après avoir été martyrisé. Ceci n'empêche pas Lafont d'avoir été un personnage considérable, un des plus considérables de l' « Etat français ». Intime avec M. Bussière qu'il intimidait et tutoyait à la fois. Son uniforme de capitaine de SS en imposait à la préfecture où ses ordres ne se discutaient pas. Mais ceci n'est rien. Il y a mieux. Lafont fut l'intermédiaire qui régla les différends entre MM. Laval et Abetz chaque fois qu'il s'en produisit. Il régla notamment la question de la déportation des ouvriers français en Allemagne à un moment où l'on n'était pas d'accord sur l'effectif à mettre à la disposition de la Grande Allemagne.

Devant Lafont s'inclinaient non seulement le préfet de Police, mais les autorités policières allemandes elles-même. La rue des Saussaies ne pouvait rien contre lui. Il pouvait lui y faire le jour et la nuit. Les commandants et généraux qui se sont succédé à Paris, au cours de ces quatre ans, étaient « dans la main » de Lafont. Comment il les tenait ? De la manière la plus simple du monde, l'A.B.C. du parfait maître chanteur : des petits services, des petits cadeaux; de grands services, de gros cadeaux. Comme on dit avec tant d'éloquence du côté du quai de Gesvres : « Tout ce qu'il approchait était « mouillé » par lui ». Mouillé, M. Pierre Laval; mouillé, M. l'Ambassadeur Abetz; mouillés, les Schaumburg, les Stulpnagel ; mouillé l'Etat français du Maréchal.

Il ne s'agit pas ici simplement d'une affaire crapuleuse teintée d'espionnage, mais bien de la plus extraordinaire affaire de notre temps en général et de cette guerre en particulier. C'est à ne pas prendre avec des pincettes.

Pour de l'argent

Lafont comme Bony avait de gros besoins d'argent. Il ne faut pas s'y tromper, aucune passion politique ou sociale n'animait ces deux hommes et leur troupe de voleurs, d'escrocs, de tueurs. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait pour de l'argent, pour mieux manger, mieux boire, mieux vivre, jouir pleinement de ce que l'un et l'autre avaient tant convoité au cours de leur jeunesse, misérable et vicieuse pour l'un, besogneuse pour l'autre.

Sous prétexte d'aider l'Allemand à faire la chasse à l'or, ils font pour leur propre compte cette chasse à l'or, aux bijoux, aux diamants. On partage, un tiers pour le boche, le reste pour la bande. On pratique le marché noir, marché noir de la bonneterie importée d'Espagne à Biarritz qui rapporte, avec le concours de la princesse Tchernitchef, la bagatelle de quelques centaines de millions.

Quand Lafont sentit que la situation rue Lauriston devenait dangereuse pour sa sécurité, il porta ses pénates au 101 du boulevard de la Seine, à Neuilly. Là aussi on recevait des prisonniers. Là aussi, il y avait des cellules, un cachot sans fenêtre et une ou deux salles où on pouvait parler « d'assez près » à la clientèle. On y trouve des vêtements militaires allemands, des vêtements ayant appartenu à des parachutistes livrés à ces misérables par d'autres misérables.

Al Capone est un enfant. Lafont pourrait être son maître. Il a créé, au cours de son séjour en Algérie, une Milice nord-africaine destinée à lutter contre les maquis de France. Lafont avait vainement cherché des hommes à la hauteur de la tâche qu'il entendait leur confier. La Milice nord-africaine allait lui donner satisfaction. Pour 5.000 francs par mois, il obtenait ce qu'il voulait de chaque milicien.

Un jour, en Corrèze, il transforma un camion-citerne qu'il équipa de blindage derrière lequel il dissimula ses miliciens et leurs mitraillettes. Quand les patriotes du maquis arrêtèrent le camion pour s'approvisionner en essence, la Milice les laissa approcher et les massacra à bout portant. Voilà le travail.

Les massacres de Tulle, du travail de Lafont. Le peignage des hôtels de Périgueux où résident des Israëlites, du travail de Lafont.

Le mystérieux baron

On vient d'arrêter tout à l'heure Louis Pagnon, dit Eddy, second lieutenant du chef. Eddy était caché chez un monsieur fort bien, un homme du monde, ayant pignon sur rue et titre de baron. Qui est ce baron ? Le quai de Gesvres réserve ses effets. Nous le saurons bientôt. Qu'il nous suffise de savoir qu'aujourd'hui ledit baron a reçu à coups de mitraillette les inspecteurs qui venaient frapper à sa porte.

Quant à Bony, il continue de parler. Au troisième jour de son interrogatoire, il affirme qu'il n'a pas encore dit le tiers de ce qu'il savait. Il se confesse à d'anciens collègues dont quelques-uns furent ses camarades. Il n'ignore pas le sort qui l'attend. Sa seule pensée est pour sa femme et pour son fils qui vont porter le poids trop lourd de la vie misérable, indigne et crapuleuse de l'ex- « premier policier de France ».

Madeleine JACOB.

Les Américains à l'assaut de la ligne Siegfried

— On observe actuellement au grand quartier général allié un silence rigoureux sur les mouvements des forces alliées qui approchent de la frontière allemande sur un front allant du canal Albert jusqu'à Nancy. Le haut commandement allié désire, en effet, laisser l'ennemi dans le doute sur la direction de la principale poussée.

Cependant, certains télégrammes d'agences donnent quelques éléments d'informations sur principaux événements de la journée d'hier. C'est ainsi que, selon le correspondant de l'Associated Press, les forces de la IIIe Armée américaine, attaquant à 30 kilomètres de la frontière allemande, auraient déclenché une offensive générale à partir des têtes de ponts de la Moselle.

Lire en page 2 :

NOS INFORMATIONS MILITAIRES

Le général Eisenhower photographié au cours de la cérémonie d'hier, à l'Arc de Triomphe (Photo *Presse Libération*.)

Un V-1 dans le bassin parisien

Vers 11 h. 25, hier matin, un « V 1 » est tombé dans le bassin parisien.

On a dénombré jusqu'à présent 6 morts et 45 blessés.

Il y a des dégâts matériels.

A L'ARC DE TRIOMPHE

Le sourire d'Eisenhower a conquis Paris

Place de l'Etoile, cet après-midi, une épaisse foule stationne. La Garde républicaine, en grande tenue, est serrée autour de la dalle. Des chars de l'armée Leclerc entourent l'Arc. Sur le toit des immeubles voisins les pompiers veillent. Les avions alliés vrombissent dans le ciel nuageux.

Le peuple de Paris attend le général Eisenhower. 14 h. 30. Serait-il en retard ?

La Garde républicaine tend la tête sous le feu de la caméra d'un correspondant de guerre.

Le voilà !

Hello old Eik !

Il descend de sa voiture. Il s'avance accompagné des généraux Kœnig, Juin et Pœvers. Comme il a l'air sympathique et bon sous sa petite casquette. « Hello old Eik ! » (salut vieux Eik !)

Le général salue au passage ses compagnons de lutte. Il sourit avec cette simplicité si typiquement américaine, cette absence de raideur et de gêne qui le font ressembler à tous les soldats que l'on voit à chaque instant dans la rue. Il a l'air d'avoir environ quarante ans. Il ressemble aux pères de famille des films américains et on se demande comment on peut-être plus américain que lui.

Sur son visage qu'illumine un sourire perpétuel se lisent la satisfaction du travail accompli, le goût de la lutte et de la vie, le sens de la fraternité et des hommes. C'est un homme libre, un homme parmi d'autres hommes. C'est aussi un grand général, mais cela il s'efforce de le cacher et rien dans son maintien, dans son allure ne laisse deviner que c'est à lui que revient le mérite de la plus formidable victoire militaire de tous les temps.

Le général s'arrête sous la dalle sacrée tandis que le roulement solennel des tambours emplit l'air.

Puis il se penche sur le micro. Il va parler au peuple de Paris qui malgré le temps nuageux est venu en masse pour l'acclamer. Il parle d'une voix modeste et chaude, sans éclat, en anglais, mais tout le monde comprend ce qu'il dit, car il y a des mots comme liberté, qui veulent dire la même chose dans toutes les langues et dans tous les pays.

« C'est à des Français surtout que revient la plus grande part de la gloire d'avoir libéré la capitale de leur patrie », dit-il.

Un interprète traduit son discours.

Le président du C.P.L., M. Tollet, lui répond au nom de la ville de Paris. « Paris comme le peuple américain aime la démocratie, la liberté et l'indépendance pour lesquelles ils ont souvent combattu ensemble. » M. Tollet reçoit ensuite une plaque commémorative offerte à la ville de Paris par la nation américaine. C'est une plaque de bois sur laquelle est fixé l'écusson des forces alliées, représentant une épée flamboyante symbolisant la libération.

Les chars s'ébranlent l'un après l'autre et accompagnent la voiture du général jusqu'au commandement militaire de Paris, aux Invalides, où il est pour quelques instants l'hôte du général Kœnig. Pendant que les généraux s'entretiennent, la musique de la Garde républicaine joue des airs de chez nous alternés avec des chansons alliées.

Et lorsque le général ressort il y a toujours devant la grille, massée autour des sentinelles au garde-à-vous, une foule chaleureuse, une foule émue qui ne sait qu'applaudir et crier sa reconnaissance et sa sympathie.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le général de Gaulle fait un exposé militaire

Au cours de la séance du conseil des ministres le général de Gaulle a fait un vaste tour d'horizon de la situation militaire et générale. Il a notamment rappelé les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières batailles sur le sol de France. Les détails que le président du Gouvernement provisoire a communiqués aux ministres prouvent abondamment que l'action des divisions françaises, notamment à Marseille et à Toulon, a été décisive.

C'est l'effort conjugué des troupes françaises, des F.F.I. et de l'armée alliée qui a permis d'obtenir la victoire sans précédent à laquelle nous venons d'assister.

Le général de Gaulle a souligné cependant que de dures batailles attendent encore les Alliés et les troupes françaises. Les chefs allemands multiplient en effet les ordres de résistance et il faut s'attendre à ce qu'ils cherchent encore à livrer une bataille acharnée sur la ligne Siegfried.

En ce qui concerne le problème des salaires, le gouvernement a pris des décisions qui seront communiquées aujourd'hui.

M. Grenier, ministre de l'Air, a d'autre part fait connaître au gouvernement que 45.000 ouvriers pourront être employés dès à présent dans l'industrie aéronautique.

Enfin, signalons que M. Frenay, ministre des Prisonniers et Déportés, envisage un certain nombre de mesures en vue du retour des Français actuellement détenus en Allemagne.

LE GENERAL DE GAULLE *prononcera mardi* un important discours

C'est mardi après-midi, à 16 heures, au Palais de Chaillot, que le général de Gaulle parlera, au cours d'une manifestation organisée par le C.N.R. pour célébrer la délivrance de Paris.

Il est certain que ce discours revêtira une importance toute particulière du fait qu'il sera le premier que le général de Gaulle prononcera à Paris. On s'attend à ce qu'il développe les principes contenus dans les récentes déclarations et en particulier à propos de la conduite de la guerre, du rétablissement des principes républicains et de l'affirmation de la France au rang des grandes puissances.

A partir de Lundi

REPRISE du Métro

de 6 heures à 22 heures sur la majeure partie du réseau

Poursuivant son action en vue d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population parisienne, M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, est en mesure d'annoncer la remise en service prochaine du chemin de fer métropolitain.

C'est à partir du lundi 11 septembre, à 6 h. du matin, que les lignes numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation.

Le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi, entre 6 h. et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence; elles seront espacées d'environ dix minutes pendant les heures creuses.

C'est grâce au concours actif et dévoué apporté au ministre par l'ensemble des services techniques intéressés que le rétablissement partiel des connexions avec les sources d'énergie du Massif Central a pu être aussi rapidement assuré.

Le gaz et l'électricité sont partiellement rétablis. Le métropolitain va l'être. Paris reprendra assez vite sa physionomie habituelle si la population veut bien s'astreindre à la discipline indispensable pour seconder efficacement l'effort gouvernemental.

Un malentendu qu'il faut dissiper

Il est indéniable qu'il y a parfois — comment dirai-je ? — une différence de température entre les résistants qui reviennent d'Alger et de Londres et ceux de la métropole.

Gardons-nous de rien dramatiser, mais gardons-nous aussi de nous cacher, de part ou d'autre, la réalité ; car entre amis on se doit d'abord la vérité.

Je ne reviens pas sur les malentendus qu'ont provoqués la question des F.F.I., la question du C.O.M.A.C.

Aujourd'hui, voilà la question de l'épuration. Une commission du C.N.R., chargée de faire prévaloir l'esprit de la Résistance au ministère de l'Intérieur, élabore soigneusement un plan d'action dans la clandestinité. Ce plan comporte l'arrestation des anciens ministres de Pétain.

Le gouvernement d'Alger entre en fonction, et d'anciens ministres de Pétain, tels Prouvost, de Paris-soir, et Frémicourt, sont laissés en liberté.

La commission de l'Intérieur insiste pour qu'on les arrête ; le gouvernement ne les arrête pas.

Pour nous, de la métropole, nous ne trouvons aucune excuse aux hommes qui, comme Prouvost, ont, les premiers, apporté leur concours à la grande trahison de 1940 ; aux hommes qui, comme Frémicourt, ont accolé leur nom à la honteuse signature de l'armistice.

Les ministres d'Alger peuvent-ils, sur ce point, penser autrement que nous ? Je me permets de n'en rien croire, puisqu'il me souvient, comme à tous les Français, du jour où le général de Gaulle annonça que tous les ministres de Pétain seraient jugés.

Mais, puisque Prouvost et Frémicourt, en fait, sont demeurés libres, c'est sans doute que les Algériens les jugent dignes tout au moins de certains ménagements. Et c'est ici que se manifeste la différence de température dont je parlais plus haut : à ceux de la métropole les ménagements en question ne paraissent pas seulement choquants, ils paraissent, je le dis tout net, inconcevables.

Est-ce à dire qu'ayant subi, durant plus de quatre ans, l'oppression vichyssoise, nous soyons trop excités, trop avides de vengeance ?

Je ne le crois pas.

Sans doute, nous pensons tous, en ces jours de victoire, à nos camarades arrêtés, déportés, torturés, fusillés. Mais nous ne cherchons pas la vengeance à laquelle ils ont droit hors de la justice. Vieux membre de la Ligue des Droits de l'Homme, hier clandestine, aujourd'hui publique, je ne demande que la stricte équité.

Mais, dans ce cas particulier des ministres signataires de l'armistice, je songe à la France et à son honneur. Notre thèse, à nous, c'est que la capitulation de 40 a été une infamie N'ENGAGEANT PAS LE PAYS que Pétain trahissait sans l'avoir consulté. Si, après coup, on trouvait fût-ce l'ombre d'un semblant d'excuse aux capitulards les nations et l'histoire en seraient réduites à se demander s'il n'y a pas eu, en France, un consentement obscur à l'infamie de juin 40.

Vous bondissez, et vous avez raison. Mais alors, comment ne pas conclure que les ministres capitulards sont coupables de trahison, comme Pétain lui-même ?

Il m'a été donné de rencontrer M. d'Astier, jeune et vieux résistant, et j'ai eu l'impression de me trouver, sur ce point, en plein accord moral avec lui. Je souhaite qu'il puisse faire prévaloir ses vues au sein du conseil des ministres. Il y va de l'unité morale de la Résistance. Et, en fin de compte, ce n'est peut-être pas être un excité de vouloir que le gouvernement du général de Gaulle soit gaulliste.

Albert BAYET.

Demain Dimanche

Franc - Tireur

paraîtra sur **4** *pages*

AUTO-STOP

(Dessin de A. Horcée.)

DEMAIN

commence une grande campagne, vivante et documentée

Guerre aux Trusts!

Les meilleurs routiers et pistards

disputent cet après-midi à Puteaux le "Grand Prix des Armées Alliées" organisé par "FRANC-TIREUR"

URBAIN CAFFI, champion de France, partira favori

Le sport cycliste sur route a toujours recueilli la faveur de la grande foule populaire. Mais il suscite un intérêt accru lorsque la possibilité est offerte aux spectateurs de suivre de bout en bout les péripéties d'une épreuve. C'est pourquoi la formule que nous avons choisie pour le « Grand prix des Armées alliées », organisé par Franc-Tireur, cet après-midi, à Puteaux, sous le contrôle du Comité Paris-Banlieue de l'U. V. F., avec le concours de la Jeunesse Sportive de Puteaux, ralliera, nous en sommes convaincus, tous les suffrages. La course se déroulera, en effet, sur un circuit de 3 km. 300 à parcourir 30 fois. Ce qui représente au total la distance classique de 100 kilomètres.

Voir passer les coureurs trente fois devant ses yeux, sans bourse délier, n'est-ce pas une aubaine pour tout fervent de la « petite reine » ? D'autant plus que, à chaque tour, des primes animeront la bataille et stimuleront l'ardeur des concurrents.

Mais le « Grand prix des Armées alliées » ne sera pas qu'une attraction spectaculaire. Il symbolise d'abord la fraternité d'armes des soldats français, américains, anglais, russes et belges. Et puis, il marque la reprise des importantes compétitions routières depuis la libération de Paris, puisque tous les as du moment ont tenu à y participer en manifestant le désir de briller devant la multitude de leurs admirateurs.

A chances égales...

Autre signification importante — et toute sportive — de notre épreuve : elle mettra aux prises des rois de la route et des rois de la piste. Les uns et les autres s'affronteront à armes à peu près égales, la distance et le parcours convenant à tous.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

LAFONT fut en rapports avec Son Excellence Laval

...ET LE GRAND MAITRE DE LA PRESSE A PARIS,

LUCHAIRE, « PASSAIT » RUE LAURISTON

affaire de la Gestapo française développe.

Les arrestations succèdent aux perquisitions. Sans cesse de nouveaux noms jaillissent. Le scandale s'étend !

Après la princesse... une duchesse

Un des faits saillants de la journée d'hier est l'arrestation d'un des séides de Lafont, le bandit Eddy Panion. Il servit de chauffeur au chef de la Gestapo française. Panion en sait long sur l'activité de son patron. C'était un homme sûr. Il avait une solide réputation dans le « milieu ». La maîtresse de cet homme distingué n'était autre que la duchesse d'Abrantès, qui été entendue hier matin quai de Gesvres.

A l'interrogatoire, Eddy adopte l'attitude du monsieur qui ne sait rien, qui n'a rien fait. D'ici peu il lui faudra changer d'attitude.

Un autre fait marquant de la journée d'hier est la découverte à Neuilly, 101, boulevard de la Seine, d'un pavillon isolé qui servit de repaire aux bandits de la rue Lauriston. Cette petite villa était gardée par des Algériens à la solde de Lafont. On y a découvert quelques uniformes d'officiers allemands. Il semble probable, sinon certain, que Lafont et ses complices se chargeaient aussi de faire disparaître des Allemands. On devine pour quelles raisons.

Une surprise, pas bien grande toutefois, car elle n'étonnera qu'assez peu de monde, est la révélation que l'escroc Jean Luchaire, président du Groupement corporatif de la presse quotidienne de Paris, qu'il avait créé, grand maître des journaux contrôlés par le Reich, recevait des largesses de Henri Lafont. Il passait chaque mois toucher rue Lauriston le prix du silence ou de la complicité de la presse parisienne.

Comme pour un grand nombre d'officiers supérieurs allemands dont il voulait s'assurer la discrétion, Lafont avait réussi sans grand-peine sans doute à « mouiller » Luchaire. D'autres noms viendront d'ailleurs bientôt s'ajouter à la liste des « mouillés » et non des moindres. Ceux de hauts personnages de l'ex-Etat français y seront en bonne place.

Cependant, Henri Lafont a été hier pour la première fois interrogé sur le fond.

On commence à lui poser des questions très précises. Ne les réclamait-il pas lorsqu'il disait cyniquement :

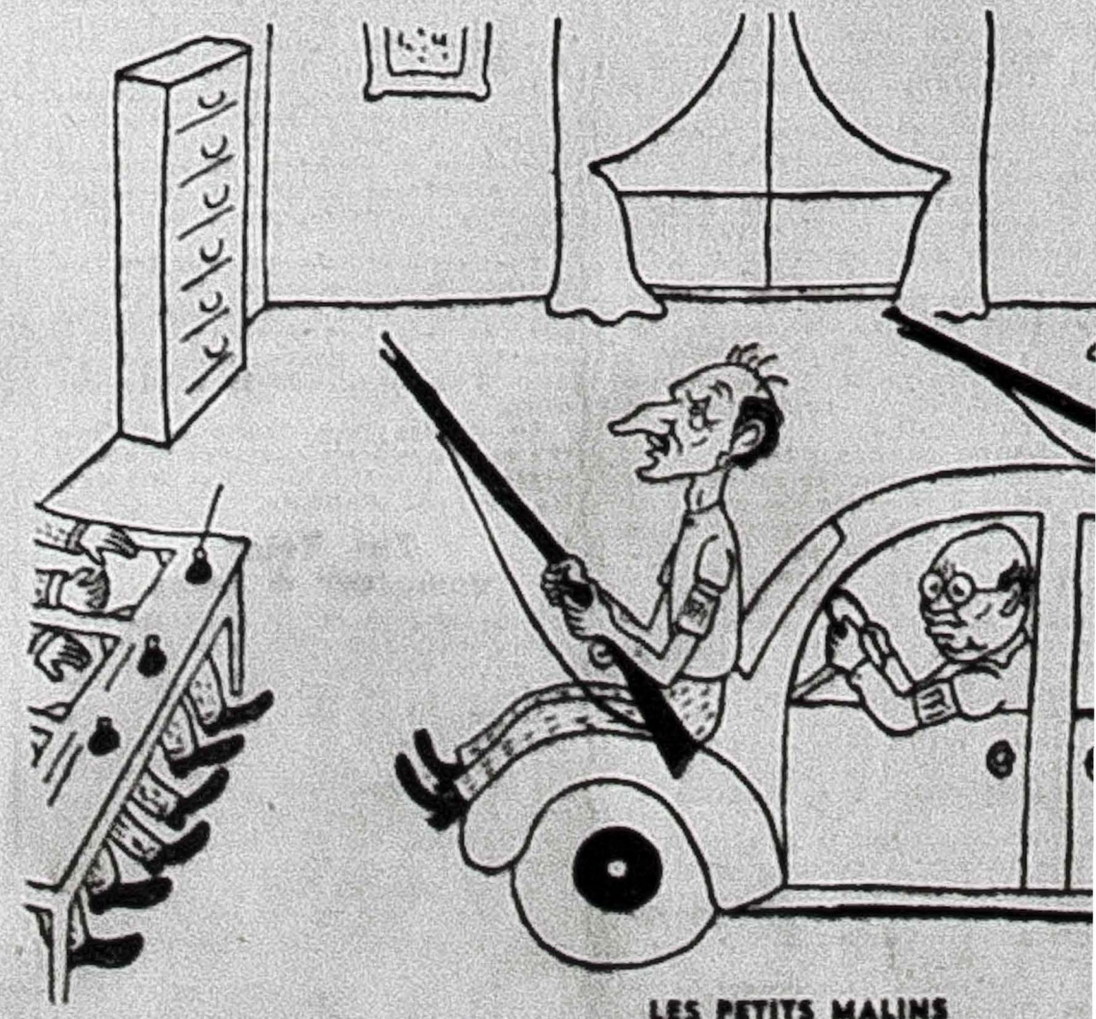
— C'est à vous de me poser des questions !

Il se met à table, comme parlent les policiers.

Et c'est effarant !

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)



LES PETITS MALINS

— Pardon ! Mes amis Chautemps et Monzie faisaient partie du « Fidèles du Maréchal ».

— Et notre ami Bonnet s'est engagé dès le 22 août dans les Fus

PREMIERE ANNEE. — N° 18 bis — 2 Fr.

SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS : 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

Dernière Heure

LA BULGARIE EN GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE

Londres, 8 septembre. — La radio anglaise annonce que la Bulgarie est en guerre avec l'Allemagne depuis ce soir 6 heures.

Les troupes russes ont fait leur entrée dans la province de la Dobroudja bulgare à 8 h. 30 ce matin et avancent sans rencontrer d'opposition.

Le problème de l'épuration

L'EPURATION est un des problèmes les plus graves et les plus importants de l'heure. C'est une opération chirurgicale. Il s'agit de débarrasser le pays des membres gangrenés qui ont failli entraîner sa perte. Cette opération, qui doit être rude pour être salubre, ne doit pas porter seulement sur les administrations publiques, mais aussi et peut-être surtout sur les comités d'organisation, où les représentants de certains trusts, qui ont vendu la patrie à l'ennemi, ont introduit trop de leurs créatures qui oppriment l'économie française : industrie moyenne, petit commerce et travailleurs.

L'épuration ne se confond pas avec le châtiment des traîtres. Pour être utile et complète, elle doit atteindre tous ceux qui, par veulerie, par faiblesse ou par intérêt, ont constamment fait le jeu des envahisseurs et de leurs complices.

Mais ce grand nettoyage, exigé par l'ensemble du pays, pour être utile, doit être fait sans passion, en toute connaissance de cause et sous le contrôle de l'ensemble des forces de la Résistance. C'est là, sans doute, où la collaboration de la Résistance organisée et du gouvernement est plus utile et plus urgente que jamais. Nos amis venus d'Alger ont besoin d'être guidés et conseillés par tous ceux qui, quotidiennement depuis quatre ans, ont vu à l'œuvre, à l'œuvre malfaisante, tous les hommes qui faillirent perdre la France et la déshonorer.

Cette collaboration, du reste, est en train et donne, dans beaucoup d'administrations, par le travail en commun des commissions désignées par le C.N.R. et des ministres, un résultat appréciable. Les autres y viendront ! Il le faudra bien !

L'œuvre d'épuration ne sera d'ailleurs complète qu'après le jugement des personnages frappés de mesures provisoires, car il ne sera pas de vie normale en France sans le retour à la légalité républicaine, tant dans le domaine politique que dans le domaine judiciaire. Les hommes écartés aujourd'hui seront jugés avec toutes les garanties qu'ils ont odieusement refusées aux victimes de la Résistance. Ils seront jugés sans passion et sans esprit de vengeance, mais avec toute la fermeté nécessaire qu'exige le salut de la nation.

Cette justice, pour être efficace, doit être prompte. La France ne saurait, sans péril, voir se prolonger l'atmosphère de malaise où l'ont plongée les agents de la cinquième colonne. Justice prompte, justice totale, fermeté et clairvoyance, telles sont les volontés de la nation. Et, sur ce point essentiel, l'accord du gouvernement et des organisations de résistance est facile, puisqu'il s'agit du salut de la patrie, pour lequel ils n'ont cessé de combattre en commun.

Jacques DEBU-BRIDEL.

« L'ETAT FRANÇAIS » est liquidé

La légalité républicaine est rétablie

LA LÉGISLATION DE VICHY EST ABOLIE OU SUJETTE A REVISION

Les groupements vendus à l'ennemi sont dissous

La légalité républicaine est rétablie. Une ordonnance du 9 août 1944, qui va être incessamment publiée par voie d'affiches et au *Journal officiel*, définit les principes de ce retour à la légalité française.

Voici les principales dispositions de ce texte :

I. La forme du gouvernement est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister.

II. Tous les actes législatifs promulgués sur le territoire métropolitain postérieurement au 16 juin 1940 sont nuls.

Cette nullité doit être constatée.

Est d'ores et déjà constatée la nullité des actes suivants :

Tous les actes constitutionnels.

Tous les actes instituant des juridictions d'exception.

Tous les actes imposant le travail forcé pour l'ennemi.

Tous les actes relatifs aux sociétés dites secrètes.

Tous les actes établissant une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif.

L'acte du 10 juillet 1940 relatif à la formule exécutoire.

III. Les textes administratifs individuels sont validés provisoirement. Leur revision sera poursuivie.

IV. Les décisions des juridictions d'exception qui ne relèvent pas de la loi du 6 juillet 1943 et les textes réprimant les actes accomplis pour la libération sont validés.

V. Les actes de l'autorité de fait se disant « gouvernement de l'Etat français » dont la nullité n'est pas constatée par la présente loi continueront à être provisoirement appliqués.

VI. Les textes publiés au *Journal officiel* de la France Libre, au *Journal officiel* de la France combattante, au *Journal officiel* du commandement en chef depuis le 18 mars 1943, enfin au *Journal officiel* de la République entre le 10 juin 1943 et ce jour ne seront applicables à la France métropolitaine qu'à partir d'une date qui sera fixée pour chacun d'eux.

VII. Sont dissous les groupements et organismes suivants :

La Légion française des combattants.

Le Service d'ordre légionnaire.

La Milice.

Le groupe « Collaboration ».

La Phalange africaine.

La Milice antibolchevique.

La Légion tricolore.

Le parti franciste.

Le Rassemblement national populaire.

Le Comité ouvrier de secours immédiat.

Le Mouvement social révolutionnaire.

Le Parti populaire français.

Les Jeunesses de France et d'outre-mer.

Les biens de ces groupements sont immédiatement placés sous séquestre.

VIII. Quiconque participera au maintien des groupements dissous sera puni d'un à cinq ans de prison et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs.

IX. La présente ordonnance sera appliquée au territoire continental au fur et à mesure de sa libération.

Eisenhower rend hommage A PARIS victorieux

La cérémonie de l'Arc de Triomphe. *En haut* : le salut du général Eisenhower devant la dalle de l'Inconnu. *En bas* : le général remet à M. Tollet la plaque commémorative.
(PHOTO FRONT NATIONAL.)

On a pris private Percy Snarke dans son petit garage, sur la route de Charleston : on l'a mis dans une Jeep ; on a mis la Jeep dans un bateau. On a mis en route le bateau.

Je passe sur le reste. Et voilà private Snarks à l'Arc de Triomphe, qui attend à côté de moi l'arrivée du général Eisenhower venant apporter à Paris combattant l'hommage de l'Amérique combattante.

Private Snarke est très intrigué par la Flamme.

— Ce feu, c'est pourquoi faire ?

J'explique à mon nouvel ami que c'est la flamme symbolique du souvenir. Il devient très grave. Mais il a toutes les peines du monde à croire que jamais, jamais, la Flamme ne s'éteint. Il me croit tout de même, puisque je le lui dis. Je sens que cela le tourmente, ce feu perpétuel.

Il est très intrigué aussi par le sabre des gardes républicains.

— C'est vraiment pour faire guerre ?

Le général Eisenhower

Je n'ai pas le temps d'expliquer à Snarke que ce n'est pas pour « faire guerre », mais pour faire parade. Sabre au clair, le garde salue. La musique joue *Aux Champs-Elysées*. Et en tête d'un cortège, où il y a vingt uniformes, américains, français, anglais (et même un Ecossais en kilt bleu marine, pompon rouge au coin du béret), le général Eisenhower.

Un homme de cinquante ans, frais, rose, bien rasé, un visage rond et souriant. Très yankee (et pourtant le plus grand général des Etats-Unis, et peut-être de cette guerre, où, à demi Suisse), il avance d'un pas élastique, solide. Il est vêtu d'un pantalon kaki, du classique blouson, une casquette.

— Un type formidable, Eisenhower, dit Snarke.

Le général Juin salue le général Eisenhower, qui passe sur le front des superbes gardes républicaines, ces gardes qui font ouvrir à Snarke des yeux ronds d'enfant, et du détachement de la Royal Air Force.

Claude ROY.

(Lire la suite en page 2.)

Les Alliés entament LES PRINCIPALES POSITIONS de la résistance allemande

Sur le canal Albert et la Moselle, près de Dijon et de Besançon, nos armées vont de l'avant

Les Allemands luttent désespérément contre l'avance des Alliés vers leur frontière. Servis par l'état atmosphérique au cours des deux dernières journées, état qui, gênant l'action de l'aviation et du gros matériel motorisé, leur donne le temps de souffler un peu et d'exquisser des regroupements, ils ont tenté un peu partout de barrer la route aux forces victorieuses.

Partout également ils ont échoué, et la progression, bien que plus lente, a continué sur toute la ligne.

Quatre secteurs essentiels

C'est surtout dans quatre secteurs que cette résistance a été vigoureuse. Le premier de ces secteurs est en face de l'armée britannique qui combat au nord de la Belgique ; là il s'agissait, pour l'ennemi, d'enrâcher l'armée du général Dempsey de franchir le canal Albert ; le canal a été franchi et les Anglais, aux dernières nouvelles, élargissaient leur tête de pont.

Le deuxième secteur est sensiblement plus au sud. Il s'agissait de passer la Moselle ; l'ennemi s'est défendu avec acharnement, déployant un grand luxe d'artillerie et mettant en ligne des troupes d'élite ; mais il n'a pu empêcher les Américains de passer la ligne d'eau. A partir de deux des têtes de pont ainsi établies au nord de Metz et au sud de Pont-à-Mousson, têtes de pont qui, en dépit de très coûteuses contre-attaques allemandes, s'élargissent d'heure en heure, la marche vers l'est a continué.

La troisième secteur se trouve sur le front de combat des forces françaises qui sont montées de la Méditerranée. Il se situait avant-hier au nord de Chalon-sur-Saône. Là aussi, très violente et tenace résistance finalement brisée et bien brisée que nos troupes se sont portées jusqu'à 10 kilomètres au sud-est de Dijon.

Le quatrième secteur est la région de Besançon. Les Américains attaquaient selon un axe sud-ouest nord-est, cependant qu'une des deux parties de l'armée française du général de Tassigny, à la suite d'une oblique à droite, attaquait en direction ouest-est.

S. de GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

DARQUIER DE PELLEPOIX est en prison

M. Martin, juge d'instruction, a inculpé de trahison et fait écrouer à la Santé trois industriels qui constituèrent en 1941 un groupement des fabriques d'explosifs au service de l'ennemi : Louis Malzac, Marcel Guette-Grave et Jacques Leroux. M. René Fonck, industriel, a été également incarcéré.

Darquier, dit de Pellepoix, ancien commissaire aux affaires juives, qui était dès avant la guerre à la solde de l'Allemagne, a été arrêté.

Parmi les autres individus arrêtés hier on signale Maxime Blahn, dit Max Blhan, chef des informations d' « Aujourd'hui », et Paul de Montagnac, secrétaire général de « L'Echo de la France » ; l'ancien ministre de l'Agriculture Le Roy-Ladurie, Barbaglata, délégué du ravitaillement de la Seine, et l'intendant Millot, de Rohan-Chabot, directeur de la Croix-Rouge ; Wormser, et, par ordre du ministre de l'Intérieur, Henri Kohler.

LE C.N.R. EXAMINE la répartition des sièges à l'Assemblée consultative

LE NOMBRE DES SIÈGES DE LA RÉSISTANCE SERAIT DOUBLÉ

Le Conseil National de la Résistance a tenu, hier après-midi, une très longue séance, au cours de laquelle il a fixé le rôle de ses commissions par une motion qui fut déposée par le bureau ; elle provoqua une discussion, où sont intervenus MM. Saillant (délégué de la C.G.T.), Daniel Mayer (S.F.I.O.), Pierre Villon (Front National), Revel (Libération de la zone nord), Aubin (M.L.N.), Debû-Bridel (républicains nationaux), Gillot (parti communiste).

Voici le texte adopté :

Le C. N. R., ayant décidé de poursuivre son activité comme organisme de coordination et d'unité des divers éléments de la Résistance, se donne pour mission de promouvoir et de suivre l'application du programme d'action et de rénovation établie en commun par toutes les organisations qui le composent.

En conséquence, le C. N. R. s'inspirera, pour cette tâche, des propositions qui lui seront transmises par les commissions soumises à son autorité. Celles-ci, qui avaient été instituées auprès des secrétaires généraux provisoires, voient ainsi modifier leur amise et auront à transmettre, à l'avenir, au Conseil National de la Résistance lui-même, toutes les propositions de caractère général par lesquelles elles pourraient éclairer et inspirer le gouvernement provisoire de la République. Leur tâche demeure de se maintenir en contact étroit avec les membres du gouvernement, pour leur faire connaître les points de vue de la Résistance, tant en ce qui concerne les mesures en cours de préparation qu'en ce qui concerne toute autre mesure dont elles jugeraient opportun de le saisir.

D'autre part, le C. N. R demande au gouvernement, avec la plus vive insistance, d'instituer dans tous les départements ministériels sans exception des commissions d'épuration et souhaite que ces commissions soient créées dans chaque département, de membres de la Résistance désignés en accord avec le C. N. R.

(Lire la suite en page 2.)

LAFONT fut en rapports avec Son Excellence Laval

...ET LE GRAND MAITRE DE LA PRESSE A PARIS, LUCHAIRE, « PASSAIT » RUE LAURISTON

...ffaire de la Gestapo française développe.

Les arrestations succèdent aux perquisitions. Sans cesse de nouveaux noms jaillissent. Le scandale s'étend !

Après la princesse... une duchesse

Un des faits saillants de la journée d'hier est l'arrestation d'un des séides de Lafont, le bandit Eddy Panion. Il servit de chauffeur au chef de la Gestapo française, Panion en sait long sur l'activité de son patron. C'était un homme sûr. Il avait une solide réputation dans le « milieu ». Le maître de cet homme distingué n'était autre que la duchesse d'Abrantès, qui été entendue hier matin quai de Gesvres.

A l'interrogatoire, Eddy adopte l'attitude du monsieur qui ne sait rien, qui n'a rien fait. D'ici peu il lui faudra changer d'attitude.

Un autre fait marquant de la journée d'hier est la découverte à Neuilly, 101, boulevard de la Seine, d'un pavillon isolé qui servit de repaire aux bandits de la rue Lauriston. Cette petite villa était gardée par des Algériens à la solde de Lafont. On y a découvert quelques uniformes d'officiers allemands. Il semble probable, sinon certain, que Lafont et ses complices se chargeaient aussi de faire disparaître des Allemands. On devine pour quelles raisons.

Une surprise, pas bien grande toutefois, car elle n'étonnera qu'assez peu de monde, est la révélation que l'escroc Jean Luchaire, président du Groupement coopératif de la presse quotidienne de Paris, qu'il avait créé, grand maître des journaux contrôlés par le Reich, recevait des largesses de Henri Lafont. Il passait chaque mois toucher rue Lauriston le prix du silence ou de la complicité de la presse parisienne.

Comme pour un grand nombre d'officiers supérieurs allemands dont il voulait s'assurer la discrétion, Lafont avait réussi sans grand-peine sans doute à « mouiller » Luchaire. D'autres noms viendront d'ailleurs bientôt s'ajouter à la liste des « mouillés » et non des moindres. Ceux de hauts personnages de l'ex-Etat français y seront en bonne place.

Cependant, Henri Lafont a été hier pour la première fois interrogé sur le fond.

On commence à lui poser des questions très précises. Ne les réclamait-il pas lorsqu'il disait cyniquement :

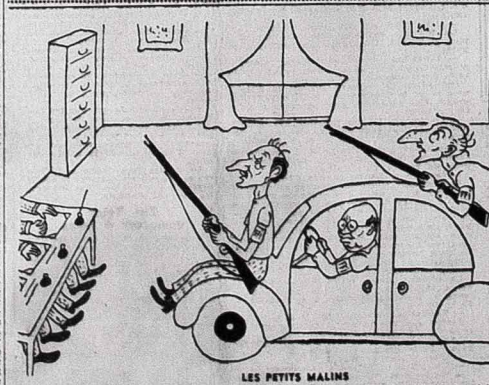
— C'est à vous de me poser des questions !

Il se met à table, comme parlent les policiers.

Et c'est effarant !

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)



LES PETITS MALINS

— Pardon ! Mes amis Chautemps et Monzie faisaient partie du groupe de résistance « Les Fidèles de Maréchal ».
— Et notre ami Bonnet s'est engagé, dès le 22 août, dans les Forces F.F.I. !

LE CONSEIL DES MINISTRES s'est occupé des salaires

LE GÉNÉRAL DE GAULLE RENDS HOMMAGE AUX FORCES FRANÇAISES

Le Conseil des ministres s'est réuni hier, à 17 heures, sous la présidence du général de Gaulle.

Les Forces françaises dans la guerre

Le général de Gaulle a exposé au gouvernement l'ensemble de la situation générale et militaire. Il a fait ressortir en particulier l'action des forces françaises, grandes unités de campagne ou troupes de l'intérieur. Le chef du gouvernement a insisté sur le fait que les grands succès remportés par les armées alliées et française au cours de la dernière semaine n'excluaient pas la probabilité de nouveaux et durs efforts pour arracher la victoire définitive.

Les salaires et les traitements

Le gouvernement a pris des décisions n'ativres à la revision des salaires ainsi que des traitements des fonctionnaires et des agents de réseau de fer. Ces décisions feront l'objet de communiqués détaillés.

L'industrie aéronautique

Après avoir entendu un exposé de M. F. Grenier, ministre de l'Air, le gouvernement a approuvé les mesures mesures prises pour M. Henri Frenay, ministre des Prisonniers, déportés et réfugiés, en prévision de l'arrivée à la frontière de Française actuellement détenus en Allemagne. Une commission a été constituée pour étudier les allocations et secours qui devront être attribués aux familles des déportés politiques.

Avant le retour des prisonniers

Le gouvernement a approuvé les mesures d'urgence prises par M. Henri Frenay, ministre des Prisonniers, déportés et réfugiés, en prévision de l'arrivée à la frontière de Française actuellement détenus en Allemagne. Une commission a été constituée pour étudier les allocations et secours qui devront être attribués aux familles des déportés politiques.

LE MÉTRO REPREND

M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, est en mesure d'annoncer la remise en service prochaine du chemin de fer métropolitain. A partir du lundi 11 septembre, à 6 heures du matin, les lignes n°s 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation.

Le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi, entre 6 heures et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence ; elles seront espacées d'environ dix minutes pendant les heures creuses.

C'est grâce au concours actif et dévoué apporté au ministre par l'ensemble des services techniques intéressés que le rétablissement partiel des connexions avec les sources d'énergie du Massif Central a pu être aussi rapidement assuré. Bravo !

Le gaz et l'électricité sont partiellement rétablis. Le métropolitain va l'être. Paris reprendra assez vite sa physionomie habituelle si la population veut bien s'astreindre à la discipline indispensable pour seconder efficacement l'effort gouvernemental. Merci à tous.

SUR LES ROUTES DE BEAUCE LIBÉRÉES (III)

« Et voici maintenant quelques messages personnels »

Une petite ferme du Vendômois. Dans la cour les poules picorent, deux tourterelles roucoulent dans une cage, les lapins collent leur nez au grillage du clapier ; dans un autre clapier un faisan doré brille de ses mille couleurs au soleil. Les dernières roses grimpent au mur de la maison. Une petite ferme du Vendômois.

M. Henri Gillard, fermier à Varennes, est un homme aux cheveux grisonnants, robuste, trapu.

Se douterait-on en le voyant que c'est à ce paisible paysan du Vendômois que tout un département de France a dû de pouvoir s'armer, se battre, se libérer ? C'est pourtant la vérité.

— Racontez-nous ça un peu.

— Oh, c'est bien simple. J'étais chargé, en liaison avec les *Fifis*, de réceptionner les armes parachutées par nos amis alliés.

Et M. Gillard nous conduit derrière la maison.

Les « containers »

Là, une vingtaine de gros cylindres de fer d'environ 1 m. 70 de haut et de 60 centimètres de diamètre reposent dans le pré. A côté ruminent trois vaches.

— Ce sont les *Containers* qui ont été parachutés. Voyez, ils ont au bout un amortisseur en caoutchouc pour éviter que le choc ne les déforme.

— Et à l'intérieur ?

— A l'intérieur, des fusils-mitrailleurs, des mitrailllettes stengun, soigneusement enveloppés dans du coton, matelassés pour qu'il n'y ait aucun frottement.

— Combien pèse un *container* ?

— Entre 180 et 200 kilos.

— Mais j'en aperçois de plus petits...

— Ceux-là contenaient des explosifs, de la chedditz, des balles de fusils-mitrailleurs, des amorces de grenades. Il y avait aussi des vêtements.

— Dans les *containers* ?

— Non, dans des calssettes. Marguerite, va nous en chercher une.

Et Mme Gillard, une petite femme toute ronde, dorée comme un brugnon, avec de grandes boucles brunes et de grands yeux noirs, apporta avec précaution une calssette de toile kaki, montée sur armature de fer.

Claire VERYIN.

(Lire la suite en page 2.)

M. et Mme Gillard montrent à notre reporter comment sont agencés les « containers » grands cylindres de tôle rembourrés d'ouate. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

Les crimes de la Gestapo française

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

En 1938, sous le nom de Normand, il avait réussi, on ne sait comment, à prendre la gérance du mess de la Préfecture. Il y étendit ses relations dans la police, relations qui devaient le servir pour dénoncer aux Allemands des patriotes, des Français qui gênaient son action.

On considère, à la Police Judiciaire, que c'est lui qui fit déporter le directeur M. Priollet. Celui-ci est mort en Allemagne. Il avait courageusement démasqué Normand, Lafont et Chamberlin. Cela devait lui coûter son emploi et sa vie.

Détail piquant, Lafont se vante d'avoir tenu sous sa coupe tous les hauts fonctionnaires de Vichy et même les officiers supérieurs allemands de la place de Paris. Il raconte qu'il a servi de médiateur entre Abetz et Laval divisés sur une question de déportation d'ouvriers français en Allemagne.

On sait aussi maintenant comment il connut la princesse Tschernitcheff.

C'était à Biarritz, au cours d'une affaire « de bas et chaussettes », dont la conclusion ne demanda pas moins de trois mois.

Lafont a reparlé des opérations qu'il mena contre le maquis avec cinq brigades de cinquante et un Algériens, payés chacun 5.000 fr. par mois.

Les camions-citernes

Il apporte à ce sujet une terrible précision sur la façon d'opérer de ces bandits. Il avait fait transformer des camions-citernes à essence, de telle sorte que des hommes armés pouvaient se tenir à l'intérieur du réservoir. Des trous avaient été faits dans la tôle pour permettre de passer les canons des armes. Lorsque les voitures arrivaient à proximité des endroits tenus par les patriotes, ceux-ci ne manquaient pas d'attaquer les citernes pour se procurer le carburant qui leur était si nécessaire. Sans méfiance ils approchaient des camions d'où partaient aussitôt des rafales de mitraillettes.

Henri Lafont semble assez fier de ce stratagème.

On ne peut demander à un bandit de combattre loyalement.

N. L.

ns, eux aussi, travaillé

LA C.G.T. DU THEATRE

aérer la scène vermoulue, favoriser les grandes communions d'art.

L'orateur rendit un particulier hommage à ceux du cinéma qui, le 20 août dernier, occupèrent avec courage les locaux de la Continental Film, tandis que d'autres se battaient avec ardeur à l'hôtel Crillon.

Parmi la foule d'acteurs qui se pressaient à cette réunion, nous avons remarqué la présence d'André Luguet, de Reine Paulet, Raymond Raynal, Bernard Blier, Jean Davy, Raymond Segard, Blanchette Brunoy, etc.

La légitime ambition du Comité est de redonner une vie plus intense que jamais à la Fédération du Spectacle, de faire renaître de ses cendres le Syndicat des Auteurs.

La machine est au point. Rodée dans l'ombre, elle « tourne » maintenant et les jours qui viennent de s'écouler ont prouvé l'efficacité de son action.

L'affaire de la Gestapo française

a réuni hier, quai des Orfèvres

Bony "ex-premier policier de France"

et une certaine marquise d'Abrantès

M. Jean Luchaire fréquentait l'officine de la rue Lauriston

Bony a été amené, hier, quai des Orfèvres. En traversant le couloir conduisant chez le commissaire Clot, il a eu le cynisme de sourire à des inspecteurs qui préféraient feindre ne jamais l'avoir connu. Le compère du sinistre Lafont se croit toujours le « premier policier de France ».

La chambre de sûreté a son Egérie, une certaine marquise d'Abrantès, dont la chevelure roux doré triomphe au centre d'un jeu de massacre de figures patibulaires. Cette marquise menait à Nice la belle vie. Le générosité de son amant, Eddy Pagnon, un des lieutenants de Lafont, lui permettait de ne rien se refuser.

●

M. Jean Luchaire était souvent l'invité de Lafont. Sous sa serviette, il trouvait à chaque fin de mois une enveloppe. Quelle était sa façon de servir, rue Lauriston. Par Lafont, qui a promis au commissaire Clot de « tout dire », on sera informé de l'activité de l'ex-directeur de la Presse parisienne.

(Suite page 3)

N NOIR DU XVIIe

sistance, il saute sur les
ır d'un tank allemand
èrent les F. F. I.

frique, d'un noir de coaltar. Musclé
un danseur, ses familiers l'avaient

ÉDITION DE 5 HEURES

Résistance

LA VOIX DE PARIS

Ancien organe clandestin du Mouvement Résistance

Rédaction, administration publicité
23, rue Chauchat, Paris-9e
Tél. TAItb. 50-43 et la suite

SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1944
St Omer

2 francs — 3e année - N° 33

QUELQUES MOTS POUR LES AIDER

4. — *EMPLETTES*

Shop	*(Chop')*	Boutique
Big stores	*(Stores)*	Grands magasins
Department	*(Dipdrim'nt)*	Rayon
Buy	*(Bdi)*	Acheter
Expensive	*(Expènsiv')*	Cher
Cheap	*(Tchiip)*	Bon marché

— **Which kind of souvenir do you want?**
(Houitch kdind ou' souve-nir dou tou ouânt ?)
— Quelle espèce de « souvenir » voulez-vous ?
It is difficult to get.
(It' iz difficolt tou guètt)
Il est difficile de se procurer.

L'œuvre de la délivrance n'est pas achevée

par **Marc SANGNIER**

PARIS libre ! Et, à travers toute la France, brisant la lourde pierre du sépulcre où nous étouffions depuis quatre ans, c'est un sursaut de vie, une rayonnante résurrection. Nous respirons enfin dans un air purifié; nos yeux sont remplis de lumière. Nous retrouvons Paris; nous reconnaissons la France.

Quel merveilleux rajeunissement ! Qu'elles nous semblent lointaines déjà les heures écrasantes de l'oppression, les longues semaines de la prison de Fresnes durant lesquelles l'espérance était une méritoire vertu !

Et tout cela, ce rêve d'apothéose devenu soudain réalité après une si douloureuse attente, s'est fait si vite, dans une telle atmosphère de joie, malgré le sang de nos héros répandu à flot ! Il y avait, planant sur nos barricades improvisées, bâties par les mains unies de tout un peuple, oublieux des discordes anciennes, réconcilié dans une communion spontanée où se fondaient toutes les volontés et tous les courages, une telle puissance, un tel élan de victoire, que la délivrance semblait non plus seulement la conquête de la force des armes, mais bien la récompense de l'union des cœurs.

Et maintenant ?... L'œuvre de la délivrance n'est pas achevée. Il ne s'agit pas que de libérer le corps de la France : il faut sauver son âme.

ooo

Notre France, ce ne sont pas seulement des cités et des campagnes, des champs fertiles, des grèves accueillantes, des forêts et des montagnes et toute la fine et riante douceur de notre pays tant aimé ou tant convoité, la France, c'est aussi, c'est surtout une âme, une grande âme éprise de liberté, de justice et de fraternité, une culture où le sens de la mesure, le respect des droits sacrés de la personne humaine, le goût inné de l'universel s'allient miraculeusement à l'enthousiasme le plus passionné, le plus brûlant.

C'est cette âme qu'il faut jalousement garder. C'est elle qu'il faut répandre à travers le monde, un monde qui, hélas ! n'a jamais été aussi atrocement meurtri par les brutalités de la violence.

Certes, — et j'en prends à témoin tous nos camarades qui portent encore dans leur chair les stigmates de la barbarie, — les odieuses pratiques des pitoyables apôtres de la violence ont souillé ceux-ci de crimes dont le souvenir demeurera une honte pour l'humanité ; mais plus encore, peut-être, ce serait un horrible forfait que de toucher à l'âme de la France, que d'avoir déposé en elle les germes abominables de cet esprit de violence qui écrase toute liberté, éteint les lumières, étouffe les consciences, avilit les caractères. Hélas ! par quelle lâche démence, quelques hommes, se disant français, ont-ils pu prêter leur concours à cet assaut dirigé par l'ennemi contre ce que la France a de plus précieux, je veux dire son tempérament, sa façon de penser et de sentir, les sources mêmes de son rayonnement, son âme enfin !

ooo

Rien, heureusement, n'a pu encore entamer profondément celle-ci, ni la pourriture politicienne des années d'avant la guerre, ni les tentatives avortées de ceux qui, après avoir escompté la défaite militaire, acceptaient et même favorisaient la défaite spirituelle. Rien n'a pu détruire les magnifiques ressources intérieures de notre patrie, toujours prête malgré la défaillance des chefs, la défection des prudents et la désertion des lâches, à surgir pour tout redresser et sauver, dans un sursaut populaire, aux heures les plus désespérées.

Dans l'enivrement de la victoire militaire, alors que nous tressaillons d'allégresse en face de la vision exaltante qui éclate à nos yeux du territoire enfin libéré, sachons bien qu'une autre victoire doit être aussi la nôtre. Elle doit être l'œuvre de nous tous, du plus humble même d'entre nous. Montrons à nos magnifiques alliés, et en nous souvenant de ceux qui sont morts pour que la France vive, quel est le véritable visage de la France.

LE RETOUR A LA LEGALITÉ RÉPUBLICAINE a été décidé par le gouvernement

Un texte sera publié par voie d'affiches apposées par l'autorité préfectorale

Dans le dicours qu'il a prononcé le 25 août 1944 à l'Hôtel de Ville de Paris, le général de Gaulle a proclamé :

« Il faut rendre la parole au peuple, c'est-à-dire au souverain, en rétablissant le suffrage universel et libre. »

De son côté, M. Georges Bidault, président du C.N.R. a déclaré à cette même occasion :

« Nous voulons en France un régime de liberté qui s'appelle la République. »

(Suite page 3)

Aux approches de la ligne Siegfried

Sedan est libéré et les Alliés sont aux portes de Liége

G. Q. G. allié en France, 8 septembre. — On apprend que Sedan a été prise par les troupes alliées, ainsi que la localité de Bièvres, à 29 kilomètres au sud-est de Sedan. On confirme également l'avance américaine jusqu'à un point situé à 29 kilomètres au nord-est de Namur et l'occupation de Huy-Wavre, à 19 kilomètres au sud-est de Bruxelles.

De son côté, la troisième armée s'est avancée jusqu'à la ligne de la Moselle, en des points situés entre Metz et Toul, sur le canal de la Marne au Rhin.

Poursuivant son offensive, l'aviation américaine a attaqué aujourd'hui des centaines de véhicules allemands fuyant de la région de Mons vers la frontière allemande et Aix-la-Chapelle.

A l'assaut de la ligne Siegfried

Londres, 8 septembre. — Selon le correspondant de l'Associated Press, les forces américaines, attaquant à 30 km. de la frontière allemande, ont déclenché une offensive générale à partir des têtes de pont de la Moselle.

Le journaliste fait état de dépêches du front annonçant que les lignes nazies sont en train de céder sous des coups terrifiants. Tout le long du front, qui part de la mer du Nord et s'enfonce à plus de 340 km. à l'intérieur du continent, les troupes alliées s'approchent de la ligne Siegfried à marche forcée.

La 2e armée britannique et la 1re armée américaine, ajoute le correspondant, bien que faisant des progrès lents mais décisifs, avancent en direction des lignes tenues par la 3e armée, commandée par le général Patton.

Les Alliés aux portes de Liége

Londres, 8 septembre. — L'agence allemande D.N.B. annonce que les troupes américaines ont atteint la bordure occidentale de Liége.

Cette information confirme l'indication fournie, ce matin, par le communiqué du G.Q.G. allié sur la situation dans ce secteur.

Les Canadiens atteignent Dixmude

Londres, 8 septembre. — Le correspondant de l'agence Reuter auprès de l'armée canadienne annonce que les chars canadiens et les forces d'infanterie ont atteint aujourd'hui Dixmude, dans le nord de la Belgique, à 24 km. au sud-ouest d'Ostende. L'infanterie et les chars polonais, combattant avec l'armée canadienne, ont avancé au moins de 32 km. depuis Ypres et, après avoir traversé Roulers, se trouvent à présent dans les faubourgs de Thielt, à 24 km. à l'ouest de Gand.

LES OPERATIONS EN ITALIE

Londres, 8 septembre. — Le correspondant spécial de l'agence Reuter auprès du quartier général avancé allié communique :

« Des batailles de chars de grande envergure continuent de faire rage, tout au long de la crête de Coriano, au sud de Rimini, où les Allemands ont massé l'ensemble de leurs forces blindées. L'ennemi a laissé de fortes arrière-gardes à proximité de la côte, le long de la rivière Marano, et a retiré ses forces principales sur une nouvelle ligne au delà de la rivière.

« Sur la côte occidentale, la 5e armée continue d'améliorer ses positions autour de Monte-Albano. On apprend, d'autre part, que les éléments avancés sont à quelque trois kilomètres de Pistoia.

Troubles en Allemagne

Stockholm, 8 septembre. — Selon des informations recueillies auprès de voyageurs revenant d'Allemagne, l'inquiétude et les troubles se seraient intensifiés dans ce pays ; toutefois, il convient d'accueillir avec réserve l'annonce de la découverte, par la Gestapo, d'un nouveau complot en vue d'assassiner Hitler et ses proches collaborateurs. Les mesures répressives, ordonnées par Himmler, séviraient plus que jamais. La garde personnelle d'Hitler serait fortement renforcée et Himmler ne quitterait pas le Q. G. du Führer. Goering serait étroitement surveillé et des officiers soupçonnés auraient été exécutés.

Au cours d'une cérémonie à l'Arc de Triomphe, le général Eisenhower a remis à M. Tollet, président du Comité de Libération de Paris, une plaque commémorative de la libération de Paris.

Le général Eisenhower a commémoré la libération de la capitale française

Il a remis une plaque de bronze à M. Tollet, président du C.P.L., devant la tombe du Soldat Inconnu

C'est une émouvante cérémonie qui a eu lieu hier après-midi : le général Eisenhower, commandant en chef des armées alliées, de passage à Paris, ayant tenu à remettre à M. Tollet, président du Comité Parisien de la Libération, une plaque en bronze commémorant l'événement qui a refait de la capitale française une ville libre.

Le général américain et différentes personnalités militaires ont été reçues devant la tombe du Soldat inconnu par les généraux Juin et Bouscat et par l'amiral d'Argenlieu.

Le général a passé d'abord en revue les troupes, puis il s'est recueilli devant la tombe. Puis, prenant la parole, il a déclaré :

Mon général,
Monsieur le Président,
Messieurs,

J'adresse mes paroles à la population de Paris tout entière. Il y a quinze jours, les troupes françaises et alliées entraient dans votre ville. Elles venaient donner le coup de grâce aux derniers éléments de l'ennemi. Mais la libération de Paris était déjà presque complète. Huit jours auparavant, armés surtout de leur courage et de leur volonté, les hommes des Forces Françaises de l'Intérieur, qui, pendant quatre ans, sous l'inspiration du général de Gaulle, n'avaient point cessé de mener la lutte contre l'ennemi, descendirent dans la rue pour chasser l'envahisseur détesté. La gloire d'avoir en grande partie libéré leur capitale revient donc aux Français.

Tous les membres des forces alliées ont participé à votre joie de voir Paris enfin rendu à son peuple et à la France. La liberté était revenue à un de ses foyers traditionnels.

(Suite page 3)

Soldats américains aidant des cultivateurs à battre la récolte près de Saint-Malo.

L'affaire de la Gestapo française a réuni hier, quai des Orfèvres Bony "ex-premier policier de France" et une certaine marquise d'Abrantès

M. Jean Luchaire fréquentait l'officine de la rue Lauriston

Bony a été amené, hier, quai des Orfèvres. En traversant le couloir conduisant chez le commissaire Clot, il a eu le cynisme de sourire à des inspecteurs qui préféraient feindre ne jamais l'avoir connu. Le compere du sinistre Lafont se croit toujours le « premier policier de France ».

La chambre de sûreté a son Egérie, une certaine marquise d'Abrantès, dont la chevelure roux doré triomphe au centre d'un jeu de massacre de figures patibulaires. Cette marquise menait à Nice la belle vie. La générosité de son amant, Eddy Pagnon, un des lieutenants de Lafont, lui permettait de ne rien se refuser.

•

M. Jean Luchaire était souvent l'invité de Lafont. Sous sa serviette, il trouvait à chaque fin de mois une enveloppe. Quelle était sa façon de servir, rue Lauriston. Par Lafont, qui a promis au commissaire Clot de « tout dire », on sera informé de l'activité de l'ex-directeur de la Presse parisienne.

(Suite page 3)

LA TABLE DE PARIS

Prorogation du ticket DQ validé pour une distribution de bâtons caséinés

La durée de validité du ticket DQ de la feuille de denrées diverses du mois d'août 1944, validé pour une distribution de bâtons caséinés est prorogée jusqu'au 15 septembre inclus.

En conséquence, les détaillants devront remettre les tickets DQ collectés auprès de leur clientèle, avant le 25 septembre, aux grossistes ou fabricants faisant fonction de grossistes.

Le siège des services du Commissariat à l'approvisionnement de la Région parisienne

Par suite de difficultés matérielles, le transfert des services du Commissariat à l'approvisionnement de la région parisienne au 51-53, quai d'Orsay, annoncé par la presse du 7 septembre 1944 n'a pu être réalisé. Ces services se trouvent donc installés jusqu'à nouvel ordre 24, rue de l'Université. Tél. : Littré 80-00, 80-01, 80-02.

AU CONSEIL DES MINISTRES

REVISION des salaires traitements des fonctionnaires et cheminots

"Probabilité de durs efforts pour arracher la victoire définitive" a dit le chef du gouvernement

Le Conseil des ministres s'est réuni le 8 septembre à 17 heures, sous la présidence du général de Gaulle.

1° le général de Gaulle a exposé au gouvernement l'ensemble de la situation générale et militaire. Il a fait ressortir en particulier l'action des forces françaises, grandes unités de campagne ou troupes de l'intérieur. Le chef du gouvernement a insisté sur le fait que les grands succès remportés par les armées alliées et française au cours de la dernière semaine n'excluaient pas la probabilité de nouveaux et durs efforts pour arracher la victoire définitive ;

2° le gouvernement a pris des décisions relatives à la révision des salaires ainsi que des traitements des fonctionnaires et des agents de chemin de fer. Ces décisions feront l'objet de communiqués détaillés.

(Suite page 3)

DUCKSON, LION NOIR DU XVIIe

Un matin de la Résistance, il saute sur les épaules du conducteur d'un tank allemand dont s'emparèrent les F. F. I.

Duckson est un Français d'Afrique, d'un noir de coaltar. Musclé comme un boxeur, bondissant tel un danseur, ses familiers l'avaient surnommé le Jaguar. Il est maintenant le Lion noir du XVIIe.

Ce titre, Duckson l'a enlevé du tranchant d'un rasoir. Une mitraillette lui avait paru une charge superflue pour la bataille des rues.

Sa lame, un Colt et deux grenades de complément constituaient son armement.

Ainsi, Duckson était libre de sa détente. Pour s'alléger encore, il avait retiré ses chaussures et retroussé son pantalon sur ses mollets et ses pieds nus.

Un matin de la Résistance, un tank boche dut stopper devant une barricade dressée aux Batignolles. Brusquement, un diable noir s'abattit sur le conducteur et lui mit son rasoir sous la gorge. Le compagnon du pilote ayant levé son arme, la laissa tomber, la main tranchée.

— Hardi, mon capitaine !... A moi, Reschaud, Salvagnac, Beuschet !... Tue, Choiet !... Tue ! tue ! Le Tellec !

Le noir était déchaîné et déchaînait, du même coup, la section de F.F.I. retranchée derrière la barricade. L'assaut fut victorieux. Duckson, hissé sur le tank comme sur un pavois, la section emmena triomphalement sa prise, véhicule, armement et servants.

Au terme des journées de la Résistance, le tableau de chasse du Lion noir se chiffrait par 14 prisonniers et 4 tués...

Et Duckson estime que c'est mal payé pour les 42 mois de captivité qu'il a subis avant son évasion.

Le V. I a fait 6 morts et 45 blessés

A 11 h. 25, hier matin, un V-1 est tombé à Maisons-Alfort, à l'angle de la rue des Sapins et de la rue des Ormes.

Il y a 6 morts et 45 blessés. Une quarantaine de pavillons ont été détruits. Des fragments du V-1 ont été envoyés au laboratoire municipal.

"Il faut que les Parisiens mangent" nous dit Mme Francine Flore

directrice du Comité de défense des ménagères parisiennes

et elle ajoute :

"LE MARCHÉ NOIR NE DOIT PAS SURVIVRE A L'OCCUPATION"

Le marché noir est-il bien mort ? Il semble qu'il ait survécu à l'occupation. Délivré des Boches, Paris ne l'est pas des profiteurs marrons, saboteurs de la joie populaire, naufrageurs de leurs espoirs de retour prochain à une vie normale et même — ils l'ont bien mérité — à une vie meilleure.

Pour soutenir la lutte du peuple de Paris contre les rapaces qui n'ont pas désarmé, pour défendre les ménagères, pour les conseiller, les diriger dans leurs achats, un comité vient de se fonder, sous l'égide des Femmes Françaises et en liaison avec la Confédération des petits commerçants et artisans.

Une femme de tête et de cœur, Mme Francine Flore, a pris la direction de ce comité. Elle nous reçoit au siège du nouvel organisme, 74, boulevard de Sébastopol, et consent bien volontiers à nous donner quelques précisions sur son fonctionnement :

— Il faut que les Parisiens mangent, nous dit-elle. Nous allons nous employer de notre mieux pour arriver à ce résultat. Depuis la libération de Paris, il existe dans chaque mairie une Parisienne adjointe au maire, une conseillère municipale et une troisième collaboratrice, celle-ci chargée d'étudier de près toutes les questions se rapportant au ravitaillement.

« Ce que nous voulons avant tout ? Supprimer les intermédiaires abusifs, aider les petits commerçants, en mettant à leur disposition des camions qui leur permettent d'aller s'approvisionner directement chez les producteurs.

« Pendant les journées mouvementées que nous vécûmes pour la libération de Paris, l'Union des Femmes Françaises réquisitionna du lait condensé, pour le répartir en toute équité, entre les crèches et les pouponnières.

— Qui vous a donné l'idée de ce comité ?

— Des femmes naturellement. Aux jours de la Résistance, j'ai reçu des visites quotidiennes de femmes ne sachant à qui s'adresser, ni que faire pour sustanter, elles et leurs gosses, dans ces moments d'épreuve. Je les ai conseillées de toutes les façons, et je suis même arrivée à résoudre pas mal de problèmes.

« Bientôt, la distribution des pommes de terre va se faire à un rythme accéléré. Notre ministre du Ravitaillement, M. Giacobbi, avec qui je reste en contact, s'en occupe très activement... »

Deux consultantes apparues dans l'encadrement de la porte ont suspendu ma propre consultation. Ce sont deux serveuses de restaurant, venues surtout pour crier leur indignation :

Voici ce que dit l'une des serveuses, Mme Madeleine M... :

— J'ai traversé, ce matin, la rue de Ménilmontant. C'est un scandale ! Le marché noir se poursuit, comme au temps des Boches. Dans les portes cochères, des vendeuses offrent aux passants des salades à dix-sept francs et des cigarettes à cent sous pièce. Quant au beurre, certains marchands noirs n'ont trouvé rien de mieux que de profiter des camions américains pour se rendre gratuitement en Normandie et ramener du beurre. Savez-vous à quel prix ? Cinq cents francs le kilo. Quant à la viande, on la vend encore à des prix variant entre 250 et 400 fr. le kilo.

Geneviève MARLY.

(Suite page 3)

LE METRO LUNDI

Onze lignes partiellement rendues à l'exploitation

Le ministre de la Production industrielle communique :

Poursuivant son action en vue d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population parisienne, M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, est en mesure d'annoncer la remise en service prochaine du chemin de fer métropolitain.

C'est à partir du lundi 11 septembre, à 6 heures du matin, que les lignes Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation.

Le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi, entre 6 heures et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence ; elles seront espacées d'environ 10 minutes pendant les heures creuses.

C'est grâce au concours actif et dévoué apporté au ministre par l'ensemble des services techniques intéressés que le rétablissement partiel des connexions avec les sources d'énergie du massif Central a pu être aussi rapidement assuré.

Le gaz et l'électricité sont partiellement rétablis. Le métropolitain va l'être. Paris reprendra assez vite sa physionomie habituelle si la population veut bien s'astreindre à la discipline indispensable pour seconder efficacement l'effort gouvernemental.

Le premier tribunal militaire de Paris a été reconstitué

Paris, 8 septembre. — Il existe maintenant à Paris un tribunal militaire comme il y en avait avant l'armistice de 1940. On connaît déjà la composition du Parquet de ce « Premier tribunal militaire permanent de Paris » :

Le commissaire du gouvernement est le colonel Saussier, président de la 6e Chambre de la Cour d'appel de Paris.

Quatre commandants sont ses substituts : MM. Bastide, avocat à la Cour d'appel ; Drappier, juge d'instruction ; Bachet, substitut du tribunal pour enfants et adolescents, et Clément-Charpentier, juge de paix du 9e arrondissement.

Deux autres substituts du commissaire du gouvernement s'occuperont particulièrement des enquêtes : les capitaines Pomier, juge d'instruction, et Le Bris, avocat à la Cour.

Fonck a été arrêté ainsi que Darquier de Pellepoix

Le ministère de l'Intérieur communique la liste des personnes arrêtées dans la journée du 7 septembre :

Paul de Montaignac, secrétaire général de « L'Echo de la France » ; de Rohan-Chabot, directeur de la Croix-Rouge ; Baptiste Barbegelata, délégué départemental au ravitaillement général de la Seine ; Maxime Blahn, dit Max Bihan, chef des informations du journal « Aujourd'hui » ; Henri Kebler, arrêté par ordre du ministre de l'Intérieur ; René Fonck, industriel, colonel de réserve de l'aviation ; Worms, Leroy-Ladurie.

D'autre part, d'Alger, Radio-France annonce que Darquier de Pellepoix ancien commissaire aux affaires juives, a été arrêté.

Pour une presse libre

NOUS voulons la liberté de la presse. C'est une des grandes libertés traditionnelles, une de celles pour lesquelles nos pères ont lutté. La République devra la restaurer pleinement.

A l'heure actuelle, le régime des journaux est un régime de liberté mitigée. Il n'existe pas de censure politique. L'appréciation des événements n'est soumise à aucun contrôle des pouvoirs publics. Mais nul journal nouveau ne peut se fonder. Sauf dérogation autorisée par le gouvernement, sont seuls admis à paraître ceux qui existaient avant la guerre et se sont sabordés lors de l'occupation allemande et ceux dont la publication a commencé dans la clandestinité. Régime transitoire, évidemment. Il faudra revenir à la liberté lorsque la situation de la France sera stabilisée et que la crise du papier sera atténuée.

•

Il ne s'agit pas, disons-le nettement, de tolérer une licence pareille à celle que nous avons connue avant la guerre. L'information mensongère, la calomnie devront être poursuivies, frappées de sanctions sévères. La presse ne mérite d'être libre que si elle sait s'imposer un code d'honneur.

Il est un autre aspect de la question, sur lequel il faut, dès maintenant, attirer l'attention de l'opinion publique. Inscrire dans nos lois la liberté de la presse, ce n'est pas en assurer la réalité. Tant que l'Argent est roi, tant que les trusts restent puissants, la liberté de droit se mue bien souvent en une servitude de fait. Le mal a été dénoncé déjà avant la guerre. Beaucoup de nos lecteurs se rappellent l'excellente brochure publiée par Georges Hoog dans les « Cahiers de la Démocratie » sous le titre « Sa Majesté la Presse, reine esclave ». Toute la question du libéralisme économique se pose ici. Nous savons comment il peut devenir destructeur de la véritable liberté.

•

Des règles strictes devront être fixées. Le prix de vente des journaux devra être imposé par la loi. Vendre au-dessous du prix devra être considéré comme un acte de concurrence déloyale. Le nombre de pages devra être réglementé. Non que l'on doive empêcher, lorsque la crise du papier aura pris fin, la publication d'organes plus vastes, offrant à leurs lecteurs une presse plus abondante. Mais le prix de vente devra être proportionnel au nombre de pages. Nous ne donnons là qu'un exemple. Tout un statut, dont l'Assemblée d'Alger a commencé l'élaboration et sur lequel la Fédération de la Presse a donné son avis, devra être promulgué, non pour restreindre la liberté, mais pour en assurer la sauvegarde, en empêchant que l'argent ne vienne porter obstacle à l'expression de la pensée.

R

Les aveux de Lafont

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Les différents services de la préfecture de police chargés de l'affaire de la Gestapo française en sont à leur 32e arrestation.

Après les deux chefs suprêmes, Chamberlin dit Lafont et Bony, de nombreux autres chefs, notamment un baron dont on doit encore taire le nom, sont tombés entre les mains des policiers, ainsi que l'ami le plus intime de Lafont — qui lui servait de chauffeur — Louis Pagnon, dit Eddy.

Malgré les défauts de mémoire — voulus évidemment — de Chamberlin et grâce à des recoupements, il est possible de comprendre les raisons de la puissance d'influence de celui-ci.

Alors qu'il était gérant du mess de la préfecture en 1918, il réussit à recueillir de précieux renseignements sur les patriotes, parmi lesquels il a pu faire une véritable hécatombe, citons pour mémoire le commissaire Priolet, mort martyrisé en Allemagne.

Il s'était fait agréer par les Allemands dès leur arrivée à Paris et, grâce à son habileté incroyable, était devenu l'intime des grands chefs militaires du Reich à Paris et des membres du gouvernement Pétain, dont beaucoup furent compromis dans ces affaires louches. N'avait-il pas tranché un différend entre Laval et Abetz, au sujet de la déportation d'ouvriers français en Allemagne ?

C'est à Biarritz, où il était allé traiter une affaire de bonneterie, roulant sur un milliard, qu'il avait connu la princesse Tchernitcheff qui lui céda ses bureaux, 3 bis place des Etats-Unis.

Il y installa onze cellules de torture.

Dans un pavillon isolé, 101, quai de Seine à Neuilly, il avait également aménagé une « installation spéciale » pour prisonniers.

Mais il avait aussi d'autres activités. Sa soif de l'argent l'avait fait se spécialiser dans la recherche des trafics d'or, dans lesquels il réalisa des bénéfices incalculables.

Enfin, il avait formé une troupe de 250 Nord-Africains — chaque homme touchait 5.000 francs par mois — qu'il baptisa « La Milice nord-africaine ». Avec elle il combattit les patriotes du maquis et fit de nombreuses victimes parmi les résistants.

Au Conseil des Ministres

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

3° après avoir entendu un exposé de M. F. Grenier, ministre de l'Air, le gouvernement a approuvé les premières mesures prises pour la remise en marche de l'industrie aéronautique ;

4° le gouvernement a approuvé les mesures d'urgence prises par M. Henri Frenay, ministre des prisonniers, déportés et réfugiés, en prévision de l'arrivée à la frontière de Français actuellement détenus en Allemagne. Une Commission a été constituée pour étudier les allocations et secours qui devront être attribués aux familles des déportés politiques.

Les forces alliées opérant en Belgique ont occupé Wavres, au sud-est de Bruxelles. D'autres unités avançant dans la vallée de la Meuse à partir de Namur, ont libéré Huy et se trouvent aux abords ouest immédiats de Liége.

A l'est de Dinant, de nouvelles avances ont été effectuées et les troupes venant de la forêt des Ardennes ont pris Louette-Saint-Pierre et Bièvre. Les forces alliées sont à proximité de la Moselle, à quelques kilomètres au nord de Metz.

Ce soir

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT

8e ANNEE — Numéro 927

Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Samedi 9 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

J'apporte à Paris libéré l'hommage de l'Amérique

ET LE GÉNÉRAL EISENHOWER REMET A LA CAPITALE UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE

Le général Eisenhower devant le Soldat inconnu.

C'est aujourd'hui, à 14 h. 30, que se déroule la première cérémonie officielle à laquelle prenne part le général Eisenhower, commandant suprême des forces alliées. Le général Eisenhower remettra solennellement à la Ville de Paris une plaque destinée à commémorer sa libération. C'est un hommage que le général américain rend ainsi à l'armée française et au peuple parisien dont l'attitude a hâté considérablement le succès de nos alliés.

Le cortège arrive par l'avenue de la Grande-Armée. Le général Eisenhower est reçu par le général Juin, et passe en revue la compagnie d'honneur. Après une minute de recueillement devant la dalle du Soldat inconnu, le général Eisenhower prononce un discours en anglais qui sera traduit par un interprète. Le président du Comité parisien de la Libération, M. Tollet, lui répond au nom de la Ville de Paris. C'est après avoir prononcé sa réponse que M. Tollet recevra, des mains du général Eisenhower, la plaque commémorative qu'offre la nation américaine à la capitale de notre pays.

Le général Eisenhower se rendra ensuite aux Invalides où il sera reçu par le général Koenig.

Le discours du général Eisenhower

Mon général,

Monsieur le préfet,

Messieurs,

C'est à la population de Paris tout entière que je voudrais adresser mes paroles. Il y a quinze jours, les troupes françaises et alliées entraient à Paris. Elles arrivaient pour donner le coup de grâce aux derniers éléments que l'ennemi avait laissés derrière lui. Mais la libération de Paris était déjà presque complète, puisque, huit jours auparavant, armés surtout de leur courage et de leur volonté, les hommes des forces françaises de l'intérieur qui, pendant quatre ans, sous l'inspiration du général de Gaulle, n'avaient point cessé de mener la lutte contre l'ennemi, descendirent dans la rue pour chasser l'envahisseur détesté.

C'est donc à des Français surtout que revient la plus grande part de la gloire d'avoir libéré la capitale de leur patrie.

Je n'ai pas à vous dire combien tous les membres des forces alliées ont participé à la joie de voir Paris enfin rendu à son peuple et à la France. Dès les premières heures, la souillure de la présence de l'ennemi était dissipée par le souffle de la liberté retrouvée. Tous les membres des forces alliées ont tenu à manifester à la population parisienne leurs sentiments de fraternelle admiration.

Je me fais donc un plaisir de remettre à la Ville et au peuple de Paris l'écusson du Grand Quartier Général des Forces alliées. Il symbolise l'épée flamboyante de la libération qui, dissipant la nuit de la tyrannie allemande, s'élève sous l'arc-en-ciel des couleurs des nations unies, vers le ciel bleu de la liberté et de la paix.

Que ce simple objet marque les plus grands jours de la libération de Paris.

EISENHOWER.

M. Tollet, président du Comité parisien de la Libération a répondu dans ces termes au général Eisenhower :

Mon général,

Messieurs,

Le peuple de Paris sera très sensible à l'hommage des alliés américains et je vous en remercie en son nom.

Paris a toujours été dans la lutte pour la liberté, pour la démocratie et pour l'indépendance.

C'est pourquoi le peuple de Paris a toujours vibré à l'unisson du peuple américain.

La capitale, qui symbolise la France aux yeux du monde, a tenu à recevoir ses alliés vainqueurs en vainqueur elle-même.

Jamais les Parisiens n'ont accepté la domination allemande. Ils sont trop fiers pour cela et dès le premier jour de l'occupation, leur orgueil national a été ulcéré.

Pendant quatre années, Paris et sa banlieue ont payé cher leur courage et leur fidélité aux alliés de la France. 75.000 Parisiens ont été fusillés, des dizaines de milliers d'autres ont été emprisonnés et déportés. Paris a eu le premier fusillé mais c'est aussi à Paris que le premier boche fut abattu par les patrouilles.

Le 19 août 1944, à l'appel du Comité Parisien de la Libération, uni dans un élan sublime derrière la Résistance et notre gouvernement provisoire, le peuple entier s'est porté aux barricades. Il suivait ainsi les plus belles traditions de la capitale que rien, la preuve en est donnée une fois de plus, ne saurait soumettre. Paris sans armes a vaincu en arrachant celles de l'ennemi.

Nos F.F.I., nos Milices Patriotiques, entraînant toute la population ont été dignes des soldats de Valmy.

Le 22 août, déjà la plupart des points stratégiques et des édifices publics étaient débarrassés de l'ennemi. L'armée ennemie n'a pas pu traverser Paris et c'est en vainqueurs que nous avons reçu votre armée victorieuse.

Voilà pourquoi les troupes américaines ont été accueillies avec tant de fier enthousiasme dans la capitale, dont la population avait conscience d'avoir contribué à maintenir la France à son rang de grande nation alliée.

Si vos troupes ont été si chaleureusement accueillies, c'est aussi parce que bien des liens unissent nos deux peuples.

Paris, comme le peuple américain aime la démocratie, la liberté et l'indépendance pour lesquelles ils ont si souvent combattu ensemble.

Paris sait toujours se battre et vaincre pour un idéal de liberté. Paris, cœur de la France est redevenu libre grâce aux efforts de tous nos alliés, grâce à vos efforts et aux nôtres. Nos nations pourront vivre librement et libérer l'Europe de la terreur germanique.

Cette plaque commémorative sera le symbole de la fraternité d'armes de vos troupes et de Paris et le ciment en sera les unités de F.F.I. sorties des profondeurs du peuple qui entreront avec vos troupes en vainqueurs en Allemagne.

Tous ces événements renforceront encore la traditionnelle amitié franco-américaine.

Vivent nos alliés américains.

Vive Paris !

Vive la France !

LES ENFANTS ÉVACUÉS

Parisiens vous allez bientôt avoir de leurs nouvelles

LA DIRECTION DES RÉFUGIÉS MET AU POINT SON PROGRAMME DE RAPATRIEMENT

Quelle anxiété dans les familles parisiennes, depuis ces trois dernières semaines ! La suppression des relations postales, les combats et l'insurrection patriotique s'étendant sur la France entière, l'absence d'informations cohérentes sur les opérations ont jeté l'angoisse dans tous les foyers parisiens qui s'étaient séparés de leurs enfants pour les mettre à l'abri dans le Loiret, la Creuse ou le Doubs.

Ce qu'on sait déjà

Naturellement, il est trop tôt encore pour donner des nouvelles individuelles. On n'a même pas encore reçu de nouvelles récentes de tous les camps scolaires. Mais les premiers rapports reçus sont rassurants, réconfortants même, et cela donne déjà bien de l'espoir à la Direction des Réfugiés, qui met tout en œuvre pour être renseignée au plus tôt.

On a eu, par les moyens les plus divers : cyclistes entreprenants, camions de ravitaillement, voitures sanitaires, des nouvelles excellentes des camps qui groupaient dans la Creuse et le Loiret les enfants parisiens de Boulogne,-Billancourt et de Courbevoie.

On a su également, par les troupes de la Libération que les enfants havrais et rouennais, dont une vingtaine de mille avaient été évacués dans des camps scolaires de la Seine-Inférieure, n'avaient pas du tout souffert de la guerre.

Aujourd'hui même, un fonctionnaire de la Direction des Réfugiés vient d'apporter des nouvelles des soixante-deux camps de l'Ille-et-Vilaine. Les centres abritaient surtout des enfants de Rennes, ainsi que ceux des départements de la Manche et du Calvados,qui ont subi le premier choc. La plupart de ces camps vont être maintenus en raison des grosses destructions dont ont souffert les foyers des petits réfugiés, qui se portent tous fort bien; on n'avait à déplorer, à la connaissance des fonctionnaires en question, aucun accident.

Les tâches immédiates

Depuis la libération de Paris, la direction des réfugiés s'occupe par tous les moyens de réunir tous les renseignements possibles. Chaque préfet a reçu des indications pour qu'il envoie au plus tôt la liste de tous les réfugiés de son département, ainsi que des fiches individuelles, dès que ce sera possible. De même M. Henri Frenay, ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, se soucie du rétablissement des relations postales afin d'avoir au plus tôt des nouvelles et de pouvoir rassurer les familles. Il prévoit aussi la création de missions qui seront chargées d'inspecter les centres.

Comment se fera le rapatriement

Dès que le trafic ferroviaire aura repris, la Direction des Réfugiés envisage un premier mouvement de rapatriement.

Mais elle prévoit aussi pour beaucoup d'enfants le prolongement du séjour dans leur centre de repliement. Trop de foyers en effet ont été détruits, trop de familles sont provisoirement privées de ressources, pour que les enfants y puissent trouver immédiatement le bien-être qui leur est nécessaire. C'est pourquoi, parallèlement au rapatriement des petits réfugiés, on s'inquiète aussi de redonner au plus tôt à leurs parents des conditions de vie normale. Aussi prévoit-on un programme de reconstructions provisoires, qui va être entrepris par la Production Industrielle.

Dès que nous aurons enfin reçu des nouvelles des 80.000 enfants parisiens évacués vers la Creuse, le Doubs, l'Allier, le Loiret, Saône-et-Loire et le Jura, dès que les premiers rapports nous auront répété ce que disaient les précédents, que les enfants travaillent bien, prennent du poids, développent leur cage thoracique et qu'il n'y a que très peu de petits malades dans les infirmeries, leurs familles sauront prendre patience, et, abandonnant tout égoïsme, accepteront pour un peu de temps encore de laisser les petits à la campagne. Ils ont là-bas, mieux que chez nous, du bon lait, des légumes, de l'espace et du bois pour l'hiver !

Jeannie CHAUVEAU.

Ils n'ont jamais manqué de rien.

LE CONSEIL DES MINISTRES

se réunira cet après-midi

Le Conseil des ministres se réunira, cet après-midi, au ministère de la guerre, sous la présidence du général de Gaulle. Cette séance serait consacrée, en particulier, à l'examen des conditions dans lesquelles sera réalisé le relèvement des salaires.

Le problème a été longuement étudié au cours de la dernière réunion gouvernementale et il semble qu'une décision de nature à donner satisfaction aux exigences majeures soit adoptée aujourd'hui.

Enfin, d'autres questions urgentes feront l'objet des discussions ministérielles, notamment celles du ravitaillement de la population parisienne et de l'approvisionnement de la ville de Paris en combustibles.

Les blindés britanniques ont franchi à Beeringen le canal Albert

LES AMÉRICAINS EN VUE DE DIJON

Poitiers est libéré par les Forces de l'Intérieur

500.000 Allemands hors de combat à l'Ouest

Le raidissement de la défense nazie sur l'ensemble du front ouest donne de nouveau à la bataille sur tout le front un grand caractère d'âpreté. Comme selon un ordre du jour du général Dempsey adressé à ses troupes, il s'agit maintenant de faire parvenir avec une vitesse suffisante carburants et autres approvisionnements, l'avance alliée n'a pas été, dans ces premières heures, aussi rapide que dans les journées précédentes. Il faudrait, pour s'en étonner, oublier les exploits des armées débarquées en France et appuyées par les F.F.I.

Depuis le 6 juin, Hitler a vu fondre ses forces, qui ont perdu un demi-million d'hommes. A elles seules, les Ire et IIIe armées américaines ont capturé 230.000 prisonniers, dont 25.000 au sud-ouest de Mons, dans la poche qui vient d'être réduite.

Dès le 1er août seulement, les Américains ont fait 70.000 prisonniers. Ils ont blessé 70.000 Allemands et en ont tué 20.000.

D'autre part, une trentaine de divisions nazies ont dû être envoyées à l'Est.

Le tracé du front

Quel est à l'heure actuelle le tracé du front ?

A l'extrême nord, la confirmation officielle du passage de la frontière hollandaise est venue. C'est donc entre Bréda et Rotterdam que se situe actuellement la ligne de feu. Les îles qui, le long de la côte interdisent l'accès d'Anvers, sont toujours aux mains de l'ennemi.

A l'arrière du front principal, Gand a été enlevée. Les Polonais, vainqueurs à Cassel, ont enlevé Ypres et les cent mille Allemands bloqués le long de la côte belgo-française ont perdu du terrain à Boulogne et à Calais.

Dans la région de Roubaix, Tourcoing et au delà d'Armentières, déjà libérée, des succès locaux sont enregistrés.

En Belgique, la prise de Courtrai resserre encore l'étau allié sur les nazis au nord de Lille.

Le général Dempsey a lancé la deuxième armée britannique à l'assaut du canal Albert. De violents combats sont en cours depuis hier dans cette région. De lourdes pertes sont enregistrées des deux côtés.

D'autre part, sur la ligne de feu qui se déplace vers l'Allemagne, nos troupes sont à 25 kilomètres au nord de Namur et parviennent à mi-chemin entre cette ville et Liége.

L'ennemi amène en hâte des renforts : artillerie lourde, blindés, infanterie d'élite ; il se replie vers Aix-la-Chapelle dont la prise n'a pas été confirmée.

A la frontière franco-luxembourgeoise, la ville et la région de Sedan ont été nettoyées de l'ennemi jusqu'à Brevres, à 27 kilomètres.

Sur le canal de la Meuse au Rhin, entre Toul et Metz, les forces américaines ont enregistré une sérieuse avance. Sur la Moselle la bataille atteint une violence exceptionnelle. Hier, le fleuve a été franchi dans la région au sud-ouest de Nancy. Les Alliés se sont heurtés à des vagues ennemies supérieures en nombre et ont subi des pertes sérieuses. Par contre, grenadiers et chars ennemis ont été durement éprouvés.

Les nazis concentrent hommes et matériel pour protéger à tout prix leur frontière. Mais du côté allié, il est permis de penser que la division Leclerc va entrer prochainement en action. Nos héroïques soldats sont résolus à libérer Strasbourg dans un bref délai.

D'autre part, le général Patch a enlevé Montbéliard. La région de Belfort où la 19e armée allemande se réfugie est donc de plus en plus menacée.

Les Américains sont d'autre part à 35 kilomètres de Dijon. On ignore encore le point exact où les armées venues du sud et du nord ont fait leur jonction.

Mais dans le centre de la France, les F.F.I. ont encore réduit, entre Auxerre et Mâcon, le goulet par où l'ennemi peut s'enfuir. Quant à Poitiers, il a été libéré le 6 septembre par les forces de l'intérieur.

APRES LA VICTOIRE DES BALKANS

La jonction générale de toutes les forces alliées est maintenant réalisée

La Roumanie aurait déclaré la guerre à la Hongrie

New-York, 8 septembre. **— Selon la radio américaine, la Roumanie a déclaré la guerre à la Hongrie.**

Dans les Balkans, la jonction de l'Armée rouge du deuxième front ukrainien et des forces yougoslaves de libération est maintenant réalisée. Il est impossible de souligner suffisamment la portée stratégique de cette victoire. Non seulement, en effet, la péninsule est barrée d'est en ouest, mais vingt divisions nazies sont prises au piège, mais encore les Russes et leurs alliés menacent maintenant les germano-hongrois sur un front continu de 700 kilomètres.

La supériorité matérielle et tactique des armées de la liberté pourra désormais s'affirmer pleinement, malgré les obstacles montagneux, tertres à franchir. Dans le Sud-Est européen, la guerre est maintenant parvenue à sa phase décisive.

L'unité de l'effort interallié pour traquer le fauve hitlérien dans son repaire pourra désormais se faire de plus en plus complète. Seule l'étroite Adriatique sépare dorénavant l'armée d'Italie et l'armée des Balkans.

Il ne s'agit pas seulement d'une jonction soviéto-yougoslave, mais d'une jonction générale de toutes les forces alliées.

Ce matin, des nouvelles sérieuses annoncent le débarquement en territoire yougoslave d'unités anglo-franco-américaines venues plus complètement encore manifester cette unité.

Ainsi les unités du général Malinovsky, pour avoir franchi les Portes de Fer et s'être avancées jusqu'à Kladovo, et celles du maréchal Tito pour avoir, avec des moyens de fortune, progressé à l'est de la capitale contre un ennemi bien armé, ont obtenu un triomphe de portée historique.

D'autre part, en Serbie, Ozeya et Andrejew sont libérés. Au sud-ouest, à la limite de la Bosnie et de l'Herzégovine, les patriotes sont vainqueurs près de Sarajevo, sur la Narenda, et, plus au nord, occupent la ligne Dobog-Tuslea. D'autres succès sont annoncés en Slovénie.

En Roumanie, l'emprise soviéto-roumaine s'est étendue dans la région de Brasov. Cent nouvelles localités ont été enlevées. Dans la plaine de Transylvanie, la bataille se déroule maintenant en territoire hongrois sur un front plus large. A l'arrière, les partisans slovaques, munis d'armes russes, coupent les communications. A Budapest, le ministre fantoche Zakatos n'a pu empêcher de violentes manifestations en faveur de la paix.

Au sud, en Bulgarie, dont la frontière, malgré les mensonges nazis, n'a pas été franchie par les Russes, le ministère Mouraview annonce le désarmement complet de l'ennemi. Berlin dément avoir reçu notification d'une déclaration de guerre de la Bulgarie. Mais après des actes d'hostilité des troupes allemandes, Sofia a fait simplement savoir à Moscou qu'elle se considérait en état d'hostilité avec le Reich. La nouvelle est donc confirmée.

EN BULGARIE

Selon les milieux diplomatiques bulgares d'Istamboul, Moscou a exigé de Sofia :

1. La rupture des relations avec le Reich ;
2. L'expulsion des troupes allemandes ;
3. L'octroi du droit de passage aux patriotes yougoslaves ;
4. Enfin, une coopération active avec les forces du maréchal Tito.

EN YOUGOSLAVIE

En Yougoslavie, les attaques des troupes du maréchal Tito contre les lignes de chemin de fer de Croatie ont coupé Zagreb des autres villes importantes du pays.

L'AFFAIRE BONY-LAFONT

Un tripot dans une chapelle

LA GESTAPO Y FAISAIT DES « AFFAIRES D'OR »

— Bony est un monstre ! Je le déteste. Si vous saviez ce qu'il a fait de mes enfants !...

Toute la haine de Mme Lascaut pour Pierre Bony est dans cette phrase. Il a entraîné dans son sillage, rue Lauriston, Jacques et Jean Lascaut, ses neveux dont nous avons dit hier la part qu'ils prirent à la dénonciation de membres de la Résistance et à l'exécution d'Eugène Deloncle.

Deux dévoyés

Elevés par une mère restée veuve très jeune et qui se sacrifia pour ses trois enfants, deux garçons et une fille, Jacques et Jean, malgré leur éducation bourgeoise, se sont engagés, très tôt, sur la mauvaise pente. Deux dévoyés, Jacques, beau garçon — il a eu 24 ans le 17 juillet — haïssait son frère cadet, moins beau, moins élégant que lui et par surcroît boiteux et grand buveur mais par contre, supérieur en intelligence et en esprit d'initiative.

Jean déteste son frère. Ils sont souvent ensemble et, pourtant, leur haine est telle qu'un jour ils faillirent pour quelques billets de mille francs, s'entretuer à coups de couteau.

Tous deux sont entrés dans la Gestapo française par Bony, à la seule condition qu'ils ne dévoilent jamais leur fraternité. Bony obéissait là, sans doute, à des raisons uniquement policières.

Le tortionnaire

Rue Lauriston, Jacques se pervertit plus qu'il n'était. Il décide de faire comme ces messieurs ; il choisit dans Montmartre trois ou quatre maîtresses et s'institue leur « protecteur ». Il gagne ainsi ses galons dans le milieu.

Mais, à la rue Lauriston, on ne lui confie que des missions de peu d'intérêt. On l'emploie à la chambre des aveux, où il bat les emprisonnés à coup de schlague, ce fouet aux lanières terminées par des boules de plomb. Souvent il rentre ivre, ivre de sang et d'alcool. Et il avoue à sa maîtresse :

— J'ai bu pour me donner du cœur, car j'ai fait un drôle de boulot.

Il aime le sang. Ne s'était-il pas spécialisé, dans la ferme bretonne où il s'était réfugié après sa brouille avec Bony, dans l'office de tueur de porcs ?

Mais bientôt la Gestapo ne l'intéresse plus. Il s'essaie dans une autre industrie. D'accord avec Lafont, il loue, au 5 de l'avenue Saint-Honoré-d'Eylau, un rez-de-chaussée de trois pièces.

Rez-de-chaussée lugubre, dont une chambre sera aménagée en salle de jeu.

(Suite en deuxième page)

Le front allemand est percé en Pologne

Au nord-est de Praga, la région du Bug et de la Narew est maintenant le théâtre de furieux combats. L'Armée rouge, victorieuse à Ostrolenka, a enlevé Wolomyn. Les défenses fortifiées de la région sont maintenant percées en plusieurs points. Les divisions nazies se défendent toujours avec acharnement. Des formations de SS, rappelées notamment de Tchécoslovaquie, livrent une lutte désespérée.

En effet, militairement, une rupture complète du front permettrait d'isoler Varsovie, au sud, et de cerner au nord, par une percée en direction de Gdynia ou Dantzig, des dizaines de milliers de soldats d'élite. Mais surtout, nationalement, c'est le sol germanique qui servirait désormais de champ de bataille. C'est lui que les soldats nazis, autrefois si fiers d'envahir notre pays, s'efforcent maintenant de protéger.

Maintenant que voilà trouvé le défaut de la cuirasse qui allait de la Baltique aux Carpathes, les événements vont se précipiter. Le peuple polonais n'attendra plus longtemps sa libération complète.

Les Allemands sont partis nous allons revoir les fruits coloniaux

Depuis quatre ans, nous les avions oubliés : oranges, pamplemousses, dattes, citrons, qui en a vu en ces dernières années ?

Nous avons vu, un jour de l'hiver dernier, une petite fille de quatre ans, recevoir dans sa main une mandarine. Elle la tourna d'abord en tous sens, puis compris que ça se mangeait, et résolument mordit dans l'écorce. Elle ne savait pas. Elle n'en avait jamais vu.

Et pourtant jusqu'en 1942, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc nous ont envoyé des caisses et des caisses. **Où allaient-elles ? Elles allaient en Allemagne, sur les tables des officiers** de l'armée d'occupation, dans les arrière-boutiques des magasins de marché noir de luxe.

L'Espagne, elle aussi, envoyait des oranges, et spécialement pour les enfants de France et pour la Croix-Rouge. Combien d'écoles en ont reçu ? Combien de prisonniers en ont mangé ? Les Allemands prenaient en moyenne 80 à 90 pour 100 des arrivages.

Ces temps-là sont finis, et nous reverrons, peut-être cet hiver, les étalages illuminés, les énormes tas de fruits, les oranges enveloppées de papier fin dans les souliers de Noël.

Le pillage de la France

105 WAGONS REMPLIS D'OBJETS D'ART PARTAIENT POUR L'ALLEMAGNE...

Et avec eux 1.200 pianos et 900.000 bouteilles de cognac

Ils ont pillé partout et de toute manière. Il y a eu les pilleurs d'épaves qui, après les bombardements de Domfront, forcèrent les habitants à sortir de la ville, et, systématiquement, saccagèrent les armoires pour le plaisir ; nous avons vu, lors de l'évacuation de Paris, qu'ils oublièrent parfois d'emporter leurs mitraillettes, mais l'on vit des chargements ahurissants : tel ce canapé rouge qui, à lui tout seul, remplissait un camion Todt ou ces caisses de champagne qui trônaient au-dessus des chenillettes. Ce n'était plus une armée en campagne qui se retirait, mais une bande de naufrageurs encombrée de valises, crevant de son propre butin.

Les voleurs de marque

Mais il y a aussi les voleurs de marque. Ils ne s'avouaient pas tels! Sur ordre ils « réquisitionnaient » indifféremment, payant en monnaie de singe tout ce qui pouvait en Allemagne se revendre très cher.

Naturellement, tous les courtiers marrons qui participaient à l'affaire prélevaient un honnête courtage. On réquisitionna, on acheta, on confisqua tellement que les entrepôts vinrent à manquer et que tout local vide, tout wagon sans emploi, fut requis pour cet immense butin.

Les caves de la Banque de France ne contenaient plus d'or mais du cognac, 900.000 bouteilles d'Hennessy. Les sous-sol du musée de l'Art moderne devinrent un entrepôt où l'on a retrouvé 1.200 pianos de toute taille, de tout genre.

(Suite en deuxième page)

Les 1.200 pianos volés vont-ils donner un concert aux statues du quai de Tokio.

Un V-1 tombe en banlieue

4 morts et 12 blessés

Vers 11 h. 25 ce matin un V-1 est tombé dans la proche banlieue. On compte jusqu'à présent 4 morts et 12 blessés, mais il est à craindre que d'autres victimes ne soient encore sous les décombres.

Les dégâts sont importants.

L'AFFAIRE BONY-LAFONT

Un tripot dans une chapelle

LA GESTAPO Y FAISAIT DES « AFFAIRES D'OR »

— Bony est un monstre ! Je le déteste. Si vous saviez ce qu'il a fait de mes enfants !...

Toute la haine de Mme Lascaut pour Pierre Bony est dans cette phrase. Il a entraîné dans son sillage, rue Lauriston, Jacques et Jean Lascaut, ses neveux dont nous avons dit hier la part qu'ils prirent à la dénonciation de membres de la Résistance et à l'exécution d'Eugène Deloncle.

Deux dévoyés

Elevés par une mère restée veuve très jeune et qui se sacrifia pour ses trois enfants, deux garçons et une fille, Jacques et Jean, malgré leur éducation bourgeoise, se sont engagés, très tôt, sur la mauvaise pente. Deux dévoyés, Jacques, beau garçon — il a eu 24 ans le 17 juillet — haïssait son frère cadet, moins beau, moins élégant que lui et par surcroît boiteux et grand buveur mais par contre, supérieur en intelligence et en esprit d'initiative.

Jean déteste son frère. Ils sont souvent ensemble et, pourtant, leur haine est telle qu'un jour ils faillirent pour quelques billets de mille francs, s'entretuer à coups de couteau.

Tous deux sont entrés dans la Gestapo française par Bony, à la seule condition qu'ils ne dévoileront jamais leur fraternité. Bony obéissait là, sans doute, à des raisons uniquement policières.

Le tortionnaire

Rue Lauriston, Jacques se pervertit plus qu'il n'était. Il décide de faire comme ces messieurs : il choisit dans Montmartre trois ou quatre maîtresses et s'institue leur « protecteur ». Il gagne ainsi ses galons dans le milieu.

Mais, à la rue Lauriston, on ne lui confie que des missions de peu d'intérêt. On l'emploie à la chambre des aveux, où il bat les emprisonnés à coup de schlague, ce fouet aux lanières terminées par des boules de plomb. Souvent il rentre ivre. Ivre de sang et d'alcool. Et il avoue à sa maîtresse :

— J'ai bu pour me donner du cœur, car j'ai fait un drôle de boulot.

Il aime le sang. Ne s'était-il pas spécialisé, dans la ferme bretonne où il s'était réfugié après sa brouille avec Bony, dans l'office de tueur de porcs ?

Mais bientôt la Gestapo ne l'intéresse plus. Il s'essaie dans une autre industrie. D'accord avec Lafont, il loue, au 5 de l'avenue Saint-Honoré-d'Eylau, un rez-de-chaussée de trois pièces.

Rez-de-chaussée lugubre, dont une chambre sera aménagée en salle de jeu.

(*Suite en deuxième page*)

Le pill

105 WAGONS PARTAIENT

Et avec eux 1.200

Ils ont pillé partout et de toute manière. Il y a eu les pilleurs d'épaves qui, après les bombardements de Domfront, forcèrent les habitants à sortir de la ville, et, systématiquement, saccagèrent les armoires pour le plaisir ; nous avons vu, lors de l'évacuation de Paris, qu'ils oublièrent parfois d'emporter leurs mitraillettes, mais l'on vit des chargements ahurissants ; tel ce canapé rouge qui, à lui tout seul, remplissait un camion Todt où ces caisses de champagne qui trônaient au-dessus des chenillettes. Ce n'était plus

La brigade du crime

(Suite de la première page)

Entièrement boisée, cette pièce est meublée d'une grande table, six fauteuils et deux lampadaires d'église. La fenêtre est ornée de vitraux en ogive. Un ostensoir voisine avec un bonze chinois transformé en candélabre. Autour de la fenêtre court une installation d'éclairage indirect.

Le tripot

L'atmosphère de cette salle est lourde, chargée de malaise. Là se sont déroulées, avant Lascaut, des orgies. On y a fumé de l'opium, prisé de la cocaïne et célébré des messes noires.

Lascaut « monte » dans cette chapelle des ténèbres des parties de baccara, de chemin de fer. Un croupier marron dirige les parties et quatre compères dévalisent les petite copains de la rue Lauriston et les clients ramenés de Montmartre ou des Champs-Elysées par les petites amies de Lascaut.

Quant à son frère Jean, il quitta la rue Lauriston pour diriger, avec un neveu de Lafont, un bureau d'achat allemand de la rue Chaptal. Bureau qui, en réalité, n'achetait rien et dévalisait les stockeurs de denrées rares.

Les deux frères avaient fini par détester Bony. Jacques disait souvent :

— Bony est une crapule. A mon retour à Paris, je le descendrai.

Lors du débarquement allié, Jacques Lascaut se trouvait en Bretagne et Jean dans une organisation allemande, la N.S.K.K., à Cherbourg.

Aucun fait d'importance n'a marqué la journée d'hier. Les interrogatoires se poursuivent, quai des Gesvres, et les inspecteurs procèdent à des recherches dans l'entourage des principaux personnages arrêtés.

Henri Lafont a été entendu par les commissaires Clot et Levitre. Il n'a pas encore été question des tortures infligées rue Lauriston, dans sa déposition qui est plus exactement une confession. Sa vie est une série de déboires et de condamnations jusqu'à 1941, époque à laquelle il entre à la Gestapo. En 1942, ses amis Radek et Bamelburg, respectivement capitaine et major de l'armée allemande, le font naturaliser Allemand.

Lafont a précisé que certaines affaires commerciales telles que déblocage de wagons et de stocks de tissus pour ses nouveaux « compatriotes » lui avaient rapporté de 3 à 5 millions.

Il a donné quelques noms à la police : ceux de ses principaux collaborateurs : l'ancien inspecteur de police révoqué Maillebuau, le lieutenant S.S. Danos, un des assassins de la rue de la Victoire, Manuelli et Cazauba, repris de justice, le boxeur Kid Francis, le dentiste Chapira et un faussaire de grande classe : le docteur Robbes, ami intime de Lafont.

Hier après-midi, à l'heure où s'effectuait une perquisition 3 *bis*, place des Etats-Unis, dans les appartements de la princesse Tchernitcheff, la nouvelle parvenait à la préfecture de police que l'inspecteur Morin, que l'on croyait disparu, était retrouvé.

M. Tanguy-Prigent
ministre de l'Agriculture
a-t-il été victime de la Gestapo ?

Au ministère de l'Agriculture on est très inquiet sur le sort de M. Tanguy-Prigent, qui devait arriver à Paris mercredi soir.

Un message par radio a été lancé hier matin et, à l'heure actuelle, n'a encore reçu aucune réponse.

Dans l'entourage immédiat du ministre, on se montre fort inquiet de ce silence, d'autant plus que les Allemands en retraite auraient recherché M. Tanguy-Prigent dans sa ferme de Saint-Jean-du-Doigt, où ils auraient fusillé deux membres de sa famille et un de ses proches amis.

En 1936, à l'âge de 25 ans, M. Tanguy-Prigent avait été élu député du Finistère.

Il devint par la suite maire de sa commune et conseiller général du canton de Lanmeur. Il avait fondé, dans le canton de Plouigneau, une coopérative agricole modèle.

Dès 1940, il refusa de collaborer avec le gouvernement Pétain et fut relevé de ses fonctions.

Activement recherché par la Gestapo, M. Tanguy-Prigent tint pendant deux ans le maquis breton et fut un des fondateurs du mouvement de Résistance paysanne.

On se demande si la Gestapo n'aurait pas réussi à l'atteindre.

SAMEDI
9
SEPTEMBRE 1944
N° 19 — 2 FRANCS

LIBÉRATION
ÉDITION DE PARIS

Rédaction, Adm., 37, r. du Louvre, Paris (2°) — Tél.: TUR. 52-00 (35 lignes groupées)

PETITE HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE EN GUERRE

COMMENT LES U.S.A.

- PASSANT DE L'ÉTAT DE PAIX A L'ÉTAT DE GUERRE -

FORGÈRENT LES ARMES DE LA VICTOIRE

Il n'y eut pas de miracle, mais une œuvre de réalisation longtemps incertaine dont les résultats font aujourd hui crier au miracle

par Robert de SAINT-JEAN

Robert de Saint-Jean, journaliste avant guerre, vient de passer quatre ans aux Etats-Unis et en Angleterre. De retour à Paris, il a bien voulu nous donner son premier article, l'article d'un homme qui sait voir et qui a vu, en particulier, s'accomplir sous ses yeux la lente mais sûre évolution de la politique américaine vers la guerre.

Lorsque j'ai vu se suivre sur nos routes de Normandie les légions de tanks et de camions américains, je n'ai pu m'empêcher de me reporter de quatre ans en arrière... Septembre 1940. Que l'Amérique, alors, était loin de la guerre, moralement et matériellement !... Pendant les grandes manœuvres de l'été 1940, on vit dans la campagne américaine, des charrettes sur lesquelles était peint le mot « tank » faire figure de chars d'assaut... Après l'invasion des pays scandinaves, le Sénat vota des crédits supplémentaires pour... cinquante-cinq avions modernes.

Cependant, après l'occupation de Paris, l'opinion demeure frappée de stupeur et le président Roosevelt, pendant quelques mois, ne cache pas son profond découragement, car il comprend que, lorsque le bouclier français tombe, les Etats-Unis deviennent vulnérables. Mais cette clairvoyance reste le fait d'un très petit nombre d'observateurs, tandis que ceux qui se mettent à douter des vertus fondamentales du peuple français se font plus nombreux. N'y a-t-il pas, d'ailleurs, des commis voyageurs en défaitisme, mandatés par Vichy, qui assurent aux oreilles américaines, comme le fait le gendre de Pierre Laval, « qu'il faut laisser mourir la France en beauté » ?

D'autres esprits, qui se croient forts, murmurent — là-bas aussi — qu'il faut se laisser porter par la vague hitlérienne, qui est « la vague de l'avenir », etc. Pendant toute la campagne électorale, ce courant d'opinion est si puissant qu'il semble qu'on ne le remontera jamais.

De l'état de paix à l'état de guerre

Cependant, dès l'automne de 1940, l'Amérique se ressaisit. Son armée ne compte pas trois cent mille hommes, mais déjà le principe de la conscription est posé (la loi ne sera votée plus tard que de justesse). Le nombre de ses avions de guerre est incroyablement modeste, mais les plans des premières grandes usines d'aviation s'élaborent. La flotte américaine, nombreuse et puissante, n'est pas en mesure, toutefois, de répondre à la tâche énorme qui peut lui être imposée sur plusieurs mers. Le programme d'une « flotte pour deux océans » est arrêté. L'Angleterre, pour qui on n'a guère pu faire que des prières au moment de son grand combat singulier d'août et de septembre 1940, va recevoir une aide de plus en plus substantielle.

Avril 1941 : la fabrication des autos et des frigidaires pour le marché civil est suspendue. Petite date, mais qui en dit long parce qu'elle fait comprendre au public que quelque chose de considérable est en voie d'accomplissement : la transformation de l'industrie de paix en industrie de guerre.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Une bonne nouvelle

DÈS LUNDI de 6 h. à 22 h. 11 LIGNES DU MÉTRO vont fonctionner

Poursuivant son action en vue d'améliorer rapidement les conditions de vie de la population parisienne, M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, est en mesure d'annoncer la remise en service prochaine du chemin de fer métropolitain. C'est à partir du lundi 11 septembre, à 6 heures du matin que les lignes Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation.

Le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi entre 6 heures et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence : elles seront espacées d'environ dix minutes pendant les heures creuses.

C'est grâce au concours actif et dévoué apporté au ministre par l'ensemble des services techniques intéressés que le rétablissement partiel des connexions avec les sources d'énergie du Massif Central a pu être aussi rapidement assuré.

Le gaz et l'électricité sont partiellement rétablis. Le métropolitain va l'être. Paris reprendra assez vite sa physionomie habituelle si la population veut bien s'astreindre à la discipline indispensable pour seconder efficacement l'effort gouvernemental.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE LIQUIDE "L'ETAT FRANÇAIS" ET RÉTABLIT LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

TOUTE L'ANCIENNE LÉGISLATION DU GOUVERNEMENT DE VICHY EST ANNULÉE OU SOUMISE A LA RÉVISION

LA LÉGION DES COMBATTANTS ET LES GROUPEMENTS A LA SOLDE DE L'ENNEMI SONT DISSOUS

La légalité républicaine est rétablie. Une ordonnance du 9 août 1944, qui va être incessamment publiée par voie d'affiches et au *Journal officiel*, définit les principes de ce retour à la légalité française.

Voici les principales dispositions de ce texte :

I. La forme du gouvernement est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister.

II. Tous les actes législatifs promulgués sur le territoire métropolitain postérieurement au 16 juin 1940 sont nuls. Cette nullité doit être constatée.

Est d'ores et déjà expressément constatée la nullité des actes suivants :

Tous les actes constitutionnels.

Tous les actes instituant des juridictions d'exception.

Tous les actes imposant le travail forcé pour l'ennemi.

Tous les actes relatifs aux sociétés dites secrètes.

Tous les actes établissant une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif.

L'acte du 16 juillet 1940 relatif à la formule exécutoire.

III. Les textes administratifs individuels sont validés provisoirement. Leur revision sera poursuivie.

IV. Les décisions des juridictions d'exception qui ne relèvent pas de la loi du 6 juillet 1943 et les textes réprimant les actes accomplis pour la libération sont validés.

V. Les actes de l'autorité de fait se disant « gouvernement de l'Etat français » dont la nullité n'est pas constatée par la présente loi continueront à être provisoirement appliqués.

VI. Les textes publiés au *Journal officiel* de la France Libre, au *Journal officiel* de la France combattante, au *Journal officiel* du commandement en chef depuis le 18 mars 1943, enfin au *Journal officiel* de la République entre le 10 juin 1943 et ce jour ne seront applicables à la France métropolitaine qu'à partir d'une date qui sera fixée pour chacun d'eux.

VII. Sont dissous les groupements et organismes suivants :

La Légion française des combattants.

Le Service d'ordre légionnaire.

La Milice.

Le groupe « Collaboration ».

La Phalange africaine.

La Milice antibolchevique.

La Légion tricolore.

Le Parti franciste.

Le Rassemblement national populaire.

Le Comité ouvrier de secours immédiat.

Le Mouvement social révolutionnaire.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

De la mer du Nord aux Vosges

SUR UN FRONT DE 400 KM. LES ALLIÉS ont déclenché leur offensive

En Belgique le canal Albert est franchi tandis que sur la Moselle le front allemand cède devant l'infanterie alliée

Sur un front de plus de 400 kilomètres s'étendant depuis la côte de la mer du Nord jusqu'à la région de Nancy — et situé en plusieurs points à moins de 50 kilomètres de la ligne Siegfried — les alliés ont déclenché aujourd'hui une offensive générale. En même temps que cette nouvelle parvenait du front, les correspondants alliés du G.Q.G. signalaient que le commandement allié a camouflé la marche des opérations d'un nouveau voile de silence afin de cacher à l'ennemi le développement des opérations et de terminer dans le plus grand secret le rassemblement des énormes forces qui vont prendre part à l'assaut final pour ouvrir la route de l'Allemagne.

Le canal Albert forcé

En Belgique, ce sont les forces britanniques de la seconde armée qui ont déclenché les premières l'attaque générale. Parties de la région de Louvain, les unités du général Dempsey ont forcé le passage du canal Albert, malgré une énergique résistance ennemie, et atteint les abords de Bourg-Léopold, à 45 kilomètres de la frontière du Reich.

Plus au sud, les forces américaines opérant dans la vallée de la Meuse ont largement dépassé Namur, occupé Huy et sont signalées aux abords immédiats de Liége. Une troisième pointe, parallèle aux deux précédentes, mais plus en retrait, s'esquisse immédiatement à l'est du saillant de Givet, dans la difficile région de la forêt des Ardennes, en direction générale du Luxembourg.

Le nettoyage de la côte

Dans la partie occidentale de la Belgique, Britanniques et Canadiens s'efforcent de réduire le plus rapidement possible les restes de la 15e armée ennemie, déjà encerclée, mais dont certains éléments tentent de s'enfuir par mer à travers le vaste estuaire de l'Escaut. On n'a eu aujourd'hui aucun nouveau détail sur les opérations devant Boulogne, Calais et Dunkerque. Mais dans la plaine des Flandres, les Britanniques, partis d'Ypres, ont lancé deux pointes blindées vers la côte et vers le nord, dans le but de scinder en tronçons les restes de l'armée ennemie. La première de ces colonnes a atteint Dixmude et la seconde opère dans la région de Roulers.

Sur la Moselle

C'est la 3e armée américaine qui livre actuellement sur la Moselle les plus durs combats de l'ensemble du front. Sous le poids d'une poussée d'infanterie particulièrement puissante, les premières lignes ennemies à l'est de la rivière commencent à s'écrouler, tandis que sur la rive orientale les chars se massent et sont prêts à entrer en action. L'attaque de l'infanterie est appuyée par un violent barrage d'artillerie et de mortiers dirigé contre les positions allemandes installées dans les collines dominant la vallée de la Moselle. Les escadrilles alliées, malgré le mauvais temps, ont également coopéré avec efficacité au déclenchement de cette offensive.

Au moins quatre têtes de pont sont utilisées par les Américains comme positions de départ ; l'une, située à environ 10 kilomètres à l'ouest de Nancy, une seconde dans le secteur de Pont-à-Mousson, et deux autres au sud de Metz. Les correspondants alliés estiment que Nancy et Metz seront aux mains des alliés ou encerclées au cours des prochaines quarante-huit heures. Il semble d'ailleurs que les Allemands n'aient pas l'intention de s'accrocher à ces villes mais uniquement de retarder l'avance alliée par de violentes manœuvres d'arrière-garde. Pour le moment, aucune contre-attaque d'envergure n'a été signalée dans ce secteur.

J.-E. LAGRANGE.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

LE MINISTRE D'ALLEMAGNE à Bucarest s'est suicidé après une crise de démence

au cours de laquelle il aurait tué la majeure partie de son personnel

Une dépêche de Madrid à l'United Press fait savoir qu'un diplomate arrivant de France à Madrid a relaté qu'au moment où il a appris la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Allemagne, M. von Killinger, ministre d'Allemagne à Bucarest, a été saisi d'une crise de folie. Armé d'une mitraillette, il s'est mis à courir d'une pièce à l'autre en criant: « Nous devons tous mourir pour le Fuehrer » et en menaçant de son arme les différents attachés de la légation et même les dactylos.

Après avoir fait feu sur l'une des malheureuses employées, von Killinger s'est rendu dans son bureau et s'est donné la mort devant le portrait en pied du Fuehrer.

Selon des détails télégraphiés par ailleurs de la capitale espagnole à l'agence Reuter, M. von Killinger aurait tué la plus grande partie du personnel de la légation, y compris les femmes, malgré les supplications désespérées de celles-ci.

Le drame aurait été connu à Berlin par l'arrivée d'un attaché à la légation de Bucarest, qui ramenait en automobile les corps de sa femme et de sa fille, exécutées par von Killinger.

LE CONSEIL DES MINISTRES décide une revision des salaires

MINIMA ET PLAFONDS SERONT FIXÉS PAR CATÉGORIE

Une journée constructive.

D'abord, dans l'immense forêt juridique des lois, des arrêtés et des décrets, une coupe a été faite, large et sombre comme la législation de Vichy, qu'elle émonde.

On liquide, on balaye. La République continue. Un coup d'éponge sur quatre années d'ordre nouveau.

Dommage qu'il ne puisse effacer aussi tous les ministres de tous les cabinets Pétain. Car, tout de même, elle est bien lente et molle l'épuration, et ne paraît pas correspondre à la volonté si nettement exprimée par le gouvernement, aux ordres si explicites des ministres de l'Intérieur et de la Justice.

En liberté, et pas autrement soucieux de leur avenir immédiat ou lointain, d'anciennes excellences et des directeurs de journaux d'hier continuent à se promener dans Paris. Avec, aux lèvres, un rien d'ironie. Est-ce que, par hasard, la police, dans son magnifique mouvement d'insurrection, aurait oublié quelques poussières dans ses rouages, que la machine ne tourne pas rond

Au Conseil des ministres, trois heures ont été employées à un travail fécond.

Un exposé militaire

Ce fut, d'abord, un long exposé du général de Gaulle. Le président du gouvernement s'est attaché à fixer le tableau de la situation militaire et générale.

Cette armée du Sud, armée française en majeure partie, a livré, pour débarrasser le territoire, des batailles qui furent, à Toulon et à Marseille notamment, parmi les plus dures de la campagne de France.

L'action parallèle ou conjointe des F.F.I. a apporté, cependant, aux armées américaines et anglaises un appoint qui, souvent, fut décisif. L'extraordinaire trouée des blindés en direction de la ligne Siegfried n'a, en effet, été possible que par l'accumulation des mille et une actions de partisans cernant des groupes ennemis, coupant leurs communications, disloquant leurs convois, empêchant leur retraite.

La bataille, pourtant, n'est pas terminée. Il faut s'attendre à ce que l'ennemi s'accroche, désespérément, à la ligne Siegfried.

La France, tout entière entrée dans la guerre, devra encore livrer de durs combats et fournir de gros efforts.

Ces efforts, l'industrie aussi est prête à les entreprendre. Le ministre de l'Air, M. Fernand Grenier, a pu indiquer que, dans les usines d'aviation, 45.000 ouvriers vont retrouver leurs machines. La plupart des matières premières ont été sauvées, le matériel aussi, par la vigilance des métallos eux-mêmes.

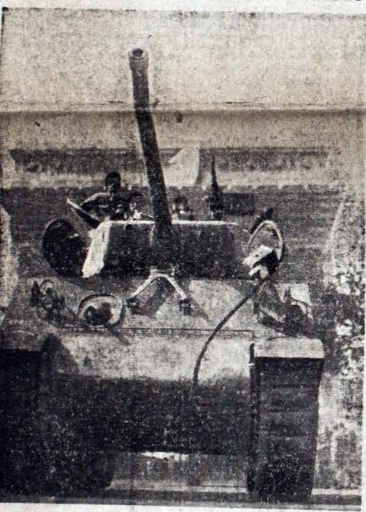
Enfin, le gouvernement a mis au point la question du relèvement des salaires. Une solution est intervenue, qui n'est point simple, et qui fera l'objet de nombreux textes publiés aujourd'hui.

Au lieu d'une augmentation uniforme de 40 0/0, qui n'aurait eu pour résultat que de consacrer, voire d'exagérer les injustices de certains barèmes, toute une série de dispositions fixe, par catégorie, pour les fonctionnaires et les différents groupes de salariés, un échelon d'améliorations, avec minima et plafonds. Il n'est pas possible d'en dire plus, tout résumé risquant de trahir l'harmonie de cet ensemble compliqué.

Enfin, le commissaire aux prisonniers et déportés, M. Henri Frenay, a fait connaître dans quelles conditions le gouvernement, avec l'assistance des organisations de résistance et du mouvement national des prisonniers et déportés, préparait, pour aujourd'hui, l'aide à ces millions de Français maintenus de force dans les camps et les usines du Reich, l'aide, aussi, à leurs familles et, pour demain, le prompt retour de nos malheureux compatriotes.

Claude MARTIAL.

DE L'ARC DE TRIOMPHE AUX INVALIDES



Un Shermann descend les Champs-Elysées.
(Photo Libération.)

Si le plan allemand avait été exécuté

PARIS ET LA PROVINCE seraient restés deux ans sans liaisons téléphoniques

3.000 kgs de dynamite qui devaient sauter ont été découverts dans les centraux interurbains

Comme on le sait, l'automatique a pu fonctionner pendant toute la bataille et chaque central assurer son service, non sans crainte de voir les Allemands attaquer ces postes essentiels dans la vie de la capitale. Il n'en est pas de même de l'interurbain que les Allemands occupèrent jusqu'au dernier moment.

Dès leur arrivée à Paris en 1940, les Allemands prirent possession des deux centrales téléphoniques qui commandent tout le réseau interurbain.

Pendant plus de quatre ans, malgré une sourde hostilité de tout le personnel, ils régnèrent en maîtres absolus sur ces précieuses installations, dont, quelques jours avant leur départ, ils préparèrent minutieusement la destruction systématique.

Sans les F.F.I....

Au moment où sous la menace de l'insurrection parisienne ils furent contraints d'abandonner les leviers de commande, ils commencèrent à mettre à exécution leur sinistre projet. Mais, les Allemands n'avaient oublié qu'une chose dans leur plan méthodique de destruction : c'est la volonté adverse de toutes les forces spontanément dressées entre eux. Ils furent pris de court par le harcèlement des F.F.I., par les tirs des barricades qui paralysèrent leurs voitures et ne purent quitter les points névralgiques de la capitale comme ils l'auraient voulu, semant derrière eux la ruine totale.

On a retiré 300 kg. de dynamite amorcée des sous-sols et trouvé une réserve de 700 kg. d'explosifs en dépôt, toujours dans les locaux des centraux.

Les amplificateurs, les tables de commandes, les accus, tout était prêt à sauter. A chaque point particulièrement fragile, des boîtes d'explosifs avaient été soigneusement placées, reliées les unes aux autres par des fils électriques. L'ensemble du système de mise à feu aboutissait à un point central situé au balcon du 61 de la rue des Archives.

Il suffisait de deux fils déroulés par voiture, jusqu'à la République, par exemple, pour provoquer l'explosion de la totalité des installations par l'établissement d'un contact à distance : en quelques secondes dans une explosion fantastique, le patient travail de plusieurs dizaines d'années était anéanti à jamais. Il aurait fallu construire entièrement une nouvelle centrale, rétablir les têtes de câbles, bref travailler pendant au moins deux ans avant de pouvoir normalement correspondre par téléphone avec les villes de province.

Dans la ruche de la rue des Archives

Le jeudi 27 août, 40 Allemands étaient encore dans les bâtiments de la rue des Archives, cette immense ruche ; ils avaient éliminé le personnel de la station des câbles, cependant qu'une vingtaine de Français de l'équipe de sécurité avaient pu obtenir l'autorisation de rester sur place. C'est à ces hommes d'un dévouement exceptionnel que l'on doit d'avoir constamment pu maintenir le contact avec l'extérieur, malgré l'interdiction allemande. Ils dissimulèrent un téléphone dans un placard et gardèrent une ligne avec les pompiers, prêts à intervenir à la moindre alerte.

En attendant, le personnel français est gardé dans des bureaux, tandis que les Allemands se mettent à détruire tout ce qu'ils peuvent, à tort et à travers, brisant à coups de masse, ou à la hache, les organismes les plus fragiles.

J. BERGER.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

La semaine

LIBÉRATION

BIENTOT

conviera

les Parisiens...

glorieuse

LES PARISIENS ONT ACCLAMÉ le général Eisenhower

Il a remis une plaque commémorative à la Ville de Paris et fait le général Koenig "commandeur de l'Ordre du Mérite"

Hier, à 14 h. 30, place de l'Etoile, la Ville de Paris a reçu l'hommage du général Eisenhower.

Encore une fois, de la Concorde à l'Etoile, tout au long des artères qui connurent, ces deux dernières semaines, les plus extraordinaires apothéoses, la foule parisienne s'était assemblée, insatiable dans son enthousiasme, avide de crier à nouveau sa joie et sa reconnaissance de peuple libre.

A l'Arc de Triomphe, dès 14 h. 15, le dispositif officiel est en place.

Une double haie de gardes républicains, en tenue d'apparat, borde de chaque côté la tombe de l'Inconnu et se prolonge jusqu'à la chaussée, tandis que les bas côtés de la place sont étayés par les chars de Leclerc, tournés vers les Champs-Elysées.

Sous la voûte centrale, la clique de la garde, en grand uniforme, fait front. Les premiers officiels sont là. De l'autre côté de la place, la foule s'amasse.

Soudain, un frémissement. Ordres imperceptibles. Cliquetis de sabres. La haie d'honneur s'aligne, se fige, impeccable.

La sonnerie aux champs éclate. Arrivent alors les premières personnalités, le général Juin, les généraux Koenig et Boucoat, l'amiral d'Argenlieu, le préfet de police.

Y. H.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Le général Eisenhower, aux Invalides, remet au général Koenig la cravate de « commandeur de l'ordre du mérite ».
(Photo exclusive « Libération ».)

L'épuration

De Rohan-Chabot
Directeur de la Croix-Rouge
René Fonck
Le banquier Worms
sont arrêtés
ainsi que
Darquier de Pellepoix

Le ministère de l'Intérieur communique la liste des personnes arrêtées dans la journée du 7 septembre :

Paul de Montagnac, secrétaire général de « l'Echo de la France »; de Rohan-Chabot, directeur de la Croix-Rouge; Baptiste Barbageiata, délégué départemental au Ravitaillement général de la Seine; Maxime Biahm, dit Max Bihan, chef des informations du journal « Aujourd'hui »; Henri Kobler, arrêté par ordre du ministre de l'Intérieur; René Fonck, industriel, colonel de réserve de l'Aviation; Worms et, enfin, Leroy-Ladurie.

Radio-France a annoncé, d'autre part, l'arrestation de Darquier de Pellepoix, commissaire aux affaires juives du gouvernement de Vichy et rédacteur en chef de la publication vichyssoise « La France ».

L'arrestation du banquier Worms

Le banquier Worms, qui vient d'être arrêté, est l'une des figures les plus étranges de la haute finance.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Le capitaine SS Lafont

TRANCHAIT LES DIFFÉRENDS PIERRE LAVAL-OTTO ABETZ

Lorsqu'il s'agissait de déterminer le nombre de travailleurs français à déporter en Allemagne

Pendant que, dans cinq bureaux différents du quai de Gesvres, les interrogatoires de Bony, de Lafont et de leurs complices arrêtés se pousuivent simultanément, un commissaire de police opère à longueur de journée les perquisitions qui s'imposent.

Hier, un nouveau repaire de Lafont a été visité.

C'est un pavillon de Neuilly 101, Bd de la Seine, où le bandit logea quelque temps après son départ de la rue Lauriston. Les pièces en étaient décorées d'un grand portrait d'Adolf Hitler, et de photographies de Goering et de Himmler. Dans les caves se trouvaient des installations spéciales qui permettaient à la bande, suivant l'expression d'un enquêteur, de « pousser les interrogatoires un peu loin ».

Parmi les complices de Lafont qui viennent d'être arrêtés figure un des principaux confidents du capitaine des SS : son chauffeur Louis Pagnon, plus connu sous le prénom d'Eddie. Malgré son emploi à première vue modeste, « Eddie », au courant de toutes les activités de son patron, était admis chez toutes les « relations » de ce dernier. Il partageait même avec lui l'amitié de la marquise d'Abrantès, jeune femme fort jolie et fort élégante, qui a été entendue hier par les policiers.

Autre arrestation de première importance : celle d'un authentique baron, dont le nom ne peut encore être divulgué. Elle s'est déroulée dans des conditions dramatiques et faillit coûter la vie à l'inspecteur principal Petit, qui fut reçu par le baron à coups de mitraillette.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Le capitaine SS Lafont

TRANCHAIT LES DIFFÉRENDS

PIERRE LAVAL-OTTO ABETZ

Lorsqu'il s'agissait de déterminer le nombre de travailleurs français à déporter en Allemagne

Pendant que, dans cinq bureaux différents du quai de Gesvres, les interrogatoires de Bony, de Lafont et de leurs complices arrêtés se pousuivent simultanément, un commissaire de police opère à longueur de journée les perquisitions qui s'imposent.

Hier, un nouveau repaire de Lafont a été visité.

C'est un pavillon de Neuilly 101, Bd de la Seine, où le bandit logea quelque temps après son départ de la rue Lauriston. Les pièces en étaient décorées d'un grand portrait d'Adolf Hitler, et de photographies de Goering et de Himmler. Dans les caves se trouvaient des installations spéciales qui permettaient à la bande, suivant l'expression d'un enquêteur, de « pousser les interrogatoires un peu loin ».

Parmi les complices de Lafont qui viennent d'être arrêtés figure un des principaux confidents du capitaine des SS : son chauffeur Louis Pagnon, plus connu sous le prénom d'Eddie. Malgré son emploi à première vue modeste, « Eddie », au courant de toutes les activités de son patron, était admis chez toutes les « relations » de ce dernier. Il partageait même avec lui l'amitié de la marquise d'Abrantès, jeune femme fort jolie et fort élégante, qui a été entendue hier par les policiers.

Autre arrestation de première importance : celle d'un authentique baron, dont le nom ne peut encore être divulgué. Elle s'est déroulée dans des conditions dramatiques et faillit coûter la vie à l'inspecteur principal Petit, qui fut reçu par le baron à coups de mitraillette.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Lafont, arbitre des déportations

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

En même temps, hier matin, l'inspecteur principal Métra a commencé l'interrogatoire détaillé de Lafont.

Interrogatoire difficile, car l'attitude du personnage, vieux cheval de retour qui « connaît la musique », est bien différente de celle de son lieutenant Bony, qui parle sans arrêt depuis trois jours et a encore, paraît-il, trois fois plus d'histoires à raconter.

— *Posez-moi des questions précises et je répondrai,* dit-il aux policiers.

Les questions précises ne manqueront pas de lui être posées. Car l'enquête a déjà fait presque toute la lumière sur ses faits et gestes.

On sait notamment que cet escroc d'envergure qui, sous le nom de Normand, avait réussi avant la guerre à tenir le mess de la préfecture de Police — organisme privé — et à y moissonner une foule de renseignements, a dénoncé aux Allemands M. Priollet, directeur de la P.J., qui est mort dans un camp, dans des conditions abominables.

On sait aussi que le « capitaine », qui portait habituellement sur lui quatre revolvers, dirigea plusieurs expéditions meurtrières contre les patriotes.

L'arbitre

Les policiers sont, enfin, exactement fixés sur les hautes relations du bandit. Ses vols, ses crimes, et aussi les vastes affaires de marché noir qu'il traitait avaient mis Lafont à la tête d'une fortune considérable.

Une seule affaire de bonneterie, à Biarritz, portait sur un chiffre approchant le milliard ! On voit quel bénéfice il dut en retirer. C'est ce côté de la question, qui explique les ramifications absolument fantastiques que l'enquête met à jour, et la toute-puissance du monstre sur les Allemands qu'il corrompait, et sur les gens en place qui se soumettaient à son influence.

Il pouvait, sans que la communication fut coupée, téléphoner au préfet de Police. M. Bussière.

Il recevait, rue Lauriston, M. Jean Luchaire. Il entretenait avec M. de Brinon et ses gens, les relations les plus cordiales.

Nous avons dit déjà que Pierre Laval s'était plusieurs fois entretenu avec lui. Sait-on pourquoi?

C'est parce qu'il appartenait au « capitaine Lafont » de trancher un différend, un léger différend, qui s'était élevé entre M. Laval et M. Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne.

Et à quel sujet ?

On a tout simplement demandé au capitaine Lafont, les exigences de l'un ne correspondant pas aux offres de l'autre, de fixer le nombre d'ouvriers qui devaient être déportés en Allemagne.

Tout simplement.

Le coquin faisait la loi !

23e ANNÉE. — Numéro 6.390

REDACTION
ADMINISTRATION
6, Bd Poissonnière
PARIS (IXe)
Téléphone : PROvence 15-01

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur politique : LÉON BLUM, déporté en Allemagne

DERNIÈRE ÉDITION

SAMEDI
9 SEPTEMBRE
1944

LE NUMERO : 2 FRANCS

Comment nous voyons la IVe République

par Edouard DEPREUX

« La République est morte ; vive la République ! » C'est le cri que nous avons poussé, dès juillet 1940, à la minute même où M. Pétain trouvait, dans tous les milieux, des complicités pour perpétrer son attentat contre la nation et contre la liberté. L'ancien Parlement s'est alors effondré sans grandeur et, à l'Assemblée nationale, tandis qu'un complot bien orchestré affirmait la seule responsabilité de la République dans la défaite, pas une voix n'a même pu s'élever pour flétrir les conceptions routinières d'un état-major, toujours en retard d'une guerre et d'une idée et pour demander la réorganisation de l'Ecole de guerre, de l'Ecole polytechnique et de l'Inspection des finances ! Sans renoncer à nos conceptions, nous avons immédiatement compris qu'il fallait ensevelir la IIIe République dans « le linceul de pourpre où dorment les dieux morts ». Et la République que nous acclamions, c'était bien déjà la IVe.

Oui, le socialisme a besoin pour vivre de la liberté, ce pain de l'esprit. Nous l'avions appris de Jaurès : Héritier du grand courant d'humanisme qui, à travers la Révolution française et la Renaissance, remonte aux sources les plus pures de la civilisation gréco-latine, il se propose essentiellement d'élargir la démocratie politique en démocratie sociale. La tragique expérience de 1940-1944 a singulièrement renforcé notre vieille conviction. Mais nous n'avons jamais identifié démocratie et parlementarisme. En France même, le Parlement a fonctionné, dans la Restauration et la monarchie de juillet, avant l'instauration du suffrage universel et sans que la responsabilité gouvernementale devant les Chambres ait été admise, donc sans démocratie. Réciproquement, dans une très grande République, les Etats-Unis d'Amérique, et dans une petite, la Suisse, le régime est démocratique, sans être parlementaire.

Lorsque je fais cette observation, on me dit parfois : « Soyez prudent, n'oubliez pas qu'en France les attaques contre le Parlement et contre la République sont toujours venues des mêmes milieux, fascistes ou néo-césariens. » Je ne l'ignore aucunement. C'est précisément parce que je veux voir extirper jusqu'aux dernières racines de l'esprit vichyssois que j'adjure nos futurs constituants, s'ils veulent bâtir une république vigoureuse, capable de résister à toutes les intempéries politiques, de profiter de l'expérience acquise. Parlement ? Soit, quoique, personnellement, je préférerais une adaptation aux conditions françaises de l'expérience américaine et de l'expérience suisse. Mais, en tout cas, un parlement très différent de l'ancien. Des réformes constitutionnelles, m'ont affirmé beaucoup de bons esprits, n'étaient pas strictement indispensables : c'est surtout le règlement intérieur qu'il fallait modifier. Je veux bien encore que l'existence même du Sénat, qu'on n'appelait plus conservateur, par pur souci de pureté grammaticale et pour éviter un néologisme, me paraissait incompatible avec les nécessités contemporaines.

Le 11 juillet 1939, interpellant au nom du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville contre les décrets-lois, j'affirmais l'infériorité de la bureaucratie sur le Parlement, mais j'ajoutais : « Messieurs — et je ne parle pas seulement ici en mon nom personnel, mais en celui de tous mes amis — nous n'avons pas la naïveté de penser que le Parlement, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, soit la forme définitive et parfaite de la démocratie telle que nous la rêvons. Nous savons que la machine à fabriquer les lois a besoin d'être assouplie quelque peu ; que certains rouages ont besoin d'être graissés, nous savons qu'il faut adapter le Parlement aux problèmes formidables qui ont été posés depuis plus d'un siècle par suite de l'essor prodigieux du machinisme. Toutes les questions économiques et sociales qui se posent aujourd'hui n'avaient certes pas été prévues par les fondateurs du régime parlementaire. » (*Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*, 12 juillet 1939, page 133.)

(*LIRE LA SUITE EN PAGE 2.*)

LA BATAILLE DE LA MEUSE se développe avec succès

LES AMÉRICAINS AUX PORTES DE LIÉGE

La bataille de la Moselle a commencé

MALGRE une température défavorable et qui avantage les Allemands en retardant la marche des véhicules lourds lancés à leur poursuite, les Alliés ont encore réalisé, dans la journée d'hier, des progrès importants.

Sur la côte du pas de Calais, l'étreinte anglo-polonaise s'est resserrée. Dixmude a été occupée par les Canadiens; les Polonais, après avoir traversé Roulers, sont arrivés dans les faubourgs de Thiell, à vingt-quatre kilomètres à l'ouest de Gand.

Près d'Anvers, les Britanniques ont établi une tête de pont sur la rive gauche de l'Escaut.

Sur le front Louvain-Namur-Sedan, la Ire armée américaine exerce une forte pression sur l'ennemi ; elle a traversé le canal Albert et atteint Bourg-Léopold, a 64 kilomètres à l'est d'Anvers. Au sud-est de Bruxelles, elle a occupé Wavre sur la Dyle et, poursuivant son avance le long de la Meuse, dans une région difficile, a libéré Huy et atteint la bordure occidentale de Liége qu'elle encercle.

A l'est de Dinant, de nouvelles avances ont été effectuées. De durs combats sont engagés pour la possession de la vallée de la Semoy.

Plus au sud, sur le front Longwy-Metz-Nancy, la IIIe armée américaine a déclenché une offensive générale à partir des têtes de pont de la Moselle. Malgré la violente résistance de l'ennemi, qui a amené des renforts, elle s'est approchée de la Moselle à quelques kilomètres au nord de Metz et a traversé cette rivière au nord de Pont-à-Mousson. Les têtes de pont établies ont été maintenues malgré les attaques furieuses de l'ennemi. Des renforts américains arrivent sur la rive gauche.

Les Allemands semblent avoir l'intention de livrer bataille en avant de la ligne Siegfried, sur le glacis d'Alsace-Lorraine. Ils ont fait venir huit cents femmes du duché de Bade pour creuser des tranchées à Huningue et réquisitionné les femmes du pays.

(*SUITE PAGE 2*)

Dans les Balkans les forces franco-anglaises achèvent l'encerclement des Allemands

Sur le front du Danube, la situation est dominée par la jonction des armées russes avec les forces du maréchal Tito, qui s'est effectuée voici quelques jours. L'armée russe, qui, depuis la prise de Turnu-Severin, n'est plus qu'à 120 kilomètres de la grande artère Berlin-Belgrade-Athènes, va très rapidement atteindre cette voie ferrée qui est la dernière ligne de retraite des forces allemandes stationnées dans les îles de la mer Egée, en Grèce, en Bulgarie et en Serbie. Ces forces sont évaluées à vingt-cinq divisions.

On s'attend par suite à ce que les Allemands évacuent Belgrade.

Pour couper la retraite aux Allemands, les forces franco-anglaises de terre, de mer et de l'air ont engagé une action combinée avec celles du maréchal Tito.

D'autre part, les partisans slovènes harcèlent les Allemands sur leurs arrières. Zagreb et d'autres villes importantes de Croatie sont coupées de leurs communications.

Maîtres du cours du Danube sur une distance de 700 kilomètres, les Russes avancent rapidement en Transylvanie, où ils se sont emparés encore des villes de Rimnica-Valcea, Targu-Jiu et Brigascani.

Sur le front de la Narew, les troupes soviétiques, continuant leur offensive, ont pris plusieurs localités au cours de durs combats.

JOURNAL OFFICIEL

ORDONNANCE du 2 août 1944.

Article premier :

LA FORME DU GOUVERNEMENT DE LA FRANCE EST ET DEMEURE LA RÉPUBLIQUE

LE « Journal Officiel » vient de publier, à Alger, une ordonnance du 9 août 1944, que des difficultés matérielles avaient seules empêchée de paraître plus tôt, et que les Parisiens verront incessamment affichée sur leurs murs.

L'ordonnance proclame que la République est et demeure la forme du Gouvernement français; qu'elle n'a, en droit, jamais cessé d'exister.

Mais elle n'en reste pas là. Elle tire les premières conséquences de ce principe.

Il en découle que tous les actes des gouvernements Pétain sont nuls.

Mais on ne peut, en pratique, rayer d'un trait de plume toutes les décisions prises pendant quatre ans; on bouleverserait toute la vie matérielle du pays.

Aussi l'ordonnance précise-t-elle que les actes atteints par cette nullité devront être expressément désignés; les actes dont la nullité n'aura pas été expressément constatée continueront à recevoir — provisoirement — application.

L'ordonnance énumère ensuite un certain nombre d'actes qui sont, dès à présent, les uns annulés définitivement, les autres provisoirement validés.

Enfin, les textes législatifs promulgués à Londres ou à Alger par les organismes successifs qui ont précédé le Gouvernement provisoire actuel, depuis « La France libre » jusqu'au « Comité provisoire de la République française », ne seront applicables à la métropole que lorsqu'il en sera expressément décidé ainsi. L'ordonnance en énumère un certain nombre qui sont déclarés immédiatement exécutoires.

Nous ne possédons pas encore tous ces textes. Leur seule énumération remplirait d'ailleurs, nous dit-on, plusieurs dizaines de pages dactylographiées : Vichy n'avait pas été économe de papier !

Le tableau ci-contre reproduit les indications qui nous ont été fournies.

Elles manifestent déjà que ce régime « venu avec les armées allemandes est reparti avec elles ».

Le terrain se déblave. Maintenant, il faut construire.

Sont annulés les actes relatifs :

A la Constitution.
Aux juridictions d'exception.
Au travail forcé pour l'ennemi.
Aux sociétés secrètes.
Aux discriminations imposées aux juifs.
A la formule exécutoire (décret du 16-7-40).
Et toute une série d'autres actes.

Sont dissous :

La ligue française des combattants. Tous les groupements anti-nationaux: service d'ordre légionnaire, milice groupe « collaboration », phalange africaine, milice anti-bolchevique, légion tricolore, parti franciste, rassemblement national populaire, comité ouvrier de secours immédiat, mouvement social révolutionnaire, parti populaire français, jeunesses de France et d'Outre-mer.

Leurs biens sont mis sous séquestre.

Sont provisoirement validés mais soumis à révision :

Toutes les « lois » et réglementations de Vichy non expressément annulées.
Tous les textes administratifs individuels.

Sont validées rétroactivement:

Les décisions des juridictions d'exception qui ne visent pas des actes accomplis pour la cause de la libération.

Le gouvernement belge rentre à Bruxelles

M. Hubert Pierlot, premier ministre, et les membres du gouvernement belge, ont quitté Londres pour retourner en Belgique.

UN MOIS CHEZ LES FILLES DEUX ANS CHEZ L'ARCHEVÊQUE

IL était une fois un journal vertueux et patriotique. C'était le « Matin » ; il comprenait à sa façon la vertu et le patriotisme. Depuis 1910, son rédacteur en chef, M. Ménard, faisait, dans ses lettres, précéder sa signature des deux mots : « Heil Hitler ! ». Le « Matin » avait été touché par la grâce.

Il était une fois une dame qui ne détestait pas le scandale. Elle s'appelait Maryse Choisy ; elle écrivait « Un mois chez les filles ». Et puis, un beau jour, elle devint « écrivain catholique, auteur d'un livre « Savoir être maman », préfacé par le R.P. Poucel et très recommandé dans les milieux catholiques, et d'un recueil de poèmes d'inspiration mystique publié dans une collection d'écrivains catholiques ». Mme Maryse Choisy avait été touchée par la grâce.

Et — nous trouvons ces renseignements dans une note du chef des informations du « Matin », du 19 mai 1943 — Mme Maryse Choisy, étant ainsi « persona grata à l'Archevêché », y « représenta le « Matin » depuis mars 1941, ayant été désignée et accréditée par une lettre personnelle signée de M. Jacques Ménard ». Heil Hitler !

Elle y fit du bon travail. « C'est ainsi que, récemment, à l'occasion du manifeste des cardinaux et des mandements Liénard et Suhard, le « Matin » a pu recueillir, par le recours de Mme Maryse Choisy, des textes authentiques et des éléments de référence incontestablement intéressants. »

Sans doute ces textes auront-ils intéressé les commanditaires du « Matin »...

A quand une enquête : « Deux ans dans les prisons de la IVe République » ?

LIBÉRÉS PAR L'AVANCE FOUDROYANTE DES TROUPES ALLIÉES

Les prisonniers de guerre et déportés franchissent en nombre la frontière

SOMMES-NOUS PRETS A LES ACCUEILLIR ?

Nous avons eu le plaisir de recevoir, hier, dans nos bureaux, une importante délégation du Mouvement National des Prisonniers de guerre et déportés.

Cette délégation, composée de MM. Philippe Dechartre, membre du Comité directeur, secrétaire à la généralisation d'Entraide; Moulin, membre du Comité directeur, secrétaire à la Propagande; Pierre Nemours et du docteur Mougenot, tous deux membres du Conseil National, est venue nous exposer la situation exceptionnelle dans laquelle nous évoluons, et les devoirs de solidarité qui s'imposent à l'heure actuelle à tous les Français.

Depuis quelques jours, en effet, par suite de l'avance irrésistible de nos troupes, des camps de prisonniers, des déportés, des ouvriers d'usines qui se trouvaient dans la région d'Aix-la-Chapelle, se sont trouvés brusquement libérés.

Chacun, en toute hâte, a fait son baluchon. Des groupes se sont formés, par affinités, par régions et, sans souci du danger, des difficultés ni de l'étape à parcourir, tout ce monde anxieux s'est mis en marche vers la frontière, vers le sol de France, vers la liberté.

Populations du Nord et de l'Est qui avez le privilège et la joie de les accueillir avant nous, faites que ce premier contact avec la patrie retrouvée laisse dans leur esprit et dans leur cœur un souvenir profond.

Songez combien ils ont souffert; combien cette inhumaine captivité, qui a blanchi prématurément leurs cheveux et creusé des rides dans leur visage, a pu les marquer de son sceau, déteindre sur leur caractère et faire naître en eux certains ressentiments.

Ouvrez-leur tout grands vos bras! Que votre maison devienne momentanément la leur ! Donnez-leur les vêtements dont ils ont besoin ! Garnissez leurs musettes ! Mettez à leur service tous les moyens de transport dont vous pouvez disposer et pensez bien, surtout, que de ce premier accueil que vous saurez leur réserver, dépendent pour une large part, l'opinion qu'ils auront de nous, toute leur action future et, par cela même, les destinées du pays.

Déjà, de toutes parts, surgissent des bonnes volontés. Les organisations d'entraide aux prisonniers multiplient leurs efforts. La Croix-Rouge est alertée. Mais, tout cela ne suffit pas. Il faut que la population tout entière apporte son tribut, que les municipalités ne soient pas prises au dépourvu, qu'elles s'organisent en toute hâte.

Notre pays se doit de faire à ses quelque deux ou trois millions de prisonniers, de déportés, d'ouvriers enfin récupérés, une réception grandiose et digne à la fois de l'affection que nous leur portons et des souffrances qu'ils ont pu endurer.

C. ROLDES.

MONSIEUR MOI-M'AIME

— Va donc ! Epuré !

— DIGNITÉ —

LE spectacle de nos rues, faubourgs et boulevards, au cours de la bataille de Paris a été grandiose.

La population dans le combat, puis dans la joie et dans la reconnaissance, s'élevait tout naturellement aux plus nobles attitudes.

Tout était sincère, pur, dans cette hâte à dresser les barricades, dans ces explosions d'enthousiasme à l'égard des soldats alliés, dans ces « Marseillaises » jaillies de la foule.

Le peuple parisien a montré que la dure, la dégradante occupation nazie n'avait en rien entamé sa naturelle dignité.

Et voilà le mot que nous voulions dire.

Dignité ! C'est la dignité française qui a conservé intact le visage de Paris, le visage de la France, dans les jours sombres. Sachons donc aussi rester dignes dans les jours de joie.

Nous avons été privés de bien des choses pendant des années. Les efforts de nos amis en notre faveur produisent déjà leurs effets dans bien des domaines. Alors, encore un peu de patience...

Ne mendions pas trop de cigarettes, par exemple.

Et est-il vraiment indiqué de laisser aborder les soldats alliés par des camelots qui leur proposent une imagerie suggestive ?...

Et puis, voulons-nous apporter une ombre de justification, un semblant de vérité à cette propagande qui ne flattait pas la réputation de la femme française ?...

Nous ne voulons pas cela, n'est-ce pas ? Nous tenons à ce que nos amis gardent de notre grande ville une image qui ne sera peut-être pas tout à fait celle du « gay Paris » mais celle du « beau et grand Paris ».

Nous sommes d'accord, n'est-ce pas ? Vous avez déjà beaucoup fait pour votre ville, Parisiens et Parisiennes qui lirez ces lignes. Alors, encore un petit effort...

Marc CARRICHE.

Le Métro fonctionnera dès lundi

Enfin, ça y est ! Le « Métro », ce bon vieux Métro des Parisiens, va reprendre son trafic dès lundi prochain. Pour une bonne surprise c'en est une... Finies les bonnes marches hygiéniques sur semelles de bois dans l'air pur du matin... Fini l'auto-stop décevant où la bagnole appelée vous file devant le nez... Finies aussi les lentes balades sur un camion de charbon ou dans une fourgonnette fermée... Avec quelle joie nous allons pouvoir nous entasser à nouveau dans les rames ! Et il faut espérer que les grincheux auront disparu...

Robert Lacoste — qu'il soit béni ! — ministre de la Production industrielle, vient d'annoncer qu'à partir de lundi, 6 heures du matin, les lignes numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 seront partiellement rendues à l'exploitation. Le service fonctionnera du lundi au vendredi entre 6 heures et 22 heures. Le samedi le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin. Les rames se succéderont toutes les deux ou trois minutes et seront espacées de 10 minutes pendant les heures creuses.

Ainsi Paris reprend petit à petit son ancien visage. Et un jour viendra où le sombre black-out disparaîtra...

CONSEIL DES MINISTRES

Augmentation des salaires

50 0/0 de hausse pour les petits traitements

LE SALAIRE HORAIRE AUGMENTE DE 5 FRANCS

Le Conseil des ministres s'est réuni hier soir, sous la présidence du général de Gaulle.

Le Président du Gouvernement a exposé l'ensemble de la situation générale et militaire. Il a fait ressortir en particulier l'action des Forces Françaises, grandes unités de campagne ou troupes de l'intérieur. Il a insisté sur le fait que les grands succès remportés par les armées alliées et françaises au cours de la dernière semaine n'excluaient pas la probabilité de nouveaux et durs efforts pour arracher la victoire définitive. La guerre n'est pas finie et il serait dangereux de détendre l'effort de guerre.

La hausse des traitements et salaires

Le départ des Allemands mettait fin sans doute au règne de Vichy. Mais rien n'était changé dans les conditions de vie des masses populaires. Mêmes traitements de misère et mêmes salaires de famine.

Ouvriers et fonctionnaires vont enfin recevoir une rémunération leur permettant de recouvrer leur pouvoir d'achat de 1939.

Il avait été question d'une hausse de 40 % devant s'appliquer uniformément à tous les traitements de fonctionnaires et agents des chemins de fer. Mais le ministre du Travail a estimé, et le Conseil des ministres l'a suivi, qu'il convenait de relever plus fortement les petits traitements. Pour ces derniers, l'augmentation prévue pourra atteindre 50 %. L'augmentation sera dégressive pour ne plus atteindre qu'un faible taux sur les gros traitements.

Le taux d'augmentation des salaires ouvriers sera égal à 50 % du salaire de base des manœuvres. Ce dernier étant de 10 fr. de l'heure, l'augmentation horaire sera donc de 5 fr. avec, toutefois, fixation d'un plafond à 30 fr. de l'heure.

Pour éviter le chômage dans l'industrie aéronautique

Grenier, ministre de l'Air, a exposé les premières mesures prises pour la remise en marche de l'industrie aéronautique en vue d'éviter le chômage du personnel. Ces mesures ont été approuvées par le gouvernement.

Le retour des prisonniers

M. Henri Frenay, ministre des prisonniers, déportés et réfugiés a entretenu hier le Conseil des ministres des mesures qu'il convenait de prendre dans le cas d'une pénétration rapide des alliés à l'intérieur du territoire allemand, qui provoquerait un retour massif des Français qui y sont détenus.

Les mesures d'urgence prises par M. Frenay et concernant notamment les questions de protection sanitaire et de ravitaillement, ont été approuvées par le gouvernement. Une Commission a été constituée pour étudier les allocations de secours qui devront être attribuées aux familles de déportés politiques. De grands centres d'accueil seront organisés pour recevoir les Français qui rentreront de captivité.

NOTRE OPINION

La République !

DOUZE mots, douze petits mots simples, modestes, discrets, mais d'une netteté de marbre et qui, par leur agencement, restituent à la France le régime pour lequel, depuis cent cinquante ans, ses fils ont combattu sur les barricades et les champs de bataille : « La forme du gouvernement de la France est et demeure la République ».

La République ! Pétain et Laval, complices dans ce mauvais coup comme dans tant d'autres, l'avaient abolie dans les faits. Ils avaient cherché dans la défaite de nos armes une revanche politique. Et autour d'eux s'était agglutiné tout ce que le pays comptait d'adversaires déclarés ou sournois de la démocratie.

Mais ils n'avaient pu l'abolir dans les esprits ni dans les cœurs. La masse des Français guettait l'heure historique où elle pourrait la rétablir dans sa plénitude, mieux : où elle pourrait lui donner un élan nouveau.

Cette heure est là !

L'Etat français, ce régime que l'opinion avait toujours regardé comme un ...état provisoire et auquel Vichy n'avait pu donner un état civil, a été emporté par le désastre des armées allemandes.

Venu avec elles, il est reparti avec elles, ne laissant derrière lui que honte, sang et déshonneur.

Vichy n'avait pas obtenu le consentement populaire parce que le peuple ne pouvait pas être lié à une forme d'Etat qui le destituait de ses droits et lui imposait la dictature, système de gouvernement qui avait jeté l'Europe dans la guerre.

La dictature avait, chez nous, débuté comme la Restauration pour finir dans la violence milicienne couverte, toujours, par le maréchalat.

Le peuple n'a pas une minute cessé d'être républicain ; la France répugne au pouvoir personnel et dictatorial.

Et la continuité républicaine, à peine interrompue par l'épisode vichyssois, ne fait qu'exprimer la volonté permanente de la nation.

Il s'agit maintenant d'assurer à la République des conditions de développement qui ne peuvent se concevoir hors du socialisme.

Car le socialisme a besoin de la République comme la République a besoin de lui.

P

ET VOICI DES SANAS !

On saisit les châteaux des collaborateurs. Celui de Laval, à Châteldon, revient à la collectivité. Et ce ne sera pas le seul ! Ces lieux seront tout indiqués pour rendre la santé aux victimes des geôles hitlériennes.

LE GÉNÉRAL EISENHOWER remet à la Ville de Paris l'écusson de la Libération

Le généralissime, accompagné du général Koenig passe en revue les chars. (Photo Populaire)

Aujourd'hui, à 15 heures, le général Eisenhower, commandant en chef suprême des forces alliées, s'est rendu à l'Arc de Triomphe où il a remis au président du Comité Parisien de la Libération l'écusson du grand quartier général des forces alliées pour rappeler aux Français, selon les termes du vainqueur de Normandie, le grand jour de la libération.

Le général Eisenhower, dans un bref discours, rendit hommage aux Parisiens qui seuls libérèrent leur ville. « Tous les membres des forces alliées ont participé à votre joie de voir Paris enfin rendu à son peuple et à la France. La liberté était revenue à un de ses foyers traditionnels », dit-il.

Le président du C.P.L., Tollet, rappela les 75.000 Parisiens fusillés : « Paris a eu le premier fusillé, mais c'est aussi à Paris que le premier boche fut abattu par les patriotes. Paris sait toujours se battre et vaincre pour un idéal de liberté. »

Une foule enthousiaste, massée sur la place de l'Etoile et les Champs-Elysées, acclama sans cesse les troupes alliées qui défilèrent impeccable sous le vrombissement de centaines d'avions.

FEDERATION SOCIALISTE DE LA SEINE

Dimanche 10 septembre à 9 h. 30

Maison de la Mutualité
rue Saint-Victor (salle C)

Congrès fédéral d'information

Réservé aux DELEGUES DES SECTIONS, munis de mandats à retirer à la FEDERATION, 41, boulevard Magenta, Paris-10e

LA GESTAPO FRANÇAISE

Lafont a la mémoire courte

Comme les premiers éléments de l'enquête le laissaient prévoir, l'affaire de la Gestapo française prend chaque jour plus d'ampleur.

A l'heure actuelle, les différents services de la Préfecture de police en sont à leur trente-deuxième arrestation. Après celle des deux chefs, Chamberlin, dit Lafont, et Bony, la plupart sont tombés entre les mains des policiers. Des chefs ont également été appréhendés, dont un « baron » — son nom ne peut encore être révélé — qui joua un grand rôle dans cette sinistre affaire.

Cependant, Lafont et Bony et trois autres inculpés sont interrogés sans interruption depuis trois jours. Lafont a de regrettables défauts de mémoire et c'est péniblement que les inspecteurs ont pu lui arracher quelques précisions. Il ne connaît que Bony. Pour ses subordonnés, il faudrait demander à son chauffeur et ami, Louis Pagnon, dit « Eddy ». Ce dernier, qui vient d'être arrêté à son tour chez le « baron » est, en effet, un intime de Chamberlin et sera interrogé à son tour.

On comprend mieux maintenant, à la lumière des divers interrogatoires, la puissance incroyable du chef de la Gestapo française. Depuis qu'il a été gérant du mess de la Préfecture de police en 1918, il avait su recueillir des renseignements sur tout le personnel, qui lui ont permis de faire de véritables ravages dans ses rangs parmi les patriotes.

▲ l'arrivée des Allemands à Paris, il proposa ses services qui furent acceptés. Il s'installa d'abord place Pierre-Ier-de-Serbie, s'entoura d'une bande d'assassins et de voleurs et se spécialisa dans les affaires d'or, dans lesquelles il réalisa des bénéfices incalculables. Il réussit à se mettre en relations avec les plus hautes personnalités françaises et allemandes. Il aurait même tranché un différend entre Laval et Abetz au sujet de déportation d'ouvriers français en Allemagne.

(*SUITE PAGE 2*)

Tanguy-Prigent est arrivé hier soir à Paris

Notre ami Tanguy-Prigent est arrivé hier soir de Rennes par avion. L'annonce de sa nomination — par la radio — l'a surpris en Bretagne où il continuait et complétait son action de résistance par l'installation de nouveaux organismes municipaux.

Il s'est rendu aussitôt rue de Varennes où il a eu un premier entretien avec M. Giacobbi, ministre du Ravitaillement, et M. Jean Lefèvre, secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Il a été ensuite au ministère de la Guerre où se tenait le Conseil des Ministres.

Le champion de France Urbain CAFFI participera le 16 septembre au

CRITERIUM DE LA LIBÉRATION

que « LE POPULAIRE » fera disputer sur 100 kilomètres autour de Longchamp

(LIRE LES DETAILS DANS LA RUBRIQUE SPORTIVE)

TROIS FOIS ÉVADÉ...

Pierre-Bloch, retour d'Alger, met l'opinion en garde contre les manifestations d'esprit fasciste de certains grands colons

NOTRE camarade Pierre-Bloch, député de l'Aisne était, lors de son élection en 1936, l'un des benjamins de la Chambre. Nous avions eu plusieurs fois l'occasion d'apprécier son dynamisme et sa jeunesse d'esprit à la tribune du Parlement et aux congrès du Parti, jusqu'au jour de septembre 1939 où la mobilisation nous dispersa tous aux quatre coins du pays et de l'Empire. Cinq ans ont passé depuis. Nous avons retrouvé notre ami dimanche à l'Hôtel Matignon. Ses tempes grisonnent maintenant. L'aventure a marqué son visage. Trois évasions successives et réussies en moins de deux ans : de son oflag d'abord, des prisons de Vichy ensuite, de la France vers l'armée de Gaulle, enfin, ne sont pas sans creuser quelques rides sur le visage. Mais Pierre-Bloch n'a rien perdu de ses juvéniles qualités.

— Adjoint à M. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, nous dit Pierre-Bloch, je n'ai eu qu'à me louer d'une collaboration qui s'est affirmée particulièrement féconde dans tous les domaines. Sans dédaigner les questions d'administration générale, nous avons vigoureusement poursuivi l'œuvre d'épuration.

C'est ainsi que rien que pour l'Algérie, six cents personnages ont été arrêtés en quelques mois, sur notre ordre. Nous n'avons pas hésité à frapper haut et fort.

PIERRE BLOCH
(Photo Archives)

Nous avons évité l'épuration du lampiste pour rechercher les hommes considérables s'imaginant que leur situation ou leur influence leur éviteraient de fâcheux désagréments. Nous avons fait incarcérer en particulier Peyrouton, Boisson, Flandin, Tixier-Vignancour, aujourd'hui déférés devant le tribunal militaire, et des hommes tels que M. Mallarmé, l'abbé Lambert, maire d'Oran, ou le sinistre Bellat, maire de Sidi-bel-Abbès, spécialiste des opérations de division nationale, aujourd'hui dans un camp de concentration.

Mais nous avons tous, pour la plupart, trop souffert des mesures d'exception, nous sommes trop attachés à la légalité républicaine, pour ne pas avoir voulu que notre œuvre d'épuration s'accomplisse dans la légalité la plus scrupuleuse.

SERGE MOATI.

(*SUITE PAGE 2*)

M. CHATAIGNEAU EST ARRIVE A ALGER

M. Yves Chataigneau, nouveau gouverneur général de l'Algérie, est arrivé à Alger, venant de Beyrouth.

LA GESTAPO FRANÇAISE

Lafont a la mémoire courte

Comme les premiers éléments de l'enquête le laissaient prévoir, l'affaire de la Gestapo française prend chaque jour plus d'ampleur.

A l'heure actuelle, les différents services de la Préfecture de police en sont à leur trente-deuxième arrestation. Après celle des deux chefs, Chamberlin, dit Lafont, et Bony, la plupart sont tombés entre les mains des policiers. Des chefs ont également été appréhendés, dont un « baron » — son nom ne peut encore être révélé — qui joua un grand rôle dans cette sinistre affaire.

Cependant, Lafont et Bony et trois autres inculpés sont interrogés sans interruption depuis trois jours. Lafont a de regrettables défauts de mémoire et c'est péniblement que les inspecteurs ont pu lui arracher quelques précisions. Il ne connaît que Bony. Pour ses subordonnés, il faudrait demander à son chauffeur et ami, Louis Pagnon, dit « Eddy ». Ce dernier, qui vient d'être arrêté à son tour chez le « baron » est, en effet, un intime de Chamberlin et sera interrogé à son tour.

On comprend mieux maintenant, à la lumière des divers interrogatoires, la puissance incroyable du chef de la Gestapo française. Depuis qu'il a été gérant du mess de la Préfecture de police en 1918, il avait su recueillir des renseignements sur tout le personnel, qui lui ont permis de faire de véritables ravages dans ses rangs parmi les patriotes.

▲ l'arrivée des Allemands à Paris, il proposa ses services qui furent acceptés. Il s'installa d'abord place Pierre-Ier-de-Serbie, s'entoura d'une bande d'assassins et de voleurs et se spécialisa dans les affaires d'or, dans lesquelles il réalisa des bénéfices incalculables. Il réussit à se mettre en relations avec les plus hautes personnalités françaises et allemandes. Il aurait même tranché un différend entre Laval et Abetz au sujet de déportation d'ouvriers français en Allemagne.

(SUITE PAGE 2)

Le champion de Fran
participera le 1
au
CRITERIUM DE L
que
« LE POPU
fera disputer sur 100 kilomètr

(LIRE LES DETAILS DANS LA

LE PAVILLON SECRET DE LA BANDE BONY

Suite de la première page

Par ses habiles manœuvres, il a compromis, non seulement tous les officiers supérieurs allemands, mais encore des membres du gouvernement du Maréchal.

Songeant à ses bénéfices, il traite à Biarritz une affaire de marché noir de bonneterie s'échelonnant sur un milliard. C'est dans cette ville qu'il connut la princesse Tchernitcheff, qui lui céda son bureau, 3 *bis*, place des Etats-Unis. Là, il installa onze cellules de tortures.

Par ailleurs, dans un pavillon, 101, quai de Seine, à Neuilly, il aménagea une installation « spéciale » pour recevoir les prisonniers. On y a trouvé des uniformes d'officiers allemands, des menottes, des armes, des brassards de police allemands, etc.

Enfin, il avait recruté des Nord-Africains (250 environ) qu'il payait cinq mille francs par mois et avec lesquels il organisa la « milice nord-africaine ». Ces hommes luttaient contre les patriotes du maquis où ils firent de nombreuses victimes.

En ce qui concerne la rue Lauriston, ce service, organisé par la Gestapo, comprenait, outre les policiers allemands, environ 150 repris de justice libérés des geôles par l'occupant. Ces individus opéraient vêtus d'uniformes.

PREMIERE ANNEE. - N° 19. — 2 Fr. DIMANCHE 10 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

TOUT CIVILISÉ EST DÉBITEUR DE LA FRANCE

nous dit le général Vannier,

AMBASSADEUR DU CANADA

Il est le premier diplomate réinstallé à Paris

— Tout ce que nous avons fait n'est rien à côté de votre sacrifice ! Déclarait, hier après-midi, aux représentants de la presse qu'il avait réunis, un homme à cheveux blancs, à la voix douce, grand et mince dans son uniforme kaki.

Le général Vannier, ambassadeur du Canada auprès du gouvernement provisoire, arrivé quelques heures plus tôt à Paris par la voie des airs, venait de prendre possession de son poste. Dans un petit bureau, au cinquième étage d'un immeuble du faubourg Saint-Honoré, occupé, il y a trois semaines encore, par un état-major nazi, le premier diplomate étranger qu'accueillait Paris depuis la rentrée gouvernementale « laissait jaillir son cœur » et nous apportait le « témoignage unanime du peuple canadien ».

Après avoir rendu hommage, donc, à l'esprit de sacrifice dont le peuple français a su faire preuve durant cette guerre, le général Vannier, dans sa déclaration empreinte d'une sincérité émouvante, a ajouté :

— Tout civilisé devrait venir ou revenir en France en débiteur. Le Canada lui apporte la vie de ses hommes et le dévouement de ses femmes. L'effort de guerre de mon pays a été extraordinaire. Les chiffres que je puis vous donner sont d'ailleurs éloquents : pour une population de onze millions d'habitants, le Canada a réussi à mettre sur pied une armée de terre de 450.000 hommes en 1943 contre 4.500 hommes en 1939 ; une armée de l'air de 200.000 hommes en 1943 contre 4.000 hommes en 1939 ; une marine de 70.000 hommes en 1943 contre 1.700 hommes en 1939.

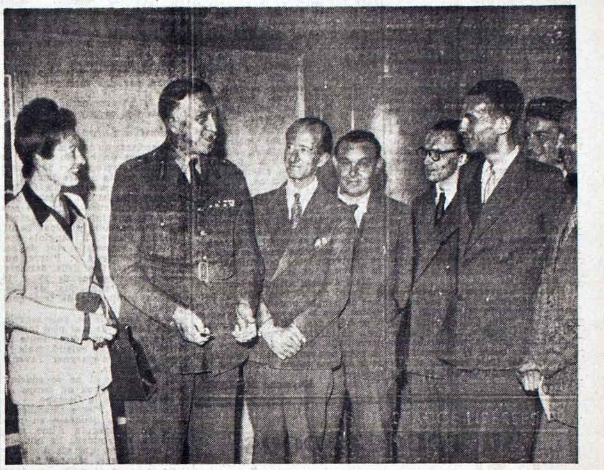
L'ambassadeur du Canada, qui est bien connu de Paris, puisqu'il y représentait déjà son pays jusqu'en 1939, a proclamé sa foi dans le redressement de notre pays.

— Aucun pays se trouvant dans une situation identique, a-t-il dit en évoquant la période de 1940, n'aurait pu résister au choc brutal d'une telle force. La défaite de 1940 n'est pas due à la défaillance du soldat français, qui, à force égale, n'a pas de maître.

« Il a d'ailleurs pu donner, il y a peu de temps, la mesure de sa valeur. J'ai pu recueillir, lors d'une visite sur le front d'Italie, le témoignage plein d'admiration d'officiers alliés, témoignage qui n'est que la consécration des témoignages de l'histoire. Suivant l'exemple de ses soldats, le peuple français va s'unir pour reprendre bientôt son rôle de défenseur des libertés humaines. C'est à ce peuple que j'apporte le témoignage unanime, plein d'admiration, d'affection et de confiance, du peuple canadien. »

Le général Vannier était bien placé pour prononcer de telles paroles. Et il le reconnut lui-même avec un fin sourire sous lequel transparaissait son émotion lorsque, parlant du bref voyage aérien qui l'avait amené de Londres à Paris, il confia aux journalistes :

— En survolant la Normandie, je n'ai pu m'empêcher de penser à mon ancêtre, un Français, qui, il y a près de trois cents ans, quittait Honfleur à destination du Canada.



Le général Vannier s'entretenant avec les journalistes. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

Liége pris, Verviers atteint

Bataille imminente sous Metz

LA FRANCE RESSUSCITE

L'ENVAHISSEUR piétine encore notre sol, semant la terreur et se vengeant de sa déroute sur les populations civiles sans armes. Plusieurs centaines de milliers des nôtres : prisonniers de guerre, hommes et femmes de la Résistance, sont encore entre les mains des bourreaux nazis. Bref, la guerre continue. Nul ne peut savoir combien de temps encore elle se prolongera. Mais ce qui est acquis, c'est la déroute certaine de l'Allemagne d'Hitler, qui demain capitulera sans conditions.

La France libérée s'est mise à l'œuvre tout entière pour le combat et pour la victoire. Son armée nouvelle : divisions revenues d'Afrique et Forces Françaises de l'Intérieur, noyau de la future armée nationale, est au combat. Tous les travailleurs de France n'ont qu'un but : se mettre à l'ouvrage pour chasser l'envahisseur et libérer la nation.

La France a repris son rôle de grande puissance. Elle fera entendre sa voix au Conseil des peuples.

La France ressuscite !

Qu'il soit permis de citer ici comme témoignage de cette résurrection les décisions prises par le Comité national des écrivains, qui frappent d'interdit ceux des littérateurs qui ont à la fois trahi et la patrie, et l'esprit. En rejetant de leur sein ce « honteux petit troupeau », les écrivains français ont fait œuvre de salubrité publique. L'Académie a pris, de son côté, contre Abel Hermant et Abel Bonnard, des sanctions qui, bientôt, nous voulons l'espérer, s'étendront à tous ceux des Immortels qui ont failli à l'honneur et à leur devoir de citoyen français.

Qu'il nous soit permis aussi de saluer avec émotion la naissance des Editions de la Libération, qui ne sont autres que les Editions de Minuit et qui, au grand jour cette fois, vont poursuivre l'œuvre admirable qu'un Pierre de Lescure, qu'un Vercors et tant d'autres avaient entreprise dans la clandestinité.

Les Editions de Minuit, en permettant à des voix authentiquement françaises de se faire entendre malgré la terreur nazie, ont sauvé l'honneur des lettres françaises et ont droit à la gratitude de tous ceux pour qui le patrimoine spirituel de la France est sacré. Nous ne pouvons, ici même, citer l'ensemble des vingt-cinq volumes qu'elles ont publiés dans des conditions particulièrement difficiles et qui témoignaient tous de la puissance, de la volonté, de l'obstination et de la vitalité du génie français. Grâce aux Editions de Minuit, un Mauriac, sous le nom de Forez, un Benda, un Claude Aveline, un Paul Eluard, un Aragon, un Jacques Maritain et tant d'autres auront pu, malgré toutes les polices de Vichy, malgré les Gestapo, malgré les censeurs, faire entendre la voix authentique de la France.

Qu'il nous soit permis encore de saluer ici une des dernières publications clandestines des Editions de Minuit : « La Marque de l'Homme », de Mortagne, livre qui va prochainement être réédité dans la collection de la Libération. C'est un sobre et pathétique récit. Il évoque la vie des stalags, des fils de fer barbelés et des champs de neige, et surtout l'angoisse de l'éloignement et de l'absence. C'est, sans doute, l'analyse la plus profonde et l'évocation la plus vraie de la vie « prisonnier ». C'est l'œuvre de mon ami Claude Morgan, l'animateur des « Lettres Françaises » depuis la mort de Jacques Decour et le collaborateur littéraire de « Front National ».

Grâce aux Editions de Minuit, enfin libres de paraître au soleil éclatant de la victoire et de la libération, l'esprit français, bientôt, s'affirmera à nouveau et rayonnera comme par le passé dans le monde entier. L'épreuve du silence a pris fin. La France ressuscite. Mais elle n'oubliera pas au prix de quels sacrifices cette résurrection a été possible et tout ce que commande la fidélité au souvenir de nos morts.

Jacques DEBU-BRIDEL.

LES FRANÇAIS MAITRES DE LA REGION DU CREUSOT

Il est visible pour tous que ce à quoi nous assistons depuis les trois ou quatre dernières journées est la préface de la grande attaque en vue du forcement des frontières du Reich et de l'invasion de son territoire. Ce que font les Alliés, de Bruges à Besançon, est le travail préparatoire qui consiste à détruire la couverture que l'ennemi leur oppose en avant de la ligne de défense réelle — et ultime — destinée à protéger le sol allemand. Le rôle de cette couverture, composée de la partie des forces battues qui ont pu retraiter en ordre, est triple : d'abord gagner du temps pour faciliter la mise en place du dispositif défensif de la ligne fortifiée ; en second lieu, recueillir le plus possible des troupes plus ou moins désorganisées qui se retirent vers l'est, en leur facilitant le passage ; enfin, contraindre les troupes alliées victorieuses à dépenser un peu — si peu fût-il — de leur moyens offensifs.

Les Allemands réussissent assez mal cette triple entreprise. Bien que ralentie, l'avance continue sur toute la ligne de combat. D'autre part, les unités qui se retirent précipitamment ou qui sont restées en retard sont épuisées, certaines sont détruites ou réduites à une valeur combattive fort minime.

Le canal Albert tourné

Dans la partie nord du front, la destruction de ces divisions allemandes en retraite, transformées en troupes de couverture, s'opère par deux procédés. A l'extrême gauche ont lieu des attaques frontales exécutées par Canadiens, Polonais et Anglais. Les deux premiers sont arrivés à neuf kilomètres de Bruges, les troisièmes ont établi une tête de pont sur l'Escaut et, en dépit d'une résistance très violente, considérablement élargi les autres têtes de pont qu'ils avaient formées la veille au delà du canal Albert.

S. de GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

NOUVEAU REMANIEMENT du gouvernement provisoire

EN ATTENDANT QUE LA PAROLE SOIT RENDUE AUX FRANÇAIS

DE GRANDES TACHES sollicitent le ministère

Le général de Gaulle a procédé, hier soir, à un nouveau et important remaniement du gouvernement provisoire de la République.

M. Jeanneney, ancien président du Sénat, lui apporte, en qualité de ministre d'Etat, le concours de sa haute autorité. A ses côtés, et avec la même qualité de ministre d'Etat, le chef du gouvernement se propose de faire appel, aussitôt que les circonstances le permettront, à d'autres personnalités particulièrement représentatives des institutions républicaines.

Le nouveau gouvernement comprend, en outre, plusieurs hommes issus de la Résistance intérieure. Nous citerons, entre autres, M. Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) ; M. Parodi, qui fut délégué général du gouvernement provisoire alors que celui-ci était encore installé à Alger ; M. Charles Tillon, député d'Aubervilliers, principal organisateur des Francs-Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.).

Outre M. Tillon, sept parlementaires ayant participé à la Résistance figurent dans ce cabinet : deux sénateurs : MM. Jeanneney et Giaccobi ; cinq députés : MM. Augustin Laurent, Billoux, Jacquinot, Mendès-France et Tanguy-Prigent.

MM. Capitant, Frenay, de Menthon, Giaccobi, Billoux, Jacquinot, Mendès-France, Diethelm, Tixier, René Mayer et le général Catroux faisaient partie du gouvernement d'Alger.

Ajoutons que, parmi les personnalités qui, conformément à la décision de démission collective prise par les membres du gouvernement provisoire de la République française, le 26 août, quittent maintenant le gouvernement, plusieurs d'entre elles sont appelées à assurer, dans les capitales alliées, une représentation digne de la France libérée.

Le nouveau gouvernement se réunira en conseil dès demain. Des tâches importantes l'attendent : faire participer toutes les forces françaises à l'effort de guerre des alliés en vue d'une victoire rapide et d'une capitulation sans conditions de l'Allemagne hitlérienne ; créer, dans ce combat, autour de nos magnifiques F.F.I., une nouvelle armée forte et puissante ; arrêter et châtier les responsables de la défaite et de la trahison; épurer les administrations sans mesquinerie mais sans faiblesse ; prendre les mesures nécessaires pour rendre au peuple de France le droit de s'exprimer aussi vite que possible par le suffrage universel. Il doit enfin commencer la reconstruction de l'économie nationale et assurer, par tous les moyens, la défense des intérêts et de la souveraineté du pays.

LA COMPOSITION DU CABINET

	MM.
Ministre d'Etat	Jeanneney
Justice	Fr. de Menthon
Affaires étrang.	Georges Bidault
Intérieur	Adrien Tixier
Guerre	Diethelm
Marine	Jacquinot
Air	Tillon
Economie nat. .	Mendès-France
Finances	Lepercq
Production	Lacoste
Agriculture ..	Tanguy-Prigent
Ravitaillement .	Giaccobi
Colonies	Pleven
Education nat. .	Capitant
Travail et Sécurité sociale ..	Parodi
Transports et Trav. publics	René Mayer
P.T.T.	Aug. Laurent
Information ..	Teitgen
Prison., Déport. et Réfugiés .	Frenay
Santé publique	Billoux
Afrique du N.	Général Catroux

La grosse artillerie des Alliés se déplace à la même vitesse que de simples camions...

Dimanches à Robinson

La ligne de Sceaux rendue aux Parisiens par le métro, c'est une fenêtre qui s'ouvre sur les guinguettes d'autrefois et sur les bois de toujours. La longue rame électrique qui m'emporte ne rappelle que de très loin le train poussif à la locomotive de cuivre qui charriait les grisettes et leurs amis vers les délices de Robinson. Ils y montaient à âne, se promenaient dans la forêt, buvaient une tasse de lait à la ferme de Malabry et déjeunaient à cent pieds au-dessus du sol, juchés comme des oiseaux sur les plates-formes fixées au tronc des vieux chênes, sans même se douter que leurs grands-pères et grand-mères y allaient à pied et revenaient de même, après avoir dansé au bal de Sceaux que Balzac a décrit. La vogue de ce lieu de plaisir passa comme toutes les vogues. Mais elle reprit peu de temps avant la guerre, quand l'absorption de la ligne de Sceaux par le réseau du Métropolitain mit le quartier Latin à dix minutes de Robinson et permit aux étudiants d'aller cueillir là-bas du muguet, du lilas, des coucous et des roses.

Mais Robinson s'endormit de nouveau avec l'occupation. Plus de cris, plus de gaîté, plus de chansons. Seules, quelques ombres passaient, vêtues de gris vert, et personne ne les regardait. Désertés, les restaurants se délabraient ; les bals fermèrent, à l'exception d'un seul pour les habitués impénitents. Depuis quelques semaines, coupé de tout, Robinson agonisait lentement.

Mais, maintenant que les arbres se rouillent, un vent de joie souffle sur l'automne commençant. Tout va renaître. Et les bals vont bientôt rouvrir, puisque déjà des « Jeep » circulent à Robinson.

Catherine MORGAN.

LA FILLE ET LE GENDRE de Laval sont arrêtés

Parmi les nouvelles personnalités qui viennent d'être arrêtées, on signale Hubert Lagardelle, qui fut confident de Mussolini et ministre du Travail au côté de Pierre Laval.

La comtesse et le comte de Chambrun fille et gendre de Pierre Laval, sont également écroués. Il en est de même pour Alice Cocéa, directrice du théâtre des Ambassadeurs.

On signale encore parmi les personnes arrêtées : dans la presse, M. V.-P. Soulard, conseiller juridique du « Matin » ; MM. Robert Ménager, Vidal et Tavernier, de l'hebdomadaire « Actu » ; dans l'industrie, M. Félix Amiot, constructeur d'avions, et ses collaborateurs MM. Léchères et Tourenc, M. C.-J. Gignoux, de la Fédération du patronat français.

Citons encore MM. René de Robert, chef du centre paysan du R.N.P. ; de Castellane, l'intendant général Lillot, M. François Aubin, inspecteur du travail.

Coup de théâtre

DANS L'AFFAIRE

de la Gestapo française

DUBREUIL, QUI ARRÊTA BONNY EST ARRÊTÉ A SON TOUR

Après la princesse Tschernitcheff, après la duchesse d'Abrantès, voici qu'entre en scène le sémillant baron Lionel de Wiett.

Lionel de Wiett a 45 ans. C'est le type parfait de l'aventurier sans scrupules. Lafont avait compris l'intérêt qu'il avait à s'adjoindre un homme aussi parfaitement introduit dans des milieux que lui interdisait sa roture trop flagrante.

Jean Luchaire, qui était — on le sait maintenant — un familier de la rue Lauriston, avait fait du baron Lionel l'administrateur des « Nouveaux Temps ». Cet emploi « honorifique » laissait au protégé de Lafont le temps de faire des affaires de marché noir et d'organiser des coups de main, qu'exécutaient les hommes de la rue Lauriston et sur lesquels il avait ses pourcentages.

Depuis l'arrestation de ses amis, Lafont et Bonny, Lionel de Wiett n'était pas rassuré. Il avait réuni chez lui sept gangsters, armés comme il se doit, et qui avaient pour mission de veiller sur sa précieuse personne.

Lorsque l'inspecteur principal Petit et ses collègues se présentèrent avenue Foch pour arrêter le baron, c'est mitraillette au poing que celui-ci les reçut.

L'inspecteur principal put échapper de justesse à une rafale.

Une arrestation imprévue

Une arrestation imprévue est bien celle de ce mystérieux personnage que, jusqu'à présent, les journalistes avaient pris pour un inspecteur de police : l'inspecteur Dubreuil.

Celui-ci, qu'on avait pu voir dans les bureaux de la Préfecture le jour où le préfet, M. Luizet, avait communiqué à la presse les arrestations sensationnelles de Lafont et Bonny, était l'un des trois hommes qui avaient organisé l'opération de la ferme Basclin, où furent pris les deux chefs de la Gestapo française.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

Premières précisions sur le rajustement des salaires

Conformément à la décision qu'il avait prise après avoir constaté que, depuis juin 40, l'augmentation des salaires est loin d'avoir suivi la hausse considérable du coût de la vie, le gouvernement a réglé le relèvement général des salaires et traitements, qui prend effet à partir du 1er septembre.

L'augmentation prévue, qui peut atteindre 50 0/0 pour les plus petits salaires, est dégressive pour atteindre un faible taux sur les gros traitements.

Indemnité horaire

Pour les ouvriers, l'augmentation des salaires a été réalisée sous la forme d'une indemnité horaire qui est la même pour tous les travailleurs, sans considération de leur rang dans la hiérarchie professionnelle. Cette indemnité est calculée à raison de 50 0/0 du salaire horaire moyen du manœuvre, évalué à 10 francs. Elle s'élève donc à 5 francs par heure, et elle est accordée à tous les travailleurs avec, cependant, un plafond qui est de 30 francs l'heure, 6.000 francs par mois.

Mécanisme et bases de la révision

Le montant de la majoration sera déterminé, dans chaque région, en partant des taux légaux des salaires minima des manœuvres ordinaires. La majoration ainsi déterminée en francs sera ajoutée aux salaires réels des manœuvres et des autres catégories professionnelles de travailleurs dans chaque industrie et profession. Les salaires réels seront ceux de la dernière période de paye précédant le 1er septembre 1944. Toutefois, le cumul du salaire réel et de la majoration ne pourra avoir pour effet de porter le nouveau salaire au-dessus d'un plafond qui sera fixé en francs, dans chaque région.

Ces principes seront appliqués par les commissaires régionaux de la République.

Dans la région parisienne

Pour la région parisienne, où les arrêtés seront pris par le ministre des Affaires sociales, il prendra comme base, dans la première zone, un salaire minimum horaire de 10 francs pour le manœuvre ordinaire et appliquera à ce taux une majoration de 50 0/0.

(Lire la suite en page 2.)

NETTOYÉ, COQUET, LE MÉTRO reprendrait bientôt tout son trafic

Les Parisiens, dans quelques heures, vont retrouver leur vieil ami.

Dès demain matin, les rames du métro, toutes reluisantes après une sérieuse toilette, vont charrier à nouveau leurs deux millions de voyageurs quotidiens.

Depuis plus de huit jours, tout était prêt à fonctionner. Dès le 28 août, le travail avait repris dans les ateliers et le 29 août sur le réseau. La besogne ne manquait pas. La ligne 6 avait été sabotée entre « Kléber » et « Etoile ». La ligne de Sceaux avait souffert des bombardements et de la bataille du 24 août. Elle a pu être remise en état jusqu'à Antony. Il faudra encore quelques jours pour refaire les voies jusqu'à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. De même pour le déblaiement de la ligne 11, où les Allemands avaient coulé du béton et installé des usines souterraines entre les stations « Pyrénées » et « Mairie des Lilas ». Enfin, un peu partout, les vandales hitlériens avaient posé des pétards, faisant sauter les rails et de nombreuses voitures.

Mais ce qui empêcha surtout une plus prompte reprise du service, ce fut le manque des 400.000 kilowatts quotidiens nécessaires. Aujourd'hui, ces kilowatts arrivent, grâce à une connexion partielle avec le barrage d'Eguzon. Quand l'énergie électrique pourra nous parvenir des usines thermiques du Nord — ce qui ne saurait tarder — l'exploitation du réseau pourra être étendue.

Ne nous a-t-on pas annoncé hier, au service de l'Exploitation, la reprise très prochaine — il s'agirait de quelques jours — du trafic normal, c'est-à-dire la réouverture de toutes les stations et le rétablissement de l'ancien horaire ?

*

Rappelons que le métropolitain fonctionnera du lundi au vendredi, entre 6 heures et 22 heures. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures et interrompu jusqu'au lundi matin.

Les rames se succéderont à la cadence de deux à trois minutes durant les heures d'affluence. Elles seront espacées d'environ dix minutes pendant les heures creuses.

Premier grand meeting dans Paris libéré

Une vue de l'immense enceinte du Vélodrome d'Hiver où le Parti Communiste a tenu hier le premier grand meeting qu'a connu Paris libéré (Voir notre information en 2e page). (PHOTO FRONT NATIONAL.)

Au rendez-vous DES HOMMES PERDUS

QUAI DE VALMY, OU SE RENCONTRENT TOUTES LES RACES, TOUTES LES SOUFFRANCES, TOUS LES ESPOIRS...

107, quai de Valmy. Le Centre Benoît-Malon. Il y a le canal, où l'eau affleure à ras bord. On dirait que les virages en sont relevés. Des maisons grises, haut perchées, efflanquées, ces maisons qu'évoquait *Hôtel du Nord*, mélancoliques au bord de l'eau vert foncé. Des buissons de fil de fer barbelé rouillé sur la berge du canal : ce paysage ne pouvait pas avoir une autre végétation.

Avant de vous faire franchir le seuil du Centre Benoît-Malon, je voudrais vous demander d'imaginer un instant un bureau. Un bureau banal, avec des machines à écrire, un planton allemand et un général, un colonel, un commandant. Au choix. Allemands, bien entendu. Tous les matins, le général, le colonel, le commandant signent des papiers. Ils signent beaucoup de papiers, énormément de papiers. Si vous vous penchiez par-dessus leur épaule, vous verriez qu'il est question dans ces papiers de toutes sortes de choses obscures qui concernent des hommes qu'ils ne verront jamais : organisation Todt, camps de concentration, prisons, déportations, main-d'œuvre, « volontaires », camps de discipline, étoiles jaunes, trains de travailleurs. Et le général, le colonel, le commandant signent, signent, signent. Heil Hitler !

Revenons maintenant quai de Valmy et entrons. Ne vous étonnez pas de l'odeur de chambrée, des visages maigres, tirés, fiévreux que vous allez rencontrer. Ne vous étonnez pas de trouver ici des Français, des Polonais, des Arabes, des Russes, des Italiens, des Espagnols. Le Centre Benoît-Malon accueille des hommes qui ont tout perdu : leur famille, leur foyer, leurs biens, parfois leur nom, et qui viennent de tout retrouver pourtant, parce que les voilà libres.

Un détenu... ou un esclave

Un jour, un général, un commandant, un colonel allemand ont signé un papier. En fermant le parapheur, il ouvrait à ces hommes la porte d'une prison ou d'un camp. Heil Hitler ! Et la prison de Fresnes, la prison de la Santé, la prison du Cherche-Midi, les Tourelles, Drancy, Pithiviers, La Folie-Nanterre, Villeneuve-Saint-Georges comptaient un détenu de plus. A moins que l'organisation Todt (Todt veut dire *mort*) ne s'enrichisse d'un esclave parmi des millions d'autres.

Ils sont autour de moi, dans le hall qui ressemble au pont d'un navire d'émigrants, à un hall de gare, à un asile de nuit, avec les baluchons, les sacs, les paquetages, ceux qui entrent, ceux qui sortent, et cette grande misère des vêtements, des visages, des odeurs.

Ecoutons-les.

— Je m'appelle Desbordes, Anthelme, 34 ans, fermier au hameau des Glières, en Loir-et-Cher. Les boches m'ont arrêté le 10 septembre 1943. Ils m'accusaient d'avoir abrité des maquisards. C'était vrai, mais ils n'avaient aucune preuve. J'ai été torturé, battu. Je n'ai rien avoué. J'ai fait quatre camps et trois prisons militaires. Libéré par l'arrivée des Alliés au camp de Villeneuve - Saint - Georges. J'ai très envie de rentrer chez moi. Pensez-vous qu'il y aura des camions ou des trains bientôt pour nous ? Je n'ai pas revu ma femme et mes deux petites depuis onze mois.

— Je m'appelle Luis Soriano ; j'ai vingt-huit ans ; j'étais dériveur de wagons métalliques à Alès. Je suis Espagnol. J'ai été arrêté le 2 décembre 1942. Détenu cinquante et un jours au Fort-Vauban. Transféré au camp du Vernet. Le 29 mai 1944, les Allemands nous emmènent dans les îles anglo-normandes, avec des bagnards de droit commun, à Aurigny, pour faire des fortifications. Cherbourg tombe. Les boches nous ramènent en cargo à Saint-Malo et là nous bouclent dans un wagon à bestiaux qui a mis vingt-quatre jours pour revenir à Paris, sous les bombardements et les mitraillages. On ouvrait la porte une fois par jour pour sortir la tinette et nous donner de quoi ne pas mourir de faim. Nous crevions de soif, en juillet, sur les voies en plein soleil, et nous étions couverts de vermine. Le plus dur, c'était de cohabiter avec des forçats et des détenus de droit commun, de vraies crapules. Puis, à Paris, après la caserne Mortier, les Allemands nous emmènent en camions vers le Nord. Nous n'avions qu'une idée, nous évader, et eux qu'une idée, échapper aux Alliés. On n'était donc pas d'accord...

Luis Soriano rit en évoquant cet épisode de son odyssée.

Claude ROY.

(Lire la suite en page 2.)

Coup de théâtre
DANS L'AFFAIRE
de la Gestapo française

DUBREUIL, QUI ARRÊTA BONNY EST ARRÊTÉ A SON TOUR

Après la princesse Tschernitcheff, après la duchesse d'Abrantès, voici qu'entre en scène le sémillant baron Lionel de Wiett.

Lionel de Wiett a 45 ans. C'est le type parfait de l'aventurier sans scrupules. Lafont avait compris l'intérêt qu'il avait à s'adjoindre un homme aussi parfaitement introduit dans des milieux que lui interdisait sa roture trop flagrante.

Jean Luchaire, qui était — on le sait maintenant — un familier de la rue Lauriston, avait fait du baron Lionel l'administrateur des « Nouveaux Temps ». Cet emploi « honorifique » laissait au protégé de Lafont le temps de faire des affaires de marché noir et d'organiser des coups de main, qu'exécutaient les hommes de la rue Lauriston et sur lesquels il avait ses pourcentages.

Depuis l'arrestation de ses amis, Lafont et Bonny, Lionel de Wiett n'était pas rassuré. Il avait réuni chez lui sept gangsters, armés comme il se doit, et qui avaient pour mission de veiller sur sa précieuse personne.

Lorsque l'inspecteur principal Petit et ses collègues se présentèrent avenue Foch pour arrêter le baron, c'est mitraillette au poing que celui-ci les reçut.

L'inspecteur principal put échapper de justesse à une rafale.

Une arrestation imprévue

Une arrestation imprévue est bien celle de ce mystérieux personnage que, jusqu'à présent, les journalistes avaient pris pour un inspecteur de police : l'inspecteur Dubreuil.

Celui-ci, qu'on avait pu voir dans les bureaux de la Préfecture le jour où le préfet, M. Luizet, avait communiqué à la presse les arrestations sensationnelles de Lafont et Bonny, était l'un des trois hommes qui avaient organisé l'opération de la ferme Basclin, où furent pris les deux chefs de la Gestapo française.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

LA GESTAPO FRANÇAISE

QUAND LAFONT pleure en songeant à l'avenir DE SES ENFANTS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il avait, avec les inspecteurs Morin et Spas, collaboré à l'enquête après avoir mené avec succès la délicate expédition de Bazoches.

Quel rôle Dubreuil a-t-il joué dans l'affaire ? C'est ce que nous ne savons pas encore, la police étant à ce sujet d'une absolue discrétion.

Dubreuil, avec qui trois jours auparavant j'avais pu m'entretenir quelques minutes, semble étonné de ce renversement de la situation.

Il passe les poignets enfermés dans les menottes entre deux agents. On le conduit vers le bureau du commissaire M. Clot.

A mon regard interrogateur il répond par une mimique qui signifie :

— Je n'y comprends rien. Je ne sais pas ce qu'on me veut...

Quant à Lafont, il pleure

Cependant qu'on emmène Dubreuil dans un bureau voisin, se poursuit l'interrogatoire de Bonny. Il parle depuis quatre jours !

Dans un autre bureau Lafont, toujours plus barbu, toujours plus minable, continue à répondre aux questions que lui pose inlassablement l'inspecteur principal Batut.

Lafont pleure. Il sanglote même. C'est surtout le sort de ses enfants, Henriette et Pierre, qui le tourmente. Ces deux derniers, agés respectivement de 15 et 16 ans, sont détenus quai de Gesvres en compagnie de leur gouvernante.

— Je sais que je vais mourir, répète Lafont. Je n'ai plus intérêt à mentir. Je vous dirai toute la vérité. Je suis un salaud, mais je vous supplie d'épargner l'avenir de mes enfants.

Et cependant il ne se souciait pas tellement d'eux au temps de la splendeur de la Gestapo.

Henriette et Pierre Chamberlin ont passé leur jeunesse en province en compagnie d'une gouvernante. Récemment ils ont été voir leur mère, qui vit à Saint-Germain-en-Laye, séparée de son triste individu de mari. Les deux enfants vivaient, eux, en compagnie de la gouvernante dans le pavillon, 101, boulevard de la Seine, à Neuilly, dont nous avons parlé hier.

Une armée... à tout faire

On sait maintenant comment furent constituées les brigades nord-africaines de Lafont.

Un certain El Maadi, président d'un comité franco-musulman, avait obtenu de Lafont des capitaux pour fonder le journal *Er Rachid*. C'est le directeur de l'*Echo de la France*, le P.P.F. Guilbaud, lui aussi subventionné par Lafont, qui servit d'intermédiaire.

El Maadi, déjeunant un jour rue Lauriston, entendit Lafont se plaindre du peu de souplesse de son personnel « à toute main ».

— Je vais te fournir les hommes qu'il te faut, lui dit-il.

C'est ainsi que furent recrutés les Nord-Africains qui constituèrent les équipes de la rue Lauriston.

Le commandant Boemelburg, voyant plus tard ces hommes, suggéra à Lafont d'augmenter ses effectifs et de créer des brigades destinées à combattre les maquis.

Lafont accepta. Les crédits étaient impressionnants.

Deux cent cinquante Nord-Africains et membres du R.N.P. furent groupés dans un immeuble de Neuilly transformé en caserne.

Ce sont les hommes de ces brigades nord-africaines qui sont les auteurs des exactions, des crimes, des vols commis dans ces régions et que Vichy et la presse à ses ordres mettaient au compte des maquisards.

Il était utile que ce'a fût dit.

N. L.

POUR AIDER

ÉDITION DE 5 HEURES

QUELQUES MOTS POUR LES AIDER

5. — *QUELQUES ACHATS*

Jewelry	(Djouèlré)	Bijoux
Scarf	(Scârf)	Echarpe
Gloves	(Glov's)	Gants
Scent	(Sennt')	Parfum
Leather bag	(Lèz-e-bague)	Sac en cuir
Silk stockings	(Silk stockigns)	Bas de soie

What is the price of...
(Houâtt' is se praïce ov...)
— Quel est le prix de...

How much will you spend ?
(Hâo meutch oui-l lou spend ?)
— Combien voulez-vous dépenser ?

Résistance
LA VOIX DE PARIS

Ancien organe clandestin du Mouvement Résistance

Rédaction, administration publicité · 23, rue Chauchat, Paris-9e · Tél. TAItb. 60-43 et la suite

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE 1944 · Ste Pulchérie

2 francs · 3e année - N° 34

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A CONSTITUÉ LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le général de Gaulle a procédé ce soir au remaniement du Cabinet.
Le gouvernement qu'il préside est constitué de la manière suivante :

MINISTRE D'ETAT	JEANNENEY
GARDE DES SCEAUX ET JUSTICE	François de MENTHON
AFFAIRES ETRANGERES	Georges BIDAULT
INTERIEUR	Adrien TIXIER
GUERRE	DIETHELM
MARINE	JACQUINOT
AIR	TILLON
ECONOMIE NATIONALE	MENDES-FRANCE
FINANCES	LEPERCQ
PRODUCTION	LACOSTE
AGRICULTURE	TANGUY-PRIGENT
RAVITAILLEMENT	GIACOBBI
COLONIES	PLEVEN
EDUCATION NATIONALE	CAPITANT
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	PARODI
TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS	MAYER
P.T.T.	A. LAURENT
INFORMATION	TEITGEN
PRISONNIERS, DEPORTES, REFUGIES	FRENAY
SANTE PUBLIQUE	BILLOUX
MINISTRE EN AFRIQUE DU NORD	Général CATROUX

Le général de Gaulle a procédé à la constitution du ministère d'unanimité sociale qui, s'inspirant de l'esprit qui a animé pendant quatre années la résistance française, a pour mission de diriger l'effort du pays dans la guerre, de faire appliquer les lois de la République, de recommencer sa reconstruction, de travailler à sa rénovation, d'assurer la défense de ses intérêts au dehors en attendant la réunion de l'Assemblée Nationale.

M. le Président Jeanneney a apporté au gouvernement provisoire, en qualité de ministre d'Etat, le concours de sa haute autorité. A ses côtés, et avec la même qualité de ministre d'Etat, le Chef du Gouvernement se propose de faire appel, aussitôt que les circonstances le permettront, à d'autres personnalités représentatives des institutions républicaines.

Le gouvernement comprend plusieurs représentants du mouvement de Résistance, parmi lesquels nous citerons M. Georges Bidault, président du C.N.R. ; MM. Capitant, Frenay, Lacoste, Lepercq, de Menthon, Parodi et Teitgen ainsi que huit parlementaires ayant participé à la résistance (deux sénateurs, six députés).

MM. Jeanneney et Giaccobi, A. Laurent, Billoux, Jacquinot, Mendès-France, Tanguy-Prigent et Tillon et quelques-uns des hommes qui autour du général de Gaulle ont été parmi les premiers animateurs de la France libérée comme les guides d'un Empire libéré : le général Catroux, MM. Diethelm, Pleven, Tixier.

On sait enfin que M. René Mayer faisait partie depuis de nombreux mois du gouvernement d'Alger.

Ajoutons que parmi les personnalités qui conformément à la décision de démission collective prise par le gouvernement provisoire de la République française le 26 août, quittent maintenant le gouvernement, plusieurs d'entre elles sont appelées à assurer dans les capitales alliées une représentation digne de la France libérée.

Nieuport, Ostende Bruges, Liége, Dixmude libérés par les Alliés

A l'est de la Meuse, la 1re armée américaine est à 25 km. du Reich

L'U. R. S. S. met fin aux hostilités avec la Bulgarie

Moscou, 9 septembre. — Dans un ordre du jour au général d'armée Tolbukhine et à l'amiral Oktyabrski, le maréchal Staline proclame :

« Les troupes du troisième front d'Ukraine ont franchi la frontière bulgare le 8 septembre et se sont emparées de 170 localités, dont l'important nœud de communications de Choumene (Choumla), ainsi que des ports de Varna et de Bourgas, sur la Mer Noire.

« Ainsi, la Bulgarie cesse d'être le pilier de l'impérialisme allemand dans les Balkans pour la première fois depuis trente ans.

« Ce but étant atteint, les hostilités avec ce pays sont terminées. »

Les blindés canadiens sont entrés à Nieuport et à Ostende

Londres, 9 septembre. — Le port d'Ostende, situé à 48 kilomètres à l'est de Dunkerque, a été occupé dans la soirée par des patrouilles blindées canadiennes. Il n'y avait aucun Allemand dans la ville. Les Canadiens ont occupé également Nieuport, à 32 km. à l'est de Dunkerque sans rencontrer de résistance ennemie.

Des patrouilles canadiennes auraient atteint Bruges

Londres, 9 septembre. — L'envoyé spécial de l'agence Reuter auprès de la première armée canadienne qui combat en Belgique annonce que, selon des rapports non confirmés, des patrouilles avancées canadiennes auraient atteint la ville de Bruges qui est à 24 km. au nord-est de Gand.

Dixmude et Liége

G. Q. G. allié en France, 9 septembre. — L'élargissement de la tête de pont alliée sur le canal Albert a rencontré une résistance croissante, Bourg-Léopold a été occupé. Thielt a été atteint. A l'ouest, Dixmude est aux mains des alliés qui ont également occupé Liége.

Besançon, Beaune et le Creusot occupés

Q.G. allié en Méditerranée, 9 septembre. — Les Américains ont avancé au-delà de Besançon.

De leur côté, les forces françaises ont occupé Beaune, Le Creusot et Chagny.

Libération de Besançon

Q. G. allié en Méditerranée. — La 7e armée, commandée par le général Patch, qui s'approche de la trouée de Belfort, a libéré, hier, Besançon, après avoir brisé la forte résistance opposée par les arrière-gardes allemandes.

PUISSANTE OFFENSIVE RUSSE

Londres, 9 septembre.— L'agence allemande D.N.B. annonce que les Russes ont lancé une nouvelle offensive dans la région de Przemysl et de Krosno. « L'offensive a été précédée, dit-elle, d'un violent feu d'artillerie. Les Russes utilisent les armes blindées sur une échelle massive ».

Praga évacuée

Alger, 9 septembre. — Radio-France annonce que les Allemands ont évacué Praga, faubourg de Varsovie, situé sur la rive est de la Vistule.

LA TABLE DE PARIS

Rations de viande pour la semaine du 11 au 17 septembre

Les rations de viande pour la semaine du 11 au 17 septembre sont fixées comme suit :

Les 85 grammes de conserves distribués équivalent à 150 grammes de viande crue avec os.

Les consommateurs du département de la Seine percevront donc en fait, au titre de la semaine du 11 au 17 septembre, tant en viande de boucherie qu'en conserves, une ration équivalant à 300 grammes de viande crue avec os.

Le ticket BH, valorisé pour 90 grammes de charcuterie ordinaire, sera valable pour tout le mois de septembre. Il sera honoré au fur et à mesure de l'approvisionnement des charcutiers et salaisonniers.

Validation de tickets pour les matières grasses

A partir du 12 septembre 1944, une nouvelle distribution de 50 grammes de beurre sera faite à tous les consommateurs du département de la Seine, en échange du ticket GE de la feuille de denrées diverses du mois de septembre.

La boisson de la Libération

Le ministre du Ravitaillement communique :

La boisson de la Libération, dont la préparation et la mise en place chez les détaillants ont rencontré de nombreuses difficultés du fait du bombardement de la Halle aux Vins, sera distribuée à partir du lundi 11 septembre dans les arrondissements suivants : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14, 15, 17, 18, 20.

La date de distribution dans les autres arrondissements sera fixée incessamment.

Distribution d'alcool à brûler

A dater du lundi 11 septembre 1944 à Paris et du mardi 12 dans les communes suburbaines, les services de rationnement des mairies procéderont à une distribution d'alcool à brûler :

1. Aux bénéficiaires habituels de ce combustible ;
2. Aux détenteurs de la carte de charbon de cuisine ou de la fiche rose de contrôle constatant l'utilisation de l'électricité pour la cuisine ;
3. Aux foyers comportant un enfant âgé de moins de deux ans, quel que soit le mode de chauffage employé pour la cuisine.

Une liste qui doit s'allonger vite...

Ces Messieurs de la Collaboration

Ils réfléchissent à Drancy, à la Santé et à la Petite-Roquette sur les beautés du nazisme en attendant leur jugement

Félix Amiot, constructeur d'avions; Arletty; Jean-Marcel Aubert, administrateur de société; François Aubin, inspecteur du Travail.

Baptiste Barbagelata, Ravitaillement de la Seine; Baudet, brigade spéciale ; de Beaumont, député ; Beauval, brigade spéciale; Berthelot, ancien ministre ; Maxime Biahn, dit Max Bihan, journaliste; Mario Blanc, administrateur de société; Albert Blaser, directeur du Maxim's ; Max Bonnafous, ancien ministre ; Bouffet, préfet de la Seine ; général Brécard, chancelier de la Légion d'honneur ; Bussières, préfet de police.

Candos, brigade spéciale ; comte Jean de Castellane; Caumont, brigade spéciale ; comte et comtesse de Chambrun; François Chasseigne, ex-ministre du Ravitaillement; Angelo Chiappe, préfet; Jules Chiara, intendant général du Ravitaillement ; Alice Cocéa, directrice des Ambassadeurs ; Consanchon, conseiller à la Cour de Cassation; Alfred Cortot.

Darquier de Pellepoix, Affaires juives; L.-R. Dauven, Radio-Paris; Dentz, général et ministre de la Guerre ; Depuis, brigade spéciale ; R.-P. Duchemin, Patronat français et Société Kuhlmann; Durafour, intendant de police; Jacques Duthal, Radio-Paris.

(Suite page 2)

LA MAJORATION pour les petits salaires ATTEINDRA 50 %

Et les ouvriers seront augmentés de 5 francs par heure

A sa réunion d'hier, le Conseil des ministres a examiné la question du relèvement des salaires. Il a constaté que, depuis juin 1940, l'augmentation des salaires est loin d'avoir suivi la hausse considérable du coût de la vie.

En conséquence, il a autorisé le ministre des Affaires sociales à prendre les mesures nécessaires pour un relèvement général des salaires qui prendra effet à partir du 1er septembre 1944.

Mécanisme général de la majoration des salaires

Le Conseil des ministres a adopté une ordonnance qui déterminera les bases et le mécanisme de la revision des salaires. Le montant de la majoration sera déterminé, dans chaque région, en partant des taux légaux des salaires minima des manœuvres ordinaires. La majoration ainsi déterminée en francs sera ajoutée aux salaires réels des manœuvres et des autres catégories professionnelles de travailleurs dans chaque industrie et profession. Les salaires réels seront ceux de la dernière période de paie précédent le 1er septembre 1944. Toutefois, le cumul du salaire réel et de la majoration ne pourra avoir pour effet de porter le nouveau salaire au-dessus d'un plafond qui sera fixé en francs dans chaque région.

Le montant et les modalités de la revision des salaires seront déterminés, dans chaque région, par des arrêtés des commissaires régionaux de la République qui vont recevoir immédiatement toutes instructions nécessaires du ministre des Affaires sociales.

Relèvement des salaires dans la région parisienne

Pour la région parisienne, des arrêtés portant relèvement des salaires seront pris directement par le ministre des Affaires sociales.

Sur sa proposition, le Conseil des ministres a décidé de prendre comme base, dans la première zone, un salaire minimum horaire de 10 francs pour le manœuvre ordinaire et d'appliquer à ce taux une majoration de 50 %.

En conséquence, les salaires réels des manœuvres devront être majorés de 5 francs. De même, seront également majorés de 5 fr. par heure les salaires des autres catégories professionnelles de travailleurs de la région parisienne de la première zone.

Les salaires des autres zones de la région parisienne subiront les majorations suivantes : 2e zone, 4 fr. 25 par heure ; 3e zone, 4 fr. par heure ; 4e zone, 3 fr. 70 par heure ; 5e zone, 3 fr. 35 par heure ; 6e zone, 3 fr. par heure.

Ces majorations seront accordées aux travailleurs du sexe masculin âgés de 20 ans.

Des taux spéciaux de majoration sont prévus pour les femmes et pour les jeunes travailleurs.

Dans la région parisienne, le cumul du salaire réel et de la majoration ne pourra avoir pour effet de porter les nouveaux salaires à plus de 30 francs de l'heure ou de 6.000 francs par mois.

En conséquence, les salaires réels égaux ou supérieurs à 30 francs de l'heure et 6.000 francs par mois ne seront pas majorés.

Les fonctionnaires et les travailleurs des chemins de fer

Le Conseil des ministres a également décidé de procéder à un relèvement des traitements des fonctionnaires et des salaires des travailleurs des chemins de fer. Des arrêtés spéciaux du ministre des Finances et du ministre des Communications fixeront le montant et les modalités de ce relèvement.

A la Chancellerie de la Légion d'honneur

La statue de PÉTAIN a été déboulonnée

La propagande vichyssoise avait répandu le culte de Pétain. Elle poussait à la consommation des photographies tous formats et érigeait des statues.

L'une d'elle s'élevait au sein de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, en plein milieu de la cour, sur un tapis de verdure, face à l'entrée principale...

Aujourd'hui, les photographies sont tombées toutes seules de leurs cadres...

A la Légion d'Honneur, la statue a été enlevée, il y a huit jours... Non seulement la statue, mais le socle... Table rase a été faite...

A l'exemple de Paris qui se couvre des portraits du général de Gaulle, la Chancellerie de la Légion d'Honneur s'honorera d'élever le plus tôt possible au lieu et place de la statue déboulonnée celle du général de Gaulle...

L'armée américaine donne un concert

L'orchestre militaire de la première armée des Etats-Unis donne, dimanche à 5 heures, au Trocadéro, un concert de musique française et de jazz américain.

Lafont recrutait des Nord-Africains qui combattaient les hommes du Maquis

Inlassablement, le commissaire Clot et ses collaborateurs poursuivent leur enquête sur l'affaire de la Gestapo française.

Chamberlin, dit Lafont, a été à nouveau interrogé hier et plus particulièrement sur la Légion nord-africaine.

Le sinistre individu a indiqué qu'il avait fait la connaissance à Paris du chef du comité franco-musulman, El Maadi. Celui-ci était venu lui faire part des difficultés qu'il rencontrait pour faire paraître le journal *El Rachid* (*Le Messager*). Lafont le mit en rapport avec Luchaire, directeur des *Nouveaux Temps*, Georges Prade, administrateur des *Nouveaux Temps* et de *Paris-soir*, et Guilbaud, directeur de l'*Echo de la France* qui lui donnèrent aussitôt satisfaction.

En reconnaissance, El Maadi procura à Lafont deux Arabes pour son service personnel.

Il se trouva que le chef de la Sûreté allemande, Boemelburg, apercevant ces deux superbes hommes, eut l'idée de constituer une troupe de Nord-Africains pour combattre les maquisards. Il chargea le chef de la Gestapo française du recrutement. 200 hommes furent choisis qui furent instruits dans une caserne, 21, avenue de Madrid, à Neuilly, par des membres du R.N.P., des officiers et sous-officiers appartenant aux organisations de l'avenue Foch et de la rue Lauriston, qui commandaient en uniforme.

Cette troupe fut partagée en quatre groupes. Le premier partit à Périgueux sous la conduite de l'ancien international de football Alex Villaplane, le deuxième à Sochaux sous les ordres de l'ancien inspecteur de la police judiciaire Maillebeau. Deux autres groupes furent dirigés sur Limoges et Tulle. C'est dans cette dernière ville que Lafont installa son G. Q. G.

Villaplane a passé également sur la sellette. Il se défendit avec la dernière énergie sur l'accusation d'avoir combattu les maquisards.

— Tout au contraire, a-t-il affirmé, j'ai pu sauver exactement 1.010 personnes promises au peloton d'exécution.

Précisons par ailleurs que le baron dont le nom n'a pu être donné hier n'est autre que Lionel de Wiett, ex-administrateur des *Nouveaux Temps*, qui va être interrogé sous peu sur ses agissements.

Rectifions enfin l'information parue dans la presse. Un nommé Dubreuil, vague auxiliaire de la police, a bien été arrêté, mais il ne s'agit nullement de l'inspecteur Dubreuil, qui a participé à l'arrestation de Bony.

L'arrestation mouvementée du baron Lionel de Wiett, ex-administrateur des « Nouveaux Temps »

Les inspecteurs de la section spéciale recherchaient Eddy Pagnon, chauffeur et homme de confiance de Lafont, animateur N° 1 de la monstrueuse affaire de la Gestapo française.

(Suite page 2)

“ J'ai déjeuné avec un fusillé et une condamnée à mort ”

C'est un jeune homme grand, mince, avec une toute petite moustache blonde, en accent circonflexe. Il dévore à belles dents un gros bifteck, au réfectoire de l'Association des Internés Civils, 40, rue de Paradis. A table, ils parlent beaucoup plus de l'avenir que du passé ; lui, pourtant, raconte son aventure, parce qu'elle est toute récente :

— Moi, dit-il, j'ai été fusillé.

On suspend un instant pour l'écouter la fourchette qui allait picoter dans l'assiette.

— Je disais ce que je pensais, sans me méfier, reprend-il. Le 18 août, des hommes en civil m'ont arrêté devant chez moi.

— Des Allemands ?

— Sans doute; ou des miliciens; ils étaient en civil. Ils m'ont fait monter en voiture et conduit au Bois. Ils m'ont lié les mains ; et, à quelques pas, ils m'ont fusillé — ou plutôt, mitraillé ; car c'est avec une mitraillette que l'un d'eux m'a « exécuté ».

— Alors ?

— Je suis tombé. Je n'avais reçu qu'une balle dans la cuisse; d'autres projectiles n'avaient fait que traverser mes vêtements : voyez! »

Il se lève ; dans son pantalon, dans son veston, on voit, si l'on peut dire, les cicatrices des coups reçus; car les trous sont déjà stoppés. Par miracle, les balles sont entrées — et sorties — dans l'ampleur du costume ; sur le côté gauche de la veste, du pantalon. Mais voici le plus étonnant :

— Je me suis dit : « Il faut faire le mort » ; car je sentais bien qu'ils ne m'avaient pas gravement touché. Un de mes assassins s'est approché ; il m'a tiré, à bout portant, le coup de grâce ; une balle dans la nuque.

— Et... ?

— Et il m'a encore raté. Regardez !

Sa tête, explique-t-il, était pliée sous l'épaule droite; il était tombé comme une masse, et le haut de son veston cachait sa tête ; dans l'étoffe, on distingue malgré les stoppages la trace des trous par où la balle est entrée et sortie : par le col et par le revers.

Fusillé, achevé, mais vivant, le jeune homme est allé en boitant jusqu'à l'hôpital Marmottan ; on l'a admis et soigné ; il a raconté qu'il avait été blessé par des inconnus. Il se garda bien de donner des précisions.

C'est un récit dramatique; mais en l'écoutant, on sourit. Pourquoi? Une de celles qui sourit n'a plus de dents : ses incisives sont brisées au ras des gencives.

— Ils m'ont frappée ! Ils m'ont frappée ! Mais je n'ai rien dit.

— Qu'est-ce que vous aviez fait?

— J'avais entreposé des armes pour le maquis. Ils m'ont envoyée à Fresnes.

— Pour longtemps ?

— Non... J'étais condamnée à mort.

Elle sourit. Elle a des fleurs à son corsage. Des fleurs gaies, vivantes, épanouies. Elle les regarde à chaque instant.

On ne sait pas tout ce que ça peut chanter, un joli bouquet, à l'oreille d'une Parisienne qui attendait dans une cellule le peloton d'exécution. — *J. A.*

EN KILT ECOSSAIS le général Joarston remet aux blessés du Val-de-Grâce des cigarettes et des bonbons

Au nom du maréchal Montgomery, le général anglais Carthew Joarston a remis hier matin au service de santé du Val-de-Grâce, une importante quantité de cigarettes, de chocolat, de lait condensé, de biscuits, de bonbons, etc..., pour être distribués aux 3.000 personnes en traitement : blessés de l'armée Leclerc, F.F.I., prisonniers rapatriés, etc...

Le général, portant le kilt et le béret des officiers de l'armée écossaise, a été reçu dans la salle d'honneur du Val-de-Grâce. M. André Roy, directeur du cabinet du ministre de la Guerre, l'a remercié au nom du gouvernement français.

Le général anglais prenant à son tour la parole a dit son admiration pour son chef, le maréchal Montgomery, puis il a signé le Livre d'or du Val-de-Grâce. Il est allé ensuite féliciter de leur dévouement les équipes de chirurgiens, le corps médical, et le personnel sanitaire de l'hôpital.

Le général est allé ensuite s'enquérir du sort des blessés français et a prodigué des paroles de réconfort à tous ceux qui s'étaient levés pour venir le voir.

Les stations fermées du métro sont les mêmes qu'en juillet

SUR LES ONZE LIGNES MISES EN SERVICE

On sait que demain, à 6 heures, onze lignes du métro sur quatorze seront mises en circulation. Les trains fonctionneront jusqu'à 22 heures du lundi au vendredi, le samedi jusqu'à 13 heures. La cadence des rames sera de 2 à 3 minutes aux heures d'affluence et de 8 à 10 minutes pendant les heures creuses. Voici les onze lignes ou tronçons de lignes qui seront mises en service et les stations qui resteront fermées :

1. **Porte de Neuilly-Château de Vincennes.** — Bérault, Porte de Vincennes, Saint-Paul, Louvre, Tuileries, Champs-Elysées, Clemenceau, George-V, Obligado, Sablons.

2. **Dauphine-Nation.** — Avron, Philippe-Auguste, Ménilmontant, Couronnes, Combat, La Chapelle, Anvers, Blanche, Rome, Monceau, Courcelles, Ternes, Victor-Hugo.

3. **Lilas-Porte Champerret.** — Saint-Fargeau, Pelleport, Martin-Nadaud, Saint-Maur, Parmentier, Temple, Arts-et-Métiers, Sentier, Quatre-Septembre, Europe, Malesherbes, Pereire, Vallier, Anatole-France, Pont de Levallois.

4. **Clignancourt-Porte d'Orléans.** — Simplon, Château-Rouge, Château-d'Eau, Etienne-Marcel, Les Halles, Cité, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Sulpice, Saint-Placide, Vavin, Raspail, Mouton-Duvernet.

5. **Italie-Eglise de Pantin.** — Hoche, Ourcq, Jaurès, Lancry, Oberkampf, Richard-Lenoir, Bréguet-Sabin, Arsenal, Quai de la Rapée, Campo-Formio.

6. **Etoile-Italie (tronçon).** — Corvisart, Saint-Jacques, Raspail, Edgar-Quinet, Sèvres-Lecourbe, Cambronne, Dupleix, Passy, Boissière, Kléber, plus le tronçon Nation-Nationale interrompu.

7. **Porte d'Ivry-Pré Saint-Gervais-Villette.** — Pont de Flandres, Riquet, Botzaris, Buttes-Chaumont, Bolivar, Château-Landon, Poissonnière, Le Peletier, Pyramides, Pont Neuf, Pont Marie, Monge, Gobelins, Tolbiac, Maison-Blanche, Porte de Choisy, Lourmel, Félix-Faure, Commerce, Champ-de-Mars, Latour-Maubourg, plus le tronçon Richelieu-Drouot-Faidherbe-Chaligny interrompu, Montgallet, Michel-Bizot, Porte-Dorée, Liberté.

8. **Place Balard-Opéra (tronçon) et Reuilly-Diderot à Charenton Ecoles (tronçon).**

9. **Mairie de Montreuil-Pont de Sèvres.** — Billancourt, Exelmans, Michel-Ange-Molitor, Jasmin, Ranelagh, Pompe, Iéna, Alma-Marceau, Saint-Philippe-du-Roule, Saint-Augustin, Richelieu-Drouot, Bonne-Nouvelle (ouverte de 21 h. 30 à 22 h.), Saint-Martin, Oberkampf, Saint-Ambroise, Charonne, Boulets-Montreuil, Buzenval, Maraîchers, Robespierre.

12. **Mairie d'Issy-Porte de la Chapelle.** — Convention, Volontaires, Falguière, Notre-Dame-des-Champs, Rennes, Bac, Chambre-des-Députés, Trinité, Saint-Georges, Abbesses, Joffrin, Torcy.

13. **Saint-Lazare-Portes de Clichy et de Saint-Ouen.** — Marcadet-Balagny, Brochant, Liège.

Sur la ligne de Sceaux les stations Port-Royal, Gentilly et Parc de Sceaux seront fermées.

Les lignes 10, 11 et 14 ne seront pas remises en circulation.

La seule atmosphère respirable pour la Science est la liberté

par **Louis LAPICQUE**
Membre de l'Institut

Quand *Résistance* me fait l'honneur de me demander quelques lignes sur les savants dans les circonstances actuelles, j'imagine qu'il s'agit plutôt de noter des impressions que d'établir un historique ou des statistiques. Je m'en tiendrai donc à mon milieu parisien, mais dans les autres degrés de l'enseignement, dans toutes les universités, en province et à Paris, c'est en quasi-unanimité que les scientifiques ont opposé à l'envahisseur la même attitude glaciale, quand ils n'ont pas pu lui faire une opposition plus active.

Le succès qu'a obtenu la librairie « Rive Gauche » installée devant la Sorbonne par les Allemands, sous direction en apparence française, a été parfaitement symptomatique. C'était un établissement splendide, fort bien tenu (je parle de l'extérieur), étalant derrière les glaces luxueuses de son ample devanture des étalages de livres et de gravures choisis avec goût et renouvelés chaque semaine. Mais, tandis que nos modestes librairies françaises des alentours voyaient les clients se presser autour de leurs comptoirs (on a beaucoup lu pendant la guerre), « Rive Gauche », sauf un officier allemand de temps en temps, restait déserte ; je me suis souvent amusé de cet aspect sinistre, visible d'un coup d'œil en passant devant les portes vitrées. Ce n'est pas à dire que le quartier Latin s'en désintéressât ; les somptueuses vitrines ont plus d'une fois volé en éclats sous un pavé ou même une grenade.

●

Les séances de l'Académie des Sciences, de leur côté, ont été bien significatives d'un bout à l'autre de l'occupation. Ces séances ne sont guère ce que l'on imagine peut-être, ce que sans doute elles devraient être à l'exemple des sociétés scientifiques en général : une série d'exposés de travaux suivis chacun d'une discussion. De tels exposés ont bien lieu, en réalité, sur une tribune devant un tableau noir. Mais cela n'arrête en rien les conversations particulières dans toute la salle, de sorte qu'en fait, l'Académie est plutôt un cercle dont les membres viennent se retrouver en amis une fois par semaine. Le public est admis aux séances, mais c'est pratiquement un public peu nombreux et composé d'habitués, si bien que subsiste l'allure de cercle privé. Eh bien ! dans ce cercle, j'ai toujours vu les entretiens s'engager sans aucune précaution sur le terrain du plus fervent patriotisme et se conclure sur la malédiction de l'Allemagne et l'espoir de sa défaite. Les appariteurs eux-mêmes étaient dans la note, et lorsque les événements se présentaient sous un jour sombre, nous les voyions venir à nous pour demander à notre autorité de maîtres intellectuels des raisons de se rassurer et d'espérer.

Cette universelle confiance réciproque supposait unanimité pour la résistance. Et il en était bien ainsi, sauf une exception, une exception criante, scandaleuse. Quand Georges Claude (celui-ci a donné à sa campagne collaborationniste une publicité telle que je peux bien le nommer), quand Georges Claude paraissait à l'Académie, ce qui lui arriva rarement, une atmosphère de gêne se répandait sur son passage avec des silences ou des murmures. Et dès que Paris fut libéré, en fait lundi dernier 4 septembre, l'Académie, après avoir cherché en vain dans les règlements ou dans les précédents une procédure d'exclusion, vota néanmoins au scrutin secret par 34 voix contre 8 bulletins blancs la radiation de Georges Claude, et les bulletins blancs, si j'en juge par ceux dont j'ai pu connaître l'origine, n'étaient motivés que par des scrupules formalistes.

(Suite page 2)

Le paquebot italien “Rex” est en flammes

Le paquebot italien « Rex » a été attaqué dans les eaux du nord de l'Adriatique par les « Beaufighters » de la R.A.F. Le navire est en flammes et donne fortement de la bande.

Lancé en 1931, le « Rex » jaugeait 47.000 tonnes et avait remporté le Ruban Bleu en 1935.

Nous voulons un Etat libre

NOUS indiquions hier comment la liberté juridique de la presse peut être un leurre si l'Argent impose sa loi. Ce qui est vrai de la presse l'est de toute l'économie et même de la politique pure. Nous l'avons bien vu dans les années qui précédèrent la guerre. Les deux cents familles ne sont pas un mythe. A tout moment, la féodalité financière s'est interposée entre l'Etat et les citoyens. La République a le devoir de la briser, comme jadis une autre féodalité fut mise au pas par le pouvoir royal.

Une presse à la solde des trusts avait pris pour thème favori l'inadmissible ingérence des syndicats ouvriers dans les affaires publiques. Les syndicats, disait-elle, sont un Etat dans l'Etat, qui est intolérable. Voire ! Nous croyons, nous, qu'une autre ingérence fut infiniment plus dangereuse pour la vie de la Nation. Celle-là ne s'affirmait pas dans les meetings, mais toute notre économie pliait sous le poids muet des lingots d'or. En face de cette oppression silencieuse, les masses ouvrières, groupées dans leurs syndicats, étaient en situation de légitime défense. Leur action fut le réflexe sain d'un organisme qui lutte contre une infection parasitaire.

●

Nous exigeons que, demain, la démocratie passe dans la réalité économique française. Cela n'ira pas sans de profondes réformes de structure. Il faut nationaliser les grands services publics. Leur gestion devra être exercée pour le bien de tous, non pour le profit de quelques-uns. Il est des scandales qui n'ont que trop duré, par exemple celui du gaz ou de l'électricité, fournis au consommateur pour un prix très supérieur au prix de revient. Même pour les entreprises non nationalisées, un contrôle sera indispensable. Une industrie employant des milliers d'ouvriers ne peut se considérer comme un organisme privé, alors que de sa prospérité ou de sa ruine dépend parfois la vie d'une cité entière : un Schneider n'est-il pas seigneur du Creusot ?

La France de demain devra être, dans sa structure sociale, profondément différente de celle d'hier. Nationalisations et contrôles ne seront pas le fait d'un étatisme bureaucratique, mais s'exerceront avec la collaboration active des travailleurs de chaque service public ou de chaque industrie. La démocratie politique se prolongera en démocratie sociale.

La féodalité financière acceptera-t-elle sans rechigner une nouvelle nuit du 4 août? A elle d'en décider. Pour nous, notre résolution est prise. Ou les trusts renonceront volontairement à régenter l'Etat, ou nous saurons les y contraindre.

R.

Lafont recrutait des Nord-Africains qui combattaient les hommes du Maquis

Inlassablement, le commissaire Clot et ses collaborateurs poursuivent leur enquête sur l'affaire de la Gestapo française.

Chamberlin, dit Lafont, a été à nouveau interrogé hier et plus particulièrement sur la Légion nord-africaine.

Le sinistre individu a indiqué qu'il avait fait la connaissance à Paris du chef du comité franco-musulman, El Maadi. Celui-ci était venu lui faire part des difficultés qu'il rencontrait pour faire paraître le journal *El Rachid* (*Le Messager*). Lafont le mit en rapport avec Luchaire, directeur des *Nouveaux Temps*, Georges Prade, administrateur des *Nouveaux Temps* et de *Paris-soir*, et Guilbaud, directeur de l'*Echo de la France* qui lui donnèrent aussitôt satisfaction.

En reconnaissance, El Maadi procura à Lafont deux Arabes pour son service personnel.

Il se trouva que le chef de la Sûreté allemande, Boemelburg, apercevant ces deux superbes hommes, eut l'idée de constituer une troupe de Nord-Africains pour combattre les maquisards. Il chargea le chef de la Gestapo française du recrutement. 200 hommes furent choisis qui furent instruits dans une caserne, 21, avenue de Madrid, à Neuilly, par des membres du R.N.P., des officiers et sous-officiers appartenant aux organisations de l'avenue Foch et de la rue Lauriston, qui commandaient en uniforme.

Cette troupe fut partagée en quatre groupes. Le premier partit à Périgueux sous la conduite de l'ancien international de football Alex Villaplane, le deuxième à Sochaux sous les ordres de l'ancien inspecteur de la police judiciaire Maillebeau. Deux autres groupes furent dirigés sur Limoges et Tulle. C'est dans cette dernière ville que Lafont installa son G. Q. G.

Villaplane a passé également sur la sellette. Il se défendit avec la dernière énergie sur l'accusation d'avoir combattu les maquisards.

— Tout au contraire, a-t-il affirmé, j'ai pu sauver exactement 1.010 personnes promises au peloton d'exécution.

Précisons par ailleurs que le baron dont le nom n'a pu être donné hier n'est autre que Lionel de Wiett, ex-administrateur des *Nouveaux Temps*, qui va être interrogé sous peu sur ses agissements.

Rectifions enfin l'information parue dans la presse. Un nommé Dubreuil, vague auxiliaire de la police, a bien été arrêté, mais il ne s'agit nullement de l'inspecteur Dubreuil, qui a participé à l'arrestation de Bony.

L'arrestation mouvementée du baron Lionel de Wiett, ex-administrateur des « Nouveaux Temps »

Les inspecteurs de la section spéciale recherchaient Eddy Pagnon, chauffeur et homme de confiance de Lafont, animateur N° 1 de la monstrueuse affaire de la Gestapo française.

(Suite page 2)

né avec un fusillé damnée à mort "

grand, mince, avec une toute petite mous-onflexe. Il dévore à belles dents un gros ssociation des Internés Civils, 40, rue de beaucoup plus de l'avenir que du passé ; venture, parce qu'elle est toute récente :

Le baron Lionel de Wiett, complice de Bony et de Lafont, est arrêté

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Une adresse avait été donnée aux policiers : 42, avenue Foch. Ils frappèrent à la porte d'un appartement. La porte s'ouvrit ; l'homme qui reçut les visiteurs était armé d'une mitraillette. Sans lui laisser le temps de s'en servir, l'inspecteur Petit, qui était entré dans l'antichambre mitraillette au poing, lâcha une rafale.

Dans un salon, huit hommes s'étaient groupés. L'un d'eux s'avança vers les policiers qui gardaient leurs armes braquées, le doigt sur la détente, et s'adressant à l'inspecteur Petit :

— Je suis de l'Intelligence Service. Vous aurez de mes nouvelles.

L'inspecteur prit la carte qu'on lui tendait. Elle était manifestement fausse.

— Suivez-moi tout de même, dit-il au prétendu agent secret.

Et il lui passa les menottes. Ses collègues en firent autant pour le reste de la bande.

Un premier interrogatoire a révélé l'identité du meneur du groupe.

Lionel de Wiett est un authentique baron. Agé de 45 ans, le marché noir lui a valu une fortune. Ses « capacités » lui valurent d'être appelé par Jean Luchaire à administrer les *Nouveaux Temps*. Intime de Yoyo — Yoyo, c'était Georges Prade — il était une des vedettes des fins dîners de la rue Lauriston. Il était devenu grand propriétaire foncier, châtelain en Seine-et-Oise et sur la Côte d'Azur.

Lafont, pourvoyeur de main-d'œuvre

Pierre Laval s'en remettait, paraît-il, à Lafont pour fixer le nombre d'ouvriers capable de satisfaire les exigences de herr Otto Abetz.

Lafont ,pourvoyeur des usines nazies ! Quel titre ! Il faut croire que les Boches n'avaient tout de même pas le choix.

Une enquête est ouverte contre les groupements antinationaux

Le parquet de la Seine a chargé M. Berry, juge d'instruction, d'enquêter au sujet des activités antinationales des groupements suivants :

Ligue tricolore, Groupe Collaboration, Service d'ordre légionnaire, Milice française, Parti populaire français, Parti franciste, Parti national français, Mouvement social révolutionnaire, Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme, Service de Propagande du Gouvernement de Vichy, Service obligatoire du Travail, Rassemblement national populaire.

Le magistrat a donné des commissions rogatoires à la police judiciaire pour des perquisitions aux centres de ces groupements et pour procéder à l'identification des principaux dirigeants et la réquisition des documents utiles.

AVANTS
ent collaboré ésistance

les absurdes théories racistes, nous répugnent profondément.

Ceci explique, sans doute, l'unanimité de la position des savants, tandis que les littérateurs et les artistes ont été, hélas ! partagés. La seule atmosphère respirable pour la science est la liberté. Les jeunes scientifiques, simples étudiants, ont d'instinct le même sentiment. Chaque fois que nous pouvions dans un exposé quelconque glisser le mot liberté, l'auditoire éclatait en applaudissements. Ils ont d'ailleurs, ainsi que leurs jeunes maîtres, pris dans la résistance le rôle actif que leur permettait leur âge. Parmi nos cadets, la science parisienne a la fierté de compter des combattants d'élite et la douleur de compter des victimes. Deux physiciens des plus distingués sont morts, Solomon, fusillé,et Holweck, torturé en prison allemande. Deux professeurs de la Faculté des Sciences et deux professeurs agrégés de la Faculté de Médecine sont déportés. A ces victimes comme à tous les Français qui ont maintenu la résistance et pris part à la libération, les savants garderont une reconnaissance émue.

Une réunion du Parti communiste au Vélodrome d'Hiver

Les abords du Vélodrome d'Hiver, où le parti communiste organisait, hier après-midi, un grand

L'INSPECTEUR DUBREUIL

qui avait dépisté Pierre BONY

EST ARRÊTÉ A SON TOUR

J'ai vu **Lafont**, ce matin, alors qu'il sortait du bureau du commissaire Battut où il venait d'être interrogé.

Grand diable qui ferait peur à un fauve, le poil hirsute, l'œil hagard, il dévisage tous les enquêteurs qui l'entourent.

Son costume fripé, sa chemise sans cravate, une barbe de dix jours, Lafont n'est plus l'homme omnipotent de la rue Lauriston.

L'aigle terrifiant au plumage lustré n'est plus qu'un rapace crasseux traqué par des chasseurs adroits.

Sans mot dire, il pose devant notre reporter photographe. Auparavant, il met en ordre ses cheveux en broussailles.

Pendant ce temps, Bony, ne perdant pas son élégance, fait une toilette soignée entre deux interrogatoires des commissaires Clot et Levitre.

Dans un coin, sur un banc, une femme blonde, visage agréable, semble soucieuse : la maîtresse de Paul Alessandri, un des tueurs de Lafont, Margaret O'Culligon, attend un inspecteur qui doit, à nouveau, lui demander des précisions sur le rôle joué par son amant dans l'usine à tortures de la rue Lauriston.

— Je suis liée avec Paul Alessandri depuis deux ans. C'est un homme de 48 ans, toujours charmant avec moi.

Ernest DEULLY.

(*Lire la suite en 2e page*)

René PLEVEN
ministre des colonies
annonce :

200
138

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE 1944

LE GRAND QUOTIDIEN DU SOIR

6e DERNIERE

Défense de la France

4e ANNEE. — N° 66
Le numéro : 2 Fr.

FONDÉ SOUS L'OCCUPATION ENNEMIE LE 14 JUILLET 1941

ANCIEN ORGANE CLANDESTIN DE LA RESISTANCE

LA BATAILLE POUR BELFORT est commencée

1.000 bombardiers alliés pilonnent les positions ennemies

DES correspondants de presse trop pressés ont annoncé, quelques jours à l'avance, la libération de villes ou de contrées encore occupées par les Allemands. Ces informations ont pu jeter un certain trouble dans le public. Elles n'étaient pas toujours inexactes. Souvent des avant-gardes motorisées, simples patrouilles au demeurant, ont opéré quelque 50 kilomètres en avant des lignes principales, ce qui explique pourquoi on a pu dire et écrire que des villes avaient été atteintes ou dépassées alors qu'elles étaient effectivement occupées quelques jours plus tard.

C'est ainsi que le correspondant de guerre hollandais, Robert Kiek, mande de Bruxelles qu'il n'y a actuellement aucune troupe alliée sur le territoire des Pays-Bas.

Il ne faut pas oublier, en outre, que le haut commandement allié désire conserver le plus grand secret sur les opérations en cours. Les Allemands, en effet, savent que les alliés vont frapper un coup décisif, mais ils ignorent où et comment. Notre rôle n'est évidemment pas de les renseigner.

Ostende est libérée

Quel qu'il en soit, d'Anvers à la frontière suisse, cinq puissantes armées alliées convergent vers la ligne Siegfried en une poussée qui peut apparaître lente en comparaison des rapides avances de ces dernières semaines. Cette lenteur relative, dûe aux nécessités du ravitaillement, prouve combien le général Eisenhower ne veut rien laisser au hasard.

Tout au long de la côte du Pas de Calais les éléments de la XVe armée allemande font des efforts désespérés pour traverser l'estuaire de l'Escaut et s'échapper à travers la Hollande. Des garnisons assez fortes tiennent encore Boulogne, Calais et Dunkerque. Les Britanniques ont du reste établi une tête de pont sur l'Escaut, près d'Anvers, afin de réduire une fois de plus l'ennemi en tronçons faciles à exterminer.

Plus en arrière, les Canadiens, partis de Ypres, ont occupé Roulers et Thielt, sur la route de Gand, tandis qu'une autre colonne, polonaise celle-là, a libéré Dixmude, Nieuport et enfin Ostende... Les Alliés sont en vue de Bruges et approchent de la frontière hollandaise qui, d'après certaines dépêches non confirmées, aurait été atteinte au nord-est d'Anvers...

Ainsi que Liége

Sur le canal Albert, les Allemands résistent avec énergie ; ils n'ont pu empêcher pourtant le franchissement du canal et l'établissement de têtes de pont.

Liége a été occupé et dépassé. C'est d'ailleurs dans la région de la Meuse que l'avance alliée est la plus sensationnelle: Aix-la-Chapelle et la ligne Siegfried ne sont guère éloignés de plus de 20 kilomètres du front réel... La résistance la plus efficace s'est manifestée dans la région à l'est de Sedan et de Givet, où pourtant une avance de 40 kilomètres a été enregistrée sur un front de plus de 100 kilomètres à l'est de la Meuse.

En Lorraine, la IIIe armée américaine a établi et élargi cinq têtes de pont sur la Moselle entre Thionville et Toul.

Jean REMY

(Lire la suite en 2e page)

" Pour arracher la victoire de durs efforts seront encore nécessaires "

dit le général de Gaulle

Au Conseil des ministres d'hier, le général de Gaulle a fait un long exposé sur l'ensemble de la situation générale et militaire. De cet exposé très complet, il résulte que l'action des divisions françaises a été décisive, notamment à Marseille et à Toulon. Ce furent, on peut le dire, deux des plus durs combats de la campagne de France. D'autre part, l'activité des F.F.I., décisive dans la libération de Paris, a été également très efficace en Lorraine.

Mais le chef du gouvernement provisoire n'a pas caché que « les grands succès remportés par les armées alliées et française au cours de la dernière semaine, n'excluaient pas la probabilité de nouveaux et durs efforts pour arracher la victoire définitive. »

Il faut s'attendre, en effet, à ce que l'ennemi s'accroche avec l'énergie du désespoir à la ligne Siegfried.

Traitements et salaires sont augmentés

POUR LES FONCTIONNAIRES ET CHEMINOTS

majoration dégressive avec environ 50 °/o applicables aux petits traitements

Jusqu'à 30 francs de l'heure ou 6.000 francs par mois, les travailleurs auront une majoration horaire de 5 francs

Le gouvernement a résolu la question délicate et urgente de l'augmentation des traitements et salaires.

On avait parlé d'une hausse de 40 % qui s'appliquerait à tous les traitements des fonctionnaires et des cheminots, mais le Conseil des ministres a estimé qu'il était préférable de relever plus fortement les petits traitements.

L'augmentation prévue pourra atteindre 50 %. L'augmentation sera dégressive pour atteindre un faible taux sur les gros traitements.

Pour les ouvriers, l'augmentation des salaires a été réalisée sous la forme d'une indemnité horaire qui est la même pour tous les travailleurs, sans considération de leur rang dans la hiérarchie professionnelle.

Cette indemnité est calculée à raison de 50 % du salaire horaire moyen du manœuvre, évalué à 10 francs. Elle s'élève donc à 5 francs par heure, et elle est accordée à tous les travailleurs avec, cependant, un plafond qui est de 30 fr. l'heure; 6.000 francs par mois.

Des allocations et secours seront accordés aux familles des déportés politiques

Il a été annoncé, à l'issue du Conseil d'hier, que des mesures d'urgence avaient été prises par M. Henri Frenay, ministre des Prisonniers, déportés et réfugiés, en prévision de l'arrivée à la frontière de Français actuellement détenus en Allemagne. Une Commission a été constituée pour étudier des allocations et secours qui devront être accordés aux familles des déportés politiques.

Les blindés du général Leclerc devant l'Arc de Triomphe de l'Etoile : deux époques, deux épopées !!!

Les Bulgares accueillent avec enthousiasme la libération du territoire

SOFIA, 8 septembre. — Les forces soviétiques coopèrent désormais à la chasse des unités allemandes qui pourraient se trouver encore en Bulgarie, avec les troupes bulgares.

Après la proclamation du général russe Tolbukhin, affirmant qu'il n'entendait pas inquiéter le peuple bulgare, des manifestations enthousiastes ont eu lieu sur tout le territoire. Les patriotes descendent de leurs montagnes, à l'appel du Gouvernement, pour se joindre aux troupes bulgaro-soviétiques.

L'épuration des milieux pro-allemands est commencée. Le Parlement a été dissous et le régent Filof aurait démissionné, ainsi que le général Filippov, chef de l'état-major, qui s'est montré incapable de prévenir le sabordage de soixante-quatorze navires allemands dans un port bulgare.

L'INSPECTEUR DUBREUIL qui avait dépisté Pierre BONY EST ARRÊTÉ A SON TOUR

J'ai vu Lafont, ce matin, alors qu'il sortait du bureau du commissaire Battut où il venait d'être interrogé.

Grand diable qui ferait peur à un fauve, le poil hirsute, l'œil hagard, il dévisage tous les enquêteurs qui l'entourent.

Son costume fripé, sa chemise sans cravate, une barbe de dix jours, Lafont n'est plus l'homme omnipotent de la rue Lauriston.

L'aigle terrifiant au plumage lustré n'est plus qu'un rapace crasseux traqué par des chasseurs adroits.

Sans mot dire, il pose devant notre reporter photographe. Auparavant, il met en ordre ses cheveux en broussailles.

Pendant ce temps, Bony, ne perdant pas son élégance, fait une toilette soignée entre deux interrogatoires des commissaires Clot et Levitre.

Dans un coin, sur un banc, une femme blonde, visage agréable, semble soucieuse : la maîtresse de Paul Alessandri, un des tueurs de Lafont, Margaret O'Culigon, attend un inspecteur qui doit, à nouveau, lui demander des précisions sur le rôle joué par son amant dans l'usine à tortures de la rue Lauriston.

— Je suis liée avec Paul Alessandri depuis deux ans. C'est un homme de 48 ans, toujours charmant avec moi.

Ernest DEULLY.

(Lire la suite en 2e page)

L' « élégant » Lafont et le chauffeur Pagnon ce matin quai de Gesvres.

DÉFENSE de la FRANCE chez le général de Gaulle

Le général de Gaulle a reçu les représentants de *Défense de la France*. Nos fondateurs Philippe Viannay et Robert Salmon, ainsi que Jean-Daniel Jurgensen et Aris Blank qui forment avec Viannay et Salmon le comité directeur de *Défense de la France*, étaient présents. Mme Viannay, dont l'inlassable dévouement a servi à faire vivre le journal aux heures les plus critiques, était présente également.

Après un tour d'horizon général, où furent évoqués l'action clandestine et le rôle joué par les journaux et par des publications plus approfondies, comme les *Cahiers de Défense de la France*, on en vint à un examen de la situation politique.

Tour à tour furent examinées la question des F.F.I., des Comités de Libération, du Conseil national de la Résistance. Le général et Philippe Viannay (qui gagna ses galons de commandant à la tête des F.F.I. de Seine-et-Oise-Nord) tombèrent pleinement d'accord sur la meilleure utilisation possible des F.F.I. Robert Salmon, qui se consacre plus spécialement aux problèmes de politique intérieure, attira l'attention du général sur l'intérêt urgent qu'il y avait à ce que Comités de Libération et préfets travaillent dans l'unité la plus étroite. Jean-Daniel Jurgensen, qui est diplomate de carrière, énonça certaines des mesures qui, selon lui, sont nécessaires pour rajeunir le vieux Quai-d'Orsay.

L'entretien se termina après que nos représentants eurent assuré le général qu'eux-mêmes et tous les dirigeants du Mouvement de Libération nationale étaient décidés à se consacrer entièrement sous sa haute direction, comme ils l'avaient fait depuis quatre ans, au relèvement et à la restauration de la France dans la plénitude de ses droits.

Salut public

○○○

NOUS qui regardons vers l'avenir après avoir conquis ce droit dans un proche passé de luttes et de souffrance, serons-nous tentés de dire, comme certains l'espèrent : « Le passé est passé, oublions-le. »

Certes non.

Ce passé honteux nous entoure, rien n'est balayé. La déception risque d'être profonde. L'enthousiasme de la Libération n'est pas seulement fait du départ de l'oppresseur. Il est fait de l'espoir de ne plus voir certains visages, de ne plus entendre certaines voix. La déroute allemande est une des conditions de la Libération. Ce n'est pas la garantie de la Libération.

◆

Le mal dont nous avons souffert vient de très loin.

Qu'est-ce que la défaite de la France en 1940 ?

— C'est la revanche de 36... disait avec satisfaction tel industriel lyonnais, voyant défiler les troupes nazies dans sa ville.

Qu'est-ce que Vichy ?

— C'est, disons-nous, la suite naturelle du « complot du C.S.A.R. » et de l'action des ligues fascistes où certains n'ont vu qu'un roman feuilleton et l'on a pu voir depuis une des promesses de l'asservissement de la nation.

N'oublions pas que c'est dès cette date, et non en 1940 seulement, que paraissait la brochure : « C'est Pétain qu'il nous faut. »

Comment croire que certains Français aient pu appeler l'étranger (et quel étranger !) à leur secours ?

— La chose est facile à comprendre si l'on veut bien voir que dès avant 1936 une partie de la nation vivait dans la peur. C'est, si l'on veut, la peur du communisme. C'est, au vrai, la peur de se regarder soi-même.

Pour se protéger et maintenir les biens acquis, cette partie de la nation était prête à tout. Je dis bien, à tout. L'insondable peur inspire les actes les plus effrayants.

Le nazisme vainqueur lui offrait sa plus belle chance de survivre. Vichy a joué et perdu.

◆

Alors ?

Tous ceux qui se sont unis pour démasquer et abattre Vichy, tous ceux qui sont morts pour que la France vive, ne souhaitaient pas seulement ne plus voir en France d'uniformes verts. Ils voulaient, — et aujourd'hui ils exigent — l'énorme balayage qui permettra au pays de respirer.

Si, dès maintenant, l'on hésite à ordonner des arrestations et des mises en jugement, SI L'ON EXCUSE, AUJOURD'HUI, LES LAQUAIS EN FRANCE, QUE N'INVENTERA-T-ON PAS DEMAIN POUR EPARGNER, EN ALLEMAGNE, LEURS MAITRES ?

Si l'on conserve, aujourd'hui, les traîtres en place, les demi-traîtres, les quarts de traîtres, les opportunistes chevronnés, c'est que le sang des martyrs n'aura pas suffi à assurer la Révolution.

Ce que coûte un soldat allemand à nourrir, à subir, puis à chasser et à abattre, nous le savons.

Mais nous ne savons pas combien de sang peut demain faire couler sur de nouvelles barricades chaque Français indigne maintenu aujourd'hui par faiblesse dans ses droits de citoyen.

D.F.

La R.A.F. incendie le paquebot italien « Rex »

Le G.Q.G. de Méditerranée annonce que le paquebot italien « Rex » a été attaqué dans le nord de l'Adriatique par les Beaufighters de la R.A.F. Le navire est en flammes et donne fortement de la bande.

René PLEVEN ministre des colonies annonce : 200.000 tonnes de sucre 138.000 tonnes de café et 23.000 tonnes de coton

tels sont les stocks que les colonies ont réalisés, depuis trois ans, pour la Métropole.

par Loys VAN LEE

Dans un Paris fantastique, hérissé de barricades où flottaient avec l'odeur de la poudre les souvenirs des héros de 1792, les Barricades des Trois Glorieuses et de 1848, dans la fumée des incendies et le fracas de la bataille, une rumeur s'amplifiait. La division Leclerc venait d'entrer par la porte d'Orléans.

La division Leclerc, c'est l'armée coloniale, celle qui nous a donné tant de héros depuis Montcalm, Bugeaud, Faidherbe, Savorgnan de Brazza, Marchand, Joffre, Mangin et Lyautey, pour ne citer que les plus glorieux d'entre eux.

Le fait que ce soit la division Leclerc, celle qui a accompli peut-être l'exploit le plus merveilleux qui se soit réalisé sur le Continent Noir, partant du Tchad, de l'Ouadaï et du Tibesti pour atteindre les forces des Italiens en Tripolitaine, est plus qu'un symbole, une magnifique réalité.

Cette réalité, c'est le fait maintenant patent, aux yeux de tous les Français de la Métropole, qu'un Empire n'est pas une entité mais une force vivante profondément incorporée dans la vie nationale et sans laquelle la France ne peut ni combattre, ni triompher, ni vivre désormais.

Nous avons eu l'honneur, les premiers de la Presse, d'être reçus par le ministre des Colonies, M. René Pleven, en son ministère de la rue Oudinot.

Jeune, il est né en 1901, M. Pleven, qui est Breton, joint à la ténacité de sa race une joie de vivre et un dynamisme britanniques.

Dès juillet 1940, il avait rejoint le mouvement du général de Gaulle et fit partie du célèbre régiment de marche du Tchad.

En 1941, il prit à Londres la direction des Affaires économiques coloniales. De 1941 à 1944, il parcourut toutes les terres de l'Empire. C'est lui qui organisa et présida la Conférence africaine de Brazzaville. Enfin, le 31 août, il prit possession du fauteuil de ministre des Colonies.

« Après cinquante mois de séparation, j'éprouve, nous dit le ministre, une extrême émotion.

« L'impression que je ressens m'amène à songer aux sentiments que doivent ressentir à des milliers de kilomètres ceux qui n'ont cessé de penser à la libération de la métropole et qui ne peuvent partager l'immense joie que je ressens.

(Lire la suite en 2e page)

Mein leber Fritz !... Je ne t'attendais pas si vite.

DU CINÉMA A LA RÉSISTANCE

Pendant trois ans LÉON MATHOT...

Le metteur en scène Léon Mathot avec deux amies de la Résistance qui collaborent avec lui.

...a abrité et sauvé 61 PARACHUTISTES

Avant la guerre, Léon Mathot travaillait surtout à réaliser des films d'espionnage qui obtenaient auprès du public un succès toujours considérable. Qui a oublié le mystère de « L'Homme à abattre », les intrigues des « Loups entre eux » ou les secrets de ceux du « Deuxième Bureau » ?

Seuls les Allemands méprisaient profondément toutes ces bandes de pellicules qui desservaient bien trop la propagande nazie... Aussi, dès le début de l'occupation, ces productions d'un genre spécial furent immédiatement interdites. Les films étaient condamnés — semble-t-il — à mourir dans leur boîte, tandis que le metteur en scène — devenu subitement suspect — était conduit à Fresnes...

Trois années de résistance...

LA, dans une prison étroite et sombre, Léon Mathot, incorrigible et toujours attiré par les thèmes d'espionnage, médita longtemps sur son prochain film... Mais il ne s'agissait pas d'un film comme les autres. Le sujet — magnifiquement français — allait bénéficier de situations pathétiques ; les rôles devenaient plus dangereux qu'à l'accoutumée. Il fallait « tourner » sans camera et sans les nombreux trucs du cinéma. Ce film, Léon Mathot l'a réalisé et animé au prix de sa vie, évitant les recherches de la Gestapo, échappant aux arrestations de la Milice... Car, en réalité, il n'est pas question d'un film, mais bien de la vie, d'une vie de trois années de résistance.

— En août 41, nous dit Léon Mathot, puisque les Allemands me refusaient catégoriquement le droit d'exercer mon métier de cinéaste, je décidai de me mettre à la disposition de la Résistance. Un mois plus tard, j'étais en contact avec des hommes de la zone sud à qui j'envoyais des réfractaires désireux de se rendre à Alger. J'étais désigné pour trois missions bien distinctes : 1° découvrir les emplacements des V-1 en France ; 2° recueillir les parachutistes ; 3° renseigner l'état-major allié sur les réunions secrètes des politiciens.

Bertrand FABRE.

(Lire la suite en 2e page)

MARDI, LES PARISIENS pourront écouter le général de Gaulle

Mardi prochain, l'électricité sera donnée pendant deux heures pour permettre à tous les Français d'écouter le général de Gaulle au Palais de Chaillot.

AVIS IMPORTANT

« Les personnes civiles ou les militaires de tous grades détenteurs de documents de toutes sortes concernant les positions Siegfried et Maginot, sont instamment priés de les remettre d'extrême urgence au 2e bureau d'état-major du colonel Duché, commandant le département de la Seine et la place de Paris. Ces documents sont nécessaires aux armées alliées qui, dans leur rapide avance victorieuse, vont aborder à bref délai les positions précitées. »

UN NOUVEL ENGAGEMENT

M. Jean Marais s'engage dans l'armée Leclerc

On nous communique, et son secrétaire nous le confirme, que M. Jean Marais s'est engagé dans l'armée du général Leclerc. On ne sait pas encore pour quel rôle.

LE MÉTRO ROUVRE LUNDI

Onze lignes sur quatorze seront mises en service

Le métro rouvre lundi. C'est M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, qui nous l'a annoncé.

Les lignes seront mises en circulation suivant le réseau en fonction le 4 juillet 1944. Les trains fonctionneront de 6 heures du matin à 22 heures, du lundi au vendredi. Le samedi, le trafic sera suspendu à 13 heures, et interrompu jusqu'au lundi matin. Durant les heures d'affluence, les rames se succèderont à la cadence de 2 à 3 minutes. Elles seront espacées environ de 10 minutes pendant les heures creuses.

Onze lignes ou tronçons de lignes sont mises ainsi en service. Les lignes entièrement ouvertes sont les suivantes :

1. Porte de Neuilly-Château de Vincennes.
2. Dauphine-Nation.
3. Lilas-Porte Champerret.
4. Clignancourt-Porte d'Orléans.
5. Italie-Eglise de Pantin.
7. Porte d'Ivry-Pré-Saint-Gervais-Villette.
9. Mairie de Montreuil-Pont de Sèvres.
12. Mairie d'Issy-Porte de la Chapelle.
13. St-Lazare-Portes de Clichy et de Saint-Ouen.

La ligne n° 6 (Etoile-Italie) sera ouverte, mais son tronçon Italie-Nation ne sera pas encore mis en circulation.

La ligne n° 8 ne fonctionnera que de la place Balard à l'Opéra et de Reuilly-Diderot à Charenton-Ecoles.

Voici les stations restant fermées

Ligne N° 1. — Bérault, Porte de Vincennes, Saint-Paul, Louvre, Tuileries, Champs-Elysées Clemenceau, Georges-V, Obligado, Sablons.

Ligne N° 2. — Avron, Philippe-Auguste, Ménilmontant, Couronnes, Combat, La Chapelle, Anvers, Blanche, Rome, Monceau, Courcelles, Ternes, Victor-Hugo.

Ligne N° 3. — Saint-Fargeau, Pelleport, Martin-Nadaud, Saint-Maur, Parmentier, Temple, Arts-et-Métiers, Sentier, Quatre-Septembre, Europe, Malesherbes, Pereire, Villier, Anatole-France, Pont de Levallois.

Ligne N° 4. — Simplon, Château-Rouge, Château-d'Eau, Etienne-Marcel, Les Halles, Cité, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Sulpice, Saint-Placide, Vavin, Raspail, Mouton-Duvernet.

Ligne n° 5. — Hoche, Ourcq, Jaurès, Lancry, Oberkampf, Richard-Lenoir, Bréguet-Sabin, Arsenal, Quai de la Rapée, Campo-Formio.

Ligne n° 6. — Corvisart, Saint-Jacques, Raspail, Edgar-Quinet, Sèvres-Lecourbe, Cambronne, Dupleix, Passy, Boissière, Kléber, plus le tronçon Nation-Nationale interrompu.

Ligne n° 7. — Pont de Flandres, Riquet, Botzaris, Buttes-Chaumont, Bolivar, Château-Landon, Poissonnière, Le Peletier, Pyramides, Pont Neuf, Pont Marie, Monge, Gobelins, Tolbiac, Maison-Blanche, Porte de Choisy.

Ligne n° 8. — Lourmel, Félix-Faure, Commerce, Champ-de-Mars, Latour-Maubourg, plus le tronçon Richelieu-Drouot-Faidherbe-Chaligny interrompu, Montgallet, Michel-Bizot, Porte-Dorée, Liberté.

Ligne n° 9. — Billancourt, Exelmans, Michel-Ange-Molitor, Jasmin, Ranelagh, Pompe, Iéna, Alma-Marceau, Saint-Philippe-du-Roule, Saint-Augustin, Richelieu-Drouot, Bonne-Nouvelle (ouverte de 21 h. 30 à 22 h.), Saint-Martin, Oberkampf, Saint-Ambroise, Charonne, Boulets-Montreuil, Buzenval, Maraîchers, Robespierre.

Lignes 10, 11, 14. — Entièrement fermées.

Ligne n° 12. — Convention, Volontaires, Falguière, Notre-Dame-des-Champs, Rennes, Bac, Chambre-des-Députés, Trinité, Saint-Georges, Abbesses, Joffrin, Torcy.

Ligne n° 13. — Marcadet-Balagny, Brochant, Liège.

Ligne de Sceaux. — Port-Royal, Gentilly, Parc de Sceaux.

L' « élégant » Lafont et le chauffeur Pagnon ce matin quai de Gesvres.

MEMBRE DE LA BANDE, TRAITRE POUR SE SAUVER

L'inspecteur Dubreuil est arrêté

(*Suite de la première page*)

Je ne savais pas qu'il pouvait avoir une vie pareille. Jamais il ne me tenait au courant de ses actes. Lorsqu'il me donnait de l'argent, 50, 100.000 francs ou plus, il prétendait avoir fait une affaire ou avoir gagné au jeu car c'était un joueur effrené. Il a perdu une fortune à Monte-Carlo.

« Il y a cinq mois, j'ai eu les yeux ouverts sur les gains rapides qu'il faisait. La police est venue pour l'arrêter. J'ai su alors qu'il appartenait à une bande de faux policiers. Mais Paul n'a pas été arrêté. Il avait pour ami un commandant allemand à qui il a téléphoné et aussitôt une équipe est venue le délivrer avant qu'il ne soit emmené.

Dubreuil arrêté !

Lorsqu'il y a quelques jours le préfet de Police, M. Charles Luizet, nous avait réunis, dans son bureau à la Préfecture de Police, pour nous révéler l'arrestation de Lafont et de Bony, il avait précisé que trois inspecteurs d'une brigade spéciale avaient été les principaux auteurs de la prise des deux maîtres de la rue Lauriston.

Ces trois inapecteurs étaient Morin, Spas et Dubreuil. Tous trois étaient, ce jour-là, à la Préfecture de Police et il nous avait été donné de les questionner sur leur magnifique et courageuse besogne. Or quelle ne fut pas notre stupéfaction, ce matin, de voir arriver Dubreuil, quai de Gesvres, dans les locaux de la Police judiciaire, menottes aux mains, encadré de deux gardiens de la paix. Il m'a reconnu et m'a tendu la main :

— Je ne sais pas ce qui m'arrive. Je travaille depuis quatre ans dans la résistance, j'ai arrêté moi-même Bony et me voilà !...

Et il nous montre ses poignets enchaînés.

Dubreuil, comme beaucoup d'autres, comme tous ceux qui, pour se dédouaner, arboraient ces jours derniers un brassard F.F.I., avait eu pendant quatre ans une activité plus que douteuse.

Ce n'était pas en faisant honnêtement son métier de policier que Dubreuil pouvait mener le train de vie que l'enquête a révélé.

En réalité, Dubreuil avait travaillé pour la rue Lauriston, et si on ne peut encore donner de détails sur ses « attributions », on sait que, persuadé de sa perte, il n'hésita pas, pour se sauver, à donner son chef. Un beau monsieur en somme.

Après la marquise, le baron

Si ce n'étaient les fronts soucieux, les visages mal rasés et les menottes qui brillent, on pourrait se croire dans un salon de la haute aristocratie.

Hier c'était la marquise d'Abrantès, maîtresse d'Eddy Pagnon, chauffeur et homme de main de Lafont, qui attirait les regards des jeunes policiers. Jolie fille, élégante, bien maquillée, elle passait avec une démarche altière du bureau du commissaire Métra à la cellule de sûreté de la Police judiciaire.

Ce matin, il y avait un autre titre de noblesse qui planait dans l'atmosphère bouillante des « salons » du quai de Gesvres. Il y avait là, en effet, le baron de Wiet, un homme d'une cinquantaine d'années, qui paraissait ne pas être très à l'aise aux côtés de ses complices.

Le baron de Wiet est un escroc qui probablement pour redorer son blason allait fréquemment s'entretenir avec Lafont et Bony. C'est à ce titre qu'il goûte aujourd'hui les douceurs de la détention.

Ceux qui ont pris le large

Paul Alessandri, le tueur, n'est pas le seul à avoir abandonné sa dulcinée et à avoir pris le large. Un détenu assez bavard ne disait-il pas ce matin :

« Tous les petits sont arrêtés, ceux qui n'ont rien fait. Les autres « se sont tirés ». L'équipe de Riri l'Américain, Ricord, Marius Emmanuelli et tant d'autres nous ont laissés dans le bain. »

— Pas pour longtemps, rassurez-vous.

Par ailleurs, Lafont a été interrogé ce matin par le commissaire Battu.

Sans trop se faire prier, le chef de la Gestapo française parle. Il sait fort bien qu'il n'a plus aucune chance de s'en sortir. Il préfère parler de gré, plutôt que de force. Car il connaît les méthodes employées.

Lafont contre le marquis

Il s'explique avec netteté sur l'organisation de la brigade nord-africaine qu'il a créée il y a un an et demi à Paris. Cette brigade était composée de cinq sections comprenant chacune 40 hommes.

Chaque section était placée sous le commandement d'un lieutenant. Les hommes étaient recrutés parmi les Musulmans de Paris avec la participation de repris de justice notoires. Le Rassemblement national populaire et son chef, Marcel Déat — lui-même — fournissaient aussi des éléments à ce groupe. Les lieutenants étaient Charles Cazaubat, Lucien Prévost, Alex Villaplane et Maillebeaud.

Pendant que Lafont vide son sac, les enquêteurs viennent d'arrêter une femme de 28 ans, Christiane Buchet, qui était la maîtresse de Lucien Prévost.

E. D.

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIEME ANNEE. — N° 58 ★ 100, Rue Réaumur (2e) ★★ LUNDI 11 SEPTEMBRE 1944 ★★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

On connaissait les ouvriers de la onzième heure...

On découvre maintenant les Résistants de la treizième.

NOTRE POLITIQUE

Oui ou non

PARCE QUE nous espérons toute la justice d'un gouvernement qui doit incarner la France résistante et républicaine, nous ne cesserons d'avoir notre franc parler.

Parce que nos amis Bidault, Lacoste, Teitgen, Frenay, qui ont été avec nous dans la lutte clandestine, font partie de ce gouvernement, nous avons le droit et le devoir d'invoquer chaque jour, s'il le faut, l'esprit, les espoirs, la volonté et la Charte de la Résistance.

Or, la Résistance c'est la rénovation de nos cadres, de notre personnel, de nos méthodes, de nos routines ; c'est, d'abord, la justice contre les traîtres, si haut placés, si riches, si protégés ou si malins qu'ils soient.

Or, derrière des noms que l'on connaît, il y a ceux que l'on ne nomme pas, et derrière ceux-là une politique qui n'est pas la nôtre, qui n'est pas celle de la Résistance, qui n'est pas celle de la République.

Est-il vrai, comme le bruit en courait hier soir, qu'il est question de libérer, entre autres, le banquier Worms, qui fut l'homme de la « Synarchie », le financier de Vichy et de la trahison, le bailleur de fonds du P.P.F. de Doriot ?

Il y a trois jours, toute la presse de la Résistance applaudissait avec nous à l'arrestation de Worms. Nous avons crié bravo comme les autres.

Certes, nous savons qu'à partir d'un certain nombre de millions mal acquis il est possible encore de faire intervenir des personnes, parfois honorables et souvent abusées, pour obtenir des libérations. La raison ne nous paraît pas suffisante. On a mené, à Drancy et ailleurs, des petites gens qui, par bêtise ou sordide cupidité, avaient commis des fautes que nous n'excusons pas. Va-t-on nous dire que dans le barème des délits et des crimes il y a un plafond de fortune et de situation au-dessus duquel les traîtres sont inviolables ?

C'est de Worms qu'il s'agit aujourd'hui. Mais il en est d'autres dont nous connaissons le dossier. Au lendemain de la formation du nouveau ministère, le cas Worms — si Worms il y a — est une pierre de touche. Nous attendons le gouvernement à ses actes.

Lorsqu'il y a trois ans nous avons lancé et maintenu, malgré Vichy et la Gestapo, notre Franc-Tireur clandestin, nous n'étions pas nombreux à attaquer Pétain. Nous n'avons rien changé dans notre politique depuis trois ans envers les traîtres de Vichy...

Comme nous n'avons rien à changer depuis trois jours dans notre politique envers les gens de l'espèce Worms.

FT

M. CHURCHILL rencontre M. ROOSEVELT à Québec

Occupation du Reich - Frontières polonaises - Rôle de la France en Europe - Guerre totale contre le Japon figurent au programme des entretiens

Le premier ministre Churchill et sa suite sont arrivés à Québec où doit avoir lieu la conférence avec le président Roosevelt.

Selon les milieux diplomatiques, les entretiens entre les deux hommes d'Etat porteront sur les quatre points suivants :

1. L'occupation de l'Allemagne par la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ;

2. Problème de la frontière polonaise et sort des minorités et des petites nations en général ;

3. Rôle de la France qui affirme son droit à se joindre aux grandes puissances dans les décisions qui concerneront l'Europe ;

4. Concentration des forces alliées contre le Japon, après la défaite de l'Allemagne et mesures à prendre pour le contrôle futur du Japon.

Le maréchal Staline ne participera pas à la conférence de Québec, puisque l'U.R.S.S. n'est pas en guerre avec le Japon, mais les gouvernements russe et chinois seront tenus au courant des conversations de MM. Churchill et Roosevelt.

Des forces aériennes américaines attaquent Formose

New-York, 10 septembre.

L'agence japonaise Domei annonce que les forces aériennes américaines ont attaqué l'île de Formose aujourd'hui.

SUR UN FRONT DE 5.000 KILOMÈTRES

Les Alliés se massent pour l'assaut décisif

La jonction est établie entre les Anglo-Américains les Yougoslaves et les Russes d'Anvers à Riga par les Balkans

LES opérations préliminaires auxquelles nous assistons actuellement n'ont d'autre but que de coordonner l'effort suprême que les Alliés vont tenter pour battre militairement l'Allemagne avant l'hiver. Il se peut que le plan initial des Alliés ne soit trouvé modifié par l'effondrement du front allemand dans les Balkans. En effet, les Alliés ont tout intérêt à exploiter au maximum la situation militaire nouvelle qui se trouve créée par le revirement de la Roumanie et de la Bulgarie et l'irruption des armées rouges en Yougoslavie et en Hongrie. C'est un nouveau front qui se crée et dont l'importance ne tardera pas à apparaître. La Hongrie se trouve maintenant directement menacée sur ses frontières de l'est et du sud, et il est douteux que les Allemands, à court d'effectifs, puissent aujourd'hui diriger des réserves vers ce front qu'ils pensaient suffisamment défendu par sa seule situation géographique.

●

Ce qu'il faut bien souligner aujourd'hui, c'est que l'Allemagne se trouve absolument encerclée et qu'il n'y a plus qu'un seul et unique front, long d'environ 5.000 kilomètres, depuis Anvers jusqu'à Riga. On ne parle plus guère à Berlin de la forteresse européenne, on ne parle même plus de la forteresse allemande.

●

Conformément sans doute aux plans arrêtés lors de la Conférence de Téhéran, cette dernière phase des opérations militaires doit revêtir un caractère particulièrement violent. Nous savons que les Russes ont accumulé aux frontières de la Prusse Orientale et de la Silésie d'énormes effectifs et un matériel des plus puissants. Nous savons que, devant la ligne Siegfried, les Anglo-Américains massent chaque jour de nouvelles divisions blindées et de l'artillerie. Nous savons que, devant la ligne gothique, des préparatifs analogues ont lieu. Et voici maintenant que la route de Budapest et de Vienne s'ouvre devant les armées des généraux Talboukhine et Malinovsky.

●

A n'en point douter, l'objectif final des Alliés est la capitale du Reich, Berlin, qui se trouve actuellement à une égale distance des forces alliées opérant à l'ouest et de celles opérant à l'est. Le signal de l'ultime offensive ne tardera pas sans doute à être donné. Sachons l'attendre avec patience. Rien ne saurait plus arrêter la marche irrésistible des Alliés vers la victoire.

Le général Bradley, commandant la 3e armée américaine.

Les Américains en Luxembourg

Front de l'Ouest :

Le long des côtes du Pas-de-Calais, les troupes de la 1re armée canadienne continuent le nettoyage de la région. Une importante avance a été réalisée au sud-est de Dunkerque. Elles ont occupé Ostende et traversé le canal qui relie cette ville à Gand. Plus au nord, les forces du général Dempsey ont continué leur progression au delà de la tête de pont sur le canal Albert. Elles rencontrent une résistance farouche de la part des troupes allemandes composées principalement de parachutistes et de S.S.

Au sud-est de Liège, les troupes américaines ont réalisé des gains de terrain importants, principalement dans la région de Limbourg. Selon le correspondant de Reuter, les colonnes américaines auraient atteint un point situé à 8 kilomètres d'Aix-la-Chapelle. Une autre colonne américaine, selon le communiqué du G.Q.G. allié, a atteint les environs de Tongres, à 16 kilomètres au nord-ouest de Liège.

Au sud-est de Liège, les troupes américaines ont continué leur avance à travers la forêt des Ardennes et se sont emparées de la ville de Theux, sur la grande route de Verviers. Un communiqué du G.Q.G. allié annonce que les troupes américaines ont franchi la frontière du Luxembourg et sont entrées à Neufchâteau, ville située à 38 kilomètres au nord-est de Sedan. Ces troupes opèrent actuellement le long de la rivière Ourthe.

Plus au sud, on ne signale aucune opération militaire importante. Mais de violents bombardements aériens ont été effectués dans la journée d'hier en avant de l'aile sud de l'armée du général Patton afin d'écarter les obstacles qui s'opposent à l'avance de la 3e armée américaine vers Nancy. Des tonnes de bombes ont été jetées sur deux ponts de la Moselle, sur Pompey, sur Custines et sur les fortifications de la forêt de Haye.

Dans la région Besançon-Belfort, les Américains ont pris Beaume-les-Dames, Clerval et progressent régulièrement sur la grande route de Belfort. De leur côté, les Français ont atteint Pont de Roide et Saint-Hippolyte.

Dans les Alpes, Briançon a été complètement nettoyé. Depuis le début de la campagne, dans le midi de la France, les Alliés ont fait environ 70.000 prisonniers.

Les Forces Françaises de l'Intérieur poursuivent systématiquement la libération de la Charente et de la Charente-Maritime. Au cours de récentes opérations de nettoyage dans la vallée de la Loire, menées conjointement avec les troupes américaines, les F. F. I. ont pris Saumur.

Front de l'Est :

Le communiqué russe, en date du 9 septembre, ne signale que quelques opérations locales sur l'ensemble du front. Les patrouilles russes sondent continuellement les positions allemandes de Prusse Orientale et les troupes soviétiques, massées pour l'assaut final, attendent avec impatience l'heure de porter la guerre en territoire ennemi et de se venger de toutes les atrocités commises en Russie par les nazis.

En Yougoslavie, les troupes du maréchal Tito ont engagé de violents combats contre les troupes allemandes évacuées à travers le Monténégro. Le fait que les Allemands doivent emprunter ce chemin long et difficile prouve à quel point leur principale route de retraite est menacée.

Notons que, dans son éditorial d'hier, « Manchester Guardian » remarque qu'en quinze jours à peine les Allemands ont perdu la péninsule des Balkans et risquent maintenant de perdre, en Grèce, des effectifs évalués à 150 ou 200.000 hommes.

Après Rundstedt, après Kluge, HITLER confie à von Model LA DÉFENSE DE L'OUEST

New-York, 10 septembre.

L'Associated Press annonce que la radio norvégienne, contrôlée par les Allemands, confirme la nomination du général von Model, vétéran du front de l'Est, comme commandant en chef sur le front de l'Ouest.

Reprenant sa course souterraine

le métro

libéré de tout vestige de l'occupation nazie

a été pris d'assaut

DÈS 6 HEURES CE MATIN

par l'immense foule des Parisiens

... et des soldats alliés avides de faire sa connaissance

AVIS

A dater du 11 septembre 1944, seront exploitées avec les stations précédemment ouvertes les lignes :

1. Entière ;
2. Entière ;
3. Lilas-Champerret ;
4. Entière ;
5. Entière ;
6. Italie-Etoile ;
7. Entière ;
8. Ouest-Pte Balard-Opéra ;
9. Est-Charenton-Diderot ;
10. Entière ;
12. Entière ;
13. Entière.

Les jours ouvrables, départ du premier train au terminus à 6 h. Arrivée des derniers trains au terminus à 22 h. Le samedi, arrivée des derniers trains au terminus à 13 h. Dimanche, service suspendu sur tout le réseau.

Devant cet avis inscrit à la craie sur une ardoise, le public stationne depuis deux jours...

Aujourd'hui, les Parisiens ont retrouvé leur métro. Un événement très parisien. Ils ont sans doute fait la queue, bien avant l'heure de son ouverture, impatients de retrouver leur cher métro, avec ses diaboliques portillons automatiques, ses rames où l'on s'écrase avec le sourire...

Une agréable surprise : couloirs, stations ont été débarrassés des affiches de propagande allemande qui souillaient les murs de leurs vaines imprécations.

A l'intérieur des voitures, lavées, astiquées par un personnel amoureux de son matériel, les affiches intérieures sont désormais en français et en anglais. Les employées ont rendu visite à leur coiffeur, désireuses d'être les plus jolies possible pour recevoir dignement le flot des soldats alliés, très curieux de connaître notre vieux métro.

Tout vestige de l'occupation a disparu. Le métro, lui aussi, a été libéré !

Hier, une rame à bord de laquelle j'avais pris place a fait l'aller et retour Lilas-Champerret, pour s'assurer du bon fonctionnement de la ligne. Il a été procédé à la même expérience sur toutes les autres lignes.

Nettoyé des Allemands qui se cachaient encore, et de tout explosif, les Parisiens vont pouvoir, enfin, voyager librement et en toute sécurité. Finies les marches interminables à travers Paris pour se rendre à son travail, les promenades pittoresques, mais inconfortables, sur d'antiques voitures à chevaux, l'autostop, l'assaut des camions à étoiles blanches sur lesquels tous bisaient les bras robustes de soldats rieurs...

Le Parisien a son métro. Il est satisfait. Bientôt, sans aucun doute, roulspétera-t-il à nouveau contre la cohue, l'odeur désagréable, la promiscuité mauvaise volonté des employés...

Alors — car tout Parisien est un peu poète — rêvera-t-on, avec nostalgie à ce bon vieux temps de la libération où l'on faisait des kilomètres à pied et où l'on découvrait un peu mieux le charme de la capitale.

L'affaire de la rue Lauriston

Tous les hommes de Vichy couvraient les agissements

de la bande Bony-Deloncle-Lafont

Les inspecteurs tapent des rapports à la machine. On s'entretient à voix basse dans ce sanctuaire des révélations. Près de la cheminée, dans un coin, une femme est assise dans un fauteuil. Jeune encore, modeste en tailleur, un courage bleu pâle, les traits tirés, pas coiffée. Nos regards se croisent et ses lèvres articulent mon nom. Et puis elle fond en larmes et cache son visage dans ses mains.

C'est Mme Bony. On est tenté de la trouver pitoyable. J'ai connu cette jeune femme gaie comme sont les Méridionales, pimpante, coquette, charmante. Las ! Gaîté, coquetterie, charme ne résistent pas à quelques jours au Dépôt. Mais on ne peut pas s'arrêter à la pitié.

— *On l'a amenée quai de Gesvres pour qu'elle puisse embrasser Pierre (Pierre, c'est Bony), me dit un commissaire. C'est une faveur, bien sûr, mais c'est le plus chic avec nous. Il est régulier. Il est du métier, alors il comprend. Il pense qu'en étant régulier, c'est la seule chance qu'il ait de sauver sa tête.*

Le commissaire a raison ; Bony est régulier !

Deloncle et Lafont

A côté de Lionel de Wiet, qui, nous dit-on, est fort digne, très ; « je ne suis pas ce que vous croyez, passez votre chemin, mananta », on trouve de petites gens sans importance. Ceux-là, on vous les laisse entrapercevoir derrière la grille de la salle commune. Du menu fretin, vagues comparses sans importance et des petites dames « comme ça », les maîtresses de ces messieurs, ce que Richepin appelait des volailles.

Qu'il soit question autour de ce joli monde de barz montmartrois où gens du milieu s'expliquaient entre deux opérations de marché noir, qu'un certain...Moura ait eu son compte réglé au fond d'un cabaret de nuit, qu'importe. Que les gens de Deloncle aient voulu ou non venger la mort de leur chef exécuté sur l'instigation d'un des neveux de Bony, qu'importe encore. L'affaire dépasse certainement ce cadre de la pègre montmartroise ou celle du M.S.R.

Comment disparut le chef du service secret belge

Quand, en 1940, Lafont se mit « gracieusement » au service de la Wehrmacht et de la Gestapo pour les guider à travers les prisons parisiennes, il fit preuve d'une telle audace qu'il inquiéta un tantinet ses nouveaux maîtres. Cette inquiétude gagna Lafont qui jugea plus sain de prendre le large. Il se réfugia à Bordeaux. Et de se mettre aussitôt en rapport avec le colonel du S.D. allemand de la ville. Et d'apprendre que celui-ci est fort gêné dans ses mouvements par Lambrecht, le chef du service secret belge résidant en zone libre à Toulouse.

Madeleine JACOB.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Le nouveau martyr de l'ancien obèse

Henri BÉRAUD *à l'Hôtel de Ville* ...mais en cellule

HENRI Béraud a failli être méconnu : peu s'en est fallu qu'on le traite en bon Français, en écrivain patriote. En effet, le Comité national des écrivains dressant la liste, incomplète sans doute, des hommes de lettres sur qui est jeté l'interdit, n'a pas inclus son nom parmi ceux des écrivains nazis de langue française.

Qu'une telle omission eût été commise, s'agissant du leader de « Gringoire », qui, dès avant la guerre, voulait coloniser l'Angleterre, vomissait de véhémentes injures sur la République et s'instituait, après Maurras, le plus sectaire divulgateur français, voilà qui ne s'explique que d'une seule façon : ses anciens pairs ont cessé de le considérer comme un écrivain. Au risque de froisser sa modestie notoire.

Dieu merci ! il y a des connaisseurs chez les F.F.I. Avertis du mal causé à la France par le truculent polémiste des « Pavés sanglants », et soucieux de faire rendre une exacte justice à l'ancien obèse martyr — il n'a pas maigri ; il s'est dégonflé — une escouade de F.F.I. se présenta chez lui l'un de ces soirs récents où Paris vibrait si fort de la joie de la libération. Béraud fut conduit à l'Hôtel de Ville.

« Je reconnais, dit-il, avoir détesté les Anglais, mais je n'ai pas tellement (sic !) aimé les Allemands. »

Le chef innocent l... Oui l'aurait cru aussi oublieux de lui-même ?

Béraud, qui médite à loisir maintenant dans une cellule sur les inconvénients que comporte l'asservissement à la propagande de Goebbels, à celle de Mussolini, à celle même de France, Béraud ne consent pas à entrer dans le rang des détenus résignés : il vociffère, plastronne, convoque des avocats... Il faudra à ceux-ci bien du talent : car dans sa dernière publication « Les raisons d'un silence », Béraud ne peut dissimuler qu'aux yeux mêmes de Carbuccia, directeur de « Gringoire », son idole pro-nazi était, depuis que pointait la débâcle allemande, devenu compromettant. Et trop allemand pour « Gringoire »... c'est une référence.

Le trop fameux Bony.

LES MAQUIGNONS DE LA PATRIE (1)

II. - Les comités d'organisation ce sont les trusts !

...et il faut les abattre

par RUDE

Nous affirmions hier que les « Comités d'organisation » créés par la loi du 16 août 1940 étaient des trusts, et de la plus dangereuse espèce parce qu'ils prétendaient « organiser la profession par les professionnels ».

Mensonge affreux ! Car nul n'ignore que **M. Lehideux**, ex-président du Comité de l'Automobile, n'était qu'un banquier, et que **M. Sacha Guitry**, du Comité des Spectacles, n'était qu'un auteur dramatique.

D'autres noms pourraient être cités ici car fort longue est la liste des comités d'organisation, depuis celui des « Bouillons et Potages », ou des « Vinaigres, Moutardes, Condiments et Sauces », jusqu'à celui qui mariait l'armurerie avec le matériel médico-chirurgical !

N'insistons pas. Disons simplement que tous les « comitards » pensent qu'on peut être général quand on est fils de général et patron quand on est fils de patron.

Tous pensent que pour « organiser » une profession, il convient d'abord de la fermer, d'en interdire l'accès à tous les nouveaux venus par le moyen de « références » qu'on discutera ou non suivant la tête des postulants et de « cartes professionnelles » qu'on accordera ou refusera à son gré de façon à concentrer dans les mêmes mains tous les moyens de production. Et ce fut ainsi que tel petit éditeur d'avant guerre ne put jamais obtenir de **M. Marcel Rives**, président du Comité du Livre, son indispensable « numéro d'autorisation », cependant que **Pineffable Bernard Grasset**, fondateur du groupe « Collaboration », voyait le pactole affluer dans ses caisses.

Et tous ces gens des comités d'organisation pensent que, conformément à la loi du 16 août 1940, le premier de leurs devoirs professionnels est de se réserver le meilleur des programmes de production et de fabrication, c'est-à-dire de « se sucrer », cependant que leur second devoir est de proposer aux autorités publiques des prix aussi « rémunérateurs » que possible et d'abuser les fonctionnaires du Comité des prix. "

Ne nous étonnons donc pas si, après cela, le marché noir a été légalement organisé en février dernier avec l'institution de « sociétés de fait » qu'on a tenté de définir juridiquement comme des « groupements de personnes ayant accompli ensemble de multiples achats commerciaux sous une raison sociale ».

Ne nous étonnons pas non plus si nos Alliés se montrent surpris par la hauteur de nos prix et s'ils ne sont pas loin de penser que la France est devenue un repaire de spéculateurs et d'affameurs.

Or c'est ce qu'il ne faut pas.

Parce que nous avons à reprendre notre place parmi les grands producteurs mondiaux.

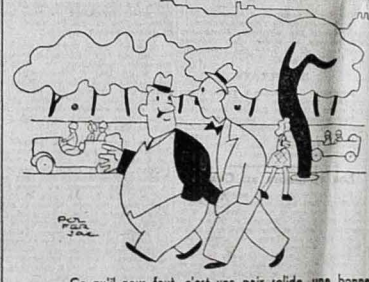
Or cette place dépendra de nos prix intérieurs.

Et ces prix dépendront eux-mêmes de notre puissance de travail ainsi que de notre organisation économique et sociale.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

(1) Voir Franc-Tireur du 10 septembre 1944.

DU COUSU-MAIN



— Ce qu'il nous faut, c'est une paix solide, une bonne paix d'avant guerre !

(Dessin de Pol Fer Jac)

AUJOURD'HUI 4 pages

Un récit inédit de VERCORS, le célèbre écrivain de la Résistance, des poèmes clandestins et « quatre ans de cinéma américain », etc...

AU PARC DES PRINCES

Georges Senfftleben en vitesse Louis Chaillot en demi-fond *sont champions de France*

Senfftleben règle facilement Iacoponelli en finale de la vitesse, au Parc des Princes.

(LIRE NOS CHRONIQUES EN RUBRIQUE SPORTIVE)

CHRONIQUE DES JOURS NOUVEAUX

Deux rencontres avec de Gaulle

par Alexandre Arnoux

JE l'ai vu deux fois; fort mal, mais inoubliablement. La première, en Lorraine, au cours de cet automne de 1939, alors que nous nourrissions tant d'illusions prématurées, qui ne se réalisent qu'après beaucoup de vicissitudes et avec un tel retardement. Une plaine ondulée, humide, brumeuse ; nous allons assister à une manœuvre de chars ; on procède aux derniers préparatifs ; je parle avec un sous-officier coiffé déjà de son casque — coupole de cuir plat dos, sous l'engin d'acier à chenilles : je ne prête guère d'attention à ce travail obscur ; je fais mon métier de journaliste, de correspondant de guerre ; j'interroge mon interlocuteur, je m'efforce de tirer de lui quelque anecdote qui meublera cette guerre morte et terne, où l'ennemi nous endort, nous laisse macérer. L'homme, qui semble avoir achevé sa tâche, se lève ; debout, il développe une haute taille ; j'ai eu à peine le temps d'entrevoir son œil aigu, vif, cette longue, précise et élégante architecture du visage ; il donne un ordre bref. « Bien, mon colonel », répond le sous-officier. Et comme je m'étonne, il m'explique : « Oui, le colonel... le colonel de Gaulle ».

La manœuvre des chars fut extraordinaire de souplesse et de vitesse, dirigée, à distance de plusieurs kilomètres, à la T.S.F. Plus tard, on m'apprit que les autorités de l'état-major ne l'avaient pas approuvée ; elle choquait les principes et sa rapidité eût empêché l'infanterie de suivre les blindés, de maintenir un contact que l'on estimait, avant les expériences de Pologne et de France, nécessaire et sacro-saint.

(Lire la suite en page 4)

D'ASTIER n'ira pas à Washington

Notre ami d'Astier n'est plus ministre de l'Intérieur et nous le regrettons pour la République. En compensation, on lui avait offert le poste d'ambassadeur à Washington.

D'Astier nous fait savoir qu'il a décliné cette offre. Il restera donc parmi nous, en France, avec la Résistance.

Les F.F.I. réclament de l'aide

Nos camarades F.F.I. du centre de la France sont aux prises avec les troupes allemandes qui refluent vers le sud en désordre. Ils ont un impérieux besoin d'aide et d'armement. Nous nous devons de les soutenir. Répondez à notre appel en venant vous inscrire d'urgence au P.C. des groupes « Lyautey » et « Foch », 51, rue Michel-Ange, 16e Paris (16e). — Téléphone : Aut. 04-53.

Les laissez-passer pour le sud de la Loire

Suivant les instructions du chef de la sécurité militaire américaine, il ne sera plus accordé de laissez-passer pour se rendre dans les localités situées au sud-est de la ligne de démarcation suivante :

Cours de la Loire, depuis son embouchure jusqu'à Orléans, Troyes, Bar-le-Duc.

L'affaire de la rue Lauriston

Tous les hommes de Vichy couvraient les agissements

de la bande Bony-Deloncle-Lafont

Les inspecteurs tapent des rapports à la machine. On s'entretient à voix basse dans ce sanctuaire des révélations. Près de la cheminée, dans un coin, une femme est assise dans un fauteuil. Jeune encore, modeste en tailleur, un corsage bleu pâle, les traits tirés, pas coiffée. Nos regards se croisent et ses lèvres articulent mon nom. Et puis elle fond en larmes et cache son visage dans ses mains.

C'est Mme Bony. On est tenté de la trouver pitoyable. J'ai connu cette jeune femme gaie comme sont les Méridionales, pimpante, coquette, charmante. Las ! Gaîté, coquetterie, charme ne résistent pas à quelques jours au Dépôt. Mais on ne peut pas s'arrêter à la pitié.

— *On l'a amenée quai de Gesvres pour qu'elle puisse embrasser Pierre (Pierre, c'est Bony), me dit un commissaire. C'est une faveur, bien sûr, mais c'est le plus chic avec nous. Il est régulier. Il est du métier, alors il comprend. Il pense qu'en étant régulier, c'est la seule chance qu'il ait de sauver sa tête.*

Le commissaire a raison ; Bony est régulier !

Deloncle et Lafont

A côté de Lionel de Wiet, qui, nous dit-on, est fort digne, très : « je ne suis pas ce que vous croyez, passez votre chemin, manants », on trouve de petites gens sans importance. Ceux-là, on vous les laisse entrapercevoir derrière la grille de la salle commune. Du menu fretin, vagues comparses sans importance et des petites dames « comme ça », les maîtresses de ces messieurs, ce que Richepin appelait des volailles.

Le trop fameux Bony.

Qu'il soit question autour de ce joli monde de bars montmartrois où gens du milieu s'expliquaient entre deux opérations de marché noir, qu'un certain Moura ait eu son compte réglé au fond d'un cabaret de nuit, qu'importe. Que les gens de Deloncle aient voulu ou non venger la mort de leur chef exécuté sur l'instigation d'un des neveux de Bony, qu'importe encore. L'affaire dépasse certainement ce cadre de la pègre montmartroise ou celle du M.S.R.

Comment disparut le chef du service secret belge

Quand, en 1940, Lafont se mit « gracieusement » au service de la Wehrmacht et de la Gestapo pour les guider à travers les prisons parisiennes, il fit preuve d'une telle audace qu'il inquiéta un tantinet ses nouveaux maîtres. Cette inquiétude gagna Lafont qui jugea plus sain de prendre le large. Il se réfugia à Bordeaux. Et de se mettre aussitôt en rapport avec le colonel du S.D. allemand de la ville. Et d'apprendre que celui-ci est fort gêné dans ses mouvements par Lambrecht, le chef du service secret belge résidant en zone libre à Toulouse.

Madeleine JACOB.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

Le nouveau martyr de l'ancien obèse

Henri BÉRAUD *à l'Hôtel de Ville* ...mais en cellule

HENRI Béraud a failli être méconnu : peu s'en est fallu qu'on le traite en bon Français, en écrivain patriote. En effet, le Comité national des écrivains, dressant la liste, incomplète sans doute, des hommes de lettres sur qui est jeté l'interdit, n'a pas inclus son nom parmi ceux des écrivains nazis de langue française.

Qu'une telle omission eût été commise, s'agissant du leader de « Gringoire », qui, dès avant la guerre, voulait coloniser l'Angleterre, vomissait de véhémentes injures sur la République et s'instituait, après Maurras, le plus actif diviseur des Français, voilà qui ne s'explique que d'une seule façon : ses anciens pairs ont cessé de le considérer comme un écrivain. Au risque de froisser sa modestie notoire.

Dieu merci ! il y a des connaisseurs chez les F.F.I.. Avertis du mal causé à la France par le truculent polémiste des « Pavés sanglants », et soucieux de faire rendre une exacte justice à l'ancien obèse martyr — il n'a pas maigri : il s'est dégonflé — une escouade de F.F.I. se présenta chez lui l'un de ces soirs récents où Paris vibrait si fort de la joie de la libération. Béraud fut conduit à l'Hôtel de Ville.

« Je reconnais, dit-il, avoir détesté les Anglais, mais je n'ai pas tellement (sic !) aimé les Allemands. »

Le cher innocent !... Qui l'aurait cru aussi oublieux de lui-même ?

Béraud, qui médite à loisir maintenant dans une cellule sur les inconvénients que comporte l'asservissement à la propagande de Gœbbels, à celle de Mussolini, à celle même de Franco, Béraud ne consent pas à entrer dans le rang des détenus résignés : il vocifère, plastronne, convoque des avocats... Il faudra à ceux-ci bien du talent : car dans sa dernière publication « Les raisons d'un silence », Béraud ne peut dissimuler qu'aux yeux mêmes de Carbuccia, directeur de « Gringoire », son zèle pronazi était, depuis que pointait la débâcle allemande, devenu compromettant. Et trop allemand pour « Gringoire »... c'est une référence.

LES MA

II. - Les co ce s ... et

Nous affirmions hier que les « Comités d'organisation » créés par la loi du 16 août 1940 étaient des trusts, et de la plus dangereuse espèce parce qu'ils prétendaient « organiser la profession par les professionnels ».

Mensonge affreux ! Car nul n'ignore que **M. Lehideux**, ex-président du Comité de l'Automobile, n'était qu'un banquier, et que **M. Sacha Guitry**, du Comité des Spectacles, n'était qu'un auteur dramatique.

D'autres noms pourraient être cités ici car fort longue est la liste des comités d'organisation, depuis celui des « Bouillons et Potages », ou des « Vinaigres, Moutardes, Condiments et Sauces », jusqu'à celui qui mariait l'armurerie avec le matériel médico-chirurgical !

N'insistons pas. Disons simplement que tous les « comitards » pensent qu'on peut être généra

DU COUS

— Ce qu'il nous faut, c'e paix d'avant guerre !

L'AFFAIRE DE LA RUE LAURISTON

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

— *Mais c'est un jeu d'enfant !* dira à peu près Lafont. *Voulez-vous que je vous amène Lambrecht ?*

Il part en automobile avec deux hommes, découvre le domicile de Lambrecht. Y pénètre. Se jette sur le malheureux Belge, le ligote et l'emmène à Bordeaux, où il le remet au colonel allemand. On n'a plus jamais entendu parler de Lambrecht.

Après un tel service, on comprendra que la Grande Allemagne n'avait plus rien à refuser au futur capitaine SS Lafont.

L'affaire d'Auxerre

Sartore, Jeunet, André Jolivot et Louis Largeron, des collaborateurs de la rue Lauriston, en juin 1943, attaquent la mairie d'Auxerre pour y saisir les cartes d'alimentation. Les gendarmes interviennent. Et c'est la fusillade au cours de laquelle Jolivot est tué, Largeron blessé, le reste de la bande arrêté.

— *Nous sommes tabous*, explique l'un de ces messieurs. *Téléphonez à Passy 38-80, vous verrez bien.* (Passy 38-80, c'est la rue Lauriston).

On voit, en effet, dès le lendemain matin, Lafont et quelques hommes arriver de Paris en auto, tout à fait comme au cinéma, pour voler au secours de ces intéressants personnages. Lafont a aussitôt une conversation d'homme à homme avec le chef du S.D. allemand d'Auxerre, conversation fort convaincante, puisque la police est dessaisie, les hommes remis aux autorités allemandes qui, en présence de Lafont, procèdent à un interrogatoire qui aboutit à la mise en liberté des trois survivants. Largeron, qui a montré de la maladresse dans le coup de main, partira expier cette faute dans un camp de travail en Allemagne.

Tout cela nous paraît anodin. On trouve la plaisanterie infiniment moins drôle, non seulement quand on l'examine à la lueur des faits actuels, mais encore, mais surtout quand on pense que les préfets régionaux, le préfet de Police, le ministre de l'Intérieur, le chef du gouvernement de Vichy et leur maréchal couvraient ces faits de leur honorabilité usurpée.

Drôle d'époque que nous avons vécue là, en vérité. On voudrait tout de suite ne plus rien ignorer des dessous ignobles de cette crapuleuse et monstrueuse affaire.

LA GESTAPO PARISIENNE

Une liaison radiophonique clandestine entre l'Algérie et le Bois de Boulogne

C'est Lafont qui l'avait réalisée

La dangereuse activité de Lafont s'étendait à tous les domaines. Ses déclarations et les investigations de la police judiciaire révèlent son rôle dans l'installation d'un poste de TSF clandestin.

C'est ainsi qu'en 1940 le Dr Otto, chef des services allemands à l'hôtel Lutetia, proposa à Lafont de s'occuper de l'installation secrète d'un poste émetteur-récepteur en Algérie.

Lafont, en compagnie de ses acolytes Clavié, Pagnon et de deux Allemands, débarqua en Algérie et rechercha une propriété susceptible d'abriter l'installation radiophonique. Un nommé Clément en ayant offert une au cap Doumia, à 170 km. d'Alger, ils s'y installèrent. Le poste fonctionnant, Lafont revint en France. Il apportait à Otto des documents concernant les mouvements et le moral de nos troupes coloniales.

Lafont, accompagné d'un nommé Venturini, repartit pour l'Algérie. Ils rejoignirent Pagnon qui, aidé d'un Allemand, prénommé Gaston, dirigeait le poste.

Lafont joua alors le rôle d'agent de liaison entre Otto, à Paris, et le poste clandestin d'Algérie qui correspondait avec un autre poste clandestin installé dans le Bois de Boulogne.

Le traître fit la navette assez longtemps, par bateau et par avion. Puis il rentra en France définitivement.

Le poste du cap Doumia continua à « émettre » jusqu'au moment où, menacés d'être découverts, les « sans filistes » clandestins détruisirent le poste et l'enterrèrent.

Les autorités militaires algériennes parvinrent à arrêter Venturini et Pagnon. Ce dernier fut relâché, mais Venturini fut condamné à mort et exécuté. Quant à Clavié et « Gaston », ils parvinrent à rentrer en France avec la complicité d'un maître-d'hôtel du paquebot « Sidi-Brahim ».

Les poursuites contre les traîtres

Arrestation du général Guerrier de Dumat et du lieutenant-colonel Laugier

M. Tillon, ministre de l'Air, vient de faire arrêter et écrouer à Fresnes, sous l'inculpation de trahison :

1° Le général de brigade Henri Guerrier de Dumat, ancien chef du cabinet militaire du général Bergeret, nommé général par Vichy, collaborateur notoire. On lui reproche d'avoir, lors de la libération de l'Afrique du Nord, fait rejoindre, aux formations placées sous ses ordres, la base d'Ambérieu, où les équipages furent désarmés et internés par les Allemands ;

2° Le lieutenant-colonel Laugier, adjoint du général Guerrier de Dumat, qui a notamment empêché les officiers, sous-officiers et soldats placés sous ses ordres de participer à la libération de Paris.

L'émouvante lettre d'un supplicié de 16 ans

Le commissaire Tourne, de la section spéciale de la police judiciaire, a visité l'immeuble situé 3 et 5, rue Mallet-Stevens où, nous l'avons dit, se trouvaient les services annexes de la rue Lauriston ...et des chambres de torture. Il y avait quatre cellules pourvues d'énormes barreaux et de judas. Trois de ces cellules étaient numérotées et l'une d'elles comportait une baignoire pour immersions prolongées.

Dans une chambre du troisième étage, un câble électrique accroché aux barreaux d'un vasistas à 2 m. 50 du sol, servait à suspendre les suppliciés de la Gestapo.

Parmi tous les papiers saisis, le commissaire Tourne découvrit une liste de quinze noms ainsi qu'une lettre profondément pathétique d'un jeune garçon de 16 ans qui, en attendant son exécution, écrivait à ses parents :

« Je meurs pour la patrie en espérant une France libre et heureuse. Je ne veux ni bandeau ni liens et, devant la mort, je chanterai *Sambre-et-Meuse* parce que c'est mère qui me l'a apprise. ».

Pauvre gosse supplicié ! tu seras vengé.

PREMIERE ANNEE. - N° 20. — 2 Fr.

Front National

LUNDI 11 SEPTEMBRE 1944

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

SUR UN FRONT DE 100 KM. les Alliés attaquent

DE LA HOLLANDE AU LUXEMBOURG

La guerre toujours

La liste ministérielle ne nous a apporté, somme toute, que cinq noms nouveaux. Fidèle à la méthode qu'il a choisie, le chef du gouvernement se réserve d'appeler prochainement à ses côtés de nouveaux ministres encore.

Le récent remaniement dépasse cependant de beaucoup, par sa portée, ceux qui se sont succédé depuis le retour du gouvernement à Paris. Deux des choix du général de Gaulle sont hautement symboliques : celui de M. Jeanneney, président du Sénat et de l'Assemblée nationale, et celui de M. Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance. En les appelant à ses côtés, le chef du gouvernement a tenu à indiquer au pays sa volonté de s'appuyer sur la légalité républicaine et sur les organisations de la résistance intérieure.

La présence du président Jeanneney auprès du général Charles de Gaulle coupe court définitivement à toutes les campagnes qui tendaient depuis quelque temps au retour sur la scène politique de l'Assemblée nationale, au nom d'une soi-disant légitimité républicaine. Il va de soi que les hommes qui, en 1940, ont, par leur vote, à la fois trahi et la patrie en ratifiant l'armistice, et la République en déléguant les pouvoirs constituants à M. Pétain, que ces hommes n'ont plus aucune qualité pour parler au nom de leurs mandants. Le président Jeanneney, qui a toujours été le gardien vigilant et autorisé de l'orthodoxie républicaine et démocratique, en siégeant dans le gouvernement provisoire, apporte au général de Gaulle un appui dont nul, ni en France ni à l'étranger, ne contestera le poids et la qualité. C'est donc un prétexte de moins à retarder encore la reconnaissance du gouvernement de la France.

M. Georges Bidault, président du C.N.R., est le seul représentant de ce qui fut l'organe suprême de la Résistance en France occupée. Cette présence, pour qui connait son courage, son désintéressement et sa parfaite loyauté, est la garantie que le programme de la Résistance, élaboré pendant les heures héroïques et douloureuses, ne sera pas étouffé ni sacrifié.

Mais l'œuvre immense de libération et de restauration de la puissance française entreprise par le général de Gaulle ne s'affirmera que par la lutte, le combat et l'action. Beaucoup de nos confrères ont parlé au sujet du nouveau ministère de gouvernement d'unanimité nationale. C'est pourtant moins de l'unanimité que de la volonté de la nation qu'il s'agit.

La nation est unanime à exiger sa libération, unanime à vouloir rétablir sa grandeur et sa liberté par le combat. Il n'est aujourd'hui qu'un programme possible, c'est celui que définissait le vieux Clemenceau en 1917 : « La guerre, toujours la guerre, encore la guerre ! »

Guerre à l'envahisseur et à l'ennemi par la mobilisation de toutes les forces de la nation en dirigeant et en encourageant l'élan admirable des Forces Françaises de l'Intérieur.

Guerre à tous ceux qui, chez nous, ont fait le jeu de l'ennemi, par une épuration prompte, sévère et juste, sous le contrôle efficace des organismes de la Résistance.

Guerre à tous ceux qui, hier serviteurs de Vichy, tentent de dévier, de ralentir, à défaut de pouvoir le briser, cet élan des masses populaires françaises regroupées par la victoire et par la liberté.

Guerre sur tous les fronts, à l'intérieur et à l'extérieur, en vue de la victoire !

Jacques DEBU-BRIDEL.

Le dernier communiqué soviétique mentionne essentiellement ce qui se passe en Roumanie, où les forces russes ont, dans le Nord-Est de ce pays et en coopération avec les troupes roumaines, repris cent localités. Parmi celles-ci figure le centre important de Tergul. Au centre de la Roumanie, Julia-Abba et d'autres agglomérations sont conquises.

Le communiqué parle également de la progression en Bulgarie, où Choumla et Rasgrad ont été prises et où 2.100 prisonniers ont été faits en deux jours. Il mentionne encore la prise de Baurgos, port de la mer Noire.

ATTAQUE VERS LA PRUSSE ?

Mais cette brièveté — cette modestie, pourrions-nous dire — couvre, sans doute, des opérations préparatoires à de grands mouvements. Sur quel point de l'immense front aura lieu la nouvelle offensive ? On ne peut que faire des déductions, mais toutes les probabilités sont pour qu'elle soit lancée contre la Prusse orientale. L'activité des éléments avancés russes de ce côté est grande, des patrouilles ou des reconnaissances plus importantes passent chaque jour la frontière pour lancer des coups de sonde, et les renforts soviétiques ont afflué dans cette région où un gros dispositif offensif est poussé en avant.

Un correspondant de guerre auprès de la flotte de la Baltique affirme qu'une offensive générale sur terre, sur mer et dans les airs se déclenchera bientôt contre cette partie avancée du territoire allemand. Nous ne tarderons pas à être fixés à ce sujet.

UNE VASTE LIQUIDATION AU SUD-EST

En attendant, il convient d'enregistrer le passé récent sur le front oriental. Les troupes de l'U.R.S.S. ont, elles aussi, exécuté des opérations foudroyantes. Depuis qu'elles ont fait capituler la Roumanie, elles ont, conjointement avec les troupes roumaines, repris aux Allemands les deux tiers du pays et, poussant à travers la Transylvanie, elles ont entrepris le franchissement des Alpes transylvaines, franchissement qui les conduit en Hongrie et peut les mener jusqu'à Vienne. Par ailleurs, à travers la Dobroudja, elles ont atteint la Bulgarie et contraint ce pays à mettre bas les armes sans conditions. Enfin, arrivées à la frontière serbe, elles ont permis aux forces intérieures du maréchal Tito de faire leur jonction avec elles. Ceci, pour l'avenir, amorce la liaison avec les troupes alliées depuis la Belgique jusqu'aux Balkans. Dans l'immédiat, ces opérations mettent les armées allemandes du sud de cette péninsule dans la situation d'y rester enfermées. Aussi se retirent-elles vers le nord en toute hâte, abandonnant la Grèce et empruntant, dans leur retraite, la seule voie qui leur est vraiment libre, c'est-à-dire le territoire du Monténégro, voie longue, dure par ses montagnes et périlleuse.

S. de GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

M. Churchill est arrivé à Québec

Des questions capitales à l'ordre du jour de son entrevue avec M. Roosevelt

Ottawa, 10 septembre. — Le premier ministre britannique, M. Winston Churchill, et sa suite sont arrivés à Québec, où doit avoir lieu la conférence avec le président Roosevelt.

Les points en discussion

Québec, 10 septembre. — Selon les milieux diplomatiques, lors de la deuxième entrevue qu'ils auront à Québec depuis le début de la guerre, MM. Churchill et Roosevelt examineront les quatre points suivants:

1° L'occupation de l'Allemagne par la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis;

2° Problème de la frontière polonaise et sort des minorités et des petites nations en général;

3° Rôle de la France qui affirme son droit à se joindre aux grandes puissances dans les décisions qui concerneront l'Europe;

4° Concentration des forces alliées contre le Japon, après la défaite de l'Allemagne, et mesures à prendre pour le contrôle futur du Japon.

Le maréchal Staline ne participera pas à la conférence de Québec puisque l'U. R. S. S. n'est pas en guerre avec le Japon, mais les gouvernements russe et chinois seront tenus au courant des conversations de MM. Churchill et Roosevelt.

LA BELGIQUE COMME LA FRANCE a préparé elle-même SA LIBÉRATION

Souvenirs sur la résistance belge

La Belgique est traversée de part en part. Déjà, les forces alliées tiennent Anvers, ont frappé aux portes des Pays-Bas. A l'est, refoulant les troupes hitlériennes en déroute, elles se sont avancées vers le Rhin. La ruée est irrésistible. Il faut bien le dire, car c'est rendre hommage à la vérité, l'action de la résistance belge a beaucoup aidé les armées libératrices, et il est fort probable que, sans cette action intérieure, la tâche eût été plus malaisée et plus coûteuse.

De l'empirisme...

Dès la fin de 1940, malgré la stupeur provoquée par l'agression allemande et l'immense déception causée par l'écroulement de la France, on assiste en Belgique à un premier essai de résistance. Rien n'est encore organisé ni ne peut l'être. Seules des bonnes volontés individuelles s'affirment, tout particulièrement à Liége, où fonctionne, dès décembre 1940, le premier service de courrier clandestin. Les méthodes employées sont empiriques. On ne dispose pas de moyens financiers pour monter de toutes pièces l'organisme nécessaire — et ces moyens du reste seront toujours minimes et précaires — mais on a la foi, la volonté de combattre, le désir farouche de vaincre, la certitude qu'une heure viendra où la victoire paiera de toutes les peines et de toutes les souffrances.

...à la résistance organisée

Et puis, peu a peu, la résistance prend forme. En 1941, elle a déjà son règlement secret, ses lois, ses chefs, et les groupes épars commencent à fusionner. A Bruxelles, paraissent les premières feuilles clandestines. A Liége, centre nerveux de la Belgique française, un vaste mouvement se constitue qui groupe parlementaires de la veille, universitaires membres du barreau, industriels, écrivains, journalistes, syndicalistes. Les journaux clandestins alors se multiplient et même pullulent ; les tracts de résistance foisonnent et, débordant la province, se répandent dans le Luxembourg, le Namurmois, le Hainaut, relevant partout les courages.

La Belgique, dès ce moment, est en pleine fièvre. Et l'Allemand ne s'y trompe pas. Il traque les patriotes, leur dresse des embûches. Il soumet les suspects aux pires cruautés. On ne compte plus les journalistes de la résistance qui tombent, victimes de la Gestapo et des bandes rexistes, levées par Léon Degrelle, ce Bonny doublé d'un Henriot ! Faut-il citer les morts ? Peters, directeur bruxellois de l'ancienne agence « Belga », qui sort de la chambre des supplices agonisant et meurt le lendemain ; Horrent, journaliste liégeois, enlevé un soir de son logis et dont le lendemain on retrouve dans la campagne le cadavre troué de balles ? Faut-il citer tous ceux qui n'échappent au trépas que pour aller grossir, dans les bagnes d'outre-Rhin, l'armée douloureuse des torturés et des martyrs ?

Paul PRIST.

(Lire la suite en page 2.)

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ENCORE un faux policier ARRÊTÉ

La jolie « Cricri » passe de son boudoir à une cellule...

Sans trêve ni répit, nuit et jour, quai de Gesvres, commissaires, inspecteurs et secrétaires continuent à interroger, à enquêter, à opérer de nouvelles arrestations.

On en était hier à la quarantième. De nouveaux comparses, d'autres complices du lieutenant SS Henri Lafont sont venus prendre place dans les « salles d'attente grillagées » qui précèdent les couloirs de la section spéciale « anti-Gestapo ».

La belle Cricri

Parmi les prises de choix de la journée figurait une fort jolie jeune femme dont l'élégance et la grâce contrastaient quelque peu avec l'austérité des locaux vétustes de la P.J.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

"Le Comité de l'Allemagne libre" appelle les soldats allemands à se rendre

Le comité de l'Allemagne libre a diffusé, à l'adresse des soldats allemands demeurés en France, un appel pour leur demander de cesser la lutte devenue inutile :

« Ce que le comité du mouvement « Allemagne libre », est-il dit dans cet appel, vous a toujours prédit s'est réalisé maintenant. Les armées alliées ont forcé toutes les lignes de défense et avancent à une vitesse vertigineuse vers les frontières du Reich. »

Et l'appel conclut :

« Arrêtez partout cette lutte insensée et rendez-vous en tant qu'adhérents du mouvement « Allemagne libre » aux troupes alliées. »

Le comité de l'Allemagne libre pourrait aussi accomplir une œuvre efficace en faisant imprimer des journaux et des tracts, pour qu'ils soient diffusés derrière les lignes du front et dans les camps de prisonniers allemands.

Il pourrait, d'autre part, envoyer sur le front et dans les mêmes camps des délégués, qui se mettraient en rapport avec les soldats allemands et les prisonniers pour inciter les premiers à la capitulation et déclencher auprès des autres une campagne de propagande antihitlérienne et de rééducation dans un esprit démocratique.

LE LUXEMBOURG... VU DU DEHORS

Le Luxembourg, qui était occupé par l'ennemi, restera fermé aussi longtemps que la circulation continuera d'y présenter des dangers. Mais, en ce bel après-midi d'un dimanche gaîment ensoleillé et encore estival, la foule des habituels promeneurs dominicaux n'était pas moins nombreuse à l'extérieur des grilles que d'habitude à l'intérieur.

Les familles se pressaient autour des nombreux vestiges laissés par un combat acharné : blockhaus crevés, chars que le général Leclerc mit à la disposition des F.F.I... Des jeunes gens, avec un couteau de poche, approfondissaient les écorchures des balles sur les murs, pour en extraire des balles : souvenirs de l'insurrection parisienne.

Rue Auguste-Comte, les verrières des serres sont crevées, tandis que sur le trottoirs opposé les façades des immeubles portent les cicatrices du combat.

Aux angles du jardin, aux emplacements où tombèrent les nôtres, c'est un pèlerinage ininterrompu et l'hommage de monceaux de fleurs...

Les passants s'efforçaient d'apercevoir à l'intérieur du jardin la fosse commune où les Boches inhumèrent, après les avoir atrocement torturés, une dizaine de patriotes parisiens.

Mais la liberté est revenue, bientôt peut-être la paix, et le Luxembourg sera rendu aux enfants, aux flâneurs, aux amoureux. *Robert-Pimienta.*

DE NOUVEAUX CHAMPIONS EN CYCLISME

GÉRARDIN BATTU PAR IACOPONELLI

A Senfftleben le maillot tricolore

VICTOIRE DISCUTABLE DE CHAILLOT EN DEMI-FOND

Le vainqueur n'est pas toujours le plus acclamé à l'issue d'une course derrière motos, et Lemoine, que l'on voit ici, passant Lesueur, connut les faveurs de la foule. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

La saison cycliste 1944 qui s'achève aura été marquée par un renouvellement complet des champions de France.

C'est ainsi qu'hier, sous un clair soleil, dans un Parc des Princes bourré de quelque 30.000 spectateurs, Georges Senfftleben a ravi à Gérardin le maillot tricolore des sprinters tandis que Louis Chaillot, par le jeu du classement par points, enlevait le titre des stayers... bien qu'il ait succombé dans cette dernière épreuve.

Senfftleben avait déjà été champion de France amateur. Chaillot avait été champion de France de vitesse. Leurs noms s'inscrivent maintenant à d'autres palmarès.

Gérardin battu sur incident

Battu dans la troisième épreuve du championnat par Vigué en demi-finale, Louis Gérardin a dû s'incliner à nouveau hier et dans les mêmes conditions devant Iacoponelli.

Si bien que, malgré ses deux victoires du début de saison, Gérardin perd son titre sans avoir été battu directement, en championnat, par son successeur : Senfftleben !

Ce sont les surprises du règlement 1944.

Certes, on connaissait la valeur d'Iacoponelli, en gros progrès ces derniers mois. Certes, Gérardin n'est pas, cette année, dans sa condition habituelle...

Mais on fut étonné de voir le champion de 34 ans chercher à rivaliser en sur-place avec son adversaire de 20 ans. On s'étonna de le voir nerveux, devenu une proie facile pour un jeune coureur audacieux...

Et soudain, à la ligne des 200 mètres, ce fut le démarrage brutal de Iacoponelli qui, en quelques coups de pédales, déborda Gérardin. Celui-ci, surpris, voulut réagir, mais, se désunissant, il roula dans l'herbe. Et tandis qu'il levait le bras en signe de détresss, « Iaco » filait vers la ligne d'arrivée...

Un beau maillot sur de larges épaules

Ainsi battu dans l'ultime épreuve, Gérardin n'avait pas encore perdu son titre. Pour être champion de France, Georges Senfftleben devait précéder Iacoponelli en finale. C'est ce qu'il fit, « sans un pli », dans les deux manches, partant en tête chaque fois, résistant au retour de son jeune camarade de club dans la première, avant de le surprendre au démarrage dans la seconde.

C'est un bel athlète de 22 ans, aux épaules larges, au regard franc et au sourire sympathique, qui reçut de M. Achille Legros le maillot tricolore.

LES CLASSEMENTS DES CHAMPIONNATS

Vitesse. — 1. SENFFTLEBEN, 50 pts; 2. Gérardin, 48 pts; 3. Iacoponelli, 13 pts; 4. Vigué, 8 pts; 5. Gouéry, 7 pts; etc...

Demi-fond. — 1. CHAILLOT, 33 pts; 2. Minardi, 32 pts; 3. Lesueur, 30 pts; 4. Lemoine, 27 pts; 5. Claverie, 25 pts; 6. Lamboley, 14 pts.

La bouteille à l'encre

Nous étions encore sous cette heureuse impression lorsque commença le championnat de France de demi-fond. Hélas ! la formule devait se montrer désastreuse et la fin de la course ressembla plus à un exercice de comptabilité qu'à du vrai sport.

Des deux favoris, Chaillot parut être le premier hors de combat. Après s'être usé sur Lamboley, parti en tête, il ne put résister aux assauts de Lemoine et perdit un tour.

Déjà, Lemoine semblait le vainqueur probable lorsqu'une panne de moto de son entraîneur le relégua à trois tours.

Et Lesueur, un Lesueur plein de fougue, prenait la tête avec tant de brio qu'on voyait en lui un troisième larron fort acceptable. C'est alors que le jeu des mathématiques intervint. Bien que quatrième, Chaillot pouvait encore être champion à condition que Lesueur ne gagnât pas. Il s'y employa donc, barrant la route au blond Méditerranéen et provoquant sa perte.

Ce fut Minardi qui enleva cette « dernière »... pour se faire battre finalement d'un petit point au classement général par Chaillot.

Celui-ci avait d'autres titres à faire valoir, mais ce maillot tricolore remporté sans qu'il ait gagné une seule épreuve au championnat n'est pas accepté par le public sportif qui réserva son ovation pour Lemoine.

Ce n'est pas à Chaillot qu'on en voulait, c'est à la formule.

A. BAKER d'ISY.

(Voir en 2e page les résultats des épreuves cyclistes)

UN COIN DE TERRE RUSSE *au cœur de l'Ile-de-France*

Elles portent toujours le simple fichu des paysannes russes. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

Ce n'est pas très facile de comprendre ce que dit Olga Karousina, de Kalinine, parce que je ne comprends pas le russe, parce qu'elle pleure et parce qu'elle a une maladie nerveuse qui la fait, en parlant, trembler convulsivement.

— Le 24 mai 1944, dit l'interprète, on lui a enlevé ses trois enfants, Maria, Antonina, Piotr. Les Allemands ont déporté les enfants, qui criaient : « Maman, rendez-nous notre maman ! » Puis ils ont déporté à leur tour Olga et son mari, qui ont travaillé sous les coups des Allemands en Lettonie, en Allemagne, puis en France, où la libération les a trouvés.

Olga Karousina essuie ses yeux, usés de larmes.

Chaque nuit elle revoit les trois petits et se réveille en sursaut...

Je comprends, en écoutant Olga Karousina, pourquoi, en tête de leur journal mural : « Pour la Patrie », les ex-prisonniers soviétiques du camp de Beauregard, au Chesnay, ont inscrit les derniers mots de tous les ordres du jour du maréchal Staline : « Mort aux envahisseurs allemands »...

Ils sont déjà six cents déportés et prisonniers soviétiques dans cet ancien camp de l'armée allemande. Demain ils seront des milliers, qui n'ont qu'un désir : retourner se battre. Des milliers d'hommes évadés des camps allemands, libérés par l'armée alliée, des femmes, des enfants de dix, douze ans.

Cette jeune femme, c'est le lieutenant Pestova, une aviatrice russe évadée d'Allemagne et qui a commandé, aux côtés des F.F.I., un détachement russe dans le maquis.

Ce grand garçon aux traits fins, aux yeux clairs, c'est aussi un de nos camarades de combat. Si le lieutenant Ivanov traîne un peu la jambe, c'est qu'il a reçu huit balles allemandes pendant l'insurrection.

— Je n'ai qu'une envie, dit-il : rejoindre à Berlin nos frères soviétiques arrivant de Russie.

L'« Union des patriotes russes », après des mois d'action clandestine, travaille aujourd'hui au grand jour à regrouper, à aider, à organiser les prisonniers et les déportés soviétiques.

— Nous attendons de tous les coins de France libérée des détachements de nos camarades, déclare le secrétaire général de l'Union. Nous voudrions qu'ils se sentent ici chez eux, avant de reprendre leur place au combat ; que ce camp soit un foyer de vie russe pour réconforter ceux des nôtres qui ont tant souffert depuis des années sous le joug nazi et qui se sont battus aux côtés de leurs frères français. Nous souhaitons, avant tout, leur donner un journal, pour qu'ils aient des nouvelles de Russie, des fronts russes, de la guerre. Il paraît que c'est difficile. C'était moins difficile pour les émigrés russes, qui avaient, à Paris, plusieurs journaux financés par la Propagandastaffel allemande... Bah! tout cela s'arrangera !...

Au loin, un accordéon, les voix unies d'un chœur nostalgique. C'est dimanche au camp de Beauregard, un coin de la Russie amie et alliée au cœur de l'Ile-de-France.

C. R.

« L'Escadrille La Fayette » constituée en 1914-18 par des volontaires américains, dont des aviateurs de 1940 reprirent le titre, a eu les honneurs, hier, d'une cérémonie à Marnes-la-Coquette où s'élève le monument consacré aux membres de l'« Escadrille La Fayette » et présidée par le colonel Thiénauld, commandant de la formation à l'autre guerre. (Photo FRONT NATIONAL)

DES FABRICANTS DE FAUX AVIONS...

... dans une vraie prison

La Compagnie Industrielle des Bois, installée à Bonneuil, fabriquait, pour le compte de l'ennemi des baraquements et de faux avions destinés à former des « décors » de nature à tromper l'aviation française et alliée. Les deux dirigeants de la société, Georges Gaillard, 67 ans, président directeur général, et le directeur général Robert Fouillet, 27 ans, ont été appelés à rendre des comptes au juge d'instruction Martin, qui les a fait écrouer.

L'interrogatoire de François Lehideux

L'ancien ministre de Vichy et ancien administrateur -délégué des usines Renault, François Lehideux, directeur du Comité d'organisation de l'automobile et du cycle, inculpé en vertu de l'article 75 du Code pénal, a été interrogé en présence de son avocat, Me Lénard, par M. Martin, juge d'instruction.

L'inculpé prétend qu'il n'a pas démissionné pendant l'occupation allemande afin de pouvoir défendre les intérêts de l'industrie automobile française. En acceptant de collaborer avec l'ennemi, il aurait d'abord réservé une partie de la production pour les besoins civils du pays, puis obtenu la garantie que les ennemis ne prendraient pas de participation dans les entreprises, ensuite empêché l'enlèvement des machines et enfin assuré le réapprovisionnement en matières premières.

Il soutient également que grâce à son attitude la situation de l'outillage et des stocks serait actuellement très saine.

« Lorsque j'étais administrateur-délégué des usines Renault, a-t-il dit, j'ai refusé de réparer des chars allemands, ce qui m'a valu d'être félicité par le général Weygand. »

Comme on voit, ces messieurs ont préparé leur défense : mais l'accusation ne tiendra compte que des faits réels.

★

L'ÉPURATION

Chez les éditeurs

Les éditeurs viennent d'exclure de leur syndicat, en raison de leur attitude professionnelle pendant l'occupation, les éditeurs suivants: Grasset, Baudinière, Sorlot, Bernard, directeur du *Mercure de France* ; Lahire, directeur pendant l'occupation de la maison Ferenczi, et Jamet, directeur aux éditions Balzac (les anciennes éditions Calmann-Lévy) et président de la librairie Rive-Gauche.

Le cas de M. Denoël n'a pu être envisagé par le syndicat des éditeurs puisque, n'étant pas Français, il ne faisait pas partie du syndicat.

Dans les syndicats ouvriers et patronaux

Des commissions nationales et des commissions départementales sont chargées de demander l'épuration des organisations syndicales .les unes par les organisations de travailleurs, les autres par les organisations d'employeurs.

"Ils" arrivent... sur nos écrans

NOUS ALLONS REVOIR MICHÈLE MORGAN, JEAN GABIN, CHARLES BOYER

et toutes les vedettes américaines.

Michèle Morgan est devenue grande vedette à Hollywood.

Charles Boyer, « star » mondiale, est maintenant producteur à succès.

Le public qui a eu à subir pendant quatre ans les juteux navets allemands de la Tobis et de la Ufa, les ersatz de films américains laborieusement élaborés par les Doktoren de Berlin, le public enfin va pouvoir retrouver les vedettes d'outre-Atlantique.

On nous promet en effet, pour bientôt, une première série de quarante films américains, les meilleurs de ceux qui furent tournés pendant ces quatre années. Films américains, oui, mais français aussi par bien des côtés. Charles Boyer, par exemple, est devenu à Hollywood, non seulement une très grande star, mais encore un producteur important. Nous allons voir des films de René Clair, de Jean Renoir. Nous allons voir Michèle Morgan, l'héroïne de Quai des Brumes, Jean Gabin, et bien d'autres.

Parmi ceux dont nous n'avons pas oublié le visage, proscrit pendant l'occupation nazie, figurent, entre tant d'autres et avec des nouveaux venus dont on nous promet monts et merveilles : Paulette Goddard (Mme Charlie Chaplin), Deanna Durbin, Bette Davis, Clark Gable, Gingers Rogers, Fred Astaire, Charles Laughton, Edward G. Robinson, Claude Rains, Carole Lombard, Robert Montgomery, Gene Raymond, Claudette Colbert, Gary Cooper, Micky Rooney, Sonja Henie, Jean Arthur, Pat O'Brien, Frederic Marsh, Ida Lupino, Olivia de Havilland.

Nous savons déjà que l'Amérique attend nos films, ceux que, malgré l'occupation, malgré Vichy, malgré la Propaganda Staffel, des metteurs en scène de valeur et des comédiens en renom ont pu rendre dignes du prestige cinématographique français.

Nous attendons, nous, nos amis inconnus, les « stars » de l'Amérique, dont les noms dormaient dans notre mémoire et qui vont réapparaître sur nos écrans, pour rééditer les succès des Vous ne l'emporterez pas avec vous, New-York - Miami, Mr Smith au Sénat, etc.

Nous attendons, avec notre bon rire « libéré » tout prêt, Charlot et son Dictateur (film satirique sur Hitler qui, de toute évidence, risque de nous réjouir infiniment), les Marx Brothers, Laurel et Hardy, les dessins animés de Walt Disney.

Nous allons pouvoir revoir des films américains ! Incroyable, n'est-ce pas ? Incroyable, mais vrai.

J. M.

Clark Gable qui s'est battu comme lieutenant-colonel aviateur

L'AFFAIRE
DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ENCORE un faux policier ARRÊTÉ

La jolie « Cricri » passe de son boudoir à une cellule...

Sans trêve ni répit, nuit et jour, quai de Gesvres, commissaires, inspecteurs et secrétaires continuent à interroger, à enquêter, à opérer de nouvelles arrestations.

On en était hier à la quarantième. De nouveaux comparses, d'autres complices du lieutenant SS Henri Lafont sont venus prendre place dans les « salles d'attente grillagées » qui précèdent les couloirs de la section spéciale « anti-Gestapo ».

La belle Cricri

Parmi les prises de choix de la journée figurait une fort jolie jeune femme dont l'élégance et la grâce contrastaient quelque peu avec l'austérité des locaux vétustes de la P.J.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO française

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Cette jeune personne, coiffée d'un haut turban bleu pastel, vêtue d'un ample manteau à grands carreaux bleu pâle et bois de rose et chaussée par quelque bottier en renom n'est autre que Christiane Duchet qui fut pendant ces derniers dix-huit mois la maîtresse somptueusement entretenue du lieutenant SS Lucien Prévost, le bras droit de Lafont. Depuis hier le « milieu » déplore la disparition de la « belle Cricri ».

A en croire la jeune femme, Prévost ne serait plus à Paris depuis l'arrestation de Bonny.

Dans la « salle d'attente » voisine se trouve un personnage qui, hier encore, contemplait les détenus de l'autre côté du grillage.

Un second pseudo-inspecteur

Il s'agit du Roumain Spas qui, en compagnie de Dubreuil et de l'inspecteur Morin, mena l'expédition qui aboutit à l'arrestation de Lafont et de Bonny en Seine-et-Marne. Dubreuil était arrêté avant-hier, Spas l'a été à son tour hier.

Il apparaîtrait, d'après les déclarations de Bonny, que ces deux individus auraient eux-mêmes appartenu plus ou moins directement à la Gestapo. L'homme aux talons de chèques se venge. La trahison ne paie pas toujours !

Les vrais crimes de Lafont

En 1941, Lafont se sentit mal vu de ses amis de la Gestapo.

Alors, payant d'audace, il se rendit à Bordeaux où le commandant de la place lui révèle que ses services avaient les plus grosses difficultés à contrecarrer l'action du chef des services secrets belges établis vraisemblablement à Toulouse.

Accompagné de deux bandits à sa solde, Lafont part en voiture pour Toulouse. Il parvient à identifier le patriote belge. Il s'agit de M. Lambrecht. A l'aube, Lafont et ses sbires font irruption dans sa chambre, le ligotent et l'emmènent. Le lendemain le malheureux, sur le sort duquel on est depuis sans nouvelles, était livré au colonel allemand à Bordeaux.

Édition de 5 heures du matin

PREMIERE ANNEE - N° 20

> *“ Nuits de l'été 1940, atroce nuit de nos âmes qu'éclaire ce seul espoir : l'Angleterre, l'Angleterre qui, seule, continue la lutte...”*
>
> Jacques Debû-Bridel (Argonne) «Angleterre» Ed. de Minuit 1943

Le Parisien Libéré

LUNDI 11 SEPT. 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (Xe)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

> Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par
>
> **O. C. M.**
>
> *(Organisation Civile et Militaire)*
>
> et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor*.

Les plans allemands et la conduite de la guerre

J'AI sous les yeux un album édité, en accord direct avec les services officiels allemands, sous le titre : « Der Krieg 1939-1940 in Karten — La Guerre 1939-40 par les cartes. » C'est un document remarquable en son genre. Mais, fort heureusement, il date quelque peu ! Il parut au moment où l'Allemagne entière (il ne faut pas l'oublier) se grisait de victoires, était sûre du triomphe, préparait déjà soit par la terreur, soit par les voies fallacieuses de la collaboration, l'asservissement de l'Europe et des plus fières nations. Les temps ont changé.

Amusons-nous un instant à feuilleter ces pages, hautes en couleur et qui se voulaient convaincantes.

Deux cartes d'abord : 1914 — l'encerclement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie par l'Entente cordiale et la Russie ; 1940 — l'Allemagne et l'Italie font déborder une tache rouge sur la Tchécoslovaquie, le Danemark, la Norvège, la Pologne, et, seules, s'opposent à elles l'Angleterre et la France. Légende : l'Allemagne a ses arrières assurés.

Les illustrations se succèdent ensuite : aucun blocus ne peut atteindre le Reich ; la flotte allemande, de ses bases anciennes et nouvelles, peut, par contre, interrompre tout le trafic maritime allié ; de la mer de Glace à l'Equateur (Afrique orientale italienne) l'Axe porte ses armes avec succès ; la mer du Nord est entièrement contrôlée par l'Allemagne, la Méditerranée par l'Italie ; les Balkans subissent une telle pression qu'il s'agit maintenant, pour eux, d'une « communauté de destin » avec l'hitlérisme ; l'Amérique, lointaine, à l'abri de la doctrine de Monroe, est hors du jeu ; l'Empire britannique s'effondre...

Nous étions en 1940 !

La propagande allemande exagérait-elle vraiment ?

Elle oubliait seulement que l'Angleterre avait dit : Non ! Qu'elle avait décidé de combattre jusqu'au bout. Elle oubliait que les peuples asservis, unanimement, résistaient. Elle oubliait que l'opinion américaine suivait avec passion la guerre mondiale et qu'avant même que les U. S. A. entrent à leur tour dans le conflit, des moyens de production gigantesques étaient mis en œuvre au service des Alliés. Elle oubliait enfin que l'Union soviétique attendait son heure et que le jour était proche où tous les plans allaient s'écrouler.

Souvenons-nous du 22 juin 1941... Je pris, ce matin-là, l'écoute à la radio. Des voix allemandes me firent prêter l'oreille. Le Führer annonçait, par l'intermédiaire de Goebbels ou de quelque autre, que les hostilités commençaient à l'Est. Dans le monde entier, ce fut un frisson de joie. Nous savions dès lors — et le peuple allemand devinait en même temps qu'il fallait tout craindre — que le drame entrait dans une phase nouvelle, et décisive.

Oui, n'oublions pas. Et retenons bien tout ce que l'U.R.S.S. apporta à la cause commune, de sacrifices, de ruines, de courage et d'indomptable énergie.

C'est sur le sol soviétique que la guerre fut la plus dure, la plus sauvage aussi, la plus féconde — dans son horreur — et la plus acharnée. L'Armée Rouge a brisé la première l'assaut germanique. Elle a réduit les hordes d'Hitler qui menaient contre elle l'essentiel de leurs forces. Staline, froid et lucide, s'est révélé comme un très grand chef militaire. La part de l'U.R.S.S., parmi nos grands Alliés, est immense.

...Revenons à notre album allemand. Deux cartes se font vis-à-vis. L'une représente « la mainmise française » sur le Rhin après 1918 ; l'autre marque d'un double trait la ligne continue du « Westwall », le Mur de l'Ouest, à la frontière du IIIe Reich.

Les troupes américaines et anglaises, auprès des forces françaises reconstituées, admirablement équipées, animées d'un irrésistible élan, vont faire mentir ces images à leur tour.

De 1940 à 1944 — et nous n'en avions jamais douté — la capitulation a changé de camp.

P. L.

DE L'OUEST A L'EST DE L'EUROPE LE FRONT EST CONTINU

Les Américains approchent du Luxembourg

LES RUSSES TRAVERSENT RAPIDEMENT LA BULGARIE

Partout en Belgique, les armées anglaises et américaines continuent leur progression. Sur la côte, les Canadiens ont atteint Zeebruge. Elles ont traversé entre Ostende et Gand le canal et ont établi une tête de pont sur la rive nord. Dans l'est de la Belgique, une très vive résistance allemande s'oppose à l'infanterie et aux blindés du général Dempsey qui continuent à franchir le canal Albert. A l'est de Liége, les forces alliées ont occupé Limbourg après une avance de 24 kilomètres et seraient arrivées à 8 kilomètres d'Aix-la-Chapelle.

D'autre part, une colonne américaine a atteint au nord de Liége la région de Tongres et ne se trouve plus qu'à 16 kilomètres de Maestricht.

Dans la forêt ardennaise, au sud de Liége la progression s'accélère vers le Luxembourg. Les nœuds routiers de Saint-Hubert et de Neufchâteau ont été occupés, ainsi que le village d'Ecouviez à l'est de Montmédy sur la frontière de Belgique.

Sur la Moselle, les troupes continuent à se masser. La rive occidentale de la rivière a été complètement nettoyée des forces ennemies au nord de Nancy.

L'aviation alliée a continué les bombardements des objectifs militaires situés dans la zone de concentration des troupes allemandes. Dans tous les milieux on s'attend à de très vastes opérations alliées. Le général von Model, vétéran du front de l'Est, a été nommé commandant en chef sur le front de l'Ouest et devra supporter l'assaut. Il disposerait pour cela d'une quarantaine de divisions, forces qu'on estime insuffisantes pour briser l'élan des Alliés. La ligne Siegfried reste toutefois un obstacle sérieux puisque, rappelons-le, elle comporte 22.000 ouvrages entre Bâle et Clèves.

La bataille de Brest se poursuit

L'investissement du port, où l'ennemi résiste vigoureusement, continue. Les troupes allemandes y ont subi encore un violent bombardement.

Vers la trouée de Belfort

De nouveaux villages ont été occupés soit par les forces américaines dans la vallée du Doubs, comme Baume-les-Dames et Clerval, où étaient déjà parvenus les éléments de reconnaissance, soit dans le Jura proprement dit où Pont-de-Roide et Saint-Hippolyte ont été occupés par les forces françaises. Ces dernières suivent toujours la frontière suisse et se rapprochent de Belfort par le sud.

Briançon est réoccupé par les Alliés. C'est la nouvelle qui nous est parvenue du théâtre d'opérations des Alpes et qui précise l'importance du nettoyage de cette région montagneuse.

Sur le front italien

C'est toujours dans le secteur de Rimini, contre lequel la VIIIe armée poursuit ses assauts, que la bataille est très vive. Elle a été appuyée du côté britannique par un violent bombardement des canonnières sur des batteries, des dépôts de munitions, des communications routières et ferroviaires de l'ennemi.

Dans le secteur de Florence, les troupes britanniques dominent à l'ouest de la ville la vallée de la Siève supérieure à la suite de leur progression récente. Elles seraient arrivées aux environs de Pistoia.

Attaques massives de l'aviation en Europe

Non seulement la région immédiatement en avant du front allié a été bombardée, mais de très nombreux objectifs en Hollande et en Allemagne occidentale ont été attaqués au cours des dernières vingt-quatre heures. Onze cents forteresses volantes escortées d'avions d'accompagnement et de chasse ont pris pour objectif les régions de Stuttgart, de Nuremberg et d'Ulm. Brunschwick et München-Gladbach avaient précédemment été visés. En Italie, également, les communications de l'ennemi restent sous le feu des bombardiers et des chasseurs. Des formations aériennes basées en Italie ont opéré en Yougoslavie, en Grèce et en Albanie.

Les Russes en marche vers la frontière de Grèce

Traversant rapidement les plaines bulgares, l'armée rouge, après avoir occupé le port de Varna, a atteint celui de Burgas, qui est la dernière ville importante avant la frontière nord de la Grèce. Dans l'intérieur du pays les deux villes Razdrad et Sumla ont été libérées. Les troupes bulgares participent, d'ailleurs, à cette avance, et seules les troupes allemandes opposent encore quelque résistance.

Vive activité en Yougoslavie

Les Allemands s'efforcent de conserver quelques voies de communication vers le nord du pays malgré le soulèvement général du peuple yougoslave et l'action des troupes du maréchal Tito. Ils essaient de se retirer par les routes difficiles du Monténégro, étant donné les âpres combats qui règnent en Serbie et qui ont amené, notamment, la destruction d'un pont important sur la voie ferrée entre Skoplje et Nich.

Pratiquement, l'action militaire est, depuis quelques jours, de plus en plus concertée entre les troupes britanniques à l'ouest, les troupes du maréchal Tito, et celles qui viennent de Russie pour liquider les Allemands des Balkans.

Vers l'Europe centrale

Peu de détails nous sont parvenus de la bataille de Transylvanie. On annonce seulement la prise de la ville d'Alba-Julia, vers l'ouest. L'armée rouge se trouve maintenant à l'orée de la plaine hongroise et l'on ne voit pas de quelle façon les Allemands pourront arrêter sa marche.

MARS

“J'ai refusé 50.000 francs de travail”

nous dit Albert ROULLEAU

plombier de 46 ans

qui est parti avec le 1er escadron du XVe arr. pour l'armée Leclerc

En uniformes français, — mais américains par le casque et les chaussures — ceux du 1er escadron du XVe arrondissement qui combattirent comme des lions aux abattoirs de Vaugirard, à la place Cambronne, et montèrent à l'assaut de l'Ecole militaire en ce glorieux vendredi 25 août, ont dit adieu à leurs familles, car l'armée Leclerc les a adoptés, et ils roulent vers le front, vers le grand baroud.

Au moment des adieux, je me suis approché de l'un d'eux, simple 2e classe, sans médailles, un homme qui n'est visiblement pas un « bleu ».

— Quel âge avez-vous donc ?

— Quarante-six ans, ancien de 14-18 !

— Du quartier aussi ?

— Mais oui, c'est moi le plombier-fumiste du 5 de la rue Saint-Lambert, Albert Roulleau. Il se présente, comme on le voit, franchement, naïvement presque. On doit le connaître dans son coin !

— Les clients ne vont pas être très contents de me voir partir, et j'ai renoncé à 50.000 francs de travail dans une salle de bains ; mais je n'ai qu'une seule parole lorsqu'il s'agit de défendre mon pays.

Chacun a son histoire. Un militaire de carrière, Harbonnier, part pour venger sa mère fusillée, un autre son frère torturé par la Gestapo.

L'armée Leclerc compte quelques braves de plus.

Albert Roulleau (à gauche) s'entretenant avec le commandant Ledroit, qui s'empara du Sénat, et le capitaine de Monsegou, qui prit d'assaut l'Ecole militaire. (Photo Parisien Libéré.)

APRÈS QUATRE ANS DE LUTTE

Marine française pas morte !...

Souvent, depuis quatre ans, la France a pensé avec émotion et reconnaissance à sa marine : prête à affronter l'ennemi en 1939, elle n'a pas hésité, lors de la débâcle, à partager le sort de l'allié et à le suivre dans ses ports.

Amoindrie par la guerre, elle n'en reste pas moins digne de son passé.

Trois personnalités ont bien voulu nous brosser le tableau de sa situation actuelle, après avoir évoqué pour nous ses faits d'armes récents.

M. Jacquinot, ministre de la Marine, est décidé à agir sans indulgence mais avec clairvoyance. Comme beaucoup d'autres, il a « l'intention de frapper haut ».

— C'est aux responsables qu'on doit demander des comptes. Les subordonnés seront épargnés dans la mesure où ils n'ont fait qu'exécuter les ordres de leurs supérieurs.

Raymond BARRILLON.

Suite page 2

Au Mont-Valérien, après le défilé des F. F. I., le public fleurit l'endroit où des patriotes furent fusillés. (Photo *Parisien Libéré*.)

LES PRISONNIERS ET LA POLITIQUE

par Marc BLANCPAIN

Abel Bonnard, qui en avait parfois de bien bonnes, a dit un jour : « Les prisonniers sont les hommes de l'expérience. » Il entendait par là, qu'après des années et des années de claustration en Oflag ou de lourdes besognes serviles en Kommando, les prisonniers rentreraient pour être les pionniers d'une entente profonde de la France et de l'Allemagne !

Peut-on pousser plus loin l'inconséquence ?

Certes, les prisonniers sont les hommes de l'expérience ; mais l'expérience qu'ils ont faite, comme le disait un de nos camarades de l'*Homme libre*, c'est celle des réalités élémentaires, celle de la nécessité criante pour un homme de manger à sa faim, de vivre libre, d'appartenir à ses groupes naturels : famille, métier, cité.

Dans la politique de demain, les hommes de cette expérience iront tout naturellement aux partis qui leur proposeront d'assurer à tous, par des moyens simples et vigoureux, le pain, la liberté, la joie dans la justice.

⁂

Mais les prisonniers ne sont pas seulement les hommes de l'expérience, ils sont aussi les hommes de la réflexion. Dans les camps, si diverse qu'ait été la condition prisonnière, chacun a pris une conscience plus aiguë de la véritable nature de la France, chacun a nourri un amour plus essentiel de la Patrie. Les prisonniers, en rentrant, voudront être des rebâtisseurs de la nation.

La qualité de cette réflexion et la qualité de cette volonté ont été comprises très tôt par les dirigeants de Vichy, qui suscitèrent et aidèrent dans tous les camps la naissance et le rayonnement de ce qu'on appelait « les cercles Pétain ». Des quelque sept cents rapports venus des camps et que j'ai dépouillés depuis deux mois, il ressort qu'à de très rares exceptions près, ces cercles ont toujours refusé d'examiner les questions de politique étrangère. Même dans l'année 1941, la politique extérieure du gouvernement, qu'ils connaissaient si mal pourtant, leur paraissait suspecte.

Ce qu'ils voulaient trouver, ce qu'ils cherchaient à trouver dans les brochures qu'on leur envoyait de France, dans les instructions que la délégation Scapini de Berlin leur portait, c'était une promesse de révolution dans la justice, une promesse de résurrection de l'ordre français et de la force française. Nous n'avons pas à nous étonner qu'ils se soient laissé séduire. En novembre 1942, d'ailleurs, le voile s'est dissipé pour eux, et les cercles Pétain sont morts brusquement, ou se sont éteints en quelques mois, à la façon d'une lampe que rien n'alimente plus.

Un de nos amis de la Résistance, qui se trouvait, il y a un an, par hasard, dans les salons du ministère de l'Information, où l'on accueillait une quarantaine de rapatriés (pour la plupart aspirants venus du célèbre camp de Kœnigsberg), entendit un attaché de cabinet confier à l'un de ses compères :

— Nous les avons pour trois mois ; profitons-en.

Si Vichy a fait illusion pendant plus d'un an à quelque deux ou trois cent mille prisonniers, et pendant deux ou trois ans à un assez grand nombre, il est rare que cette illusion ait résisté plus de trois mois dans l'esprit d'un rapatrié. J'en connais beaucoup qui ne pardonneront jamais au régime défunt d'avoir, alors qu'ils souffraient derrière les barbelés, abusé ainsi de leur ignorance. Beaucoup de prisonniers sont des hommes qu'on a trompés dans ce qu'ils avaient de plus cher et de plus élevé : leur désir de servir. Leur rancœur pourra être un levier puissant pour ceux qui sauront l'utiliser.

Suite page 2

Lafont avait toute la confiance des Allemands

Les commissaires Clot et Levitre et leurs collaborateurs, de la police judiciaire, ont procédé, hier dimanche, dans leurs bureaux du quai de Gesvres, à l'inventaire des nombreuses pièces et des objets divers qui ont été saisis dans les locaux occupés par la gestapo française, rue Lauriston, avenue d'Iéna, place des Etats-Unis et boulevard de la Seine, à Neuilly, ainsi que chez la princesse Tchernicheff, à Rueil-Malmaison. L'audition de Lafont et de Bonny sera reprise aujourd'hui lundi par les deux commissaires.

En attendant, le commissaire Levitre a pu établir deux faits qui démontrent bien l'influence que Lafont avait pu réussir à acquérir auprès des Allemands.

En juin 1943, ayant appris par un coup de téléphone que quatre de ses acolytes : Sartore, Genet, dit Cajac, André Jolivot et Louis Largeron, avaient été surpris par les gendarmes au moment où ils cambriolaient le bureau des cartes de rationnement de la mairie d'Auxerre, Chamberlin, dit Lafont, se rendit aussitôt en automobile dans cette ville et, intervenant auprès des services allemands, fit libérer sur-le-champ Genet et Sartore.

Quant à Jolivot et à Largeron, le premier avait été tué et le deuxième blessé par les gendarmes qui les avaient pris en flagrant délit.

Un autre exploit de Lafont non moins significatif.

Ses relations dans certains milieux lui ayant permis de faire évader des détenus de Fresnes, dont l'ex-policier Maillebuau, et ces évasions l'ayant rendu alors quelque peu suspect aux yeux des Allemands, il s'employa à donner à ceux-ci une preuve tangible de son dévouement. Les services allemands de Bordeaux cherchant à mettre la main sur le chef d'un service secret combattant, Lafont se fit fort de le leur livrer. En effet, parti de Bordeaux en auto avec deux de ses acolytes, il se rendit à Toulouse et accomplit sa mission gagnant ainsi la confiance dont il avait besoin.

Trente-deux arrestations

Nous signalerons, en terminant, que la section spéciale de la police judiciaire chargée de cette délicate enquête, a procédé, jusqu'à hier soir, à 32 arrestations. 8 complices de la Gestapo française ont donc rejoint ces deux derniers jours, le dépôt. Parmi ces nouvelles recrues, on cite deux individus qui furent des auxiliaires de la police, Dubreuil, déjà nommé hier et le nommé Spas, arrêté par un autre service, que la section spéciale, mais qui sera ensuite, lui aussi, mis à la disposition de cette dernière.

LE DIMANCHE SPORTIF

Une phase du Championnat de France de demi-fond au Parc : Lemoine tente de combler son retard et passe Minardi qui gagnera (Photo Parisien Libéré.)

M. Churchill va conférer avec M. Roosevelt

LA RENCONTRE AURA LIEU A QUEBEC

Québec, 10 septembre. — M. Churchill vient d'arriver à Québec où il doit conférer avec M. Roosevelt. D'après certaines informations les deux hommes d'Etat examineront les quatre points suivants :

1° L'occupation de l'Allemagne par la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ;

2° Problème de la frontière polonaise et sort des minorités et des petites nations en général ;

3° Rôle de la France qui affirme son droit à se joindre aux grandes puissances dans les décisions qui concerneront l'Europe ;

4° Concentration des forces alliées contre le Japon, après la défaite de l'Allemagne, et mesures à prendre pour le contrôle futur du Japon.

Le maréchal Staline ne participera pas à la conférence de Québec, puisque l'U. R. S. S. n'est pas en guerre avec le Japon, mais nous seront tenus au courant des conversations de MM. Churchill et Roosevelt. (A. F. P.)

AVIS IMPORTANT

Les personnes civiles ou les militaires de tous grades, détenteurs de documents de toutes sortes concernant les positions Siegfried et Maginot, sont instamment priées de les remettre d'extrême urgence au IIe bureau de l'état-major du colonel Duché, commandant le département de la Seine et la place de Paris. Ces documents sont nécessaires aux armées alliées qui, dans leur rapide avance victorieuse, vont aborder à bref délai les positions précitées.

NOTULE

Nous avons été heureux de voir apparaître, dans la dénomination des ministères, les mots de Sécurité Sociale. Le quatrième « Cahier » de l'O. C. M. était en partie consacré à démontrer la création d'un tel département d'Etat. On avait alors usé du nom de « Vie Sociale ». A la suite de confrontations avec des représentants du Comité national d'experts et de la C. G. T., il était apparu que le titre de « Sécurité Sociale », emprunté à Beveridge, serait meilleur par la signification internationale qu'il avait prise. De même, on avait alors estimé que la Sécurité Sociale devait être jumelée avec le Travail.

Ce qui importe plus que le nom, c'est le groupement de services qu'on fera. Les assurances sociales et les allocations familiales sont déjà sous la dépendance du ministère du Travail ; il faut réunir sous une même direction les allocations familiales et les autres problèmes familiaux. Il faut placer à la Sécurité Sociale la coordination des services sociaux, le contrôle du Secours Social (ex-Secours National) et des institutions privées d'entraide, l'aspect social des problèmes d'urbanisme et de logement, et sans doute, aussi, les assurances diverses dont les compagnies ne sont, espérons-le, pas appelées à garder leur structure capitaliste.

Enfin, ce qui importe plus que tout, c'est l'esprit qui animera les services de la Sécurité Sociale. Pour cela, nous avons toute confiance en M. Alexandre Parodi.

TOUS LES SPECTACLES SONT INTERDITS JUSQU'A NOUVEL ORDRE

La préfecture de police rappelle que tous les spectacles sont interdits jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure s'applique à tous les établissements, sauf aux cinémas autorisés à passer les actualités.

La résistance alsacienne

ON CHANGERAIT PLUTOT LE CŒUR DE PLACE...

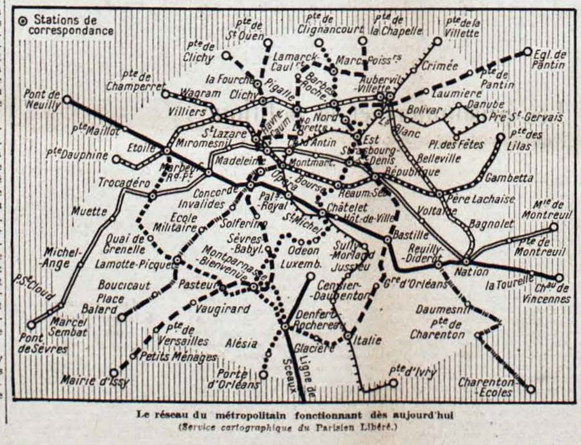
III. - Le silence de Vichy

Les listes s'allongent, en Alsace, des déportés et des condamnés à mort. Cela forme une éphéméride atroce, où des noms se bousculent, au-dessous desquels on ne prend même plus la peine de mentionner la qualité du « délit ». Des échos en parviennent chaque jour dans les centres où la population alsacienne demeurée en France s'est agglomérée : à Périgueux, où sont installés des services d'Alsace et de Lorraine sans usage ; à Marseille, à Lyon, à Clermont-Ferrand, siège des débris de l'Université de Strasbourg, centre intellectuel de la Résistance alsacienne en zone sud, qui verra en 1943 l'arrestation massive des professeurs Kiermann, Yvon, Chaboty, Licinnovitz, Forster, Unbegaun, Kayer, Feremonkhoff, et l'assassinat, le 25 novembre de la même année, du professeur de théologie protestante Eppel et du professeur d'épigraphie grecque Collomb.

Vichy n'ignore rien de la situation dans les territoires annexés. Mais Vichy se tait. Sa clémence a permis aux Alsaciens, « même juifs », possédant une propriété dans la capitale provisoire, de ne pas être chassés avant 1942 au profit des ministères florissants. Il lui pa[illegible]it, ainsi, que sa générosité a dépassé les bornes du possible. Il y a eu aussi le message du maréchal du 10 octobre 1940 : « A nos populations d'Alsace et de Lorraine contraintes brusquement (!) de quitter leurs villes et leurs villages, j'adresse l'expression de notre affectueuse, de notre profonde sympathie. »

L'effort a été trop grand. Vichy arrête là sa croisade. Jamais plus le bureau de l'hôtel du Parc n'entendra prononcer le nom de l'Alsace.

Suite page 2



Le réseau du métropolitain fonctionnant dès aujourd'hui (Service cartographique du Parisien Libéré.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE PARLERA DEMAIN AU PALAIS DE CHAILLOT

Devant les membres du gouvernement et du C. N. R., devant les représentants des groupements de Résistance et de nombreuses personnalités, le général de Gaulle prononcera demain mardi à 16 heures un important discours radiodiffusé, au cours d'une cérémonie organisée au Palais de Chaillot par le C. N. R. Le courant électrique rétabli à ce moment et des haut-parleurs permettront aux Parisiens d'entendre le discours.

Un nouvel avion britannique de combat, le « Seafire 3 » ou « mante religieuse »

Les Anglais ont fait une invention qui permettra d'accroître considérablement la puissance de leur marine. Désormais, en effet, les « spitfires » ou « seafires », équipés spécialement pour atterrir sur les porte-avions, pourront replier leurs ailes et donc se masser en plus grand nombre sur le pont. Les ailes sont articulées en deux endroits. La partie qui touche le fuselage est fixe ; le second tronçon est dressé verticalement, et le troisième, soit l'extrémité de l'aile, se replie vers l'extérieur.

Lorsque ses ailes sont repliées, le « seafire » présente l'aspect de cet insecte combattif qu'est la « mante religieuse », d'où le surnom du nouvel avion.

Lafont avait toute la confiance des Allemands

Les commissaires Clot et Levitre et leurs collaborateurs, de la police judiciaire, ont procédé, hier dimanche, dans leurs bureaux du quai de Gesvres, à l'inventaire des nombreuses pièces et des objets divers qui ont été saisis dans les locaux occupés par la gestapo française, rue Lauriston, avenue d'Iéna, place des Etats-Unis et boulevard de la Seine, à Neuilly, ainsi que chez la princesse Tchernicheff, à Rueil-Malmaison. L'audition de Lafont et de Bonny sera reprise aujourd'hui lundi par les deux commissaires.

En attendant, le commissaire Levitre a pu établir deux faits qui démontrent bien l'influence que Lafont avait pu réussir à acquérir auprès des Allemands.

En juin 1943, ayant appris par un coup de téléphone que quatre de ses acolytes : Sartore, Genet, dit Cajac, André Jolivot et Louis Largeron, avaient été surpris par les gendarmes au moment où ils cambriolaient le bureau des cartes de rationnement de la mairie d'Auxerre, Chamberlin, dit Lafont, se rendit aussitôt en automobile dans cette ville et, intervenant auprès des services allemands, fit libérer sur-le-champ Genet et Sartore.

Quant à Jolivot et à Largeron, le premier avait été tué et le deuxième blessé par les gendarmes qui les avaient pris en flagrant délit.

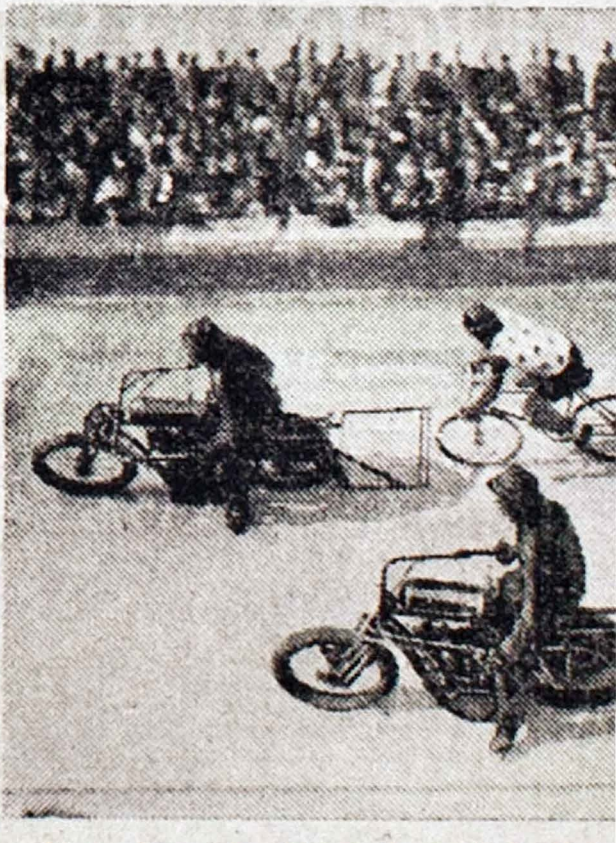
Un autre exploit de Lafont non moins significatif.

Ses relations dans certains milieux lui ayant permis de faire évader des détenus de Fresnes, dont l'ex-policier Maillebuau, et ces évasions l'ayant rendu alors quelque peu suspect aux yeux des Allemands, il s'employa à donner à ceux-ci une preuve tangible de son dévouement. Les services allemands de Bordeaux cherchant à mettre la main sur le chef d'un service secret combattant, Lafont se fit fort de le leur livrer. En effet, parti de Bordeaux en auto avec deux de ses acolytes, il se rendit à Toulouse et accomplit sa mission gagnant ainsi la confiance dont il avait besoin.

Trente-deux arrestations

Nous signalerons, en terminant, que la section spéciale de la police judiciaire chargée de cette délicate enquête, a procédé, jusqu'à hier soir, à 32 arrestations. 8 complices de la Gestapo française ont donc rejoint ces deux derniers jours, le dépôt. Parmi ces nouvelles recrues, on cite deux individus qui furent des auxiliaires de la police, Dubreuil, déjà nommé hier et le nommé Spas, arrêté par un autre service, que la section spéciale, mais qui sera ensuite, lui aussi, mis à la disposition de cette dernière.

LE DIMANCHE



Une phase du Championnat de Fra
Lemoine tente de combler son retard

M. Churchill v
avec M. Ro

LA RENCONTRE AURA

Québec, 10 septembre. — M. Chur

DIRECTEUR POLITIQUE :
LÉON BLUM
déporté en Allemagne

LE POPULAIRE DE PARIS

DERNIÈRE ÉDITION

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

LE NUMÉRO : 2 francs

LUNDI 11 Septembre 1944

RÉDACTION, ADMINISTRATION
6, boul. Poissonnière, PARIS (IX°)
Téléphone : PROvence 15-01

23° ANNEE. — Numéro 6.392

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Les Socialistes de la Seine au sortir de la clandestinité

Renouvelé dans ses hommes nouveau par ses méthodes le Parti Socialiste reste lui-même par sa doctrine que les faits confirment

a déclaré hier Daniel MAYER, secrétaire général du Parti

DANIEL MAYER

DANS UNE TACHE RÉVOLUTIONNAIRE, le Gouvernement aura l'appui du socialisme

« La France doit prendre la tête d'un Front populaire des nations »

« La souveraineté d'une Société des Nations rénovée devra s'imposer à toutes les souverainetés nationales »

Tanguy-Prigent affirme la volonté du Parti Socialiste de voir réaliser les grandes réformes de structure

Un congrès d'information ? Non. Un acte de foi. La Fédération socialiste de la Seine nous a donné, hier, à l'échelle départementale, une image réconfortante de ce qu'est le Parti socialiste maintenu, réorganisé, purifié, rénové. Une assemblée nombreuse de militants sérieux et enthousiastes, porte-parole de sections vivantes, animatrices de la résistance. Une réunion d'hommes unis par l'amitié, mûris dans la lutte, ayant acquis dans la bataille un sens nouveau de l'action politique et révolutionnaire et résolus à assurer au Socialisme la première place dans la cité — dans toutes les cités, dans le pays.

Les débats se sont déroulés dans une atmosphère où la gravité se mêlait à l'allégresse. Gravité parce que la période actuelle exige des mesures étudiées, réfléchies, réclame des initiatives qui engagent l'avenir. Allégresse, parce que la joie de se retrouver dans la liberté reconquise sur l'ennemi, les armes à la main, s'exprimait dans les paroles prononcées à la tribune, dans les poignées de main échangées, dans les regards...

Des « vieux »... Des nouveaux... Tous des combattants d'hier, ayant tenu bon sous l'occupation, sous la dictature, ayant nargué la police de Vichy, la Gestapo, la Milice, ayant risqué leur vie et leur liberté pour que le pays vive libre. Des combattants sortant de l'ombre humide des caves de la clandestinité pour se rassembler à la grande lumière, après avoir réintégré leur état civil.

Des anciens, des jeunes, oui... Mais combien d'absents, assassinés par la Milice, fusillés par la Gestapo, emprisonnés, déportés, auxquels Edouard Depreux, Gérard Jaquet, Navier, Valjean, Robert Verdier, Daniel Mayer ont tous rendu un hommage qui a fait communier l'assemblée dans une émotion chargée de reconnaissance, de souvenirs, de ferveur. Ces victimes, ces absents, tous les orateurs les ont symbolisés en la personne de Léon Blum, dont le nom a été acclamé par le congrès, de Léon Blum plébiscité par les socialistes de la Seine — de même qu'il le sera demain par les socialistes de toute la France — comme chef du socialisme français et international, de Léon Blum, personnification de la défense patriotique et républicaine.

Mais cette magnifique assemblée a été autre chose que la démonstration de la vitalité et de la force renouvelée, accrue, du socialisme dans la région parisienne, où il reprend sa place et son rôle historique. Elle a été aussi, avec le discours du secrétaire général du Parti, Daniel Mayer, l'affirmation d'une politique franche, sans équivoque, reliant le présent au passé et constituant une véritable projection sur l'avenir. L'élément de base de cette politique a été nettement indiqué par Daniel Mayer. « Pour nous, la République, le Socialisme, la Patrie ne font qu'un ». Oui, le Socialisme a cette noble prétention, cette haute ambition, de représenter activement la défense des intérêts supérieurs du pays et de la démocratie. Le Parti socialiste a toujours manifesté, dans la réalité politique et économique quotidienne, son souci national et sa compréhension des exigences internationales. La nation française ne doit pas, ne peut pas, s'opposer aux autres nations. Elle doit prendre la tête du mouvement — et le Socialisme l'y poussera — qui entraînera le monde vers des règles d'harmonie universelle. De même, elle doit — et là aussi le socialisme l'y poussera — donner l'exemple du progrès civique et de l'affranchissement social en secouant — encore un combat ! — la tutelle des grandes puissances économiques et financières dont l'objet est d'assujettir l'Etat, et en donnant au travail la première place dans la société.

C'est cela que signifie le discours de Daniel Mayer. C'est cela, et l'ovation qui a salué ce discours en témoigne, que veulent les socialistes français. Ils disposent pour traduire leur volonté dans les faits d'un parti rajeuni, épuré, puissant, qui constitue une force politique neuve. Cette force, ils la mettent au service de la classe ouvrière, du pays, de la République.

Marcel BIDOUX.

Le discours du secrétaire général du Parti Socialiste

Daniel Mayer monte à la tribune. Il y est accueilli par de vifs applaudissements.

Il va faire aux délégués un tableau général de la situation : évoquer les événements qui ont bouleversé le monde ces dernières années et envisager l'avenir.

C'est en socialiste qu'il va examiner les faits et les situations. Son exposé sera donc aligné sur une pensée continue dont les délégués suivront aisément le développement.

Avant toute chose, il dit les mots qu'il faut pour saluer ceux qui, partout en France, ont accompli une besogne socialiste et française. Il évoque avec une émotion communicative ces militants de la base, ces agents de liaison, ces jeunes, ces filles, ces garçons qui se sont dé-

TANGUY-PRIGENT
ministre de l'agriculture

voués sans compter et qui ont payé — quel prix ! Tous ceux qui manquent, il les réunit symboliquement en nommant Léon Blum, notre seul chef.

Quelle est la tâche qui se présente à nous maintenant ? Le secrétaire général la dessine dans une courte formule : agir pour la construction du socialisme en France et des Etats-Unis socialistes du monde.

Le nouveau Parti

En face de cette tâche : *le Parti socialiste*.

Daniel Mayer montre en quoi il n'est plus le parti ancien. Aux applaudissements des délégués il signale l'épuration intérieure qui a été opérée :

— Sur les 169 parlementaires qui adhéraient au Parti en 1939, 54 seulement ont été conservés. Parmi ceux-ci, 8 sont déportés. Mais partout dans les masses, les militants de la base ont été fidèles au Parti.

Il continue :

— Le Parti nouveau n'admettra plus les tendances organisées, les journaux de sectes (*Vifs appl.*). La démocratie n'en régnera pas moins, et si des camarades se concertent pour faire prévaloir leur point de vue, c'est le Secrétariat du Parti qui, impartialement, distribuera partout, leurs textes et leurs propositions. Mais, dès le Congrès fini, la discipline absolue sera exigée de tous (*Vifs appl.*).

« Par la doctrine, le Parti est le parti ancien. Et ce n'est pas au moment où nos idées, nos solutions se trouvent justifiées par les faits, que nous les abandonnerons. »

Daniel Mayer choisit deux exemples : les solutions proposées pour résoudre la crise de surproduction et les problèmes internationaux pour lesquels l'histoire de ces dernières années a montré la valeur et l'opportunité de la position que les socialistes ont toujours adoptée à l'égard des problèmes internationaux.

Donc, Parti nouveau, doctrine ancienne.

— Et voici, continua-t-il, quelques nouvelles de la province. Les premières, brèves mais suggestives : Toulouse, Roubaix, Marseille, Tours, Le Mans, Morlaix ont des maires socialistes. (*Applaudissements.*)

Au Gouvernement

L'orateur montre l'action de Le Troquer au gouvernement où il a forgé une armée nouvelle en l'épurant des éléments vichyssois; il montre aussi celle de Philip et de Tixier. Deux autres militants viennent d'être désignés par le Parti, pour des tâches ministérielles : Augustin Laurent et Tanguy-Prigent. Daniel Mayer leur rend hommage ainsi qu'à Viénot disparu trop tôt pour la tâche qu'il avait encore à accomplir.

— Le Parti, dit-il, et on le lui a reproché, n'a pas constitué de mouvement de résistance autonome. C'est qu'il pensait que les Français se battaient d'abord en tant que Français et que la résistance nationale ne pouvait pas être l'œuvre ou l'apanage exclusif d'un parti. Mais notre Parti a donné sans compter ses hommes aux divers mouvements qui luttaient pour la libération.

(SUITE EN PAGE 2)

Un aspect de la salle pendant la conférence.

(Photos Populaire)

CET APRES-MIDI

LE CONSEIL DES MINISTRES examinerait la politique économique et financière

M. LOUIS MARIN serait également nommé ministre d'Etat à son retour de Londres

M. HENRI BONNET AMBASSADEUR A MOSCOU ?

Le remaniement ministériel, bien que prévu, n'était pas attendu samedi soir.

On a noté avec sympathie le nombre important de ministres choisis dans les rangs de la résistance active.

Le gouvernement reste d'ailleurs encore incomplet. De hautes personnalités doivent en effet être prochainement appelées à lui apporter leur concours. On cite notamment le nom de M. Louis Marin qui deviendrait ministre d'Etat à son retour de Londres.

Le nouveau cabinet doit se réunir cet après-midi en Conseil des ministres. Les questions financières et la doctrine économique qui doit orienter sa politique seront vraisemblablement examinées. Il importe, en effet, que l'imprécision qui règne à ce sujet cesse au plus tôt. Il faut en venir enfin au programme comme le demandait ici même Daniel Mayer.

D'autre part, le général de Gaulle entretiendra sans doute le Conseil du discours qu'il prononcera demain au Palais de Chaillot.

LETTRE DE MARSEILLE

Comment la Canebière a fêté ses libérateurs

Marseille, ... septembre. — Une des scènes les plus enthousiastes de la libération s'est déroulée sur les terrains du Vieux-Port et sur la Canebière, où le peuple de Marseille a accueilli les troupes du maquis et les détachements du général Delattre de Tassigny.

La foule était massée sur les trottoirs, accumulée sur les balcons, suspendue aux restes des verrières, aux candélabres, à tout ce qui pouvait offrir le moindre point d'appui.

Et ceux qui connaissent Marseille peuvent imaginer les vivats délirants par lequels ont été fêtés les troupes, les drapeaux du maquis avec leurs formules reprises de la Révolution : « Vivre libres ou périr », « La Patrie est en danger », « Vaincre ou mourir », et les hommes qui représentaient le pouvoir nouveau de la République retrouvée : MM. d'Astier, Veyrenc, préfet des Bouches-du-Rhône, et notre ami Gaston Deffert, qui, après avoir organisé la résistance, est maintenant maire de Marseille.

Après les heures que nous avons vécues à Paris, en vérité, nous n'avons pas grand mal à nous représenter cette explosion de joie !

La réouverture du marché aux puces

Le marché aux puces vient de rouvrir ses portes... Façon de parler, la caractéristique de ce marché étant justement de ne pas en avoir puisqu'il se tient en plein vent à la porte de Saint-Ouen.

Pour ce qui est du vent, il y avait du vent ! Mais pour ce qui est du marché proprement dit, la vérité nous oblige à dire qu'il n'y en avait guère.

En ce qui concerne les puces vous me permettrez d'être discret...

Enfin, si timide soit-elle, la réouverture de ce marché pittoresque reste un événement très parisien.

En me rendant vers cette célèbre avenue Michelet, il me semblait revivre une de ces claires matinées pacifiques que nous avions pris l'habitude de passer avec quelques amis très chers à la recherche d'un livre rare ou d'un bibelot précieux miraculeusement égarés au milieu des ustensiles les plus hétéroclites.

Nos recherches étaient souvent décevantes, mais parfois heureuses, en tout cas, toujours joyeuses et parfumées du bon relent des frites et des moules dont, ensuite, on se régalait sur les tables de bois dru où se succédaient de généreux « kils » de rouge !

Aujourd'hui, les amis chers sont éparpillés au quatre coins du monde en folie, la maison aux frites a été démolie comme la plupart des petites baraques et il n'y a plus de livres rares ou d'objets précieux.

Cependant, malgré tout, ce vieux coin des traditions populaires parisiennes garde son pittoresque. Il fait bon s'y retrouver. On y reconnait — et comment ne la reconnaîtrait-on pas ? — l'invraisemblable silhouette de cette habituée qui, visiblement, ne s'est jamais habillée ailleurs et qui cherche toujours, avec une obstination de fourmi, quelque colifichet brillant ou quelque bout de dentelle à ajouter à son costume digne de « l'Opéra de 4 sous ».

Certes, le grand négoce actuel c'est surtout les vélos, entiers ou en pièces détachées. Tous les bricoleurs de la capitale viennent fouiller, tourner et retourner ces amas de pédales, guidons, cadres et chaines, rouillés, bosselés, tordus, dont leur ingéniosité fera bientôt des bicyclettes... « presque toutes neuves ». L'actualité qui ne perd jamais ses droits a fait sortir de vieux stocks des courroies de cuir, des étuis à revolver et des sacoches. Le peuple en armes trouve là, à bon compte, un complément indispensable à son équipement.

Et voici enfin une silhouette nouvelle. Au carrefour, un soldat de la « Military Police » monte la garde. Les gosses dépenaillés du quartier l'entourent et s'essaient à entrer en conversation avec lui. Curiosité... Sympathie...

Resquille de quelques cigarettes aussi...

Texte et dessins de R. FUZIER.

Malinovsky poursuit sa marche vers la Hongrie

Les Russes nettoient la Bulgarie des Allemands qui s'y incrustent

Sur le front russe, la situation s'est peu modifiée dans la journée d'hier ; elle reste caractérisée par l'avance foudroyante des Russes en Transylvanie, avance qui les met aux portes de la Hongrie, par l'interception des voies de communication en Yougoslavie, qui coupe la retraite aux Allemands stationnés dans les Balkans et en Grèce, enfin par la marche des colonnes russes en Bulgarie en direction de la mer Egée.

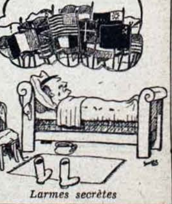
Dans le secteur de Prusse orientale, il n'y a eu qu'une activité de patrouilles qui, pénétrant en territoire allemand et ramenant de nombreux prisonniers, renseignent le commandement sur la disposition et la force des défenses allemandes. Des forces considérables sont massées par les Russes.

Dans la partie nord-est de la Roumanie, les Russes ont libéré plus de cent localités et se sont emparés de la ville de Tergul.

En Transylvanie, l'armée du général Malinovsky, poursuivant son avance, a occupé la ville de Julia-Alba et un grand nombre d'autres localités.

En Yougoslavie, les troupes du maréchal Tito ayant intercepté la voie ferrée Nich-Skoplje, les troupes allemandes évacuant la Grèce doivent emprunter la route de montagne du Monténégro où elles sont harcelées par les partisans.

En Bulgarie, les hostilités ont cessé entre Soviétiques et Bulgares. Cependant les Russes, qui ont pris l'important port de Bourgas sur la mer Noire, continuent d'avancer en direction de la mer Egée.



Larmes secrètes

M. DIETHELM S'INCLINE SUR LA TOMBE DE GEORGES MANDEL

M. Diethelm, ministre de la Guerre, s'est rendu ce matin à Versailles avec les chefs de son cabinet militaire et civil. Il était accompagné de plusieurs anciens collaborateurs de M. Georges Mandel, ancien ministre, assassiné par la Milice au mois de juin dernier, notamment de MM. Besselère, Jean Giraud et Surcouf.

Au cimetière, où repose dans un caveau provisoire le corps de M. Mandel, une couronne de fleurs fut déposée par un officier de la suite de M. Diethelm, tandis que l'assistance observait une minute de silence.

M. Emmanuel d'Astier décline l'offre qui lui est faite de l'ambassade à Washington

Des bruits ont circulé à la fin de la semaine selon lesquels M. d'Astier de la Vigerie, ancien commissaire à l'Intérieur du Gouvernement provisoire, se rendrait prochainement à Washington en qualité d'ambassadeur de France auprès du Gouvernement des Etats-Unis.

M. Emmanuel d'Astier, que nous avons pu joindre en fin de soirée, nous a déclaré qu'il avait été effectivement pressenti pour ce poste mais qu'il avait cru devoir décliner l'offre qui lui était faite.

LES ALLIÉS VONT S'ATTAQUER à la ligne Siegfried

LES AMÉRICAINS AVANCENT SUR LE FRONT DE LA MEUSE

Les F. F. I. libèrent les Charentes

Le commandement allié restant discret sur les opérations et ne mentionnant qu'un petit nombre de points géographiques, on doit inférer que le général Eisenhower poursuit le rassemblement des forces qui vont attaquer la ligne Siegfried.

Dans la journée d'hier, le nettoyage de la côte a progressé dans la région de Bergues, au sud-est de Dunkerque, dans celle de Bruges et au nord d'Anvers. Les Canadiens ont occupé Zeebrugge sans résistance.

Sur le canal Albert, l'établissement des têtes de pont rencontre toujours une vive résistance. Les forces allemandes réorganisées et composées de parachutistes, de S.S. et d'infanterie, se défendent, selon Reuter, avec une énergie farouche.

Au sud du canal, les Américains ont avancé jusqu'à Kermpt, à 7 km. à l'ouest de Hasselt. Ils ont occupé Saint-Trond et atteint Tongres, à 16 km. au nord-ouest de Liége, et ont progressé à l'est de la route Tirlemont-Huy. Au sud-est de Liége, après une avance de 24 km., ils ont pris Limbourg, à 20 km. de la frontière allemande et, selon Reuter, sont à 8 kilomètres d'Aix-la-Chapelle.

Plus au sud, les troupes qui ont traversé la forêt des Ardennes ont atteint Saint-Hubert et, à l'est de Montmédy, Ecouviez. Puis elles sont entrées à Neufchâteau.

La rive gauche de la Moselle a été nettoyée des forces ennemies, à 10 km. au nord de Nancy dans la région de Pompey.

Sur la rive droite, une bataille violente serait en cours. Hitler opposant à l'avance américaine des unités nazies qui luttent pied à pied.

Cependant, d'après une dépêche de Londres, le commandement allemand, qui considère l'attaque de la ligne Siegfried comme imminente, ne disposerait pour la défendre que d'une quarantaine de divisions, d'ailleurs fatiguées et mal pourvues de matériel. Mais la ligne Siegfried comprenant 22.000 ouvrages entre Bâle et Clèves n'en constituera pas moins un obstacle sérieux.

Ces troupes ont un nouveau commandant en chef, von Model, un vétéran du front de l'est. C'est le troisième depuis trois mois.

En haute Bourgogne, en dépit d'une forte résistance ennemie, la 7e armée américaine a réalisé de nouvelles avances en direction nord vers Dijon et à l'est en remontant la vallée du Doubs. Elle a occupé Baume-les-Dames, Clerval et Dôle.

Les forces françaises ont occupé Saint-Hippolyte et Pont-de-Roide, à 17 km. au sud de Montbéliard. A l'ouest de la Saône elles marchent à la rencontre des forces allemandes venues du sud-ouest de la France et qui ont traversé la Loire entre Cosne et Nevers. Autun est libérée.

Le général Kœnig annonce que la libération des Charentes se poursuit et que les F.F.I. ont pris Saumur.

En dehors des garnisons des ports de la Manche et de Brest, il ne resterait en France, à l'arrière du front, que quelques dizaines de milliers d'Allemands, principalement dans les Landes et au sud de la Loire, dans le quadrilatère Tours, Châtellerault, Bourges, Orléans. D'autres sont dans la région de Clamecy, en marche vers Langres et Belfort.

JEROME (de l'Académie) et JEAN...

Notre confrère « Le Figaro » s'est fait remarquer par sa haute tenue. L'éditorial de son premier numéro était un article de François Mauriac, dont tout le monde a admiré l'élévation de pensée.

La surprise n'en a été que plus grande de voir paraître à la même place, dans le numéro suivant, la double signature de MM. Jérôme (de l'Académie) et Jean Tharaud.

Personne n'a oublié les campagnes et les livres antisémites de ces messieurs, à une époque où l'antisémitisme était le véhicule du microbe nazi.

Nous ne pensons pas que « Le Figaro » fasse appel à des hommes dont la pensée était aussi basse, uniquement pour accuser, par contraste, la valeur de son premier collaborateur.

On nous affirme que MM. Jérôme (de l'Académie) et Jean Tharaud sont des résistants de la première heure.

C'est possible ; nous avons déjà vu tant de choses étonnantes ! Mais nous pensons que leur apparition dans la presse libre demande une explication publique.

Par quels ACTES ces messieurs ont-ils prouvé leurs sentiments de résistance ? Ils ont beaucoup à faire oublier ; il faut qu'ils puissent beaucoup établir pour le faire oublier.

DERNIERE MINUTE

La ligne Maginot et la ligne Siegfried seraient tournées

Londres, 10 septembre.— L'agence Reuter annonce que les Américains sont entrés dans la capitale du Grand-Duché du Luxembourg. Cette nouvelle n'est pas encore confirmée.

La ligne Maginot et une partie de la ligne Siegfried seraient pratiquement tournées.

L'AFFAIRE de la Gestapo française

Nouvelles révélations sur l'incroyable activité de Lafont dit « Chamberlin »

Sans désemparer, les commissaires Clot et Levitre et leurs collaborateurs poursuivent leur enquête sur l'affaire de la Gestapo française. Une fois de plus, ils ont interrogé Chamberlin, dit Lafont. Ces interrogatoires ont permis de se rendre compte de la puissance de son influence en même temps que de son incroyable astuce.

En juin 1943, il avait appris par un coup de téléphone que quatre de ses subordonnés : Sartore, Jenet, dit Cajax, André Jolivot et Louis Largeron, avaient été surpris cambriolant le dépôt des cartes d'alimentation de la mairie d'Auxerre. Il se rendit aussitôt dans cette ville et parvint à faire relâcher Jenet et Sartore ; quant à Jolivot, il avait été tué et Largeron blessé par les gendarmes qui les avaient surpris en plein travail. L'auto qui avait servi aux quatre cambrioleurs lui a été rendue.

Une autre preuve de sa puissance a été démontrée par le récit qu'il a fait d'une intervention à la prison de Fresnes.

Lors de son internement au camp de Capoy, Lafont s'était lié avec des officiers et sous-officiers allemands : avec leur complicité, il avait réussi à faire délivrer 15 détenus de la prison de Fresnes.

Cependant, les services allemands commençaient à s'inquiéter de son activité et on avait résolu de l'arrêter. Lafont ayant eu vent de l'affaire, se réfugia à Bordeaux et alla rendre visite au chef du service secret allemand. Au cours de la conversation, celui-ci lui apprit que le chef du service belge à Toulouse, nommé Lambrecht, les gênait beaucoup dans leur travail. Lafont déclara alors au chef allemand qu'il l'en débarrasserait ; effectivement, le lendemain, avec des complices, il réussit, en auto, à franchir la ligne de démarcation et s'enquit de l'adresse de Lambrecht. Il surprit ce dernier dans son lit, le ficela et le ramena devant le chef du service allemand de Bordeaux. Depuis cette action, le chef allemand ne pouvait plus rien refuser à Lafont.

Les services de la Police judiciaire ont annoncé qu'ils en étaient dimanche à leur quarantième arrestation.

Signalons, d'autre part, que le nommé Spas, auxiliaire de la Police dans cette affaire et qui jouait sur deux tableaux, a été arrêté par un service militaire.

Sorties de l'ombre voici les "réfractaires" de l'impôt métal

(Photo Populaire).

Triomphantes, elles s'étalent dans la vitrine de cette épicerie, rue Héricart, et elles la remplissent toute. M. Bougdanos, le propriétaire de cette encombrante fortune — six mille francs — nous accueille avec un large sourire : « Depuis quatre ans, je les cachais dans ma cave. Pas une ne m'échappait. On se disputait avec les clients ! » M. Bougdanos, Grec de naissance, est naturalisé Français et marié à une Lorraine. Il n'aimait pas Vichy, aussi n'a-t-il pas perdu un seul jour pour collectionner les précieuses pièces. « J'en ai pour 55 kilos de nickel et 10 kilos de bronze et d'argent, car j'ai gardé aussi des pièces de 10 et 20 francs. »

Et il nous fait part de son vif désir de voir infliger l'amende promise aux Français qui ont payé l'impôt-métal. « Depuis 1942, je n'ai payé aucun impôt. Je viens de tout régler la semaine dernière. »

M. Bougdanos nous confie qu'il n'a jamais eu de stock, car il est le seul commerçant de l'arrondissement qui n'ait pas fermé sa boutique en 1940. Des arrondissements voisins, on venait s'approvisionner chez lui. « J'avais un attelage de fortune et j'allais chercher le vin à Charenton, Ivry; j'étais toujours sur les routes. »

Voilà un bel exemple de patriotisme.

Et voici le moment venu, pour ne pas léser tous les Français qui ont fait comme lui, de réintégrer dans la circulation les pièces de nickel et de bronze.

NE CONFONDONS PAS AMIS ET ENNEMIS...

...et liquidons les ennemis !

Il ne manque pas, en France, de réfugiés allemands, chassés de leur foyer par l'arrivée de Hitler au pouvoir, et qui ont vécu l'occupation sous la terreur de la Gestapo.

Ne citons qu'un exemple, celui d'une femme dont le fils s'était engagé dans l'armée française en 1939. Malgré cela — ou à cause de cela ! — lui et ses parents ont été internés dès le coup d'Etat de Pétain.

Relâchés tous trois, le père, alors âgé de 63 ans, a été arrêté par la Gestapo en septembre 41 et déporté un an plus tard. Le fils a pris le maquis; sa mère n'en a aucune nouvelle.

Or, la carte d'identité de celle-ci porte : « de provenance allemande ». Ne pourrait-on ajouter : « réfugiée politique anti-nazi » ? Elle se sentirait plus en sûreté dans nos rues...

Et nous, public, sachons que de tels cas existent, et ne témoignons pas une hostilité systématique à tous ceux qui parlent avec un accent étranger: ce sont souvent des amis malheureux.

Par contre, il reste certainement encore à Paris un certain nombre de nazis qui prétendent y jouer encore la « 5e colonne ». Pour les éliminer, un de nos lecteurs suggère que la Préfecture de police fasse afficher un texte disant en substance :

« Tout ressortissant allemand doit, dans les vingt-quatre heures, se présenter au commissariat de son quartier ou à la mairie de sa résidence.

« Toute personne hébergeant un ressortissant allemand, tout concierge d'un immeuble où séjourne un ressortissant allemand doivent en faire la déclaration dans les mêmes conditions et dans le même délai.

« Tout contrevenant s'expose aux peines les plus graves. »

La suggestion nous paraît excellente : la voilà transmise à qui de droit.

"Écoutons donc ce que dit Paris" écrit le « Daily Herald »

Et le journal du "Labour Party" ajoute :

« LA RESTAURATION DE LA FRANCE A SON RANG DE GRANDE PUISSANCE EST UNE QUESTION DE SAGESSE ET DE NECESSITE. »

Londres, 10 septembre. — Dans son éditorial du 6 septembre, le *Daily Herald* rappelle que Napoléon, au retour de chacune de ses campagnes, tenait avant tout à se renseigner sur ce que disait Paris; lorsque les soldats ont joué leur rôle, pensait-il, celui des politiciens commence. C'est pour cette raison que le *Daily Herald* pose à son tour la question « Que dit Paris ? ». Et dans sa conclusion, il réclame la restauration de la France à son rang de grande puissance.

« Nous croyons, écrit-il, qu'une saine atmosphère de libres discussions et de controverses peut aider à l'établissement de bonnes relations entre les Français et nous-mêmes. Plus tôt le peuple britannique sera renseigné sur la présente configuration des partis en France, plus vite les relations seront rétablies entre la Trade Union et les mouvements du travail en Angleterre et les organisations similaires en France et plus tôt nous serons à même de reconnaître les chefs qui ont pris la tête du mouvement de la résistance, le mieux ce sera pour les relations franco-britanniques.

« Depuis 1940 la France a été exclue des grands conseils des Nations Unies. Mais ce qui était inévitable par suite de la défaite française ne l'est plus quand la France a, une fois de plus, pris rang parmi les vainqueurs.

« A tous égards, sa qualification pour prendre une part entière à la formation du monde nouveau, est indéniable. Elle a de vastes territoires; elle a montré un esprit inflexible; elle a une merveilleuse tradition sans laquelle le monde serait beaucoup plus pauvre. De plus, quoi qu'il arrive à l'avenir, les politiques de la France et de l'Angleterre doivent marcher ensemble. Nous ne voulons plus de ces sottes disputes qui nous ont divisés au cours des années d'entre les deux guerres. D'aucuns peuvent considérer la restauration de la France au statut de grande puissance comme une récompense pour la part qu'elle a prise à l'acte de la libération. Pour nous, c'est une question de sagesse et de nécessité.

« Ecoutons donc ce que dit Paris. Travaillons à réaliser l'idéal d'une communauté franco-britannique. Poursuivons au moins une politique positive en vue de bâtir sur le roc l'accord entre les deux pays. »

NOTRE OPINION

Marché noir et le reste

Il est bien certain que les périodes tourmentées engendrent un trafic en marge des lois et font apparaître dans la vie économique de la nation des catégories nouvelles de spéculateurs, de profiteurs, d'agioteurs de toute espèce qui la mettent en coupe réglée.

Et peut-il y avoir pour un pays période plus tourmentée que celle qui suit une défaite militaire, que celle où il est appauvri, vidé de sa substance par son vainqueur ?

La IVe République se doit de montrer que ses principes politiques sont inséparables d'une morale sociale dont l'objet est d'introduire entre les citoyens des rapports de probité.

C'est ainsi que l'on fait les bonnes sociétés.

Nous savons tout ce que l'on peut dire du marché noir. Ne nous l'a-t-on pas même présenté comme ayant permis aux populations de vivre tant bien que mal sous l'occupation ? De là à le justifier, il n'y avait qu'un pas... Mais ira-t-on aussi jusqu'à justifier les gains immoraux de ceux qui ont ainsi vécu sur la misère de la collectivité ?

Et ceux qui ont trafiqué avec l'occupant, edifiant en quelques mois une fortune qu'un honnête homme ne peut acquérir dans toute sa vie ?

Non, pas d'indulgence, ni pour les uns ni pour les autres.

Le marché noir n'a été en fait qu'une immense « combine », une vaste escroquerie montée par des débrouillards qui ont misé sur la faim des populations comme des joueurs sans scrupules pipent les dés et biseautent les cartes.

Il appartient aux pouvoirs publics de leur faire restituer un profit mal acquis. Et que l'on ne vienne pas nous dire que l'Etat est désarmé. S'il n'a pas d'armes, qu'il en forge.

Il n'est pas difficile, par exemple, de savoir d'où de récents châtelains tiennent leur récente et opulente propriété.

Pour commencer.

Et il est d'autres moyens...

P.

L'AFFAIRE de la Gestapo française

Nouvelles révélations sur l'incroyable activité de Lafont dit « Chamberlin »

Sans désemparer, les commissaires Clot et Levitre et leurs collaborateurs poursuivent leur enquête sur l'affaire de la Gestapo française. Une fois de plus, ils ont interrogé Chamberlin, dit Lafont. Ces interrogatoires ont permis de se rendre compte de la puissance de son influence en même temps que de son incroyable astuce.

En juin 1943, il avait appris par un coup de téléphone que quatre de ses subordonnés : Sartore, Jenet, dit Cajax, André Jolivot et Louis Largeron, avaient été surpris cambriolant le dépôt des cartes d'alimentation de la mairie d'Auxerre. Il se rendit aussitôt dans cette ville et parvint à faire relâcher Jenet et Sartore ; quant à Jolivot, il avait été tué et Largeron blessé par les gendarmes qui les avaient surpris en plein travail. L'auto qui avait servi aux quatre cambrioleurs lui a été rendue.

Une autre preuve de sa puissance a été démontrée par le récit qu'il a fait d'une intervention à la prison de Fresnes.

Lors de son internement au camp de Capoy, Lafont s'était lié avec des officiers et sous-officiers allemands : avec leur complicité, il avait réussi à faire délivrer 15 détenus de la prison de Fresnes.

Cependant, les services allemands commençaient à s'inquiéter de son activité et on avait résolu de l'arrêter. Lafont ayant eu vent de l'affaire, se réfugia à Bordeaux et alla rendre visite au chef du service secret allemand. Au cours de la conversation, celui-ci lui apprit que le chef du service belge à Toulouse, nommé Lambrecht, les gênait beaucoup dans leur travail. Lafont déclara alors au chef allemand qu'il l'en débarrasserait ; effectivement, le lendemain, avec des complices, il réussit, en auto, à franchir la ligne de démarcation et s'enquit de l'adresse de Lambrecht. Il surprit ce dernier dans son lit, le ficela et le ramena devant le chef du service allemand de Bordeaux. Depuis cette action, le chef allemand ne pouvait plus rien refuser à Lafont.

Les services de la Police judiciaire ont annoncé qu'ils en étaient dimanche à leur quarantième arrestation.

Signalons, d'autre part, que le nommé Spas, auxiliaire de la Police dans cette affaire et qui jouait ur deux tableaux, a été arrêté par un service militaire.

Édition de 5 heures du matin

PREMIERE ANNEE - N° 21

Le Parisien Libéré

MARDI 12 SEPT. 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (X°)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

« Oui, c'est cette volonté de vaincre, ce sont ces lucides jugements qui remplissent, en ce moment, l'esprit et le cœur de millions et de millions de Français et de Françaises dans leur misère et dans leur combat. Il en sortira une nation pure et dure ne prenant conseil que d'elle-même. »

Charles de GAULLE
Président du gouvernement provisoire de la République française
4 février 1943

Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par

O. C. M.
(Organisation Civile et Militaire)

et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor*.

Dans la tourmente la Française a été égale à elle-même

DURANT l'occupation, une « donzelle » au surplus vaguement moldo-valaque et présentement arrêtée, promue jadis directrice (par la grâce de qui ?), a fait représenter sur une scène importante de la capitale *la Parisienne* de Becque.

Prétexte, sans doute, à des robes somptueuses, mais surtout moyen d'amuser le vainqueur en avilissant les femmes de chez nous.

Qu'on nous entende bien, il ne s'agit pas de mettre en cause le talent de Becque et *la Parisienne*, qui est une pièce d'une fine et amère observation, encore que nous préférions *les Corbeaux*.

Il n'en reste pas moins que nos « hôtes » germaniques se réjouissaient au spectacle des roueries d'une gourgandine présentée comme le parfait modèle de la Française.

Au même moment, à quelques centaines de mètres de là, dans les chambres de tortures de la place Beauvau des mères de famille, des jeunes filles étaient martyrisées...

On célèbre à juste titre les « résistants » ; faisons une large part aussi aux « résistantes ».

Issues de tous les milieux, volontaires pour les postes les plus dangereux, elles ont su prouver au monde la pérennité d'une race qui a compté, parmi les siennes, une Jeanne d'Arc ou une Jeanne Hachette.

Aucun des hommes qui ont connu la clandestinité n'oubliera avec quel serrement de cœur il a confié souvent de si graves missions en de si frêles mains et, en même temps, avec quel beau regard confiant et pur, uniquement anxieux de bien comprendre, et légèrement moqueur lorsqu'on recommandait la prudence, les ultimes instructions étaient écoutées.

Que l'on mesure aussi l'angoisse des mères, des femmes, des filles, de ceux qu'une Gestapo et une Milice, également sans pitié, poursuivaient. Que de stratagèmes mis en œuvre, que de dévouement faisant une barrière entre l'oppresseur et le fugitif, et que de sueurs froides, lorsque dans le silence de la nuit se précisait la lancinante obsession des sombres pensées : « Où est-il ? le battent-ils ? souffre-t-il ?... »

Que de beaux cheveux ont blanchis, que de teints délicats garderont pour toujours leur pâleur, parce qu'un jour, au petit matin, sous la poussée du pied d'une brute impatiente, la porte a cédé, et que l'être aimé est parti, les menottes aux mains...

Mais l'hommage dû aux Femmes de France ne peut se limiter à celles qui ont eu l'honneur redoutable, mais aussi glorieux, de prendre une part active dans la lutte.

Il est des obstinations modestes, d'humbles et tenaces sacrifices qui méritent d'être portés à l'ordre de la Nation :

Paysannes attachées aux durs travaux des champs, épouses de prisonniers et de déportés, admirables comptables d'un chiche budget qui vous a permis de faire vivre avec dignité vos enfants, petites employées aux salaires de famine, qui avez toujours détourné le regard en cotoyant l'oppresseur...

Sans doute, on a pu s'indigner de quelques évaporées aux chapeaux extravagants.

Mais elles étaient quelques-unes... et vous fûtes légion.

Femmes de notre Pays, nous sommes fiers de vous.

P.-L.

LES ERREURS DE 1918 NE SERONT PAS RÉPÉTÉES PAR LES ALLIÉS

C'est avec une certaine émotion que nous lisons le titre de l'article de tête du *Daily Mail* de samedi.

Cet article est intitulé : « l'Angleterre ne répétera pas les erreurs de 1918-1919. » Et on y envisage les conditions à imposer à l'Allemagne quand celle-ci déposera les armes. Nous pouvons souscrire entièrement à cet article.

Il est certain qu'au moment où les Alliés marchent vers une victoire totale et éclatante, il ne peut être question de parler de traiter avec l'Allemagne. Nous ne voulons pas commettre une seconde fois la faute qu'a été l'armistice de 1918. Le *Daily Mail* dit que le mot même d'armistice sonne mal aux oreilles anglaises.

Nous nous rappelons les déceptions et la lente agonie que nous avons vécues depuis 1918 jusqu'en 1939, déceptions et agonie qui auraient pu nous être évitées.

L'Europe vient d'échapper à un grand péril, mais au prix de quels sacrifices !

D'autres problèmes vont se poser pour l'avenir du monde. Il faut que l'un au moins soit résolu immédiatement : le péril que représente pour l'Europe une Allemagne ayant la possibilité de se réarmer.

Suite page 2

BARBARIE NAZIE

Plusieurs cadavres sont découverts près de Versailles

En bordure de l'autoroute de Saint-Germain, sur le territoire de la commune de la Celle-Saint-Cloud, on a découvert les cadavres de quatre civils et de soldats sénégalais. Les corps étaient placés pêle-mêle au fond d'un fossé et les malheureuses victimes portaient de nombreuses traces de balles de mitraillette. Il est hors de doute qu'elles furent massacrées par les Allemands au moment de leur fuite. L'examen des corps démontre, en effet, que la mort remonte à une quinzaine de jours.

La bataille est dure dans tous les secteurs du front de l'Ouest

LES FRANÇAIS SONT A DIJON

Grande bataille aérienne en Allemagne

La II° armée britannique, qui a forcé les défenses allemandes du canal Albert, étend maintenant sa tête de pont très au delà de Beeringem. De durs combats ont eu lieu dans cette région. Mais les éléments blindés du général Dempsey sont parvenus à se rapprocher encore de la frontière hollandaise. Ils auraient pénétré en Hollande près de Groote. Plus au sud, on continue à se battre furieusement dans les casernes de Bourg-Léopold.

Dans la région de Liège, l'investissement se poursuit.

Le territoire allemand se trouve maintenant directement canonné, notamment dans la région d'Aix-la-Chapelle.

Prise de Luxembourg

Les alliés ont occupé la capitale du grand-duché et progressent au delà. Ils auraient atteint, après de très violents combats, la localité de Mersch, située à 14 km. au nord de Luxembourg.

Nouveaux progrès sur la côte de la mer du Nord

Les Allemands sont lentement rejetés sur leurs places fortes, qu'ils défendent toujours âprement. Les Alliés atteignent la côte à Wissant et continuent le nettoyage de la région d'Ostende.

Les Canadiens attaquent le Havre

Depuis près de quarante-huit heures, l'attaque générale a été déclenchée contre le port et se développe très favorablement. De vastes champs de mines ont été traversés et, en certains points, les éléments alliés sont parvenus à pénétrer dans la ville.

La bataille de Brest

Maison par maison, les troupes allemandes sont rejetées des positions qu'elles occupaient en différents points de la baie. La résistance est particulièrement vive dans la presqu'île de Crozon.

En collaboration avec ces opérations, l'aviation côtière a attaqué la navigation allemande, notamment en mer du Nord.

Sur la Moselle

Le renforcement des têtes de pont se poursuit et des progrès sont réalisés au nord-ouest de Nancy ainsi que, plus au nord, dans le secteur de la ligne Maginot. Le fort de Villiers-le-Sec, à proximité de Nancy, a été occupé par les troupes de la III° armée américaine. Dans tout le secteur qui borde la ligne Siegfried et qui constitue un front de 500 km. entre Nancy et Anvers, les Allemands essaient de renforcer en hâte leurs positions. Ils ont, pour cela, appelé des troupes du Danemark, tout en renforçant les défenses de ce dernier pays pour parer à tout débarquement possible. L'ennemi cherche visiblement à gagner le plus de temps possible, par de dures contre-attaques. De vifs combats ont lieu en Haute-Marne et dans le nord de la Côte-d'Or, où les Alliés ont occupé Châtillon-sur-Seine.

La pénétration se poursuit en Bourgogne et dans le Doubs

Dijon est aux mains des troupes françaises, qui ont, par ailleurs, occupé Arnay-le-Duc et Saulieu à l'ouest de la capitale de la Bourgogne. Ainsi l'étau se resserre sur la voie de retraite des troupes allemandes venant du centre de la France et qui essaient de gagner l'Alsace au travers du plateau de Langres.

De part et d'autre de la vallée du Doubs, la progression se poursuit. Le long de la frontière suisse, les Français rencontrent toujours une très violente défense allemande. Par contre, sur la rivière Ognon, qui coule à l'ouest du Doubs, les Américains ont élargi leur front d'attaque et pris Rougemont, à 40 kilomètres de Belfort, et, poussant vers le nord-ouest, seraient arrivés dans les faubourgs de Vesoul. Ce qui reste de la XIX° armée allemande est très violemment bousculé dans ce secteur.

MARS

Suite page 2

Les avances alliées vers l'Allemagne
(Service cartographique du Parisien Libéré.)

Cet après-midi

LE GÉNÉRAL DE GAULLE PARLERA AU PEUPLE DE FRANCE

Comme nous l'avons annoncé hier, le général de Gaulle prononcera un discours au Palais de Chaillot, cet après-midi, à 16 heures. Ce discours sera radiodiffusé et le courant sera donné à tous les secteurs pour permettre aux auditeurs de prendre l'écoute de 15 h. 55 à 16 h. 40. Il sera redonné de 20 h. 55 à 21 h. 40 afin d'entendre la retransmission différée.

Suite page 2

L'Angleterre dans le combat

Grandeur d'une démocratie

CHOSES VUES

LE voyageur clandestin qui, parti de France par avion ou par bateau, posait le pied sur le sol anglais, éprouvait d'abord une sensation d'ordre, d'équilibre et de calme. Dans la petite salle où il était reçu, un feu de coke brûlait doucement, souvent même en été. Des hommes très jeunes, sous l'uniforme de la R. A. F. ou de la Navy, fumaient du tabac blond et buvaient du thé. D'autres dormaient comme des enfants dans de profonds fauteuils. En l'honneur de l'arrivant, la bouteille de whisky ou de gin sortait du placard. Have a drink ? Un tout jeune officier déclenchait le gramophone, sur une table encombrée de disques, de romans reliés dans leur solide couverture de carton bleu ou rose, et de magazines américains aux grandes photos lustrées. Un garçon aux joues roses et aux longues jambes sort, les mains dans les poches, en sifflotant le Warsaw Concerto. Tout à l'heure, il pilotera un avion au-dessus de la France, en quête d'un rendez-vous avec l'underground.

La place de l'absent

Le voyageur venu de France, de la France étouffée sous l'occupation allemande, s'était imaginé un tout autre accueil quand, deux heures plus tôt, l'oreille au guet, il attendait dans un champ le ronronnement amical du Lysander qui viendrait l'enlever — ou quand, tapi dans la cale du chalutier empestant la saumure, il écoutait, le cœur battant, le pas martelé de la sentinelle de la Gast allemande, dont le capitaine contrôlait le rôle d'équipage. Il imaginait des exclamations, des bras tendus, des étreintes. Il entendait déjà les mille questions qui lui seraient posées par six bouches avides. A sa tête montait la douce griserie qui, je le suppose, entoure comme un halo la tête des héros.

Mais non, ce n'était pas du tout cela. On l'accueillait comme un camarade de toujours qui, l'instant d'avant, serait sorti se dérouiller les jambes sur le port, ou dans la campagne du Kent ou du Sussex, en attendant l'heure du dinner, qui avait suivi le lunch, lequel avait été précédé du solide breakfast, ainsi que la veille et l'avant-veille, et que tous les jours, depuis que la popote était venue au monde Dans cette popote, il avait sa place. Il n'était jamais besoin d'y rajouter aucune chaise, car, d'une lune à l'autre, une chaise au moins restait vide, celle de l'absent disparu au cours d'une opération. Cette place lui était acquise de plein droit. Il n'était plus ni d'Anglais, ni de Français, ni de Canadiens, ni d'Australens, ni de Néo-Zélandais. Il n'était plus qu'une équipe, dispersée, mais solidaire. C'était vraiment beaucoup mieux que les effusions et les embrassades. C'était beaucoup mieux ainsi. Et, depuis juin 40, cela avait toujours été ainsi.

Ces Anglais que nous n'osions plus regarder en face...

Je me souviens qu'à Falmouth, le 23 de ce mois de juin terrible, mon frère et moi, et deux camarades, nous étions retirés dans un coin du club pour jeunes filles où la veille au soir on nous avait enfermés avec une centaine de réfugiés, de suspects et d'espions. Nous nous étions retirés dans un coin pour pleurer, car la nouvelle incroyable de l'armistice ou de la demande d'armistice, signée Pétain, nous avait été confirmée l'instant d'avant. Nous pleurions sans bruit, de chagrin, de fatigue, de rage impuissante, et aussi de honte, en tournant le dos à ces Anglais que nous n'osions plus regarder en face. Je sentis tout à coup une main légère qui se posait sur mon épaule.

Colonel R.

Suite page 2

A MEAUX

Les Alliés célèbrent l'anniversaire de la victoire de la Marne

Meaux, 11 septembre. — A l'occasion de l'anniversaire de la victoire de la Marne, une grande cérémonie interalliée s'est déroulée hier à Meaux.

Le général Kœnig, gouverneur militaire de Paris, a été reçu à la sous-préfecture et à l'hôtel de ville où il a été accueilli par le nouveau maire, puis, accompagné des autorités civiles et militaires, il s'est rendu au cimetière militaire.

Il s'est ensuite dirigé vers le monument de Vareddes qui commémore la première victoire de la Marne.

Après l'exécution des hymnes français et américain par une musique militaire américaine, une gerbe a été déposée au pied du monument. Au cours de cette cérémonie, le général Kœnig a prononcé une courte allocution ; il a gagné ensuite la cathédrale de Meaux où un service religieux a été célébré.

De l'espoir pour les fumeurs ...mais à long terme !

Décidément, ce n'est pas encore demain que nous pourrons fumer le calumet de paix avec la Régie française des tabacs. Non, certes, que celle-ci ne s'emploie par tous les moyens à nous donner satisfaction, mais parce que des nécessités de force majeure lui interdisent, pour l'instant, de le faire. C'est du moins ce que nous a confié certaine haute personnalité du ministère des Finances

— Jusqu'à nouvel ordre, nous a-t-elle dit, aucune amélioration immédiate n'est malheureusement à prévoir dans le rythme de nos distributions. Les fumeurs français ont eu deux décades en août, deux en septembre. Octobre leur en apportera au moins deux, c'est tout ce que je puis leur promettre...

— Pourtant...

— Oui, je devine votre objection : il n'y a plus de soldats allemands à la porte de nos débits, ce qui, du jour au lendemain, va nous permettre de récupérer 15 % environ de notre production. Sans doute, mais en revanche que d'écueils nouvellement surgis.

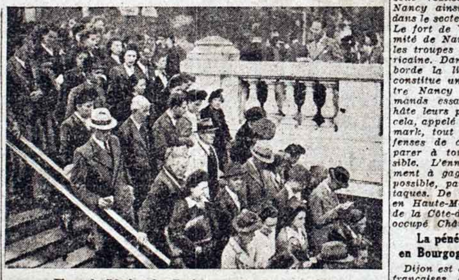
» Songez que nous sommes pratiquement sans nouvelles de trois de nos plus importantes manufactures : celles de Dijon, de Lille et de Nancy ; que d'autres, celle du Mans par exemple, sont totalement privées d'énergie électrique.

» Au demeurant, nous comptons en France 13 millions d'inscrits, tous parfaitement égaux en droits.

— Autrement dit, vous ne pourrez prendre une décision que lorsque vous serez à même de faire le compte de vos richesses ?

— Exactement. D'ailleurs, à lointaine échéance, c'est-à-dire dans quelques mois, tous les espoirs nous demeurent permis. Alors, j'y compte bien, nous aurons récupéré l'Alsace, laquelle nous fournissait, avant la guerre, plus de la moitié de notre tabac métropolitain.

A. F.



Place de l'Opéra, les Parisiens retrouvent le métro
(Photo Parisien Libéré.)

La gestapo "française"

Huit arrestations nouvelles

Une animation toujours aussi fébrile règne dans les locaux de la section spéciale du quai de Gesvres. Allées et venues des inspecteurs, auditions de nouveaux prévenus, dépositions de témoins.

C'est ainsi qu'un commandant de gendarmerie attendait, hier après-midi, son tour à la porte des commissaires Clot et Levitre. J'ai pu apprendre qu'il venait demander si une certaine dame blonde était sous les verrous, celle-là qui fit arrêter par deux pseudo-policiers allemands un officier de la Légion. En tous les cas, ce n'est pas Raymonde Garrot, dite Mizou, la maîtresse d'Alex Villaplane, qui fut reconduite dans la pièce commune aux inculpés.

Un ami de la maison

Bonny est là comme chez lui. Et du reste tout le monde se montre très satisfait de son état d'esprit.

— Il connaît tous les procédés, toutes les ficelles, nous dit l'inspecteur principal Métra. Nous jouons avec lui à armes égales et il nous est d'une grande utilité. Bonny sait fort bien que sa seule chance consiste à parler et il ne se fait pas faute de nous apporter les éclaircissements qui nous manquent. En termes de métier, Pierre est « régulier ».

Le voici justement qui passe entre deux agents. Joues bleues, grosses lunettes d'écaille, l'air très à son aise. Shake-hand, après une seconde d'hésitation réciproque.

— Bonjour, Métra.

— Bonjour, mon vieux Pierre.

Mais à l'intérieur du bureau, j'imagine que le ton ne doit pas toujours être aussi cordial. Alors « Pierre » se remet à parler... Déjà il a fait arrêter deux des trois policiers qui lui mirent la main au collet.

Suite page 2

DERNIERE MINUTE

Londres, 12 septembre. — Le G. Q. G. des forces interalliées annonce officiellement que des combats se déroulent sur le sol allemand. Les unités du général Hodges, commandant la Ire armée américaine, ont traversé la frontière près de Trèves. Les forces qui ont pénétré en territoire allemand sont d'importance moyenne. Elles sont parvenues à 8 km. au delà de la frontière et ont rencontré une assez forte résistance de la part de l'ennemi.

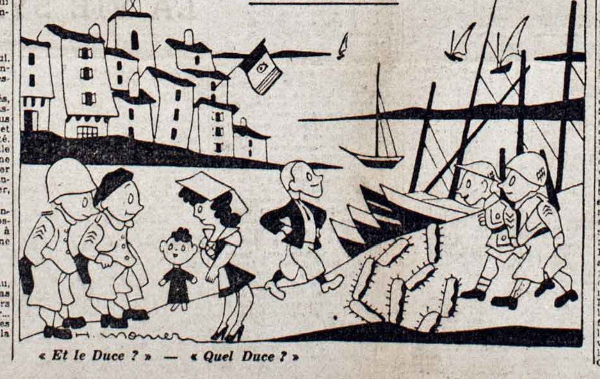
RAVITAILLEMENT

POMMES DE TERRE

A dater du 12 septembre : 1 kilo à tous les consommateurs Ticket validé : n° 31 (nouvelle feuille).

Prochainement : augmentation de la ration de pain.

(Voir page 2.)



« Et le Duce ? » — « Quel Duce ? »

NOTULE

Jusqu'ici, les vrais F. F. I. de la Résistance circulaient en assez grand nombre dans Paris et sa banlieue, utilisant toutes sortes de véhicules. Mais voici que, depuis quelques jours, ces véhicules, et leurs occupants, se sont multipliés comme par enchantement et, s'ajoutant aux voitures américaines et à leurs conducteurs, encombrent littéralement les Boulevards, qui retrouvent presque leur animation d'avant-guerre !...

D'où provient cette floraison de nouveaux F F. I. ? Du simple fait que naissent maintenant, sur le pavé parisien, les « ouvriers de la dernière heure »... Des centaines de faux F. F. I. se mêlent aux vrais, moyen commode, en portant un brassard plus ou moins officiel, de remettre en service sa voiture, et de se livrer à ses occupations personnelles !...

Il faut que ce scandale cesse. Il est nécessaire que les vrais F.F.I. fassent leur propre police et mettent fin à l'abus d'insignes et de galons qui se manifeste avec tant de vergogne.

...D'autant que certains s'en parent qui ne furent rien moins — on en connaît — que des « collaborateurs » avérés.

La résistance alsacienne

ON CHANGERAIT PLUTOT LE CŒUR DE PLACE...

IV. — ET DEMAIN ?

La lutte s'achève. La presse française recommence à imprimer le mot Alsace. Et déjà l'on sent, derrière la bonne volonté certaine des journalistes, se dessiner le spectre des mêmes erreurs qui, si souvent, nuisirent à la communauté d'intérêt des Alsaciens et des autres Français. Peu de gens, en effet, ont pu brosser de l'Alsace une peinture vraiment fidèle. Les uns l'ont tranquillement isolée dans une espèce de géographie, à côté du Palatinat et du lion de Belfort. Les autres ont cru avoir épuisé la question quand ils ont eu réuni à l'usage du grand public les ustensiles de cet étrange bazar qui mélange à beaucoup de tricolore des sociétés de mandolines, des nœuds de ruban noir, des bretzels, des pipes de porcelaine à long tuyau et des croisillons de bois au-dessus des fenêtres sur lesquelles plane l'ombre d'une cigogne voyageuse. Trop souvent l'Alsace a été la victime d'une imagerie paresseuse et désuète. Il y a quand même autre chose chez elle qu'un patois et de la bière. Il y a des mots qu'il ne faut plus prononcer.

L'Alsace vraie

Ces mots, tous les Alsaciens les connaissent. Ils les ont tant entendus, avancés par tant d'êtres qui n'ont jamais adressé la parole à un Alsacien, ou qui se sont bornés, un matin de vacances, à prendre une photographie de la statue de Kléber ! Il est tellement plus simple de dire : l'Alsace est française de cœur et d'esprit, sinon de langage. Seulement, elle a pu donner quelquefois l'impression de se dresser contre la France, alors que la vérité exige de dire que, contre l'Alsace, une certaine France s'était dressée. Les Alsaciens ont protesté, de la même façon qu'ils eussent protesté contre une dictature, contre une France qui voulut entraver ses libertés religieuses, démembrer son enseignement, faire dans plusieurs cas reculer les progrès de son droit. L'Alsace n'avait aucune raison de marcher en arrière. La France pleine de tumulte qui présida à la guerre ne lui paraissait pas présenter le visage véritable de la France. A Mulhouse, à Colmar, à Strasbourg, l'ordre régnait. Les impôts locaux étaient très lourds, mais les services publics fonctionnaient mieux que dans tout le reste de la France. Aucune province française n'avait, comme l'Alsace, le souci de ses ouvriers. C'était là qu'il fallait chercher les plus hauts salaires, les cités sociales les mieux organisées et les plus nombreuses. Je ne suis pas éloigné de croire que l'Alsace était le creuset d'un socialisme européen moderne, à la fois indulgent et fort, fondé sur un compromis entre la hiérarchie volontairement acceptée et l'égalité naturellement dévolue.

Les partis politiques

Je n'en veux pour preuve que les différences existant entre les partis politiques d'Alsace et ceux du reste de la France. Les étiquettes demeurent les mêmes, mais la signification de base est absolument contradictoire. S.F.I.O. ou U.R.D. ne désignent pas la même chose à Obernai et à Carpentras. Les partis extrémistes n'ont aucun succès, ainsi d'ailleurs que les partis exactement intermédiaires, comme la fraction radicale socialiste. On vote en Alsace pour une espèce de gauche qui n'est pas tout à fait à gauche, et pour une espèce de droite qui n'est pas tout à fait à droite. Deux grandes masses, ainsi, se trouvent en présence, qui luttent l'une contre l'autre, mais sans haine et sans vocifération. Je n'ai jamais vu d'élections plus calmes qu'en Alsace.

François BERCY.

Suite page 2

Boulevard Saint-Michel :
Là où fut tué le Lt Martinet, des fleurs et des visages recueillis témoignent de la ferveur de Paris
(Photo Parisien Libéré.)

La Loterie nationale va reprendre

Voir page 2

M. Saillant remplace M. Bidault à la présidence du C.N.R.

Le C. N. R. a tenu une séance hier après-midi. M. Georges Bidault, son président, qui a été appelé au poste de ministre des Affaires étrangères, a proposé de céder la présidence du C. N. R. à M. Saillant, représentant la C. G. T.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité, et M. Georges Bidault a été nommé président d'honneur du C. N. R.

Dans l'allocution qu'il a prononcée ensuite, M. Saillant a dit comment il envisageait le rôle du C. N. R. Il ne s'agira pas pour lui, a-t-il dit, d'empiéter sur les attributions du gouvernement. Le C. N. R. aura pour rôle de maintenir vivants l'esprit de la Résistance et celui de la République.

Première réunion du nouveau gouvernement

Le conseil des ministres s'est réuni hier au ministère de la Guerre, sous la présidence du général de Gaulle.

Sur le rapport de M. de Menthon, garde des Sceaux, ministre de la Justice, et de M. Tixier, ministre de l'Intérieur, le gouvernement a arrêté des décisions ayant pour but de régulariser la procédure des arrestations et inculpations visant les personnes présumées coupables d'atteinte à la sûreté de l'Etat ou de collaboration avec l'ennemi.

Il a été décidé que les fonctions de délégué militaire du gouvernement dans les zones d'opérations nord et sud cessaient d'exister.

La nomination de M. Massigli comme ambassadeur à Londres a été approuvée.

La gestapo "française"

Huit arrestations nouvelles

Une animation toujours aussi fébrile règne dans les locaux de la section spéciale du quai de Gesvres. Allées et venues des inspecteurs, auditions de nouveaux prévenus, dépositions de témoins.

C'est ainsi qu'un commandant de gendarmerie attendait, hier après-midi, son tour à la porte des commissaires Clot et Levitre. J'ai pu apprendre qu'il venait demander si une certaine dame blonde était sous les verrous, celle-là qui fit arrêter par deux pseudo-policiers allemands un officier de la Légion. En tous les cas, ce n'est pas Raymonde Garrot, dite Mizou, la maîtresse d'Alex Villaplane, qui fut reconduite dans la pièce commune aux inculpés.

Un ami de la maison

Bonny est là comme chez lui. Et du reste tout le monde se montre très satisfait de son état d'esprit.

— Il connaît tous les procédés, toutes les ficelles, nous dit l'inspecteur principal Métra. Nous jouons avec lui à armes égales et il nous est d'une grande utilité. Bonny sait fort bien que sa seule chance consiste à parler et il ne se fait pas faute de nous apporter les éclaircissements qui nous manquent. En termes de métier, Pierre est « régulier ».

Le voici justement qui passe entre deux agents. Joues bleues, grosses lunettes d'écaille, l'air très à son aise. Shake-hand, après une seconde d'hésitaiton réciproque.

— Bonjour, Métra.

— Bonjour, mon vieux Pierre.

Mais à l'intérieur du bureau, j'imagine que le ton ne doit pas toujours être aussi cordial. Alors « Pierre » se remet à parler... Déjà il a fait arrêter deux des trois policiers qui lui mirent la main au collet.

Suite page 2

« Et le Duce ? » — «

La gestapo "française"

Suite de la première page

Un regard dans la cage aux fauves : deux dames apparemment fort respectables, et arrêtées le matin même. J'apprends que ce sont la princesse douairière Tchernicheff et la mère de de Wiett. A côté, un individu à l'allure souple de maître d'hôtel fatigué, le Danois Rasmunsen, chef de réception de grands hôtels, qui indiquait à la bande les fructueux coups de main sur sa riche clientèle.

Sur un autre banc, trois hommes visiblement « de main ». La rue Lauriston les employait comme portiers chargés de la fouille des visiteurs, Labussière et Monin ; mais le plus intéressant est Louis Estebeteguy, sur lequel on trouva un carton rouge destiné à lui permettre de porter une arme et à réclamer main-forte des deux polices en cas de besoin. Cet ausweis était dans le même portefeuille qu'une liste de personnes en rapport avec la gestapo française.

Ce nom d'Estebeteguy nous ramène à... l'affaire Petiot (interférences !) ; on croit que le fameux docteur fit également disparaître le frère du portier de la rue Lauriston, Adrien Estebeteguy, qui, fortune faite dans l'ombre de Lafont, voulut passer en Espagne et finit sa carrière... rue Le Sueur.

Les commissaires Clot et Levitre auront sûrement quelques questions à poser à Bonny.

Le « baron » et l'ingénieur

En fin d'après-midi fut amené le « baron » de Wiett, qui est baron d'après un arbre généalogique aussi authentique que sa carte de l'Intelligence Service. Wiett est né en 1899 à Constantinople, et le futur administrateur débuta comme sujet turc. Chemise de soie rose, pochette impeccable, complet gris clair, il avait encore certaine allure Champs-Elysées.

Enfin fut amené un comparse, un certain M. Baudelot, qui recevait du suif du lieutenant de Lafont, Lucien Prévost, et le lui restituait sous forme de savon. Opération à laquelle le destinait son titre d'ingénieur conseil en matière... de caoutchouc. Le marché noir en a vu d'autres.

ANCELIN.

PREMIERE ANNEE. - N° 22. — 2 Fr.

MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

AU PALAIS DE CHAILLOT, DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Le général de Gaulle s'est adressé au peuple français et au monde

EN AVANT VERS LA RENAISSANCE DE LA FRANCE

Importante declaration du Comité directeur du " Front National "

La victoire sur l'envahisseur et les usurpateurs de Vichy a été conquise grâce à l'union du peuple de France dans quatre années de résistance et dans l'insurrection nationale.

Les femmes et les hommes, les enfants et les vieillards, les riches et les pauvres, Français de toute croyance et de toute opinion politique, qui, à Paris, dressaient et défendaient les barricades, ont été le symbole de cette union féconde de la nation.

L'UNION DU PEUPLE FRANÇAIS est la condition indispensable pour mener à bien la guerre jusqu'à la victoire totale, pour renforcer et aider les magnifiques Forces Françaises de l'Intérieur et pour les transformer en une nouvelle et puissante armée nationale, gage de l'indépendance française.

L'UNION DU PEUPLE FRANÇAIS est nécessaire si l'on veut châtier les responsables de la défaite et de la trahison, épurer les administrations et faire payer ceux qui ont tiré profit des malheurs du pays.

L'UNION DU PEUPLE FRANÇAIS est le gage d'une restauration rapide du patrimoine national, de la prospérité, du bien-être et de la souveraineté de la France.

LA FRANCE SERA CE QUE SES FILS LA FERONT

Elle sera libre, forte et grande si tous les patriotes participent activement à la vie politique de la nation et prennent conscience de la nécessité de garder toutes les énergies mobilisées pour apporter au gouvernement de la République l'appui de tout un peuple.

FORMONS LES ETATS GENERAUX DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE

Le comité directeur du FRONT NATIONAL, conscient de ces nécessités, appelle tous les mouvements de la Résistance, tous les partis politiques, organisations syndicales, à convoquer en commun dans les villes et les villages des ASSEMBLEES PATRIOTIQUES où seront discutées les premières mesures à prendre en vue de la réalisation du PROGRAMME D'ACTION DE LA RESISTANCE, où seront prévus tous les moyens qui permettront à notre pays de reconstruire une grande armée nationale nouvelle, de rétablir la prospérité, de juger et de châtier les traîtres, d'épurer les administrations, de faire payer les profiteurs de la défaite et de la collaboration et de jeter les bases d'une nouvelle constitution. Dans ces assemblées, les comités locaux de la Libération seront élus, ou confirmés, ou remplacés. Dans ces assemblées seront désignés les délégués à des assemblées départementales où seront traitées les questions vitales pour le pays et désignés les comités départementaux de la Libération. De même ceux-ci désigneront leurs délégués aux

ETATS GENERAUX DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE

qui devront se tenir à l'échelon national.

Que le peuple de France parle ! Qu'il montre au monde sa farouche volonté de triompher et de remettre son pays à sa place de toujours, d'obtenir la reconnaissance immédiate de son gouvernement et de la souveraineté française !

Ainsi tout un peuple, debout derrière son gouvernement et son président, le général de Gaulle, permettra de briser tout ce qui pourrait s'opposer à la renaissance de la patrie.

VIVENT LES ETATS GENERAUX DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE !

VIVE LA FRANCE LIBRE ET INDEPENDANTE !

Le Comité Directeur du Front National.

Le chef du gouvernement a montré le chemin de la renaissance nationale

Il revendique pour la France le rang auquel lui donnent droit ses sacrifices et l'héroïsme de ses combattants

Une attitude du général de Gaulle pendant son discours.

Paris écoute...

Hier, l'homme qui parlait au micro parlait à tout un peuple.

Ce n'est pas une métaphore. C'est la simple réalité.

On avait rendu à Paris l'électricité pour entendre le général de Gaulle. Et, ce faisant, on lui rendait la lumière. Cela non plus n'est pas une image : pour la France entière, le général de Gaulle est d'abord l'homme qui toujours a vu clair et fait voir clair à ceux qui le suivaient.

Autour des postes familiaux, étage par étage, maison par maison, les voisins se groupaient. Il faisait beau, un tiède soleil d'arrière-été après les prémices cruelles d'automne et de froidure que nous avions connues les jours précédents. Tout le long des rues, par les fenêtres ouvertes, la même voix parvenait, exprimant dans la ville entière l'unanimité de la nation.

Derrière la Sorbonne, la foule des hommes, des femmes, des lycéens, écoutait la « Marseillaise » des haut-parleurs, qu'elle prolongeait en reprenant elle-même le refrain de l'hymne national.

Aux applaudissements des auditeurs qui emplissaient l'immense salle, les rues de Paris ont mêlé leurs applaudissements et leurs acclamations.

Partout, de la République à la place Clichy, de l'Opéra au Palais-Royal, des Champs-Elysées à la Madeleine, Paris, une heure durant, a retenu son souffle pour écouter la grande voix de celui qui fut le symbole de la Résistance.

Et quand cette voix se fut tue et qu'expirèrent les hymnes et les acclamations, les pigeons reprirent leur vol au-dessus des jardins, comme le symbole charmant de Paris qui revient à la vie et à la joie, dans le printemps de la victoire.

LA CEREMONIE DU PALAIS DE CHAILLOT

Le général de Gaulle a parlé hier, devant l'auditoire le plus digne qui fût de l'entendre, au cours de la réunion organisée par le Comité National de la Résistance. En présence de héros authentiques de la libération parisienne, il s'est fait entendre au Palais de Chaillot, non seulement pour le peuple de la capitale, qui était à l'affût de son passage et aux écoutes de la radio, mais au nom du gouvernement provisoire de la République, pour toute la France et, par delà la France, pour le monde, ce monde auquel il a rappris qu'il y avait encore, qu'il y a toujours une France.

Le sauveur allait passer, il devait parler, et Paris, la capitale délivrée, la ville en joie depuis dix-huit jours, était, de plus, en fête ; la foule se pressait, serrée, mais disciplinée derrière les barrières de bois qui bordaient les trottoirs au long du parcours, car il fallait bien laisser le passage libre au chef.

Sous les drapeaux tricolores

Devant le Palais de Chaillot, somptueusement pavoisé de draperies tricolores, un service d'ordre impeccable triait les nombreux arrivants, dont un assez grand nombre avaient eu recours au service spécial d'autobus qui avait été mis à la disposition des invités.

A l'intérieur du Palais, de jeunes engagés volontaires du 1er bataillon de chasseurs portés, en formation, de la division Leclerc, qui revêtaient pour la première fois leur tenue, et les saint-cyriens des promotions de 1943 et 1944 étaient figés dans un impeccable garde à vous ou assumaient à la perfection le service d'ordre intérieur.

La vaste scène de l'immense salle avait pour fond une immense et double draperie tricolore, dont le rouge au milieu était piqué d'une croix de Lorraine en or ; deux faisceaux de trois grands drapeaux français marquaient les côtés, une autre draperie aux trois couleurs bordait le balcon.

Emouvante assemblée

La salle se remplit rapidement d'un public où les héros de la Résistance étaient aux places d'honneur entourés par les représentants de tous les mouvements de la Résistance. Il se trouvait un certain nombre de costumes de l'armée, F.F.I. et armée d'Afrique, fraternellement mêlés, tous portant au bras le brassard.

ROBERT-PIMIENTA.

(Lire la suite en page 2.)

Combattre, construire, espérer

L'horizon se dore des lumières de la victoire. De nouveaux et sanglants efforts seront sans doute encore nécessaires.

★

Cette victoire, de toute notre âme nous entendons rendre hommage aux braves et chères nations qui sont en train de la remporter avec nous.

★

Jamais la masse des Français ne tint la défaite pour acquise et jamais nos drapeaux ne furent absents des champs de bataille.

★

De vaillantes unités, jaillies spontanément de la douleur et de l'espérance nationales, se formaient sur le territoire métropolitain, littéralement dans les jambes de l'ennemi, et, malgré d'indicibles difficultés, entamaient le combat au premier signal.

★

Nous voulons croire que cette sorte de relégation officielle de la France, dont ont tant souffert ceux qui parlent et agissent en son nom, va faire place à la même sorte de relations que nous avons, depuis quelques siècles, l'honneur et l'habitude d'entretenir avec les autres grandes nations...

★

Nous croyons que décider sans la France quoi que ce soit qui concerne l'Europe serait une grave erreur.

★

Il s'est formé dans notre peuple, au milieu des épreuves, une extraordinaire unanimité nationale.

Dès que le territoire sera entièrement libéré et que nos prisonniers et déportés auront regagné leurs foyers, le gouvernement conviera la nation à élire par le suffrage universel de tous les hommes et de toutes les femmes de chez nous ses représentants, dont la réunion constituera l'Assemblée nationale.

★

L'ennemi... s'apprête à livrer une nouvelle grande bataille... A cette bataille-là, nous entendons participer dans la plus large mesure.

★

Tous les soldats de France font partie intégrante de l'armée française, et cette armée doit demeurer, comme la France à qui elle appartient, une et indivisible.

★

La France veut que l'intérêt particulier soit toujours contraint de céder à l'intérêt général, que les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées non point pour le profit de quelques-uns, mais pour l'avantage de tous, que les coalitions d'intérêts qui ont tant pesé sur les conditions des hommes et sur la politique même de l'Etat soient abolies une fois pour toutes.

★

Le plan de mise en valeur de nos ressources, le gouvernement va l'établir en s'aidant du large conseil des organismes qualifiés, qu'ils soient ceux du travail, de la production, de la recherche ou de la pensée.

J'ai en quelques heures parcouru trois mondes

LA ZONE LIBÉRÉE, LE MAQUIS ET UN MORCEAU DE FRANCE OCCUPÉE où les drapeaux s'apprêtaient à sortir des cachettes

(De notre envoyée spéciale Françoise MARCHAND)

D'une ville de l'Est. — Des ruines encore fumantes, des arbres calcinés, quelques pauvres squelettes de bêtes torturées, c'est ce qui reste d'une grosse ferme. Une auto-mitrailleuse boche s'était cachée à proximité et elle a tiré sur quelques bombardiers qui passaient, là-haut... Ils ont senti les mouches importunes autour d'eux et ont ouvert le feu — quelques balles incendiaires. La ferme centenaire, les récoltes de l'année, les troupeaux ne sont plus que cendres ou débris noircis.

Par ici les villages libérés sont encore en alerte, quoique la situation soit assez éclaircie pour que le P. C. d'une division américaine se soit logé à l'endroit où je viens d'arriver.

Les Francs-Tireurs

Derrière les barbelés de l'ancienne Kommandantur s'est installé le P.C. des Francs-Tireurs et Partisans. Celui qui monte la garde a une longue chevelure bouclée qui sort d'un inénarrable casque noir et or, trois fois trop grand. Un long fusil complète sa silhouette grêle. Tout autour de lui les rudes visages des camarades au repos, les costumes paysans, les bottes boueuses suggèrent des souvenirs de 70 ou de 1815. Ces francs-tireurs-là sont dignes aussi de la légende. Il n'en reste ici qu'une poignée. Les autres, sans presque prendre le temps d'améliorer leur équipement, ont traversé le canal, pris des chemins de campagne et rejoint des cantonnements dissimulés un peu partout en zone encore occupée. Ils ont repris les coups de main, ils se tiennent prêts à seconder les blindés alliés lors de l'attaque qu'on prévoit.

Voici justement leur commandant qui arrive à motocyclette. Il vient apporter au P. C. de la division américaine tous les renseignements que ses hommes ont pu réunir dans un secteur très étendu.

En route vers le maquis

Le coussin arrière de la moto est vide. « Puis-je embarquer ? » Nous roulons vers le maquis. C'est un maquis tout enchevêtré de zones nettoyées et d'îlots allemands. Les habitants sont inquiets.

(Lire la suite en page 2.)

La foule, place de l'Hôtel-de-Ville, pendant le discours du chef du gouvernement.

VIOLENT BOMBARDEMENT de la ligne Siegfried

PRISE DU HAVRE

EN BOURGOGNE, JONCTION DU GROS DES FORCES ALLIEES DU NORD ET DU SUD

Les Allemands se battent en désespérés pour protéger leur frontière. La vigueur et l'acharnement qu'ils apportent à la défense de leurs positions n'ont pas empêché les alliés de remporter, au cours des quarante-huit dernières heures, d'importants succès qui entament dangereusement la barrière allemande. Tout à fait au nord, les Canadiens sont arrivés à Zeebrugge; à leur droite, les Anglais ont percé la défense allemande du canal Albert et sont parvenus jusqu'à la frontière hollandaise; plus à droite encore, les forces parties de Verviers se rapprochent d'Aix-la-Chapelle et celles qui avaient occupé le Luxembourg en ont franchi la frontière, sont entrées en territoire allemand et menacent Trèves. En Lorraine, sur la Moselle, la lutte est très dure. L'avance se poursuit partout, mais la discrétion la plus complète continue à régner en ce qui concerne les opérations dans ce secteur.

Le fait très important est que la IIIe armée américaine, venue du nord, a fait sa jonction avec la VIIe armée et les Français qui viennent du sud. Cette jonction s'est faite à Sombernon, à vingt-deux kilomètres à l'ouest de Dijon, les Français étant à Ancey, à seize kilomètres de la même ville. Il ne s'agit plus d'éléments avancés, comme ceux qui s'étaient joints entre Besançon et Pontarlier, mais du gros des deux armées. Cette jonction, jointe à la prise de Montbéliard, à l'autre bout de ce champ de bataille, rend plus que problématique le passage en Allemagne, par la trouée de Belfort, de la XIXe armée allemande et des divisions venues du sud et du centre.

Ajoutez au tableau de la journée la capitulation de la garnison ennemie du Havre et la situation désespérée de celle de Brest.

S. de GIVET.

★

L'aviation alliée bombarde la ligne Siegfried

Londres, 12 septembre. — Le G.Q.G. de la 9e armée aérienne alliée annonce que, pour la première fois, des bombardiers alliés moyens et légers ont participé à la bataille de la ligne Siegfried. Des « Marauders » et des bombardiers moyens ayant leurs bases en France se sont lancés par groupes de 150 appareils à l'assaut de ces fortifications. L'attaque a été concentrée sur Aix-la-Chapelle et Sarrebruck. La défense antiaérienne ennemie est restée muette et aucun chasseur allemand ne s'est opposé à eux.

Les « Marauders » ont lancé plus de deux cents tonnes de bombes sur les ouvrages antichars ainsi que sur les casernements ennemis de Scheid, situé à 48 kilomètres au sud d'Aix-la-Chapelle. Les bombardiers moyens, ayant leur base en France, ont attaqué les défenses ennemies en béton près d'Echternach, sur la frontière germano-luxembourgeoise.

Reddition de la garnison du Havre

Londres, 12 septembre. — On annonce que la garnison du Havre s'est rendue à 11 h. 30 aujourd'hui.

La garnison allemande a mis bas les armes trente-six heures après le début de l'assaut général des alliés.

Trois mille prisonniers allemands sont tombés aux mains des alliés, lors de l'occupation du Havre. La garnison du port était évaluée, au début du siège, à 5.000 hommes. De lourdes pertes ont été causées aux Allemands lors des bombardements aériens de la ville.

Au sud et à l'est de Liége

Londres, 12 septembre. — On annonce qu'au sud de Liége des progrès ont amené nos troupes au delà de la route reliant Harre à Aywaille, à 16 km. à l'est de Liége, nous avons occupé Hervé, après avoir surmonté une résistance ennemie sporadique. Des unités alliées ont également atteint Juprelle, sur la route de Liége à Tongres.

Occupation d'Eupen

Quartier Général de la 1re armée américaine, 12 septembre. — On annonce que les troupes alliées sont entrées à Eupen, près de la frontière belgo-allemande et qu'elles bombardent le territoire allemand avec de l'artillerie lourde. Les Allemands, le dos à leur frontière, livrent, avec toutes les troupes qu'ils peuvent rassembler, des combats d'arrière-garde désespérés. La lutte se poursuit avec violence dans les rues de Limbourg, à mi-chemin entre Verviers et Eupen.

Des kilomètres de la ligne Maginot aux mains des Américains

Londres, 12 septembre. — L'ouvrage fortifié d'Aumetz occupé par les Américains est un des bastions les plus importants de la ligne Maginot.

D'autre part, le correspondant spécial de l'agence Reuter écrit :

« Des kilomètres de la ligne Maginot, le long de la frontière du Luxembourg, sont maintenant aux mains des Américains. Les canons sont toujours en place, mais les munitions et une partie des installations techniques ont été enlevées. »

Aux environs d'Autun

Londres, 12 septembre. — On apprend que 3.200 prisonniers ont été faits au cours d'un engagement qui s'est déroulé aux environs d'Autun, à 64 km. au sud-ouest de Dijon.

LE ROI PIERRE invite ses sujets à joindre l'armée Tito

Londres, 12 septembre. — **Le roi Pierre de Yougoslavie s'est adressé ce soir par radio à son peuple. Il a déclaré notamment :**

« Je demande à tous les Serbes, Croates et Slovènes de s'unir et de se joindre à l'armée nationale de libération conduite par le maréchal Tito. Mon gouvernement, constitué sous la présidence d'Ivan Souhachitch a conclu, avec ma pleine approbation, des accords substantiels et avantageux avec notre armée nationale qui est reconnue, soutenue et aidée unanimement par nos grands alliés, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'Amérique. Tous ceux qui ont attendu de l'ennemi une aide, et qui continuent de le faire, au détriment des intérêts de leur peuple et de son avenir, tous ceux qui restent sourds à cet appel, seront stigmatisés comme des traîtres devant leur peuple et devant l'histoire. »

Le roi a terminé en demandant à ses sujets de réserver le meilleur accueil, aux armées alliées qui pourraient venir aider à la libération de la Yougoslavie.

La république serait proclamée en Bulgarie

Budapest, 12 septembre. — Selon la radio hongroise, le ministre des Affaires étrangères bulgare aurait déclaré aujourd'hui que le nouveau régime de la Bulgarie serait désormais la république.

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

LAFONT, BONNY ET Cie *vivaient à Bazoches* en gentlemen-farmers

MAIS LES PERQUISITIONS SONT REVELATRICES DE LEUR CRIMINELLE ACTIVITE

(De notre envoyé spécial Nic LANGEAIS)

Nemours, 12 septembre.

— La ferme Basolin, s'il vous plaît?

Le brave paysan contemple notre voiture et ses occupants d'un air soupçonneux.

Le soleil éclaire joyeusement le paysage. Nous croisons de lourds attelages.

Comme ces images sont différentes de celles qui formaient le film de la vie quotidienne des tortionnaires de la rue Lauriston, passant des salons de la place des Etats-Unis aux bars et aux boîtes de nuit de la capitale !

Bientôt, nous franchissons le portail de la gentilhommière qui s'adosse, devant l'étang, aux bâtiments de la ferme.

Lafont avait acheté ce domaine en juin 1944, pour la bagatelle de quatre millions et demi.

Cependant que je parcours le salon meublé en hâte mais avec goût, par Jeanine Douflot, la jeune maîtresse de Lafont, et la salle à manger aux meubles cossus, au premier étage, les inspecteurs principaux Morin et Challer font un examen minutieux des chambres à coucher.

L'inspecteur principal Morin n'était plus venu à Bazoches depuis le jour où il y arrêta les chefs de la Gestapo. Il a fait hier d'intéressantes découvertes !...

En arrachant la doublure d'un fauteuil de la chambre de Henri Lafont, apparurent quatre passeports avec visas allemands. Ils étaient destinés à Jeanine Douflot, à Chamberlin et à ses deux enfants. Ces documents avaient été délivrés fin juillet 1944. Chamberlin voulait donc bien fuir en Allemagne. Pourquoi s'est-il ravisé à la dernière minute ? Dissimulés dans des cachettes aux deux bouts de la propriété on trouva aussi des mitraillettes. A l'interrogatoire Bonny avait déclaré :

— A Basolin, vous trouverez deux millions dissimulés dans un fauteuil Empire et deux autres dans la chasse d'eau des toilettes du premier étage.

Lafont prétendait le contraire, or l'argent n'était plus là.

Peut-être se trouve-t-il dans le petit bois voisin où à tour de rôle Bonny et Lafont effectuaient chaque jour de mystérieuses promenades.

Il existe, sans aucun doute, un trésor à Basolin. Il est impossible que les hommes de la rue Lauriston aient pris leur retraite à Bazoches sans emporter le bénéfice de trois années de crimes et de vols.

On n'a trouvé, jusqu'à présent, que 2.600.000 francs à Bazoches. Pécadille pour de tels hommes.

A défaut d'argent, on a retrouvé dans le domaine campagnard d'intéressants documents, tel ce « reçu de M. Jean Luchaire la somme de 1.370.516 francs pour liquidation de comptes », signé « Marquis Lionel de Wiett ».

Des télégrammes aussi, des lettres postées à Londres, et une série de cachets de tous les services officiels et d'une bonne partie des mairies et préfectures de France.

On ne se levait jamais avant quatre heures de l'après-midi. Bonny péchait de la terrasse dans l'étang. Lafont vérifiait ses armes. Jeanine lisait à longueur de journée. Mme Bonny surveillait la cuisinière.

Après la maison de Landru à Gambais, la « Voulzie » de Weidmann, l'hôtel Petiot de la rue Le Sueur, la ferme de Basolin est désormais au nombre des maisons célèbres de l'histoire des grands crimes.

L'ARMÉE SOVIÉTIQUE déclenche dans trois secteurs L'OFFENSIVE D'AUTOMNE

Moscou, 12 septembre. — **La campagne d'automne a commencé pour l'armée rouge. Après s'être regroupés à l'issue de leur offensive d'été, les Russes attaquent actuellement sur trois fronts principaux, qui forment une seule opération de très grande envergure.**

Les trois secteurs où opèrent les troupes soviétiques sont les suivants :

1° Le triangle situé entre la Vistule et le San, au sud de Varsovie ;

2° La région située au nord des Carpathes, où les Russes tentent de pénétrer en Tchécoslovaquie par le massif des Beskides ;

3° La région se trouvant au nord-est de Varsovie, où la bataille qui se livrait sur la Narew s'est étendue plus au sud, au delà du Boug.

L'ABSENCE DU MARECHAL STALINE A LA CONFERENCE DE QUEBEC

Québec, 12 septembre. — Le maréchal Staline, en réponse à l'invitation qui lui avait été faite de participer à la conférence de Québec, a envoyé à MM. Roosevelt et Churchill le télégramme suivant :

« Au moment où les armées soviétiques sont engagées dans des batailles gigantesques, et qu'elles mènent des offensives constamment accrues, je me vois dans l'impossibilité de quitter le territoire de l'Union Soviétique, même pour une courte période. Tous mes collègues sont d'accord avec moi sur ce point. »

Commentant la réponse du maréchal Staline, M. Stephen Early, secrétaire de presse au cabinet présidentiel américain, a déclaré que MM. Roosevelt et Churchill, tout en regrettant l'absence du chef du gouvernement de l'U.R.S.S., admettent parfaitement les raisons exprimées dans son message.

Place de l'Opéra, au tiède soleil de septembre, sous les haut-parleurs les Parisiens se sont installés confortablement.

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

LAFONT, BONNY ET Cie *vivaient à Bazoches* en gentlemen-farmers

MAIS LES PERQUISITIONS SONT REVELATRICES DE LEUR CRIMINELLE ACTIVITE

(De notre envoyé spécial Nic LANGEAIS)

Nemours, 12 septembre.

— La ferme Basclin, s'il vous plaît?

Le brave paysan contemple notre voiture et ses occupants d'un air soupçonneux.

Le soleil éclaire joyeusement le paysage. Nous croisons de lourds attelages.

Comme ces images sont différentes de celles qui formaient le film de la vie quotidienne des tortionnaires de la rue Lauriston, passant des salons de la place des Etats-Unis aux bars et aux boîtes de nuit de la capitale !

Bientôt, nous franchissons le portail de la gentilhommière qui s'adosse, devant l'étang, aux bâtiments de la ferme.

Lafont avait acheté ce domaine en juin 1944, pour la bagatelle de quatre millions et demi.

Cependant que je parcours le salon meublé en hâte mais avec goût, par Jeanine Douflot, la jeune maîtresse de Lafont, et la salle à manger aux meubles cossus, au premier étage, les inspecteurs principaux Morin et Chalier font un examen minutieux des chambres à coucher.

L'inspecteur principal Morin n'était plus venu à Bazoches depuis le jour où il y arrêta les chefs de la Gestapo. Il a fait hier d'intéressantes découvertes !...

En arrachant la doublure d'un fauteuil de la chambre de Henri Lafont, apparurent quatre passeports avec visas allemands. Ils étaient destinés à Jeanine Douflot, à Chamberlin et à ses deux enfants. Ces documents avaient été délivrés fin juillet 1944. Chamberlin voulait donc bien fuir en Allemagne. Pourquoi s'est-il ravisé à la dernière minute ? Dissimulés dans des cachettes aux deux bouts de la propriété on trouva aussi des mitraillettes. A l'interrogatoire Bonny avait déclaré :

— A Basclin, vous trouverez deux millions dissimulés dans un fauteuil Empire et deux autres dans la chasse d'eau des toilettes du premier étage.

Lafont prétendait le contraire, or l'argent n'était plus là.

Peut-être se trouve-t-il dans le petit bois voisin où à tour de rôle Bonny et Lafont effectuaient chaque jour de mystérieuses promenades.

Il existe, sans aucun doute, un trésor à Basclin. Il est impossible que les hommes de la rue Lauriston aient pris leur retraite à Bazoches sans emporter le bénéfice de trois années de crimes et de vols.

On n'a trouvé, jusqu'à présent, que 2.600.000 francs à Bazoches. Pécadille pour de tels hommes.

A défaut d'argent, on a retrouvé dans le domaine campagnard d'intéressants documents, tel ce « reçu de M. Jean Luchaire la somme de 1.370.516 francs pour liquidation de comptes », signé « Marquis Lionel de Wiett ».

Des télégrammes aussi, des lettres postées à Londres, et une série de cachets de tous les services officiels et d'une bonne partie des mairies et préfectures de France.

On ne se levait jamais avant quatre heures de l'après-midi. Bonny pêchait de la terrasse dans l'étang. Lafont vérifiait ses armes. Jeanine lisait à longueur de journée. Mme Bonny surveillait la cuisinière.

Après la maison de Landru à Gambais, la « Voulzie » de Weidmann, l'hôtel Petiot de la rue Lesueur, la ferme de Basclin est désormais au nombre des maisons célèbres de l'histoire des grands crimes.

de septembre, sous les haut-parleurs installés confortablement.

Ce soir
GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION INDÉPENDANT
8e ANNEE — Numéro 931
Tur. 52-00. (35 lig. groupées). 2 Francs. Mercredi 13 septembre 1944 2 Francs. 37, rue du Louvre, Paris (2e)

Les troupes alliées ont traversé la frontière germano-luxembourgeoise et, plus au sud, ont fait leur jonction avec les troupes venant du Midi de la France.

Le général de Gaulle S'ADRESSE à la Nation

LA POURSUITE DE LA LUTTE
LE CHATIMENT DES TRAITRES
LE RESPECT DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

...tels sont les points principaux du discours qu'a prononcé le chef du gouvernement provisoire

Dès trois heures, la foule est dense autour du Palais de Chaillot, où le général de Gaulle prononce son discours. Délibérément, elle tourne le dos à l'admirable perspective encadrée par l'arche de la Tour Eiffel, embuée aujourd'hui par la brume délicate du beau temps. Le spectacle est sur la place du Trocadéro. Tout le monde n'entrera pas dans le Palais de Chaillot mais chacun veut voir le cortège des autos officielles ; les initiés nomment les premiers officiels dont la physionomie n'est pas encore très familière aux Parisiens ; des officiers américains descendent de longues autos brillantes. Mais c'est le général de Gaulle qu'on attend ; à chaque nouvelle arrivée, des remous se produisent dans la foule que contient avec bonhomie, mais fermeté, un cordon d'agents, tout pénétré de dignité dans sa grande tenue. Une immense clameur faite de « Vive de Gaulle ! » et de Marseillaise s'élève. Le général de Gaulle vient d'arriver.

Depuis son arrivée à Paris, le général de Gaulle s'est déjà adressé aux Parisiens. Mais il n'avait pas encore parlé à la Nation tout entière.

Le général de Gaulle va affirmer la nécessité pour la France de continuer son effort jusqu'à la victoire. Le ravitaillement, les transports et, demain, la reconstruction du pays appauvri et dévasté exigent la tension de toutes les énergies françaises. En proclamant le retour à la légalité républicaine, il soulignera par ailleurs la nécessité d'un châtiment sévère pour les traitres à la patrie.

Il abordera également le problème de l'Assemblée consultative et soulignera la nécessité de donner dès que possible la parole au peuple.

Toutefois, la partie la moins importante de son discours ne sera pas celle consacrée à la position de la France dans le monde.

C'est de Paris, capitale de la France, que le général de Gaulle s'adresse au pays. Aucun pays allié ne saurait maintenant contester que son gouvernement est le gouvernement de la France.

Le chef du gouvernement retracera les victoires alliées et mon[illegible] les Forces françaises de l'Intérieur ont prise à la libération du territoire. Les succès de nos troupes et le succès de l'insurrection nationale redonnent à la France son rang de grande puissance. Les Anglo-Américains ne sauraient plus tarder désormais à reconnaître pleinement le gouvernement français, que l'U.R.S.S. a reconnu dès le premier jour.

Le général de Gaulle affirmera nettement que la France doit prendre part demain aux négociations d'armistice et de paix. Elle ne saurait être écartée d'entretiens qui régleront le sort de l'Allemagne.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE est l'hôte du C.N.R.

C'est au cours d'une réunion organisée par le Conseil National de la Résistance que le chef du gouvernement provisoire prend la parole.

On mesure encore mal l'importance de cet organisme. En fait, il constitue une sorte de parlement provisoire qui ne comprendrait que 16 membres. Dans la clandestinité il a dirigé la résistance métropolitaine et jeté les bases d'un programme de gouvernement : c'est la fameuse charte publiée dès le 15 mars 1943 et approuvée par le général de Gaulle.

On sait qu'il est question de porter le nombre des membres de l'assemblée consultative à 300, mais il s'agirait moins d'un élargissement de l'assemblée d'Alger, que d'un développement du C.N.R. [illegible] Mais le conseil national de la Résistance ne veut pas voir son rôle réduit à celui d'un simple organisme consultatif. On pense que ses pouvoirs pourraient être étendus.

En choisissant son président, M. Bidault, comme ministre des Affaires étrangères, le général de Gaulle avait marqué l'importance de cet organisme. En prenant la parole dans une réunion du C. N. R., il montre aujourd'hui qu'il veut faire du conseil national de la Résistance un conseil du gouvernement.

A Québec, vieille capitale française Roosevelt et Churchill jettent les bases de la paix

Au programme :

LE PROBLÈME DE LA FRANCE
L'OCCUPATION DE L'ALLEMAGNE
LA GUERRE CONTRE LE JAPON
LES PETITES NATIONS

Le 11 septembre, M. Churchill a débarqué à Halifax, accompagné des chefs des délégations militaires anglaises à Washington, de l'amiral Cummingham, chef d'état-major de la flotte, et du général Portal, commandant l'armée de l'air, etc. Le Premier britannique, toujours alerte, a déclaré sa confiance dans une victoire rapide et totale. Dans une petite gare, près de Québec, il a été reçu par le président Roosevelt. Chacun des deux hommes d'Etat est accompagné par sa femme. Mesdames Roosevelt et Churchill entretiennent d'amicales relations. Les féministes peuvent escompter l'influence de cette conférence officieuse sur la conférence officielle.

Le président Roosevelt et M. Churchill lors d'une récente conférence.

Après cette rencontre, le chef du gouvernement anglais s'est installé au château de Frontenac, un nom de chez nous, parmi tant d'autres à Québec. Privée de représentants autorisés à ces entretiens, la France est néanmoins heureuse que cette réunion ait lieu dans une cité restée par le cœur si proche de nous.

Le réglement des problèmes mondiaux

L'œuvre des précédentes conférences. — C'est la neuvième fois que Churchill et Roosevelt vont conférer sur l'avenir des peuples qui, vainqueurs ou vaincus, prendront place dans l'univers de demain. Après la proclamation, en août 1941, dans la Charte de l'Atlantique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la nécessité d'assurer un solide système de sécurité internationale, l'adhésion de l'U.R.S.S. à ces principes a été confirmée dès le mois de décembre au cours des entretiens anglo-soviétiques. Puis la conférence de Casablanca — du 14 au 24 janvier 1943 — permit de préparer un vaste plan de guerre précisé en août par Churchill et Roosevelt dans la même ville où ils se retrouvent aujourd'hui. Les résolutions prises exigeant le respect de la sécurité générale, destruction du fascisme en Italie d'abord, dans l'Europe ensuite et le jugement rapide des criminels de guerre. En novembre, au Caire, ces décisions étaient appliquées au Japon, au cours d'une rencontre Churchill-Roosevelt-Tchang Kai Chek. Et l'accord total avec le maréchal Staline, la décision de poursuivre jusqu'au bout la lutte contre la barbarie fasciste et pour la paix du monde, voilà les résultats obtenus à Téhéran, du 26 novembre au 2 décembre 1943.

L'absence de Staline à Québec

Pourquoi cet entretien tripartite n'a-t-il pu se réaliser de nouveau ? M. Stephen Early, parlant au nom des premiers ministres américain et britannique, a déclaré que ceux-ci regrettaient cette absence mais comprenaient parfaitement que son rôle de commandant en chef des armées soviétiques interdise au maréchal de l'U.R.S.S. de quitter son poste en ce moment.

D'après la radio anglaise une nouvelle conférence où Staline sera présent, aura d'ailleurs lieu à bref délai.

La réponse du maréchal Staline à l'invitation de MM. Roosevelt et Churchill

Québec, 12 septembre. — Voici le texte du télégramme envoyé à MM. Roosevelt et Churchill par le maréchal Staline, en réponse à l'invitation qui lui avait été faite de participer à la Conférence de Québec :

« Au moment où les armées soviétiques sont engagées dans des batailles gigantesques, et où elles mènent des offensives constamment accrues, je me vois dans l'impossibilité de quitter le territoire de l'Union soviétique, même pour une courte période. Tous mes collègues sont d'accord avec moi sur ce point ».

Les problèmes économiques de Québec

Les premières discussions porteront sans doute sur des questions économiques. Les familiers du président ont remarqué à quel point, ces dernières semaines, il a étudié ces problèmes.

M. Roosevelt lui-même a signalé vendredi l'intérêt que portent les Etats-Unis à la quest on des cartels internationaux. Les milieux informés croient que la suppression des cartels ennemis et un contrôle strict de l'activité de tous les autres pourraient bien être un des sujets qui seront traités à Québec, particulièrement en relation avec la question du rétablissement après la guerre du commerce américain et britannique.

Les problèmes politiques

Nos grands alliés anglo-saxons, après avoir tant fait pour la libération de notre empire, s'apprêtent seulement à discuter du rôle de la France comme grande nation. Voilà qui aurait été concevable si nous avions accepté passivement leur concours. Mais le magnifique élan de tout notre peuple, ses souffrances vaillamment supportées ne rendent-elles pas à notre pays sa place réelle au premier rang des combattants de la liberté. De même, le sort de la Pologne et des petites nations doit être évoqué à Québec.

Vers la paix

Nous savons que la volonté commune des Alliés est de faire régner la justice dans le monde. C'est pourquoi la foi ne peut manquer, face à l'avenir. Mais il faut que la France, forte de sa confiance dans ses amis anglo-saxons et fière de leurs succès comme des siens propres, trouve enfin auprès d'eux la même amicale compréhension dont l'U.R.S.S. a toujours fait preuve.

AU MUSÉE GRÉVIN

PROMOTIONS, EPURATIONS

Le Maréchal Pétain n'est plus. Le Musée Grévin, qui exposait son image de cire depuis 1938, a prévenu l'histoire et, dès l'année dernière, l'a mis au rebut.

Le comité d'épuration a fait son œuvre.

L'homme de Vichy a rejoint dans la cuve de l'oubli Hitler, Mussolini et Franco, anéantis avant lui. Mais on rencontre encore aujourd'hui, dans la pénombre des galeries privées d'électricité, l'effigie des frères Lumière. M. Louis Lumière, qui ornait, hier encore, les galas cinématographiques allemands, ne gardera probablement plus longtemps sa place dans ce charmant musée de l'imagerie française. Qu'en pense, chez les figures de cire, le comité d'épuration ?

Si le musée est actuellement fermé, faute de courant, les ateliers se hâtent d'achever un travail de longue haleine, entrepris depuis deux ans.

Des centaines de figurines de plâtre, illustrant huit scènes de l'histoire des Etats-Unis, vont être bientôt exposées ainsi que les effigies du général de Gaulle, du maréchal Staline, de M. Churchill et de M. Roosevelt.

LE PILLAGE DE LA FRANCE (II)

DANS L'HOTEL MAJESTIC les Allemands avaient installé le G. Q. G. du marché noir

Le marché noir s'est insinué en France, sans bruit, comme un voleur, dès l'été 1940. Il est venu progressivement, s'est étendu de région à région, franchissant, exempt de laissez-passer, la fameuse ligne, de sinistre mémoire, qui scindait le pays. Il s'est diffusé à la façon d'une gangrène. Et pour soigner cette gangrène, la France en était réduit au Vichy à l'état pur.

Naissance et évolution du marché noir

Dès juillet 1940, époque à laquelle les transactions irrégulières s'effectuent à peu près librement, les prix montent à une folle allure et les denrées et produits de première nécessité désertent le marché officiel. Où se sont réfugiés ces derniers ? A quelles fins ? Nous répondrons plus loin à ces questions.

Le marché noir a pris toute sa vigueur aux premiers jours de 1941 : il est entré dans les mœurs. Le marché est déréglé. Les prix imposés, les factures n'existent plus. On paie en dessous de table et comme les transactions s'opèrent à travers une nuée d'intermédiaires, les prix continuent à monter. On achète et l'on vend n'importe quoi, à n'importe qu'.

En 1942, la police économique développe son action. Les trafiquants ne donnent plus leurs rendez-vous dans des cafés. Ils s'entourent de garanties qui les met à l'abri des curiosités policières : ils se renseignent sur la personnalité des acheteurs, exigent que ceux-ci possèdent un bureau et demandent qu'on leur présente, avant de traiter, le montant de la transaction.

René SAINT-GEOSMES.

(Suite en deuxième page)

« Je n'ai jamais lancé mes troupes dans la bataille sans être sûr d'être à la hauteur de la tâche », a dit le maréchal Montgomery. — Monty pour ses vétérans de la 8e armée. — l'un [illegible], qui vient d'avoir à Bruxelles une longue conversation avec le général Eisenhower.

SUR 10 KM. DE PROFONDEUR LES ALLIÉS PÉNÈTRENT EN ALLEMAGNE

Ils sont aux portes de Trèves

Les positions allemandes sur la côte franco-belge sont enlevées une à une. Les colonnes blindées britanniques, parties d'Anvers, sont à la frontière hollandaise. La bataille d'Aix-la-Chapelle est en cours à un kilomètre de la frontière germanique. Les Américains, venant de Luxembourg, sont entrés en Allemagne sur une profondeur de dix kilomètres. De Montmédy à Sierck, la ligne Maginot se trouve entre nos mains. Sur la Moselle, les Alliés attaquent en force et la prise de Dijon et de Montbéliard rend bien précaire la situation des Allemands en fuite vers Belfort et l'Allemagne. Tel est le bilan des dernières vingt-quatre heures.

En effet, à Brest et au Havre — où les faubourgs nord de la ville sont entre nos mains — de violentes batailles se déroulent. Les Allemands résistent farouchement sur chaque point d'appui fortifié. Les Canadiens sont appuyés par la flotte et l'aviation anglaises. Plus au nord, à l'exception de Dunkerque, toute la côte entre Gravelines et Zeebrugge est entre nos mains et, entre cette ville et l'embouchure de l'Escaut il ne reste plus qu'une douzaine de mille d'Allemands, débris de quatre divisions.

Gand est maintenant complètement libérée et les troupes alliées ont écarté toute menace de la ville. Sur le canal Albert, la tête de pont de Beeringen a permis au général Dempsey de lancer sur le Nord et l'Est de puissantes formations. Le pont de Groote a été enlevé intact et, quelques heures plus tard, les patrouilles britanniques étaient installées en territoire hollandais. Plus au Sud, les colonnes parties de Hasselt se sont rapprochées de Maestricht et même de la frontière allemande. De Verviers à Metz, une gigantesque offensive alliée rejette les nazis sur leur propre territoire.

(Suite en deuxième page)

Dans Dijon libérée

La libération est venue plus vite encore que les Dijonnais ne l'avaient espéré. Dijon était, en effet, le lieu où affluaient toutes les troupes allemandes en déroute et les effectifs concentrés y étaient assez considérables. Après une rapide avance dans la vallée de la Saône, les troupes françaises atteignirent les abords de Dijon dans la journée de dimanche, augmentées des effectifs F.F.I. qui tenaient les maquis de l'Ain et de la Saône.

La fusillade se poursuivit toute la nuit et les Allemands attaqués de toutes parts commencèrent à évacuer précipitamment Dijon, harcelés par les troupes du maquis qui les encerclaient autour de la ville.

Les premiers chars français

Au début de la matinée les premiers chars français pénétrent dans la ville par les routes d'Auxonne et de Chagny. Ils traversent le faubourg d'Ouche et occupent rapidement la gare. Quelques groupes d'Allemands essaient encore de résister désespérément. De tous côtés les F.F.I. sortent en armes des rues et des maisons. Les chars et les automitrailleuses avancent au milieu d'un extraordinaire enthousiasme.

(Lire la suite en 2e page.)

LA BRIGADE DU CRIME

La ferme où furent arrêtés les bandits livrera-t-elle aujourd'hui son secret ?

La ferme Baslin livrera-t-elle entièrement son secret ? Bony prétend l'avoir dévoilé. Mais a-t-il tout dit? Et après la perquisition qu'effectue, aujourd'hui, l'inspecteur principal Morin, est-on sûr que rien de mystérieux ne subsistera plus dans cette ferme ?

Quel est le véritable secret de la ferme ?

Bony jure avoir tout dit sur ce qu'elle contient. Le plan qu'il en a tracé est net, précis dans les moindres détails. Mais... — et c'est ce qui nous pousse à poser un point d'interrogation — pourquoi a-t-il demandé avec tant d'insistance, pourquoi a-t-il supplié, après ses aveux, *qu'on ne perquisitionnât point en dehors de sa présence !* Pourquoi Pierre Bony tient-il tant à retourner à la ferme Baslin? Pour y revivre cette heure si néfaste — une de plus dans sa vie bien noire déjà — où le 31 août, l'inspecteur principal Morin se présentait devant lui, à l'improviste, revolver au poing :

— *Bony, je vous arrête.*

Non, Bony n'a pas le temps de se livrer aux souvenirs, bons ou mauvais. Il vit dans le présent et ses nuits d'insomnie sont tournées vers une vision de l'avenir — de l'heure où il paiera.

L'assaut de la ferme

On n'a eu, jusqu'à présent, que des renseignements fort vagues sur ce fameux coup de filet du 31 août. C'est à 17 heures que la ferme Baslin, cernée par le détachement que commandait Morin — détachement composé de cinq voitures automobiles, d'un car de la Préfecture de police, d'inspecteurs de la Police judiciaire, de gardiens de la paix en civil, ainsi que des membres F.F.I. armés de mitraillettes, fusils et grenades — fut prise d'assaut par surprise.

Les habitants furent arrêtés sans qu'un coup de feu ait été tiré. Le soir même, le car de la Préfecture ramenait à Paris, Bony et sa femme, Lafont, ses deux enfants et sa maîtresse, ainsi que deux jeunes filles amies des enfants de Lafont.

La fortune « portative » des bandits

Avant de quitter Bazoches, l'inspecteur principal Morin se livra à une perquisition sommaire : Bony remit son portefeuille qui contenait 104.190 francs et une fausse carte d'identité au nom de *Bertaud Pierre, né le 1er janvier 1894, à Bayeux (Calvados) agent d'affaires, domicilié rue Aristide-Briand, à Lisieux, délivrée le 2 décembre 1943 sous le numéro* 1.238.

Pierre Bony, qui remit également un stylo en or, avait un penchant marqué pour l'horlogerie ; on trouva sur lui six montres en or.

On ne lui a pas encore demandé d'où elles provenaient. Peut-être les a-t-il arrachées aux poignets des victimes qu'il envoyait à la mort après torture, car Bony aimait employer la manière forte quand il avait *poussé un peu loin ses interrogatoires*, que ses poings, à force de frapper, devenaient douloureux. Il se faisait masser par un spécialiste attaché presque exclusivement à cette fonction : masser les membres des tueurs fatigués.

Quant à Emie Bony, sa femme, elle possédait dans un coffret de cuir marron : une montre en or sertie d'émeraudes, un bracelet or et émeraudes, un collier de perles avec fermoir en platine, un clips en platine orné de diamants, deux chevalières en or et deux alliances.

Quant à Lafont, il avait enfoui sous le linge d'un panier à linge sale 2.580.000 francs en billets de mille. Il les livra, ainsi qu'un coffret en bois, dont la fermeture secrète était commandée par trois boutons permettant des combinaisons chiffrées.

Fort habilement, les deux hommes faisaient semblant de donner aux policiers tout ce qu'ils possédaient, pensant sauver le reste. Bony a compris qu'il n'y avait plus rien à espérer. Il a achevé ses révélations sur la ferme Baslin.

La double vie de Bony

Bony a été confronté, hier, avec sa femme, toujours détenue. L'entrevue se passa dans les larmes : Bony passait, en effet, à son domicile boulevard Gouvion-Saint-Cyr, pour un bon bourgeois, père de famille. Il semble que sa femme ignore les trois-quarts de ses crimes.

43 arrestations

Après l'arrestation opérée, hier, de Louis Estébétéguy, l'un des trois portiers de la rue Lauriston, le nombre des personnes arrêtées se monte maintenant à 43. Soixante-douze ont été identifiées et sont activement recherchées.

Charles Maurras est arrêté à Lyon

Une bonne nouvelle nous arrive de Lyon : Maurras, l'homme qui pervertit la pensée française, qui prépara le terrain à « Gringoire » et à « Je suis partout », et qui, pendant l'occupation, a répété inlassablement dans l'« Action Française » les slogans hitlériens, est arrêté. Il avait réuni quelques journalistes américains pour tenir une conférence de presse. Cette imprudence a permis de l'appréhender.

De Lyon également, on signale l'arrestation de Félix Garcin, directeur du « Nouvelliste » et de l'industriel Berliet. L'usine de ce dernier est gérée par un comité composé de représentants des cadres, des ouvriers, et du commissaire de la République.

A Paris, deux industriels, Edmond Grandpierre et Robert Leroux, ont été arrêtés sous l'inculpation de menées antinationales et de collaboration avec l'ennemi.

Trois miliciens ont été mis hors d'état de nuire, cependant qu'un de leurs chefs, Agostini, était condamné à mort par la Cour martiale de Dijon.

D'autre part, certaines informations non encore confirmées annonçaient la mise sous les verrous des amiraux Abrial et Platon, de Joseph Barthélémy et de Xavier Vallat.

DANS les rangs des services de liaison de la brigade Leclerc, une jeune femme vient, après trois ans d'exil, de retrouver, au cours de l'avance des troupes de libération, le poupon qu'elle confia voici trois ans à sa grand'mère. Elle n'en avait jamais reçu que des nouvelles imprécises, par des messages de radio toujours trop brefs. Mais voici l'heure où elle peut serrer dans ses bras une grosse petite fille bouclée, et cet instant lui fait oublier toutes les années de séparation, d'angoisses et d'épreuves.

Le Reich, depuis cinq mois multiplie les sondages de paix

« On déclare, aujourd'hui, à Stockholm que le conseiller allemand aux Affaires étrangères, Trott zu Solz, un des sept « conspirateurs » impliqués dans le complot contre Hitler et condamnés à mort, hier, par Berlin, avait été envoyé à Stockholm pour essayer d'entrer en contact avec les Alliés en vue d'entamer des négociations de paix.

« Ceci montre qu'en Allemagne, des groupes puissants ont envoyé des émissaires dans les capitales neutres d'Europe, afin de mettre fin à la guerre. J'apprends de différentes sources que de telles tentatives de paix ont été faites par des « voyageurs » allemands au cours des cinq derniers mois.

« La technique allemande consiste à envoyer des représentants de différents groupes faire des sondages dans le but de savoir ce que les Alliés ont l'intention de faire avec l'Allemagne et de connaître les progrès réalisés par l'idée d'une paix commune avec les Russes.

« L'Allemagne semble vouloir semer la discorde entre la Russie, l'Amérique et la Grande-Bretagne. Ces tentatives prouvent que les Allemands savent la fin de la guerre très proche et qu'ils essaient de sauver une partie de leur puissance militaire pour la période des négociations de paix. »

LES NOMS DES HEROS DE LA RESISTANCE SERONT DONNES A DES RUES DE PARIS

Au cours de sa réunion d'hier le C.P.L. a décidé d'augmenter les allocations des ouvriers sans travail. Il veillera à ce que les collaborateurs, détenus dans les camps, reçoivent les mêmes rations que les Français en liberté, à l'exclusion de tout colis.

Le C.P.L. s'est préoccupé également de la crise du logement. Il insiste auprès du ministère de l'Education nationale pour que les écoles parisiennes rouvrent dès le 2 octobre. Enfin, le Comité parisien a décidé de donner les noms des héros de l'insurrection à des rues de la capitale.

LA BRIGADE DU CRIME

La ferme où furent arrêtés les bandits livrera-t-elle aujourd'hui son secret ?

La ferme Baslin livrera-t-elle entièrement son secret ? Bony prétend l'avoir dévoilé. Mais a-t-il tout dit? Et après la perquisition qu'effectue, aujourd'hui, l'inspecteur principal Morin, est-on sûr que rien de mystérieux ne subsistera plus dans cette ferme ?

Quel est le véritable secret de la ferme ?

Bony jure avoir tout dit sur ce qu'elle contient. Le plan qu'il en a tracé est net, précis dans les moindres détails. Mais... — et c'est ce qui nous pousse à poser un point d'interrogation — pourquoi a-t-il demandé avec tant d'insistance, pourquoi a-t-il supplié, après ses aveux, *qu'on ne perquisitionnât point en dehors de sa présence !* Pourquoi Pierre Bony tient-il tant à retourner à la ferme Baslin? Pour y revivre cette heure si néfaste — une de plus dans sa vie bien noire déjà — où le 31 août, l'inspecteur principal Morin se présentait devant lui, à l'improviste, revolver au poing :

— *Bony, je vous arrête.*

Non, Bony n'a pas le temps de se livrer aux souvenirs, bons ou mauvais. Il vit dans le présent et ses nuits d'insomnie sont tournées vers une vision de l'avenir — de l'heure où il paiera.

L'assaut de la ferme

On n'a eu, jusqu'à présent, que des renseignements fort vagues sur ce fameux coup de filet du 31 août. C'est à 17 heures que la ferme Baslin, cernée par le détachement que commandait Morin — détachement composé de cinq voitures automobiles, d'un car de la Préfecture de police, d'inspecteurs de la Police judiciaire, de gardiens de la paix en civil, ainsi que des membres F.F.I. armés de mitraillettes, fusils et grenades — fut prise d'assaut par surprise.

Les habitants furent arrêtés sans qu'un coup de feu ait été tiré. Le soir même, le car de la Préfecture ramenait à Paris, Bony et sa femme, Lafont, ses deux enfants et sa maîtresse, ainsi que deux jeunes filles amies des enfants de Lafont.

La fortune « portative » des bandits

Avant de quitter Bazoches, l'inspecteur principal Morin se livra à une perquisition sommaire : Bony remit son portefeuille qui contenait 104.190 francs et une fausse carte d'identité au nom de *Bertaud Pierre, né le 1er janvier 1894, à Bayeux (Calvados) agent d'affaires, domicilié rue Aristide-Briand, à Lisieux, délivrée le 2 décembre 1943 sous le numéro 1.238.*

Pierre Bony, qui remit également un stylo en or, avait un penchant marqué pour l'horlogerie ; on trouva sur lui six montres en or.

On ne lui a pas encore demandé d'où elles provenaient. Peut-être les a-t-il arrachées aux poignets des victimes qu'il envoyait à la mort après torture, car Bony aimait employer la manière forte quand il avait *poussé un peu loin ses interrogatoires,* que ses poings, à force de frapper, devenaient douloureux. Il se faisait masser par un spécialiste attaché presque exclusivement à cette fonction : masser les membres des tueurs fatigués.

Quant à Emie Bony, sa femme, elle possédait dans un coffret de cuir marron : une montre en or sertie d'émeraudes, un bracelet or et émeraudes, un collier de perles avec fermoir en platine, un clips en platine orné de diamants, deux chevalières en or et deux alliances.

Quant à Lafont, il avait enfoui sous le linge d'un panier à linge sale 2.580.000 francs en billets de mille. Il les livra, ainsi qu'un coffret en bois, dont la fermeture secrète était commandée par trois boutons permettant des combinaisons chiffrées.

Fort habilement, les deux hommes faisaient semblant de donner aux policiers tout ce qu'ils possédaient, pensant sauver le reste. Bony a compris qu'il n'y avait plus rien à espérer. Il a achevé ses révélations sur la ferme Beslin.

La double vie de Bony

Bony a été confronté, hier, avec sa femme, toujours détenue. L'entrevue se passa dans les larmes : Bony passait, en effet, à son domicile boulevard Gouvion-Saint-Cyr, pour un bon bourgeois, père de famille. Il semble que sa femme ignore les trois-quarts de ses crimes.

43 arrestations

Après l'arrestation opérée, hier, de Louis Estébétéguy, l'un des trois portiers de la rue Lauriston, le nombre des personnes arrêtées se monte maintenant à 43. Soixante-douze ont été identifiées et sont activement recherchées.

Le Reich, depuis cinq mois multiplie les sondages de paix

« On déclare, aujourd'hui, à Stockholm que le conseiller allemand aux Affaires étrangères, Trott zu Solz, un des sept « conspirateurs » impliqués dans le complot contre Hitler et condamnés à mort, hier, par Berlin, avait été envoyé à Stockholm pour essayer d'entrer en contact avec les Alliés en vue d'entamer des négociations de paix.

Troisième année. — N° 20 Le Numéro : 2 francs Mercredi 13 septembre 1944

REDACTION
ADMINISTRATION :
9, rue Louis-le-Grand, 9
PARIS (2e)
•
Téléphone : OPEra 65-00
Après 20 heures :
GUTenberg 48-20

L'AURORE

— France d'abord !
— En tout cas, pas après.

Directeur : PAUL BASTID

Le Général de Gaulle a parlé à la France libérée

Le pays et le monde sont témoins que le choc que représente cette libération accomplie pour les cinq sixièmes de notre territoire et notamment pour la capitale, a mis en éclatante lumière à la fois la volonté de combattre, l'enthousiasme et la sagesse de notre peuple.

Cette continuité de la volonté, et j'ajoute, de l'effort de notre peuple dans la guerre, lui donnent le droit, oui, le droit de faire valoir ses intérêts dans ce qui sera bientôt le règlement du conflit mondial. Aussi bien, voulons-nous croire que, finalement, ce droit ne sera plus contesté.

D'abord nous faisons la guerre, et je dis tout net que, sauf effondrement subit de l'ennemi, nous n'avons pas fini de la faire.

Charles de Gaulle a parlé. Il a parlé devant un auditoire ami qui remplissait la vaste salle du Palais de Chaillot. Il a parlé surtout pour les Français innombrables qui sur tout le territoire de la métropole et de l'empire étaient suspendus à l'écoute. La réaction du public de choix rassemblé, pour la circonstance ne donne certainement qu'une faible idée des résonances éveillées par son discours.

Salué avec éloquence et émotion par le ministre des Affaires étrangères Georges Bidault, président honoraire du C.N.R., Charles de Gaulle s'est adressé avec autorité, avec simplicité et avec cordialité, à la fois aux Français de la résistance et, à travers eux, à l'ensemble du pays. Il a rendu un vibrant hommage au magnifique effort de libération qui a été accompli par le pays. Un chiffre, qu'il a cité avec fierté, se suffit à lui-même : sur 350.000 prisonniers allemands faits en France depuis le début des opérations de Normandie, 105.000 se sont rendus aux forces françaises. Est venu ensuite le rappel du concours fourni par les Alliés. Le général a revendiqué avec force pour la France dans les négociations de paix une place digne de son passé et appropriée aux valeurs qu'elle représente dans le monde. Ce n'est pas là une exigence égoïste. L'intérêt de la collectivité européenne et de l'humanité tout entière postule que le pays puisse faire entendre hautement sa voix.

L'orateur a réitéré les affirmations républicaines de Georges Bidault et déclaré que le pouvoir exécutif devait appliquer les lois de la République, qui peuvent seules en effet l'empêcher de verser dans l'arbitraire. Cela est conforme à l'intérêt du gouvernement aussi bien qu'à celui des citoyens. Le général a dit toutefois que, les organes dans lesquels s'exprimait normalement la volonté nationale ayant été « balayés » par la tempête, le gouvernement s'appuierait jusqu'à la consultation du suffrage universel sur une assemblée consultative dont le conseil national de la résistance constituerait le noyau. Le mot « balayés » est le seul qui puisse, dans certains milieux, prêter à contestation.

Le public a donné l'impression très nette qu'il était plus préoccupé des questions sociales que des problèmes proprement politiques. Charles de Gaulle s'est défendu d'exposer un programme, les tâches de son gouvernement devant évoluer en fonction des circonstances. Mais lorsqu'il a insisté sur la nécessité d'organiser la sécurité sociale, d'arracher les hommes aux incertitudes et aux angoisses du lendemain, il a rencontré une adhésion chaleureuse et unanime. Il a même recueilli des applaudissements nourris lorsque, parlant des difficultés du ravitaillement dues à la prolongation de l'état de guerre, il a courageusement annoncé que, pour éviter de gaspiller l'avenir, le gouvernement maintiendrait un certain temps encore des restrictions. Cette approbation témoigne assez heureusement de la bonne volonté et de l'esprit de discipline du public.

Somme toute, cette première rencontre du général et du pays a été satisfaisante et promet entre eux une collaboration loyale. Il y avait, sous une savoureuse lumière d'automne, beaucoup d'espérance dans l'air.

L'ALLOCUTION DE M. BIDAULT

QUELLES minutes intenses ont vécues les privilégiés qui remplissaient l'immense salle du Trocadéro et la multitude de ceux qui, d'un bout de Paris à l'autre, dans tous les coins de France libérés ou encore opprimés l'écoutèrent, lui, le chef du gouvernement, dont les paroles prophétiques recevaient une solennelle consécration !

*

Dès le début de l'après-midi, le pourtour de la place du Trocadéro est envahi par la foule, plus dense de minute en minute, et qui se presse, curieuse, impatiente derrière les cordons de police.

L'une après l'autre, les voitures officielles aux cocardes tricolores, celles des délégations américaines, anglaises et russes, longues, luisantes et souples, viennent se ranger devant l'escalier de marbre.

Et c'est enfin, encadrée d'une escorte de motocyclistes, la voiture du général de Gaulle.

Il pénètre rapidement dans le hall, salué par de vibrantes acclamations, tandis que la Garde républicaine et un peloton d'un régiment nouvellement constitué lui rendent les honneurs.

La salle est comble, plus la moindre petite place. Il est à peine 16 h. quand le général de Gaulle fait son entrée, accompagné de MM. Jeanneney, ministre d'Etat, et de M. Bidault, notre nouveau ministre des Affaires étrangères.

Tout le monde s'est levé, spontanément, comme mu par un ressort, et l'acclame et l'applaudit. Le général répond à cette ovation par un large geste des deux mains, tandis qu'éclate « La Marseillaise ».

Tout le monde s'est tu.

Immobiles, rigides, face au général qui les regarde, la tête droite, hommes et femmes se sont figés, au garde à vous.

M. de Gaulle s'est assis.

A sa droite ont pris place le ministre des Affaires étrangères et président du C.N.R., M. Bidault, et un peu en retrait, les représentants des groupements de Résistance, parmi lesquels on reconnait MM. Laniel, Frévelle, Cassin, Soustelle, le R. P. Carrière, Paul Antier, notre directeur Paul Bastid; les généraux Kœnig, Juin, de Larminat, Valin, l'amiral Amboinerie et l'amiral Thierry d'Argenlieu, ainsi que le préfet de la Seine, M. Flouret.

A sa gauche, se trouvent le ministre d'Etat, M. Jeanneney et tous les membres du gouvernement. Les délégations étrangères sont représentées par le général Vanier, ambassadeur du Canada, M. Kocirev, chargé d'affaires de l'U. R. S. S., M. Chaplin, chargé d'affaires des Etats-Unis, et M. Holman, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, en attendant l'arrivée de M. Duff Cooper.

M. Bidault se lève alors et dans une allocution très sobre, il salue, en la personne du président du gouvernement provisoire, le premier Résistant de France.

Puis il s'adresse aux morts de la Résistance, à « Max » qui fut leur chef, un des premiers, et il les assure que leur sacrifice n'aura pas été vain.

Il rend hommage à la bravoure des F.F.I. dont il retrace l'épopée glorieuse, et il termine en souhaitant que la Révolution dans la Justice et par la loi permette à la France de retrouver la place que ses fils lui ont reconquise.

Il est très applaudi.

La musique de la garde joue alors la « Marche Lorraine ».

Et le général de Gaulle se lève.

Une fois encore, tous les assistants se sont dressés, et par leurs applaudissements frénétiques, leurs cris répétés : « Vive de Gaulle ! » lui témoignent leur affection, leur admiration.

Le discours du chef du gouvernement

Pendant les dix-huit jours qui se sont écoulés déjà depuis que l'ennemi qui tenait Paris capitula devant nos troupes, une vague de joie, de fierté, d'espérance, a soulevé la nation française. Le pays et le monde sont témoins que le choc que représente cette libération accomplie pour les cinq sixièmes de notre territoire, et notamment pour la capitale, a mis en éclatante lumière à la fois la volonté de combattre, l'enthousiasme et la sagesse de notre peuple. S'il était encore quelque part des gens qui doutaient de ce que voulait réellement la nation opprimée et de sa capacité de se dominer elle-même, je suppose qu'ils sont, à présent, définitivement éclairés.

Une voix s'est élevée dans le silence, grave, nette, et déjà les applaudissements crépitent.

Les mains légèrement appuyées sur la table, la haute silhouette du général de Gaulle se détache sur cette toile de fond, composée de trois couleurs frappées de la croix de Lorraine, ses emblèmes, les emblèmes pour lesquels il a lutté, il a vaincu.

Et c'est alors l'hommage rendu aux nations alliées, « aux braves, aux chères nations qui sont en train de remporter la victoire avec nous ».

A l'Empire britannique tout d'abord :

Notre hommage s'adresse à l'Empire britannique qui, comme nous, tira l'épée le 3 septembre 1939, qui subit, à nos côtés, les cruels revers de 1940, qui, ensuite, presque solitaire, sauva l'Europe par sa résolution, et qui triomphe maintenant avec nous, sur notre sol, en attendant que nous allions ensemble battre définitivement l'ennemi commun sur son territoire.

Puis à nos vaillants alliés russes :

Notre hommage s'adresse à la Russie soviétique qui, sous l'agression de 1941, vit les armées allemandes s'avancer jusqu'aux portes de Léningrad et de Moscou et pénétrer jusqu'au cœur du Caucase, mais sut trouver, dans l'admirable courage de son peuple, les vertus de ses combattants et l'organisation de ses vastes richesses, l'énergie et les moyens nécessaires pour chasser l'envahisseur et briser, dans de terribles batailles, l'essentiel des forces guerrières.

A nos amis Américains ensuite :

Notre hommage s'adresse aux Etats-Unis d'Amérique qui, attaqués à leur tour en décembre 1941 et refoulés d'abord jusqu'aux extrémités du Pacifique, ont su devenir une grande puissance militaire et réaliser par delà les mers les immenses entreprises qui ramènent l'Europe à la vie, tout en arrachant au Japon les bases qui, bientôt, le menaceront au cœur.

A toutes les nations opprimées, enfin, qui ont lutté et souffert à nos côtés, pour la même cause, le même idéal !

Notre hommage s'adresse aux vaillantes nations polonaise, tchécoslovaquie, belge, hollandaise, luxembourgeoise, yougoslave, norvégienne, grecque, qui furent entièrement submergées par l'abominable marée mais qui, comme nous-mêmes ne désespérèrent jamais et voient paraître, à leur tour, l'aube de la libération.

Il est chaleureusement applaudi.

Le général de Gaulle prononce son discours.

Le Général s'adresse alors au pays.

Dans un tableau saisissant de vérité, il retrace l'histoire de notre défaite, stigmatisant les fautes, les erreurs, exaltant l'héroïsme désespéré de nos soldats :

Mais, si un peuple tel que le nôtre, accoutumé aux grands malheurs comme aux grandes gloires, sait reconnaître que chacun des Etats qui forment avec lui l'équipe de la liberté, a noblement mérité son amitié et son estime, il sait aussi se juger lui-même et mesurer, sans s'en faire accroire, le rôle qu'il aura joué dans la prochaine victoire commune.

Certes, nous avons assez souffert pour n'oublier jamais notre désastre initial. Nous savons que, mal préparés, nous aussi, aux formes nouvelles de la guerre, point remis des pertes gigantesques que nous avions prodiguées au cours du dernier conflit, pratiquement isolés à l'avant-garde des démocraties, n'ayant, pour nous couvrir, ni mers protectrices ni vastes étendues, nous nous trouvâmes submergés par la force mécanique allemande et précipités brutalement dans un désarroi matériel et moral qui permit au défaitisme et à la trahison de paralyser chez beaucoup la volonté de vaincre. Tout de même, nous étions en ligne dès le 3 septembre 1939. Et, tandis qu'en 1940 tout ce que l'Allemagne possédait de chars, de canons et d'avions s'acharnait à nous abattre, ces chars, ces canons, ces avions qui taillaient dans notre chair, ne taillaient pas dans la chair des autres!

Depuis, aux côtés de nos alliés, nous sommes rentrés dans la bataille, et nos régiments se sont couverts de gloire.

Constatons enfin que, dans la bataille de France, ce qu'ont déjà accompli nos forces, soit par la manœuvre et les attaques des grandes unités de campagne, soit par les actions de détail partout menées par les unités de l'intérieur, a compté pour beaucoup dans les succès de la coalition.

(Lire la suite en 2e page)

En écoutant Charles de Gaulle

Place de l'Opéra...

« Honneur et Patrie !... Voici le général de Gaulle !... » Rappelez-vous !...

Rappelez-vous les bouffées d'espoir que cette voix simple, directe, persuasive, apportait à nos cœurs, pendant les tristes veillées de l'occupation.

« Honneur et Patrie !... » On se terrait derrière portes, fenêtres et rideaux ; on se groupait fiévreux autour d'une boite magique d'où sortait l'espérance.

Rappelez-vous le brouillage lancinant qui cherchait à couvrir sa voix... Sa voix qui stimulait le courage, appelait la confiance, dénonçait la trahison !

« Honneur et Patrie !... » Que de fois ne nous sommes pas tus pour entendre ses fières paroles qui vinrent de Londres, ou d'Alger.

*

De Gaulle a parlé hier. J'aurais pu aller le voir au Palais de Chaillot, mais j'ai préféré me mêler au peuple immense qui s'était groupé pour l'entendre place de l'Opéra...

Je m'attendais à de l'enthousiasme, sinon à du délire ! Je m'attendais à des cris sinon à des chants...

Et ce fut l'émotion qui l'emporta !

Debout, immobile, silencieuse, la foule a écouté Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française, comme elle écoutait jadis le général de Gaulle, réfractaire à la défaite et à la trahison.

Debout, immobile, silencieuse, raidie, cette foule immense écouta la « Marseillaise », puis, sagement, s'écoula sur les boulevards.

Une fois de plus, nous avions entendu Charles de Gaulle, mais cette fois la tristesse angoissante des temps passés s'était évanouie, et dans tous les yeux brillaient la confiance et l'espoir dans l'avenir !...

Dominique PADO.

...et place de l'Hôtel de Ville

ON SE BAT SUR LE SOL ALLEMAND

D'Aix-la-Chapelle à Trèves, la ligne Siegfried est sous le feu des canons alliés

LE HAVRE EST DÉLIVRÉ

Intense activité aérienne sur tous les fronts

LA SITUATION

Le Havre est libéré. La garnison, qui ne comptait plus que 3.000 hommes, s'est rendue 36 heures exactement après le premier assaut des Canadiens. Il était 11 h. 30 quand l'adjoint du commandant allemand — remplaçant son chef grièvement blessé, — a arboré le drapeau blanc.

A Brest, les combats continuent. Rue par rue, maison par maison, les alliés avancent en dépit de la résistance acharnée des Allemands. On s'attend à la prise de la ville d'une heure à l'autre.

Dans le Centre, le premier régiment de France mène la vie dure à l'ennemi, qui occupe toujours Saint-Amand, mais La Palisse est délivré.

Fait également important, les troupes alliées qui ont traversé la frontière germano-luxembourgeoise, ont fait leur jonction avec l'armée de la Méditerranée. Devant elle, l'aviation bombarde sans répit les positions allemandes sur la Moselle, entre Metz et Thionville. Des objectifs ferroviaires entre Sarrebruck et Cologne, ont été également fort malmenés. Des wagons et de nombreuses locomotives ont été détruits ou endommagés.

Dans la région de Belfort, où l'avance continue, les forces françaises de l'intérieur soutiennent activement l'avance alliée.

EUPEN ET MALMEDY DELIVREES

Adossés à leur frontière, les Allemands jettent tout ce qu'ils peuvent amener d'artillerie, de mortiers, de lance-grenades, de chars, de voitures blindées, de canons de D. C. A. et d'infanterie dans la bataille, sans réussir à stopper l'avance des alliés. Tandis que des combats de rues faisaient rage à Limbourg, des unités américaines franchissaient la Vesdre sur des ponts hâtivement construits et s'emparaient d'Eupen et de Malmédy d'où, tout aussitôt, elles bombardaient le territoire allemand.

EN BELGIQUE

De leur côté, d'autres éléments d'infanterie, appuyés par des blindés, occupaient Herdé, à l'est de Liége et Japrelle, sur la route de Liége à Tongres. A l'est de Gand, Lokeren et Saint-Nicolas étaient libérés.

Enfin, les éléments de la première armée américaine qui ont franchi la frontière près de Trèves, ont avancé, sur le sol allemand, de 8 kilomètres environ, après avoir brisé une forte résistance.

DANS LA LIGNE MAGINOT

Les troupes américaines qui opèrent dans la zone de la ligne Maginot, ont occupé de nombreux points fortifiés de cette ligne, le long de la frontière luxembourgeoise. Les canons étaient toujours en place, mais les munitions et une partie des installations techniques avaient été enlevées. Des unités sont entrées à Crusnes, où a été découverte l'entrée d'un système souterrain de communications entre les forts. Plus au sud, Aumetz a été libérée.

Nulle part, la chasse ennemie ne s'est manifestée.

IS-SUR-TILLE, ANCEY ET SAMBERNON LIBEREES

Au delà de Dijon, les troupes françaises ont atteint Is-sur-Tille, à 22 kilomètres. La ville de Sambernon a été libérée après un rapide combat, ainsi que Ancey.

Aux environs d'Autun, 3.200 prisonniers ont été capturés, au cours d'un vif engagement. Enfin, dans le secteur de Vesoul, des avances ont été réalisées, en dépit de la résistance acharnée de l'ennemi, qui utilise au maximum son artillerie et ses blindés. Le major général allemand Albin Nake, commandant la 159e division de réserve, a été grièvement blessé et fait prisonnier. Sa voiture avait été attaquée et détruite.

A L'EST

Pour l'armée rouge, la campagne d'automne a commencé. Regroupée, elle attaque sur trois fronts qui ne poursuivent, en somme, qu'une seule et vaste opération. Le premier secteur est constitué par le triangle formé par la Vistule et le San, au sud de Varsovie ; le second se situe au nord des Carpathes, où les Russes poussent en direction de la Tchécoslovaquie, à travers le massif des Beskides ; le troisième, enfin, englobe le nord-est de Varsovie, où la bataille qui se livrait sur le Narew s'étend maintenant au delà du Boug. Là, les Russes s'efforcent d'envelopper la capitale polonaise en reprenant le classique mouvement de tenailles. Déjà, ils tiennent la route qui conduit, par le faubourg de Praga, récemment libéré des Allemands, en direction de Varsovie.

(Lire la suite en 2e page)

LA BANDE A BONY

Le conseiller municipal Levillain "touchait" rue Lauriston

La cadence des arrestations s'accélère : sept pour aujourd'hui, du menu fretin, nous dit-on, parmi lequel cependant on relève le nom du docteur Lapinet, qui était un ami de l'administrateur des *Nouveaux Temps*, Georges Prade. C'est grâce à cette belle relation que le Dr Lapinet put faire intervenir Lafont (on sait que Lafont n'avait rien à refuser à la direction des *Nouveaux Temps*) pour se faire libérer de Fresnes où les Allemands l'avaient incarcéré on ne sait au juste pourquoi. C'était manifestement par erreur, car Lapinet sut par la suite prouver combien il leur était dévoué en se mettant à la disposition de Lafont. Mme Lapinet elle-même, dans sa reconnaissance éperdue, accorda toutes ses faveurs à Lafont, ce qui a entraîné son arrestation à elle aussi.

Lafont était, paraît-il, fort prisé des femmes. On a peine à le croire, en le voyant passer maintenant, chaque jour un peu plus sale et plus barbu, de sa cellule au cabinet du commissaire Clot où il fut, hier après-midi, confronté à deux reprises avec Bony, des divergences de déclarations laissant supposer que les deux hommes qui, maintenant, prétendent se mettre à table, ne disent malgré tout pas encore toute la vérité.

∴

Mais tout cela ne sert guère qu'à grossir le dossier qui doit être remis à M. le juge d'instruction Gerbinis dont la tâche sera monumentale si l'on songe qu'il devra encore instruire une information contre X sur toutes les manœuvres antinationales de la police. Malgré son air si affable et si doux, nous lui faisons confiance pour traiter Bony et Lafont comme ils le méritent. N'oublions pas, en effet, que ce magistrat sait être ferme quand il le faut et qu'il l'a prouvé en refusant absolument de se dessaisir, autrement que par la force, au profit des Allemands qui le réclamaient, du dossier de Paul Colette, l'auteur de l'attentat contre Laval et Déat. Et on peut dire, sans exagérer, que c'est à ce magistrat que Paul Colette doit sa grâce et sa vie, car nous ne doutons pas que, depuis plusieurs semaines déjà, Paul Colette, qui est un des plus purs héros de la résistance et dont nous n'avons plus entendu parler, a retrouvé sa liberté.

Francine BONITZER.

(Lire la suite page 2)

LES DESSOUS DE L'ARMISTICE

LA TRAHISON DE BORDEAUX

par UN TEMOIN

III. — LE GOUVERNEMENT A TOURS

12 juin. — Le président de la République, le gouvernement et les bureaux des Assemblées s'installent à Tours. La cinquième colonne ne lui fait pas escorte. Les Brinon, les Luchaire attendent à Paris leurs maîtres allemands. Ils ont, à n'en pas douter, reçu depuis plusieurs jours les instructions de Goebbels, et les rendez-vous sont pris à la Kommandantur. Le jour de gloire de ces fripouilles est arrivé. A Tours, peu de parlementaires, mais beaucoup de journalistes. Les collaborateurs des journaux que possède ou inspire Pierre Laval sont là au grand complet. Ils se faufilent partout, rencontrent des ministres. On voit même en grande conversation le rédacteur du *Moniteur de Clermont-Ferrand* et Dominique Canavaggio, l'homme de confiance de Prouvost. Deux fois par jour, le secrétaire de Laval, qui a lâché ses amis Luchaire et Mallet, téléphone à Chateldon, où Pierre Laval attend les résultats de l'intrigue qu'il a nouée.

Mais le drame, que dis-je, la trahison, rentre dans sa phase active. C'est au sein même du ministère, comme l'avait prévu Bergery, que la partie va se jouer. Le général Weygand, après sa note du 10 et son audition du 11 juin par le Conseil des ministres, assaille le président du Conseil de conseils impératifs sur la nécessité de mettre fin à la lutte. Paul Reynaud résiste à ces assauts, il confie à un député qui vient lui rendre visite *qu'il poursuivra la lutte sans faiblir et quittera le territoire métropolitain plutôt que de se rendre*. Mais le maréchal Pétain s'agite; il montre à tous ses visiteurs un projet de lettre de démission, où il déclare *qu'après le jugement porté sur notre situation militaire par le généralissime il ne veut plus participer à un gouvernement qui n'envisage pas une demande d'armistice pour mettre fin à une situation sans issue.* Ybarnegaray, ministre d'Etat, Bouthillier, ministre des Finances, Jean Prouvost, ministre de l'Information, semblent acquis à la thèse du Maréchal. Pomaret, ministre du Travail, brutal, met en cause son président du Conseil qui, dit-il, *se trouve contraint à la résistance par le stupide accord qu'il a signé le 28 mai 1940 avec le gouvernement du Royaume-Uni et où les deux gouvernements s'engagent à ne pas négocier ni ne conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre, si ce n'est d'un commun accord.* Daladier, conclut Pomaret, *n'a pas été si bête, il a toujours réservé la liberté de la France.*

(Lire la suite page 2)

LA BANDE A BONY

Le conseiller municipal Levillain "touchait" rue Lauriston

La cadence des arrestations s'accélère : sept pour aujourd'hui, du menu fretin, nous dit-on, parmi lequel cependant on relève le nom du docteur Lapinet, qui était un ami de l'administrateur des *Nouveaux Temps*, Georges Prade. C'est grâce à cette belle relation que le Dr Lapinet put faire intervenir Lafont (on sait que Lafont n'avait rien à refuser à la direction des *Nouveaux Temps*) pour se faire libérer de Fresnes où les Allemands l'avaient incarcéré on ne sait au juste pourquoi. C'était manifestement par erreur, car Lapinet sut par la suite prouver combien il leur était dévoué en se mettant à la disposition de Lafont. Mme Lapinet elle-même, dans sa reconnaissance éperdue, accorda toutes ses faveurs à Lafont, ce qui a entraîné son arrestation à elle aussi.

Lafont était, paraît-il, fort prisé des femmes. On a peine à le croire, en le voyant passer maintenant, chaque jour un peu plus sale et plus barbu, de sa cellule au cabinet du commissaire Clot où il fut, hier après-midi, confronté à deux reprises avec Bony, des divergences de déclarations laissant supposer que les deux hommes qui, maintenant, prétendent se mettre à table, ne disent malgré tout pas encore toute la vérité.

***

Mais tout cela ne sert guère qu'à grossir le dossier qui doit être remis à M. le juge d'instruction Gerbinis dont la tâche sera monumentale si l'on songe qu'il devra encore instruire une information contre X sur toutes les manœuvres antinationales de la police. Malgré son air si affable et si doux, nous lui faisons confiance pour traiter Bony et Lafont comme ils le méritent. N'oublions pas, en effet, que ce magistrat sait être ferme quand il le faut et qu'il l'a prouvé en refusant absolument de se dessaisir, autrement que par la force, au profit des Allemands qui le réclamaient, du dossier de Paul Colette, l'auteur de l'attentat contre Laval et Déat. Et on peut dire, sans exagérer, que c'est à ce magistrat que Paul Colette doit sa grâce et sa vie, car nous ne doutons pas que, depuis plusieurs semaines déjà, Paul Colette, qui est un des plus purs héros de la résistance et dont nous n'avons plus entendu parler, a retrouvé sa liberté.

Francine BONITZER.

(*Lire la suite page 2*)

LES DESSOU

par UN TÉMOIN

DE L'

III. — LE GOUVERNE

12 *juin*. — Le président de la République, le gouvernement et les bureaux des Assemblées s'installent à Tours. La cinquième colonne ne lui fait pas escorte. Les Brinon, les Luchaire attendent à Paris leurs maîtres allemands. Ils ont, à n'en pas douter, reçu depuis plusieurs jours les instructions de Goebbels, et les rendez-vous sont pris à la Kommandantur. Le jour de gloire de ces fripouilles est arrivé. A Tours, peu de parlementaires, mais beaucoup de journalistes. Les collaborateurs des journaux que possède ou inspire Pierre Laval sont là au grand complet. Ils se faufilent partout, rencontrent des ministres. On voit même en grande conversation le rédacteur du *Moniteur de Clermont-Ferrand* et Dominique Canavaggio, l'homme de confiance de Prouvost. Deux fois par jour, le secrétaire de Laval, qui a lâché ses amis Luchaire et Mallet, téléphone à Chateldon, où Pierre Laval attend les résultats de l'intrigue qu'il a nouée.

Mais le drame, que dis-je, la trahison, rentre dans sa phase active. C'est au sein même du ministère, comme l'avait prévu Bergery, que la partie va se jouer. Le général Weygand, après sa note du 10 et son audition du 11 juin par le Conseil des ministres, assaille le président du Con-

LA BANDE A BONY

(Suite de la première page)

On nous réservait cependant des révélations hier soir quai de Gesvres, elles concernent Levillain, conseiller municipal du 20e arrondissement, déjà connu avant la guerre, où il était ami de Laval, comme le type même du Topaze. Maintenu naturellement au conseil municipal par les Allemands, Levillain présidait la Commission des Spectacles et chaque directeur de théâtre parisien pouvait exactement tarifer sa vertu. C'est donc sans trop de stupéfaction qu'on apprend aujourd'hui que, de même qu'il puisait à la caisse de Laval avec mission d'acheter des suffrages pour les élections sénatoriales, Levillain touchait, rue Lauriston, pour effectuer des paiements à des tiers, 36.000 francs par mois qu'il gardait soigneusement pour lui.

Levillain en relations avec Lafont ? Cela nous semble tout naturel de trouver réunis ces deux noms. Levillain avait été nommé secrétaire régional du Rassemblement National Populaire pour la Seine dont le bureau était rue du Fg-Saint-Honoré, il avait comme collaborateur direct au service des renseignements de police qu'il dirigeait ce fameux Maillebuau qui se chargeait, pour le compte de Lafont, entre autres services, de faire disparaître nombre de dossiers de police compromettants. Maillebuau faisait passer à Lafont, qui les remettait aux Allemands, tous les renseignements qu'il tenait de Levillain.

Tout cela devait être fort cher payé, pas assez probablement, puisque Levillain et Maillebuau imaginèrent encore une petite escroquerie pour extorquer davantage d'argent à Lafont.

Ils s'étaient chargés de fournir des gardes du corps au directeur des Affaires juives allemandes : Von Behr. Ces gardes touchaient 4.000 francs pas mois. Maillebuau eut l'idée de pressentir Lafont pour qu'il contribuât à augmenter cette solde et à se créer ainsi une popularité qui pourrait toujours être utile. Il fut convenu que, pour leur assurer une mensualité de 10.000 francs, Lafont remettrait chaque mois à Levillain une somme de 36.000 francs que ce dernier devait répartir lui-même. C'est par un des gardes, nommé Dufour, que Lafont apprit que ces fonds n'avaient jamais été distribués. Il paraît qu'il convoqua Levillain et le traita de « *voleur* », cela ne dut guère émouvoir ce dernier qui a dû recevoir déjà des injures plus graves et aussi méritées.

Ce vilain Levillain est en fuite, la police est dans cette affaire trop vigilante pour qu'il court bien longtemps.

F. B.

La conférence de Québec

La réponse du maréchal Staline à l'invitation de MM. Roosevelt et Churchill

QUEBEC, 12 septembre. — Voici le texte du télégramme envoyé à MM. Roosevelt et Churchill par le maréchal Staline, en réponse à l'invitation qui lui avait été faite de participer à la conférence de Québec :

Au moment où les armées soviétiques sont engagées dans des batailles gigantesques, et qu'elles mènent des offensives constamment accrues, je me vois dans l'impossibilité de quitter le territoire de l'Union Soviétique, même pour une courte période. Tous mes collègues sont d'accord avec moi sur ce point.

Le Prix Nobel sera décerné cette année

ALGER, 12 septembre. — La Radio d'Alger diffuse une information de Stockholm annonçant qu'après une interruption de cinq ans, le Prix Nobel sera, à nouveau, décerné cette année.

Informations diverses

— Une mission de vingt officiers américains viendra en Europe pour étudier la situation du continent au point de vue de la production houillère.

— M. Charles Luizet, préfet de police, accompagné de M. Maurice, directeur de la police municipale, et des chefs des mouvements de résistance de la police, s'est rendu, le 9 septembre, à la Maison des Gardiens de la Paix, pour y visiter les membres de la police parisienne blessés en combattant pour la libération de Paris. Le préfet a exprimé à chacun la reconnaissance de la Patrie pour la part essentielle qu'a jouée la police dans la libération de Paris.

— Sous le titre « Quatre années de combat pour la libération », la mission militaire de liaison a organisé, 42, avenue des Champs-Elysées (hall Citroën), une grande exposition de documents photographiques sur la vie de la France combattante. Cette exposition sera inaugurée aujourd'hui mercredi, à 16 heures, par M. Teitgen, ministre de l'Information. Elle sera ouverte au public du 14 septembre au 1er octobre.

PREMIERE ANNEE. - N° 23. — 2 Fr. JEUDI 14 SEPTEMBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

LA VOIX de la France

C'EST au monde entier et particulièrement à nos alliés que « le premier des résistants », comme le nomma si judicieusement M. Georges Bidault, s'est adressé hier. C'est la France ressuscitée, la France dressée pour le combat que le général de Gaulle a présentée, la voix de la France qu'il a fait entendre, les droits de la France qu'il a revendiqués.

Trop de caricatures calomnieuses, trop d'images odieuses avaient été faites de notre pays pour que tout Français n'ait pas ressenti une émotion profonde en entendant les paroles franches, simples et fortes du président du gouvernement provisoire de la République.

C'est sans doute pour ne pas ternir cette image de la patrie ressuscitée que le général de Gaulle s'est abstenu, dans son discours, d'insister sur le problème si grave de l'épuration. Ce silence étonna certains de nos amis. Sa volonté sur ce point ne peut être que celle du pays ; en abordant la question des réformes économiques, le général de Gaulle annonça le séquestre des biens de ceux qui n'hésitèrent pas à s'enrichir en faisant le jeu de l'ennemi. C'eût été souiller la pureté de la patrie qui se redresse, qui ressaisit ses armes, qui se lance à la poursuite de l'envahisseur et qui réclame hautement sa place à la victoire que d'évoquer le spectre d'un Pétain et de toutes les larves de Vichy. La France présentée au monde par le général de Gaulle est une nation en armes, combattante et désireuse de poursuivre la lutte jusqu'au bout, une France fière de sa jeune armée d'Afrique et de ses admirables F.F.I., qui formeront bientôt les divisions futures de l'armée « une et indivisible » de la République française.

Car France et République se confondent. C'est au nom de la liberté républicaine que le général de Gaulle s'est adressé au pays, auquel il appartiendra de juger son œuvre quand il l'aura menée à bien : jusqu'à la victoire. Alors, Français et Françaises se prononceront en libres citoyens et citoyennes sur la constitution de la nation.

A l'appel du général de Gaulle en juin 1940, une France nouvelle est née dans la résistance et le combat. Cette France ne sera pas celle des politiciens qui eurent pour chefs un Laval ou un Flandin, pas plus que celle qui, avec Chautemps ou Bonnet, nous mena de Munich au désastre ! Dans cette France régénérée par la fraternité de la souffrance et du combat, la justice sera la règle et c'est pour l'avantage de tous, comme l'indiqua le général de Gaulle, que les grandes sources de la richesse commune seront exploitées :

« Les coalitions d'intérêts qui ont tant pesé sur les conditions des hommes et sur la politique même de l'Etat y seront abolies une fois pour toutes. »

Décision capitale !

Ce programme de justice sociale auquel nous applaudissons est aussi et surtout à nos yeux un programme de salut public : c'est au profit de ces coalitions d'intérêts que la patrie a failli être livrée au double joug de l'étranger et de la dictature. Nous ne l'oublierons jamais !

La guerre qui continue commande les grandes tâches de l'avenir. Guerre qu'il faut gagner et à laquelle la France doit participer de toutes ses forces, avec tous ses moyens, afin de faire entendre utilement sa voix au conseil des nations victorieuses. L'élan populaire qui a dressé le pays contre l'envahisseur, qui a groupé dans toutes nos provinces les Forces Françaises de l'Intérieur, qui a suscité l'insurrection nationale du mois d'août, cet élan et cette ferveur de toute la nation répondront aujourd'hui comme hier à l'appel du « premier résistant ». La nation veut vivre.

Elle a toujours suivi les chefs qui lui indiquaient le chemin de la grandeur et de l'honneur, sans lesquels il n'est point de bonheur. Il n'est que de lui faire confiance. Le peuple de France a prouvé qu'il méritait cette confiance. C'est parce qu'il l'a compris aux heures où tant désespéraient de l'avenir que le général de Gaulle a pu, hier, faire entendre la voix de la France.

Jacques DEBU-BRIDEL.

Importantes décisions du Conseil des ministres

LES « COLLABORATEURS » COMPARAITRONT DEVANT DES COURS RÉGIONALES

La restitution des bénéfices illicites

LE STATUT DES F.F.I. SE PRÉCISE

Le conseil des ministres s'est réuni hier à 17 heures, au ministère de la Guerre, sous la présidence du général de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française.

Sur le rapport de M. de Menthon, garde des Sceaux, ministre de la Justice, le gouvernement a adopté une ordonnance tendant à accélérer la répression des faits de collaboration.

M. Le Percq, ministre des Finances, a entretenu le gouvernement des mesures qu'il compte prendre pour organiser d'urgence la restitution des profits illicites.

MM. Lacoste, ministre de la Production industrielle, et René Mayer, ministre des Travaux publics, ont rendu compte de l'état présent des mines, des carburants et des voies de communication ainsi que des mesures en cours d'exécution pour améliorer la situation.

M. Diethelm, ministre de la Guerre, a fait approuver par le gouvernement les mesures en cours d'exécution concernant l'organisation des unités des Forces Françaises de l'Intérieur.

M. Bayardelle, secrétaire général de l'Afrique Equatoriale française, a été nommé gouverneur général de cette colonie.

Les mesures prises

Le Conseil des ministres a été consacré à l'examen de certaines des questions qui ont été exposées par le général de Gaulle au cours du discours qu'il a prononcé au palais de Chaillot.

Plusieurs décisions importantes ont été prises, notamment en ce qui concerne le châtiment des « collaborateurs », la restitution des bénéfices illicites réalisés sous l'occupation et la mise sur pied des unités des F.F.I.

Quant à l'épuration, l'ordonnance prise par M. de Menthon tend à accélérer l'établissement des listes des jurés qui constitueront les cours régionales formées à l'image des cours d'assises, devant lesquelles comparaîtront les accusés. Pour éviter que la procédure ne soit ralentie par la difficulté des communications, il a été prévu que ces cours pourront détacher des sections dans les départements les plus éloignés de leur siège.

Le gouvernement envisage, d'autre part, de créer, pour la restitution des bénéfices illicites, des juridictions qui auront pour rôle de rechercher les profits réalisés dans le commerce avec l'ennemi et d'en ordonner le reversement au Trésor. Une comparaison sera établie entre les avoirs possédés en 1940 par les inculpés et ceux qu'ils détiennent actuellement.

Le général de Gaulle a ensuite brossé un large tableau de la situation militaire et du problème de l'incorporation des Forces Françaises de l'Intérieur en grandes unités. Il a évoqué à ce propos le magnifique effort des volontaires de 1791 et 1792 et l'œuvre de fusion réalisée par Carnot. Il a rappelé que c'est cet amalgame qui a donné aux armées de la Révolution l'enthousiasme qui les a menées à la victoire.

Le ministre de la Guerre a annoncé que des commissions d'incorporation ont été créées où se trouveront réunis des représentants de l'armée et des états-majors des F.F.I., ainsi que des médecins chargés de l'examen médical des soldats. Elles permettront le regroupement rapide des F.F.I. dans de grandes unités combattantes.

Le Conseil des ministres a approuvé enfin la nomination au poste de gouverneur général de l'Afrique Equatoriale française de M. Bayardelle, qui a exercé les fonctions par intérim depuis le départ de M. Eboué.

NOTRE MARINE se place résolument *à la pointe du combat*

NOUS DÉCLARE M. JACQUINOT

« Elle nous sera d'une aide décisive pour reconquérir l'Indochine. »

Tandis que l'on procède, rue Royale, à la réfection du célèbre bureau de Colbert, qui est resté celui de nos ministres, bureau qui fut quelque peu malmené au cours des journées historiques de la délivrance, M. Jacquinot est contraint de nous recevoir dans un petit bureau simple et clair. Aux murs, les portraits haut en couleur de Dunois et de Lahire nous accueillent avec une expression fière que tempère cependant une rassurante bonhomie.

Tanné, bronzé par le vent du large, M. Jacquinot, ministre de la Marine, veut bien, avant de repartir pour Toulon, faire quelques déclarations au représentant de *Front National* :

Paul COBLENTZ.

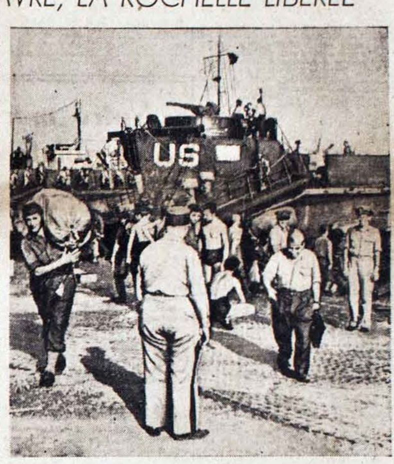
(Lire la suite en page 2.)

Six armées alliées marchent à l'assaut de la ligne Siegfried

APRÈS LE HAVRE, LA ROCHELLE LIBÉRÉE

D'Anvers au Luxembourg, s'appuyant sur le canal Albert, les Allemands luttent de toutes leurs forces pour retarder l'avance alliée. Ils craignent que ceux-ci ne pénètrent profondément en Hollande et ne menacent alors toutes leurs positions dans cette région du front.

A partir du Luxembourg jusqu'à l'Alsace, les raisons de leur résistance sont plus directes et les moyens mieux établis. L'allure des opérations au cours des quarante-huit dernières heures confirme ce que nous signalions avant-hier, à savoir que les Alliés en sont arrivés à l'attaque de la ligne de protection directe du territoire du Reich. Disons, pour faire plaisir à ceux que le mot Siegfried séduit, que les armées victorieuses combattent sur une ligne Siegfried épaissie et développée vers l'ouest. L'acharnement de la défense montre bien qu'il ne s'agit pas d'une position d'attente, mais, en fait, d'une ligne de résistance réelle et essentielle. D'autre part, l'intervention de l'artillerie lourde des deux côtés, les bombardements par avions exécutés par les assaillants, non pas seulement sur les arrières et les voies de communications, mais sur le front même de défensive ennemie, indiquent clairement que l'activité aérienne s'exerce contre des points fixes, aménagés et fortement organisés et non plus contre des forces en mouvement ou possiblement mobiles.



C'est dans le charmant port de Saint-Tropez que le débarquement dans le Midi a commencé. Voici le premier document qui nous parvient sur l'arrivée des forces américaines.

Les Alliés encerclent...

Néanmoins la journée a apporté aux Alliés quelques beaux succès. Le général Dempsey a, de nouveau, élargi ses têtes de pont sur le canal Albert, et cette ligne d'eau va incessamment devenir intenable pour les Allemands. Déjà une pointe britannique avait pénétré hier de 16 kilomètres en territoire hollandais. Plus à droite et au sud-est, les Américains, après avoir libéré Eupen et Malmédy, étaient entrés d'une dizaine de kilomètres en Allemagne et débordaient par le sud Aix-la-Chapelle déjà menacé à l'ouest par les forces qui avancent du nord-est de Liége. En Lorraine, au delà de la Moselle, largement dépassée, les Alliés avancent vers Lunéville — qui est peut-être libérée à l'heure actuelle — et cette avance déborde Nancy par le sud.

La trouée de Belfort verrouillée

Dans la partie méridionale du front, le gros des Français qui forment l'aile gauche des forces venues de la Méditerranée ont fait leur jonction avec le gros des Français qui forment l'aile droite des forces venues du nord. Cette jonction a eu lieu hier à Châtillon-sur-Seine et complète celle qui s'était établie vingt-quatre heures plus tôt à Sombernon. Ainsi la dernière voie d'accès vers l'est que les Allemands retraitant du sud et de l'ouest pouvaient encore espérer trouver, à travers le plateau de Langres, leur est définitivement barrée. Sur ce point c'est au moins une quarantaine de mille hommes qui seront capturés, à moins qu'ils ne préfèrent la destruction. Par ailleurs, les Français qui opèrent à l'aile droite de la VIIe armée et qui ont libéré Montbéliard sont à 16 kilomètres de Belfort.

★

Sur le front oriental, les Allemands, contraints par la pression des forces soviétiques qui opèrent vers la boucle de la Vistule, commencent à abandonner des parties de Varsovie où, en dépit d'un communiqué probablement falsifié, les héroïques forces du général Bor tiennent toujours.

S. de GIVET.

(Lire nos informations en page 2.)

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

s'est occupé de l'épuration et des Forces françaises de l'Intérieur

A la séance plénière que tenait hier le C.N.R., un gros débat, auquel prirent part MM. Daniel Mayer, Pierre Villon, Debû-Bridel, Laniel, le colonel Foucher, Gillot, a été consacré à l'élargissement de l'assemblée. Il a été décidé que la C.G.T. y serait représentée par deux membres, conformément à un vote de principe adopté en 1943. Bien qu'une partie des conseillers ait fait valoir des raisons sérieuses pour maintenir à seize le nombre de ses sièges, il a été décidé qu'ils seront augmentés, mais avec une importance et selon des modalités à déterminer vendredi sur un rapport du bureau.

Pour les victimes de la guerre et de la Gestapo

M. Jacques Debû-Bridel a obtenu que le C.N.R. mette à l'ordre du jour d'une prochaine séance les mesures à prendre en faveur des familles, veuves et orphelins des victimes de la guerre ou de la trahison, et des réfractaires sans travail victimes de la Gestapo.

Nouveau plan de travail

En conformité du plan de travail, qui fut ensuite adopté, le bureau se réunira quotidiennement, à 18 heures, et le conseil national s'assemblera, en séance plénière, de 15 à 19 heures tous les mardis et vendredis.

Les seize grandes commissions, dont certaines ont été élargies, et qui correspondent aux différentes commissions ministérielles, seront complétées par certaines commissions temporaires, qui seraient chargées d'apporter des projets particuliers.

(Lire la suite en page 2.)

La bande de la Gestapo française menait joyeuse vie. Sur ce cliché inédit, on reconnaît, coiffée d'un turban, Jeanne Douflot, maîtresse de Lafont.

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

La vedette Dita Parlo

DE NATIONALITÉ ALLEMANDE

EST ARRÊTÉE A SON TOUR

Une silhouette menue, légère, falotte, entre deux statures hautes, découplées. Drapée frileusement dans un large manteau de sport, une jeune femme vient de franchir entre deux gardiens de la paix la porte grillagée de l'antichambre de la section spéciale du quai de Gesvres. En regardant de plus près, je reconnais soudain le visage pâle et doux de Dita Parlo, l'héroïne de *La Grande Illusion*.

L'affaire de la Gestapo avait amené ici les plus marquants personnages de la haute et basse pègre, quelques spécimens d'une certaine aristocratie, d'anciens policiers, des journalistes véreux et des politiciens tarés.

Avec Dita Parlo, voici que le cinéma lui aussi est représenté dans l' « affaire ».

Dita Parlo, de son vrai nom Gerda Kronstadt, de nationalité allemande, a été arrêtée 65, avenue Victor-Hugo. Elle aurait disposé, rue Newton, d'un autre appartement dans l'hôtel de Lionel de Wiett.

La vedette de l'*Inconnue de Monte-Carlo*, bien qu'elle ait dû en 1937 — à ce qu'on dit — fuir l'Allemagne pour raisons politiques, aurait renoué à Paris, sous l'occupation, des relations avec certains militaires nazis. Elle aurait, en outre, été l'amie du docteur Fuchs, personnage influent de la police allemande à Paris.

Et puis, Spas le Roumain et le « Topaze » Levillain

A propos de cette arrestation, on reparle de Spas, ce Roumain, de son vrai nom Joinovici, qui participa à l'arrestation de Lafont à Baeclin. Il aurait lui aussi connu l'artiste voici quelques mois et serait à l'origine de son arrestation.

Au quai de Gesvres, il a encore été beaucoup question de Levillain, vedette de la politique celui-là, qui touchait 36.000 francs par mois, rue Lauriston, pour fournir des sbires, recrutés au R. N. P., aux services allemands des affaires juives.

Levillain, conseiller municipal du 20e, rendit en outre au commandant Boemelburg, chef de la S. D. allemande, de mystérieux « services ».

Jusqu'à hier, il était en fuite.

On a de plus arrêté hier un « tueur », Michel Chaves, homme à tout faire de la bande.

N. L.

★

Un cadavre en forêt de Saint-Germain

Versailles, 13 septembre. — Dans la forêt de Saint-Germain, on a découvert le cadavre d'un ex-indicateur de la Gestapo, Raoul Laurenceau, 23 ans, demeurant à Saint-Germain. Laurenceau portait des traces de balles de revolver dans la tête.

L'ARMISTICE *russo-roumain* EST SIGNÉ

Moscou, 13 septembre. — **L'armistice entre la Roumanie d'une part, l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'autre part, a été signé aujourd'hui à Moscou.**

Les principales dispositions de cet accord sont les suivantes :

a) Les Roumains s'engagent à interner les troupes allemandes et hongroises encore en territoire roumain;

b) Ils s'engagent à assurer les mouvements des forces soviétiques et alliées en Roumanie;

c) La frontière du 28 juillet 1940 est rétablie entre la Roumanie et l'Union Soviétique;

d) Les prisonniers et ressortissants soviétiques et alliés en Roumanie seront libérés et rapatriés;

e) Toute distinction raciale sera abolie en Roumanie;

f) Le matériel de guerre et la flotte allemande dans les ports roumains seront livrés à l'U.R.S.S.;

g) La Roumanie livrera au gouvernement soviétique les criminels de guerre arrêtés sur son territoire;

h) L'arbitrage de Vienne est considéré comme nul et non avenu. La plus grande partie de la Transylvanie sera rendue à la Roumanie. Les troupes soviétiques coopéreront avec les Roumains pour chasser Allemands et Hongrois de ces territoires.

Les Allemands ont déporté la moitié des populations de l'Alsace et de la Lorraine

Londres, 13 septembre. — Le service de presse de la délégation française à Londres communique :

En 1939, l'évacuation totale de toutes les zones frontière fut décrétée. En 1940, les Alsaciens et les Lorrains reçurent l'ordre d'être prêts à partir dans les deux heures pour la France non occupée. De ce fait, 300.000 réfugiés alsaciens-lorrains se trouvent à présent en France du Sud et du Centre. 520.000 autres furent déportés en Allemagne et 140.000 jeunes gens furent contraints à servir dans l'armée allemande.

Le train-fantôme *des gars de Cherbourg*

RAFLÉS, DÉPORTÉS AUX ILES, RAPATRIÉS, TRIMBALÉS EN WAGONS A BESTIAUX, C'EST MIRACLE QU'ILS AIENT ÉCHAPPÉ A LA MORT

Le crachin tombait sur Cherbourg et noyait la rade jusqu'à la digue. Les derniers « ouvriers de ch'port » quittaient l'arsenal.

C'est à ce moment que la Gestapo intervint : ramassage de tous les jeunes hommes en état de porter les armes ! Tout fut pris, les grands, les petits, les gros, les minces, des pêcheurs de plies aux débardeurs, du garçon épicier au commis de nouveautés. Une rafle.

Le canon grondait du côté de Valognes, le Versailles normand. La ville était vidée de ses enfants, de ses vieillards, de ses infirmes. Il ne restait que des fonctionnaires, quelques commerçants et les infirmières à l'hôpital maritime. Les Allemands étaient dans les forts, à Equeurdreville, au Roule, sur le rocher, ailleurs.

On manquait de nouvelles, mais l'on savait bien que la délivrance approchait. Tout de même, les gars raflés se demandaient ce qu'on allait faire d'eux ; on les comptait et recomptait, en les poussant brutalement. Ein, zwei, drei. Puis ils partirent, encadrés, vers les canots. Embarque ! On fila vers la passe de l'ouest, en longeant le Homet. Adieu à la place Napoléon. Adieu aux parents, aux mères, aux fiancées, aux petiots.

On les embarqua. Trois bateaux où ils s'entassèrent, et l'on poussa vers le large. Les marins estimaient la route : la Hague, et, au suroît, les îles anglo-normandes. Et c'était bien là, en effet, l'escale : Guernesey. Seulement, en route, deux des vapeurs se perdirent corps et biens : torpillés. Les survivants, transis, débarquèrent à Saint-Pierre. Des piquets en armes les poussèrent au camp. Ce fut la longue attente, au long des jours et des nuits, entre les barbelés.

De l'est, venait avec la marée le bruit de la canonnade, de plus en plus furieuse.

Un jour, branle-bas. On repartait vers le continent. Arrivée à la côte, dans l'ombre du soir, Tombelaine et le Mont-Saint-Michel entrevus. On revenait en Normandie : rive droite du Couesnon. Mais ce n'était pas pour toujours. On s'entassa dans les wagons (des 8-40) par fournées de soixante. Et l'on fut cadenassés, barres et triples verrous, dans un convoi vagabond tâtant les rails comme un aveugle. Un voyage de bétail, interminable, coupé d'arrêts incompréhensibles, en pleins champs, le long des remblais, à l'aurore comme au crépuscule. Pas la place de dormir pour tous. On s'allongeait à tour de rôle, dans une pestilence de fumier, d'urine, de sueur, d'excréments. Pêle-mêle, bourrés, heurtés, bosselés, manquant de tout. Avec des bagnards vomis par une maison centrale, calots en tête, sabots aux pieds, matricule sur le téton, gueules patibulaires, à qui la vie nomade donnait des songes.

Une randonnée incohérente, avec des surprises : Orléans, Nevers, Dijon, Laroche et Paname enfin, après vingt-cinq jours dans la roulante. Paname ! La tour Eiffel et le Sacré-Cœur ! Une dizaine de forçats manquait déjà, et quelques autres. Dans un wagon, il ne restait plus que deux hommes. Les fridolins refusèrent de comprendre.

Mais on en avait assez vu, depuis la cigarette achetée 60 francs l'une, d'abord, puis 100 francs la pièce, la chemise échangée contre du pain, les souliers volatilisés, et la crasse, et les poux, les puces, les coups, la faim, la soif, les boches et la misère. Et, aussi, le bombardement des voies, ici ou là, les geôliers courant se terrer en abandonnant le train fantôme qui, miracle de la R. A. F., miracle des forteresses-volantes, ne fut jamais touché, même d'un éclat.

Il ne fallait rien de moins que Paris pour achever une telle odyssée. On marcha, sur l'asphalte, en rangs entre les fridolins. Pour être libres? Non. Pour être incarcérés à la caserne Mortier.

Et, ma foi, cela aurait bien pu finir par la fusillade en masse. Mais Paris s'insurgeait, et ce fut la délivrance...

M. DUFF COOPER A PARIS

M. Duff Cooper arrivant à l'Arc de Triomphe, hier (voir en 2e page).

Aux saintes femmes la patrie reconnaissante

QUE FERA-T-ON POUR LES FAMILLES DES VICTIMES DE LA GESTAPO ?

L'épouvantable calvaire gravi pas à pas, marche à marche, pierre à pierre, par les mères, les épouses, les compagnes, pendant cinquante mois, m'obsède. Je pense à toutes celles qui, crucifiées, la sueur de l'agonie sur le visage, virent la Gestapo ou ses laquais immondes arracher du foyer le père, le fils, la fille et ceux-ci disparaître comme on tombe dans un trou.

Je les vois, je les entends mâcher leurs draps, la nuit, pour que les petits, rêvant aux anges, ne soient pas réveillés par leurs sanglots. Saintes femmes pour qui s'ajoutaient, aux angoisses de tout le monde, au désastre, à la faim, à la misère, la vision du martyr conduit à la geôle, à la torture, aux balles ou à la corde. A chaque heure, elles vivaient leur agonie. Elles l'avaient dans le cœur et dans la chair. Et il leur fallait vivre, enfermées vivantes dans leur désespoir.

Telle, parmi d'autres, madame Jean Dutilloy. Elle nous écrit. Il est impossible de lire sa lettre, si digne, si déchirante, sans que les yeux s'embuent. La voici :

— *Veuve de Monsieur Jean Dutilloy, avocat-conseil à Paris, arrêté à son bureau en rentrant du Tribunal de Commerce, le 10 novembre 1941, et assassiné par les Allemands le 14 décembre 1941, sans l'avoir jamais revu, restant avec deux enfants.*

» Bien que je sois peu au courant de l'activité de mon mari, je crois savoir qu'il a facilité le passage en Angleterre de ses compatriotes.

» Ne pourriez-vous m'aider à faire la lumière sur son arrestation et retrouver ses amis ? Est-ce trop vous demander que consacrer un petit entrefilet à sa mémoire, que je conserverai pour mon petit garçon lorsqu'il sera grand ? »

C'est tout ce qu'elle demande, la malheureuse, que le souvenir de l'assassiné reste pur.

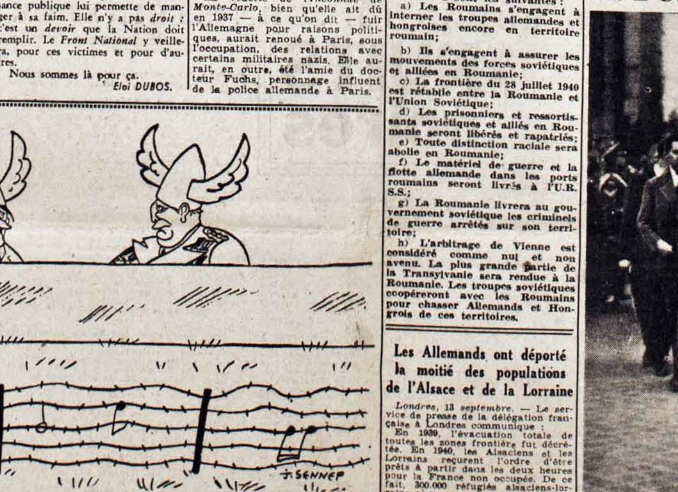
Mais nous, vous, moi, la France, qu'est-ce que nous avons fait et qu'est-ce que nous ferons pour cette noble compagne, pour cette épouse, pour cette mère et pour toutes ses semblables ? Des articles ? Des discours ? Le pays aidera-t-il à élever les enfants d'un homme mort pour lui, « à son service » ?

Pensons-y. Le cas est grave ; le nombre des victimes est grand. Elles n'ont pas droit à pension, — pas encore. Elles n'ont droit à rien. Pas un sou, pas un pleur. Dans la rue, chez le boucher, chez le boulanger, chez le pharmacien, elles sont, leur invisible croix sur les épaules, des passantes. Elles ont tout donné, elles ne reçoivent rien. Est-ce que vous ne sentez pas un petit quelque chose qui vous gratte la glotte, en y songeant ?

Un grand pays s'honore en honorant ses bons serviteurs. La famille des martyrs mérite que la reconnaissance publique lui permette de manger à sa faim. Elle n'y a pas *droit* : c'est un *devoir* que la Nation doit remplir. Le *Front National* y veillera, pour ces victimes et pour d'autres.

Nous sommes là pour ça.

Eloi DUBOS.



LA LIGNE SIEGFRIED

— L'ordre est de se faire tuer élastiquement sur place et de se replier, sans esprit de recul, sur de nouvelles positions, en affrontant une mort préparée à l'avance !

Les mesures prises

Le Conseil des ministres a été consacré à l'examen de certaines des questions qui ont été exposées par le général de Gaulle au cours du discours qu'il a prononcé au palais de Chaillot.

Plusieurs décisions importantes ont été prises, notamment en ce qui concerne le châtiment des « collaborateurs », la restitution des bénéfices illicites réalisés sous l'occupation et la mise sur pied des unités des F.F.I.

Quant à l'épuration, l'ordonnance prise par M. de Menthon tend à accélérer l'établissement des listes des jurés qui constitueront les cours régionales formées à l'image des cours d'assises, devant lesquelles comparaîtront les accusés. Pour éviter que la procédure ne soit ralentie par la difficulté des communications, il a été prévu que ces cours pourront détacher des sections dans

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

La vedette Dita Parlo
DE NATIONALITÉ ALLEMANDE
EST ARRÊTÉE A SON TOUR

Une silhouette menue, légère, falotte, entre deux statures hautes, découplées. Drapée frileusement dans un large manteau de sport, une jeune femme vient de franchir entre deux gardiens de la paix la porte grillagée de l'antichambre de la section spéciale du quai de Gesvres. En regardant de plus près, je reconnais soudain le visage pâle et doux de Dita Parlo, l'héroïne de *La Grande Illusion*.

La bande de la Gestapo française menait joyeuse vie. Sur ce cliché inédit, on reconnaît, coiffée d'un turban, Jeanne Doufiot, maîtresse de Lafont.

L'affaire de la Gestapo avait amené ici les plus marquants personnages de la haute et basse pègre, quelques spécimens d'une certaine aristocratie, d'anciens policiers, des journalistes véreux et des politiciens tarés.

Avec Dita Parlo, voici que le cinéma lui aussi est représenté dans l' « affaire ».

Dita Parlo, de son vrai nom Gerda Kronstadt, de nationalité allemande, a été arrêtée 65, avenue Victor-Hugo. Elle aurait disposé, rue Newton, d'un autre appartement dans l'hôtel de Lionel de Wiett.

La vedette de l'*Inconnue de Monte-Carlo*, bien qu'elle ait dû en 1937 — à ce qu'on dit — fuir l'Allemagne pour raisons politiques, aurait renoué à Paris, sous l'occupation, des relations avec certains militaires nazis. Elle aurait, en outre, été l'amie du docteur Fuchs, personnage influent de la police allemande à Paris.

Et puis, Spas le Roumain et le « Topaze » Levillain

A propos de cette arrestation, on reparle de Spas, ce Roumain, de son vrai nom Joinovici, qui participa à l'arrestation de Lafont à Basclin. Il aurait lui aussi connu l'artiste voici quelques mois et serait à l'origine de son arrestation.

Au quai de Gesvres, il a encore été beaucoup question de Levillain, vedette de la politique celui-là, qui touchait 36.000 francs par mois, rue Lauriston, pour fournir des sbires, recrutés au R. N. P., aux services allemands des affaires juives.

Levillain, conseiller municipal du 20e, rendit en outre au commandant Boemelburg, chef de la S. D. allemande, de mystérieux « services ».

Jusqu'à hier, il était en fuite.

On a de plus arrêté hier un « tueur », Michel Chaves, homme à tout faire de la bande.

N. L.

★

Un cadavre en forêt de Saint-Germain

Versailles, 13 septembre. — Dans la forêt de Saint-Germain, on a découvert le cadavre d'un ex-indicateur de la Gestapo, Raoul Laurenceau, 23 ans, demeurant à Saint-Germain. Laurenceau portait des traces de balles de revolver dans la tête.

emmes
naissante
TIMES DE LA GESTAPO ?

ne reçoivent rien. Est-ce que vous ne sentez pas un petit quelque chose qui vous gratte la glotte, en y songeant ?

Un grand pays s'honore en honorant ses bons serviteurs. La famille des martyrs mérite que la reconnaissance publique lui permette de manger à sa faim. Elle n'y a pas *droit* : c'est un *devoir* que la Nation doit remplir. Le *Front National* y veillera, pour ces victimes et pour d'autres.

Nous sommes là pour ça.

Eloi DUBOS.

L'ARMISTICE
russo-roumain
EST SIGNÉ

Moscou, 13 septembre. — L'armistice entre la Roumanie d'une part, l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'autre part, a été signé aujourd'hui à Moscou.

Les principales dispositions de cet accord sont les suivantes :

a) Les Roumains s'engagent à interner les troupes allemandes et hongroises encore en territoire roumain;

b) Ils s'engagent à assurer les mouvements des forces soviétiques et alliées en Roumanie;

c) La frontière du 28 juillet 1940 est rétablie entre la Roumanie et l'Union Soviétique;

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur politique : LÉON BLUM, déporté en Allemagne

DERNIERE EDITION
23e ANNEE - N° 6.396
VENDREDI
15 septembre
1944
LE NUMERO : 2 FR.

LA RAISON de la France

par Jean GUÉHENNO

DANS la grande joie, mais aussi dans le grand besoin de la France, des vers me reviennent du temps de ma jeunesse. Nous nous les récitions à l'Ecole normale, avant l'autre guerre. Ce sont des vers par lesquels un de nos anciens, le « petit Franck », comme l'appelaient ses camarades, et qui, tout jeune, venait de mourir, avait salué la France, à l'aurore du siècle :

Je te salue, vigie sur le pont de l'Europe,
Vif oiseau dans ta vigne, alouette dans ton blé,
Coq qui chantes au matin des siècles dans ta ferme,
....
....
O raison ancienne en chaque siècle accrue
O courage du monde et cœur de l'Occident,
Nation inventive et sensée, ô Vivante, —
République, je te salue par ton beau nom...

La méditation du poète miné par la fièvre continue ainsi pendant des pages, ardente et grave. Inquiet malgré lui, il demande :

Sauras-tu, beau pays, sauras-tu réussir
A te renouveler toujours sans te détruire
Et à rester vivant en demeurant loyal ?

« En demeurant loyal », c'est-à-dire en accomplissant ta libre loi, en restant fidèle à toi-même ?

Cette question, quel Français ne la pose aujourd'hui ? Et qui ne voudrait, poète à son tour, savoir trouver les mots qui délivrent ? Les mots qui abolissent l'angoisse et rouvrent l'espérance ? Les mots qui rythmeraient la large respiration de la liberté retrouvée ?

J'ai dans les yeux la belle image qu'on a affichée ces jours-ci sur les murs de Paris. O France, jeune France suppliciée, avec encore les traces des clous sur tes mains, et qui oses à peine croire que le cauchemar est fini, regarde, ouvre les yeux, aie confiance, il est bien vrai que le jour est levé. Nous sommes tous ensemble sortis de la prison et de la nuit. O *raison ancienne* mais toujours neuve, c'est le temps de recommencer ton travail.

RENDRE *la raison populaire*, c'est le rôle qu'assignait Condorcet à l'enseignement, au professeur, à l'instituteur Mais cette formule allègre définit aussi bien, je m'en assure, le rôle de la presse, de l'écrivain et du journaliste, et plus particulièrement en France. Oui, il ne s'agit pour nous tous que de relancer la raison militante et passionnée de ce pays.

Car entendons-nous. Il y a raison et raison. Et nul doute que sa raison même ne fasse aussi bien le péril que la grandeur d'un pays comme le nôtre, traditionnellement raisonnable. Le péril, c'est que sa raison devienne habitude, perde son mouvement. Il est une raison basse, et c'est celle qui donnait à M. Laval la réputation d'un malin, mais la réalité d'un traître. Il est une raison bête et c'était celle qui inspirait à M. Pétain ces messages imbéciles que des secrétaires, Bergery, Gillouin, d'autres, rédigeaient pour lui et qu'il nous donnait comme d'un Sage. Il est une raison qui ne produit que de la lâcheté et de la honte, et c'était la raison de Vichy. Mais cette raison, qu'a-t-elle à faire avec la raison de la France ? Elle n'a régné dans ce pays que par la violence des armées étrangères et par la trahison. Sans doute, il s'est trouvé, pour se soumettre à elle, des lâches et des tièdes. Et là est la vraie honte qu'il est si dur aujourd'hui de ne pouvoir pas oublier. Mais non, cette raison-là n'est pas la raison de la France. Elle n'est que la bêtise humaine, la bêtise de l'homme de tous pays, quand le goût de ses aises, le souci de ses pauvres biens et l'ignoble peur lui soufflent à l'oreille que sa lâcheté est sagesse.

MAIS la raison de la France, la raison qui fit et qui fait sa grandeur, c'est la raison de Descartes, de Voltaire, de Diderot, des Encyclopédistes. C'est la raison de la Révolution, de Condorcet, de Saint-Just, de Robespierre, la raison des Saint-Simoniens, des « producteurs », la raison de Michelet, de Hugo, de Zola, de Jaurès. C'est une raison ouvrière, impatiente de la misère d'autrui et avide de « changer la vie ». Elle n'a jamais peur. Elle ne plie pas. Elle ne s'agenouille pas. Elle est fière. Elle a toujours des yeux neufs pour les choses neuves. Elle découvre et elle entreprend. Elle est généreuse. C'est une force logique qui se développe inévitablement, une joie de penser et d'agir qui simplement s'accomplit. Elle ne pense pas à travailler pour elle seule. Elle saisit toutes les occasions d'augmenter le bonheur de tous les hommes, et aujourd'hui-même, dans ce combat douteux qui se livre par le monde, elle tentera, la première la conciliation, qu'on dit si difficile, de la justice sociale et de la liberté.

On déclare à Washington...

LA FRANCE est une des cinq grandes puissances

ELLE PARTICIPERA aux délibérations sur la reddition et l'occupation de l'Allemagne

Washington, 14 septembre. — Les milieux politiques ont accueilli avec satisfaction la déclaration de M. Cordell Hull concernant la participation de la France à la Conférence de paix.

On déclare à Washington que la France aura un siège permanent au conseil de l'organisation de la sécurité d'après guerre. C'est-à-dire qu'au lieu de parler des trois ou des quatre puissances, on parlera des cinq puissances.

M. Cordell Hull a déclaré en outre que la France participerait aux délibérations du comité consultatif devant statuer sur les conditions de reddition de l'Allemagne et à l'occupation de cette dernière.

Il n'a rien dit quant au processus par lequel la France sera appelée à être consultée par les Alliés.

Ramenons nos écoliers

NOMBRE d'enfants de Paris et de la région ont été envoyés, durant la période la plus menaçante, dans des départements quelquefois fort éloignés.

Voici la rentrée des classes qui approche. Le mois de septembre va tirer à sa fin. Va-t-on laisser ces écoliers loin de leurs classes de tous degrés, où ils ne pourront reprendre place enfin qu'avec un retard préjudiciable aux études ? Mauvaise pour les plus jeunes, cette situation serait des plus nuisibles aux aînés, qui ne sont plus loin des examens futurs.

Les vœux exprimés de tous les côtés par les familles sont que l'on hâte au maximum la formation — jusqu'à présent trop lente — de transports collectifs multiples (voies ferrées, autocars, camions, etc.) combinés pour ramener tous ces enfants vers Paris.

Il y a des difficultés, c'est entendu. Fait-on et fera-t-on le nécessaire pour les vaincre ?

Qu'on y veille !

M. Georges Bidault nettoie le Quai d'Orsay

M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, a annulé toutes les nominations d'ambassadeurs faites par Vichy.

Cette mesure atteint notamment MM. de Brinon, Scapini, Piétri, Henri-Haye, Léon Bérard, Rochat, de Robien, Gentil, Paul Morand.

Par une série de décrets, MM. Guérard, de Kergariou, Monier, Creyssel, Xavier Vallat, Missoffe, Genty, tous nommés ministres plénipotentiaires par le soi-disant gouvernement de Vichy, ainsi que MM. Jardin, Héricourt, Arbelot de Vacqueur, nommés par la même autorité à d'autres grades de la hiérarchie diplomatique ou consulaire, ont été révoqués, de même que MM. de Robien, Rochat et Paul Morand.

Ces sanctions administratives ont été prises sans préjudice des décisions de justice qui pourraient être prononcées à l'égard des intéressés. L'arrestation de tous ceux d'entre eux qui pourraient être appréhendés, est demandée par le ministre des Affaires étrangères.

Et il ne s'agit là que d'une première liste !...

La flotte française rentre à Toulon

La flotte française, « Georges-Leygues » et « Lorraine » en tête, arborant le grand pavois, est entrée à Toulon, passant devant les épaves du « Dunkerque » et du « Strasbourg ».

Le Palais-Bourbon renaît à l'activité

ET L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE S'Y INSTALLE

La commission de l'Information va s'occuper de l'épuration dans la Presse

Le Palais-Bourbon, dernière forteresse de la défense allemande, est un des édifices parisiens qui ont beaucoup souffert de la guerre. La Wehrmacht l'avait transformé en véritable camp retranché et les soldats nazis cantonnés dans le palais furent les derniers à se rendre.

Pendant les quatre ans de l'occupation, tous les bureaux de la Chambre avaient été utilisés par les services de la Kommandantur. Sur beaucoup de portes, les inscriptions témoignent de la fragilité des fausses conquêtes. Où sont, aujourd'hui, tous ces officiers qui plastronnaient et bombaient le torse dans les couloirs, des Pas-Perdus aux Quatre-Colonnes?

C'est notre ami Félix Gouin qui, le premier, devait occuper la Chambre des députés. C'est à la questure qu'il a installé les bureaux de l'Assemblée consultative dès son retour d'Alger.

La première réunion d'un des groupes de l'Assemblée, celui de la « Résistance métropolitaine » s'y tiendra aujourd'hui.

Les autres groupes qui composent l'Assemblée sont le groupe des parlementaires qui y figurent à ce titre, celui des résistants extra-métropolitains et celui des conseillers généraux.

Il est probable qu'avant qu'elle se réunisse à Paris, l'Assemblée sera complétée par un plus grand nombre des membres de la Résistance

Cet après-midi, à 15 h. 30, la Commission de l'Information et de la Propagande étudiera les conditions de parution des journaux de Paris et la question de l'épuration de la presse.

Le « POPULAIRE » en Normandie (1)

L'ESPÉRANCE DANS LES RUINES

DES CHIFFRES TRAGIQUES — LE PROBLEME DU LOGEMENT — LA VEILLEE DE CAEN — POUR UN PLAN DE RECONSTRUCTION

De notre envoyé spécial
Jacques BARON

Le commandant Gille, président du Comité de Libération de Caen, accueille les premiers officiers anglais parvenus dans la ville, le 9 juillet. Derrière le commandant, en béret, le capitaine Poinlanne, tué devant Lisieux. (Photo Populaire).

C'EST dans les ruines de Caen que j'ai entendu parler d'espérance.

Au centre de la ville s'élève une haute colonne surmontée d'une Victoire dorée, qui commémore la guerre 1914-1918. Tout, autour, est décombre. La victoire est debout. Au pied de ce monument, le 14 juillet dernier, les F.F.I. de Caen, leur chef, le commandant Gille, en tête, le ministre d'Astier de la Vigerie, déposèrent une couronne de fleurs sous le feu de l'ennemi. Geste d'espérance...

Mais avant de parler de cette veillée de Caen où, avec le commandant Gille, nous nous élevâmes sur les hauteurs d'où l'on apercoit l'avenir, je voudrais dire dans quelle situation se trouve cette région. C'est M. Daure, préfet du Calvados qui a dressé ce bilan.

Chiffres tragiques

Il y a dans tout le département 100.000 sinistrés. A Falaise, 90 p. 100 ; à Lisieux 70 p. 100 ; à Caumont 80 à 90 p. 100 de la population sont sans abri. Dans ce département les seules régions non perturbées sont celle de Bayeux et la moitié de l'arrondissement de Lisieux. Tout le reste est vidé d'habitants. 40 à 50 p. 100 du cheptel ont disparu. Dans le département voisin, la Manche, ce chiffre varie de 50 à 60 p. 100.

A Caen même, il y a 40.000 personnes sans abri. Les industries régionales n'existent plus. Les hauts fourneaux sont rasés.

En ce qui concerne l'agriculture, je l'ai dit précédemment, les semis d'automne ne pourront se f... à cause des mines. Pour cette raison, et pour d'autres, il sera très difficile d'assurer la récolte des betteraves et des pommes de terre dans la plaine de Caen.

L'angoissant problème du logement

Le problème le plus urgent qui se pose pour nous, déclare le préfet du Calvados, c'est celui du logement. Les maisons n'ont plus de toit ni de vitres. Voilà l'hiver et les matériaux dont nous disposons sont plus qu'insuffisants. Il nous faudrait du carton bitumé, du vitrex, des vitres... Inutile de chercher dans la région, il n'y en a pas. Paris ne peut nous en fournir. Nous regardons de tous les côtés, mais nous ne trouvons rien. Les autorités britanniques, avec qui nous entretenons les meilleurs rapports et qui se sont penchées avec nous sur ces problèmes, sont elles aussi impuissantes. Les bateaux sont d'abord réservés, et c'est normal, aux transports militaires.

Il y a cependant une solution, au moins provisoire. Loger les sinistrés dans les localités du département qui ont peu ou pas du tout souffert, comme Port-en-Bessin, Langrune, Cabourg, Deauville, Trouville... Mais cela pose un autre problème, celui des transports. Pour faciliter les liaisons indispensables entre ces villes et Caen, il nous faudrait quatre-vingts autobus et au moins autant de camions... Inutile de vous dire que nos véhicules sont ensevelis sous les ruines des garages, quand les Allemands ne les ont pas pris. J'ai demandé à Paris de nous fournir les moyens de transport indispensables. J'attends la réponse et je vous assure que c'est avec angoisse.

Voilà ce que nous a déclaré M. Daure, dans le seul bureau de la préfecture de Caen où il y ait des vitres.

(1) *Voir le* Populaire *des 13 et 14 septembre.*

AVANCE GÉNÉRALE en Allemagne

VIOLENTS COMBATS DEVANT BELFORT

LE regroupement des forces alliées en vue de la bataille finale est maintenant achevé. La Ire armée américaine avance maintenant à l'intérieur de l'Allemagne sur l'ensemble de son front.

Selon Reuter, le commandement allemand n'a pas pu exécuter son plan de repli en arrière en vue d'une contre-offensive de grand style. Les renforts amenés de Hollande et de Danemark ne sont pas arrivés à temps pour arrêter les têtes de colonne alliées. Elles ont seulement été rassemblées derrière le canal Albert et la ligne Siegfried, ainsi que devant la trouée de Belfort.

On estime que l'ennemi ne dispose plus que d'une trentaine de divisions, dont vingt seulement sont bonnes.

LES Britanniques ont encore élargi leurs têtes de pont sur le canal Albert, malgré les contre-attaques ennemies. Ils se sont avancés, dans la région de Hechtel, jusqu'au canal de l'Escaut. D'autres unités ont franchi la frontière hollandaise en deux endroits, les unes dans la région d'Eindhoven, les autres dans celle de Maestricht.

Les Allemands se sont repliés vers le Nord de la Belgique où ils semblent vouloir résister.

(SUITE EN PAGE 2)

Lille, Roubaix, Marseille, Bordeaux, Nantes, Blois, Toulouse, Perpignan, Lens, Tours, Morlaix sont administrés par des maires socialistes

LE Comité Exécutif du Parti Socialiste s'est réuni hier après-midi, sous la présidence d'André Le Troquer, ancien ministre.

Successivement, André Philip, Félix Gouin, Augustin Laurent, Tanguy-Prigent et Gérard Jaquet ont exposé la situation dans le Rhône, la Savoie, la Provence, le Nord, le Pas-de-Calais, la Bretagne et la Région parisienne.

Tous reviennent de ces régions. Ils y ont constaté la vitalité grandissante du Socialisme et l'immense confiance que la population met en lui. Le Parti administre déjà les municipalités de Lille, Roubaix, Marseille, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Perpignan, Blois, Lens, Tours, Carhaix, Landerneau, Morlaix et une foule d'autres cités de moindre importance.

Le Comité a également entendu Louis Lévy qui, après avoir rappelé une partie de l'activité du groupe Jean-Jaurès à Londres, a fait un exposé de politique internationale. Après l'avoir remercié, le Comité Exécutif a décidé de lui renouveler sa délégation auprès du Labour Party et des autres organisations de l'I.O.S. à Londres.

Le microbe de la fièvre jaune isolé

Rio de Janeiro, 14 septembre. — Un membre de l'Institut Rockefeller de Rio de Janeiro vient d'isoler le microbe de la fièvre jaune à la suite d'expériences poursuivies sur des singes capturés près de Castolo Novo, dans l'Etat de Bahia.

La main tendue ...oui ! Les mains tendues ...non !

NOUS avons demandé aux Parisiens, ou plutôt à une partie d'entre eux, de conserver une attitude digne dans leur empressement à entourer les soldats alliés.

Voilà que le French Welcome Committee (le Comité Français de Bienvenue) abonde dans notre sens et invite la population parisienne à s'abstenir de quémander des cigarettes, des vivres, lorsqu'un camion américain stoppe au bord d'un trottoir.

Nos amis nous apportent déjà beaucoup de choses... après avoir donné rien de moins que la liberté.

Ne leur tendons pas les mains avec l'espoir qu'ils mettront quelque chose dedans.

Mais tendons-leur la main pour qu'ils y mettent la leur ! — M. C.

Les assassins de Georges Mandel sont arrêtés

Les assassins de Georges Mandel ont été arrêtés. Il s'agit de trois miliciens qui ont avoué leur crime. D'après leurs déclarations, l'assassinat aurait été commis dans la forêt de Fontainebleau.

L'affaire sera portée dans un bref délai devant la cour de justice de Paris.

LYON ACCLAME DE GAULLE

Lyon, 14 septembre. — Le général de Gaulle a été accueilli avec enthousiasme. Le général s'est rendu à l'Hôtel de Ville où il a prononcé un discours en présence d'une foule considérable.

Après avoir rendu hommage aux F.F.I. et à la ville de Lyon, centre de la Résistance française, il a affirmé sa confiance en la renaissance du pays et dit notamment :

— Nous montrerons comment la République est l'ordre véritable de la nation.

Parlant de l'armée de demain, le Général a déclaré :

« Avec les merveilleuses forces de l'intérieur et ce que vous leur apporterez, nous ferons une France forte... Nous continuerons nos efforts jusqu'au bout et demanderons alors la place qui nous est due parmi les vainqueurs. »

Le Général, poursuivant sa tournée à travers la France libérée, va se rendre à Bordeaux, Marseille et Toulouse.

La liberté de la presse

LE "POPULAIRE" journal le plus lu de Paris RÉCLAME DU PAPIER

PARIS a vu reparaître une presse libre. Mais, comme le disait parfaitement Georges Cogniot, dans l' « Humanité » d'hier, cette liberté de la presse ne serait qu'une liberté théorique si les journaux ne disposaient pas de moyens de diffusion correspondant à leur influence réelle, à leur crédit auprès de l'opinion et, pour tout dire d'un mot commercial, « à la demande de la clientèle ».

A cet égard, le « Populaire » est peut-être le plus défavorisé de tous les quotidiens, son immense succès annulant les données d'avant guerre sur lesquelles on s'était basé pour fixer les dotations de papier.

Georges Cogniot écrit : « L'Humanité » avec un contingent quotidien de 300.000 exemplaires est bien au-dessous de la moitié de ses besoins réels.

C'EST EXACTEMENT LA SITUATION DU « POPULAIRE ».

Le « Populaire » est le journal le plus lu à Paris.

D'ailleurs voici des chiffres authentiques, les derniers connus de nous, en date du 9 septembre : Vente à Paris et dans quelques localités de la banlieue immédiate — je dis bien : VENTE — « Populaire » : 120.000 exemplaires ; « Humanité » : 115.000 exemplaires; pour ne citer que les deux plus importants journaux.

Si nous faisions état de notre vente dans la totalité de la banlieue, à la criée et en province, c'est un chiffre plus de deux fois supérieur que nous obtiendrions, chiffre qu'il faudrait lui-même multiplier par un coefficient d'augmentation sensible pour atteindre un tirage satisfaisant aux besoins d'une vente non limitée.

Dès neuf heures du matin, on ne trouve plus notre journal dans la plupart des kiosques. Le « Populaire », et une enquête auprès des marchands de journaux renseignerait sur ce point M. Teitgen, ministre de l'Information, est, de tous les quotidiens, celui qui s'enlève le premier. Le lecteur qui ne trouve pas le « Populaire » chez son marchand prend un autre journal, de sorte que la vente de certains de nos confrères est favorisée par l'insuffisance de papier dont nous souffrons.

Or, la liberté de la presse n'est qu'une formule vaine si le citoyen français ne peut pas lire le journal de son choix.

Mais il y aurait mieux ! D'après Cogniot, il serait question en haut lieu de réduire les contingents de papier attribués aux grands journaux, ce qui léserait en premier lieu le « Populaire » et l' « Humanité », pour remédier au soi-disant manque de papier.

Le public lit nos dépêches au transparent du Populaire.
(Photo « Populaire ».)

Nous disons : impossible !

Impossible parce que la quantité de papier qui nous est allouée est déjà inférieure de moitié au moins à nos besoins pour la seule région parisienne.

Impossible parce que la liberté de la presse comportant pour le lecteur la possibilité matérielle d'acheter le journal de sa préférence, ce n'est pas vers une réduction, mais vers une augmentation du contingent qu'il faut s'orienter.

Que l'on réduise les attributions en tenant compte de la vente réelle de chaque quotidien et l'on pourra alors atteindre une équité qui, dans le domaine de la presse comme dans les autres, est inséparable de la liberté.

Au surplus, il nous revient que des organes ayant eu, de 1940 à 1944, une attitude plus qu'équivoque, auraient demandé l'autorisation de reparaître.

Nous espérons bien que M. Teitgen éconduira ces singuliers solliciteurs, après l'avis hostile que la Fédération nationale des journaux ne manquera pas d'émettre, car nous ne pensons pas que ce soit pour procurer du papier à cette presse éventuelle que l'on envisage des réductions frappant les grands journaux.

Maintenant, pour finir, une suggestion.

La presse de province qui se vend 1 fr. 50 le numéro — on se demande pourquoi — ne connait pas de limitation de tirage. Ne pourrait-on pas prendre des mesures pour unifier le régime de la presse française, ce qui permettrait une plus juste répartition du papier entre tous les journaux ?

Voilà un ensemble de questions dont la solution doit être rapidement recherchée.

Il y avait urgence à les poser.

Marcel BIDOUX.

M. Jeanneney présidera cet après-midi un Conseil des ministres

Cet après-midi un conseil des ministres se tiendra au ministère de la Guerre.

En l'absence du général de Gaulle, le conseil sera présidé par M. Jeanneney, ministre d'Etat.

PAS DE JOURNAUX LE DIMANCHE SOIR NI LE LUNDI MATIN

Aux termes d'un arrêté du ministre de l'Information en date du 14 septembre 1944, la publication, la circulation, la mise en vente, la distribution et l'exposition au public de tous organes de presse quotidiens paraissant le dimanche soir et de tous organes de presse quotidiens paraissant le lundi matin sont provisoirement interdits.

"La constitution belge a été violée en 1940 par le roi Léopold" déclare DE BROUCKERE

Londres, 14 septembre. — Avant de rentrer en Belgique, de Brouckère, leader socialiste belge, a donné au quotidien anglais de gauche « Weekly Tribune » un article sur la violation de la constitution commise par Léopold III, roi des Belges, au moment où la Belgique s'est effondrée.

De Brouckère exprime la crainte que le roi des Belges ne tente d'instaurer une dictature royale dans la Belgique libérée. De Brouckère déclare que le gouvernement belge désirait alors se retirer en pays allié, et estimait que la présence du roi auprès du cabinet était une nécessité constitutionnelle, tous les organes essentiels de la souveraineté belge devant de la sorte échapper à l'influence de l'occupant. C'est en violation de la constitution, déclare le leader socialiste belge, que le roi a méconnu le désir du gouvernement et s'en est tenu à sa décision personnelle de demeurer en territoire belge.

De Brouckère croit que le roi pourra reprendre sa place à la tête de la nation, mais à condition de respecter désormais la lettre et l'esprit de la constitution.

UN DOLLAR EGALE 43 fr 77 BELGES

Le taux du change du franc belge a été fixé à 43 fr. 773 par dollar et de 176 fr. 626 par livre.

Grande manifestation socialiste

Samedi 16 Septembre

salle Wagram (av. de Wagram) à 16 h.

Présidence de Gérard JAQUET
secrétaire général de la Fédération socialiste de la Seine

AVEC LE CONCOURS DE :

André PHILIP, ancien ministre
Jacques VALJEAN, secrétaire à la propagande
André LE TROQUER, ancien ministre
Robert VERDIER, secrétaire général adjoint du Parti socialiste

S'UNIR POUR AGIR... (1)

III. - Les "Secteurs autonomes" républiques des travailleurs

par F. LEFRANÇOIS

LES formes que l'on peut trouver dans l'économie répondent, trait pour trait, aux formes politiques que peut prendre l'Etat.

Les entreprises isolées du système « libéral », ayant chacune à leur tête un patron tyrannique et qui combat à son gré ses voisins, sont le pendant des petites baronnies anarchiques du haut Moyen-Age. Nous n'en voulons pas.

Les trusts, « les cent familles » imposant leurs lois à toutes les entreprises et rançonnant à merci les consommateurs, sont à l'image des quelques grands barons d'une féodalité hiérarchisée. Nous n'en voulons pas.

L'Etat, maître absolu d'une économie asservie à ses bureaux, c'est la transposition de la Monarchie absolue — « L'Etat, c'est moi » — et le système de Colbert. Nous n'en voulons pas.

Nous voulons des entreprises et des métiers, véritables Républiques de travailleurs, où chacun puisse dire ce qu'il pense, influer sur les décisions selon ses capacités, exprimer le degré de confiance que lui inspirent ses chefs, et contribuer ainsi à les choisir.

Et nous voulons fédérer ces Républiques, en confiant au pouvoir souverain de la démocratie la tâche, non pas d'ordonner à chacune son travail dans le moindre détail, mais de coordonner les efforts et de les mettre en harmonie.

Ces diverses Républiques de travailleurs, c'est ce que nous appelons des « Secteurs autonomes » : de la Métallurgie, des Mines, de l'Energie, etc...

Chacun d'eux sera véritablement une République, ayant — à l'échelon local, régional, central — son pouvoir législatif et son pouvoir exécutif.

Et, pour que ces efforts soient coordonnés, chacune de ces Républiques se verra fixer — mais seulement dans les grandes lignes — la tâche à accomplir ; elle se verra accorder les moyens de l'accomplir ; elle demeurera maîtresse de ses méthodes et de ses décisions, dans le cadre des lois générales fixées par le pouvoir souverain.

Comment cette organisation assurera-t-elle à la fois la liberté et la responsabilité de chacun, la justice sociale, l'harmonie des efforts ?

(1) Voir le « Populaire des 11 et 12 septembre.

Samedi, sous les ombrages de Daumesnil, organisé par « LE POPULAIRE »

Le Critérium de la Libération verra Urbain CAFFI lutter contre plus de soixante-dix champions français et étrangers

Un maillot tricolore seul contre tous

PLUS DE 100.000 FRANCS DE PRIMES SERONT DISTRIBUES AU COURS DE L'EPREUVE

Nous sommes comblés. Plus de soixante-dix champions français et étrangers nous ont fait parvenir leur engagement pour le *Critérium de la Libération* que le *Populaire* fera disputer samedi après-midi sous les verts ombrages bordant le lac Daumesnil.

Il était, en effet, difficile d'espérer une plus belle réussite. Seule aujourd'hui une personne peut faire la grimace devant un tel lot. C'est notre jeune champion de France Urbain Caffi que ses récentes victoires et son maillot tricolore vont désigner à tous comme l'adversaire n° 1.

Certes, l'élève du populaire Antonin Magne est actuellement dans une forme remarquable. Son aisance, samedi à Puteaux, fit impression, mais pour lâcher tout le monde, Caffi trouva sous son élégante pédalée la petite malice assez sévère côte du boulevard Wallace.

Or après-demain, autour du lac, aucun « accident » de terrain ne favorisera un type défini de coureur.

Avant tout il faudra être véloce.

(Lire la suite en rubrique sportive)

LES "GESTAPACHES"

Maurice Levillain s'est constitué prisonnier

LE CYNISME DE MICHEL LE TUEUR DE LA BANDE

Avant-hier, Maurice Levillain, ex-conseiller municipal du 20e, ex-secrétaire général du R.N.P., a pris l'offensive

Il a téléphoné au commissaire Clot pour lui annoncer sa visite mais ne s'est rendu que ce matin au quai de Gesvres

— C'est une ignominie, a-t-il déclaré spontanément à propos des accusations de Bony-Lafont. J'ai été collaborateur et je le reste encore de bonne foi.

Et il ajoute, comiquement :

— C'est la seule chose que j'ai à me reprocher.

L'interrogatoire de Levillain, qui n'a pas encore commencé, promet d'être piquant car il est le premier à nier.

Jusqu'à maintenant, en effet, les « gestapaches » ont fait preuve de bonne volonté et leurs dépositions s'ajustent parfaitement.

Hier, Michel Chaves était sur la sellette. Le tueur n° 1, le « gestapoigne » de la bande, a tout à fait le physique de l'emploi : 1 m. 70 environ, cou rentré dans les épaules, nez couperosé, regard bestial.

C'est lui que Lafont chargeait d'exécuter... les commandes que les Allemands adressaient à la rue Lauriston.

— Comment ça se passait ? lui demande-t-on.

— Je recevais une feuille dactylographiée : un tel, demeurant à tel endroit, à exécuter demain. On repérait le type dans la rue, on le faisait monter en voiture, on le questionnait. Arrivés dans un endroit tranquille on lui disait : « F... le camp, on n'a plus besoin de toi ». Le type descendait sur la route...

— Alors ?

— Alors ! Ben quoi ! on le butait.

On croit à un cauchemar. Cet homme est-il un monstre ? Mais il parle sans passion, d'une voix monocorde. Il raconte une « mission » qu'il remplit en zone sud : un tel à ramener mort ou vif.

Il ramena sa tête...

« LE PEUPLE » VA REPARAITRE

Le « Peuple », organe officiel de la C.G.T., reprend sa place parmi les journaux libres à partir du samedi 16 septembre.

Notre confrère paraîtra hebdomadairement en attendant que soient réalisées les conditions de sa publication quotidienne, notamment que l'ensemble des organisations syndicales aient retrouvé leur fonctionnement normal.

Les revendications des « vieux »

5 HEURES DU MATIN

EDITION PARISIENNE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : **JEAN JAURÈS** — RÉD. EN CHEF (1926-1937) : **VAILLANT-COUTURIER**

DIRECTEUR : **MARCEL CACHIN**, sénateur de la Seine

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien, PARIS-Xe
TELEPHONE : **PROVENCE 15-21**
Inter : **PRO 93-60**

VENDREDI 15 SEPTEMBRE 1944

41e année — Numéro 26
(Nouvelle série)
LE NUMÉRO : **2** FRANCS

IL FAUT LIER L'ARMÉE AU PEUPLE !

par **Marcel CACHIN**

CETTE guerre qui s'achève aura été une guerre révolutionnaire. Elle a souligné l'irrémédiable décadence du monde capitaliste. Il a abouti au plus effroyable massacre de tous les temps. Il a fait la preuve que les anciennes formes de production et de pensée étaient caduques et condamnées. On dit couramment dans tous les milieux que demain ne ressemblera pas à hier. Les modes actuels de propriété sont discutés. Tout est remis en question. Jamais situation dans le monde entier ne fut plus favorable aux profonds changements, aux révisions des valeurs essentielles. Le monde est emporté par une force irrésistible vers des transformations jugées, hier encore, comme utopiques, irréalisables, impossibles.

Aucune institution n'échappe à cette évolution universelle. Et l'institution militaire moins encore que les autres. L'ancienne conception française de l'armée représentée par le grand état-major de 1939 a été jugée par le pays tout entier. Elle est morte, définitivement morte depuis les sinistres semaines de mai et de juin 40, où sombra son prestige dans les champs de l'Est, du Nord et de la Picardie.

Réalisme et clairvoyance

Que la France de demain ait encore besoin d'une armée, dans l'incertitude et l'instabilité universelle qui suivront la guerre, c'est une vérité que la nation meurtrie, instruite par l'expérience, admettra dans son immense majorité. La France a failli mourir. Elle a subi pendant quatre ans une des plus grandes humiliations de son histoire. Elle a été souillée par la présence d'un ennemi barbare qui la pillait, la volait, assassinait les meilleurs de ses fils et la menaçait avec insolence d'un asservissement séculaire. Elle a compris qu'elle ne pourrait jamais plus vivre dans une telle atmosphère d'étouffement et d'avilissement. Elle a compris le sens des paroles immortelles du grand orateur athénien : « Mieux vaut la mort que la perte de la liberté ! » « On ne peut pas vivre dans une ville qui n'est pas libre ! » Elle a repoussé avec horreur les innocents et les misérables qui voulaient lui persuader que la servitude est préférable à la mort.

Pour se protéger, le peuple de la France renouvelée aura besoin d'une armée. Il n'oubliera pas l'exemple de la Russie soviétique. Les révolutionnaires, qui avaient en 1917 jeté à bas l'ancien régime moyenâgeux du tzarisme, se gardèrent bien de livrer sans défense à l'avidité du capitalisme international les conquêtes de leur Révolution salvatrice. Ils forgèrent une armée populaire dès le lendemain de leur prise du pouvoir. Ils la voulurent puissante et équipée à la moderne. Ils apprirent la science militaire. Ils enveloppèrent de leur sympathie constante et ardente les soldats et les chefs de leurs troupes. Ils travaillèrent pendant vingt ans à rendre l'Armée Rouge inattaquable et invincible.

Ici, les ennemis du communisme leur reprochaient violemment leur réalisme. On les accusait d'impérialisme. De malheureux utopistes, ignorants de l'éternelle histoire humaine, leur jetaient la pierre et leur reprochaient leur prétendue trahison des principes socialistes. Nul esprit sérieux n'oserait reprendre ces niaises insultes. La France entière s'incline aujourd'hui devant la clairvoyance des hommes de génie qui ont créé l'Armée Rouge, laquelle a sauvé le monde.

L'armée d'une nation progressive

Il faudra donc à la France progressive de demain une armée, et une armée forte, pour défendre et sauvegarder les conquêtes démocratiques qu'elle s'apprête à réaliser. Ce ne sont pas les communistes qui s'opposeront à cette nécessité.

Mais ils entendent que l'on ne renouvelle pas les erreurs tragiques du passé. L'armée de la démocratie française devra être non une armée de métier, non une armée de caste, mais une armée vraiment populaire. Le temps est révolu des vieilles formes périmées d'une armée considérée comme une menace pour le peuple lui-même, comme une armée de police mise au service d'une classe, comme ce fut trop souvent le cas dans le passé. Pour échapper à ce danger, il faut intégrer le peuple dans l'armée, comme surent le faire nos alliés de l'est.

Pourquoi leur armée a-t-elle balayé devant elle les formidables troupes allemandes proclamées invincibles ? Pourquoi l'état-major de la Reichswehr, tenu pour le plus savant, le plus éduqué, le plus puissant du monde, a-t-il été vaincu par des stratèges sans traditions, par des officiers de moins de trente ans, par des ouvriers, des paysans promus généraux et maréchaux en pleine bataille. Pourquoi ? Parce que l'Armée Rouge, c'est le peuple soviétique lui-même. Parce qu'elle est sa chair et son sang. Quel est l'argument que pourraient apporter les traditionalistes de l'armée d'avant guerre contre cette vérité évidente ? Les chefs de notre état-major de 1939, les Pétain et les Weygand, comme les von Paulus et les von Stulpnagel, méprisaient ces soldats et ces chefs issus du peuple. Aujourd'hui, l'univers a jugé les uns et les autres.

Les F.F.I. dignes de l'exemple des partisans d'U.R.S.S.

Mais l'Armée Rouge n'est pas la seule force organisée du peuple soviétique. Le peuple soviétique a créé, à côté de l'armée proprement dite, des groupes de partisans qui jouèrent un rôle éminent dans la victoire de l'U.R.S.S. Et ici même, en notre France, voilà que nos F.F.I., nos F.T.P., renouvellent les exploits des partisans soviétiques. Chaque jour nous apprenons que les F.F.I. ont libéré, à eux seuls, une nouvelle portion du territoire de la Patrie et qu'ils se sont couverts de gloire du nord au sud, de l'est à l'ouest. Après cela, on a peine à concevoir qu'il y ait, à cette heure encore, après tant d'exploits répétés, des militaires et des politiciens qui songent à dissoudre ces troupes populaires pour les remercier des immenses services rendus par elles au pays délivré !

La seule menace d'un pareil attentat a jeté un trouble profond dans le pays. Qu'on renonce vite et définitivement à tout projet de cet ordre ! Nous applaudissons aux déclarations, aux discours, aux programmes démocratiques qui foisonnent à cette heure. Le peuple de France fait un large crédit au gouvernement provisoire et aux organisations de Résistance dont il s'entoure. On attend de lui qu'il passe rapidement aux actes positifs, à la reconstitution du pays, à la réfection et au renouvellement des organismes qui doivent s'adapter aux exigences du temps. L'établissement d'une armée populaire doit être, à notre avis, au premier rang de ses préoccupations.

UN BEAU GESTE...

Un cultivateur de Saint-Amand-de-Vendôme (Loir-et-Cher), Auguste THERY, a amené hier, à Paris, un camion de vivres recueillis par les soins des F.F.I. et du Comité de Libération local. Ces vivres : 1.000 kilos de pommes de terre, 1.000 œufs, 46 kilos de beurre, de la volaille, du porc, des agneaux, ont été dirigés sur la mairie du 18e afin d'être répartis dans les hôpitaux. Ci-dessus le déchargement du camion devant la mairie. (Photo « Humanité ».)

UN SOLDAT ROUGE VOUS PARLE

Des rives du Dniepr aux rives de la Manche
L'odyssée sanglante des prisonniers soviétiques

Deux de ceux dont l'héroïsme a puissamment contribué à abattre la bête nazie

Il a l'air d'un enfant, c'est ce qui frappe d'abord. Blond, rose, le teint clair malgré la vie au grand air qui a doré sa peau sans lui ôter sa fraîcheur. Il voulait étudier la littérature, le latin, le grec. La guerre est venue. Il n'avait que 16 ans, mais un membre des Jeunesses Communistes de l'U.R.S.S., en temps de guerre, devient vite un partisan rouge. Il est de Gomel, et depuis trois ans, il a fait la guerre.

Il s'appelle Alexandre Nikolaievitch. Il ne sait pas le français, mais il parle l'allemand. Il sourit beaucoup. Il a l'air timide. — J. M.

(Suite en deuxième page.)

Grâce à une odieuse trahison

DEUX DES BANDITS DE LAFFONT S'ÉVADENT DU CAMP DE DRANCY

Dita Parlo servait d'indicatrice à tous les services nazis

Deux membres de la bande de la rue Lauriston, internés au camp de Drancy, se sont évadés.

Il s'agit de Paul Clavier, lieutenant des S.S. et neveu du tueur Lafont, et d'un homme de main nommé Accade.

L'enquête suivant cette double évasion a permis de découvrir que l'adjoint du commandant du camp de Drancy était un nommé Roques, propriétaire d'un établissement de nuit, « Le Grand Duc », rue Pigalle, où se réunissaient les chefs de la Gestapo française. Avec une audace incroyable, il avait réussi, après le départ des Allemands, à participer avec les F. F. I. à l'organisation du camp où sont gardés les collaborateurs. Démasqué, il a été arrêté.

Un des nervis rapportait les têtes de ses victimes

Michel Chaves, un des assassins de la rue Lauriston, arrêté avant-hier, était un des principaux tueurs de la bande, et l'on cite de lui ce trait horrible : *Chargé de retrouver un patriote en zone sud et de le ramener mort ou vif, il avait rapporté la tête de sa victime comme preuve du succès de sa mission.*

Une espionne de marque

L'actrice allemande Dita Parlo, de son vrai nom Gerda Kornstadt, a été amenée hier Quai de Gesvres. Dénoncée par Bony, elle était en effet indicatrice de la Gestapo, de Laffont et des services de contre-espionnage allemand du capitaine Radecke. Maîtresse du docteur Fuchs, elle entretenait également des relations suivies avec le baron Lionel de Wiett et Jacovici Spaas, les deux honorables individus que nous avons déjà présentés à nos lecteurs.

○●○

Les ouvriers des usines Fiat font arrêter leur direction

Aux usines Fiat, sur l'initiative des ouvriers eux-mêmes, les quatre directeurs : Maufrino, Morello, Scuriati et Nicloud, le chef d'atelier Gorlier, ont été appréhendés.

HOMMES DE DARNAND MERCENAIRES DE HITLER

Les meurtriers de Georges Mandel *sont arrêtés*

Le crime aurait eu lieu dans la forêt de Fontainebleau

Selon un communiqué du Ministère de la Justice, les assassins de Georges Mandel ont été arrêtés. Il s'agit de trois miliciens qui ont avoué leur crime. D'après leurs déclarations, l'assassinat aurait été commis dans la forêt de Fontainebleau.

L'affaire sera portée dans un bref délai devant la Cour de Justice de Paris.

Par ailleurs, M. Marchat, juge d'instruction, a lancé des mandats d'amener pour intelligence avec l'ennemi contre M. *Chasserat*, maître des Requêtes au Conseil d'Etat, anciennement directeur de la gendarmerie ; *Ingrand*, ex-préfet délégué par Vichy en zone occupée, et de *Font-Réaulx*, conseil juridique du gouvernement tunisien.

M. Augeras, juge d'instruction, qui était chargé de l'affaire de *Stéphane Lauzanne*, l'ancien rédacteur en chef du *Matin*, vient de signer une ordonnance de dessaisissement demandant que le dossier soit transmis au tribunal militaire de Paris.

Le ravitaillement de Paris

LE SCANDALE des mandataires RECOMMENCE

sous le prétexte de vente libre des produits maraîchers

Grâce à l'actif soutien des comités locaux de Libération, les détaillants organisent, dans toutes les localités de banlieue et les arrondissements de Paris, leurs groupements d'achat, qui s'entendent directement avec les producteurs paysans et évitent la mainmise des gros intermédiaires.

A *Montrouge*, le groupement d'achat fonctionne déjà depuis un certain temps. A *Noisy-le-Sec*, il groupe la presque totalité des détaillants.

Dimanche dernier, cent commerçants du 5e, réunis à la mairie, constituaient un Groupement d'achat de fruits et légumes.

Puis, lundi, c'était au tour du 2e. Enfin, mardi à 15 heures, dans le 10e arrondissement, à l'appel de la Confédération générale du petit commerce et de l'artisanat, plus de trois cents commerçants se réunissaient et deux Groupements prenaient naissance, un pour les vins et un autre pour les fruits et légumes.

G. GUEZENNEC.

(Suite en deuxième page.)

L'arrivée des légumes aux Halles (Photo Presse Libération.)

FURIEUX COMBATS dans Thionville et autour de Metz

LANGRES est libéré par les troupes françaises et les F. F. I. nettoient la BOURGOGNE

Les hommes de Rokosovski et la 1re armée polonaise s'emparent de Praga

Ces tanks, capturés à l'ennemi dans la région parisienne, constituent la première colonne de chars d'assaut des F. F. I. (Photo « Humanité ».)

Moscou, 14 septembre. — *Dans un ordre du jour adressé au maréchal Rokosovski, le maréchal Staline déclare :*

Aujourd'hui, les troupes du front de Bielo-Russie se sont emparées du faubourg de Varsovie, Praga, forteresse importante des Allemands sur la rive est de la Vistule, après une lutte acharnée au cours de laquelle se sont notamment distinguées les troupes de la 1re Armée polonaise, sous le commandement du lieutenant-général Berling. Je remercie les troupes placées sous votre commandement pour ce haut fait d'armes.

Moscou saluera ce soir cette victoire de 20 salves d'honneur de 224 canons.

Gloire immortelle aux héros tombés en défendant notre patrie ! Mort à l'envahisseur allemand !

Les gains territoriaux, les rassemblements de troupes alliées et les opérations de nettoyage continuent en vue de l'attaque de la ligne Siegfried.

La bataille pour Belfort se développe. Le plateau de Langres occupé, Américains et Français attaquent dans la région de Montbéliard et à partir de Vesoul.

La prise de Belfort ouvrira la plaine d'Alsace aux blindés alliés.

Sur le front de l'Est, l'Armée Rouge victorieuse écrase les unités allemandes qui défendent avec acharnement les approches de la Prusse Orientale. Les forces soviétiques opérant en Silésie Orientale ont atteint la frontière polono-tchécoslovaque, tandis qu'à l'intérieur du pays, les patriotes désorganisent les arrières de l'ennemi.

Dans les Balkans, enfin, la situation des Allemands est de plus en plus critique. Patriotes grecs et yougoslaves sont maîtres de la plus grande partie de la Macédoine et l'instant approche où la liaison de toutes les forces grecques, yougoslaves, roumaines et bulgares avec l'armée soviétique balaiera les derniers restes des bandits nazis dans ces régions.

(Lire nos informations en 2e page)

L'ARMISTICE SIGNÉ A MOSCOU stipule que la Roumanie coopère à l'écrasement de l'hitlérisme

A QUÉBEC, ON MET AU POINT L'OFFENSIVE CONTRE LE JAPON

Mais on mesure chichement à la France sa part dans le contrôle du Reich vaincu

Perfide attaque antisoviétique des émigrés polonais de Londres

Le président Roosevelt a fait mercredi soir, par l'intermédiaire de son secrétaire Early, une déclaration à la presse, de laquelle il convient d'extraire les phrases suivantes :

Le but de la conférence est la coordination des forces anglaises et américaines en Europe et en Extrême-Orient. Nous suivons avec attention le développement de la situation en Europe et en Extrême-Orient et nous voulons harmoniser tous nos efforts avec les efforts de nos alliés anglais et russes.

Le porte-parole ajouta :

Les conversations progressent si favorablement que la conférence sera sans doute terminée d'ici à la fin de la semaine.

On apprend que les hauts commissaires de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande au Canada participent également aux conversations.

○●○

Accord polono-soviétique sur le transfert de ressortissants

Moscou, 14 septembre. — Le Comité de Libération polonais vient de passer un accord avec la République socialiste soviétique d'Ukraine et la République soviétique de Bielorussie concernant le transfert des ressortissants respectifs.

L'évacuation aura lieu sur les bases du volontariat. Toutes les personnes évacuées de Pologne et dirigées sur l'Ukraine ou sur la Bielorussie seront installées dans des fermes collectives et toucheront une portion de terrain pour leurs cultures personnelles.

Cinq mille roubles, remboursables en cinq ans, seront avancés à chaque famille.

○●○

La situation s'aggrave en Finlande

Stockholm, 14 septembre. — **Les Allemands sabotent les négociations soviéto-finnoises. Ils ne veulent pas évacuer leurs troupes avant le 15 septembre, afin d'obliger l'Armée Rouge à pénétrer en Finlande. Les pourparlers de Moscou subiraient un temps d'arrêt.**

Lyon accueille le général de Gaulle

La ville de Lyon a accueilli aujourd'hui, avec enthousiasme, le général de Gaulle.

A l'Hôtel de Ville, il a prononcé un discours en présence d'une foule considérable.

Parlant de l'armée française, le général a déclaré :

« Avec sa merveilleuse armée de l'intérieur et ce que vous lui apporterez, nous ferons une France forte ; nos épreuves approchent de leur fin. Quoi qu'il arrive, nous continuerons nos efforts jusqu'au bout et nous reconquerrons alors la place qui nous est due parmi les vainqueurs. »

L'œuvre des trusts sans patrie

Cette figure de dégénéré, c'est celle de M. François de WENDEL, potentat du Comité des Forges, organisateur de la défaite

ET VOICI *le Comité des Forges*

Pendant la guerre 1914-1918, les mines et les hauts fourneaux du bassin de Briey, utilisés à plein rendement par l'ennemi, ne furent jamais bombardés. Au grand état-major de l'armée, les intérêts privés de la famille de Wendel avaient prévalu sur l'intérêt militaire du pays.

En 1939 comme en 1914, les représentants de la famille de Wendel siègent à la fois au Parlement français et au Reichstag allemand. Von Papen, leur cousin, dirige la politique étrangère nazie.

Quoi d'étonnant que le Comité des Forges ait saboté nos armements ? Ces armements pouvaient être destinés à combattre Hitler, protecteur des trusts.

Et après la défaite ?

Laissons la parole aux administrateurs de la société Louvroil-Montbard-Aulnoy. Ils déclarent, dans leur rapport aux actionnaires en date du 6 août 1941 :

Une partie sensible de notre production est dirigée vers les débouchés extérieurs continentaux. Ces exportations ont été fixées en accord avec le cartel allemand des tubes avec lequel nous avons entretenu d'une façon continue, depuis 1926 jusqu'à la guerre, des rapports confiants.

Nous nous plaisons à reconnaître que, dans les nouveaux contacts qui se sont établis avec les dirigeants du cartel allemand des tubes, nous avons trouvé une large compréhension de nos besoins et un désir évident d'aider notre industrie dans les moments difficiles qu'elle traverse.

Jean THIBAUT.

(Suite en deuxième page.)

LIRE EN 2e PAGE :

Non ! Les unités F.F.I. ne doivent pas être disloquées.

(Procès-verbal de la réunion du 14 septembre du Bureau politique du Parti communiste.)

CEUX QU'IL FAUT DÉSARMER

A LA séance d'hier du Comité Parisien de la Libération, un membre de l'assemblée a déclaré tenir de source sûre qu'il se trouvait, à l'heure actuelle, des individus et des groupes pour mettre sur pied des troupes d'assaut spéciales contre les organisations du Parti communiste, le Parti des fusillés, le Parti qui a engagé, sur le sol de la patrie, dès juillet 1940, la lutte contre l'envahisseur.

Se peut-il qu'il y ait des gens qui, au lendemain même de la Libération, en plein triomphe de l'union de la nation, préparent chez nous la guerre civile ?

On hésiterait à le croire si des renseignements très alarmants et de contenu analogue n'avaient déjà été recueillis. C'est en nous fondant sur des informations contrôlées que nous avons annoncé, il y a plusieurs jours, que certains préparaient de mauvais coups contre les mairies conquises par le peuple sur les hommes de la cinquième colonne au terme des journées glorieuses.

Les gens qu'on n'arrête pas malgré l'évidence de leur crime auraient bien tort de se gêner !

Un peu plus d'un an s'est écoulé depuis qu'une déclaration cynique d'un représentant des deux cents familles, dûment attestée et vérifiée, causait quelque émotion dans les milieux dirigeants de la Résistance clandestine. Le personnage, envisageant de créer, avec des patriotes égarés, une armée de guerre civile afin de lutter contre le communisme, avait l'effronterie d'ajouter qu'il appelait communiste « tout ce qui se situe entre l'agitateur de 1936 et LE SIMPLE PARTISAN DU SUFFRAGE UNIVERSEL ».

Il y a tout lieu de croire que ces conceptions arrêtées n'ont pas été révisées ! C'est à la France nouvelle tout entière, c'est à la République rétablie qu'on en a.

Dès lors, comme tout s'éclaire !

Comme on comprend que les partisans de ces thèses aient en horreur les Milices Patriotiques !

Leur plan est sans détours. Ils entendent tout simplement désarmer le peuple en même temps qu'ils s'arment eux-mêmes jusqu'aux dents.

Nous en appelons aux bons citoyens. Nous en appelons à tous ceux à qui la paix de la nation, l'ordre public, le règne de la loi sont chers et sacrés.

Ceux-là sentent la nécessité d'une protection de la vie et des biens des Français contre les misérables agents de Hitler que l'échec catastrophique de dix ans de complots et de trahisons exaspère, dispose à tous les coups de force désespérés, à toutes les vengeances.

Ceux-là sont partisans des Milices Patriotiques, appelées à faire revivre la magnifique tradition nationale du soldat-citoyen.

Ceux-là approuveront le Comité Parisien de la Libération d'avoir été, hier, unanime à reconnaître « que les nécessités de l'épuration, la lutte contre le marché noir et la prompte liquidation de la cinquième colonne posaient de toute urgence le programme de l'organisation d'une Milice Patriotique sur les bases d'une confiance complète et réciproque entre le pays et son gouvernement ».

Que reproche-t-on aux Milices ? D'être inutiles ? Ouvrez les yeux sur l'insolence des agents de la trahison, sur l'inquiétude justifiée de notre peuple devant cette situation, et vous saisirez l'importance du rôle de pacification qui incombe aux Milices.

Dira-t-on qu'elles ont le tort d'être nées spontanément ? En 89 aussi, la Garde Nationale est née spontanément, et les décrets qui l'organisèrent légalement ne devaient intervenir qu'en 90, 91 et 93.

Allons ! Cessons, si nous sommes de bonne foi, de fermer les yeux sur le péril et de disputer son rôle à la Milice qui doit nous en protéger.

Et imposons silence, du même coup, aux hommes qui parlent de désarmer les F.F.I.

Ceux qu'il faut désarmer, et tout de suite, ce sont les gens, parfaitement connus, qui veulent aider Hitler, même quand il est expulsé de France, et qui préparent la guerre civile pour faire obstacle aux droits souverains du peuple français, bien commun de tous les républicains.

G. COGNIOT.

Aujourd'hui : POMMES DE TERRE

A dater d'aujourd'hui, une ration de 2 kilos de pommes de terre sera distribuée à tous les consommateurs contre remise des tickets 32 et 33 de la nouvelle feuille de pommes de terre, chacun de ces tickets étant valable pour 1 kilo.

Les consommateurs devront obligatoirement s'adresser au détaillant chez lequel ils se sont fait inscrire avec le coupon n° 1 de la nouvelle feuille de pommes de terre.

Le traitement des fonctionnaires et les pensions de retraite relevés à compter du 1 septembre

Le ministre des Finances a soumis au Conseil des ministres une ordonnance fixant les modalités du relèvement des traitements et pensions des agents de l'Etat.

Cette augmentation comporte le doublement du supplément provisoire de traitement et un aménagement de l'indemnité de résidence pour les fonctionnaires. Les retraités bénéficieront d'un doublement de l'indemnité spéciale temporaire.

Ces mesures prennent effet à compter du 1er septembre.

LES NOUVEAUX ATTENTISTES

— Ils mettent bien du temps à nous envoyer des gens à Darnand !...

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Sans consulter la Fédération nationale de la Presse française, le ministre de l'Information a annoncé hier une réduction du tirage de tous les journaux de 25 %. Superbe aubaine pour les feuilles qui, jusqu'à maintenant, impriment plus qu'elles ne pouvaient vendre. Coup sérieux contre les journaux dont le contingent de papier était déjà inférieur aux besoins, c'est-à-dire, avant tout contre *l'Humanité*.

Il y a plus. Des journaux en quête de lecteurs envisagent, paraît-il, de fusionner. Le ministre a annoncé que, réduits à l'unité, ces confrères continueraient pourtant à compter pour une unité et demie dans la distribution du papier.

C'est, en somme, le régime de la vente forcée qui se perfectionne.

Aux amis de la liberté de la presse — qui n'est qu'un trompe-l'œil quand les moyens matériels sont refusés précisément aux publications désirées par le public et quand le public est contraint, s'il veut s'informer, de lire celles qu'il ne préfère pas — il ne reste désormais qu'une ressource : dire publiquement la vérité, la dire bien haut, et appeler les Français à veiller eux-mêmes sur leurs droits fondamentaux.

G. C.

Grâce à une odieuse trahison

DEUX DES BANDITS DE LAFFONT S'ÉVADENT DU CAMP DE DRANCY

Dita Parlo servait d'indicatrice à tous les services nazis

Deux membres de la bande de la rue Lauriston, internés au camp de Drancy, se sont évadés.

Il s'agit de Paul Clavier, lieutenant des S.S. et neveu du tueur Lafont, et d'un homme de main nommé Accade.

L'enquête suivant cette double évasion a permis de découvrir que l'adjoint du commandant du camp de Drancy était un nommé Roques, propriétaire d'un établissement de nuit, « Le Grand Duc », rue Pigalle, où se réunissaient les chefs de la Gestapo française. Avec une audace incroyable, il avait réussi, après le départ des Allemands, à participer avec les F. F. I. à l'organisation du camp où sont gardés les collaborateurs. Démasqué, il a été arrêté.

Un des nervis rapportait les têtes de ses victimes

Michel Chaves, un des assassins de la rue Lauriston, arrêté avant-hier, était un des principaux tueurs de la bande, et l'on cite de lui ce trait horrible : *Chargé de retrouver un patriote en zone sud et de le ramener mort ou vif, il avait rapporté la tête de sa victime comme preuve du succès de sa mission.*

Une espionne de marque

L'actrice allemande Dita Parlo, de son vrai nom Gerda Kornstadt, a été amenée hier Quai de Gesvres. Dénoncée par Bony, elle était en effet indicatrice de la Gestapo, de Laffont et des services de contre-espionnage allemand du capitaine Radecke. Maîtresse du docteur Fuchs, elle entretenait également des relations suivies avec le baron Lionel de Wiett et Jacovici Spaas, les deux honorables individus que nous avons déjà présentés à nos lecteurs.

○●○

Édition de 5 heures du matin

PREMIERE ANNEE - N° 24

Le Parisien Libéré

VENDREDI 15 SEPT. 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (Xe)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

« C'est bien de l'avenir qu'il s'agit ! De l'avenir vers lequel des millions et des millions de Français et de Françaises marchent avec ardeur et confiance, de l'avenir dont la nation entière veut qu'il soit une rénovation. »

Charles de GAULLE
Président du gouvernement provisoire de la République française
12 septembre 1944

Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par

O. C. M.
(Organisation Civile et Militaire)

et par ses revues ou journaux : *Cahiers*.- Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor*.

L'homme des trusts :
Bichelonne

Du rôle néfaste des comités d'organisation, nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Une telle audace, lorsque l'Allemand était maître, aurait valu, par voie de dénonciation, à son auteur, un séjour dans un cul de basse fosse, Outre-Rhin.

En remontant plus loin, imagine-t-on le tollé qu'aurait déchaîné dans la grande presse, asservie à Havas, une pareille impudence ?

Libérés, nous avons, à présent, le devoir de prouver que ces fameux comités d'organisation, suprême pensée de l'économie dirigée (mal dirigée, car il y a autre chose à faire en ce sens, et vite !), n'ont été qu'une façade à l'aspect hautement honorable, derrière laquelle, tel un nœud de vipères, les plus affreux appétits se dissimulaient.

De beaux hôtels, de splendides bureaux...

De même, choisit-on, dans les sociétés véreuses, comme président, un magnifique vieillard, hautement décoré. En réalité, un seul intérêt : « gagner beaucoup d'argent, en suivant scrupuleusement les lois de la jungle ».

C'est ainsi que durant quatre ans, sur le plan économique, les puissants ont connu une prospérité inouïe, et même les « moyens », des années dorées.

Quant aux petits, ils auraient été tous écrasés avec préméditation, si certains n'avaient trouvé, dans l'utilisation du marché noir, quelques procédés de défense, d'ailleurs scandaleux.

Les ministres qui viennent de recevoir la redoutable mission de refaire une France industrielle et commerciale auront à la fois à briser des chefs accessibles aux pires compromissions et à rassurer des troupes écœurées par une longue suite d'injustices soigneusement calculées.

De cet état de choses, lié d'ailleurs à une décadence des élites, constatable depuis plus de vingt ans en France, un homme, parmi d'autres, est responsable : BICHELONNE.

En 1939, Dautry fut chargé de l'armement ; il lui fallait un chef de cabinet.

Parmi tous les candidats, il choisit celui qui pouvait se prévaloir de la plus forte moyenne de notes à l'École Polytechnique. Ici, un dossier est ouvert : ce n'est pas parce que certains X ont accompli tout leur devoir dans la Résistance, qu'il ne faille pas, un jour, dénoncer combien l'esprit de chapelle polytechnicien a une part de responsabilité dans nos malheurs.

L'armistice venu, son patron disparu, au surplus collaborateur du ministre Belin, ex-cégétiste, dont la collusion avec les puissances d'argent était notoire, Bichelonne, arriviste forcené et ingénieur famélique, se « rua vers l'Or ».

Reprenant le mot de Guizot, il pensa détourner les Français de l'amertume du désastre, en leur donnant un mot d'ordre : « s'enrichir ».

...Avec les Allemands naturellement — et en satisfaisant au maximum aux exigences de leur guerre totale.

Méthode : distribuer aux industriels disposés à collaborer le plus grand tonnage de matières premières disponibles ou importées d'Allemagne.

D'où la loi du 16 août 1940. Sous le couvert d'organisation de la profession, elle créait les fameux Comités, dont le rôle occulte et essentiel consistait à sous-répartir la matière contingentée, et, de ce fait, en faisait les maîtres absolus des destinées économiques du pays.

D'aucuns ont affirmé que les trusts avaient délégué leurs chefs dans les comités d'organisation.

Vérité pour les plus minimes ; erreur pour les plus grands.

Pour tel magnat de l'acier et de l'aluminium, il était tellement plus prudent d'y installer un employé supérieur, veule, et facilement intimidable. Quel magnifique intermédiaire pour aller discuter avec les « majors » du Majestic !

De quel droit ce chétif salarié se serait-il permis de refuser à ses patrons tel contingent de charbon ou d'électricité ? Comment n'aurait-il pas aidé de toutes ses forces à la Relève ; ou au contraire, sous couleur de patriotisme, procuré les ouvriers réquisitionnés pour développer la production en France ?

Jeux opulents de princes auxquels étaient associés les petits ingénieurs du ministère, transformés, par un machiavélisme suprême, en superviseurs de la machine industrielle nationale, et à qui on faisait miroiter des promesses d'appointements fabuleux.

Bichelonne, corrupteur salarié des trusts !

P. L.

LES PROBLÈMES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

De tous nos ministères le plus déshérité...

Si mes souvenirs sont exacts, la modicité de notre budget de l'Education nationale aux temps de la IIIe République plaçait la France au dix-huitième rang des nations civilisées : nous venions immédiatement après le Venezuela !

Malgré tout, le rayonnement spirituel de notre pays était immense. La France s'honorait de posséder quelques-uns des plus grands savants du monde. Nos établissements d'enseignement continuaient de former une élite intellectuelle qui ne le cédait en rien à celle des autres pays.

Il n'en est pas moins vrai qu'à travailler dans des conditions souvent si difficiles, nous gaspillions des forces précieuses.

Il n'en est pas moins vrai que l'efficacité de notre enseignement était incontestablement diminuée par l'insuffisance de nos moyens.

Je songe notamment à notre enseignement secondaire, dont le personnel, en dépit de sa haute culture et de son inlassable dévouement, avait la plus grande peine à maintenir une glorieuse tradition.

Il arrivait que des étrangers, inspecteurs ou professeurs, attirés par la réputation de nos lycées, vinssent nous rendre visite. Quel n'était pas leur étonnement lorsqu'ils parcouraient les vétustes bâtisses où nos maîtres, eux-mêmes ridiculement rétribués, enseignent la jeunesse !

Le « plan de mise en valeur de nos ressources intellectuelles », dont la grande voix du général de Gaulle nous a promis le prochain établissement, doit comporter d'abord l'octroi de larges crédits à notre ministère de l'Education nationale.

René CANNAC.

Suite page 2

Les Alliés progressent dans la ligne Siegfried

LIBÉRATION DE LANGRES ET DE THIONVILLE

Pendant que le bombardement de Douvres, qui avait commencé avant-hier, se poursuit des heures durant, l'étau se resserre toujours sur la mer du Nord. L'embouchure de l'Escaut étant maintenant sous le contrôle des alliés, les Allemands n'ont plus pour évacuer leurs troupes encerclées dans le nord-ouest de la Belgique que le ferry-boat de Flessingue. Dans le nord de la Belgique, des progrès au delà du canal Albert ont été réalisés, notamment dans la région de Gheel, tandis que la frontière belgo-hollandaise était franchie au nord de Maestricht.

Le maréchal Tito, commandant des troupes yougoslaves
(Photo Presse-Libération.)

Dans le Luxembourg, la région située au nord-est de la capitale a vu de nouveaux progrès des forces alliées.

La progression en territoire allemand se poursuit et l'on annonce officiellement que les Alliés sont à un point situé à 13 kilomètres à l'intérieur du Reich. Les Allemands ont par ailleurs vainement essayé de déloger les Américains de Rottingen. Déjà les blindés américains sont au contact de la ligne Siegfried proprement dite et combattent contre les défenses antichars avec succès. La B. B. C. annonce que des escadrilles de reconnaissance appartenant à la IXe armée aérienne des Etats-Unis survolent, depuis cinq jours sans interruption, la ligne Siegfried afin d'en photographier le dispositif actuel. Deux cent mille photos ont été prises. Elles guideront utilement le commandement allié dans sa stratégie.

Sur le front de la IIIe armée américaine

D'importants effectifs d'infanterie et de chars ont franchi la Moselle.

Thionville a été occupé complètement, ainsi que la ville de Charmes, située sur la rive est de la Moselle, à environ 37 kilomètres au sud de Nancy. La ville de Mirecourt, au sud-ouest de Charmes, a été également libérée.

Le bombardement des objectifs allemands continue dans tout le secteur d'attaque des armées alliées vers l'Allemagne.

Prise de Langres

Remontant en direction de Chaumont, les troupes qui gagnent la haute vallée de la Saône ont occupé Langres. Continuant leur progression dans la trouée de Belfort, les troupes américaines sont entrées à Villersexel, malgré une forte résistance des Allemands. D'après combats se livrent toujours à Pont-de-Roide, près de la frontière suisse, où les troupes françaises ont repoussé de violentes contre-attaques. A Belfort, menacés, les Allemands ont décrété l'état de siège.

La garnison de Brest rejette un nouvel ultimatum

Tandis qu'on se bat dans la partie du port où sont amarrés les sous-marins, un nouvel ultimatum allié a été repoussé par le commandant de la garnison. La bataille pour la conquête de la ville continue.

Le bombardement de l'Allemagne se poursuit

Berlin, par temps clair, a été attaqué dans la nuit du 13 au 14. Deux formations canadiennes, appuyant des bombardiers de la R. A. F., ont pris à partie des gares de marchandises et des régions industrielles des environs d'Osnabruck. D'autres objectifs ont été pris à partie dans la Ruhr.

Sur le front italien

Malgré une vive opposition ennemie, les troupes américaines et britanniques de la Ve armée avancent lentement mais continuellement au nord de Florence, de Pistoia et de Lucques. La résistance est toujours très grande dans le secteur adriatique. Une très intense activité aérienne a régné sur l'Italie du Nord, ainsi que dans le secteur de Rimini. Le port de cette dernière ville lui-même a subi un nouveau bombardement naval.

Libération d'une grande partie de Varsovie

En occupant Praga, qui est un important faubourg de 200.000 habitants de la capitale polonaise, les Russes ont libéré une très grande partie de l'agglomération dans laquelle se battent toujours les patriotes. L'aile gauche de l'armée rouge améliore ainsi ses positions pour l'attaque de la Prusse-Orientale.

Dans les Balkans

Le maréchal Tito remporte de nouveaux succès en Macédoine, en Serbie, en Bosnie, en Croatie. A l'ouest de la frontière bulgare, les partisans avancent le long de la ligne de l'Orient-Express vers Belgrade. De nombreux volontaires rejoignent journellement les armées de Tito, qui ont maintenant à peu près complètement interdits aux divisions allemandes opérant en Bulgarie, en Grèce et en Yougoslavie de s'échapper vers le nord pour regagner le territoire du Reich.

Plus au sud, les patriotes grecs sont rassemblés dans la Thrace occidentale, où ils attendent, après avoir libéré plusieurs villes, l'arrivée des troupes russes venant de Bulgarie pour marcher sur Salonique.

En Extrême-Orient

Les forces chinoises se sont emparées de la forteresse de Teng-Chung, qui bloque un point important de la route de Birmanie.

L'activité aérienne est toujours grande dans le Pacifique, où les Américains ont bombardé les Kouriles, ainsi que différents aérodromes aux Philippines et dans les Célèbes. Aux Philippines, notamment, deux cents avions japonais ont été détruits.

MARS

LE DUR MARTYRE D'UNE ARTISTE FRANÇAISE SOUS LA BOTTE MILICIENNE

Nous publions aujourd'hui le récit d'une artiste française qui, arrêtée par des miliciens, torturée, transférée de prison en prison, finit par être délivrée par les forces de la Résistance.

A L'HEURE où j'entreprends de conter mes misères, mon fils, dans son secteur, est en plein combat. Mes épreuves ne sont pas encore terminées mais j'ai foi en la Providence qui a présidé à notre destin dans cette tragique affaire.

Or donc, le lundi soir 5 juin, j'allais sortir avec quelques amis. J'étais à la porte. On frappe. J'ouvre : police !

Deux hommes se présentèrent : l'un, d'une cinquantaine d'années, l'autre, un tout jeune homme.

— Nous sommes inspecteurs de la milice, et nous venons vous arrêter !

— Pourquoi ?

— Alors, c'est comme ça que vous faites une « boîte aux lettres » ?

Le plus vieil inspecteur perquisitionna dans la chambre de mon fils, l'autre dans la mienne.

« Ne la quitte pas », ordonna le vieux.

Le jeune n'en fit rien, et je pus cacher nos cartes d'alimentation sous le tapis du salon. Celle de mon fils était à un faux nom à l'adresse de sa chambre, car par prudence il ne logeait plus chez moi.

Le jeune milicien fouillait sans conviction. J'étais un peu surprise.

« Vous n'auriez pas dû garder cela chez vous », me dit-il en me montrant une feuille d'alimentation que je n'avais pas utilisée pour l'avoir eue le dernier jour du mois.

— C'est simple, lui répliquai-je. Vous allez rester seul, vous trouverez peut-être d'autres papiers gênants... faites-les disparaître.

Je fus conduite à la milice par l'inspecteur nommé Léo, qui avait une carte d'identité au nom de Lucien Nizet. En route, je lui demandai de me laisser échapper. Il ne voulut rien entendre. Vous pensez, il perdait sa prime !

Sur la « chaise électrique »

Arrivée dans les bureaux de la milice, au cinquième étage, 44, rue Le-Peletier, je fus questionnée par quatre ou cinq hommes qui voulaient savoir où était mon fils, et pour qui je « travaillais ».

Comme je ne voulais pas répondre à leurs questions, ils me firent déchausser, m'attachèrent un fil électrique à l'orteil gauche, un autre au petit doigt de la main droite et, tournant une magnéto, me déchargèrent 70 volts dans le corps. Je tombai à la renverse, ils me relevèrent, et recommencèrent à tourner. Ce supplice dura une demi-heure pendant laquelle des questions se succédaient auxquelles je ne répondais pas.

Je fus ensuite descendue au cachot dans la cave, dans un désordre physique facile à imaginer, et le corps déjà bien meurtri.

La cellule où je fus mise avait environ trois mètres carrés. Six femmes étaient étendues sur des couvertures qui n'avaient pas été secouées depuis six mois.

MAUD GYPSY.

Suite page 2

Les vieux travailleurs meurent de faim

La Libération a changé bien des des choses. Partout pénètre un souffle vivifiant. On se penche sur des problèmes dont on s'était quelque peu désintéressé jusqu'à présent et qui auraient pourtant dû retenir notre attention. Ainsi la retraite des vieux, qui pendant des années a servi de tremplin électoral. Est-il un problème plus angoissant que celui de ces vieilles gens, incapables de gagner leur vie et qui presque tous sont sans ressources ? Car ils en sont là. A la veille de la guerre, les Chambres, sous la pression de l'opinion, avaient bien porté l'allocation aux vieux travailleurs à 3.600 francs par an, ce qui était une aide appréciable à l'époque. Mais, depuis, notre franc a été déprécié dans les proportions que l'on sait et jamais on n'a songé à augmenter cette allocation, ce qui fait qu'actuellement pour eux c'est la misère noire.

J. A.

Suite page 2

LEVILLAIN s'est constitué prisonnier

« J'étais un collaborationniste sincère » affirme-t-il au commissaire CLOT

La publicité largement consentie avant-hier par toute la presse à M. Maurice Levillain a amené le conseiller-gangster dans les bureaux du quai de Gesvres, où M. Clot lui avait, par fil, donné rendez-vous. Des renseignements particuliers nous permettent de croire que Levillain se terrait chez son gendre, M. Mudry (du Commissariat des affaires juives) dans une ferme près de Meaux. Il a voulu devancer la police et capituler sans condition avec cette arrière-pensée qu'il lui sera pardonné. Levillain y mit du reste le temps de la réflexion et s'accorda une nuit de liberté. Dernier sursis, en quelque sorte.

Il apparut très à son aise dans le cabinet du commissaire qui se contenta, pour le moment, d'un interrogatoire d'identité. « Topaze » est né à Paris en 1892 ; il débuta dans la vie comme ouvrier mécanicien et fut élu dans le XXe arrondissement en 1923 sur la liste socialiste. Mais la discipline de parti le gênait visiblement ; aussi devint-il « néo » d'enthousiasme pour pouvoir consacrer toute son activité à la caisse noire de l'Hôtel de Ville. Peu après avant la guerre, la 5e colonne n'eut aucun mal à s'assurer son concours et ce fut tout naturellement qu'il entra au R. N. P. de Déat pour y assurer les hautes fonctions que l'on sait.

ANCELIN

Suite page 2

Troupes américaines à l'attaque devant Brest
(Photo Presse-Libération.)

Le général de Gaulle part en tournée d'inspection dans les provinces libérées

Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, a quitté Paris hier pour une tournée d'inspection des provinces libérées du Centre et du Midi.

Le chef du gouvernement a été salué à son départ à l'aérodrome d'Orly par M. de Menthon, garde des Sceaux, ministre de la Justice, et par M. Jacquinot, ministre de la Marine.

Il était accompagné de M. Diethelm, ministre de la Guerre ; du général Juin, chef d'état-major de la Défense nationale ; de M. Gaston-Palewski, directeur du cabinet du général de Gaulle ; du lieutenant-colonel de Rancourt, chef de son cabinet civil, et de M. de Courcel, commissaire de la République en mission.

Emouvante réception à Lyon

Lyon, 14 septembre. — Le général de Gaulle est arrivé, en fin d'après-midi, à Lyon. C'est sa première visite dans l'ancienne zone Sud.

Le général de Gaulle a été acclamé sur tout le parcours. Devant l'hôtel de ville, plus de 30.000 personnes ont chanté *la Marseillaise*.

M. Justin Godart, maire provisoire, remplaçant M. Edouard Herriot déporté en Autriche, souhaita la bienvenue au général en une courte allocution dans laquelle il souligna la reconnaissance de la patrie envers son sauveur.

Répondant à ce discours, le général de Gaulle remercia les Lyonnais de l'accueil particulièrement chaleureux qui lui avait été réservé et affirma sa foi dans l'avenir de la France.

Le général de Gaulle a notamment affirmé :

— Nous montrerons à tous ceux qui nous regardent comment la France sait se conduire, comme elle saura atteindre le but qu'elle s'est assigné, et reprendra sa place parmi les grandes nations.

Parlant ensuite de l'armée française, le général de Gaulle a déclaré :

— Avec les merveilleuses armées de l'intérieur et ce que vous lui apporterez, nous ferons la France forte. Nos épreuves approchent de leur fin. Quoi qu'il arrive, nous continuerons nos efforts jusqu'au bout et demanderons alors la place qui nous est due parmi les vainqueurs.

Un ensemble de lois et de décrets assurent aux Français le respect de l'esprit républicain

Comme nous l'avons déjà annoncé, une ordonnance a paru le 9 août 1944, relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.

La publication intégrale de cette ordonnance vient d'être faite. Elle est complétée d'un certain nombre de textes immédiatement applicables en vertu même de cette ordonnance. Ces textes comprennent notamment toutes les ordonnances et tous les décrets organisant le gouvernement provisoire de la République, réglementant la composition et les pouvoirs de l'Assemblée consultative. De nombreux décrets relatifs à l'administration de la France métropolitaine au fur et à mesure de sa libération avaient été pris à Alger et ont aujourd'hui trouvé leur application.

C'est ainsi que la France ne se trouve pas aujourd'hui dans le désordre. Elle a pour se gouverner un ensemble de lois, de décrets, d'ordonnances tous pris conformément à l'esprit républicain et qui forment un ensemble suffisant pour permettre le gouvernement de la France jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante.

Et les Français qui peuvent consulter au *Journal officiel* tous les textes les intéressant peuvent-ils avoir la certitude d'être garantis et défendus par des lois.

Les troupes britanniques entrant à Arras
(Photo Presse-Libération.)

L'ACADEMIE FRANÇAISE VA REPRENDRE SES ELECTIONS

Elle ajourne l'examen du cas de M. Charles Maurras

L'Académie française a décidé, hier, de reprendre les élections interrompues depuis 1940 et de procéder, le 12 octobre au choix de quatre Immortels.

Elle a déjà déclaré la vacance des fauteuils de MM. Henri Lavedan, Bergson, Marcel Prévost et Louis Bertrand et hier celle des fauteuils des autres membres décédés : MM. Picard, Bellessort, Estaunié, le cardinal Baudrillart, le maréchal Franchet d'Esperey, Louis Gillet, Hanotaux et Paul Hazard.

La Compagnie s'est occupée également de M. Charles Maurras. Une instruction judiciaire étant ouverte contre lui, elle a résolu d'ajourner l'examen de son cas.

Épuration dans le personnel diplomatique

Tous les ambassadeurs nommés par Vichy sont révoqués

Les sanctions administratives suivantes ont été prises à l'encontre de fonctionnaires dépendant du ministre des Affaires étrangères :

Un décret pris sur la proposition de M. Massigli a annulé toutes les nominations d'ambassadeurs auxquelles avait procédé le soi-disant gouvernement de Vichy. Cette mesure atteint notamment MM. de Brinon, Scapini, Piétri, Henry-Haye, Léon Bérard, Rochat, de Robien, Gentil, Paul Morand.

Suite page 2

Le régime de la distribution électrique « Amélioration imminente » nous dit la C. P. D. E.

Il paraît que les Parisiens ont, ces jours derniers, raté d'un rien une bonne surprise...

— Parfaitement, nous dit-on à la direction générale de la C. P. D. E., nous étions à la veille de rendre l'électricité dans la capitale pendant plusieurs heures chaque nuit, peut-être même pendant toute la nuit ; déjà, notre communiqué à la presse était sur le point de partir, et voilà qu'à la dernière minute, rupture de notre ligne principale d'énergie hydraulique en provenance du Massif central ! Au temps pour les Parisiens !...

— Diable ! Et cette rupture ?...

— Survenue quelque part, du côté d'Issoudun ou de Châteauroux, par suite, vous le devinez, des combats qui se déroulent actuellement dans cette région.

— Alors ?

— Alors, pour l'instant, rien de fait ; mais nous avons tout lieu de penser, néanmoins, qu'une amélioration sensible dans l'importance et la durée de notre distribution est imminente.

A. F.

Suite page 2

375.000 Allemands ont été faits prisonniers en France depuis le 6 juin

Washington, 14 septembre. — M. Stimson, ministre de la Guerre, a annoncé au cours de sa conférence de presse, que le nombre des Allemands faits prisonniers en France depuis le 6 juin, s'élevait maintenant à plus de 375.000.

— Et l'on dit que la corde de pendu porte bonheur !
(Dessin de Lucien Laforge.)

L'HUMANISME ET LA VIE

LA POSSESSION DU MONDE

La possession du monde ! M. Georges Duhamel a donné ce titre à l'un de ses plus beaux livres, un de ceux qui ont assuré sa gloire, alors que la précédente guerre venait de s'achever.

Hitler et les nazis ont cru posséder le monde. Pour réaliser leur rêve de conquête, ils ont marché de violence en violence, de destruction en destruction. Ils s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont couru en vain à la poursuite d'une chimère, une sanglante, une ignoble chimère. Si loin qu'on reporte les limites d'un empire, il y a toujours, à l'horizon, une ligne de collines qui échappe et dont il reste à s'emparer. Ainsi l'infernale chevauchée des Walkyries, guerrières fascinées par leur propre rage, se poursuit jusqu'à l'épuisement, la dislocation, la chute.

∴

La possession dont M. Georges Duhamel nous entretient ne procède pas de cette néfaste erreur : reposant sur les seuls biens positifs, sur les richesses spirituelles que chacun tire de soi-même, elle ne demande rien, elle se contente de donner.

Un beau paysage n'appartient-il pas, plutôt qu'à son propriétaire légal, qui ne l'a peut-être jamais regardé, jamais senti, à tel passant qui s'en est emparé d'un seul coup d'œil sans violence ni rapine, rien qu'en le portant dans son cœur, jusqu'au jour où il nous en a fait don sous la forme d'un poème, d'un tableau, d'un chant ou d'une simple parole chaleureuse ?

Point n'est besoin, à vrai dire, de faire œuvre de poète ou d'artiste pour capter ainsi les secrets de l'univers. Il suffit de l'aimer sous tous ses aspects.

Posséder, c'est aimer.

L'amour qui se répand ne déçoit jamais et porte en soi ses bienfaits. Plus on donne, plus on est riche.

Aimer ses proches, ses amis, ses ennemis et jusqu'aux indifférents ! Mais il n'est pas d'indifférents : le regard d'un homme vraiment vivant n'en peut croiser un autre sans éprouver la présence d'un courant d'union.

Aimer les animaux, les plantes, les roches, le sol, l'eau, l'air, les objets ! Les aimer, non comme des formes inertes, mais en engageant sa vie intérieure !

Le secret de l'art est là, le secret de toute vocation, le secret de toute existence harmonieuse et féconde : il nous affranchit de nos limites au point que, sans cesser de nous sentir plus que jamais nous-mêmes, nous ne savons plus où nous commençons ni où nous finissons.

∴

Mais l'amour n'est pas seulement contemplation. Il est action.

Posséder le monde, c'est se fondre en lui par un dévouement qui domine et oriente chaque geste.

Posséder le monde, c'est tout bonnement accomplir sa tâche, la plus humble au même titre que la plus brillante, comme une joie et une récompense.

Nous voulons libérer la personne humaine en apportant plus de justice dans les rapports sociaux, précisément pour permettre à chacun d'aimer son métier, quel qu'il soit, d'y apporter le meilleur de lui-même, de s'affirmer dans la joie désintéressée de la création.

Georges JAMATI.

Nouvelles lignes d'autobus

A partir d'aujourd'hui vendredi 15 septembre, les lignes d'autobus suivantes seront rétablies :

Ligne 73, Pont de Neuilly-Saint-Ouen (Mairie) ;

Ligne 54, Enghien-Porte de Clignancourt ;

Ligne 81, Maisons-Alfort-Charenton (Écoles).

RAVITAILLEMENT

POMMES DE TERRE :

2 kilos pour tous les consommateurs, à partir d'aujourd'hui. Tickets 32 et 33 de la nouvelle feuille de pommes de terre.

LEVILLAIN s'est constitué prisonnier

" J'étais un collaborationniste sincère "

affirme-t-il au commissaire CLOT

La publicité largement consentie avant-hier par toute la presse à M. Maurice Levillain a amené le conseiller-gangster dans les bureaux du quai de Gesvres, où M. Clot lui avait, par fil, donné rendez-vous. Des renseignements particuliers nous permettent de croire que Levillain se terrait chez son gendre, M. Mudry (du Commissariat des affaires juives) dans une ferme près de Meaux. Il a voulu devancer la police et capituler sans condition avec cette arrière-pensée qu'il lui sera pardonné. Levillain y mit du reste le temps de la réflexion et s'accorda une nuit de liberté. Dernier sursis, en quelque sorte.

Il apparut très à son aise dans le cabinet du commissaire qui se contenta, pour le moment, d'un interrogatoire d'idendité. « Topaze » est né à Paris en 1892 ; il débuta dans la vie comme ouvrier mécanicien et fut élu dans le XXe arrondissement en 1923 sur la liste socialiste. Mais la discipline de parti le gênait visiblement ; aussi devint-il « néo » d'enthousiasme pour pouvoir consacrer toute son activité à la caisse noire de l'Hôtel de Ville. Peu après avant la guerre, la 5e colonne n'eut aucun mal à s'assurer son concours et ce fut tout naturellement qu'il entra au R. N. P. de Déat pour y assurer les hautes fonctions que l'on sait.

ANCELIN

Suite page 2

Le général de Gaulle part en tournée d'inspection dans les provinces libérées

Le général de Gaulle, président

acharnées de la campagne d'Italie.

LEVILLAIN SE CONSTITUE PRISONNIER

Suite de la première page

— J'étais un « collaborationniste » sincère, déclara-t-il à M. Clot.

— ...Mais non pas désintéressé, eut pu répondre le commissaire s'il avait voulu faire état devant son invité de certaines déclarations concordantes de Bonny et de Lafont sur les rapports que Levillain entretenait avec le docteur Radeke et le célèbre M. Otto.

La justice militaire ne dessaisira-t-elle du reste pas le parquet du dossier Levillain pour intelligences avec l'ennemi ?

« Demain, supprimer X... »

J'ai pu voir Chaves dans les couloirs du quai de Gesvres. Ce sinistre individu au front bas, de teint couperosé, à l'allure lourde de bête, était l'un des tueurs les plus féroces de la rue Lauriston. Combien de patriotes il a dû torturer dans les cellules du cinquième étage...

Les Allemands se servaient de Lafont comme exécuteur de leurs basses œuvres. Une note, tapée à la machine, parvenait rue Lauriston : « Demain, supprimer X..., telle rue, tel numéro ». On en possède un exemplaire sur papier jaune. Une voiture emmenait la victime, s'arrêtait bientôt dans une petite rue isolée. « Vous pouvez descendre ». Un rafale de mitraillette et, au petit matin, les premiers passants signalaient au commissariat la présence d'un corps criblé de balles.

L'inspecteur principal Metra raconte que Chaves, ayant reçu mission de ramener un membre du 2e bureau mort ou vif, revint apporter à Lafont... une tête, comme preuve de sa parfaite réussite.

J'ai également vu Bonny. N'eut été la menotte qui lui encerclait le poignet, on aurait dit un employé de la maison qui attendait dans un couloir, un dossier à la main, et le crayon tout prêt. C'est plutôt un verre d'eau sucrée qu'il faudrait à Bonny. Le policier (*sic*) parle, parle toujours. Il a sa tête à sauver...

Mais Levillain recevra-t-il douze balles dans la peau ?

On arrête le chef adjoint du camp de Drancy

Une autre arrestation a été opérée, qui montre à travers quelles difficultés inattendues l'enquête doit avancer. Il y a quelques jours, deux membres de la bande de la rue Lauriston, Paul Clavier, lieutenant des SS et neveu de Lafont, et un homme de main nommé Accade, s'étaient évadés du camp de Drancy où ils avaient été internés. Or, l'adjoint du commandant du camp de Drancy était un nommé Roques, propriétaire d'un établissement de nuit : « Le Grand-Duc », rue Pigalle, où se réunissaient les chefs de la Gestapo française. Avec une audace incroyable, il avait réussi, après le départ des Allemands, à participer avec les F. F. I. à l'organisation du camp où sont gardés les collaborateurs démasqués. Il a été arrêté.

Franc-Tireur

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIEME ANNEE. — N° 63 ★ 100, Rue Réaumur (2me) ★ ★ SAMEDI 16 SEPTEMBRE 1944 ★ ★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

De Gaulle n'est pas de l'Académie

Mais Pétain en est, lui !

NOTRE POLITIQUE

Les indignes

BONNE NOUVELLE : tous les ministres de Pétain sont frappés d'indignité nationale.

C'est là une mesure d'élémentaire justice. Quand notre grand journal d'aujourd'hui n'était qu'une petite feuille traquée par la Gestapo et par Vichy, dans ce combat inégal et clandestin que nous livrions alors à toutes les forces d'oppression et de trahison, combien de fois n'avons-nous pas demandé, espéré, rêvé cette réparation due à la conscience française indignée.

On se souvient encore de ces fantômes alternatifs qui nous ont fait tant de mal aux yeux du monde, les Alibert, les Peyrouton, les Prouvost, les Carcopino, les Rippert, les P.-E. Flandin, les Bergeret, les Tixier-Vignancour, les Barthélémy, les Belin, les Bichelonne, les Bridoux, les Chautemps, les Frossart, les Miraux, les Laval, les Marion, les Chasseigne, les Déat et tant d'autres ! C'est à dessein que nous ne faisons nul choix entre tous ces complices, complices de quelques mois ou de quelques années, paniquards ou hitlériens, appelés ou congédiés, mutés ou remplacés, prudents ou virulents, petits rôles ou grandes vedettes de la trahison.

Tout homme qui, à un moment quelconque, accepta de participer au pouvoir honteux de Vichy s'est montré indigne de la qualité de Français. Ah ! nous savons que cela choque certains bien-pensants. Nous savons que la « pétanerie », comme dit le grand pamphlétaire Georges Bernanos, trouve encore quelque défense larvée dans les salons et les antichambres. « Des gens si distingués, des hommes du monde, quelle horreur, ma chère ! Et pourquoi, mon Dieu ! Il fallait bien un gouvernement, voyons... »

...Il fallait, en effet, un gouvernement pour aller prendre les ordres d'Abetz, de Goebbels et de Stülpnagel. Il fallait des ministres français pour déshonorer la France. Il fallait des Prouvost pour insulter l'Angleterre, des Alibert pour introduire le racisme chez nous, un Baudoin pour céder l'Indochine au Japon, des Carcopino ou des Rippert pour apporter le patronage de l'esprit à la culture nazie, des Laval et des Déat pour déporter les ouvriers — comme il fallait des gens du monde pour accueillir dans les salons parisiens « notre gracieux vainqueur », le massacreur von Stülpnagel.

Tous se sont rués voluptueusement à la servitude. On les voyait plastronner à tour de rôle et prendre des airs dignes comme s'ils étaient vraiment autre chose que de pâles doublures du tyran hitlérien ! Tous avaient la même soif sordide de ce pouvoir concédé par le Führer à ses valets.

Hitler, après tout, faisait son travail. Il payait. La vraie honte inexpiable de ces quatre ans, c'est Vichy. C'est par Vichy que le visage de la France a failli être défiguré aux yeux du monde. Ce sont les miasmes de Vichy qu'il faut dissiper sans relâche. Quoi ! quand nous pleurons de grands universitaires atrocement torturés et massacrés par la Gestapo, on verrait sans colère M. Carcopino, parce qu'il est savant en l'histoire de Rome, relaxé, presque avec excuse pour avoir été ministre réticent de Pétain ? Quoi ! quand on fusillait nos imprimeurs clandestins, le millionnaire Prouvost, ministre de Pétain, oserait invoquer ses titres de résistant furtif ?

Ils ont tous, peu ou prou, douté de la France. Ils se sont tous roulés, ou mouillés, dans la boue. L'indignité, qui doit tous les frapper, n'est que la juste revanche de l'honneur reconquis contre eux par la nation.

FT

Etat de guerre *entre* l'Allemagne et la Finlande

La tentative nazie de débarquement dans l'île d'Hogland a échoué

Stockholm, 15 septembre.

A la suite de l'attaque allemande contre l'île de Hogland (en finlandais : Suursaari) l'état de guerre existe désormais entre l'Allemagne et la Finlande.

De source officielle, on donne les précisions suivantes sur l'agression du Reich :

Dans la nuit du 14 au 15 septembre, un officier allemand s'est présenté au commandant des troupes finlandaises de Suursaari et lui a demandé de lui livrer l'île. Cette demande a été énergiquement repoussée. C'est alors que des forces navales allemandes ont tenté de débarquer des effectifs sur différents points de la côte.

Selon des informations plus récentes, la tête de pont que les Allemands avaient réussi à établir a été anéantie ce matin.

Par ailleurs et d'après des informations d'origine suédoise, le gouvernement finlandais a tenu hier une réunion pour envisager les mesures à prendre contre les troupes allemandes qui, en dépit de l'ultimatum expiré à minuit, n'ont toujours pas évacué le nord du pays.

L'ARMISTICE russo-finlandais

Berlin, 15 septembre.

D'après le journal suédois *Nya Dagligt Allehanda*, les conditions de paix russes seraient déjà connues des membres du Parlement finlandais depuis quelques jours. Ce serait, en gros, les mêmes que celles du printemps dernier, soit notamment : cession de Petsamo et de bases dans le golfe de Finlande, contrôle de l'armée finlandaise par l'U.R.S.S.

M. RENÉ MAYER dresse l'inventaire de nos moyens de transport

Le trafic partiel des voyageurs ne reprendra pas avant octobre

Le réseau ferré est très atteint ; de nombreux ponts ont été détruits ; nos grands ports ont beaucoup souffert

— Il est encore impossible, à l'heure actuelle, de faire l'inventaire des destructions subies par nos chemins de fer, nos canaux et nos ports, a déclaré hier M. René Mayer, ministre des Travaux publics. On peut cependant avancer, dès maintenant, que l'outillage de la France est profondément atteint, beaucoup plus encore qu'en 1940.

Les coupures du réseau ferré, l'anéantissement des ouvrages d'art, soit par les bombardements, les sabotages ou les destructions systématiques de l'ennemi, ont considérablement réduit nos voies de communications.

25 à 30 % seulement des locomotives peuvent être remises en service. Tout ce matériel est réservé par priorité au ravitaillement de Paris.

Des trains de charbon (le premier est arrivé hier), chargés directement au carreau de la mine, sont également prévus. D'ici quelques jours, on espère que Paris recevra six trains quotidiens.

Le problème des ponts

Mais tout ce trafic est conditionné par le problème des ponts qui intéresse à la fois le trafic par fer et par eau, la chute des ponts entravant la navigation. Dans le seul département des Bouches-du-Rhône, 60 ponts ont sauté.

Même situation pour nos barrages. L'Oise a particulièrement souffert et il faudra compter des mois avant d'y rétablir la navigation.

Les ports

L'état de nos ports est encore plus critique. Un grand nombre [illegible]tre les mains de l'ennemi. Ceux qu'il a abandonnés sont très endommagés : Marseille, Le Havre, Rouen sont les plus atteints. Il nous reste heureusement Bordeaux, Nantes, Sète, Dieppe, la Ciotat qui pourront rapidement servir au débarquement des importations alliées.

Si nous avons pu conserver depuis 1940, sous le contrôle de la France libre, environ 1 million de tonnes de notre flotte marchande, les Allemands se sont emparés de 600.000 tonnes qui ont été affectées à leurs transports de guerre et détruites en majeure partie dans les opérations navales de Méditerranée.

L'avenir

Cette situation ne permet pas d'espérer avant fin octobre la reprise partielle du trafic des voyageurs, les premiers voyages seront d'ailleurs coupés de haltes forcées. Il faudra passer bien des ponts à pied.

Les cheminots, dont tous les Français ont pu apprécier l'admirable dévouement et le remarquable esprit d'organisation, se sont mis immédiatement à la tâche. Nos alliés vont nous aider de leur mieux également.

La première période est donc une période de rafistolage ; elle ne nous empêche pas de penser à l'avenir. Le ministère des Communications a préparé un plan logique de reconstruction en fonction des dernières découvertes de la science ; dans ce domaine comme dans tous les autres, notre retard même doit nous stimuler et nous mener à l'avant-garde du progrès.

NANCY EST LIBÉRÉ

A 8 heures, les F. F. I. étaient maîtres de la ville dans laquelle les Américains entraient à 11 heures

LES ALLIES S'ENFONCENT PROFONDÉMENT dans la ligne Siegfried, aux abords de Prum

à 17 kilomètres à l'intérieur du Reich

Les conséquences de la prise de LOMZA

L'AVANCE spectaculaire des troupes anglo-américaines vers l'Allemagne ne doit pas nous faire oublier que les plus durs combats de la guerre se livrent toujours sur le front de l'Est. On sait que l'état-major allemand a massé ses meilleures troupes — plus de cent divisions — à la frontière de la Prusse Orientale. Depuis près de deux mois, les Allemands ont pu se maintenir sur une défensive serrée et contenir la poussée de nos Alliés sur le secteur qui s'étend du sud de Varsovie au Niemen.

C'est pourquoi il nous faut insister tout particulièrement sur le très important succès que viennent de remporter les Russes en enlevant la forteresse de Lomza et en pénétrant dans Praga, faubourg de Varsovie.

Par la prise de Lomza, les Russes menacent les voies de communication allemandes qui longent la rivière Narev. La grande route qui mène de Prusse Orientale à Varsovie et qui passe par Lomza est maintenant coupée.

Le haut commandement allemand attachait d'ailleurs une importance capitale à cette position-clé qui verrouillait toute la ligne défensive allemande sur le Narev. C'est pourquoi Hitler avait ordonné à ses troupes de tenir à tout prix la forteresse et de se faire tuer sur place plutôt que de reculer.

Les conséquences de cette victoire ne tarderont pas à se faire sentir bientôt. Le prochain objectif des Russes est vraisemblablement la ville de Myszine qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des frontières allemandes de la Prusse Orientale. La prise de Lomza permet également aux troupes soviétiques qui opèrent dans le secteur Ossowetz-Augustow d'avancer par une route parallèle sur le territoire ennemi avec comme objectif les deux importants nœuds ferroviaires allemands de Lyck et de Johannisburg. Ce premier barrage une fois forcé, l'invasion de la Prusse Orientale pourra se poursuivre plus aisément.

De même, la prise de Praga dont les Russes se sont emparés dans un assaut irrésistible laisse prévoir à brève échéance l'évacuation de Varsovie. Le maréchal Staline parait avoir attaché une grande importance à cette opération à en juger par les récompenses qu'il a décernées à un grand nombre d'officiers supérieurs.

Ainsi, malgré tous les efforts de Hitler, l'armée rouge poursuit victorieusement son avance vers l'Allemagne. Elle se trouve aujourd'hui à pied d'œuvre pour engager, au cours de sa quatrième campagne d'hiver, les opérations décisives qui doivent aboutir à briser définitivement cette formidable armée allemande qui avait rêvé un jour de prendre Moscou.

Lire en page 2 :
NOS INFORMATIONS MILITAIRES

Des tranchées où ils s'étaient réfugiés pendant la bataille, les Bruxellois adressent aux soldats anglais des gestes de bienvenue.

...ET LA LUMIERE SERA !

Dans une semaine

Du courant de 22 h. 30 à 7 h.

Dans une quinzaine

Régime presque normal

La C. P. D. E. travaille ferme. Ses techniciens, des ingénieurs au plus humble de ses ouvriers, font un effort considérable pour nous rendre la lumière qui avait déserté nos foyers.

On annonce que dans une semaine le courant électrique pourrait être rétabli de 22 h. 30 à 7 heures du matin.

Dans quinze jours, on envisage même de revenir à un régime presque normal.

Les usines et le cinéma reprendraient leur activité.

"Ils" ne reviendront plus

LA BATAILLE DE LA PRESSE

par Albert BAYET

LA bataille de la presse, qui se trouve engagée par l'offensive des journaux de la Résistance, est une des formes de la bataille de la France.

Pourquoi, en 1940, un si grand nombre d'officiers ont-ils donné l'exemple d'un repli qui se changeait en fuite ? Ce n'était pas lâcheté. On n'est pas lâche en France. C'est parce que ces malheureux en étaient à croire que l'ennemie de la France n'était pas l'Allemagne nazie, mais l'Angleterre démocratique, et que l'avènement de Pétain et du fascisme compenserait largement la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

Mais qui avait pu inculquer à des hommes nés français ces insanités monstrueuses ? La « grande presse », c'est-à-dire la presse pourrie.

C'est *Gringoire* (lu, hélas ! par des milliers d'officiers d'active et de réserve) qui avait lancé l'ignoble slogan : « Il faut réduire l'Angleterre en esclavage ». Derrière *Gringoire* pullulaient *Je suis partout*, *l'Action Française*, *Candide*, *le Grand-Occident*, de Ferdonnet. Enfin, c'étaient les mastodontes de presse : les *Paris-soir*, les *Petit Parisien*, les *Matin* qui s'appliquaient à transformer en victoire de la paix l'effroyable capitulation de Munich.

La ruée des chars allemands sur notre sol avait été préparée par une avalanche de slogans hitlériens sur l'opinion ; c'est la grande presse « française » qui s'était faite, contre la France, l'arme de l'ennemi ; c'est elle qui, en désarmant les âmes, a ouvert les frontières à Hitler.

Ce crime, la même presse l'a contresigné en se mettant, dès l'armistice, aux ordres de Hitler, aux ordres de Pétain.

C'est pourquoi nous avons tenu, nous, journalistes clandestins de la Patrie et de la République, à assurer une première revanche de la nation trahie, en allant, en pleine insurrection, occuper les forteresses allemandes que constituaient l'immeuble de *Paris-soir*, l'immeuble du *Petit Parisien*, l'immeuble du *Matin*, l'immeuble de *l'Œuvre*, l'immeuble de *l'Intransigeant*. Cette première victoire est acquise, et la France s'en réjouit. Mais voici que la cinquième colonne, en pleine guerre, lance sa contre-offensive.

Les uns, cyniques, préparent des actions juridiques pour nous chasser des immeubles que nous avons rendus à la nation et y réinstaller Hitler, son fascisme, son racisme.

D'autres, plus perfides, essaient de nous rendre la vie impossible en aggravant nos frais d'exploitation ; d'autres nous poussent à laisser pénétrer chez nous, pour nous salir, des collaborationnistes qui, hier encore, écrivaient à *Paris-soir*, à *l'Œuvre*, au *Matin*, etc.

Contre cette double offensive, nous lutterons. J'ajoute : nous vaincrons. Mais, pour que cette victoire soit prompte et définitive, il nous faut l'appui du gouvernement.

C'est avec une conviction profonde que j'écris aujourd'hui : nous aurons cet appui.

Hier, le ministre de l'Information, M. Teitgen, recevait le bureau élu par la Fédération nationale de la Presse française. Nous venions, comme de juste, protes-

LES MINISTRES VICHYSSOIS les miliciens, francistes et consorts

sont frappés d'indignité nationale

précise M. de MENTHON

en exposant les mesures envisagées contre les collaborateurs

M. de Menthon, ministre de la Justice, a fait, hier, un exposé des mesures prises pour assurer le châtiment des traîtres et des collaborateurs.

Après avoir rappelé l'action énergique de M. Willard, secrétaire général provisoire à la Justice, M. de Menthon donne des précisions sur la commission d'épuration du ministère de la Justice qui vient d'être instituée. Composée de hauts magistrats ainsi que de victimes de la répression allemande ou vichyssoise, elle a pouvoir de prononcer la suspension des magistrats coupables.

La répression, menée dans le cadre des lois, sera rapide. Pour en hâter la procédure, des cours de justice sont créées.

En attendant, c'est le tribunal militaire qui est compétent.

Le crime d'indignité nationale comporte essentiellement la privation des droits politiques et de certains droits économiques et sociaux. Ceux qui seront frappés d'indignité nationale seront exclus des fonctions publiques, n'auront pas le droit d'enseigner, ne pourront diriger une banque, une assurance ou un syndicat. Cette déchéance partielle frappe tous ceux qui ont apporté volontairement une aide directe ou indirecte à l'Allemagne ou qui ont porté atteinte à l'unité de la nation. Notamment les membres du R.N.P., du P.P.F., de la Milice, du Francisme, du M.S.R., les journalistes qui ont écrit des articles en faveur de l'ennemi, les ministres du gouvernement de Vichy sont frappés d'indignité nationale.

Cette peine sera appliquée par des sections particulières des cours de justice, pour une durée minimum de cinq ans.

Dans un bref délai, a ajouté le ministre, je proposerai au gouvernement la constitution d'une autre cour qui aura à juger Pétain et les ministres de Vichy.

"La France est une nation que son régime de liberté met à l'honneur"

déclare le GÉNÉRAL DE GAULLE à la population de Marseille

qui l'a accueilli hier avec enthousiasme

Marseille, 15 septembre.

Le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, qui avait commencé, hier, sa tournée d'inspection des provinces libérées du Centre et du Midi en visitant la ville de Lyon, s'est rendu aujourd'hui à Marseille.

Le général de Gaulle, qui a été chaleureusement acclamé par la population de la grande cité, a prononcé un discours, dans lequel il a notamment déclaré :

« Nous ferons une République où chaque homme, chaque femme se sente à son aise, vive dans la sécurité, pour lui-même et pour ses enfants.

« La France, en raison de sa grandeur, a le droit d'être à sa place au milieu des plus grandes nations. C'est un droit qu'elle a l'honneur de soutenir depuis plus de 2.000 ans qu'elle est inscrite dans l'Histoire. Ce droit elle ne l'a pas perdu, car elle a montré aux heures les plus tragiques, quels que soient les pronostics, qu'elle est toujours une grande nation, une nation que son régime de liberté met à l'honneur.

« L'histoire de la France sera un succès parce que nous le voulons, parce que nous saurons travailler, parce que nous saurons bâtir dans l'ardeur et dans l'ordre. Si vous le voulez bien, et pour résumer le sentiment qui nous anime tous, nous allons ensemble chanter l'hymne national, « La Marseillaise ».

Le plan Beveridge

500 millions de livres pour la sécurité sociale

Le plan Beveridge, que l'on appelle Grande Charte britannique de sécurité sociale, tend à protéger chaque citoyen du berceau à la tombe.

On prévoit la création d'un ministère doté d'un budget de 500 millions de livres, soit 100 milliards de francs.

Un vaste système d'assurances sociales remplacerait les compagnies d'assurances privées.

M. EDEN SE RENDRAIT A MOSCOU

On pense qu'après les entretiens de Québec M. Eden se rendrait à Moscou pour exposer au maréchal Staline le point de vue anglo-américain.

L'AFFAIRE DE LA RUE LAURISTON

Paul Clavié *a l'esprit de famille*

Il préparait l'évasion de son oncle Lafont !

Il est à son tour arrêté...

Le quai de Gesvres est une forteresse.

Une forteresse un peu hollywoodienne. Des agents partout, sur les marches des escaliers, derrière les portes, dans chaque encoignure de couloir. Des mitraillettes comme si on venait de les parachuter. Et du beau monde menottes aux mains.

Voici Lafont aux proportions d'armoire à glace, les mains liées de bracelets mis gracieusement à sa disposition par l'établissement. Il roule une cigarette et s'étonne, avec une voix façon Chapelle Sixtine, que son portrait puisse offrir quelque intérêt pour la presse.

Voici un autre seigneur trapu, bouffi, doué d'un accent d'Europe centrale et qu'on nous présente, malgré les menottes dont il est agrémenté, comme une manière de bienfaiteur de l'humanité. Nous traduisons librement qu'il s'agit d'un mouton. Il tient à garder l'anonymat et on l'y aide. Il va philosophiquement prendre place au milieu de la bande qui attend son tour, derrière la grille de la salle commune, non sans nous laisser entendre que sa barbe de quatre jours est responsable, et seule responsable, de la mauvaise impression qu'il nous fait.

M. Levillain, lui, jouit de la liberté de ses deux mains ; et, derrière ses lunettes d'écaille modèle grand luxe, avec son ventre qui le précède, on est tenté de le prendre pour une haute personnalité en tournée d'inspection et qu'accompagnent respectueusement deux fonctionnaires de la maison.

Lafont est un oncle heureux et bien-aimé. Son neveu, Paul Clavié, a peut-être des défauts prévus au code pénal, cela ne l'empêche pas d'avoir l'esprit de famille.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

BONY A L'INTERROGATOIRE

— Peuh ! vous êtes des enfants... voulez-vous que je vous montre comment on interroge un client ?

Franc-Tireur

ne paraîtra pas LUNDI matin

« Aux termes d'un arrêté du ministre de l'Information, en date du 14 septembre 1944, la publication, la circulation, la mise en vente, la distribution et l'exposition au public de tous organes de presse quotidiens paraissant le dimanche soir et de tous organes de presse quotidiens paraissant le lundi matin sont provisoirement interdites. »

Pour mille et une raisons, meilleures les unes que les autres, nous avons protesté.

M. Teitgen, ministre de l'Information, le sait.

Notre ami Tristan saura tenir compte des suggestions de la Fédération de la Presse française.

LES MAQUIGNONS DE LA PATRIE (1)

VI. - Les savantes manœuvres des pétroliers, depuis 1940

par RUDE

La « drôle de guerre » s'est terminée avec un coup terrible pour notre outillage pétrolier.

De modernes et puissantes raffineries avaient été créées non loin de nos côtes où abordaient à l'envi des navires-citernes transportant du « brut » qui provenait de l'Irak, des Etats-Unis, de l'Iran, du Venezuela, de la Roumanie et d'ailleurs. Dunkerque, Le Havre-Gonfreville, Rouen-Petit-Couronne, Quillebeuf-Port-Jérôme, Courchelettes dans la Somme, Donges-Saint-Nazaire, Pauillac, Frontignan, Berre et Martigues près de Marseille étaient devenus par leurs splendides raffineries de grands centres pétroliers mondiaux.

Et cela bien que la France produisit seulement à Péchelbronn, près Strasbourg, 70.000 tonnes par an d'une huile brute propre surtout au graissage.

Des entrepôts de vrac avaient été établis aux abords des gros centres de consommation, notamment à Saint-Ouen-les-Docks, aux portes de Paris.

Un formidable contrat d'exclusivité

Des milliers de chalands-citernes sillonnaient nos fleuves et nos canaux tandis que des camions-citernes, par milliers aussi, couraient sur nos routes au-devant de 2 millions 1/2 d'automobiles qu'abreuvaient nuit et jour, sans répit, des dizaines de milliers de pompes.

Le système était précis, colossal, merveilleux. Si merveilleux que, le 2 septembre 1939, le Gouvernement n'hésitait pas à signer avec la S.I.P.D. (Société pour l'Importation des Pétroles et Dérivés) **le plus formidable contrat d'exclusivité qu'on eût jamais conclu en France.**

Les pétroliers n'étaient-ils pas les meilleurs collecteurs d'impôts du Trésor ? Et n'avaient-ils pas donné tous apaisements à Gamelin et Daladier en constituant dans toute la France d'énormes stocks de sécurité ?

Mais le colosse pétrolier français avait les pieds d'argile. Et ce fut d'un bloc qu'il s'abattit en juin 40. Raffineries brûlées, réservoirs incendiés, entrepôts pillés, pompes détruites, stocks confisqués ou anéantis. Rien ne fut épargné. Et l'on sait comment, faute de carburants et lubrifiants, le pays, privé de moyens de transports par route, fer, air et eau, connut graduellement l'asphyxie et la paralysie cependant que l'Allemand s'emparait avidemment de nos stocks d'essence **et faisait signer par Vichy un honteux contrat qui livrait à la Wehrmacht nos fournitures contractuelles de pétrole roumain.**

Les pétroliers deviennent charbonniers

C'était à n'y pas croire! Car pendant vingt ans l'intendant Pineau à l'Office National des Combustibles Liquides, le général Serrigny à l'Etat-major Général de l'Armée et Raymond Poincaré qui, de sa propre main, rédigea les statuts de la Compagnie Française des Pétroles, avaient travaillé à fonder notre politique pétrolière sur l'importation — contrôlée par l'Etat — de pétroles bruts étrangers.

LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

(1) Voir *F. T.* à partir du 10 sept.

Dans la région parisienne

MÊMES SALAIRES pour les femmes que pour les hommes

ainsi que pour les jeunes âgés de 18 ans

M. Alexandre Parodi, ministre du Travail, vient d'arrêter les conditions dans lesquelles doit se faire dans la région parisienne le relèvement des salaires.

Ce relèvement, qui prend effet à compter du 1er septembre, consiste dans une majoration du salaire horaire fixée à 5 francs, 4 fr. 40 ou 4 francs suivant les zones entre lesquelles sont réparties les communes des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne. La totalité des communes du département de la Seine figurent dans la 1re zone où le taux applicable est celui de 5 francs.

La majoration s'applique aux salaires réels pratiqués au cours de la période de paie précédant le 1er septembre. Toutefois, la majoration n'est plus appliquée lorsque, ajoutée au salaire réel, elle aurait pour effet de porter le nouveau salaire à plus de 30 francs de l'heure ou de 6.000 francs par mois.

Les salaires des femmes sont majorés dans les mêmes conditions que les salaires des hommes.

Le C. N. R. convie la nation *à préserver* l'œuvre de la Résistance

Le Conseil national de la Résistance, réuni en séance plénière le 15 septembre 1944, après examen de la situation intérieure de la France, s'adresse aux comités départementaux de la Libération placés sous son contrôle et son autorité morale et qui demeurent ses organismes d'exécution.

Il leur demande de maintenir leur union et leur discipline à l'égard du Conseil national de la Résistance, d'élargir aussi leur rayonnement dans la population française en renforçant l'œuvre des comités locaux de la Libération pour la résurrection d'une France libre et régénérée.

Le Conseil national de la Résistance, issu de la lutte du peuple français, entend aider et soutenir le Gouvernement provisoire de la République, notamment dans la réalisation du programme du C.N.R. Il appelle la nation à sauvegarder l'œuvre de la Résistance, essentielle au salut de la France et à sa grandeur.

L'AFFAIRE DE LA RUE LAURISTON

Paul Clavié a l'esprit de famille

Il préparait l'évasion de son oncle Lafont !

Il est à son tour arrêté...

Le quai de Gesvres est une forteresse.

Une forteresse un peu hollywoodienne. Des agents partout, sur les marches des escaliers, derrière les portes, dans chaque encoignure de couloir. Des mitraillettes comme si on venait de les parachuter. Et du beau monde menottes aux mains.

Voici Lafont aux proportions d'armoire à glace, les mains liées de bracelets mis gracieusement à sa disposition par l'établissement. Il roule une cigarette et s'étonne, avec une voix façon Chapelle Sixtine, que son portrait puisse offrir quelque intérêt pour la presse.

Voici un autre seigneur trapu, bouffi, doué d'un accent d'Europe centrale et qu'on nous présente, malgré les menottes dont il est agrémenté, comme une manière de bienfaiteur de l'humanité. Nous traduisons librement qu'il s'agit d'un mouton. Il tient à garder l'anonymat et on l'y aide. Il va philosophiquement prendre place au milieu de la bande qui attend son tour, derrière la grille de la salle commune, non sans nous laisser entendre que sa barbe de quatre jours est responsable, et seule responsable, de la mauvaise impression qu'il nous fait.

M. Levillain, lui, jouit de la liberté de ses deux mains ; et, derrière ses lunettes d'écaille modèle grand luxe, avec son ventre qui le précède, on est tenté de le prendre pour une haute personnalité en tournée d'inspection et qu'accompagnent respectueusement deux fonctionnaires de la maison.

Lafont est un oncle heureux et bien-aimé. Son neveu, Paul Clavié, a peut-être des défauts prévus au code pénal, cela ne l'empêche pas d'avoir l'esprit de famille.

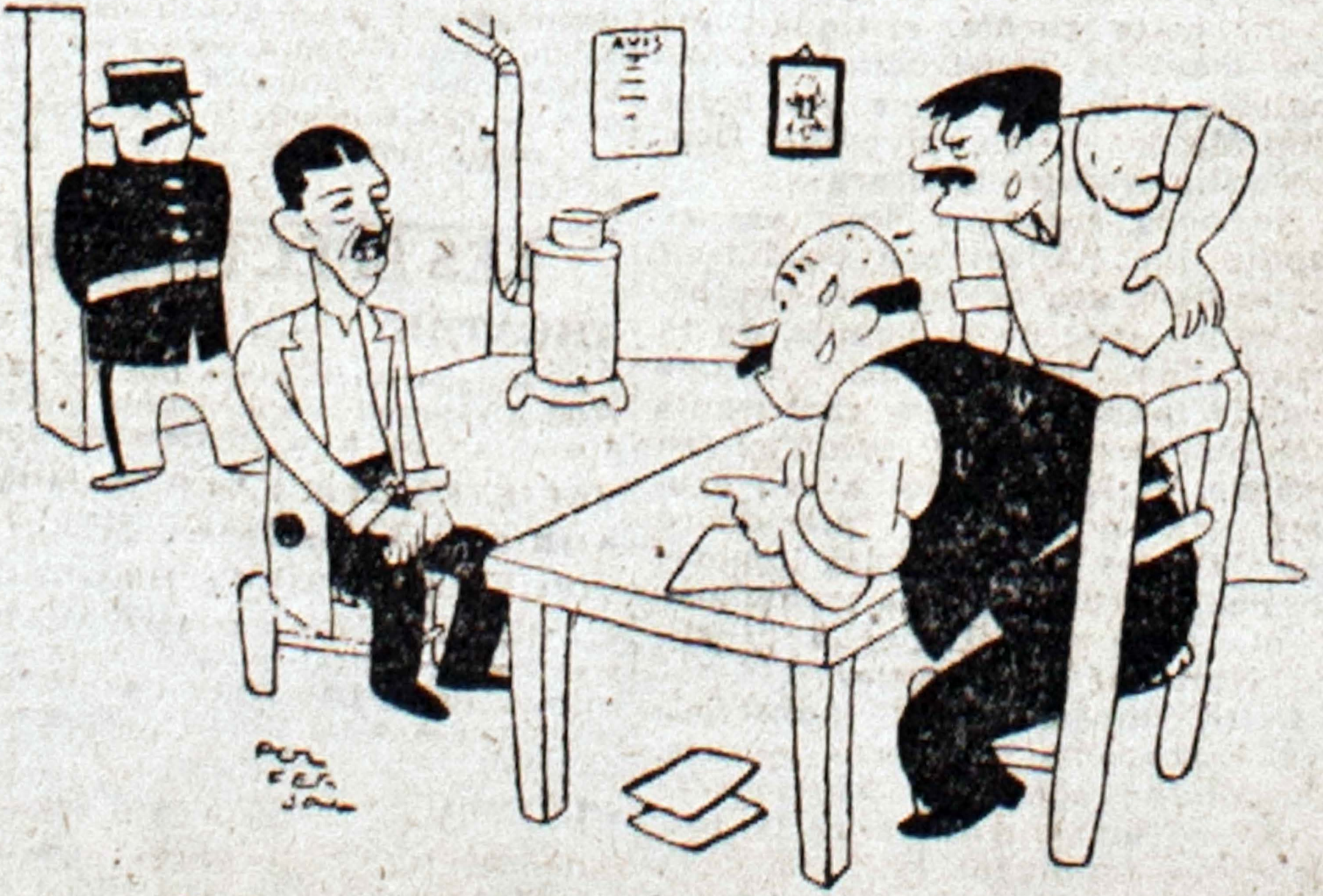
LIRE LA SUITE EN 2e PAGE

BONY A L'INTE

— Peuh ! vous êtes des en
montre comment on interroge un

quelque intérêt pour la presse africain.

BONY A L'INTERROGATOIRE



— Peuh ! vous êtes des enfants... voulez-vous que je vous montre comment on interroge un client ?

L'AFFAIRE DE LA RUE LAURISTON

L'AMBASSADEUR DES U.S.A. EN POLOGNE *est aussi une victime* de la bande BONY

Depuis quinze jours, ce garçon n'avait qu'un but dans la vie : délivrer son brave homme d'oncle et son honnête second Bony. Il projetait purement et simplement leur enlèvement avec l'assistance de quelque vingt compagnons, mitraillettes au poing. L'enlèvement devait s'effectuer quai de Gesvres ou au cours du transfert au dépôt Résultat : transformation des bureaux déserts et accessibles à tout venant du quai de Gesvres en cette forteresse bien gardée. Il était temps, mais il était juste temps. Clavié était depuis peu au camp de Drancy. Il s'en évada très simplement : par la porte et dans l'auto d'un journaliste venu visiter M. Sacha Guitry.

A Drancy, Clavié fit la connaissance d'une autre fripouille : Camelin. A eux deux ils projettent de brûler la politesse à leurs compagnons d'infortune. Dès que l'instant leur paraît propice, ils concluent marché avec un faux F.F.I. gardien du camp. Celui-ci, moyennant une voiture automobile à titre de rétribution, les fera évader. Marché conclu. Un innocent journaliste s'apprête à rentrer à Paris, sa mission remplie ; le faux F.F.I. sollicite de notre confrère l'autorisation de laisser monter dans la voiture un autre faux F.F.I., qui est Clavié. Et fouette cocher, passez muscade. Clavié est libre. Il va voir sa femme à Champigny. Il couche chaque soir où il peut, et ce n'est qu'hier matin que la police, « la vraie », le rencontrait à Joinville et s'assurait de sa personne en la neutralisant, comme on dit.

Nous apercevons Clavié un instant en tête à tête avec l'inspecteur principal Métra. Clavié ne s'est, paraît-il, pas trop fait prier pour raconter sa petite histoire et le nerf de bœuf, qui fait figure d'accessoire sur la table, n'a pas eu à intervenir :

— *J'sais c'qui m'attend*, dit Clavié, *douze balles dans la peau. Alors, vous pensez si ça m'est égal de tout dire !*

On parle un peu aujourd'hui de l'arrestation du sous-directeur du camp de Drancy, Roques, faux F. F. I. lui aussi, patron du « Grand-Duc », rue Pigalle, où il recevait tout le gratin de la rue Lauriston, mâles et femelles. Quand l'insurrection éclata, Roques sentit le danger. Il s'engagea dans les F.F.I. et la police fut bien étonnée de le trouver à la sous-direction du camp de Drancy. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle est bien bonne !

Il y avait aujourd'hui, quai de Gesvres, une pièce aux trésors à faire pâlir les mille et une nuits fantastiques des contes. C'était l'orfèvrerie d'or et d'argent, produit du cambriolage commis au préjudice de S. Ex. M. Anthony Drexel-Briddle, ambassadeur des Etats-Unis en Pologne.

Au moment de la rupture diplomatique de l'Allemagne et des Etats-Unis, Mr. Drexel-Briddle se trouvait à Paris. Avant de partir, il mit en sûreté sa magnifique collection d'orfèvrerie chez un citoyen suisse, Louis Graf, qui emmagasina ce trésor dans une chambre de bonne, rue Magdebourg. Lafont connut l'existence de cette collection et se présenta chez Graf en justicier, redresseur de torts, traqueur de mauvais collaborationnistes :

— *Vous recevez ici de faux policiers*, dit-il, *et vous cachez des espions.*

Et d'emmener Louis Graf rue Lauriston. Il eut vite fait d'obtenir de Graf ce qu'il fallait pour faire main basse sur l'orfèvrerie de l'ambassadeur. Radecke, le distingué Manuel les Pieds plats, et lui se partagèrent le butin. Boehmelburg reçut sa petite commission. Lafont revendit son propre lot pour 3 millions à MM. Bonnefoy père et fils, antiquaires, 4, rue de la Paix. Ceux-ci sont arrêtés pour recel. C'est dans la cave de la rue de la Paix que la police a retrouvé la collection de plats d'or et d'argent, de vases précieux et lourds, de pièces massives qui encombrent une grande salle de la maison.

Le magot de Mme Bony

Si on n'a pas trouvé grand-chose à la ferme Baslin, par contre on a découvert, dissimulés dans les tinettes d'une ferme voisine, 350.000 francs en billets de 5.000 francs que Mme Bony y avait déposés quelques heures avant l'arrestation de son mari et du capitaine SS Lafont. Les coupures prennent cet après-midi l'air sur le balcon du quai de Gesvres, histoire de se faire désinfecter par les rayons du soleil couchant.

Mme Bony est dans le bain. Dommage, nous eussions préféré, pour le souvenir que nous avons d'elle, qu'elle fît figure de victime.

Les interrogatoires doivent durer jusqu'à la fin du mois. Pourquoi cette restriction limitative ? Pourquoi pas jusqu'au 31 décembre ou au 15 août de l'année prochaine ? Et ma foi, Lafont n'a peut-être pas tout à fait tort de ne pas désespérer. S'il avait des lettres, il penserait que le mieux pour lui est encore de laisser faire le temps, sa vaillance et... la reine-mère.

Madeleine JACOB.

PREMIERE ANNEE. - N° 25. — 2 Fr.

Front National

SAMEDI 16 SEPTEMBRE 1944

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

Front National

...ne cessera le combat contre la trahison qu'après le châtiment du dernier des traitres

NANCY ET ÉPINAL SONT LIBÉRÉES

On se bat dans Aix-la-Chapelle

Il semble que les Allemands se soient attendus à ce que les alliés cherchassent à atteindre le territoire du Reich en passant par le centre et le centre-est de la frontière de la Hollande et grâce à une marche oblique à travers ce pays, cela afin d'éviter d'aborder de front les ouvrages fortifiés établis en 1939 et 1940, connus sous le nom de la ligne Siegfried et au cours des quatre dernières années considérablement élargis et renforcés dans leur forme première ou sous forme de fortifications de campagne très poussées et solidement aménagées. Ce passage par la corne sud-est des Pays-Bas avait l'avantage de tourner par le nord cette profonde ligne fortifiée et d'en faire automatiquement tomber une longue partie sans avoir besoin de l'affronter. Il est bien probable que c'était du moins l'opinion de l'état-major nazi, qui s'attendant en conséquence, à ce que les armées anglaises et américaines fassent leur plus gros effort au nord de la Belgique, en direction de la partie de la frontière néerlandaise dont nous parlons plus haut, a, de son côté, fait un gros effort défensif dans cette région et massé non seulement ce qui restait des divisions retraitant de France mais encore d'autres divisions venues du Danemark et, peut-être, de l'intérieur de l'Allemagne. En réalité les alliés ayant fait tomber l'ennemi dans cette erreur ont, au contraire, déployé leur action la plus vigoureuse directement contre la zone fortifiée, et ont pénétré en Allemagne d'ouest en est.

Manœuvre habile

Voici, par ordre successif, comment cette pénétration s'est réalisée : après avoir tourné le Luxembourg, les Américains sont arrivés dans la région de Trêves, puis partis d'Eupen, ils ont débordé Aix-la-Chapelle par le sud, ayant, d'autre part, franchi la poche hollandaise de Maëstricht, formant avancée dans l'extrême sud-est des Pays-Bas, ils se sont approchés de la même ville d'Aix par le nord-ouest, enfin partant de Saint-Wirth, en Belgique, ils se sont dirigés vers Prüm. Le résultat était, hier matin, le suivant : on se battait dans les faubourgs d'Aix-la-Chapelle, qui est peut-être prise à l'heure actuelle ; Prüm était atteinte et la frontière allemande dépassée de dix-sept kilomètres ; Trêves commençait à être en grand danger. A Aix, à Prüm, vers Trêves, la grande barrière allemande est entourée et abordée, et les Américains continuent à avancer à travers les ouvrages défensifs vers le cœur de la partie nord-ouest de la ligne Siegfried qui, une fois percée complètement sur ce point, pourra être prise à revers sur une bonne partie de son étendue.

Les réserves allemandes

Cela ne signifie pas que la défense allemande aux frontières du Reich sera, pour cela et d'un seul coup, rompue. La question qui se pose est précisément de savoir combien de temps les Allemands pourront prolonger cette résistance et s'il leur sera possible d'en gagner suffisamment pour établir d'autres lignes de repli faites de fortifications de campagne assez solidement organisées. Cela dépend de ce qu'il leur reste de réserves générales.

S. DE GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

Il faut entendre la voix du pays

L'APPEL à la nation lancé hier par le C.N.R., pour la sauvegarde de l'œuvre de la Résistance, est un premier pas vers ces Etats généraux de la Renaissance française réclamés par le Comité directeur du FRONT NATIONAL. Toutes les énergies des patriotes français doivent actuellement être mobilisées et galvanisées pour apporter au gouvernement de la République l'appui de tout le peuple pour que le monde comprenne clairement que la nation entière exige que la France reprenne son rang de grande puissance.

L'œuvre à accomplir est immense. Beaucoup de ruines, matérielles et morales, doivent être relevées. La guerre n'est pas achevée, il la faut mener à bien jusqu'à la victoire totale. La place de la France n'est pas encore assurée au sein du Conseil des nations. A l'intérieur même du pays, les forces malfaisantes du passé responsables de la défaite sont loin encore d'être éliminées. Enfin, le programme de justice et de rénovation sociale et nationale de la Résistance n'est toujours qu'à l'état de projet.

Il faut maintenant passer aux actes.

Certes, le pays fait confiance au gouvernement et à son chef, mais il n'est de gouvernement démocratique possible qu'avec l'appui explicite du pays. L'élan des masses populaires, l'affirmation active de la fraternité née à l'épreuve de la souffrance et du combat sont aujourd'hui aussi nécessaires à notre pays que l'air à nos poumons.

Pour les trois quarts du territoire, la clandestinité est heureusement un souvenir. C'est au grand jour que la Résistance militante, qui, à la suite du général de Gaulle, entraina la nation au combat, doit maintenant se manifester. Elle le fera en organisant dans chaque village, dans chaque ville, des assemblées patriotiques où seront discutées les premières mesures à prendre pour mettre en train le programme d'action de la Résistance, dont le premier souci est de rendre au pays la grande armée nationale indispensable à son rang de grande puissance.

L'autorité du gouvernement dépend de l'influence de la Résistance et celle-ci gagnera la confiance des masses, soumises pendant quatre ans à la propagande mensongère de l'ennemi, en se faisant connaitre, en établissant entre tous les patriotes les contacts impossibles sous l'occupation.

Nous revenons de loin !

Jusqu'ici, notre travail s'est accompli dans la nuit. C'est à la lumière du jeune et généreux soleil de la liberté reconquise que le pays doit affirmer sa volonté de vivre libre, fort et grand. Tel est le désir exprimé par le Comité directeur du FRONT NATIONAL, qui unit des personnalités de tous les milieux, représentants les plus qualifiés des élites françaises les plus diverses : Joliot-Curie, François Mauriac, Henri Wallon, Paul Langevin, le professeur Debré, Benoit Frachon, le Révérend Père Philippe, Mgr Chevrot, Ernest Perney, Max André, Pierre Villon et tant d'autres.

Cette nécessité d'entendre la voix si longtemps étouffée du pays, en attendant les élections régulières qui permettront aux Français et aux Françaises d'exprimer leur volonté souveraine, s'impose à chacun.

Jacques DEBU-BRIDEL.

(Lire la suite en page 2.)

LES EXPLOITS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

LAFONT ET Cie *avaient volé* pour 16 millions d'argenterie

HIER, LA PRÉFECTURE ÉTAIT GARDÉE MITRAILLETTE AU POING CAR LA BANDE SE PRÉPARAIT A DÉLIVRER SON CHEF

Ceux qui ont pris l'habitude de fréquenter les couloirs et les bureaux de la « Section spéciale anti-Gestapo » du quai de Gesvres ont

Paul CLAVIÉ

été surpris, en arrivant hier, de constater le déploiement insolite de forces de police.

Que se passait-il ?

Dès les portes d'entrée, on se heurtait à des agents, fusil à l'épaule. Sur chaque palier — et Dieu sait si le vieil immeuble en compte quelques-uns ! — dans chaque vestibule, des groupes de gardiens de la paix, mitraillette au poing, semblaient attendre quelque soudaine attaque.

Devant les portes des bureaux des commissaires, des plantons, la main prête à dégainer le Colt, filtraient les visiteurs.

Que signifiaient ces précautions exceptionnelles ? Que redoutait-on ?

Ni plus ni moins qu'une expédition des hommes de la rue Lauriston pour délivrer Lafont, Bonny et Cie.

Un personnage était particulièrement à redouter. C'était Paul Clavié, le propre neveu de Chamberlin, arrêté le premier jour de l'insurrection, rue de Courcelles, par l'inspecteur principal Morin, transféré par erreur au camp de Drancy, d'où il réussit à s'échapper et qui avait conçu le projet d'enlever Lafont, Bonny et autres Levillain.

Aussi n'est-ce pas sans une certaine satisfaction qu'on vit arriver hier vers midi, menottes aux mains, solidement encadré, le digne neveu de Lafont-Chamberlin.

Paul Clavié venait d'être à nouveau arrêté à Joinville.

Il reconnaissait aussitôt qu'au moment de son arrestation il mettait la dernière main à un plan d'attaque des locaux du quai de Gesvres pour délivrer ses complices. Il avait déjà, pour ce « travail », recruté une vingtaine d'hommes qui devaient être armés de mitraillettes.

On voit que les précautions n'étaient pas superflues !

Si l'attaque échouait, elle devait être tentée à nouveau, soit au Palais de Justice, soit en cours de transfert des détenus.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

LE PALAIS-BOURBON fait toilette

...et le groupe de la Résistance s'y est réuni hier

Le Palais-Bourbon est tout meurtri des blessures reçues au cours de la bataille engagée pour la libération de Paris : les vitres brisées, les écorchures dans les murs, les blockhaus défoncés, les meurtrières ébréchées sont autant de témoins de combats d'autant plus durs que, sous la conduite d'un héroïque sous-lieutenant de chasseurs de 1939-1940, les F. F. I. de la Chambre furent plus vaillantes.

La grille du quai est encore fermée devant la Garde républicaine en faction, la porte de la rue de Bourgogne reste close, mais par la rue de l'Université, dont le seuil était, hier après-midi, ouvert à deux battants, on revoyait les uniformes rutilants des huissiers, les inspecteurs et les gardes de service, à leur poste, comme s'ils n'en avaient pas bougé, les allées et venues des employés, le retour des habitués, et même la caisse était ouverte, voire très achalandée.

C'était une avant-rentrée, mais quelle rentrée !

Après quel entracte !

Les derniers écriteaux allemands qu'on enlève hâtivement rappellent quel usage honteux aura été fait du Palais-Bourbon.

A l'intérieur, on ne voit plus, heureusement, dans la salle de séances, que les Allemands avaient profanée, le buste de Hitler qui fut installé sur la tribune tandis que le Führer parlait à Berlin, et que des haut-parleurs diffusaient le discours entendu par des nazis installés à la place des députés.

Le président de l'assemblée consultative d'Alger, l'ancien député Félix Gouin, s'est déjà installé avec son bureau au Palais-Bourbon, et un groupe s'est réuni hier dans les locaux de la Chambre, mais un nouveau groupe, celui de la Résistance.

(Lire la suite en page 2.)

Vingt "conseillères" sont déjà à l'œuvre à Paris et en banlieue

A leur tête, deux veuves de fusillés

ET LEUR PREMIÈRE PENSÉE EST POUR NOS PETITS ENFANTS

Le comité parisien de la libération vient de nommer pour Paris et sa banlieue cent conseillères municipales dont vingt sont déjà installées.

A la préfecture, Mlle Madeleine Gesret, la maire adjointe du 1er arrondissement, nous reçoit. Elle a un sourire timide et modeste mais dès qu'elle nous parle des femmes, du travail qu'elles ont accompli, du rôle qu'elles auront à jouer dans la vie sociale, c'est avec une telle chaleur, une telle conviction qu'on se sent immédiatement entraîné dans son sillage.

Dans son bureau, c'est un va-et-vient incessant. De très jeunes filles vont collecter à partir de demain, pour les F.F.I. ; le comité des ménagères vient au rapport ; puis une secrétaire de l'Union des femmes françaises. On frappe encore : des femmes, toujours des femmes.

— La présidente des conseillères municipales et des maires adjointes est Mme Hajje, dont le mari, Me Hajje, a été fusillé par la Gestapo, nous dit Mlle Gesret. Mme Hajje est maire adjointe du 14e arrondissement. La vice-présidente, Mme Timbault, est maire adjointe du 18e arrondissement, son mari, syndicaliste de premier plan, a été aussi fusillé. Je suis la secrétaire et Mme Noailly, conseillère du 2e arrondissement, est secrétaire adjointe.

On frappe encore et Mme Raymonde Courthier, conseillère de Pantin, vient au rapport.

— Je reprends mon travail la semaine prochaine, nous dit Mme Courthier. Je travaille depuis 15 ans à la manufacture d'allumettes d'Aubervilliers. Je pourrai me consacrer à mon métier et être conseillère le samedi et le dimanche.

— Quelles sont vos professions dans le « civil » ?

— Plusieurs d'entre nous sont infirmières, sténos, employées, vendeuses, nous avons même une corsetière. Je n'ai pas encore la liste complète de toutes les conseillères et maires adjointes et je ne pourrai vous renseigner exactement.

— Comment conciliez-vous votre mission de conseillère, votre profession, et votre rôle de maman, car je pense que plusieurs d'entre vous ont des enfants ?

Mais le téléphone qui tinte coupe notre entretien.

Au bout du fil, c'est Mme Georgette Achap, maire adjointe du XVe arrondissement. Elle a pu organiser un goûter pour les enfants et les vieillards de l'arrondissement.

— As-tu ton écharpe ?

Car Mme Achap n'a pas encore reçu son écharpe de maire.

— Alors elle n'a encore pu célébrer de mariage ?

— Non, mais elle espère le faire bientôt.

— Comment envisagez-vous la rentrée des classes ?

— Beaucoup de nos écoles ont été endommagées soit par les Allemands, soit par les miliciens. On les répare, on les repeint à neuf. Nous allons procéder à des distributions de galoches et de tabliers. La rentrée des classes sera célébrée officiellement dans des salles pavoisées. Nous espérons très vite faire oublier aux enfants l'incurie du gouvernement de Vichy. A Malakoff, dans la mairie, nous avons trouvé 500 paires de galoches abîmées et 1.000 vêtements de laine entièrement mités, et je peux encore vous citer plusieurs cas analogues.

— Et les enfants évacués à la campagne ?

— Ceux-ci rentreront progressivement, au fur et à mesure de la libération des départements.

— Je vois que vous avez beaucoup à faire et un grand rôle à jouer, que seules les femmes seront à même de remplir : il y a tant de problèmes qui échappent aux hommes !

Claire VERVIN.

Parmi nos conseillères, voici Mme Noailly (IIe), Mme Gesret, maire-adjointe du 1er arrondissement, et Mme Couthier, conseillère à Pantin. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

LA RECONSTITUTION de l'Assemblée consultative

discutée au Comité National de la Résistance

Le Conseil national de la Résistance, après un débat approfondi sur l'état du pays, et tout particulièrement sur la question de l'épuration, a adopté à l'unanimité l'importante décision que voici :

Le Conseil national de la Résistance, réuni en séance plénière le 15 septembre 1944, après examen de la situation intérieure de la France, s'adresse aux comités départementaux de la libération placés sous son contrôle et son autorité morale et qui demeurent ses organismes d'exécution.

Il leur demande de maintenir leur union et leur discipline à l'égard du Conseil national de la Résistance, d'élargir aussi leur rayonnement dans la population française en renforçant l'œuvre des comités locaux de la libération pour la résurrection d'une France libre et régénérée.

Le Conseil national de la Résistance, issu de la lutte du peuple français, entend aider et soutenir le gouvernement provisoire de la République, notamment dans la réalisation du programme du C. N. R.

Il appelle la nation à sauvegarder l'œuvre de la résistance, essentielle au salut de la France et à sa grandeur.

L'assemblée consultative

Puis le C. N. R., répondant à la demande qui lui en avait été faite par le gouvernement, a consacré son ordre du jour à l'étude de la reconstitution de l'assemblée consultative dont, comme chacun sait, tous les membres, au retour d'Alger, ont remis à la disposition de leurs groupements respectifs le mandat dont ils étaient investis.

Une longue discussion s'est engagée pour savoir si le C.N.R. qui, d'après les déclarations du général de Gaulle, doit constituer *le noyau de la nouvelle assemblée*, devait entrer en corps dans cette assemblée tout en demeurant, comme il l'a décidé en accord avec le gouvernement, l'organisme de la résistance.

M. d'Astier de la Vigerie, qui a repris sa place au C. N. R., fait observer que le C. N. R. est désigné dans tous les textes législatifs de la République française comme l'organisme de coordination, de direction et d'arbitrage des comités départementaux de libération et qu'il est donc tenu de poursuivre sa tâche en vertu même de la nouvelle légalité républicaine.

Aux termes de la discussion, quatre décisions ont été prises :

1° *Le C. N. R. n'entrera pas en bloc dans la nouvelle assemblée consultative ;*

2° *Le C. N. R., estimant qu'il n'a pas le droit de priver l'assemblée de l'expérience de ses membres qui ont dirigé pendant plusieurs années la résistance en France, accepte de les voir désignés par leurs groupements respectifs à l'assemblée consultative ;*

3° *Il n'y a d'exception que pour le président du C. N. R., l'importance de sa fonction étant incompatible avec celle de simple membre de l'assemblée consultative ;*

4° *Le C. N. R. a décidé, enfin, que tous les membres désignés par les différents groupements, mouvements et partis pour l'assemblée consultative seront soumis à son contrôle. Il se réserve, en tant qu'organe suprême de la résistance, de récuser les personnalités dont l'attitude serait jugée incompatible avec l'esprit de la résistance.*

Ainsi le C. N. R. ne désignera pas directement les membres de l'assemblée consultative, mais contrôlera cette désignation par un droit de veto.

(Lire la suite en page 2.)

NOS COMBATTANTS DES F.F.I. ont-ils droit à une sépulture ?

Des combattants du C.P.F. et des F.F.I. ont écrit au *Front National*. Mieux : sachant qu'ils étaient ici chez eux, ils ont envoyé un « article à insérer ».

On avait promis aux familles des obsèques nationales pour les morts au champ d'honneur, disent-ils. *En fait, ils ont été enterrés dans des fosses communes, çà et là, dans les divers cimetières municipaux, et leurs parents, leurs amis, pour retrouver leurs morts, doivent mesurer la terre à l'aide d'un mètre. Pas de tombe, pas de tertre, ni même une croix faite de deux branches. Un peu de terre glaise, nivelée et piétinée, c'est tout. Est-ce pour être laissés dans un tel état d'abandon qu'ils ont fait si magnifiquement le don de leur vie ?*

La question est posée.

Elle aura, certainement sa réponse officielle.

Mais, peuple de Paris, si sensible, regardons ensemble la chose en face. Que Paris, la France, le Monde, soient pleins d'admiration et de gratitude pour ceux qui se dressèrent sans armes devant l'occupant armé jusqu'aux dents et le vainquirent, nous rendant l'honneur et la liberté, cela est acquis. Ils en seront loués dans les siècles des siècles.

Déjà, l'on a fleuri et l'on va bientôt marquer la place où les meilleurs des 989 tués sont tombés. Plus tard, on élèvera des monuments glorifiant leur sublime et volontaire sacrifice.

Quant à leurs dépouilles, ô mères, pères, fiancées, enfants, elles sont celles de *soldats*. Elles retournent à la terre. Elles se mêlent aux herbes, aux fleurs, au froment qui donne le pain. Les corps des soldats ont fait au long des siècles la terre de France ; ils jalonnent les routes, les pistes et les déserts de l'empire français. Leur souvenir vit en nous : nul n'est tout à fait mort, tant que l'on pense à lui.

Pourtant, vous avez raison d'exiger pour les vôtres une sépulture décente. Songez que ce ne fut qu'au début de 1931, douze ans après l'armistice et la victoire, qu'un de nos confrères « arracha » aux Chambres, tout seul, en quinze jours, à coups d'articles, ce que n'avaient pu jusqu'alors obtenir, de Jean Perrigault à Roland Dorgelès, tant de « clercs », ni tant d'associations d'anciens combattants : 50 millions de francs *pour donner*, dit la loi, *aux soldats morts au champ d'honneur, une sépulture digne de leur sacrifice.*

Douze ans, pour obtenir enfin des cimetières nationaux, où dorment, depuis, sur « le front » et jusqu'aux Dardanelles et jusqu'à Salonique, les 1.500.000 héros de 1914-1918.

Les temps sont autres. Allez plus vite !

Eloi DUBOS.

Le général de Gaulle *est acclamé à Marseille*

Marseille, 15 septembre. — Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française, s'est rendu aujourd'hui à Marseille.

Le général de Gaulle, qui avait été chaleureusement acclamé par la population de la grande cité, a prononcé un discours dans lequel il a dit notamment :

« Nous ferons une République où chaque homme et chaque femme se sente à son aise, vive dans la sécurité pour lui-même et pour ses enfants.

« La France, en raison de sa grandeur, a le droit d'être à sa place au milieu des plus grandes nations. C'est un droit qu'elle a l'honneur de soutenir depuis plus de deux mille ans qu'elle est inscrite dans l'histoire. Ce droit, elle ne l'a pas perdu, car elle a montré, aux heures les plus tragiques, quels que soient les pronostics, qu'elle est toujours une grande nation, une nation que son régime de liberté met à l'honneur.

« L'histoire de la France sera un succès parce que nous le voulons, parce que nous saurons travailler, parce que nous saurons bâtir dans l'ardeur et dans l'ordre. Si vous le voulez bien, et pour résumer le sentiment qui nous anime tous, nous allons ensemble chanter l'hymne national, « La Marseillaise ».

★

Le général d'Astier est de retour à Paris

Paris, 15 septembre. — Le général de corps d'armée aérien d'Astier vient d'arriver à Paris, venant de Londres, ayant accompli la mission que lui avait confiée le général de Gaulle.

Boulevard St-Michel, les Parisiens fleurissent l'endroit où fut tué le lieutenant des F.F.I. Tillière. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

M. DENIOT

commissaire au ravitaillement de Paris apporte de bonnes nouvelles

LES 4 RATIONS DE VIANDE DE 250 GRAMMES SERAIENT ASSUREES, ET ON NOUS ANNONCE UN PEU PLUS DE BEURRE ET D'HUILE

Le commissaire au Ravitaillement de la région parisienne, M. Deniot, a réuni hier les journalistes pour faire devant eux un tour d'horizon de la situation générale.

Pour la viande, quatre rations mensuelles de 250 grammes sont désormais assurées. Le poisson commence à arriver : trois tonnes ont pu être réparties avant-hier dans les hôpitaux parisiens. Le secteur du lait est moins satisfaisant. Sans doute, les arrivages quotidiens de 150.000 à 200.000 litres assurent la distribution aux enfants de moins de trois ans, mais ne permettent pas de l'étendre aux enfants de trois à six ans, ainsi que le demande le Comité parisien de la libération. Il faudrait, pour cela, recevoir au moins 300.000 litres par jour. La situation des transports et l'état du matériel ne le permettent pas encore.

Les fruits et légumes

Pour les fruits et les légumes, le système du marché libre, qui fonctionne depuis deux jours, n'a pas donné les résultats escomptés. En effet, si la pratique du marché libre est souhaitable, on ne peut l'admettre que dans la mesure où l'Administration possède la certitude que la cadence des arrivages soit continue, que les taxes et les prix officiels soient scrupuleusement respectés et que la répartition se fasse équitablement. Or la baisse des arrivages de fruits et légumes est constatée : alors que le 13 septembre, avant le marché libre, 715 tonnes de fruits et légumes étaient arrivées aux Halles, nous n'avons reçu hier que 372 tonnes. C'est que les organismes du plan Chasseigne sont restés en place ; les mêmes hommes, les mêmes transporteurs, les mêmes intermédiaires qui ont eu une responsabilité certaine dans l'extrême dénuement de Paris sont toujours là. Il y a encore des denrées qui se volatilisent, des trafiquants du marché noir qui pratiquent le dessous de table, des collecteurs qui achètent au-dessus de la taxe. Il faut donc renforcer les services de répression des fraudes, remplacer les spéculateurs par des hommes de la Résistance, sains et décidés, et leur donner les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur besogne de salubrité. Enfin, il apparaît nécessaire à M. Deniot — et nous serons de son avis — de faire procéder à l'arrestation de gros trafiquants connus, et de faire sur eux des exemples. A ce prix seulement la population parisienne sera convaincue que les difficultés encore rencontrées par elle ne sont pas gratuites, mais qu'elles ont pour contrepartie une répression sévère et impitoyable.

Pour les pommes de terre, qui restent un légume rationné, la situation est très bonne. Une distribution minimum d'un kilo tous les cinq jours est assurée pour l'avenir et l'on envisage de ramener le prix du kilo de 4 fr. 50 à 3 fr. 50.

Les matières grasses

Enfin, les matières grasses, 150 grammes ont été déjà distribués. Avant la fin du mois, une répartition de 50 grammes de beurre et de 100 grammes d'huile sera encore faite.

Pour terminer, M. Deniot a annoncé la création prochaine, au sein de la commission du Ravitaillement, d'un secrétariat technique, chargé de procéder à toutes les enquêtes utiles auprès de la population et des services. Toutes les municipalités seront visitées par des chargés de mission, qui rapporteront à l'Administration centrale les vœux, les désirs et les suggestions de la population. Ce secrétariat technique sera composé de militants éprouvés, adjoints ou responsables de la Résistance. Le commissaire au Ravitaillement compte beaucoup sur lui pour mener à bien l'immense tâche qu'il a entreprise.

Varsovie enjeu d'une grande bataille

L'assaut contre la ville est imminent

Moscou, 15 septembre. — Le correspondant militaire de l'agence Reuter à Moscou commente en ces termes les opérations qui se déroulent devant Varsovie :

« La bataille finale pour Varsovie semble imminente. Le sort du dernier bastion protecteur de la frontière allemande en dépend. Ce nouveau « mur infranchissable » qui s'étend entre le Narev et Varsovie et qui se continue au sud, le long de la Vistule, a coûté aux Allemands des milliers de tonnes de béton armé. La prise de Praga y a provoqué une brèche.

« La lutte pour Varsovie menace d'être la plus sanglante de cette année. Les Allemands ont massé devant la capitale polonaise leurs meilleures unités, notamment les divisions SS « Hermann Gœring », « Tête de mort » et « Vikings ». De son côté, le général Rokossovsky lance d'importantes forces qu'il a groupées pendant les semaines qui ont précédé la prise de Praga. On s'attend donc à des événements d'une grande portée. On sait que Varsovie est considérée actuellement comme la plus importante position de défense allemande du front de l'Est. »

COMMENT MANDEL *fut assassiné*

LES TROIS BANDITS ARRÊTÉS CHARGENT DU CRIME UN DE LEURS COMPLICES... QUI EST MORT

On vient d'arrêter les trois assassins de l'ancien ministre des P. T. T., ou du moins trois de ses assassins. Il s'agit de Lambert, Paul Bœro et Neroni qui, au cours de l'interrogatoire, ont déclaré :

— Le 7 juillet, nous avons été chercher M. Mandel à la prison de la Santé et l'avons fait monter dans une des deux voitures dont nous disposions. Ils ne précisent pas laquelle.

Dans l'une de ces voitures était M. Knipping, délégué de Darnand en zone nord et, dans l'autre, un représentant de la Gestapo.

On aurait dit à M. Mandel :

— Nous vous menons au centre d'internement administratif du château des Brosses, près de Vichy.

D'ailleurs l'ordre d'élargissement portait ces indications et était signé : « Le délégué du secrétaire général au Maintien de l'ordre (Darnand) Knipping. »

Le directeur de la Santé, M. Farge, en référa à son chef, M. Poirier, directeur des prisons de la Seine. L'ordre étant régulier, il relâcha le détenu, qui était arrivé le 6 juillet, à 17 heures, à la Santé. M. Mandel avait quitté l'Allemagne le 4 juillet, après accord entre Darnand et Himmler.

C'est Jean Savary, lequel est toujours en fuite, qui présenta l'ordre de mission. Les miliciens repartirent avec M. Mandel. En route, l'ancien ministre se rendit compte, à la suite d'une vérification dans la forêt de Fontainebleau, qu'on ne prenait pas la direction de Vichy. M. Mandel aurait dit alors :

— *Nous n'allons plus à Vichy. J'ai compris. Vous allez voir comment sait mourir un Français.*

Dans la forêt, on le fit descendre et un nommé Mansuy tira sur lui à bout portant une rafale de mitraillette. Ce sont les trois assassins arrêtés qui ont donné le nom de Mansuy. Ce dernier aurait été tué au cours d'une opération contre le maquis.

Comme il est mort... rien de plus commode que de le charger du crime.

Après cet assassinat, les miliciens sont allés à Versailles trouver l'intendant régional de police, ancien secrétaire de Doriot. Ils espéraient, grâce à lui, que le cadavre serait mis à la fosse commune et qu'il ne serait pas retrouvé.

Mais le parquet de Versailles avait été avisé et une enquête était ouverte par M. Guy Baurès, juge d'instruction.

Cependant, l'ancien chef du cabinet de M. Mandel, Me Besselère, avocat et ami de la famille, fut avisé d'une façon officieuse.

Me Besselère se rendit à Versailles, réussit à faire embaumer le corps, à le faire mettre dans un double cercueil de chêne, et obtint qu'il soit enterré dans une concession qu'il prit à son nom au cimetière des Gonards à Versailles.

L'inhumation eut lieu le 13. Les Allemands, furieux, réagirent un peu tard, et Me Besselère, ainsi que M. Baurès, durent se cacher pendant trois semaines pour éviter l'arrestation.

A la suite de l'arrestation des assassins et de la décision gouvernementale de créer des cours de justice régionales, le procureur général M. Boissarie a prescrit que l'enquête se poursuivrait non plus à Versailles mais à Paris.

LES EXPLOITS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

LAFONT ET Cie *avaient volé* pour 16 millions d'argenterie

HIER, LA PRÉFECTURE ÉTAIT GARDÉE MITRAILLETTE AU POING CAR LA BANDE SE PRÉPARAIT A DÉLIVRER SON CHEF

Ceux qui ont pris l'habitude de fréquenter les couloirs et les bureaux de la « Section spéciale anti-Gestapo » du quai de Gesvres ont

Paul CLAVIÉ

été surpris, en arrivant hier, de constater le déploiement insolite de forces de police.

Que se passait-il ?

Dès les portes d'entrée, on se heurtait à des agents, fusil à l'épaule. Sur chaque palier — et Dieu sait si le vieil immeuble en compte quelques-uns! — dans chaque vestibule, des groupes de gardiens de la paix, mitraillette au poing, semblaient attendre quelque soudaine attaque.

Devant les portes des bureaux des commissaires, des plantons, la main prête à dégainer le Colt, filtraient les visiteurs.

Que signifiaient ces précautions exceptionnelles ? Que redoutait-on ?

Ni plus ni moins qu'une expédition des hommes de la rue Lauriston pour délivrer Lafont, Bonny et Cie.

Un personnage était particulièrement à redouter. C'était Paul Clavié, le propre neveu de Chamberlin, arrêté le premier jour de l'insurrection, rue de Courcelles, par l'inspecteur principal Morin, transféré par erreur au camp de Drancy, d'où il réussit à s'échapper et qui avait conçu le projet d'enlever Lafont, Bonny et autres Levillain.

Aussi n'est-ce pas sans une certaine satisfaction qu'on vit arriver hier vers midi, menottes aux mains, solidement encadré, le digne neveu de Lafont-Chamberlin.

Paul Clavié venait d'être à nouveau arrêté à Joinville.

Il reconnaissait aussitôt qu'au moment de son arrestation il mettait la dernière main à un plan d'attaque des locaux du quai de Gesvres pour délivrer ses complices. Il avait déjà, pour ce « travail », recruté une vingtaine d'hommes qui devaient être armés de mitraillettes.

On voit que les précautions n'étaient pas superflues !

Si l'attaque échouait, elle devait être tentée à nouveau, soit au Palais de Justice, soit en cours de transfert des détenus.

Nic LANGEAIS.

(Lire la suite en page 2.)

L'AFFAIRE de la Gestapo française

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Je ne me serais jamais douté hier que j'allais avoir le délicat privilège de visiter une exposition. C'était là cependant une des surprises que nous réservait encore cette affaire de la Gestapo française.

Un bureau avait été transformé en salle d'exposition. Etalées sur le parquet, entassées pêle-mêle, il nous a été donné d'admirer les pièces uniques de l'une des plus belles collections d'argenterie du monde : celle de M. Antony Drexel Biddle, ambassadeur des Etats-Unis en Pologne. Cette collection était estimée avant la guerre à plus de 16 millions de francs.

Lorsqu'en 1942 les relations diplomatiques furent rompues entre l'Allemagne et les Etats-Unis, M. A. D. Biddle avait confié sa collection à un honorable citoyen suisse, M. Graff, 7 bis, rue des Saints-Pères. Les précieuses pièces avaient été placées dans une chambre du sixième étage d'un immeuble de la rue Magdebourg, chambre dont disposait M. Louis Graff.

Comment les hommes de la rue Lauriston eurent-ils vent de l'affaire ? Sans doute par un de leurs innombrables agents.

M. Graff fut arrêté et amené rue Lauriston où il fut accusé, à tout hasard, de « recel de faux policiers ». On perquisitionna rue Magdebourg et le butin fut ramené rue Lauriston.

Lafont convoqua le colonel Radeck et le commandant Boemelbury ainsi qu'un expert en antiquités berlinois, un certain Manuel.

La collection fut exposée devant ces messieurs qui, sur l'invitation de Lafont, choisirent chacun une belle pièce. C'était la petite commission d'usage.

Un antiquaire de la rue de la Paix, M. Bonnefoy, acheta une bonne partie de ce qui restait pour quelques millions.

M. Bonnefoy — qui prétend que la sienne a été surprise — affirme qu'il a fait cette opération pour soustraire ces pièces uniques au monde, à l'ennemi (*sic*).

◆

On s'est beaucoup étonné, à la police, lors de l'arrestation à Basclin de Lafont, Bonny et Cie du fait que l'ex-inspecteur n'ait en sa possession que quelques dizaines de milliers de francs.

On pensa beaucoup à la chose, et hier le commissaire M. Levitre et l'inspecteur principal Métra décidèrent de partir en expédition à Bazoches. Ils refirent le chemin, que parcoururent, le jour de la sensationnelle opération de Basclin, les cinq voitures qui ramenèrent à Paris les policiers et les hôtes de la ferme fortifiée.

On se souvint qu'en cours de route Mme Bonny avait demandé à faire une halte de quelques instants. Satisfaction lui ayant été donnée, une des voitures s'arrêta devant la première ferme qui se présenta.

La femme de l'ex-premier policier de France avait conçu un projet en cours de route : sous l'étroite surveillance de deux inspecteurs, elle s'isola quelques instants.

Les policiers, qui avaient leur idée, s'arrêtèrent hier à nouveau devant la même ferme. Ils avaient deviné juste. On retrouva dissimulés dans un coin des toilettes de la ferme 350.000 francs dont Mme Bonny s'était « débarrassée » au passage.

Mme Bonny, qui ne cesse depuis quelques jours de pleurer sur le sort de sa famille et de s'inquiéter de son avenir, ne manquait pas de sang-froid et d'astuce.

Il est vrai qu'avec son mari elle était à bonne école.

N. L.

Le ravitai

DISTRIBUTIONS

Confitures

Dès aujourd'hui:
250 grammes de confitures aux catégories E, A, T, C et V,
500 grammes aux catégories J1, J2 et J3,
contre le ticket DT de septembre.
(Le ticket DC sera périmé le 19 septembre.)

◆

Pâtes alimentaires

Au début de la semaine prochaine:
250 grammes de pâtes alimentaires contre le ticket DQ de septembre.
(Le ticket DW sera périmé le 19 septembre.)

◆

Bâtons caséinés

A partir du 19 septembre:
125 grammes aux consommateurs des catégories J1 et V,
250 grammes aux J2 et J3,
contre le ticket DZ de la feuille de denrées diverses du mois de septembre.

◆

Vin de la Libération

A partir d'aujourd'hui, les consommateurs des 10e, 11e, 13e et 16e arrondissements pourront percevoir leur ration de vin chez leur fournisseur habituel.

Les consommateurs de banlieue pourront le percevoir à partir du 18 septembre.

◆

Hâtez-vous de prendre vos pommes de terre!

Il a été porté à la connaissance du ministère du Ravitaillement que de nombreux consommateurs de la région parisienne ne se sont pas encore présentés chez les détaillants pour percevoir les pommes de terre qui leur ont été attribuées en échange des tickets n° 28 de la carte de pommes de terre du mois d'août et 31 de la carte de pommes de terre du mois de septembre.

En vue d'éviter tout trafic irrégulier, le ministère du Ravitaillement invite les consommateurs qui n'auraient pas perçu leur ration de pommes de terre à le faire d'urgence.

Le Palais-Bourbon fait toilette

(SUITE DE LA 1re PAGE)

Sous la présidence de René Ferrière, ses membres ont procédé à un échange de vues et adopté, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

« Le groupe de la Résistance de

> “... Dans l'obscurité et dans l'abandon, les vertus politiques du peuple français, tout en semblant dormir encore, commencent à se refaire... Je tiens pour certain qu'il retrouvera ses vertus dans leur force avec la liberté.”
>
> **Jacques MARITAIN**
>
> *A travers le désastre*, New-York 1941. Paris, Editions de Minuit, 1942

Édition de 5 heures du matin

PREMIERE ANNEE - N° 25

Le Parisien Libéré

SAMEDI 16 SEPT. 1944

18, rue d'Enghien - PARIS (X^e)

LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Téléphone : PROvence 15-21

> Dans la liberté reconquise ce journal continue le combat mené sous l'oppression par
>
> **O. C. M.**
>
> *(Organisation Civile et Militaire)*
>
> et par ses revues ou journaux : *Cahiers* - Études pour une nouvelle révolution française ; *l'Avenir* ; *l'Essor*.

Le message que la France apportera au monde

Il y a peu de nations qui se haussent au plan de l'universel. J'entends : qui soient capables, d'une part, de lancer des idées ayant valeur générale pour d'autres peuples ; qui soient spontanément amenées, d'autre part, à se prononcer sur de grands problèmes en fonction non pas d'intérêts égoïstes, mais d'un idéal humain qu'il s'agit de défendre parce qu'il semble juste et vrai.

Parmi ces quelques nations — nous essaierons un jour de les dénombrer — la France, depuis toujours, figure au premier rang.

C'est son génie propre, sa façon de concevoir sa place dans l'humanité. Il n'y a pas là de l'orgueil, encore que nous, Français, puissions être accusés parfois de nous croire au centre du monde (une autre conséquence de notre façon de raisonner qui dépasse le cadre de nos frontières). Il y a surtout un trait de caractère dont l'histoire prouve qu'il est typiquement nôtre, des Croisades à la Révolution, de la Renaissance et la Réforme aux philosophes qui, de siècle en siècle, font rayonner notre langue et nos idées.

Or il peut apparaître que depuis cinquante ans la France n'a plus parlé. Un observateur superficiel, au moins, en jugerait ainsi.

En fait, dans un monde en proie au chaos, où tout est en déséquilibre, où il faut refaire un ordre social, économique, politique et, nous l'ajoutons sans crainte, un ordre moral, le XXe siècle, jusqu'ici, n'a guère permis qu'aux aventuriers et aux tenants de la force de faire entendre leur voix. Les meilleurs ont été trahis ou étouffés. Nous avons écouté parfois d'admirables accents ; les vociférations des porteurs d'actions et des porteurs d'armes ont empêché qu'ils soient reconnus et suivis.

Le XXe siècle n'est pas né encore ; il n'a pas trouvé sa forme ni sa cadence de vie.

Pourtant, nous le savons, cet univers dont nous rêvons, il est en nous. Nous avons eu le temps d'y réfléchir, de découvrir ce qu'il devrait être au milieu de tout ce qu'il ne fallait pas qu'il fût.

Et maintenant, deux conditions vont permettre, soyons-en sûrs, son éclosion, sa magnifique efflorescence : d'abord, le fait que l'édifice ancien, cette fois, s'est écroulé définitivement et que nous sommes en pleine révolution ; le fait, ensuite, que nous nous sentons, au sortir de l'ombre, gonflés de tous les élans réprimés.

Une aspiration commune — nous nous en rendrons mieux compte bientôt — peut et doit nous unir. La pâte lève, du levain de nos maux et d'une force intérieure irrésistible.

L'écrivain anglais Charles Morgan parlait naguère du « pouvoir émissif » de la France. « Tout est venu à la France et tout en est venu — ou presque tout », ajoutait-il.

La France — et ce sera l'une de ses contributions à la paix — s'apprête à parler au monde.

P. L.

CONTRE LES TRAITRES

DES COURS DE JUSTICE SPÉCIALES VONT FONCTIONNER

M. François de Menthon, ministre de la Justice, a, au cours d'une importante déclaration à la presse, fait connaître les diverses tâches auxquelles il s'était appliqué.

Outre la continuation de l'œuvre d'épuration commencée par M. Willard, secrétaire général provisoire, le ministre s'est occupé principalement : 1° du rétablissement de la légalité républicaine ; 2° de la répression judiciaire des faits de trahison et de collaboration.

En ce qui concerne le premier point, les décisions prises par le gouvernement ont déjà été portées à la connaissance de l'opinion publique. Quant au second, voici les dispositions essentielles :

Les cours de justice

Des juridictions spéciales sont créées à cet effet ; tous les principes républicains de la justice sont conservés, en particulier le respect des droits de la défense.

G. A.

Suite page 2

Les journaux ne paraîtront pas le lundi

Le ministère de l'Information communique :

Aux termes d'un arrêté du ministre de l'Information, en date du 14 septembre 1944, la publication, la circulation, la mise en vente et la distribution et l'exposition au public de tous organes de presse quotidienne paraissant le dimanche soir et de tous organes de presse quotidienne paraissant le lundi matin sont provisoirement interdites.

Nous publions en page 2 le texte d'un ordre du jour des travailleurs des journaux.

Dernière minute

Les Américains sont arrivés au centre de Brest

Londres, 15 septembre. — Dans son émission de 24 heures, la B. B. C. annonce que les Américains sont arrivés, après de durs combats, au centre de Brest. Les Allemands commencent à se rendre par groupes. (P.L. Radio.)

PARIS... VILLE LUMIÈRE !

Qui l'eût cru ? Qui l'eût cru, que Paris redeviendrait si vite la « Ville-Lumière » dans laquelle, toute la nuit, on pouvait circuler sous l'éclairage accueillant des lampadaires !

Ces lampadaires, depuis quelques jours, sont confiés aux soins d'équipes spéciales de la C. P. D. E. qui les raclent, qui les nettoient, qui, en un mot, les débarrassent de leur équipement de défense passive.

Ceci n'est qu'un prélude. Bientôt la lumière renaîtra dans les énormes globes de la capitale, et les Parisiens pourront circuler librement, sans craindre les marches des trottoirs ou les platanes et les marronniers !

L'ARME NOUVELLE

A Marseille

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EXALTE LA RÉPUBLIQUE DE DEMAIN

Marseille, 15 septembre. — Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française, qui a été chaleureusement acclamé par la population de Marseille, a prononcé un discours dans lequel il a notamment déclaré :

— Nous ferons une République où chaque homme et chaque femme se sente à son aise, vive dans la sécurité, pour lui-même et pour ses enfants.

» La France, en raison de sa grandeur, a le droit d'être à sa place au milieu des plus grandes nations. C'est un droit qu'elle a l'honneur de soutenir depuis plus de deux mille ans qu'elle est inscrite dans l'Histoire.

Suite page 2

Le général de Gaulle lors d'une inspection de la flotte française

“Toute la marine française était sous mes yeux...”

TOULON A FÊTÉ LE RETOUR DES ESCADRES RÉUNIES

Par notre envoyé spécial JACQUES FANO

Toulon, 15 septembre.

L'avion vire dans un ciel de pluie et, soudain, Toulon, Toulon et son arsenal, Toulon et sa rade, s'offrent à nous, de 3.000 mètres d'altitude, comme un décor en gris de Copenhague... Mais, avec Toulon, et sur cette mer ordinairement bleue, surgissent, également, dans une sorte de halo bleu de fumées, toutes les unités de cette flotte que les Français croyaient être devenue squelettique et même fantomatique !...

Ils sont là pourtant, tous ! Ils rallient leur port d'attache, où un grand nombre de leurs frères, sabordés, les reçoivent dans une sorte de tragique garde à vous !

Toute la marine française est sous mes yeux !

Cette marine nouvelle, à part quelques bâtiments en mission dans l'Atlantique et le Pacifique, je la vois dans les eaux de la Méditerranée. Elle compte maintenant 50.000 hommes, 3.000 officiers, 300.000 tonnes de navires, **c'est-à-dire à peu près la flotte que nous avions il y a dix ans.**

Le premier bâtiment sur lequel je suis reçu est le cuirassé *Lorraine*, où l'on me dit de quelle façon brillante les marins français se sont conduits au cours des opérations de débarquement en Corse, en Normandie et dans le sud de la France, mettant en ligne le maximum de leurs moyens. Devant Toulon, notamment, le cuirassé *Lorraine* vida ses soutes à munitions, et, pour délivrer leur patrie, nos marins n'hésitèrent pas à tirer sur leurs propres habitations !

○●○

Le vendredi 27 novembre 1942, lorsque la France apprit avec douleur que la flotte s'était sabordée à Toulon, beaucoup de Parisiens, mal informés, crurent que nous avions perdu notre marine de guerre. Heureusement, la France possède un empire et dans les ports d'Afrique, de nombreux bâtiments étaient à l'ancre : c'est eux qui forment notre nouvelle marine...

Et c'est sur un autre vaisseau, le *Georges-Leygues*, au côté de l'amiral Lemonnier et des officiers du bord, qui n'avaient pas revu Toulon depuis quatre ou cinq ans, que je vois, alignés autour de nous, les croiseurs *Montcalm*, *Gloire*, *Emile-Bertin*, *Duguay-Trouin*, *Terrible*, *Fantasque*, *Malin* ; les torpilleurs *Tempête*, *Simoun*, *Alcyon*, *Fortune*, *Forban*, *Basque* et *Trombe*...

Pour tous ceux-là, ce retour à la base était un jour de gloire, mais aussi un jour de deuil. Le visage de tous les marins se crispa lorsque, entrant dans l'immense rade, ils aperçurent les bâtiments qui s'étaient enfoncés dans l'eau il y a près de deux ans ! Et leur tristesse fut immense à la vue des destructions massives faites par les Allemands et aussi, hélas ! par nos bombardements ! Mais à cette tristesse se mêlait une immense fierté, fierté d'avoir combattu, fierté d'avoir triomphé, fierté d'avoir joué un rôle décisif dans la libération de la patrie, au nom de laquelle, aujourd'hui, le général de Gaulle, accompagné de M. Jacquinot, ministre de la Marine, apportera à l'escadre sa reconnaissance émue.

Les sirènes mugissaient, les grands pavois étaient hissés, les canons tonnaient... Toulon mutilé, Toulon saignant encore de ses blessures accueillait, sinon avec joie, du moins avec affection, ceux qui revenaient s'amarrer aux vieux coffres du port... Minute émouvante entre toutes et lourde de merveilleuses promesses !

En revenant à Paris, alors que l'avion qui me transportait survolait la France, enfin libérée, j'ai songé à mon camarade Louis Daniélou, qui combattit pendant deux ans dans les forces navales de la France libre, et qui trouva la mort en novembre 1942. Il fut du premier combat, et ne connut que la lutte.

Et j'ai évoqué, soudain, tous nos morts, tous ceux qui donnèrent leur vie pour que la France continue et dure...

Une révolution?

LA RÉVOLUTION DU XXe SIÈCLE

par Marc BLANCPAIN

Notre confrère *Combat*, commentant dans sa revue de presse un passage de mon dernier article, dit sa surprise d'apprendre que les gens de Vichy furent « révolutionnaires et doctrinaires ».

Combat me fait observer aussi que, si les doctrinaires sont gens haïssables, *Le Capital* a précédé la prise du Palais d'Hiver, comme l'*Encyclopédie* a précédé celle de la Bastille. L'argument, pour être vieux et banal, n'en est pas moins considérable et mérite qu'on s'y attarde.

Nous voulons faire la Révolution ; l'équipe de *Combat*, comme la nôtre, comme les meilleurs de tous les jeunes gens de France, veut faire la Révolution.

Nous sommes tous conscients qu'une société nouvelle est née au XXe siècle, la société industrielle. Nous sommes tous conscients, du moins je l'espère, que les révolutions et les « révolutionnettes » politiques et sociales dont est agitée depuis cent ans la surface de notre monde ne sont que des vagues qui expriment la profonde lame de fond de la Révolution économique. Nous sommes tous conscients aussi, avec plus ou moins d'acuité, que les philosophies sur lesquelles nous vivons, que ce soit celle de Karl Marx ou que ce soit celle des philosophes du XVIIIe siècle ou de leurs épigones, partent d'une description historique de la réalité qui n'est plus la réalité d'aujourd'hui, que l'économie moderne, ce substrat de notre monde, est postérieure à ces philosophies qui ne l'ont pas connue, et que ceci suffit à les fausser dans leur principe même.

Nous souffrons tous de sentir que l'organisation du monde n'adhère pas à sa substance, que toutes les constructions que nous pouvons imaginer passent à côté ou au-dessus de la réalité essentielle de notre temps.

C'est pourquoi je me méfie des doctrinaires d'aujourd'hui, de leurs raisonnements et de leurs solutions. Il me semble qu'influencés par eux, nous avons tous tendance à raisonner sans avoir, préalablement, senti, observé et décrit ; que nous définissons le monde et la vie et que nous les organisons, avant de les avoir bien observés.

Suite page 2

RAVITAILLEMENT

DISTRIBUTION à partir du 19 septembre

CONFITURES :

500 grammes : J1, J2 et J3 ; 250 grammes : E, A, T, C et V. Ticket « DT » de septembre.

PATES :

250 grammes. Ticket « DQ » de septembre.

L'état de guerre existe-t-il entre la Finlande et l'Allemagne ?

Les forces du Reich tentent de débarquer dans l'île de Hogland

Helsinki, 15 septembre. — Un communiqué officiel publié cet après-midi par l'état-major finlandais annonce que des éléments allemands ont tenté, hier soir, de débarquer dans l'île de Hogland, située dans le golfe de Finlande, à mi-chemin entre la Finlande et l'Estonie.

Toutes les tentatives de débarquement ont été repoussées, à l'exception d'une, ajoute le communiqué ; de violents combats sont engagés pour une tête de pont que l'envahisseur a réussi à établir.

Neuf unités navales allemandes ont été coulées ou incendiées par les défenseurs.

Selon la radio suédoise, l'état de guerre existerait dorénavant entre la Finlande et le Reich, à la suite de l'attaque tentée par les Allemands contre l'île de Hogland.

On estime, dans les milieux compétents de Stockholm, que les Allemands peuvent tenter d'autres débarquements, notamment dans les îles Aaland, qui sont d'un grand intérêt stratégique. D'autre part, des combats pourraient se développer dans le nord de la Finlande où, malgré leurs promesses, les Allemands, qui devaient avoir terminé l'évacuation du pays ce soir, conservent toujours plusieurs divisions. (P. L. Radio.)

LES DÉFENSES EXTÉRIEURES DE LA LIGNE SIEGFRIED sont percées sur un front de 10 km.

NANCY ET EPINAL SONT LIBÉRÉS

De durs combats se poursuivent dans le nord-ouest de la Belgique, sur le canal Léopold et à la frontière belgo-néerlandaise, où les Canadiens et les Polonais, opérant sur l'aile gauche de la IIe armée britannique ont pour mission d'anéantir plusieurs milliers d'Allemands, pratiquement encerclés à l'embouchure de l'Escaut. Selon des informations reçues hier soir, les Polonais, partis de Gand, avaient atteint en de nombreux points la frontière des Pays-Bas. De leur côté, les Canadiens auraient pu s'accrocher, en six endroits différents, à la rive nord du canal Léopold.

Succès britanniques sur le canal de l'Escaut

Plus à l'est, les Britanniques ont, non seulement atteint le canal de l'Escaut sur un large front, mais encore constitué sur l'autre rive deux têtes de pont qui ont résisté à toutes les contre-attaques allemandes et qui, en fin de journée, ont été sensiblement élargies.

Aix-la-Chapelle encerclée

Sur l'aile gauche de la Ire armée américaine, la bataille d'Aix-la-Chapelle est en plein développement. A l'heure actuelle, la ville, dont l'occupation, annoncée hier matin, n'a pas été confirmée, est totalement encerclée. Les Américains, qui ont occupé Maestricht, capitale du Limbourg hollandais, ont poursuivi leur progression en direction de l'est, le long de la voie ferrée Maestricht - Aix-la-Chapelle. Aux dernières nouvelles, ils étaient signalés sur la rivière Goel.

La colonne américaine qui, avant-hier, se trouvait à 1 km. de l'ancienne capitale de Charlemagne, soumet cette dernière à un violent barrage d'artillerie. Enfin, des informations diffusées par la radio américaine annoncent que d'autres éléments américains, opérant plus à l'est, auraient atteint Stolberg, petite ville située à quelque 8 km. à l'est d'Aix-la-Chapelle. Il semble que la Wehrmacht ne conserve plus aucun espoir de tenir la ville, puisque des équipes de démolition ont commencé, dès hier matin, leur œuvre de destruction.

La ligne Siegfried percée sur un front de 10 kilomètres

Entre Saint-Vith et Pruem, les Alliés ont réalisé de nouvelles avances. Le communiqué officiel d'hier signalait en effet que les défenses extérieures de la ligne Siegfried avaient été percées sur un front de 10 kilomètres. Les correspondants de guerre soulignent que l'avance est lente, car il faut détruire un à un tous les blokhaus et ouvrages fortifiés. Dans l'ensemble, cependant, les progrès réalisés demeurent des plus satisfaisants. Il en est de même dans le secteur de Trèves.

En Lorraine, le général Patton a élargi sa tête de pont sur la rive orientale de la Moselle, après avoir repoussé de nombreuses contre-attaques allemandes.

Nancy et Epinal libérés

Nancy et Epinal ont été libérés par la IIIe armée américaine qui a poursuivi son avance vers l'est. Il semble que les Allemands aient eu l'intention de défendre cette ville, qui présentait pour eux une grande importance stratégique, et ils ne l'ont abandonnée que sous la menace d'un encerclement. Les éléments américains qui avaient occupé Charmes ont, en effet, poussé en direction de Lunéville, tentant de couper les Allemands de leurs arrières.

Violente bataille pour la trouée de Belfort

Le haut commandement allié demeure discret au sujet de la bataille qui se livre au nord de la Saône, c'est-à-dire près de Langres ainsi qu'au nord de Vesoul. Des dépêches d'agences signalent toutefois que les éléments avancés de la VIIe armée ne sont plus qu'à 24 km. de Belfort et qu'une violente bataille se livre actuellement pour la trouée de Belfort.

En Italie

Les troupes britanniques et hindoues de la VIIIe armée ont occupé Coriano, dans le secteur adriatique. Des régiments de gurkhas ont repoussé plusieurs contre-attaques allemandes près de San Savino. De leur côté, les Canadiens ont franchi la rivière Morano et ne sont plus qu'à 1 km. de l'aérodrome de Rimini.

Enfin, des troupes grecques participent maintenant aux opérations d'Italie. Placées sous le commandement du général Lease, elles ont marqué des progrès en direction de San Lorenzo.

Au nord de Florence, la bataille reste acharnée ; la Ve armée a réalisé des avances allant jusqu'à 5 km.

Signalons, d'autre part, que les patriotes italiens restent très actifs. Après avoir nettoyé la Riviera, depuis la frontière française jusqu'à Gênes, ils s'en prennent maintenant aux communications ferroviaires allemandes de Lombardie. La voie ferrée Turin-Milan a été coupée en de nombreux endroits.

MARS

Suite page 2

Des soldats allemands se rendent aux Américains (Photo Presse-Libération.)

La gestapo “française”

LAFONT sous la camisole de force

IL VOULAIT SE SUICIDER

Son neveu Clavier qui s'était enfui du camp de Drancy **organisait un enlèvement général**

(*Photos* Parisien Libéré.)

Lafont a eu le droit, hier, de rouler une cigarette. — On a retrouvé une partie de la collection d'argenterie de l'ancien ambassadeur américain en Pologne, volée par la gestapo « française »

Chaque soir, après les divers interrogatoires et confrontations que lui font subir les inspecteurs de la section spéciale, Lafont regagne le Dépôt. Mais là, on ne lui fait pas prendre le chemin de la cellule qu'il partageait avec cinq codétenus. Droit à l'infirmerie spéciale ! Car Lafont subit actuellement une profonde dépression, ses nuits sont peuplées de cauchemars, et il a manifesté l'intention de se suicider. Mais sa vie est bien trop précieuse... pour le moment ; aussi ses gardiens ont-ils reçu l'ordre de ne plus le quitter de vue. Pour plus de sûreté, on lui passe la camisole de force, ce qui doit bien le changer des délices de ces quatre dernières années.

D'autre part, il n'est plus question que d'une tentative d'évasion — ou plutôt d'enlèvement — que projetait le neveu de Lafont, Paul Clavier (dont nous avons signalé l'arrestation). L'opération devait se dérouler soit dans les locaux mêmes de la section spéciale, soit en cours de transfert entre le quai de Gesvres et le Dépôt. Si bien que des agents armés de mitraillettes veillent sur tous les couloirs et que la garde du « panier à salade » a été renforcé.

ANCELIN.

Suite page 2

LA RENTRÉE DES CLASSES EN OCTOBRE ?

15 septembre : Nous nous étonnons de jouir encore d'un soleil d'été. Hier, avant-hier, le temps gris, la brume nous ont rappelé que l'automne serait bientôt là.

D'autres faits nous le disent encore : les papeteries commencent à exposer des étalages de cahiers devant lesquels de jeunes écoliers ouvrent des yeux avides ; et les librairies classiques voient arriver les clients : élèves et parents.

Ce sera bientôt la rentrée.

Et pourtant, cette année, sera-ce au mois d'octobre que lycées et écoles pourront ouvrir leurs portes ?

Certes, plusieurs le sont déjà, et dans un certain nombre de lycées et d'écoles les parents peuvent venir, dès maintenant, inscrire leurs enfants. Ils le font d'ailleurs avec une certaine impatience. Pour les familles qui ont dû rester à Paris, les vacances ont été longues. Il était impossible, pendant ces périodes troublées, d'envoyer garçonnets ou fillettes dans les garderies, et une inactivité trop prolongée les a énervés et a rendu parfois difficile leur présence à la maison.

D'autres parents, au contraire, ne viennent trouver directeurs et directrices que pour les prévenir de ne pas compter sur leurs enfants à la rentrée, si celle-ci doit se faire au mois d'octobre. Ceux-là sont restés aussi à Paris pendant ces vacances, pour une raison ou pour une autre, mais ils attendent avec impatience le retour du trafic normal des chemins de fer pour envoyer leurs fils ou leurs filles jouir d'un séjour à la campagne dont ils ont bien besoin.

On attend des réformes

Une nouvelle année commence. Ce doit être aussi un tournant nouveau dans l'instruction. De grandes réformes sont attendues, et on se préoccupe de la question au ministère de l'Education nationale, mais des questions strictement matérielles viennent compliquer la réorganisation des établissements. Certains de ceux-ci sont encore occupés par des états-majors (qui vont d'ailleurs bientôt les évacuer). Mais il s'agit aussi d'aménager les établissements qui ont servi de casernes.

D'autre part, il est question d'épurer l'enseignement, et certains professeurs révoqués vont réoccuper leur chaire. Sur qui peut-on compter pour la rentrée ?

Tous ces problèmes, et d'autres encore, ne permettent pas de statuer sur l'importante question de la rentrée des classes.

Mais les petits écoliers sentent, à l'odeur même de la saison, qu'il va être bientôt temps de rouvrir livres et cahiers.

Claudie COLLIN.

Nous publierons demain la suite du récit de MAUD GYPSY sur le martyre qu'elle subit sous la botte milicienne.

La gestapo "française"

LAFONT sous la camisole de force

IL VOULAIT SE SUICIDER

Son neveu Clavier qui s'était enfui du camp de Drancy **organisait un enlèvement général**

(*Photos* Parisien Libéré.)

Lafont a eu le droit, hier, de rouler une cigarette. — On a retrouvé une partie de la collection d'argenterie de l'ancien ambassadeur américain en Pologne, volée par la gestapo « française »

Chaque soir, après les divers interrogatoires et confrontations que lui font subir les inspecteurs de la section spéciale, Lafont regagne le Dépôt. Mais là, on ne lui fait pas prendre le chemin de la cellule qu'il partageait avec cinq codétenus. Droit à l'infirmerie spéciale ! Car Lafont subit actuellement une profonde dépression, ses nuits sont peuplées de cauchemars, et il a manifesté l'intention de se suicider. Mais sa vie est bien trop précieuse... pour le moment ; aussi ses gardiens ont-ils reçu l'ordre de ne plus le quitter de vue. Pour plus de sûreté, on lui passe la camisole de force, ce qui doit bien le changer des délices de ces quatre dernières années.

D'autre part, il n'est plus question que d'une tentative d'évasion — ou plutôt d'enlèvement — que projetait le neveu de Lafont, Paul Clavier (dont nous avons signalé l'arrestation). L'opération devait se dérouler soit dans les locaux mêmes de la section spéciale, soit en cours de transfert entre le quai de Gesvres et le Dépôt. Si bien que des agents armés de mitraillettes veillent sur tous les couloirs et que la garde du « panier à salade » a été renforcé.

ANCELIN.

Suite page 2

LA GESTAPO « FRANÇAISE »

Où l'on retrouve un trésor

Suite de la première page

Lafont et son état-major seront-ils quand même enlevés

Ce Clavier — dont nous avons signalé l'arrestation — était anonymement détenu à Drancy, dont il réussit à s'évader en compagnie d'un nommé Camelin et d'un gangster qui mit un brassard tricolore pour venir le « dédouanner ». Il a fallu courir à ses trousses une nouvelle fois puis le mettre définitivement en lieu sûr. L'œil gauche de Clavier a changé de couleur dans l'opération...

M. Anthony Drexel-Biddle était ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie. Il se trouvait à Paris en novembre 1942 quand l'Allemagne déclara la guerre à son pays. M. Drexel-Biddle tenait énormément à une collection de pièces d'argenterie superbes et rares, dont un plateau ancien en vermillon, qui pèse à lui seul près de dix kilos. Les experts ont évalué cette collection à 26 millions de francs. N'ayant pas confiance en l'inviolabilité de l'ambassade de son pays place de la Concorde, le diplomate décida de confier sa collection à un antiquaire suisse, M. Louis Graff, qui la cacha dans une chambre de bonne rue de Magdebourg. La police de Lafont est bien faite : on décida de « récupérer » ce trésor ennemi. Le colonel Radeke, le Dr Fuchs, ainsi qu'un expert berlinois surnommé, à Paris, Manuel-les-Pieds-Plats, sont convoqués, et c'est un jeu d'enfant de s'emparer du tout. Ces messieurs de la police allemande emmènent chacun un souvenir, et le gros de la collection est cédé pour trois millions (après demande de six millions) à M. Bonnefoy, antiquaire, 4, rue de la Paix. Bonnefoy et son fils, qui ne manifestèrent pas une curiosité excessive sur l'origine de ces pièces, sont au dépôt pour recel. Peut-être croyaient-ils acquérir un bien juif ? Ils protestèrent fort au moment où on leur passa les menottes. En toute bonne foi...

Le commissaire Levitre et l'inspecteur principal Metra auront droit aux félicitations américaines pour leur perspicacité, et une cigarette d'honneur.

Encore des inculpations

Elles dépassaient hier la centaine. De la plus récente charrette font partie : Marcel Douard, policier privé, qui travaillait « en extra » pour la gestapo française ; Georges-Marie Ruffard, tenu pour complice de son père (l'un des principaux lieutenants de Lafont), et enfin Maurice Tate, qui a reconnu avoir livré quatre patriotes aux chambres de torture de la rue Lauriston. Nous reviendrons avec plus de détails sur ce tueur.

A.

Un succès de

II. - LA RELEVE

DANS les journaux, on lisait : « partez pour l'Allemagne. C'est u pour vous, qui n'avez pas connu la des camps, d'aller relever ceux q dent anxieusement, depuis des mois, de fils barbelés, le moment de leur délivranc

La radio interdite scandait d'une voi rieuse autant qu'impérativé qui s'incrus les têtes : « En Allemagne, ne va pas, magne, ne va pas. »

Eux discutaient dans les bistrots, au usines, dans les bistrots dont on sava patron n'était pas de la police et où l'o discuter sans crainte. Ils se sentaien Encore libres de choisir : d'accepte refuser. Libres de peser leur acte à balance de leur conscience. Des homm comme lorsqu'ils décidaient jadis de en grève et qu'ils opposaient leur force force qui les opprimait, et qui appren peu à les connaître en tant que force.

Depuis l'armistice, c'était la première avaient le choix d'agir, même si ce ch pliquait qu'une action négative, un re

— Moi, disait l'un, si je pouvais aller mon cousin qui est quasi mon frère, si dire : « Je veux bien partir à condition libériez Merlin (Marcel), mon cousin comme mon frère, alors je partirais. »

— Tu parles ! répondait-on.

Un autre disait :

— Mais tout de même, si on pouv libérer quelqu'un, ça vaudrait la peine, on ne peut pas faire libérer ceux qu'o

Celui-là, on le tenait pour un bon g était sûr que ce n'était ni une mouc jaune, mais il n'avait aucun allant. Pe grèves de 36, il se contentait de dire : êtes de cet avis. » Puis il marchait

DIRECTEUR POLITIQUE : LÉON BLUM déporté en Allemagne

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

DERNIÈRE ÉDITION — LE NUMÉRO : 2 francs

SAMEDI 16 Septembre 1944

REDACTION, ADMINISTRATION 6, boul. Poissonnière, PARIS (IXe) Téléphone : PROvence 15-01

23e ANNEE. — Numéro 6.397

Un grand cent-cinquantenaire

Commémorons la "Libération" révolutionnaire de l'An II

par Ernest LABROUSSE

1794, le glorieux An II de la République française fut le miracle d'enthousiasme, de discipline et de sacrifice qui apporta à la démocratie révolutionnaire la victoire sur l'Europe des despotes et des féodaux. Ce fut l'année de la libération nationale, l'année du triomphe des soldats improvisés de la République sur les automates de la coalition. 1794, 1944 : à cent cinquante ans de distance, « moments monumentaux » de l'Histoire — n'est-ce pas, Paul Valéry ? Moments monumentaux et symétriques que nous nous devons de lier à jamais dans la mémoire des hommes.

Au milieu de 1793, toutes nos frontières étaient forcées, notre plus grand chef militaire, Dumouriez, avait trahi, la sédition girondine et royaliste couvrait les trois quarts de la France, pactisant ou faisant cause commune avec l'ennemi.

1794 : c'est l'année de Fleurus, le Fleurus de l'armée de Sambre-et-Meuse, de l'armée de Jourdan, de Kléber et de Marceau. C'est la libération de la frontière du Nord, la conquête de la Belgique au train d'une armée motorisée, après la Belgique, de la Hollande où les patriotes saluent en janvier 1795, les troupes de la République de folles acclamations. 1794 : c'est la libération de la frontière de l'Est, l'occupation de la rive gauche du Rhin, c'est l'armée de Sambre-et-Meuse qui débouche devant Mayence ; c'est la libération des frontières méridionales, l'avance en Italie, l'avance en Espagne. C'est la patrie délivrée, c'est le temps où la Victoire vient à nous.

L'An II, c'est aussi le temps d'un grand Fleurus intérieur. La trahison est défaite et châtiée. Les villes qui firent « la guerre à la liberté » capitulent. Comme Lyon, la Vendée « n'est plus ».

Mais la France de l'An II, mais son Comité de Salut public ne mènent pas qu'un seul combat. La libération nationale s'accompagne d'une libération sociale. En pleine bataille, alors que l'ennemi campe encore dans nos départements du Nord, de l'Est, du Sud, la Révolution française s'épanouit en large Révolution populaire. Dès juillet 1793, une loi prononce l'expropriation sans indemnité de l'aristocratie seigneuriale : le paysan ne paiera plus de droits féodaux ; la *libération* de la terre paysanne date de ce mois. Puis ce sont en 1794 les décrets de ventôse qui tendent à distribuer gratuitement aux patriotes pauvres les biens immenses des suspects. En germinal, l'esclavage est aboli, et « tous les hommes sans distinction de couleur » domiciliés dans nos colonies deviennent citoyens français. C'est enfin la loi du 22 floréal qui institue un système de retraites ouvrières et paysannes sans cotisation à la charge du bénéficiaire.

Tout cela, toutes ces pages de gloire, toutes ces campagnes victorieuses contre l'ennemi du dehors et du dedans, contre le despotisme étranger et la misère intérieure, tout ce grand œuvre révolutionnaire doit être rappelé à la France de 1944. Que le cent-cinquantenaire de l'An II se trouve être en même temps celui de la Terreur et de Thermidor importe peu. Les lumières l'emportent tant sur les ombres ! *Fleurus national*, Fleurus politique, Fleurus social, l'An II *indivisible* apparaît comme une extraordinaire *création de la volonté française* au service du peuple français. Ce miracle civique doit être commémoré par une nation plus unie qu'elle ne le fut jamais.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Les défenses avancées de la ligne Siegfried sont traversées sur une largeur de dix kilomètres

Maestricht, Thionville et Nancy sont emportés

AIX-LA-CHAPELLE SERAIT ENCERCLÉE

La poche allemande subsistant à l'ouest d'Anvers et qui s'avançait jusqu'à Bruges, Gand et Saint-Nicolas, a été sensiblement réduite pendant ces derniers jours : les Alliés ont atteint la ligne du canal Léopold au nord de Maldeghem.

Toute la région comprise entre le canal Albert et le canal de l'Escaut à la Meuse est aux mains des Britanniques. Les forces ennemies qui s'y trouvent encore sont encerclées sans pouvoir s'échapper, d'autres unités allemandes ayant fait sauter les ponts pour couvrir leur retraite. Les hommes essaient de fuir en passant la Meuse sur des radeaux ou même à la nage.

Dans cette région, les troupes britanniques ne cessent de se renforcer grâce à l'utilisation de la route Gheel-Bourg-Léopold.

D'après le communiqué allemand, la 1re armée américaine, soutenue par de puissantes forces blindées, a poursuivi son offensive entre Maestricht et Aix-la-Chapelle. Elle s'est emparée de Maestricht et a continué sa progression à l'est.

Devant Aix-la-Chapelle, son avance, quoique ralentie par le raidissement de la défense allemande, continue sur un front de 14 kilomètres. Elle s'est approchée à 3 kilomètres de la ville. Le communiqué de la Wehrmacht reconnaît qu'elle a réussi à percer dans les positions avancées de la ligne Siegfried. Selon des informations de Stockholm, les autorités allemandes ont invité les habitants à pratiquer la tactique de la « terre brûlée ». Plusieurs petites localités ont été occupées au sud-est de la ville. Aux dernières nouvelles, celle-ci serait encerclée.

Selon Reuter, Aix-la-Chapelle est encerclée, et d'après d'autres informations reçues à Londres, les Américains combattraient dans les faubourgs.

Plus au sud, à l'est de Saint-Vith, les Américains ont percé les défenses extérieures de la ligne Siegfried sur un front de dix kilomètres. Après avoir traversé les barrages antichars, ils se sont frayé un chemin à travers les points d'appui principaux et approchent de Prüm. C'est aux environs de cette localité, située à dix-sept kilomètres à l'intérieur du territoire allemand, que se trouvent les plus fortes défenses de la ligne Siegfried dans ce secteur.

Ni à Prüm, ni à Aix-la-Chapelle, la ligne fortifiée, cependant, ne semble avoir été franchie.

Dans la vallée de la Moselle, toutes les contre-attaques ennemies ont été repoussées. Thionville a été pris jeudi après-midi, les Allemands s'étant retirés de l'autre côté de la rivière. Le général Patton s'est emparé de Nancy hier à onze heures, malgré une violente résistance ennemie.

Une colonne de chars a atteint Château-Salins, dans la région de Pont-à-Mousson.

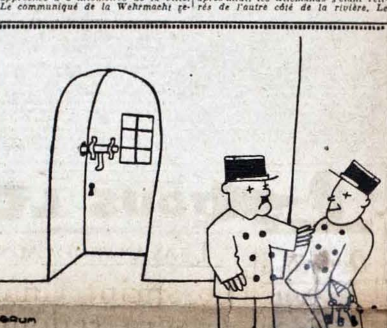
Dans les Vosges, la IIIe armée américaine s'est emparée d'Epinal.

L'artillerie lourde américaine a commencé à bombarder Trèves, qui aurait subi des dégâts considérables.

De leur côté, depuis plusieurs jours, les Allemands restés à Boulogne bombardent Douvres et la côte anglaise.

A Brest, selon des informations de source allemande, le général commandant la place aurait envoyé un message à Hitler pour lui faire savoir que la garnison ne disposait plus que de quelques canons et que les Alliés ont fait irruption dans l'enceinte fortifiée, au nord des forts Kéramroux et Montbasq.

Les départements de l'Aube, de l'Yonne et de la Nièvre sont complètement nettoyés des éléments ennemis.



— *Levillain, après Lehideux, c'est du beau !*

Notre enquête sur un crime de la Milice

Trois fois arrêté par Pétain livré aux Allemands par Laval GEORGES MANDEL A ÉTÉ TUÉ PAR DARNAND

Les assassins ont précisé les circonstances de la mort de l'ancien ministre

TROIS des miliciens qui avaient participé à l'assassinat de Georges Mandel, le 7 juillet, viennent d'être arrêtés. Ils ont avoué.

Georges Mandel était emprisonné depuis quatre ans. Au moment où il pouvait espérer sa délivrance il a été abattu, en France, à bout portant.

Georges Mandel avait été pendant trente ans une des personnalités les plus marquantes de notre monde politique. Ce n'est pas pour cela que nous parlons si longuement de lui. C'est parce que sa fin tragique a été entourée par le régime de Vichy de mensonges, de calomnies, d'un silence suant la honte et la peur.

Ministre de l'Intérieur

Tout le monde a présente à la mémoire la carrière de M. Georges Mandel (né en 1885) depuis qu'il fut chef de cabinet de Clemenceau en 1917, jusqu'à sa nomination au ministère de l'Intérieur le 18 mai 1940 dans le cabinet Paul Reynaud.

A ce poste, il fit interdire le journal *Je Suis Partout*, expression publique de la

cinquième colonne, et incarcérer Alain Laubreaux, Charles Lesca, Serpeille de Gobineau, dont nous avons vu le rôle depuis l'armistice.

Au cours des différents conseils de cabinet qui précédèrent la démission du cabinet Paul Reynaud, Georges Mandel était partisan de continuer la lutte.

L'arrestation à Bordeaux...

Le 17 juin à Bordeaux, alors que, de la veille, il n'était plus ministre, il était arrêté pendant qu'il déjeunait en compagnie de M. Diethelm, actuel ministre de la Guerre, et Me Besselère, son avocat.

A 5 heures, il était amené devant le maréchal Pétain. Celui-ci lui déclarait qu'il l'avait fait arrêter pour complot contre la sûreté de l'Etat mais que devant l'absence de preuves il le faisait relâcher. Mais, auparavant, Georges Mandel exigeait de Pétain une lettre d'excuses. Pétain lui remettait cette lettre après l'avoir rectifiée trois fois sur demande de Mandel qui ne jugeait pas les termes des premiers textes suffisants.

Avec d'autres parlementaires, et selon les instructions de l'amiral Darlan, Georges Mandel prenait passage peu après sur le « Massilia ». A peine débarqué, on l'arrêtait à nouveau. La cinquième colonne s'acharnait contre lui. Vingt jours de détention; et le colonel de justice militaire Loineau, ne trouvant pas plus de preuves que Pétain à Bordeaux n'en avait trouvé, le faisait relâcher. Quelques jours après, le *Journal officiel* annonçait la mise à la retraite du colonel Loineau.

...et à Alger

Un temps s'écoule. Puis à Alger, nouvelle arrestation. La dernière cette fois. M. Mandel était ramené par avion en France pour y être « interné administrativement » au château de Chazeron.

C'est là, puis à Vals, puis au sinistre fort du Portalet qu'il fut détenu en même temps que notre directeur Léon Blum.

On sait dans quelles conditions matérielles, particulièrement mauvaises au fort du Portalet, ces hommes âgés furent maintenus.

> *« Les gens de Vichy? Vous les verrez partir perchés sur les marchepieds des voitures des généraux allemands vaincus. »*
>
> (Georges Mandel, en 1941)

Il convient ici de parler du rôle joué par Mme Béatrice Bretty qui, avec un dévouement admirable, se consacra à soulager par sa présence la captivité de G. Mandel et qui prit soin de la jeune Claude, sa fille.

C'est là aussi que commença le rôle de Me Besselère qui avait été le secrétaire, le collaborateur, puis l'avocat de Georges Mandel, et qui en devint l'ami.

C'est à lui que nous devons ce récit. Il lui a été pénible de nous le faire. Ses souvenirs sont trop proches. C'est avec une poignante émotion qu'il nous les a confiés.

Il nous a rappelé que jamais au cours de ses deux ans d'internement en France, Georges Mandel ne reçut la visite d'un magistrat instructeur.

Ne pouvant l'inculper comme on le fit de Léon Blum, Daladier et Gamelin, Vichy fouilla sa vie privée. Les experts ne trouvèrent rien

Dans sa cellule, Mandel se faisait tenir au courant des événements. Jamais il ne douta de la victoire. Me Besselère nous a cité cette phrase qui prévoyait, en 1941, le sort des pantins de Vichy :

— Vous les verrez partir, perchés sur les marchepieds des voitures des généraux allemands vaincus.

Bien des fois on lui suggéra de s'évader. Il eût pu le faire. Mais toujours il refusa, car, disait-il « je n'ai rien à me reprocher ».

MARC CARRICHE.

(SUITE EN PAGE 2)

PÉTAIN, LAVAL et les ministres de Vichy *frappés d'indignité nationale*

Diverses arrestations opérées dont celle de André Delmas

Miliciens, membres des R.N.P., P.P.F. et L.V.F. déchus de leurs droits politiques

« Un châtiment rapide, dans la justice et selon les lois républicaines, tel est le but que nous poursuivons », vient de dire M. de Menthon.

Puis il a ajouté :

« Une cour de Justice sera constituée dans chaque département. Elle sera présidée par un magistrat et comprendra quatre jurés tirés au sort sur une liste de 100 citoyens connus pour leur esprit de résistance.

« Elle jugera des faits de « trahison » caractérisés et des faits de « collaboration ».

« La condamnation pour indignité nationale pourra être appliquée aux accusés reconnus coupables d'avoir par leur action aidé l'Allemagne et ses alliés.

« Elle sera appliquée par des sections particulières des Cours de Justice, pour une durée minimum de 5 ans.

« Dans un bref délai, a ajouté le ministre, je proposerai au Gouvernement, la constitution d'une autre Cour qui aura à juger Pétain et les ministres de Vichy. Tous seront frappés d'indignité nationale. »

Des arrestations

André Delmas, ex-secrétaire général du Syndicat des instituteurs, dont on se rappelle l'action singulière avant la guerre... et depuis, a été arrêté.

Ont été également appréhendés pour menées anti-nationales : les docteurs Marcel Boppe, Auguste Pécart, Robert Soupault, Firmin Panissel, l'intendant Ley, ainsi qu'un détective privé Georges Donard.

MM. Peyrouton, Flandin Bergeret et Tixier-Vignancour seront jugés en France

On nous informe que les ministres de Vichy, détenus actuellement en Afrique du Nord, vont être amenés en France où ils seront jugés.

Sacha aurait-il été libéré ?

Une rumeur... Sacha Guitry aurait été libéré.

Nous n'attachons à la... modeste personne de ce littérateur de collaboration aucune importance particulière. Il y suffit lui-même parfaitement. Mais nous ne recueillons le bruit que pour demander si l'on en est vraiment déjà arrivé à ce stade d'indulgence...

Dans la presse médicale

La commission d'épuration de la presse médicale prépare des mesures contre les membres de la profession dont l'activité fut anti-nationale. Plusieurs périodiques vont, ainsi, disparaître, parmi lesquels *l'Informateur médical*, du docteur Crinar, et *le Siècle médical*, sous-produit du *Matin*, qui publiait servilement les informations de la Propaganda Staffel.

S'UNIR POUR AGIR...(1)

IV. - Liberté et responsabilité

par F. LEFRANÇOIS

IL n'existe pas de liberté qui n'entraîne une responsabilité, et nul ne peut être considéré comme responsable d'un acte s'il n'était libre de décision.

C'est pourquoi, dans les Républiques de travailleurs que sont nos « secteurs autonomes », nous entendons concéder le maximum de droits compatible avec ... fonctions à quiconque ne s'est pas montré indigne ; ... fonctions d'autorité dans ... exiger l'effort maximum ... quiconque doit ... le maximum d'autres hommes, à tous — chacun de responsabilité sur ses actes, chacun étant jugé ...

Chaque travailleur élira des délégués au conseil — d'entreprise ou de secteur — qui sera le pouvoir législatif de notre République ... où seront représentés aussi les syndicats, le personnel de maîtrise ou de direction, et le pouvoir politique.

Il pourra donc faire entendre sa voix pour tout ce qui touche à son métier, influer sur les décisions qui seront prises; il jouira du maximum des droits qui feront de lui un citoyen sur les lieux mêmes de son travail, et non pas un rouage d'une machine.

Du même coup, il assumera des responsabilités nouvelles, puisque le Conseil qu'il aura contribué à former se verra confier un rôle, progressivement de plus en plus important, dans la direction de l'entreprise ou du secteur. Organisme consultatif d'abord, et n'ayant pouvoir de décision que pour les questions strictement intérieures (économats, garderies, sports, etc.) il aura finalement à voter les règlements d'entreprise, les projets de budget et de plan d'équipement, et à désigner le directeur.

C'est précisément au fur et à mesure qu'il se montrera capable d'assumer ces responsabilités qu'elles lui seront confiées. Ou plutôt, dès qu'il aura su remplir une tâche, on lui confiera une tâche plus lourde. Car c'est seulement en forgeant que l'on devient forgeron. Nous ne pouvons attendre que chaque travailleur soit « à la hauteur de ses responsabilités » pour les lui confier : il ne s'élèvera « à leur hauteur » qu'en les exerçant, exactement comme le sens politique du citoyen ne se forme que par l'exercice des droits politiques.

Mais, bien entendu, qui dit responsabilité, dit sanctions. Nul ne pourra conserver une responsabilité qu'il se sera montré incapable d'exercer — quels que soient ses parchemins — un droit dont il se sera montré indigne — quelle que soit son origine sociale.

Chacun sera donc jugé sur ses actes ; mais non paralysé dans l'action par des contrôles administratifs irresponsables. Jugé, à son niveau, par le conseil avec lequel il coopère ; au niveau supérieur, par l'exécutif dont il dépend. Et l'arbitrage des conflits possibles est naturellement prévu.

Parce qu'elle assurera à la fois la liberté et la responsabilité de chacun, cette structure assurera du même coup la justice sociale. Reste à voir comment elle harmonisera les efforts de tous.

(1) Voir le *Populaire* des 10, 12 et 15 septembre.

BRID'OISON au tribunal de commerce

LA guerre, l'occupation, le scandale de Français apportant le plus grand zèle à servir Hitler, la libération, qu'est-ce que tout cela pour M. Michaud, président du tribunal de commerce de la Seine ?

La forme seule compte pour ce Brid'oison d'occasion qui tient à surpasser les professionnels de la Chicane.

M. Jean Bunau-Varilla, héritier de son père, dépose une requête affirmant — charmant euphémisme — « que le « Matin » ne paraît plus avoir à l'heure actuelle de dirigeants responsables » et demande la nomination d'un administrateur provisoire.

Un Français moyen, saisi d'une telle requête, aurait conseillé au rejeton de Bunau-Varilla un peu de pudeur et lui aurait fait comprendre qu'une fortune acquise dans certaines conditions n'avait peut-être pas à être « protégée » ! Mais M. Michaud, lui, s'en est tenu à la lettre du code, et, ne comprenant pas que nous vivons des circonstances exceptionnelles, a fait droit à l'étrange prétention du fils Bunau-Varilla et nommé M. Pioton administrateur provisoire.

Celui-ci n'a pu que constater que, dès le 21 août 1944, pendant que le peuple de Paris expulsait les nazis et leurs collaborateurs, le secrétaire général provisoire avait nommé M. Louis Charlet administrateur du « Matin » et que le préfet de la Seine et le préfet de police avaient chargé, chacun en ce qui le concerne, d'en notifier sans délai ampliification à qui de droit.

M. Pioton, qui nous a paru un galant homme, n'a pas insisté. Puisse-t-il faire entendre à M. Michaud que la Justice ne doit pas systématiquement ignorer la vie et que, depuis quelques jours, il y a, à Paris, quelque chose de changé.

Emouvant message des socialistes espagnols

Le Secrétariat du Parti Socialiste a reçu une lettre émouvante de Martinez Hervás, ancien député socialiste d'Albacète et de Lassa, membres du bureau des socialistes espagnols. Nous y lisons : « Nous vous faisons connaître l'immense joie avec laquelle nous assistons à la libération des forces socialistes françaises, sans lesquelles les journées de triomphe du socialisme international ne sont pas possibles. »

LA FRANCE sera consultée

On déclare à Washington que la France aura un siège permanent au Conseil de l'organisation de la sécurité d'après guerre. On parlera donc, désormais, des Cinq puissances.

Nous en prenons acte avec satisfaction.

Par ailleurs, M. Cordell Hull a déclaré que la France serait « consultée » sur les conditions de reddition de l'Allemagne et de son occupation.

C'est tout à fait gentil de la part de nos amis, et leur idée est même très heureuse. Nous connaissons bien le sujet, je crois même qu'il est très proche de nos frontières. Depuis soixante-dix ans, nous l'avons vu trois fois chez nous et, s'il venait à recommencer ses ébats, nous serions aux premières loges. En y réfléchissant bien, on en arrivera peut-être petit à petit à nous accorder l'égalité dans les discussions.

Avec un compte-gouttes, on finit par remplir un verre. C. D.

CET APRES-MIDI AUTOUR DU LAC DAUMESNIL

LE CRITÉRIUM DE LA LIBÉRATION marque la renaissance du sport français

TOUTES LES « VEDETTES » DU CYCLISME AUX PRISES SUR 100 KILOMETRES

LES dés sont jetés... Dans quelques instants, les Parisiens vont assister à l'une des plus grandes courses cyclistes que l'on ait organisées depuis bien longtemps. Le « Populaire », en créant ce CRITERIUM DE LA LIBERATION, désirait, fidèle au programme sportif qu'il s'est tracé, que ce fût une manifestation grandiose, propre à redonner au sport français en général et au cyclisme en particulier, un nouvel essor. Il espère avoir atteint ce résultat.

C'est, en dépit des difficultés actuelles de transport, plus de cinquante mille personnes qui vont assister, dans le cadre idéal du bois de Vincennes à une empoignade que seules une sévère sélection et une surprenante attribution de primes pouvaient permettre.

En fait, des cent engagements qui nous sont parvenus, nous n'en avons retenu que soixante-dix, n'acceptant que les meilleurs et les plus populaires des champions cyclistes. D'autre part, aucune course, jusqu'ici, n'a été aussi richement dotée. C'est plus de cent mille francs que les coureurs auront à se partager... selon leur propre valeur, puisque cette petite fortune leur sera allouée sous forme de primes atteignant, pour chaque tour, de deux à cinq mille francs. Et puisque notre épreuve a lieu sur 100 kilomètres, représentés par 43 tours d'un circuit de 2 km. 300, ce ne sera pas à une victoire que les spectateurs devront applaudir, mais à quarante-trois victoires !

Il n'en faudra pas plus pour donner à notre Critérium une allure endiablée. Il n'y aura pas un seul champion qui ne voudra s'attribuer « sa » prime, pas un ténor du cyclisme qui ne désirera enrichir son palmarès. Les sprinters, direz-vous, auront beau jeu ! Nous vous l'accordons, mais combien seront-ils à chacun des tours à vouloir provoquer la décision des juges ?

Un Paul Maye a sa chance, bien sûr, mais est-ce bien l'avis d'un Caffi qui se pare, avec juste raison, d'un titre de champion de France ? Est-ce bien l'avis d'un Rossi, d'un Emile Idée, d'un Breuskin, d'un Blanchet, d'un Teisseire, d'un Prat ou bien d'un autre, car il faudrait peut-être tous les citer, si nous voulions désigner le nom du vainqueur, tant cette course sera ouverte. Et si l'on ajoute qu'en lever de rideau les amateurs vont se livrer bataille sur cinquante kilomètres, on peut affirmer que les « mordus » du sport cycliste — et Dieu sait s'il y en a à Paris ! — ne seront pas déçus.

GEORGES FRAICHARD.

(Lire les détails en rubrique sportive.)

Les exigences de l'actualité nous obligent à remettre à demain la suite de l'enquête de notre correspondant Jacques Baron sur la Normandie.

LES « GESTAPACHES »

Où la bande Bony-Lafont jouait aussi les monte-en-l'air

L'INDICATEUR DE LAFONT EST ARRETE

Antony Brexel Biddle, ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, se trouvait en France au moment de la rupture des relations diplomatiques en 1942.

Il possédait une magnifique collection de pièces d'argenterie estimée à 16 millions. Craignant que les Allemands dépouillent l'ambassade il s'adressa à un expert réputé, M. Graff, 5 bis, rue des Saints-Pères, qui cacha la collection dans une chambre de bonne de la rue de Magdebourg.

Un indicateur de Chamberlin vient apporter le « tuyau » à son maître.

On se présente chez M. Graff :

— Vous cachez des faux policiers et des espions.

Et le tour est joué !

Chamberlin fit avec le produit du cambriolage quelques cadeaux à Radek et autres amis allemands. Il vendit le reste par l'entremise de Manuel, l'expert de la bande, qui s'aboucha avec l'antiquaire Bonefoy, 4, rue de la Paix, lequel acheta la collection trois millions. On lui en demandait six.

— C'était pour empêcher les Allemands de s'en emparer, prétend-il maintenant.

Ce qui suppose une modestie et une discrétion qui n'étaient guère de mise après la libération de Paris.

Plus exactement c'est un indicateur de Paul Clavier, neveu de Lafont, qui avait « donné l'affaire ».

Paul Clavier était à Drancy en compagnie de Villaplane. Quand celui-ci fut emmené, notre homme sentit venir l'orage et réussit à s'évader.

Il se promenait hier dans Joinville avec un milicien qui fut reconnu par un F.F.I. Coup double !

— Je sais ce qui m'attend : 12 balles dans la peau. Je n'ai pas l'intention de bluffer, déclare-t-il.

C'est ainsi qu'il avoue de bonne grâce le projet qu'il avait conçu de délivrer Bony-Lafont avec un groupe de complices armés de mitraillettes.

Cette sinistre bande n'est donc pas encore au complet sous les verrous. Mais nous pouvons compter sur les commissaires Clot, Metra et Levitre, qui déploient dans cette affaire un zèle, une intelligence et, disons-le, une distinction sur lesquels on voudrait pouvoir revenir.

ET M. BERGERY ?

Nous avons publié hier une liste d'ambassadeurs révoqués, et dont M. Bidault demande l'arrestation.

Nous n'y avons pas vu le nom de M. Bergery.

C'est, sans doute, un oubli qui sera vite réparé.

On se souvient que la *Flèche* manifestait, longtemps avant la guerre, des tendances... inquiétantes. Que M. Bergery a rédigé les discours de Pétain. Qu'il est allé, comme ambassadeur de Vichy en Russie pour tenter de convaincre Staline de céder ses pétroles à Hitler de bonne grâce... et qu'il est arrivé à Moscou pour y apprendre l'agression allemande.

...On se souvient aussi qu'il a eu récemment l'audace d'offrir ses services au général de Gaulle.

Nous pensons qu'en effet le ministère de M. de Menthon est tout indiqué pour... se mettre à son service.

Grande

MANIFESTATION SOCIALISTE

SALLE WAGRAM (avenue de Wagram)

André PHILIP, ancien ministre — Jacques VALJEAN, secrétaire à la propagande

Présidence de : Gérard JAQUET, secrétaire général de la Fédération Socialiste de la Seine

André LE TROQUER, ancien ministre — Robert VERDIER, secrétaire général adjoint du Parti socialiste

Aujourd'hui, 16 septembre, à 16 heures

L'ACCUEIL ENTHOUSIASTE DE MARSEILLE AU GÉNÉRAL DE GAULLE

Marseille, 15 septembre. — Le général de Gaulle, qui avait été chaleureusement acclamé par la population, a prononcé un discours au cours duquel il a dit :

« Nous serons une République où chaque homme et chaque femme se sente à son aise vivre dans la sécurité pour lui-même et pour ses enfants.

« La France, en raison de sa grandeur, a le droit d'être à sa place au milieu des grandes nations. C'est un droit qu'elle a l'honneur de soutenir depuis plus de deux mille ans qu'elle est inscrite dans l'Histoire.

« Ce droit, elle ne l'a pas perdu, car elle a montré aux heures les plus tragiques, quels que soient les pronostics, qu'elle est toujours une grande nation, une nation que son régime de liberté met à l'honneur.

« L'histoire de la France sera un succès parce que nous le voulons, parce que nous saurons travailler, parce que nous saurons bâtir dans l'ardeur et dans l'ordre.

« Et si vous le voulez bien, et pour résumer le sentiment qui nous anime tous, nous allons ensemble chanter l'hymne national : *La Marseillaise.* »

400 grammes de pain donneraient satisfaction à tous

LE commerce des cartes de pain, vraies ou fausses, était passé, pendant l'occupation, au rang d'industrie nationale.

« Autant que les Prussiens n'auront pas », comme disaient les vieilles gens. On ne peut plus dire de même aujourd'hui. Celui qui se sert de faux tickets ne vole plus les « Prussiens » mais les Français. Pourtant, il circule encore des cartes frauduleuses. Et elles seront honorées. Donc, la farine existe.

Il serait facile de mettre fin à ce trafic en attribuant aux consommateurs de toutes catégories 400 grammes de pain par jour et de ramener le taux de blutage de 90 à 85%.

« VIEILLE VILLE ALLEMANDE... »

DANS le bureau d'un rédacteur du *Matin*, nous avons trouvé un magnifique calendrier mural. Pour chaque mois, six grandes photos de 25x30, d'une extrême finesse, donnent les images les plus variées de la nature — les champs, la montagne, la forêt, la rivière — de la ville — les monuments, les spectacles — du travail et des loisirs.

...Mais voilà ! La couverture s'orne de l'aigle et de la croix gammée. Toutes ces belles photos ont été prises en Allemagne; elles magnifient l'effort allemand, le goût allemand, le pays allemand — et le Führer allemand.

Davantage. Parmi les villes allemandes que l'on nous fait admirer, entre Francfort et Vienne, tout à coup une flèche familière accroche le regard. C'est une vue de « la vieille ville d'Empire allemande : Strasbourg ».

C'est tout. Cela suffit.

Les salaires sont majorés de 5 francs de l'heure dans la région parisienne

Jusqu'à concurrence de 30 francs de l'heure et de 6.000 fr. par mois

Les conditions dans lesquelles se fera dans la région parisienne le relèvement des salaires sont les suivantes :

Le relèvement prend effet à compter du 1er septembre. Il consiste dans une majoration du salaire horaire fixée à 5 francs, 4 fr. 40 ou 4 fr. suivant les zones entre lesquelles sont réparties les communes des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne. La totalité des communes du département de la Seine figure dans la première zone où le taux applicable est celui de 5 francs.

La majoration s'applique aux salaires réels pratiqués au cours de la période de paie précédant le 1er septembre. Toutefois, la majoration n'est plus appliquée lorsque, ajoutée au salaire réel, elle aurait pour effet de porter le nouveau salaire à plus de 30 francs de l'heure ou de 6.000 francs par mois.

Les salaires des femmes sont majorés dans les mêmes conditions que les salaires des hommes. Des abattements sont seulement prévus pour les jeunes travailleurs et les apprentis âgés de moins de 18 ans.

LES « GESTAPACHES »

Où la bande Bony-Lafont jouait aussi les monte-en-l'air

L'INDICATEUR DE LAFONT EST ARRETE

Antony Brexel Biddle, ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, se trouvait en France au moment de la rupture des relations diplomatiques en 1942.

Il possédait une magnifique collection de pièces d'argenterie estimée à 16 millions. Craignant que les Allemands dépouillent l'ambassade il s'adressa à un expert réputé, M. Graff, 5 bis, rue des Saints-Pères, qui cacha la collection dans une chambre de bonne de la rue de Magdebourg.

Un indicateur de Chamberlin vient apporter le « tuyau » à son maître.

On se présente chez M. Graff :

— Vous cachez des faux policiers et des espions.

Et le tour est joué !

Chamberlin fit avec le produit du cambriolage quelques cadeaux à Radek et autres amis allemands. Il vendit le reste par l'entremise de Manuel, l'expert de la bande, qui s'aboucha avec l'antiquaire Bonefoy, 4, rue de la Paix, lequel acheta la collection trois millions. On lui en demandait six.

— C'était pour empêcher les Allemands de s'en emparer, prétend-il maintenant.

Ce qui suppose une modestie et une discrétion qui n'étaient guère de mise après la libération de Paris.

Plus exactement c'est un indicateur de Paul Clavier, neveu de Lafont, qui avait « donné l'affaire ».

Paul Clavier était à Drancy en compagnie de Villaziane. Quand celui-ci fut emmené, notre homme sentit venir l'orage et réussit à s'évader.

Il se promenait hier dans Joinville avec un milicien qui fut reconnu par un F.F.I. Coup double !

— Je sais ce qui m'attend : 12 balles dans la peau. Je n'ai pas l'intention de bluffer, déclare-t-il.

C'est ainsi qu'il avoue de bonne grâce le projet qu'il avait conçu de délivrer Bony-Lafont avec un groupe de complices armés de mitraillettes.

Cette sinistre bande n'est donc pas encore au complet sous les verrous. Mais nous pouvons compter sur les commissaires Clot, Metra et Levitre, qui déploient dans cette affaire un zèle, une intelligence et, disons-le, une distinction sur lesquels on voudrait pouvoir revenir.

ET M. BERGERY ?

Nous avons publié hier une liste d'ambassadeurs révoqués, et dont M. Bidault demande l'arrestation.

Nous n'y avons pas vu le nom de M. Bergery.

C'est, sans doute, un oubli qui sera vite réparé.

On se souvient que la *Flèche* manifestait, longtemps avant la guerre, des tendances... inquiétantes. Que M. Bergery a rédigé les discours de Pétain. Qu'il est allé, comme ambassadeur de Vichy en Russie pour tenter de convaincre Staline de céder ses pétroles à Hitler de bonne grâce... et qu'il est arrivé à Moscou pour y apprendre l'agression allemande.

...On se souvient aussi qu'il a eu récemment l'audace d'offrir ses services au général de Gaulle.

Nous pensons qu'en effet le ministère de M. de Menthon est tout indiqué pour... se mettre à son service.

REDACTION
ADMINISTRATION
100, rue Réaumur
Paris (2e)
Tél. : GUT. 80-60
Edition de 5 heures

COMBAT

DE LA RÉSISTANCE A LA RÉVOLUTION

TARIF des ABONNEMENTS
France et Colonies
3 mois. 140 fr.
6 mois. 260 fr.
1 an .. 500 fr.

DIMANCHE 17 SEPTEMBRE 1944 ★ ★ ★ ★ ★ 4e ANNEE - N° 85. — Le Numéro : 2 Francs

LES AMÉRICAINS ont percé la ligne Siegfried

au sud-est d'Aix-la-Chapelle

Brest libéré

La bataille pour la ligne Siegfried entre dans sa phase décisive.

En un point situé au sud-est d'Aix-la-Chapelle — à Stolberg, exactement — les troupes de la première armée du général Hodges, qui avaient réussi à pénétrer profondément dans la ligne Siegfried, ont pris maintenant position sur le versant opposé.

Berlin ne cherche pas à diminuer l'importance de ce succès. Il reconnait que « les forces américaines se sont emparées d'un certain nombre d'ouvrages défensifs, à l'est et au nord-est d'Aix-la-Chapelle ». Et il cite les noms des villes de Stolberg, déjà nommée, de Busbach et de Schalousenbach.

Quant à la presse anglaise elle est unanime à monter en épingle les exploits de l'armée Hodges. Elle fait même allusion aux armes secrètes dont les unités d'assaut se seraient servies pour réduire les défenses de béton.

Mais laissons la parole à un correspondant britannique qui ne dit que ce qui peut être dit :

« L'infanterie, munie de lance-flammes, s'approcha en rampant jusqu'à une distance de 20 à 30 m. des positions allemandes, afin de contraindre l'ennemi, sous l'action de ses « engins » à quitter les abris, pendant que l'artillerie yankee martelait les forts à courte distance et que les soldats du génie enfonçaient de longues perches chargées d'explosifs dans les embrasures des blockhaus. »

Un autre correspondant écrit :

« C'est au sud-est d'Aix-la-Chapelle que la ligne a été percée. Les forces américaines déferlent maintenant à travers le couloir ainsi ouvert dans cette zone de défense tant vantée, et se préparent à la deuxième phase de la bataille d'Allemagne : la bataille du Rhin. »

(Lire la suite en 2e page)

DERNIERE MINUTE

Londres, 17 septembre. — Le Home Service dans son émission de minuit annonce :

La ligne Siegfried a été percée en trois points : dans le secteur de Trèves, aux abords de Prüm et au sud-est d'Aix-la-Chapelle.

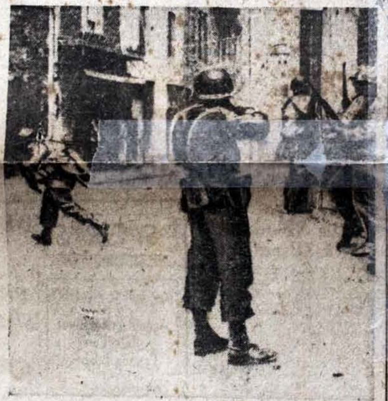
Le speaker ajoute : « La fameuse ligne Siegfried est maintenant brisée en plusieurs tronçons rendus inutilisables et les troupes alliées peuvent s'avancer en force et à terrain découvert vers Cologne ».

Autres nouvelles :

Brest est libérée : 12.000 prisonniers.

Les Alliés ont progressé de 20 km. au delà de Nancy.

Les Alliés occupent Lunéville.



(Photo Presse Lib. S.I.A.)

Combat de rue dans un village français.

COMBAT

QUE fait le peuple allemand ? Le peuple allemand dort. Il dort d'un sommeil traversé de cauchemars et d'angoisses, mais il dort. Et lui, dont on a attendu le réveil si longtemps, continue à se taire derrière ses frontières entamées, massif, obstiné, muet sur les crimes qu'on a commis en son nom, résigné aux terribles blessures qui tombent sur ses villes.

Un peu partout, on s'interroge sur son cas : « Il va se réveiller. Il va racheter aux yeux du monde un peu de l'affreuse responsabilité qu'il porte devant l'Histoire. » Mais rien ne bouge. La jeunesse allemande fond sur les champs de bataille pour préserver un honneur que ses dirigeants ont prostitué mille fois, une nation va mourir, un siècle d'efforts vers l'unité s'achève dans la plus sanglante des faillites, mais le peuple allemand ne bouge pas. Cette énorme masse garde son silence comme si le monde entier et son propre destin lui étaient devenus étrangers. Tous les observateurs alliés et neutres sont d'accord : le peuple allemand continue de dormir dans le crépuscule de ses dieux.

C'est qu'en vérité, ce peuple suit sa vocation profonde, celle d'un pays qui n'a pas voulu penser et qui pendant des années n'a pas eu d'autre souci que d'éviter les charges de la pensée. L'unité qui a commencé avec Bismarck n'était pas la fusion harmonieuse et féconde d'invidus différents. Cette unité était d'abord une unanimité. Et jamais, comme sous Hitler, cette unité n'a été si totale. Elle était l'unité indistincte et amorphe d'un peuple content d'avoir la paix. Oui, ce peuple a fait la guerre parce qu'il voulait la paix de l'esprit. Et la paix de l'esprit consistait pour lui à laisser à d'autres le soin de penser pour lui.

Ce peuple n'aime pas la liberté, puisqu'il hait la critique. C'est pour cela qu'il n'aime pas les révolutions qui affranchissent l'homme et qu'il n'a jamais fait que des révolutions légales, qui renforçaient à la fois l'Etat et la nation. Et ce régime hitlérien qui lui enlevait le bonheur et la dignité, l'honneur et la vie personnelle, il l'a accepté parce que, pour finir, il y trouvait ce sommeil de l'esprit dont il avait toujours rêvé.

Voilà pourquoi ce peuple dort aujourd'hui. On a raison de le dire, s'il se révolte demain, ce sera dans le désespoir et non sous la poussée d'une réflexion constructive. Il retombera ensuite dans cette épaisseur, cette inertie qui le livreront aux vainqueurs du moment, occupé seulement à retrouver par d'obscurs et lents mouvements cette grande chaleur allemande dont il ne peut se passer.

(Lire la suite en 2e page)

La prochaine session de l'Assemblée consultative

pourrait avoir lieu en Octobre

Un représentant de l'Agence française de Presse a interrogé M. Félix Gouin, président de l'Assemblée consultative, sur le fonctionnement de celle-ci à Paris.

M. Gouin considère que l'ordonnance constitutive de l'Assemblée doit être modifiée. Il est nécessaire, pense-t-il, de l'élargir, mais aussi de lui donner des attributions plus étendues.

L'Assemblée ne peut avoir tous les pouvoirs d'une chambre issue du suffrage universel. Cependant, des attributions insuffisantes ne lui permettraient pas de faire prévaloir son opinion.

Le rôle de l'Assemblée

Le président de l'Assemblée se plait à reconnaître qu'à Alger, le Gouvernement tenait le plus grand compte des avis de l'Assemblée et les suivait dans la plupart des cas. Celle-ci était devenue, en fait, déclare-t-il, beaucoup plus qu'un corps consultatif. Elle était nécessairement consultée sur les budgets, les emprunts et sur les questions qui mettaient en cause la reconstruction de la France.

(Lire la suite en 2e page)

LE HAVRE *n'est plus* qu'un amas de ruines

Il a fallu des milliers de tonnes de bombes qui ont fait des milliers de victimes françaises pour réduire la résistance allemande

De notre envoyé spécial
Pierre FAUCHEUX

Le Havre a subi un siège terrible. Je me suis rendu sur les lieux à l'annonce de sa libération. En voiture, j'ai traversé Graville avec difficulté pour rejoindre le centre de la cité par une route nationale méconnaissable où se dressent les rails de tramway parmi les entonnoirs, les maisons effondrées et les gravats.

Une ville détruite

Des Havrais m'ont conté la bataille du Havre, les milliers de tonnes de bombes lâchées par l'aviation sur la citadelle. Ils m'ont guidé dans les décombres, parmi les blockhaus et les défenses du port, dans les rues disparues. Les visages de ceux qui me parlaient ne riaient pas.

Seuls sont indemnes quelques quartiers : Sanvic, le fort de Tourneville, l'hôpital Pasteur, la caserne des douanes et des pompiers, les quartiers de la gare et du rond-point. Le reste de la ville est détruit. Et dans cette ville rendue à la liberté et à la France, il y a plus de décombres que de drapeaux.

[illegible] citadelle

[illegible] camp retranché du Havre [illegible] des plus importants de [illegible]. Des [illegible] fortifiés [illegible] Les Fontenay, Harfleur, [illegible] de Sainte-Adresse, de [illegible]ville et du plateau appuyaient cette ligne de défense que complétait encore la ligne de blockhaus du « mur de l'Atlantique ».

A l'intérieur de la ville, des ouvrages aux carrefours, dans les jardins publics parachevaient le réseau défensif que 5.000 Allemands entendaient défendre pied à pied, maison par maison. Ces formidables défenses furent réduites l'une après l'autre par l'aviation et la marine britanniques.

Les F.F.I. sans armes

Depuis quelques semaines, les F.F.I. de la ville et les forces de police entraînées militairement étaient placées sous le commandement unique du commandant Lecomte.

Les F.F.I. auraient pu compter 3.000 hommes, mais en raison du manque d'armes (les dépôts situés aux alentours de la place Gambetta sautèrent pendant le bombardement du 5 septembre) 500 F.F.I. seulement, aux côtés de 300 gardiens de la paix, prirent part à l'action. Il fallut donc attendre que les défenses fussent enfoncées par les Anglais pour entrer en action.

La bataille

2 septembre. — Les forces britanniques sont à Bolbec, Saint-Romain, Saint-Aubin, nettoient Gainneville. Les Allemands demandent une trêve pour l'évacuation des civils. Trêve peu praticable qui aurait exclu de la ville les F.F.I. et qui n'aboutit pas. Il reste dans la ville 40.000 Havrais.

2-5 septembre. — L'étreinte anglaise se resserre. On entend le canon. Mais ce ne sont que prises de contact entre avant-gardes.

(Lire la suite en 2e page)

DES SCAPHANDRIERS *retirent de la Seine* 17.000 plaques d'identité dont celles de Laval et Hérold-Paquis

DES MILICIENS LES AVAIENT JETÉES DANS LE FLEUVE PENDANT L'INSURRECTION

Des scaphandriers qui plongent dans la Seine, au pont de la Tournelle, quel spectacle attrayant pour les Parisiens. Le badaud attache à tout ce qui se déroule sous l'eau une allure d'aventure et de mystère qui attire : des hommes se coiffent d'un masque monstrueux, revêtent une tunique qui est une boîte de plomb, aux angles durs, et voilà que cet animal qui n'a plus rien d'humain disparait, ridiculement pendu au bout d'un tube de caoutchouc. C'est fini, l'eau est calme... le bouillonnement d'un être qui se meut au fond du fleuve... On essaie d'imaginer l'homme qui s'agite dans tout cet inconnu.

(Photos Combat)

Avant la plongée, un pompier ajuste le masque du scaphandrier.

Les gardes ont du mal à repousser la foule. Plus loin, sur les quais, des pêcheurs ont retrouvé le temps de paix. Mais pourquoi ces pompiers, la plupart sportifs et champions connus de tout le public parisien, plongent-ils ainsi ? Que cherchent-ils ? Mais écoutez plutôt l'histoire.

Un Parisien curieux

C'était aux premiers jours de l'insurrection. De l'île de la Cité où il s'était engagé comme brancardier, un Parisien, petit, trapu, amoureux des coups durs et des balles — « Ça me fait de la joie, me dit-il : c'est physique » — aperçut un camion qui s'arrêtait sur le pont de la Tournelle. Des hommes en descendent, interdisent l'accès du pont avec leurs mitraillettes, tandis que d'autres jettent rapidement quelque chose par-dessus bord. Puis, le camion démarre et disparaît. Notre homme savait plonger. Il était même un peu spécialiste des promenades sous-marines. Il se rendit libre et, malgré la mitraillade qui crépitait autour de lui, il réussit à traverser les cinq mètres d'eau qui le séparait du lit de la Seine et à repérer les objets qui semblaient tant brûler les doigts de leurs possesseurs : des plaques d'identité en zinc...

Des plaques d'identité en zinc ! Notre Parisien qui était curieux et décidé jugea que sa découverte méritait d'être connue par qui-de-droit. Et, sans tarder, il se rendit à la Préfecture de police où son histoire fut accueillie avec un vif intérêt, mais où on l'aiguilla vers des services plus compétents.

Quand ces services plus compétents s'occupent d'une affaire, ils observent une discrétion souvent justifiée. C'est pourquoi un mystère entier plane sur cette découverte. Des plaques d'identité en zinc portant des noms gravés, des [illegible] signifient-elles ? C'est ce que les recherches entreprises depuis plusieurs jours essayent de préciser.

Les recherches

Dans l'après-midi d'hier, un car de sapeurs-pompiers se tenait sur la berge et alimentait des scaphandriers en air comprimé.

— En une journée, j'ai bouffé huit bouteilles, me dit l'un d'eux.

C'est un exploit. Il n'est pas donné à n'importe qui de rester trois quarts d'heure sous l'eau, et cela plusieurs fois dans une même journée. Quand le plongeur remonte, son premier geste est de boire un verre de vin. Il tremble. La différence de pression le suffoque. Mais il s'amuse comme un enfant d'un bon tour qu'il viendrait de jouer au fleuve.

Je pose une question idiote.

Michel HINCKER.

(Lire la suite en 2e page)

LES CHASSEURS PARISIENS *risquent de ne jamais revoir leurs fusils...*

...car les armes déposées dans les commissariats sont parties pour l'Allemagne

Le temps de la « réouverture » est revenu, moment autrefois attendu avec impatience par quelques millions de chasseurs.

Mais cette année il n'y aura pas de réouverture (c'est d'une autre sorte de chasse qu'il s'agit), et même si la permission était donnée de courir par monts et par vaux à la suite des lapins, il n'y aurait pas de fusils pour les tirer.

Le gouvernement de Vichy avait dit aux chasseurs :

« Remettez vos fusils de chasse aux commissaires de police, on vous délivrera un certificat et vous pourrez les récupérer plus tard. »

Les naïfs qui ont porté leurs armes dans les commissariats attendent toujours... La récupération des fusils n'est pas proche.

A Paris, elle risque même de n'avoir jamais lieu, car les fusils de chasse, dont certains étaient des exemplaires uniques de collections précieuses et de magnifiques armes (en particulier ceux des consuls étrangers, suisses ou suédois, etc.), ont été transportés au fort de Vincennes, d'où le général allemand von Stupnagel les a fait embarquer pour l'Allemagne.

M. Duvert, commissaire de police délégué aux services d'état-major de la Préfecture de police, nous a même déclaré que trois policiers, qui avaient voulu conserver un certain nombre d'armes, ont payé cette imprudence de leur vie.

Il en a été des fusils comme de tout ce que Vichy récupérait : cuivre, vieux chiffons, etc.

Chaque fois les donateurs auront été dupés.

(Photo Combat.)

Les pompiers examinent des plaques de zinc retirées de la Seine.

VICHY A LIVRÉ A L'ALLEMAGNE L'OR QUE LA BELGIQUE avait confié à la Banque de France

Le Gouvernement provisoire approuve la décision de notre Institut d'émission de rembourser la Banque de Belgique par un prélèvement sur ses propres réserves de métal

M. Le Percq, ministre des Finances, a reçu hier la visite de M. de Bletterie, gouverneur intérimaire de la Banque de France, venu spécialement l'entretenir de la question de l'or belge.

On sait que sous la pression allemande les autorités de Vichy avaient fait mettre en dépôt à la Reichsbank les caisses d'or que la Banque Nationale de Belgique avait confiées, au printemps de 1940, à la Banque de France.

M. de Bletterie a indiqué au ministre des Finances que la Banque de France n'avait jamais cessé de se considérer comme liée par ses obligations de dépositaire envers la Banque Nationale de Belgique et avait toujours saisi toutes les occasions de le faire savoir à cette dernière. Maintenant que la Banque de France a de nouveau la disposition de ses réserves, elle désire s'acquitter le plus tôt possible de ses obligations.

Après la libération de Paris, un des premiers soins du Conseil général de la Banque a été de décider d'entrer, le plus rapidement possible, en relations avec l'Institut d'émission belge en vue de l'exécution des engagements pris.

M. Le Percq a fait savoir au gouverneur de la Banque qu'il approuve entièrement cette décision. Il ne peut être question pour la France d'agir autrement.

Des entretiens anglo-russes vont suivre la Conférence de Québec

Hier soir, à Genève, les milieux officiels britanniques ont annoncé que « M. Churchill avait décidé de rentrer à Londres et que les entretiens, qui viennent de s'achever, seraient repris ultérieurement en un autre endroit... »

...En un autre endroit où M. Eden — à moins que M. Churchill ne fasse lui-même le voyage — rencontrera les représentants de l'U.R.S.S.

Il semble, en effet, qu'en l'absence des Russes, les négociations de Québec aient éprouvé quelques difficultés à régler le sort de l'Allemagne, qu'il s'agisse d'un armistice éventuel ou du régime de l'occupation. Depuis les entretiens de Casablanca, les Anglo-Saxons savent ce qu'ils peuvent et ce qu'ils veulent faire. Mais l'U.S.R.R. n'a pas encore expliqué clairement ses buts de guerre. D'où la nécessité pour Londres et Washington de se retourner rapidement vers Moscou.

Le Mouvement de Libération Nationale TIENT UN MEETING cet après-midi à la Salle Pleyel

La Résistance vous appelle aujourd'hui, 17 septembre, salle Pleyel, à 14 heures très précises.

Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, membre du comité directeur du M. L. N.

Henri Frenay, ministre aux Prisonniers et Déportés, membre du comité directeur du M. L. N.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ancien ministre, membre du comité directeur du M. L. N.

Maurice Kriegel (Valrimont), membre du comité d'action militaire du C. N. R., membre du comité directeur du M. L. N.

Pascal Copeau (Salard-Corton), membre du Conseil national de la Résistance et membre du comité directeur du M. L. N.

Robert Salmon (Legris), membre du comité parisien de Libération, membre du comité directeur du M. L. N.

Antoine Avinin (Talbert), membre du comité directeur du M. L. N., directeur politique de « Franc-Tireur ».

Maurice Lacroix (Jean Decourt), membre du comité directeur du M. L. N., directeur politique de « Résistance ».

vous exposeront l'action du Mouvement de Libération nationale pour l'indépendance nationale, pour la souveraineté populaire, pour l'union des Français.

La musique de la Police parisienne, qui fait partie du groupe « Honneur de la Police » prêtera son concours.

Ouverture des portes à 14 heures, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Adhérez au Mouvement de Libération nationale.

Les permanences M. L. N. fonctionnent partout dans Paris et sa banlieue.

ROBERT BRASILLACH ex-rédacteur en chef de « Je suis partout » EST ARRETE

Le ministère de l'Intérieur a communiqué hier une nouvelle liste de personnes arrêtées : André Dufot, entrepreneur, chef milicien ; Bernard Ecarnot, chef de service, également milicien, et Louis-François Petit, administrateur du Comptoir Français des Pétroles.

D'autre part, notre confrère « Libération-soir » a annoncé, hier après-midi, l'arrestation de Robert Brasillach, ancien rédacteur en chef de « Je suis partout ».

Enfin, on apprend de Bordeaux l'arrestation par les F.F.I. de Tarbes, de Pierre Fronté, chef adjoint de la Milice des Hautes-Pyrénées.

LES GRANDS PROBLEMES et les petits abus

LA naissance de la Résistance et son épanouissement dans l'insurrection ont entraîné une multiplication des initiatives privées et des pouvoirs autonomes. En soi, il est excellent qu'un peuple réapprenne à agir seul, spontanément. Il vient seulement un moment où ce peuple ayant acquis son droit d'existence légale, doit, de nouveau, se soumettre à la discipline commune. C'est le retour à l'ordre national.

Ces mots peuvent faire grimacer. Ils ont beaucoup servi. Ils furent l'étiquette de marchandises passablement frelatées. Cependant, si l'on songe que la Résistance dut le meilleur de son efficacité à l'effort de regroupement et d'union entrepris depuis 1943, on comprendra combien il est urgent d'établir un lien étroit entre la Résistance et le gouvernement, d'harmoniser des actions et des autorités qui risquent constamment de se doubler et même de se contredire. Ainsi, pour donner un exemple précis, on sait que l'épuration des administrations est abandonnée aux administrations elles-mêmes sans qu'elles aient à relever de la Justice.

De tels faits sont graves. Non seulement parce qu'ils menacent d'introduire l'anarchie et les abus là où il faut une vigueur équitable, mais encore parce qu'ils créent dans un fonctionnement qui devrait être sans défaut, des « trous » par quoi peuvent s'échapper les coupables les plus habiles.

La situation se complique encore du fait de la législation insensée de Vichy. Celle-ci est sans excuse, car c'est en connaissance de cause qu'elle a distribué les mêmes responsabilités, les mêmes attributions à des têtes différentes. Sait-on combien d'organismes étaient habilités à nommer des administrateurs provisoires aux entreprises abandonnées (prisonniers, déportés, morts accidentelles, biens juifs) ?

Albert OLLIVIER.

(Lire la suite en 2e page)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A TOULOUSE

Toulouse, 16 septembre. — Poursuivant son voyage d'inspection dans les provinces françaises libérées, le général de Gaulle était aujourd'hui l'hôte de Toulouse, où les habitants de la grande cité méridionale lui ont fait un accueil enthousiaste. Au cours de la cérémonie de réception, le Président du Gouvernement provisoire de la République française a prononcé un discours. Interrompu à plusieurs reprises par des ovations, le général de Gaulle s'est notamment exprimé en ces termes :

— Jamais Toulouse n'a cru que la France était perdue. Jamais Toulouse n'a renoncé à la grandeur du pays, ni à sa victoire, ni à la liberté des hommes, ni à celle des Français et des Françaises. Pas un instant, Toulouse n'a rompu avec le grand passé de la France ; pas un instant, Toulouse n'a perdu la foi dans le grand avenir du pays.

Après avoir déclaré que la reconstruction de la France ne pouvait se faire que dans l'ordre républicain, le Président du Gouvernement provisoire a invité ses auditeurs toulousains à chanter la « Marseillaise » dont le refrain a été repris par toute la foule.

Déguisé en parachutiste Bony recherchait les patriotes pour les livrer à l'ennemi

Maurice Levillain, l'ancien conseiller municipal du 20e arrondissement, a été interrogé hier pour la première fois. Après avoir décliné son identité, comme d'usage, il a commencé à s'expliquer sur ses relations avec les services allemands de la rue Lauriston.

C'est par son collaborateur, l'ex-inspecteur Maillebuau, qu'il connut Chamberlin dit Lafont, Bony et leurs subordonnés, à propos des cinq gardes que von Behr, chef du service juif allemand, lui avait demandés pour ses bureaux.

Il s'est défendu d'avoir gardé pour lui les 36.000 francs mensuels alloués à ces hommes en supplément à la suite de leur réclamation. Il prétend que cette affaire l'avait brouillé avec Lafont et déclare que Spars s'était présenté en médiateur pour que soient reprises de bonnes relations entre Lafont et lui.

Un autre agent de la Gestapo française, Maurice Pate, dit Texier, âgé de 33 ans, demeurant 69 bis rue Damrémont, et arrêté sur les ordres du Deuxième Bureau, a été remis à la brigade spéciale de la police judiciaire et interné au centre de Noisy-le-Sec. Il sera interrogé sous peu.

La section spéciale du quai de Gesvres qui enquête sur la Gestapo française, recherche plusieurs groupes concurrents qui travaillaient, eux aussi, pour la police allemande et qui étaient logés dans des immeubles situés rue de la Pompe, rue des Saussaies, rue Cardinet, etc.

Une autre équipe, qui s'occupait surtout du trafic d'or, opérait 40 ter, avenue du Roule, à Neuilly, sous la direction d'un certain Rudy, qui s'appelle en réalité von Montaigne.

A l'heure actuelle, une centaine d'arrestations ont été opérées. Parmi les individus appréhendés figurent des chefs, des comparses et aussi de vagues auxiliaires, dont quelques-uns seront peut-être relâchés à la suite de l'enquête.

On précise quai de Gesvres que cette enquête avait été ouverte avant la fuite des Allemands et que le point de départ en avait été la recherche d'un cambrioleur, Axel Boving, qui, arrêté, avait fait aux policiers des révélations. Mais Boving réussit à s'évader du Vel' d'Hiv' à l'arrivée des Américains.

Ce Boving avait un « parapluie », suivant l'expression policière, c'est-à-dire un métier avouable. Il était portier d'un grand hôtel de l'avenue d'Iena, aux appointements de vingt-cinq mille francs par mois. En réalité, c'était un des lieutenants de Lafont.

Bony interrogé

Bony a été à nouveau interrogé. On a su qu'il avait été chargé de l'organisation de la lutte contre les maquisards. Parfois il se déguisait en parachutiste et s'introduisait ainsi chez l'habitant. Il « donnait » ensuite les résistants qui l'avaient loyalement accueilli.

Un autre interrogatoire a repris hier: celui de la marquise d'Abrantès, née Sylviane Quinée, 32 ans, maîtresse d'Eddy Pagnon, et qui, arrêtée un peu avant la libération totale de Paris, avait vainement tenté de s'échapper en s'abritant dans un blockhaus allemand de la rue Saint-Didier.

Son rôle dans l'affaire, qui paraissait secondaire au début de l'enquête, semble maintenant se préciser.

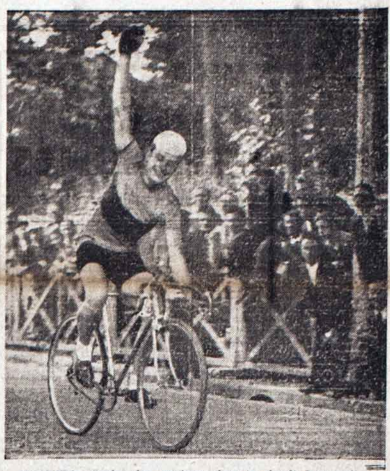
APPEL AUX F.F.I.

Les F.F.I. qui se sont engagés ces jours-ci dans le groupe « Poste Lyautey », 51, rue Michel-Ange (tél. : Au-

PREMIÈRE ANNÉE. - N° 26. — 2 Fr. Dimanche 17 et Lundi 18 Septembre 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)
EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN
Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00



GUEGUEN, premier des amateurs dans le circuit Daumesnil. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

L'ÉPURATION

Sans mesquinerie mais sans faiblesse

NUL Hercule n'a encore, hélas ! nettoyé les écuries d'Augias. La grande vidange de la maison française reste à faire. Les administrations, les comités d'organisation sont toujours peuplés des créatures de Vichy. Si quelques arrestations heureuses viennent apaiser de temps à autre l'inquiétude patriotique des Français, celle-ci se réveille justement à l'annonce de libérations incompréhensibles.

L'épuration, cette épuration nécessaire au retour de la nation à la santé, reste à faire. Elle n'est pas dirigée, elle demeure sporadique ; souvent mesquine et tatillonne, elle ne semble répondre à aucune des nécessités impérieuses de la situation.

Oui ou non, les autorités responsables (police, magistrature) sont-elles décidées à collaborer avec la Résistance intérieure ?

Oui ou non, les ministres veulent-ils, en accord avec les commissions du Conseil National de la Résistance, débarrasser leurs administrations des créatures de Vichy, qui, non contentes d'avoir, hier, collaboré avec l'ennemi, se préparent déjà à saboter cette renaissance nationale annoncée par le général de Gaulle ?

M. de Menthon, ministre de la Justice, a fait, à ce sujet, des promesses solennelles que nous enregistrons.

Hélas ! il nous faut constater que les actes ne suivent guère. Au contraire, on tend de plus en plus à confier la besogne d'épuration à des fonctionnaires qui ne présentent pas toute garantie aux yeux de la Résistance. Par ailleurs, on frappe, au hasard, à tort et à travers, par des mesures de suspension qui visent parfois de pauvres bougres, des innocents et même de bons serviteurs du pays.

Devant ce désordre, le Comité directeur du FRONT NATIONAL, réuni hier, a adopté la motion suivante, dont l'opinion publique doit être saisie :

LE COMITE DIRECTEUR DU FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR LA LIBERATION ET L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE constate que l'épuration des administrations et la mise en accusation des traîtres se font avec trop de mollesse et de réticence.

Trop de personnages qui ont été de notoires agents de l'ennemi sont relâchés sous les prétextes les plus divers. Ainsi, par exemple, MM. Lambert-Ribot et Lante, du Comité des forges, ont été libérés sans qu'aucune enquête n'ait été faite sur le rôle joué par les trusts dans la préparation de la défaite de 1940 et sur leur collaboration à l'effort de guerre ennemi. Aucune mesure de mise en accusation n'a encore frappé Philippe Pétain, qui est toujours de l'Académie française, grand dignitaire de la Légion d'honneur et maréchal. Aucune mesure n'a frappé des ministres qui ont préparé la trahison ou collaboré avec l'ennemi. De trop nombreux hauts fonctionnaires qui ont servi Vichy sont toujours en place. Par contre, on emprisonne des comparses et même des innocents.

Afin de poursuivre cette œuvre de salubrité sans mesquinerie, mais sans faiblesse, le C.D. du F.N. invite les patriotes à s'organiser dans des comités du F.N. ou des comités de vigilance patriotique, dans toutes les associations et corps constitués, dans les entreprises, dans les administrations, dans les localités, afin de prendre eux-mêmes les mesures d'épuration nécessaires.

Ce texte, selon la formule habituelle, se passe de commentaires. Mais il ne saurait, pour être efficace, se passer de l'action des patriotes.

L'anarchie dans un pays en état de guerre est le plus redoutable des périls.

Mais l'anarchie commence quand les pouvoirs publics faillissent à leur mission. L'autre jour, les postiers ont dû procéder d'eux-mêmes, dans les bureaux, aux épurations qui tardaient. De tout côté, les plaintes s'élèvent. Notre courrier est rempli de lettres signées, motivées, courageuses, qui révèlent, chacune, des cas scandaleux.

Nous supplions le gouvernement d'entendre la voix publique qui monte vers lui.

La France réclame justice. Les patriotes, qui ont lutté sous l'occupation contre l'oppresseur et qui ne demandent aujourd'hui qu'à se battre aux côtés des alliés, ont le droit de se faire entendre. C'est en s'appuyant sur eux que le gouvernement suscitera l'élan de toutes les forces vives de la nation qui rendront à la France sa place dans le monde. Mais il faut agir, agir vite, agir énergiquement.

Jacques DEBU-BRIDEL.

La ligne Siegfried a été dépassée

PRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE

Un assaut extraordinaire parmi les redoutables défenses

BELFORT atteint

Bien que les Allemands reconnaissent que le « point névralgique » de la bataille, dans la partie nord du front, est la région d'Aix-la-Chapelle, et que c'est là que les alliés ont accumulé le plus de moyens d'attaque, ils ont voulu tirer parti des forces qu'ils avaient réunies plus au nord, sur leur droite, en tentant une contre-offensive locale contre les Canadiens qui avaient installé une tête de pont au delà du canal Léopold.

Cette opération ne pouvait avoir comme but qu'une forte diversion pour essayer de préoccuper le commandement allié et de le porter à décongestionner quelque peu la zone d'Aix.

L'ennemi a d'abord obtenu un commencement de succès, et les Canadiens ont, au premier abord, retraversé le canal. Mais la réaction n'a pas tardé à se produire, et non seulement les Allemands ont été arrêtés, mais encore, au cours de leur contre-attaque, nos amis ont installé non pas une tête de pont, mais six. Echec donc plus que complet de la tentative.

Dans cette région d'Aix où nous signalions hier que se produirait le principal effort allié, la progression s'est poursuivie, en direction de l'est, avec crochet vers le nord. Actuellement la ville est à peu près complètement encerclée et l'étau se resserre d'heure en heure. Plus bas, dans le secteur voisin, les forces alliées se rapprochent également de Trèves.

Brèche dans la ligne Siegfried

Dans ces secteurs, les Américains opèrent en pleine ligne Siegfried, au milieu d'ouvrages installés et organisés depuis bientôt cinq ans. Une partie de ce formidable dispositif défensif a été emportée en profondeur. Il a fallu des moyens exceptionnellement puissants et surtout un cran extraordinaire. La tactique, selon ce que nous apprenons, a été la suivante : d'abord un violent pilonnage de l'artillerie, puis l'intervention des tanks et, enfin, s'avançant après eux, un assaut endiablé des fantassins.

Il faut s'imaginer ce que dut être cet assaut. Les sammies, armés seulement d'armes légères et de grenades, ont dû d'abord escalader les glacis abrupts et aborder les ouvrages couverts de la ligne encore fortement défendus malgré les destructions produites par les canons et les tanks.

Certains, manœuvrant des lance-flammes, ne mettaient leurs engins en action qu'à vingt ou trente mètres des blockhaus à enlever. D'autres, pendant que l'artillerie continuait à tirer à courte distance, enfonçaient dans les embrasures de longues perches portant des explosifs pour faire sauter les ouvrages.

S. DE GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

Le maréchal Montgomery (en veste claire) avec le prince Félix de Luxembourg à son Quartier général en France.

LES OPÉRATIONS

La ligne Siegfried est dépassée

Londres, 16 septembre. — On mande du G.Q.G. allié en France à l'agence Reuter :

En un point situé à l'est d'Aix-la-Chapelle, les troupes de la première armée du général Hodge ont pénétré profondément dans la ligne Siegfried et *ont pris position sur le versant opposé.*

D'autre part, le D.N.B. annonce cet après-midi que de violents combats se déroulent au sud de Stolberg, à dix kilomètres à l'est d'Aix-la-Chapelle.

Belfort atteint

Le Grand Quartier Général allié communique : **« Après avoir, de haute lutte, traversé la ligne Siegfried, au sud-est d'Aix-la-Chapelle, les troupes de la 1re armée se déploient en terrain découvert. La 7e armée a atteint Belfort, tandis que les Américains, plus au nord, ont progressé de vingt kilomètres au delà de Nancy. »**

Voulez-vous écrire l'histoire de la libération ?

UN "CONCOURS DE TÉMOIGNAGES" EST OUVERT

La tâche des historiens est ingrate. Quand il s'agit de faits récents, leur besogne est plus délicate peut-être que s'il s'agit d'un lointain passé ! Comme l'a noté Anatole France, les faits historiques les moins contestés sont ceux dont la trace consiste en un seul document : dès qu'il y en a deux, ils risquent de se contredire !

Or, les combats de la libération ont eu des milliers d'acteurs et de témoins. Quel travail que de confronter tous ces récits, tous ces souvenirs ! C'est pourtant ce qu'ont entrepris de consciencieux historiens, qui font appel à chaque Parisien pour les renseigner.

Après viendra le grand travail de dépouillement, de critique, de synthèse.

C'est Mlle Monique Cazeau, bibliothécaire à l'Arsenal, une des plus grandes bibliothèques de Paris, qui a eu l'idée de cette reconstitution, de cette chasse aux documents.

— Je me suis adressée à M. Bourgin, nous dit-elle. Il a été enchanté de mon initiative.

Elle est jeune et pimpante, derrière son petit bureau. Il règne là une odeur particulière aux livres, aux vieilles paperasses poussiéreuses, l'odeur aussi des vieux greniers.

— M. Bourgin ? C'est le directeur des archives. Il nous a aidés à former le comité d'histoire de la libération de Paris et de sa région, dont il est le vice-président. Le président est M. Caron, et voici quelques-uns des membres : M. Boucher, conservateur du musée Carnavalet ; M. Bayet ; M. Boutrou, directeur des bibliothèques de France ; M. Maublanc, M. Le Bras, professeur à la faculté de droit.

« Nous avons déjà lancé trois appels, ajoute Mlle Cazeau, mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur la difficulté de reconstituer, à trois semaines d'intervalle, ce qui a été réellement fait, vu, entendu.

« Il n'y a pas seulement la question du temps écoulé. Il faut aussi compter avec les vantards, vantards sincères, qui arrivent à se prendre pour des héros, vantards conscients qui raconteront n'importe quoi pour obtenir le prix. Car, dites-le bien, il y aura des récompenses... »

Dans un appel radiodiffusé, les historiens invitent leurs collègues de province à constituer eux aussi des comités, et leur désir est de réaliser, lorsque ce sera possible, un grand congrès. Il réunira tous les comités d'histoire de Paris et de la province.

Catherine MORGAN.

(Lire la suite en page 2.)

Devant la grande foule sur le circuit de Daumesnil

PAUL MAYE EST PROCLAMÉ VAINQUEUR du Critérium de la libération

Mais beaucoup avaient vu gagner Vergili

HANSENNE, PUJAZON, LADOUMÈGUE participent aujourd'hui, au stade Jean-Bouin, à la JOURNÉE VOLOGE

Des milliers de spectateurs s'étaient massés sur le circuit du bois de Vincennes pour encourager les « as » de la route et quelques vedettes de la piste aux prises dans l'épreuve organisée par « Le Populaire ».

Dans quelle forme allait reparaître Paul Maye, qui n'avait pas couru depuis quelques semaines ? La réponse n'allait pas tarder à nous être donnée, puisque, profitant de l'avalanche des primes, Paul Maye s'adjugeait la plus importante au vingtième tour.

Un trio décidé

Et c'est pourquoi, sans doute, après quelques escarmouches sans autres conséquences, trois coureurs décidés déclenchèrent au trente-sixième tour une échappée vigoureuse. C'étaient Vergili, déjà vainqueur à Clichy, Tacca et le jeune professionnel André Brulé.

Plus de 20 secondes d'avance au trente-septième tour semblaient annoncer la réussite de cette échappée. Trois tours après, ce trio résistait à une tentative isolée de Jules Rossi, qui, ne pouvant les rejoindre, devait reprendre place dans le peloton.

Tout semblait terminé lorsque, au dernier tour, le peloton effectuait un retour rapide, tandis que Brulé flanchait en tête. Et Paul Maye, littéralement catapulté par son équipe, venait achever la course sur la même ligne que Vergili, serré de près par Tacca.

Qui avait gagné ? « Paul Maye ! » proclama le juge à l'arrivée, dont les décisions, on le sait, sont souveraines.

Mais le public n'était pas de cet avis et c'est Vergili que les spectateurs portèrent sur le pavois.

Ainsi se termina dans l'effervescence générale une belle course rondement menée, au cours de laquelle l'immense Boda s'était particulièrement distingué, menant la chasse sans arrêt avec une ardeur qui n'était peut-être pas très raisonnée, mais qui témoignait de ses robustes qualités de rouleur.

Gueguen premier amateur

Caffi remontant Prat, Breuskin, Blum, Gaudin, Idée s'étaient distingués en enlevant quelques-unes des primes dont le total s'éleva à quelque 80.000 fr., tandis que des crevaisons éliminaient Danguillaume, Ferrand (très remarqué), Blanchet, Mithouard et quelques autres...

Le Suisse Besson, victime d'une chute au début de la course, lutta longtemps avec un courage méritoire, mais dut finalement s'incliner.

Dans l'ensemble, malgré la longue interruption, les routiers témoignèrent d'une forme satisfaisante et il faut aussi souligner la belle victoire de l'amateur de Boulogne-Billancourt Jean Gueguen, au sprint, sur Beyaert, dans le Prix du « Populaire ».

A. BAKER D'ISY.

Lire les résultats en page 3

Paris va voir enfin plus clair

A PARTIR DE DEMAIN LUNDI NOUS AURONS DU COURANT LA NUIT

— Et je te dis, moi, que tu seras éclairé ce soir, avant la nuit et toute la nuit.

— Je t'affirme que non, réplique l'autre. Il n'y a, comme toujours, que le quartier des Champs-Elysées qui pourra voir clair jusqu'à l'aube.

De ces deux affirmations contradictoires, laquelle croire ?

Nous sommes allés le demander aux distributeurs mêmes, à la direction de la C.P.D.E.

— Je veux tout de suite, nous déclare notre aimable interlocuteur, annoncer une bonne nouvelle à vos lecteurs. A partir de demain 18, un premier « paquet » de consommateurs recevra du courant de 19 h. 30 à 20 h. 30 et de minuit à 6 heures du matin.

Un deuxième « paquet » — c'est le terme technique consacré qui ne correspond nullement à un ou plusieurs secteurs — sera éclairé de 21 heures à 22 heures, et comme le précédent de minuit à 6 heures du matin.

Enfin, un troisième « paquet » pourra voir clair sans interruption, dès demain de 22 heures à 6 heures du matin.

— Pourquoi pas l'égalité pour tous dans la lumière et aux mêmes heures ?

Notre interlocuteur sourit. Il paraît que notre souhait confine à l'hérésie dans l'état actuel d'un matériel systématiquement saboté par l'envahisseur.

— Peut-on, risquons-nous, espérer des améliorations encore plus substantielles dans un proche avenir ?

— Certainement, si aucun aléa imprévu ne se présente, Paris pourrait, avant un mois et demi, redevenir la ville-lumière.

Acceptons-en l'augure. Mais que de difficultés auront été surmontées grâce à la bonne volonté de tous pour parvenir à ce résultat. La C.P.D.E. doit avant tout satisfaire par priorité les besoins de l'autorité militaire.

— Il nous est impossible de faire une discrimination de courant entre les bâtiments militaires et leurs voisins. Mais aucun abus ne sera toléré.

En nous quittant, notre interlocuteur met une fois de plus le public en garde contre des illusions dangereuses.

— S'il est exact que les lignes à haute tension du Massif Central sont à peu près rétablies, des aléas sont toujours à redouter; nous dépendons d'un circuit très étendu où l'on s'est férocement battu; nous sommes à la merci d'un pylône qui branle ou d'un transformateur endommagé.

Des ordres sont donnés et des camions équipés spécialement vont à quelque cinq cents kilomètres sillonner la nuit pour rechercher et rétablir les liaisons interrompues.

Les « ambulants » de la C.P.D.E. ne chôment guère !

Épuration, liberté d'expression aide aux familles des martyrs

TELLES ONT ÉTÉ LES RÉSOLUTIONS VOTÉES HIER PAR LE COMITÉ DIRECTEUR DU FRONT NATIONAL

Le comité directeur du Front national s'est réuni hier matin sous la présidence de *M. Joliot-Curie*, membre de l'Institut et professeur au Collège de France, assisté de *M. Pierre Villon*, secrétaire général du F. N. Le *professeur Wallon*, du Collège de France, le *R.P. Philippe*, le *professeur Debré*, de l'académie de médecine, le *professeur Bergeron*, de l'Ecole centrale, *M. Benoît Frachon*, de la C.G.T., *M. Pierre Lebrun*, secrétaire général de l'U. C. I. F., *M. Debû-Bridel*, directeur politique de « Front National », *M. Boe*, du F. N. des anciens combattants, *M. Francis Jourdain*, décorateur, *Mme Leclerc*, de l'Union des femmes françaises, et *Mlle Ginette Cross*, du Front patriotique de la jeunesse, participaient aux débats. *MM. François Mauriac*, de l'Académie française, *Perney*, vice-président d'honneur du parti radical-socialiste, et *Max André* du parti démocrate populaire, s'étaient fait représenter.

L'épuration

La question, si urgente, de l'épuration fut abordée par M. Pierre Lebrun. Il cita des exemples établissant que les administrations mettent en place trop souvent, jusque dans certaines commissions d'épuration, des hommes ou incapables ou indignes ou ayant servi le gouvernement de Vichy. Lui-même, pressenti pour participer à la commission de l'épuration de l'Intérieur, se récusera tant qu'elle n'aura pas été composée plus sainement.

M. Villon, président du C. O. M. A. C., révéla que l'état-major des F.F.I. a retiré l'officier d'abord délégué à la commission d'épuration de l'Intérieur, quand il fut constaté que celle-ci était composée de façon administrative. Pour la Justice, à l'exception de la veuve de Parodi, lâchement exécuté, il n'y avait que des fonctionnaires, présidents de tribunaux, conseillers à la cour de cassation, parfaitement inconnus.

M. Jacques Debû-Bridel fit remarquer que le cas était le même à la commission de la marine.

M. Rivière révéla que le préfet de la Manche interdit au Front National le droit d'affichage dans son département.

M. Debû-Bridel se plaignit que trop d'officiers de Vichy sont encore en place.

Après M. Francis Jourdain, M. Wallon aborda avec la netteté nécessaire le cas Pétain. Il se déclara scandalisé que cet homme soit encore membre de l'Académie française et soutint que les associations doivent prendre leurs responsabilités, que dans tous les milieux ceux qui sont indignes doivent être renvoyés.

(Lire la suite en page 2.)

LES PLAQUES d'immatriculation des vélos sont supprimées

Par arrêté du 11 septembre 1944, le préfet de police a abrogé l'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 1940, portant obligation d'immatriculer les cycles dans le département de la Seine.

En conséquence, les plaques d'immatriculation des vélos sont supprimées, mais le tarif de l'impôt sur les vélocipèdes et appareils analogues reste en vigueur.

En route pour Konakry

...avec 40 kilos de bagages

HIER, UNE CÉRÉMONIE A MARQUÉ LA «RELÈVE» DES COLONIAUX

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 2.)

Déjà le casque en liège sur la tête ! Une simple valise, quelques paquets, peut-être, et en route pour les lointains pays. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

Bonny se déguisait en parachutiste pour "donner" à la Gestapo les patriotes français

Hier encore Bonny a été interrogé. Il se confirme que c'est lui qui avait été chargé de l'organisation de la lutte contre les maquisards. Au cours de l'interrogatoire il a dévoilé un détail particulièrement infâme de son activité : vêtu en parachutiste, il s'introduisait chez les habitants, se rendait compte de leur état d'esprit et, s'il y avait lieu, il les signalait ensuite au service de la Gestapo française ! Combien le bandit a-t-il ainsi livré de patriotes ?

D'autre part, l'ancien conseiller municipal du 20e arrondissement, Levillain, a été interrogé. Il a précisé dans quelles conditions il était entré en relations avec les chefs de la rue Lauriston. Il dirigeait le bureau de renseignements du R.N.P. Son secrétaire, l'ex-inspecteur Maillebiau, lui avait fait connaître Lafont au sujet d'une demande formulée par von Behr, chef allemand du service juif, qui cherchait cinq gardes à poigne pour ses bureaux.

Il a protesté contre l'accusation d'avoir mis dans sa poche les 36.000 francs que le chef de la Gestapo lui avait chargé de verser à ses hommes.

Où allaient les biens des juifs

Et maintenant, quelques détails instructifs. On sait que l'affaire de la rue Lauriston a eu comme point de départ un cambriolage commis chez un professeur arménien du boulevard Saint-Michel, à qui on avait dérobé 900 dollars.

Le malfaiteur, Axell Bosing (ou Bocing), est arrêté.

Au cours de son interrogatoire, il a dévoilé certains aspects de l'activité des services de la rue Lauriston.

Bocing avait un métier avoué, un « paravent ». Il était portier d'un grand hôtel de l'avenue d'Iéna où il se faisait environ 25.000 francs par mois !

Mais il était surtout un des collaborateurs directs de Lafont.

Il s'occupait spécialement des perquisitions chez les juifs, et ces opérations lui rapportaient de grosses sommes, sans parler des meubles et bijoux qu'il raflait.

Le cinéma présente l'insurrection de Paris aux Algérois

Alger, 16 septembre. — Le public algérois se presse dans les cinémas pour voir le film tourné pendant et après le jour de la « *Libération de Paris* » par le Comité de Libération du cinéma français.

AUX MÉDECINS

Le Comité directeur des médecins du Front National invite les médecins de la région parisienne, aujourd'hui dimanche 17 septembre, à 10 heures, au grand amphithéâtre de la Faculté de médecine, à une réunion présidée par François Billoux, ministre de la Santé publique, et consacrée aux combattants et aux médecins F.F.I. de Paris.

Prendront la parole entre autres : le professeur Debré, membre de l'Académie de médecine, et Pierre Villon, secrétaire général du Front national.

LE DERNIER TRUC !..

— Chut ! Vous ne savez donc pas que je suis de la Résistance ?..

AU MOINS DU LAIT pour les vieux sans chauffage

Pensez à la retraite des vieux travailleurs : 300 francs par mois, c'est si maigre, écrit une vieille maman.

Pas une pauvre vieille maman ; une vieille maman pauvre :

J'achète le Front National *de temps en temps, deux ou trois fois par semaine, parce que c'est cher.* Un luxe qu'elle se donne. Et elle s'excuse d'écrire, avec les mots simples du peuple qui expriment des idées claires, simplement :

Cela semble si bon d'écrire à un Français et de ne pas craindre de dire ce que l'on pense...

Ce qu'elle pense, nous le savons tous. Elle pense « *à ces ignobles « habits verts » qui se promenaient en tapant du talon, en ayant l'air de dire : « Nous sommes chez nous. »* La blessure est encore saignante.

Elle, et beaucoup avec elle, n'ont pas de gaz, d'électricité, de charbon, de pétrole et pas même une bougie :

Impossible de prendre quoi que ce soit de chaud, écrit-elle. *Il faut rester dans le noir plein de cauchemars, en pensant à l'enfant parti pour ne pas être Boche et pour défendre la France.*

Tel est le ton, telle est la lettre. Ils se suffisent. On voit la pauvre vieille chère femme aux mains couturées par le travail saint, au visage plissé, au ventre creux, rêver dans l'ombre à son soldat sans uniforme entouré de périls, loin, quelque part, dans un lieu mystérieux qu'elle ne sait imaginer. Elle songe aussi à de plus malheureux qu'elle :

Demandez au gouvernement que l'on ne distribue du lait, en payant, naturellement, qu'à ceux qui n'ont rien pour faire chauffer des aliments...

Instruite par la vie, elle précise :

...et qui peuvent le prouver en montrant leur carte de charbon pour la cuisine ou, tout simplement, un certificat du propriétaire témoignant que les locataires n'ont ni gaz ni électricité.

Sagesse d'aïeule, sagesse de simple femme au cœur pur et, une parmi tant d'autres, de race française.

Eliot DUBOS.

Bonny se déguisait en parachutiste pour "donner" à la Gestapo les patriotes français

Hier encore Bonny a été interrogé. Il se confirme que c'est lui qui avait été chargé de l'organisation de la lutte contre les maquisards. Au cours de l'interrogatoire il a dévoilé un détail particulièrement infâme de son activité : vêtu en parachutiste, il s'introduisait chez les habitants, se rendait compte de leur état d'esprit et, s'il y avait lieu, il les signalait ensuite au service de la Gestapo française ! Combien le bandit a-t-il ainsi livré de patriotes ?

D'autre part, l'ancien conseiller municipal du 20e arrondissement, Levillain, a été interrogé. Il a précisé dans quelles conditions il était entré en relations avec les chefs de la rue Lauriston. Il dirigeait le bureau de renseignements du R.N.P. Son secrétaire, l'ex-inspecteur Maillebiau, lui avait fait connaître Lafont au sujet d'une demande formulée par von Behr, chef allemand du service juif, qui cherchait cinq gardes à poigne pour ses bureaux.

Il a protesté contre l'accusation d'avoir mis dans sa poche les 36.000 francs que le chef de la Gestapo lui avait chargé de verser à ses hommes.

Où allaient les biens des juifs

Et maintenant, quelques détails instructifs. On sait que l'affaire de la rue Lauriston a eu comme point de départ un cambriolage commis chez un professeur arménien du boulevard Saint-Michel, à qui on avait dérobé 900 dollars.

Le malfaiteur, Axell Bosing (ou Bocing), est arrêté.

Au cours de son interrogatoire, il a dévoilé certains aspects de l'activité des services de la rue Lauriston.

Bocing avait un métier avoué, un « paravent ». Il était portier d'un grand hôtel de l'avenue d'Iéna où il se faisait environ 25.000 francs par mois !

Mais il était surtout un des collaborateurs directs de Lafont.

Il s'occupait spécialement des perquisitions chez les juifs, et ces opérations lui rapportaient de grosses sommes, sans parler des meubles et bijoux qu'il raflait.

Le cinéma présente l'insurrection de Paris aux Algérois

Alger, 16 *septembre*. — Le public algérois se presse dans les cinémas pour voir le film tourné pendant et après le jour de la « *Libération de Paris* » par le Comité de Libération du cinéma français.

AUX MÉDECINS

Troisième année. — N° 26

Le Numéro : 2 francs

Mercredi 20 septembre 1944

EN ALLEMAGNE, on arrête les anciens députés socialistes

On ferait mieux d'arrêter les frais

L'AURORE

REDACTION ADMINISTRATION : 9, rue Louis-le-Grand, 9 PARIS (2e)

Téléphone : OPEra 65-00
Après 20 heures : GUTenberg 48-20

Directeur : PAUL BASTID

Edouard HERRIOT

EDOUARD HERRIOT, toujours captif, vient d'être symboliquement réélu maire de Lyon. Il n'en pouvait être autrement. Personne n'aurait compris que la grande cité, qui a fait à un certain moment figure de capitale — et de capitale protestataire — ne retrouvât pas son chef naturel. Il y a quarante ans qu'Herriot était entré à la mairie. Le gouvernement de Vichy l'en avait fait sortir dès octobre 1940. Il y retrouve une place qui n'appartenait qu'à lui et où il sera suppléé jusqu'à son retour par Justin Godart, qui fut dans la résistance l'un des parlementaires les plus actifs.

Mais le rôle d'Edouard Herriot ne sera pas dans la France de demain que d'ordre municipal. Il faut utiliser les hommes aux postes où ils peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes. En tout état de cause, Herriot est une grande figure de la politique nationale. Son prestige international est plus grand encore.

Il a été depuis quatre ans une sorte de cible. Les passions les plus basses ont été excitées contre lui. Insultes et calomnies ont été déverrées sur sa tête, qui ne s'est point courbée. Le seul reproche que lui aient adressé ses amis est d'avoir, pendant l'été de 1940, fait crédit à Philippe Pétain, dont il hésitait à mesurer la fourberie. Mais comme il s'est magnifiquement révolté depuis lors ! Ceux qui le connaissaient n'avaient d'ailleurs jamais douté de ses sentiments. Bien que paralysé dans sa retraite surveillée de Brotel, où il ne pouvait guère recevoir que quelques amis, il a été tenu par l'ennemi extérieur ou intérieur comme un redoutable péril, en raison de son nom et de son passé. Un jour il s'est vu privé de la demi-liberté physique qu'on n'avait pas osé lui arracher d'abord. Puis on a répandu sur lui des bruits absurdes : ralentissement cérébral, folie, collusion même avec ses geôliers, que ne lui a-t-on pas prêté dans la défaillance générale de l'esprit ?

Edouard Herriot a été trop mêlé à la direction de ce pays pour ne pas porter sur ses larges épaules le poids d'inimitiés inexpiables, dont il est d'ailleurs pleinement de taille à secouer le fardeau. On regrette que sa présence n'ait pas été matériellement possible aux côtés du président Jeanneney dans le gouvernement du général de Gaulle. Il est en tout cas un domaine où son rayonnement n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui : c'est celui de l'action extérieure. Il sera dans les négociations de paix un magnifique avocat des droits et des intérêts de la France. Depuis dix ans, il ne cessait de répéter : « Je ne m'intéresse qu'à la grande politique nationale. L'accord avec l'Amérique et avec la Russie est ma constante pensée. » S'il ne parlait pas de l'entente avec l'Angleterre, c'est qu'il la considérait comme réalisée déjà.

Quoi qu'il en soit, auprès des trois grands alliés son crédit est inégalable. Uni aux dirigeants de la Grande-Bretagne par une amitié qui ne s'est jamais démentie, il a pris vis-à-vis de l'Amérique, en 1932, une attitude que personne n'a oubliée outre-Atlantique. En dépit de tous les sarcasmes il a souligné sans répit la puissance militaire, aussi bien qu'industrielle, de l'organisation soviétique, devant laquelle personne, je crois, ne hausse plus désormais les épaules. Son ascendant en Orient est considérable. Les petits Etats le considèrent toujours comme le porte-parole le plus autorisé de la France traditionnelle, c'est-à-dire humaine, généreuse, protectrice des faibles.

Ces titres lui créent actuellement une vocation, non dans son intérêt propre, car il a connu assez d'honneurs pour n'en point rechercher d'autres, mais dans l'intérêt du pays, dont il sera demain comme hier un grand, un éclatant serviteur.

PAUL BASTID.

De la Suisse à l'Escaut

Les alliés avancent en dépit de la résistance allemande

METZ EST ENCERCLÉE

Les Russes percent le front en ESTHONIE et prennent VALGA

L'Axe fléchit. L'Allemagne, envahie, connait l'exode. Ses populations de l'Ouest fuient, encombrant les routes, en dépit des recommandations de la presse nazie et malgré les efforts de la police et de la gendarmerie.

De l'autre côté de la terre, le Japon, dégrisé, dénombre les ruines déjà accumulées, les défaites subies et pense, angoissé, à l'assaut final qui, déjà, se prépare. L'agence Domei écrit : « La guerre a dépassé le stade des attaques. C'est une offensive de grande envergure qui est déclenchée contre nos bases. »

EN HOLLANDE

Les troupes de la IIe armée, que commande le général Dempsey, ont réussi à percer les lignes allemandes et à établir une liaison avec la Ire armée aéroportée d'Eindhoven, où on se bat farouchement.

L'opération, si hardiment menée, a définitivement compromis le plan allemand qui consistait, nous l'avons déjà signalé, à défendre la Ruhr avec l'aide des barrières d'eau hollandaises.

Surpris, l'ennemi s'est ressaisi et lutte avec l'énergie du désespoir. Il a la Ruhr dans le dos, ce qu'il ne saurait oublier, et il sait que les routes de l'arrière sont encombrées par les populations en fuite. Mais sa résistance faiblit sous les coups répétés des Alliés, comme faiblit celle des unités qui combattent devant l'Escaut. La ligne Siegfried s'effrite. Et toujours des bataillons, des régiments frais viennent renforcer les corps anglais et américains engagés dans la lutte. Des tracts, lancés par des avions de reconnaissance, renseignent d'ailleurs la Reichswehr sur l'importance des forces alliées, la puissance de leur matériel et les succès obtenus.

En outre, la résistance hollandaise qui vient d'entrer en action, sur l'ordre du prince Bernard, souligne la gravité de sa situation. Trains, tramways, véhicules de tous genres sont immobilisés; sur les canaux, les communications sont paralysées. Et toujours, sur quantités de points, parfois assez éloignés les uns des autres, des troupes aéroportées atterrissent.

DE BREST A LA MOSELLE

En France la lutte continue autour des îlots de résistance brestois. La ville et le port de Brest ne sont plus que des ruines fumantes, dit le communiqué allemand. Dans Boulogne, les Canadiens avancent toujours; 2.000 prisonniers ont déjà été capturés; le reste de la garnison, environ 3.000 hommes, se trouve bloqué sur la rive occidentale de la Liane et soumis à un intense bombardement. Le fort de Mont-Lambert a été enlevé de haute lutte.

Dans la vallée de la Moselle, nous continuons, dit le G.Q.G., à renforcer nos troupes à l'est de la rivière.

Dans la région de Lunéville, attaques et contre-attaques se succèdent à l'ouest de la trouée de Belfort, une avance a été réalisée sur plus de 8 kilomètres. Saint-Loup-sur-Semouse a été dépassé par des éléments qui ont pénétré dans Fougerolles.

DE LA SUISSE A L'ESCAUT

Sur l'ensemble du front de l'Ouest, sept armées alliées attaquent maintenant les forteresses de l'ouest du Reich, dans lequel se nouent et se dénouent sans cesse des intrigues. Ne dit-on pas que Himmler travaillerait à déboulonner le Fuehrer!

Tout le long de la frontière et par delà cette frontière, la pression des Alliés augmente, jour par jour, de puissance; sur certains points la Reichswehr réagit avec vigueur; dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, notamment, où les contre-attaques se succèdent.

Aux endroits où la ligne Siegfried a été percée, les Allemands ont transformé des chars en blockhaus en les enfonçant dans le sol sans réussir, d'ailleurs, à briser l'élan des troupes alliées.

Au sud-est d'Aix-la-Chapelle, les Alliés sont alignés sur un front de 130 kilomètres. Certains éléments d'avant-garde ont pénétré jusqu'à 20 kilomètres à l'intérieur du pays, à l'est de Luxembourg.

La Ire armée a traversé la frontière sur un nouveau point, près de Stupelveld. Légère avance devant Stolberg. Bandscheid a été prise et Hornheim est au contact des blindés.

DANS L'EST

Depuis 50 jours, on se bat dans Varsovie, où les Russes progressent rue par rue et, en certains endroits, maison par maison, tandis que les patriotes polonais repoussent sans faiblesse les incessants assauts de l'ennemi.

Sur le front balte, Riga est directement menacé par 50 divisions, au moins, suivant Berlin.

Quant aux tentatives de percée des Allemands, vers Mitau, elles ont échoué, tout en leur coûtant fort cher. 54 de leurs chars ont été détruits.

Un peu partout, sur l'immense front de l'Est, l'aviation soviétique se montre très active, attaquant des cantonnements, des voies ferrées, des usines, des concentrations de troupes, des forts, et coulant des bateaux.

La campagne des Balkans entre maintenant dans une nouvelle phase. Les unités soviétiques approchent rapidement de la ville hongroise de Debreczen. L'immense plaine à blé s'offre à eux, pour les mener au Danube et à Budapest. — M. F.

L'ENCERCLEMENT

Avertissement nécessaire

Parlant de nos prisonniers politiques en Allemagne, de ceux qui, à des titres divers, ont joué un rôle important — des Edouard Herriot, Yvon Delbos, Léon Blum, Paul Reynaud, Daladier... — Paul Bastid écrivait l'autre jour :

« Des avertissements solennels ont été donnés par les Alliés à leur sujet. Il est nécessaire de veiller. L'ennemi doit savoir que certains actes ne seraient pas accomplis impunément. »

Est-ce à la suite de ces avertissements que Himmler, hésitant à opérer lui-même, a remis Georges Mandel aux « autorités » françaises — en l'espèce à Joseph Darnand, qui s'est chargé de faire disparaître l'ancien collaborateur de Clemenceau ?

Mais Himmler s'imagine-t-il qu'on ne lui imputera pas aussi la responsabilité de ce crime ? Il est vrai qu'il n'en est pas à un près...

Seulement, en dehors de nos grands prisonniers d'Etat, de ceux dont le public connait et répète les noms, il y a tous les otages — « les petits, les sans grade » — tous ceux qui ont été emmenés de prison en prison, de camp en camp, pour aboutir dans les bagnes allemands. Il y en a, parmi eux, à qui on nous permettra de penser avec une émotion particulière, parce que, comme Robert Salomon, ils ont été arrêtés par la **Gestapo** pour avoir transporté et diffusé **L'Aurore** clandestine.

Combien sont-ils comme lui ? Si nombreux qu'ils soient, le dénombrement doit en être possible, grâce aux amis qu'ils ont laissés, et qui savent quand et comment ils ont disparu.

Mais à leur sujet aussi des avertissements solennels doivent être donnés. Sur eux aussi l'ennemi doit savoir que certains actes ne seraient pas accomplis impunément.

De tous nos otages, tous les captifs de la « résistance » emmenés en Allemagne, il faut que chacun de leurs geôliers, depuis le grand chef jusqu'au dernier garde-chiourme, sache qu'il est responsable à nos yeux.

Et que tout crime, tout sévice commis contre ces Français patriotes — que nous considérons non comme des détenus politiques, mais comme des prisonniers de guerre — entraîneront des sanctions sans pitié.

L'A.

DE VICHY A PARIS

La guerre n'a laissé que peu de traces le long de la route bleue et pas du tout dans la capitale de la France asservie

TOUTE LA RÉGION DU CENTRE EST MAINTENANT DÉBARRASSÉE DE TOUTE RÉSISTANCE ENNEMIE

par notre envoyé spécial **Georges BOULLET**

Deux fois, la radio de Londres avait annoncé la prise de Vichy. Nouvelles prématurées. Les F.F.I. enveloppaient Vichy comme elles entouraient la plupart des grandes villes de la région. Elles coupaient les lignes de chemins de fer, elles mitraillaient les routes, mais elles n'occupaient pas la « capitale » de la France.

C'est le samedi 26 août que l'opération se fit sans douleur. On avait assisté, les jours précédents, au départ des services de la Gestapo et de l'administration allemande, puis à l'envol des miliciens.

Les F. F. I. ne rencontraient aucune résistance. Les ministères étaient vides pour la plupart; seuls les organismes de résistance intérieure étaient à pied d'œuvre, liste de prescription en main. Il n'y eut aucun incident, sauf quelques coups de revolver tirés par deux miliciens exagérément attardés et qui coûtèrent, malheureusement, la vie à l'un des nôtres.

Aussitôt, l'épuration commença. Huit jours plus tard, 300 arrestations avaient été opérées sur mandats d'arrêt réguliers ; c'est relativement peu, sans doute, mais il faut dire que les gens dont la conscience n'était pas nette avaient préféré prendre le large, pour la plupart, et chercher un lieu de méditation solitaire dans les campagnes de l'Allier.

DERNIERS ILOTS DE WEHRMACHT

Vichy libérée restait cependant sous la menace allemande. On signalait, en particulier, dans la forêt de Randan, toute proche, des groupes allemands qui cherchaient à se regrouper pour forcer le passage vers l'est. De ce fait, les communications avec Clermont-Ferrand étaient des plus précaires. De même, au nord, le « couloir » d'évacuation qui partait du sud-ouest et, par Châteauroux, Moulins, Digoin, Dijon, rejoignait les Vosges, était constamment parcouru par des forces allemandes relativement importantes. Avec méthode, les Boches ressoudaient les débris de leurs divisions décimées par les « maquisards » et les repliaient en bon ordre.

C'est ainsi que Gannat, à 25 kilomètres de Vichy, fut évacuée et réoccupée trois fois, que Montluçon et Châteauroux arborèrent trop tôt les drapeaux de la libération.

De ce fait, Vichy vécut, pendant une semaine, dans une certaine fièvre. On craignait de voir réapparaître les tanks ennemis, mais les F. F. I., si peu nombreuses qu'elles fussent, montaient une garde vigilante et l'on n'eut à enregistrer aucun retour offensif.

(*Lire la suite en 2e page*)

La correspondance postale est partiellement rétablie

Le haut état-major des forces expéditionnaires alliées vient d'autoriser la reprise partielle de la correspondance postale dans les limites ci-après :

1o Echange de lettres missives jusqu'à 20 grammes et de cartes postales non illustrées, ne concernant que les affaires personnelles et familiales, dans les relations entre les départements ci-après :

Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Manche, Calvados, Eure, Orne, Seine-Inférieure.

2o Echange de cartes postales seulement sous la même réserve que ci-dessus dans les relations entre les départements suivants :

Eure-et-Loir, Mayenne, Sarthe, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord.

La correspondance entre les deux groupes de départements ci-dessus est limitée à l'échange de cartes postales non illustrées.

D'autre part, la correspondance au moyen de cartes postales non illustrées est admise entre les mêmes départements et les pays suivants :

a) Grande-Bretagne et Irlande du Nord ; Dominions britanniques (à l'exception de l'Eire); colonies et possessions britanniques (à l'exception des territoires occupés par l'ennemi) ;

b) Etats-Unis d'Amérique et possessions des Etats-Unis (à l'exception des territoires occupés par l'ennemi) ;

c) Corse, Algérie, Empire français (à l'exception de l'Indochine) ;

Ainsi qu'avec les forces expéditionnaires françaises et les forces armées de Grande-Bretagne (y compris dominions et colonies des Etats-Unis).

LA BANDE A BONY

De Stavisky à Lafont

Joë-la-Terreur est encore là

NOUS fûmes surpris d'apercevoir, hier, une nouvelle tête dans la sorte de cage où les inculpés attendent, quai de Gesvres, d'être interrogés, une nouvelle tête qui nous rappelait quelque chose. Mais oui, c'est bien Joe la Terreur, dit Joe les Cheveux Blancs, celui qui, il y a plus de dix ans, vint un jour porter à Bony les talons du chéquier de Stavisky. Il a été arrêté dans l'espoir qu'il pourrait fournir des renseignements précieux sur la gestapo française : en effet, il a habité sur la Seine une péniche voisine de celle de Violette Moriss (la célèbre sportive masculinisée) qui, elle, était, sans aucun doute, en relation avec la bande de la rue des Saussaies. Mais, hélas ! Violette Moriss, « descendue » il y a quelques mois par les soins de la résistance, ne parlera plus. Et nous ne connaissons d'elle qu'une petite histoire que M. le commissaire Clot n'a pas encore digérée.

Alors qu'il était en fonctions à Levallois, pendant l'occupation allemande, ses agents avaient rentré, un jour, dans la cour du commissariat, une voiture qui stationnait devant la porte sans autorisation. Quelques heures plus tard, M. Clot reçut un coup de téléphone : une mâle voix furibonde lui intimait l'ordre de reconduire immédiatement la voiture là où les agents l'avaient trouvée. « *Monsieur*, répartit le commissaire, *venez à mon bureau et nous nous expliquerons.* »

Le Monsieur, c'était Violette Moriss, alors propriétaire d'un garage, qui se présenta au commissariat avec un Allemand.

Elle se répandit en injures les plus grossières et ordonna qu'on lui rendît sa voiture immédiatement en arguant de hautes protections allemandes. Il fallut bien lui donner satisfaction, mais on se jura bien de prendre une revanche ultérieure : c'est fait. Joe, de son vrai nom Georges Hainaut, en sait-il davantage sur la discobole aux seins coupés ? On sait que Violette Moriss, qui avait déjà la voix et les manières d'un charretier, pour acquérir une apparence plus virile encore, s'était fait supprimer chirurgicalement la poitrine. Il faut ajouter d'ailleurs que le côté publicitaire de la chose ne fut pas négligé.

Espérons aussi que Joe sera confronté avec Bony. Ce dernier sera sûrement ravi de revoir celui qui lui permit d'aller porter à M. Chéron les documents précieux que constituaient les talons de chèques et de recevoir à cette occasion, du ministre lui-même, le surnom de « *premier policier de France* ».

∴

Tout ceci, cependant, n'est qu'une histoire annexe qui nous écarte de notre affaire, la bande de la rue des Saussaies étant bien distincte de celle de la rue Lauriston, quoi qu'elles se soient livrées toutes deux au même genre d'opérations. Mais personne n'a été interrogé hier. Lafont a été légèrement malmené au cours de son dernier transfert et a obtenu quelques jours de repos, il paraît qu'il se plaint beaucoup de la prolixité de Bony.

Pour lui, le « *premier policier de France* » est un « *fumier* », ainsi vont les jugements du monde.

Francine BONITZER.

Essais de sirènes

La population des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne est informée qu'en vue de vérifier le dispositif d'alerte de la région parisienne, des essais de sirènes auront lieu demain jeudi, 21 septembre, à midi et à midi 15.

Le signal émis sera celui de fin d'alerte : son continu pendant 30 secondes.

J'ai passé l'examen d'interprète du "French Welcome Committee"

— Asseyez-vous, Monsieur, et commençons...

Nous ne sommes pas chez le dentiste, ni au baccalauréat, mais au *French Welcome Committee*, où se déroulent les examens oraux pour l'obtention du « badge » qui, épinglé sur le veston, indiquera aux « sammies » et aux « tommies » que le porteur est un familier de la langue de Lord Byron et qui ne demande qu'à dépanner le malheureux troupier en rade dans le labyrinthe des rues de Paris.

— *Have you been in England ?* demande aimablement l'examinatrice, ancien professeur dans une Université américaine.

Je réponds par l'affirmative.

La conversation s'aiguille alors vers des sujets où la syntaxe employée devient ténébreuse...

Aïe, aïe ! Ma phrase tourne court.

Comment dit-on « prealable » ?

Je fais semblant d'avoir une quinte de toux.

Les vieilles ficelles de la Sorbonne reviennent au galop...

L'examinatrice va-t-elle être dupe ?

Hum ! Hum !

Bon, ça y est maintenant. Que viens-je de dire ?

Ces verbes irréguliers sont effroyables.

Il me semble que je bafouille piteusement. J'ai dit « bring » pour « brought »...

Je suis perdu. Je baisse les yeux.

Ça va, vous êtes reçu ! me dit en souriant — et en français — l'examinatrice, Mme Maloubier, qui se trouve être la mère de l'un des fondateurs du Comité, Jacques Macoubier, l'un des meilleurs coureurs français de 400 mètres haies.

Je me lève en m'épongeant le front.

On me demande une modique cotisation et je reçois un superbe insigne : « *Interpreter — The French Welcome Committee* »

Je sors. Nous sommes au troisième. Des candidats font la queue dans l'escalier jusque sur la place de la Madeleine.

Moi, je suis diplômé.

Je me permets de les toiser avec fierté.

J'ai mon écusson.

Soldats américains, à votre disposition !

Robert CUSIN

M. LOUIS SAILLANT

Président du C.N.R.

définit le rôle de celui-ci

M. Louis Saillant, président du Conseil National de la Résistance, a prononcé hier, au micro de la radiodiffusion de la nation française, une allocution dans laquelle il a dit notamment :

Le C. N. R. fut l'organe suprême de la Résistance métropolitaine, siégeant en territoire français. A ce titre, il exerça un certain pouvoir dont l'essentiel fut la préparation de l'insurrection nationale. Il eut aussi à traduire, dans un programme qui demeure le sien, les aspirations politiques et civiques, économiques et sociales, philosophiques et morales de ces hommes de la Résistance que l'un d'entre nous appelait les volontaires de la mort.

Le C.N.R. réalise la plus symbolique des unions. Les grandes familles politiques et syndicales de notre pays y sont représentées. Les grands mouvements de résistance, nés sous l'occupation, figurent parmi ses constituants. Ainsi se réalise la jonction des organismes d'avant-guerre dont la fidélité à la République et à la liberté ont subi, avec honneur, le feu de la plus dure des épreuves, avec ces mouvements nouveaux qui sont à la vie d'une collectivité ce que la moisson est à la nature.

En cela, et par cela, réside la force du C.N.R., son autorité. Il va la puiser ailleurs. Des ordonnances édictées par le C.F.L.N., puis par le gouvernement provisoire de la République siégeant à Alger ont fait du C.N.R. un grand conseil d'Etat politique en même temps que le gestionnaire des grandes et nobles aspirations de la nation française.

Voir à la 2e page :

Fautes du passé

« Accepter le fait accompli ou faire la mobilisation générale »

Pourquoi en 1934 et 1936 nous n'avons pas eu d'autre choi

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le voyage du général de Gaulle
Le commissariat de la République à Strasbourg
Le relèvement des traitements des fonctionnaires

A peine rentré du voyage qu'il vient d'accomplir dans le Midi, en compagnie du ministre de la Guerre, le général de Gaulle a présidé hier, à 17 heures, le conseil des ministres.

Il a exposé au gouvernement les conclusions qu'il a tirées de ce voyage dans les régions de Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux et Orléans et de son inspection des Forces Françaises de l'Intérieur en contact avec l'ennemi dans la région de La Rochelle.

Sur le rapport de M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, le gouvernement a adopté une ordonnance délimitant la compétence et les pouvoirs du délégué du gouvernement chargé des relations d'ordre administratif avec les autorités militaires alliées.

M. Tixier ministre de l'Intérieur, a fait approuver une ordonnance portant création du Commissariat de la République à Strasbourg et définissant les attributions du préfet de la Moselle ainsi qu'une ordonnance relative à la surveillance et à l'internement des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique.

M Le Percq., ministre des finances, a fait adopter le texte portant relèvement du supplément provisoire du traitement des fonctionnaires, agents ou ouvriers de l'Etat, puis il a exposé la situation du budget et de la trésorerie.

M. Giacobbi a rendu compte de la situation du ravitaillement sur l'ensemble du territoire.

A l'issue du Conseil des ministres, M. Brugère, ministre plénipotentiaire, a été nommé ambassadeur de France et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et le contre-amiral Sablé, vice-amiral.

Roosevelt et Churchill se rencontrent à la gare de Québec avec le sourire.
Un sourire comme Hitler ne l'a certainement pas en ce moment.

LES DESSOUS DE L'ARMISTICE

LA TRAHISON DE BORDEAUX

par *UN TÉMOIN*

IX.— LA RÉPUBLIQUE EST CONDAMNÉE

24 juin. — Les messages du général Huntzinger, qui attend les propositions italiennes, sont toujours imprécis. Le délégué français n'est toujours pas fixé. L'accueil qu'il a reçu au grand quartier général fasciste a été plus cordial que celui qui lui fut réservé à Rethondes. Cependant, si l'on excepte les conversations banales, le vrai problème n'est pas abordé. Il est clair que les partenaires de l'Axe délibèrent sur les stipulations de la convention qui sera imposée à la France.

Les ministres s'impatientent.

Tandis que les négociations piétinent, la Wehrmacht avance toujours, et continue à faire des prisonniers. La France risque d'être complètement investie. Rivière, ministre des Colonies, qui sent confusément les lourdes et malfaisantes responsabilités qu'il assume, déclare que : *Vraiment, il ne s'agit plus d'armistice mais d'une capitulation sans réserve, et les Allemands, après nous avoir fait prisonniers, gouverneront la France comme ils l'entendront.*

Il essaie de faire partager son inquiétude par ses collègues parlementaires, mais Chautemps, complètement acquis à la trahison, le rassure. Chichery et Ybarnégaray disent à Rivière :

— *Nous sommes maintenant engagés, il faut aller jusqu'au bout.* JUSQU'AU BOUT DE LA TRAHISON.

Les vaincus veulent une revanche

Cependant, les militaires, mal informés de l'état d'esprit de leurs collègues civils, et craignant que l'armistice avec ses conséquences politiques ne leur échappe, se sont réunis chez le général Weygand. Il y a là, avec le ministre de la Défense nationale, le grand Pujo et l'amiral Darlan.

L'entrevue se prolonge durant deux grandes heures. En sortant de chez le général Weygand, l'amiral confie à Bergery, qui a établi entre lui, le maréchal Pétain et Pierre Laval une espèce de liaison QUE LES COMMANDANTS DES FORCES DE TERRE, DE L'AIR ET DE MER SONT D'ACCORD POUR FAIRE SUPPORTER A LA REPUBLIQUE ET A SON PERSONNEL LES FAUTES QUI ONT CONDUIT LA FRANCE A LA GUERRE ET A LA DEFAITE, ET POUR TIRER LES CONSEQUENCES DE CETTE SITUATION.

Darlan, cependant, s'inquiète de l'état d'esprit de Weygand qui n'admettra pas que les assemblées continuent ce qu'il appelle leurs palabres.

— *Il veut,* tranche-t-il, *un gouvernement qui en finisse avec toutes les « foutaises » démocratiques.*

Weygand ne cache pas non plus son impatience devant les hésitations de Pétain et proclame *qu'il n'y a d'autre légalité que celle qui résultera de l'ordre qu'établiront quelques divisions.*

AVANT QUE L'ARMISTICE SOIT DEFINITIVEMENT CONCLU, LA HAINE DE LA REPUBLIQUE SE MANIFESTE EN PLEINE LUMIERE.

Darlan s'inquiète

L'amiral Darlan, qui a fait sa carrière dans les cabinets ministériels, et qui est le fils d'un ancien garde des Sceaux de la République, est interloqué par la violence de Weygand. Il se rend chez le Maréchal pour lui demander de modérer une impétuosité que le général Weygand manifeste plus heureusement à Bordeaux que sur le champ de bataille.

Le Maréchal, en écoutant l'amiral, sourit et lui dit :

— LAISSEZ, LAISSEZ, IL Y A LAVAL, TOUT SE PASSERA BIEN.

Exploitation de la défaite

Pierre Laval ne perd pas son temps. Il évolue entre l'hôtel de ville où il reçoit de nombreux parlementaires et les sièges provisoires des Assemblées; il rend visite aux sénateurs et aux députés.

Pour l'ancien président du conseil, la conclusion totale et définitive de l'armistice n'est plus qu'une question d'heures et selon son expression favorite, il affirme à ses interlocuteurs *qu'il faut conserver la tête froide et regarder la situation bien en face.*

(*Lire la suite en 2e page*)

LA BANDE A BONY

De Stavisky à Lafont

Joë-la-Terreur est encore là

NOUS fûmes surpris d'apercevoir, hier, une nouvelle tête dans la sorte de cage où les inculpés attendent, quai de Gesvres, d'être interrogés, une nouvelle tête qui nous rappelait quelque chose. Mais oui, c'est bien Joe la Terreur, dit Joe les Cheveux Blancs, celui qui, il y a plus de dix ans, vint un jour porter à Bony les talons du chéquier de Stavisky. Il a été arrêté dans l'espoir qu'il pourrait fournir des renseignements précieux sur la gestapo française : en effet, il a habité sur la Seine une péniche voisine de celle de Violette Moriss (la célèbre sportive masculinisée) qui, elle, était, sans aucun doute, en relation avec la bande de la rue des Saussaies. Mais, hélas ! Violette Moriss, « descendue » il y a quelques mois par les soins de la résistance, ne parlera plus. Et nous ne connaissons d'elle qu'une petite histoire que M. le commissaire Clot n'a pas encore digérée.

Alors qu'il était en fonctions à Levallois, pendant l'occupation allemande, ses agents avaient rentré, un jour, dans la cour du commissariat, une voiture qui stationnait devant la porte sans autorisation. Quelques heures plus tard, M. Clot reçut un coup de téléphone : une mâle voix furibonde lui intimait l'ordre de reconduire immédiatement la voiture là où les agents l'avaient trouvée. « *Monsieur*, répartit le commissaire, *venez à mon bureau et nous nous expliquerons.* »

Le Monsieur, c'était Violette Moriss, alors propriétaire d'un garage, qui se présenta au commissariat avec un Allemand.

Elle se répandit en injures les plus grossières et ordonna qu'on lui rendît sa voiture immédiatement en arguant de hautes protections allemandes. Il fallut bien lui donner satisfaction, mais on se jura bien de prendre une revanche ultérieure : c'est fait. Joe, de son vrai nom Georges Hainaut, en sait-il davantage sur la discobole aux seins coupés ? On sait que Violette Moriss, qui avait déjà la voix et les manières d'un charretier, pour acquérir une apparence plus virile encore, s'était fait supprimer chirurgicalement la poitrine. Il faut ajouter d'ailleurs que le côté publicitaire de la chose ne fut pas négligé.

Espérons aussi que Joe sera confronté avec Bony. Ce dernier sera sûrement ravi de revoir celui qui lui permit d'aller porter à M. Chéron les documents précieux que constituaient les talons de chèques et de recevoir à cette occasion, du ministre lui-même, le surnom de « *premier policier de France* ».

∴

Tout ceci, cependant, n'est qu'une histoire annexe qui nous écarte de notre affaire, la bande de la rue des Saussaies étant bien distincte de celle de la rue Lauriston, quoi qu'elles se soient livrées toutes deux au même genre d'opérations. Mais personne n'a été interrogé hier. Lafont a été légèrement malmené au cours de son dernier transfert et a obtenu quelques jours de repos, il paraît qu'il se plaint beaucoup de la prolixité de Bony.

Pour lui, le « *premier policier de France* » est un « *fumier* », ainsi vont les jugements du monde.

Francine BONITZER.

Essais de sirènes

La population des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne est informée qu'en vue de vérifier le dispositif d'alerte de la région parisienne, des essais de sirènes auront lieu demain jeudi, 21 septembre, à midi et à midi 15.

Le signal émis sera celui de fin d'alerte : son continu pendant 30 secondes.

PREMIÈRE ANNÉE. - N° 28. — 2 Fr.

Front National

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1944

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

Vichy commande-t-il encore?

CONFIANCE aux Français !

NOS ministres, revenus d'Alger, se rappellent sans doute l'époque où la nation recevait leurs directives par radio. Ceux d'entre eux qui, comme nous, de ce côté des mers, vivaient avec le peuple de France se souviennent de nos difficultés pour traduire le mieux possible en actes les consignes reçues.

Il était entendu alors que tous les producteurs, et surtout les cultivateurs, devaient soustraire aux réquisitions allemandes le plus possible des richesses françaises pour les mettre à la disposition de la population, afin de permettre aux enfants de France de se nourrir. Il était entendu que les denrées qui échappaient ainsi à l'ennemi seraient vendues aux consommateurs au juste prix. Car il existe un juste prix pour le producteur comme il existe un juste salaire pour le travailleur, qui doivent permettre à l'un comme à l'autre, dans les conditions économiques actuelles, de vivre dignement, eux et les leurs.

Ces justes prix n'étaient, certes, pas ceux, inexcusables, des profiteurs du marché noir. Mais ils ne pouvaient pas être non plus ceux des taxes inapplicables imposées par les ministres de Vichy sur les ordres des Allemands.

Agriculteurs et commerçants qui ont pratiqué cette politique conseillée par la Résistance ont bien mérité du pays.

Et pourtant, pourtant aujourd'hui, ils sont poursuivis pour n'avoir pas respecté les taxations de M. Bichelonne, de M. Laval et de tous les serviteurs de Hitler.

Vichy commande-t-il encore ? se demandent-ils, inquiets.

Inquiets, ils le sont, parce qu'ils voient autour d'eux que l'ancien intendant militaire nommé par un Laval quelconque est toujours le chef du Contrôle économique. Toujours là aussi, dans tous les comités d'organisation, les hommes de Bichelonne et ceux qui se sont enrichis scandaleusement en faisant du marché noir, du vrai celui-là, avec l'Allemagne.

Alors que sont poursuivis ces bons Français, souvent militants actifs de la Résistance et qui payèrent de leur personne, les grands agioteurs, forts de leur impunité, tiennent le haut du pavé et ricanent.

Situation grave, car on ne se moquera pas longtemps impunément du peuple français !

Voilà qui ne peut durer. Le gouvernement, comme nous, veut faire justice. Mais sans l'aide de la Résistance il demeure impuissant. Seuls, les comités locaux sont à même de se prononcer en connaissance de cause. Seuls, des hommes choisis par les vrais Français, qui ont vu leurs compatriotes à l'œuvre, qui savent ce qui s'est passé dans le village, dans la bourgade ou dans le quartier, seuls ceux-là sont capables de se prononcer valablement et sans heurter l'opinion publique.

C'est là pour l'instant la seule, la vraie démocratie. Il faut faire confiance aux Français !

Jacques DEBU-BRIDEL.

AU NORD DU RHIN des troupes alliées *ont été parachutées hier*

LA RUHR MENACÉE

Londres, 19 septembre. — L'agence allemande Transocéan annonce que trois nouveaux détachements de troupes alliées aéroportées ont pris pied en Hollande et qu'un certain nombre de troupes parachutées ont été lancées au nord du delta du Rhin.

On a appris hier dans la soirée, mais de source allemande seulement, que des troupes alliées ont été parachutées au nord du delta du Rhin. Ce qui n'était pour nous hier qu'une conjecture est devenu une réalité. A cette réalité s'ajoutent deux faits favorables aux progrès des opérations alliées : les contingents qui avaient touché terre dans la région d'Eindhoven et de Tilburg ont pris contact avec cinq unités terrestres qui ont franchi la frontière hollandaise et l'on se battait, au cours de la soirée d'avant-hier, pour la possession d'Eindhoven. Aussi, les effectifs ennemis plus au sud-ouest commencent-ils à fléchir le long de l'Escaut; ils tentaient vraisemblablement un décrochage pour éviter la destruction, mais il est déjà trop tard.

Ainsi donc, la ligne du Rhin risque d'être tournée, comme l'était par les parachutages précédents la ligne de la Meuse.

S. DE GIVET.

(Lire la suite en page 2.)

NOTRE COURRIER DE PROVINCE va nous tomber du ciel

UN GRAND PAS vers le rétablissement des relations postales

Air-Bleu, en 1939, avait déjà organisé diverses lignes d'avions postaux. C'était alors presque un luxe.

A présent, l'avion postal devient une nécessité pour que des milliers de Français ne soient plus isolés des êtres qui leur sont chers.

M. Charles Tillon, ministre de l'Air, a fait à ce propos des déclarations qu'on a accueillies avec une vive satisfaction :

« Le pays est à peu près libéré, a-t-il dit. Quelques îlots de résistance ne doivent pas empêcher les villes de France de communiquer entre elles et d'échanger leurs correspondances privée, commerciale et industrielle avec la capitale. Certes, les aérodromes n'ont pu être partout remis en état. Le courrier sera donc parachuté là où les aires d'atterrissage sont encore impraticables. Des navettes routières avec les terrains d'envol praticables les plus proches assureront la liaison pour le courrier de retour. »

Ainsi, les régions encore imparfaitement libérées seront en liaison avec le reste du pays.

(Lire la suite en page 2.)

LE MIDI QUI BOUGE

La fièvre joyeuse de Toulouse libre...

LES CINEMAS OUVERTS, LES CHANSONS AUX COINS DES RUES... MAIS AUSSI L'ENTRAINEMENT MILITAIRE ET LA JUSTICE POPULAIRE QUI PASSE

La première auto chargée de F.F.I. en armes arrive au Centre de Toulouse, sous les acclamations des habitants. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

(De notre envoyé spécial Claude ROY.)

L'avion survole ces petits châteaux du Lot, dont la plupart abritent les trésors du Louvre et des grands musées français. Si nous étions magiciens, nous pourrions soulever les toits de tuiles mûries au soleil et apercevoir un Cézanne, un Poussin ou un Vinci.

Et voici Montauban, au bord du Tarn, qui, vu du ciel, semble un fleuve de sang avec ses eaux couleur de pourpre (sans doute la couleur des terres). Et déjà, là-bas, Toulouse, rose comme le veut sa légende, rose de toutes ses maisons de briques dans la clarté de l'après-midi. L'avion racle le champ d'atterrissage, danse, s'arrête. Comme Paris est déjà loin...

Barrages sur les routes, où des poteaux indicateurs croient évoquer l'ombre de Doumergue en indiquant: « Tournefeuille, 8 kilomètres ».

Les F. F. I. de Toulouse vérifient les papiers. Uniformes kaki, casques, armement moderne. Aux devantures des fruitiers, les pêches, les poires, les raisins s'amoncellent (10 francs le kilo). Devant un cinéma, dont la sonnerie poursuit sa petite chanson taraudante, des F. F. I. consultent le programme: la *Grande Parade* de Walt Disney et *Robin des Bois*. Une bonne histoire (en couleurs naturelles) pour les maquisards d'hier (en uniforme kaki). Toulouse ne manque pas d'électricité. Des camions passent, sur lesquels on lit en grosses lettres blanches: *Maquis du Lot, Maquis de Haute-Garonne*. Affiches: *Grand Meeting du Front National*.

— Il y avait 25.000 personnes, me dit le colonel Ravanel. Devant cette foule, j'ai eu bien plus peur en prenant la parole que dans les coups les plus durs du maquis, devant la milice ou les boches!

Encore des affiches. Les cinémas: *Vous ne l'emporterez pas avec vous, Orage, le Flambeau de la Liberté, Toute la ville en parle, Un meurtre sans importance.*

Le « Soldatenheim » devient foyer du soldat

— Nos hommes profitent du quartier libre, me dit un de mes compagnons. Mais, la semaine prochaine, beaucoup d'entre eux auront moins de loisirs. Ils ont été formés à la dure école de la guerre des maquis. Mais nous voulons faire d'eux, aussi vite que possible, des soldats dignes de leurs camarades arrivés d'Afrique du Nord. Dans quelques jours va s'ouvrir une école de cadres de la région de Toulouse qui fera des chefs F. F. I., déjà aguerris, des techniciens solides de la guerre moderne.

— Si l'on allait prendre un verre au foyer du soldat ? jette le lieutenant-colonel Georges.

Nous y voilà. Au coin du boulevard de Strasbourg et de la place Wilson, c'est l'ancien *Soldatenheim* des Allemands. Consommations : 1 fr. 50; apéritifs : 5 francs.

— Je ne sais pas ce que je ferai après la guerre, dit Georges en riant. Bistro, c'est peut-être un bon métier? Ici, en servant à boire à ce prix-là, nous avons fait 100.000 francs de bénéfices en huit jours qui vont servir à ouvrir un restaurant.

Un jazz joue. Il y a toutes sortes d'uniformes dans la salle: F. F. I., cols bleus des élèves de l'école de marine de Clairac, aviateurs.

— Oui, nous avons notre escadrille F. F. I., que commande Marcel Doret, l'as de l'acrobatie aérienne.

Diable! Il faudra que j'aille voir cela.

Aux murs, encore des affiches et des pancartes: *Réservé aux militaires en tenue. — Bienvenue aux maquisards.*

Un jeune capitaine vient à nous.

— L'agent de la Gestapo Pujol a été fusillé cet après-midi à la caserne Caffarelli.

(Lire la suite en page 2.)

Les Russes *enfoncent* le front allemand au sud de Riga

et progressent sur une largeur de 120 kilomètres

Moscou, 19 septembre. — Les troupes du troisième front de la Baltique ont enfoncé aujourd'hui une puissante ligne de défense allemande et se sont emparées de la ville de Valga en Estonie du Sud.

A l'est de Riga, nous nous sommes emparés de la ville de Plavina, nœud de chemin de fer important ainsi que de plus de 600 autres localités dont Velena, [illegible] et Degas.

Les troupes du premier front de la Baltique, après une très forte préparation de l'artillerie et un bombardement par l'aviation ont enfoncé les lignes allemandes au sud-est de Riga.

Progressant de 40 kilomètres, nos troupes ont rompu le front sur une largeur de 120 kilomètres. Elles se sont emparées de puissants « hérissons allemands », des villes de Bauske, Esava, [illegible], Yaunzelgava et Sikava, ces deux dernières situées sur les bords de la Dvina inférieure. Au cours des quatre derniers jours d'offensive, plus de deux mille localités sont tombées entre nos mains parmi lesquelles sept gares importantes.

★

En Finlande

Helsinki, 19 septembre. — La radio finlandaise annonce que les troupes russes sont en contact avec les formations allemandes dans le nord de la province d'Oulun. La population civile de Laponie occidentale a été évacuée vers la Suède.

Vers Salonique

Londres, 19 septembre. — Selon certaines informations, les troupes soviétiques qui étaient au voisinage de la frontière gréco-bulgare l'auraient franchie et marcheraient sur Salonique. Ce mouvement les amènerait à couper la dernière voie ferrée reliant par Nich la mer Egée et l'Allemagne.

L'Aïd el Seghir *célébré à la Mosquée de Paris*

A la cérémonie de la Mosquée de Paris : Si Kaddour ben Ghabrit et le général Surdon, représentant du ministre de la Guerre. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

L'Afrique du Nord est demeurée fidèle à la France — la vraie. Elle a été, comme l'avaient compris, à Bordeaux, M. Paul Reynaud et quelques-uns de ses ministres et comme l'a voulu le général de Gaulle, la base de l'armée de la délivrance. A Paris et dans de nombreuses villes françaises, les Africains du Nord séparés de leur terre natale ont contribué, sur les barricades, à la libération de la métropole.

Voilà quelques-unes des grandes raisons pour lesquelles le gouvernement provisoire de la République française s'est associé, hier, à la mosquée de Paris, à la cérémonie de l'Aïd el Seghir, qui clôt le Ramadan.

A 11 heures, M. Frenay, ministre des Prisonniers de guerre et Déportés, le lieutenant Morenches, représentant le général Juin, M. Rageot, représentant le ministre des Affaires étrangères, furent reçus dans les jardins de la Mosquée par S. Exc. Si Kaddour ben Ghabrit entouré des imans.

Quelques minutes plus tard, en présence des prisonniers nord-africains libérés qui ont contracté un nouvel engagement dans notre armée, M. Laffont, secrétaire général de l'Intérieur, assisté de M. Bourrelle, chargé des affaires nord-africaines, assura les musulmans de la métropole de la sollicitude que leur portent le général de Gaulle et le général Catroux, ministre de l'Afrique du Nord.

« Partout où est la France, ajoute M. Laffont, sont aussi la justice et la liberté. Or voici que la vraie France est revenue parmi nous. A vous qu'elle retrouve fidèles et dévoués à son destin, elle apporte l'assurance d'un avenir d'honneur et de dignité. »

A cette allocution comme à celles de Si Kaddour ben Ghabrit et de M. Morard, qui dirige les œuvres d'assistance aux Nord-Africains, l'assemblée répondit : « Vive la France ! »

Le C.N.R. demande 120 SIÈGES pour la Résistance

A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

Le statut des F.F.I. examiné

Au cours de la séance qu'il a tenue hier, le Conseil National de la Résistance a étudié divers problèmes concernant l'assemblée consultative.

Le C.N.R. a, d'autre part, décidé de proposer une représentation de la Résistance à l'assemblée, qui s'élèverait à 120 membres environ. Si ce chiffre est accepté, tous les mouvements de la Résistance verraient doubler les sièges qu'ils avaient à Alger. Des mouvements et des organisations qui n'étaient pas représentés jusqu'ici le seraient dans l'assemblée ainsi modifiée.

Cependant, le C.N.R. reste opposé à une augmentation des sièges réservés aux parlementaires.

Le C.N.R. a décidé qu'il n'entrerait pas en bloc à l'assemblée. Ses membres seront cependant autorisés à y figurer s'ils sont désignés par leurs organisations. La fonction de président du C.N.R. sera cependant incompatible avec un mandat à l'assemblée.

Le C.N.R. est, d'autre part, résolu à se maintenir en activité après l'installation de l'assemblée.

Signalons enfin que M. A. Colin, démocrate chrétien, a pris au C.N.R. et au bureau de celui-ci la place laissée vacante par le départ de M. Georges Bidault. M. Frachon représentera la C.G.T. avec M. Saillant, président ; le C.N.R. comptera ainsi dix-sept membres, au lieu de seize.

Le Conseil national a examiné également diverses questions relatives aux F.F.I. M. Villon, président du C.O.M.A.C., a rendu compte de ses négociations engagées avec le gouvernement pour créer une direction des F.F.I.

LE ROMAN DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Jo la Terreur entre en scène

Georges Hainaut, dit Jo les Cheveux blancs, ou encore Jo la Terreur ! C'est toute une époque de scandales que nous croyions oubliée, balayée par le vent de la guerre et qui, brusquement, a ressurgi, hier, dans notre mémoire. Georges Hainaut, en effet, quoique nullement inculpé dans l'affaire de la Gestapo française, a été prié de se rendre quai de Gesvres pour y être entendu.

Jo la Terreur et Bonny étaient de vieilles connaissances. On se souvient qu'au moment de l'affaire Stavisky, Bonny s'était vanté, auprès de Henry Chéron, alors ministre de la Justice, d'avoir lui-même retrouvé les fameux « talons de chèques ». Le candide Chéron avait alors publiquement décerné à Bonny le titre flatteur de « premier policier de France ». Il fut révélé, peu après, que c'était Jo la Terreur, en fait, qui avait apporté les chéquiers à l'inspecteur.

Ce n'est pas pour évoquer ces souvenirs, vieux de plus de dix ans, que Jo a été arrêté ce matin près des Halles et conduit quai de Gesvres, mais bien pour lui faire donner quelques précisions sur les relations qu'il a eues avec Violette Morris, la championne de poids et haltères, la boxeuse et automobiliste aux seins coupés, qui, elle aussi, a régulièrement défrayé la chronique scandaleuse de Paris.

Avant d'être exécutée par des patriotes, il y a deux ou trois mois, Violette Morris appartenait à la police allemande de la rue des Saussaies. Hainaut et elle habitaient deux péniches amarrées quai du Point-du-Jour, à Neuilly. Ils se fréquentaient ; il est probable que l'ancienne championne a fait à son voisin quelques révélations dont le détail peut jeter un jour nouveau sur l'affaire de la rue Lauriston.

Le commissaire Clot et ses collaborateurs ont, d'autre part, continué hier le travail de déblaiement des volumineux dossiers qui s'entassent sur leurs bureaux.

L'ancien inspecteur de la police judiciaire Maillebuau, dont l'audition serait intéressante pour l'enquête, est recherché par la police. Il avait été arrêté avant la guerre pour trafic d'or et condamné à plusieurs années de prison. Dès l'arrivée des Allemands à Paris, Lafont l'avait fait libérer et immédiatement fait entrer dans ses services de la rue Lauriston.

Signalons enfin que les antiquaires de la rue de la Paix, Bonnefoy père et fils, viennent d'être mis à la disposition de M. Gerbinis, juge d'instruction. On se souvient qu'ils avaient acheté trois millions une partie de la collection de vermeil et d'argenterie appartenant à l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Antony Drexel Biddi, et avaient, pour ce fait, été arrêtés ces jours derniers.

La « francisque » de M. Pétain

n'ornera plus longtemps nos pièces de monnaie

Pour payer son journal, le matin, ou son ticket de métro, il faut bien parfois sortir un peu de monnaie. Et l'on s'aperçoit alors que l'on doit, comme pour les timbres-poste, utiliser encore, malgré le dégoût qu'ils inspirent, les signes monétaires frappés au symbole de Vichy: la francisque.

Ces pièces de dix, vingt ou quarante sous, blanches et légères comme de la monnaie de théâtre, continuent en effet à avoir cours. Mais, nous affirmait hier un communiqué du ministère des Finances, elles seront retirées de la circulation « lorsque les pièces à l'effigie de la République auront pu être frappées en quantités suffisantes ».

On se souvient, d'autre part, que les pièces en bronze d'aluminium, de 0 fr. 50, 1 et 2 francs avaient été l'objet de mesures de retrait en 1943. Mais le public, averti de ce que le métal ainsi récupéré servirait à l'industrie de guerre allemande, s'était bien gardé de les livrer. Aussi le ministère des Finances a-t-il décidé que ces pièces sont à nouveau acceptées en paiement par les caisses publiques. Elles peuvent circuler entre les particuliers jusqu'à concurrence de leur pouvoir libératoire, soit 50 fr.

Les « petits sous » en bronze de nickel et maillechort, les pièces de 0 fr. 25 que le public aurait gardées au lieu de les faire rentrer au cours des opérations de démonétisation effectuées en 1941 et 1942 seront prochainement échangées par les soins du ministère des Finances.

Une foule immense, enthousiaste, contenue par un service d'ordre impeccable. Les maquisards vont défiler : c'est, place du Capitole, la fête de la libération. (PHOTO FRONT NATIONAL.)

DE DRANCY A NANCY

L'odyssée d'un «résistant»

QUI DU CAMP D'INTERNEMENT PASSA AU MAQUIS LORRAIN

Nancy est libérée et nous venons de voir à Paris dans les bureaux de *Front National* un de ceux qui se sont battus pour la grande ville lorraine. Il n'était guère propre.

— La fumée du combat ?

— Non, celle de la locomotive. Des camions militaires américains m'avaient conduit à Sézanne, où j'ai obtenu une place à côté d'un chauffeur qui ramenait sa locomotive au dépôt de Noisy-le-Sec.

M. Jacques Langberg avait été envoyé de la prison de la Santé à Drancy. Quand les 1.500 derniers internés, qui, trois jours auparavant, avaient réussi à introduire dans le camp, en vue du soulèvement, deux mitraillettes et cinq revolvers, furent délivrés grâce à l'action du patriote Gibrat, aujourd'hui adjoint au maire de la commune, le capitaine de SS Brunner, commandant boche du camp, et son tueur professionnel Bruckler, affreuse brute sanguinaire, emmenèrent dans leur repli un dernier lot d'otages dont faisait partie notre interlocuteur.

Les Allemands, en gardant M. Jacques Langberg, espéraient empêcher son frère, autre interné de Drancy, de faire dans la France libérée de la propagande antiallemande.

En route vers l'Est

Après vingt-quatre heures de réclusion avenue Foch, les camions d'otages prirent la route de l'Est, stationnant à Châlons-sur-Marne une nuit, une autre à Vittel, pour aboutir à la Cité universitaire de Nancy, que la Gestapo transformait en forteresse.

Il y avait là le SS ex-français Delpiaz, jadis avocat, et quatre inspecteurs SS de la rue des Saussaies, dont le traître Santoni.

Les otages de Drancy, toujours sous la surveillance de la Gestapo, furent astreints à charger des munitions, à monter des caisses au sixième, à effectuer les plus durs travaux, sans autre pitance que les boîtes de conserves dont ils avaient été approvisionnés en cachette à leur départ de Drancy. S'ils réclamaient de la nourriture ou de la boisson, il leur était répondu invariablement : « On verra ça plus tard. »

De même que sur la route, ils vivaient et dormaient dans le camion qui les avaient emmenés de Drancy.

De la Gestapo à la Résistance

La Cité universitaire de Nancy avait beau être occupée par la Gestapo, il s'y trouvait encore une fille de salle qui était de la Résistance. Elle mit notre déporté en relations avec les F.F.I. du Nord-Est stationnés sur la route de Toul.

ROBERT-PIMIENTA.

(Lire la suite en page 2.)

— J'ai adopté le modèle pliant... avec tous ces déplacements !..

LE CONSEIL DES MINISTRES s'est occupé notamment des fonctionnaires et de la sécurité publique

Le jour même où il rentrait de son voyage triomphal à travers les pays de la France libérés, le général de Gaulle a présidé, hier, à 17 heures, à l'hôtel de la rue Saint-Dominique, un conseil des ministres. Le général Catroux, ministre de l'Afrique du Nord, qui arrivait d'Alger était présent pour la première fois.

Le général de Gaulle a exposé au gouvernement les conclusions qu'il a tirées du voyage qu'il vient d'accomplir en compagnie du ministre de la Guerre, dans les régions de Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux et Orléans, ainsi que de son inspection des Forces Françaises de l'Intérieur en contact avec l'ennemi, dans la région de La Rochelle.

RAPPORTS AVEC LES ARMEES ALLIES

Sur le rapport de M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, le gouvernement a adopté une ordonnance délimitant la compétence et les pouvoirs du délégué du gouvernement chargé des relations d'ordre administratif avec les autorités militaires alliées.

A STRASBOURG ET A METZ

Sur le rapport de M. Tixier, ministre de l'Intérieur, le gouvernement a adopté une ordonnance portant création du commissariat de la République à Strasbourg, et définissant les attributions du préfet de la Moselle.

(Lire la suite en page 1.)

L'épuration dans la magistrature est désormais en bonnes mains

LA COMMISSION SPÉCIALE DU C. N. R. A SIÉGÉ HIER

La justice est en marche.

Hier, la commission chargée par le C. N. R. de collaborer, en son nom, avec le garde des Sceaux, a siégé, comme elle continuera de le faire chaque mardi place Vendôme, et s'est mise d'accord avec le ministre, M. de Menthon, pour poursuivre, par l'action gouvernementale, l'œuvre de justice entreprise dans la période insurrectionnelle.

La commission, présidée par M. Gillot, du C.N.R., maire de Saint-Denis, comprend en outre MM. Marcel Willard, ancien secrétaire général provisoire à la Justice, Nordmann, du Front national, et Robert Salmon, du M.N.L.

Des conseils de justice

La commission et le ministre ont mis au point la composition du comité désormais chargé « d'épurer » les magistrats. Cette commission centrale d'épuration de la magistrature est composée d'un président et d'un vice-président choisis parmi les membres ou anciens membres de la Cour de cassation, de deux magistrats honoraires et de six personnes choisies parmi les membres des groupements de résistance : Front national des juristes, Association des victimes du nazisme, Association des veuves de guerre et de fusillés, enfin de deux représentants de la commission de justice du C.N.R.

En même temps, une commission de reclassement des magistrats doit examiner les nominations ou promotions faites depuis le 24 juin 1940 dans la magistrature.

La trahison traquée

La justice instruira, pour les châtier, tous les faits de trahison, en particulier la propagande, le recrutement, les activités paramilitaires, politiques, policières, administratives ou sociales, les dénonciations et ne négligera pas les chefs de trusts, organisateurs et bénéficiaires du désastre.

L'ordonnance qui institue la Cour de justice pour les faits d'intelligence avec l'ennemi postérieurs au 16 juin 1940 assimile les gouvernants de Vichy à des agents de l'ennemi dont les ordres ne constituent pas des excuses pour les exécutants responsables.

Publicité et collaboration

Si l'on a vu relâcher d'anciens membres du P.P.F. ou du R.N.P. qui, en aucun cas, n'auraient dû être libérés, c'est sans doute parce que trop de particuliers se sont désintéressés des arrestations. Beaucoup de parquets ont fait leur devoir, mais il faut que leurs recherches soient éclairées. Les aider dans leur action de répression contre les ennemis de la nation et contre les traîtres à la patrie, c'est faire acte de bon citoyen.

Une délégation des usines Hotchkiss, que la commission a été heureuse de recevoir hier, a rendu, par les faits très nets qu'elle a établis, un vrai service à la justice. Cet exemple doit être suivi.

LE ROMAN DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Jo la Terreur entre en scène

Georges Hainaut, dit Jo les Cheveux blancs, ou encore Jo la Terreur ! C'est toute une époque de scandales que nous croyions oubliée, balayée par le vent de la guerre et qui, brusquement, a ressurgi, hier, dans notre mémoire. Georges Hainaut, en effet, quoique nullement inculpé dans l'affaire de la Gestapo française, a été prié de se rendre quai de Gesvres pour y être entendu.

Jo la Terreur et Bonny étaient de vieilles connaissances. On se souvient qu'au moment de l'affaire Stavisky, Bonny s'était vanté, auprès de Henry Chéron, alors ministre de la Justice, d'avoir lui-même retrouvé les fameux « talons de chèques ». Le candide Chéron avait alors publiquement décerné à Bonny le titre flatteur de « premier policier de France ». Il fut révélé, peu après, que c'était Jo la Terreur, en fait, qui avait apporté les chéquiers à l'inspecteur.

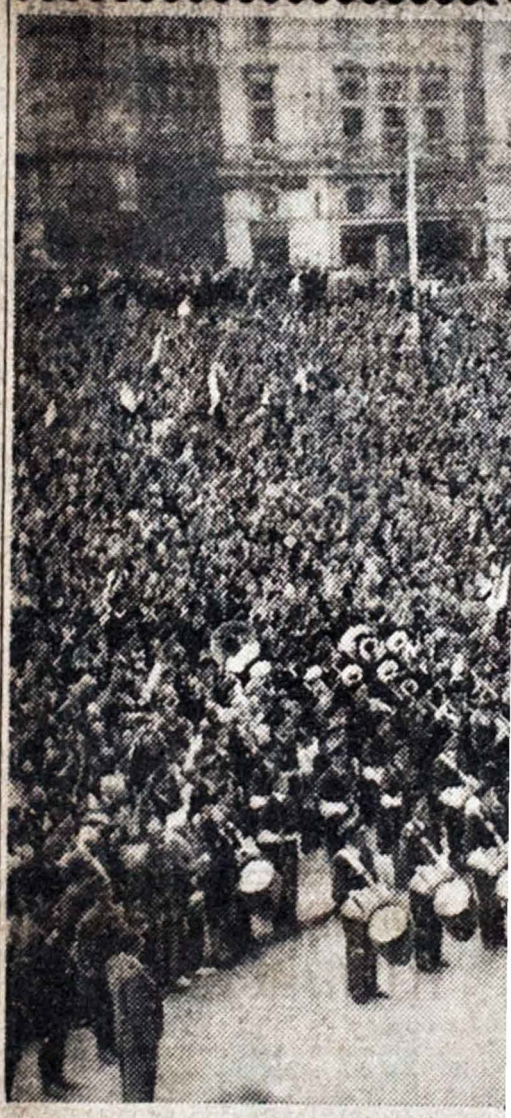
Ce n'est pas pour évoquer ces souvenirs, vieux de plus de dix ans, que Jo a été arrêté ce matin près des Halles et conduit quai de Gesvres, mais bien pour lui faire donner quelques précisions sur les relations qu'il a eues avec Violette Morris, la championne de poids et haltères, la boxeuse et automobiliste aux seins coupés, qui, elle aussi, a régulièrement défrayé la chronique scandaleuse de Paris.

Avant d'être exécutée par des patriotes, il y a deux ou trois mois, Violette Morris appartenait à la police allemande de la rue des Saussaies. Hainaut et elle habitaient deux péniches amarrées quai du Point-du-Jour, à Neuilly. Ils se fréquentaient ; il est probable que l'ancienne championne a fait à son voisin quelques révélations dont le détail peut jeter un jour nouveau sur l'affaire de la rue Lauriston.

Le commissaire Clot et ses collaborateurs ont, d'autre part, continué hier le travail de déblaiement des volumineux dossiers qui s'entassent sur leurs bureaux.

L'ancien inspecteur de la police judiciaire Maillebuau, dont l'audition serait intéressante pour l'enquête, est recherché par la police. Il avait été arrêté avant la guerre pour trafic d'or et condamné à plusieurs années de prison. Dès l'arrivée des Allemands à Paris, Lafont l'avait fait libérer et immédiatement fait entrer dans ses services de la rue Lauriston.

Signalons enfin que les antiquaires de la rue de la Paix, Bonnefoy père et fils, viennent d'être mis à la disposition de M. Gerbinis, juge d'instruction. On se souvient qu'ils avaient acheté trois millions une partie de la collection de vermeil et d'argenterie appartenant à l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Antony Drexel Biddl, et avaient, pour ce fait, été arrêtés ces jours derniers.



Une foule immense, enthousiaste, défiler : c'est, place du Capitole,

LE CONSEIL DES MINISTRES

s'est occupé notamment des fonctionnaires et de la sécurité publique

Le jour même où il rentrait de son voyage triomphal à travers les pays de la France libérés, le

PARIS
14, Rond-Point des Champs-Elysées
REDACTION ADMINISTRATION
21, Boulevard Montmartre
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent rien, et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

2 francs

SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1944
N° 30 — 118e ANNEE

TARIFS DES ABONNEMENTS
3 mois .... 140 francs
6 mois .... 260 francs
1 an .... 500 francs
Les abonnements sont reçus : 21, boulevard Montmartre et 14, Rond-Point des Champs-Elysées
C/C Postal Paris : 242-53

LE CONSEIL DES MINISTRES A CHARGÉ M. JEANNENEY DE LA RÉORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Le Conseil des ministres, qui c'est réuni hier, à 17 heures, rue Saint-Dominique, sous la présidence du général de Gaulle, a examiné pendant près de quatre heures de nombreux problèmes et a pris quelques décisions importantes.

L'organisation du pouvoir

M. Jeanneney, ministre d'Etat, a été chargé de centraliser toutes les études concernant l'application des ordonnances du 21 avril et du 26 août 1944, relatives à l'organisation des pouvoirs publics en France libérée et au rétablissement de la souveraineté nationale.

L'installation de la nouvelle assemblée provisoire élargie, son administration, son fonctionnement, sa questure, soulèvent un certain nombre de difficultés que nous avons signalées hier. C'est le président Jeanneney, technicien des assemblées parlementaires, qui a été désigné pour les résoudre. Ce choix ne pourra être accueilli que favorablement.

L'Assemblée provisoire

Comme nous le laissions prévoir, **le gouvernement a décidé d'autre part que le Palais-Bourbon, le Palais du Luxembourg et les locaux du Palais de Versailles, normalement attribués à l'Assemblée nationale, demeureraient vacants pour être mis à la disposition de la future assemblée élue.**

Nous croyons savoir que la Maison de la Chimie, rue Saint-Dominique, abriterait jusqu'aux élections l'assemblée provisoire.

Le remembrement des terres

M. Tinguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, a ensuite rendu compte de la situation d'ensemble de la production agricole. Il a d'autre part fait adopter par le gouvernement une ordonnance sur le remembrement des propriétés dont les limites ont été confondues du fait de la guerre.

On sait que dans l'Est, notamment dans les Ardennes, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, les Allemands avaient procédé à une réquisition générale des propriétés et organisé de vastes exploitations d'Etat sur lesquelles les anciens propriétaires travaillaient comme ouvriers, dans les conditions les plus dures.

L'ennemi avait abattu les bornes, supprimé les barrières, effacé les chemins, démoli les limites traditionnelles qui marquaient l'enclos de chacun. Dès le départ de l'occupant, les propriétaires ont vainement cherché à reconstituer leur bien. Cela n'a plus été possible. Le ministre de l'Agriculture a donc décidé de redonner à tous la même étendue de sol, mais en procédant au remembrement des terres, ce qui ne manquera pas d'améliorer les exploitations.

Le licenciement des agents contractuels

Sur le rapport de M. Parodi, ministre du Travail, le gouvernement a adopté une ordonnance relative au licenciement des agents engagés contractuellement par l'administration de Vichy.

Une quantité considérable de fonctionnaires avaient, par contrat, été engagés à Vichy. Une très forte indemnité de licenciement était prévue en cas de rupture de l'engagement. C'est pour éviter de verser des indemnités ruineuses aux agents qui ont collaboré que M. Parodi a proposé cette ordonnance qui prévoit le congédiement sans licenciement pour tous ceux qui ont eu une attitude antinationale.

L'état de nos ports

M. René Mayer, ministre des Transports et des Communications, a rendu compte des conclusions qu'il vient de tirer de son inspection des villes et ports de Rouen, du Havre, de Dieppe et de Fécamp, ainsi que des premières mesures qu'il a prescrites pour l'utilisation de ces ports.

On ne saurait trop souligner les difficultés auxquelles M. René Mayer aura à remédier pour redonner la vie à ces cités à demi-mortes. Leurs plaies sont affreuses. On les panse dès maintenant. Des équipes de déblaiement et de réfection sont au travail. On espère pouvoir, malgré les ruines, utiliser pour le ravitaillement une partie de ces ports dans un délai assez bref.

Le papier journal

M. Teitgen, ministre de l'Information, a entretenu le gouvernement de la situation du papier journal et a exposé les mesures qu'il compte prendre si cette situation ne peut être améliorée à bref délai.

Puisque un espoir d'amélioration subsiste, remettons à plus tard l'examen des mesures envisagées...

Nominations

Enfin, le Conseil a nommé M. Pelabon, chef des services spéciaux d'Alger, directeur général de la Sûreté, et M. Combes, préfet hors classe et inspecteur général des camps d'internement.

Cette dernière mesure facilitera la tâche du ministre de la Justice qui a répété à différentes reprises qu'il ne voulait pas que les camps d'internement fussent des camps de représailles, mais bien des lieux destinés à maintenir en surveillance tous les individus qui auront à être jugés.

La suite de la séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

La prochaine réunion du Conseil aura lieu mardi.

L. Gabriel-Robinet.

Le Waal franchi, Nimègue dépassé la bataille de Hollande se poursuit à l'avantage des troupes alliées

VIOLENTE OFFENSIVE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION DE REMIREMONT

En Italie, la plaine du Pô est ouverte aux Alliés

En Hollande, sur la ligne Siegfried et en Lorraine, la grande bataille est en plein développement. Tandis que les renforts alliés affluent de toutes parts, les Allemands s'accrochent désespérément au terrain, contre-attaquent avec fureur et jettent dans la bataille toutes les forces dont ils disposent. Ils savent que s'ils ne parviennent pas à freiner l'offensive alliée aux environs des positions actuelles, la partie est, pour eux, définitivement perdue.

L'armée britannique marche sur Arnhem

C'est au nord de Nimègue que la bataille est le plus violente et le plus pathétique. Elle est déjà à moitié gagnée par les troupes aéroportées et les chars britanniques, puisque Nimègue est pris et que le bras méridional du delta du Rhin, qui est aussi le plus large, le Waal, a été franchi. Entre le Waal et le bras septentrional, le Lek, les blindés du général Dempsey ont aussitôt poursuivi leur avance.

A 4 kilomètres au nord de Nimègue, ils se sont heurtés à une résistance farouche des chars allemands qui tentent d'empêcher le passage du Lek et la jonction des colonnes blindées alliées avec la 1re division aéroportée britannique qui se trouve établie, en hérisson, dans la région et dans la ville même d'Arnhem, où elle est soumise à de très puissantes attaques de l'ennemi qui tente de l'anéantir. Les troupes aéroportées tiennent cependant leurs positions avec fermeté, et reçoivent par avion des renforts et même des chars légers de 8 tonnes armés d'un canon de 37 millimètres.

Il est évident que si les vaillants défenseurs d'Arnhem peuvent tenir leurs positions jusqu'au moment où le général Dempsey aura brisé la forte résistance ennemie entre Waal et Lek, on pourra dire que la bataille du Rhin est gagnée, et rien n'empêchera plus les armées britanniques de foncer vers la trouée de Westphalie.

Les Allemands cherchent aussi à contre-attaquer sur les flancs du saillant de Nimègue, au sud de cette ville. Ils n'ont pu cependant empêcher nos Alliés de porter, au niveau d'Eindhoven, la largeur de ce saillant à 40 kilomètres, de Someren à Wintebre. Dans le secteur à l'ouest d'Anvers, Terneuzen a été pris par les Canadiens. Dans le secteur de Boulogne, les Allemands ne résistent plus que dans un secteur fortifié au sud de la ville.

Sur la ligne Siegfried

Au sud de la frontière hollando-allemande, les Alliés sont arrivés, en territoire allemand, à 4 kilomètres de Geilenkirchen. Autour d'Aix-la-Chapelle, la pression alliée s'est renforcée : on se bat toujours dans Stolberg, et à l'est de cette localité. On signale également de vifs combats dans la forêt de Hurtgen, à Lammersdorf et à l'est de Diekirch.

En Lorraine

Les Alliés sont à 10 kilomètres au sud de Metz et ont atteint Flin, à 8 kilomètres au nord-est de Baccarat. Une grande bataille, où les Allemands ont engagé de puissantes forces blindées, est en cours au nord de Dieuze, et nos Alliés américains ont lancé une violente offensive dans la région de Remiremont. Ils avancent, d'autre part, lentement il est vrai, au nord de Lure, vers Malbonhum et Palante. Une contre-attaque allemande a légèrement repoussé les Français au sud de Belfort.

Dans l'ensemble, les craquements qui se produisent à l'intérieur du Reich (occupation d'une ville allemande par des unités de la Wehrmacht insurgées, combats entre Wehrmacht et SS à Aix-la-Chapelle, mobilisation de la classe 48 de la Hitlerjugend en Lorraine et dans le Palatinat) n'ont pas encore d'influence sur le front où la résistance ennemie reste acharnée.

Le communiqué interallié annonce la prise de Rimini, sur la côte de l'Adriatique, et de Firenzuola, au nord de Florence, sur le versant septentrional des Apennins. La prise de ces deux villes, surtout de la première, est d'une importance capitale, car la plaine du Pô s'étend maintenant sans obstacle naturel devant les armées alliées.

L'offensive soviétique

Le commandement soviétique a lancé des forces fraîches dans la triple offensive qu'il mène dans les Pays Baltes. Dans la région de Valga, à l'est de Riga, et dans celle de Mitau, au sud de la même ville, de violentes contre-attaques allemandes paraissent avoir quelque peu ralenti les progrès soviétiques. En revanche, la marche vers Tallinn (Reval) des deux colonnes qui opèrent en Estonie depuis Narva et Dorpat s'est précipitée. Les Russes sont à 100 kilomètres de Tallinn.

A Varsovie, plusieurs détachements russes ont pu passer la Vistule et établir la liaison avec les unités du général Bor, dont la situation s'améliore légèrement. Les troupes du général Malinovski sont à quelques kilomètres de la frontière hongroise, et l'armée Tolboukhine est massée à la frontière bulgaro-grecque. En Yougoslavie, les troupes du maréchal Tito ont pris Luzauvac et Rudnik, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest et au sud de Belgrade, et resserrent leur étreinte autour de Nich, position capitale pour les communications allemandes dans la vallée de la Morava.

Jacques Darcy.

Les arrestations et l'épuration

Le public est informé qu'aucune formation F.F.I. ne doit procéder à des arrestations de sa propre autorité, hors le cas de flagrant délit caractérisé. Tout commandant de formation F.F.I. qui passera outre sera judiciairement responsable de ses décisions.

Seuls les services de l'état-major de la sécurité F.F.I., par l'intermédiaire de leurs agents de police judiciaire accrédités et pourvus de mandat d'amener, ont le droit d'opérer une arrestation. Ceci est d'autant plus nécessaire que des malfaiteurs utilisent encore, à l'heure actuelle, les brassards, les insignes et même les voitures des F.F.I. pour des actes de brigandage.

Le public est mis en garde contre les agissements de ces malfaiteurs.

En ce qui concerne les personnes actuellement détenues, l'état-major national des F.F.I. précise que toutes les formations ont reçu l'ordre de diriger, avec leur dossier, sur la prison de Fresnes, les personnes actuellement détenues par elles.

Dans cette prison fonctionne une commission de magistrats chargés de confirmer les arrestations ou de remettre en liberté les personnes arrêtées.

Le public peut prendre connaissance à Fresnes de la liste des détenus et des modalités de dépôt des colis à leur intention. D'ailleurs, les détenus eux-mêmes peuvent prévenir leur famille par des formules imprimées.

Louis Renault s'est enfui de France

On apprend de Madrid que Louis Renault, l'industriel bien connu, recherché par le gouvernement français pour son attitude collaborationniste, s'est enfui de France.

Des poursuites judiciaires contre Georges Bonnet et A. de Monzie

M. Pottier, juge d'instruction, a été commis par le Parquet pour ouvrir une enquête judiciaire contre Georges Bonnet, ancien ministre des Affaires étrangères.

Le magistrat a immédiatement adressé une commission rogatoire à la police à l'effet de rechercher le parlementaire qui est en fuite.

Le Parquet a, d'autre part, chargé M. Marchat d'une information contre Anatole de Monzie, ex-ministre des Travaux publics.

L'amiral Esteva, contre qui avait été lancé un mandat d'amener en raison de son attitude et de son activité comme résident général en Tunisie, a été arrêté hier à Paris. L'amiral Esteva figurait sur la liste des arrestations demandées par le ministère de la Marine.

o o

M. Louis Verdier, président directeur général de la Société des moteurs Gnome et Rhône, a été arrêté ce matin au siège de la société, 150, boulevard Haussmann.

L'affaire Bony-Lafont

Les traîtres étaient aussi des trafiquants du marché noir

De nouveaux complices ont été interrogés hier. L'un d'eux, André Menigault, a reconnu qu'il était chargé de découvrir les parachutistes alliés, de se renseigner sur les suspects et d'exercer, en outre, une surveillance aux usines Peugeot.

D'autre part, Irène de Tranzé, secrétaire d'un nommé Odicharia, dirigeant un service de police allemand, a précisé que son « patron » s'occupait surtout d'affaires commerciales. Il s'emparait de marchandises saisies chez des trafiquants du marché noir pour les revendre à des prix très élevés. Odicharia était en relations avec Lafont et avec un certain Pols de Helder, gros fournisseur de vins et spiritueux.

Un troisième personnage, Lucien Pruvost, a été entendu par M. Clot, juge d'instruction. Il fut l'un des chefs de la bande qui, aux environs de Tulle, se livra à la chasse aux patriotes du maquis.

Lucien Pruvost, arrêté au moment de l'affaire Petiot, puis relâché sur l'intervention de Lafont, dirigeait une fabrique de savon. Par ses relations dans les milieux allemands, il obtenait des matières premières qui lui permettaient de fabriquer un produit de qualité acceptable et de gagner ainsi plus de 300.000 francs par mois.

Informations religieuses

Les cérémonies de dimanche

Demain dimanche 24 septembre (fête de Saint-Michel, patron de la France) :

— 9 heures, paroisse Saint-Maurice de Bécon : Grand'messe pontificale chantée par Mgr Touzé.

— 10 h., au Sacré-Cœur de Montmartre : Fête patronale du syndicat chrétien des employés du commerce et de l'industrie, sous la présidence de S. Em. le cardinal Suhard, archevêque de Paris, qui prendra la parole.

— 16 h., à l'église Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-Jean (17e) : Cérémonie d'action de grâces pour la libération, présidée par Son Em. Mgr Beaussart, archevêque de Mocissos. Sermon par le R. P. Olmes, dominicain.

— 17 h., paroisse Saint-Maurice de Bécon : Vêpres pontificales suivies du panégyrique de saint Maurice par le R. P. Panici, prédicateur de Notre-Dame.

Allocations pour les veuves et orphelins des F.F.I.

Le ministre de la Guerre vient de décider que les veuves ou orphelins des militaires appartenant aux F.F.I. tués à l'ennemi ou morts des suites de blessures reçues à l'ennemi, recevront immédiatement une allocation égale à trois mois de solde.

A l'expiration du délai de trois mois, calculé pour compter du jour du décès, les bénéficiaires sus-visés ont droit :

1° A une délégation d'office, si le décédé détenait dans les F.F.I. un grade d'officier, de sous-officier ou de caporal chef.

2° Au régime des allocations militaires, si le décédé était caporal ou soldat.

Pour le paiement de la solde et de la délégation de solde, il convient de s'adresser au Centre d'administration territoriale de la région militaire dans laquelle la veuve ou les orphelins ont leur résidence.

Un communiqué ultérieur réglera la question de l'établissement des dossiers de pension.

Des services d'autocars vont reprendre

Les transports Citroën reprendront leurs services réguliers de voyageurs :

A dater du lundi 25 septembre, sur les lignes Paris-Compiègne et Paris-Les Andelys ;

A dater du mardi 26 septembre, sur les lignes Paris-Beauvais et Paris-Rouen.

M. CHURCHILL est de retour à Londres

Londres, 22 septembre. — M. Churchill est arrivé à Londres ; il fera à la Chambre des Communes un exposé sur la conférence de Québec.

Une déclaration de M. Saillant au Conseil national de la résistance

Le Conseil national de la Résistance s'est réuni hier en séance plénière.

La liberté de la presse et les conditions d'application de la censure ont fait l'objet d'un large débat, à la suite duquel M. Louis Saillant a déclaré que le C.N.R. s'est ému de voir que sa résolution du 19 septembre a été censurée, non par le gouvernement, mais par quelques officiers de l'armée qui, selon le C.N.R., semblent ignorer les efforts que la Résistance a accomplis depuis quatre ans sous l'oppression.

Le C. N. R., a dit M. Saillant, a tenu à lire solennellement en séance la partie du programme d'action qu'il a élaboré en terre française occupée et qui précise que les groupements, mouvements, partis ou tendances, groupés au sein du C. N. R., sont décidés à rester unis après la libération, afin d'assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères.

M. Saillant a insisté sur le fait que le C. N. R. est unanime dans sa volonté de collaborer avec le gouvernement pour maintenir l'ordre républicain que paraissent vouloir à nouveau troubler les agents de la Gestapo, par des attentats contre les personnes et contre les gardiens de l'ordre.

A PAU UN CRIMINEL DE GUERRE EST CHATIE

Une première condamnation à mort

A Pau, l'Allemand Richard Herchen, arrêté par les F. F. I., était **accusé d'avoir tué un fermier et sa servante dans des conditions particulièrement inhumaines.**

Les juges l'ont condamné à mort.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

La crise polonaise

Londres, 22 septembre. — Le Président de la République polonaise refuse de demander la démission du général polonais Sosnovski, malgré l'avis clairement exprimé par les partis polonais et les conseils donnés par les milieux alliés. Ainsi la crise polonaise, loin de se dénouer, est toujours dans une phase aiguë.

Démission du cabinet belge

Bruxelles, 22 septembre. — Conformément à la promesse faite par M. Pierlot et le gouvernement belge lors de leur arrivée en Angleterre, en juin 1940, le Premier ministre et les membres du cabinet, qui viennent de rentrer à Bruxelles, ont donné leur démission.

Le prince Charles a prêté serment

Bruxelles, 22 septembre. — Le prince Charles, régent de Belgique, a prêté serment devant les membres du Sénat et de la Chambre des députés, réunis en séance extraordinaire. La Reine Elisabeth assistait à la cérémonie.

Les représentants allemands et fascistes italiens sont arrêtés à Sofia

Moscou, 22 septembre. — On apprend que plusieurs membres de la mission diplomatique allemande à Sofia, notamment M. Beckerle, ministre d'Allemagne, ont été arrêtés. Les représentants du gouvernement fasciste italien ont été également arrêtés.

Le premier discours électoral de M. Roosevelt

Washington, 22 septembre. — On annonce que c'est samedi soir, à l'occasion d'un banquet offert par l'Association Internationale des Conducteurs de Poids lourds, et en présence de 800 délégués de cette association, que M. Roosevelt inaugurera sa campagne électorale en prononçant son premier discours de candidature.

Le Japon désire expérimenter les « bombes volantes »

Londres, 22 septembre. — Le « Daily Sketch » annonce que le Gouvernement japonais a obtenu du Gouvernement du Reich l'envoi de spécialistes s'occupant de la production des bombes volantes et des obus à fusée.

Le Japon désire expérimenter la puissance de ces armes en vue d'une attaque anglo-américaine.

Il envisagerait de les employer au cas où les marines alliées viendraient bombarder ses côtes.

Les chefs de la marine nippone seraient particulièrement désireux d'utiliser la bombe volante dans la guerre navale.

Demain :
Pierre Bost

L'ALLEMAGNE PREND CONSCIENCE DE SA DÉFAITE

Londres, 22 septembre. — Le correspondant spécial de Reuter à Bruxelles mande à son agence :

Selon les informations parvenues aujourd'hui d'Allemagne, un nombre croissant d'Allemands estiment, depuis la défaite de France, qu'il faut capituler. L'opinion publique est, en effet, de plus en plus inquiète, et presque tous les Allemands sont convaincus que la guerre est perdue. Les membres du parti nazi seraient également de cet avis, mais ils estiment qu'ils doivent donner au monde un exemple d'héroïsme.

« Nous savons, disent-ils, mourir les armes à la main. »

Des gens sensés pensent que combattre jusqu'au bout ne ferait que plonger le pays dans un chaos sans limite, et soulignent qu'une capitulation inconditionnelle constituerait un acte de vrai patriotisme, car personne ne devrait avoir honte de suivre l'exemple « du brave peuple finnois ».

La radio « du peuple allemand » annonce la prochaine invasion de l'Allemagne

Londres, 22 septembre. — Dans une émission clandestine, la radio « du peuple allemand », poste de la résistance, a déclaré :

« L'évacuation de Hamm, de Dusseldorf, de Duisbourg et de Mulhouse a commencé.

« L'invasion de notre pays est sur le point de se produire. »

Hitler convoque son Conseil de guerre

Madrid, 22 septembre. — Selon une dépêche de Berlin, Hitler aurait convoqué son conseil de guerre en séance extraordinaire ; il s'agirait de relever le moral des soldats allemands.

Von Manstein est arrêté sur l'ordre d'Himmler

New-York, 22 septembre. — D'après une nouvelle publiée par l' « Associated Press », le Feld Maréchal von von Manstein, ancien commandant en chef sur le front de l'Est, a été arrêté en Allemagne sur l'ordre d'Himmler.

La population de la Ruhr sous la menace de l'invasion

Londres, 22 septembre. — Selon la « Radio du peuple allemand », poste clandestin, la panique et le désordre règnent dans la région de la Ruhr, car la population pressent que des troupes aéroportées pourraient atterrir sur ce territoire ainsi que dans la vallée du Rhin. Les travailleurs étrangers ont déserté leur poste. Les Allemands sont contraints de travailler avec fièvre aux portes de la Ruhr, cependant que des équipes de démolition sont prêtes à faire sauter les ouvrages d'art, les usines et les mines. Tout ce qui a pu être déménagé a été expédié dans l'est de l'Allemagne.

Sévères restrictions alimentaires

Berlin, 22 septembre. — La Radio annonce que la ration de pain va être réduite à 200 grammes par jour, à dater du 16 octobre. La consommation de bière sera réduite. Les pâtisseries sont désormais interdites. Des restrictions analogues sont prévues pour la répartition de viande et de matières grasses.

Les atrocités allemandes et magyares en Transylvanie

Bucarest, 22 septembre. — Le gouvernement roumain publie un communiqué officiel sur les atrocités allemandes et magyares en Transylvanie et dans le Banat :

Au cours des opérations militaires en Transylvanie et dans le Banat, les troupes allemandes et magyares ont commis dans les villes et les villages temporairement occupés des atrocités contre la population civile, ainsi que des actes de pillage et de sauvages destructions.

Le gouvernement royal roumain déclare que tous ces actes illégaux seront punis. Les soldats allemands et hongrois, ainsi que tous ceux qui ont exécuté et contribué, sous toutes les formes, à commettre ces actes de barbarie, seront poursuivis n'importe où ils se réfugieront. Ils seront considérés comme criminels de guerre, conformément aux lois roumaines et aux règlements des nations unies.

La politique des Alliés en Allemagne occupée

New-York, 22 septembre. — La presse new-yorkaise résume en six points la politique des Alliés en Allemagne occupée : 1° La justice sera rendue avec une fermeté impitoyable ; 2° Une poursuite individuelle sera exercée contre tous les criminels de guerre ; 3° Les Alliés ne feront confiance à aucune personnalité compromise par le régime nazi ; 4° Sur tout le territoire du Reich, la circulation sera contrôlée. La perception des impôts se fera par les autorités alliées. Il sera rigoureusement interdit aux soldats américains de fraterniser avec la population civile allemande ; toute forme de fraternisation étant impossible avec des gens ayant commis des atrocités effroyables dans tous les pays occupés ; 5° La machine administrative alliée s'exercera jusqu'au jour où les Allemands seront capables de se gouverner eux-mêmes sans mettre en danger le reste du monde ; 6° Toute l'industrie allemande sera contrôlée. Il n'y aura plus en Allemagne d'industrie de guerre.

LA WEHRMACHT réclamait sept milliards à la Banque de France de Lille

...mais ses prétentions sont déjouées

Lille, 22 septembre. — Dès le 30 août, les Allemands annoncèrent à M. Desmot, trésorier payeur général à Lille, qu'ils jugeaient nécessaire d'envoyer « en sécurité », au Luxembourg, au moins la moitié de l'encaisse de la Banque de France de Lille. De plus, Vichy se trouvant dans l'impossibilité de verser l'indemnité d'occupation, ils réclamaient le paiement immédiat, à titre d'avance, d'une somme de deux milliards et demi. Ainsi, le total de leurs prétentions atteignait sept milliards..

Heureusement, M. Desmot discuta, résista, et fit si bien traîner les choses en longueur que les Allemands, pris de vitesse par les Alliés, s'enfuirent en abandonnant le trésor convoité.

Signalons également dans le même ordre d'idées que les services des Finances de Lille ont réussi à dissimuler aux yeux des Allemands pour 1.600.000 francs de pièces de bronze d'aluminium que les occupants avaient ordonné d'envoyer à la fonte.

LE FIGARO LITTÉRAIRE

Pages de Journal

par André GIDE

M. André Gide a fait précéder d'un avertissement la publication — (inédit en France et qu'il vient de nous faire parvenir) dans l'Arche à Alger — de son Journal *de 1940 à 1941. En voici le texte :*

« Ces pages du Journal *que je tenais, fort irrégulièrement du reste, au cours des sombres mois qui suivirent notre défaite, je ne me reconnais le droit d'y rien changer ; pas même celui de choisir seulement les moins sombres, d'exclure celles qui peignent un accablement que je ne reconnais plus aujourd'hui. Je ne me donne pas pour plus valeureux que je n'étais ; ce n'est que vers mars 1941 que je commençai à relever un peu la tête et repris cœur. Certain livre de Chardonne que je lus alors y servit, par opposition, et agit sur mon esprit à la manière d'un réactif ; c'est alors seulement que je compris où nous en étions, et je marquai, dans la première chronique que j'écrivis à ce sujet pour* Le Figaro, *ce que je n'acceptais point d'être. Le spectacle des défaillances mêmes devient un encouragement, du moment que l'on s'en relève. Béni soit celui qui permit et favorisa la restauration de notre dignité. Ce relèvement nous paraît aujourd'hui d'autant plus beau que la chute était plus profonde. »*

Nous ne donnons de ce Journal *de l'année* 1941 *que quelques extraits. Notre vœu est que ce choix n'apporte pas une vue trop imparfaite de l'itinéraire intellectuel qu'a suivi l'éminent écrivain.*

12 *janvier* 1941.

« Ni vainqueurs, ni vaincus ! » Je ne goûte pas beaucoup cette formule. Elle implique, de part et d'autre, une feinte, si flatteuse pour notre amour-propre, que j'entre en garde. Une « collaboration », comme celle que l'on nous propose aujourd'hui, ne saurait être « loyale », ainsi basée sur un mensonge. Il est beau, sans doute, et noble, et rassurant de voir après un pugilat les mains des deux adversaires se tendre l'une vers l'autre et se serrer. Mais que l'un ait abattu l'autre, il n'est pas question alors de le nier. Nous sommes vaincus. Dès que nous nous aviserions d'en douter, notre adversaire saurait nous en faire souvenir, n'en doutons pas. Et s'il nous aide à nous relever aujourd'hui, ce n'est que pour nous permettre un effort dont il entend bien se réserver le plus grand profit. Il suppose, avec raison, que notre travail et la production que nous pourrons fournir seront meilleurs, ou, pour parler plus net : que nous serons de meilleur rendement, si non réduits en esclavage et si nous gardons l'illusion d'œuvrer librement et pour nous.

16 *janvier.*

Ce qu'ils cherchent, ce qu'ils espèrent, c'est une restauration du passé; et ce passé, pour agréable qu'il fût à certains, ne me paraissait pas très respectable. Disons même que l'on se complaisait dans un état de choses assez honteux. L'humanité me paraissait mériter un peu l'esclavage, et si seulement celui qui nous menaçait, qui nous menace encore, eût été soumission à des valeurs plus nobles, je ne dis pas que je n'eusse été jusqu'à le souhaiter. Me paraît mériter la liberté celui-là seul qui saurait en user pour une autre fin que lui-même, ou qui exigerait de soi tel développement exemplaire. La stagnation du plus grand nombre possible de représentants d'une humanité médiocre, dans un médiocre bonheur quotidien, n'est pas un « idéal » dont je puisse m'éprendre. Nous pouvons et devons tendre à mieux.

24 *janvier.*

Il s'aperçoit (Hitler), à son dam, que les choses ne sont peut-être pas aussi simples qu'il se plaisait à les croire; que certaines valeurs, qu'il méprisait, n'étaient pas complètement négligeables et qu'il risque, par la contrainte, de redonner conscience et vigueur à ce qu'il prétendait réduire ou supprimer. Les persécutions même agissent alors à la manière de la taille qui précipite toute la sève sur les quelques bourgeons épargnés, alors qu'elle ne suffisait plus à alimenter tout l'arbuste. « Laisser mourir et ne pas chercher à tuer »; Hitler connaissait bien cette maxime; mais il se figurait trop aisément que, dans certains pays, il ne rencontrerait plus que du bois mort.

30 *mars*

Je lis avec stupeur le livre de Chardonne que je viens de recevoir. Les circonstances actuelles lui prêtent une assez grande importance. Et je reçois par même courrier une lettre de Drieu la Rochelle qui tâche de me persuader qu'il serait bon que je fasse acte de présence à Paris. Il est lui-même de passage à Lyon, mais ne m'y donne pas son adresse: c'est donc à Paris que je lui envoie aussitôt ce télégramme :

« Sensible à votre cordiale lettre et désolé virgule après lecture des dernières pages du livre de Chardonne éclairant vos positions virgule devoir vous prier enlever mon nom de couverture et annonces votre revue. »

(SUITE A LA DEUXIEME PAGE)

TALLIN EST PRISE

Moscou, 22 septembre. — Le Maréchal Staline, chef suprême de l'armée rouge, a adressé au maréchal de l'U. R. S. S. Govorov, l'ordre du jour suivant :

« Aujourd'hui, les troupes du front de Léningrad, à la suite d'une puissante offensive, se sont emparées, après d'âpres combats, de la forteresse et de la base navale allemande en Baltique de Tallinn (Reval), capitale de l'Estonie. »

Un coup de main de la Gestapo à Paris

La Gestapo allemande entretient encore à Paris un certain effectif qui manifeste son activité. Hier, des membres de cette police ont assassiné trois Français dans les circonstances suivantes :

Il était 21 h. 10. Une jeune femme appartenant à un corps franc arrivait en auto et entrait 41, rue des Vinaigriers, sans se douter que sa voiture avait été suivie par une auto occupée par sept Allemands armés de mitraillettes. La jeune femme venait rendre visite à un de ses camarades de combat, le gardien de la paix André Picout, âgé de 40 ans, qui conversait avec sa femme, âgée de 30 ans, concierge de l'immeuble, et un ami, Etienne Lalis, typographe. La jeune femme ressortait peu après avec la fille des époux Picout, afin de surveiller sa voiture, car elle craignait qu'elle ne lui fût dérobée.

Soudain, sur le pas de la porte, elle fut entourée par deux hommes armés de revolvers, tandis que trois autres pénétraient hâtivement dans la loge et mitraillaient à bout portant les occupants, leur arrachant leurs revolvers. Puis ils allongèrent les corps des victimes côte à côte, plaçant les armes sur leur poitrine.

Lors de la libération de Paris, le gardien de la paix Picout avait eu, avec ses camarades du Corps franc du 10e, une conduite héroïque, tuant ou faisant prisonniers de nombreux Allemands.

LE FIGARO ne paraîtra pas LUNDI

La Fédération de la Presse communique :

Cette semaine, même régime que la semaine dernière. Les journaux paraîtront dimanche et pas lundi.

LE RAVITAILLEMENT

Signes d'amélioration

Pendant quatre jours, du 15 au 18 septembre, il est arrivé à Paris 10.000 tonnes de pommes de terre, ce qui représente la valeur de plus de deux tickets pour la région parisienne. L'amélioration est également sensible en ce qui concerne le lait. Du 10 au 18 septembre ont été transportés par chemin de fer plus de 100.000 litres de cette précieuse denrée. On est en droit d'espérer une progression régulière.

Signalons enfin que jusqu'à présent les campagnes de l'ouest, qui fournissaient à la région parisienne la plus grande partie de l'approvisionnement, n'ont pas encore fourni leur contingent.

L'accord international sur le sucre est prorogé

Londres, 22 septembre. — L'accord international sur le sucre conclu en 1937, qui venait à expiration à la fin du mois d'août, vient d'être prorogé pour une nouvelle année.

L'un des principaux problèmes qui se poseront après la guerre sera celui de l'augmentation de la consommation du sucre. Avant la guerre, la consommation annuelle de sucre en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dépassait 110 livres anglaises par tête d'habitant, tandis qu'en France et en Allemagne, où l'industrie de la betterave sucrière était fortement protégée, la consommation n'atteignait pas 60 livres.

Les Spectacles

Gala par les F.F.I. du 18e, Moulin-Rouge, 14 h. 30.
Gala, Mouvement Libération Nationale, Luna-Park, 14 h. 30.
Ambigu, 15 h., Pauvre chéri.
Th. Labruyère, 16 h. 30, Evoc. music.
Variétés, 15 h., Pays du soleil.
Vieux-Colombier, 15 h. 30, Les Fourberies de Scapin ; 19 h. 15, Huis clos.
Bouffes-Parisiens, 14 h. 30, « J 3 ».
Grand Guignol, 15 h., Nounouche.
Potinière, 15 h., Les 2 « Mr » de Mme.
Etoile, 15 h., 19 h. 30, La Fessée.

MUSIC-HALLS

Lancry, 15 h., Variétés.
Mayol, 15 h., Plaisirs de Paris, 20 h., Rêve de M. Belette.
Nouv.-Cirque (Pte Maillot), Mat. 16 h.
Petit-Casino, 16 h., Variétés.
Casino Montparnasse, 15 h., 20 h., Léo Valli, Robert Rocca.

CINEMAS

Normandie, Gaumont-Palace, Savoie, Cinéma des Batignolles, de 18 à 21 heures, Act. France lib. **et** Monde lib.
Paramount, de 12 à 21 h., Actualités.

AVERTISSEMENT aux commerçants qui pratiquent des prix abusifs

Il a été signalé que certains commerçants avaient exigé de membres des armées alliées des prix nettement abusifs. Des exagérations de ce genre ont été notamment commises dans des cafés, bars, salons de coiffure, teintureries et marchands d'articles de nouveauté.

Le ministre de l'Economie nationale signale, à cet égard :

1° Que les prix sont toujours soumis à la réglementation de blocage et que les règles relatives à l'affichage et au marquage des prix doivent être appliquées plus strictement que jamais ;

2° Que les abus commis au préjudice de militaires des armées alliées seront signalés à la direction générale du contrôle des prix, qui proposera de sanctions exemplaires ;

3° Que le Haut Commandement allié envisage, de son côté, d'interdire aux troupes, par voie d'affiches apposées sur les devantures, l'accès des magasins où des abus auront été commis.

Le camouflage des lumières

Le camouflage des lumières est obligatoire, dans la nuit du 23 au 24 septembre, de 20 h. 16 à 7 h. 11.

Un coup de main de la Gestapo à Paris

La Gestapo allemande entretient encore à Paris un certain effectif qui manifeste son activité. Hier, des membres de cette police ont assassiné trois Français dans les circonstances suivantes :

Il était 21 h. 10. Une jeune femme appartenant à un corps franc arrivait en auto et entrait 41, rue des Vinaigriers, sans se douter que sa voiture avait été suivie par une auto occupée par sept Allemands armés de mitraillettes. La jeune femme venait rendre visite à un de ses camarades de combat, le gardien de la paix André Picout, âgé de 40 ans, qui conversait avec sa femme, âgée de 30 ans, concierge de l'immeuble, et un ami, Etienne Lalis, typographe. La jeune femme ressortait peu après avec la fille des époux Picout, afin de surveiller sa voiture, car elle craignait qu'elle ne lui fût dérobée.

Soudain, sur le pas de la porte, elle fut entourée par deux hommes armés de revolvers, tandis que trois autres pénétraient hâtivement dans la loge et mitraillaient à bout portant les occupants, leur arrachant leurs revolvers. Puis ils allongèrent les corps des victimes côte à côte, plaçant les armes sur leur poitrine.

Lors de la libération de Paris, le gardien de la paix Picout avait eu, avec ses camarades du Corps franc du 10e, une conduite héroïque, tuant ou faisant prisonniers de nombreux Allemands.

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE 1944

Quotidien : 1 franc — 1re Année - N° 18

Directeur : Jean LEBAS

Intérimaire : Augustin LAURENT

RÉDACTION ADMINISTRATION
186, Rue de Paris, LILLE (Tél. 471-56-57-58)
Compte chèque postal N° 1170-37

nord-matin

JOURNAL D'INFORMATION DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE
POUR LE NORD DE LA FRANCE

ATTAQUE A L'EST...
A L'OUEST...
AU SUD...

Adolf doit résoudre un drôle de problème de « maux croisés. »

Eugène Thomas

CHAQUE fois que je rencontre un camarade de l'Avesnois, mon collègue fonctionnaire du département, un démocrate, un républicain de la région du Nord, la même question m'est toujours posée : « Qu'est devenu Eugène Thomas ? »

Eugène Thomas qui personnifie pleinement le socialisme dans la région Le Quesnoy-Landrecies-Aulnoye. Tout jeune instituteur, il devient un syndicaliste ardent, combattant les vieilles méthodes administratives, voulant déjà que la République ait, pour la servir, des fonctionnaires foncièrement républicains.

Ses collègues qui l'ont jugé à l'œuvre le placent à la tête du Syndicat des instituteurs.

Cette tâche ne lui suffit pas tant est grande son activité.

Dans ce coin de l'Avesnois, que l'on pouvait alors surnommer « La Vendée du Nord », le socialisme est à peine connu, délaissé.

La tâche est rude. Mais Eugène Thomas, avec sa fougue, se lance dans la bataille.

Avec quelques camarades — ses élèves — ce militant qui a l'étoffe d'un chef, parcourt les villes et villages. Des sections socialistes naissent partout. Ses articles sont lus par tous et combien redoutés de ses adversaires.

Quelques années plus tard il conquiert brillamment la 3e circonscription d'Avesnes.

Le parlementaire continue à militer. Elu ouvrier il se refuse à toute démagogie car il pense qu'il faut non flatter la population laborieuse mais lui dire toute la vérité.

Ses interventions lors de la guerre d'Espagne, de Munich, démontrent combien il avait raison de fustiger les mauvais Français qui par haine de la République n'hésitaient pas à servir Hitler.

La guerre vint. Mobilisé, il me fait part, en mars 1940, de ses appréhensions, du manque de clairvoyance de l'Etat-Major.

Mais sa confiance reste intacte. Il sait que la raison finit toujours par triompher et que la liberté ne peut périr dans le pays de 1789.

La défaite, sa captivité le galvanisent. Les malheurs passa-

Eugène THOMAS

gers de notre pays donnent des forces nouvelles à ce lutteur, de l'ai vu à mon retour de captivité. Il m'a crié son dégoût de savoir qu'un parti ait pu imprimer clandestinement qu'il avait voté contre la République, pour Vichy.

Quelle ignoble calomnie.

Depuis plus de seize mois, Eugène Thomas est dans les prisons allemandes. Après un long et cruel séjour à Fresnes, il a été déporté en Allemagne.

Nous l'attendons.

Il nous reviendra bientôt...

Mais combien présentement il nous manque pour — au seuil de la 4e République — nous aider, nous guider à l'édification d'un monde meilleur.

Pierre HOURIEZ.

Fichons-leur la paix...

Certes, comme tous nos concitoyens, j'ai manifesté ma joie de l'arrivée des premiers convois alliés. Depuis si longtemps que nous ne pouvions exprimer ouvertement nos sentiments, cela fait vraiment du bien de clamer ses préférences, de se laisser aller au plaisir si doux de la libération.

Actuellement encore, j'échange volontiers un geste sympathique avec les soldats à la faveur du passage de convois militaires qui s'en vont vers la frontière de l'Est s'occuper de nos occupants d'hier.

Mais, croyez-vous qu'il soit décent d'assiéger à longueur de journée ces soldats et de quémander sans cesse quelque chose qu'ils ont et qui nous fait défaut ?

Des enfants tendent un fruit d'une main, cependant que de l'autre, largement ouverte, ils attendent ou sollicitent les cigarettes ou autre chose. Cela n'est pas très décent et ces hommes d'une nation alliée vont nous prendre pour un peuple de mendiants, sans amour-propre.

Certaines denrées nous manquent encore, c'est entendu, mais que faire, sinon patience, tout cela s'arrangera un peu à la fois.

Le système « D » a du bon, mais de grâce, un peu de respect, de dignité et fichons-leur la paix.

L.-P. DELILLE.

Après Lille, Roubaix, Douai, Lens... des maires socialistes administrent Marseille, Bordeaux, Nantes, Blois, Toulouse, Perpignan, Tours, Morlaix.

Les veuves des F.F.I. ont droit aux allocations

Les veuves de F.F.I. tués à l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi, recevront immédiatement une allocation égale à trois mois de solde.

A l'expiration de cette période de trois mois, elle auront droit à une délégation d'office, si le décédé détenait dans les F.F.I. le grade d'officier, sous-officier ou caporal-chef, ou au régime des allocations militaires s'il était caporal ou soldat.

Pour le paiement de ces allocations ou délégations, s'adresser au C.A.T. de la région militaire dans laquelle la veuve a établi sa résidence.

La bataille fait rage pour la prise d'Arnhem

Dans le secteur de la Moselle, les Alliés ont réalisé des gains importants et ont atteint la Seille, au sud-est de Metz

Près de Nancy, les Allemands ont perdu 130 chars en 5 jours

La progression alliée se poursuit en Hollande. Après avoir franchi le Waal, un des bras du Rhin, au Nord-Est de Nimègue et pris un important pont intact, dans la nuit même, les troupes britanniques continuent leur avance vers le Nord.

De leur côté, les éléments aéroportés, ont forcé le passage du second bras du Rhin, le Lek, et établi une tête de pont sur la rive septentrionale du fleuve.

La poussée alliée vers Arnhem s'accentue, tandis que les Allemands tentent d'empêcher l'arrivée de nouveaux renforts.

La ville est en feu et des colonnes de transports allemands la quittent en direction du territoire du Reich.

Arnhem revêt un caractère militaire considérable car, lorsque les troupes alliées l'auront prise, elles auront non seulement dépassé la ligne Siegfried, mais atteint les dernières barrières d'eau protégeant le territoire nazi.

De nouveaux renforts aéroportés ont atterri dans ce secteur, notamment des kommandos hollandais qui ont pris contact avec les forces de l'intérieur.

La menace d'encerclement des troupes allemandes combattant à l'Ouest et sur le Zuyderzee se précise de plus en plus, tandis que le danger de contourner le Rhin pour venir frapper au cœur de la Ruhr, derrière la ligne Siegfried, apparaît nettement.

En Belgique même, à l'Ouest d'Anvers, de nouveaux progrès ont été réalisés en direction de l'Escaut et le couloir que les Britanniques ont établi a maintenant 40 kilomètres de large. Tous les carrefours de routes sont en leur possession. Terneuzen, à l'embouchure de l'Escaut, est libéré.

De jui leur dernier, le territoire même du Reich, la région de Stolberg et de part d'autre d'Aix-la-Chapelle.

Les chars américains approchent de Gellenkirchen, à 20 km. au nord d'Aix-la-Chapelle. Les chars et l'infanterie allemands ont contre-attaqué avec violence mais les Alliés les ont repoussés.

C'est dans le secteur de la Moselle que les gains les plus importants ont été enregistrés. Les Américains ont atteint les rives de la Seille au sud-est de Metz. Elles ont repris Luneville et occupé les hauteurs sur la rive gauche de la Meurthe.

Dans la région de Dieuze, les Allemands ont perdu 130 chars en 5 jours.

Une nouvelle tête de pont a été établie sur la Moselle, à 16 km. au sud-est d'Epinal.

L'aviation, de son côté, ne reste pas inactive.

Les bombardiers américains attaquent les objectifs ferroviaires situés immédiatement derrière les ouvrages défensifs de la ligne Siegfried.

Des objectifs militaires de la région de Cassel ont été bombardés par de puissantes formations de quadri-moteurs. Nurheim, dans la région de Munich, a également été attaqué.

Ainsi qu'on le voit, la situation de l'Allemagne est désespérée, la Wermacht n'a plus assez de réserves pour faire face à la situation et si, comme on l'annonce dans son entourage, Hitler est profondément abattu, il ne fait pas montre d'un pessimisme exagéré.

A. GOBERT.

TOUTE RÉSISTANCE A CESSÉ A BOULOGNE

Dans la région de Boulogne, toute résistance ennemie a cessé. Au nombre des prisonniers amenés par les Canadiens se trouve le général Hem, qui commandait les troupes allemandes de Boulogne.

La France de demain participe déjà à la défense d'aujourd'hui. Les Poulbots parisiens aident les grands à dresser des barricades. (Photo Presse-Libération)

Les Allemands évacuent le matériel de leurs usines de l'ouest

Les Allemands ont commencé de déménager les machines et le matériel des usines situées à l'ouest du Rhin et les emmènent vers l'est afin d'empêcher les Alliés de s'en emparer.

Les colonnes de camions transportant tout ce matériel sont bombardées par l'aviation et l'artillerie alliées.

AU CONSEIL DES MINISTRES

« La Rénovation ne peut s'effectuer que dans le respect de la légalité républicaine... »

A DÉCLARÉ LE GÉNÉRAL DE GAULLE EN RENDANT COMPTE DE L'ACCUEIL QU'IL A REÇU AU COURS DE SON VOYAGE

Au cours du dernier Conseil des Ministres, le Général de Gaulle a évoqué, avec émotion, l'accueil enthousiaste qu'il a rencontré partout au cours de son récent voyage.

Partout l'enthousiasme français s'est cristallisé autour de trois thèmes :

La rénovation nécessaire peut s'effectuer seulement dans le respect de la légalité républicaine. La souveraineté française doit être absolue sur le territoire national et doit se traduire par la présence de la France au milieu des grandes nations réglant les problèmes de la Paix qui, sans elle, ne recevrait pas de solution valable.

Enfin la nécessité absolue du grand effort de progrès social.

L'organisation économique et sociale doit être rénovée pour que le travail obtienne une juste place dans la Nation.

Passant à l'inspection des forces françaises de l'Intérieur, le Général de Gaulle a loué leur esprit militaire élevé, leur volonté de développer rapidement l'âme de la nouvelle armée.

L'administration de l'Alsace - Lorraine

Dans le problème de l'organisation des pouvoirs administratifs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et de la Moselle, les ministres ont tenu compte de la différence notable des Alsaciens et des Lorrains, et ils n'ont pas rattaché la Moselle au Commissariat de Strasbourg dont l'autorité sera limitée aux deux départements alsaciens, mais ils ont décidé que le Préfet siégerait à Metz avec des pouvoirs analogues à ceux de Commissaire de la République.

CARUSO A ÉTÉ FUSILLÉ

Pietro Caruso, ex-chef de la police fasciste, a été exécuté 18 heures après avoir été condamné à mort par un tribunal italien.

L'exécution a eu lieu dans la grotte même où 335 patriotes italiens arrêtés par les soins de Caruso avaient été fusillés par les Allemands.

Jacquart n'engage que lui-même

La « NORD LIBRE » publie une série d'articles sous la signature de G. Jacquart, de la « Bataille Socialiste ».

Une mise au point est nécessaire.

Jacquart ne peut en rien se réclamer du Parti Socialiste.

Le S.S. a creusé du combat contre l'hitlérisme a fondu tous ses militants en un bloc.

La tendance « Bataille Socialiste » n'était avant 1940.

Mais nous sommes en 1944 !

Jacquart s'est si éloigné du Parti Socialiste pendant ces quatre années qu'il ignore encore que les tendances ont disparu avec la guerre.

En outre, une confusion peut naître dans l'esprit des lecteurs du fait que l'organe hebdomadaire officiel de la Fédération Socialiste du Nord s'appelait « LA BATAILLE ».

Jacquart n'engage que sa propre personne.

LES SIX COMMANDEMENTS de la politique alliée en Allemagne

La presse new-yorkaise résume en six points la politique des Alliés en Allemagne occupée :

1° Justice rendue avec une fermeté implitoyable.

2° Une poursuite individuelle sera exercée contre tous les criminels de guerre.

3° Les Alliés ne feront confiance à aucune personnalité compromise par le régime nazi.

4° Pour tout le territoire du Reich, la circulation sera contrôlée.

La perception des impôts se fera par les autorités alliées.

Il sera rigoureusement interdit aux soldats américains de fraterniser avec la population civile allemande, toute forme de fraternisation étant impossible avec des gens ayant commis des atrocités effroyables dans tous les pays occupés.

5° La machine administrative alliée s'installera jusqu'au jour où les Allemands seront capables de se gouverner eux-mêmes sans mettre en danger le reste du monde.

6° Toute l'industrie allemande sera contrôlée. Il n'y aura plus, en Allemagne, d'industrie de guerre.

L'escroquerie au patriotisme

DE FAUX AGENTS RAFLÈRENT UNE DIZAINE DE MILLIONS DANS LE DOUAISIS LE CAMBRÉSIS ET L'ARTOIS

CES INDIVIDUS SANS SCRUPULES POUSSÈRENT L'IGNOMINIE JUSQU'A LIVRER LEURS VICTIMES A LA « GESTAPO »

Les Allemands occupaient encore notre territoire, il y a quelques mois, les inspecteurs de police Vaugin et Gillon eurent vent d'une vaste affaire d'escroquerie.

Des individus, apprirent-ils, parcouraient la campagne et la ville et se présentaient chez les fermiers ou commerçants pour quêter vivres et argent. Les solliciteurs se faisaient passer pour des sujets alliés et ils affirmaient que les fonds à eux remis devaient servir à organiser la « Résistance ».

Les policiers eurent bientôt la révélation que ces pseudo-alliés étaient de mèche avec les Allemands ou plus exactement qu'ils travaillaient en étroite liaison avec la « Gestapo française ».

Des malfaiteurs comme ceux auxquels avaient affaire nos inspecteurs étaient « tabou » sous l'ancien régime. Ils pouvaient impunément dépouiller les patriotes et les envoyer en prison. Nul ne pouvait plus qu'enrager sans rien dire.

Ajoutons même qu'il était dangereux de se mêler de leurs affaires et que risquèrent gros les jeunes policiers qui enquêtèrent clandestinement.

Cette enquête leur permit d'avoir leur lanterne bien éclairée quand arriva le jour de la libération, et qu'il fut possible de se renseigner à découvert.

Les victimes, depuis lors, ne crient plus les représailles, ont parlé sans réticences.

Il a été possible de se faire une idée de l'importance de la sinistre bande qui devait compter une vingtaine de personnages.

Tous prétendaient être agents alliés. Leur chef se parait de la qualité de commandant et ses acolytes s'affublaient des grades ou des titres représentatifs. Ils étaient à ce en croire, ou officiers, ou parachutistes ou chargés de mission, ou membres de l'Intelligence Service.

Leurs patronymes s'étaient inconnus. Ils faisaient précéder un prénom de consonnance britannique de leur prétendu titre ou grade. Ils s'appelaient : commandant Jimmy, ou capitaine Kerry, etc. Généralement, ils affectaient de ne pas connaître la langue française ou de ne la posséder que fort imparfaitement.

Deux catégories de dupes : les patriotes trompés....

Ces escrocs recherchèrent tout d'abord des pratiques permi les patriotes. Ils eurèrent leur agent, en faisant valoir que les fonds servaient à l'organisation de la résistance, que les vivres étaient destinées à l'alimentation des « maquisards ».

Pour inspirer confiance, ils sortaient de valises de bizarres instruments qu'ils disaient être des postes émetteurs de radio. En réalité, leurs fameux postes se composaient de quelques morceaux de ferraille.

Ils trouvèrent nombre de bons Français qui n'hésitèrent pas à leur confier toutes leurs économies. On cite même l'exemple d'un brave ouvrier qui n'hésita pas à emprunter 25.000 fr. pour les leur remettre.

...et les trafiquants bernés

Mais les meilleurs des Français ne sont pas forcément les plus riches. Les escrocs entreprirent de plumer une autre clientèle que certes, on ne plaindra pas : celle des trafiquants.

A ceux-ci, ils parlèrent un langage assez différent. Ils se présentèrent encore de la même façon, mais au lieu de tenir le pur langage patriotique, ils traitèrent des affaires. Au lieu de solliciter, ils « empruntèrent ». Les sommes avancées, disaient-ils, seront remboursées en « Pounds » après la libération et avec usure.

Certains gros trafiquants, qui ne savaient vraiment que faire de leurs disponibilités, virent un mode de placement de tout repos et fort avantageux. Ils furent roulés et nul ne les plaindra pour les pertes d'argent qu'ils ont subies.

Les escrocs faisaient cracher leurs victimes ; ils les dépouillaient et se montraient insatiables. La victime, prise dans l'engrenage, ne pouvait plus se dépêtrer. Le jour où elle refusait de continuer de payer son rôle de vache à lait, ou qu'elle ne consentait pas à signaler quelque nouvelle poire dont on pourrait extirper le jus, elle était livrée aux autorités allemandes et condamnée pour avoir aidé des Anglais. Les traîtres procédaient parfois eux-mêmes à l'arrestation, assurèrent le transport à Cuincy et participèrent à l'instruction pour torturer leurs dupes.

Certains de nos compatriotes sont encore Outre-Rhin pour avoir alimenté la trésorerie de ces abominables gredins.

Généralement, le patriote, pris en flagrant délit d'intelligence avec nos amis britanniques, était condamné avec la dernière fermeté et finissait glorieusement ses jours devant un peloton d'exécution.

Or, tel n'était pas le sort des malheureux livrés par cette sinistre bande. Les juges allemands savaient que les « inculpés » avaient rendu service à de faux Anglais et ils leur en tenaient compte pour appliquer des châtiments moins implacables.

Ceux qui sont coffrés

On pense que les escrocs ont réalisé des profits de l'ordre de dix millions. Ils étaient une vingtaine pour ce partager ce magot. Ces vingt gangsters opéraient dans le Doualsis, mais certainement aussi dans le Cambrésis, l'Artois, la région de Lens.

La police détient trois comparses : Pierre Tokas, 23 ans, mineur à Roux-Marquis, qui se parait du titre de lieutenant et se faisait appeler Pierre Keenbrown ou le « Lieutenant » ; Joseph Manit, 40 ans, artificier, 32, rue Maillen à Lens, et Théophile Zaets, ou le petit parachutiste, 19 ans, mineur, avenue du Grand Condé à Lens.

Toute une série d'individus identifiés font l'objet de mandats d'amener. Parmi eux figurent : Emile Cohard, 42 ans, ancien garde à Mériscourt-sous-Lens, faux commandant Jimmy et « Führer » de la bande.

Le général allemand Ramke, commandant la place de Brest qui avait juré à Hitler qu'il ne se rendrait jamais, est maintenant prisonnier des Alliés ainsi que les généraux Roher et von der Mossel.

Le général Rodowsky, qui était chargé de veiller à la sécurité de Vichy, a été capturé dans le centre de la France.

Les alliés préparent l'invasion du Japon

LA BATAILLE DES PHILIPPINES EST COMMENCÉE : le détroit de Formose est contrôlé par les Américains

La bataille des Philippines est commencée.

Des appareils américains partis de porte-avions ont exécuté plusieurs raids importants sur Manille, capitale et premier port des Philippines. Les appareils américains ont coulé au total 11 navires japonais et détruit 26 autres.

Devant la gravité de la situation, le gouvernement japonais a décidé de décréter l'état de siège dans l'archipel.

Tokio a annoncé que cinq armadas de plus ont été tués en service commandé. Cela porte à onze le nombre des amiraux japonais qui ont été tués en dix jours.

Dans l'archipel voisin, de Palao, les Américains achèvent de construire un aérodrome sur l'île d'Angaur, maintenant occupée par les Alliés. Cet ouvrage mettra les objectifs des Philippines à la portée de leurs chasseurs.

Un important convoi japonais qui naviguait dans le détroit de Formose a été attaqué par des bombardiers américains. Ils ont coulé six bâtiments ennemis et démoli une cale sèche flottante. De plus, 110 avions ont été descendus en combats aériens.

Tokio annonce que deux nouveaux débarquements auraient eu lieu dans l'île de Morotaï, dans l'archipel de l'Almaera.

LA LIBÉRATION DU CINÉMA

Enfin nos écrans sont nettoyés...

Les cinémas, cette semaine, présentent les actualités françaises et non plus allemandes !

La libération de Paris, la bataille des mers, les barricades...

L'image nous transporte au cœur de la lutte. Sous le commandement du général Koenig et du colonel Roll, les F.F.I. et le peuple de Paris se battent, les barricades se dressent, le feu couche les Allemands sur les pavés.

Le drapeau français est hissé au préfecture.

La division Leclercq entre dans la capitale.

Et voici le général de Gaulle à l'Arc de Triomphe avec les généraux Leclercq, Koenig et Juin.

Premières actualités d'un cinéma libéré.

La France doit reprendre sa place dans la production cinématographique internationale.

HIMMLER ÉPURE AUSSI

Selon une nouvelle de Berlin, le Général von Manstein, commandant en chef sur le front de l'Est, a été arrêté en Allemagne sur l'ordre de Himmler.

LES SECRETS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ARRESTATION DE DITA PARLO

Une fructueuse perquisition a été opérée à la ferme Baslin, repaire de la bande.

L'instruction se poursuit activement dans l'affaire de la Gestapo française, mais, si Bony se livre sans trop de difficulté, Lafont garde une certaine réserve.

La perquisition de la ferme Baslin, si elle n'a pas amené la découverte des 3 millions que Lafont y avait cachés, selon Bony, a donné

Dita PARLO

toutefois des résultats fructueux : une mitrailleuse jumelée, trois mitraillettes, un fusil mitrailleur, un stock de munitions, passeports allemands des familles Bony-Lafont, des cartes grises, des cartes d'identité, de faux cachets de commissariats, préfectures, mairies.

Enfin, voici la perle : un reçu à en-tête des « Nouveaux Temps » ainsi conçu :

« Reçu de M. Jean Luchaire, demeurant à Paris, 53, avenue des Ternes, la somme de un million trois cent quarante-quatre mille francs (1.344.000) montant du compte débiteur à l'agence des écritures de la S.E.F.I.C. (Le mystère de S.E.F.I.C. demeure entier).

Sans commentaire.

Jean Luchaire conserve encore la vedette dans ce qu'on peut appeler le « différend Loskan-Luchaire ».

Un certain Dr Loskan, ayant assumé la gérance de la « Société » de Wiett, découvre une traite impayée de 300.000 francs de Luchaire à de Wiette et les lui réclame.

Celui-ci ne peut faire face, mais qu'à cela ne tienne : Luchaire envoie Georges Prade à Lafont, lequel ira s'entremettre auprès de Wiett, lequel... etc...

Passons maintenant dans la chambre à coucher : nous y trouvons Dita Parlo, actrice, née le 4 septembre 1908, à Stettin (Allemagne).

Elle est devenue la maîtresse du Dr Fuchs, éminence grise de Ottô qui dirigeait les services de police à l'Hôtel Lutetia.

Se trouvant sans doute à l'étroit dans son bel appartement du 65, avenue Victor-Hugo, elle intercède auprès de son excellent ami le Dr Fuchs, lequel va trouver son excellent ami de Wiett, lequel installe Dita Parlo dans un hôtel particulier de la rue Newton.

La toute charmante héroïne de « La Grande Illusion » va tourner maintenant « Une grande désillusion ».

Notre beefsteak hebdomadaire

Si le marché noir était jugulé, notre ration serait doublée

Personne n'a cru que la libération serait le coup de baguette magique qui ramènerait l'abondance... Quatre ans d'occupation nazie ! Heureusement la France est riche, et, malgré tout, la situation alimentaire n'est pas désastreuse : pain, sucre, pommes de terre, on peut tenir le coup ! Le hic, c'est pour la viande. Pourquoi la ration est-elle si menue ? Nous avons étudié tous les aspects de la question.

— Qu'est-ce qui empêche l'utilisation complète de notre production en viande ?

M. Quint, directeur du centre d'abatage de Roubaix, de très bonne grâce, a bien voulu nous donner son opinion :

— D'abord, les transports. Pour approvisionner le « Centre » de Roubaix, à raison de 120 gr. par personne, il ne faut pas moins de 120 bêtes. Pour Lille, Roubaix, Tourcoing, quelque chose comme 400 bêtes.

— Et un camion transporte ?

— De 8 à 10 bêtes. Nous tâchons de pallier cette pénurie en achetant les troupeaux par la route, depuis l'Avesnois.

— La marche ne doit pas leur valoir grand chose ?

— En effet, une bête peut perdre 10 kilos sur le voyage.

(Lecteurs, un petit calcul : 10 kg. 120 bêtes, 120 gr. la ration... 10.000 rations en moins).

— Admettons ce problème de transports réglé, verrions-nous pour autant des quartiers de viande pendus au croc des bouchers ?

— Il y a encore un obstacle, le plus important. Le commerce libre des vaches laitières. Notre région compte presque exclusivement sur les vaches pour son approvisionnement en viande. Pas de bœufs d'engrais. Maintenant, quelques chiffres, un fermier achète une vache 25.000 francs, il en retire pendant quelque temps lait, beurre, peut-être un veau ; le ravitaillement lui achète la bête 5.000 fr. Il faut trouver la différence dans le marché noir des produits laitiers ou perdre de l'argent, ou ne pas livrer la bête.

— Est-il possible de mieux payer le fermier sans trop augmenter les prix en boucherie ?

— Non, les bénéfices des intermédiaires ne me semblent pas pouvoir être réduits de façon appréciable. Un seul remède : la taxe sur les vaches laitières : imposer un prix raisonnable et en surveiller l'application.

— Si la situation s'arrangeait au double point de vue transports et prix, quelle ration pourrions-nous espérer ?

— L'abatage clandestin était presque double de l'officiel ; plus de marché noir, et on pourrait distribuer 300 grammes par semaine.

Nous avons poursuivi notre enquête auprès d'un producteur. Nous le publierons dès demain.

Roger EDGAR.

En s'emparant de Tallin, les Russes contrôlent le golfe de Finlande

Au nord des Etats baltes, le groupe d'armées allemand de la Baltique se trouve dans une situation désastreuse, du fait que les Russes se sont emparés de Tallin qu'on nomme Revel ainsi que de 800 autres localités d'Esthonie.

L'armée rouge a pris Tallin après avoir avancé de 90 kilomètres à partir de Rekver, en 24 heures. A Mitau au sud de Riga, les Allemands ont subi des pertes très élevées.

Avec Tallin, les Russes disposent maintenant d'une base navale et aérienne qui domine le golfe de Finlande. La Baltique Orientale est accessible à la flotte soviétique qui pourra bientôt constituer une menace pour les unités qui se trouvent dans les eaux allemandes.

L'épuration continue

— A Berlaimont, le délégué à l'information Léon Caron et l'ancien maire Drancourt ont été arrêtés.

— Le Préfet de Police a ordonné l'internement administratif de l'amiral Robert, ancien gouverneur de la Martinique.

de tout... en bref

— A partir du 16 Octobre, la ration de pain des civils allemands sera diminuée de 200 grammes par semaine.

— Les chemineots de Turin ont déclaré la grève générale.

— Selon le D. N. B. une mission militaire britannique est arrivée à Sophia et une mission anglo-américaine a déjà commencé ses travaux dans la partie orientale de la Thrace.

— On annonce d'Helsinki que la Finlande a rompu ses relations diplomatiques avec le Japon.

— M. Catry devient représentant des Etats-Unis en France. Le nouveau représentant américain aura le rang d'ambassadeur.

— 800 personnalités et fonctionnaires qui ont collaboré avec le gouvernement de Vichy se trouvent actuellement en prison.

— Le gouvernement Finlandais vient de rompre les relations diplomatiques et consulaires avec la Hongrie et la Slovaquie.

— Depuis la libération de Paris la capitale a reçu en moyenne 500 tonnes par jour de vivres et produits divers.

— Une nouvelle association vient d'être formée à Paris. Elle s'intitule l'Entr'aide française pour les travailleurs français déportés en Allemagne et pour leurs familles.

LES SECRETS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

ARRESTATION DE DITA PARLO

Une fructueuse perquisition a été opérée à la ferme Baslin, repaire de la bande.

L'instruction se poursuit activement dans l'affaire de la Gestapo française, mais, si Bony se livre sans trop de difficulté, Lafont garde une certaine réserve.

La perquisition de la ferme Baslin, si elle n'a pas amené la découverte des 3 millions que Lafont y avait cachés, selon Bony, a donné

Dita PARLO

toutefois des résultats fructueux : une mitrailleuse jumelée, trois mitraillettes, un fusil mitrailleur, un stock de munitions, passeports allemands des familles Bony-Lafont, des cartes grises, des cartes d'identité, de faux cachets de commissariats, préfectures, mairies.

Enfin, voici la perle : un reçu à en-tête des « Nouveaux Temps » ainsi conçu :

« Reçu de M. Jean Luchaire, demeurant à Paris, 53, avenue des Ternes, la somme de un million trois cent quarante-quatre mille francs (1.344.000) montant du compte débiteur existant dans les écritures de la S.E.F.I.C. (Le mystère de S.E.F.I.C. demeure entier).

Sans commentaire.

Jean Luchaire conserve encore la vedette dans ce qu'on peut appeler le « différend Loskan-Luchaire ».

Un certain Dr Loskan, ayant assumé la gérance de la « Société » de Wiett, découvre une traite impayée de 300.000 francs de Luchaire à de Wiette et les lui réclame.

Celui-ci ne peut faire face, mais qu'à cela ne tienne : Luchaire envoie Georges Prade à Lafont, lequel ira s'entremettre auprès de Wiett, lequel... etc...

Passons maintenant dans la chambre à coucher : nous y trouvons Dita Parlo, actrice, née le 4 septembre 1908, à Stettin (Allemagne).

Elle est devenue la maîtresse du Dr Fuchs, éminence grise de Otto qui dirigeait les services de police à l'Hôtel Lutétia.

Se trouvant sans doute à l'étroit dans son bel appartement du 65, avenue Victor-Hugo, elle intercède auprès de son excellent ami le Dr Fuchs, lequel va trouver son excellent ami de Wiett, lequel installe Dita Parlo dans un hôtel particulier de la rue Newton.

La toute charmante héroïne de « La Grande Illusion » va tourner maintenant « Une grande désillusion ».

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. : TAITBOUT 70-80

QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 204
2 fr.

Jeudi 5 octobre 1944
279e jour de l'année. - Demain : St Bruno

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

"Maquisards" ici ;
"Dissidents" là-bas ;
FRANÇAIS partout !

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

FRANCE !

LES écoles ont rouvert, mais la moitié des bancs sont vides. Va-t-on commencer sérieusement le programme de l'année, au risque de laisser en arrière les petits évacués, encore éparpillés sur notre sol douloureux ? Les maîtres ont dû recevoir des instructions pour que les classes consacrent ces premières semaines à la revision de l'année dernière. Mais nous voudrions autre chose : que toutes les écoles de France accueillent tous les enfants de France, là où ils sont, ET QUE, DANS TOUTES CES ECOLES, LE MAITRE PARLE DE LA FRANCE.

Nous venons de passer par une épreuve atroce et nous sentons que cet amour de la Patrie ne tenait pas dans nos cœurs la place qu'il y devait tenir ; sans quoi, plus unis et plus prévoyants, nous n'aurions pas perdu la guerre.

La France n'est pas seulement le sol sur lequel nous vivons, en commun avec d'autres hommes qui parlent la même langue ; la France est surtout une grande famille, étroitement unie par les liens du sang.

Qui de vous a jamais fait ce petit calcul ? Chacun d'entre nous a eu deux parents, qui en ont eu eux-mêmes chacun deux ; remontez un peu haut dans notre histoire ; savez-vous combien chaque Français vivant aujourd'hui comptait d'ascendants en ligne directe au temps de Charlemagne ? Un nombre astronomique ; calculez vous-même ou vous ne me croirez pas. La mathématique pure donnerait un chiffre voisin de 30 milliards !... En fait, ce que nous savons de la population franque au neuvième siècle oblige à conclure que tous les Francs d'alors étaient des centaines ou des milliers de fois les aïeux de chacun d'entre nous. Ainsi, nous ne sommes pas des individus isolés sur notre coin de planète, mais des cousins issus du même sang et qui vivent la même vie depuis des siècles.

Frères par le sang que nous avons reçu, nous ne le sommes pas moins par celui que nous avons versé : les mêmes joies ont réjoui nos aïeux ; les mêmes détresses nous ont ployés ; les mêmes croisades ont soulevé nos foules ; et, chaque fois que l'étranger s'attaquait à nos frontières, le même sang, venu de toute la France, coulait pour les défendre.

Jamais pourtant ce sang n'a arrosé notre sol entier comme pendant ces cinq ans de guerre : gars du Nord et gens du Midi, hommes de l'Est et de l'Ouest se sont battus sur terre, sur mer et dans les airs, ont milité dans les maquis, ont fait, du même cœur, le sacrifice de leur vie devant le peloton d'exécution. Toute la France, plus que jamais, s'est battue pour toute la France ; et de ce sacrifice immense doit surgir un immense amour pour la Patrie libérée et aussi un sentiment fraternel pour tous ceux qui l'ont aimée et qui ont souffert avec nous.

Voilà ce que les maîtres doivent dire à nos enfants dans les écoles de France.

Un ami, dont la lettre nous suggère ces lignes, voudrait que, chaque matin, tous les écoliers, debout, chantent l'hymne de notre jeunesse à la Patrie.

Ils loueraient la lumière qui nous éclaire, et nos forêts et nos montagnes, notre sol arrosé du sang des martyrs, tout ce que les hommes de chez nous ont apporté à la civilisation, à la science, à la liberté, et que rien, jamais, ne pourra plus éteindre. France très bonne, France protectrice, terre bien aimée, engraissée de nos morts et grosse des futurs vivants, nous t'aimons, nous te garderons, nous veillerons sur toi !

AYMÉ-GUERRIN.

NOS GRANDS CHEFS

LE GÉNÉRAL DE LARMINAT

Commandant de corps d'armée

Ce "grand coureur de brousse" est un de nos plus jeunes généraux

Le général de corps d'armée de Larminat n'a pas atteint la cinquantaine, puisqu'il est né le 29 novembre 1895. Que de prouesses n'a-t-il pas déjà accomplies ! Il était à l'Ecole de Saint-Cyr (promotion de la Grande Revanche) lorsque éclata la guerre de 1914-18. Il rejoignit le front avec, à titre temporaire, le galon de sous-lieutenant, en décembre 1914. Durant toute cette guerre, au cours de laquelle il récolta trois blessures et quatre citations, il servit aux 321e et 212e régiment d'infanterie, puis nommé capitaine en 1917, il passa dans l'infanterie coloniale, qui, seule, pouvait apaiser sa grande soif d'aventure. Le voilà aussitôt en campagne au Maroc, où il fut encore l'objet d'une citation. Prolongeant ses séjours coloniaux, il se trouve en Mauritanie de 1923 à 1926 et en Indochine de 1928 à 1931.

Chef de bataillon, il suivit les cours de l'Ecole de guerre qui lui valurent le grade de lieutenant-colonel.

Colonial impénitent, il part pour le Levant, l'année suivante, et il est aussitôt affecté à l'état-major du commandant supérieur. L'année 1940 le voit colonel. Au moment de l'armistice, il est chef d'état-major du général Mittelhauser, commandant en chef le théâtre d'opérations du Moyen Orient. A ce titre, il organise la résistance, aux armistices, et, lorsque le général Mittelhauser décide d'exécuter les ordres du gouvernement de Bordeaux, il prépare le passage en Palestine des troupes françaises désirant continuer la lutte. Arrêté pour ce fait, il s'évade et arrive en Palestine le 1er juillet.

Le voici en Egypte, jusqu'au début d'août, où il regroupe les contingents français venus de Syrie. Du 14 au 21 juillet le colonel de Larminat est à Djibouti, d'où il repart quand le général Legentilhomme est relevé de ses fonctions.

Appréciant les qualités de ce grand coureur de brousse, le général de Gaulle l'appelle à Londres. Il part aussitôt ; mais rencontrant à Lagos, une mission venant de la capitale britannique, qui lui apprend les possibilités de soulèvement du Tchad, du Cameroun et, éventuellement, du reste de l'Afrique équatoriale, il décide de ne pas laisser échapper une occasion si belle de manifester ses extraordinaires qualités d'entraîneur d'hommes et d'organisateur. Il organise, en effet, et sans retard, les actions propres à déclencher le mouvement. Il se rend donc, à cet effet, à Léopoldville, d'où il agit sur Brazzaville, et, le 28 août, le colonel de Larminat a la satisfaction de voir la garnison déposer le gouverneur général et commandant des troupes.

Il prend aussitôt, lui-même, le commandement civil et militaire de l'ensemble des territoires ralliés. Avec le grade de général de brigade, il exerce les fonctions de commandant supérieur et gouverneur général, puis de haut-commissaire.

Ce magnifique résultat acquis, le général de Gaulle envoie le général de Larminat, avec les trois étoiles de divisionnaire, en Syrie, en juillet 1941 où il devient, jusqu'en décembre, l'adjoint du général Catroux.

Mais, à ce moment, il reçoit le commandement des forces françaises opérant en Libye et, en cette qualité, il prend part aux opérations du Western Desert, à Gazala en mai 1942, et à El Alamein, en octobre et novembre de la même année.

Au début de 1943, le général de Larminat prend le commandement de la première division française libre, qu'il vient d'organiser et à la tête de laquelle il participe aux dernières opérations de Tunisie, à Takrouna et au Djebel Garei.

En juin et juillet 1943, il devient chef d'état-major général des forces françaises libres auprès du Comité Français de la Libération Nationale. Au mois d'août suivant, il reçoit le commandement du 2e corps d'armée.

Le général de Larminat a fait campagne en Italie en mai et juin derniers, comme adjoint au commandant du corps expéditionnaire français. Du 10 juin au 4 juillet, il a commandé le corps de poursuite, progressant de Viterbo à Sienne. Ses succès ne se comptent plus. Infatigable, il les continue sans relâche. Et maintenant, il est... quelque part, en France, d'où il refera bientôt parler de lui.

Léon MOUSSOU.

Arrêtera-t-on les sept pèlerins ?

Le Comité directeur du Front National des Arts réclame la mise en jugement de deux membres de l'Institut, de deux peintres, d'un graveur et de deux critiques d'art

Le Comité directeur du Front National des Arts (section peinture, sculpture, gravure), réuni sous la présidence de Picasso, avec la participation de Montagnac, Lhote, Goerg, Brianchon, Auricoste, Desnoyer, Walch, Courmes, Ladureau, Capon, Grüber, Berg, Eskenazy, Pignon, Fougeron, après une étude attentive des cas des artistes ayant par leur attitude de collaboration avec l'ennemi gravement compromis la renommée de l'art français, a demandé au procureur général de la République et au préfet de police l'arrestation et la mise en jugement des artistes et critiques d'art suivants, membres du groupe « Collaboration » :

Henri Bouchard, membre de l'Institut, ex-président des Artistes Français ; Othon Friesz, vice-président du Salon des Tuileries ; Paul Belmondo, du comité du Salon des Tuileries ; Paul Landowski, membre de l'Institut ; Jacques Beltrand, président de la Société des Graveurs Français ; Jean-Marc Campagne, critique d'art aux « Nouveaux Temps », et Camille Mauclair, écrivain d'art, président de section au groupe « Collaboration ».

Ces sept « pèlerins » ont notamment participé au voyage dit de propagande effectué en Allemagne.

Le rétablissement de la légalité républicaine

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, vient de signer une ordonnance additionnelle à l'ordonnance du 9 août 1944, relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.

Cette ordonnance qui, sur ce territoire, est la première manifestation de la révision de la législation du gouvernement de Vichy, comporte l'annulation expresse d'un nombre important de textes qui avaient institué une discrimination entre les Français qui sont nés de père français et ceux qui n'ont pas cette qualité.

Il s'agit notamment des actes dits : Loi relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques ; loi réglementant l'accès au barreau ; loi réglementant l'accès aux fonctions d'officiers publics ou ministériels ; loi concernant l'exercice de la médecine, loi concernant l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux ; et plus généralement de toutes les dispositions qui instituent la distinction entre les Français qui sont nés de père français et ceux qui n'ont pas cette qualité.

L'annulation de ces actes emporte annulation de leurs effets passés.

L'ordonnance adoptée annule également l'acte qui avait supprimé pour la durée de la guerre la procédure de changement de nom et l'acte relatif à la désignation temporaire des bâtonniers et des membres du Conseil de l'Ordre des avocats.

Une ordonnance prescrit la restitution immédiate des biens encore détenus par l'administration des Domaines et dont le séquestre ou la liquidation lui avaient été confiés en vertu d'un certain nombre d'actes du prétendu gouvernement de Vichy.

Elle vise notamment les biens des Français qui avaient été déchus de leur nationalité, des sociétés séquestrées et des israélites.

Une ordonnance crée provisoirement une chambre criminelle supplémentaire à la Cour de cassation, cette Chambre spécialisée dans l'examen des pourvois formés contre les décisions des cours de justice.

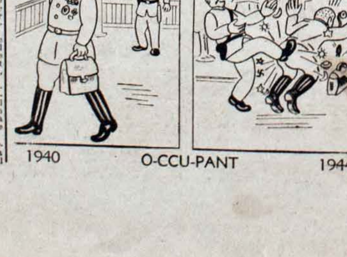
La Belgique luttera jusqu'à la victoire totale

Le Parlement belge s'est réuni pour entendre lecture de la déclaration ministérielle faite par M. Pierlot.

Le chef du gouvernement a déclaré que la Belgique assumerait toutes les obligations que lui impose la poursuite de la guerre au côté des Alliés jusqu'à la victoire totale.

Un témoignage de la cruauté allemande

Le fort de Breendonck, près d'Anvers, sera conservé dans la situation où les Allemands l'ont laissé, comme témoignage de la cruauté allemande. C'est en effet dans les caves de ce fort que la Gestapo torturait les patriotes belges. Plus de 120 d'entre eux y furent brûlés au fer rouge, asphyxiés ou pendus au plafond par les pieds. Les potences demeureront dans l'état où elles étaient sous l'occupation.



1940 O-CCU-PANT 1944

UN GRAND CHEF NOUS PARLE

La préparation du retour des internés civils et militaires en Allemagne

Un problème d'une importance capitale est celui du retour prochain d'Allemagne en France des prisonniers, des internés civils et, d'une manière générale, des Français qui sont retenus dans le Reich hitlérien.

J'ai demandé à qui s'en occupe quelques précisions.

« Mon général, on m'assure que vous vous préoccupez de cet immense problème. Puis-je vous demander...

— Pas d'interview ! Pas de publicité personnelle. Je fais ce que je dois ou mieux ce que je puis, comme les autres, pour mon pays. Ceci dit, questionnez...

— On a dit qu'il y avait près de deux millions de Français encore en Allemagne.

— Pourquoi « encore » ? Il n'en est pas sorti d'Allemagne, sauf les quelques centaines de malades échangés avec grand fracas publicitaire pour la soi-disant « relève », invention diabolique de M. Pierre Laval. Quant au nombre, il dépasse ce qu'on a dit.

— Puis-je vous prier...

— Voici des chiffres. Il y a en Allemagne, dans les camps, les usines, les fermes, les prisons et les hôpitaux, environ 900.000 prisonniers français de guerre. Ajoutez à ce chiffre 300.000 « travailleurs », non pas « libres » mais esclaves, au total donc : 1.200.000 hommes.

Il y a ensuite 900.000 Alsaciens-Lorrains, peut-être même davantage, parce que des civils ont été envoyés de force en Allemagne. Enfin il y a les déportés politiques qui sont au nombre d'un demi-million, auquel il faut y ajouter les travailleurs requis de force pour travailler en Allemagne.

— Cela donne donc un total de 3 millions 300.000 Français actuellement détenus en Allemagne ?

— Parfaitement ! Le chiffre impressionne. Mais ajoutez-y ceci : il y aura, lorsque nous pourrons pénétrer en Allemagne, à reconduire dans leur pays des étrangers, des ressortissants français disséminés là-bas, enfin des réfugiés d'Afrique du Nord. Nous escomptons un total de 200.000 qui viendra s'ajouter au total précédent. *C'est donc sur trois millions et demi* qu'il faut tabler.

— Comment seront-ils transportés ?

— Nombreux seront ceux qui ne nous attendront pas, qui se transporteront par leurs propres moyens dès que faire se pourra, c'est-à-dire dès que l'Allemagne hitlérienne sera renversée et dès l'entrée plus profonde dans le Reich des Alliés et de nos soldats. Ceux-là, nous les attendrons à la frontière.

— Après un contrôle...

— S'il ne s'agissait que de contrôler ! Il faudra les nourrir, les héberger, les habiller, puis, par régions, les grouper pour les renvoyer chez eux.

— Ce rapatriement sera une tâche considérable avec les faibles moyens dont dispose la France blessée et appauvrie...

Près de 13 millions d'hommes en esclavage

— N'oubliez pas qu'il ne s'agit pas seulement de parler de la France. Les Alliés seront chargés, tout naturellement, de la direction de ces opérations délicates. Ce sont les ordres du général Eisenhower, généralissime des armées alliées, qui seront exécutés. C'est ce chef américain qui prendra toutes les responsabilités et dès lors ordonnera.

— Egalement sans doute pour les prisonniers des autres nations.

— Certes ! On estime entre douze et treize millions le nombre d'hommes qu'il faudra sortir d'Allemagne et ensuite rapatrier chez eux. Non seulement des hommes, mais aussi des femmes et des jeunes filles. Car il y a les déportés politiques, mais aussi les travailleurs des deux sexes que les Allemands avaient requis souvent *manu militari*.

— Où pourra-t-on réunir ceux qui sortent de la prison « Allemagne » ?

— Le long de la frontière belge, de notre frontière et de la frontière suisse, une vingtaine de centres seront installés qui assureront le mieux possible et par les moyens que nous trouverons, les rapatriements. Mais je le répète, le problème est terrifiant, car il faut vêtir, héberger et nourrir et traiter avec les égards auxquels ils ont droit ceux qui reviennent chez eux après de terribles jours de misère et de souffrance morale.

— Puis il faudra réintégrer dans la vie française ces hommes qui reviennent...

— Faisons-les d'abord revenir et laissons-les rentrer dans leurs foyers respectifs. L'autre partie du problème, nous la verrons ensuite. Mais séparons les solutions. D'abord le retour à la liberté. Vous comprenez ce que cela signifie, n'est-ce pas ? Après nous verrons et cette fois ce ne sera plus un programme militaire allié mais nettement un problème gouvernemental français, donc civil, mais non moins immense. »

Telles furent les importantes déclarations de quelqu'un qui sait, qui connaît la question et s'en préoccupe sans délais chaque jour.

A. DE GOBART.

L'Angleterre s'opposera au retour à l'Italie de ses colonies

Répondant à une question de M. Percy Barstow, député travailliste, M. Eden, ministre des Affaires étrangères, a déclaré aux Communes que le gouvernement britannique était opposé au retour des colonies italiennes à l'Italie.

Donner à chacun des chances égales *tel fut le but* de la conférence de Philadelphie

En mai dernier, alors que les chefs nazis venaient de charger Goebbels d'intensifier les déportations en Allemagne, il ne pouvait être question, dans l'immonde presse de Vichy vendue aux boches, DE LIBERTE DU TRAVAIL. Aussi, chercherait-on en vain dans les collections de journaux français de longs développements sur la conférence de Philadelphie. Cette vingt-sixième session de l'Organisation Internationale du Travail n'en constitue pas moins, au point de vue économique et social, un fait capital sur lequel nous croyons utile de revenir.

De la déclaration adoptée par les délégués, détachons tout d'abord ce passage essentiel :

« *La Conférence affirme à nouveau les principes fondamentaux sur lesquels est basée l'organisation, à savoir notamment :*

a) *Le travail n'est pas une marchandise ;*

b) *La liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu ;*

c) *La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous ;*

d) *La lutte contre le besoin doit être menée avec une inlassable énergie au sein de chaque nation et par un effort international continu et concerté dans lequel les représentants des travailleurs et des employeurs, coopérant sur un pied d'égalité avec ceux des gouvernements, participent à de libres discussions et à des décisions de caractère démocratique en vue de promouvoir le bien commun.* »

C'est un texte clair, sans périphrases et qui prend plus d'importance chaque fois qu'on le relit.

La Conférence a rappelé « qu'une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale » ; que « *tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales* ».

La déclaration énumère les conditions de vie indispensables aux travailleurs : « Plénitude de l'emploi, élévation des niveaux de vie avec salaire minimum vital, spécialisation selon leur habileté ou leurs connaissances ; collaboration des travailleurs et employeurs à l'élaboration et à l'application de la politique sociale et économique ; mesures de sécurité individuelle ; protection de l'enfance et de la maternité ; alimentation et logement convenables ; récréation et éducation. »

Voilà, très brièvement analysée, la déclaration de Philadelphie. Ceux qui rêvent et ne vivent que de guerres traiteront évidemment avec mépris les travaux de cette assemblée ; quant aux autres, ils en souhaiteront la réalisation prochaine ; car, moins il y aura de conflits sociaux et moins il y aura de guerres mondiales. — P. B.

Le nouveau tableau de lots à la Loterie Nationale

A partir du tirage de la Libération, fixé, rappelons-le, au 1er octobre, 5.300 petits lots supplémentaires seront distribués par tranche. Le nombre des gros lots sera augmenté de 40 0/0 en série A. Il y aura deux lots de huit millions au lieu d'un.

Et voici le terme !...

Les lois de Vichy jouent-elles encore en matière de loyers ?

Oui, disent les propriétaires, alors que les locataires estiment le contraire

Le petit terme d'octobre tombe dans deux jours et le grand terme suivra dans une dizaine de jours.

Nombre de locataires, se basant sur l'abolition des lois promulguées par Vichy décrétée par le Gouvernement Provisoire, se demandent si les propriétaires sont en droit de réclamer, à l'occasion du terme, les « prestations », c'est-à-dire le remboursement aux propriétaires, au prorata des loyers, des taxes sur le balayage, l'enlèvement des ordures ménagères et sur le branchement à l'égout.

Le président de la chambre syndicale des propriétaires du boulevard Saint-Germain M. Trutié de Varreux, nous a déclaré hier :

« Pour nous, les lois de Vichy concernant les loyers restent en application. Si la loi qui vise les prestations peut être considérée comme favorable pour nous, il y a une autre loi de 1943 sur le maintien du prix des loyers qui lèse les propriétaires. Donc nous estimons que les locataires doivent payer les prestations au prochain terme. »

Tel est l'avis de M. Trutié de Varreux, mais ce n'est nullement l'opinion, et nous le comprenons, des locataires.

Il appartient au ministre de la Justice de trancher d'urgence le conflit qui surgit au sujet des « prestations ».

Oui ou non les lois du pseudo gouvernement ayant siégé à Vichy sont-elles abrogées ? Y aurait-il une exception en ce qui concerne les loyers ? On peut se demander pourquoi.

23 MILLIARDS

pour reconstruire et rééquiper nos réseaux télégraphiques, téléphoniques et radiophoniques

Hier, M. Augustin Laurent, ministre des P.T.T., a exposé à la presse la situation et les programmes de reconstruction dans les Postes, Télégraphes, Téléphones.

Il a donné tout d'abord le bilan des destructions opérées dans le matériel postal et télégraphique.

Il faut compter deux cents immeubles domaniaux détruits, ainsi que cinq cents voitures et trois cents wagons-poste.

Dans le domaine téléphonique, 90.000 km. de circuits aériens et trente réseaux souterrains de villes importantes ont été détruits, de très nombreux réseaux urbains endommagés et 60 stations d'amplification hors d'usage. Cent dix bureaux téléphoniques sont entièrement détruits, 130 très endommagés et 50.000 installations d'abonnés devront être refaites.

Pour le télégraphe, de nombreux centraux, tels ceux du Havre, Rouen, Caen, Brest, Toulon, sont à reconstruire entièrement. Il faut ajouter la perte du navire-câblier « Ampère », saisi par les Allemands et présumé coulé.

Enfin, il faut envisager également la reconstruction complète des stations radiotélégraphiques de Pontoise, Croix-d'Hins, Lyon-La Doua et Noiseau, et celle des stations radiomaritimes de Boulogne, Donges, Séverac, Saintes-Maries-de-la-Mer.

En plus des reconstructions et de la remise en état de l'outillage, les P.T.T. envisagent de perfectionner techiquement les installations dans toutes les branches d'activité.

Pour le téléphone, on espère l'extension du trafic, la France ayant de gros progrès à faire dans ce domaine. Il faudra construire de nouvelles lignes d'abonnés, compléter le réseau dans le pays et mettre en service automatique un grand nombre de réseaux urbains et locaux. On envisage également la motorisation des équipes de réparation et d'entretien.

Pour le télégraphe sont prévus l'équipement de liaisons dans les câbles souterrains, l'utilisation d'appareils téléimprimeurs, la modernisation du réseau pneumatique de Paris et l'installation de la commutation télégraphique pour les relations à grande distance.

De nouveaux émetteurs de radiotélégraphe seront installés. On prévoit également le développement du service radio-maritime, l'utilisation des ondes ultra-courtes et l'équipement moderne du Laboratoire National de Radioélectricité.

Pour la poste, M. Laurent nous annonce son intention de faciliter les moyens de communication rapide et d'établir un réseau postal à l'intérieur du pays. La liaison entre la Métropole et les colonies sera également intensifiée.

Cet immense programme, qui a été mis sur pied depuis la Libération, se chiffre à six milliards pour les reconstructions et 17 milliards pour les équipements nouveaux.

Pour les communications postales à l'heure présente, M. Laurent ne nous donne pas d'espoir immédiat : les relations avec certaines régions de France dépendent uniquement des autorités militaires, qui ont tout lieu de craindre, actuellement, l'action néfaste d'agents de l'ennemi restés sur notre territoire.

Au peuple de Paris et de la banlieue,

le Conseil National de la Résistance

s'adressera directement samedi 7 octobre, à 14 h. 30, au Vél' d'Hiv'

Pour la première fois depuis qu'ils sont sortis de la clandestinité, depuis l'insurrection nationale, les membres du C.N.R. vont prendre contact avec le peuple de Paris.

Au cours de cette grande manifestation de la Résistance, l'Harmonie des Gardiens de la Paix se fera entendre. Seront également à l'honneur les Forces Françaises de l'Intérieur de l'Ile-de-France, sous la conduite du colonel Rol.

Peuple de Paris, qui fit l'insurrection en août 1944, tous en masse à la Grande Manifestation du C.N.R., au Vél' d'Hiv'.

Prendront la parole : MM. Louis Saillant, président du C.N.R. ; Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Paul Bastid, Maxime Blocq-Mascart, Gaston Tessier, Jacques Debû-Bridel, Auguste Gilot, Jacques Lecompte-Boinet, Daniel Mayer, Pierre Villon.

LA GESTAPO PARISIENNE

Comment Lafont rafla tout l'or mis sous scellés au greffe du Palais de Justice

Les aveux de Lafont nous amènent lentement jusqu'aux plus lointaines origines de la bande lauristonienne.

C'est ainsi que nous retrouvons ce triste sire à la sortie du camp de Cépoix, où il s'était lié avec deux Allemands (ceci se passait presque immédiatement après l'armistice de 1940).

La procuration 10.474

Lafont, grâce à ses relations de captivité, fut presque immédiatement mis en activité et, muni d'une importante procuration allemande immatriculée 10.474, fit libérer quelques prisonniers allemands de diverses prisons parisiennes.

Satisfait du pouvoir quasi magique du « n° 10.474 » il décida d'agir un peu pour son propre compte et entreprit de libérer également ses dignes amis Maillebuau, Ménardil, Estepéteguy et Prévost, détenus à Fresnes.

Réunis, les cinq bandits firent irruption au greffe du Palais de Justice de Paris, exhibant la fameuse procuration, exigèrent la remise des biens en or qui leur avaient été saisis avant leur internement et, pendant qu'ils y étaient, raflèrent également tous les scellés d'or qu'ils trouvèrent, réalisant ainsi une « opération » de plusieurs millions.

Généreux, les tristes compères remirent tout leur butin aux Allemands qui, ne voulant pas être en reste, attribuèrent à Lafont une large commission. L'on aura une idée précise de la bassesse morale de ce sombre milieu lorsque l'on saura que Lafont donna ensuite à la femme du capitaine S.S. Radecke une somme de 50.000 francs en espèces à titre amical !

120 arrestations déjà opérées

L'affaire Bony-Lafont semble actuellement au point mort, mais le commissaire Clot est certain que cette période durera peu et affirme que la sombre histoire est loin d'être terminée.

« *Nous avons donc*, a-t-il précisé, *opéré jusqu'à présent 120 arrestations et nous estimons que 700 personnes seraient impliquées de près ou de loin dans l'affaire. Parmi les habitués de la rue Lauriston les plus « noircis », nous en tenons 50 et nous croyons qu'une cinquantaine de bandits se cacheraient encore ou seraient passés à l'étranger.* »

Les perquisitions qui se succèdent ont permis de découvrir chez les beaux-parents de Clavié, outre les meubles volés dans l'appartement du colonel Lindmann, 46, rue de Villejust, une quantité d'argenterie valant près d'un million.

Lafont plaide par écrit

Le commissaire Clot a reçu une lettre truffée de fautes d'orthographe envoyée par Lafont qui, non content de son bavardage habituel, y ajoute maintenant de longues élucubrations épistolaires où il cherche à innocenter certains complices, à en juger d'autres et à préciser quelques dépositions.

« *La rue Lauriston*, écrit-il dans son style élémentaire, *est plus simple qu'on ne le suppose : aucune torture, aucun crime, seulement quelques arrestations* (sic) ».

« *La comtesse Tchernitcheff est une folle qui aurait aussi bien aidé l'Allemagne que les Alliés !* »

« *Estepéteguy est innocent et Engel n'a rien fait.* »

« *Si j'ai quelquefois reçu de l'argent de gens très riches, je l'ai souvent donné à des malheureux.* »

Lafont espère-t-il ainsi adoucir sa peine ou veut-il simplement décharger une conscience par trop pesante ?

Le sympathique commissaire Clot penche plutôt pour une habitude de « raconter » incurable !

Ch. EWALD.

COMMENT SE FERONT les élections municipales

Les « collaborateurs » seront inéligibles

Après un exposé de M. Tixier, ministre de l'Intérieur, le gouvernement a décidé, au cours du Conseil des ministres qui s'est tenu hier, que des élections aux conseils généraux et aux Conseils municipaux auront lieu à partir du 1er février 1945.

Les élections pour ces conseils auront lieu selon les modalités prévues par une ordonnance prise à Alger le 21 avril 1944. Les femmes seront électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes.

Ne peuvent faire partie d'aucune assemblée, les anciens membres des prétendus gouvernements qui se sont succédé depuis le 17 juin 1940.

Les Français qui ont, par leur attitude personnelle, fait acte de collaboration avec l'ennemi, seront inéligibles, de même que les membres du Parlement ayant voté la délégation des pouvoirs à Philippe Pétain le 10 juillet 1940.

Les conseillers nationaux, départementaux et les conseillers municipaux de Paris, nommés par Vichy, sont également exclus des nouvelles assemblées.

Jusqu'à la date des élections, les conseillers municipaux élus avant le 1er septembre 1939 sont maintenus ou remis en fonctions. Les Comités départementaux de Libération proposeront au préfet des candidats pour les postes qui restent vacants.

Il est possible que des modifications de détail soient apportées à l'ordonnance du 21 avril 1944 ; elles n'en modifieront cependant pas l'esprit.

Lire en 2e page
la Chronique Impériale
d'Henri ESTIRAC

Un convoi allemand entièrement détruit par l'aviation alliée.
(Photo France-Presse)

DERNIERE MINUTE

Brèche de 5 km. dans la ligne Siegfried

La première armée américaine a pénétré sur un front large de 5 kilomètres et demi et sur 3 kilomètres et demi de profondeur dans la ligne Siegfried. Les opérations se déroulent entre les bourgades allemandes de Finkerswall, à 11 kilomètres au nord d'Aix-la-Chapelle et à peu de distance au sud de Geleinkirchen.

L'avance américaine à l'est d'Aix-la-Chapelle

Après avoir occupé Uerbach, dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, l'infanterie américaine a brisé de violentes contre-attaques ennemies et poursuivi victorieusement son avance.

Avance générale dans le secteur Anvers-Turnhout

En Belgique, une avance générale est enregistrée dans le secteur du canal Anvers-Turnhout. Les Canadiens ont avancé de 12 kilomètres et occupent une importante section de la route Anvers-Breda. Une brigade polonaise combat maintenant dans ce secteur aux côtés des Canadiens en territoire hollandais. Les Allemands essaient de se retirer en pivotant sur l'estuaire nord de l'Escaut.

Vers Belgrade

Les troupes soviétiques ont rejoint les avant-gardes du maréchal Tito et marchent maintenant sur Belgrade. Les Allemands auraient amené d'importants renforts pour défendre la ville.

Heures de la résistance...

Michel Pelletier... Corps-franc « Vengeance », 22 ans...

Tu étais, me dit-on, un grand et beau garçon, étudiant en droit, idéaliste et généreux. Je n'ai connu de toi que ta photographie ; on m'avait chargé de négocier avec tes bourreaux ta sortie de prison...

Les brutes ont emporté les 100.000 fr. et tu es resté à Fresnes, à subir leurs coups et leurs tortures. Jean-Marie m'avait dit : « Fais n'importe quoi ; il faut que Michel en sorte... »

Et tu y es resté...

Tu as dit à l'aumônier : « Dites bien que je suis resté fidèle et que je n'ai trahi personne. »

Ils t'ont fusillé le 15 mars 44.

C'est ta sœur qui est venue me prévenir... Je n'ai pas pu assister au service célébré à ta mémoire ; il fallait se battre.

Tu es mort, Michel, pour que la France vive ; Jean-Marie, Pierre, Jacques, tous les autres sont partis... Je reste seul, mais seul, s'il le faut, je hurlerai ton nom à la face de ceux qui oublieraient ton sacrifice...

Georges JOUIN.

×

Michel Pelletier est enterré au cimetière d'Ivry ; l'exhumation aura lieu le 7 octobre, à 7 h. 30 du matin.

Quand Sacha Guitry ne divorce pas...

il réclame 1 million de dommages et intérêts

M. Sacha Guitry, actuellement interné au camp de Drancy, avait intenté un procès à un journal pour un article publié le 23 février 1943 sous le titre « Vous ne savez pas ? Sacha Guitry divorce pour la quatrième fois ! »

Dans cet article, il était dit que le comédien-auteur avait l'intention d'épouser l'actrice Hélène Perdrière. Une rectification suivit d'ailleurs le lendemain, mais Sacha Guitry trouvant dans cette affaire une publicité ouverte, voulut prolonger l'incident en assignant le journal en un million de francs de dommages-intérêts.

Mme Hélène Perdrière, plus modeste, ne demandait que 100.000 fr.

L'affaire est venue hier devant la première chambre civile, présidée par M. Rousselet, qui a renvoyé l'audience au 8 novembre. Mais quel que soit le jugement à intervenir, si M. Sacha Guitry veut le rendre exécutoire, il faudra qu'il se rende en Allemagne où se sont réfugiés le journal et sa rédaction.

Ajoutons que Sacha Guitry, bien en cour auprès des Allemands, avait exigé le renvoi du journal de l'auteur de l'article et le retrait de sa carte professionnelle.

LA GESTAPO PARISIENNE

Comment Lafont rafla tout l'or mis sous scellés au greffe du Palais de Justice

Les aveux de Lafont nous amènent lentement jusqu'aux plus lointaines origines de la bande lauristonienne.

C'est ainsi que nous retrouvons ce triste sire à la sortie du camp de Cépoix, où il s'était lié avec deux Allemands (ceci se passait presque immédiatement après l'armistice de 1940).

La procuration 10.474

Lafont, grâce à ses relations de captivité, fut presque immédiatement mis en activité et, muni d'une importante procuration allemande immatriculée 10.474, fit libérer quelques prisonniers allemands de diverses prisons parisiennes.

Satisfait du pouvoir quasi magique du « n° 10.474 » il décida d'agir un peu pour son propre compte et entreprit de libérer également ses dignes amis Maillebuau, Ménardil, Estepetéguy et Prévost, détenus à Fresnes.

Réunis, les cinq bandits firent irruption au greffe du Palais de Justice de Paris, exhibant la fameuse procuration, exigèrent la remise des biens en or qui leur avaient été saisis avant leur internement et, pendant qu'ils y étaient, raflèrent également tous les scellés d'or qu'ils trouvèrent, réalisant ainsi une « opération » de plusieurs millions.

Généreux, les tristes compères remirent tout leur butin aux Allemands qui, ne voulant pas être en reste, attribuèrent à Lafont une large commission. L'on aura une idée précise de la bassesse morale de ce sombre milieu lorsque l'on saura que Lafont donna ensuite à la femme du capitaine S.S. Radecke une somme de 50.000 francs en espèces à titre amical !

120 arrestations déjà opérées

L'affaire Bony-Lafont semble actuellement au point mort, mais le commissaire Clot est certain que cette période durera peu et affirme que la sombre histoire est loin d'être terminée.

« *Nous avons donc*, a-t-il précisé, *opéré jusqu'à présent 120 arrestations et nous estimons que 700 personnes seraient impliquées de près ou de loin dans l'affaire. Parmi les habitués de la rue Lauriston les plus « noircis », nous en tenons 30 et nous croyons qu'une cinquantaine de bandits se cacheraient encore ou seraient passés à l'étranger.* »

Les perquisitions qui se succèdent ont permis de découvrir chez les beaux-parents de Clavié, outre les meubles volés dans l'appartement du colonel Lindmann, 46, rue de Villejust, une quantité d'argenterie valant près d'un million.

Lafont plaide par écrit

Le commissaire Clot a reçu une lettre truffée de fautes d'orthographe envoyée par Lafont qui, non content de son bavardage habituel, y ajoute maintenant de longues élucubrations épistolaires où il cherche à innocenter certains complices, à en juger d'autres et à préciser quelques dépositions.

« *La rue Lauriston*, écrit-il dans son style élémentaire, *est plus simple qu'on ne le suppose : aucune torture, aucun crime, seulement quelques arrestations* (sic) ».

« *La comtesse Tchernitcheff est une folle qui aurait aussi bien aidé l'Allemagne que les Alliés !* »

« *Estepetéguy est innocent et Engel n'a rien fait.* »

« *Si j'ai quelquefois reçu de l'argent de gens très riches, je l'ai souvent donné à des malheureux.* »

Lafont espère-t-il ainsi adoucir sa peine ou veut-il simplement décharger une conscience par trop pesante ?

Le sympathique commissaire Clot penche plutôt pour une habitude de « raconter » incurable !

Ch. EWALD.

Quand Sacha Guitry ne divorce pas...

PREMIERE ANNEE - N° 41. — 2 Fr. JEUDI 5 OCTOBRE 1944

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL
37, rue du Louvre — PARIS (2e)

EDITION DE PARIS 5 HEURES DU MATIN

Rédacteur en Chef : George ADAM
TUR. 52.00/53.00/96.80. GUT. 94.00

AIX, METZ, BELFORT

"piliers" de la défense allemande

C'EST DANS CES TROIS SECTEURS QUE S'EXERCENT LES EFFORTS ESSENTIELS DES ALLIÉS

Les opérations militaires sur le front d'Europe occidentale ont conservé, hier, la physionomie de celles de la veille. Les points virulents ont été les mêmes : contre-attaques allemandes un peu moins violentes, mais toujours rudes bien que sans succès entre Nimègue et Arnhem ; plus bas, élargissement du saillant ; plus bas, au sud-est, dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, les Américains avancent pas à pas en plein centre du système fortifié ennemi ; plus au sud encore, la poussée alliée continue dans la région de Metz et il en est de même vers Belfort.

Nous attirions, dans notre précédent article, l'attention sur ces opérations qui semblent fragmentaires car, en dépit de cette apparence, elles pourraient bien avoir une signification qui dépasse considérablement leur cadre actuel.

Vue d'ensemble des positions allemandes

Le système fortifié allemand en avant du Rhin commence au nord de la frontière orientale de la Belgique, c'est-à-dire à la hauteur de la poche que forme la Hollande pour finir à la frontière franco-suisse vers Bâle. Les deux piliers extrêmes de ce système — de ce mur de l'Ouest — sont donc nord d'Aix-la-Chapelle et Belfort.

A partir de la frontière luxembourgeoise jusqu'à Bâle, le territoire français présente un vaste saillant, un angle pointé vers l'est, et que la Moselle ferme à l'ouest, à peu de chose près d'un bout à l'autre. Non loin de la naissance septentrionale de ce saillant et pour ainsi dire juste à la moitié de la longueur totale du « mur de l'ouest », l'ennemi s'appuie sur un autre pilier qui est Metz. Or il faut remarquer que c'est vers ces trois piliers que se porte, depuis quelques jours, la principale pression des alliés.

Elle s'y porte d'ailleurs avec succès puisque vers Aix-la-Chapelle les Américains franchissent sans arrêt les échelons successifs du système fortifié allemand — qui sans être percé dans son ensemble, est déjà très profondément entamé, — puisque vers Metz ils ont progressé jusqu'aux environs nord-ouest de la ville, puisque, enfin, vers Belfort, les Français sont parvenus à l'entrée de la trouée, la ville étant débordée par le nord.

Ces constatations doivent donc faire penser que le but visé par le haut commandement est de faire sauter ces trois piliers essentiels du système allemand. Il faut joindre à cela les opérations Nimègue-Arnhem qui sont une menace de tourner ce système par le nord et aussi l'effort fait au delà d'Epinal pour mordre sur la région mouvementée des Vosges qui a offert à l'ennemi bien des possibilités d'organisation.

Vers l'offensive totale

Encore que l'on combatte plus ou moins tout le long du front, ces diverses poussées ne sont reliées entre elles que par une activité comparativement réduite — sauf toutefois au nord du canal de Turnhout et dans la contrée de Bar-le-Duc où il s'agit d'aligner les flancs du saillant afin de donner plus de force au mouvement contre le Waal et la Lek.

Tout ceci considéré, et compte tenu des moyens que le général Eisenhower a entassés à l'autre bout de la ligne et de son dispositif poussé entièrement à l'avant, est propre à faire penser qu'il s'agit de s'emparer de positions essentielles en vue d'une grande offensive générale, d'un assaut total en un mot, contre le Reich.

Une autre circonstance vient encore fortifier cette conjecture, c'est que, étant donné la saison, les alliés ont encore un mois devant eux pour que les conditions atmosphériques restent propices à cette grande offensive. Il n'est donc pas impossible que nous la voyions se déclancher au cours des prochaines semaines.

S. de GIVET.

★

LE SAILLANT DE NIMEGUE S'ETEND

Londres, 4 octobre. — On annonce que les troupes britanniques ont considérablement étendu et fortifié le flanc droit du saillant de Nimègue. Au sud et au sud-est de cette dernière ville, des gains de terrain ont été enregistrés. En outre, certains éléments alliés ont traversé la Meuse à environ 1.500 mètres au nord de Mook.

A 90 KILOMETRES AU NORD D'AIX-LA-CHAPELLE

Londres, 4 octobre. — On mande du G.Q.G. de la 1re armée américaine que les troupes américaines ont pris Overloon, à 90 kilomètres au nord d'Aix-la-Chapelle.

LES ALLEMANDS DETRUISENT LE PORT DE ROTTERDAM

Londres, 4 octobre. — Selon des informations parvenues à l'agence Reuter, les Allemands procèdent à des destructions dans le port de Rotterdam.

(Suite de nos informations page 2)

Emile Carrara

participera dimanche

AU GALA CYCLISTE de la Piste municipale

sous le patronage de

Front National

Le jeune champion amateur de la route et de la piste Emile Carrara, qui battit tous les « as » professionnels dans le Grand Prix des Nations, participera dimanche au gala cycliste organisé par la F. S. G. T., au vélodrome municipal du Bois de Vincennes, sous le patronage de *Front National*.

Le plus grand « espoir » du cyclisme français participera à un omnium par équipes en trois manches et il aura pour coéquipiers Prévotal et Baldassari, qui sont ses compagnons habituels.

Pour rencontrer ces trois coureurs, il fallait une sélection de premier ordre. C'est une équipe avec Rioland, vainqueur des grandes épreuves de la saison, comme « capitaine », qui sera constituée.

Une course de demi-fond réservé aux « as » de la F. S. G. T., une américaine, un omnium interclub, une course de vitesse complètent ce programme de gala.

L'arrestation de Suarez

ancien directeur d' « Aujourd'hui »

a tourné au vaudeville

SES MAITRESSES SE RENCONTRENT AU COMMISSARIAT ET SE RÉCONCILIENT SUR SON DOS

Mardi soir, Georges Suarez, ancien directeur d' « Aujourd'hui », était arrêté. A 11 h. 30, le commissaire de Charenton se présentait avec deux gardiens 8, rue de Lévis, chez Mme Meurisse. Mme Meurisse est une ancienne maîtresse de Georges Suarez, abandonnée, puis rentrée en grâce. Elle abritait son amant depuis lundi. Le visiteur frappe, heurte de plus en plus violemment : la porte ne s'ouvrait pas. Il fallut la défoncer. Mme Meurisse s'excusa : « Je pensais que vous étiez un faux policier ! »

Quant à Georges Suarez, il fit preuve de la docilité la plus exemplaire.

— Quelle contenance avait-il ?

— Dégonflé, zéro.

On les a amenés, elle et lui, au commissariat. Là, une surprise les attendait.

Suarez s'était d'abord caché chez deux cousines. Une autre de ses maîtresses, Mme Laurence, venait lui rendre visite et le désennuyer. Puis, inquiet, il décide de changer de cachette et se fait abriter par Mme Chalot, une amie de Mme Laurence.

Et toutes ces protectrices se retrouvent au commissariat, ignorant leurs grades respectifs dans le cœur de Suarez. La rencontre fut un vaudeville. Un témoin raconte la scène; je lui demande :

— Elles se sont battues, injuriées ?

— Elles sont tombées dans les bras les unes des autres, un es dans leur indignation. « Ma pauvre amie, il est si versatile ! »

Georges Suarez mit le comble à cette scène burlesque en les embrassant tour à tour pour les apaiser.

Depuis vingt-quatre heures, le policier est « sur cette affaire » :

— Mais qu'avait-il tant à dire ?

— Lui, il a convenu de tout ce dont on l'accusait. Il a reconnu sa politique de collaboration : « J'ai toujours été partisan d'un rapprochement franco-allemand. Après Montoire, j'ai commencé à propager ces idées. J'étais sincère et de bonne foi. Mais, il y a six ou huit mois, je me suis aperçu que je m'étais trompé. J'ai espacé mes collaborations et mes papiers. »

Le commissaire soupire :

— Ce qui était si long, c'est qu'il a fallu questionner chacune des femmes. Et les femmes !...

— En définitive, qu'en avez-vous fait ?

— Le juge d'instruction, M. Augeras, a envoyé Suarez à Fresnes, et ses deux maîtresses, nous les avons inculpées de recel, recel de malfaiteur !

Il y a un an, au Mont-Valérien

vingt-neuf F.T.P. étaient fusillés

DEMAIN, ÉMOUVANTE CÉRÉMONIE DU SOUVENIR

« Mes chers parents,

« C'est fini je n'ai plus que quelques heures à vivre. J'ai du courage. Il faut en avoir. J'ai vu le prêtre et je vais me confesser et communier. Sois satisfaite sur ce point, ma chère maman. J'ai déjà envoyé une première lettre. Celle-ci c'est le prêtre qui va l'envoyer.

« Je t'embrasse bien tendrement, toi, ma mère qui m'as toujours enseigné de bons conseils, toi aussi mon cher père, toi aussi ma chère petite sœur, et toi mon petit frère Guy, et enfin ma chère grand-mère. Aie courage. Envoie un message aux copains de la J.O.C. Qu'ils prient pour moi et vous aussi. Vive la France ! » Signé : « Claude ».

Claude Varocquier n'avait que vingt ans. Il était le plus jeune des vingt-neuf F.T.P., qui, le 6 octobre 1943, furent fusillés au mont Valérien.

Avec lui tombèrent Jacques Massias, André Aubert, Pierre Cosnard, François Marais, Giovanelli Archa, Jean Kuffenian, René Leloir, René Vanovershelde, Jacques Delaunay, Jean Gross, Marcel Dutet, Louis Walle, Maurice Pirolley, Pierre Snoucko, Richard Ptenco, Marcel Kauffmann, André Chassagne, Emile Marais, Jean Poire, Joseph Gauthier, Raoul Duchesne, Chuma Bajtostock, Marc Delaunay, Lucien Mèche, Paul Chatrousse, Alexandre Houwault, Charles Rouxel, et le lieutenant-colonel Pierre Lamondé. Un suprême hommage leur est rendu vendredi, au Mont-Valérien à 10 h. 15 et au cimetière d'Ivry à 15 h. 15.

Prendront la parole : le colonel Rol, de l'état-major des F. F. I. ; M. Garrel, de la commission militaire du C. P. L. ; le commandant Merlot, conseiller municipal du deuxième arrondissement, et le colonel Ouzoulias, de la commission nationale militaire du Front national.

Claude Varocquier.

Les aveugles « entendront » les obstacles

Le jour est-il proche où les aveugles pourront jeter leur bâton et se déplacer dans les rues, comme vous et moi ?

Oui, s'il faut en croire sir Ian Fraser, directeur de l'Institut de Saint-Dunstaus, en Angleterre, chargé de la rééducation des soldats aveugles.

Ce savant britannique vient de mettre au point un « coffret de localisation » électrique utilisant les procédés modernes de repérage par la lumière et par le son, qui permettrait à ceux qui ne voient pas d'abandonner leurs cannes et leurs chiens.

Ce coffret est muni d'écouteurs et pèse 4 kgr. 500. A 2 m. 50 environ d'un objet, un léger bourdonnement se fait entendre, qui permet de localiser l'obstacle et, par suite, de l'éviter.

Les essais, effectués dans les rues de Londres, ont été, paraît-il, tout à fait concluants.

L'inventeur espère encore améliorer son procédé en réduisant les dimensions du coffret et en ramenant son poids à 500 gr.

Faut-il en conclure que désormais les aveugles auront leurs yeux dans leur poche ?

AUX PROCHAINES ÉLECTIONS

"Collaborateurs" ET ministres de Vichy sont inéligibles

Les élections cantonales et municipales, dont le conseil des ministres a fixé avant-hier la reprise en février prochain, auront lieu selon les modalités prévues par une ordonnance prise à Alger le 21 avril 1944. Les femmes y seront électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes.

Par contre, l'éligibilité a été retirée aux anciens membres des prétendus gouvernements qui se sont succédé depuis le 17 juin 1940, aux Français qui ont, par leur attitude personnelle, fait acte de collaboration avec l'ennemi, aux membres du Parlement ayant voté la délégation des pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, aux conseillers nationaux, départementaux et aux conseillers municipaux de Paris nommés par Vichy.

Jusqu'à la date des élections, les conseillers municipaux élus avant le 1er septembre 1939 sont maintenus ou remis en fonctions. Les comités départementaux de la Libération proposeront au préfet des candidats pour les postes qui restent vacants.

Des modifications de détail, très possibles ne changeront pas cependant l'esprit de l'ordonnance en question.

Du sang français va couler dans des veines américaines

L'armée américaine a parfaitement organisé son complexe service de santé sur les fronts européens. Les résultats sont déjà probants.

Quatre pour cent seulement des soldats meurent de leurs blessures; durant la dernière guerre de 1914-1918, ce pourcentage était de 8 pour cent.

Dans une conférence tenue hier à l'hôtel Scribe, le major général Paul R. Hawley et ses collaborateurs, spécialistes des questions de chirurgie, de médecine et de ravitaillement pharmacologique nous exposèrent par le détail leurs nouvelles et merveilleuses méthodes.

Mais les services de santé de l'armée américaine ne sont pas seuls dans cette lutte contre la mort. La population civile des Etats-Unis y participe ardemment en donnant son sang. Soigneusement analysés et triés par groupes sanguins, des centaines de litres de sang humain sont chaque jour portés par la voie des airs jusqu'aux hôpitaux de campagne, 60 0/0 des blessés graves peuvent ainsi être sauvés.

Or, aujourd'hui, de nombreux donneurs de sang français se sont déjà volontairement présentés. Cet « appui frais » n'est pas négligeable et les services américains se sont déjà mis à l'étude.

Bientôt du sang français sauvera des vies américaines, scellant une nouvelle fraternité.

Hitler n'a pas eu LA VICTOIRE... de SAMOTHRACE

— Non, Hitler ne s'est pas personnellement approprié la « Victoire de Samothrace », comme le bruit en avait couru pendant l'occupation, **vient de déclarer M. Georges Salles, directeur du musée du Louvre, qui, par contre, a fait part de ses inquiétudes au sujet de « L'Agneau mystique », le chef-d'œuvre de Van Eyck, considéré par beaucoup comme la plus belle toile existant en Europe.**

Confié au Louvre par la Belgique lors de l'invasion allemande, ce tableau avait été mis en sécurité au musée de Pau. Ultérieurement, le gouvernement de Vichy donna l'ordre de le remettre au Dr Buchner, chef de la commission bavaroise des Beaux-Arts.

A Maisons-Laffitte ultimes galops d'entraînement

A LA VEILLE DE LA REPRISE DES COURSES

Les dernières ombres de la nuit planent encore sous les frondaisons des majestueuses allées du parc de Maisons-Laffitte. L'air est froid. Dans la pénombre se dessinent déjà les élégantes filles des pur sang à la noble démarche que les lads mènent au pas vers les pistes d'entraînement. Le sol ameubli des allées absorbe le bruit des fins sabots ; les échos des quelques éclats de voix des cavaliers, sous les voûtes des feuillages, s'étouffent dans la brume matinale.

C'est, à Maisons-Laffitte, la veille d'un grand jour. N'est-ce pas demain la reprise des courses suspendues depuis le 14 août, et ne coïncide-t-elle pas avec le Grand Prix de Deauville, le Royal Oak qui se court au Tremblay ?

Comme chaque matin, les chevaux se dandinent sur leurs pattes fines, se rendent, d'une cinquantaine d'écuries d'entraînement, vers le champ de courses et les pistes. Et c'est avec une attention toute particulière que l'entraîneur, Adèle junior, que j'ai rencontré faisant courir un canter à ses pensionnaires, surveille le « travail » de *Cocktail*. C'est que *Cocktail* est engagé vendredi. Il fait bonne figure, ce matin, dans un lot qu'entraine le célèbre *Fabiano* qui débouche à 60 à l'heure, suivi de *Nemour* et de *Duke of Atlantic*.

Le jockey anglais Tucker commence l'éducation de sa fillette.

Dans les bars, que fréquentent les jockeys, règne, à l'heure de l'apéritif, une animation un peu plus joyeuse que d'ordinaire. La reprise des courses fait naturellement l'objet de toutes les conversations. Par petits groupes, impeccablement bottés, cravache à la main, les vedettes du turf, qu'admirent béatement les jeunes lads apprentis, supputent les chances des favoris et des outsiders.

Quatre ans dans un camp de concentration

L'un d'eux est particulièrement entouré : c'est Tucker, le jockey à qui son origine anglaise vient de valoir quatre années de captivité dans les camps de concentration allemands.

— J'ai été enfermé successivement, nous dit-il, à Senlis, à Compiègne et à Saint-Denis. Après quatre années d'inaction, vous pensez si je suis heureux de remonter en selle.

Tucker, pour ses débuts, court demain au Tremblay.

— *C'est une fête pour nous*, affirme sa charmante jeune femme.

En captivité, Tucker a vécu avec d'autres jockeys, ses compatriotes Robson, Brooks et Stan Smits.

A Maisons, j'ai encore rencontré un autre homme de cheval qui porte un nom célèbre dans le monde du turf : l'entraîneur Lucien Robert, qui avait la charge des trois cents chevaux du baron Edouard de Rothschild, une des plus belles écuries du monde.

Nos écuries pillées

— Les Allemands, nous dit-il, ont enlevé les 135 meilleurs étalons, poulinières et chevaux de courses.

Parmi eux se trouvaient *Brantôme* et *Bubbles*, dont les turfistes se rappelleront la gloire.

Les chevaux que les agents de Weber, grand maître du turf allemand, et de von Ribbentrop n'ont pas enlevés ont été vendus par les soins de l'Administration : une centaine environ.

— J'espère toutefois, nous assure M. Lucien Robert, reconstituer l'écurie en récupérant quelques-uns de nos meilleurs produits. Les « cavaleries » de lady Granard et lord Derby ont été également pillées ainsi que beaucoup d'autres.

La chance !

Si, à Maisons-Laffitte et à Chantilly, tout est fin prêt pour la reprise, à la direction du P.M.U. on s'est également préparé à la réouverture. Le distingué directeur du pari mutuel urbain, qui n'est autre que le neveu de M. Joseph Oller, créateur du pari mutuel, qu'instaura une loi promulguée en 1801, nous a déclaré :

— Les paris seront pris comme précédemment dans nos trois cents bureaux auxiliaires et agences, aux mêmes unités et dans les mêmes conditions. C'est surtout la réunion de dimanche à Auteuil qui marquera la reprise. Mille deux cents employés du P.M.U. s'apprêtent à fonctionner. Espérons que cette journée de reprise sera marquée par quelques coups de chance heureux, tels que celui de ce client lyonnais du P.M.U. qui, ayant effectué par téléphone un jeu en cinq reports avec 1.000 fr. sur le premier, gagna un demi-million.

« Je n'ai jamais vu un homme aussi ennuyé, nous assure le directeur du P.M.U. A mesure qu'il apprenait que ses chevaux gagnaient et qu'il voyait la somme se multiplier, le malheureux nous téléphonait en nous suppliant d'arrêter le jeu.

A défaut d'un paroli de cinq gagnants, beaucoup se contenteraient sans doute du sort de ce joueur qui, au mois d'août dernier, gagna 675.000 fr. à Auteuil avec une mise initiale de 50 fr.

Nic LANGEAIS.

CHATIMENT ET ÉPURATION

L'enquête sur Pétain

Les poursuites qui avaient été annoncées contre Philippe Pétain et ses collaborateurs ont débuté le 11 septembre par un ordre d'informer adressé au tribunal militaire de Paris par le général Koenig, gouverneur militaire de Paris, et concernant Philippe Pétain et cinquante-neuf membres de ses ministères successifs.

Le commandant Pommier, juge d'instruction près le tribunal militaire, a transmis à la préfecture de police une commission rogatoire donnant pouvoir à un commissaire de la ville de Paris, à l'effet de recueillir tous renseignements, procéder à toutes perquisitions, saisies, confrontations et auditions de témoins, se transporter en tous lieux, et plus généralement procéder à toute opération nécessaire à la manifestation de la vérité, au sujet du nommé Philippe Pétain, inculpé de trahison et d'intelligence avec l'ennemi.

On croit savoir que le commissaire chargé de cette commission rogatoire est M. Mathieu.

Le Front national des Arts réclame des arrestations

Le comité directeur du Front national des Arts (section peinture, sculpture, gravure), réuni à Paris sous la présidence de Picasso, avec la participation de Montagnac, Lhôte, Goerg, Briancnon, Auricoste, Desnoyer, Walch, Courmes, Ladureau, Capon, Grüber, Berg, Eskenazy, Pignon, Fougeron, après une étude attentive des cas des artistes ayant par leur attitude de collaboration avec l'ennemi, gravement compromis la renommée de l'art français, a demandé au procureur général et au préfet de police l'arrestation et la mise en jugement de sept artistes et critiques d'art : Henri Bouchard, de l'Institut, ex-président des artistes français ; Othon Friesz, vice-président du Salon des Tuileries ; Paul Belmondo, tous trois du voyage de propagande en Allemagne du comité d'honneur Arno Brecker, et du groupe collaboration ; Paul Landowski, de l'Institut, du même voyage et du même comité d'honneur Brecker ; Jacques Beltrand, président des graveurs français, expert auprès des autorités allemandes pour « l'achat » des œuvres d'art à destination du Reich; J.-M. Campagne, critique d'art des *Nouveaux Temps*, du groupe Collaboration ; Strauss, dit Camille Mauclair, écrivain d'art, rédacteur au *Matin*, président de section au groupe Collaboration, auteur de brochures de propagande nazie contre l'art français.

Les patriotes doivent seconder la Cour de justice

La Cour de justice de la Seine installe un secrétariat dans ses locaux du 11 *bis*, rue Boissy-d'Anglas, ouvert de 9 heures à midi et de 14 à 18 heures, pour recevoir toutes les plaintes et des informations concernant les faits de trahison et de collaboration avec l'ennemi.

(Lire la suite en page 2)

ARMES NOUVELLES

— Je n'ai plus la francisque, mais j'ai Brinon !

Toute la Nation

par Jacques Debû-Bridel

Notre directeur, M. Jacques Debû-Bridel, représentant au C. N. R. la Fédération républicaine et les républicains nationaux, a prononcé hier soir, au micro de la Radiodiffusion française, une allocution dans laquelle il a démontré que l'union de tous les Français, nécessaire pour la libération du pays, le demeurait aujourd'hui pour assurer l'indépendance et la grandeur de la France. Nos lecteurs la retrouveront intégralement ici.

TOUS les Français, patriotes et républicains demeurés fidèles à la grande tradition de Paul Déroulède, de Drian, de Péguy et de Maurice Barrès saluent aujourd'hui, comme chef et porte-parole, Louis Marin, le président de la Fédération républicaine.

C'est eux que, par suite des hasards de la vie clandestine et de la disparition d'un des plus vaillants de nos amis, j'ai l'honneur de représenter, depuis sa création, au Conseil national de la Résistance.

Français et républicain, Louis Marin, *dès le premier jour*, s'éleva contre la politique de capitulation et de trahison, s'opposa à l'armistice, refusa son vote à Pétain, et ne cessa de diriger quotidiennement et *dangereusement* à Vichy l'opposition à la trahison et à la dictature. Sa conduite a servi d'exemple à tous ceux qui, demeurés dans le pays, ont voulu, face à l'ennemi et malgré la honteuse politique de trahison dite de Montoire, maintenir l'honneur français et regrouper les forces vives de la nation contre les agissements de l'envahisseur.

— Je ne veux pas qu'on puisse dire que je fais de la politique pendant la guerre, m'écrivit Louis Marin; une seule chose importe : la libération et la victoire. » Le mot d'ordre du président de la Fédération républicaine fut celui qu'observèrent et qu'observent tous ses amis.

Louis Marin est à Londres maintenant, d'où nous l'avons entendu plusieurs fois. Il y demeure dans l'unique souci du service de la patrie.

Si chacun connaît l'action personnelle de Louis Marin, on ignore trop qu'elle fut celle des patriotes qui lui sont demeurés fidèles. Plus de trente parlementaires de la Fédération républicaine refusèrent d'accorder leur confiance au gouvernement du maréchal et de ratifier l'ignominieux armistice. A l'heure actuelle, *cinq* d'entre eux sont encore prisonniers de la Gestapo en Allemagne. On comprendra pour quelles raisons de prudence je m'abstiens de les désigner à l'attention de leur bourreau. Il ne s'agit, du reste, pas ici de palmarès.

La Fédération Républicaine, selon l'ordre de son président, n'a pas fait de politique durant la guerre. Mais, à l'intérieur des organisations de résistance, elle tient à son rang, fidèle à son passé de patriotisme vigilant. Qu'il me soit permis de saluer ici son délégué au Comité de libération de la Seine, l'ancien président du conseil municipal, M. de Fontenay, qui en fut chassé par les usurpateurs de Vichy pour sa fidélité à la patrie et à la République, qui dirigea un service de renseignements et qui a eu la douleur et la fierté de donner un de ses fils à la France, tué le 22 août dernier dans les rangs des Forces françaises de l'intérieur du Loiret.

Les républicains nationaux se sont partout dressés contre le boche. Dans de nombreux départements, les cadres de la fédération ont prêté un concours précieux à la Résistance organisée, dans le Doubs, dans la Manche et dans le Nord entre autres.

Faire la guerre. *Ne faire que la guerre.* Tout faire pour la guerre, tel fut, fidèle à la volonté de mes amis, mon seul souci au C.N.R.

Adhérent au Front national depuis sa création presque, à l'appel de mon camarade l'écrivain communiste Jacques Decour, fondateur des *Lettres françaises* et fusillé par les Allemands en mai 1942, j'avais chargé Pierre Villon, secrétaire du F.N., de me représenter au bureau permanent du C.N.R. Il était, entre tous, porte-parole des F.T.P., puis président du C.O.M.A.C., l'homme de la guerre active, de la guerre totale, de la lutte sans répit et sous toutes ses formes prodiguée contre l'ennemi allemand, le Lazare Carnot de la clandestinité.

Pendant longtemps, la résistance française était subordonnée presque totalement à l'action de nos alliés, mettant tout en œuvre pour publier des tracts et des journaux, abriter des parachutistes, organiser les départs en Angleterre et en Algérie, centraliser les renseignements, telle avait été sa tâche unique, toute notre espérance patriotique s'incarnant dans l'effort du général de Gaulle et de la France combattante.

C'est à l'appel du Front national que s'est levée, dans le pays, l'armée des F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans), qui, les premiers, ont organisé la guérilla contre l'ennemi. A leur exemple, notre jeunesse entière voulut s'unir et se battre. A cette tâche, nous avons subordonné toute notre action fidèle à la vieille consigne du patriotisme : « France d'abord ».

Nos jeunes se sont battus dans toutes les formations. Nos amis n'ont rien négligé pour ravitailler, équiper, nourrir, trouver des remèdes et des armes à nos combattants.

(Lire la suite en page 2)

1.700 ouvriers et employés *DE « CARBONE LORRAINE »* font grève depuis un mois...

...pour obtenir une épuration qui, en effet, s'imposé

A Gennevilliers, dans la rue Jean-Jaurès, toute droite, une longue grille laissant apparaître, entre des arbres, le sommet de bâtiments, de pavillons en briques rouges et blanches, aux verrières bleutées. On dirait moins d'une usine que de laboratoires. C'est pourtant d'établissements industriels qu'il s'agit, ceux de la Société Carbone-Lorraine, où 1.500 ouvriers, habituellement, travaillent à la production du matériel électrique.

Pour l'instant de l'usine morte ne parvient aucun bruit. Des petites affiches jaunes placardées sur la grille attirent l'attention : « Meeting, vendredi 6 octobre, à 18 heures, salle des fêtes des Grésillons... »

Ce jour-là, la direction de Carbone-Lorraine sera publiquement accusée d'avoir « trahi le pays et livré des ouvriers à la Gestapo ».

Grave accusation qu'on ne formule pas à la légère. Un délégué du conseil syndical auprès duquel nous conduit un des ouvriers du piquet de grève nous fournit des précisions :

— Le 22 janvier 1943 le personnel engageait un modeste mouvement de protestation, la direction ayant alors refusé de régler une prime de rendement. Aussitôt le directeur, M. Legueu, faisait appeler la Gestapo. A l'arrivée des Allemands, l'officier qui les commandait fit appréhender vingt-deux ouvriers sur une liste fournie par la direction. Ces ouvriers furent collés au mur et on leur dit : « *Si dans cinq minutes vos camarades n'ont pas repris le travail vous serez fusillés.* »

Le travail reprit : il fallait bien ! On fit alors monter les vingt-deux ouvriers dans un camion et, depuis, dix d'entre eux, dont deux pères de famille, l'un de huit et l'autre de sept enfants (ce dernier n'a pas donné de nouvelles depuis son départ de Compiègne pour l'Allemagne) sont encore dans les geôles nazies.

Pour le châtiment des coupables

Lors de la libération, le conseil syndical représentant l'entreprise, unanimement indigné par les agissements de son directeur, transmit un dossier à la commission d'épuration de Gennevilliers, puis entreprit en haut lieu diverses démarches pour que des sanctions soient prises sans tarder.

Celles-ci n'étant pas prises, et l'ex-directeur restant toujours dans le conseil d'administration, la grève fut votée à l'unanimité.

— *Malgré notre désir de collaborer à la reconstruction économique du pays*, nous dit le délégué syndical, *nous refusons de reprendre le travail tant que les coupables ne seront pas arrêtés et châtiés, comme le prévoit le programme de la Résistance. Nous estimons que c'est une question de salubrité nationale.*

Ces paroles, le délégué les a prononcées froidement, sans passion.

HITLER FIGURE BIEN SUR LA LISTE DES CRIMINELS DE GUERRE

Londres, 4 octobre. — C'est en réponse à une question du député Mander que M. Churchill a déclaré, aux Communes que Hitler, Goering, Goebbels et Himmler figuraient sur la liste britannique des criminels de guerre.

PEUPLE DE PARIS ET DE SA BANLIEUE

le Conseil National de la Résistance

s'adressera directement à vous

Samedi 7 Octobre, à 14 h. 30, au VEL' D'HIV'

Pour la première fois depuis qu'ils sont sortis de la clandestinité, depuis l'insurrection nationale, les membres du C.N.R. vont prendre contact avec le Peuple de Paris. Au cours de cette grande manifestation de la Résistance, l'Harmonie des Gardiens de la Paix se fera entendre. Seront également à l'honneur les Forces Françaises de l'Intérieur de l'Ile-de-France, sous la conduite du colonel ROL. Peuple de Paris, qui fis l'insurrection en Août 1944, en masse à la Grande Manifestation du C.N.R., au VEL' D'HIV. SAMEDI 7 OCTOBRE, à 14 heures 30.

★

Prendront la parole :

MM.
Louis SAILLANT, Président du C.N.R.
Emmanuel d'ASTIER de la VIGERIE
Paul BASTID,
Maxime BLOCQ-MASCART,
Gaston TESSIER,

MM.
Jacques DEBU-BRIDEL,
Auguste GILLOT,
Jacques LECOMPTE-BOINET,
Daniel MAYER.
Pierre VILLON.

La Gestapo comptait parfois sans l'adresse des Parisiennes

On écrit déjà l'histoire des drames qui se déroulèrent dans les officines de la Gestapo, rue Lauriston, place d'Iéna, avenue Foch, etc... Il faudra aussi un jour parler de cet immeuble de la rue Boissy-d'Anglas qui abritait le tribunal militaire, la cour martiale allemande.

Que de tragédies ne s'y sont pas déroulées !

Un épisode des événements de la rue Boissy-d'Anglas, épisode heureux d'ailleurs, nous a été rapporté. Il met en lumière la conduite courageuse de deux Françaises et d'un jeune homme de 14 ans, réfugié du Nord, qui sauvèrent la vie à un détenu sur le point d'être condamné et, sans doute, exécuté. Un jeune patriote réussit, au cours du mois d'avril dernier, à s'échapper du tribunal allemand en sautant du deuxième étage sur un toit de l'immeuble situé au numéro 11 et de là dans la cour. L'alerte fut donnée. Perdu dans les cours intérieures, le rescapé ne savait où fuir. Il se rendit au sixième étage, chez une locataire, Mme Graule.

— Il me supplia, nous dit-elle, de le cacher !

Le jeune Maurice Vasseur conduisit dans un souterrain l'évadé qui y passa le temps que les gardes-chiourmes mirent à effectuer de vaines recherches.

La concierge de l'immeuble, Mme Rateau, avait déjà, le mois précédent, facilité la fuite d'un autre détenu qui avait suivi le même chemin.

Mme Graule, Mme Rateau et le jeune Maurice Vasseur.

LES SI

Le carnet de no

Supériorité des footh pas étonnante... ils

André Simonyi, l'international du suis encore enthousiasmé par l'exhib En quatre-vingt-dix minutes, j'ai plu Tenez, nous dit-il, au cours de la r sur la page blanche d'un livre. Je v

Et Simonyi nous confia les ligne pas touché :

— *La sélection n'est pas tout : ce*

DERNIERE EDITION
23e ANNEE -- N° 6.413
JEUDI 5 OCTOBRE 1944
LE NUMERO : 2 FR.

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)
ADMINISTRATION : 6, Bd Poissonnière, Paris-9e
TELEPHONE : Provence 15-01 et la suite
DIRECTEUR POLITIQUE : LÉON BLUM DÉPORTÉ EN ALLEMAGNE

NOS MARINS ont aidé à libérer LA PATRIE

1. – 15 Août 1944 : LA FLOTTE VOGUE VERS LES COTES DE FRANCE

par J. M.

Le croiseur Emile-Bertin, *le plus rapide des croiseurs français, dont la précision de tir a été remarquée par nos alliés.*

NUIT du 14 au 15 août : obéissant à un plan dont les mille feuillets ne laissent rien au hasard, de dizaines de ports africains, italiens ou insulaires, des centaines et des centaines de navires convergent vers les côtes de France. Cuirassés aux flancs rebondis et aux monstrueuses tourelles, croiseurs effilés et rapides, torpilleurs agiles lévriers marins, escorteurs, patrouilleurs, dragueurs encadrent les « Landing Ships » et les « Landing Crafts », bâtiments à fond plat et à porte antérieure où se pressent camions bourrés, chars et fantassins. Toute une flotte auxiliaire — cargos, navires ateliers, pétroliers, etc. — a, elle aussi, son itinéraire tracé sur la vaste mer, dans la nuit épaisse.

Tous feux éteints, ces convois naviguent depuis deux ou trois jours, passant à heure fixe en des points déterminés de l'immensité vide, avec une précision telle que nulle collision ne se produit et qu'aux rendez-vous prévus où confluent des convois se groupant pour l'assaut, chacun se présente à l'heure dite, à moins d'une minute près.

*

6 h. 35 : Le croiseur X arrive avec sa division à son poste de combat. Mauvais, ce poste : en tête de la division de support d'artillerie, le croiseur doit demeurer à ce centre de la baie de Saint-Ra[illegible]. A six kilomètres devant lui, le fond du golfe, la coquette cité encore invisible, le terrain d'aviation ; à six kilomètres sur chaque bord, les deux caps limitant la baie. A gauche, à droite, devant, le sol est truffé de batteries de moyen calibre ; les officiers du croiseur ont eu loisir d'étudier leurs caractéristiques, d'analyser les photos aériennes lorsqu'ils rompirent les volumineux plis secrets fixant leur tâche heure par heure et souvent minute par minute. De tous ces emplacements camouflés, une demi-douzaine seulement semblent occupés. Mais par des pièces portant à 18.000 mètres et dont les obus perceraient en se jouant la mince coque du croiseur.

Or de 6 h. 35 à 7 h. 10, nos pièces doivent demeurer silencieuses. Pourquoi ? C'est l'ordre. De plus, le croiseur français ne dispose que d'un faible espace pour évoluer. Il forme une cible pratiquement immobile, que trois destroyers américains, à l'entour, protègent contre une attaque sous-marine.

*

6 h. 40 : Le bâtiment est à poste. Chacun veille, jumelles aux yeux. Visibilité mauvaise ; mer calme et grise ; nuages bas. Pourvu que le temps se découvre après 7 heures. Pour l'instant, la brume favorise l'assaillant.

6 h. 45 : Rien ne bouge en face où, à quelques kilomètres, les sommets des collines commencent à se dessiner dans le coton.

(SUITE EN PAGE 2)

EN ATTENDANT LES PROCHAINES ELECTIONS MUNICIPALES

PARIS AURA UN CONSEIL MUNICIPAL PROVISOIRE

nous dit **Gérard JAQUET**, secrétaire général de la Fédération socialiste de la Seine

LE Conseil des ministres a décidé que les élections municipales auraient lieu par département à partir du 1er février 1945. Gros événement politique. Aussi avons-nous été interviewer notre ami Gérard Jaquet, secrétaire général de la Fédération socialiste de la Seine, membre du Comité parisien de la Libération.

— Que pensez-vous de la décision gouvernementale ?

— Nous en sommes enchantés. Nous souhaitons vivement qu'une telle consultation démocratique ait lieu. D'ailleurs le Parti socialiste s'en était déjà préoccupé; et un projet est à l'étude en ce qui concerne le futur régime électoral de la capitale.

— Mais d'ici là, comment Paris sera-t'il administré ? Ne parle-t-on pas d'un conseil municipal provisoire ?

— Oui, en effet, et le Comité parisien de la Libération vient d'adopter un projet qui sera soumis prochainement à l'approbation préfectorale. En réalité, il y en avait deux. Celui du bureau qui prévoyait une assemblée municipale de 85 conseillers, composée d'abord des 28 membres actuels du C.P.L. auxquels on adjoindrait les anciens conseillers municipaux qui n'ont pas trahi, à condition qu'ils soient acceptés par les comités locaux de leurs arrondissements. Puis, pour compléter l'assemblée, de nouveaux représentants des vingt arrondissements de Paris présentés par les comités locaux au C.P.L. qui choisira. Il y avait également le projet du Parti socialiste que j'ai défendu. Les 28 membres du C.P.L. y étaient naturellement maintenus mais nous proposions que ce soit le parti auquel appartenaient les élus défaillants qui désigne leurs remplaçants. Quant aux nouveaux représentants, chaque parti aurait vu son contingent déterminé par un calcul proportionnel basé sur les voix recueillies par lui en 1935.

« Enfin, comme toujours au C.P.L., nous avons recherché l'accord et nous y sommes arrivés : les comités locaux proposeront au C.P.L. les anciens et les nouveaux conseillers municipaux en tenant strictement compte des résultats des élections municipales de 1935, étant bien entendu que les 28 membres du C.P.L. seront membres de droit du Conseil.

« Evidemment, nous aurions préféré qu'il n'y ait plus d'élus d'arrondissement, que les conseillers soient les représentants de tout Paris et nommés à la proportionnelle, mais, enfin... il faut savoir faire des sacrifices à l'unité.

— Parfait ! Alors le Conseil municipal ressuscitera bientôt ?

— C'est probable. Cela ne dépend plus que de l'approbation gouvernementale.

M. M.

Le Parti socialiste réclame la CONVOCATION rapide de l'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

IL DEMANDE que les délégués soient désignés par les partis et mouvements

Le Comité Exécutif du Parti Socialiste s'est réuni hier. Il a adopté à l'unanimité le texte suivant :

Le Comité exécutif du Parti Socialiste approuve pleinement la décision du Comité National de la Résistance demandant la convocation la plus rapide possible de l'assemblée consultative provisoire.

Il insiste tout particulièrement auprès du gouvernement pour que soit adopté sans délai le statut de cette assemblée.

Il estime indispensable que les différents délégués à l'assemblée, parlementaires ou non, soient nommés directement par les partis et les organisations de résistance auxquels ils appartiennent.

Il demande que les attributions de l'assemblée soient élargies de façon à assurer un contrôle permanent des actes du gouvernement.

Il émet le vœu que le local qui sera affecté aux travaux de l'assemblée soit digne du rôle qu'elle est appelée à jouer.

PSYCHOLOGIE du Français libéré

par **ALBERT GAZIER**
secrétaire de la C. G. T.

DES son origine, aux jours les plus sombres de 1940, la Résistance française a été à la fois une volonté de chasser l'envahisseur et une réflexion sur les causes de nos désastres, conduisant à une action propre à en éviter le retour.

La première partie de cette œuvre gigantesque est à peu près accomplie et des observateurs superficiels croient discerner dans l'opinion publique une certaine apathie.

Certes, on sent que les poitrines sont dégagées du poids qui les étouffait. Mais, et il serait funeste de s'y tromper, chacun de ces hommes, chacune de ces femmes qui passent tranquillement dans la rue porte en soi la volonté fervente de voir la France renaître sur des bases nouvelles. Le calme apparent n'est ni désintéressement ni abdication. Il exprime tout simplement une grande confiance et l'attente de décisions capitales. Ce n'est pas le calme après la tempête. C'est la halte au cours de laquelle on repère le terrain, on attend les renseignements, on reprend le souffle pour pouvoir aller plus avant s'il le faut. Cette attente, cette confiance, si elles étaient déçues, entraîneraient évidemment le peuple français à montrer que s'il sait vaincre, il sait aussi profiter de sa victoire.

Cette patience, on ne la prolongera pas par de simples discours, ni par un dosage habile de caresses et de brusqueries, ni par des reproches sensationnels, ni par des transformations superficielles laissant inchangée la réalité profonde.

Le problème capital que doivent résoudre les chefs à l'heure présente, tous les chefs, est de mériter le renouvellement du crédit qui leur a été accordé en raison de leur attitude résistante.

Le premier test sera la question de l'épuration. Il faut agir sans peur et vite, très vite. Sans peur, c'est-à-dire s'attaquer aux plus responsables et les frapper sans pitié. Sinon la colère populaire s'énervera contre le bedeau collaborationniste et perdra toute sa pureté. Vite, parce que l'épuration n'est pas le but de notre politique, mais une condition première sans laquelle rien de sérieux ne peut être exécuté. Trop de gens considèrent encore que cette purification nécessaire est une corvée que l'on peut bâcler ou remettre de jour en jour. Le Français libéré n'est pas d'accord avec eux.

La seconde épreuve sera la politique économique et sociale. Contre les trusts, on a déclamé, on déclame, on déclamera. Mais, cependant, les grands possédants, un instant affolés, se réinstallent, la pipe à la bouche, au coin du feu, en se frottant les mains. Les mesures impérieuses et fragmentaires qui sont annoncées ne règlent pas la question : six semaines après la libération de Paris, la quasi-totalité des dirigeants des comités d'organisation sont toujours en fonction. Le gouvernement devra élaborer et publier un plan de transformations économiques et de mesures sociales.

Le Français libéré attend avec calme et confiance. Il est temps encore de répondre à son attente. Il est encore possible de prolonger sa confiance en un enthousiasme qui permettra de vaincre les obstacles formidables qui sont devant nous. Il est temps encore. Bientôt le temps perdu ne se regagnera pas !

AU NORD D'ANVERS et d'AIX-LA-CHAPELLE les Alliés continuent leur avance

LES AMÉRICAINS SE RAPPROCHENT DE BOLOGNE

LES troupes alliées, qui attaquent au nord d'Aix-la-Chapelle, avancent lentement sous le feu intermittent de l'artillerie et des armes automatiques. Après avoir occupé Uebach, elles ont progressé dans ce secteur, atteignant la route Aix-la-Chapelle-Krefeld.

Au sud d'Aix-la-Chapelle, un feu intense des mortiers et des tanks est dirigé sur les Alliés et de petites contre-attaques ont été repoussées.

On annonce, en dernière heure, que les Américains ont pris Overloon, à 90 kilomètres au nord d'Aix-la-Chapelle.

La position-clé de Metz est enlevée

Au sud-est du Luxembourg, les troupes alliées se sont emparées d'une hauteur fortifiée à l'ouest d'Echternach et de Grevenmacher.

Plus au sud, les Alliés ont avancé près de Mézières-lès-Metz, sur la Moselle, au nord-ouest de la ville.

A huit kilomètres au sud-ouest de Metz, le fort Driant, position-clé des fortifications de Metz, a été pris d'assaut. Les Américains ont inondé de pétrole l'intérieur du fort et y ont mis le feu, provoquant ainsi la fuite des Allemands.

A l'est de Nancy, l'ennemi a été chassé de la forêt de Parroy. Près d'Anglemont, à huit kilomètres au sud-ouest de Baccarat, les blindés alliés ont repoussé une contre-attaque de chars et d'infanterie.

Le saillant de Nimègue élargi et renforcé

L'agence allemande Transocéan annonce que les Britanniques procèdent à de vastes regroupements de leurs forces dans les régions d'Arnhem et de Nimègue, ce qui fait prévoir une tentative de percée vers le Rhin.

Le flanc droit du saillant de Nimègue a été considérablement renforcé et étendu. Au sud et au sud-est de Nimègue, des avances légères ont été opérées. Certains éléments alliés ont traversé la Meuse à 1.500 mètres environ au nord de Mook. Une usine transformée en blockhaus par les Allemands a été détruite près de Renkum.

L'agence Reuter annonce que les Allemands procèdent à des destructions dans le port de Rotterdam.

(SUITE EN PAGE 2)

IN MEMORIAM

17, Faubourg du Temple.
Ici a été tué Marcel Tagrine.

Tué par les Allemands le 25 août 1944. Son crime ? Il a défendu sa patrie. Il est tombé sur les barricades. Il s'est

battu pour la France et la République. [illegible]

La bataille faisait rage. Ils étaient sept, encore des enfants ; ils faisaient le coup de feu. Tagrine et deux de ses compagnons n'échappèrent pas aux nazis. Ils sont morts pour nous.

Parisiens, allez vous incliner 17, Faubourg du Temple... et que partout où tombèrent nos héros leurs noms soient gravés sur les murs des cités.

DERNIERE MINUTE

Les Allemands repoussés par la mer

En Hollande, sur la côte de la mer du Nord, l'inondation submerge les positions allemandes.

HIMMLER ORGANISE LA GUERRE DES ENFANTS

Londres, 4 octobre. — De nouveaux renseignements parvenus à Londres sont venus confirmer les informations touchant l'organisation, en Allemagne, sous l'impulsion d'Himmler, d'un mouvement nazi clandestin tel que l'a dévoilé récemment M. Eden.

On apprend aujourd'hui la création de trois sortes de groupes. Les membres du premier, recrutés parmi les agents de la Gestapo, utiliseraient les papiers d'identité des aviateurs alliés tombés entre les mains des Allemands.

Le second groupe rassemblerait des adolescents d'une douzaine d'années, fraîchement émoulus d'écoles spéciales nazies où ils ont été précédemment initiés à toutes les « finesses » de l'organisation clandestine.

Enfin, le dernier serait composé de garçons et de filles de moins de 16 ans spécialement entraînés aux travaux de force.

SEJOUR IDYLLIQUE

Pétain, de bonne humeur fait sa petite promenade comme à Vichy

Le D.N.B. nous fait savoir qu'après avoir quitté Belfort, Pétain, « avec son gouvernement, séjourne dans une ville de l'Allemagne du Sud, où il lui est possible de poursuivre son activité politique ».

De quelle activité et de quelle politique peut-il bien s'agir ?

L'ex-maréchal, accompagné de sa femme et de son médecin, n'a rien changé à ses habitudes de Vichy. L'agence allemande convient cependant que le nombre des visiteurs a diminué. On le croit sans peine.

« Tous les matins vers onze heures, ajoute le D.N.B., on peut voir une grosse limousine s'arrêter devant la résidence du maréchal ; celui-ci, en effet, fait chaque jour une promenade en voiture dans les forêts voisines. Lorsque le temps est mauvais, il se promène dans le parc qui borde la ville. De tout son personnel le maréchal n'a emmené avec lui que son chauffeur particulier ; sa cuisine est faite par un cuisinier allemand.

« Le dimanche, il entend la messe dans la petite église proche de sa résidence. Il a conservé son excellente humeur et chaque visiteur qui l'approche vante sa vivacité d'esprit et son entrain. »

Inconscience ?... Ou faut-il admettre que la sénilité a des grâces d'état ?...

L'enjeu de la nouvelle bataille c'est la liberté de l'Alsace

Au cours de la déclaration qu'il vient de faire à la radio, le général Delattre de Tassigny a retracé les étapes de la libération en zone sud. Avant d'aborder la réorganisation du commandement, le général s'est écrié : « Une nouvelle phase de la bataille s'ouvre maintenant. Son enjeu, c'est la liberté de l'Alsace. »

Prix du blé Prix du pain

Le dernier conseil des ministres a fixé le prix du blé à 450 francs le quintal et le prix du pain à 4 fr. 90 le kilo.

Ces décisions étaient attendues.

La commission de l'Agriculture du Conseil national de la résistance avait même demandé que le prix du blé soit fixé à 500 francs et que le prix du pain soit relevé en fonction de son prix de revient réel.

Ce prix de 500 francs avait été accepté par le ministre de l'Agriculture, en considération des raisons économiques et morales qui justifiaient le relèvement des prix. Après débats, le conseil se rallia au prix transactionnel de 450 francs.

L'augmentation décidée par le gouvernement a donc été moindre que celle proposée. Le prix des autres produits agricoles reste à fixer. Il le sera de manière que les recettes paysannes soient sensiblement relevées.

Les agriculteurs, d'ailleurs, sont plus préoccupés en ce moment de recevoir engrais, ficelle, machines, carburant, charbon, main-d'œuvre, chaussures, etc... que du prix du blé lui-même.

Si le gouvernement s'attache à procurer à l'agriculture les produits qui lui manquent, l'exploitation des terres sera poursuivie et intensifiée, comme le demande le ministre de l'Agriculture.

Le nouveau prix du blé se traduit par une hausse réelle de 22 francs sur le prix de la récolte de l'année dernière — le prix officiel de 450 francs se trouvant ramené au taux de 432 francs, décompte fait de la taxe de 13 francs qui sert à alimenter le fonds de solidarité et d'une taxe de 5 francs dite « taxe de statistiques ».

Ajoutons que ce prix s'entend pour un blé pesant 76 kilos à l'hectolitre.

Au-dessus de ce poids spécifique, des primes de bonification s'ajoutent au prix payé afin d'encourager la production de blés de qualité.

Quant à la hausse du prix du pain, elle sera compensée d'une part par une amélioration de la qualité et d'autre part par l'augmentation des rations.

Au cours du même conseil des ministres, notre ami Tanguy-Prigent a fait adopter une ordonnance relative à la liquidation de la Corporation et concernant l'institution de nouveaux organismes qui doivent provisoirement permettre la représentation professionnelle de la paysannerie.

A ce sujet, le ministre de l'Agriculture fera ce soir, à 19 heures, une conférence de presse au cours de laquelle il indiquera comment seront constitués et fonctionneront ces nouveaux organismes en attendant que soit constituée la nouvelle organisation syndicale et coopérative de l'Agriculture.

LES DECRETS DE VICHY AU VENT

Le conseil des ministres prescrit la restitution de leurs biens aux Israélites et aux Français déchus par Vichy

Dans sa séance du 3 octobre 1944, le conseil des ministres a adopté, sur la proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice, une ordonnance annulant un ukase de Vichy établissant une discrimination entre les Français nés de père français et ceux qui n'ont pas cette qualité ainsi que différents actes restreignant, en fonction de l'ascendance ou de la race, l'accès dans les administrations, le barreau, les fonctions ministérielles, la médecine.

Poursuivant sa législation généreuse, le conseil des ministres a adopté une ordonnance prescrivant la restitution immédiate des biens des Français déchus de leur nationalité, des sociétés séquestrées et des Israélites.

PHILIPPE PÉTAIN inculpé de trahison

Georges SUAREZ, directeur d'« Aujourd'hui » plaide l'erreur de bonne foi !

Aux termes d'une des commissions rogatoires transmises hier soir à la préfecture de police, M. le capitaine Pommier, juge d'instruction près le tribunal militaire, donne pouvoir « à l'un des commissaires de police de la Ville de Paris à l'effet de recueillir tous renseignements, procéder à toutes perquisitions, saisies, confrontations et auditions de témoins, se transporter en tous lieux et plus généralement procéder à toutes opérations nécessaires à la manifestation de la vérité au sujet du nommé Philippe Pétain, inculpé de trahison et d'intelligence avec l'ennemi ».

On sait qu'à la date du 11 septembre, le général Kœnig avait décidé d'ouvrir une information contre Philippe Pétain et 59 personnes qui se sont succédé dans son ministère.

L'article 159 du code de justice militaire spécifie que six maréchaux ou généraux de division commandant des corps d'armée, des groupes d'armées, gouverneurs militaires ou ayant commandé en chef devant l'ennemi, sont nécessaires pour juger un maréchal de France.

Le réquisitoire s'appuie, bien entendu, sur l'article 75 du code pénal qui réprime les faits de trahison, mais il ne serait pas impossible que cette affaire capitale, commencée sous le signe de la répression militaire, se terminât devant une cour de justice.

L'exemple de la province

Alors que la province nous fournit chaque jour de nouvelles preuves de sa décision en matière d'épuration, Paris ne semble pas apporter dans ce domaine la même énergie.

Le fait n'a pas échappé à la commission de justice du C.N.R. et dans une démarche effectuée auprès de M. de Menthon, garde des Sceaux, ses représentants ont fait ressortir les graves inconvénients de cette procédure au ralenti.

A l'instar de ce qui se passe à Marseille, Pau, Montpellier, Toulouse, il faut agir vite et frapper fort.

L'opinion s'émeut de certaines lenteurs. Il importe de dissiper le malaise.

M. de Menthon a annoncé une série de mesures préliminaires à l'épuration. Souhaitons que les sanctions effectives soient prises à bref délai.

(SUITE EN PAGE 2)

Peuple parisien !

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE

Parti socialiste (Daniel Mayer); *Alliance démocratique* (Joseph Laniel); *Ceux de la libération* (André Mutter); *Ceux de la résistance* (Jacques Lecompte-Boinet); *Combat* (colonel F.F.I. Marcel Degliame); *Confédération générale du travail* (Louis Saillant et Benoît Frachon); *Confédération française des travailleurs chrétiens* (Gaston Tessier); *Démocrates chrétiens* (André Colin); *Fédération républicaine et républicains nationaux* (Jacques Debu-Bridel); *Franc-Tireur* (Jean-Pierre Lévy); *Front national* (Pierre Villon); *Libération zone nord* (Henri Ribière); *Libération zone sud* (Emmanuel d'Astier de la Vigerie); *Organisation civile et militaire* (Maxime Blocq-Mascart); *Parti communiste* (Auguste Gillot); *Parti radical et radical-socialiste* (Paul Bastid).

t'appelle à un

GRAND RASSEMBLEMENT

au Vélodrome d'Hiver, le samedi 7 octobre, à 14 heures 30

SOUS LA PRESIDENCE D'HONNEUR DE

M. GEORGES BIDAULT
ministre des Affaires étrangères, président d'honneur du Conseil national de la Résistance

PRENDRONT LA PAROLE :

Louis SAILLANT, président du Conseil national de la Résistance; Emmanuel d'ASTIER DE LA VIGERIE; Paul BASTID; Maxime BLOCQ-MASCART; Jacques DEBU-BRIDEL; Auguste GILLOT; Jacques LECOMPTE-BOINET; Daniel MAYER; Gaston TESSIER; Pierre VILLON.

Entrée : portes 1 et 2, rue Nélaton.

LES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS demandent la convocation de l'Assemblée

Le général de Gaulle convoque les commissaires de la zone Sud et entend que l'épuration soit menée sévèrement

Les présidents des commissions de l'Assemblée consultative, réunis hier matin à onze heures à la questure de la Chambre dans le bureau du président, notre camarade F. Gouin, émus de voir ajourner indéfiniment la convocation de l'Assemblée, élément base d'une vie démocratique normale, ont réclamé avec insistance, à quelque tendance qu'ils appartiennent, la convocation rapide de l'Assemblée consultative, image fidèle de la volonté républicaine du pays.

On aura souvenance qu'il y a quelques jour, le général de Gaulle et le ministre de l'Intérieur, notre camarade A. Tixier, avaient convoqué les commissaires régionaux de la République de la zone Nord.

Nous avions insisté sur le rôle de ces « Missi Dominici » chargés d'apporter l'ordre républicain et de contrôler les mesures épuratives qui doivent être prises à l'exclusion de toute haine, contre les traîtres et les mercantis. Seule, jusqu'à ce jour, la pénurie de transports n'avait pas permis encore la réunion des commissaires de la zone Sud.

Ceux-ci s'améliorant, le général de Gaulle a convoqué pour les 9, 10 et 11 octobre ces hauts fonctionnaires avec lesquels il aura d'importants entretiens portant sur l'épuration des administrations viciées, le renouvellement des préfets et le ravitaillement.

Nul doute que la zone Sud, écœurée par le despotisme vichyssois, n'accueille avec enthousiasme ces envoyés de la France libre.

Il tarde aussi à l'Angleterre que l'Assemblée consultative soit réunie

Lord Cranborne, président de la Chambre des Lords et secrétaire aux Dominions, a confirmé hier, devant la Chambre des Lords, les vues du gouvernement britannique sur la reconnaissance du gouvernement français.

« Aussitôt, a-t-il dit, que sera réuni le corps consultatif que le général de Gaulle se propose de créer à titre intérimaire, la question de la reconnaissance de son gouvernement pourra être prise en considération. C'est notre espoir à tous que ce moment ne sera pas trop retardé. »

Voilà qui souligne une fois de plus, du point de vue international, l'importance d'une réunion prochaine de l'assemblée consultative.

Au cours de la même séance, des déclarations officielles sur le gouvernement italien ont fait apparaître de façon pénible la différence de traitement dont le gouvernement de la France est l'objet.

Lord Rennel, ancien chef du gouvernement militaire allié dans les territoires occupés, venait de mettre en doute le droit de l'Italie à prétendre au statut de coalisé, après avoir passé quatre ans dans le camp adverse. « Je ne vois pas d'utilité, précise-t-il, à ce que l'Angleterre donne son appui au gouvernement italien pour le maintenir au pouvoir. »

Lord Cranborne a aussitôt répondu :

— Je crois savoir que c'est en pleine connaissance de cause que le premier ministre et le président Roosevelt reconnaissent que l'heure est venue de transformer, en les améliorant, nos relations avec le gouvernement italien. »

Toujours, cette expression « le gouvernement italien », alors que le gouvernement français n'est jamais appelé que « le gouvernement du général de Gaulle », et plus ordinairement, « le Comité français de libération nationale. »

D'ailleurs, l'amitié de l'Angleterre pour l'Italie ne va pas au delà de cette formule, car à la même heure où Lord Cranborne parlait aux Lords, M. Eden, secrétaire d'Etat au Foreign Office, déclarait aux Communes que le gouvernement britannique était opposé au retour des colonies italiennes à l'Italie.

N'empêche qu'il continue à s'inspirer de l'Ecriture : « Il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repent que pour dix justes qui y font leur entrée. »

On conçoit que le prince Humbert en ait aussitôt exprimé sa satisfaction.

F. C.

L'hiver va venir...

DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES IL FAUT ABRITER LES FAMILLES

L'administration va-t-elle laisser les baraquements bloqués à côté des sinistrés sans logements ?

LA centralisation et les programmes d'ensemble, c'est fort beau, quand le centre peut communiquer partout, se renseigner partout, fournir partout. Mais en ce moment...

Il existe, au ministère de la Production industrielle, un service des constructions provisoires. C'est à lui que doivent s'adresser, pour avoir des baraquements, les villes dévastées et les services publics dont les installations sont détruites.

Ce service a demandé leurs besoins à tous les intéressés. Il y en a quelques-uns ! Et, comme de juste, il ne reçoit de renseignements que tardifs et fragmentaires.

En attendant de pouvoir établir son plan d'ensemble, pour être sûr que chacun ne s'emparera pas de ce qu'il peut trouver à sa portée, le service des constructions provisoires bloque tout : non seulement les baraquements chez les constructeurs, mais encore le bois et les matériaux qui permettraient d'en construire, chez les fournisseurs.

Soyons justes. Il offre à ses clients les baraques qu'il a bloquées chez les constructeurs. Mais si vous lui demandez comment la ville de Caen ou la gare de Neufchâteau fera venir un baraquement disponible dans les Landes, il vous répondra que ce n'est pas son affaire.

Résultat : dans les régions dévastées, les familles passeront l'hiver sans logement, le chemin de fer ne pourra pas reprendre le trafic, faute d'installations de fortune, tandis que le constructeur de baraquements se croisera les bras, faute de pouvoir mettre en œuvre les bois bloqués chez son voisin.

Une telle situation est intolérable, et nous espérons bien que le gouvernement ne supportera pas qu'elle se prolonge.

Nous ne demandons pas, bien entendu, qu'on revienne à une liberté qui serait de l'anarchie dans une période de pénurie; elle amènerait immédiatement la foire d'empoigne et la hausse effrénée des prix.

C'est bien aux services publics de réunir les demandes et de répartir ce qui existe. Mais leur rayon d'action doit être déterminé par leurs moyens d'action. Aujourd'hui, on peut renseigner, on peut transporter à 50 ou à 100 kilomètres, tout au plus: il n'en est pas question à 500 ou à 1.000.

Que le service des constructions provisoires bloque les baraquements dans les régions peu ravagées qui en possèdent, comme les Landes: qu'il les fasse travailler à plein, et s'efforce de les faire parvenir en Normandie, dans le Nord et dans l'Est, parfait. Mais dans ces régions, qu'il renonce à opérer de Paris, et qu'il délègue ses pouvoirs à des services régionaux et locaux qui utiliseront au mieux ce qu'ils pourront trouver ou faire fabriquer sur place. Et qu'il n'intervienne que pour recevoir leurs demandes de surplus : c'est malheureusement une tâche qui, pendant trop longtemps encore, suffira, et au-delà, à absorber tous ses moyens.

La chasse aux profiteurs

La revision des fortunes ne peut attendre

LE bon peuple de France ne veut pas, une fois encore, être la victime des spéculateurs et agioteurs qui, durant l'occupation nazie ont amassé d'invraisemblables fortunes !

Les assurances qui, à ce sujet, ont été prodiguées par les pouvoirs publics ne doivent pas rester lettre morte : les masses travailleuses et honnêtes de ce pays ne le toléreraient pas.

De nombreux lecteurs manifestent leur impatience en nous demandant si le gouvernement compte réellement s'attaquer au problème des « nouveaux riches ».

Si l'on veut avoir une idée de ce que les profiteurs de la collaboration Hitler-Pétain ont pu accumuler durant ces quatre mémorables années, il suffit de comparer la masse de billets de banque circulant en France en 1940 à celle existant à l'heure actuelle : de ce simple examen il ressort que plus de 400 milliards ont été créés pour monnayer les achats de ces « Messieurs ». Toute cette fausse monnaie, illicitement gagnée, doit être résorbée, et la révision des fortunes, tant de fois annoncée, entreprise immédiatement.

C'est une mesure de salubrité publique qui ne saurait attendre.

— Résistant de toujours, je suis prêt à résister... même à la Résistance !...

Où est Edouard Herriot ?

Selon une dépêche de Zurich, la Croix-Rouge fait actuellement des recherches pour retrouver la trace des personnalités politiques déportées en Allemagne.

M. Edouard Herriot, dont la présence a été signalée, la dernière fois, le 19 août, à Maxéville, serait actuellement, croit-on, déporté à Bingen, en Allemagne.

Les officiers des F.F.I. conserveront leur grade

La commission de la défense nationale de l'Assemblée consultative a enregistré avec satisfaction que les F.F.I. et leurs cadres d'officiers subalternes resteraient dans leurs formations et que les officiers qui ont eu des commandements dans la Résistance conserveraient leurs galons.

Lafont fait des confidences et raconte ses débuts

Décidément c'est contagieux ! Après Bony, Lafont, à son tour, est atteint de scriptomanie.

— Je souffre... Je pleure pour mes enfants que je ne reverrai certainement plus, écrit-il au commissaire Clot.

Mais il ne dit pas :

— J'ai fait souffrir... Je pleure sur tel malheureux qui, par ma faute, est mort en détail pour avoir trop aimé son pays.

Ce qui enlève tout accent de sincérité à son *mea culpa*.

Ce grand personnage du régime déchu était à tu et à toi avec les dignitaires de l'époque nazie. Le voici réduit maintenant, avec ses fautes d'orthographe et son air accablé, à ses véritables proportions : un repris de justice pour qui la collaboration avec les Allemands était avant tout une source de profits :

— Les circonstances m'ont fait accepter la naturalisation.

On connaît « les circonstances ». Bony, qui est un spécialiste de la question, vous expliquerait comment on « mouille » un bonhomme pour le lier et l'intégrer ensuite à une bande.

Lafont a raconté hier les circonstances de son premier « mouillage ». Il faut remonter à 1940.

Lafont avait été présenté à Otto par deux Allemands qui étaient ses codétenus au camp de Cepoy où il était interné pendant la guerre pour trafic d'or.

Avec un ordre de service délivré par l'Hôtel Lutétia, et accompagné de soldats allemands, il se présenta à la prison de Fresnes pour faire libérer ses complices et futurs collaborateurs : Maillebuau, Lucien Prévost, Pinardel, Estépéteguy.

L'équipe se présenta ensuite au Greffe pour récupérer les lingots d'or placés sous scellés. Le butin s'élevait à plusieurs millions.

Bagatelle sans doute pour Lafont car il semble avoir perdu de vue la valeur de l'argent :

— Je jure, écrit-il, que je n'ai pas d'autre argent que celui qui a été saisi chez moi.

Le pauvre ! On a trouvé chez lui un nombre respectable de millions.

Il semble d'ailleurs avoir une optique assez particulière sur toute son activité et sur celle de sa bande :

— La rue Lauriston était plus simple qu'on ne croit, écrit-il encore.

Il veut sans doute parler de la simplicité des méthodes et de la façon expéditive qu'on avait de traiter les prisonniers.

Lafont n'est pas seulement très indulgent envers lui-même. Il se préoccupe très vivement du sort des innocents.

Il a ainsi communiqué une liste où l'on peut relever les noms de Calvié père, Bony fils, Mme Bony, etc...

Signalons toutefois que nous n'avons pas trouvé dans cette liste le nom de « Fraisette »...

Jean FRANÇOIS.

REFLEXIONS ET PROJ

Le footbal

DERNIERE EDITION
23e ANNEE -- N° 6.414
VENDREDI 6 OCTOBRE 1944
LE NUMERO : 2 FR.

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)
ADMINISTRATION : 6, Bd Poissonnière, Paris-9e
DIRECTEUR POLITIQUE : LÉON BLUM DÉPORTÉ EN ALLEMAGNE
TELEPHONE : Provence 13-01 et la suite

Stupeur chez les républicains

FOUQUIER-TINVILLE « DE VICHY » et conseiller au Tribunal suprême de la République !

VOUS tous, hauts fonctionnaires, préfets, magistrats, policiers qui avez servi avec zèle et conviction les gouvernements qui se sont succédé sous la houlette du maréchal Pétain, soyez tranquillisés sur votre sort. La République, bonne fille, va vous accorder la remise de vos péchés. Et pour ovus bercer dans le pardon elle ira même jusqu'à vous donner un apaisement empreint d'une charité chrétienne qui pousse très loin l'oubli des fautes.

Mais nous n'acceptons pas ces faiblesses, ces indulgences, ces complaisances.

Et l'opinion publique ne les accepte pas plus que nous.

Où diable M. de Menthon, garde des Sceaux, a-t-il la tête ?

Qui le conseille ?

Qui l'inspire ?

Qui lui prépare les mouvements judiciaires ?

C'est avec une véritable stupeur que l'on a pris connaissance de ses dernières décisions relatives au renouvellement de la magistrature.

Et les socialistes, les résistants, les républicains n'ont pu contenir leur indignation quand ils ont lu au « Journal officiel » que M. Cassagneau, avocat général à la Cour de cassation, était nommé conseiller à ce tribunal suprême.

De qui se moque-t-on ? Qui veut-on narguer ? Quelles influences se sont exercées ?

Car, enfin, M. de Menthon doit se souvenir d'un certain procès de Riom, où Léon Blum et Edouard Daladier, pour ne citer qu'eux, se voyaient imputer à crime par ce même M. Cassagneau d'avoir saboté la défense nationale de la France et d'avoir organisé la défaite.

Qu'on relise les débats de Riom. On verra comment le « conseiller » Cassagneau s'est comporté aux audiences. Comment il s'est ingénié à justifier le choix fait en sa personne par Pétain pour soutenir l'accusation contre les deux anciens présidents du Conseil de la République.

On verra aussi comment Léon Blum et Edouard Daladier l'ont mis en opposition avec la réalité, malmené, voire pris en pitié.

Nous reviendrons plus tard sur ce procès qui restera dans l'histoire comme une monumentale iniquité à laquelle s'est associé M. Cassagneau.

M. de Menthon manque d'ailleurs de logique. Il a accordé à M. Cassagneau une mutation qui le fait passer de la magistrature debout à la magistrature assise avec les avantages attachés à cette dernière et qui confinent à l'inamovibilité, mais il a sévi contre M. Caous, qui présida le tribunal.

Il lui faut, alors, au plus vite, réparer cette injustice et rétablir M. Caous dans ses droits !

Nous espérons bien que le scandale Cassagneau va prendre fin à l'instant même.

Et que le Fouquier-Tinville de Vichy ne restera pas une minute de plus conseiller au tribunal suprême de la République.

Marcel BIDOUX.

LES ALLEMANDS EN RETRAITE au sud de la Hollande

Les Anglais débarquent en Grèce

Les flèches indiquent les axes de pénétration.

AU nord du saillant de Nimègue, les troupes britanniques ont avancé au sud d'Arnhem.

La IIe armée du général Dempsey a attaqué en direction d'Arnhem et de violents combats se déroulent à trois kilomètres du pont qui mène à cette ville, près d'Elst.

A l'est du saillant, dans le secteur d'Overloon, l'avance est lente, le terrain étant marécageux et truffé de mines ennemies.

Les voies de communication allemandes menant à ce secteur du front ont été violemment bombardées par la R.A.F.

Au nord d'Aix-la-Chapelle, au-delà d'Urbach, les blindés de l'infanterie alliée progressent lentement sur un terrain difficile et malgré une vive résistance de l'artillerie, des canons antichars, des mortiers et de l'infanterie de l'adversaire; ils se sont emparés de Brégendorf, à trois kilomètres au nord-est d'Urbach.

Les Américains ont réussi à pratiquer une brèche dans les positions allemandes sur la rive orientale de la Wurm, aux environs de Palenberg, à l'est d'Uebach et à sept kilomètres environ de Geilenkirchen. Les Allemands ont en vain contre-attaqué.

Les « Typhons » de la R. A. F., partis de bases situées en Belgique, pilonnent les arrières de l'ennemi.

Près de Herbach une attaque de chars allemands a été repoussée par l'infanterie alliée. (SUITE EN PAGE 2)

REPRESENTANT DANS LA CLANDESTINITE LE GOUVERNEMENT DU GENERAL DE GAULLE EN ZONE SUD

PIERRE LAMBERT

Militant socialiste Entraîneur d'hommes Animateur de la résistance *vous parle...*

PIERRE Lambert est à Paris ! Lancée récemment par le *Populaire*, cette nouvelle a réjoui plus d'un socialiste fervent et plus d'un militant de la Résistance.

Pierre Lambert est ici. Il est parmi nous. Il a repris son vrai nom. Pierre Lambert est là, libre, prêt à l'action comme il a été prêt au combat pendant quatre ans.

Trapu, le regard droit, le visage énergique, rude, décidé, tel est ce Lemaraicher, ce Letailleur, ce Faure, ce Verrier... que les gars du maquis reconnaîtront en Pierre Lambert.

Nous, ses amis, les premiers nous l'avons vu. Dès son retour à Paris, il est venu au *Populaire* ; et nous avons forcé sa modestie.

Pierre Lambert parle...

— *Adhérent à la S.F.I.O. en 1924, j'ai été successivement membre de la Commission de contrôle du Parti, membre de la Commission exécutive de la Seine, membre de la C.A.P. C'est à ce dernier poste que la guerre m'a trouvé. Je suis parti le 2 septembre pour aller en Lorraine, dans la forêt de Warndt. Démobilisé en juillet 1940, j'ai repris mes fonctions de directeur-adjoint au service de presse du ministère des Finances. Et c'est là, dans mon bureau de fonctionnaire que j'ai commencé mon action clandestine. C'est dans ce bureau qu'ont eu lieu mes premiers contacts avec Jaquet, Verdier et les socialistes de la Seine. J'ai été un des organisateurs de la manifestation antinazie du 11 novembre 1940 avec Nordmann, qui a été fusillé.*

Répartiteur d'armes

Révoqué de ses fonctions aux Finances, le 15 décembre, Lambert est l'objet d'un mandat d'arrêt de la Gestapo. Pour se consacrer sans réserve à la résistance, il quitte sa famille. Jamais il ne reviendra chez lui. Pour protéger sa femme et son fils et les soustraire aux filatures de la police, pour mener à bien sa tâche, Lambert demande le divorce. C'est la décision la plus coûteuse de sa vie.

Rapidement, Lambert s'affirme. Chef du secrétariat de la délégation générale en France pour la zone sud, il y représente le gouvernement du général de Gaulle. Ses services assurent et protègent le départ pour Alger du général Delattre de Tassigny et de la majorité des membres de l'assemblée consultative.

— *J'ai également préparé le départ de Le Troquer. Il a logé dans un des nombreux appartements que j'avais loués à Lyon et où se cachait mon adjoint Marceau. Tous trois nous nous y retrouvions chaque soir, et pendant que Le Troquer bavardait avec Marceau, je codais et décodais les télégrammes. Trente militants de la résistance, dont beaucoup étaient du Parti, assuraient la régularité des transmissions avec Londres et Alger. Ces hommes, ma secrétaire seule les connaissait ; j'étais constamment renseigné sur leur activité, sur leur façon de vivre, sur leur exactitude, sur leur méthode de travail. Mon équipe était fidèle, discrète, prudente : un seul de ses hommes fut arrêté.*

Pierre Lambert, responsable de la Résistance, gardait pour lui les coups de mains les plus dangereux ; il recevait tous les fonds qu'envoyait le gouvernement du général de Gaulle, et les Lyonnais croisaient parfois dans leur bonne ville un homme de peine portant sur son dos des sacs de pommes de terre... qui contenaient de l'argent et des armes. Cachés dans les bureaux de Lambert, armes et numéraire étaient répartis par notre camarade pour les différents besoins de la Résistance... jusqu'au jour où le sinistre Henriot déclarait à la radio de Pétain que la Milice ayant « mis le pied sur un nœud de vipères » la Résistance française était décapitée.

— *Rue des Marronniers, où se trouvaient mes bureaux, il y avait un va et vient inévitable. Nous y apportions, en plus de mes sacs, de nombreuses valises qui contenaient le courrier venant d'Alger et d'Angleterre, et nous en sortions d'autres pleines de lettres à expédier. Ce trafic fut remarqué par des cambrioleurs et un soir, alors que nous venions de quitter l'appartement, quelques minutes avant une alerte, quatre valises qui se partageaient une somme fort importante furent volées. Les ravisseurs n'ayant pas éteint la lumière avant leur fuite, la Défense Passive appela la police. Des documents établissant notre culpabilité furent découverts. Mais, tout était prévu et les services de Darnand n'ont arrêté aucun des nôtres. Henriot,* la voix de la France *avait menti ; la Résistance n'était pas décapitée, elle restait plus forte que jamais.*

SAINT-ALBAN.

(SUITE EN PAGE 2)

RETOUR progressif à la normale

REMISE EN MARCHE du métro dès cette semaine le samedi et le dimanche

RENFORCEMENT DES TRAINS DE BANLIEUE

Reprise partielle de l'industrie

Tout récemment, Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle faisant des déclarations devant la presse parisienne, avait esquissé un programme de rétablissement progressif des diverses consommations d'électricité.

Le manque de charbon et le rendement toujours insuffisant des transformateurs rendent peu aisée la solution du problème.

Cependant, ce programme se réalise point par point malgré les sérieuses difficultés signalées à plusieurs reprises.

Retraçons l'évolution de la situation : Le jour de la libération, les stocks de charbon officiellement déclarés aux Allemands des centrales électriques étaient pratiquement nuls et les lignes amenant le courant à Paris étaient toutes coupées.

Néanmoins, par un tour de force et grâce à l'habile camouflage de quelques milliers de tonnes de charbon, on a pu maintenir sans interruption les services vitaux (eaux, hôpitaux, téléphone, etc...) et donner chaque jour une demi-heure de courant aux usagers domestiques. Ceci représentait environ un million de kwh par jour.

Grâce au dévouement des ouvriers des équipes de réparation qui ont commencé à travailler en Sologne, alors que les Allemands y étaient encore, une première ligne de 90.000 volts était rétablie en quelques jours et, dès le 11 septembre, le métro et quelques trains de banlieue étaient rendus à la population.

Puis, une des lignes à 220.000 volts, reliant Paris au Massif Central, était remise en service vers le 10 septembre malgré les difficultés presque insurmontables et bien que le charbon n'arrivât toujours pas, il était possible ainsi à partir du 15 septembre de porter progressivement à une heure, puis à une heure et demie la durée du courant fourni le soir aux usagers domestiques, de donner le courant continuellement de minuit à 7 heures du matin et de faire face à l'augmentation de la consommation causée par les besoins militaires tant français qu'alliés. Le total de la consommation atteignait un chiffre de l'ordre de deux millions et demi de kwh.

Une deuxième ligne à 220.000 volts ayant pu être réparée et les perspectives d'amenée de charbon à Paris étant meilleures, on a pu dès le 2 octobre essayer de donner le courant aux Parisiens sans interruption de 19 heures à 7 heures du matin et le 3 y ajouter 3/4 d'heure de courant à l'heure du déjeuner. Cet essai s'est révélé satisfaisant et peut être maintenu. La consommation tend maintenant vers 4 millions de kwh.

Il est même possible d'envisager dès maintenant d'autres améliorations.

— Reprise partielle de l'industrie en desservant d'abord les établissements qui emploient une main-d'œuvre proportionnellement importante et dont la mise sous tension n'entraîne pas trop de consommation parasitaire de courant.

— Remise en marche du métro le samedi et le dimanche dès cette semaine.

— Renforcement des trains de banlieue.

— Autorisation pour les magasins, dans la mesure où ils sont alimentés, de l'utiliser de 10 heures à 17 heures ; pour les coiffeurs, de 10 heures à 18 h. 30, et pour les cafés, restaurants jusqu'à l'heure réglementaire de la fermeture.

On reviendra ensuite progressivement à un régime normal, mais celui-ci entraînant une consommation de l'ordre du double de la consommation actuelle, reste subordonné à l'amélioration de l'amenée du charbon à Paris.

Si nous tombons par terre, ce ne sera plus la faute à Voltaire Car nous y verrons clair.

PERSONNE n'y croyait plus. Mais tout vient à point à qui sait attendre, comme disaient nos grand-mères. Nous allons y voir clair. Non pas dans l'épuration — ne soyons pas si exigeants — mais dans les rues. Et cela sous six ou sept jours. Pas plus qu'il n'en fallut au Seigneur pour créer le monde — selon l'Écriture.

Il y aura des mécontents. Les malins qui trouvent encore à boire ne pourront plus accuser l'obscurité quand ils seront tombés dans les bouches du métro. Les autres se réjouiront de ne plus arborer des bosses inesthétiques, pour avoir embrassé un lampadaire au lieu d'une impure jeune fille.

Ce ne sera pas encore, certes, l'éclairage éblouissant mais le *black out* restreint. Et si Paris ne redevient pas d'un coup la ville-lumière, il cessera d'être confondu avec un tunnel, hanté par des nègres vêtus de noir, pendant les nuits sans lune.

R. G.

La justice réintègre les Juifs dans leurs appartements

Le tribunal des référés vient de statuer sur le cas d'un israélite qui avait dû s'enfuir de la capitale sous la menace allemande et qui, en rentrant, retrouva son appartement occupé par une nouvelle locataire.

Le président des référés a ordonné l'expulsion de l'occupante, mais en considération de sa situation digne d'intérêt, lui a accordé un délai allant jusqu'au 15 décembre pour quitter les lieux. Cette dame habitait, en effet, avenue La Bourdonnais, un immeuble qui fut réquisitionné par les Allemands et l'est actuellement par le Commissariat aux Sports.

LA BATAILLE POUR LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS

M. ROOSEVELT mène la vie dure à son adversaire

CE DERNIER, M. THOMAS DEWEY, N'OSE ATTAQUER M. ROOSEVELT NI SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE, NI SUR LA POLITIQUE ETRANGERE

Franklin ROOSEVELT
(Photo Archives).

LA campagne pour l'élection à la présidence des Etats-Unis a été ouverte le 25 septembre par un discours de M. Roosevelt devant les ouvriers des transports.

Depuis ce moment, tous les journaux de l'Union sont remplis des portraits, des biographies, des programmes des candidats; toutes les personnalités des States sont invitées à faire connaître leurs préférences; et au premier rang d'entre elles, naturellement, les stars de cinéma.

M. Roosevelt attaque son adversaire avec la véhémence qui lui est coutumière. Celui-ci, M. Thomas Dewey, gouverneur de l'Etat de New-York, un jeune (il n'a que quarante ans) ne se laisse pas d'emblée mettre knock-out.

Il a cependant renoncé à porter la lutte sur le terrain le plus dangereux. Il ne veut attaquer M. Roosevelt ni sur la conduite de la guerre, ni sur la politique étrangère, mais ce n'est pas seulement par magnanimité. Dans la réserve de M. Dewey, les succès de M. Roosevelt doivent bien être pour quelque chose.

Il a renoncé aussi à accuser le président de vouloir devenir roi en se faisant élire une quatrième fois. C'est un argument qui, ayant raté aux élections de 1940, est devenu par trop usé.

En revanche, il développe avec fougue toutes les raisons servies depuis huit ans contre la politique sociale de M. Roosevelt. Principalement contre le « New Deal » qui, faisant intervenir l'Etat en souverain dans l'organisation du travail, viole, d'après les républicains, les principes mêmes de la constitution.

Mais ces arguments-là aussi sont usés; l'Amérique est en guerre; il n'y a plus de chômage; et dans les années qui suivront la guerre, les besoins des consommateurs, dans le monde entier, seront si grands que la main-d'œuvre y pourra à peine suffire.

(SUITE EN PAGE 2)

ENFIN !...

GUY BUNAU-VARILLA est arrêté

André Thérive aussi

On apprend que sur une commission rogatoire signée du juge d'instruction Berry, le commissaire Caly, chef de la brigade mondaine, a été chargé d'enquêter sur le rôle joué par certains journaux comme « La Gerbe » ou « l'Appel », qui ont détruit leurs archives. Cependant, des collections sont intactes et il sera difficile à maints individus de nier leur collusion avec l'ennemi. Beaucoup sont en fuite.

M. Argéras, juge d'instruction, a placé sous mandat de dépôt Delanoë, propriétaire d'un club rue Pierre-Charron; Chalvel, directeur de la boîte de nuit « l'Etincelle » ; quelques producteurs de films de propagande dont le nommé Jeannin ; Yves de Mortagne, rédacteur de l' « Œuvre » ; Grimaldi, administrateur des « Nouveaux Temps ».

D'autre part, André Therive, l'homme de lettres bien connu, critique littéraire des « Nouveaux Temps » et qui déshonora sa plume en la vendant à la « Pariser Zeitung » a été arrêté aujourd'hui.

Enfin, et c'est là le gros morceau, on annonce que Guy Bunau-Varilla a été mis également en état d'arrestation.

LES « GESTAPACHES »

Gestaplouf !...

R.A.S. Rien à signaler, comme disent les militaires. L'affaire est dans le lac ! Les enquêteurs, eux, nous l'expriment à leur façon :

— Aucun élément nouveau. Travail de mise au point. Dans le courant de la semaine prochaine nous remettrons la plus grande partie des dossiers au juge d'instruction, M. Gerbinis.

Il y a quinze jours, déjà, on nous disait :

— Il faut que nous ayons transmis les dossiers avant la fin du mois.

Mais ne jetons pas la pierre aux enquêteurs. Ils ont eu à examiner une des affaires les plus monstrueuses des annales judiciaires. Monstrueuse par son objet, certes, mais aussi et surtout par ses proportions.

Songez que 120 personnes sont inculpées à ce jour. Pour chacune d'elles il faut compter une moyenne de cinq « satellites », c'est-à-dire des personnes qui sans être impliquées ont des justifications ou des témoignages à apporter. Ce qui représente approximativement un total de 600 dépositions recueillies.

N'essayons pas de faire un bilan. Nous avons déjà dit que cette affaire était pour nous incomplète. Elle ne nous a apporté jusqu'à maintenant que des affaires de vols, de trafics ou de faux policiers. Et quelques crimes. Choisis, il faut le reconnaître.

Mais nous avons de la peine à croire que les membres de la bande de la rue Lauriston se soient bornés à décliner uniquement leur activité « correctionnelle ». Les policiers allemands n'étaient point précisément des enfants de chœur pour ne pas exiger de leurs auxiliaires français des gages précis de leur lutte contre les patriotes.

D'ailleurs, ne se défend-il pas, encore maintenant, d'avoir participé à des actes de brigandage. En sa qualité d'officier allemand, il reconnaît avoir participé uniquement à la répression exercée contre les patriotes.

Qu'a-t-il donc fait ? Nous regrettons un peu amèrement qu'on ait négligé d'éclairer notre lanterne. D'autant plus que nous avons perçu la décision tacite d'observer le silence sur ce chapitre. Par ordre supérieur, évidemment, et nous n'en tenons aucune rigueur aux enquêteurs du quai de Gesvres.

Nous espérons que l'instruction sera moins discrète et plus... instructive.

En attendant, Bony devient chaque jour plus mélancolique. Quand on lui a demandé les raisons de cet abattement :

— C'est assommant à la fin, a-t-il répondu. Lafont se promène toute la journée dans la cellule en nous répétant : « Article 75 : douze « balles dans la peau. »

L'article 75 concerne la trahison et l'intelligence avec l'ennemi.

Pauvre Bony ! Il aurait dû faire comme Fraisette et installer son « One two two ». Ça lui aurait permis de se faire des relations intéressantes dans les milieux anti aussi bien que pro-allemands.

Ça lui aurait permis d'être libre en ce moment, comme Fraisette.

R.A.S. Rémission aux salauds ?

Jean FRANÇOIS.

Réplique à « L'HUMANITÉ »

LE journal communiste n'a pas publié la mise au point que je lui avais adressée à la suite du compte-rendu qu'il avait fait de passages d'un discours de Marty au cours d'une réunion dans le 12e arrondissement.

Je reproduis à nouveau la phrase incriminée car elle en vaut la peine. Marty aurait dit : « Les deux députés du 12e arrondissement ont donc accepté le coup d'Etat ».

Je suis l'un de ces deux députés.

Les témoignages très nombreux que j'ai reçus à l'occasion de cet incident sont tous concordants. Pour m'avoir mis ainsi en cause il faut une certaine audace.

Marty n'a pas hésité.

Et l'**Humanité** écrit pourtant que c'est moi qui me suis livré à une série d'attaques personnelles contre Marty.

Attaques personnelles, alors, d'avoir rappelé que j'étais sur le « Massilia » ; que j'ai siégé à l'Assemblée Consultative, délégué par le Conseil National de la Résistance et le Parti socialiste clandestin; que j'ai été ministre auy côtés du général de Gaulle pendant dix mois ; que j'ai dénoncé, dès le 18 juin 1940, les crimes de Weygand et de Pétain ; que j'ai plaidé devant la Cour Suprême de Riom, aux côtés de Léon Blum, contre Pétain.

Curieuses manières, n'est-il pas vrai, d'accepter le coup d'Etat, comme dit Marty.

A moins, toutefois, que cela ne constitue des attaques personnelles d'avoir dit que Marty siégeait à l'Assemblée Consultative comme parlementaire ou d'avoir rappelé que, pendant l'occupation allemande, Marty était loin de la France.

A moins, encore, qu'il ne convienne pas à Marty qu'on appelle mensonge ce qui est le contraire de la vérité.

L'**Humanité** cherche à se tirer d'un mauvais pas comme elle le peut.

André LE TROQUER.

(SUITE EN PAGE 2)

La Garde reçoit ses drapeaux

Remise des drapeaux par le général Kœnig

Hier, dans la cour des Invalides, le général Kœnig, accompagné du général Capdeirelle, a solennellement remis au commandant de la légion de la Garde républicaine les drapeaux de l'infanterie et de la compagnie de la garde et l'étendard de la cavalerie de la garde.

Le général Kœnig a prononcé une brève allocution. Il a rappelé que ces fanions ne revoyaient le jour que grâce à la libération : Honneur et Patrie !

La garde a ensuite défilé le long des Champs-Elysées; la cérémonie s'est achevée à l'Arc de Triomphe.

L'ASSASSINAT DE GEORGES MANDEL

Les trois miliciens arrêtés rejettent sur d'autres la responsabilité du crime

M. Marchat qui instruit le dossier de l'affaire Mandel a interrogé hier les trois miliciens arrêtés : Georges Néroni, Pierre Boéro et Pierre Lambert, qui étaient assistés de leurs défenseurs, Mes Caulier, Adrien Pol et Babulaud.

L'interrogatoire n'a porté que sur une partie des événements de la fatale journée du 7 juillet dernier, sur laquelle les trois inculpés ont fait les déclarations concordantes suivantes :

« Fréchaux et Gaucher, responsables du maintien de l'ordre en zone nord, ont alerté Boéro dans la matinée pour lui intimer l'ordre de préparer deux autos pour l'après-midi ; il s'agissait de transporter de la Santé au château des Brosses, près de Vichy, une personnalité dont l'identité nous avait été cachée.

« L'après-midi, trois voitures étaient amenées : la voiture personnelle de Knipping, délégué de Darnand pour la zone nord, celle de Fréchaux, dit Savary, et celle de Maurice Soolnen, dit Mansuy. Knipping monta seul dans sa voiture. Nous l'avons suivi à la Santé où, en vertu d'un ordre d'extraction, il fit sortir M. Mandel après avoir signé la levée d'écrou.

« M. Mandel n'était pas attaché. Il s'est assis sur le côté droit de la banquette arrière de la voiture de Mansuy, ayant à sa gauche Néroni et Lambert ; Boéro était devant avec Mansuy. Dans l'autre voiture se trouvaient Fréchaux, un officier allemand et deux miliciens — actuellement en fuite — Templet et Vermont. Knipping resta à Paris tandis que nous prenions la route de Vichy.

« Un grand détour nous était nécessaire en raison du bombardement des grandes routes.

« C'est tout à fait par hasard que Néroni et Lambert ont été recrutés pour cette expédition. Ni l'un ni l'autre n'appartenaient au service du maintien de l'ordre. Quand ils sont montés en voiture ils ignoraient ce qu'il s'agissait de faire. »

Les trois inculpés ont prétendu que Maurice Soolnen, alias Mansuy, était en réalité un maquisard qui a été tué par la suite place de l'Hôtel-de-Ville, dans une opération de résistance.

Remarquons dès à présent que les inculpés ont déjà désigné ce seul disparu comme l'exécutant de l'assassinat. Leur cas ne sera guère amélioré par ce système de défense suspect.

Les chefs nazis fuiraient l'Allemagne en sous-marins

Le « maquis » allemand risque fort de n'être peuplé que de lampistes. Une information de la radio de Moscou nous apprend que des chefs nazis méprisant ou craignant l'avion fuient vers l'Espagne et l'Amérique du Sud en sous-marin.

NOS MARINS ont aidé à libérer LA PATRIE

II. - DE PLAGE A PLAGE LES TÊTES DE PONT SE SOUDENT ET S'ÉTENDENT

par J. M.

A 8 h. 25, le 15 août, sur une douzaine de plages du Lavandou à Agay, des éléments de divisions américaines ont pris pied. Il s'agit maintenant de conquérir les Maures aux cimes boisées et les rochers rouges dénudés de l'Estérel, de souder en une seule toutes ces minuscules zones libérées, comme se fondent des taches d'huile voisines. Notre croiseur portant la marque de l'amiral Auboyneau, le plus jeune de nos chefs d'escadre, qui commanda en Angleterre les Forces navales françaises libres, se trouve toujours en tête de file dans la baie de St-Raphaël. A sa droite et à sa gauche, à 6 km., les Alliés tiennent 800 à 1.000 mètres de plage. Devant, au fond de la baie, l'ennemi veille.

Il commence à réagir. On entend, à terre, de faibles duels d'artillerie. L'Allemand, c'est visible, a été surpris. Il ne nous attendait pas sur cette côte rocheuse, mais plutôt sur les longues plages languedociennes.

8 h. 40 : « CO 16 à 5 Emile 9 : Faites un bouchon de fumée ». C'est notre avion observateur, chargé, selon le plan, de régler désormais notre tir en fonction de la progression à terre, qui nous demande de nous identifier. Nous exécutons. Une de nos cheminées vomit un torrent noir couvrant de suie ceux dont le poste de combat est alentour.

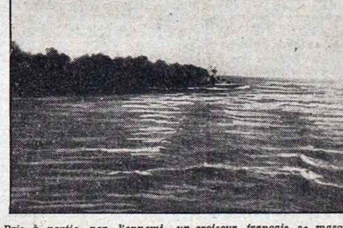
*

L'avion nous fixe un objectif. Il est tout près de la côte, à proximité de notre première vague. Réglage méticuleux : il ne s'agit pas tirer court. Salves de réglage. « 50 yards à gauche, 100 yards plus loin », commande l'avion. Nous sommes tombés presque juste du premier coup, puisque les obus sont arrivés à moins de 130 mètres du but. Après la deuxième salve, l'interlocuteur aérien crie : « Fine, Fine ! » (bravo, bravo), et demande un tir d'efficacité de cinq salves, et, aussitôt après téléphone : « Objectif détruit. Je vous en donne un autre ».

8 h. 56 : Le soleil a chassé toutes les brumes. Nous voyons la petite ville, son port, les hangars d'aviation, le grand hôtel de la plage ; à notre droite un cap verdoyant ; à gauche l'Estérel et ses forêts ; au loin des villages coquets que notre avance menace de ruine...

8 h. 57 : Un miaulement nouveau : à notre gauche, courtes de 300 mètres, deux gerbes d'eau s'élèvent à 100 mètres et retombent, irisées. « Se permettrait-on de nous tirer dessus ? » demande l'un de nous. Il y a 142 minutes que nous formons une cible merveilleuse pour l'artillerie ennemie. Elle a pris le temps de la réflexion !

(SUITE EN PAGE 2)



Pris à partie par l'ennemi, un croiseur français se masque dans un épais nuage de fumée. On devine, derrière celui-ci et le dominant, les gerbes des explosions ennemies.

N'oubliez pas DEMAIN *le meeting du Conseil national de la résistance* AU VEL' D'HIV'

POUR SAUVER la paysannerie

Il faut substituer à l'anarchie bourgeoise la coopération socialiste

déclare TANGUY - PRIGENT, ministre de l'Agriculture

La conférence de presse faite par notre camarade Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture a débuté par un préambule de M. Laniel, député de l'Orne, président de la Commission agricole du C.N.R., qui, en termes émouvants a retracé le calvaire de son département.

M. Laniel qui fut en quelque sorte ministre de l'Agriculture par intérim, entre la libération et l'installation du gouvernement provisoire, a insisté sur le rôle joué par les membres de la Commission agricole du C.N.R. dans l'épuration : MM Dusserux secrétaire national de l'O.C.M. ; Massot, député des Basses-Alpes ; le camarade Paumier, représentant le Parti communiste, et notre ami Gérard Vée secrétaire des Foyers paysans.

Le ministre a pris ensuite la parole. Après avoir rendu hommage aux membres de la Commission d'épuration, il a énoncé au cours d'un remarquable exposé, les mesures déjà prises et celles à prendre pour la réorganisation agricole de la France métropolitaine.

— Il importait avant tout, a déclaré en substance notre camarade, de liquider la Corporation paysanne.

Abattre cet édifice profitable seulement aux gros propriétaires terriens, c'était faire œuvre de salut public. Le ministre n'a pas hésité. La Corporation paysanne est morte.

Parachevant la décision ministérielle, le gouvernement a pris des sanctions — un peu « tendres » à notre gré — contre les coupables en les déclarant déchus professionnellement jusqu'en 1950.

En attendant le libre jeu des institutions démocratiques qui permettra au pays de se prononcer pour tel ou tel mode d'organisation agricole, le ministre de l'Agriculture doit faire face à des problèmes quotidiens.

De là l'organisation provisoire d'un comité d'action agricole national et départemental, groupant les républicains de toutes tendances, chargé de faire des suggestions.

Revenant sur l'importante question du blé et l'augmentation du pain le ministre mentionne qu'à 3 fr. 70 comme à 4 fr. 90, le pain est vendu au-dessous du prix de revient.

Constatation qui amène notre camarade à déclarer que dans l'ensemble les taxations agricoles ont été anormalement basses.

Si l'on veut éviter le marché noir il est urgent de relever les taxes, de donner aux producteurs une marge de bénéfice suffisante. Alors le paysan livrera le maximum à l'Etat.

Il reste certes beaucoup à faire pour atteindre à une activité satisfaisante le consommateur et le producteur, termine le ministre.

Il faut améliorer les conditions de travail à la campagne, développer l'hygiène, intéresser l'ouvrier à la production, il faut surtout substituer à l'anarchie bourgeoise la coopération socialiste.

Maurice CIANTAR.

MA CONCIERGE M'A DIT...

MA concierge voyage pas mal en banlieue. Pour se ravitailler.

Elle me renseigne aussi : « Il en est encore tombé, hein ? », me dit-elle d'un ton semi-interrogatif ; comme si elle s'attendait à ce que je la démente.

Mais aussi, comment dire le contraire ? C'est un fait, que ça tombe. Si ça continue, on finira par se croire à Londres.

Et c'est vraiment empoisonnant, quand ça tombe comme ça... la pluie. — J. D. A.

LES « GESTAPACHES »

Gestaplouf !...

R.A.S. Rien à signaler, comme disent les militaires. L'affaire est dans le lac ! Les enquêteurs, eux, nous l'expriment à leur façon :

— Aucun élément nouveau. Travail de mise au point. Dans le courant de la semaine prochaine nous remettrons la plus grande partie des dossiers au juge d'instruction, M. Gerbinis.

Il y a quinze jours, déjà, on nous disait :

— Il faut que nous ayons transmis les dossiers avant la fin du mois.

Mais ne jetons pas la pierre aux enquêteurs. Ils ont eu à examiner une des affaires les plus monstrueuses des annales judiciaires. Monstrueuse par son objet, certes, mais aussi et surtout par ses proportions.

Songez que 120 personnes sont inculpées à ce jour. Pour chacune d'elles il faut compter une moyenne de cinq « satellites », c'est-à-dire des personnes qui sans être impliquées ont des justifications ou des témoignages à apporter. Ce qui représente approximativement un total de 600 dépositions recueillies.

N'essayons pas de faire un bilan. Nous avons déjà dit que cette affaire était pour nous incomplète. Elle ne nous a apporté jusqu'à maintenant que des affaires de vols, de trafics ou de faux policiers. Et quelques crimes. Choisis, il faut le reconnaître.

Mais nous avons de la peine à croire que les membres de la bande de la rue Lauriston se soient bornés à décliner uniquement leur activité « correctionnelle ». Les policiers allemands n'étaient point précisément des enfants de chœur pour ne pas exiger de leurs auxiliaires français des gages précis de leur lutte contre les patriotes.

D'ailleurs, ne se défend-il pas, encore maintenant, d'avoir participé à des actes de brigandage. En sa qualité d'officier allemand, il reconnaît avoir participé uniquement à la répression exercée contre les patriotes.

Qu'a-t-il donc fait ? Nous regrettons un peu amèrement qu'on ait négligé d'éclairer notre lanterne. D'autant plus que nous avons perçu la décision tacite d'observer le silence sur ce chapitre. Par ordre supérieur, évidemment, et nous n'en tenons aucune rigueur aux enquêteurs du quai de Gesvres.

Nous espérons que l'instruction sera moins discrète et plus... instructive.

En attendant, Bony devient chaque jour plus mélancolique. Quand on lui a demandé les raisons de cet abattement :

— C'est assommant à la fin, a-t-il répondu. Lafont se promène toute la journée dans la cellule en nous répétant : « Article 75 : douze « balles dans la peau. »

L'article 75 concerne la trahison et l'intelligence avec l'ennemi.

Pauvre Bony ! Il aurait dû faire comme Fraisette et installer son « One two two ». Ça lui aurait permis de se faire des relations intéressantes dans les milieux anti aussi bien que pro-allemands.

Ça lui aurait permis d'être libre en ce moment, comme Fraisette.

R.A.S. Rémission aux salauds ?

Jean FRANÇOIS.

E GEORGES MANDEL

iciens arrêtés sur d'autres bilité du crime

Vermont. Knipping resta à Paris tandis que nous prenions la route de Vichy.

« Un grand détour nous était nécessaire en raison du bombardement des grandes routes.

« C'est tout à fait par hasard que Néroni et Lambert ont été recrutés pour cette expédition. Ni l'un ni l'autre n'appartenaient au service du maintien de l'ordre. Quand ils sont montés en voiture ils ignoraient ce qu'il s'agissait de faire. »

Les trois inculpés ont prétendu que Maurice Soolnen, alias Mansuy, était en réalité un maquisard qui a été tué par la suite place de l'Hôtel-de-Ville, dans une opération de résistance.

Remarquons dès à présent que les inculpés ont déjà désigné ce seul disparu comme l'exécutant de l'assassinat. Leur cas ne sera guère amélioré par ce système de défense suspect.

Les chefs nazis fuiraient l'Allemagne en sous-marins

Le « maquis » allemand risque fort de n'être peuplé que de lampistes. Une information de la radio de Moscou nous apprend que des chefs nazis méprisant ou craignant l'avion fuient vers l'Espagne et l'Amérique du Sud en sous-marin.

Troisième année. — N° 45

Le Numéro : 2 francs

Jeudi 12 octobre 1944

L'AURORE

REDACTION ADMINISTRATION : 9, rue Louis-le-Grand, 9 PARIS (2e)

Téléphone : OPEra 65-00 Après 20 heures : GUTenberg 48-20

Directeur : PAUL BASTID

Les Individus et les Partis

DANS la gigantesque crise nationale qui s'est ouverte en 1940 et qui, certes, n'est pas close, les hommes ont révélé à nu leur tempérament propre. Ils ont dépouillé la gangue dont leur appartenance à telle ou telle catégorie — politique, sociale, religieuse — les avait revêtus. Des rapprochements insolites, des scissions inattendues ont étonné les intéressés eux-mêmes. On a trouvé dans tous les milieux des résistants, des collaborateurs et des tièdes. Ce sont des préférences personnelles quasi instinctives qui ont déterminé les orientations. Jamais l'impuissance des corps et des groupes à les dicter ne s'est manifestée avec plus d'éclat.

La spontanéité et l'indépendance des caractères ont triomphé partout. Dans l'ordre militaire, c'est la volonté d'un homme qui, rompant avec les routines d'un état-major vieilli, s'est insurgée contre la défaite. Au dehors comme dans la métropole, ce sont d'autres individus qui ont répondu à l'appel du général de Gaulle. Sur le plan politique national ou local, ce sont des personnes qui ont fait acte de résistance et non des collectivités. Chaque parti a pu compter ses « durs » et ses « mous », démontrant ainsi la vanité des cloisonnements anciens. La défense de la patrie et de la liberté sur laquelle ils s'étaient divisés les uns et les autres n'est-elle pas le grand problème ? Ne sera-t-elle pas pour longtemps encore le problème unique ? Comment la position prise par les Français dans un pareil débat ne suffirait-elle pas à les classer ? Depuis quatre ans, nous avons vu des marquis coopérer avec des communistes et des catholiques avec des francs-maçons. Combien les étiquettes anciennes ne nous ont-elles pas paru défraîchies et décolorées !

On pouvait espérer au moins une revision des constellations anciennes. La guerre n'est pas finie ; les ruines ne sont pas près d'en être relevées. L'union des volontés libres qui ont sauvé le pays en faisant table rase des vieilles querelles, parfois subalternes et sordides, ne doit-elle pas être maintenue ? Déjà pourtant la résurrection et la violence des controverses partisanes la compromettent. Les congrégations politiques qui semblaient emportées par la tourmente se sont reconstituées ; d'autres ont pris naissance qui ne valent pas mieux que leurs aînées. Les unes après les autres on les voit s'attribuer le monopole de la clairvoyance et de l'action et comme une sorte de créance privilégiée sur l'Etat. Certaines attaques leurs voisines, c'est-à-dire leurs rivales, sous les yeux étonnés et quelque peu scandalisés de l'étranger censé impassible. Tout se passe comme si la leçon des événements n'avait pas porté, comme si invinciblement on retombait dans les vieilles ornières.

La résistance a d'ailleurs commis une faute grave en voulant faire représenter dans son sein les partis politiques. Pour affirmer la continuité de la République, ce n'est pas sur des formations ébranlées par les événements qu'il convenait de prendre appui, mais sur la fraction demeurée saine des assemblées élues, car la confiance du suffrage universel est dans une démocratie la seule distinction qui puisse compter. L'amalgame devait naturellement se faire entre les élus demeurés résistants et le personnel nouveau formé dans le combat, qui légitimement aspire à exercer d'ores et déjà une influence décisive.

Au lieu de procéder ainsi, on a fait payer au principe électif les défaillances de certains élus et l'on a ressuscité avec une puissance accrue par le silence forcé des électeurs, la machinerie surannée des partis. Nous en éprouvons un profond regret, car les partis n'ont jamais été en France ce qu'ils sont par exemple dans les démocraties anglo-saxonnes dont on invoque volontiers l'exemple.

Mais, bien entendu, ce regret ne saurait être exprimé au regard et au détriment d'un seul parti. Albert Bayet se demandait l'autre jour si la reconstitution du parti radical était opportune. Qu'il nous permette de lui dire que le problème n'est plus entier. Le parti radical s'est reformé parce que d'autres s'étaient reformés déjà. Ce n'est pas lui qui a manifesté le premier son désir de survivre. Il avait pensé au contraire — et il l'avait dit — que l'heure était venue d'un grand rassemblement républicain. Puisque d'autres idéologies particulières ne se sacrifiaient pas, il était naturel et — pour l'équilibre général — nécessaire qu'il reparût sur la scène et reprît son activité. Cela n'enlève rien à la portée des observations qui précèdent. La France aurait mérité mieux que de devenir une féodalité tumultueuse de « corps intermédiaires » (pour emprunter le vocabulaire de la Révolution).

AVANCE DES ALLIÉS SUR TOUS LES FRONTS

200 canons et l'aviation en piqué canonnent et bombardent Aix-la-Chapelle d'où fuient, en panique, civils et soldats

La France à l'ordre du jour à Moscou

On apprend avec plaisir que tout paraît devoir s'arranger à Moscou, notamment en ce qui concerne le problème polonais, l'un des plus graves assurément parmi ceux qu'avaient à aborder ensemble le maréchal Staline et M. Churchill.

On avait cru comprendre jusqu'à présent que M. Mikolajsczyk, président du Conseil polonais, était considéré, par le gouvernement de Moscou et par le Comité de Libération qui siège à Lublin, comme « un pas grand'chose », qui ne représentait rien et, en tout cas, pas la volonté du peuple polonais. Mais on avait mal compris. Pour n'être pas toujours d'accord avec lui, le « Comité de Libération » n'en avait pas moins pour M. Mikolajsczyk la plus haute considération.

Quant à M. Mikolajsczyk lui-même, on l'avait cru intransigeant devant certaines thèses soutenues à Moscou, touchant notamment les futures frontières de la Pologne. Mais là aussi, on exagérait. Le président du Conseil polonais est prêt, assure-t-on, à examiner avec attention tous les projets transactionnels.

En tout cas, il va prendre l'avion pour Moscou. Il participera aux négociations. On finira bien par trouver un terrain d'entente.

Personne ne s'en réjouira plus que nous.

Ne faut-il pas, en effet, souhaiter que l'U.R.S.S., qui a joué et joue encore dans la lutte commune des Alliés un rôle capital, voie ses aspirations satisfaites ? Mais ne faut-il pas aussi veiller à ce que soit maintenue dans son principe cette intégralité territoriale et morale de la Pologne, pour laquelle les Alliés sont entrés en guerre ?

On pouvait croire, il y a quelque temps encore, que le problème ainsi posé était celui de la quadrature du cercle.

Ce n'est plus qu'un problème à résoudre dans un cercle de famille.

MOSCOU, 11 octobre. — Le maréchal Staline offrait, hier, un grand dîner en l'honneur de MM. Churchill et Eden, auquel assistaient, le maréchal Sir Alan Brooke, chef d'état-major impérial, les ambassadeurs d'Angleterre et des Etats-Unis, M. Molotov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres, etc...

Prenant la parole aux toasts, M. Churchill déclara : « *J'ai toujours estimé et je crois encore que l'armée rouge avait déchiré les entrailles des infects nazis* ».

De son côté, le maréchal Staline rendit hommage aux marines de guerre et commerciale de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

MM. Churchill et Harrimann, ambassadeur des Etats-Unis, ayant fait état de l'impréparation de leurs pays au début de la guerre, le maréchal Staline, après avoir fait observer que la Russie était dans le même cas, « *chose bien naturelle pour des raisons pacifiques* » conclut : « Il n'en sera plus ainsi dans l'avenir ». Et il salua le projet d'organisation de la sécurité internationale et les hommes d'Etat étrangers qui contribuèrent à sa formation, notamment M. Cordell Hull .

(*Lire la suite en 2e page*)

On attend la capitulation de la Hongrie

La garnison d'Aix-la-Chapelle n'a pas répondu à l'ultimatum allié. Elle avait à choisir entre la capitulation et la destruction. Elle a choisi la deuxième alternative, c'est-à-dire qu'elle se condamne et condamne à mort la majeure partie de la population.

Hitler l'a voulu, comme il veut que l'Allemagne et les Allemands disparaissent avec lui. Et il semble bien qu'aujourd'hui encore le Reich tout entier accepte de le suivre. Peut-être parce qu'il espère encore qu'une invention diabolique détruira miraculeusement les forces alliées pour lui permettre de régner et de vivre grassement sur le monde.

AIX-LA-CHAPELLE EN RUINES

Au lever du jour, les aviateurs qui survolaient la ville ont remarqué que des drapeaux blancs flottaient sur de nombreux immeubles.

Aix-la-Chapelle est fortement organisée pour la défense. On doit donc s'attendre à de furieux combats de rues, si l'aviation ne pilonne pas impitoyablement la cité et si les soldats et les civils qui circulaient en brandissant des drapeaux blancs ne font pas boule de neige. Il convient de noter qu'Aix-la-Chapelle, qui comptait 162.000 habitants en 1939, n'en renferme plus que 20.000 à peine.

Dans la journée, Reuter a annoncé que, depuis quatorze heures, 200 canons lourds bombardent la ville, sur laquelle l'aviation lourde et les bombardiers en piqué ont déversé des milliers de bombes. D'énormes nuages de fumée s'élèvent de toutes parts.

Pendant les courtes trêves, des haut-parleurs rappellent les termes de l'ultimatum et invitent la garnison à se rendre. Les Allemands font des efforts désespérés pour renforcer la défense. Deux colonnes qui tentaient de s'approcher ont subi le feu des canons et de l'aviation.

DANS LE HAVRE en ruines

M. le Maire nous dit : Pas d'eau, pas d'électricité. Le pain peut manquer

De notre envoyé spécial : Henri-Jean CLOUARD.

LE HAVRE, 11 octobre. — Il pleut sous les larges traînées de brume qui couvrent l'estuaire de la Seine et, au large, la Manche, un paysage de ruines et de désolation.

Nous sommes au Havre ou, du moins, ce qu'il en reste.

92 bombardements avant le 3 septembre, date à laquelle commença le siège; du 3 au 12 septembre une série quotidienne de raids aériens de deux à trois heures ont fait de la ville ce que nous en voyons. Ajoutez à cela les destructions portuaires effectuées par les Allemands le 1er septembre, le chaos indescriptible s'explique.

Et 40.000 personnes vécurent dans cet enfer de feu et de flammes pendant les dix jours que dura le siège.

« Les termes manquent pour vous décrire les heures apocalyptiques du mardi 5 septembre, nous dit le nouveau maire du Havre, M. Emile Sicre, à qui nous venons d'être présentés.

» Le raid fut d'une violence inouïe; circonstance aggravante, le vent d'Ouest s'était élevé, soufflant en tempête. Les incendies faisaient rage dans le centre de la ville. L'eau manquait. Et là-dessus le vrombissement de 1.000 à 1.200 avions, coupé à intervalles réguliers de ce bruit de train s'engouffrant dans un tunnel que font les bombes larguées en paquets.

» Nous avons tenu. Nous avons si bien tenu que, dans la nuit du 11 au 12, sentant les troupes allemandes mollir, la résistance locale allait au-devant des Britanniques. »

Membre du groupe « Libération » désigné à l'unanimité des représentants des groupes de résistance locaux comme président du Comité de libération, M. Emile Sicre, le Boche parti, fut tout naturellement porté par la sous-préfecture au siège de maire.

Situation lamentable

C'est maintenant en premier magistrat du Havre qu'il nous parle :

« Je ne vous cacherai pas une minute que la situation est actuellement lamentable : pas d'eau, pas de logements, pas d'électricité. Les perspectives ne sont pas brillantes. Les problèmes du pain et du charbon vont se poser d'ici peu avec acuité.

» L'électricité est fonction du charbon. Les condenseurs sont par ailleurs refroidis par les eaux du bassin Vauban dont les ports sont détruits. A marée haute, tout va bien. Mais la marée haute coïncide avec certaines heures de la journée, ce sont celles où l'électricité est le moins utile.

» Demain, le pain peut manquer faute d'électricité pour actionner les minoteries.

» Pas d'eau. Hier encore, l'ingénieur en chef municipal faisait un nouvel essai de mise en charge. Détériorés par les incendies, les écroulements et pressions subis dans les destructions, les tuyaux crèvent. »

Mais la courageuse population havraise ne désespère pas

Et, cependant, jour après jour, les Havrais, dont les trois quarts avaient gagné des régions plus accueillantes, rejoignent leur ville, avides de reprendre leur activité, de travailler à leur relèvement qui serait en même temps un relèvement national.

« Mais les logements manquent. Dix mille maisons demeurent intactes, au sens que nous pouvons l'entendre, sur 40.000. C'est vous dire les difficultés auxquelles nous nous heurtons.

Qu'importe ! Les voies de communication (le viaduc de Barentin est coupé et les ponts sautés) peuvent être réduites. Le Havre veut se relever.

Ce n'est pas en vain que le général de Gaulle, de passage samedi, nous invita à nous remettre au travail.

Du travail ? Le Havre n'en manque pas et pour peu que l'on veuille bien l'y aider, c'est tout ce qu'il demande, pour reprendre son activité.

« N'allez d'ailleurs pas croire, nous dit M. Sicre en nous quittant, que nous conservons quelque rancœur. Le Havre comprend la situation. Il connaît et met en œuvre l'adage « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Il ne demande qu'une chose, qu'on le soutienne. »

Le saviez-vous ?

LA FRANCE ET L'ITALIE sont en guerre

Depuis un an, la France et l'Italie sont à nouveau en guerre... et beaucoup de gens ne le savent pas. Lorsque nous disons la France nous voulons parler de la vraie France : celle de Charles de Gaulle et de la République.

Lorsque nous disons l'Italie il s'agit non pas de l'Italie fasciste, chacal lié jusqu'à la mort à son maître hitlérien, mais, au contraire, du gouvernement républicain de M. Bonomi.

Expliquons-nous :

En octobre 1943, un mois après la signature de l'accord entre les Alliés et l'Italie, le maréchal Badoglio annonçait solennellement la dénonciation de l'armistice conclu entre Vichy et l'Italie de Mussolini, le 24 juin 1940.

Le chef du gouvernement italien entendait ainsi annuler autant que possible le mal fait à la France par le coup de poignard dans le dos que l'on connaît.

Le maréchal Badoglio aurait dû solliciter immédiatement, du gouvernement véritable de la France, établi à Alger, une paix définitive. Il ne le fit pas. C'est pourquoi l'état de guerre interrompu se trouva, juridiquement, rétabli.

Sur la base de cette constatation, l'administration française est en droit de décréter toutes mesures applicables aux biens et aux personnes des Italiens résidant en France.

Ces mesures ne seront vraisemblablement jamais prises. On ne peut que reconnaître, en effet, le caractère paradoxal d'une telle position.

Mais il est évident que les Italiens de France sont aujourd'hui contraints à supporter les conséquences de la politique fanfaronne de Mussolini.

La France doit relever ses ruines et redevenir, aux yeux du monde, la grande nation qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.

L'Italie, elle, doit d'abord laver une tache honteuse de son histoire.

Le poignard a été maintenant retiré. Il s'agira de cicatriser la plaie. Pour cette œuvre, que nous souhaitons rapide, un traité même de paix, des paroles même de sympathie ne peuvent suffire...

Dominique PADO.

UN ATTENTAT CONTRE GŒBBELS

MOSCOU, 11 octobre. — D'après des informations parvenues de Berne à l'agence *Tass* le bruit court à Berlin que Gœbbels a interrompu son voyage dans l'Allemagne de l'ouest à la suite d'un attentat commis contre lui dans une ville rhénane. Les auteurs de l'attentat auraient pris la fuite.

10 JUILLET 1940
ASSASSINAT DE LA RÉPUBLIQUE
Prochainement dans « L'AURORE »
Les COULISSES de VICHY
par un témoin l'auteur des « Dessous de l'Armistice »

Nos rues sont éclairées ... si l'on peut dire

Au sujet de l'éclairage nocturne des rues de Paris, qui a déçu les noctambules, on déclare au service de l'électricité du ministère de la Production industrielle que cet éclairage est conforme aux prescriptions de la défense passive.

Protégera-t-on longtemps encore les profiteurs nazis ?

Ce fut un rude coup pour MM. les administrateurs d'affaires juives que l'arrivée des Alliés à Paris. Le fromage avait bien été grignoté, tout ce qui pouvait être raflé avait disparu, mais peut-être faudrait-il maintenant rendre des comptes. Et beaucoup, la conscience peu nette, préférèrent déserter quelque temps leurs domiciles. Comme ils eurent tort de trembler ! Les décrets qui les avaient investis avaient été vite promulgués, mais aucun texte n'a encore été voté pour faire rentrer les Juifs en possession de leurs biens. Alors, MM. les administrateurs, rassurés, sont rentrés chez eux et quand leurs victimes osent demander un compte de la gestion qui les a dépouillés, ils répondent imperturbables :

— *Nous attendons la loi.*

Cette loi qui doit apporter un terme aux exactions des nazis, nous, nous l'attendons vraiment. Nous ne pouvons admettre que ceux qui ont acheté à vil prix des biens juifs en toute connaissance de cause puissent aujourd'hui continuer à en jouir en paix.

C'est un scandale que, *faute de loi*, un Israélite dépouillé ne puisse reprendre immédiatement son fonds de commerce, où son successeur installé par la grâce d'Hitler peut continuer tranquillement à réaliser ses petits profits.

Car la seule ressource qui reste au dépossédé, c'est de demander au tribunal la nomination d'un séquestre, dont il devra probablement payer les honoraires !

La plaisanterie a assez duré, et nous demandons si vraiment l'élaboration d'une loi de justice est un long travail et si, en matière commerciale, une mesure provisoire comme la nomination d'un séquestre s'impose, qu'on ne puisse en désigner d'autre que le malheureux Israélite déjà écarté pendant quatre ans de son affaire.

L'U. R. S. S. réclame une part des pétroles d'Iran

MOSCOU, 11 octobre. — L'U.R.S.S. a demandé à l'Iran de lui accorder des concessions pétrolifères dans le nord du pays : tel est le sens d'une déclaration faite à un journal de Téhéran par M. Kavtaradze, vice-commissaire aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et que reproduit la presse soviétique.

Sur le front de Lorraine M. Louis JACQUINOT accompagné du général LECLERC a passé en revue le régiment blindé de fusiliers marins

M. Louis Jacquinot, ministre de la Marine, accompagné de l'amiral Lemonnier, chef d'état-major général, et de l'amiral Missoffe, directeur du cabinet militaire, s'est rendu sur le front de Loraine où il a passé en revue les formations du régiment blindé de fusiliers marins actuellement aux prises avec l'ennemi.

Le ministre de la Marine a été reçu pas le général Leclerc. Après avoir conféré longuement avec le général et les amiraux présents, M. Louis Jacquinot a inspecté l'escadron du régiment blindé, formé en carré sur la place d'un petit village. M. Louis Jacquinot s'est entretenu avec de nombreux marins et a pu constater leur magnifique forme physique et morale.

Puis, par les routes fréquemment soumises au feu de l'ennemi, le cortège de voitures officielles s'est rendu de village en village jusqu'à proximité des positions du régiment blindé. Poursuivant sa tournée, M. Louis Jacquinot est arrivé à l'état-major du régiment où il a inspecté l'escadron auquel appartient Philippe de Gaulle, fils du Chef du gouvernement.

Après le repas frugal, pris au quartier général du général Leclerc M. Louis Jacquinot a regagné, dans la soirée, la capitale.

Recevant à son quartier général les représentants de la presse, le général Leclerc a fait une déclaration au sujet de la participation aux combats des fusiliers marins. Le général Leclerc s'est exprimé en ces termes :

« Il nous suffit, dit-il, d'enregistrer leurs succès. Du fait de la guerre moderne, ce régiment a combattu en liaison étroite avec les éléments variés de l'armée de terre : chars, fantassins, artilleurs, etc...

« En tant que Français, cela m'a fait particulièrement plaisir. Après le tragique malentendu Darlan, le pays avait pu douter de sa marine. Non seulement elle s'est brillamment réhabilitée, mais j'ai encore pu voir qu'au cœur des équipages, le potentiel et la volonté de combattre n'avaient jamais faibli. »

Une déclaration de M. Jacquinot

De son côté, à son retour à Paris, M. Jacquinot a déclaré :

« Je suis allé inspecter et féliciter le régiment blindé des fusiliers marins qui fait partie de la division Leclerc, actuellement sur le front de Lorraine.

« Ce régiment a été nommé en Afrique du Nord, et il y a quelques mois seulement, je lui remettais son drapeau. Engagé depuis le débarquement de Normandie il a déjà à son actif d'éclatants succès. Un seul escadron détruisit, en un temps record, trente-trois chars.

« Le général Leclerc n'a pas caché son admiration, ni les équipages leur fierté de servir sous un tel chef. »

LE "STARS AND STRIPES" n'est pas une feuille de chou

La visière de mica rabattue sur le front, un éternel chewing-gum collé au palais, le gilet déboutonné et la cravate de travers, tapotant fiévreusement sur une machine à écrire, c'est ainsi que le cinéma américain nous montrait avant-guerre le journaliste d'Outre-Atlantique, auquel il arrivait toujours des tas d'histoires phénoménales...

En plein Paris maintenant, rue de Berri très exactement, opère une équipe de ces joyeux et dynamiques garçons que sont nos confrères yankees.

C'est en effet au premier étage de l'immeuble du *New York Herald Tribune* qu'est présentement installée la rédaction du *Stars and Stripes*, le quotidien des soldats américains.

Sitôt la porte franchie, on retrouve l'atmosphère caractéristique des salles de rédaction :

Monceaux de papiers traînant sur les bureaux et inondant le plancher, exclamations, rires, mitraillade des machines à écrire.

Le capitaine Max K. Gilstrap, rédacteur en chef de l'Edition parisienne du *Stars and Stripes* me reçoit. L'interviewer est la chose la plus curieuse qui soit car le capitaine Gilstrap répond par écrit ! Il a devant lui sa machine, et, pour toutes mes questions, il tape une réponse sur une feuille qu'il me remettra à la fin de l'entretien...

Un siège social ambulant...

— Mon capitaine, quand le *Stars and Stripes* a-t-il été publié pour la première fois en France ?

Le capitaine Gilstrap me regarde, sourit, et pianote sur son *Underwood*. Je me penche sur son épaule et je lis :

— C'est six jours après le débarquement que, sur une plage normande, une *Ronéo* sortait les premiers numéros de l'édition continentale de notre journal.

« Ensuite nous nous installâmes dans les locaux de *L'Eclair* de Cherbourg. Puis, les troupes avançant, nous nous transportâmes à Rennes.

« Paris libéré, nous fîmes encore nos malles et arrivâmes le 4 septembre. Le 5, nous paraissions.

— A combien tirez-vous à l'heure actuelle ?... »

Le capitaine M. K. Gilstrap s'arrête de pianoter. Il prend un air mystérieux pour me confier :

— Impossible de vous satisfaire sur ce point. Mais sachez que nous imprimons un journal pour six soldats.

— Comment est composée la rédaction du *Stars and Stripes* ?

— Nous sommes 21 rédacteurs, tous journalistes dans le civil. Il y a là des représentants du *New York Daily News, Christian Science Monitor, Detroit Times*, etc...

« En outre, quatre dessinateurs, un cartographe, quatre photographes sont les auxiliaires du journal, dont ils contribuent à faire une feuille vivante, amusante, abondamment illustrée ».

Pour le plaisir du militaire !

Le fait est que le *Star and Stripes* ne le cède en rien aux quotidiens civils pour l'information et la variété. Mais, de plus, il possède des rubriques très spéciales, faites pour « dépanner » le militaire...

« *Caporal d'infanterie*, peut-on lire, *échangerait une valise contre un appareil photographique...* »

Ou encore :

« *Sergent de chars souhaiterait vivement posséder les œuvres de Shakespeare, en petit format.* »

On force aussi sur le populaire base-ball, et, sur le front, les Sammies sont tenus au courant des préparatifs des « *World Series* » qui vont se dérouler bientôt à Saint-Louis.

Ce que le « *make-up man* » ou secrétaire de rédaction, le sergent Larson, n'oublie pas non plus d'inclure chaque jour dans son numéro, ce sont des photos de jolies filles, des « *pin-ups* », qui sont très goûtées des lecteurs !

Ajoutons que le *Stars and Stripes* possède maintes éditions. Il y en a une à Londres, une sur le front italien, d'autres en Extrême-Orient. N'oublions pas que c'est le seul journal que reçoive gratuitement le *Sammy*.

La meilleure preuve, d'ailleurs, que l'on songe à rendre service de toutes les façons possibles réside encore en ce fait que, chaque jour, dans des cartouches placés de part et d'autre du titre, se trouvent des phrases usuelles en français et en allemand pour aider le soldat américain dans ses rapports avec Français et Allemands. Mais, pour nous, ces cartouches sont assez plaisants à déchiffrer...

C'est ainsi que le numéro de samedi dernier contenait les deux phrases suivantes, avec la traduction anglaise :

En français :

— Voulez-vous laver mon linge, mademoiselle ?

Ce qui est très gentil.

Et en allemand :

— *Dieses ist beschlagenamt !*

Autrement dit : *ceci est réquisitionné...*

« *Stars and Stripes* », vous êtes vraiment un journal à la hauteur !...

Robert CUSIN.

Suivant que vous serez...

La « légalité » d'hier est morte ; les tribunaux spéciaux ont vécu.

Les Devise, les Farge et autres robins-robots qui envoyaient au bagne avec une sérénité mécanique, tant de patriotes sont maintenant au bloc.

Chacun son tour !

Mais leurs victimes continuent à expier de menues infractions qualifiées « crimes » par les juristes à plat ventre de Vichy.

Parmi celles-ci les employés du Ravitaillement, vendeurs de tickets de pain, méritent qu'on se penche spécialement sur leur sort.

Ces tickets de pain, achetés par les pauvres gens, les humbles restés hors du circuit de la collaboration, de la combine et du marché noir, étaient par surcroît destinés le plus souvent aux réfractaires.

Ils permirent à une foule de « hors la loi » et de « bandits d'honneur » de ne point désespérer et de servir la cause de la liberté.

Pourquoi considérer encore comme des « criminels » quelques douzaines d'humbles employés, au casier judiciaire jusqu'alors vierge, et qui, en définitive furent des auxiliaires de la Résistance ?

Pourquoi surtout, sembler entériner la monstrueuse iniquité qui découle de l'appréciation de faits voisins par deux juridictions différentes : tribunal correctionnel et tribunal spécial ?

Un seul exemple suffit à illustrer cette effarante anomalie.

Le 6 juillet 1943, R. D..., employé des services de rationnement d'Arras, était condamné pour vol de tickets, aux travaux forcés à perpétuité par le tribunal d'Etat.

Le 11 mai 1943, le capitaine J. O..., chef de service au Secrétariat général des anciens combattants, convaincu de vol de colis de prisonniers, s'en tirait avec six mois de prison avec sursis, à la 17e chambre correctionnelle !

Le capitaine voleur de prisonniers est dehors depuis longtemps ; le petit employé est encore en Centrale.

Tout commentaire est superflu. G. J.

RESULTATS DU TIRAGE DE LA 31e TRANCHE de la LOTERIE NATIONALE

Les numéros 84.121 et 210.424 gagnent 6 MILLIONS (Série A) 2 MILLIONS (Série B)

Dernier chiffre du billet	Nos gagnants	Montant du lot Série A	Montant du lot Série B
1	3.211	4.000	10.000
	0.531	8.000	25.000
	84.121	6.000.000	2.000.000
2	043.802	25.000	50.000
	88.562	50.000	100.000
	214.892	25.000	50.000
	213.902	25.000	50.000
	224.132	750.000	500.000
3	13	400	800
4	134.874	50.000	100.000
	005.504	50.000	100.000
	10.684	50.000	100.000
	117.094	100.000	100.000
	257.194	25.000	50.000
	291.034	25.000	50.000
	235.354	100.000	100.000
	210.424	6.000.000	2.000.000
5	895	2.000	4.000
	1.255	12.000	50.000
	102.755	25.000	50.000
	274.175	25.000	50.000
	247.775	1.000.000	1.000.000
6	6	200	300
	92.576	25.000	50.000
	149.886	25.000	50.000
	101.266	100.000	100.000
	165.886	25.000	50.000
	161.646	100.000	100.000
7	125.117	25.000	50.000
	105.567	25.000	50.000
	160.967	50.000	100.000
	280.537	50.000	100.000
	176.727	250.000	200.000
8	18.658	25.000	50.000
	54.078	250.000	200.000
	291.638	50.000	100.000
	227.488	50.000	100.000
9	9	200	200
	3.439	6.000	15.000
	6.829	10.000	40.000
	74.609	100.000	100.000
	284.919	25.000	50.000
	199.029	25.000	50.000
0	076.960	25.000	50.000
	144.650	750.000	500.000
	120.580	1.000.000	1.000.000
	202.960	100.000	100.000

LES FUSILS du temps de Napoléon tuaient aussi !

Chaque jour, des milliers et des milliers de gens tombent, frappés par les armes les plus diverses : bombes d'avion, lance-flammes, mortiers, V-1, torpilles, et nous en passons...

Aussi peut-on qualifier de pittoresque le genre de mort du jeune Jimmy Hayward, de Jersey City, U.S.A.

Ce bambin de 6 ans jouait au soldat. Naturellement. Mais, son sabre de bois ne le satisfaisant pas, il se saisit d'un mousquet vieux de 125 ans, qui avait appartenu à son arrière-arrière-grand oncle.

Enflammant une allumette, il l'introduisit dans le mécanisme du mousquet.

Hélas ! l'engin était chargé depuis plus d'un siècle, et le canon se trouvait en face de la tête de l'infortuné gamin.

Le coup partit et Jimmy Hayward fut tué sur le coup.

Voilà sans doute une victime de l'imprudence, mais, à coup sûr pas du progrès...

La bande à Bony quitte le quai de Gesvres

Trente-six membres de la bande de la rue Lauriston ont quitté les locaux du quai de Gesvres, l'enquête à leur sujet étant terminée et leurs dossiers ayant été transmis hier après-midi au juge d'instruction M. Carbinis. Il s'agit notamment de Lafont, Bony et leurs complices, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Lascaux, le docteur Lapiné et sa femme, Delchaye, Labussière, ainsi que de la marquise d'Abrantès, Lionel de Wlett, Guy de Voisins, l'ex-conseiller municipal, Levillain, Mme Douflot, maîtresse de Lafont et Delval.

Bientôt sans doute ils pourront être jugés, car l'enquête a permis de réunir les éléments suffisants pour éclairer pleinement le juge d'instruction M. Combes, commissaire du gouvernement et M. Laurent, procureur de la République.

Mais de nouveaux bandits sont arrivés dans les locaux de la section spéciale de la police judiciaire. Il s'agit d'une autre bande qui avait son siège principal 101, avenue Henri-Martin. Elle était spécialisée avant le 11 novembre 1942 dans l'espionnage en zone sud au profit des Allemands et avait fait arrêter de nombreux patriotes. Cinq membres de cette bande arrêtés à Biarritz puis ramenés à Paris sont actuellement interrogés quai de Gesvres.

LE FIGARO LITTÉRAIRE (page 2)

PARIS
14, Rond-Point des Champs-Élysées
REDACTION ADMINISTRATION
21, Boulevard Montmartre
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent rien, et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

2 francs

SAMEDI N° 54 — 21 — OCTOBRE 1944 — 118e ANNEE

TARIFS DES ABONNEMENTS
3 mois .... 140 francs
6 mois .... 260 francs
Les abonnements partent du 1er et du 16.
Ils sont reçus :
21, boulevard Montmartre
et 14, Rond-Point des Champs-Elysées
Téléphone : ELYsées 98-31 et 98-32
C/C Postal Paris : 242-53

LE CONSEIL DES MINISTRES

en accord avec les Alliés délimite la zone des armées et celle de l'intérieur

Le général de Larminat va diriger les opérations dans le Sud-Ouest

DES nouvelles qui avaient pu paraître contradictoires, bien qu'elles aient chaque fois revêtu un caractère officiel ,avaient été publiées ces jours derniers relativement à la délimitation des zones militaires et des zones civiles en territoire français.

Le Conseil des ministres a fait le point hier soir en ces termes :

Sur le rapport des ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, et après avis conforme du commandement interallié, pris suivant les termes des accords du 25 août 1944, entre les gouvernements français et britannique d'une part, le gouvernement français et le commandement interallié, d'autre part, le gouvernement a décrété la délimitation d'une zone des armées et d'une zone de l'intérieur.

Quelques indiscrétions de la presse étrangère avaient pu laisser penser que le gouvernement français n'avait pas été consulté, contrairement aux accords du 25 août et que seul le commandement allié avait délimité les zones dont nous venons de parler.

Le communiqué du conseil des ministres prouve qu'il n'en a rien été. Est-ce là le prélude à des décisions plus importantes concernant les rapports du Gouvernement Provisoire avec les gouvernements alliés ? Il serait sans doute prématuré de l'affirmer.

Ce que sera la zone militaire, un communiqué nous le dira demain. En gros on peut parler d'une ligne allant de Marseille (cette ville étant comprise dans la zone des armées) au Pas-de-Calais, en remontant le cours du Rhône, pour gagner les Ardennes et le Nord.

La guerre à l'Ouest

Sur la proposition de M. Diethelm, ministre de la Guerre, le général de corps d'armée de Larminat a été nommé commandant des forces françaises en opération sur la côte de l'Atlantique.

Le gouvernement est décidé à mener à bien la guerre à l'Ouest qui continue à ravager plusieurs départements. La nomination du général de Larminat est la garantie que les opérations dans ce secteur seront enfin poussées, avec nos propres forces et nos propres moyens, aussi énergiquement que les circonstances l'exigent.

Nos relations postales

M. Augustin Laurent, ministre des P. T. T. a rendu compte de la situation actuelle des réseaux et des relations téléphoniques et télégraphiques.

Ces relations,se sont nettement améliorées. Presque partout, le télégraphe et le téléphone fonctionnent pour les communications officielles. On espère, à la fin du mois, pouvoir rétablir la correspondance par lettre dans toute la zone de l'intérieur.

Questions diverses

Le Conseil a ensuite examiné un certain nombre de problèmes très divers. C'est ainsi que :

— M. Mendès-France, ministre de l'Economie Nationale, a exposé les mesures prises en vue d'assurer le logement des sinistrés : réquisition de locaux, construction de baraquements, etc...

— Sur proposition de M. Capitant, ministre de l'Education Nationale, le gouvernement a décidé la création d'une commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France.

— M. Tillon, ministre de l'Air, a soumis à l'approbation du gouvernement les instructions données à la délégation française à la Conférence internationale aérienne de Chicago. M. Max Hymans, directeur de l'aéronautique civile, est nommé chef de cette délégation.

— Le Conseil a adopté une ordonnance réorganisant le Comité Economique et fixé l'organisation des ministères de l'Economie Nationale et de l'Information.

— La durée du travail dans les administrations centrales des ministères a été fixée à 45 heures par semaine. (On se souvient que M. de Brinon, en 1942, avait réduit de 45 heures à 42 heures le travail dans les ministères. En 1939, on travaillait 45 heures.)

— Sur le rapport de M. Frenay, ministre des Prisonniers et des Déportés, et de M. Billoux, ministre de la Santé publique, le gouvernement a adopté une ordonnance unifiant le système des allocations aux familles séparées de leur soutien et en étendant le bénéfice aux familles des déportés en Allemagne.

— Sur la proposition de M. Capitant, M. Sarrailh, ancien recteur de l'Université de Montpellier, a été nommé directeur général de l'Education physique et des Sports.

— Enfin, le Conseil a approuvé la nomination de préfets et de sous-préfets désignés par M. Tixier, ministre de l'Intérieur.

Le prochain Conseil aura lieu mardi à 17 heures.

L. Gabriel-Robinet.

La Résistance hongroise s'affirme de plus en plus

La résistance hongroise, avec le général Miklos Béla de Dalnok en tête, dispose actuellement de deux émetteurs « Gabor Aron » et « Kossuth ».

Hier matin l'émetteur « Kossuth » invita les Magyars à se soulever en masse, exhortant la population à prendre exemple de la libération héroïque de la France. Le soir même il annonça que la police de Budapest était passée à la résistance et que les cheminots avaient déclaré la grève générale pour le pays entier.

On apprit en même temps, que les patriotes s'étaient emparés de deux ponts et d'un certain nombre d'immeubles officiels dans la capitale. L'émetteur « Kossuth » annonça ensuite que la population entière de la Ruthénie hongroise, partie annexée en 1939 à la Hongrie, s'était ralliée aux troupes russes commandées par le général Petroff.

Les missions diplomatiques hongroises à l'étranger sont passées à la résistance à l'exception de deux fonctionnaires de la Légation de Stockholm. C'est pourquoi M. Keméry, ministre des Affaires étrangères, menaça dans une allocution radiodiffusée le corps diplomatique d'extermination.

La radio de Budapest contrôlée par les Allemands accuse ce soir le général Miklos Béla, désigné comme lieutenant de Horthy, d'être passé avec sa maîtresse « juive » et avec des fonds publics dans le camp russe.

— Le Conseil National de la Résistance, réuni hier en séance plénière, a examiné une proposition du Comité Parisien de la Libération tendant à fixer le régime provisoire pour la désignation des membres du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine.

ENTRE LOIRE ET GIRONDE

Les F. F. I. continuent la lutte contre les troupes allemandes ravitaillées par air

DANS LA POINTE DE GRAVE 6.000 FRANÇAIS AFFAMÉS DEMEURENT AUX MAINS DE L'ENNEMI

Depuis le 8 juin, les F.F.I. sont à l'action au sud de la Loire. Actuellement, dans la pointe de Grave, les Allemands occupent un triangle dont la base passe au nord de Venlays et de Valeyrac, localités toutes deux aux mains des F. F. I.

Dans cette zone, il y a encore 2.000 civils français auxquels il convient d'ajouter 4.000 otages, des hommes de 15 à 60 ans que des Allemands ont emmenés avec eux venant du sud. La situation matérielle de cette région est déplorable : depuis la semaine dernière il n'y a plus de pain, plus d'eau potable, et les F.F.I qui occupent les centrales électriques alimentant cette région ne peuvent donner le courant que de 9 à 10 heures du soir pour permettre aux habitants d'écouter la radio libre.

Au nord de la Gironde, dans la zone de Royan, l'ennemi est maintenu au sud de la Seudre. Les troupes allemandes prisonnières dans cette étroite bande de terrain ne se rendent pas car elles sont terrorisées par leur chef, un colonel, qui menace les nombreux Polonais que comptent ses effectifs, d'être exécutés au moindre signe de défaillance.

Cependant les Allemands ont accepté de reconnaître les F. F. I. comme belligérants, les traitant comme des prisonniers de guerre et ayant déjà même procédé à certains échanges.

Sur l'ensemble de ces fronts, les Allemands paraissent parfaitement armés et reçoivent des avions venant d'Allemagne, possèdent des pièces de marine, et même des rampes de lancement de bombes volantes.

Les F. F. I. ont réussi à prendre à l'ennemi de nombreuses pièces d'artillerie et le 10 octobre, la pointe de Grave se trouvait sous le feu de leurs canons.

LA GUERRE

GRANDE OFFENSIVE SOVIETIQUE en direction de KŒNIGSBERG et DANTZIG

Le débarquement américain aux Philippines dépasse en ampleur le débarquement allié en Normandie

L'AMPLEUR de l'offensive soviétique d'automne nous force à laisser de côté la poussée des troupes du général Mentzhov, vainqueur de Petsamo, et les opérations de nettoyage qui se poursuivent en Finlande et dans les Pays Baltes. Sur le front principal, vient de s'engager ce que les commentateurs soviétiques ne craignent pas d'appeler « la plus grande bataille de l'Histoire ». Le gros de l'armée rouge, appuyé par une multitude d'avions et de chars, s'est lancé à l'assaut des lignes allemandes, hérissées de fortifications et défendues avec une ténacité désespérée par tout ce que l'Allemagne a pu concentrer à l'Est de troupes aguerries.

Il semble qu'on puisse distinguer sur ce vaste front deux grandes batailles, et des opérations moins importantes. La première grande bataille, en partant du nord, est celle qui se livre sur les frontières de la Prusse orientale, que trois armées soviétiques (1 à 2 millions d'hommes, 5.000 chars, autant d'avions) attaquent concentriquement du nord-est, de l'est et du sud, cherchant à converger sur Koenigsberg. On reconnaît à Berlin que la bataille est particulièrement violente entre Sudanen et Schirwindt, où les Russes, déjà maîtres d'Eydtkuhnen, cherchent à avancer sur Kominter. En même temps, les forces soviétiques massées au nord de Varsovie, sur la Narev, dans la région de Serok et Rozan, sont passées à l'attaque, dans la direction générale du nord-est et de Dantzig, pour conjuguer avec la pression des armées opérant plus au nord une menace d'enveloppement de la Prusse orientale tout entière.

Nous laisserons de côté les combats qui semblent engagés au sud de Varsovie et qui semblent moins importants. La seconde grande bataille a pour centre la plaine hongroise. Là encore, les armées soviétiques attaquent « en tenaille » ; tandis que l'armée du général Petrov, qui a franchi les Carpathes, pousse vers le sud et aurait déjà fait sa jonction avec l'aile droite du général Malinovski dans la Transylvanie septentrionale (à Shiget). Le gros des forces de l'armée soviétique de Hongrie vient d'enlever de haute lutte Debreczen, furieusement défendu par les Allemands, et pousse en même temps vers le nord et vers l'ouest, c'est-à-dire vers Budapest. 11.000 prisonniers allemands ont été faits dans ce secteur entre le 13 et le 18 octobre. Des avant-gardes de Cosaques seraient déjà arrivées à proximité de Budapest.

Aux Philippines

Les opérations de débarquement engagées par la flotte, l'aviation et l'armée américaines aux Philippines sont plus remarquables encore par leur ampleur et leurs conséquences que nous ne le laissions prévoir hier. Il est maintenant certain que la grande offensive aérienne contre Formose et les îles Kioukiou était une gigantesque feinte dont les Japonais ont été dupes. Ils ont cru à une attaque imminente contre Formose, et ont pris leurs dispositions en conséquence. Or, l'attaque s'est produite beaucoup plus au sud, et n'a rencontré jusqu'à présent qu'une faible résistance.

Cependant, l'attaque aérienne contre Formose n'a pas eu pour seule utilité de tromper l'adversaire ; elle a désorganisé ses lignes de communication avec le sud et les bases aériennes d'où l'aviation japonaise aurait pu rallier rapidement les Philippines pour participer à la défense.

Les débarquements annoncés hier dans les îles Soulou ou Solo, entre les Philippines et Bornéo, n'étaient eux-mêmes qu'une diversion. Le vrai débarquement a eu lieu au cœur même des Philippines, dans l'île de Leyte, au nord de Mindanao, à un millier de kilomètres des bases récemment occupées par les Américains aux Palaos.

Cette opération a été annoncée avec une certaine solennité par un message du Président Roosevelt. Les troupes débarquées sont commandées par le général Mac Arthur, le héros de Corrégidor. Le peuple philippin, est invité par son gouvernement légal à participer aux opérations contre l'oppresseur japonais. L'entreprise américaine est la plus grandiose qui ait eu lieu dans la guerre d'Extrême-Orient, et elle peut se comparer, par l'ampleur des moyens mis en œuvre, au débarquement en Normandie. On nous annonce que les effectifs américains débarqués dans la première journée sur l'île de Leyte sont supérieurs à ceux qui furent débarqués en Normandie dans le même laps de temps (250.000 hommes), et que la concentration aérienne et navale était sans précédent dans le Pacifique. Débarquées en quatre points sur la côte orientale de Leyte, les forces américaines ont progressé rapidement vers l'intérieur en brisant une faible résistance, et menaçent Tacoblan, capitale de l'île. Les Philippines sont pourtant défendues par une garnison de 225.000 Japonais, commandée par le maréchal Suichi Teranchi. On espère à Washington que la réinstallation des Américains aux Philippines, qui coupe l'empire japonais en son milieu ,coupe de leurs bases des effectifs nippons évalués à un demi million d'hommes.

LES ENTRETIENS DE MOSCOU

Le Gouvernement polonais de Londres et le Comité de Libération de Lublin rompent leurs pourparlers

Moscou, 20 octobre. — Le Comité de Libération Nationale de Lublin, qui a pris part aux conversations de Moscou, a informé, ce soir, M. Churchill et le maréchal Staline, qu'il était prêt à conclure un accord avec le G. V. T. polonais de Londres sur la base des propositions faites au mois d'août de l'année dernière.

Après l'entrevue qu'il eut lundi avec M. Berut, président du Comité de Libération de Lublin, M. Mikolajczyk, Premier polonais du gouvernement de Londres, a déclaré qu'il devait consulter ses collègues de Londres et obtenir leur autorisation avant de poursuivre les conversations sur les bases proposées.

La délégation du Comité de Libération est donc retournée à Lublin.

O O

Londres, 20 octobre. — On mande [illegible]

On fait remarquer, à Moscou, que la rupture des conversations entre le gouvernement polonais et le Comité de Libération de Lublin a eu lieu par suite du refus des « émigrés » de Londres d'accepter comme base d'un accord la constitution démocratique de 1943.

La délégation du Comité polonais de Libération a tenu, le 13 octobre, une conférence avec le maréchal Staline et M. Churchill ; étaient également présents : M. Molotov, commissaire aux Affaires étrangères ; M. Eden, secrétaire britannique aux Affaires étrangères ; M. Averell Harriman, ambassadeur américain ; M. Archibald Clark Kerr, ambassadeur britannique, et M. Gusev, ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne.

Une atmosphère de cordialité et d'entente réciproque a régné tout au cours de cette conférence. La délégation du Comité de Libération Nationale Polonais a souligné son intention d'arriver à un accord avec le G. V. T. polonais de Londres sur la base de l'accord proposé en août dernier. La délégation a déclaré qu'elle avait toujours considéré qu'une de ses tâches principales était l'unification du peuple polonais et qu'au nom de ce principe, il était tout à fait prêt à coopérer avec le zèle le plus sincère à la réalisation de cette unification.

Départ de Moscou de MM. Churchill et Eden

Moscou, 20 octobre. — MM. Churchill et Eden, ont quitté Moscou cet après-midi. Ils ont été salués à l'aérodrome par le maréchal Staline.

M. Brugère est nommé ambassadeur de France à Bruxelles

Par décret publié ce matin au « Journal officiel », M. Charles Brugère, ambassadeur de France, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République à Bruxelles.

Des techniciens de travaux publics ou du bâtiment, parlant anglais, sont demandés pour effectuer une liaison technique avec les forces alliées. Direction des Installations et Travaux, ministère de l'Air, 26, boulevard Victor, Paris.

POUR INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI

Pierre Laval et Gaillard-Bourrageas sont condamnés à mort par la Cour de justice de Marseille

Marseille, 20 octobre. — La Cour de justice de Marseille a consacré son audience d'hier à l'affaire du *Petit Marseillais*. A l'origine du procès se place la plainte des trois gérants du journal, MM. Savon-Perron, Samat et Delanglade, contre Jean Gaillard-Bourrageas, ancien directeur, pour détournement d'une somme d'environ dix-huit millions.

Gaillard-Bourrageas bénéficiait de hautes protections allemandes. Il en profita pour se dresser en accusateur des trois gérants du *Petit Marseillais*, et avec la complicité de Lejeune, propriétaire de journaux et conseiller technique de l'ambassade du Reich, les fit arrêter par la police ennemie.

M Guichard, président du conseil de surveillance du quotidien méridional, s'entremit pour faire libérer les trois détenus. Il s'adressa à Pierre Laval, chef du gouvernement, qui se fit fort de lui donner satisfaction, si la plainte en détournements, déposée contre Gaillard, était retirée par les trois gérants. Ceux-ci, déprimés par quatre mois de détention, se laissèrent arracher la signature exigée et furent libérés.

Mais la justice n'acceptait pas de se dessaisir de l'affaire en cours et de rendre un non-lieu en faveur de Jean Gaillard. Laval intervint à nouveau et fit signer au maréchal Pétain un décret d'amnistie individuel au bénéfice de Gaillard.

Le crime d'intelligences avec l'ennemi, de Pierre Laval, Jean-Gaillard-Bourrageas, Lejeune et Chambrot, ce dernier, expert comptable, complice des précédents, apparaît nettement.

Pierre Laval et Jean Gaillard étant en fuite, la Cour disjoint leur cas, les juge par contumace et les condamne à la peine de mort.

Après quoi l'audience a été reportée à aujourd'hui pour réquisitoire et jugement en ce qui concerne les deux autres accusés.

A propos de l'exécution de Platon et Darquier de Pellepoix

Certains journaux se sont faits, à plusieurs reprises l'écho d'une information annonçant la condamnation à mort et l'exécution à Limoges, dans le courant de ce mois, de Darquier de Pellepoix et de l'amiral Platon.

Présentée sous cette forme, la nouvelle n'est ni exacte ni complète.

En ce qui concerne l'amiral Platon, son exécution remonterait, précisent les milieux autorisés, au 16 août 1944. D'après un rapport [illegible] en effet, l'amiral Platon aurait été arrêté le 21 juillet, dans sa propriété de Pujols (Gironde). Jugé par un conseil de guerre de la Résistance, présidé par un lieutenant-colonel, Platon fut condamné à mort, puis exécuté. On possède, paraît-il, une lettre de lui dans laquelle il annonce à sa femme, sa condamnation à mort « pour intelligence avec l'ennemi ».

Quant à Darquier de Pellepoix, son exécution aurait eu lieu en Gironde. Mais aucun détail n'est parvenu sur les circonstances qui auraient entouré sa mort. — (A.F.P.).

O O

Les tribunaux militaires régionaux ont prononcé les condamnations à mort suivantes :

Cherbourg : Grombe Daniel, Roger Henri.

Angers : Prodhomme, Babin, Poulet.

Orléans : Hemplitz.

Mende : Commandant de gendarmerie Bruguière, l'ancien préfet Dutruch.

Clermont-Ferrand : Maucour Antoine, Aton Guy, Gery Roger.

Vichy : Glacet Georges, Parraud Marcel, Buffet Jean, ex-directeur des services de la police de sûreté, Doucet Paulette.

Tribunal militaire de la 2e division blindée : Vincent Victorien.

Villeneuve-sur-Lot : Le milicien Jounerat.

Informations politiques

— En vue de faciliter la reprise de l'activité agricole, le gouvernement vient d'apporter son concours financier aux agriculteurs éprouvés par la guerre. Aux termes d'une ordonnance publiée hier au « Journal Officiel », le ministre des Finances est autorisé à mettre à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, des avances d'un montant total de 3 milliards de francs. Le bénéfice des prêts est étendu aux artisans ruraux et aux groupements, notamment aux sociétés coopératives.

— Aujourd'hui à 15 heures les quatre-vingts parlementaires « Résistants » se réunissent au Luxembourg, sur convocation de M. Jeanneney.

Ils doivent élire une commission de vingt membres chargée de la désignation de soixante parlementaires comme délégués à l'Assemblée consultative provisoire.

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Les informations officielles reçues dans la journée d'hier ne mentionnent pas de changements très importants sur le front occidental. Cependant dans la poche de l'Escaut, les Canadiens ont avancé au sud de Breskens, ils sont arrivés à 4 kilomètres de Schoondyke, ont occupé Middelburg et Hardenberg, et ont effectué leur jonction avec la dernière tête de pont qui restait isolée sur le canal Léopold, celle qui avait été établie, la première en date, près de Edde.

Au nord d'Anvers, des forces britanniques ont attaqué parallèlement au saillant canadien qui atteignait la chaussée de Bergen-op-Zoom. Ils ont avancé assez rapidement vers la ligne Bergen-op-Zoom-Rosendal.

A l'aile droite du front les combats continuent pour la possession des voies d'accès aux grands cols vosgiens. Ils sont particulièrement vifs dans le secteur de Bruyères, à l'est d'Epinal, où les troupes américaines et françaises collaborent, et dans celui du Thillot et de Cornimont. Dans le premier de ces deux secteurs, les troupes françaises ont, selon le D.N.B., occupé Bruyères. Dans le second, elles ont repoussé six contre-attaques, fait plus de 350 prisonniers, ques, fait plus de 350 prisonniers, débordé le village de Ventron.

Jacques Darcy.

DERNIERE MINUTE

Belgrade est libérée

Moscou, 20 octobre. — La radio soviétique annonce que la troisième armée ukrainienne commandée par le général Tolboukhine a pris Belgrade.

Aix-la-Chapelle est tombée

Londres, 20 octobre. — On mande du G. Q. G. allié à l'Agence Reuter : Les troupes de la première armée américaine ont complètement nettoyé Aix-la-Chapelle, qui est maintenant tout entière entre leurs mains.

Troubles à Athènes

Washington, 20 octobre. — « United Press » annonce qu'à Athènes la violente rivalité entre le parti de gauche « EAM » et celui de droite « EDES » atteint de graves proportions. Six cent soixante partisans de droite se barricadent depuis trois jours dans cinq hôtels, convertis en arsenaux politiques, au cœur d'Athènes.

Cette situation fait suite à l'échauffourée entre les deux groupes adverses qui a eu lieu dimanche dernier et au cours de laquelle il y a eu 30 morts et de nombreux blessés.

Les troupes grecques patrouillent dans les principales artères d'Athènes afin d'éviter une nouvelle effusion de sang.

◆

Athènes, 20 octobre. — Plusieurs centaines de membres du « Front grec de la Libération ont tenté d'envahir l'appartement du général Pangalos ,dictateur de la Grèce en 1925 et 1926, accusé de germanophilie. Les troupes qui gardent l'immeuble ont dû faire usage de leurs armes, et dans l'échauffourée qui a suivi, plusieurs personnes ont été tuées. La foule n'a consenti à se disperser que lorsque des détachements de troupes britanniques furent arrivés sur les lieux.

Quand la femme s'éveille à la vie nationale

C'est un des signes heureux de cette époque difficile de voir les femmes s'éveiller à la vie nationale d'une manière active. La réunion d'hier soir, au Palais de la Mutualité, est significative à cet égard.

Les femmes qui ont connu l'amertume des larmes et le poids de la souffrance, qui ont donné la mesure de leur esprit de sacrifice, se préparent maintenant à prendre leurs responsabilités civiques. Elles l'ont montré par leur empressement à venir à la première manifestation organisée par l'Union des Femmes Françaises.

Femmes et hommes, représentant divers mouvements de la Résistance, les orateurs qui se succédèrent à la tribune tracèrent les tâches qui attendent les Françaises : restaurer la famille, se dépenser aux œuvres d'assistance, travailler dans la mesure de leurs moyens, — et elle est vaste, — à l'union du pays. Cette union — comme cela fut souligné heureusement — se fera par des sacrifices constants et réciproques, par des efforts de compréhension mutuelle.

Dans ce large champ d'action, l'U. F. F., pour sa part, donne déjà l'exemple d'une grande activité, puisqu'elle groupe une centaine de milliers d'adhérentes, de toutes tendances

Et ce n'est pas sans une légitime fierté que les chiffres suivants ont été donnés à la tribune : le département de la Seine compte 25 maires-adjointes et plus de 100 conseillères U. F. F. En Seine-et-Oise, il y a une femme maire, six maires-adjointes et une centaine de conseillères. En Seine-et-Marne, 18 conseillères et une maire-adjointe.

Pour les autres départements, la proportion est comparable à celle de la région parisienne.

Et, dans quelques jours, deux femmes prendront place dans les rangs de l'Assemblée consultative. M. G.

EN COURANT

LUMIÈRE !

EN rendant aux Parisiens un contingent d'électricité à peu près normal, on a tourné une page de leur petite histoire. La chasse au courant était close.

Qui dira la ruse et la patience de la dame qui cherchait à capter quelques volts pour sécher son indéfrisable ou commencer un interminable « petit repassage », à minuit, à trois heures du matin, à l'aube ?

Le chasseur de courant ne dormait que d'un œil. Un clignement de la lampe de chevet le jetait hors du lit. Aussitôt, la maison s'animait. On branchait tout ce qui pouvait se brancher. De la loge du concierge aux mansardes de bonnes, l'immeuble ronflait, bourdonnait, s'étranglait, sifflait, chantait.

Le rythme de la vie était bouleversé. Il n'y avait plus d'horaire, plus de coutumes, plus d'habitudes. Pour la première fois, on travaillait à la même heure que le coolie de Shanghaï. Les méridiens n'avaient plus de sens.

J'ai été réveillé en sursaut par un tintamarre effrayant accompagné d'un brusque éclair. Ce n'était que l'aspirateur, laissé prudemment en batterie à l'heure de la chandelle, qui démarrait, avec accompagnement de radio, sous le lustre ranimé. Mais j'avais bien cru à l'arrivée d'une de ces choses innommables dans le bassin parisien.

Tout cela est terminé.

La mode des turbans va disparaître avec les mèches mouillées. Nous ne verrons plus de messieurs graves dont la joue gauche, lisse et poudrée, ignorait les estafilades et la barbe en friche de la joue droite, parce qu'ils s'étaient rasés devant la glace posée sur l'espagnolette d'une fenêtre.

Nous échappons aux angoisses du crépuscule. Nous remettons la nuit dans ses chaînes.

Mais ne faisons pas trop les farauds : nous vivons sous le régime hydraulique du Massif Central. Il n'en est pas de plus autoritaire.

Georges Ravon.

LES ARRESTATIONS ET L'ÉPURATION

Bernard Henri Lecornu, ancien sous-préfet de Châteaubriand, qui signa la lettre que nous avons reproduite hier, a été écroué à Fresnes.

Le journaliste Louis-Léon Martin, rédacteur à « Aujourd'hui » et aux « Nouveaux Temps », arrêté le 13 octobre dernier, avait été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu. Il y est décédé hier matin sans avoir pu être entendu.

Les fonctions d'administrateur de la Banque de l'Indochine sont retirées à M. Paul Baudouin.

L'ex-secrétaire général du R.N.P. Georges Albertini se prétend de bonne foi

Ancien secrétaire général du R.N.P., Georges Albertini, ex-directeur du cabinet de Marcel Déat, a été interrogé hier.

L'inculpé prétend avoir agi de bonne foi, mais reconnaît, pourtant, ses erreurs passées. A l'en croire, il n'aurait rien à se reprocher, et c'est la raison pour laquelle il n'a pas quitté Paris, ainsi que l'y conviait son patron...

◆

Nouvelles brèves

— Le dimanche 22 août, à 10 heures du matin, aura lieu à la Faculté de Médecine une cérémonie commémorative organisée par le Comité national des médecins français pour honorer la mémoire des quatre médecins fusillés par les Allemands à Châteaubriand en octobre 1941.

— « Ceux de la Résistance » organisent un grand meeting le dimanche 29 octobre, à 14 h. 15 précises, à la salle Pleyel, avec les principales personnalités de la Résistance.

M. Saillant, président du C.N.R., et de nombreux orateurs des différents mouvements prendront la parole sur le thème suivant : La France en guerre doit forcer sa place dans la victoire.

LES FAUX F.F.I.

M. Gaston Cognart, 15, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, a reçu la visite de cinq faux F. F. I. qui effectuèrent une perquisition et dérobèrent 80.000 francs en billets de banque et des bijoux d'une valeur de 50.000 francs.

LES COURSES

Un incident sur le champ de courses du Tremblay

La réunion d'hier, au Tremblay, a failli ne pas avoir lieu. Il avait été accordé au personnel du Pari Mutuel une indemnité de 50 francs, dont 20 francs à titre temporaire pour le temps du plus grand manque de transports. Le Métropolitain marchant à nouveau, le personnel fut avisé que ces 20 francs lui étaient supprimés. Sur quoi il décida de s'abstenir. Une conversation s'ensuivit, qui fut empreinte de quelque incertitude, et l'on crut d'abord que la réunion aurait lieu sans Pari Mutuel, ensuite qu'elle n'aurait pas lieu du tout. L'intervention de tiers remit tout en question.

En fin de compte, l'on termina par où l'on aurait dû commencer, et l'on annonça que l'indemnité intégrale était maintenue jusqu'au 22 octobre inclus. La réunion se déroula alors sans incident, avec une heure de retard.

◆

RESULTATS DU 20 OCTOBRE AU TREMBLAY

Prix de la Méditerranée. — 1. Chérubin II (G. Kimpe); 2. Vers l'Amour (A. Tucker); 3. Sud Express (L. Flavien). G. 21. P 14. 35. 35.

Biennal de Maisons-Laffitte. — 1. Lama (G. Kimpe); 2. Mikaéla (C. Sautour). G. 25 P. 18. 42. Jumelé : 145.

Prix du Danube. — 1. Tronquator (H. Signoret); 2 Baghirati (G. Duforez); 3. Nonant Le Pin (A. Rabbe). G. 103 P. 29. 17. 20.

Critérium de Maisons-Laffitte. — 1. Anne Comnène (R Bertiglia); 2. Bluelass (M. Allemand). G. 16. P. 12. 19. Jumelé : 56.

Prix du Rhône. — 1. Tribi (P. Francolon); 2 Woodcutter (C. Maire); 3. Nichilodas (R. Blot). G. 76. P. 23. 49. 61.

Handicap de la Seine. — 1. As You Like It (P. Blanc); 2. Soleil Roi (M. Lollierou); 3. Skye (R Bertiglia). G. 77. P. 25. 35. 24.

AUJOURD'HUI A 13 h. 30 A AUTEUIL

Prix de Saint-Germain : **Fosse Louvière. Fleet Night.**

Prix Styrax : **Algarade. Csinos.**

Prix Congress : **Pré d'Automne. Bamastre.**

Prix Vieux Rouen : **Vital. Daring.**

Pirx Chalet : **Nack. Le Daim.**

Prix le Nageur : **Emprunt. Semper.**

Prix Montgeroult : **Viceroy Vasistas.**

Demain, à 13 h .30, courses au Tremblay. (Le prix de l'Arc de Triomphe.)

Informations pratiques

Les télégrammes à destination de l'Afrique du Nord et des colonies doivent être visés

Les télégrammes à destination de l'Afrique du Nord et des colonies françaises, à l'exception de l'Indochine, ne sont acceptés dans les bureaux de poste qu'après avoir été visés par les commissaires de police des quartiers. Les expéditeurs de ces télégrammes devront justifier de leur état civil.

Les engagements dans l'armée

En vertu d'une ordonnance parue au « Journal Officiel », les jeunes gens âgés de dix-sept ans révolus pourront contracter des engagements à long terme ou des rengagements s'ils sont déjà mobilisés.

— La conférence que fera aujourd'hui à 17 heures à la Sorbonne, M. André Istel, délégué français à la conférence monétaire et financière des Nations Unies, sur « l'or et le franc », aura lieu au Grand Amphithéâtre au lieu de l'Amphithéâtre Richelieu

«LA VIE EST UN SONGE»

au Théâtre Sarah-Bernhardt

AU Théâtre Sarah-Bernhardt, on reprenait hier *La Vie est un songe*, de Calderon, adaptée par Alexandre Arnoux. En voici le thème :

Basile, roi de Pologne, a un fils, mais venu au monde sous un signe si désastreux et les présages de tels crimes qu'il l'a fait, dès son enfance, cacher et enchaîner. Cependant, Basile a un scrupule. Un homme ne peut-il vaincre la destinée qui lui est promise ? Basile a donc résolu d'endormir Sigismond, puis de le tirer de sa prison et de le placer un seul jour sur le trône. Le captif s'éveillera roi et, sur l'heure, sa hideuse nature se donne libre cours. L'épreuve est concluante. Basile le fait ramener endormi dans sa tour où son fils s'imaginera avoir rêvé ces événements. Mais le bruit de son existence s'est répandu dans le royaume et une faction se forme qui libère le prisonnier et lui demande de se mettre à sa tête. Sigismond consent à conduire l'armée rebelle, quoiqu'il doute encore de la réalité de ses actes. Les troupes de Basile sont taillées en pièces. Sigismond s'empare du sceptre, ne sachant s'il rêve quand il est prisonnier ou quand il est souverain, car... « la vie entière de l'homme n'a pas plus de consistance qu'un songe ».

◆

La pièce atteint par moments une certaine grandeur.

Alexandre Arnoux a su lui conserver son caractère espagnol à la fois populaire et dramatique, et si le sujet ne nous touche guère, c'est à Calderon qu'il faut s'en prendre. On ne sent point à travers les mots de ses personnages transparaître leur angoisse humaine.

Cette reprise nous permet de revoir les costumes autrefois réalisés par Etienne de Beaumont pour les représentations de *Roméo et Juliette*, d'après les maquettes de Jean Hugo.

A.-M. Jullien anime avec intelligence le rôle de Sigismond, auquel il prête sa chaleur et sa foi.

M. Dullin est le Roi ou plutôt, comme depuis très longtemps déjà, quelqu'un qui nous rappelle que Dullin a été.

Le Boulevardier.

LE COURRIER DES SPECTACLES

PROGRAMMES

THEATRES

Ambigu, 19 h 30, Pauvre chéri.
Antoine, 19 h. 15, Dame de minuit.
Apollo, 19 h. 15, M. de Falindor.
Atelier, 15 h. 30, 19 h. 15, Antigone.
Athénée, 19 h., Les Amants Terribles.
Bouffes-Parisiens, 15 h., 19 h., J3.
Capuc., 19h.,Col. et le Chat-Tigre(gala)
Châtelet, 18 h., 45, Rose-Marie (prem.).
Com. Ch.-Elys.,19h.,Je vivrai un gd am.
Grand-Guignol, 15 h., Nounouche.
Gymnase, 19 h. 15, Souvent fem. varie.
Hébertot, 18 h. 45, La D. aux Camélias.
Th. Labruyère, 16 h. 30, Evocat. music.
Mathurins, 19 h., Le Malentendu.
Marigny, 19 h., Là-Haut.
Michel, 19 h., Le Sexe Fort (prem.)
Mogador, 15 h., 19 h., Ta Bouche.
Moncey, 19 h., Clochemerle.
Nouveautés, 19 h., Gringalet.
Œuvre, 19 h., La Danse de Mort.
Palace, 15 h., 19 h. 20, Un Don Juan.
Palais-Royal, 19 h. 30, Moumou.
Th. de Poche, 19 h., Voy. dans la nuit.
Potinière, 19 h., Les 2 « Mr » de Mme.
Pte-St-Mart.,15 h.,19 h., Ecole des Fats.
Renaissance, 19 h. 30, L'Emprise.
Sarah-Bernh.,19h.,La Vie est un Songe.
Studio des Ch.-Elys., 18 h., Hyménée.
Variétés, 15 h., Au Pays du Soleil.
Vieux-Colombier, 15 h., Les Fourberies de Scapin, 19 h. 15, Huis Clos.

MUSIC-HALLS

A. B. C., 15 h., 19 h. 15, Pierre Dac.
Alhambra, 15 h., 20 h., Burlesque 44.
Bobino, 15 h., 20 h. 30, Andrex.
Cigale, 15, 20 h. 45, V'là l'beau temps.
Etoile, 15 h., 19 h. 45, Reine Paulet.
Lancry, 15 h., 19 h., André Pasdoc.
Lido, 16 h.30, Danc., 20 h.30, Rev. Danc.
Luna-Park, 14 h. 30, Attr., Dancing.
Nouveau Cirque (Pte Maillot), 16 h.
Mayol, 20 h., Revue M. Belette.
OEil de Paris, 20 h., Jean Rigaux.
Tabarin, 21 h. 30, Dancing.
Tyrol, 15 h., Var., Din., Spect., Danc.

CHANSONNIERS

Dix-Heures, 22 h., Changeons d'ère.
2-Anes, 15 h., 20 h. 30, Ouf ! on respire.
Lune Rous., 20 h., J. Marsac, Mauricet.

CIRQUES

Médrano, 15 h., 19 h. 30, Little Walter.

CINEMAS

Rex, 16 h., 21 h. 30, Eve a commencé (D. Durbin, Ch. Laughton).
Avenue, 15 h., 21 h. 30, Eve a commencé (D. Durbin, Ch. Laughton).
La Pagode, Les hommes en blanc (version originale, sous-titres français).
Delambre, Un vieux gredin (v.o., s.t.f.).
Récamier, David Copperfield (version originale, sous-titres français).
Sèvres-Pathé, L'amiral mène la danse (vers. originale, sous-titres franç.)
Napoléon, David Copperfild (version originale, sous-titres français).
Studio Bertrand, L'île au trésor (version originale, sous-titres français).
Raspail-Pal., La Lég. des Damnés, att.
César, **Français**, Tempête.
Lord Byron, Gibraltar.
Colisée, L'Américain pur sang.
Marivaux, Coup de tête.
Biarritz, Six destins (Ch. Boyer).
Aubert-Palace et Club des Vedettes, 2e Bureau contre Kommandantur.
Balzac, Helder, Vivienne et Scala, Victoire du désert, Salut à la France.
La Royale, Le Triomphe et Ciné-monde, Femmes en mission.
Studio Parnasse, Goupi mains rouges.
Ciné-Presse, Ciné Opéra et Bonaparte, Ceux qui serv. sur mer (N. Coward)
Madeleine, La 8e f. de Barbe-Bleue.
Normandie, 24 h. de guerre en U.R.S.S.
Ermit. et Cinécran, La marine triomp.
Impérial, Pontcarral.
Paramount, L'enfant de l'amour.
Portiques, La Marseillaise.
Moulin-Rouge, Gibraltar.
Gaumont-Palace, La bataille de l'or.
Caméo, La Marseillaise.
Max-Linder, L'Arc-en-Ciel.

LE NOUVEAU RÉGIME DES CINÉMAS

Le ministère de la Production industrielle et le ministère de l'Information communiquent :

A partir du samedi 21 octobre inclus, les salles de cinéma de Paris et des départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne sont autorisés à :

1° Fonctionner tous jours de la semaine en soirée à partir de 21 h. 30 ;

2° Donner le samedi, en matinée, deux séances entre 13 h. 30 et 19 h. 30 ;

3° Fonctionner en « permanents » le dimanche à partir de 13 h. 30.

LE RAVITAILLEMENT

Du sucre pour les nouveaux J-3

Les enfants appartenant à la catégorie J2 qui passeront dans la catégorie J3 d'octobre à avril, et qui n'ont pas bénéficié de la distribution anticipée de 250 gr. de sucre, perçue au titre de cette nouvelle catégorie, auront droit à des tickets spéciaux de sucre d'une valeur de 250 grammes par mois.

Dispositions concernant le régime de suralimentation

A partir du 1er novembre les suppléments quotidiens alloués aux titulaires du régime de suralimentation seront de 45 grammes de viande et 15 grammes de matières grasses.

Les dispositions relatives à l'allocation supplémentaire de sucre aux malades soumis à ce régime sont supprimées.

Pour les détenteurs de la carte « Rescos »

Il a été décidé que pour le mois de novembre il ne sera pas fait de prélèvement de tickets ni de viande, ni de matières grasses lors de la remise aux détenteurs de la carte « Rescos » des feuilles de tickets spéciaux « plats cuisinés ».

POUR INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI

Pierre Laval et Gaillard-Bourrageas sont condamnés à mort par la Cour de justice de Marseille

Marseille, 20 octobre. — La Cour de justice de Marseille a consacré son audience d'hier à l'affaire du *Petit Marseillais*. A l'origine du procès se place la plainte des trois gérants du journal, MM. Savon-Perron, Samat et Delanglade, contre Jean Gaillard-Bourrageas, ancien directeur, pour détournement d'une somme d'environ dix-huit millions.

Gaillard-Bourrageas bénéficiait de hautes protections allemandes. Il en profita pour se dresser en accusateur des trois gérants du *Petit Marseillais*, et avec la complicité de Lejeune, propriétaire de journaux et conseiller technique de l'ambassade du Reich, les fit arrêter par la police ennemie.

M Guichard, président du conseil de surveillance du quotidien méridional, s'entremit pour faire libérer les trois détenus. Il s'adressa à Pierre Laval, chef du gouvernement, qui se fit fort de lui donner satisfaction, si la plainte en détournements, déposée contre Gaillard, était retirée par les trois gérants. Ceux-ci, déprimés par quatre mois de détention, se laissèrent arracher la signature exigée et furent libérés.

Mais la justice n'acceptait pas de se dessaisir de l'affaire en cours et de rendre un non-lieu en faveur de Jean Gaillard. Laval intervint à nouveau et fit signer au maréchal Pétain un décret d'amnistie individuel au bénéfice de Gaillard.

Le crime d'intelligences avec l'ennemi, de Pierre Laval, Jean-Gaillard-Bourrageas, Lejeune et Chambrot, ce dernier, expert comptable, complice des précédents, apparaît nettement.

Pierre Laval et Jean Gaillard étant en fuite, la Cour disjoint leur cas, les juge par contumace et les condamne à la peine de mort.

Après quoi l'audience a été reportée à aujourd'hui pour réquisitoire et jugement en ce qui concerne les deux autres accusés.

A propos de l'exécution de Platon et Darquier de Pellepoix

Certains journaux se sont faits, à plusieurs reprises l'écho d'une information annonçant la condamnation à mort et l'exécution à Limoges, dans le courant de ce mois, de Darquier de Pellepoix et de l'amiral Platon.

Présentée sous cette forme, la nouvelle n'est ni exacte ni complète.

En ce qui concerne l'amiral Platon, son exécution remonterait, précisent les milieux autorisés, au 16 août 1944. D'après un rapport émanant des F.F.I. [illegible], en effet, l'amiral Platon aurait été arrêté le 21 juillet, dans sa propriété de Pujols (Gironde). Jugé par un conseil de guerre de la Résistance, présidé par un lieutenant-colonel, Platon fut condamné à mort, puis exécuté. On possède, paraît-il, une lettre de lui dans laquelle il annonce à sa femme, sa condamnation à mort « pour intelligence avec l'ennemi ».

Quant à Darquier de Pellepoix, son exécution aurait eu lieu en Gironde. Mais aucun détail n'est parvenu sur les circonstances qui auraient entouré sa mort. — (A.F.P.).

O O

Les tribunaux militaires régionaux ont prononcé les condamnations à mort suivantes :

Cherbourg : Grombe Daniel, Roger Henri.

Angers : Prodhomme, Babin, Poulet.

Orléans : Hemplitz.

Mende : Commandant de gendarmerie Bruguière, l'ancien préfet Dutruch.

Clermont-Ferrand : Maucour Antoine, Aton Guy, Gery Roger.

Vichy : Glacet Georges, Parraud Marcel, Buffet Jean, ex-directeur des services de la police de sûreté, Doucet Paulette.

Tribunal militaire de la 2e division blindée : Vincent Victorien.

Villeneuve-sur-Lot : Le militien Jounerat.

LES CO

Un incident sur le champ de courses du Tremblay

La réunion d'hier, au Tremblay, a failli ne pas avoir lieu. Il avait été accordé au personnel du Pari Mutuel une indemnité de 50 francs, dont 20 francs à titre temporaire pour le temps du plus grand manque de transports. Le Métropolitain marchant à nouveau, le personnel fut avisé que ces 20 francs lui étaient supprimés. Sur quoi il décida de s'abstenir. Une conversation s'ensuivit, qui fut empreinte de quelque incertitude, et l'on crut d'abord que la réunion aurait lieu sans Pari Mutuel, ensuite qu'elle n'aurait pas lieu du tout. L'intervention de tiers remit tout en question.

En fin de compte, l'on termina par où l'on aurait dû commencer, et l'on annonça que l'indemnité intégrale était maintenue jusqu'au 22 octobre inclus. La réunion se déroula alors sans incident, avec une heure de retard.

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. : TAITBOUT 70-80
QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 202
2 fr.
Mardi 3 octobre 1944
277e jour de l'année. - Demain : St François

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Le discours de Lille annonce le vrai socialisme français

Directeur: Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

Grande offensive alliée dans la région d'Aix-la-Chapelle

Un ami de toujours nous parle

CES derniers temps, l'opinion française s'est émue de certaines informations tendant à faire croire que la France serait écartée d'un problème l'intéressant au premier chef : le problème allemand; et de sa participation matérielle aux solutions adoptées pour son règlement.

Winston Churchill vient de parler de notre pays à l'occasion d'un exposé général où avec sa loyauté coutumière il rendit hommage à TOUS nos Alliés, grâce à qui nous vivons ces heures de victoire.

Ses déclarations sont sans équivoque et nous devons les accueillir en bloc avec tout l'esprit d'amitié profonde pour la France qui s'en dégage.

Je cite textuellement :

« Rien n'a causé autant de joie en Grande-Bretagne et dans tout l'Empire, que la nouvelle de la libération de la France. J'AI TOUJOURS EU LE SENTIMENT QUE LA FRANCE ETAIT EN MESURE DE RETROUVER SA GRANDEUR ET SA PUISSANCE. J'ESPERE QUE, DANS UN AVENIR PROCHE, LA FRANCE POURRA REPRENDRE SA PLACE DANS LES CONSEILS DES NATIONS ALLIEES.

Dans ma première déclaration à la Chambre, j'ai parlé de l'importance d'inclure des représentants de la France dans toutes les discussions concernant la frontière du Rhin et le règlement général du problème allemand. »

Est-il utile de rappeler aux Français comme Winston Churchill le rappela devant les Communes qu'il fut pendant 40 ans le zélé propagandiste de l'union des forces de nos deux pays.

Est-il utile de rappeler aux Français que, comme il en fait lui-même l'historique, après la confusion qui suivit la « paix » de Versailles, Winston Churchill, même en minorité, fut l'avocat sans défaillance de la cause de la sécurité française.

Enfin, est-il utile de rappeler que Winston Churchill fut le soutien précieux de la poignée d'hommes qui en juin 1940 étaient la France Combattante, et de Charles de Gaulle leur chef. Pendant quatre ans, à travers toutes les vicissitudes du combat, ce soutien ne se démentit jamais.

En Angleterre, quand une alliance se conclut, une habitude est de dire :

Pour le meilleur comme pour le pire.

Cette maxime nationale, Churchill et l'Angleterre l'ont fidèlement appliquée à notre égard.

Et j'en viens à parler de la partie du discours du Premier Ministre ayant trait à notre politique intérieure.

Certes, dans ce domaine, certains esprits peuvent se montrer ombrageux en oubliant les choses suivantes :

Quand il s'agit d'un homme dont la ténacité, la foi opiniâtre dans la victoire finale rappellent notre Clemenceau. D'un homme qui fut notre avocat dans les jours de malheur où la France cherchait ses amis. D'un homme qui reste en son nom et, ne l'oublions pas, au nom de tout son pays, le plus chaud défenseur de notre rétablissement dans TOUS NOS DROITS de grande nation mondiale, l'on peut accepter quelques conseils sans que notre orgueil national se hérisse.

Winston Churchill fut le principal ouvrier de la fraternité franco-britannique qui succéda à l'Entente Cordiale.

Il mérite le titre de « citoyen français d'honneur ».

Et à ce titre a peut-être le droit de conseiller à notre démocratie renaissante, au Chef qu'elle s'est librement donné, et qu'il considère sans inquiétude, les moyens de s'affirmer pleinement devant tous.

J'ai parlé du passé et des heures présentes.

Pour la France, ce qui nous intéresse surtout, c'est l'avenir.

Et en même temps que nous confirmons ici notre gratitude et notre affection pour Churchill et pour le grand pays qui fut le rempart de l'humanité et le foyer de tant des nôtres, comme lui nous sommes certains que les forces conjuguées de la France et de la Grande-Bretagne seront plus que jamais nécessaires pour la paix du monde et la mission des démocraties.

P. RUHLMANN
Vice-président C. L. V.

A propos du problème juif

DANS mon article : « Notre attitude devant le problème juif » du 29 septembre, tenant à affirmer mon indépendance et l'indépendance absolue du journal, j'ai spécifié que « aucun de nos dirigeants ni rédacteurs n'étaient juifs ».

Certains de mes correspondants semblent en avoir conclu qu'une exclusive raciale a pu peser sur le choix de nos dirigeants et de nos rédacteurs.

Je tiens donc à affirmer que si nous ne comptons pas de juifs parmi nous, CE FAIT EST DE PUR HASARD ET NE COMPORTE AUCUN ENGAGEMENT POUR L'AVENIR.

AYMÉ-GUERRIN.

LES AFFAIRES DE CE "PAUVRE" MONSIEUR LAVAL

L'ascension de Laval est l'un des romans les plus singuliers de notre époque. En 1913, petit avocaillon sans aptitudes particulières, nul n'aurait soupçonné que cet individu pût arriver quelques années après à se faire entendre dans les conseils de gouvernement et à les présider; rien ne le désignait pour cela. On ne peut mieux le caractériser qu'en répétant une phrase assez dure qui lui fut adressée, un jour, où, Président du Conseil, il se rengorgeait à propos de sa fortune réalisée et de ses succès financiers et politiques et qu'il lui fut répondu :

« Evidemment vous avez réussi, et vous déclarez que c'est comme avocat que ce résultat a été obtenu, donc grâce aux connaissances juridiques qui vous sont presque inconnues, et grâce à votre talent oratoire qui est non moins réduit ! ».

Laval a fait son ascension par une série d'intrigues, où son association avec Slaume, dont il a été déjà parlé, fut la base de sa fortune financière, comme ses relations avec Jean Chiappe, rédacteur, avant 1914, au ministère de l'Intérieur, l'aidèrent dans sa fortune politique; puis son intimité avec André Vincent, qui dégringola avec la B.N.C., l'assura dans tous les milieux d'affaires, malgré les avatars que Laval dut supporter au moment de la faillite de cet établissement.

Alors ce fut la montée vertigineuse et que d'affaires !!!

La première réalisée fut le rachat du *Moniteur du Puy-de-Dôme*, à Clermont-Ferrand, et de son imprimerie, que la famille Darmont Louis avait laissé dépérir, et auquel l'influence de Laval apporta une résurrection, car ce fut le rabattage, à l'influence, des imprimés des compagnies maritimes, des sociétés d'assurances qui n'osaient refuser leurs commandes à un ministre d'hier ou de demain !

La bonne « combine »

Mais ce journal marchait mal, il lui fallait de la publicité pour le renflouer; même travail d'influence ou de pression sur l'Agence Havas et autres organismes de publicité, et constitution d'une entreprise publicitaire spéciale, combine bancaire et commerciale entre Laval et Forgeot, aussi député et avocat à l'époque, qui, sous le titre de « Crédit commercial de publicité » s'incorpora, dans des conditions spéciales de gros budgets de propagandes diverses.

Laval est maintenant au point de chute, mais il détient la majorité de cette société de publicité, et Forgeot préside aux voitures Hispano-Suiza, et leur entreprise détient également les contrats de publicité dans les voitures de chemin de fer et du métro.

Mais on comprendra encore mieux cette histoire quand on saura que le directeur de cette entreprise touche de près au *Petit Parisien* et que cette personne, en contact continu avec Laval, a renseigné celui-ci quand, sous le couvert de Slaume, il a préparé, en combinaison avec les Polignac-Paul Dupuy, avec l'appui effectif de l'ambassade d'Allemagne, la reprise de cette organisation journalistique si attirante, ce à quoi il n'aboutit pas en raison de la résistance opiniâtre du gérant, lequel ne voulut désavouer ni son attitude de 1939, ni feu Elie Bois, ce dernier devant mourir réfugié à Londres en 1941, et ayant été l'un des artisans les plus énergiques de l'entente franco-britannique.

Ceci n'est qu'un premier chapitre des affaires Laval.

Mais il y a encore la radiodiffusion, et notre brave ami Février, qui fut ministre des P.T.T., pourrait en parler.

L'exploitation des sources ! les affaires immobilières ! les opérations financières ! les combines sur les vins par son dévoué factotum Neraud, de la *Revue des boissons* (qu'il nomma répartiteur des vins, puis quand le (pot)-de-vin eut débordé qu'il envoya comme attaché commercial à Barcelone, où, dit-on ce dernier partit, couvert de l'immunité diplomatique avec de nombreuses malles dont le contenu intéressait beaucoup Laval) !!!

Pauvre République d'avant et après juin 1940.

Les Allemands confirment que Pétain est en Allemagne

L'agence allemande D.N.B. a confirmé que Pétain avait été transféré de Belfort en Allemagne « pour la protection des véritables intérêts du peuple français ».

Le général prononce son discours du haut du balcon de la Préfecture
(Photo-Presse-Libération.)

Le voyage dans le Nord du général de Gaulle

Après Lille, le chef du Gouvernement a visité Lens et Arras

Partout il fut acclamé, et le discours qu'il prononça en sa ville natale est des plus importants

De l'envoyé spécial de **France libre**

Le soleil qui avait percé, hier, les nuages gris, à l'arrivée du général ne se montre pas et c'est sous une pluie fine qu'il parcourt la ville, après avoir assisté à l'office religieux célébré à l'église Saint-Michel.

Après avoir déposé une couronne au monument aux morts, le général se rend vers l'Hôtel de Ville. Il pleut toujours... et pourtant la foule est immense tout le long du trajet que le général parcourt à pied. Le beffroi se dresse dans la brume grise. Le hall, somptueusement décoré, accueille le général, qui pénètre au milieu d'une haie d'honneur formée par les enfants de la section de gymnastique municipale. Les hymnes nationaux des puissances alliées, la Marseillaise retentissent, les corps se tendent au garde-à-vous, les âmes s'élèvent dans une communion fervente.

« Honneur et Patrie, voici le général de Gaulle !... » Le capitaine Schumann est là !... C'est lui qui annonce le général, lui que nous avons si souvent entendu sur les ondes interdites.

Plus que le titre de citoyen d'honneur, que M. Cordonnier, maire de Lille, vient de conférer au général, plus que la remise du fanion du « Vieux Lille », quartier auquel appartient la maison natale du général, ces parades produisent une émotion profonde. Et le général parle à sa « grande, vieille, chère ville de Lille... »

Une salve d'acclamations, des chants folkloriques, exécutés par les chorales municipales, accompagnent le départ du général, qui ira, à pied, passer les F.F.I. en revue.

Le service d'ordre est organisé... mais inutile; l'admiration, le respect sont les vraies barrières qui maintiennent la foule...

Il est 11 heures. La foule immense attend sous la pluie les paroles du chef, et, du haut du balcon de la préfecture, le général de Gaulle parle en chef.

Le discours est interrompu par un tonnerre d'acclamations.

Et la Marseillaise retentit, chantée par les 20.000 personnes rassemblées sur la place.

« Nous avons pleuré, monsieur, me dit une habitante de Lille, qui nous a reçus d'une façon charmante, en entendant, à la radio, les paroles du général. » L'écho du chant national s'estompe... la foule se disperse après avoir vu de près celui qu'elle attendait, comme nous tous, depuis de si longues années.

A LENS

Lens, la ville martyre... les mineurs à la « barette » de cuir sont là, entourés des F.F.I. qui, là comme dans toutes les autres villes, rendent les honneurs.

Et c'est devant les ruines de la salle des fêtes qui se détachent dans le ciel que le général de Gaulle répond à M. Sion, maire de la ville.

« Nous voulons que la France soit plus sociale et emporte la victoire dans le labeur. J'ai l'honneur de saluer, au nom du gouvernement, la ville de Lens qui a tant souffert. »

A ARRAS

Grâce au capitaine Lefèvre, le premier officier français entré à Lille, nous avons pu suivre le général jusqu'à Arras. C'est du balcon du magnifique hôtel de ville de style flamand que le général s'adresse à la population massée sur la place carrée entourée de maisons flamandes qui forment un ensemble architectural unique. Les cloches du beffroi jouent le God save the King.

« Il y aura demain 35 ans, dit Charles de Gaulle, que je franchissais, comme jeune officier du 33e régiment d'infanterie, les portes de la caserne d'Arras. »

Après les paroles du général, la population entière chante d'une seule voix notre hymne national.

Et c'est le retour vers Paris... les voitures automobiles emportent le général et sa suite, pendant que nous reprenons l'autorail spécial qui nous attend sur la voie unique de la gare d'Arras dévastée. Vision qui nous montre une fois de plus la réalité de l'effort immense qu'il nous reste à accomplir pour relever la France de ses profondes blessures.

Georges JOUIN

(Voir en 2e page les extraits du discours prononcé à Lille par le chef du gouvernement)

Le général de Gaulle à Lens
(Photo-Presse-Libération.)

AU COMITE PARISIEN DE LIBERATION
LE RETABLISSEMENT DU METRO LE SAMEDI ET LE DIMANCHE EST ENVISAGE

Le Comité Parisien de Libération a tenu hier, à l'Hôtel de Ville, sa séance plénière hebdomadaire.

La question de la reprise de la vie économique a donné lieu à un débat.

L'assemblée a étudié un rapport sur l'électricité. Bien que la distribution de l'électricité demeure précaire, quelques améliorations ont été envisagées, notamment le rétablissement du métro le samedi et le dimanche.

De combien de membres se composera l'Assemblée consultative ?

Le Conseil National de la Résistance a demandé, on le sait, que le nombre des représentants de la Résistance à l'Assemblée Consultative soit augmenté. De son côté, M. Gouin, président de l'Assemblée, demande que soit doublé le nombre des sièges réservés aux parlementaires.

M. Jeanneney, ministre d'Etat, étudie en ce moment ces différentes demandes. Il présentera bientôt un projet de remaniement au Gouvernement qui statuera en dernier ressort et qui décidera en même temps du lieu où se réunira l'Assemblée.

La Cour de justice fonctionnera dès le 11 octobre

La Cour de justice de la Seine, chargée de juger les menées antinationales, tiendra ses assises rue Boissy-d'Anglas, dans les locaux mêmes où le tribunal militaire allemand condamna des milliers de patriotes.

La séance inaugurale aura lieu au Palais, le 11 octobre.

Après la victoire, le boxeur Omar le Noir, nouveau champion des poids légers, sourit de toutes ses dents.

(Lire nos informations sportives en deuxième page)

LA RENTREE SCOLAIRE
M. Capitan trace *le programme moral* de l'Enseignement

A l'occasion de la rentrée scolaire, M. Capitan, ministre de l'Education nationale, a prononcé une importante allocution radiodiffusée. S'adressant plus spécialement aux membres de l'enseignement, auxquels il a rendu hommage pour le rôle patriotique qu'ils ont joué dans la Résistance, il a dit notamment :

« Demain s'ouvrira la première année scolaire de la France libérée. Elle s'ouvre dans la joie qui ruisselle encore sur notre pays après la grande vague de la liberté reconquise. Elle doit s'accomplir dans l'effort que nous imposent les grandes tâches de la reconstruction nationale.

De profondes réformes sont nécessaires dans la structure et dans les méthodes de notre enseignement. Ces réformes, l'année qui vient doit nous permettre d'en dessiner fortement le plan et les modalités de réalisation.

Mais, dès la rentrée, dès demain, il faut que votre action éducatrice se fasse sentir. Enseignez la vérité. Redressez la vérité qui, en tout domaine, a été si odieusement déformée. Et d'abord refaites l'histoire des années tragiques que nous venons de vivre. Expliquez comment une nation peut périr, comment elle peut revivre, comment elle peut survivre.

Enseignez à vos élèves les vertus de la liberté. Faites-leur comprendre que la liberté est la condition de l'ordre et de la justice dans la nation.

Enseignez-leur les devoirs que comporte la liberté, devoirs envers soi-même, devoirs envers autrui, devoirs envers les grandes valeurs spirituelles qui dominent et guident l'humanité. »

Il a terminé en demandant aux maîtres de donner à leurs élèves l'habitude du travail.

La rentrée à la communale s'est effectuée sous le signe de la République

Petits et grands de la « communale », serviette au bras, souliers-galoches bien cirés, sont rentrés à l'école.

Ils ont vu que « ce n'était plus la même chose » : les instituteurs et institutrices avaient un meilleur visage, avec le sourire naturel des gens libres... et cette rentrée des classes avait un petit air de fête !

Dans maintes écoles, la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » est déjà inscrite comme un programme. Et la photo du général de Gaulle remplace les figures gênantes des gens de Vichy.

Les gosses, dans la cour de récréation, prennent, pour raconter les exploits de tel membre de leur famille ou tout simplement ce qu'ils ont vu et entendu pendant la Semaine Héroïque, l'air important de gens qui ont vécu de grandes journées.

Dans la classe, les leçons ont pris une allure plus intime, à cause du petit nombre des « rentrés ».

Les écoles, en général, comptent la moitié ou les deux tiers de leurs effectifs normaux. Certaines classes sont presque vides, tel le cours préparatoire d'une école de filles qui compte 3 élèves au lieu de 30 en temps normal.

Heureusement, le mois d'octobre ne sera qu'un mois de révisions, en attendant le retour des absents.

La question du chauffage des locaux et celle des fournitures scolaires seront, paraît-il, résolues d'ici peu.

LA GESTAPO PARISIENNE
Une liaison radiophonique clandestine entre l'Algérie et le Bois de Boulogne

C'est Lafont qui l'avait réalisée

La dangereuse activité de Lafont s'étendait à tous les domaines. Ses déclarations et les investigations de la police judiciaire révèlent son rôle dans l'installation d'un poste de TSF clandestin.

C'est ainsi qu'en 1940 le Dr Otto, chef des services allemands à l'hôtel Lutetia, proposa à Lafont de s'occuper de l'installation secrète d'un poste émetteur-récepteur en Algérie.

Lafont, en compagnie de ses acolytes Clavié, Pagnon et de deux Allemands, débarqua en Algérie et rechercha une propriété susceptible d'abriter l'installation radiophonique. Un nommé Clément en ayant offert une au cap Doumia, à 170 km. d'Alger, ils s'y installèrent. Le poste fonctionnant, Lafont revint en France. Il apportait à Otto des documents concernant les mouvements et le moral de nos troupes coloniales.

Lafont, accompagné d'un nommé Venturini, repartit pour l'Algérie. Ils rejoignirent Pagnon qui, aidé d'un Allemand, prénommé Gaston, dirigeait le poste.

Lafont joua alors le rôle d'agent de liaison entre Otto, à Paris, et le poste clandestin d'Algérie qui correspondait avec un autre poste clandestin installé dans le Bois de Boulogne.

Le traître fit la navette assez longtemps, par bateau et par avion. Puis il rentra en France définitivement.

Le poste du cap Doumia continua à « émettre » jusqu'au moment où, menacés d'être découverts, les « sans filistes » clandestins détruisirent le poste et l'enterrèrent.

Les autorités militaires algériennes parvinrent à arrêter Venturini et Pagnon. Ce dernier fut relâché, mais Venturini fut condamné à mort et exécuté. Quant à Clavié et « Gaston », ils parvinrent à rentrer en France avec la complicité d'un maître-d'hôtel du paquebot « Sidi-Brahim ».

L'émouvante lettre d'un supplicié de 16 ans

Le commissaire Tourne, de la section spéciale de la police judiciaire, a visité l'immeuble situé 3 et 5, rue Mallet-Stevens où, nous l'avons dit, se trouvaient les services annexes de la rue Lauriston ...et des chambres de torture. Il y avait quatre cellules pourvues d'énormes barreaux et de judas. Trois de ces cellules étaient numérotées et l'une d'elles comportait une baignoire pour immersions prolongées.

Dans une chambre du troisième étage, un câble électrique accroché aux barreaux d'un vasistas à 2 m. 50 du sol, servait à suspendre les suppliciés de la Gestapo.

Parmi tous les papiers saisis, le commissaire Tourne découvrit une liste de quinze noms ainsi qu'une lettre profondément pathétique d'un jeune garçon de 16 ans qui, en attendant son exécution, écrivait à ses parents :

« Je meurs pour la patrie en espérant une France libre et heureuse. Je ne veux ni bandeau ni liens et, devant la mort, je chanterai Sambre-et-Meuse parce que c'est mère qui me l'a apprise. ».

Pauvre gosse supplicié ! tu seras vengé.

Les poursuites contre les traîtres

Arrestation du général Guerrier de Dumat et du lieutenant-colonel Laugier

M. Tillon, ministre de l'Air, vient de faire arrêter et écrouer à Fresnes, sous l'inculpation de trahison :

1° Le général de brigade Henri Guerrier de Dumat, ancien chef du cabinet militaire du général Bergeret, nommé général par Vichy, collaborateur notoire. On lui reproche d'avoir, lors de la libération de l'Afrique du Nord, fait rejoindre, aux formations placées sous ses ordres, la base d'Ambérieu, où les équipages furent désarmés et internés par les Allemands ;

2° Le lieutenant-colonel Laugier, adjoint du général Guerrier de Dumat, qui a notamment empêché les officiers, sous-officiers et soldats placés sous ses ordres de participer à la libération de Paris.

La bataille reprend

Aujourd'hui, la bataille a repris autour d'Aix-la-Chapelle. Berlin va plus loin et n'annonce pas moins que l'offensive générale alliée contre la ligne Siegfried. De source anglaise, on signale que le général Eisenhower a, dès à présent, massé plus de trois millions d'hommes sur les 700 km. qui s'étendent de la Hollande à la Suisse. Quoi qu'il en soit, depuis trois jours, des signes multiples annonçaient un fait nouveau : l'offensive en direction d'Aix-la-Chapelle semble bien n'en être que le premier acte.

Colonel F.

DERNIÈRE MINUTE

Les premiers succès de la nouvelle offensive

L'offensive déclenchée par les Américains au nord d'Aix-la-Chapelle se déroule sur un front de 10 kilomètres. Les bombardiers alliés et l'artillerie ont pilonné les positions ennemies durant deux jours et deux nuits. De nombreux ouvrages de la ligne Siegfried ont été détruits.

L'assaut contre Dunkerque

L'assaut contre Dunkerque est commencé. Les batteries alliées martèlent les défenses extérieures de la ville qu'une garnison de 15.000 Allemands défend.

Les Canadiens ont atteint la Hollande

Au nord de Turnhout, les Canadiens ont atteint la frontière hollandaise en deux points. Ils l'ont largement dépassée au nord de Merkplat.

Le pilonnage intensif de la ligne Siegfried

Comme chaque jour, 1.200 bombardiers américains, escortés de 500 chasseurs, ont attaqué les arrières de la ligne Siegfried, coupant les voies de communications. Cologne, Cassel et Ham ont été parmi les principaux objectifs attaqués.

Avance britannique au delà d'Hoff

Le saillant occupé par la 2e armée britannique dans la région de Nimègue s'est élargi vers l'ouest, les Alliés ayant avancé au delà d'Hoff.

En Finlande

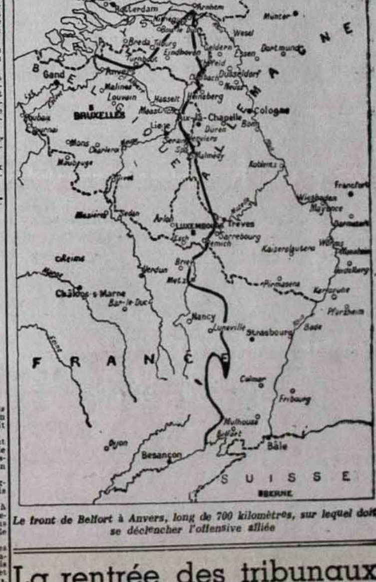
Plus de 30.000 km. carrés de la Finlande sont maintenant débarrassés d'Allemands. Les Finlandais ont libéré plus de 20 gares sur deux lignes ferrées.

Vers la libération de la Grèce

Les forces britanniques ont débarqué dans l'île de Cythère, entre la Crête et le Péloponèse, ainsi que sur deux autres îles au large de la Crête. C'est la première phase de la libération de la Grèce qui commence.

En Lettonie

A l'est de Riga, les troupes soviétiques ont maintenant pratiqué une brèche large de 90 km. dans les positions allemandes.



Le front de Belfort à Anvers, long de 700 kilomètres, sur lequel doit se déclencher l'offensive alliée

La rentrée des tribunaux

Le premier président Picard prononce une vibrante allocution

La rentrée des tribunaux s'est déroulée, hier, au Palais de Justice, avec le cérémonial accoutumé.

A la Première Chambre de la Cour d'appel, le premier président Picard a prononcé une vibrante allocution, disant notamment :

« Après la libération de Paris et de l'ensemble du territoire, il n'est pas de tradition qui puisse étouffer le cri de délivrance qui monte de notre cœur à nos lèvres...

Aux deuils et aux ruines accumulés, s'ajoute la souffrance poignante de nous trouver encore séparés de tant de prisonniers, de travailleurs français, de déportés [illegible] pour [illegible] raisons politiques. Mais si l'épreuve reste cruelle avec son cortège de privations, de déchirements, de tortures morales, l'abomination a cessé. Les armées françaises et alliées, l'héroïsme de la résistance intérieure, la clairvoyance tenace de ceux qui n'ont jamais connu le désespoir pour effacer l'humiliation de 1940, ont ramené la force au service du droit.

Nous sommes maintenant entre Français. C'est dans une atmosphère purifiée, où la liberté se respire, que je vous convie à reprendre nos travaux avec cette conscience, cette minutie qui nous sont familières, mais aussi avec un esprit de larges [illegible] humanisé qui rapprochera la justice des justiciables pour qui elle est faite. »

Le procureur général Boissarie et l'avocat général Raimbault ont ensuite fait l'éloge des magistrats morts au cours de l'année.

*

A la Première Chambre du Tribunal civil, le président [illegible] a prononcé le discours d'ouverture.

Le procureur de la République Vassard a fait l'éloge du substitut Parodi, membre du groupe Libération-Nord, qui, arrêté et dénoncé par les Allemands en février 1942, mourut en prison à la suite des souffrances endurées.

Le procureur de la République Vassard est lui aussi, un héros de la Résistance, car il a fait le coup de feu sur les barricades.

Le concours pour Polytechnique

Les épreuves écrites du concours d'admission à l'Ecole Polytechnique commenceront le vendredi 5 janvier 1945.

Les candidats déjà inscrits doivent confirmer leur inscription.

Le concours sera ouvert aux candidats nouveaux justifiant avoir été empêchés par des circonstances de guerre de faire acte de candidature en mars. Ils doivent se faire inscrire avant le 1er novembre.

EN ATTENDANT MIEUX...

(Photo France-Presse.)

L'ex-inspecteur Bony, de la Gestapo parisienne, a comparu hier en correctionnelle sous l'inculpation de vol simple. Il connaîtra bientôt un autre prétoire : la Cour de justice

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tel. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tel. : TAITBOUT 70-80

QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 230

2 fr.

Samedi 4 Novembre 1944
309e jour de l'année. - Demain : Ste Bertil

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Le Carrefour de l'Armistice appartient à tous les Français. Tous les Français auront à cœur de contribuer à le restaurer.

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE REDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

LE CŒUR DE PARIS

UNE visite inattendue m'a inspiré les lignes douloureuses parues hier dans « France libre ». Combien je le bénis, ce blessé inconnu, au bras en écharpe, venu droit vers nous pour parler à Paris, au nom de nos soldats du front ! Je le bénis, car, dès la première heure, hier matin, j'avais de main la réponse de Paris. Elle m'arrivait de partout : du centre et des banlieues, par billets, par visites, par coups de téléphone hâtifs ; ce soldat sans asile, cent asiles se le disputaient : de tous les milieux on voulait le connaître et l'aimer.

Mais, de ces appels, celui qui m'a le plus profondément touché, c'est le vôtre, ô femme que je ne nommerai pas, épouse d'un de mes lieutenants que la Gestapo est venu cueillir, voilà juste un an, et qui s'en est allé vers Compiègne, puis vers l'Allemagne... Depuis de longs mois vous êtes sans nouvelles de lui; mais votre cœur n'a pas failli; et maintenant, ne pouvant rien pour votre soldat qui souffre du lointain exil, vous n'avez qu'un désir: soulager la misère des autres qui souffrent ici.

Alors je me tourne vers tous les hommes et toutes les femmes de chez nous: à tous les membres de cette grande famille « France libre » j'adresse, du fond de mon cœur, cet appel pour nos déshérités. Combien d'entre eux échouent à Paris, désemparés et misérables! Cette guerre a creusé de terribles blessures; dès familles sont ravagées ou dispersées; la Gestapo les a parfois saisies en entier, ou détruites dans le feu et dans le sang. Je vois cette lettre d'Oradour, écrite par la survivante d'une famille de vingt-trois personnes, qui n'avait même plus la force de pleurer sur des cadavres, et qui ne trouve même plus de cadavres sur lesquels pleurer: j'y lis encore : « Nous avons marché dans l'église, sur les cendres des nôtres, et c'est tout: nous ne pourrons même pas aller porter des fleurs sur leurs tombes. »

Que de misères et de solitude ! A des degrés divers, elles sont les mêmes pour beaucoup, surtout pour nos jeunes du maquis, devenus soldats réguliers et dont la famille a souvent payé le magnifique refus de la défaite.

Hommes et femmes de Paris, ouvrez-leur vos foyers: matériellement, ils ne demandent rien; c'est moralement que tout leur manque. Donnez-nous vos noms; acceptez de correspondre avec eux, de les aimer, de rompre, en un mot, cet isolement qui les déchire: ils ont tout supporté : les duretés du maquis, l'isolement, la mort même des êtres chers; ils sont prêts à souffrir encore : ils ne vous demandent que de les aimer !

AYMÉ-GUERRIN.

MÉDAILLON

M. RENE CAPITANT

ministre de l'Education Nationale

Le grand maître de l'Université, du Gouvernement Provisoire de la République Française, M. René Capitant, est l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Il possède donc l'expérience et les connaissances nécessaires pour présider aux destinées d'un ministère dont le rôle principal est de diriger et de former la jeunesse.

C'est lui-même qui, « jeune », étant né le 19 août 1901, à la Tronche (Isère).

M. Capitant, après de brillantes études, fut nommé en 1929 professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Strasbourg, où ses cours et conférences furent des plus remarqués.

Bientôt, M. Capitant décida d'aller étudier en Allemagne le Mouvement National Socialiste qui venait de prendre son essor. A son retour en France, il dénonça le danger devant lequel se trouvait notre pays s'il n'intervenait pas utilement.

M. Capitant prit alors la direction à Strasbourg du Centre d'Etudes Germaniques et suivit l'évolution de la nouvelle politique allemande, réunissant une importante documentation.

Devenu, en 1937, président du Comité de Défense des Intellectuels de la région strasbourgeoise, on le vit, à plusieurs reprises, prendre la tête de manifestations antinazies ordinaires, où il se révéla orateur éloquent et précis. L'année suivante, il prenait la tête du mouvement antinazi dénoncé par les diverses tendances qui se manifestaient.

En 1939, mobilisé, M. Capitant est à l'état-major de la 3e armée. Là, il fait la sensationnelle découverte de Charles de Gaulle. Les deux hommes sympathisent vite : leurs idées, leurs projets, leurs désirs sont bientôt réunis et en font de grands amis.

Après le honteux armistice signé par Pétain, M. Capitant, démobilisé, entre délibérément dans la Résistance et devient l'animateur d'un groupement clandestin.

En 1941, prévoyant ce qui devait se passer en Afrique du Nord, il obtient son transfert à l'Université d'Alger. Il continue en Algérie à mener le combat contre les ennemis de la France. Il fonde un mouvement de résistance et participe activement au putsch destiné à empêcher la débarquement de 1942 et à nommer Darlan. Il prend aussitôt nettement la tête du mouvement de protestation qui suit l'exécution de Darlan : et demande l'installation à Alger d'un gouvernement présidé par le général de Gaulle.

Depuis, M. Capitant continua, avec une ardeur inlassable, son action clandestine. Le 11 novembre 1943, le clandestin qui avait fait preuve de tant de grandes qualités et surtout d'énergie se voyait confier le poste de commissaire à l'Education Nationale.

Devenu ministre après la libération de Paris, M. Capitant, qui a déjà fermement en main les rênes du ministère de la rue de Grenelle, assume une lourde tâche qu'il saura conduire à bien.

Sur son initiative, de grands projets, de nécessaires réformes sont à l'étude et en bonne voie de réalisation. Le grand maître de l'Université fera donné pour mission de rajeunir l'Enseignement dans tous ses degrés. Donner le professorat dans un sens démocratique et de faire des cadres de la nation des étudiants de France de fervents patriotes, de grands citoyens, en qui le pays tout entier doit mettre son espoir.

Nicole RIGAL.

M. Roosevelt ne prévoit aucune accalmie sur le front durant l'hiver

Le président Roosevelt a prononcé jeudi soir, à la Maison-Blanche, son dernier discours radiodiffusé adressé aux électeurs américains.

« Au moment même où nous menons la principale phase de la guerre en Europe, a-t-il déclaré, notre progression dans le Pacifique en direction du Japon est de plusieurs mois en avance sur l'horaire prévu pendant l'hiver.

« En Europe, nous ne nous attendons pas à une accalmie cet hiver. Nous prévoyons au contraire une continuation de la lutte, tenant l'ennemi en perpétuel mouvement, afin de le frapper sans relâche et ne lui donner aucun répit, pour atteindre notre objectif final : Berlin.

« En Italie, malgré les difficultés d'un pays montagneux et la présence, entre nous des Allemands, les armées alliées continuent d'avancer régulièrement, démontrant la puissance de combat alliée dans une lutte lente et dure. »

L'emprunt de la Libération sera émis lundi

C'est un 3 0/0 perpétuel souscrit au pair en espèces et en bons du Trésor

Au cours du Conseil des ministres tenu hier soir, le gouvernement a décidé d'émettre, à partir du lundi 6 novembre, un grand emprunt de la libération. Cet emprunt sera un 3 % perpétuel, du même type que l'ancien 3 ½ avec lequel il formera un seul et même fonds. Il sera émis au pair et les souscriptions seront reçues en espèces et en bons du Trésor.

Sous une forme classique, mais plus révolutionnaire, c'est la première fois qu'un emprunt 3 % est émis au pair. Après 1871, Thiers émit l'emprunt de la Libération Nationale à 5 %, très au-dessous du pair. Au point de vue financier, l'emprunt nouveau est donc une innovation et la simplicité de sa formule plaira à l'épargne paysanne.

En lançant cet emprunt, le but principal du gouvernement n'est pas de couvrir des besoins immédiats. Certes, de vastes ressources financières sont nécessaires pour payer les dépenses de la guerre, comme celles de la reconstruction économique et de la rénovation sociale. Mais la trésorerie du pays n'a cessé de s'améliorer depuis la libération grâce à la bonne rentrée des impôts et grâce aussi au volume des souscriptions aux bons du Trésor.

Aussi, l'objet de l'emprunt est-il essentiellement de commencer l'assainissement monétaire en retirant de la circulation une partie de la masse des billets qui ont été émis pendant l'occupation ou à la faveur de l'armistice. Le pouvoir du gouvernement est que le peuple, après avoir puissamment et spontanément contribué à sa libération militaire, doit aussi prouver de sa bonne volonté financière.

Les nécessités qui s'imposeront ultérieurement, au gouvernement de demain, dans une large mesure, de la réponse qu'il va faire, par cet emprunt, à l'appel de confiance en elle-même qu'il lui adresse aujourd'hui.

Les doyens d'âge de l'Assemblée Consultative

M. CUTTOLI, octogénaire
M. STEEG, septuagénaire

L'un ou l'autre présidera la séance d'ouverture de mardi prochain

La première réunion, mardi, de l'Assemblée consultative provisoire va donc se dérouler dans la poussière des plâtres flottant à travers le Palais du Luxembourg. Cette perspective inquiète quelque peu M. Kata, qui, ne pouvant disposer pour l'instant des bureaux de la questure, livrés également aux ouvriers, tapissiers et peintres, qui, en pestant les couloirs, nous apprendre que la liste des membres de l'Assemblée n'était pas encore complète. Toutefois la disparition de noms manquant encore sur la liste, l'espérons que, mardi prochain, les 248 désignations seront arrêtées. En attendant, ce retard n'a pas manqué de provoquer des flottements dans l'attribution des pièces officielles de reconnaissance indispensables aux membres désignés pour siéger à l'Assemblée où s'y complète la fusion du sénat et conseillères de la Résistance.

La réunion de mardi sera une séance par excellence purement protocolaire. Elle sera présidée par l'un des deux doyens d'âge qui sont M. Cuttoli, sénateur octogénaire de Constantine, ou M. Steeg, sénateur septuagénaire de la Seine. Le choix de la séance suivante aura lieu la constitution effective du bureau, estime-t-on.

L'on présume, d'autre part, que l'Assemblée se réunira à l'avenir deux fois par semaine en commençant. Il est bien qu'appartiendra d'en fixer les jours, qui ne devront pas coïncider avec ceux des séances du Conseil des ministres.

Aujourd'hui même, aura lieu une « répétition générale », au Palais du Sénat, afin de familiariser les huissiers en particulier avec les fonctions qui les y attendent.

Le colonel LELONG condamné à mort

Il avait organisé la contre-résistance en Haute-Savoie

C'est à Annecy que s'est déroulé, hier, le procès de l'ex-intendant Lelong, ancien directeur du Maintien de l'ordre en Haute-Savoie.

Les débats étaient présidés par le colonel de la 11e région, Les défenseurs étaient MMes Francellet et Lacombre, du barreau d'Annecy.

Le colonel Lelong était accusé de trahison.

De fin janvier à mai 1944, avec 3.000 hommes sous ses ordres, il avait collaboré avec les agents de l'Allemagne et dirigé des opérations militaires contre des forces françaises de la Résistance.

Au cours de l'interrogatoire, on évoque la tragédie de la Forge, près de Thorens, où 18 jeunes gens périrent dans un incendie allumé par la milice, et un certain nombre d'arrestations, notamment celles de trois pasteurs, furent fusillés pour avoir lui un major allemand.

Pour ce qui est de l'affaire du plateau des Glières, Lelong plaida non coupable.

« J'étais, explique-t-il, entouré d'espions, je tenais consignes que lorsque Darnand visit à Annecy, il me représenta, sous une attitude équivoque, par l'état-major auprès de l'armée secrète. » (Lui laissa !)

Après un réquisitoire sévère du commissaire du gouvernement et une éloquente plaidoirie de Me Francellon, la Cour se retira pour délibérer et, après une demi-heure, rapporta un verdict condamnant Lelong à la peine de mort, à la dégradation civique et à la confiscation de ses biens.

UN GRAND REPORTAGE DE FRANCE LIBRE

Sur la Côte d'Azur

de la frontière italienne à Marseille

De notre envoyé spécial **A. de Gobart**

VII

La bataille pour Marseille

Marseille est blessée terriblement dans tous les faubourgs et au centre de la ville. La vieille cité, cette fois, connaît les horreurs de la guerre et sort de l'aventure durement touchée. Les Allemands, qui occupaient les forts à droite et à gauche du vieux port, se sont acharnés sur les vieilles maisons qui nous plaisaient par leur pittoresque coloré. Ils ont tiré sur toute la ville, mais surtout sur le centre de Marseille et sur les vieux quais, célèbres dans le monde entier. Tout manque pour essayer de reconstituer cette belle cité. Voilà un mois que le dernier Allemand est parti comme prisonnier et les fenêtres des hôtels n'ont pas encore de carreaux ! A l'hôtel Beauveau, ici, qualifiant comme les autres, les voyageurs enjambent des planches jetées sur des trous énormes, causés par les obus qui ont traversé l'hôtel de part en part et l'ont laissé pantelant après la dure bataille.

On connaît l'affaire ! Le général Montsabert était entré dans Marseille avec les tanks de l'armée de Lattre de Tassigny conduits par les F.F.I. de la région. Les Allemands occupaient les forts et les hauteurs qui encerclent la grande ville.

Le général allemand et l'amiral de la Kriegsmarine demandèrent, cependant à armistice. Le général Montsabert accepta de faire connaître ses conditions et les chefs allemands lui firent rendez-vous. Celui-ci fut assez vieux port, devant le restaurant Basso et le Cintrez, le long du quai des Belges. L'heure fixée était 16 h. 30.

Le général Montsabert et ses officiers se rendirent au rendez-vous, des bonnes minutes d'avance. Ils y furent bientôt rejoints par les officiers boches, aux aguets, virent arriver les officiers en question. Ils n'y prêtèrent mie au courant du rendez-vous. Ils ouvrirent un feu d'enfer, et les deux forts, dominant le temps que mirent les chefs allemands à faire cesser le feu, se déroulèrent et se taisèrent.

Les officiers se rendirent au rendez-vous, des bonnes minutes d'avance. Ils y furent bientôt rejoints par les officiers boches, aux aguets, virent arriver les officiers en question. Ils n'y prêtèrent mie au courant du rendez-vous. Ils ouvrirent un feu d'enfer, et les deux forts, dominant le temps que mirent les chefs allemands à faire cesser le feu, se déroulèrent et se taisèrent.

Le général Montsabert et ses

DEUX COMPLICES DE BONY ET LAFONT: un tueur et un "maquilleur" de cadavres sont arrêtés avec leurs maîtresses

Depuis quelque temps, on ne parlait plus beaucoup de la bande de la rue Lauriston dont les chefs doivent comparaître bientôt devant la Cour de Justice. Mais l'enquête se poursuivait ainsi qu'en témoignent les importantes arrestations qui viennent d'être opérées par les services du commissaire Clot.

Parmi les complices de Lafont et de Bony, Jean Sartol avait une effroyable spécialité : c'est lui qui était chargé de « maquiller » les victimes de la bande, afin de rendre impossible leur identification. Il leur coupait le bout des doigts pour supprimer les empreintes digitales et leur mutilait le visage.

Repéré à Montmartre, sous son pseudonyme de Jean le Chauve, il fut pisté jusqu'à l'auberge de Coignières, à quelques kilomètres de Saint-Cyr, où il vivait avec sa maîtresse, la danseuse Marthe Sybille, un autre complice de la Gestapo française, le tueur Gourari, dit Robert le Pâle, et la maîtresse de ce dernier, Carmen Fernandez.

Tous quatre furent arrêtés. On trouva sur Sartol des pièces d'officier F.F.I. établies à son nom véritable. Les femmes étaient couvertes de bijoux et possédaient 685.000 francs en billets neufs.

Cette journée fructueuse a donc fait marquer un nouveau pas à l'enquête menée par la brigade spéciale du quai de Gesvres. Jusqu'à présent, rien que dans l'affaire de la rue Lauriston, 58 mandats ont été délivrés : 129 arrestations ont été opérées et 67 dossiers ont été transmis au Parquet.

Sept agents de la Gestapo sous les verrous

Mais un important succès a été également remporté par les recherches concernant une autre branche au moins aussi importante de la Gestapo: celle de l'avenue Foch qui était, contrairement à la filiale de la rue Lauriston, entièrement dirigée par les Allemands. Elle occupait de nombreux immeubles de l'avenue.

Au n° 84, sous l'autorité du commandant Kiffer, se trouvait un service dirigé par le Dr Goetz, qui s'occupait de la radio clandestine et du contre-espionnage. Dans les caves de l'immeuble, un poste émetteur avait été installé et les Allemands avaient réussi à le camoufler en poste clandestin et à entrer en contact avec la radio de Londres. Ils étaient ainsi avertis de nombreux parachutages et allaient eux-mêmes prendre livraison des armes et arrêter les parachutistes.

A ce service appartenaient plusieurs Français, et notamment les deux frères Ledanseurs et les deux frères Bouillon, qui ont été arrêtés, ainsi qu'un ex-Inspecteur de police, Camille Augier, Isaac Acilion et Marthe Noble.

Jean Bouillon était un industriel entré en rapport avec la Gestapo pour couvrir ses affaires de marché noir. Mais bientôt, avec son frère Michel, il participa à de nombreuses actions de contre-parachutage dans la région d'Hirson et de Saint-Quentin.

Se camouflant en patriotes ou en parachutistes alliés, les deux frères sont à l'origine de nombreuses arrestations.

Mais Georges Ledanseurs était encore plus redoutable. C'est grâce à lui que le poste de la Gestapo put passer pour un poste clandestin français.

Georges Ledanseurs, radio-télégraphiste de métier, était entré, en 1943, en rapport avec une organisation de résistance de Clermont-Ferrand. Il fut envoyé à Rennes pour s'occuper d'un poste émetteur de la Résistance qui correspondait avec Londres. Le chef de l'organisation et tous ses hommes furent arrêtés ainsi que Ledanseurs. Ce dernier accepta alors de se mettre à la disposition du Dr Goetz.

Il rétablit le contact avec Londres en se servant de l'indicatif du poste de Rennes. Il participa ensuite à de nombreuses opérations contre des parachutistes, essayant de se faire passer pour un officier anglais.

Une fois, un véritable officier britannique le démasqua et le blessa d'une balle dans le ventre.

Son frère Claude travaillait avec lui. Le 16 août dernier, les Allemands leur offrirent de les emmener. Ils refusèrent. Mais une vingtaine de leurs complices jugèrent plus prudent de se réfugier en Allemagne. Cependant, d'autres restèrent également à Paris et quinze arrestations ont été déjà opérées dans cette abjecte affaire de trahison.

COMBAT

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

S'il faut tirer un enseignement de cette crise, on peut dire qu'un gouvernement qui parvient à se mettre dans cette position laisse à penser que sa politique manque de clairvoyance. Certains ministres de M. Pierlot ont pris des mesures très audacieuses. D'autres ont fait, au contraire, une politique de freinage. Ces ruptures d'équilibre sont les pires méfaits d'un gouvernement dit d'union nationale, lorsque cette union n'est due qu'aux

La Gestapo française entrait en relations avec Londres et venait prendre livraison des armes parachutées

Plusieurs traîtres — qui ont livré de nombreux patriotes — sont déjà sous les verrous

Quatre complices de Bony et Lafont ont été arrêtés samedi matin par les services du commissaire Olot. Ce sont : Jean Sartol, qui était chargé de « maquiller » les victimes de la bande, afin de rendre impossible leur identification; il leur coupait le bout des doigts pour supprimer les empreintes digitales et leur mutilait le visage; Marthe Sybille, la maîtresse de Sartol; un autre complice de la Gestapo française, le tueur Courari et sa maîtresse, Carmen Fernandez.

On trouva sur Sartol des pièces d'officier F.F.I. établies à son nom véritable. Les femmes étaient couvertes de bijoux et possédaient 685.000 francs en billets neufs. Pendant que ces arrestations s'effectuaient, une puissante voiture s'arrêtait devant le repaire des traîtres, mais ses occupants, apercevant les policiers, démarrèrent à toute allure. Une vive poursuite s'engagea. La voiture suspecte, les pneus crevés à coups de mitraillette, s'engagea à travers champs et les deux hommes qui se trouvaient à l'intérieur parvinrent à s'enfuir.

L'un d'eux est sans doute l'un des principaux complices de la Gestapo, et il est probable qu'il n'échappera pas longtemps aux recherches. Jusqu'à présent, rien que dans l'affaire de la rue Lauriston, 58 mandats ont été délivrés, 129 arrestations ont été opérées et 57 dossiers ont été transmis au parquet.

Dans une autre importante affaire, celle de l'avenue Foch, plusieurs arrestations ont été opérées. Au numéro 84, sous l'autorité du commandant Kiffer, se trouvait un service qui s'occupait de radio clandestine et de contre-parachutage. Dans les caves de l'immeuble, un poste émetteur avait été installé et les Allemands avaient réussi à le camoufler en poste clandestin et à entrer en contact avec la radio de Londres. Ils étaient ainsi avertis de nombreux parachutages et allaient eux-mêmes prendre livraison des armes et arrêter les parachutistes.

A ce service, appartenaient plusieurs Français, et notamment les deux frères Ledanseurs et les deux frères Bouillon qui ont été arrêtés ainsi qu'un ex-inspecteur de police, Camille Augier. Issac Aelion et Marthe Noble.

Se camouflant en patriotes, les deux frères Bouillon sont à l'origine de nombreuses arrestations. Mais c'est grâce à Georges Ledanseurs, radio-télégraphiste de métier, que le poste de la Gestapo put passer pour un poste clandestin français. Son frère Claude travaillait avec lui. Le 16 août dernier, les Allemands leur offrirent de les emmener. Ils refusèrent, mais une vingtaine de leurs complices jugèrent plus prudent de se réfugier en Allemagne. Cependant, d'autres restèrent à Paris et quinze arrestations ont été opérées dans cette abjecte affaire de trahison.

Les onze inculpés de l'affaire Bony-Lafont doivent être jugés par la cour de justice dans un mois environ.

Le chanteur Tino Rossi a subi un nouvel interrogatoire. L'artiste, qui est assisté de Mes Ceccaldi et Gautrat, affirme n'avoir jamais été en rapport direct avec la bande de la rue Lauriston. L'accusé Clavic, notamment, déclare ne l'avoir jamais vu.

L'enquête reproche à Tino Rossi d'avoir fréquenté des gens du marché noir, des trafiquants de devises et de s'être livré à une propagande proitalienne.

« Impossible, répond le chanteur : je suis Corse. » (A.F.P.).

AVEC NOS F. F. I.

de Sainto

Il faut connaître depuis longtemps la gent médicale pour ne point se laisser prendre à cette apparence d'impassibilité et de scepticisme en l'absence de laquelle chacun de ses membres croit déchoir. Mais, grattez un peu l'écorce, laissez vos amis médecins parler en confiance et vous verrez bientôt qu'une soif véritable de dévouement, née sans doute d'une immense pitié pour les misères humaines, est inoculée dans le sang de la plupart d'entre eux.

C'est cette impression réconfortante que j'emporte de quelques journées passées dans les services sanitaires du secteur de S... Le problème était simple: il consistait, avec presque rien, sans appui pour ainsi dire, à faire tout soi-même. Ce joli tour de force a été réussi et ceci en toute simplicité.

L'animateur du secteur saintongeais, un jeune médecin bordelais, le lieutenant

SUD-OUEST

GRAND QUOTIDIEN REPUBLICAIN REGIONAL D'INFORMATIONS

TARIF DES ABONNEMENTS
3 mois : 110 fr. — 6 mois : 200 fr.
1 an : 380 fr.

BORDEAUX -- 8, rue de Cheverus -- BORDEAUX
Téléphone 60.82 - 849.40 — Chèques postaux N° 3247

1re ANNEE — N° 73
LE NUMERO : 1 fr. 50

LUNDI 20 NOVEMBRE 1944
S. Edmond
Soleil ... 8h8
Coucher 17h7?
P. Q. — le 22
P. L. — le 29

20e EDITION

Un programme

TANDIS que, sur le plan extérieur, le gouvernement du général de Gaulle poursuit une politique de redressement aussi intelligente que souple, sur le plan intérieur, il vient, par l'exposé de M. Mendès-France, de prouver qu'il sait là aussi allier l'habileté à la fermeté.

Cet exposé est venu à point pour placer la grande opération financière en cours dans le plan d'ensemble qui, seul, peut la justifier et l'expliquer.

On ne peut cacher, en effet, que l'annonce de l'emprunt a surpris et choqué beaucoup de bons esprits. La première opération, en effet, demandée au gouvernement est, là comme ailleurs, une épuration. D'abord nettoyer, puis construire. Or, dans le domaine financier, l'opinion, révoltée des spectacles auxquels elle a assisté depuis quatre ans et des fortunes scandaleuses qui se sont édifiées sur le malheur du pays, réclame avant tout la reprise de tout l'argent indignement gagné, tant sur le marché noir que dans le commerce avec l'ennemi. On ne le répétera jamais assez : il faut faire rendre gorge à tous les profiteurs de l'occupation. Ce n'est pas de la démagogie. C'est de la justice.

Le général de Gaulle est en trop complète communion avec le sentiment populaire pour ne pas éprouver, avec une force égale, le même désir d'épuration financière

Mais son gouvernement veut être efficient et montre, là comme ailleurs, sa volonté, pour aboutir, de ne pas risquer d'échouer par précipitation. Il sait que les questions financières sont chose délicate et qu'il faut être prudent si l'on veut être ferme. Il entend tenir compte des réalités.

Or, dans l'état actuel des choses, la vie financière de la IVe République dépend du renouvellement des bons du Trésor, dont le chiffre atteint plusieurs centaines de milliards. Si le courant de ce renouvellement s'arrêtait avant que la situation du Trésor ne fût assainie, on risquerait la catastrophe. Avant toute opération chirurgicale, dans le domaine financier comme dans le domaine économique, il faut donc, d'abord, assurer la trésorerie et supprimer l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de notre grand argentier et représentée par le risque de tarissement des bons du Trésor. C'est la raison qui a décidé le ministre des finances à lancer l'emprunt destiné à résorber une partie du numéraire pléthorique et à ne plus vivre à la petite semaine.

Mais cette mesure ne relève d'aucune affirmation doctrinale. Elle n'est qu'un moyen classique utilisé occasionnellement pour se donner du champ. Elle s'intègre dans un plan d'ensemble qu'elle doit permettre de réaliser avec toute l'aisance de mouvements nécessaire. Elle n'est pas destinée à retarder, ni à empêcher l'opération d'épuration, consistant à confisquer les accroissements de fortune démesurés, mais au contraire à la préparer et à la faciliter.

Donnant au gouvernement le matelas indispensable pour se livrer sans risques aux manœuvres les plus hardies, elle est un commencement et non une fin.

C'est ce que M. Mendès-France a mis en lumière, dans son exposé qui dresse un tableau fortement dessiné de l'ensemble des mesures à venir.

Dans le domaine des nationalisations, le gouvernement adopte une politique où la même prudence s'allie à la même fermeté. En prévoyant un secteur à nationaliser un secteur libre et, entre les deux, un secteur contrôlé, il conserve à la réforme profonde de structure économique qu'il envisage une mesure qui, seule, peut la faire réussir. Cette révolution, qui entend ne pas brûler les étapes, cette révolution sage, ne peut que recueillir l'adhésion unanime du pays.

Quand on voit le chaos dans lequel se débattent nos amis belges, pour avoir voulu aller trop vite et trop brutalement et pratiqué une chirurgie financière précipitée, on ne peut que féliciter notre gouvernement de sa méthode ferme et souple.

« Festina lente ». Hâte-toi lentement.

Le mot d'Auguste a en tout temps sa valeur, mais surtout quand il s'agit d'un pays en convalescence comme l'est aujourd'hui la France.

Jacques LEMOINE.

Le général de GAULLE est attendu à Moscou la semaine prochaine

Selon un journal anglais, le maréchal Staline voudrait voir revivre l'alliance franco-russe

Londres, 19 novembre. — L'« Observer » écrit, au sujet de la prochaine visite du général de Gaulle à Moscou :

« Le général de Gaulle et M. Bidault sont attendus à Moscou la semaine prochaine. Les conversations entre le maréchal Staline et le général de Gaulle auront pour but principal de préparer le terrain pour une alliance russo-française, en termes semblables au traité anglo-russe conclu en 1942.

» Les deux chefs d'Etat examineront l'attitude russe et française sur les principales conclusions du traité de paix.

» On croit savoir que le maréchal Staline est particulièrement désireux de voir revivre l'alliance franco-russe » (R.L.).

Bientôt, du CAFÉ et de l'HUILE !...

Un premier convoi a quitté Brazzaville à destination de la métropole

Dakar, 18 novembre. — Les huileries, les savonneries et les fabriques de conserves de l'A.O.F., travaillent actuellement à plein rendement, de même que les transports et les chantiers maritimes. Tout est mis en œuvre pour permettre à ces industries d'apporter leur concours maximum à l'effort de guerre et au ravitaillement de la France métropolitaine.

Brazzaville, 18 novembre. — Les exportateurs d'huiles de palme et de palmiste se sont réunis à Brazzaville pour organiser à Pointe-Noire le stockage de leurs produits destinés à la Métropole et à l'Afrique du Nord.

Un premier envoi important de café et d'huile comestible a déjà été embarqué à destination de la France et de l'Afrique du Nord. (A.F.P.)

La Gestapo française entrait en relations avec Londres et venait prendre livraison des armes parachutées

Plusieurs traîtres — qui ont livré de nombreux patriotes — sont déjà sous les verrous

Quatre complices de Bony et Lafont ont été arrêtés samedi matin par les services du commissaire Olot. Ce sont : Jean Sartol, qui était chargé de « maquiller » les victimes de la bande, afin de rendre impossible leur identification; il leur coupait le bout des doigts pour supprimer les empreintes digitales et leur mutilait le visage; Marthe Sybille, la maîtresse de Sartol; un autre complice de la Gestapo française, le tueur Courari et sa maîtresse, Carmen Fernandez.

On trouva sur Sartol des pièces d'officier F.F.I. établies à son nom véritable. Les femmes étaient couvertes de bijoux et possédaient 685.000 francs en billets neufs. Pendant que ces arrestations s'effectuaient, une puissante voiture s'arrêtait devant le repaire des traîtres, mais ses occupants, apercevant les policiers, démarrèrent à toute allure. Une vive poursuite s'engagea. La voiture suspecte, les pneus crevés à coups de mitraillette, s'engagea à travers champs et les deux hommes qui se trouvaient à l'intérieur parvinrent à s'enfuir.

L'un d'eux est sans doute l'un des principaux complices de la Gestapo, et il est probable qu'il n'échappera pas longtemps aux recherches. Jusqu'à présent, rien que dans l'affaire de la rue Lauriston, 58 mandats ont été délivrés, 129 arrestations ont été opérées et 57 dossiers ont été transmis au parquet.

Dans une autre importante affaire, celle de l'avenue Foch, plusieurs arrestations ont été opérées. Au numéro 84, sous l'autorité du commandant Kiffer, se trouvait un service qui s'occupait de radio clandestine et de contre-parachutage. Dans les caves de l'immeuble, un poste émetteur avait été installé et les Allemands avaient réussi à le camoufler en poste clandestin et à entrer en contact avec la radio de Londres. Ils étaient ainsi avertis de nombreux parachutages et allaient eux-mêmes prendre livraison des armes et arrêter les parachutistes.

A ce service, appartenaient plusieurs Français, et notamment les deux frères Ledanseurs et les deux frères Bouillon qui ont été arrêtés ainsi qu'un ex-inspecteur de police, Camille Augier, Isaac Aelion et Marthe Noble.

Se camouflant en patriotes les deux frères Bouillon sont à l'origine de nombreuses arrestations. Mais c'est grâce à Georges Ledanseurs, radio-télégraphiste de métier, que le poste de la Gestapo put passer pour un poste clandestin français. Son frère Claude travaillait avec lui. Le 16 août dernier les Allemands leur offrirent de les emmener. Ils refusèrent, mais une vingtaine de leurs complices jugèrent plus prudent de se réfugier en Allemagne. Cependant, d'autres restèrent à Paris et quinze arrestations ont été opérées dans cette abjecte affaire de trahison.

Les onze inculpés de l'affaire Bony-Lafont doivent être jugés par la cour de justice dans un mois environ.

Le chanteur Tino Rossi a subi un nouvel interrogatoire. L'artiste, qui est assisté de Mes Ceccaldi et Gautrat, affirme n'avoir jamais été en rapport direct avec la bande de la rue Lauriston. L'accusé Clavié, notamment, déclare ne l'avoir jamais vu.

L'enquête reproche à Tino Rossi d'avoir fréquenté des gens du marché noir, des trafiquants de devises et de s'être livré à une propagande proitalienne.

« Impossible, répond le chanteur : je suis Corse. » (A.F.P.)

DOUZE JOURS AVANT LA DATE PREVUE, le pont d'Orléans va être remis en service

Paris, 19 novembre. — Les réparations du pont d'Orléans seront bientôt achevées, et c'est avec une avance de douze jours sur les prévisions que, de nouveau, vont pouvoir passer les trains amenant du charbon sur Paris et acheminant le bois de mine indispensable. C'est aussi trois cents locomotives qui, du même coup vont se trouver libérées.

Du directeur adjoint de la S.N.C.F., M. Lemaire, à l'ouvrier anonyme, tous ont travaillé avec ardeur, l'esprit tendu vers un même but : achever et si possible, bien avant la date prévue, cet ouvrage d'intérêt national.

Travail d'une seule haleine, travail de nuit et de jour, les ouvriers œuvrant sans relâche et parfois sans relève... Mais, dans la nuit du 17 au 18, on lançait la dernière travée. Il y a quelques heures, la continuité de la voie était assurée, et bientôt les premiers trains passeront... (A.F.P.)

Modifications dans la direction du M.L.N.

Paris, 18 novembre. — Des modifications importantes viennent de se produire au comité directeur du Mouvement de Libération Nationale. M. Emmanuel d'Astier est remplacé à la tête du bureau politique par M. Petit (Claudius dans la clandestinité), et M. Pascal Copeau est remplacé au poste de secrétaire général par M. Baumel (Rossini dans la clandestinité). (A.F.P.)

Geilenkirchen tombe aux mains des Alliés

La 1re armée française est en Alsace

Londres, 19 novembre. — Le correspondant spécial de l'agence Reuter auprès de la seconde armée britannique annonce que la ville de Geilenkirchen a été prise hier après-midi à 13 h.

Les Allemands continuent à reculer devant la poussée de six armées alliées; quatre de ces dernières sont sur le sol allemand. (A.F.P.).

Paris, 19 novembre. — Un message qui vient de parvenir au ministère de la guerre annonce que les forces de la première armée française, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, sont entrées en Alsace. (A.F.P.)

Aux portes de Belfort

Dans la région de Belfort, les troupes françaises sont aux portes de la ville. (R.L.)

* * *

Q.G. de la 1re armée française, 18 novembre. — Les troupes de la 1re armée française du général de Lattre de Tassigny ont poursuivi avec vigueur leur offensive dans la trouée de Belfort. Des gains considérables ont été réalisés sur tout le front d'attaque. A l'est de Montbéliard, les villes de Delle et d'Audincourt ont été conquises à la suite de violents combats et les agglomérations de Sochaux, Valentigney, Dampierre, Morvillars, Grandvillars ont été libérées. Dans ce secteur, notre nouvelle avance atteint 15 kilomètres.

A l'aile gauche, nos unités progressant dans le massif des bois de la Thure ont avancé de 13 kilomètres et se sont emparées des localités de Chenebier, Chagey et Luze. Au nord d'Héricourt, largement dépassée, une bataille d'une extrême violence se déroule aux abords immédiats du fort du Mont-Vaudois, à 6 kilomètres de Belfort et des défenses rapprochées de la place forte sur tout son front ouest et sud-ouest. (A.F.P.).

On se bat dans les rues de Metz

Samedi matin, une grande attaque a été déclenchée à Metz. Des troupes de la 3e armée ont pénétré dans la ville, du nord et du sud, et des combats de rues ont lieu dans la ville. Deux forts ont été pris. Des éléments blindés de la 3e armée approchent de Dieuze.

La 1e armée américaine a également fait des progrès à Saint-Dié. Les Français ont libéré Delma, près de la frontière suisse, et, hier au soir, ils n'étaient plus qu'à 6 kilomètres de la ville de Belfort. (R.L.).

LES OPERATIONS DANS LE SUD-OUEST

SECTEUR DE LA ROCHELLE-LA-PALLICE — L'ennemi manifeste une certaine activité à l'intérieur du réduit.

CAMP RETRANCHE DE ROYAN. — Les deux derniers jours ont été calmes. Rien à noter en dehors de l'activité normale de patrouilles de part et d'autre.

CAMP DU VERDON. — Rien à signaler dans ce secteur en dehors d'un coup de main qui nous a permis de faire quelques prisonniers.

ENCORE UNE ARME SECRETE !

Londres, 18 novembre. — De nouveaux bâtiments à destination mystérieuse, mais que l'on croit affectés à la fabrication d'une nouvelle arme secrète allemande, sont en cours d'exécution dans les régions montagneuses de la Norvège centrale. Les informateurs assurent que toute la région se trouve absolument interdite à toute personne, en dehors des ouvriers étrangers chargés du travail. (A.F.P.).

4.000 ALLEMANDS TUES DANS UN TUNNEL PRES DE GENES

Frontière italienne, 19 novembre. — Selon des informations provenant des milieux de la Résistance italienne, une explosion s'est produite dans un tunnel près de Gênes, et aurait provoqué la mort de 4.000 Allemands. (A.F.P.)

LE MARECHAL GOERING VA ASSISTER A UNE CONFERENCE

Zurich, 19 novembre. — On apprend que le maréchal Goering, accompagné d'un certain nombre de chefs de la Luftwaffe, est arrivé à Ludwigshafen, sur le lac de Constance, où va se tenir une conférence. (A.F.P.)

Avant l'offensive alliée — Chaque seconde, 300 kilos d'obus tombaient sur les lignes allemandes

Quartier général du 12e groupe d'armées, 18 novembre. — Un correspondant de la radio américaine a déclaré qu'au cours des tirs de barrage exécutés jeudi par les 1re et 9e armées américaines avant leur offensive, les canons américains n'ont pas tiré moins de 300 kilos d'obus par seconde.

Depuis le déclenchement de l'attaque, 45 kilos d'explosifs continuent à tomber à chaque seconde sur les lignes allemandes.

Les Alliés ont découvert de véritables arsenaux dans la forêt de l'Argonne et autour de Verdun, et les artilleurs américains utilisent maintenant ces canons allemands, à telle enseigne qu'un seul groupe a calculé qu'il économise au gouvernement des Etats-Unis un million de dollars par semaine avec les munitions allemandes dont il fait usage.

(A.F.P.)

SUR DIVERS FRONTS

EN ITALIE

Les troupes de la 8e armée se sont emparées de Galfara, à 1 kilomètre à l'est de Montefortino. Les troupes polonaises livrent de violents combats. L'aviation alliée attaque les aérodromes ennemis du nord de l'Italie et le réseau de communications de la vallée du Pô.

Le croiseur français « Georges-Leygues » a canonné des objectifs ennemis de la frontière franco-italienne. (R.L.)

EN YOUGOSLAVIE

Les bombardiers lourds alliés partis d'Italie ont attaqué la ligne de chemin de fer de Zagreb à Maribor, ainsi que les ponts et routes empruntés par l'ennemi pour sa retraite. (R.L.)

EN HOLLANDE

En dernière heure, on apprend que dans l'est de la Hollande, la 2e armée britannique a passé le canal du nord de Jayel, sans rencontrer d'opposition.

UN CUIRASSE ET UN CROISEUR LOURD NIPPONS BOMBARDES DANS UNE BASE DE BORNEO

Grand quartier général du général Mac Arthur, 19 novembre. — Des bombardiers lourds américains ont réussi cinq coups directs sur un cuirassé et quatre sur un croiseur lourd ennemis. De fortes explosions ont été observées et des incendies se sont déclarés à bord des bâtiments.

Les bombardiers, qui étaient escortés, ont effectué un raid de plus de 1.300 kilomètres pour attaquer ces navires dans la baie de Brunei, base japonaise sur la côte nord-ouest de Bornéo.

AVEC NOS F.F.I. — Quelque part sur le front de Saintonge

III. — Pour nos blessés

Il faut connaître depuis longtemps la gent médicale pour ne point se laisser prendre à cette apparence d'impassibilité et de scepticisme en l'absence de laquelle chacun de ses membres croit déchoir. Mais, grattez un peu l'écorce, laissez vos amis médecins parler en confiance et vous verrez bientôt qu'une soif véritable de dévouement née sans doute d'une immense pitié pour les misères humaines, est inoculée dans le sang de la plupart d'entre eux.

C'est cette impression réconfortante que j'emporte de quelques journées passées dans les services sanitaires du secteur de S... Le problème était simple : il consistait, avec presque rien, sans appui pour ainsi dire, à faire tout soi-même. Ce joli tour de force a été réussi et ceci en toute simplicité.

L'animateur du secteur saintongeais, un jeune médecin bordelais, le lieutenant-colonel C..., possède le dynamisme et la foi qui soulèvent les montagnes. Tout cela ne s'est pas avéré superflu quand on pense que, si en temps normal lancer dans la nature une ambulance est exploit bien mince, aujourd'hui, la voiture trouvée, il convient de résoudre les problèmes des pneus, de l'essence, des pièces détachées... bien heureux si le matériel promis n'est point bloqué au dernier moment.

Formé à la rude école du maquis, chef, durant un temps, de sept départements, ce technicien à l'âme chevillée, a « emprunté » un premier matériel aux Allemands et maintenant, avec une légitime fierté, il me montre « ses preuves ».

* * *

Sa première preuve ? Je l'ai trouvée à l'hôpital mobile de Vervant, près de St-Georges-du-Bois. Installé depuis huit jours dans le château, ne sachant si demain il sera encore là, le personnel, sous les ordres du médecin-capitaine B..., a réussi le tour de force de rendre propre, accueillant, hygiénique, cet énorme bâtiment que les Allemands avaient laissé dans un état de délabrement et de saleté indescriptibles. Chambres bien disposées, soins méticuleux, cuisine soignée, tout a pu être organisé grâce à cet enthousiasme qu'on rencontre parfois encore, fort heureusement.

La deuxième « preuve » est plus convaincante si possible ! Un immense parc entoure le château de Pauléon, près de S...; là est l'hôpital chirurgical mobile du secteur. A écouter le dévoué médecin-chef, le capitaine C..., qui me conte, avec bonne humeur, d'ailleurs, les difficultés qu'il a dû surmonter, lui et son jeune état-major, pour monter cet hôpital, il me semble entendre quelque exemplaire histoire que les parents égrènent à leurs enfants, le soir, à la veillée.

Et le magnifique résultat de cette persévérance s'étale à mes yeux. De la salle d'opérations — où, jour béni, vient d'arriver à l'instant, une table perfectionnée pour les patients et d'innombrables instruments — en passant par la salle « d'échoquage » pour finir aux chambres du bas où sont les malades qui doivent voir leurs pansements sans cesse renouvelés, à celles des malades moins sérieux ou en voie de guérison, l'œuvre de récupération et de triage à laquelle doit faire face cette clinique mobile, apparaît à mes yeux dans son déroulement d'une logique impeccable.

Tandis qu'Albert, l'irremplaçable, l'impeccable garçon qui, il y a quelques jours, était encore attaché au professeur Jeanneney, me montre l'appareil radio — don d'un médecin lieutenant de l'hôpital — la table ultra-moderne arrivée du jour, tous ces instruments barbares et bienfaisants à la fois les réserves aussi, il me faut un effort pour me rappeler les « conseils de guerre » pathétiques qui ont lieu presque chaque soir ici-même.

Demain, il n'y aura plus de gaze ! Après-demain, plus d'éther ! Les dotations mensuelles officielles permettent de tout juste faire face aux besoins de deux jours. Pour tenir les quelques autres vingt-huit jours, on fait appel aux amis, aux pharmaciens de la région, à la générosité desquels il convient de rendre un juste hommage...; on troque même ! En chacun de ces étranges conseils de guerre, chacun apporte ses suggestions, ses « tuyaux », et le lendemain les blessés trouvent la gaze, l'éther qui manquaient la veille encore.

* * *

Ils sont ainsi une poignée d'hommes de bonne volonté qui, médiocrement épaulés, luttent pour que leurs blessés vivent. Ici, ce médecin lieutenant soigne trois bataillons, distants les uns des autres, car, tandis que l'un séjourne en première ligne, un autre se trouve au petit repos, le troisième au grand repos. Il ne peut continuer son travail titanesque. Et pendant ce temps n'a-t-on pas répondu à des médecins qui voulaient s'engager que leur geste était superflu, les confrères étant en surnombre au front ?

Plus loin, cinq à six médecins ou pharmaciens se réunissent, angoissés, certains soirs, ne sachant si demain il sera possible d'opérer le blessé dont la blessure n'attend pas.

Combien je comprends, amis médecins, que vous ayez accueilli avec joie le journaliste venu se pencher sur vos difficultés. Il était à vos yeux, non point le dispensateur d'une publicité dont vous n'avez cure, mais plutôt le polarisateur possible de bonnes volontés et d'appuis indispensables à « vos » blessés.

Puisse-je avoir été celui-là

M. HOURSIANGOU.

A LA CONFERENCE DE L'AVIATION CIVILE — Un accord international va être prochainement signé

Chicago, 19 novembre. — La phase « technique » de la conférence de l'aviation civile de Chicago étant achevée, le texte d'un accord international va être prochainement signé.

Il comportera certaines clauses qui assureront l'uniformité dans le monde de la procédure technique en matière d'aéronautique.

On précise, toutefois, qu'un amendement, apporté par les représentants britanniques, et qui a été adopté, prévoit que les « recommandations » techniques ne seront incluses dans l'accord final que comme « annexes » possibles aux éventuels accords entre plusieurs nations concernant l'aviation.

LE RAYONNEMENT LITTERAIRE DE LA FRANCE — Daniel Mornet est invité aux Etats-Unis

New-York, 18 novembre. — L'Université de Columbia a invité le professeur Daniel Mornet, de l'Université de Paris, à donner une série de cours de littérature française pendant l'été de 1945. C'est la première invitation de cette sorte qui ait été faite par une Université américaine depuis la libération de Paris. (A.F.P.)

PARIS. — Le général de Gaulle a reçu une délégation du comité directeur du parti socialiste, composée de MM. Vincent-Auriol, Edouard Depreux, Daniel Mayer, Jules Moch et André Philip.

PARIS. — Par décision de l'administration provisoire, M. Emilien Amaury a été nommé directeur général d'Havas-Publicité.

Le chef P.P.F. s'était déguisé en femme, mais...

Gap, 18 novembre. — *Le chef régional de l'U.P.J.F., André Delacroix, 24 ans, étudiant en médecine à Marseille, également chef départemental du P.P.F. pour les Bouches-du-Rhône et les Hautes-Alpes, s'est évadé il y a trois jours de la caserne Reynier, à Gap, à la suite de négligences des services de garde. Il a été arrêté de nouveau hier soir, déguisé en femme, dans la banlieue de Gap, à la suite d'une opération conduite par les services de police et les forces républicaines de sécurité.* (A.F.P.).

Un appel du Front national pour l'union des mouvements de résistance

Paris, 19 novembre. — Le journal « Front National » publie un message du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, dans lequel celui-ci demande que tous les mouvements de résistance : F. N., M. L. N., etc., s'unissent en un seul et même mouvement.

« Cette union doit se faire, dit notamment le message, par la fusion totale dans la démocratie la plus complète qui doit assurer aux meilleurs militants, quel que soit leur mouvement d'origine, les tâches de direction. »

« Le mouvement unifié représentera dans le pays une immense force d'entraînement qui obtiendra la participation de la France à la guerre avec toutes ses forces, la réalisation d'une armée nationale puissante, l'élimination du sabotage et de la routine qui freinent la reprise de la production, une véritable épuration et un criblage plus rapide des détenus, le châtiment des traîtres et la confiscation de leurs biens, la révision des taxes qui pèsent lourdement sur l'agriculture et sur le ravitaillement des centres urbains, le développement d'une garde civique républicaine vigoureuse, gardienne des libertés démocratiques, de la vie des patriotes et du relèvement national. » (A.F.P.).

Le docteur Petiot va être interrogé

Paris, 17 novembre. — *Le docteur Petiot sera interrogé lundi, à 13 h. 30.*

DETENTEURS DE BIENS ENNEMIS vous avez jusqu'au 5 décembre pour les déclarer

Paris, 17 novembre. — Le ministère de la justice communique :

« L'ordonnance du 5 octobre 1944, publiée au « Journal officiel » du 7 octobre, a prescrit à tous détenteurs de biens appartenant à des ennemis, tous débiteurs de sommes, valeurs ou objets envers les mêmes personnes, d'en faire la déclaration par lettres recommandées au procureur de la République et au directeur des Domaines et du domicile, dans un délai de trente jours à compter de sa mise en vigueur.

» Ce délai est venu à expiration le 7 novembre dernier. Toutefois en raison des difficultés apportées à la diffusion du texte précité, aucune poursuite ne sera engagée contre ceux qui, ayant omis de faire leur déclaration dans le délai prévu, l'effectueraient dans les formes légales avant le 5 décembre 1944. » (A.F.P.)

Gabriel Lafaye n'est jamais sorti du fort du Hâ

Le secrétariat général pour la police communique :

« M. Gabriel Lafaye, détenu à Pau, a été transféré au fort du Hâ à Bordeaux, et, contrairement à ce qui a été écrit dans certains journaux, n'en est jamais sorti.

» Les deux gendarmes qui accompagnaient M. Lafaye lui ont permis cependant de ne pas se rendre directement au fort du Hâ. Ils ont été incarcérés. »

Le rédacteur en chef : Jacques LEMOINE.
Le gérant : Maurice PERRUS

Deux tramways entrent en collision près de Bayonne

3 BLESSES GRAVES ET UNE DIZAINE DE VOYAGEURS CONTUSIONNES

Bayonne, 19 novembre. — Une erreur de croisement sur la voie du B.L.B. a provoqué samedi un grave tamponnement dans la rampe de Chassin à Quesnel où la rampe est vive et la visibilité mauvaise.

Trois employés de la compagnie, les conducteurs Darmandaritz et Blastre et le receveur Bique ont été gravement blessés. Les deux premiers ont été amputés d'une jambe à l'hôpital St-Léon.

M. Laffitte, du B.L.B., a été blessé au visage et aux mains et une dizaine de voyageurs ont été atteints par des éclats de vitres et contusionnés.

LA GESTAPO PARISIENNE

Le tueur Abel Danos et le faux policier Victor Paul ont été arrêtés

Dans l'auto des deux complices on a saisi une somme de 2 millions et demi

C'est au moment de l'arrestation mouvementée, à Coignères, près de Saint-Cyr-l'Ecole, du maquilleur de cadavres Jean Sartore qu'Abel Danos réapparut.

Il avait eu, en effet, la malencontreuse idée de visiter, en compagnie d'un ami sûr, son ami Sartore, et sa traction avant stoppait à l'instant où ce dernier sortait de l'auberge, encadré par les agents.

Comprenant immédiatement la situation, Danos fit demi-tour et s'enfuit à toute vitesse poursuivi par une voiture de police dont les occupants tirèrent à la mitraillette. Criblée de balles, la voiture de Danos franchit un fossé, dévala à travers champs et, finalement, s'enlisa. Quand les agents arrivèrent, Danos et son ami avaient disparu.

Abel DANOS

Dans l'auto, tachée de sang, on recueillit des papiers très intéressants et une somme de 2 millions 500.000 fr.

Les policiers du quai de Gesvres connaissaient depuis peu le repaire du bandit. Ils pensaient avec raison que Danos, sûrement blessé, viendrait s'y réfugier. Et en effet, Abel Danos, après avoir erré dans la campagne et passé la nuit dans un abri de défense passive avait finalement volé une voiture. Il rentrait donc samedi soir dans son « home » quand l'inspecteur Téguyon qui l'attendait avec des agents de Montreuil se disposa à l'arrêter. Mais Danos qui s'arma de son revolver n'eut pas le temps de s'en servir, car une balle tirée par le policier l'atteignit à la cuisse gauche. Il fut alors capturé et conduit à l'hôpital de la Pitié.

Abel Danos était, évidemment, porteur de faux papiers tant F.F.I. que civils.

Son complice arrêté également prétendit s'appeler Duval, mais il put être identifié comme étant Victor Paul, agent de la Gestapo parisienne, spécialisé dans les rôles de faux policier et de vrai S.D. (service de sécurité boche) chargé de la lutte contre le maquis.

Danos, en plus de sa criminelle activité en tant que « tueur en chef » du 93, rue Lauriston, et de lieutenant chasseur de maquisards, est sous le coup d'une condamnation aux travaux forcés à perpétuité prononcée par contumace en 1942. C'est lui qui a volé, rue de la Victoire, quelques millions contenus dans la voiturette d'une grande banque après avoir assassiné le conducteur. Le voleur-meurtrier avait réussi à s'évader de Fresnes et il avait aussitôt offert ses services aux Allemands.

Au tableau de chasse de la brigade de la police judiciaire chargée de retrouver les affiliés de la bande Bony-Lafont, il ne manque plus que Maillebuaud, Lucien Prévost, Genit et Casac. Leur capture ne saurait tarder.

Charles EWALD.

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. : TAITBOUT 70-80
QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 244
Mardi 21 novembre 1944
326e jour de l'année. - Demain : Ste Cécile
2 fr.

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

La course au Rhin est gagnée !

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE REDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

SOUVENIRS de la côte océane

La visite inopinée d'un compatriote de cette terre de Saintonge que baignent Gironde et Océan m'a remis soudainement en mémoire le drame qui a encore pour cadre la « Côte d'Argent ». Il m'a décrit cette lutte si dure qui se déroule entre les F.F.I., hier si mal équipés, mieux armés et surtout mieux disciplinés aujourd'hui, et qui attendent, semble-t-il, le complément de matériel nécessaire pour débarrasser du boche qui les empoisonne ces lieux élus.

Me reportant aux souvenirs plus anciens du temps de paix, je voyais alors cette petite maison si charentaise avec ses murs si blancs et ses volets si verts qu'ombrageant les pampres d'une vigne et la masse des grands pins, devant la plage de Saint-Georges-de-Didonne.

Michelet y séjourna au cours d'une seconde lune de miel et une plaque de marbre y commémore son passage. « C'est à Saint-Georges-de-Didonne, y lit-on —, et je cite de mémoire — que j'ai écrit LA FEMME. La douceur du climat, l'âpre senteur des pins... ont fait beaucoup pour cet ouvrage et s'y retrouveront toujours. »

Non loin de là, près des rochers de Vallières, se dresse encore la villa que fréquentait Henri-Robert ; durant l'été, il y recevait la visite de son ami Briand, amateur de yachting. Eugène Pelletan avait à l'angle du quai sa statue. Il fut maire de Royan et auteur d'un livre bien écrit, mais inouvrable dans lequel il célébra « la naissance d'une ville », et cette ville était Royan. Combien d'autres souvenirs émoyants : Emile Zola, Courbet...

Cette « Côte d'Argent » était bien, entre tous les paysages si admirablement variés de la terre de France, un lieu d'élection pour le rêve du poète, la pensée du philosophe et du politique. Les uns et les autres venaient y trouver les heures de halte nécessaires et y respirer l'air salin revigorant leurs poumons pour les œuvres et les luttes du lendemain.

Que la voiture vous rende nos loisirs sur les côtes de France ! Sans elles, sans les senteurs marines et sans les effluves qui viennent du grand large, il semble que la pensée française perde un peu de sa force et s'anémie.

Mais, pour l'instant, on se bat en Saintonge. La « furor teutonicus » transforme en enfer provisoire ce qui devait être un paradis... Et j'interrogeai alors mon ami sur ce que pensent les paysans de Saintonge des problèmes du jour...

Etienne NOUVEAU.

(A suivre.)

EN BELGIQUE

CRISE POLITIQUE et non crise révolutionnaire

Les résistants consentent à rendre leurs armes

La manifestation de dimanche, que l'on redoutait un peu, s'est déroulée à Bruxelles dans le calme et la dignité.

Il semble d'ailleurs, d'après les nouvelles qui nous parviennent aujourd'hui, que la situation n'ait jamais été aussi grave qu'on le prétendait en fin de semaine.

Il n'y a pas, à proprement parler, de crise révolutionnaire, mais il n'en reste pas moins que la crise politique est toujours latente.

On dit que les groupements de Résistance se consentiront à se laisser incorporer dans l'armée en voie de formation que si les cendres de cette armée sont sérieusement épurées.

En attendant, le ministère Pierlot reste très fonctionnel, mais sa situation est fortement ébranlée. Il n'est question, dans les milieux politiques, que de son prochain remplacement.

Celui-ci, cependant, ne pourra être effectif que lorsque le gros de l'armée du ministre des Finances, M. Gutt, ait réussi au Congo. Il faudra donc patienter quelque temps encore.

François DUPAS.

La manifestation de dimanche s'est déroulée dans le calme

Une manifestation importante, qui groupait dans les Avenues Astrid, Louise et Marie-José, s'est déroulée dimanche à Bruxelles en signe de protestation contre le désarmement des membres de la Résistance.

Une colonne de huit à dix mille manifestants, partie des faubourgs ouest de la capitale, s'est rendue dans le centre de la ville. Les forces de police militaire britannique qui avaient été placées sur le parcours du cortège n'ont pas eu à intervenir. Aucun des manifestants n'était armé.

La remise des armes aux autorités militaires

La radio de Bruxelles a diffusé le communiqué suivant, émanant du G.Q. des forces expéditionnaires alliées en Belgique :

Les chefs des groupes de la Résistance belge ont adopté une résolution dans laquelle ils annoncent leur intention de rendre les armes et de prendre en conséquence aux autorités militaires alliées compétentes toutes mesures en vue de les recevoir.

Les groupes de la Résistance ont communiqué cette décision au major général Erskine, chef de la mission militaire du Q.G.G. alliés en Belgique, qui a été informé que les autorités militaires prendraient immédiatement les dispositions voulues pour que personne désormais ne soit armé illégalement des armes en question.

La Belgique, la Hollande et le Luxembourg veulent participer à l'occupation de l'Allemagne

Le ministère des Affaires étrangères belges annonce officiellement que la Belgique, la Hollande et le Luxembourg ont manifesté leur désir de participer à l'occupation militaire de l'Allemagne. Ce désir a été exprimé dans un mémorandum remis en commun par les trois gouvernements intéressés.

M. Churchill et M. Roosevelt élus membres de l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques, hier, a appelé dans son sein deux hommes d'Etat éminents. Elle a élu, à l'unanimité, comme membres associés, M. Churchill, au siège de M. Nicolas Politis, qui fut ministre des Affaires étrangères de Grèce de 1915 à 1920, et M. Roosevelt, au siège de M. Dandurand, homme d'Etat canadien.

Le cas Pétain ajourné

Certains membres étaient d'avis d'exclure Pétain de l'Académie des sciences morales et politiques. Mais, comme leurs statuts ne le prévoient pas, ils ont laissé les membres de l'Académie des sciences morales et politiques le soin de prononcer l'exclusion de l'ancien ministre Barthélemy, justiciable lui aussi de la Haute-Cour.

Reserver le cas Pétain, ce n'est peut-être pas très moral, mais c'est strictement de la science... politique. — N. R.

Vous pouvez souscrire A L'EMPRUNT DE LA LIBERATION POUR UN MINIMUM DE 1.000 francs

"Un beau travail !" a dit le général Eisenhower parlant de la victoire française

En son quartier général, le général Eisenhower a réuni, hier, les représentants de la presse française, auxquels il a fait des déclarations très importantes.

« *Belfort est pris*, a-t-il dit, *et les premiers éléments français sont sur le Rhin. C'est un bon, un très bon travail) et je suis heureux que cette victoire soit une victoire française.* »

Grâce à la participation de la France à la guerre, notre pays a retrouvé sa place parmi les grandes puissances.

« *J'ai le désir*, a ajouté le chef suprême des forces alliées, *de donner aux autorités françaises la plus grande aide possible pour leur permettre de prendre, par leurs propres moyens, la plus grand part à la libération de leur pays. C'était d'ailleurs chose entendue avant le débarquement : c'est le droit de la France et la chose la plus désirable pour l'Europe.* »

Le général a insisté sur le fait que la première préoccupation de l'état-major américain est naturellement de conduite des opérations, mais que la seconde est le souci d'aider, dans toute la mesure possible, à la reconstruction française.

Il a dit ensuite que sans le rôle joué dans la bataille par les F.F.I., dont l'organisation et le mépris du danger ont été admirables, la libération aurait été plus lente et plus coûteuse, ajoutant que le rôle des F.F.I. en tant que tels, était désormais terminé, la guerre devant être poursuivie par les forces d'une armée régulière. Il a rappelé que son désir était nullement d'intervenir dans les affaires intérieures françaises, mais de voir le pouvoir nement français toujours plus fort et plus uni pour contribuer à abattre l'ennemi.

« *Mon grand espoir en tant qu'ami sincère de la France, c'est que, non pas à la fin de cette guerre, mais avant que la guerre soit finie, la position de la France soit ce qu'elle doit être traditionnellement.* »

En qualité de commandant suprême des armées alliées, le général Eisenhower a vu l'armée française à l'œuvre en Afrique, en Italie et en France et n'a que des éloges à lui adresser pour son ressort et son magnifique élan.

Il ne peut dire quand finira la guerre, mais le territoire allemand sera vraisemblement retreint de jour en jour; les degrés causés à l'économie de guerre ennemi seront chaque fois plus grands. Les cinquante divisions de Wolksturm, dont on a tant parlé, ne seront guère composées d'éléments de qualité inférieure, parmi lesquels beaucoup d'hommes âgés, d'octogénaires, de malades.

Au sujet des poches ennemies qui persistent sur la côte de l'Atlantique, le général Eisenhower a déclaré :

« *Dans la guerre, on fait d'abord ce qu'on doit faire, ensuite ce qui l'on souhaite faire.* »

Il a conclu en déclarant que le moment était venu de procéder à l'union allié était de mettre, aussitôt que le permettraient les opérations militaires, les territoires libérés aux mains des autorités françaises, au fur et à mesure de leur libération.

Chaque minute, cinq mille obus s'abattent sur le Reich

Au cours de l'émission Army hour, diffusée par la radio du ministère de la Guerre des Etats-Unis, le général Eisenhower a déclaré :

« Les soldats alliés ont éliminé plus d'un million d'Allemands. Au cours du grand débarquement de juin dernier en Normandie et des opérations qui ont ouvert à nos soldats les routes de la frontière allemande, la tactique a toujours été la même : une attaque aérienne soudaine et dévastatrice, suivie d'un intense bombardement d'artillerie, puis des vagues d'infanterie et de tanks destinées à briser les défenses ennemies, à occuper les villes et à se lancer en avant de nouveau.

« Ces opérations ont nécessité d'énormes dépenses de munitions et de bombes. Au cours de la prise d'Aix-la-Chapelle, la première armée a tiré 300.000 obus de 105 mm. en l'espace de deux semaines.

« En dépit de tout, nous poursuivons l'attaque. Chaque minute, 5.000 obus sont déversés sur l'Allemagne. Chaque mois, nos usines tirent 6 millions de cartouches contre les tranchées, les ports et les casemates de l'ennemi tandis que nos mortiers ajoutent à ce nombre 2 millions de leurs obus.

« C'est au nom de chaque soldat américain que je vous demande avec la plus grande insistance, une production accrue de matériel de guerre, de vêtements d'hiver, d'instruments médicaux et de munitions, encore des munitions. »

La prochaine entrevue Staline-Roosevelt-Churchill aurait lieu à Moscou

On mande de Moscou à l'Associated Press : « Il semble bien que la capitale soviétique sera finalement choisie pour la prochaine conférence qui réunira le maréchal Staline, M. Churchill et M. Roosevelt.

En effet, il semble que le déclenchement imminent de l'offensive générale des forces soviétiques empêchera le maréchal de quitter le territoire de l'U.R.S.S. »

Prise de Belfort par les troupes françaises

La résistance allemande a cessé dans Metz

Les avant-gardes de l'armée de Lattre de Tassigny ont atteint le Rhin et seraient à Mulhouse

Gérardmer est libéré

Les unités de la 1re armée française du général de Lattre de Tassigny, après avoir libéré Montbéliard, ont réalisé sur leur aile droite une avance de 16 km., qui leur permit d'occuper successivement Sochaux, Valentigney et diverses localités, puis enfin Dâlle, Audincourt et Dannemarie, à l'est de Belfort, sur la voie ferrée Belfort-Mulhouse.

Sur l'aile gauche, les forces françaises ont occupé Duarce et Seppois. Au sud-ouest, une colonne venue d'Héricourt nettoya le fort du mont Vaudois et occupa Bavilliers, sur la route Besançon-Belfort. D'autres forces se dirigeant de Lure vers l'est entraient à Champagney.

L'investissement de Belfort s'accentuait.

Dimanche soir, des éléments avancés de la 1re armée française, comprenant des chars et des voitures blindées, atteignaient le Rhin, au sud-est de Mulhouse.

Vers le nord-ouest, le fort de Salbert et le village d'Exsert, qui commandent Belfort à l'ouest, étaient conquis. A 9 h. 30, après de violents combats, les troupes du général Béthouard pénétraient dans Belfort. Des bataillons des forces françaises de l'intérieur ont vaillamment aidé à nos attaques victorieuses.

Enfin, la dernière avance de l'aile gauche de la 1re armée lui permettait de s'emparer de Gérardmer, à l'entrée du col de la Schluch. La ville est aux trois-quarts détruite.

L'armée française a fait 10.000 prisonniers.

Les chars alliés auraient atteint Mulhouse. Les troupes françaises qui avancent en Alsace ont atteint Neuweiller et Klepsheim, sur la frontière suisse, à 7 km. et 1 km. 500 de Bâle, selon la radio suisse.

On apprend enfin en dernière minute que toute résistance organisée a cessé dans Metz, après l'entrée des éléments de la 3e armée.

Prise de Dieuze, de Thann et de Cernay

Des unités américaines ont occupé l'important embranchement de Dieuze, à 16 km. à l'est de Château-Salins.

D'autre part, à 32 km. au nord-est de Thionville, des éléments de l'armée Patton sont à 3 km. à l'ouest de Mestzing, sur la Sarre.

Les troupes françaises seraient arrivées près de Bâle.

D'après des informations parvenues en Suisse cet après-midi, les villes de Cernay et de Thann ont également été occupées par les unités françaises.

La composition de la Haute Cour

Le procureur général en est M. Mornet

Voici la liste des magistrats qui composent la Haute Cour de justice appelée à juger Pétain, Laval et toute la clique ministérielle de Vichy :

Procureur général : M. Mornet, président honoraire à la Cour de cassation ; avocats généraux : MM. Carrive, avocat général à la Cour de cassation, et Blanchet, procureur général à la Cour d'appel d'Orléans.

Membres de la commission d'instruction : MM. Delz, Vuchot, Garsa, conseillers à la Cour de cassation ; Bicteille et Gibert, présidents de chambre à la Cour d'appel de Paris.

M. Delz, conseiller à la Cour de cassation, est désigné comme président de la commission d'instruction.

Membres suppléants de la commission d'instruction : MM. Mitton, lanzieru, présidents de chambre à la Cour d'appel de Paris ; Aymard, Boyer et Losire, conseillers à la Cour d'appel de Paris.

A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

M. Georges Bidault devant la Commission des Affaires Etrangères

En prévision de la déclaration gouvernementale sur la politique étrangère qui sera faite, aujourd'hui, à l'Assemblée consultative, la commission des Affaires étrangères a tenu, hier à 17 h., une réunion présidée par M. Vincent Auriol et qui fut marquée par l'audition de M. Georges Bidault.

Le ministre des Affaires étrangères a fait un exposé. Il fut suivi de diverses questions posées par les membres de la commission.

Plusieurs parlementaires se sont fait inscrire pour intervenir dans les débats qui suivront la déclaration gouvernementale, notamment MM. Wilfart (indépendant), Pierre Cot (groupe radical) et Florimond Bonte (communiste).

A la commission des Finances

La commission des Finances a désigné M. André Philipp comme rapporteur général et a choisi comme rapporteurs particuliers : MM. Meunier (Affaires étrangères), Denevay (Justice), Berlioz (Guerre), Auxiounax (Intérieur), Cornaut (Education nationale), Guy de Boisson (Jeunesse et Sports), Gaubert (Agriculture), Chaumié (Travaux publics), Avinin (Prisonniers et déportés), Isoré (Economie nationale), Marrane (Santé publique et Lanel (Reconstruction).

Il faudra avoir trente ans pour faire partie d'un jury criminel

Aux termes d'une ordonnance publiée hier au *Journal officiel*, et relative à la nouvelle composition du jury criminel, à la suite de l'octroi des droits politiques aux femmes, ne peuvent remplir les fonctions de juré que les citoyens de l'un ou l'autre sexe âgés de trente ans accomplis, sachant lire et écrire en français, jouissant des droits politiques, civils et de famille et se trouvant dans aucun cas d'incapacité ou d'incompatibilité (faillis, condamnés, fonctionnaires d'autorité, instituteurs, etc., etc.).

La liste annuelle du jury comprendra, pour le département de la Seine, 1.200 jurés ; pour les autres départements, un nombre de 1.200 habitants, sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à 160 ou supérieur à 240.

"Il nous reste encore un rude chemin à parcourir"

déclare le Président Roosevelt

A l'occasion du sixième emprunt de guerre, le président Roosevelt a lancé cet appel à la radio :

« La guerre nous coûtera, pour ce seul mois de novembre, 7 milliards 500 millions de dollars ; c'est pourquoi chaque bon d'emprunt que vous achèterez a son importance. La guerre n'est pas terminée, de nombreuses batailles dispendieuses devront encore être engagées. Rien que nous ayons toutes les raisons d'être fiers de ce qui a déjà été accompli — et même d'être optimistes sur le dénouement final — nous n'avons aucune raison de nous dissimuler qu'il nous reste encore à parcourir un rude chemin.

« Un vieux dicton assure qu'il ne faut pas quitter le charrue avant d'avoir atteint l'extrémité du sillon. Au nom des futures générations américaines, je vous demande de labourer ce sillon jusqu'à la victoire. »

Une erreur administrative à réparer

Ne disposant pas de leur carte d'alimentation, les malades des hôpitaux ne peuvent se faire inscrire sur les listes électorales

L'Administration n'a pas pensé aux nombreuses personnes en traitement dans les hôpitaux et hospices de la Seine qui ne peuvent se faire inscrire sur les listes électorales. Cet oubli doit être réparé d'urgence.

En effet, si les malades à domicile ont la possibilité de déléguer, à la mairie, un parent ou ami muni de toutes les pièces nécessaires, les hospitalisés ne l'ont pas.

L'administration des établissements de l'Assistance publique qui dispose des cartes d'alimentation des malades, refuse de s'en dessaisir même pour une heure ou deux et dans un but bien déterminé.

Or, la circulaire de la Préfecture de la Seine aux mairies est formelle : la présentation de la nouvelle carte d'alimentation doit être rigoureusement exigée dans tous les cas.

Espérons que les services administratifs compétents trouveront une solution rapide pour que les malades des hôpitaux, hommes et femmes, ne soient pas exclus des listes électorales.

LA GESTAPO PARISIENNE

Le tueur Abel Danos et le faux policier Victor Paul ont été arrêtés

Dans l'auto des deux complices on a saisi une somme de 2 millions et demi

C'est au moment de l'arrestation mouvementée, à Colgnères, près de Saint-Cyr-l'Ecole, du maquilleur de cadavres Jean Bunche que l'ex-chef Danos réapparut.

Il avait eu, en effet, la malencontreuse idée de visiter, en compagnie d'un ami sûr, son ami Sartore, et sa traction avait stoppait à l'instant même où le dernier sortait de l'auberge, encadré par les agents.

Comprenant immédiatement la situation, Danos fit demi-tour et s'enfuit à toute vitesse poursuivi par une voiture de police dont les occupants tirèrent à la mitrailleuse. Criblée de balles, la voiture de Danos franchit un fossé, devala à travers champs et, finalement s'enlisa. Quand les agents arrivèrent, Danos et son ami avaient disparu.

Dans l'auto, tachée de sang, on recueillit des papiers très intéressants et une somme de 7 millions 500.000 fr.

Abel DANOS

Les policiers du quai de Gesvres connaissaient depuis peu le repaire de la bande. Ils pensaient avec raison que Danos, sérement blessé, viendrait y refugier. En effet, Abel Danos, spécialisé dans les rôles de faux policier et de vrai S.D. (service de sécurité boche) chargé de la lutte contre le maquis.

Danos, en plus de sa criminelle activité en tant que « tueur en chef » du 93, rue Lauriston, et de lieutenant chasseur de maquisards, est sous le coup d'une condamnation aux travaux forcés à perpétuité prononcée par contumace en 1942. C'est lui qui a volé, rue de la Victoire, plusieurs millions contenus dans la voiturette d'une grande banque après avoir assassiné le conducteur. Le voleur-meurtrier avait réussi à s'évader de Fresnes et il avait aussitôt offert ses services aux Allemands.

Au tableau de chasse de la brigade de la police judiciaire chargée de retrouver les affiliés de la bande Bonny-Lafont, il ne manque plus que Maillebuaud, Lucien Prévost, Genil et Casac.

Leur capture ne saurait tarder.

Charles EWALD.

L'hommage du Vésinet à MÉDÉRIC

martyr de la Résistance

M. Pierre Ruhlmann prononçant son discours
Dessous : *la famille de Médéric*
(Photos *France libre.*)

Les fenêtres des maisons qui se découpent sur le ciel gris de cette matinée dominicale sont closes. Des visages anxieux, la foule de place du Vésinet, on l'inaugure la plaque Médéric, est remplie des délégations de la Résistance, des hommes de la mairie de l'Air, des F.F.I., des délégations anglaises, américaines.

Les personnalités qui ont tenu à venir rendre hommage au grand Médéric entourent Maryse Médéric et Camille Védy, l'un des fils du martyr de la Résistance française.

Le général Marsi, le capitaine Louis Martin, le commandant Pierre Bloch, ancien ministre, membre du Comité directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance » et membre de l'Assemblée consultative, le colonel Rol, chef des F.F.I., ont tenu à assister à la cérémonie de reconnaissance de la municipalité du Vésinet, où, pendant l'occupation, se trouvait installé un des P.C. de Médéric.

Le visage grave de M. Laniel, préfet de police; ceux des officiers de l'armée anglaise, colonel Dismore, de l'armée américaine, major Rousseau, impassibles, reflètent la commotion dans une même pensée de tous ces hommes d'action venus rendre hommage au plus grand de « Ceux de la Libération-Vengeance ».

Aux côtés de M. Boiville, maire du Vésinet, et de M. Pourcq du ministère de l'Air, conseiller municipal, on note : M. Nigoul, représentant le préfet de l'Intérieur; Mme Verger, du Comité directeur de « C.D.L.V. », membre de l'Assemblée consultative; Mme Tixier, femme du ministre de l'Intérieur; Pierre Bloch, ancien ministre; Mme Ruhlmann, le colonel Philinte, membre du Comité directeur de « C.D.L.V. »; M. Devenue, du C.P.L.; M. Desplats, de l'Association des Internés résistants; le représentant le préfet de la Seine; M. Beu Youllouil, délégué de Constantine à l'Assemblée Consultative, etc.

Les discours

Au nom des amis de Médéric, M. Pierre Bloch parla avec émotion : « Devenue, ami personnel du grand disparu, souligna qu'il nous représente symbole, plus M. Ruhlmann, dans une même pensée de tous ces rendre hommage au plus grand de « Vengeance ».

« *Ordre de la Libération, fit, en 1942, plusieurs voyages à Londres pour une vedette rapide... Notre grand Médéric sut, dans son calme stoïque, monter la garde à sa fourrageuse armée et mourir.* »

M. Durnal prit la parole au nom de M. Félix Gouin, président de l'Assemblée consultative. Puis, tandis que sonnait la sonnerie « Aux morts », deux enfants découvrent la plaque portant le nom de Médéric, que cache désormais l'avenue du Tapis-Vert.

Les hymnes anglais, américain et russe retentissent, exécutés par la musique de l'Air, sous la direction du commandant Chérier. Le détachement de F.F.I. présente les armes pendant que la foule se recueille. Le Marseillaise fait résonner ses accents farouches et éclatante.

La cérémonie, parfaitement organisée par MM. Alain Bernard et Guignard, de « C.D.L.V. », est terminée.

Les F.F.I se forment sur quatre rangs pour se rendre à la mairie où un vin d'honneur est offert par la municipalité aux personnalités dont la présence a été un témoignage profond de reconnaissance et de foi patriotique.

Le Général de Gaulle sera accueilli avec enthousiasme à Moscou

Le correspondant à Moscou de l'Associated Press écrit :

« La population moscovite attend avec impatience la visite du général de Gaulle, très populaire dans toute la Russie. Il est certain que le chef du gouvernement provisoire français sera accueilli par d'enthousiastes ovations lors de son arrivée dans la capitale.

« Le courage indomptable qu'il a montré dans les heures difficiles que traversait son pays, son acharnement à vouloir refaire de la France une grande puissance, lui ont gagné toutes les sympathies du peuple russe. »

Les félicitations du général de Gaulle

Le général de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République Française, a adressé au général de Lattre de Tassigny le télégramme suivant :

« *La France a appris avec fierté les étapes victorieuses de sa première armée : Montbéliard, Belfort, le Rhin.*

« *A vous, mon général, et aux magnifiques troupes que vous commandement, j'adresse l'expression de ma satisfaction profonde et de celle du gouvernement. C'est avec une ardente confiance que le pays tout entier suit les progrès de ses soldats.* »

L'unification des groupements de la Résistance est-elle prochaine?

Les projets de fusion entre le Front National et le Mouvement de Libération Nationale sont-ils la prélude à l'unification de toute la Résistance ?

Il n'est pas douteux qu'un tel projet rencontrera l'approbation générale des membres des divers groupements.

Le Congrès du F.N. de l'Ile-de-France, qui, après 48 heures de délibérations, a clôturé ses travaux dimanche, en administre la preuve formelle.

En effet, au cours des débats qui se sont institués autour du rapport de M. Casanova, secrétaire général du F.N., à la première séance du congrès, l'assemblée a été saisie de la proposition de fusion F.N.-M.L.N. Après une lecture a été donnée de la réponse favorable du M.L.N.

Par la voix de M. Tollet, président du Comité de Libération ; de M. Georges Marrane, de M. Fleuriet, se sont exprimés les vœux d'union, la volonté d'unité de toute Résistance, unité réalisée dans la clandestinité, doit se reformer intellectuellement pour abolir définitivement la légalité d'avant 1940.

Cette volonté populaire de rénovation caractérise l'esprit de tous les groupements de la Résistance.

Himmler serait le nouveau führer

On se souvient que Himmler avait été autrefois désigné par Hitler comme son successeur éventuel en cas de mort de Goering.

Or, le correspondant du *Daily Mail* à Stockholm assure que dans une réunion tenue il y a quelques jours à la chancellerie de Berlin, le docteur Lammers, chef du secrétariat du parti nazi, a lu une proclamation d'Hitler dans laquelle celui-ci désignait Heinrich Himmler comme fuehrer-adjoint et successeur direct.

Selon un autre rapport, Himmler aurait déjà pris possession de ses pouvoirs et serait en fait le véritable dictateur de l'Allemagne.

Adolf a perdu le sommeil

Selon certaines informations parvenues à Ankara et recueillies dans les milieux diplomatiques, l'insomnie serait le symptôme le plus marquant de la maladie dont Hitler serait atteint. Depuis plusieurs semaines, le Fuehrer n'aurait, en effet, pas dormi.

Les viaducs de Maintenon et de Beaugency sont rétablis

Le général de Gaulle l'a précisé dans son allocution radiodiffusée, hier soir, à l'issue de communication : 1.238 ouvrages d'art auraient été rétablis.

La S.N.C.F. envisage pour cette semaine le passage quotidien de 100 trains, 50 dans chaque sens, sur le pont de chemin de fer d'Orléans, remis en service depuis jeudi.

Les ingénieurs de la S.N.C.F. inaugureront ce matin la remise en état du viaduc de Maintenon, qui comporte 15 arches détruites sur 37. La liaison par trains électriques est désormais assurée entre Paris et Le Mans, et les communications ferroviaires directes avec la Bretagne sont rétablies.

D'autre part, le viaduc de Beaugency, détruit lors de la retraite dans la Loire, est actuellement réparé. Les relations entre Paris et Orléans seront rétablies dans le courant de la semaine prochaine.

(Lire la suite en 2e page, en 1re col.)

Le docteur Petiot se pose en résistant et en maquisard

Il déclare avoir uni arme secrète et avoir participé à l'exécution de 63 « mouchards », dont une trentaine d'Allemands

Le docteur Petiot a été entendu, hier après-midi, par M. Gollety, juge d'instruction. Enveloppé confortablement dans un ample pardessus de voyage et coiffé d'un chapeau de brousse, qui n'a pas renoncé à son farouche collier de barbe noire, semblait très maître de lui-même.

Ce n'est pas, à vrai dire, un véritable interrogatoire. Dans cette première phase de l'information, le magistrat instructeur préfère laisser la parole à Petiot, qui ne se fit pas faute d'en user et de reprendre avec une sérénité parfaite tous les détails de son activité depuis quatre années. A aucun moment, l'assassin ne fit montre de lassitude ou même d'impatience. Attentif à plus parfaite confiance dans les résultats de l'information, il se prêta à toutes les explications que le juge lui demanda de fournir, faisant volontiers de l'esprit en passant avec son défenseur et, quelquefois même, avec le magistrat.

Inconscience ? Il est difficile de l'admettre, mais Petiot reste toujours avec un calme. Quand il prétend avoir appartenu à la Résistance et avoir agi dans l'intérêt du pays, il est visible que sa première attitude sous une affirmation de parfaite tranquillité d'esprit. Reste à savoir combien de temps il pourra s'y tenir.

(Lire la suite en 2e page, en 2e col.)

L'épuration

LA GESTAPO FRANÇAISE

Abel Danos et Victor Paul sont arrêtés

Vendredi dernier, au moment où la brigade spéciale du quai de Gesvres arrêtait dans une auberge de Coignières (Seine-et-Oise) deux membres de la Gestapo parisienne, Sartore et Gourari, ainsi que leurs maîtresses, survint une automobile dont les occupants, à la vue des policiers, firent demi-tour et, après une poursuite mouvementée réussirent à s'enfuir, abandonnant leur véhicule.

Après plusieurs jours de recherches, la police a réussi à arrêter les deux hommes à Montreuil où ils se cachaient dans les abris de la Défense passive. L'un des fugitifs que, d'ailleurs, la police avait reconnu, n'était autre que Abel Danos, repris de justice notoire, qui avait tué en décembre 1942, rue de la Victoire, un encaisseur du Crédit Industriel et Commercial, auquel il avait soustrait une somme de 1 million. Danos avait été arrêté peu après le meurtre et écroué à Fresnes, mais avait réussi à s'en évader et s'était mis à la disposition de la Gestapo rue Lauriston.

L'autre fuyard, arrêté en même temps que lui, donna d'abord le nom de Jean Duval, mais fut promptement identifié.

Victor Paul a participé, entre autres opérations, à de nombreuses expéditions contre le maquis.

Homonymie

LA BRIGADE DU CRIME (II)

PIERRE BONY

Bras droit de Chamberlin

Le 93 de la rue Lauriston était en rapports constants avec les bureaux allemands de l'avenue Foch (siège de la Gestapo). Méthodiquement organisée, elle comprend plusieurs services. Son chef Chamberlin, qui aime mieux, à présent, se faire appeler « capitaine Henri », confie à son équipe de repris de justice et déclassés la « grosse besogne ». On est obligé de reconnaître qu'elle ne s'en acquittait pas trop mal : les vols, succédaient aux perquisitions, les assassinats aux « aveux spontanés », les déportations aux arrestations.

Le capitaine Henri est un véritable « patriote » au sens « européen » en langage nazi. Il fait affecter des officiers et sous-officiers allemands à la branche spéciale qu'il crée, rue Lauriston : une brigade de choc. Cette brigade, équipée, conduite militairement, est composée de 200 Nord-Africains ; elle a pour but la chasse aux réfractaires et maquisards. Elle opère contre les maquis de Dordogne, de Corrèze et contre les travailleurs des usines Peugeot de Montbéliard.

Pour son activité, la métropole offre un champ trop restreint ; le capitaine Henri franchit la Méditerranée. Il essaie de former un noyau à Alger, où il installe un poste émetteur, chargé d'envoyer des renseignements en graphie aux bureaux de la rue Lauriston.

Le « maître de Paris »

Il est le maître de Paris. Jean Luchaire est aussi fier de dîner à sa table que d'encaisser les enveloppes qu'il lui « refile » à chaque fin de mois.

Pour sa défense, Chamberlin qui, pendant les interrogatoires, a joué les « réguliers » en donnant le moins de monde possible, a tenté de se retrancher derrière sa nationalité : « Je ne suis pas Français, a-t-il dit, mais Allemand, traitez-moi comme tel ».

Un soir, dans le fourgon qui le ramenait au dépôt, il eut un mot malheureux pour les agents de l'escorte. Il reçut quelques coups. Le lendemain, un œil poché, l'autre au beurre noir, il larmoyait :

— Si ça va continuer comme ça, je préfère me tuer dans ma cellule.

Depuis, on le surveille de près, jour et nuit.

Le capitaine Henri sera condamné à mort.

Une fois de plus...

La dernière, c'était en 1942. A Alger...

Dommage qu'il y ait confusion des peines !

Si Chamberlin fut le créateur, l'âme de « la rue Lauriston », Bony en fut l'organisateur, le cerveau.

Etrange personnalité que celle de cet homme qui avoue aujourd'hui : « J'ai toujours été poursuivi par le destin ! »

Pierre Bony est né le 25 janvier 1895 à Bordeaux. Entré de bonne heure à la Sûreté nationale, il se signale par quelques brillantes affaires. Elles lui valent la confiance de certains hommes politiques, qui n'hésitent pas à l'utiliser à de basses besognes.

Bony, premier policier de France

En 1934, il est inspecteur principal. L'affaire Prince lui vaut le titre, décerné par le ministre Chéron, de « plus grand policier de France ». Il retrouve les talons de chèques signés par Stavisky et connaît une période de célébrité.

Quelques jours plus tard, on le retrouve, dans les mêmes colonnes; cette fois la légende présente non plus le « premier policier », mais un inspecteur marron, un vulgaire escroc. Accusé d'escroquerie, de trafic d'influence, de corruption de fonctionnaire, Bony est révoqué.

En 1941, il entre en relations avec Chamberlin qui l'embauche aussitôt rue Lauriston et le fait nommer lieutenant de S.S.

Bony procède à certains interrogatoires « style maison ». Il procède également à des perquisitions, toujours fructueuses, à des arrestations.

Un faux parachutiste anglais

Il fait mieux : déguisé en parachutiste anglais, il se présente dans des fermes isolées. Si un paysan a le malheur de le recevoir comme tel, de l'héberger, de montrer des sentiments gaullistes, Bony le fait arrêter. Combien de patriotes a-t-il livré par ce procédé ?

Il croit s'en tirer à bon compte. Il espère que ses aveux — et il a dit sans effort tout ce qu'il savait, tout ce qu'il pouvait dire — lui vaudront une part d'indulgence.

Il croit. Il espère. Le miracle !...

Ceux qu'il a dénoncés, arrêtés, torturés, livrés aux nazis, ils y croyaient au miracle. Ils l'ont espéré — jusqu'au dernier jour — le miracle !...

Et ceux-là sont morts.

René SAINT-GEOSMES.

(A suivre.)

La Cour de justice va siéger... ...le 1er décembre

La Cour de justice ne rentrera pas le 27 novembre. Elle a estimé — ou on a estimé pour elle — que l'astuce, après une absence incompréhensible, c'était bien de prolonger cette absence au-delà des limites fixées.

L'audience sera reprise le 1er décembre. Avec Paul Chack ? Brasillach ? Béraud ? Ou Ardant ? Ou Lehideux ? Ou Devize ? Ou Bunau-Varilla ? Non !

Avec douze des premiers occupants de la première charrette de l'affaire de la rue Lauriston, Bony et Lafont en tête.

Ainsi, ce n'est pas pour préparer les dossiers des grands coupables de la collaboration à la démoralisation des Français, des grands coupables de la trahison des intellectuels, des grands coupables de l'envoi à la mort de patriotes français condamnés par ordre de l'ennemi et pour plaire à l'ennemi ou à son représentant Pétain, ce n'est pas pour préparer ces dossiers-là que la Cour s'était retirée. Alors, c'était pas la peine...

Après tant de jours de silence, elle accouche d'une souris. Les dossiers Lauriston sont prêts depuis longtemps. La police les a minutieusement préparés, faisant ainsi la besogne de l'instruction. L'affaire Lauriston sera considérable... longue comme l'affaire Stavisky. Elle remplira des semaines et peut-être même des mois d'audiences. La seule lecture de l'acte d'accusation de ces premiers douze prendra sans doute plus d'un jour. Il faudra compter ensuite avec les palabres de la défense autour d'indéfendables causes. Avec les explications des accusés qui, sans pouvoir nier les faits : crimes, vols, trahison, port de l'uniforme allemand, dénonciations de patriotes ayant reçu des parachutistes, livraisons de résistants à l'ennemi, tortures, etc., essaieront, comme ils l'ont fait depuis bientôt trois mois, de noyer le poisson.

Et les semaines et les mois passeront sans Chack, sans Ardant, sans Brasillach, sans Béraud, sans Devize, sans Lehideux, sans Bunau-Varilla, sans tous les grands autres.

Quelle comédie nous joue-t-on ? L'affaire Bony-Lafont, c'est public. C'est « du sang à la une » tous les matins. Mais ce n'est pas cela que nous attendons. Nous attendons le châtiment des vedettes de la collaboration, de ceux dont il faut que le peuple français connaisse les agissements. Que pense M. de Menthon des retards apportés ? A-t-il eu son mot à dire dans des atermoiements scandaleux qui permettent à certains traîtres d'espérer que le temps travaille pour eux. Oui, en vérité, qu'en pense M. de Menthon ? C'est à lui, aujourd'hui, que nous posons la question.

Madeleine JACOB.

A.F.
Académie française
...ou Action Française ?

Franc-Tireur

Le Quotidien de Paris

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE

QUATRIÈME ANNEE. — N° 124 ★ 100, rue Réaumur (2e) ★ ★ ★ ★ ★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

Edition de Paris
DIMANCHE - LUNDI
26 27
NOVEMBRE 1944

PRIX DE L'ABONNEMENT
Six mois ..... 250 fr.
Trois mois ..... 140 fr.
Comptes chèques postaux 283.07

Il y a un an, à Clermont-Ferrand

Les Allemands attaquaient étudiants et professeurs de l'Université de Strasbourg

par Albert BAYET

Il y a un an. Les professeurs et les étudiants de l'Université de Strasbourg ont dû se replier sur Clermont-Ferrand. Ils attendent. Ils espèrent. Ils travaillent.

Dans une salle de conférences, le professeur Collomb initie ses élèves aux méthodes de la papyrologie.

Une rumeur. Un fracas. Les Boches.

« Haut les mains ! ». Le professeur Collomb, brusquement arraché à son cours, demeure interdit. Des coups de feu crépitent. Trois balles l'atteignent au ventre. Il s'affaisse.

Ses étudiants veulent se précipiter vers lui. On 'es arrête. Défense de lui porter secours. Longtemps, très longtemps, il râle. Il meurt.

Cependant les nazis alignent professeurs et étudiants. Une liste à la main — chez eux l'horreur est méthodique — ils font l'appel. Au fur et à mesure, les plus « suspects » reçoivent l'ordre de passer à gauche. Rectifions : à coups de pied, à coups de poing on les pousse à gauche.

Qui les désigne ?

Ici, nous touchons au fond de l'ignoble. L'homme qui les désigne est un Français. Un ancien Saint-Cyrien.

Le misérable, durant des semaines, s'est donné pour un étudiant, s'est mêlé à ses camarades, les a fait parler. « Je suis Georges Mathieu, ancien élève de Saint-Cyr. » Qui se méfierait ? Bien sûr, on a parlé. On a dit ce qui se dit partout : « Vive de Gaulle. » Le traître a souri, a noté, a porté la liste à la Gestapo, a reçu ses trente deniers. Et, tandis que le professeur Collomb râle encore, professeurs et étudiants dénoncés sont jetés dans des voitures cellulaires, puis expédiés sur les camps de concentration d'Allemagne.

Oui, je l'avoue : l'ignominie d'un Mathieu reste pour moi inexplicable. Comment a-t-il pu, à l'heure même où la jeunesse étudiante française multipliait les gestes héroïques, reculer les bornes ordinaires de l'infamie ? De quelle fange maurassienne, déatiste, doriotiste était fait son cerveau pour qu'il osât, froidement, durant des semaines et des semaines, faire son hideux travail de mouchard ? Quels mots trouverons-nous jamais, assez forts, assez violents, pour flétrir l'abject pétainisme qui poussa un enfant de chez nous à ce métier de Judas ?

Passons, détournons nos regards du monstre, depuis justement châtié. Reste le crime allemand. Reste cette sauvagerie avec laquelle les nazis s'acharnaient sur des hommes, sur des jeunes gens, dont le seul crime était d'avoir enseigné, d'avoir étudié à Strasbourg et d'être demeurés fidèles à la France ?

Ce n'est pas dans l'emportement d'un combat que les soldats allemands se sont rués sur l'Université de Clermont, c'est sur un ordre venu d'en haut, sur un ordre froidement délibéré.

Je ne dis pas seulement : quelles sanctions appelle un tel crime ? Je dis : quel travail ne faudra-t-il pas pour désintoxiquer un peuple au sein duquel des ignominies de ce genre ont pu devenir chose normale ? Quelle machine monstrueuse à déformer les cerveaux et les cœurs a été la machine nazie ?

La Justice a ses revanches. Hier, dans les camps où ils sont parqués, les professeurs et les étudiants arrêtés à Clermont-Ferrand ont appris la grande nouvelle : la division Leclerc enfonçant les lignes allemandes, le drapeau français flottant sur Strasbourg. Ils se disent l'un à l'autre : « Il y a un an... » Ils mesurent le chemin parcouru, celui qui reste à parcourir.

Courage ! La grande heure approche. Demain, c'est l'Alsace libre. Après-demain, c'est, dans la joie du retour de tous nos martyrs, l'écroulement de la Bête, la libération du Monde.

QUAND LES PRISONNIERS sont traités selon la convention de Genève...

Les Américains nous ont fait visiter un camp d'Allemands

« Il faut que la presse française sache comment nous traitons les prisonniers de guerre allemands », ont décidé les autorités américaines.

C'est pourquoi, hier, sous la conduite du colonel Gill, commandant en chef des camps de prisonniers allemands en France, notre voiture stoppait dans un éclaboussement de boue, devant l'entrée du camp de rassemblement et de triage, « quelque part dans la nature ».

— Quelle est la ration de pain d'un prisonnier allemand ? demandons-nous au lieutenant-colonel George Morse, commandant du camp.

— Chaque homme touche 500 grammes par jour.

Nous entrons maintenant dans le hangar des « travailleurs permanents », ceux qui, attachés au camp pour les travaux intérieurs, bénéficient du maximum d'avantages. Un personnage fluet et obséquieux, l'air d'un rat blond, parlant assez bien le français, se présente à nous avec force courbettes.

— Je suis le directeur du théâtre, nous dit-il. Pour le moment nous faisons des numéros musicaux et de « variétés ».

— Et la nourriture, monsieur le directeur ?

Le rat blond se plie en deux :

— Bien meilleure que dans l'armée allemande. Deux repas par jour. Un à 6 heures : soupe aux légumes, viande, café au lait et beurre. Un autre à 6 heures du soir : « égal » avec en plus, de temps en temps, des bonbons et du chocolat. Et à midi un autre petit casse-croûte : viande, pain et café.

Après nous verrons les officiers médecins, qui sont logés à part, et qui se plaignent pourtant de ce que la « Convention de Genève » ne soit pas respectée !...

Nous verrons quelques Walkyries ayant travaillé sans doute dans les « services administratifs ».

« Les incurables », nous dit un officier américain, gentiment.

Et ce citoyen de la libre Amérique ajoute en manière de conclusion :

— Vous constaterez avec nous que nous traitons les Allemands suivant l'article de la Convention de Genève : nourriture en qualité et en quantité égale à celle de nos troupes. Si nous leur distribuons une tasse de vrai café, c'est que nous n'avons pas d'orge grillé. Et si nous leur donnons du corn-beef, c'est que nous n'avons pas autre chose, car le rutabaga est inconnu en Amérique.

André JEAN.

VIVE LE SON DES CLOCHES ET DU CANON !...

Ce fut comme une grande fête dans la nuit de 8 heures du soir. Le canon tonnait, mais c'était un canon de joie. Et le chœur des cloches de toutes les églises a chanté la nouvelle connue déjà : Metz et Strasbourg sont délivrées. Dans les rues de Paris, l'atmosphère était d'allégresse. Les cloches ont sonné la délivrance des capitales lorraine et alsacienne comme elles sonneront bientôt la victoire.

Et tous les Parisiens pavoiseront aujourd'hui.

QUAND LA DÉFENSE DEVIENT ÉLASTIQUE...

Sauve qui peut ! Des soldats allemands, avec armes et munitions, traversent la frontière près de Bâle afin de chercher refuge en Suisse. Ils se sont enfuis à bicyclette devant l'avance de la 1re armée française. C'est roue contre roue qu'ils tentent, en pleine confusion, une pénétration en profondeur afin de s'éloigner des dangereuses lignes frontières. A l'arrière-plan, une carriole dont le conducteur a rejoint la colonne pour se faire interner.

La Cour de justice va siéger... ...le 1er décembre

La Cour de justice ne rentrera pas le 27 novembre. Elle a estimé — ou on a estimé pour elle — que l'astuce, après une absence incompréhensible, c'était bien de prolonger cette absence au-delà des limites fixées.

L'audience sera reprise le 1er décembre. Avec Paul Chack ? Brasillach ? Béraud ? Ou Ardant ? Ou Lehideux ? Ou Devize ? Ou Bunau-Varilla ? Non !

Avec douze des premiers occupants de la première charrette de l'affaire de la rue Lauriston. Bony et Lafont en tête.

Ainsi, ce n'est pas pour préparer les dossiers des grands coupables de la collaboration à la démoralisation des Français, des grands coupables de la trahison des intellectuels, des grands coupables de l'envoi à la mort de patriotes français condamnés par ordre de l'ennemi et pour plaire à l'ennemi ou à son représentant Pétain, ce n'est pas pour préparer ces dossiers-là que la Cour s'était retirée. Alors, c'était pas la peine...

Après tant de jours de silence, elle accouche d'une souris. Les policiers Lauriston sont prêts depuis longtemps. La police les a minutieusement préparés, faisant ainsi la besogne de l'instruction. L'affaire Lauriston sera considérable, longue comme l'affaire Stavisky. Elle remplira des semaines et peut-être même des mois d'audiences. La seule lecture de l'acte d'accusation de ces premiers douze prendra sans doute plus d'un jour. Il faudra compter ensuite avec les palabres de la défense autour d'indéfendables causes. Avec les explications des accusés qui, sans pouvoir nier les faits, tenteront la trahison, port de l'uniforme allemand, dénonciations de patriotes ayant reçu des parachutistes, livraisons de résistants à l'ennemi, tortures, etc., essaieront, comme ils l'ont fait depuis bientôt trois mois, de noyer le poisson.

Et les semaines et les mois passeront sans Chack, sans Ardant, sans Brasillach, sans Béraud, sans Devize, sans Lehideux, sans Bunau-Varilla, sans tous les grands autres.

Quelle comédie nous joue-t-on ? L'affaire Bony-Lafont, c'est public. C'est du sang à la une « tous les matins. Mais ce n'est pas cela que nous attendons. Nous attendons le châtiment des vedettes de la collaboration, de ceux dont il faut que le peuple français connaisse les agissements. Que pense M. de Menthon des retards apportés ? A-t-il eu son mot à dire dans des atermoiements scandaleux qui permettent à certains traîtres d'espérer que le temps travaille pour eux. Oui, en vérité, qu'en pense M. de Menthon ? C'est à lui, aujourd'hui, que nous posons la question.

Madeleine JACOB.

Les positions ennemies des Vosges débordées par les ailes

DOUBLE PERCÉE EN RHÉNANIE

C'est dans les Vosges que les Alliés ont réalisé hier les progrès les plus considérables. Sur les autres fronts, celui d'Alsace notamment, la résistance allemande s'est encore raidie ; le haut commandement de la Wehrmacht s'efforce d'arrêter la poussée alliée vers la plaine rhénane.

« Les positions des Vosges sont débordées des deux côtés », déclare le rédacteur militaire du « Times ».

Déjà une vaste manœuvre d'enveloppement semble amorcée autour du Bastion d'Alsace, [illegible] secteur situé à l'ouest d'une ligne allant du Thillot à Belfort a été nettoyé, tandis qu'à l'est la 1re armée française a progressé jusqu'aux environs de Rougemont-le-Château.

Plus au nord, la VIIe armée américaine accentue son avance : on annonce qu'elle a pris Saales et Saint-Blaise, au delà du col de Saales, sur la route de Schirmeck ; Bourg-de-Bruche, sur la route qui, par Ville, conduit à Sélestat ; Colnches, Rave et Combrimont, au pied du col de Sainte-Marie ; au nord de Fraize, où ils ont pris La Croix et Ban-de-Laveline, les Américains poussent également vers le col de Sainte-Marie en même temps que vers celui du Bonhomme.

Si de violents combats se sont déroulés autour de Saales, dans l'ensemble la résistance allemande s'est bornée, sur le front des Vosges, à des actions d'arrière-garde.

Elle est beaucoup plus vive au nord de Mulhouse, où de violentes chutes de pluie retardent d'ailleurs l'avance française.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Abondance en Bretagne PENURIE A PARIS

...Et voilà pourquoi le ravitaillement de la capitale ne "tourne pas rond"

de notre envoyée spéciale **Germaine DEGROND**

Il y a une semaine, nous écrivions ici-même : « Le ravitaillement ne tourne pas rond. » En effet, nous semblait qu'un décalage très évident existait entre les régions productrices et Paris.

De quoi manquons-nous le plus dans la capitale ? De beurre, de poisson, de viande, trinité de produits dont la Bretagne est la principale pourvoyeuse. Un déplacement à Rennes, capitale économique, s'imposait.

Ce n'est pas une petite affaire que de se rendre à Rennes — moins ne l'était-ce pas jusqu'à ces derniers jours ; un seul train tellement chargé qu'une heure avant son départ il me fut impossible de gagner la place que j'avais louée. Les contrôleurs eux-mêmes renoncaient à faire évacuer les couloirs ! Vaille que vaille, j'arrivai à 19 heures à Rennes ; blacs-en ruines rendent les recherches d'un hôtel difficiles. Heureusement, la permanence du M.L.N. est ouverte, les camarades me dépannent.

La ville est très, très atteinte, les ruines sont à tous les pas, l'on a une preuve nouvelle de la cruauté allemande.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Les rendez-vous de bonne compagnie

Le Gaz, un scandale ?

Non. Deux, trois, dix scandales qui s'assemblent. Un bouquet de scandales.

Et qui se tiennent les uns les autres, réunis par l'Argent, structure d'un régime.

Il y a le scandale moral. Ces hommes qui administraient la Compagnie du Gaz de Paris seraient donc des voleurs ? Entendons-nous : ils ne vous prendraient pas un sou dans votre porte-monnaie, bien sûr. Ils ont simplement fait des détournements pour payer d'anciens et futurs Topazes, pour subventionner quelques ligues fascistes. Oh ! leur conscience n'a pas crié. C'était tellement courant...

Il y a le scandale politique. Comme tout conseil d'administration qui se respecte, celui-là n'admettait dans son sein qu'industriels ou financiers. Le personnel n'y était pas. Et pour cause : il travaille. Le consommateur non plus : il paye, il paye les yeux fermés. La Ville de Paris, pas davantage. Au fait, qui aurait pu la représenter ? Un conseiller municipal, par exemple... Soyons sérieux.

Il y a le scandale économique. Ils sont là, dans le Gaz de Paris, onze potentats qui administrent quarante-quatre sociétés dont six banques, une compagnie d'assurances, une compagnie de chemins de fer, trois sociétés minières et métallurgiques, trois sociétés de produits chimiques, trois sociétés de constructions mécaniques ou électriques, dix-huit compagnies concessionnaires de distribution d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage, neuf sociétés diverses. Ce ne sont pas de petites affaires. Jugez du peu : le Comptoir National d'Escompte, la C.P.D.E., la Compagnie des Compteurs, les Etablissements Kuhlmann !

Quand on pense qu'il y a des attardés qui vous parlent encore des deux cents familles ! Il y a de quoi faire rire dans leurs bicornes toute une troupe d'académiciens !

Il y a le scandale social, qui touche au roman policier et à la justice. En effet, on aurait perdu, égaré tout bonnement, l'arrêté ministériel qui place sous séquestre la Compagnie du Gaz ! Et puis, monsieur Alexandre Célier est un ancien inspecteur des finances, ses collègues sont tous du meilleur monde, de la meilleure société. Des gens qui souffrent, par exemple, de voir Maurras en prison, qui peuvent le faire entendre à certain ministre distingué et titré. Le Gaz, Maurras, l'Académie, les ministères, tout cela parfois se rencontre dans les salons. On cause, on soupire, on intervient. Il y a un code de la bonne compagnie. Comme il y a un code du « milieu ». C'est le même.

A cette différence qu'à partir d'un certain rang on cesse d'être un assassin. On est un fanatique.

On cesse d'être un voleur. On est un kleptomane. Ou bien un administrateur de compagnie concessionnaire.

FT

LA Ve COLONNE A L'ŒUVRE

UN ATTENTAT dans le Vaucluse contre les forces républicaines de sécurité

29 morts, 30 blessés

Quand nous disons, quand nous répétons que les forces meurtrières de l'anti-France n'ont pas désarmé, on nous accuse parfois d'exagérer. Voici qu'un crime éclatant de la 5e colonne démontre la nécessité d'une répression implacable, d'une surveillance rigoureuse. Il y a encore en France des miliciens assassins, il y a des complots contre la sécurité de la République, il y a des mercenaires nazis qui se réorganisent. Ce n'est pas trop de toutes les forces officielles et populaires pour traquer les vipères françaises qui veulent poignarder la patrie.

Marseille, 25 novembre.

Une bombe a été jetée ce matin, à 9 heures, au château de La Timone, entre Pertuis et Villelaure (Vaucluse).

Les bâtiments ont été presque entièrement détruits et les cent cinquante-neuf hommes des Forces Républicaines de Sécurité qui s'y trouvaient ont été ensevelis sous les décombres.

Les secours ont été immédiatement organisés et vingt-cinq blessés graves ont été d'abord dégagés.

Les recherches menées par des équipes de déblayeurs se poursuivent avec activité.

Un premier attentat vendredi

Les premiers résultats de l'enquête officielle ont permis d'établir que le château de La Timone avait été l'objet d'une attaque à main armée dans la soirée de vendredi vers 22 heures. Un groupe d'individus lança des grenades par les fenêtres.

La garde du château mit rapidement les assaillants en fuite, mais on suppose que quelques-uns d'entre eux, profitant de l'échauffourée, pénétrèrent dans le château et déposèrent leur engin qui n'explosa que ce matin.

Toutes les brigades de gendarmerie de la région ont été alertées.

10 corps seraient encore sous les décombres

A 22 heures, on annonçait que 29 cadavres et 30 blessés avaient été retirés des décombres du château de La Timone. On craint qu'une dizaine de corps ne se trouvent encore sous les décombres.

27 NOVEMBRE 1942... La flotte se sabordait à Toulon

(Photo Archives.)

Le « Strasbourg » en flammes.

Le 27 novembre 1942, dans la nuit opaque du black out, Toulon qui dort est soudain réveillé en sursaut par une formidable explosion. Une rumeur tragique parcourt la ville : la flotte saute. Tout de suite, un immense rougeoiment emplit le ciel, où roulent des tornades de fumées des flammes rouges. Une tourelle éclate, c'est le *Strasbourg* ; un lent chavirement d'acier dans l'eau grise de mazout, c'est le *Vautour* ; le fracas du chalumeau assaillant les œuvres vives du navire, c'est le *Duplex* ; tous sombrent pavillon haut, au chant de la *Marseillaise*.

Quand, à sept heures, Laval, qui pourtant fut toujours en avance pour trahir, téléphone pour s'opposer au sabordage, on lui dit : « C'est fait ». Et il raccroche.

Notre flotte échappait aux boches, qui avaient envoyé des équipages tout prêts. Mais elle était également perdue pour la France, et cela est un nouveau crime à l'actif de Pétain et de sa bande. Trois sous-marins seulement ont réussi à s'échapper et à rejoindre les forces françaises combattantes.

Un gagne-petit

Un ancien ministre, M. Abel Favre, vient d'être condamné aux travaux forcés à perpétuité pour intelligences avec l'ennemi. Il avait dénoncé un voisin qui n'avait pas remis aux Frisés son fusil de chasse.

Un gagne-petit de la trahison, en somme. Un besogneux qui travaillait au détail.

Si on lui eût donné un malheureux chasseur il avait livré deux millions de Français, il n'en serait pas là.

Au fait, que pense-t-on de son cas, à l'Académie française ?

C'est un crime inexpiable ! nous dit M. Paul Valéry.

— Douze balles dans la peau, c'est tout ce qu'il mérite ! nous déclare M. Georges Lecomte.

Pas de pitié pour les traîtres ! surenchérit le poète Jo Bouvier.

— Mon mari dort, mais je vais le réveiller ! nous téléphone Mme Maurice Donnay.

Car, Dieu merci ! nous la coupole on ne badine pas avec la trahison !

TRENO.

Graves incidents à Bruxelles

Bruxelles, 25 novembre.

Le sang belge a coulé pour la première fois aujourd'hui depuis la libération du pays. Des forces de police et les manifestants se sont heurtés dans le quartier des ministères. Environ vingt coups de feu ont été échangés et des grenades à main ont été lancées.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

"The right man in the right place"

(SUITE)

Le Comité d'organisation des assurances avait pour président, nommé par Vichy, M. Gabriel Chéneaux de Leyritz. Il a occasionné pour commissaire provisoire M. Chéneaux de Leyritz (Gabriel).

M. Chéneaux de Leyritz s'était publiquement vanté d'avoir la confiance de Vichy, de même que, précédemment, il n'avait pas caché ses sentiments dortoiristes.

M. Chéneaux de Leyritz, lors de son passage au ministère du Travail, avait prouvé qu'entre les intérêts de l'Etat et ceux des compagnies d'assurances, il préférait ceux-ci.

M. Chéneaux de Leyritz est le frère de l'ancien préfet de Toulouse que la radio de Londres a cloué au pilori.

Il avait donc tous les titres voulus pour être nommé au poste éminent où le gouvernement provisoire vient de l'appeler et où il conserve toute la confiance des compagnies d'assurances.

— Alors ?
— On s'attend à deux gifles et à une privation de dessert.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A DIT:

"L'emprunt est une réussite. C'est un triomphe que je demande, ou nom de tous, dans l'intérêt de tous, le triomphe de la confiance que les Français ont dans la France."

SOUSCRIVEZ A

L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

DEVANT LA COUR DE JUSTICE

La Gestapo française, Lafont et Bony en tête répond aujourd'hui de ses crimes

Cet après-midi va s'ouvrir, devant la Cour de Justice, l'un des plus grands procès qui passeront dans son enceinte : l'affaire de la Gestapo française.

Depuis quelque temps déjà, la Cour de Justice prenait des vacances. Sa reprise, sous la présidence de M. Ledoux est éclatante. C'est une brochette de douze hommes qui va en faire les frais durant les deux semaines qui suivront.

Tous repris de justice, les membres de la bande de la rue Lauriston ont été dirigés par le chef qu'il leur fallait : Henri Chamberlin, dit Lafont. Ce malfaiteur d'envergure fut leur cerveau; ils en exécutèrent les ordres. Il était d'ailleurs bien secondé dans sa tâche par Pierre Bony qui transforma cette bande de gangsters en une puissante organisation qui fit de son chef l'un des hommes les plus redoutés de France.

Et puis, à côté de la tête, on trouve des comparses, hommes de main prêts à toutes les besognes : Paul Clavié, qui avait reçu le grade de lieutenant SS ; Louis Haré et André Hengel, sous-officiers SS en même temps que faux policiers, tueurs accrédités de la bande ; Alexandre Villaplane, ex-joueur professionnel de football qui, outre sa paye de lieutenant SS, se livrait à un intense trafic d'or ; Louis Pagnon, chauffeur de Lafont, sous-lieutenant SS, faux policier et trafiquant d'or à ses heures ; Edmond Delahaye, secrétaire de Lafont ; Jacques Labussière, qui occupait rue Lauriston les modestes fonctions de planton ; Jean Lescaux, espion, depuis le début au service de la Gestapo ; Charles Delval, expert en objets d'art, cumulant ses fonctions avec celles d'indicateur au service de la rue des Saussaies, et, enfin, Maurice Baté, qui avait d'abord appartenu à la Résistance et qui, arrêté, livra par lâcheté ses camarades.

Tous ces ignobles individus se firent, dès le début de l'occupation, de fidèles serviteurs de l'emprise allemande sur la France. La plupart portèrent l'uniforme allemand qui leur garantissait l'impunité, car, conjointement aux actes spécifiquement allemands, ces malfaiteurs eurent de nombreuses activités, allant du vol ordinaire au crime, augmentant ainsi de façon notable le prix de leur trahison.

Mais l'heure est venue où ils vont expier. « La justice viendra ; c'est la victoire qui l'apportera », annonçait de Gaulle dès 1940. La victoire, nous l'avons. La justice est en marche. Rien ne saurait l'arrêter.

POUR AVOIR DÉSOBÉI A HIMMLER un village allemand subit le sort d'Oradour

New-York, 30 novembre. — On mande de Stockholm que les Allemands viennent de subir leur premier « Oradour » en Prusse Orientale.

C'est le village allemand de Nemmersdorf qui a été rasé sur l'ordre d'Himmler, parce que la population avait désobéi à l'ordre d'évacuation.

Gœbbels et ses services de propagande s'efforcèrent d'accuser les

2F

l'aube

RÉDACTION - ADMINISTRATION - PUBLICITÉ 49, av. de l'Opéra, PARIS - Tél. : OPEra 89-31
A partir de 21 h. : Rich. 81-55

15e ANNEE. — N° 2.471.
VENDREDI 1er DÉCEMBRE 1944
Aujourd'hui : SAINT-ELOI
Demain : SAINTE-BIBIANE

ABONNEMENTS
3 mois .... 140 fr.
6 mois .... 280 fr.

Compte ch. p. : PARIS 1656-38

LES ATTENTATS DANS LE SUD-EST devant l'Assemblée consultative

Cent milliards

par Maurice SCHUMANN

QUAND René Pleven nous annonça que les inscriptions à l'Emprunt de la Libération allaient dépasser le chiffre de 100 milliards, l'Assemblée consultative appplaudit, non seulement vigoureusement, mais encore unanimement.

N'en doutons pas : la nation prolongera l'unanimité du succès en unanimité du triomphe.

Le ministre des Finances a bien voulu reporter le mérite de cette première victoire, d'une part sur le concours moral que donnèrent à l'emprunt les libérateurs de Belfort et de Strasbourg, d'autre part sur le concours direct que fournirent aux pouvoirs publics les mandataires de la Résistance organisée.

Cet hommage, qui honore son auteur, situe l'Emprunt de la Libération dans sa véritable perspective.

Il n'est pas douteux qu'une politique financière fondée sur le volontariat des capitaux n'est pas conforme, en principe, à la doctrine ou au sentiment profond des hommes dont la destinée, l'honneur et la grandeur reposent sur le volontariat du sacrifice.

Ils ont pourtant dominé leurs préférences, comme naguère ils avaient dompté les conseils de la peur, de la prudence ou, tout simplement, de la nature. Pourquoi ? D'abord parce qu'ils ont acquis le sens du Bien Commun. Ensuite, parce qu'on leur a dit que l'emprunt constituait, non pas une fin en soi, mais le préambule nécessaire d'un Plan rénovateur.

Parce qu'on le leur a dit.
Et parce qu'ils l'ont cru.
Il reste à leur montrer qu'on a mérité leur confiance.

Quand le ministre des Finances remontera à la tribune de l'Assemblée pour dire : « Le total des sommes récupérées sur les collaborateurs de l'ennemi et les trafiquants du marché noir ou de la trahison s'élève à 100 milliards », il ne sera certes pas applaudi moins vigoureusement ni moins unanimement qu'hier.

Quand le porte-parole du gouvernement pourra déclarer à la nation : « Les réformes de structure, longtemps promises, accomplies aujourd'hui, t'ont restitué la propriété de tes richesses », le frisson d'une seconde délivrance parcourra le pays.

Sur ce, je vais de ce pas ajouter aux 100 premiers milliards l'obole du pauvre.

Et je vous conseille d'en faire autant.

A L'OUEST DE COLOGNE

Nouvelle offensive de la 9e armée

Les Français, au sud de Strasbourg, libèrent Erstein et Matzenheim

(Photo France-Presse.)
Les « chiens de guerre » aident le génie britannique à détecter les mines.

A l'est de Geilenkirchen, au point où son aile gauche rejoint l'aile droite de la 2e armée britannique, la 9e armée américaine a déclenché une nouvelle attaque de grand style dans le but de prendre les défenses allemandes de la Roer par le nord. Le centre de gravité de cette offensive est la route de Lindern à Linnich ; les combats sont acharnés autour de Lindern et dans la localité de Beeck, menacée également par la 2e armée. Les Américains ont occupé les hauteurs qui dominent la route de Linnich.

La 1re armée a achevé le nettoyage de Langerwehe et occupé Jungersdorf. Dans Merode et Hofhardt, Allemands et Américains sont aux prises. La route de Hurtgen à Kleinhau a été entièrement dégagée et les Américains se trouvent ici à 7 km. de Duren.

VIOLENTS COMBATS DEVANT MERZIG

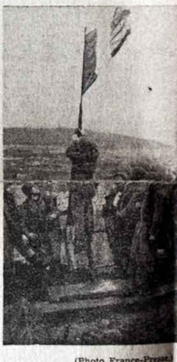
Sur le front de la 3e armée, le temps automnal a cessé, et c'est l'hiver et la gelée qui donnent au front une nouvelle physionomie. Les blindés circulent plus facilement, l'activité combative se trouve intensifiée.

La résistance allemande se raidit devant Merzig. Les Alliés avancent lentement à travers les barrages de mines et le tir de barrage de l'artillerie ennemie. Gerlfangen, à 6 km. plus au sud-est, est occupé. Au sud-ouest de Sarrelouis, les Américains ont cerné Felsberg. Au nord de Saint-Avold, L'Hôpital a été libéré. A 14 km. au sud-ouest de Sarreguemines, les forces alliées ont atteint Puttelange. Les combats devant Sarre-Union continuent. Plus à l'ouest, les troupes de la 3e armée nettoient la ligne Sarreguemines-Haguenau.

La résistance allemande se raidit également dans la plaine d'Alsace. Les blindés du général Leclerc ont néanmoins progressé de Strasbourg vers Colmar et libéré Erstein, puis Matzenheim, à 26 km. de Strasbourg.

Au nord de Strasbourg, l'ennemi tend à se replier au delà de la Moder. Les Alliés ont progressé au nord-est de Struth et attaquent à 5 km. à l'ouest d'Haguenau, près d'Uhwiller et de Berstheim. Niederscheffelstein, au sud d'Haguenau est pris et dépassé, et des unités américaines sont à 3 km. de la ville même.

Sur les routes des Vosges, les forces de la 7e armée progressent en combattant. Elles ont occupé Andlar et Saint-Maurice, au nord-ouest de Sélestat, et approchent de L- Vancelle, à l'ouest de cette ville. Plus au sud, les troupes du général de Montsabert ont gagné du terrain dans le secteur au nord-est du Thillot, entre les cols de la Schlucht et de Bussang.



(Photo France-Presse.)
Dès l'entrée des troupes françaises à Belfort, le drapeau tricolore est hissé en haut du château.

Les forces avançant de Mulhouse vers le nord sont à 32 km. de Colmar. Les informations selon lesquelles les troupes du général Béthouard auraient atteint Colmar étaient donc erronées.

LEIPZIG BOMBARDE

Plus de 1.000 avions alliés ont attaqué la ville de Leipzig et la région industrielle dont elle est le centre.

L'ARMÉE ROUGE S'OUVRE LE CHEMIN VERS L'EST DE L'AUTRICHE

La prise de Pecs (Fuenfkirchen) par l'armée du maréchal Malinowsky est une des plus grandes victoires soviétiques depuis le début de la campagne d'automne. Plus de 500 localités ont été occupées. Le chemin vers le lac Balaton, vers la région au sud de Budapest et vers l'est de l'Autriche est ouvert, à moins que l'ennemi ne réussisse à rassembler ses forces et à former de nouvelles lignes défensives dont aucune pourtant ne vaudra la ligne du Danube, forcée avant-hier par les Russes.

L'aile droite de l'armée Malinowsky s'est emparée des villes hongroises d'Eger et de Zliskov (à 15 km. nord-ouest de Miskolcz).

En Yougoslavie, on annonce la libération de Craïevo.

Tokio bombardé pour la 3e fois en quinze jours

Des avions du type « superforteresse », partis de l'île de Saïpan, ont bombardé Tokio pour la troisième fois en quinze jours.

Dans l'île de Leyte, une saison exceptionnellement pluvieuse arrête les opérations des forces alliées.

En Birmanie, les Britanniques se trouvent à 8 km. à l'ouest et à 6 km. au nord de Kalewa, sur la Chindwin. Dans l'Arakan, l'ennemi se replie dans le secteur de Paletwa.

MENACE sur Tchoung-King

Dans le Kouang-Si, les Japonais, poussant avec vigueur en direction nord, ont atteint et franchi la frontière du Koueï-Tchéou. Ils menacent Koueï-Yang, la route de Birmanie et indirectement la ville de Tchoung-King. Les efforts alliés en Birmanie risquent d'être rendus vains, puisque la communication entre les Indes et Tchoung-King qu'ils sont destinés à assurer se trouve menacée en territoire chinois.

Jules PAYROL.

Une intervention de M. TEITGEN sur la liberté de la presse

L'examen du collectif a toujours été une petite épreuve pour les membres du gouvernement. Cette épreuve, l'Assemblée consultative l'a fait subir, hier, à deux ministres. Mais elle n'était pas bien redoutable.

Les crédits supplémentaires réclamés par le gouvernement, qui s'élèvent à 11 milliards, s'expliquaient facilement, d'une part, par le fait que les ministres de Vichy avaient largement usé des crédits qu'ils s'étaient octroyés ; d'autre part, en raison du regroupement nécessaire des administrations centrales et du reclassement du personnel consécutif à l'épuration.

M. Pleven, ministre des Finances, a profité de l'occasion qui lui était offerte pour annoncer à l'Assemblée qu'il ferait, à la fin du mois de décembre, un exposé sur la situation financière.

En attendant, enregistrons ce qu'il a dit du succès de l'Emprunt de la Libération, qui dépassera aisément 100 milliards : « Ce sera la plus vaste et la moins coûteuse des opérations de crédit réalisées en France sous n'importe quel régime par aucun gouvernement. » Cette déclaration a été accueillie avec une évidente satisfaction par les délégués.

Sur l'émotion soulevée par les événements qui se déroulent depuis quelques jours dans le Sud-Est, M. Tixier, ministre de l'Intérieur, n'a pu apporter de précisions très nettes, puisqu'on ignore encore s'il s'agit d'accidents ou d'attentats. L'enquête menée par M. de Menthon, ministre de la Justice, fera sans doute bientôt la lumière sur ces faits malheureux.

M. Tixier a pu donner à l'Assemblée l'assurance que tout est fait pour mettre un terme aux agissements de la 5e colonne, contre laquelle des brigades spéciales de police ont engagé la lutte.

Quant au maintien de l'ordre, le ministre estime qu'il ne dépend pas uniquement de la police. Arrêter n'est pas tout : il faut juger sévèrement et surtout promptement. Les applaudissements qui ont accueilli cette déclaration montrent assez que l'Assemblée désire, elle aussi, qu'on en finisse au plus tôt avec l'épuration.

Le ministre de l'Information ayant annoncé la veille que les journaux devraient vraisemblablement réduire leur tirage ou leur format en raison du manque de papier, devait s'attendre à des récriminations. De fait, elles ne lui ont pas fait défaut. Au nom de la liberté de la presse, plusieurs orateurs ont protesté contre cette décision.

Mais, ce faisant, ils savaient très bien que M. Teitgen, qui fut le Tristan de la Résistance, n'aurait pu se décider à prendre une telle mesure qu'en désespoir de cause, après qu'elle eût été rendue absolument indispensable.

Mardi prochain, l'Assemblée examinera la suite du collectif.

LA SEANCE

Le président Félix Gouin ouvre la séance à 15 heures.

L'Assemblée aborde l'examen du collectif pour 1944.

La discussion s'élève à propos des crédits des ministères de l'Information et de l'Intérieur.

M. Joseph Denais demande le respect de la liberté de la presse : pas de parti unique, pas de journal unique. De leur côté, M. Cogniot, puis M. Albert Bayet déclarent que la réduction des tirages des journaux pourrait être évitée, et qu'elle devrait l'être dans l'intérêt national : « La presse est une arme de guerre, la diminuer, c'est diminuer la puissance de la France. »

« L'EMPRUNT de la Libération dépassera 100 milliards »
annonce le ministre des Finances

En attendant la venue du ministre de l'Information, l'Assemblée aborde les crédits du ministère de l'Intérieur.

Les incidents dans le sud-est de la France

M. Marty évoque les événements dont le sud-est de la France est le théâtre : quelles mesures le gouvernement prend-il contre la cinquième colonne ?

Puis le sort des indigènes de l'Afrique du Nord, et celui des déportés politiques non encore rapatriés, est évoqué par M. Martel.

Répondant à ces diverses questions M. Tixier, ministre de l'Intérieur, expose les sévères mesures d'épuration prises dans son département et les bases de la réorganisation de la police et de la sûreté nationale. Quant aux événements du sud-est de la France, l'enquête, confiée à l'autorité militaire, n'a pas encore permis de dire s'il s'agit d'accidents ou d'attentats. En tout cas, la cinquième colonne sera traquée et impitoyablement châtiée, et des mesures générales ont été prises par le ministre de la Justice pour accélérer l'épuration.

Quant aux déportés politiques, ils seront prochainement rapatriés, et les promesses faites aux indigènes d'Afrique du Nord seront tenues.

L'Assemblée, ayant voté les crédits de l'Intérieur, reprend le débat sur l'Information.

L'exposé du ministre de l'Information

Après les interventions de MM. Guyot, Thuillier, Le Brun et de M. Pimienta sur le statut des journalistes, le ministre de l'Information fait un large exposé des mesures prises et à prendre. L'épuration de la presse a été rapidement poussée. Une commission nationale statuera sur l'attribution de la carte professionnelle de journaliste.

— La presse, dit M. Teitgen, doit être libre. L'Agence française de presse doit devenir une libre coopérative d'information.

Reste la question du papier. Il faut accepter le sacrifice d'une réduction de 25 % des attributions de papier. Cette mesure est imposée par la situation actuelle.

L'assemblée adopte finalement les crédits demandés par M. Teitgen. Elle adopte — sans débat — les crédits des Affaires étrangères, de la Santé publique, de l'Air, de la Marine marchande, de la Reconstruction.

Mardi prochain, elle examinera le reste du collectif.

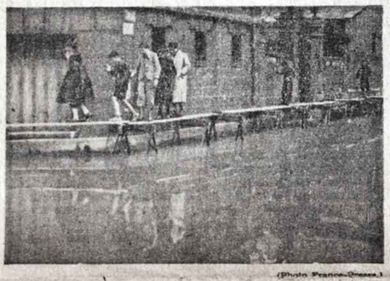
Au cours de la séance, elle avait adopté la résolution invitant le gouvernement à faire de la fête de Noël une journée de solidarité envers l'armée nationale.

La séance est levée à 19 h. 30.

AUJOURD'HUI Conseil des ministres

Le Conseil des ministres se réunira ce matin à 9 h. 30, sous la présidence de M. Jeanneney, ministre d'Etat.

LA SEINE CONTINUE A MONTER



(Photo France-Presse.)
Le niveau de la Seine continue de monter : il atteignait 5 m. 21, hier, au pont d'Austerlitz ; on prévoit une cote de 6 mètres pour mardi prochain. De leur côté, la Marne et l'Oise accusent une hausse très sensible. Cette crue, qui paralyse toute la navigation fluviale est la plus forte qui ait été enregistrée depuis 1941.

TROIS CRISES POLITIQUES EN EUROPE

ITALIE

M. Bonomi renonce à former le cabinet

Rome, 30 novembre. — La radio romaine annonce que M. Bonomi a renoncé à former le cabinet.

Le Comité de libération nationale a désigné M. Ruini pour constituer le ministère. Le calme règne dans la capitale italienne, alors que, on s'en souvient, la foule avait sifflé, il y a peu de jours, le prince Humbert au moment où il passait une revue.

POLOGNE

M. Arciszewski, chef du nouveau gouvernement

Londres 30 novembre. — M. Tomasz Arciszewski (socialiste) a constitué le nouveau cabinet polonais. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Adam Tornowski (sans parti) était ministre de Pologne auprès du gouvernement tchécoslovaque ; le ministre de l'Intérieur, M. Berezowski (national démocrate) était le chef du mouvement clandestin polonais.

BELGIQUE

M. Pierlot maintient sa politique de fermeté

Bruxelles, 30 novembre. — Les conducteurs de tramways du centre de Bruxelles, qui étaient en grève depuis hier, ont repris leur travail tard dans la soirée. M. Pierlot maintient sa politique de fermeté vis-à-vis des groupes de la résistance.

DEVANT LA COUR DE JUSTICE

La Gestapo française, Lafont et Bony en tête répond aujourd'hui de ses crimes

Cet après-midi va s'ouvrir, devant la Cour de Justice, l'un des plus grands procès qui passeront dans son enceinte : l'affaire de la Gestapo française.

Depuis quelque temps déjà, la Cour de Justice prenait des vacances. Sa reprise, sous la présidence de M. Ledoux est éclatante. C'est une brochette de douze hommes qui va en faire les frais durant les deux semaines qui suivront.

Tous repris de justice, les membres de la bande de la rue Lauriston ont été dirigés par le chef qu'il leur fallait : Henri Chamberlin, dit Lafont. Ce malfaiteur d'envergure fut leur cerveau; ils en exécutèrent les ordres. Il était d'ailleurs bien secondé dans sa tâche par Pierre Bony qui transforma cette bande de gangsters en une puissante organisation qui fit de son chef l'un des hommes les plus redoutés de France.

Et puis, à côté de la tête, on trouve des comparses, hommes de main prêts à toutes les besognes : Paul Clavié, qui avait reçu le grade de lieutenant SS ; Louis Haré et André Hengel, sous-officiers SS en même temps que faux policiers, tueurs accrédités de la bande ; Alexandre Villaplane, exjoueur professionnel de football qui, outre sa paye de lieutenant SS, se livrait à un intense trafic d'or ; Louis Pagnon, chauffeur de Lafont, sous-lieutenant SS, faux policier et trafiquant d'or à ses heures ; Edmond Delahaye, secrétaire de Lafont ; Jacques Labussière, qui occupait rue Lauriston les modestes fonctions de planton ; Jean Lescaux, espion, depuis le début au service de la Gestapo ; Charles Delval, expert en objets d'art, cumulant ses fonctions avec celles d'indicateur au service de la rue des Saussaies, et, enfin, Maurice Baté, qui avait d'abord appartenu à la Résistance et qui, arrêté, livra par lâcheté ses camarades.

Tous ces ignobles individus se firent, dès le début de l'occupation, de fidèles serviteurs de l'emprise allemande sur la France. La plupart portèrent l'uniforme allemand qui leur garantissait l'impunité, car, conjointement aux actes spécifiquement allemands, ces malfaiteurs eurent de nombreuses activités, allant du vol ordinaire au crime, augmentant ainsi de façon notable le prix de leur trahison.

Mais l'heure est venue où ils vont expier. « La justice viendra ; c'est la victoire qui l'apportera », annonçait de Gaulle dès 1940. La victoire, nous l'avons. La justice est en marche. Rien ne saurait l'arrêter.

AUJOURD'HUI

100 gr. de beurre
40 gr. de fromage
Inscription pour 100 gr. d'huile

— Pardon, monsieur, pourriez-vous m'indiquer vos conditions de paix ?...

POUR AVOIR DÉSOBÉI A HIMMLER un village allemand subit le sort d'Oradour

New-York, 30 novembre. — On mande de Stockholm que les Allemands viennent de subir leur premier « Oradour » en Prusse Orientale.

C'est le village allemand de Nemmersdorf qui a été rasé sur l'ordre d'Himmler, parce que la population avait désobéi à l'ordre d'évacuation.

Goebbels et ses services de propagande s'efforcèrent d'accuser les Russes de ce crime, mais il a été démontré que l'armée rouge n'était pas encore parvenue dans ce secteur au moment du massacre.

UNE DECLARATION DE M. STIMSON

Les difficultés de transport ont retardé l'offensive sur le front de l'Ouest

Washington, 30 novembre. — M. Stimson, ministre de la Guerre, a déclaré aujourd'hui que le général Eisenhower s'était trouvé dans l'obligation de retarder de quelques semaines son offensive en Europe à cause d'une insuffisance de munitions. Il a ajouté qu'elle n'était pas le fait, comme le bruit en avait couru, d'un décalage de la production, mais de la difficulté d'amener le ravitaillement au front de la dislocation des communications ferroviaires et de la destruction des ports.

DU 9 AU 11 DECEMBRE

Pèlerinage des F. F. I. à Lourdes

Une manifestation religieuse et patriotique des F.F.I. se déroulera à Lourdes, du 9 au 11 décembre prochain, sous la présidence d'honneur de Mgr Choquet, évêque de Lourdes, et la présidence effective de Mgr Théas, évêque de Montauban et d'un représentant du gouvernement. Un grand rassemblement se tiendra, dans l'après-midi du 10 décembre. Les cérémonies seront radiodiffusées.

L'EXPLOSION DU CHATEAU DE TIMONE

Deux ministres MM. de Menthon et Billoux enquêtent sur place

Marseille, 30 novembre. — Arrivés à Marignane par avion, MM. de Menthon, ministre de la Justice, et Billoux, ministre de la Santé publique, ont conféré aussitôt à la préfecture avec les autorités administratives et locales. Le problème du maintien de l'ordre dans la région de Marseille a tenu la plus grande place dans ces entretiens.

M. de Menthon a souligné l'augmentation récente du nombre des Cours de justice et des magistrats. Il a dit tout l'intérêt que le gouvernement attache à la répression la plus prompte des faits de trahison, ajoutant :

— Avec M. Billoux nous allons nous informer directement de ce qui se passe dans le Vaucluse. Rien ne sera épargné pour que la lumière se fasse sur les événements car, déjà, nous avons l'impression d'être en présence d'un ensemble de faits dont les dirigeants cachés ont un but contraire à l'ordre public.

Aujourd'hui, les deux ministres se sont rendus à Pertuis, sur le théâtre de l'explosion qui a détruit le château de la Timone.

On découvre à Manosque un troisième cadavre

Un troisième corps, celui d'un F.F.I. de Manosque, âgé de vingt-deux ans, a été retiré des décombres.

M. Billoux, ministre de la Santé publique, en venant de Marseille, s'est rendu sur les lieux de l'explosion. Le soir, une chapelle ardente a été aménagée, où les corps des trois victimes, qui appartenaient au parti communiste, ont été déposés.

LA MESSE DE NOEL pourra être célébrée AVANT LA NUIT

Le Souverain Pontife a décidé que la messe de minuit pourrait encore être célébrée cette année, comme précédemment, en fin d'après-midi.

(Photo France-Presse.)
Assemblée des archevêques et évêques protecteurs de l'Institut catholique pour l'élection du nouveau recteur.

Notre presse vivra

LA presse parisienne va-t-elle être contrainte, faute de papier, de réduire son tirage ?

M. Robert Lacoste, recevant hier soir les membres de la Fédération Nationale de la Presse, n'a pas dissimulé qu'une telle éventualité devrait être envisagée si, dans un temps très court, les fabriques de papier journal n'étaient pas approvisionnées en bois et en charbon et si n'était pas résolu le problème de l'acheminement du papier des usines aux imprimeries de la capitale.

Après un examen consciencieux de ces diverses questions essentiellement techniques, il apparait que si la situation n'est pas désespérée, elle n'en reste pas moins redoutable.

Or on ne soulignera jamais assez fermement la nécessité où nous sommes d'avoir une presse à notre taille, libre et rayonnante.

Le pays ressent un besoin impérieux d'être informé, éclairé, rassemblé. C'est là le rôle et la raison d'être de notre presse, surgie de la nuit de la clandestinité pour crier au grand jour la vérité.

Ce rôle, elle entend le remplir avec la pleine conscience de ses responsabilités.

A l'extérieur, la France doit être entendue et comprise. Grâce à ses magnifiques armées, grâce à l'action énergique de son gouvernement, elle a brillamment repris son rang parmi les grandes puissances. A leurs côtés, la voici victorieuse. Demain, lorsqu'il s'agira de faire la paix et de rebâtir un monde, comment pourra-t-elle faire entendre sa voix si la Nation est sans conscience et l'opinion sans écho ?

Après les armes pour nos soldats, l'instrument le plus puissant de la grandeur française est notre presse libre.

Cette presse, qui a rejeté le joug ignominieux de l'argent, ne pourrait pas subir de trop lourdes réductions sans se trouver dans une situation délicate. Nous pensons particulièrement aux journaux d'opinion, à ceux dont le tirage moyen se chiffre aux alentours de 100.000 exemplaires. Or ces journaux ont besoin de se développer et de rester libres pour remplir leur fonction. Tout obstacle à leur développement les condamnerait inévitablement à mort et la démocratie française en subirait un dommage moral incalculable.

Il faut donc que notre presse vive, même en ce temps de misère. Il le faut, et c'est pour cela que nous demandons que la question soit posée sur son vrai terrain.

Redisons-le. Il s'agit d'un problème technique dont les chemins de fer, les voies d'eau, le bois, la houille sont les principaux éléments. Dans la répartition des médiocres ressources laissées par la guerre à la disposition du pays, la presse doit évidemment bénéficier d'une place de choix. Dans l'ordre de priorité des transports, elle occupe déjà le quatrième rang, immédiatement après les besoins militaires, le charbon et le bois de mine. Dans tous les domaines, il doit en être ainsi. Si les services de certains ministères n'avaient pas encore compris l'importance vitale de la presse et, consciemment ou non, paralysaient son développement, ils devraient immédiatement être mis en demeure de changer d'attitude.

Cependant, la presse doit comprendre, sous peine de méconnaître à la fois son rôle et sa dignité, qu'il est des nécessités devant lesquelles il faut, en temps de guerre et d'extrême pénurie, savoir s'effacer.

Au demeurant, nous faisons confiance à M. Robert Lacoste, dont toute la Résistance connait l'attitude courageuse, pour apporter de promptes solutions aux problèmes de production et de transport qui ressortissent à son département.

Nous faisons également confiance à notre ami P.-H. Teitgen, ministre de l'Information, qui, depuis trois mois, a accompli dans son domaine une œuvre révolutionnaire qu'il mesure plus que quiconque l'intérêt vital que présente pour la France une presse saine et libre.

Notre presse vivra.

l'aube.

FRANÇAIS ! AIDEZ LES ALLIÉS en récupérant les "JERRICANS"

Cet appel s'adresse à vous tous qui brûlez du désir de participer à l'immense effort de guerre des Alliés. Vous pouvez contribuer à les aider et participer ainsi efficacement à hâter la fin de la guerre. Il suffit pour cela que vous apportiez à LA MAIRIE la plus proche de votre domicile les bidons d'essence vides abandonnés par nos alliés en France au cours de leur avance.

SUR LE FRONT D'ALSACE

Dans Strasbourg aujourd'hui revenu à la vie

(De notre correspondant de guerre Roger BASCHET)

Lorsqu'on apprend que les blindés ont atteint une ville, on se représente aussitôt la cavalerie d'acier arrachant les routes du galop de ses chenilles et renversant tous les obstacles : charge irrésistible que rien ne peut, semble-t-il, enrayer. Mais, ce qui est vrai quand l'ennemi en déroute perd ses moyens de défense, ne l'est plus en plein combat ; le char en butte alors à des armes perfectionnées, accuse certaines faiblesses, et son avance doit être accompagnée de mille précautions. Difficilement maniable, presque aveugle, il peut êtrer comparé à une bête sauvage, que menacent à tout moment le piège disposé sur son passage et le projectile qu'un tireur habile enverra au point faible de sa cuirasse.

Illustration de BILL.

Le piège est dissimulé dans la terre ou sous les feuilles ; sous le poids du char il fait exploser une mine ou s'enfonce légèrement dans le sol pour ne fonctionner qu'au passage du cinquième ou du sixième véhicule, et semer la panique dans le convoi.

Le projectile prend deux formes différentes : l'obus perforant qui, lancé par canon antichar, éclate au cœur même de la machine et la redoutable petite torpille envoyée à bout portant au moyen d'un engin léger appelé « bazaooka ». Contre tous ces dangers, le char livré à lui-même est pratiquement impuissant : il lui faut, pour se défendre, l'aide de... l'infanterie : l'infanterie qui le précède et l'encadre, déblaie le terrain devant lui, détecte les mines, repère les canons antichars et lance des ponts sur les fossés ; l'infanterie qui peine jour et nuit pour tracer la route de l'armée motorisée, et dont nous avons tant de fois dit le rôle obscur dans le froid, la boue et la neige.

Des officiers de chars interrogés à Mulhouse ont déclaré que la ville n'eût point résisté aussi longtemps si les escadrons blindés avaient été accompagnés d'un plus grand nombre de tirailleurs. A Seppois, les chars se montrèrent incapables de lutter contre un groupe d'Allemands qui, réfugiés dans les bois, bombardaient la ville sans qu'il fût possible de repérer leurs pièces ; et il fallut faire appel à l'infanterie. Les fantassins, enfin, durent monter à l'assaut du fossé antichar qui encerclait Belfort, neutraliser les pièces, bousculer les bezaookas et jeter des passerelles. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

C'est pourquoi la plupart des escadrons de reconnaissance comprennent, aujourd'hui, une compagnie d'infanterie portée qui, dans les passages difficiles, tels que les villages et les bois, marche devant les chars. La conception du tank de 1917 destiné à servir de bouclier aux troupes est changée : le rôle du blindé est aujourd'hui d'appuyer l'attaque, de l'aider de ses canons et de devenir, lorsqu'on lui a ouvert le chemin, un terrible rouleau compresseur qui décime l'infanterie ennemie et fait de profondes percées.

C'est ainsi qu'il arrive toujours un moment où la machine la plus perfectionnée apparaît comme inférieure à l'instinct et à l'esprit d'initiative du soldat. On fera peut-être du char le grand vainqueur de la guerre, alors que le mérite reviendra, en définitive, à ceux qui, par leur courage, leur intelligence et leur désintéressement, ont gagné toutes les batailles de l'histoire : les fantassins.

g libérée
novembre
n-Baden...

el HINCKER

nne, nous avons laissé notre voi-
pu vivre parmi des Alsaciens et

en le français. Notre langue était
pour ce crime-là. Ils la parlaient

LAFONT ET BONY

comparaissent cet après-midi devant la Cour de Justice avec dix de leurs complices

(Photo *Combat.*)

Trois des agents de la Gestapo française, photographiés sous l'uniforme allemand : debout, coiffés d'une casquette d'officier, Paul Clavié et Pagnon. Derrière ce dernier, Haré.

Dix trafiquants d'or et de devises arrêtés aux abords de la Bourse

Huit millions de pièces d'or et billets étrangers sont saisis

Depuis quelque temps, l'attention de la Préfecture de Police avait été appelée sur un important trafic d'or et de devises qui s'opérait aux abords de la Bourse de Paris.

Sous la direction de M. Perez, commissaire de police, les inspecteurs ont exercé pendant plusieurs jours des surveillances, particulièrement dans les cafés situés à proximité de la Bourse. Ils ont réussi à pénétrer dans ce milieu spécial de trafiquants et à recueillir de précieux renseignements.

Hier, entre midi et treize heures, une vaste opération policière a été effectuée par le personnel de la direction de la Police judiciaire, sous la direction de M. Perez. Un certain nombre d'individus suspects ont été appréhendés et conduits sur-le-champ, 36, quai des Orfèvres, où ils ont été soumis à un examen très sévère.

C'est dans ces conditions qu'il a été possible de mettre en état d'arrestation dix de ces individus, trafiquants notoires d'or et de devises.

Il a été trouvé sur eux ou à leur domicile des preuves flagrantes de leur trafic délictueux, pièces d'or et devises, dont la valeur en francs s'élève à environ huit millions.

Trois mois après leur arrestation, les chefs de la Gestapo française de la rue Lauriston, le capitaine de SS Henri Chamberlin, dit Lafont, et son lieutenant Pierre Bony, comparaîtront cet après-midi devant la Cour de justice, avec dix de leurs complices.

La Cour reprend ainsi le cours de ses audiences interrompues à cause de l'embouteillage de l'instruction. La police, réduite par l'épuration, ne suffisait plus à opérer les vérifications nécessaires. Il avait fallu donner des pouvoirs nouveaux aux juges d'instruction.

Ce n'est seulement qu'une « première charrette », celle des principaux tueurs, qui sera jugée aujourd'hui et au cours des audiences des dix jours suivants. D'autres suivront et qui ne seront pas les moins révélatrices, car elles feront apparaître ce qu'on a appelé le « côté secondaire » de l'affaire. Elles préciseront, en effet, la culpabilité des conseillers municipaux Georges Prade et Levillain, des Lionel de Wiett, Guy de Voisins, etc...

Car la bande, dont le siège était 93, rue Lauriston, ne se contentait pas, pour le compte des Allemands, d'arrêter et de torturer les patriotes, de rechercher les parachutistes, d'opérer des perquisitions, de rafler or et bijoux; c'était un véritable « gang » où hommes politiques et journalistes collaborationnistes, rois du marché noir, demi-mondaines, artistes de cinéma ou de music-hall coudoyaient des bandits plusieurs fois assassins.

SUITE EN PAGE 2

EDITION DE PARIS

COMBAT

DE LA RÉSISTANCE A LA RÉVOLUTION

2 francs

4ᵉ année, n° 149 - Vendredi 1ᵉʳ Décembre 1944

100, rue Réaumur, Paris - GUT. : 80-60

UN DÉBAT DE POLITIQUE INTÉRIEURE

s'est ouvert hier à l'Assemblée consultative

à propos de la discussion de certains crédits

M. Tixier, ministre de l'Intérieur assure que l'épuration sera conduite « de façon juste, mais impitoyable »

L'Assemblée consultative a commencé hier la discussion de l'avis sur le projet d'ordonnance, portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1944.

Le rapporteur de la Commission du budget, M. André Philip, annonce que le montant total des crédits à ouvrir s'élève à 11 milliards 354 millions.

Les crédits demandés par le ministère d'Etat et le ministre délégué en Afrique du Nord sont rapidement approuvés. Mais l'examen de ceux que sollicite le ministre de l'Information va engager l'Assemblée dans des débats politiques.

L'affaire de Pertuis

C'est d'abord la situation troublée du sud-est et du sud-ouest, qui est évoquée en détail par M. Marty au nom de la délégation communiste. L'exemple le plus grave est celui de Pertuis :

« La population est exaspérée, dit M. Marty. Le Comité de la Libération a prononcé alors des condamnations à mort contre cinq miliciens coupables de crimes antérieurs. Les autorités ont demandé le respect de la légalité, et la population trouvant dérisoire l'invocation de la légalité de 1939 a envahi le tribunal dont l'estrade s'est effondrée. Le principal condamné s'est évadé.

« Déjà, on a commué à Valence la condamnation capitale de bandits miliciens. La population n'admet pas cette indulgence, et de véritables émeutes peuvent se produire. »

L'orateur dénonce d'autres incidents et, en particulier, un complot que, sous des apparences monarchistes, la cinquième colonne tramerait à son aise entre Limoges et Tarbes.

A son tour, M. Martel signale qu'en Afrique du Nord la situation est loin d'être satisfaisante. Il réclame le droit de vote pour tous les indigènes de l'Algérie et le rapatriement des internés politiques de 1940.

M. Tixier, ministre de l'Intérieur, se défend d'instituer un débat de politique intérieure, en répondant à l'interpellation de M. Marty. Il déclare que le général de Gaulle se réserve d'intervenir lui-même devant l'Assemblée à son retour de Moscou sur cet important sujet.

Puis parlant de l'affaire de Pertuis il déclare qu'à l'heure actuelle il est impossible de dire si l'explosion de la Timone est accidentelle ou si elle résulte d'un attentat.

Le ministère de l'Intérieur épuré

Le ministre décrit ensuite l'ampleur des réformes administratives et des mesures d'épuration qu'il lui a fallu [illegible] une administration dirigée tour à tour par Peyrouton, Pucheu, Laval et Darnand.

SUITE EN PAGE 2

COMBAT

Le problème de la presse, que nous avons abordé hier, n'offre qu'un des aspects de cette offensive contre la résistance, dont il faut bien que nous prenions conscience. Cette offensive est moins évidente chez nous qu'ailleurs. Mais elle n'en est pas moins dangereuse.

Il est vrai que les hommes de la résistance ne sont pas des saints, et cela est heureux, car nous n'avons que faire d'une nation de saints. Ils prêtent le flanc à la critique. Ici du moins, nous avons toujours reçu cette critique avec la considération qu'elle méritait. Au besoin, nous y avons ajouté, parce que nous considérions que la résistance avait plus de devoirs que de droits et qu'elle avait tout à perdre en devenant une secte.

Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas de critique, ni de cet effort de correction mutuelle, où les membres d'une communauté trouvent le principe de leur progrès. Il s'agit d'une bataille qui est menée sur tous les plans contre des hommes ou des idées dont on commence à juger qu'ils menacent un certain ordre.

La résistance, en effet, était ignorée par beaucoup de Français, et surtout par ceux qui n'avaient jamais rien fait pour elle. Quand on a vécu l'insurrection de Paris, on sait bien que le calme qui régnait alors dans ce qu'on appelle les quartiers riches, était à la fois celui de l'ignorance et de l'indifférence. Les hommes qui n'aiment pas que le monde change quand le monde leur est favorable ont pu croire un moment que la résistance était seulement un groupe de patriotes français qui s'étaient mobilisés eux-mêmes. Ils étaient disposés à lui sourire.

Elle était cela, en effet. Mais elle est devenue quelque chose de plus. Une force de rénovation qui a conçu l'idée d'une France juste, en même temps qu'elle forgeait une France libre. Les hommes qui n'aiment pas que le monde change ont le sentiment, aujourd'hui, d'avoir été trompés. La libération de la France signifiait seulement pour eux le retour aux menus traditionnels, à l'automobile et à « Paris-soir ». Que la liberté vienne vite et que nous soyons enfin médiocres et puissants à notre aise !

Mais la résistance prétend qu'il ne faut pas se reposer, que tout reste à faire et que le combat continue. Elle dit qu'il faut accepter d'être pauvre pour que le pays soit riche, consentir aux privations pour qu'un peuple reçoive enfin le nécessaire. Mais la résistance finit par se dire socialiste. Il y a eu malentendu.

C'est ce malentendu qu'on veut faire payer à la résistance. On veut se reposer, on veut garder ses privilèges : l'offensive a commencé. Il ne nous reste donc plus qu'à accepter la lutte. Cela tombe bien, justement. Nous commencions à être lassés de ces continuelles attaques contre ce qu'on appelle une fraction du pays, oubliant ce que le pays doit à cette fraction.

SUITE EN PAGE 2

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE ET COLONIES

3 mois............ 140 fr.
6 mois............ 260 fr.

Chèques postaux : 32.64

Dans Strasbourg libérée un spahi, le 24 novembre téléphonait à Baden-Baden...

De notre envoyé spécial Michel HINCKER

Alsace, 30 novembre. — A l'entrée d'une bourgade alsacienne, nous avons laissé notre voiture dans un fossé anti-char mal comblé. Grâce à lui nous avons pu vivre parmi des Alsaciens et imaginer un peu leur existence pendant quatre ans.

D'abord, ils s'excusent. Ils ont peur de ne plus parler assez bien le français. Notre langue était interdite, sous peine de prison. Et la plupart ont connu le cachot pour ce crime-là. Ils la parlaient encore, le soir, quand les volets étaient tirés, mais de peur que les enfants n'aillent se trahir innocemment, c'est en allemand qu'ils s'exprimaient avec eux. D'ailleurs, presque tous les instituteurs ont été déportés, et les nouveaux sont de bons Prussiens.

« Vive la France ! »

De tout temps, ce grand-père, qu'on nous présente, n'a jamais connu que l'alsacien. Mais il a mis un point d'honneur à ne jamais quitter la brasserie sans lancer un « ponsoir, messieurs-tames » qui le soulageait de certaines douleurs. Et cet autre, dont un hôtelier de Strasbourg me raconte l'histoire: chaque soir, il venait boire son vin blanc, et chaque soir, il entrait en disant : « Vive la France ». Puis il s'asseyait, buvait et s'en allait. Le jeu dura plusieurs mois, au grand effroi de l'hôtelier. Il paraît qu'il disait cela comme il aurait souhaité le bonjour à la société, très calmement.

Mais un jour, deux « gestapos », ainsi qu'ils les nomment, ont assisté à la scène. Ils appellent le patron :

— Qu'est-ce que c'est que cet homme-là ?

— Je ne sais pas. Sans doute, il est ivre.

Les deux policiers s'approchent de l'homme. Ils le questionnent. Lui les regarde sans étonnement et répond en patois :

— Tiens, vous voilà ! Ça faisait longtemps que je vous attendais.

Ils l'ont emmené, et ses amis n'ont plus jamais eu de ses nouvelles.

Le Parti dans la vallée du Rhin

Il faut des heures pour s'habituer à cet air qu'ils respirent, où l'on cite un nom qui est celui du Gauleiter, ou du chef nazi du village. Et ce sont des hommes qui leur sont familiers, ils les connaissent, ils allaient boire un verre de schnaps avec eux. Sous peine de mort, les Alsaciens français — car il a toujours existé des Alsaciens allemands, et ils sont encore là; c'est quelquefois votre voisin que les F.F.I. du pays laissent en paix parce que l'heure n'est pas encore venue, mais, lorsqu'ils jugeront qu'il est temps, ils vont s'expliquer d'homme à homme, et tous les morts ressurgiront dans la conversation : à ce moment, nulle autorité ne saura empêcher la justice de s'accomplir — sous peine de mort, les Alsaciens français ont dû jouer aux bons citoyens, aller aux réunions et ne pas se faire porter malades quand il s'agissait de creuser des fortifications.

— Moi, je suis camionneur. Ils se sont aperçus que nous leur abîmions trop de voitures, et comme ils ne voulaient pas mettre en doute notre manque de civisme, ils nous ont conviés à faire un stage professionnel en Allemagne. Celui qui refusait était déporté. Voici notre emploi du temps: le matin, gymnastique, café, maniement d'armes et un peu d'instruction professionnelle : l'après-midi, même programme et un exercice de marche.

La visite chez M. le Maire

On m'avait prévenu de ses opinions peu favorables. Son fils se cachait à présent car il dirigeait quelque chose dans l'administration du parti. Je suis donc allé voir Monsieur le Maire. Il est gros, vieux, les jambes écrasées sous lui. Ses petits yeux ont l'air de n'être jamais pris au dépourvu. Sa bru nous demande :

— Vous parlez alsacien ?

— Non.

— Parce que Monsieur le Maire ne parle pas le français. (Je saurai plus tard que c'est faux, mais c'est une bonne manière de ne pas en dire plus qu'il ne faut).

Et pendant une demi-heure, ce sera à qui, de la bru et du beau-père, en dira le moins, pleurnichant qu'ils ont beaucoup souffert et que c'était [illegible]ment terrible de travailler pour les Allemands, mais, que voulez-vous, on était bien obligé, il fallait vivre. C'aurait été inutile d'être déporté quand on pouvait ne pas l'être...

— Où logez-vous ?

— A Strasbourg. (C'est faux. Je dormirai à deux pas de chez lui, mais je ne veux pas attirer d'ennuis toujours possibles à mes hôtes).

Si bien qu'on vit parmi une population mêlée, pleine de familles allemandes qui n'ont pas eu le temps de regagner le Reich et d'Alsaciens pronazis qui se promènent dans les rues. Cela explique un peu la grande peur qui régnait en Alsace, ces jours derniers. Si l'ennemi était revenu, une partie de la population aurait massacré l'autre.

Un jeune spahi parlait allemand...

Mais l'ennemi est battu. Il faut qu'il le soit vraiment pour n'avoir pas tenté de réoccuper Strasbourg vendredi et samedi, quand la division Leclerc y cantonnait seule. Et pour marquer la désorganisation des armées allemandes en Alsace, je voudrais citer cette anecdote, que j'assure vraie.

Dans sa fuite, l'ennemi oublia de faire sauter le central téléphonique de Strasbourg. Un jeune spahi, qui parlait couramment l'allemand, téléphona aux autorités de Baden-Baden. Il se présenta comme un des chefs nazis de la ville.

— Allo ! Nous sommes isolés dans Strasbourg. Que se passe-t-il ? On entend la canonnade française...

— Ne vous en faites pas ! Nos divisions ont contre-attaqué et la ville n'est plus menacée.

— Bravo ! Heil Hitler !

Et le spahi raccrocha. Cela se passait le vendredi 24 novembre, alors que les Français occupaient Strasbourg depuis vingt-quatre heures et qu'ils venaient d'atteindre Offenbourg, ville allemande située à 15 kilomètres au-delà du Rhin.

LAFONT ET BONY

comparaissent cet après midi devant la Cour de Justice avec dix de leurs complices

(Photo Combat.)

Trois des agents de la Gestapo française, photographiés sous l'uniforme allemand : debout, coiffés d'une casquette d'officier, Paul Clavié et Pagnon. Derrière ce dernier, Haré.

Trois mois après leur arrestation, les chefs de la Gestapo française de la rue Lauriston, le capitaine de SS Henri Chamberlin, dit Lafont, et son lieutenant Pierre Bony, comparaîtront cet après-midi devant la Cour de justice, avec dix de leurs complices.

La Cour reprend ainsi le cours de ses audiences interrompues à cause de l'embouteillage de l'instruction. La police, réduite par l'épuration, ne suffisait plus à opérer les vérifications nécessaires. Il avait fallu donner des pouvoirs nouveaux aux juges d'instruction.

Ce n'est seulement qu'une « première charrette », celle des principaux tueurs, qui sera jugée aujourd'hui et au cours des audiences des dix jours suivants. D'autres suivront et qui ne seront pas les moins révélatrices, car elles feront apparaître ce qu'on a appelé le « côté secondaire » de l'affaire. Elles préciseront, en effet, la culpabilité des conseillers municipaux Georges Prade et Levillain, des Lionel de Wiett, Guy de Voisins, etc...

Car la bande, dont le siège était 93, rue Lauriston, ne se contentait pas, pour le compte des Allemands, d'arrêter et de torturer les patriotes, de rechercher les parachutistes, d'opérer des perquisitions, de rafler or et bijoux; c'était un véritable « gang » où hommes politiques et journalistes collaborationnistes, rois du marché noir, demi-mondaines, artistes de cinéma ou de music-hall coudoyaient des bandits plusieurs fois assassins.

SUITE EN PAGE 2

Dix trafiquants d'or et de devises arrêtés aux abords de la Bourse

Huit millions de pièces d'or et billets étrangers sont saisis

Depuis quelque temps, l'attention de la Préfecture de Police avait été appelée sur un important trafic d'or et de devises qui s'opérait aux abords de la Bourse de Paris.

Sous la direction de M. Perez, commissaire de police, les inspecteurs ont exercé pendant plusieurs jours des surveillances, particulièrement dans les cafés situés à proximité de la Bourse. Ils ont réussi à pénétrer dans ce milieu spécial de trafiquants et à recueillir de précieux renseignements.

Hier, entre midi et treize heures, une vaste opération policière a été effectuée par le personnel de la direction de la Police judiciaire, sous la direction de M. Perez. Un certain nombre d'individus suspects ont été appréhendés et conduits sur-le-champ, 36, quai des Orfèvres, où ils ont été soumis à un examen très sévère.

C'est dans ces conditions qu'il a été possible de mettre en état d'arrestation dix de ces individus, trafiquants notoires d'or et de devises.

Il a été trouvé sur eux ou à leur domicile des preuves flagrantes de leur trafic délictueux, pièces d'or et devises, dont la valeur en francs s'élève à environ huit millions.

Chez Madame Analogue

UN RÉCIT D'HENRI CALET

Dans son numéro du 13 octobre, Combat avait publié un court récit d'Henri Calet : l'histoire d'un de ses camarades de la Drôme, obscur combattant de la Résistance, grièvement blessé en juillet par les miliciens. Calet est revenu voir son camarade à Paris, où il l'avait conduit pour être opéré. Voici ce qu'il en dit :

DEBARQUANT de là-bas, de la vallée du Rhône, je suis allé le voir. J'ai dit déjà qu'un milicien lui avait, en combat, logé cinq balles de mitraillette dans la tête. Cela s'est passé en juillet sur la route nationale n° 7, à deux pas de la maison de Couillard.

Il m'avait écrit qu'il était transféré de la Salpêtrière à l'hôpital Marie Analogue. J'ai marché sous la pluie dans un quartier très triste : rien que des murs d'hospices, d'asiles, d'hôpitaux, de prisons: Broussais, Sainte-Anne, la Santé...

Prison de la Santé. Il faut bien rire un peu. Pourquoi pas prison de la Liberté ? A la fin, j'ai trouvé un petit bâtiment de briques jaunes avec des encastrements de briques bleues, dans un style mille neuf cent assez coquet. L'immeuble fait plutôt penser à une crèche municipale, ou à une école maternelle. Celle que j'ai fréquentée était toute pareille, pas plus gaie. Il m'en reste un souvenir sombre — souvenir d'enfance. Au-dessus de la porte, une inscription : « Hôpital Marie Lannelongue » et, plus bas, une pancarte : « Centre maxillo-facial du Service de Santé ».

Il s'agissait certainement de l'hôpital Marie Analogue dont parlait Couillard. Dès l'entrée, l'odeur tiède. Au premier étage, deuxième porte à droite, j'ai frappé. Vaste chambre, six ou sept lits. Trois lits occupés seulement. Le blessé qui se tenait près de la porte m'a désigné un lit du fond. Il avait deviné que je cherchais Couillard. Lui, il ne devait pas attendre de visite. Sa tête bandée faisait penser à un énorme ballon blanc, avec deux yeux. Couillard dormait, tourné contre le mur. Son voisin me dit : « Réveillez-le ». Il n'avait plus de lèvre supérieure, celui-là ; il semblait rigoler infiniment de toutes ses dents. L'odeur d'hôpital me donne la nausée. J'hésitais. Couillard m'avait prévenu dans sa lettre : « J'ai la gueule bardée de fer ». J'hésitais. Le rieur a appelé : « Couillard ! Couillard ! y'a un monsieur pour toi ». Et Couillard a ouvert aussitôt son œil unique. Il m'a reconnu. Nous nous sommes dit bonjour. Par la suite, je lui ai débité les petites phrases ordinaires. Sa main était mouillée de sueur. Il avait de la fièvre.

Sa bouche ne ferme plus : il en sort un bout de métal. Il l'a ouverte davantage pour me montrer un appareillage compliqué, une bouche de robot. Du côté droit, coule de la salive. Il parle avec peine : « Pendant trois mois comme ça, après j'aurai un ratelier ».

Il m'a raconté l'opération. Le médecin lui a cassé la mâchoire à coups de marteau. « On m'a opéré à vif. Ça été dur », m'a-t-il dit. Mais il a ajouté : « Enfin bref c'est fait ».

On ne l'avait pas rasé depuis plusieurs jours et ses cheveux gris étaient trop longs. La paupière de son œil fermé battait au même rythme que l'autre, mais demeurait collée. Cela faisait une cavité un peu mauve. Avec ces coutures, ces cicatrices, avec ces trous, avec ces bosses et ce filet de bave qui coulait sans qu'il le sût, avec tous ces stigmates, sa maigreur et sa fièvre, il ne ressemblait plus à un homme. C'est à un saint qu'il ressemblait. Un saint vivant et souffrant son martyre.

Nous avons encore bavardé quelque peu. Je lui ai dit que j'avais vu dernièrement madame Couillard et que je rencontrais tous les matins ses quatre petits sur le chemin de l'école. Il a été content de l'entendre. Et aussi, que l'on projetait, là-bas, à Audancette, de faire un bel arbre de Noël et que l'on espérait tous qu'il assisterait à la fête. Je lui ai parlé de la crue du Rhône qui ravage la contrée... Puis, nous nous sommes quittés. Il m'a tendu la main. Une main de mannequin de cire, fine, d'une extraordinaire pâleur. Ce n'était plus sa main d'autrefois, sa main de maçon.

— Au revoir !

Pourquoi n'a-t-on pas encore extrait la balle qu'il a derrière l'os frontal ?

Dans les couloirs, chez madame Analogue, on rencontre des blessés. Tous, ils ont un monstrueux petit air de famille. Mutilés de la face, héros pour grands jours. Spécialité de la maison.

Bardé de fer, tel un preux chevalier qui s'en va en croisade. Je vous ai vu partir, Couillard, en juin, et c'était pour une grande croisade où vous avez vaincu. Couillard, je vous fais chevalier. Chevalier de la gueule de travers.

PRISE D'EGER par les Russes au nord-est de Budapest

Nombreuses contre-attaques allemandes sur le front de la Sarre et dans le secteur d'Aix-la-Chapelle

LES ALLIES AVANCENT EN LORRAINE

Au cours de la journée d'hier, les Allemands ont fait preuve de nervosité. Le long de la rivière Roer — une de leurs dernières lignes de défense devant la plaine de Cologne — comme sur le front sarrois, ils ont lancé de très nombreuses contre-attaques sans réussir, semble-t-il, à regagner le terrain perdu et même à stopper la progression des Alliés, notamment en Lorraine.

Mais l'intérêt n'est pas là. Le fait à retenir est que l'ennemi, acculé sur certaines positions dont la perte lui serait sensible, est de plus en plus obligé de s'engager à fond. Décidé à « user » ses adversaires jusqu'à la dernière limite du possible, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils approchent de la rive gauche du Rhin en un point où il jetterait toutes ses réserves en formations d'élite et en blindés dans une bataille décisive, il se voit déjà dans la nécessité de prélever des renforts sur sa masse de manœuvre et, pour tout dire, de s'affaiblir lui-même avant l'heure. L'inquiétude de von Rundstedt perce à travers les lignes du communiqué de Berlin. Ici, il est fait allusion aux mouvements des troupes anglaises dans la région de

Les Russes qui, après avoir franchi le Danube, ont occupé Pecs marchent maintenant en direction du lac Balaton avec Vienne pour objectif lointain.

Nimègue, de ces troupes anglaises dont certaines sont maintenant disponibles depuis la fin des combats pour la libération totale du port d'Anvers, là il est question des puissantes forces américaines qui serrent de près les positions sarroises. Bref, on a le sentiment que la Wehrmacht n'est pas à son aise. Et l'on sait que lorsqu'elle suit un plan, elle aime à le suivre point par point. Une modification voulue par les circonstances la met immédiatement dans l'embarras.

Les Américains de la 9ᵉ armée qui avaient pris Koslar avant-hier, ont atteint la rivière Roer, aux environs de Linnich. Ceux de la 1ʳᵉ armée se battent âprement pour la possession du pont sur la rivière Inde, près d'Inden. Dans la région de Lamersdorf, de violents assauts allemands, appuyés par des chars, ont été repoussés. On signale des combats de rues à Merode et l'échec d'une puissante réaction de l'ennemi à proximité de Grosshau.

D'une façon générale, on peut dire que les Américains ont achevé le nettoyage de la forêt de Hurtgen.

La bataille de la Sarre

Temps brumeux et combats parfois confus. Telle est la note que nous donne le « Home Service » au début de la soirée. Il apparaît cependant qu'une division de l'armée Patton ne se trouve plus qu'à 3 kilomètres de Merzig. La 90ᵉ division, opérant plus au sud, a atteint la rive gauche de la rivière Sarre, à moins de 4 kilomètres de Merzig. Dans la région de Boulay, la 95ᵉ division a dû repousser à elle seule dix assauts ennemis en vingt-quatre heures. Autour de Sarre-Union, la 4ᵉ division blindée se heurte à une vive résistance. Notons, enfin, que des unités américaines sont aux abords de Puttelange, à 14 kilomètres au sud-ouest de Sarreguemines.

Il est à remarquer que, dans ce secteur, la ligne Maginot a été presque entièrement franchie.

En Alsace

Tandis que des formations de la 7ᵉ armée américaine sont actuellement à 3 kilomètres de Haguenau, d'autres colonnes remontant le Rhin au sud de Strasbourg, le long de la route de Colmar, ont occupé Erstein puis Matzenheim. Dans les Vosges, Sélestat est menacée de plusieurs côtés à la fois. Au sud-ouest de la ville, les Alliés se battent près de Dieffenbach. Plus au nord, ils sont à Saint-Maurice, sur la route de Saales, et à Andlau, sur la route menant à Epfig. A l'ouest, les Américains approchent de La Vancelle, à 8 kilomètres de Sélestat.

Entre le col de la Schlucht et Bussang, les Français ont gagné du terrain au sud de Longemer où ils ont avancé d'un kilomètre. Dans la forêt de Cornimont leur progression est de 4 kilomètres.

En bref, les Alliés sont à 40 kilomètres au nord et à 32 kilomètres au sud de Colmar.

Au nord-est de Budapest

Les Russes ont occupé hier, Eger et Szikszo. Ces deux villes sont au nord-est de Budapest, de part et d'autre de Miskolcz.

En Hongrie méridionale, les troupes de Tolboukhine, qui ont franchi le Danube sur un large front, progressent vers le lac Balaton. D'ici peu, leur jonction avec l'aile gauche de l'armée Macinovsky sera chose faite. Alors, toutes les défenses méridionales de Budapest tomberont d'un seul coup.

Pas de changement sur les autres fronts.

Dans le Pacifique

Tokio a été bombardée pour la troisième fois et bombardée de nuit. Les « superforteresses » volantes ont particulièrement visé des objectifs industriels. Elles sont rentrées à leur base de Saïpan sans avoir éprouvé de pertes, selon le communiqué de Washington.

Des jeunes gens du maquis ont constitué une formation de parachutistes

La première formation de parachutistes français recrutés depuis la libération vient de prendre sa place parmi les unités engagées.

Elle se compose de jeunes gens du maquis qui ont été envoyés en Angleterre pour y suivre l'entraînement de parachutistes. Ils en sont revenus mercredi par la voie des airs, terminant leur formation par un saut avec leurs armes et un matériel important.

Une trentaine de suspects ont été arrêtés à Manosque

après l'explosion de la Coopérative

Manosque, 30 novembre. — On donne les précisions suivantes sur l'explosion qui a détruit la coopérative oléicole de Manosque :

Le bâtiment, qui était situé boulevard Saint-Lazare, à la sortie de la localité, avait servi de caserne aux F.F.I. Il était en ciment armé et comportait un étage. Il n'y restait plus, depuis six semaines, aucun soldat, mais des munitions et des explosifs y avaient été entreposés.

Récemment, quelques militaires, dont un officier et un sous-officier, étaient venus procéder à l'enlèvement des explosifs et au nettoyage des locaux. Ils y travaillaient encore hier après-midi.

D'énormes blocs de ciment projetés à 200 mètres

L'explosion qui s'est produite hier à 15 h. 45, a anéanti presque en totalité la construction. D'énormes blocs de ciment armé ont été projetés dans un rayon de près de 200 mètres.

On a retiré des décombres les corps des F. F. I. Roux et Gallus. Ceux du sous-lieutenant Garcin et du caporal Martin sont encore ensevelis. Il y a également une blessée, Mme Jaugert, gérante de la Coopérative, préposée à la garde de l'immeuble.

D'autre part, à une certaine distance du lieu de l'explosion, un cultivateur a été projeté contre une porte et légèrement blessé.

On ne peut encore préciser les causes de l'explosion, qui semble s'être produite dans la salle des machines où se trouvaient les presses à huile, et qui était restée fermée quand les F. F. I. occupèrent la Coopérative.

D'après certains des anciens occupants, une soixantaine de kilos de l'explosif dénommé « plastic » devaient se trouver dans un local situé derrière le bâtiment.

Il a été procédé aujourd'hui à l'interrogatoire des quelque trente personnes, considérées comme suspectes, qui ont été arrêtées hier.

M. Billoux ministre de la Santé publique sur les lieux de l'explosion

Manosque, 30 novembre. — Un troisième corps, celui d'un F. F. I. de Manosque, âgé de 22 ans, a été retiré des décombres de la Coopérative.

M. Billoux, ministre de la Santé publique, venant de Marseille, s'est rendu sur les lieux de l'explosion et de là, à la mairie. Il a réuni les représentants des organisations de la Résistance, a répondu aux questions qui lui ont été posées et a parlé de l'épuration, assurant la population du désir formel du gouvernement de punir les traîtres, énergiquement et rapidement.

Ce soir, une chapelle ardente a été aménagée, où les corps des trois victimes, qui appartenaient au parti communiste, ont été déposés.

LA CHANTEUSE LYS GAUTY interrogée sur son activité littéraire

La chanteuse Lys Gauty a été conduite à la brigade mondaine hier après-midi. Elle avait signé, dans un périodique pro-allemand intitulé Hop et voilà un article qu'elle prétend avoir été contrainte d'écrire.

Après son audition, le commissaire du gouvernement a décidé de la laisser en liberté.

Une enquête sur la production du papier-journal va être effectuée par la Production industrielle et la Fédération de la Presse

Les représentants de la Fédération de la Presse ont été reçus, hier soir, par M. Lacoste, ministre de la Production industrielle, au sujet de la diminution du tirage des quotidiens parisiens envisagée la veille.

Après un examen attentif de la question et un cordial échange de vues, l'accord s'est fait pour une enquête commune et approfondie, dont les résultats seront examinés par le ministre et la Fédération le 5 décembre au plus tard.

L'opinion musulmane devant la réforme électorale

QU'ACCORDE-T-ON, au juste, aux Musulmans algériens ?

C'est la question que peuvent se poser tous ceux qui ont entendu parler du projet de réformes présenté au Gouvernement par le général Catroux.

Si l'on se réfère à l'ordonnance du 7 mars 1944 qui a inspiré ce projet, on apprend que la population musulmane algérienne est désormais divisée en deux catégories. Une première tranche hautement sélectionnée, comprenant les intellectuels (brevet élémentaire au moins !), les fonctionnaires, les titulaires de décorations (Légion d'honneur, Médaille militaire, Médaille du Travail), entre de plein pied, avec son statut personnel religieux, dans la citoyenneté française totale. L'autre partie de la population a seulement vocation pour cette citoyenneté et sa situation ne sera définitivement réglée que par la future Assemblée nationale constituante. Toutefois, on lui reconnaît dès maintenant le droit d'élire, dans un collège électoral distinct, des représentants aux assemblées locales algériennes.

Que penser de ces deux réformes ?

En ce qui concerne les Français musulmans de première zone, ils ne peuvent être, tout au moins pour eux-mêmes, que satisfaits de voir s'ouvrir devant eux une porte qui, jusqu'ici, avait été solidement barricadée par l'intransigeance de ce qu'on appelle l'esprit colon. Et pour nous, qui bataillons depuis plus de trente ans en vue de la réalisation de cette élémentaire mesure de justice, nous ne pouvons que féliciter le chef du Gouvernement et le général Catroux d'avoir brisé les obstacles qui se sont dressés devant eux avant d'arriver à un tel résultat. Mais, la portée symbolique de cette heureuse innovation ayant été ainsi soulignée, demandons-nous quelle conséquence pratique. Il pourra en résulter. On estime que le nombre d'électeurs musulmans ainsi affranchis peut être de l'ordre de 60.000. C'est, à notre avis, un gros maximum. Ces électeurs vont participer au choix des députés algériens dans le collège électoral européen, qui comprendra avec les femmes, nouvelles électrices, au moins 400.000 inscrits. Ils disposeront donc d'une voix sur 7 et se trouveront, par conséquent, à peu près en même proportion que les Israélites, tous électeurs, dans l'ancien collège électoral algérien.

Or, les Juifs algériens, malgré leur organisation indéniable, malgré leur puissance financière et économique, malgré l'appui dont ils disposaient dans les cercles gouvernementaux, n'ont jamais réussi à faire élire un des leurs comme député d'Algérie. Bien au contraire, leur présence dans le collège électoral suscitait souvent des candidatures antijuives qui ont parfois triomphé. Nous n'en voulons pour exemples que Drumont, qui fut député d'Alger et féroce antijuif ; Max Régis, qui a été maire d'Alger, et Morinaud, député de Constantine, élu la première fois sur un programme antisémite. Il y a donc lieu de penser qu'en ce qui concerne les nouveaux citoyens français musulmans, le résultat ne sera pas plus brillant. Nous n'aurons pas de député musulman et peut-être même serons-nous gratifiés de députés franchement antimusulmans, tant il est vrai qu'il est beaucoup plus facile de se faire élire contre une idée que pour un programme.

Passons maintenant aux Français musulmans de la seconde catégorie et qui sont au moins vingt fois plus nombreux que leurs coreligionnaires émancipés. Nous ne pouvons préjuger de ce que fera pour eux la future Assemblée nationale constituante, mais si nous nous basons sur la position qui leur est dévolue par l'article 4 de l'ordonnance du 7 mars 1944, ils pourront au maximum détenir les deux cinquièmes des sièges dans les assemblées locales : conseils municipaux et généraux et délégations financières. Pourront-ils faire entendre leur voix à la Chambre par des députés qu'ils auront élus ? Non, puisqu'ils ne prendront pas part, même dans leur collège électoral distinct, à des élections parlementaires. Pourront-ils influer sur les élections sénatoriales algériennes par leurs conseillers municipaux et leurs conseillers généraux ? Non encore, puisque les élus indigènes sont exclus des élections sénatoriales.

Alors, on assistera à ce résultat pénible et décevant de voir l'Algérie musulmane présente, et en force, sur tous les champs de bataille qui ont amené la libération de la France ; on l'aura vue se transformer en un gigantesque berceau de la renaissance française accueillant dans son sein la France combattante et les troupes alliées, et, en même temps, elle sera rayée des contrôles dans les assemblées souveraines. Elle est absente déjà de l'Assemblée provisoire où figurent cependant six délégués algériens élus par la majorité européenne des conseils généraux, car la présence parmi eux d'un unique délégué musulman n'est due qu'à des circonstances exceptionnelles.

En définitive, les six millions de Français musulmans d'Algérie, sur lesquels ont compté beaucoup pendant la guerre, se verront une fois de plus éconduits pour le temps de paix. La question de leur représentation parlementaire, posée pour la première fois en 1881 par les députés Gaulier et Michelin, étudiée de nouveau à de multiples reprises, n'aura pas vu le jour après 63 ans de législature, après tous les sacrifices sanglants consentis pour le rayonnement et la défense du drapeau tricolore. Quelle amère constatation !

En vérité, la seule solution réparatrice consisterait à donner à tous les Musulmans algériens, les mêmes droits absolus qu'aux autres Algériens non Musulmans, et ce n'est pas parce qu'il y aurait soixante députés de plus à la Chambre, et quelques sénateurs supplémentaires, que le sort de la Métropole et de l'Empire serait en danger. Au contraire, si on veut que l'Algérie, qui a toujours été, ne l'oublions pas, un pôle d'attraction pour le Maroc et la Tunisie, échappe à toute convoitise étrangère, il faut qu'elle fasse corps avec la France et soit heureuse avec elle.

Ah ! nous savons évidemment que les Algériens actuellement privilégiés ne veulent pas renoncer à leur hégémonie et que la nuit du 4 août 89 ne s'est jamais renouvelée. Mais qu'on fasse au moins œuvre de progrès réel, tangible ! Que pour commencer, par exemple, on intègre dans le premier collège électoral, non pas 60.000 Musulmans triés sur le volet, comme s'il s'agissait de leur donner des places au concours, mais qu'on en prenne le double, le triple, pour leur laisser une chance d'avoir des élus. Qu'au deuxième collège électoral, six fois plus nombreux que le premier, mais réduit à la portion congrue, on octroie au moins la moitié des sièges dans les assemblées locales algériennes, et, en outre, une représentation parlementaire distincte proportionnelle à son importance. Les privilèges existants ne seraient guère touchés et on ferait acte de stricte prévoyance et d'élémentaire gratitude !

Ahmed BALLOUL

Agrégé de l'Université, Président du Comité d'organisation des Nord-Africains de Paris.

COMBAT

COMITÉ DIRECTEUR :
PASCAL PIA, directeur
ALBERT CAMUS
rédacteur en chef
MARCEL GIMONT
ALBERT OLLIVIER

Le 30 novembre « Combat » a été tiré à 186.450 exemplaires.

Le "gang" de la Gestapo française devant la Cour de justice

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Cet après-midi, autour des chefs, se trouveront :

Paul Clavié, neveu de Lafont, lieutenant de SS qui, avec son coinculpé, André Engel, avait assassiné, pour la voler, une rentière et sa gouvernante. Après avoir violé les deux femmes, les monstres avaient coupé les corps en morceaux et les avaient fait bouillir dans une chaudière pour séparer la chair des os, afin de faire disparaître les traces de leur crime ;

Alex Villaplane, ancien international de football, lieutenant de SS, participa, lui aussi, à de nombreuses expéditions contre le maquis à la tête d'une brigade nord-africaine recrutée spécialement ;

Louis Haré, portier de la rue Lauriston, Louis Pagnon, chauffeur et Edmond Delehaye, secrétaire de Lafont, Jacques Labussière, Jean Raseaux, Charles Delval et Maurice Tate, hommes de main.

La Cour est présidée par le président Ledoux. L'accusation sera soutenue par M. Reboul, commissaire du gouvernement. La première audience sera consacrée entièrement à la lecture de l'exposé des motifs, contenus dans un volumineux document de plus de 150 pages dactylographiées.

CINQ TORTIONNAIRES DE LA GESTAPO FRANÇAISE SONT ARRETES

Sur mandat de M. Jadin, juge d'instruction, ont été arrêtés à Loos-les-Lille, cinq agents de la Gestapo française.

Ce sont Ferdinand Poupet, Yvonne, Georges, Adam et Louis Guissiardini, qui infligèrent des tortures à des patriotes français et polonais, et notamment à M. Jean Kalisz, actuellement chargé de mission à l'ambassade de Pologne à Paris.

Deux autres bourreaux, René Vaugeois et Pascal Forni, inculpés dans la même affaire, avaient déjà été arrêtés à Paris.

Leur chef, Frédéric Berger, un Allemand appartenant à la Gestapo de la rue des Saussaies, avait fait aménager des bureaux et des chambres de supplice, 180, rue de la Pompe. C'est là que la sinistre bande opérait, parallèlement et parfois en liaison avec celle de la rue Lauriston.

Quatre traîtres condamnés à mort

Ont été condamnés à mort :

A Grenoble, le milicien Pierre Chelevey, qui avait pris part à des expéditions contre le maquis périgourdin.

A Arles, René Canali, qui avait procédé à de nombreuses arrestations de patriotes.

A Mont-de-Marsan, le G.M.R. Joseph Toulouse, qui faisait partie du peloton d'exécution du camp des internés d'Eysses et qui achevait les blessés.

A Périgueux, Casinelli, capitaine en retraite, qui avait dénoncé vingt-et-un membres de la Résistance aux Allemands et leur avait indiqué des dépôts d'armes.

A été condamné aux travaux forcés à perpétuité :

A Mont-de-Marsan, Jean Lalanne, agent de la Gestapo.

S'IL NE PLEUT PAS

disent les experts

LA CRUE DE LA SEINE

n'aura pas de conséquences dangereuses

La Seine a atteint hier, à Austerlitz, 5 m. 21. On prévoit, qu'étale aujourd'hui et demain, elle recommencera à monter, mais on ne pense pas qu'elle dépassera 6 mètres.

Les services compétents se montraient plus optimistes hier et pensaient que, s'il ne pleut pas de nouveau, cette crue n'aura pas de conséquences dangereuses. En effet, la situation ne devient critique que lorsque les eaux atteignent 6 m. 80.

La plupart des cours d'eau sont en crue

Les hausses de niveau s'étendent d'ailleurs en France à la quasi totalité des cours d'eau. La Meuse, l'Oise, la Marne, la Saône, le Rhône sont en crue. Un torrent alpestre, l'Arve, a débordé dans des proportions inquiétantes et c'est la crue la plus forte qui ait jamais été enregistrée.

La navigation est interrompue sur la Seine jusqu'à Mantes et l'on pense que la cote des plus hautes eaux navigables sera dépassée incessamment dans la Basse-Seine.

La navigation sur la Saône ne pourra reprendre, selon les prévisions, qu'à partir du 7 décembre et l'on ne pense pas que le Rhône puisse être navigable avant le 3 décembre.

Petites nouvelles politiques

★ **M. Pleven**, ministre des Finances, a déclaré, au cours de la séance d'hier, de l'Assemblée consultative que le montant des souscriptions à l'Emprunt de la Libération dépasserait facilement la somme de cent milliards.

★ **M. Diethelm**, ministre de la Guerre, a fait, à la commission de la Défense nationale, un exposé d'ensemble sur la situation de l'Armée française, dont certains éléments appartenant à des classes relativement anciennes, seraient libérés.

★ **Les délégations** désignées par les communistes et les socialistes pour discuter des relations entre les deux partis se réuniront lundi.

★ **M. Maurice Thorez**, parlant hier soir au Vél' d'Hiv', a exhorté ses auditeurs « à faire la guerre, à la faire jusqu'au bout, jusqu'à Berlin, à produire des armes, à rallumer les hauts fourneaux ».

BOURSE DE PARIS

Cours du 30 novembre

3 %, 100,95; 3 % amortiss., 100,65; 4 % 1917, 104,50; 4 % 1918, 103,70; 5 % 1920, 146,10; 4 1/2 % 1932 A, 104; 4 1/2 % 1932 B, 103; 3 % 1942, 99,55; 3 1/2 % 1942, 101,05.

Banque de France, 28.025; B.N.C.I., 1.365; Banque de Paris, 1.870; Union Parisienne, 1.305; Comptoir Escompte, 2.650; Crédit Commercial de France, 1.870; Crédit Foncier, 6.800; Crédit Lyonnais, 2.570; Société Générale, 2.615; Suez, 52.550; Lyonnaise des Eaux, 1.930; C.P.D.E., 1.950; Générale Electricité, 3.950; Elect. de Paris, 1.060; Energie Industrielle, 1.950; Union Electricité, 985; E.C.F.M., 2.025.

Longwy, 1.175; Chatillon Commentry, 4.520; Citroën, 2.650; Forges Nord-Est, 1.440; Denain-Anzin, 2.450; Louvroil Montbard, 905; Peugeot, 1.070; Schneider, 3.650; Tréfileries du Havre,

Édition de 5 heures du matin

Le Parisien Libéré

2 FRANCS — 2 FRANCS

PREMIÈRE ANNÉE - N° 90

VENDREDI 1er DÉCEMBRE 1944

RÉDACTION ET BUREAUX DE NUIT
18, rue d'Enghien, Paris-Xe
Tél. PROvence 18-21
DIRECTION — ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
114, avenue des Champs-Élysées, Paris-VIIIe
Tél. BALzac 53-23 et 21
COMPTE CHÈQUE POSTAL : 2678-18

« C'est la servitude ou l'indépendance de l'Europe qui est l'enjeu de la partie actuellement ouverte. »

COULONDRE
Ambassadeur de France à Berlin.
30 avril 1939. (*Livre jaune.*)

L'ŒUVRE DE DEMAIN

Reconstruire !

II. — **Le Parisien Libéré** interroge trois maîtres de l'architecture française qui parlent de l'esthétique et posent des problèmes concrets (*)

M. Auguste Perret nous montre le plan, conçu par lui, de la future gare d'Amiens
(*Photo* Parisien Libéré.)

M. Auguste Perret

Interrogé par nous sur les plans d'urbanisme mis jusqu'à ce jour à l'étude, M. Auguste Perret, membre de l'Institut, nous a répondu :

— Le plus souvent, hélas ! il ne s'agit guère que de plans d'alignement qui perdent toute valeur dès que le terrain se « mouvemente » tant soit peu.

» On oublie trop, par ailleurs, que l'angle droit est l'élément majeur d'une saine architecture. L'abus des voies obliques, en effet, et le caprice du morcellement parcellaire conduisent à la création de terrains biscornus où la réalisation d'un programme de construction devient un tour de force onéreux.

» Aux vieilles règles de l'alignement devrait, à mon avis, se substituer une législation plus souple permettant à chaque propriétaire de bâtir sa maison sur un plan strictement rectangulaire. Quant à la perte de surface qui en résulterait, pourquoi ne pas la compenser par un supplément de hauteur ? *L'esthétique de nos villes* ne pourrait, croyez-le bien, qu'y gagner...

Le même éminent architecte préconise, d'autre part, la construction des immeubles les plus importants sur les points les plus élevés de chaque agglomération, qui quitte à ménager de belles places aux points les plus bas.

M. Auguste Perret est encore ennemi de la tuile mécanique, dont il condamne non seulement la laideur et la médiocrité, mais aussi les fâcheux effets de dissonance dans les volumes et les couleurs. Selon lui, l'emploi de matériaux différents s'impose, selon les contrées et les villes, mais non point au sein d'une même agglomération.

Nous devons enfin tenir compte que *l'électricité dispersera ce que la vapeur a concentré*. Bientôt, plus de centralisation de la production industrielle autour des centres thermiques, mais, au contraire, grâce à l'électricité, un éparpillement croissant du travail, l'usine n'étant plus qu'un centre de distribution des matières premières et de ramassage des produits finis.

M. Michel Roux-Spitz

Pour sa part, M. Michel Roux-Spitz, grand prix de Rome d'architecture, architecte en chef des bâtiments civils, souhaite l'unité d'action du gouvernement en matière d'architecture et souligne l'inachevé de la législation actuelle.

— Ce qu'il nous faut ? Une loi de « domisme », qui donnerait corps et âme à nos habitations, dont la loi d'urbanisme de 1943 ne trace que le squelette !

» Autrement dit, un texte qui tiendrait compte des problèmes relatifs aux trois états de l'être humain : psychologique, physique et économique :

» *Psychologique*, en définissant les conditions optima de la distribution du logis, eu égard au travail de la ménagère, aux études et aux jeux des enfants, au repos des parents, etc. Plus de salle commune, source de discordes, mais une pièce pour chacun !

» *Physique*, par la refonte des vieux règlements d'hygiène et de voirie, et la fixation des conditions standard auxquelles doivent répondre les différents éléments de l'habitat.

» *Économique* enfin, par une étude approfondie des prix de revient et d'entretien de la construction, et surtout par l'adoption d'une nouvelle politique des loyers.

André CHATELIN,
Architecte D. P. L. G.
et André FOURNEL.

(*) Voir *Parisien Libéré* du 26 novembre 1944.

Suite page 2.

ASPIRANTS ABONNÉS AU TÉLÉPHONE SOYEZ PATIENTS

Pénurie de matériel et de main-d'œuvre s'opposent à toutes installations

— C'est bien simple, m'a dit M. Pichar, chef du service des abonnements téléphoniques au ministère des P. T. T. nous avions à Paris, avant l'exode, 272.000 abonnés, et nous en avons 315.000 aujourd'hui. Soit 42.000 installations nouvelles que nous avons été sollicités d'établir. Et par quels moyens, je vous le demande ? D'une part en utilisant les stocks de câbles et de combinés que nous avions en notre possession, mais aussi, quand ces stocks furent sur le point d'être épuisés, en affectant à nos clients nouveaux les installations d'un grand nombre de nos abonnés provisoirement disparus du fait de la guerre.

— Si bien qu'à l'heure actuelle ces derniers ne peuvent plus rentrer en possession de leur téléphone ?

— Malheureusement. Quant aux candidatures nouvelles, à plus forte raison sommes-nous obligés de les laisser en instance, puisque nous n'avons plus de matériel ni assez de personnel pour les satisfaire.

— Quel est le nombre de ces demandes en suspens ?

— Plus de 23.000 pour Paris seulement. Et il n'est guère à prévoir que nous puissions commencer à y donner suite pratiquement avant le printemps prochain. Pour l'heure, nous vivons d'expédients, nous bornant à installer des postes pour les membres du Parlement, les services publics, les armées alliées. Un point, c'est tout...

— Est-il exact que cette guerre, comme celle de 1914, provoquât pour vous une recrudescence de demandes d'abonnements ?

— Oui. Résultat sans doute des multiples changements de domicile imposés par les hostilités et aussi de la crise des transports, à laquelle le téléphone est souvent un palliatif idéal.

J'interroge à présent mon interlocuteur sur le mauvais fonctionnement observé depuis quelques semaines dans le réseau téléphonique de Paris et de sa banlieue.

— Deux explications à cela, me dit-il : d'abord, l'exceptionnelle période d'humidité que nous traversons et qui provoque, dans nos installations souterraines, des contacts inopinés ; ensuite, là encore, la raréfaction de notre personnel qui, n'ayant pas suffi à entretenir notre réseau en temps utile, ne peut suffire davantage à le réparer.

Et voilà pourquoi, Parisiens, voilà pourquoi, trop souvent, « votre fille est muette » ?... Il est vrai que vous auriez tort de vous plaindre pour ces dérangements, relativement limités. Songez qu'à Lyon 7.000 abonnés privés, 28.000 sont en ce moment même privés de communications, par suite de la crue du Rhône et de la Saône !...

A. F.

RAVITAILLEMENT

A dater d'aujourd'hui :

BEURRE

100 gr. avec les tickets n° 2, 3, 4, 5, G A de décembre

FROMAGE GRAS

40 gr. avec les tickets 1 et 2 de décembre

LE GÉNÉRAL DE GAULLE

le premier parmi les chefs alliés

ACCUEILLI A STALINGRAD

Le général de Gaulle, qui a quitté Bakou, le 27 novembre au soir en train spécial pour se rendre à Moscou, a tenu à faire étape à Stalingrad. Il sera le premier chef d'Etat qui viendra saluer la ville héroïque et martyre dont le nom reste à jamais inscrit dans l'histoire du monde. C'est là, en effet, parmi ces modestes demeures de travailleurs et ces usines, en partie déjà rendues à leur labeur, que l'orgueil germanique s'est brisé, comme il s'était brisé à Verdun, vingt-six ans auparavant. L'Union Soviétique sera très sensible au geste du général de Gaulle qui, en Stalingrad, rend hommage à l'héroïque résistance, aux durs sacrifices et à la victoire de tous les peuples de l'U. R. S. S.

Les "Jours et nuits" du Verdun soviétique

L'hommage que le général de Gaulle a voulu rendre à la ville de Stalingrad au nom de la France de la Résistance sera certainement apprécié par tous les patriotes russes. Il est la réplique du geste de Winston Churchill qui, il y a juste un an, remettait à Staline, à Téhéran, une épée d'honneur destinée à la ville héroïque de la Volga. Et l'on se souvient que Staline, prenant l'épée, la porta pieusement à ses lèvres.

Pour tous les combattants de l'armée rouge, Stalingrad est plus qu'une ville héroïque entre tant d'autres. Elle n'est pas seulement la cité qui a mérité la palme du martyre. Elle est le symbole même de la résistance russe, elle est le sanctuaire du patriotisme des peuples soviétiques. Elle est le « Verdun » de l'U. R. S. S. Et tous les chefs de l'armée rouge ont coutume de dire : « La victoire de Stalingrad est la mère de toutes nos victoires. »

Stalingrad, qui s'appelait autrefois Tsaritsyne, avait déjà joué un rôle capital durant la guerre civile de 1918-1920, et un grand film historique avait mis en valeur l'habileté de Staline qui avait, à l'époque, sauvé la ville et arrêté l'offensive des Russes blancs [illegible]. Aujourd'hui, les écrivains, les peintres, les musiciens ont exalté chacun dans leur art les épisodes essentiels de l'épopée sanglante qui sauva la Russie.

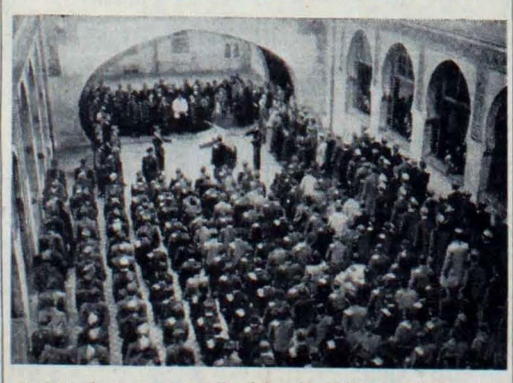
De nombreuses tolles évoquent les opérations des groupes d'assaut de Stalingrad, les combats acharnés dans les ateliers des usines géantes, les corps à corps dans les rues et les maisons. Une cantate du compositeur Chaporine, qui chanta en douze parties « la bataille pour la terre russe », se termine par le tableau final de la victoire soviétique sous les murs de Stalingrad. Enfin, un grand roman d'un écrivain combattant, Constantin Simonov, fait revivre cette même période de gloire.

Ce roman de Simonov est intitulé *Jours et nuits*. Comme Stendhal, et aussi comme Barbusse dans *le Feu*, l'auteur russe montre la guerre telle que la voit le soldat qui est jeté dans la bataille. Il ne s'est pas laissé tenter par la vision apocalyptique de fin du monde que donna Stalingrad pendant les longs jours où elle reçut des avalanches de mitraille. Il a préféré peindre la lutte quotidienne pour la possession des ruines de telle ou telle maison, les rapports humains entre officiers et soldats. A travers les faits de chaque jour, l'épopée paraît encore plus saisissante. Simonov l'introduit en quelque sorte dans la masse des simples combattants exécutant, sans trembler les ordres de leurs chefs.

Stalingrad n'a pas fini d'inspirer les artistes soviétiques. Et l'on ne célébrera pas seulement ses ruines glorieuses. On chantera aussi des hymnes à sa reconstruction, car la grande ville dévastée par le fer et par le feu renaît avec une rapidité miraculeuse.

André PIERRE.

Le baptême de la promotion Félix-Eboué à l'Ecole de la France d'outre-mer



Instantané pris au cours de la cérémonie présidée par M. Giacobbi, ministre des Colonies, et à laquelle assistait le général Kœnig
(*Photo* Parisien Libéré.)

A L'ECOLE de la France d'outre-mer, avenue de l'Observatoire, M. Giacobbi, ministre des Colonies, et le général Kœnig, gouverneur militaire de Paris, ont présidé, hier, le baptême de la promotion Félix-Eboué. Dans le grand amphithéâtre pavoisé aux couleurs alliées, devant un grand drapeau à croix de Lorraine, M. Delavignette, directeur de l'école, a présenté au ministre les candidats au concours de 1945, en souhaitant que le nombre des élèves admis ne soit pas inférieur à celui de 1944.

Après un chant des Antilles exécuté par la chorale, le romancier colon Laurentie retraça avec éloquence la brillante carrière du gouverneur général Eboué, mort en service. Africain de naissance, le parrain de la promotion, gouverneur du Tchad en 1940, fut le premier à se ranger aux côtés du général de Gaulle, qui le nomma gouverneur général de l'A. E. F. en octobre 1940.

Et M. Giacobbi, ministre des Colonies, prenant à son tour la parole, déclara :

— C'est d'un fils de mon Empire que la France a reçu l'exemple du refus de capitulation.

Après l'appel des morts dans la cour de l'école, une minute de silence fut observée.

Puis les « bizuths », genoux à terre, prêtèrent le serment traditionnel :

— Nous faisons la promesse de consacrer notre vie à la grandeur de la France et de la civilisation.

Un pittoresque monôme — du Panthéon à la place Saint-Michel — permit ensuite aux futurs « colos » de clôturer joyeusement un après-midi commencé solennellement.

R. S.

M. GIACOBBI DEMANDE A L'EMPIRE DE SOUSCRIRE A L'EMPRUNT

M. Giacobbi, ministre des Colonies, a prononcé, hier soir à la Radiodiffusion française, une allocution sur l'emprunt.

— Aujourd'hui, a-t-il déclaré, après la libération de ses territoires, le gouvernement s'attache à la libération financière du pays : l'emprunt en cours en est le prélude. A cet emprunt, comme les Français métropolitains les Français d'outre-mer doivent souscrire, apportant ainsi le témoignage irréfutable d'une discipline librement consentie, sans laquelle rien de grand ne peut être tenté.

Malgré les contre-attaques allemandes les Alliés améliorent partout leurs positions

Les blindés près de Haguenau

DU NORD ET DU SUD, ILS AVANCENT VERS COLMAR

Les Russes ont pris Eger, en Hongrie

SUR le front de l'Ouest, depuis hier, la situation est caractérisée par des contre-attaques allemandes qui ont valeti l'avance alliée, surtout dans les secteurs où le front se trouve au milieu des ouvrages fortifiés des lignes de défense de la frontière allemande.

Au nord du front, de source allemande, on signale d'importantes concentrations de troupes dans la région de Nimègue. Aucune nouvelle n'est parvenue du secteur de Venlo.

Dans le secteur tenu par la IXe armée, à l'est de Geilenkirchen, les troupes du général Simpson ont cherché à progresser entre Linnich et Lillich. Elles sont arrivées sur la route qui rejoint ces deux villes, soutenues par l'aviation tactique. On se bat dans le village de Beeck.

Sur le front de la Roer, les Allemands lancent toujours des contre-attaques. On en a compté dix-neuf au cours des dernières vingt-quatre heures. On se bat dans le village d'Inden, dont le pont sur la Roer est l'objet de furieux engagements. Les Alliés sont signalés à Roesdorff et à Flossdorff.

Plus au sud, le nettoyage de la forêt de Wenau est presque achevé. Les Alliés, étant parvenus au sein de la plaine qui mène à Düren, ne sont plus qu'à sept kilomètres au sud-est de cette ville.

Sur le front de la IIIe armée

Au milieu des ouvrages de la ligne Maginot, qui sont presque complètement dépassés, l'armée du général Patton a progressé, malgré les violentes poussées des Allemands, appuyés de l'artillerie des ouvrages de la ligne Siegfried soutenus par de nouvelles ré[illegible]

La direction de l'avance alliée fait vers Sarrélouis. Les villes de Saint-Barbara et d'Oberlimberg, au nord de Kerlingen, à 5 km. au nord-ouest de Sarrélouis, ont été occupés. Les Alliés sont parvenus sur des hauteurs dominant le cours de la Sarre. Deux contre-attaques ennemies, à 5 km. au sud de Sarrelouis, près de Felsberg, ont été repoussées. Plus au sud, au nord-ouest de Boulay, six contre-attaques allemandes ont été lancées à proximité de Falck.

Dans le secteur au nord-est de Saint-Avold, les Allemands opposent toujours une vive résistance. Néanmoins, à 3 km. au sud-est de Farebersviller, les Américains se sont approchés de Farschviller et, plus au sud encore, de Puttelange, à 14 km. au sud-ouest de Sarreguemines. Et l'on se bat toujours aux limites de Sarre-Union.

La VIIe armée s'étend en Alsace

Dans la région de la charnière, entre la IIIe et la VIIe armée, les unités rattachées à cette dernière progressent dans les Basses-Vosges. Et les Alliés sont parvenus près d'Adamsviller. Au nord de la ligne Haguenau-Sarrebruck, sur l'autre versant des Vosges, ils approchent d'Offwiller, sur la route de Niederbronn et de Pfaffenhoffen. Les Allemands paraissent se replier dans tout ce secteur.

Les unités de la VIIe armée sont aux abords d'Uhwiller et de Bessheim. Au sud de Haguenau, Niederschaeffolsheim a été atteint, puis dépassé, et les Américains sont aux portes de la ville que la radio luxembourgeoise annonçait comme libérée.

Venant de Strasbourg, les unités alliées remontent la rive gauche du Rhin. Elles ont occupé la petite ville d'Erstein et sont parvenues à Matzenheim, qui se trouve à vingt-six kilomètres de la capitale alsacienne. Tandis que ces unités progressent du nord au sud en direction de Sélestat, cette dernière ville est menacée par l'ouest et le nord-ouest. Venant de Saales, les Alliés ont occupé Saint-Maurice et, au sud-est de Barr, la pittoresque petite ville d'Andlau. On se bat toujours dans Dieffenthal, dont nous avons annoncé l'investissement hier.

Sur le front de la Ire armée française, on assiste simplement au nettoyage de la poche ennemie située au nord du canal du Rhône au Rhin. Remontant vers le Nord, les Français sont à 32 kilomètres de Colmar dont les Alliés venant de la Basse-Alsace sont à une quarantaine de kilomètres.

MARS

Suite page 2.

Soldats britanniques dans une tranchée de première ligne
(*Photo* France-Presse.)

Inscriptions sur les listes électorales

RETARDATAIRES vous avez encore QUATRE JOURS pour faire votre devoir

C'est hier que s'est terminé le temps normal accordé aux Parisiens et Parisiennes pour s'inscrire sur les listes électorales. Que les retardataires se rassurent ! Un délai de grâce leur est accordé pour régulariser leur situation : ils ont pour le faire jusqu'au lundi 4 décembre à 24 heures. Mais qu'ils n'attendent pas le dernier jour, l'administration les en prie instamment. Chacun doit y mettre du sien pour faciliter les choses.

Enfin, pour éviter tout désagrément, qu'électeurs et électrices ne laissent pas à la maison quelque pièce indispensable. Inutile de vous présenter sans votre carte d'alimentation. De même, n'oubliez pas un certificat légalisé de domicile ou les deux plus récentes quittances de loyer. Et, si vous êtes mariés, inutile de vous déplacer à deux : l'un des conjoints suffit, pourvu qu'il soit muni, en même temps que des pièces ci-dessus, du livret de mariage.

Moyennant quoi, après une petite signature, vous repartirez chez vous, la conscience satisfaite, et dans votre portefeuille un reçu rouge qui vous permettra d'attendre sur vos deux oreilles le moment de déposer votre bulletin dans l'urne.

Tous les fleuves en crue

La Seine a atteint hier à Austerlitz, 5 m. 21. On prévoit qu'elle aujourd'hui et demain elle recommencera à monter, mais on ne pense pas qu'elle dépassera 6 mètres. Signalons que la situation ne devient critique que lorsque les eaux atteignent 6 m. 30.

Les hausses de niveau s'étendent d'ailleurs en France à la quasi-totalité des cours d'eau. La Meuse, l'Oise, la Marne, la Saône, le Rhône sont en crue. Un torrent alpestre, l'Arve, a débordé dans des proportions inquiétantes et c'est la crue la plus forte qui ait jamais été enregistrée.

Ample débat à l'Assemblée consultative

PLUS DE CENT MILLIARDS !

C'est ce que rapportera l'Emprunt de la Libération

a annoncé M. PLEVEN

unanimement applaudi

Sur le problème de la presse française, sur les incidents du Pertuis, importantes déclarations des ministres de l'Information et de l'Intérieur

On pouvait croire que le débat qui s'ouvrirait hier à l'Assemblée consultative sur le collectif ou autrement dit sur l'annulation ou l'ouverture de crédits de l'exercice 1944 serait purement technique et ne dépasserait pas le cadre d'une aride discussion de chiffres. Il n'en fut rien. Jamais encore depuis la nouvelle session on n'avait assisté à un débat politique aussi passionné que celui qui s'engagea brusquement lorsque les délégués furent appelés à approuver les budgets des ministères de l'Information et de l'Intérieur. La réduction du papier accordé à la presse et les incidents du Pertuis furent les deux grosses questions qui déchaînèrent une ample et parfois assez fiévreuse controverse.

Une bonne nouvelle

Après un exposé préalable de M. André Philipp, rapporteur général, sur l'esprit avec lequel la commission a opéré des réductions sur le collectif qui s'élève à 11 milliards 354 millions, M. Pleven, ministre des Finances monte à la tribune. Il remercie la commission d'avoir sur de nombreux points amélioré le projet et déclare réserver pour la fin décembre les explications sur la situation financière, puis il ajoute :

— Dès aujourd'hui, grâce au patriotisme du pays, appuyé par l'action des organisations de résistance et grâce aux succès des armées des généraux Leclerc et de Lattre de Tassigny, l'emprunt de la Libération a remporté un grand succès. Le chiffre de 100 milliards sera aisément dépassé.

Sur tous les bancs, les applaudissements éclatent mais il redoublent lorsque le ministre apporte ce juste commentaire à la bonne nouvelle qu'il vient d'annoncer :

— Ce sera la plus vaste et la moins coûteuse des opérations de crédit réalisée en France sous n'importe quel régime, par n'importe quel gouvernement.

La presse française et le problème du papier

Cette impression d'entente ne va pas durer et dès la discussion des crédits du ministère de l'Information plusieurs interpellateurs vont intervenir vigoureusement.

M. Joseph Denais, d'abord, parle en faveur d'une presse libre, puis M. Fernand Grenier, du parti communiste, exprime ses inquiétudes sur l'avenir du film d'actualité. Celui-ci est actuellement assuré par l'admirable équipe qui fonctionna lors de l'insurrection libératrice de Paris, mais déjà les puissantes firmes évincées qui collaborèrent avec l'ennemi manœuvrent pour essayer de regagner leur influence.

M. Cogniot, lui aussi du parti communiste, parle dans le même sens en ce qui concerne la presse. On a seulement suspendu les journaux antipatriotes pour six mois. L'opinion attendait leur disparition définitive et la confiscation de leurs biens. Quant aux quotidiens patriotes, on veut réduire leur tirage, déjà si limité, de 25 %, en prétextant l'impossibilité de faire transporter aux usines à papier de Rouen 375 tonnes de charbon...

M. Albert Bayet insiste à son tour avec force. Déjà le public n'arrive pas à se procurer les journaux de son choix. Si la mesure est adoptée, la France cesse d'exister sur le plan des idées. La presse est une arme de guerre : la diminuer c'est diminuer la puissance de la France. (*Appl.*)

Les regards se portaient pendant ce temps vers le banc des ministres, amplement garnis, mais où ne figurait pas M. Teitgen, ministre de l'Information. A la demande de M. Jules Moch, l'Assemblée décida de suspendre le débat jusqu'à son arrivée.

Les incidents du Pertuis

La discussion des crédits du budget de l'Intérieur va faire rebondir tout de suite la discussion, mais cette fois à propos des tragiques incidents du Pertuis. Dressé à son banc, M. Marty signale de nombreux attentats provoqués, dit-il, par les agents de la cinquième colonne.

D'autres doléances, d'un caractère moins vif, mais non moins sévères, sont apportées par M. Martel contre les colons de l'Afrique du Nord qui laissent beaucoup de terres en friche et provoquent le mécontentement très vif des populations indigènes.

Puis la séance est suspendue.

La réponse de M. Tixier

A la reprise, le ministre de l'Intérieur paraît à la tribune pour répondre à son interpellateur communiste. Il le fera avec beaucoup de force et de clarté, et sur un ton de froide énergie dont l'Assemblée ne manquera pas d'être favorablement impressionnée. Aussi, à plusieurs reprises, marque-t-elle d'applaudissements prolongés les explications pertinentes de M. Tixier et ses promesses d'appliquer résolument l'ordre républicain.

Sur l'explosion même du château de la Timone, il dit qu'il est encore impossible de trancher la question de savoir s'il s'agit d'un accident ou d'un attentat. Les informations manquent encore.

En ce qui concerne l'épuration au ministère de l'Intérieur, les cadres supérieurs ont été changés. Dans la police, le même travail s'accomplit. L'épuration est en marche. Il faut que la justice soit prompte et sévère.

M. Tixier termine en affirmant que la sûreté et la police seront reconstituées avec des hommes venus de la Résistance. Ils sauront défendre la République !

Alphonse DUFAU.

Suite page 2.

Le procès des gangsters de l'occupation

LA GESTAPO "FRANÇAISE"

— Lafont, Bony et dix complices —

comparaît aujourd'hui devant ses juges

Un document accablant. Voici, posant complaisamment devant l'objectif, des SS français ayant participé à des engagements contre le maquis dans la région de Tulle. On reconnaît, en tenue d'officiers allemands, Paul Clavié (1), Louis Pagnon (2) et, au second plan, Louis Haré (3)

LE procès de la gestapo qu'on a dénommée « française » commence aujourd'hui devant la Cour de justice qui a prévu dix audiences pour le mener à bien. Ils sont douze inculpés dans cette première charrette qui maudissent la défaite de leurs maîtres allemands.

Sous l'occupation, que la vie était belle ! Un homme comme Lafont, neuf fois condamné et inculte, pouvait se considérer comme l'un des maîtres de Paris, traitant d'égal à égal avec les directeurs de journaux, les gros industriels, délivrant les faveurs de l'occupant, narguant la police et choisissant ses maîtres dans le grand monde : capitaine SS, naturalisé Allemand, il était bien en place et le 93 de la rue Lauriston était une adresse bien connue dans le monde de la collaboration.

Hélas ! les patriotes la connaissaient aussi. Combien sont-ils de parachutistes, savamment pris en filature, de spécialistes de radio, de maquisards qui passèrent entre les mains de Lafont ou de Bony, avant de terminer leur vie au Mont-Valérien !

On ne reprochera pas à Clavié, à Engel et à Haré leur double assassinat de Saint-Maur qui relèvera de la cour d'assises, pas plus qu'à Bony ses perquisitions chez des victimes terrorisées, ou aux autres. Delehaye, Pagnon, Villaplane, Labussière, Laceaux, Delcal, Tate, leurs méfaits du marché noir ou de faux policiers par exemple. La police, nantie du dossier volumineux de la gestapo « française », a étudié le fonctionnement de la bande et de ses principaux composants : elle a disséqué quelques affaires précises qui suffiront à établir une responsabilité accablante pour chacun des douze inculpés qui tous appartenaient officiellement à la Gestapo.

Affaires du patriote Kellner, de Geneviève de Gaulle, la nièce du général, surprise avec des journaux clandestins et déportée, affaires d'espionnage d'Alger, de constitution de la brigade nord-africaine, expéditions contre les maquis de Tulle, de Limoges, de Périgueux, contre-parachutages de Saint-Quentin, d'Angers, de Normandie. Il y a là assez de crimes contre la France pour que les principaux coupables sachent que leurs jours sont comptés.

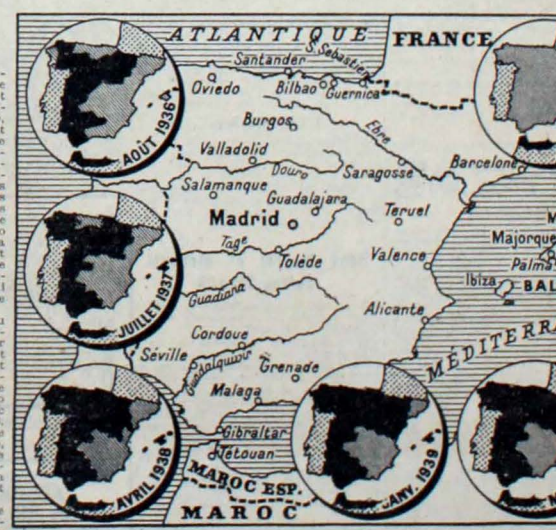
Bony, à force de dénonciations, espère pourtant avoir sauvé sa tête.

Alex ANCEL.

L'histoire de la guerre par les cartes

④ Le peuple espagnol est vaincu par le fascisme européen

Juillet 1936-Mars 1939)



(*Service cartographique du* Parisien Libéré.)

LES élections de 1936 avaient porté au pouvoir, en Espagne, un gouvernement de Front populaire appuyé sur la coalition des républicains, des socialistes et des anarchistes. Les généraux fascistes et la Phalange de José Antonio Primo de Rivera déclenchèrent alors une révolte qu'ils avaient préparée avec l'appui de Hitler et de Mussolini.

L'assassinat du député monarchiste Sotello par les gardes d'assaut du gouvernement fournit le prétexte attendu. Le général Franco souleva le Maroc le 17 juillet 1936. Les garnisons de Madrid, Barcelone, Séville et d'autres firent cause commune avec lui. La guerre civile était commencée.

Elle aurait vite cessé, si l'Allemagne et l'Italie n'avaient tout mis en œuvre pour écraser les forces démocratiques espagnoles. Dès le 1er août 1936, le gouvernement français, bientôt appuyé par la Grande-Bretagne, lança en faveur de la non-intervention dans cette guerre civile un appel qui aboutit à la formation d'un « Comité de non-intervention » siégeant à Londres. Hitler et Mussolini y entrèrent pour gagner du temps, tandis qu'ils envoyaient à Franco le matériel et les contingents indispensables à sa victoire.

Dans la duperie de la non-intervention, les efforts des démocraties échouèrent ainsi pour isoler les belligérants espagnols, obtenir le retrait des troupes fascistes étrangères, et instituer un contrôle maritime que les dictatures dénoncèrent après les attaques contre le « Deutschland » et le « Leipzig » en Méditerranée occidentale.

L'U. R. S. S. se résolut à ce moment à armer les républicains. Et l'Espagne se trouva dévastée par une guerre d'idéologies et d'intérêts dont la France, en particulier, malgré les menaces pesant sur sa frontière des Pyrénées et, par les Baléares, sur ses communications méditerranéennes, resta à l'écart.

En août 1938, Franco se trouvait à peu près maître de l'Espagne occidentale d'où il lança une offensive sur Madrid. La défaite qu'il subit avec ses Italiens à Guadalajara, en février 1937, lui interdit la capitale jusqu'en 1939.

En mars 1938, l'offensive franquiste se rallume sur tout le front ; les canons, les chars, les avions italiens et allemands viennent à bout, en bien des secteurs, de la résistance acharnée des républicains. La frontière française est atteinte au Pont-du-Roi, la Méditerranée à Vinaroz. L'Espagne républicaine est coupée en deux.

De décembre 1938 à mars 1939, Franco réduit la Catalogne. Le gouvernement légitime, réfugié à Valence, perd Madrid le 29 mars et doit renoncer à la lutte.

Allemands et Italiens, Marocains, légionnaires et fascistes de Franco ont mis deux ans et demi pour vaincre le peuple espagnol. Avec lui, les démocraties subissaient une défaite. Désormais, les dictatures comptaient, au service de leurs ambitions et pour le conflit mondial qu'elles préparaient, un allié de plus en Méditerranée et sur le versant sud des Pyrénées.

(*Reproduction interdite.*)

L'affaire de la Gestapo française

Bony, Lafont et Cie devant la Cour de Justice

Dix inculpés les entourent dans le box des accusés

L'odieux procès de la Gestapo française est commencé.

Bony, Lafont and Co ont comparu, cet après-midi, devant la Cour de justice de Paris.

Dix audiences au moins sont prévues pour juger ces criminels et ces traîtres qui, délibérément, passèrent à l'ennemi et se livrèrent, en plus de leurs honteux services soldés par lui, à des actes de brigandage, allant du vol à l'assassinat.

Les débats qui s'ouvrent et que préside M. Ledoux vont révéler ce que l'instruction a retenu contre Lafont, Bony et leurs comparses. Le siège du ministère public est occupé par deux commissaires du gouvernement : MM. Reboul et Bevin.

Les douze accusés qui se pressent dans le box sont — outre Lafont et Pierre Bony — Paul Clavié, 29 ans; Louis Haré, 29 ans; André Hengel, 30 ans; Alexandre Villaplane, ancien international de football, 39 ans; Louis Pagnon, 40 ans; Edmond Delehaye, 31 ans; Jacques Labussière, 20 ans; Jean Laseaux, 22 ans; Charles Delval, 43 ans, et Maurice Daté, 31 ans.

Au banc de la défense, on ne compte que dix avocats : Me René Fleuriot, assistant plusieurs accusés, dont Lafont ; Me Charles Delauney, défendant Villaplane, en plus de Bony ; Mes Pierre Casanova, Meillé-Vieville, Vandenboomgaërde, Delavente, Michel Cogniet, Morié, Penaud et Bernard Guillonneau sont les autres défenseurs.

L'acte d'accusation

L'acte d'accusation, avant de préciser le degré de culpabilité de chacun des accusés, met en évidence, tout d'abord, le machiavélisme des Allemands qui, dès le début de l'occupation, en marge de la police officielle qu'ils contrôlaient, avaient constitué cette équipe d'hommes de main, prêts à toutes les besognes. Pour ce faire, nos ennemis puisèrent dans la pègre française, faisant libérer des bandits et condamnés de droit commun qu'ils mettaient ensuite à l'abri des poursuites de la justice française.

On sait que ce sont Lafont et Bony qui furent les principaux recruteurs de cette filiale française de la Gestapo qui avait établi son quartier général 93, rue Lauriston.

Voici Lafont...

A tout seigneur, tout honneur... C'est par Lafont qu'il convient de commencer, dans l'exposé des charges accablantes relevées contre lui et sa bande.

Henri Chamberlin, dit Lafont, est né à Paris, le 22 avril 1902. Neuf condamnations pour vols, abus de confiance, émissions de chèques sans provision, à son casier judiciaire. Sa neuvième condamnation encourait la relégation. Il était, en outre, insoumis depuis le 5 avril 1940. Cela ne l'empêcha pas, sous le faux nom de Normand, de devenir gérant du mess de l'Amicale de la Préfecture de police. C'est au cours de l'exode 1940 qu'il entra incidemment en relations avec trois espions allemand qu'il retrouva plus tard, à l'Hôtel Lutetia, où il fit connaissance avec le capitaine Radecker. C'est alors qu'il obtint de faire relâcher vingt-sept repris de justice qui se trouvaient à Fresnes.

Il livra ensuite aux Allemands M. Lambrecht, chef des services secrets de la Belgique Combattante, ce qui entraîna six cents arrestations. Avec son neveu, Paul Clavié, et son chauffeur Louis Pagnon, Lafont installa ensuite en Algérie un service d'espionnage. Au début de 1941, il était fait capitaine de la Wehrmacht.

...vu par Bony

Son complice, l'ex-inspecteur Bony, a tracé de lui ce curieux portrait : « Lafont est un vantard persuasif ».

« Il avait, dit Bony, le geste large ; sans aimer l'argent, n'ayant pas de besoins particuliers, il aimait dépenser pour les autres sans compter.

« Je lui ai vu, poursuit-il, laisser traîner négligemment des liasses de billets de banque, en disant qu'il avait découvert une mine d'or.

« Esprit dominateur, Lafont sait se faire obéir, se faire craindre et respecter, racontant à qui veut l'entendre qu'il tue volontiers. Pas cultivé, mais intelligent, il a une connaissance approfondie des hommes et c'est son bluff et son audace qui lui permirent de s'introduire dans les milieux français et allemands. »

Tel est l'homme, vu par Bony, et qui, en moins de quatre ans, a pu amasser des dizaines de millions.

René Delpèche.

★ SUITE PAGE 2

BONY

LAFONT

S EXPLOSIONS MONTE

LA SEINE monte... et montera...

Et la Seine continue de monter. Comme dit l'autre, qui l'eût « crue !... »

Le plus curieux, c'est que les pluies ont cessé depuis plusieurs jours. Alors, on se demande d'où vient l'eau ?

Ce doit être encore un coup de la cinquième colonne ! Une sacrée colonne montante !...

Au pont de l'Alma, le zouave, qui en a vu bien d'autres, disparaît lentement sous les flots, impassible et digne comme quelque capitaine héroïque coulant avec son bateau.

La route du charbon est coupée. Les péniches ne passent plus sous les ponts. La Seine monte, déborde, s'infiltre dans les jardins, sur les quais, dans les caves.

Ce n'est pas une voie fluviale. C'est une voie d'eau !

Voici les cotes officielles reçues ce matin :

Le fleuve atteint aujourd'hui 5 m. 25 au pont d'Austerlitz.

Pour demain, on prévoit une nouvelle hausse.

On demande DES HOMMES FORTS

Par suite de la crise des transports,

Un docteur d'acier diagnostique la tuberculose

NEW-YORK, 1er décembre. — La société Westinghouse vient de mettre au point un « robot photographe » capable de prendre six photographies de rayons « X » à la minute, et permettant de déceler la présence de la tuberculose des poumons. Jusqu'ici, on n'avait réussi à prendre que trois clichés à la minute. Le nouveau robot règlemente la vitesse de l'appareil photographique et manipule en même temps l'appareil lui-même, ainsi que les rayons « X ».

SAMEDI 2 DECEMBRE 1944
Sainte-Aurélie
5e ANNEE N° 259
Directeur général Gaston BOYER

"DERNIERE HEURE"
DE PARIS
Libération SOIR
QUOTIDIEN D'INFORMATIONS FONDE EN 1940 PAR LE MOUVEMENT LIBÉRATION EN FRANCE OCCUPEE

5, r. Fg-Poissonnière PARIS (9e)
Adr. Télégraph. : LIBESOIR-PARIS
Téléphones : Réd. : PRO. 71-65 (3 lignes groupées) Adm. : PRO. 91-63 05-38 — 38-30
ABONNEMENTS (Paris et province)
3 mois.... 140 fr.
6 mois.... 260 fr.
1 an .... 500 fr.
Abonnés servis le soir même dans la région parisienne.
Le N° 2 frs
Directeur politique Jean TEXCIER

Un interview "Libération-Soir"

LA GUERRE CIVILE N'AURA PAS LIEU

nous déclare M. Pierlot

M. PIERLOT

De notre envoyé spécial Michel AUBRIANT

Bruxelles, 1er décembre.

Nous étions partis pour Bruxelles y chercher la révolution. Des nouvelles assez insolites nous promettaient la grève générale et de sanglantes échauffourées. Nous savions qu'à Charleroi, la voiture de M. Spaak avait été renversée par les émeutiers et, piquant symbole, remise aussitôt sur roues par des soldats américains. Nous n'ignorions pas qu'une grenade avait éclaté dans la zone neutre des ministères, blessant trente-sept manifestants.

Et nous n'avons même pas trouvé les douaniers chargés de veiller à la frontière. Ils devaient être les seuls à prendre la grève au sérieux. Mais nous n'avons pas rapporté de cigarettes ni de chocolat, le change interdisant ces fantaisies. Nous avons simplement moissonné les paradoxes sur les pavés de la rue de la Loi.

Arriverions-nous avant que les partisans de Mons aient terminé victorieusement leur marche sur Bruxelles ? Las ! ils n'étaient que cent, et quelques gendarmes les désarmèrent sans combat. Verrions-nous à nouveau deux mille ménagères réclamer du charbon tandis que les mineurs commencent une grève politique ?

Point du tout. Nous avons rencontré le Front de l'indépendance devant une chope de bière et nous avons trouvé le couvre-feu à minuit.

Conducteurs de tramway et postiers avaient repris le travail, M. Gutt était toujours aussi impopulaire et l'on pénétrait dans le ministère de l'Intérieur comme dans un moulin. C'est là que M. de Schryver, ministre sans portefeuille, nous présenta à M. Pierlot. Et le premier ministre voulut bien nous déclarer :

Faire la guerre

— La guerre civile n'aura pas lieu. D'abord parce que nous devons poursuivre la guerre tout court. Si la situation alimentaire de la Belgique laisse encore à désirer — et je suis le premier à le déplorer — c'est que nos ports, nos voies ferrées, nos routes, servent par priorité aux transports alliés. Nous devrons tous consentir de lourds sacrifices pour hâter la victoire finale.

Ensuite parce que nous ne souffrirons pas qu'un parti politique prétende monopoliser la Résistance. Le Front de l'Indépendance qui anime la campagne antigouvernementale, groupe tout au plus le quart des résistants belges. Nous ne nous laisserons pas intimider.

— Quelle sera la participation de la Belgique à la guerre ?

— Les premiers bataillons de jeunes, équipés en sept semaines, rejoindront prochainement sur le front de Hollande la brigade du colonel Pison. Nous avons également fait appel à tous les soldats de l'armée secrète. Plus de 40.000 se sont engagés. Dès que nous posséderons l'armement nécessaire nous les convoquerons sous les drapeaux.

Pas d'importation

Malheureusement, nous ne pouvons encore apporter aux alliés qu'une aide économique. Anvers et Ostende sont devenus ports militaires, nous n'importons pas un seul kilo de marchandise...

— Ce qui explique la pénurie de matières premières, dit M. de Schryver.

— La situation est complexe, reprit M. Pierlot. Des grèves inopportunes menacent de l'aggraver. Il nous faudrait taire pour un temps nos querelles. Les mesures que nous sommes amenés à prendre ne sont pas, comme certains le proclament, de simples brimades, elles visent à sauvegarder l'avenir.

— Les lois financières par exemple..

M. Pierlot sourit. Il nous attendait là.

Bloquer la circulation fiduciaire représente, en matière monétaire, une expérience hasardeuse. L'homme de la rue qui ne reçoit que deux mille francs, risque de ne rien trouver au cours normal et de dépenser en trois jours l'argent qui lui est alloué pour un mois.

Les décrets de M. Gutt souffrent quelques dérogations. Certaines sommes pourront être retirées des 40 % d'avoirs indisponibles pour réparer les dommages de guerre provoqués par les bombes volantes.

Quoiqu'il en soit 60 % des avoirs semblent définitivement bloqués.

— Ne confondez pas les mesures monétaires que vous connaissez avec les dispositions fiscales qui restent à prendre et frapperont les bénéfices de guerre sans pour cela atteindre les 60 %.

L'épuration

— On nous a reproché les lenteurs de l'épuration, intervint M. de Schryner. Les trafiquants n'échapperont pas au crible fiscal. De même que seront punis tous les collaborateurs avec l'ennemi. 7.035 instructions judiciaires en attestent.

Nous avons quitté le quartier des ministères où circulaient d'innocents promeneurs, et nous avons quand même aperçu un rassemblement, rue Neuve, fief des fraudeurs, où l'on se disputait aux enchères un kilo de charbon. Seuls les restaurants étaient en grève, encore qu'elle fût involontaire et que le gouvernement les ait obligés à fermer sept jours par semaine

Deux nouveaux ministres socialistes dans le cabinet belge ?

LONDRES, 1er décembre. — On mande de Bruxelles à l'agence Reuter :

« Tout était calme en Belgique hier soir. La situation à l'intérieur de la capitale, où les employés des transports publics qui s'étaient mis en grève ont repris le travail, est redevenue normale.

« Les membres du cabinet réunis hier ont étudié les mesures nécessaires au remaniement du gouvernement. De source autorisée, on apprend que M. Pierlot a l'intention de faire appel à deux autres ministres socialistes, mais on croit savoir qu'il se serait heurté à de sérieuses difficultés. »

Le Général de Gaulle est arrivé en U.R.S.S.

MOSCOU, 1er décembre. — La radio soviétique annonce que le général de Gaulle est arrivé en territoire soviétique.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin, à 9 h. 30, à l'Hôtel Matignon, sous la présidence de M. Jeanneney.

Les modalités de la nationalisation des usines Renault y ont été examinées.

MYSTÉRIEUSE explosion dans l'église Saint-Vincent-de-Paul

Un mort, un blessé un disparu

Vers 6 h. 50, ce matin, alors que l'office était célébré, une très grave explosion s'est produite en l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Lafayette.

Les circonstances de cet accident ne sont pas encore très précises. On pense qu'il s'agirait d'une grosse quantité de gaz emmagasinée dans les sous-sols et qui aurait explosé.

Parmi les victimes, un blessé grave qui est le curé de la paroisse; un mort, le sacristain, et un disparu, le vicaire dont on n'a pas encore retrouvé le corps sous les décombres.

Dans une petite chapelle attenante à la nef principale, ce ne sont que plâtras, pierres, autels déchiquetés, confessionnaux arrachés.

Les lustres sont tombés, les vitraux sont en miettes. Sur les prie-Dieu et sur les dalles de l'église, d'énormes taches de sang.

Les pompiers sont sur les lieux pour essayer de déblayer le plus rapidement possible l'amoncellement des gravats.

M. de Menthon est de retour à Paris

M. de Menthon, ministre de la Justice, est rentré ce matin à Paris de son voyage dans le Midi.

VII. - LES VIEUX PROVERBES

« Autres temps, autres mœurs... »

Jadis, le bon peuple de France allait à l'auberge pour y consulter et commenter la gazette. De nos jours, l'homme à la page s'abonne à « Libération-Soir ».

L'ARTILLERIE *américaine* bombarde SARREBRUCK

Sur la Meuse, au nord de Venloo, les Anglais ont occupé Broekhuizen après avoir détruit la citadelle. La garnison allemande s'est retirée sur la rive droite de la Meuse.

Les troupes américaines qui progressent vers Cologne ont atteint la Roer sur un front de douze kilomètres, entre Lindern et Juliers. La bataille de la Roer touche à sa fin.

La 1re armée américaine approche de Düren et a atteint la lisière de la forêt de Hungern.

Dans la Sarre, la 3e armée américaine continue son avance malgré une forte résistance. Sarrebruck est sous le feu de l'artillerie alliée et de violents combats ont lieu dans Sarre-Union.

Au nord de Strasbourg, la 7e armée se bat aux abords de Haguenau.

Dans les Vosges, la situation des Allemands s'aggrave, les Alliés ont détruit deux ponts sur le Rhin coupant ainsi une voie de retraite de l'ennemi.

Dans le secteur de Mulhouse, l'armée française poursuit l'anéantissement des forces allemandes encerclées.

LES TANKS ALLIES TIRENT ET LA FUMEE DES EXPLOSIONS MONTE

L'affaire de la Gestapo française

Bony, Lafont et Cie devant la Cour de Justice

Dix inculpés les entourent dans le box des accusés

L'odieux procès de la Gestapo française est commencé.

Bony, Lafont and Co ont comparu, cet après-midi, devant la Cour de justice de Paris.

Dix audiences au moins sont prévues pour juger ces criminels et ces traîtres qui, délibérément, passèrent à l'ennemi et se livrèrent, en plus de leurs honteux services soldés par lui, à des actes de brigandage, allant du vol à l'assassinat.

Les débats qui s'ouvrent et que préside M. Ledoux vont révéler ce que l'instruction a retenu contre Lafont, Bony et leurs comparses. Le siège du ministère public est occupé par deux commissaires du gouvernement : MM. Reboul et Bevin.

Les douze accusés qui se pressent dans le box sont — outre Lafont et Pierre Bony — Paul Clavié, 29 ans; Louis Haré, 29 ans; André Hengel, 30 ans; Alexandre Villaplane, ancien international de football, 39 ans; Louis Pagnon, 40 ans; Edmond Delehaye, 31 ans; Jacques Labussière, 20 ans; Jean Lasceaux, 22 ans; Charles Delval, 43 ans, et Maurice Daté, 31 ans.

Au banc de la défense, on ne compte que dix avocats : Me René Fleuriot, assistant plusieurs accusés, dont Lafont ; Me Charles Delauney, défendant Villaplane, en plus de Bony ; Mes Pierre Casanova, Mellé-Vieville, Vandenboomgaerde, Delavente, Michel Cogniet, Morié, Penaud et Bernard Guillonneau sont les autres défenseurs.

BONY

L'acte d'accusation

L'acte d'accusation, avant de préciser le degré de culpabilité de chacun des accusés, met en évidence, tout d'abord, le machiavélisme des Allemands qui, dès le début de l'occupation, en marge de la police officielle qu'ils contrôlaient, avaient constitué cette équipe d'hommes de main, prêts à toutes les besognes. Pour ce faire, nos ennemis puisèrent dans la pègre française, faisant libérer des bandits et condamnés de droit commun qu'ils mettaient ensuite à l'abri des poursuites de la justice française.

On sait que ce sont Lafont et Bony qui furent les principaux recruteurs de cette filiale française de la Gestapo qui avait établi son quartier général 93, rue Lauriston.

Voici Lafont...

A tout seigneur, tout honneur... C'est par Lafont qu'il convient de commencer, dans l'exposé des charges accablantes relevées contre lui et sa bande.

Henri Chamberlin, dit Lafont, est né à Paris, le 22 avril 1902. Neuf condamnations pour vols, abus de confiance, émissions de chèques sans provision, à son casier judiciaire. Sa neuvième condamnation encourait la relégation. Il était, en outre, insoumis depuis le 5 avril 1940. Cela ne l'empêcha pas, sous le faux nom de Normand, de devenir gérant du mess de l'Amicale de la Préfecture de police. C'est au cours de l'exode 1940 qu'il entra incidemment en relations avec trois espions allemand qu'il retrouva plus tard, à l'Hôtel Lutetia, où il fit connaissance avec le capitaine Radecker. C'est alors qu'il obtint de faire relâcher vingt-sept repris de justice qui se trouvaient à Fresnes.

Il livra ensuite aux Allemands M. Lambrecht, chef des services secrets de la Belgique Combattante, ce qui entraîna six cents arrestations. Avec son neveu, Paul Clavié, et son chauffeur Louis Pagnon, Laffont installa ensuite en Algérie un service d'espionnage. Au début de 1941, il était fait capitaine de la Wehrmacht.

LAFONT

...vu par Bony

Son complice, l'ex-inspecteur Bony, a tracé de lui ce curieux portrait ; « Lafont est un vantard persuasif ».

« Il avait, dit Bony, le geste large ; sans aimer l'argent, n'ayant pas de besoins particuliers, il aimait dépenser pour les autres sans compter.

« Je lui ai vu, poursuit-il, laisser traîner sciemment des liasses de billets de banque, en disant qu'il avait découvert une mine d'or.

« Esprit dominateur, Lafont sait se faire obéir, se faire craindre et respecter, racontant à qui veut l'entendre qu'il tue volontiers. Pas cultivé, mais intelligent, il a une connaissance approfondie des hommes et c'est son bluff et son audace qui lui permirent de s'introduire dans les milieux français et allemands. »

Tel est l'homme, vu par Bony, et qui, en moins de quatre ans, a pu amasser des dizaines de millions.

René Delpèche.

★ SUITE PAGE 2

Un docteur d'acier diagnostique la tuberculose

NEW-YORK, 1er décembre. — La société Westinghouse vient de mettre au point un « robot photographe » capable de prendre six photographies de rayons « X » à la minute, et permettant de déceler la présence de la tuberculose des poumons. Jusqu'ici, on n'avait réussi à prendre que trois clichés à la minute. Le nouveau robot réglemente la vitesse de l'appareil photographique et manipule en même temps l'appareil lui-même, ainsi que les rayons « X ».

UNE VOITURE EST PASSÉE...

Les Rochelais ont faim ils vivent dans l'espoir

— Quand il faisait beau, ça allait encore, me dit en riant le lieutenant des F.F.I. Maintenant, c'est la guerre des courants d'air et des rhumes. Mais les gars sont épatants. Pas un qui se plaigne.

Nous sommes aux environs de La Rochelle. Des F. F. I. pataugent dans des tranchées de fortune. La pluie qui ne cesse de tomber transforme les champs en marécages, les abris en piscines

Ils ne se plaignent pas, nos F.F.I., bien qu'insuffisamment protégés contre le froid et l'humidité, mais ils s'impatientent. Quatre mois qu'ils piétinent... Ils voudraient bien passer à l'attaque.

Nous interrogeons le lieutenant :

— Sont-ils très remuants en face ?

— Au début, ils ont essayé de faire des sorties. Ça leur a coûté cher. Maintenant, ils se tiennent plus peinards, mais ils ne se privent pas de nous arroser de temps à autre

Les Allemands qui, de Saint-Nazaire essaieraient de franchir la Loire pour renforcer la garnison de La Rochelle, trouveraient à qui parler.

Une population magnifique

Deux voitures sanitaires, couvertes de boue, s'arrêtent sur le bord de la route.

Elles reviennent de La Rochelle. A la faveur d'une trêve, elles ont reçu l'autorisation de pénétrer dans la ville pour évacuer des malades.

Nous nous précipitons sur les hommes qui en descendent.

— Alors, comment cela s'est-il passé ?

— Pas aussi bien que nous l'aurions voulu, nous avons attendu dix jours pour avoir enfin, hier, l'autorisation de travailler pendant quatre heures. C'est trop peu, que voulez-vous faire ?

— Comment sont-ils de l'autre côté ?

— La population civile, magnifique... Ils n'ont jamais perdu espoir. Ils pensent maintenant que leur délivrance approche. Seulement, ils ont faim et nous ne pouvons rien pour eux.

Un silence... Nous évoquons les souffrances des Rochelais, les mêmes que nous avons connues, mais plus dures et plus vives encore. Notre interlocuteur reprend :

— C'est pénible d'être forcé de les laisser, on a l'impression en passant d'un camp à l'autre de changer de vie. On quitte un monde qui, encore hier, était le nôtre, un monde où l'on se tait, où l'on se méfie de son ombre.

— Les Allemands ?

— Ils relevaient la tête en nous voyant. S'il n'y avait que les hommes ! mais une discipline de fer règne, et les officiers supérieurs sont, paraît-il, décidés à résister jusqu'au bout.

— La ville est-elle très fortifiée ?

— Il nous est impossible de vous répondre. Du reste, inutile de vous dire que nous étions étroitement surveillés ; nous n'avons vu que ce qu'il leur était impossible de nous empêcher de voir.

Au moment de remonter en voiture, l'homme nous lance :

— Ce sera dur, j'en ai peur.

L'auto démarre sur la route luisante de pluie.

— Ce sera peut-être dur, conclut philosophiquement un F.F.I., mais on tient le bon bout !

Jean-Michel SUE.

SANS NOUS FACHER...

— Vous savez que les Américains ont forcé la ligne Maginot.

— Bravo !

— Bravo et tant pis.

— Pourquoi tant pis ?

— Parce que la ligne Maginot n'est pas imprenable. Violée en 1940 par les Allemands, elle l'est en 1944 par les Américains.

— Eussiez-vous préféré qu'elle résistât à nos alliés ?

— Non parbleu. Je regrette seulement les milliards qu'elle a coûté.

— N'aviez-vous pas à l'époque mené une campagne pour sa construction ?

— Comme vous-même, mon ami. Comme tout le monde.

— Comme tout le monde, sauf de Gaulle.

— Ah ! s'il fallait écouter les prophètes !

PHILINTE.

PRISON sans barreau pour les Allemands

NICE, 1er décembre.

La façon dont sont traités les prisonniers de guerre allemands continue à étonner les Français.

Au cours d'un voyage dans le Midi, nous avons pu voir circuler

librement, sans aucun gardien, bon nombre d'officiers et de soldats de la Wehrmacht. Flânant au soleil, rêvassant sur le sable de nos plages, utilisant même — et sans gardien — nos camions à essence, les Allemands passent des heures pas trop désagréables sur la côte.

Dans une ville des Alpes, la population a réagi assez vivement et a demandé que les promenades des prisonniers soient limitées... Ils allaient, en effet, si loin, que, le soir, ils étaient obligés de demander aux passants le chemin de leur caserne...

A Nice, vêtus de blousons et de pantalons kakis, d'autres prisonniers sortent, non seulement pour aller faire des achats, mais aussi pour danser et courir la prétentaine.

En maints endroits, les travaux pénibles, comme la destruction de blockhaus ou de tranchées bétonnées, sont faits par des Français.

Lorsqu'on songe au sort de nos prisonniers en Allemagne, on ne peut s'étonner de l'émotion, voire de l'indignation, que provoquent de tels faits parmi le public, qui ne comprend pas.

SAINT-REMY.

LA SEINE monte... et montera...

Et la Seine continue de monter. Comme dit l'autre, qui l'eût « crue !... »

Le plus curieux, c'est que les pluies ont cessé depuis plusieurs jours. Alors, on se demande d'où vient l'eau ?

Ce doit être encore un coup de la cinquième colonne ! Une sacrée colonne montante !...

Au pont de l'Alma, le zouave, qui en a vu bien d'autres, disparait lentement sous les flots, impassible et digne comme quelque capitaine héroïque coulant avec son bateau.

La route du charbon est coupée. Les péniches ne passent plus sous les ponts. La Seine monte, déborde, s'infiltre dans les jardins, sur les quais, dans les caves.

Ce n'est pas une voie fluviale. C'est une voie d'eau !

Voici les cotes officielles reçues ce matin :

Le fleuve atteint aujourd'hui 5 m. 25 au pont d'Austerlitz.

Pour demain, on prévoit une nouvelle hausse

On demande DES HOMMES FORTS

Par suite de la crise des transports, les Savoyards et les Auvergnats, qui constituaient le noyau des contingents de forts des halles, ne montent plus à Paris. Et la préfecture de police vient de dé se voir dans l'obligation d'ouvrir un concours en vue du recrutement de ces indispensables jongleurs en ravitaillement.

Comme tout concours, celui-ci comporte des conditions, mais que les costauds se rassurent, elles ne sont pas draconiennes. Il suffit d'être Français, d'avoir de 20 à 35 ans, de n'avoir encouru aucune condamnation et de mesurer au moins 1 m. 67.

Quant à l'examen, il consiste en une dictée, un problème et une épreuve de force : port d'un coquet de 200 kgs sur un parcours de 60 mètres.

La liste d'inscription est ouverte jusqu'au 15 décembre. Amateurs, à vos biceps!

JOË LOSS joue du CHOPIN et admire GLENN MILLER

Au théâtre Marigny il est 20 heures. Les soldats alliés ont déjà rempli la salle. Sur la scène, les treize musiciens de l'orchestre sont prêts. John Mac Cormick, le chanteur irlandais, a l'air triste, et les deux ravissantes Elizabeth Batey et Sadie Glenn se préoccupent des robes qu'elles changeront au cours de la soirée.

Joe Loss arrive. Il est brun, élégant, le teint pâle et l'œil noir. Il habite Londres et n'a que trente-cinq ans, et deux minutes à me consacrer. Deux petites minutes pendant lesquelles il a répondu à mes questions.

— Etes-vous content d'être à Paris ?

— *Je suis ravi, mais, hélas ! je repars samedi pour Bruxelles et Londres.*

— Beaucoup de travail ?

— Enormément. Songez que tout mon temps est pris par mes concerts, tournées, music-halls, disques et surtout la radio.

— *Quel est votre air favori ?*

— Actuellement c'est un grand succès, *I'll be see in you*, et aussi *In the Mood* qui est notre indicatif.

— *Pourquoi est-il votre indicatif ?*

— D'abord parce que Glenn Miller, qui est le créateur de ce morceau en Amérique, est mon orchestre de prédilection, et aussi peut-être parce qu'en Angleterre on a vendu cinq cent mille exemplaires de mon disque.

— Connaissez-vous nos musiciens ?

— Oui, surtout Stéphane Grappelly, qui est à Londres, et Django Reinhardt. Cette semaine, j'ai fait la connaissance de Jacques Hélian, d'Aimé Barelli et beaucoup d'autres que j'ai admirés.

Pendant que Joe Loss me parle, il casse sa baguette de chef d'orchestre, les trois coups sont frappés par le régisseur : il est grand temps que je m'en aille.

Joe Loss me rattrape par le bras.

— Savez-vous que c'est moi qui ai joué le premier, à Londres, « Tristesse » de Chopin, arrangé en jazz bien entendu !

Voilà qui fera plaisir sans doute à l'auteur de l'étude n° 3

Sylvaine PECHERAL.

ET JOE LOSS CONDUIT L'ORCHESTRE

Les destructions en France

Immeubles :

	1er juin 1944	1er octobre 1944 (1)
Partiellement détruits	546.662	637.463
Totalement détruits	136.737	160.541

Réseau ferré (fin octobre 1944) :

Ouvrages d'art	1.900
Postes de signalisation	Plus de 500
Ateliers de réparations	19 (sur 34)
Installations des gares :	
Superficie	1.300.000 m2
Voies	2.330.000 kms

Ponts 3.300

(1) Chiffres incomplets et provisoires, 31 départements n'ayant pas encore fourni de renseignements sur les destructions opérées après le 1er juin 1944.

LA PHOTO au travail

La poinçonneuse du métro a été surprise dans son travail par notre photographe. Se reconnaîtra-t-elle ? Si oui, elle recevra notre prime de 500 francs. Voici les premiers bénéficiaires de notre prime qui sont venus nous rendre visite au journal.

BONY et LAFONT devant la Cour de Justice

★ SUITE DE LA PAGE 1

La bande à Lafont avait pour administrateur Pierre Bony qui, au temps de l'affaire Stavisky et de l'affaire Prince, connut une triste célébrité. Son activité fut effroyable, mais aussi déconcertante, Lafont comptant sur l'appui de nombreuses personnalités françaises de la collaboration. Pierre Laval et son chef de cabinet, Guénier, figuraient au nombre de ses obligés. Il avait pour confidents le conseiller municipal Levillain, les journalistes Jean Luchaire, Georges Suarez, Alfred Mallet, etc. ; le directeur de la Sûreté nationale, Bousquet, le commissaire Massu, le ministre du Ravitaillement, Chasseigne, le préfet de police Bussière, et puis Déat et Darland qu'il voyait souvent. La comtesse Tchernitcheff et la marquise d'Abrantès étaient également en relations avec lui.

A la charge de Lafont sont relevées les diverses expéditions organisées contre le maquis. En 1942, avec Bony, il préside à une action directe dans la région de Toulouse.

Plusieurs filatures, des contre-parachutages et une vaste opération dans la région de Montbard ont marqué cette même année.

En février 1944, ce sont encore des expéditions contre le maquis de Limoges, de Périgueux, de Tulle et de Montbéliard.

Mais si Lafont commandait sans répugnance ces expéditions sanguinaires, il s'attachait davantage à des opérations plus fructueuses qui lui rapportaient de dix à trente-cinq pour cent.

On relève encore contre lui la vente de l'argenterie de l'ambassade des Etats-Unis, qui lui rapporta dix-sept millions ; la saisie pour cinq millions des établissements Rasurel ; celle de six wagons de chaussettes à Biarritz, rapportant un nombre respectable de millions.

Mais le partage du butin causait de fréquentes dissensions que Lafont réglait par l'exécution du gêneur. C'est ainsi qu'ont disparu Vincent, Tanguy et sans doute Tissier. Il est à noter ici que le Basque Estebeteguy, lui aussi de la Gestapo française, avait été exécuté par Petiot.

Les neuf autres complices de Lafont, qui ont une part plus ou moins grande dans tous les forfaits de leur chef, font piètre figure à côté de ces deux vedettes du crime et de la délation, jusqu'à Villaplane, l'ancien international de football qui, timidement, s'efface, peu fier de se trouver, lui le sportif, dans ce box d'infamie.

R. D.

LE PROCÈS BONY-LAFONT

UN AFFREUX PROLOGUE

par Edouard HELSEY

LES deux greffiers avaient dû relayer pour lire l'acte d'accusation, qui se déroulait depuis trois heures d'horloge. On touchait à la conclusion.

Résumant durement les faits qui venaient d'être exposés, le texte du commissaire du Gouvernement assénait à chaque inculpé une identique et sèche formule juridique qui brillait, avant tout débat, du cruel éclat de l'évidence. Alors, on vit, à l'appel de chaque nom, une tête plonger en avant, comme s'il avait suffi d'énumérer leurs crimes, pour exécuter d'avance les douze misérables frileusement serrés sur le banc d'infamie.

Quel atroce procès! Tout ce qu'une occupation de quatre années a pu faire fermenter de honteux et de putride s'étalait dans la lumière crue de la Cour de Justice. C'était donc ça, la Gestapo française... Un tas d'épaves lamentables, une cordée de repris de justice, d'escrocs et d'assassins, qui avaient fait métier de livrer la France et des Français aux sévices de l'envahisseur.

On sait comment Chamberlain, dit Normand, dit Dollet, dit finalement Lafont, avait constitué son équipe en faisant libérer par les Allemands des condamnés de droit commun. On sait l'adjoint qu'il s'était découvert en la personne de l'abject policier Bony. Les nombreuses audiences qui vont suivre préciseront le rôle de chacun. Encore n'y examinera-t-on que les actes qui tombent sous le coup de l'article 75, intelligences avec l'ennemi, et ne jugera-t-on pas les crimes de certains membres de la bande, comme ceux, par exemple, qui, après avoir violé et tué deux malheureuses femmes, les dépecèrent et les mirent à bouillir pour détacher plus aisément la chair des os.

En évoquant les antécédents judiciaires de tous ces inculpés, le président Ledoux brassait horriblement la vase des anciens scandales. Toutes sortes de souvenirs fangeux, ceux de l'affaire Stavisky, ceux de l'affaire Prince, et ceux, aussi d'horreurs moins retentissantes, nous donnaient la nausée. Pas un, sans doute, des serviteurs de l'ennemi que nous avions devant nous ne pouvait mettre en avant la caution d'un passé vierge. Mais pas un que la défaite française n'eût enfoncé davantage dans son infamie. Il avait fallu le cataclysme pour ajouter à leur manche d'apprenti-bagnard le chevron de la trahison. Ce devait être le privilège de cette guerre de dégrader jusqu'à la boue.

Il n'y a pas de mots pour exprimer la bassesse de ces visages. Beaucoup de ceux qui sont là, dans des époques plus calmes, se seraient sans doute limités dans de médiocres filouteries. Les circonstances ont projeté vers les cimes du crime ce gibier de correctionnelle. On s'apitoierait presque devant ces fronts écrasés, ces regards tortueux, ces faces camuses, si l'énormité de tant de forfaits ne durcissait le cœur le plus indulgent. La « collaboration » se dévoile ici sous son aspect le plus hideux. Nous voyons ce que peut produire une ignominie native dans des temps exceptionnels. Et songez que ces gaillards-là traitaient de pair à compagnon avec un président Laval, avec l'ambassadeur Abetz !

Deux scélérats

Une figure se détache en relief : celle de Bony. Pendant toute l'audience d'hier, l'homme n'a guère relevé le front. Amaigri, disloqué, verdâtre, il exposait à la lumière sa chevelure noire calamistrée. Près de lui, Lafont, blafard, s'écroulait lâchement. Ce condottière longtemps redouté suait la peur, et sa voix d'eunuque s'étranglait quand il fallait articuler un semblant de réponse. Le sang de ses victimes l'étouffait.

Au cours des prochaines audiences, on reprendra, point par point, les chefs d'accusation. On entrera dans le détail. Un film fétide de délations, de tortures, de rapines, de meurtres, d'immondes enrichissements, déroulera devant les jurés d'abjectes histoires où l'on verra des meurt-de-faim remuer des millions.

Pour aujourd'hui, le président Ledoux s'en est tenu à des interrogatoires préliminaires, condensant en quelques traits significatifs les antécédents de ces malheureux et précisant les charges qui pèsent sur chacun d'eux. Demain, le vrai drame va commencer.

On questionnera d'abord le chef, ce Lafont, brutal et visqueux, qui, titulaire de neuf condamnations pour vol, abus de confiance, émission de chèques sans provision et autres peccadilles diverses, passible, à plusieurs titres, de la relégation, avait trouvé le moyen de devenir le gérant de l'Amicale des Agents de Police, espèce de Vautrin sans génie, déchu de Balzac à Gaboriau.

Mais ce bas scélérat manque lui-même d'envergure. Bientôt viendra le tour de Bony, et puis, un peu plus tard, suivra une seconde charrette. Nous aurons sous les yeux des crapules du plus haut plumage.

Et tous ces gens sont des Français ! On rougirait si l'on n'avait pas le droit de penser aux libérateurs de Paris. Et à ceux de Strasbourg.

Edouard Helsey.

LA CRUE DE LA SEINE

	Cote 30 nov.	Cote 1 déc.	Prévisions p. le 2 déc.
MONTEREAU	3,35	3,63	3,75
CHALIFERT	3,75	4,36	4,80
AUSTERLITZ	5,21	5,25	5,45

LA SECONDE AUDIENCE DU PROCÈS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Lafont explique qu'il est devenu allemand sur les conseils de son ami Laval

Compte-rendu d'audience par Alexandre ASTRUC

— Tout ça, c'est de la faute à la société.

Posant sa grosse main sur la barre, le dos délibérément tourné à ses associés qui vont se lever, l'un après l'autre, comme des diables à ressort, et s'expliquer quelques minutes avant de retomber dans leur sommeil, Lafont ouvre la séance en faisant un récit de sa jeunesse.

Il récite le morceau avec l'application d'un bon élève. Il est orphelin de père et de mère. Il a été mis dans une maison de correction pour avoir volé cinq lapins et une bicyclette. Il a été employé de cirque. Pendant la guerre, il a voulu s'engager dans la légion de la mort. Me Floriot, son avocat, le crayon dans les dents, écoute avec un sourire satisfait cette biographie qui n'a pas beaucoup l'air de toucher la Cour. Lafont lui-même n'y croit pas beaucoup. Il y met de la bonne volonté, mais, tout de même, cela manque un peu de conviction.

Après ce préambule, Lafont reste debout et l'on passe à l'affaire des libérations de Fresnes. Il paraît que c'est un officier allemand qui est responsable de tout, et que Lafont ne savait rien des personnalités qu'il rendait au grand air. Le président veut absolument que Lafont soit allé là avec l'idée d'organiser sa bande. Lafont dit que la bande s'est organisée toute seule. On parle aussi d'argent.

Lafont méprise l'argent

— Je n'ai jamais touché un sou, dit Lafont. L'argent n'a pas d'importance pour moi. J'ai donné des millions. Je faisais des largesses.

En même temps qu'on questionne Lafont, on fait souvent appel au secrétaire Bony. Bony tient à préciser sa contribution à l'instruction. Quand on l'a arrêté, il s'est jeté sur une feuille de papier et un stylo et, pendant vingt-cinq jours, il a écrit tout ce qu'il savait, et heureusement qu'il l'a écrit, sans cela on ne saurait pas grand' chose. Seulement, comme il n'est entré dans la bande qu'en 42, tous les renseignements qu'il donne pour la période antérieure ne sont que des ouï-dire et, par exemple, il dit ce que Lafont lui a dit, mais, au moment où il le lui a dit, il y avait bien des choses nouvelles qu'il ne savait pas au moment où il les a faites.

Cette subtile distinction paraît avoir beaucoup d'importance en ce qui concerne le petit voyage en Algérie. Lafont, Pagnon et Clavié affirment en toute sincérité qu'ils n'ont été au courant qu'après coup du poste émetteur clandestin et de l'espionnage. Le ministère public, avec un beau mouvement de manches, sort les aveux mêmes des accusés, mais Lafont déclare qu'il se rétracte.

— J'ai signé ça parce que je ne pouvais pas faire autrement. Je baignais dans une mare de sang.

Clavié ajoute qu'il a rencontré Lafont sortant de l'interrogatoire et que celui-ci lui a conseillé : « Avoue tout ce qu'ils voudront. Tu te rétracteras après. »

Lafont et le traité de paix

Le président dit que les jurés apprécieront (il dit ça depuis le début) et que de toute façon cela n'a pas beaucoup d'importance si on le compare avec ce qui vient après. Par exemple :

— Lafont, vous êtes naturalisé allemand. Pourquoi ?

— C'est Laval qui me l'a conseillé. Les Allemands me l'avaient demandé, alors je suis allé trouver Laval et il m'a dit : « Nous sommes actuellement en période de réconciliation. Tu peux te faire naturaliser. » Il m'a aussi dit que le traité de paix allait être signé avec l'Allemagne et il m'en a parlé.

Le président ne demande pas à Lafont ce qu'il sait de ce traité de paix, ce qui est bien regrettable, parce qu'enfin, c'est l'occasion ou jamais de l'apprendre.

On se répand sur les personnalités officielles qui rendaient visite à Lafont : Déat, Abetz, Luchaire, etc... Darnand ? Non : ça n'allait pas fort avec Darnand. Je ne sais pourquoi on s'arrête plus de dix minutes sur Bussière. Le président a l'air de tenir à ce que Lafont ait reçu à dîner le Préfet de police, Lafont soutient que non. Cet accrochage exaspère Me Floriot, qui lève les bras aux ciel.

SUITE EN PAGE 2

Le chimiste Georges Claude est écroué à Fresnes

M. Berry, juge d'instruction, a inculpé d'intelligences avec l'ennemi le chimiste Georges Claude et l'a fait écrouer à la prison de Fresnes.

L'inculpé a choisi pour défenseur Me Maurice Ribet.

La secrétaire générale de « Révolution Nationale » est arrêtée...

Mme Léontine Pasquet, née Tremblay, membre du R.N.P. et secrétaire générale de l'hebdomadaire Révolution nationale, a été arrêtée à son domicile, 96, rue Bobillot.

Son mari, Paul Pasquet, gérant du même journal, avait déjà été arrêté le 31 août à Hardricourt (Seine-et-Oise), par les F.F.I. de la localité, puis remis en liberté.

...ainsi que le journaliste Gaston Denizot

Enfin, en raison d'articles publiés dans de nombreuses feuilles pro-allemandes, et notamment dans la Gerbe et le Pilori, Gaston Denizot a été arrêté sur mandat de M. Angeras, juge d'instruction.

Les électeurs de la Seine pourront se faire inscrire jusqu'au 14 décembre

Dans le département de la Seine, le délai prévu pour l'inscription sur les listes électorales est prolongé de 10 jours.

En conséquence, les demandes en inscription seront encore reçues à Paris et dans les communes de banlieue, jusqu'au 14 décembre inclus, tous les jours, même les dimanches.

Ce nouveau délai est réservé à tous les retardataires quelle que soit l'initiale de leur nom.

EDITION DE PARIS

COMBAT

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

2 francs

4e année, n° 151 - Dimanche 3 Décembre 1944.

100, rue Réaumur, Paris - GUT. : 80-60

Une première entrevue STALINE-DE GAULLE a eu lieu hier après-midi A MOSCOU

De son côté, M. Georges Bidault s'est entretenu avec M. Molotov

Moscou, 2 décembre. — Le général de Gaulle est arrivé aujourd'hui à Moscou.

La locomotive du train spécial dans lequel il avait pris place était pavoisée aux couleurs françaises et soviétiques.

Sur le quai de la gare de Moscou, outre M. Molotov, de nombreuses personnalités attendaient l'arrivée du chef du Gouvernement provisoire. On remarquait notamment M. Dekanosov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, le général Golikov, vainqueur de Voronej, M. Garreau et les membres du personnel de l'ambassade de France, le général Petit, chef de la mission militaire française, ainsi que le corps diplomatique au complet.

Six pilotes de l'escadrille « Normandie » qui avaient sollicité une permission spéciale pour venir saluer le chef du Gouvernement, étaient également présents.

Des troupes d'élite rendent les honneurs

Le général de Gaulle est descendu lentement de son wagon, cependant qu'une musique militaire exécutait « la Marseillaise » et l'hymne national russe et que les troupes d'élite de la garnison de Moscou rendaient les honneurs.

M. Moltoskov, chef du Protocole, qui accompagnait le général depuis Bakou, l'a présenté à M. Molotov. Le chef du gouvernement provisoire et le commissaire du peuple aux Affaires étrangères se sont longuement et cordialement serré la main. Puis le général de Gaulle a salué les autres personnalités présentes, en particulier les représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

S'approchant d'un micro, le général de Gaulle s'est déclaré heureux de se trouver dans la capitale de l'Union Soviétique et d'apporter à nos alliés russes l'hommage de la France.

Après avoir salué la délégation française, le général a passé en revue le détachement de la garde qui rendait les honneurs. Il est monté ensuite en voiture aux acclamations d'une foule nombreuse, qui stationnait devant la gare depuis plusieurs heures.

Premiers entretiens

Le président du gouvernement provisoire a rendu visite cet après-midi au maréchal Staline. De son côté, M. Georges Bidault s'est entretenu avec M. Molotov.

Le général de Gaulle a reçu ensuite la colonie française à l'ambassade, où il a dîné avec les membres de la représentation diplomatique française en U.R.S.S.

COMBAT

Le général de Gaulle s'est entretenu avec le maréchal Staline. Tous les commentaires de la presse sont unanimes : l'alliance russe est vitale pour la France, parce qu'elle lui permet de régler le problème allemand. Tous les commentateurs ont également approuvé le ministre français des Affaires étrangères lorsqu'il s'est prononcé contre la formule d'un bloc occidental qui pourrait s'opposer à un bloc oriental.

Certains commentateurs ont même cru pouvoir dire que la France devait, au contraire, servir de trait d'union entre l'U. R. S. S. et les démocraties occidentales. Mais la presse soviétique les a démentis en affirmant que l'U.R.S.S. n'avaient pas besoin de trait d'union avec la Grande-Bretagne et qu'elle était assez grande pour maintenir toute seule les contacts qui lui étaient nécessaires. De cette petite divergence, nous tirerons seulement qu'il faut peser ses mots, surtout lorsqu'on écrit dans la bonne volonté et l'enthousiasme.

Mais ceci mis à part, la situation est sans ambiguïté. La France a des raisons personnelles de souhaiter l'alliance russe, puisqu'elle a des raisons personnelles de vouloir que l'Allemagne soit toujours surveillée sur deux frontières. Il y a, de plus, des raisons générales pour préférer à la politique des blocs une politique d'entente européenne qui réduise au maximum les rivalités nationales.

Pour tout cela, les entretiens de Moscou ne paraissent pas devoir apporter de surprises considérables. Le général de Gaulle y exprimera le désir de la France de réaliser une entente complète et durable avec l'U.R.S.S. S'il en rapporte les éléments de notre politique étrangère de demain, qui sera basée sur une double et perpendiculaire alliance avec l'U. R. S. S. et les Etats occidentaux, il aura réglé un grand problème et paré ainsi aux nécessités immédiates. Nous pourrons nous en réjouir.

Mais nous sera-t-il permis de dire que nous souhaitons davantage ? Nous souhaitons qu'à ces succès immédiats, la France en ajoute d'autres qui soient encore plus significatifs et mieux chargés d'avenir. Si nous refusons la politique des blocs, c'est que nous répudions la politique de balance, les jeux compliqués d'alliances et d'intérêts, qui n'ont jamais cessé de mener l'Europe à la guerre. Ce serait dans la logique même de cette attitude que de parler à Moscou, non pas encore de cette fédération européenne qui demandera du temps, mais, plus modestement, de l'aspect international du problème européen.

La politique ne se fait plus aujourd'hui sans l'économie. Or, il n'est pas un seul problème économique du moment qui ne soit international. Tous les pays d'Europe dépendent étroitement les uns des autres dans leur production comme dans leur consommation. Nous savons aujourd'hui que nous sommes solidaires, dans la vie et dans la mort. Nous savons que la faim d'un peuple voisin est une menace pour nous, comme peut l'être aussi une excessive puissance économique. A une économie internationale, il n'est pas possible de faire correspondre seulement des politiques nationales.

(Lire la suite en 2e page)

(Photo Keystone.)

LES AMÉRICAINS dans Sarrelouis

A la sortie de Strasbourg, les Allemands font sauter les trois ponts de Kehl

Sur la côte de l'Adriatique, des troupes de Tito se seraient infiltrées jusqu'à Trieste et en Autriche

La bataille de la Sarre ne cesse de gagner en intensité et en résultats. Une dépêche Reuter annonce, en ce début de soirée, que les troupes américaines ont pénétré dans Sarrelouis, après avoir effectué une avance de 3 km. 500. Avant l'attaque, la ville et les fortifications de la ligne Siegfried avaient été fortement bombardées.

De Merzig à Sarrelouis, l'armée Patton consolide ses positions le long de la rivière Sarre. En ce qui concerne Merzig elle-même, les renseignements diffèrent selon les sources. Du côté anglais, on dit que les Alliés ont atteint la ville samedi matin, à 4 h., juste à temps pour voir sauter le pont, tandis que d'autres informations situent les Alliés dans son voisinage immédiat.

Plus au sud, les Américains sont maintenant à 12 kilomètres de Sarrebrück. Sur la route de Forbach, ils se battent dans des localités où les Français opéraient avant l'invasion de la Belgique et de la Hollande par les Allemands. On se bat encore dans Sarre-Union.

Pendant ce temps, d'autres unités de l'armée Patton achèvent la manœuvre d'enveloppement amorcée depuis deux jours autour d'Haguenau, une des portes de ce corridor du Rhin vers lequel l'ennemi, lorsqu'il voudra bien reconnaître la perte de l'Alsace et la nécessité pour lui de couvrir de toute urgence son flanc gauche en Sarre, ne manquera pas de se replier et de se regrouper. Nous avons toujours pensé que la prochaine ligne de défense allemande irait de Merzig, pivot du repli, à Karlsruhe. Ce qui est certain, c'est que von Rundstedt envoie des renforts en hommes et en artillerie sur la rive droite de la rivière Sarre [...] de Merzig à Sarrelouis. Pour [...] que nous venons de dire [...] défendre avec vigueur la [...] de ses futures positions. Les [principaux] points d'appui de la ligne [Sieg]fried, situés au delà de la rivière, [...] faciliteront la tâche.

En Alsace

A la vérité, les Allemands ont déjà tiré la leçon de la bataille d'Alsace. Il se confirme, en effet, qu'ils ont fait sauter la nuit dernière les trois ponts sur le Rhin, dits ponts de Kehl, les deux ponts routiers et le pont du chemin de fer. Ce qui revient à dire que l'ennemi, renonçant à s'incruster à proximité de Strasbourg, abandonne définitivement à leur sort les restes de la 19e armée coincés entre le pied des Vosges et le Rhin. Il est même probable que les rescapés ont pour la plupart repassé dès maintenant le fleuve.

Mais entrons dans les détails : tandis que Strasbourg se trouve sous le feu de l'artillerie allemande, les Alliés progressent en direction du sud, le long de la route Strasbourg, Selestat, Colmar. Ils n'hésitent pas, au surplus, à se rabattre, chemin faisant, vers le Rhin, afin de couper les dernières voies de retraite de l'adversaire. Leurs éléments avancés étaient, hier soir, à 30 kilomètres au sud de Strasbourg. A la lisière de la plaine d'Alsace, les forces alliées, progressant au sud de Barr, ont occupé Nothalten et Blienschwiller. Signalons ensuite que la chute de Selestat paraît imminente.

Les unités de la 1re armée française nettoient rapidement la rive ouest du Rhin ainsi que les bois de la forêt de la Harth et les poches ennemies à l'ouest de Mulhouse. Des combats se déroulent dans la vallée de Saint-Amarin. Les Français sont à 1.600 mètres de Thann.

La bataille de la Ruhr

Une bonne nouvelle nous vient du G.Q.G. de la 9e armée américaine : les troupes du général Simpson se battent dans Jülich ou Juliers et dans Linnich. On sait que ces deux localités font partie du système défensif allemand dans la vallée de la Roer, à l'entrée de la plaine de Cologne. Les deux tiers de Linnich sont aux mains des Alliés et ce sont des unités d'infanterie qui ont pénétré dans les défenses occidentales de Jülich. Cette ville est presque complètement détruite.

Entre Jülich et Linnich, des combats violents ont toujours lieu dans Flossdorf et Roerdorf. On nous dit qu'il n'y a plus de pont sur la Roer.

SUITE EN PAGE 2

LE GENERAL LECLERC FERA FUSILLER DES OTAGES si des soldats français sont assassinés à Strasbourg

Etat-major suprême des forces expéditionnaires alliées, 2 décembre. — L'Etat-major suprême des forces expéditionnaires alliées communique le texte d'une proclamation du général Leclerc à la population de Strasbourg.

Cette proclamation spécifie que :

1. Pour chaque soldat français tué, cinq otages seront fusillés;
2. Tous les francs-tireurs seront immédiatement fusillés;
3. Les habitants qui abriteront des francs-tireurs seront fusillés;
4. Les personnes porteuses d'armes sans autorisation seront traduites devant une cour martiale.

DEUX GRANDS CHEFS ALLIÉS DISCUTENT LEURS PLANS DE BATAILLE

Au cours de l'entrevue qu'ils viennent d'avoir « quelque part sur le front occidental », le général Eisenhower, commandant en chef des forces expéditionnaires alliées, et le maréchal Montgomery, commandant le 21e groupe d'armées en France, ont mis au point leurs plans stratégiques pour la prochaine offensive contre l'Allemagne.

L'ancien préfet régional Angeli est condamné à mort

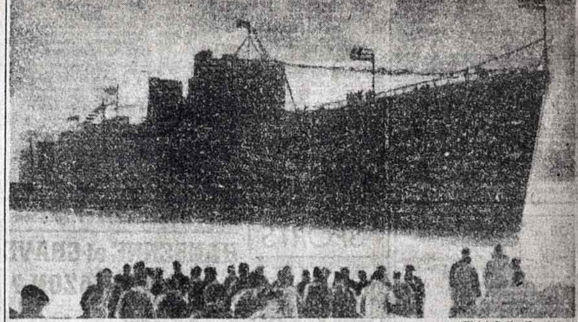
Lyon, 2 décembre. — La Cour de Justice de Lyon a condamné ce soir à la peine de mort l'ancien préfet régional Angeli.

Des automobilistes tirent une rafale de mitraillette sur un poste de police parisien

La nuit dernière vers 3 h. 20, des automobilistes inconnus ont tiré une rafale de mitraillette en passant devant le poste du quartier Croulebarbe, 42, avenue des Gobelins.

Un soldat, âgé de 20 ans, qui était hébergé au poste pour la nuit, a été blessé et a dû être transporté au Val-de-Grâce.

Un nouveau cuirassé britannique supérieur à tous les navires de guerre du monde



(Cliché Daily Herald.)

Londres, 2 décembre. — Un nouveau cuirassé britannique, supérieur à tous les autres navires de guerre du monde entier, a été lancé cette semaine dans un port du nord de l'Angleterre.

La taille, le type, l'armement et même le nom de cette unité sont tenus secrets. On signale simplement que le lancement du navire a eu lieu en présence de la princesse Elizabeth.

Prenant la parole au cours d'un banquet officiel, M. A.-V. Alexander, premier lord de l'Amirauté, a déclaré que le nouveau cuirassé se rendrait dans les eaux tropicales « pour y combattre l'ennemi que nous désirons le plus voir abattu ».

Dans le trafic de la S. N. C. F. LES TRANSPORTS DE RAVITAILLEMENT *n'ont que la troisième ou la quatrième place*

Dans les déclarations du Commissaire à l'Approvisionnement de Paris que nous avons publiées hier, M. Olive parlait de « carence de la S.N.C.F. ».

Cette façon de dire, nous écrit-il, « a suscité des réactions assez vives et fondées ». Aussi M. Olive a-t-il tenu à apporter à ses déclarations l'additif que voici :

« Je dois préciser que cette « carence » signifie insuffisance de moyens matériels et non autre chose. La S.N.C.F. s'est adonnée depuis la libération à un immense travail de remise en état de ses installations sabotées ou détruites par l'ennemi. Elle surmonte peu à peu ses difficultés, mais il ne faut pas se dissimuler que l'amélioration constante du trafic sur l'ensemble du réseau ne se répercute qu'en partie, et même très faiblement sur le ravitaillement de la région parisienne.

« La priorité absolue conférée aux transports militaires, mesure primordiale pour la conduite de la guerre, les besoins de la reconstruction, les transports de charbon et de bois de mine, relèguent les transports de ravitaillement au troisième sinon au quatrième rang.

De 350 à 450 wagons chaque jour pour Paris

« De ce fait, l'amélioration attendue ne peut se produire et depuis deux mois le nombre des wagons de ravitaillement reçus à Paris oscille entre 350 et 450 par jour. La S.N.C.F. doit s'incliner devant ces nécessités et on ne saurait donc qualifier de carence ce qui est seulement impossibilité matérielle. »

COMBAT

COMITE DIRECTEUR :

PASCAL PIA, directeur
ALBERT CAMUS rédacteur en chef
MARCEL GIMONT
ALBERT OLLIVIER

Le 2 décembre « Combat » a été tiré à 186.750 exemplaires.

Nos alliés américains et l'Allemagne

La question du traitement réservé aux prisonniers allemands par nos alliés américains n'est pas une question mesquine : elle est, au contraire, grosse de signification.

— Si les prisonniers sont bien nourris, nous disent les officiers responsables, c'est en observation des conventions internationales.

Que répondre à cet argument péremptoire ? On peut tout au plus regretter, avec une amicale ironie, qu'une convention internationale ne règle pas, aussi, les rapports entre alliés. Par exemple, si l'un d'eux, pour des raisons stratégiques, détruisait sur le territoire d'un autre des installations vitales telles que gares, ponts, usines, il serait tenu de les réparer ensuite dans le plus bref délai, ou de fournir les moyens nécessaires à leur reconstruction. » On peut encore déplorer que la France ait tant de peine à recouvrer ne serait-ce que quelques-uns de ses propres bateaux marchands, afin d'importer des médicaments, les produits de ses colonies, le tabac, qui permettrait d'allouer aux F.F.I. des Vosges, des Alpes, de la côte, une ration de cigarettes égale à celle que reçoivent les prisonniers allemands. Si l'on nous laissait un plus large usage de nos voies ferrées, notamment de celles de l'Ouest, le ravitaillement de Paris serait bien meilleur.

— Les nécessités de la guerre exigent que le ravitaillement des armées ait la priorité.

— Mais les abondantes rations des prisonniers font du volume et du poids. On trouve bien pour eux, navires, trains, camions ?

— Le tabac, les savonnettes, qu'avec leur salaire quotidien ils peuvent acquérir, viennent des stocks allemands capturés.

— On reconnaît donc à la Wehrmacht une sorte de droit sur ces stocks ? Ils furent cependant constitués par le pillage des pays envahis. Le principe est plein de conséquence.

Convention internationale ? Mais encore y a-t-il manière et manière de l'appliquer. Elle n'oblige pas à une certaine amabilité. Nous savons que les Allemands sont de braves gens... lorsqu'ils sont prisonniers ; que leur tenue, leur discipline, leur dignité imposent respect et estime, et qu'à leurs côtés nous faisons peut-être figure de Napolitains ; qu'au surplus l'antipathie, pas plus que la sympathie, ne se commande...

— Non, il s'agit, par de bons traitements, d'inciter ceux qui se battent encore à se rendre.

— Cette « arme secrète » en vaut peut-être une autre. Pourtant, depuis dix ans qu'on en use, les résultats sont douteux. N'a-t-on pas toujours affirmé Outre-Rhin qu'on préférait au beurre le canon ? L'état d'esprit aurait-il changé ? Il serait intéressant de savoir combien d'Allemands se sont rendus pour être mieux nourris.

Ce ne sont là que des « à-côté ». Non sans importance à nos yeux, mais sur lesquels nous ne nous étendrions pas si l'attitude américaine envers les prisonniers n'était révélatrice d'une politique qui engage l'avenir de l'Europe : la politique de « désintoxication ».

Il s'agit de prouver aux Allemands, par des arguments sensibles qu'ils vivront beaucoup mieux et seront plus heureux s'ils renoncent à leurs rêves de dictature et d'hégémonie. On commence la démonstration dans les camps, on la continuera auprès de la population du Reich lorsqu'il sera occupé. Ce serait une erreur, nous dira-t-on, d'acculer ce peuple au désespoir. Rendons-lui donc la vie douce afin qu'il abandonne à tout jamais ses idées de revanche.

Et ainsi, loin de réparer les dommages et les ruines qu'elle aura causés, l'Allemagne se verra traiter avec relativement plus d'égards que ses victimes...

Nous ne nous élevons pas a priori contre une telle politique. Nous ne voudrions surtout pas en prendre le contre-pied. Mais les pays ravagés par les armées de Guillaume II et de Hitler ont aussi quelques droits et quelques raisons de méfiance.

S'ils n'oubliaient pas ces droits et ces raisons de méfiance, on ne doit pas s'en étonner.

François BRUEL.

LA SECONDE AUDIENCE DU PROCÈS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Lafont explique qu'il est devenu allemand sur les conseils de son ami Laval

Compte-rendu d'audience par Alexandre ASTRUC

— Tout ça, c'est de la faute à la société.

Posant sa grosse main sur la barre, le dos délibérément tourné à ses associés qui vont se lever, l'un après l'autre, comme des diables à ressort, et s'expliquer quelques minutes avant de retomber dans leur sommeil, Lafont ouvre la séance en faisant un récit de sa jeunesse.

Il récite le morceau avec l'application d'un bon élève. Il est orphelin de père et de mère. Il a été mis dans une maison de correction pour avoir volé cinq lapins et une bicyclette. Il a été employé de cirque. Pendant la guerre, il a voulu s'engager dans la légion de la mort. Me Floriot, son avocat, le crayon dans les dents, écoute avec un sourire satisfait cette biographie qui n'a pas beaucoup l'air de toucher la Cour. Lafont lui-même n'y croit pas beaucoup. Il y met de la bonne volonté, mais, tout de même, cela manque un peu de conviction.

Après ce préambule, Lafont reste debout et l'on passe à l'affaire des libérations de Fresnes. Il paraît que c'est un officier allemand qui est responsable de tout, et que Lafont ne savait rien des personnalités qu'il rendait au grand air. Le président veut absolument que Lafont soit allé là avec l'idée d'organiser sa bande. Lafont dit que la bande s'est organisée toute seule. On parle aussi d'argent.

Lafont méprise l'argent

— Je n'ai jamais touché un sou, dit Lafont. L'argent n'a pas d'importance pour moi. J'ai donné des millions. Je faisais des largesses.

En même temps qu'on questionne Lafont, on fait souvent appel au secrétaire Bony. Bony tient à préciser sa contribution à l'instruction. Quand on l'a arrêté, il s'est jeté sur une feuille de papier et un stylo et, pendant vingt-cinq jours, il a écrit tout ce qu'il savait, et heureusement qu'il l'a écrit, sans cela on ne saurait pas grand' chose. Seulement, comme il n'est entré dans la bande qu'en 42, tous les renseignements qu'il donne pour la période antérieure ne sont que des ouï-dire et, par exemple, il dit ce que Lafont lui a dit, mais, au moment où il le lui a dit, il y avait bien des choses nouvelles qu'il ne savait pas au moment où il les a faites.

Cette subtile distinction paraît avoir beaucoup d'importance en ce qui concerne le petit voyage en Algérie. Lafont, Pagnon et Clavié affirment en toute sincérité qu'ils n'ont été au courant qu'après coup du poste émetteur clandestin et de l'espionnage. Le ministère public, avec un beau mouvement de manches, sort les aveux mêmes des accusés, mais Lafont déclare qu'il se rétracte.

— J'ai signé ça parce que je ne pouvais pas faire autrement. Je baignais dans une mare de sang.

Clavié ajoute qu'il a rencontré Lafont sortant de l'interrogatoire et que celui-ci lui a conseillé : « Avoue tout ce qu'ils voudront. Tu te rétracteras après. »

Lafont et le traité de paix

Le président dit que les jurés apprécieront (il dit ça depuis le début) et que de toute façon cela n'a pas beaucoup d'importance si on le compare avec ce qui vient après. Par exemple :

— Lafont, vous êtes naturalisé allemand. Pourquoi ?

— C'est Laval qui me l'a conseillé. Les Allemands me l'avaient demandé, alors je suis allé trouver Laval et il m'a dit : « Nous sommes actuellement en période de réconciliation. Tu peux te faire naturaliser. » Il m'a aussi dit que le traité de paix allait être signé avec l'Allemagne et il m'en a parlé.

Le président ne demande pas à Lafont ce qu'il sait de ce traité de paix, ce qui est bien regrettable, parce qu'enfin, c'est l'occasion ou jamais de l'apprendre.

On se répand sur les personnalités officielles qui rendaient visite à Lafont : Déat, Abetz, Luchaire, etc... Darnand ? Non : ça n'allait pas fort avec Darnand. Je ne sais pourquoi on s'arrête plus de dix minutes sur Bussière. Le président a l'air de tenir à ce que Lafont ait reçu à dîner le Préfet de police. Lafont soutient que non. Cet accrochage exaspère Me Floriot, qui lève les bras aux ciel.

SUITE EN PAGE 2

Le chimiste Georges Claude est écroué à Fresnes

M. Berry, juge d'instruction, a inculpé d'intelligences avec l'ennemi le chimiste Georges Claude et l'a fait écrouer à la prison de Fresnes.

L'inculpé a choisi pour défenseur Me Maurice Ribet.

La secrétaire générale de « Révolution Nationale » est arrêtée...

Mme Léontine Pasquet, née Tremblay, membre du R.N.P. et secrétaire générale de l'hebdomadaire Révolution nationale, a été arrêtée à son domicile, 96, rue Bobillot.

Son mari, Paul Pasquet, gérant du même journal, avait déjà été arrêté le 31 août à Hardricourt (Seine-et-Oise), par les F.F.I. de la localité, puis remis en liberté.

...ainsi que le journaliste Gaston Denizot

Enfin, en raison d'articles publiés dans de nombreuses feuilles pro-allemandes, et notamment dans la Gerbe et le Pilori, Gaston Denizot a été arrêté sur mandat de M. Angeras, juge d'instruction.

Les électeurs de la Seine pourront se faire inscrire jusqu'au 14 décembre

Dans le département de la Seine, le délai prévu pour l'inscription sur les listes électorales est prolongé de 10 jours.

En conséquence, les demandes en inscription seront encore reçues à Paris et dans les communes de banlieue, jusqu'au 14 décembre inclus, tous les jours, même les dimanches.

Ce nouveau délai est réservé à tous les retardataires quelle que soit l'initiale de leur nom.

« Un fleuve à traverser et on est chez eux »

Avec une patrouille, devant le Rhin jaune et boueux...

De notre correspondant de guerre Jacques-Laurent BOST

Alsace, 2 décembre. — La forêt de la Harth est encore infestée d'Allemands. Quelques compagnies, largement pourvues de mitrailleuses, de mitraillettes et de mortiers s'y promènent, tentant des coups de main sur les routes qui longent ou traversent la forêt, risquant des patrouilles jusqu'aux villages tenus par les Français sur les bords du Rhin.

Nous avions essayé de voir le Rhin à Strasbourg et à Huningue : en vain. On approche à trois cents mètres, mais on ne peut aller jusqu'au fleuve. Le 29, nous sommes allés à X..., sur la lisière ouest de la Harth, à quelques kilomètres de Y..., qui est sur le Rhin.

— On peut aller à Y... ?

— Oui. Seulement il y a des Fritz qui rôdent dans le coin. Passez vite.

Un village sans drapeaux

Nous commençons à avoir l'habitude des routes « pas très propres », ce qui ne veut pas dire que nous les trouvions agréables. Nous traversons donc la Harth à toute allure et nous arrivons à Y...

C'est un village tout en longueur, noyé sous le crachin. Pas de drapeaux aux fenêtres : les Allemands sont encore trop près et, comme dans beaucoup de villages fraîchement libérés, les habitants craignent un retour offensif des Nazis.

Ils sont d'ailleurs excusables : le village a été pris une première fois, puis repris, puis définitivement libéré, sans souffrir, par miracle, de ces changements de mains successifs. Maintenant, les Allemands lancent de temps en temps quelques obus sur Y..., et les habitants passent la nuit dans leurs caves.

Nous sommes reçus par le capitaine commandant la compagnie qui tient Y..., une compagnie coloniale « blanchie », comme on dit, par la présence d'une quantité d'engagés volontaires métropolitains. Il nous met rapidement au courant de la situation :

— Voilà. Nous sommes un peu en flèche ici. Il y a quelques Fritz au sud, il y en a au nord et il y en a qui se baladent dans la forêt : on est d'ailleurs en train de nettoyer tout ça...

— Ils vous ennuient beaucoup ?

— Pas trop. Ils essayent de venir voir ce qui se passe chez nous. Ils sont bien armés, mais pas très agressifs.

800 mètres de « no man's land »

— Est-ce qu'on peut aller jusqu'au Rhin ?

— Pas comme ça, les mains dans les poches. Notre dernier poste est à la sortie du village. Il y a, entre Y... et le Rhin, 800 mètres de no man's land. Si vous voulez, je peux vous faire accompagner par une patrouille.

Dans ces cas-là, on hésite toujours un peu : d'une part on a des scrupules à mobiliser des soldats pour vous accompagner ; d'autre part, si on refuse, on a l'air de se dégonfler. Nous acceptons l'escorte. Un sergent-chef et quatre hommes viennent prendre livraison de nous et, comme nous nous excusons de les déranger :

— Oh !... disent-ils, on a tellement l'habitude...

Ils ont l'air de trouver ça tout naturel. Ceux-là aussi, comme tous les combattants que nous avons rencontrés, sont d'une gentillesse stupéfiante avec les espèces de « touristes du front » que sont les correspondants de guerre.

Nous traversons Y... A la sortie du village, un petit pont sur un canal. Nous escaladons la barricade qui l'obstrue et nous avançons à travers une prairie spongieuse, parsemée de buissons. En tête le sergent-chef. Derrière lui deux hommes. Deux hommes en arrière-garde et, au centre, les deux correspondants de guerre, qui ne se sentent pas spécialement « fins » avec leurs mains vides, au milieu de ces soldats armés jusqu'aux dents.

« Quand on en aura fini avec la Harth... »

On marche doucement. De temps en temps, on s'arrête pour surveiller les alentours. Au bout de quatre cents mètres de prairie, on arrive dans un terrain plus accidenté : des creux, des bosses, un ruisseau, des arbres, des buissons. La marche se ralentit encore. Les collines et les maisons aperçoit à travers les branches [...] allemandes.

— Celle de droite, c'est un blockhaus camouflé, dit le sergent-chef. Courbez-vous, ils vont nous voir.

— Ils tirent souvent ?

— Des coups de fusil. Mais à cette distance-là, vous savez, c'est plutôt pour s'amuser. Quelquefois du mortier, c'est plus embêtant.

Nous avançons pliés en deux, puis à quatre pattes. Les derniers cinquante mètres, on les fait en rampant. Le Rhin coule devant nous, jaune et boueux. Sur l'autre rive, un petit village qui semble mort. Les volets sont tous fermés, rien ne bouge. Pourtant, une des cheminées fume. Des blockhaus gris sont accrochés au flanc de la colline, qui, paraît-il, en est farcie d'autres parfaitement camouflés. Un train de marchandises passe en crachottant.

— Quand on pense, dit le sergent-chef, un fleuve à traverser et on est chez eux...

— Et il n'est même pas tellement large que ça, dit un des hommes.

— Vous les bombardez déjà ?

— Ça commence, mais pas encore très fort, répond le sergent-chef. Quand on aura fini avec la Harth, ça sera autre chose : vous comprenez, on n'aura plus de scrupules à casser les maisons. Je vous garantis que ça ne se passera pas tout à fait comme ça s'est passé en France et en Alsace...

Devant le problème de la reconstruction du pays, deux solutions:

Ø Mettre la tête dans ses mains et pleurer.

Ø Adopter l'attitude traditionnelle de la France: se retrousser les manches, dire : « Je ne m'avouerai pas vaincu, il y a des éléments d'espoir »..... et

SOUSCRIRE A

L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

René PLEVEN
ministre des Finances

LE PROCES DE LA GESTAPO PARISIENNE

Lafont fait étalage de ses hautes relations politico-journalistiques

Il tutoyait Laval

Cet « ami intime » lui conseillla de se faire naturaliser Allemand

Il existe entre cette affaire de la Gestapo parisienne et l'affaire Stavisky une série de ressemblances qui ne sont pas toutes superficielles. Ce n'est pas seulement l'ampleur des débats qui fait du procès actuel à l'égal de l'autre affaire un procès-fleuve. Ce n'est pas même la personnalité de Bony dont l'ancienne prévarication recélait déjà en substance l'agent de l'affaire de la Gestapo actuelle. Non. Il y a au-dessus du cadre et au-dessus des hommes une ressemblance plus profonde. C'est la facilité avec laquelle un homme de rien, un condamné de droit commun peut se glisser dans le monde et s'y faufiler jusqu'au premier plan. Il est vrai que cette fois, dans les cercles où fréquentait Lafont, on ne pouvait guère se montrer difficile. Les milieux de la collaboration étaient d'un recrutement assez large, on le conçoit aisément. Mais, tout de même, faut-il que des gens puissent tomber assez bas pour ouvrir leur intimité et leurs confidences à un individu de la classe — ne disons même pas de l'immoralité — de Chamberlin.

Car il ne s'agit pas seulement de personnes dont les noms lancés dans les débats alimenteront la chronique des mondanités scandaleuses; il s'agit de personnalités publiques, de hauts fonctionnaires qui déjeunaient, soupaient, sortaient avec un relégué de droit commun. La véritable affaire de la rue Lauriston est là, dans les relations qu'elle prolongeait jusqu'au sein des milieux les plus officiels, non seulement allemands, mais français.

L'acte d'accusation cite des noms. Des Allemands? Muller, attaché d'ambassade, Otto Abetz. Des Français? Viett, Jean Luchaire... Il faut entendre Lafont assigner avec une parfaite maîtrise à chacun sa place sur l'échelle de ses relations.

« Celui-là, je ne le connais pas. — Celui-ci est venu me voir quelquefois. — Georges Prade? Oui, je l'ai vu. Nous avions eu quelques conversations à propos des départs en Allemagne. — Levillain, conseiller municipal? Je lui donnais 36.000 francs par mois. — Suarez? Je l'ai vu une fois. Egalement Guilbaud et Alfred Mallet. »

A table avec le ministre du Ravitaillement

M. Bousquet, directeur de la Sûreté, devint son camarade. L'homme de la police de Vichy et celui de la Gestapo parisienne camarades, quel symbole! Mais Lafont ne s'arrêtait pas là. Chasseigne, ministre du Ravitaillement, dînait à sa table; Bussière, comme Bousquet, était également de ses amis; Déat, une relation. Seul, Darnand était un ennemi; la concurrence, sans doute.

Quant à Pierre Laval, au sommet de l'échelle, on le trouve conseillant lui-même à Lafont de se faire naturaliser Allemand.

« Je suis allé à Vichy voir le président Laval, dira Lafont. *Il connaissait ma situation. Laval m'a dit : « Nous sommes, en ce moment, dans une période de réconciliation. » Il me parlait, sur un ton général, du traité de paix; il m'a fait des confidences.*

— *Vous êtes intimes?* interroge le commissaire du gouvernement, M. Reboul.

— *Très intimes.*

— *Vous vous tutoyiez?*

— *Quelquefois.*

— *C'est donc avec l'approbation de Laval que vous avez été naturalisé?*

— *Parfaitement. Autrement je n'aurais pas pu. Il fallait l'approbation du gouvernement.* »

Un enfant de la balle

Mais avant d'arriver à un tel état de puissance et de considération, Lafont avait connu une existence des plus aventureuses.

« *J'étais*, dit-il, *un enfant de la balle. A 11 ans orphelin, à 16 ans condamné, j'étais mis dans une maison de correction. Quand j'en sortis, j'avais exactement l'instruction d'un enfant de 11 ans. Je n'avais connu que des voyous, des gens comme moi.* »

De cette condamnation initiale, Lafont essaie alors de se servir pour expliquer sa déchéance, les vols, les escroqueries d'abord, la trahison ensuite.

Sa carrière dans la collaboration commence au lendemain de l'armistice par deux coups d'audace: la libération, à Fresnes, d'un certain nombre de détenus de droit commun, qui devaient fournir le noyau de la future bande de la rue Lauriston; ensuite, une saisie au greffe du tribunal de la Seine des scellés portant sur des objets en or. Ces deux opérations sont, bien entendu, menées avec l'assentiment des Allemands.

Mais Lafont proteste:

« *L'argent ne m'intéressait pas. J'ai distribué des millions autour de moi. Je n'ai rien gardé.* »

Un cadavre sur le toit d'une auto

Cependant, tout ceci n'est qu'un préambule.

« *Vous avez voulu donner des gages*, remarque le président Ledoux, *et vous procédez à Bordeaux à l'arrestation du chef des services secrets de la Belgique combattante, M. Lambrecht. Vous l'avez assassiné et vous avez ramené son corps à Paris, sur le toit d'une auto. Plus tard, vous avez essayé de salir l'honneur de la victime en la faisant passer pour un agent double.* »

Paul TURPAUD.

L'usage des ascenseurs va être autorisé...

Mais seulement dans les immeubles habités par des médecins ou des malades certifiés

(Déclaration du ministre de la Production industrielle à l'Union des consommateurs de gaz et d'électricité).

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 67-60
Après 19 h. : 10, Faubourg-Montmartre (9e)
Tél. : TAITBOUT 70-80
QUOTIDIEN DU MATIN FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 255
2 fr.
Dimanche 3 et lundi 4 décembre 1944
338e-339e j. de l'année. - Demain, Ste Barbe

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Pour quelques CENTAINES de restaurateurs, commerçants, détaillants, PRATIQUANT le MARCHE NOIR il y en a heureusement DES MILLIERS DE PROBES ET D'HONNETES.

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE REDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

CONFIANCE à la France nouvelle

NOTRE ministre des Finances M. Pleven vient de nous donner un bilan de la situation financière française.

Cet examen est particulièrement rassurant puisqu'il nous est dit que le citoyen français est moins endetté que les citoyens des deux pays alliés occidentaux.

Certes, insinueront des propagandes sournoises, il y a moyen de faire dire aux chiffres des choses alternativement opposées. Ce bilan ne tient pas compte de la dette des départements et des communes, de la reconstruction de nos ports, de nos réseaux ferroviaires et routiers, de nos moyens de production.

Le ministre a fait un exposé sincère et honnête et ne s'est d'ailleurs pas contenté de ce bilan. Il a indiqué, en effet, qu'il escomptait récupérer les profits illicites de ceux qui travaillèrent pour l'ennemi, donc contre la France.

De plus, le gouvernement a déjà pris des mesures qui, dans le domaine social, annoncent nettement qu'il entend, dans cette bataille de la renaissance française, qui est essentiellement une question de production, ne pas laisser distraire au profit de quelques-uns l'effort associé et harmonieux de tous les éléments du travail national.

Je n'ai parlé que de la question intérieure.

Mais nous avons tous apprécié comme il convient le fait que le gigantesque effort de la France combattante a été accompli sans accroissement de nos charges extérieures.

M. Pleven a pu annoncer à l'Assemblée consultative que déjà l'Emprunt de la Libération s'affirmait comme un succès.

Le chef du Gouvernement est actuellement absent, en train de préparer pour la France un des chaînons essentiels de son système de sécurité. Pour son retour, nous devons être en mesure de lui annoncer comme il l'a demandé, que c'est plus qu'un succès : UN TRIOMPHE.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le monde nous regarde, nos ennemis nous guettent. L'Emprunt de la Libération, c'est la démonstration logique de notre vitalité, de notre ressort, de notre volonté de reprendre la route de la grandeur.

Le triomphe de l'Emprunt de la Libération 1944, c'est le point final du règlement de comptes franco-allemand, comme le triomphe de l'emprunt de la libération après 1871 fut la démonstration de la volonté française de ne point se soumettre au diktat de Francfort.

C'est la première étape vers les victoires pacifiques de demain; la France présente sur tous les marchés mondiaux, par une production traditionnellement de qualité; ET POUR VOUS, PAYSANS, UNE AGRICULTURE REEQUIPEE D'UN MATERIEL QUE L'ENNEMI VOLA.

Car Vichy prit tout à la France pour le livrer aux boches et nous laissa ses billets nazis. Les combats de nos fils en sauvant l'honneur français ont revalorisé la confiance en une France toujours grande. Donnons donc au Gouvernement de la Libération des moyens de tirer un chèque sur la paix de demain.

ET CETTE FOIS CE SERA UNE PAIX FRANÇAISE !

P. RUHLMANN.

Le général de Gaulle est arrivé à Moscou

Il a été reçu par le Maréchal Staline tandis que M. Bidault rendait visite à M. Molotov

Venant de Bakou et Stalingrad par train spécial, le général de Gaulle est arrivé hier matin à Moscou. Il était accompagné de M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères ; du général Juin, chef de l'état-major général, et de M. Gastomlewski, directeur de son cabinet. La locomotive du train dans lequel avait pris place le général de Gaulle était pavoisée aux couleurs françaises et soviétiques. Sur le quai de la gare, outre M. Molotov, de nombreuses personnalités attendaient l'arrivée du chef du Gouvernement provisoire. On remarquait notamment M. Dekanosov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères ; le général Golikov ; M. Garreau et les membres du personnel de l'ambassade de France ; le général Petit, chef de la mission militaire française, ainsi que le corps diplomatique au complet.

Six pilotes de l'escadrille « Normandie », qui avaient sollicité une permission spéciale pour venir saluer le chef du gouvernement, étaient également présents.

Le général de Gaulle est descendu lentement de son wagon, cependant qu'une musique militaire exécutait la *Marseillaise* et l'hymne national russe.

M. Moltoskov, chef du protocole, qui accompagnait le général depuis Bakou, l'a présenté à M. Molotov.

Le général de Gaulle a salué ensuite les autres personnalités présentes, en particulier les représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

S'approchant d'un micro, le général s'est déclaré heureux de se trouver dans la capitale de l'Union Soviétique [illegible] apporter à nos alliés russes l'hommage de la France.

Après avoir salué la délégation française, le général a passé en revue le détachement de la garde qui rendait les honneurs, puis il est monté en voiture, aux acclamations d'une foule nombreuse qui stationnait devant la gare depuis plusieurs heures.

Le général de Gaulle a alors gagné l'hôtel privé réservé aux hôtes de marque, ainsi que M. Georges Bidault et sa suite.

Dans le courant de l'après-midi, le chef du Gouvernement provisoire de [illegible] a rendu visite [illegible] tandis que [illegible] était reçu par M. Molotov. Plus tard, à l'ambassade, la colonie française a été reçue par le général.

Le soir, un dîner a été donné à l'ambassade, auquel assistaient, outre la délégation française, les membres de notre représentation diplomatique en U.R.S.S.

"Le relèvement des prix est impossible actuellement"

explique M. Mendès-France à la radio

M. Mendès-France, ministre de l'Economie nationale, a prononcé, hier soir, une intéressante allocution radiodiffusée sur le « blocage des prix ».

S'adressant aux industriels, aux producteurs, aux chefs d'entreprises, il leur a dit notamment :

Pourquoi, vous demandez-vous, empêcher le relèvement des prix de vente? Veut-on notre perte?

Je réponds nettement : non. Le gouvernement ne veut pas votre perte. Il sait que, pour la reconstruction, il aura besoin de votre labeur, de votre ardeur, de votre esprit d'entreprise. Il vous assurera pour votre travail nécessaire une juste rétribution.

Mais le gouvernement estime qu'une revision des prix, effectuée dès maintenant, exposerait le pays aux plus graves périls. Elle écraserait, d'une façon affreuse, les gens à revenu fixe, les retraités, les pensionnés, déjà si cruellement frappés. Une hausse des prix industriels se répercuterait immédiatement sur les prix agricoles, et, faisant monter le prix de la vie, provoquerait d'impérieuses revendications de salaires. Ce processus déclenché dans une période de pénurie, nous précipiterait à toute vitesse dans le fameux cycle infernal, où les prix et les salaires se poursuivent sans jamais se rejoindre.

M. Mendès-France explique encore que le « blocage des prix, c'est le barrage, le coup d'arrêt devant le cycle infernal ». Il faut attendre quelques mois; une amélioration générale permettra alors de céder aux producteurs des matières premières à des prix normaux et favorisera la réadaptation des prix.

Les conversations vont s'engager immédiatement

Le général de Gaulle et sa suite étant arrivés à Moscou, les conversations diplomatiques vont s'engager immédiatement.

Chacune des deux parties sachant exactement ce qu'elle a à offrir ou à demander, les préliminaires seront très courts et l'on entrera sans tarder dans le vif du sujet.

Nous avons déjà expliqué sur quels points porteront les discussions. Il n'y a donc plus qu'à attendre leur développement et à enregistrer leurs résultats.

Remarquons simplement, en passant, que la presse alliée et la presse neutre se montrent très optimistes quant à ceux-ci.

La presse américaine estime que la visite du général de Gaulle à Moscou ne pourra que renforcer son autorité sur la « gauche » française. Elle marquera en même temps le commencement d'une ère nouvelle de collaboration entre la France et l'U.R.S.S.

Pour la presse suisse, il paraît évident que le chef du Gouvernement provisoire conclura avec le maréchal [illegible] une alliance militaire [illegible] que dans le genre de l'alliance [illegible] russe. De cette façon, l'encerclement de l'Allemagne d'après guerre sera, cette fois, une réalité, car il est certain que les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, la Norvège et, éventuellement, la Suède renonceront à tout jamais à leur politique de neutralité pour se joindre au bloc [illegible].

Les journaux helvétiques font également remarquer que l'alliance franco-soviétique précédera la signature de l'alliance franco-britannique, qui est cependant en cours de négociations depuis pas mal de temps déjà.

Ajoutons que la radio et les journaux soviétiques continuent à faire une place très large à la visite du général de Gaulle et qu'ils expriment leur espoir de voir les entretiens aboutir à des résultats concrets et pratiques.

Leurs commentaires gravitent autour de cette idée que la France et l'U.R.S.S. [illegible] les deux grandes puissances continentales sur lesquelles, après entente [illegible] les Alliés, doit être établie la [illegible] de l'Europe.

[illegible] accords qui seront conclus à Moscou mettront fin, d'autre part, aux [illegible] manifestées par les petites nations [illegible] de voir la Russie et la Grande-Bretagne diviser l'Europe en sphères d'influence placées sous le contrôle respectif de chacune de ces deux puissances.

François DUPAS.

L'opinion britannique

Le rédacteur diplomatique de l'agence [illegible] écrit, notamment, à propos du voyage du général de Gaulle à Moscou : « Le général de Gaulle peut aller [illegible] à conclure avec M. Staline [un vé]ritable traité d'alliance qui ne [serait] pas seulement dans la tradition [illegible] des deux pays, mais qui constituerait la contre-partie du traité d'alliance conclu pour vingt ans entre la Grande-Bretagne et la Russie. Nul [illegible] la conclusion d'un tel [illegible] bien entendu, il n'est pas question qu'un pacte de ce genre soit signé [au cours] de la visite actuelle du général de Gaulle à Moscou : les choses n'en sont pas encore là; mais il est vraisemblable qu'on va, dès maintenant, travailler à asseoir les fondations de [illegible]. »

Les Américains dans les faubourgs de Sarrelouis

LE FRONT DE HONGRIE

Les troupes américaines, selon Reuter, ont pénétré hier dans Sarrelouis, dont ils ont occupé la presque totalité.

Avant l'attaque, la ville et les fortifications de la ligne Siegfried avaient subi un violent bombardement. De nombreux civils avaient quitté la ville.

La 5e division, qui a avancé de plus de 2 kilomètres, se trouve maintenant à 6 kilomètres au nord-ouest de Sarrelouis.

Plus vers le sud-est, les Alliés sont maintenant à moins de 13 kilomètres de Sarrebrück. Theding, au nord-est de Farbersviller, a été occupé hier, ainsi que Bening, à moins de 1.500 mètres de la frontière, sur la route de Forbach.

L'infanterie alliée se bat dans Julich

Engagées dans la plus formidable bataille de matériel du front ouest, la 9e et la 1re armées américaines tiennent actuellement de solides positions à l'ouest de la Roer, première barrière naturelle avant la plaine de Cologne.

Depuis Linnich jusqu'à la forêt de Hürtgen, les Allemands offrent une résistance acharnée à la progression américaine. Les troupes américaines sont virtuellement maîtresses de Linnich, après avoir repoussé une dure contre-attaque autour de Lindern. Des combats de rue se poursuivent dans Flossdorf, à proximité immédiate de la Roer.

L'infanterie américaine a pris pied dans Julich (Juliers), ainsi que dans la partie occidentale d'Inden, au sud.

Attaque d'Haguenau

La 7e armée combat toujours sur les deux côtés des pentes méridionales du massif de l'Eifel.

Légèrement plus à l'est, les Alliés sont dans les faubourgs de Zinswiller, au nord-ouest d'Haguenau.

Les Américains occupent Bitschoffen, à 12 kilomètres au nord-ouest d'Haguenau. Schweighausen, à 4 kilomètres à l'ouest du bastion ennemi, a été occupé. Des combats se sont déroulés au moyen d'armes automatiques dans le voisinage immédiat d'Haguenau, en direction du sud et de l'ouest.

Le général Patch poursuit sa manœuvre d'enveloppement d'Haguenau par l'ouest et attaque de front cette importante position fortifiée.

DERNIERE MINUTE

Nouveaux succès de l'armée d'Ukraine

Les troupes du 3e front d'Ukraine, commandées par le maréchal Tolboukhine, se sont emparées, après deux jours de combats acharnés, des centres régionaux et puissants points d'appui de la défense ennemie, en territoire hongrois, de Szekszard, Kaposvar, Paks, Bonyhad et Dombovar, ainsi que de plus de 300 autres localités.

Evacuation de Pest par l'ennemi

Une dépêche de Berlin, parvenue à Ankara, confirme l'évacuation par les troupes allemandes de Pest, partie de Budapest située sur la rive orientale du Danube.

On annonce en même temps que les autorités nazies hongroises ont fini leurs préparatifs en vue de quitter la ville.

LE PROCES DE LA GESTAPO PARISIENNE

Lafont fait étalage de ses hautes relations politico-journalistiques

Il tutoyait Laval

Cet « ami intime » lui conseillla de se faire naturaliser Allemand

Il existe entre cette affaire de la Gestapo parisienne et l'affaire Stavisky une série de ressemblances qui ne sont pas toutes superficielles. Ce n'est pas seulement l'ampleur des débats qui fait du procès actuel à l'égal de l'autre affaire un procès-fleuve. Ce n'est pas même la personnalité de Bony dont l'ancienne prévarication recélait déjà en substance l'agent de l'affaire de la Gestapo actuelle. Non. Il y a au-dessus du cadre et au-dessus des hommes une ressemblance plus profonde. C'est la facilité avec laquelle un homme de rien, un condamné de droit commun peut se glisser dans le monde et s'y faufiler jusqu'au premier plan. Il est vrai que cette fois, dans les cercles où fréquentait Lafont, on ne pouvait guère se montrer difficile. Les milieux de la collaboration étaient d'un recrutement assez large, on le conçoit aisément. Mais, tout de même, faut-il que des gens puissent tomber assez bas pour ouvrir leur intimité et leurs confidences à un individu de la classe — ne disons même pas de l'immoralité — de Chamberlin.

Car il ne s'agit pas seulement de personnes dont les noms lancés dans les débats alimenteront la chronique des mondanités scandaleuses; il s'agit de personnalités publiques, de hauts fonctionnaires qui déjeunaient, soupaient, sortaient avec un relégué de droit commun. La véritable affaire de la rue Lauriston est là, dans les relations qu'elle prolongeait jusqu'au sein des milieux les plus officiels, non seulement allemands, mais français.

L'acte d'accusation cite des noms. Des Allemands? Muller, attaché d'ambassade, Otto Abetz. Des Français? Viett, Jean Luchaire... Il faut entendre Lafont assigner avec une parfaite maîtrise à chacun sa place sur l'échelle de ses relations.

« Celui-là, je ne le connais pas. — Celui-ci est venu me voir quelquefois. — Georges Prade? Oui, je l'ai vu. Nous avions eu quelques conversations à propos des départs en Allemagne. — Levillain, conseiller municipal? Je lui donnais 35.000 francs par mois. — Suarez? Je l'ai vu une fois. Egalement Guilbaud et Alfred Mallet. »

A table avec le ministre du Ravitaillement

M. Bousquet, directeur de la Sûreté, devint son camarade. L'homme de la police de Vichy et celui de la Gestapo parisienne camarades, quel symbole! Mais Lafont ne s'arrêtait pas là. Chasseigne, ministre du Ravitaillement, dînait à sa table; Bussière, comme Bousquet, était également de ses amis; Déat, une relation. Seul, Darnand était un ennemi; la concurrence, sans doute.

Quant à Pierre Laval, au sommet de l'échelle, on le trouve conseillant lui-même à Lafont de se faire naturaliser Allemand.

« Je suis allé à Vichy voir le président Laval, dira Lafont. Il connaissait ma situation. Laval m'a dit : « Nous sommes, en ce moment, dans une période de réconciliation. » Il me parlait, sur un ton général, du traité de paix; il m'a fait des confidences.

— Vous étiez intimes? interroge le commissaire du gouvernement, M. Reboul.

— Très intimes.

— Vous vous tutoyiez?

— Quelquefois.

— C'est donc avec l'approbation de Laval que vous avez été naturalisé?

— Parfaitement. Autrement je n'aurais pas pu. Il fallait l'approbation du gouvernement. »

Un enfant de la balle

Mais avant d'arriver à un tel état de puissance et de considération, Lafont avait connu une existence des plus aventureuses.

« J'étais, dit-il, un enfant de la balle. A 11 ans orphelin, à 16 ans condamné, j'étais mis dans une maison de correction. Quand j'en sortis, j'avais exactement l'instruction d'un enfant de 11 ans. Je n'avais connu que des voyous, des gens comme moi. »

De cette condamnation initiale, Lafont essaie alors de se servir pour expliquer sa déchéance, les vols, les escroqueries d'abord, la trahison ensuite.

Sa carrière dans la collaboration commence au lendemain de l'armistice par deux coups d'audace: la libération, à Fresnes, d'un certain nombre de détenus de droit commun, qui devaient fournir le noyau de la future bande de la rue Lauriston; ensuite, une saisie au greffe du tribunal de la Seine des scellés portant sur des objets en or. Ces deux opérations sont, bien entendu, menées avec l'assentiment des Allemands.

Mais Lafont proteste :

« L'argent ne m'intéressait pas. J'ai distribué des millions autour de moi. Je n'ai rien gardé. »

Un cadavre sur le toit d'une auto

Cependant, tout ceci n'est qu'un préambule.

« Vous avez voulu donner des gages, remarque le président Ledoux, et vous procédez à Bordeaux à l'arrestation du chef des services secrets de la Belgique combattante, M. Lambrecht. Vous l'avez assassiné et vous avez ramené son corps à Paris, sur le toit d'une auto. Plus tard, vous avez essayé de salir l'honneur de la victime en la faisant passer pour un agent double. »

Paul TURPAUD.

M. De TORRENTE nouveau ministre de Suisse à Paris

M. de Torrenté, qui vient d'être nommé ministre de Suisse à Paris, succède à M. Stucki, qui occupait ce poste depuis dix ans.

L'entrée en fonctions du nouveau ministre n'attend plus, maintenant, que l'agrément du gouvernement français, agrément de pure forme, bien entendu.

M. de Torrenté est bien connu à Paris, où il a passé de longues années en qualité de premier attaché auprès de ses prédécesseurs, MM. Dumont et Stuki.

Il appartient à une famille valaisanne de Sion et nous sommes certains que, sous sa direction, les services de la légation ne pourront que resserrer les liens qui nous unissent depuis des siècles avec la Confédération helvétique.

Nous le saluons ici comme un vieil ami de la France et nous formons des vœux pour qu'il reste longtemps parmi nous.

Six ministres grecs ont donné leur démission

Les six ministres représentant l'aile gauche du mouvement « Tam » ont remis leur démission au premier ministre grec.

M. Jean Zavgos, communiste, ministre de l'Agriculture, a protesté contre la décision du major-général Scopie, général britannique commandant en Grèce, concernant la démobilisation des guérillas grecques, décision qu'il qualifie d' « unilatérale ».

Le général Leclerc est moins sévère que Stupnagel

Voici le texte d'une nouvelle proclamation du général Leclerc à la population de Strasbourg. Elle spécifie :

1° Pour chaque soldat français tué, cinq otages seront fusillés;

2° Tous les francs-tireurs seront immédiatement fusillés;

3° Les habitants qui abriteront des francs-tireurs seront fusillés;

4° Les personnes porteuses d'armes sans autorisation seront traduites devant une cour martiale.

A ALGER, AVEC LA RELEVE IMPERIALE

Les constatations d'un "Frankaoui"

De l'envoyé spécial de **France libre**

Pour le Français d'Algérie, tout métropolitain est un « Frankaoui », un « Français de France ». Petite distinction terminologique qui, tout en satisfaisant à une sorte de particularisme provincial, correspond d'ailleurs à une différence d'esprit. C'est en « Frankaouis », donc, que mes compagnons coloniaux et moi fûmes reçus, puisque nous venions de France. Après nous être prêtés à toutes les questions, nous entreprîmes, à notre tour, de satisfaire notre curiosité, de déceler les changements qui s'étaient effectués à Alger depuis deux ans, de voir quelles transformations avait entraînées la coupure des relations entre nos départements nord-africains et la métropole. Quelques étonnements nous étaient réservés.

Tout d'abord, nous constatâmes que la mode est demeurée, ici, stationnaire. Chose de peu d'importance, d'ailleurs, dans ce pays où le soleil est la plus belle des parures.

Mais des faits moins plaisants devaient également nous surprendre. Nous comptions trouver en abondance les produits de la terre d'Afrique, et nous découvrons chaque habitant — l'indigène comme l'Européen — muni d'une carte de rationnement et « faisant la chaîne » dans les marchés. Nous arrivons à la saison des dattes et des figues, et nous ne pouvons même pas voir un de ces fruits. La situation alimentaire d'une ville comme Alger pose les mêmes problèmes que celle de ses sœurs métropolitaines.

Nos alliés ont aidé l'Algérie, bien sûr. Mais on ne peut demander à des nations qui font la guerre plus d'attentions que n'en exige l'utilisation rationnelle et avisée d'une base militaire. L'Algérie a souffert d'être privée de l'appoint des richesses d'une métropole trop proche en temps de paix pour qu'on ait pu envisager de vivre sans elle.

Du rationnement est né, ici aussi, le marché noir. Certains indigènes, aux goûts simples et à la famille nombreuse, ont compris très rapidement quels bénéfices ils pouvaient retirer de la revente des produits excédentaires qu'ils obtenaient, suivant les mêmes rations que les Européens. Une hausse sensible des salaires s'ajoutant à la vulgarisation des trafics clandestins, une nette régression du rendement de la main-d'œuvre ne devait pas tarder à apparaître dans ce pays d'élection du *farniente*. D'où baisse de la production dans tous les domaines et cette montée du coût de la vie qui frappe le voyageur.

Heureusement, d'autres constatations devaient s'avérer plus réconfortantes. Alger, toujours aussi blanche malgré quelques camouflages qui rappellent que la guerre a frôlé ses murs, a poursuivi ses travaux d'urbanisme. De vieux quartiers malsains ont été démolis, des avenues percées, les dégagements améliorés. Partout l'activité règne. La production électrique est réduite, mais pas au point d'immobiliser les ascenseurs ni d'obscurcir des rues qui ne connaissent plus le « black-out ». L'état sanitaire est bon.

Ainsi, la ville n'a guère changé depuis le débarquement du 8 novembre 1942 : certains problèmes locaux se sont précisés, d'autres sont nés dont il va falloir tenir compte. Mais on ne peut pas dire que le pays ait fait une brusque évolution, un bond en avant.

C'est sur cette impression que mes compagnons me font leurs adieux. En effet, c'est ici qu'a lieu la dislocation définitive du second convoi de la relève. Des groupes ont été constitués, qui partent pour Madagascar, s'envolent vers Djibouti, roulent vers l'A.E.F. et le Cameroun, par les pistes transsahariennes du Hoggar et de Bidon-V, ou à destination de la côte atlantique du Maroc. Une tranche de la Relève impériale s'achève, après avoir rétabli un contact charnel entre la métropole et une France d'outre-mer, heureuse de retrouver cette mère-patrie, sans laquelle elle ne connaissait plus la bienfaisante chaleur du sein.

Henri ESTIRAC.

La Seine a monté de 33 cm. à Paris

La crue de la Seine s'est encore accentuée hier, et au delà des prévisions.

On cotait au pont d'Austerlitz 5 m. 58 contre 5 m. 25 la veille.

Les services de la navigation estiment que dans Paris la Seine atteindra au maximum la cote 7 m. 03.

Le préfet de police demande à tous les propriétaires de barques du département de la Seine de se tenir prêts à apporter, éventuellement, leur concours en vue de l'évacuation des habitants des quartiers qui viendraient à être inondés si la crue de la Seine persistait.

Une "cachette" de Petiot découverte à Saint-Mandé

Durant sa « disparition » le sinistre docteur a-t-il été le complice d'un crime ?

Tandis que le docteur Petiot raconte ses histoires de « résistant » au juge d'instruction, la brigade criminelle de la police judiciaire s'emploie à reconstituer l'emploi du temps et l'activité du sinistre tueur pendant qu'il se cachait.

C'est ainsi que les policiers ont découvert un second « refuge » des disparus situé, 22, rue Paul-Bert, à Saint-Mandé. Là, Petiot se cacha à cette adresse après avoir quitté le refuge du faubourg Saint-Denis, où son ami et client, le peintre en bâtiment Georges Redoute, lui donnait l'hospitalité.

D'autre part, les enquêteurs ont procédé à deux nouvelles arrestations : celle du posticheur Raoul Fourrier, rabatteur de Petiot, qui, appréhendé une première fois, avait été relâché, et celle de sa maîtresse, la femme Pannet, née de Villiers de l'Isle-Adam, concierge, 25, rue des Mathurins.

Fourrier en bloc tout ce qu'on lui reproche. Sa maîtresse l'imite et nie [illegible] des valises déposées dans sa loge par Petiot. [illegible]

L'assassinat du maire de Tessancourt

En attendant que le posticheur et sa maîtresse se montrent plus loquaces, les policiers ont recueilli les [illegible] du lieutenant Jean Duchesne [illegible] Cherche-Midi [illegible] 3 millions de timbres-poste et 7 millions d'argent liquide [illegible]

[illegible]

Charles EWALD.

M.P. américain et son chien policier effectuant une ronde dans un cantonnement proche d'un parc d'aviation

Les nouveaux taux des pensions de guerre

Quelques chiffres

[illegible] M. Parodi, ministre du Travail et de la Sécurité sociale [illegible]

[illegible]

Le cuirassé le plus puissant est anglais...

Un nouveau cuirassé britannique, supérieur à tous les autres navires de guerre du monde entier, et comportant tous les perfectionnements électriques et télémécaniques, a été lancé cette semaine dans un port du nord de l'Angleterre. La taille, le type, l'armement et même le nom de cette unité sont tenus secrets.

...et le chasseur le plus rapide est américain

On révèle aujourd'hui les caractéristiques du nouveau « Mustang P-51 », le chasseur le plus rapide du monde. [illegible] Le « P-51 » a couvert la distance Los Angeles-New-York en 6 h. 31 m., détient le record transcontinental américain.

L'épuration des théâtres lyriques

M. Muratore, ex-directeur de l'Opéra-Comique, ne faisait-il pas partie du groupe « Collaboration » ? Sa nomination n'a-t-elle pas été imposée par M. Cathala ?

Les pouvoirs compétents sont en mesure de répondre à ces questions.

Le charbon des administrations ira aux sucreries

M. Robert Lacoste a décidé que les quantités de charbon prévues pour les administrations publiques [illegible] afin de pousser le plus possible le traitement de la betterave [illegible] de sucre pour les mois prochains.

La détresse de notre Normandie

Depuis cinq mois, les sinistrés de Normandie se trouvent sans abri. Des villes ont été presque complètement anéanties, des villages ont disparu, des fermes isolées sont en ruine.

On avait espéré que des baraquements provisoires seraient montés assez rapidement pour abriter, tout au moins en partie, « bêtes et gens ». Hélas! rien n'est venu; les services responsables ont été dans l'impossibilité de livrer aucun baraquement.

Des syndicats de sinistrés, agriculteurs et commerçants avaient passé directement des accords avec des industriels qui disposaient du bois et des matières premières indispensables, on allait ainsi fabriquer quantité de baraques.

Mais l'Administration ne délivre pas de bons matières aux régions considérées et les industriels n'osent pas livrer ce qu'ils arrivent à fabriquer.

Il paraît que le service des constructions provisoires, jaloux sans doute de ses prérogatives, met une entrave à la passation de tous ces marchés collectifs ou privés conclus sans son intermédiaire.

Il faut que le Gouvernement considère la situation malheureuse de ces pauvres gens, condamnés à passer un hiver dehors par la faute des lenteurs administratives.

Nous ne doutons pas que l'initiative privée n'aide, par son élan, l'effort du Gouvernement dans la reconstruction.

La France tout entière doit aider tous les sinistrés de France.

A.-G.

L'ex-préfet Angeli condamné à mort

La cour de justice de Lyon a condamné hier soir à la peine de mort l'ancien préfet régional Angeli.

Il lui était reproché sa servilité à l'égard des Allemands, des arrestations et exécutions de patriotes et d'avoir ordonné et dirigé des « opérations » contre le maquis.

14 décembre, clôture des inscriptions électorales dans la Seine

Dans le département de la Seine, le délai prévu pour l'inscription sur les listes électorales est prolongé DE DIX JOURS.

En conséquence, les demandes en inscription seront reçues à Paris et dans les communes de banlieue JUSQU'AU 14 DECEMBRE INCLUS, tous les jours, même les dimanches.

Ce nouveau délai est réservé à tous les retardataires quelle que soit l'initiale de leur nom.

L'usage des ascenseurs va être autorisé...

Mais seulement dans les immeubles habités par des médecins ou des malades certifiés

(Déclaration du ministre de la Production industrielle à l'Union des consommateurs de gaz et d'électricité).

Devant le problème de la reconstruction du pays, deux solutions :

Mettre la tête dans ses mains et pleurer.

Adopter l'attitude traditionnelle de la France : se retrousser les manches, dire : "Je ne m'avouerai pas vaincu, il y a des éléments d'espoir" ...et

Souscrire à

L'EMPRUNT DE LA LIBERATION

René PLEVEN
Ministre des Finances

LE PROCÈS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Nos soldats récupèrent dans un

Au sud de St

Lafont se défend mais Bony accuse

La Cour de justice n'a pas encore commencé l'examen de chacun des crimes reprochés à la Gestapo française. L'audience d'hier a été consacrée aux généralités. On a étudié la genèse et le fonctionnement du repaire de la rue Lauriston.

Et, sans doute parce qu'on n'est pas entré dans le détail de chacun de leurs crimes, les accusés ont pu se permettre encore quelques grands airs.

C'est que Lafont fut, pendant quatre ans, un grand personnage. Dans un régime qui tenait par le crime, il était normal qu'il le fût. Intégré dans l'armée allemande, conférant avec Abetz et même avec Sauckel, il était redouté et singulièrement ménagé. Les journalistes de la trahison, les Suarez, les Luchaire, s'adressaient à lui. Le préfet de police Bussière était, dit-il, son ami. Il tutoyait Laval et s'étonne qu'on s'en étonne. Au fait, pourquoi s'en étonner ?

Quant à Bony, il joue à l'administrateur consciencieux :

— Je m'occupais de la bonne marche et de la tenue de la maison, dit-il.

Et il tapait les rapports pendant que Lafont interrogeait ses victimes.

Mais comment interrogeait-il ? A cette question indiscrète, chacun se dérobe. Le supplice de la baignoire ? Lafont hausse les épaules. Les coups ? Il paraît que Bony n'a frappé qu'une fois : c'était un restaurateur qui l'avait autrefois dénoncé. Alors Bony :

— Je l'ai corrigé; il le méritait.

Et Lafont aura finalement ce mot grandiose :

— J'ai dit à Bony : « Ne soyez pas si dur ici, ce n'est pas la préfecture de police ».

Malheureusement, sur tout cela, il y aura des témoins et la foule des patriotes traqués et déportés qui crie justice.

(Lire la suite en 2e page, 1re colonne.)

l'aube

2 fr.

RÉDACTION - ADMINISTRATION - PUBLICITÉ, 49, av. de l'Opéra, PARIS - Tél : OPEra 89-31
A partir de 21 h. : Rich. 81-55

15e ANNEE. — N° 2.473.
DIMANCHE 3 | LUNDI 4
DÉCEMBRE 1944
Aujourd'hui : AVENT
Demain : SAINTE-BARBE

ABONNEMENTS
3 mois .... 140 fr.
6 mois .... 260 fr.
Compte ch. p. : PARIS 1656-38

LES CONVERSATIONS FRANCO-SOVIÉTIQUES DE MOSCOU

LE GÉNÉRAL DE GAULLE *S'ENTRETIENT* avec le MARÉCHAL STALINE

et M. Georges BIDAULT avec M. MOLOTOV

Moscou, 2 décembre. — Le général de Gaulle a rendu visite cet après-midi au maréchal Staline.

De son côté, M. Georges Bidault s'est entretenu avec M. Molotov.

.. Le chef du Gouvernement provisoire devait recevoir ensuite la colonie française à l'ambassade où il dinait.

Le maréchal Staline

L'arrivée de la délégation française

Moscou, 2 décembre. — La locomotive du train spécial dans lequel avaient pris place le général de Gaulle, M. Bidault et les autres personnalités qui les accompagnaient, était pavoisée aux couleurs françaises et soviétiques.

Sur le quai de la gare, entourant M. Molotov, de nombreuses personnalités attendaient l'arrivée du chef du gouvernement français. Six pilotes de l'escadrille « Normandie », qui avaient sollicité une permission spéciale pour venir saluer le chef du gouvernement, étaient également présents.

Le général de Gaulle est descendu lentement de son wagon, cependant qu'une musique militaire exécutait la *Marseillaise* et l'hymne national russe.

M. Moltoskov, chef du protocole, qui accompagnait le général depuis Bakou, l'a présenté à M. Molotov.

Celui-ci serra cordialement la main du général de Gaulle, à qui furent ensuite présentés les représentants du haut commandement soviétique, parmi lesquels on remarquait le général Golikov, le vainqueur de la bataille de Voronej.

Le chef du gouvernement a salué alors les autres personnalités présentes, en particulier les représentants de la Grande-Bretagne et des Etat-Unis.

S'approchant d'un micro, le général de Gaulle s'est déclaré heureux de se trouver dans la capitale de l'Union soviétique et d'apporter à nos alliés russes l'hommage de la France. Puis il passa en revue le détachement de la garde qui rendait les honneurs. Il monta ensuite en voiture aux acclamations d'une foule nombreuse qui stationnait devant la gare depuis plusieurs heures.

Le chef du gouvernement français, M. Georges Bidault et leur suite sont descendus à l'hôtel privé réservé aux hôtes de marque.

Les buts probables de la visite des hommes d'Etat français

On pense, dans les milieux bien informés de Moscou que la visite du général de Gaulle a deux buts principaux : établir des relations personnelles étroites et amicales avec les dirigeants soviétiques et préparer un renouvellement plus étroit encore de la traditionnelle alliance franco-russe.

La presse soviétique réserve une large place aux commentaires sur les perpectives de cet avenir et considère qu'il se présente sous les meilleurs auspices. L'idée centrale autour de laquelle pourraient s'établir les relations entre les deux grandes puissances est que l'alliance franco-soviétique doit assurer, dans le cadre de la sécurité collective, et en accord avec les autres Nations Unies, la stabilité en Europe. Il est cependant difficile de prévoir si un tel accord pourra être signé à Moscou ou si la conclusion devra être reportée à une date ultérieure.

Selon les mêmes milieux, les discussions importantes qui vont se dérouler porteront sur des questions politiques et militaires. Le maréchal Staline demandera certainement au général de Gaulle des éclaircissements sur l'attitude du gouvernement français à l'égard de l'Espagne. La question d'une plus grande contribution de la France à la guerre sera probablement étudiée également.

(*Lire la suite en 2e page, 2e colonne.*)

L'ESPÉRANCE A NE PAS TROMPER

En plein siège de Caen, plusieurs centaines de personnes s'étaient réfugiées dans l'église Saint-Pierre, se refusant à abandonner leur ville et ses ruines. Un officier S.S., ne comprenant pas cette ténacité s'adressa au doyen de l'église Saint-Jean qui se trouvait parmi les réfugiés et lui demanda :

— Que faites-vous ici ?

— Nous espérons, répondit le doyen.

— Qu'espérez-vous donc ?

— Nous espérons, répéta simplement le doyen, et l'Allemand, renonçant à en savoir davantage, se retira.

Quelques heures plus tard, la ville était libérée.

« Nous espérons ». Belle et fière réponse qui, mieux qu'un discours, traduit ce que nous avons tous pensé et fait pendant ces quatre années. Mais quelle noblesse elle prend sur les lèvres de ceux qui furent les sacrifiés du débarquement libérateur.

En quelques heures, incomparable écrin de quelques-uns des plus beaux joyaux parmi nos monuments, la ville de Caen avait été à peu près anéantie par les bombardements alliés; une grande partie des habitants avait dû fuir et ceux qui étaient demeurés sur place continuaient d'espérer.

Qu'espéraient-ils ? La libération, l'arrivée des Alliés, sans doute. Mais ils voyaient aussi plus loin.

L'espérance qui les soutenait dans leur dénuement, n'était-ce pas celle de la France retrouvant sa souveraineté et sa grandeur avec la liberté, de la France sortant, unanime, de l'oppression pour se refaire elle-même, rebâtir ses institutions, réédifier ses cités et vivre dans un sentiment très aigu des solidarités qui lient entre eux tous les fils de France ?...

Cette espérance n'était-elle pas au cœur de tous ceux qui ont souffert depuis quatre ans, qui continuent de souffrir sous l'occupation rageuse de l'ennemi vaincu qui se cramponne encore ou dans le dénuement et l'atroce solitude des ruines, mordues par les premières gelées de l'hiver ?

Aurait-elle été trop grande et trop absolue pour demeurer intacte et résister à l'usure des jours ? Oserions-nous dire qu'elle n'est pas tempérée, entamée peut-être, après quelques semaines ?

Prêtons l'oreille aux voix qui nous viennent des régions sinistrées; nous les entendrons murmurer des mots douloureux, lourds de tristesse et de désillusions : oubliés, méprisés.

Qu'ils ouvrent la presse : elle fait peu de place aux problèmes que pose leur subsistance; on ne la voit guère portée par cet élan qui, pendant l'hiver 39-40, la jetait presque au-devant des souffrances à soulager.

Que l'on se promène ici et là, on risque de se heurter à l'annonce de bals, voire de bals de nuit, qui, malgré les bonnes intentions dont on les couvre, sont un outrage à ceux qui luttent les armes à la main, à ceux qui vivent dans les ruines, comme à ceux qui espèrent encore dans les camps de déportés et de prisonniers... à ceux qui meurent [cha]que jour pour que s'achève [la l]ibération.

[L']espérance dont ils vivent [co]mme en vivaient ceux qui [n'ont] jamais capitulé, cette espé[ran]ce qui soutenait les habitants [de] Caen réfugiés dans l'église [Sai]nt-Pierre vaut bien qu'on ne l'oublie pas. Elle réclame qu'on ne puisse même pas la soupçonner d'être démentie par notre vie de chaque jour et que lui réponde un large mouvement de générosité.

Maurice CARITÉ.

Maurice Schumann en Alsace

Notre éditorialiste Maurice Schumann est actuellement en Alsace, avec une délégation de l'Assemblée consultative. Dès son retour, prévu pour lundi, il reprendra sa collaboration quotidienne à l'aube.

CRISES EN EUROPE

EN BELGIQUE

verra-t-on une coalition à prédominance socialiste ?

Bruxelles, 2 décembre. — Le prince Charles, régent de Belgique, a reçu aujourd'hui l'ancien ministre communiste, M. Marteaux, et le ministre de l'Intérieur, M. Ronse. Ce fait caractérise l'instabilité qui persiste dans la situation politique belge, malgré la décision des socialistes d'accepter les trois sièges vacants au gouvernement.

Des bruits circulent à Bruxelles selon lesquels le gouvernement Pierlot pourrait être remplacé sous peu par une coalition où domineraient les socialistes.

EN GRÈCE

six ministres se retirent du gouvernement

Athènes, 2 décembre. — Le ministre de la Guerre a donné à ses services des instructions spéciales au sujet de la dissolution des mouvements de résistance. Il y est notamment déclaré qu'à la demande du gouvernement, les forces britanniques aideraient à faire appliquer les décisions qui ont été prises.

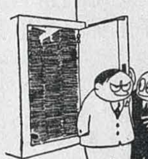
En signe de protestation, les six ministres représentant l'aile gauche du mouvement « EAM » ont remis leur démission au premier ministre, M. Papandreou.

EN ROUMANIE

« Le cabinet est démissionnaire » annonce Radio-Bucarest

Bucarest, 2 décembre. — Radio-Bucarest a annoncé ce soir la démission du cabinet roumain. Les ministres actuels continueront à assurer leurs fonctions jusqu'à ce qu'on ait formé un nouveau cabinet.

Le roi Michel a demandé au général Radescu, chef de l'état-major roumain depuis le mois d'octobre, de former le nouveau cabinet.



— Cette Haute Cour m'empêche de dormir...
— Vous avez pourtant un bon matelas...

LE CLERGÉ D'ALSACE SOUS LE RÉGIME D'HITLER

(*De notre correspondant de guerre* Roger BASCHET)

Dans Strasbourg libéré, les clochers de granit rose montent encore vers le ciel, symboles de la pensée chrétienne qui fut toujours si vivace en Alsace ; mais bien des églises sont fermées, les unes touchées par des bombes, les autres, comme la cathédrale, désaffectées par les Allemands. Sont-ce maintenant des pierres sans âme ? Et quelle fut l'attitude de l'occupant vis-à-vis d'un clergé dont l'influence pouvait être considérable ?

Les Allemands, qui avaient peut-être compris le danger qu'il y aurait à s'attaquer de front aux croyances alsaciennes, mena contre elles une lutte sournoise qui, suivant leur plan, devait aboutir, dans un temps plus ou moins éloigné, à leur suppression totale. Leur tactique consistait à ignorer les prêtres : on ne les inscrivit sur aucune liste de mobilisation ; on ne les convia à aucun des travaux de fortifications auxquels participaient les femmes elles-mêmes ; on ne les força pas à s'enrôler, comme leurs concitoyens, dans le parti ; et ces exemptions, qui pouvaient passer pour des privilèges aux yeux de la population française, n'étaient en quelque sorte qu'un arrêt de mort ; car les bénéficiaires eussent un jour été accusés de s'être comportés en ennemis de la Grande Allemagne.

Les prêtres surveillés

Dans un appartement qui fleurait l'encaustique et le missel, un prêtre au fort accent qui fut pendant toute la guerre vicaire d'une des paroisses de Strasbourg, m'a conté toutes les péripéties d'une sourde rivalité dont le grand troupeau des catholiques était l'enjeu.

— Les prêtres, dit-il, étaient soumis à une étroite surveillance qui les conduisit bien souvent à l'exil ou la mort ; je fus moi-même plusieurs fois appréhendé par les agents de la Gestapo ; on m'accusa, par exemple, d'avoir convoqué par écrit mes paroissiens à un sermon portant sur l'Evangile : « Gardez-vous des faux prophètes » ; et je dus prouver, bible en main, qu'en souhaitant un monde meilleur je n'avais fait qu'interpréter fidèlement les écritures.

« Mais il y avait un point sur lequel les autorités se montraient particulièrement intraitables : l'éducation de la jeunesse. Il nous était rigoureusement interdit, non seulement d'instruire des enfants ou de les réunir, mais encore de leur adresser la parole. Les enfants de chœur, eux-mêmes, ne pouvaient venir à l'église qu'avec une autorisation écrite ; et nous vivions sous la menace d'une dénonciation. »

Le catéchisme contrôlé !

Une heure de catéchisme, sévèrement contrôlé, pouvait être faite chaque semaine à l'école ; mais la petite influence que risquait d'acquérir le prêtre était contrebalancée par une active propagande : le patronage avait cédé le pas à la « Hitler-Jugend » qui accaparait les jeunes. Là, les moniteurs enseignaient le culte d'Hitler-Dieu et formaient l'âme allemande des enfants en les initiant à des jeux qui flattaient leurs goûts ; les petits Alsaciens étaient munis de sabres en bois et s'adonnaient à leurs instincts batailleurs en toute liberté.

Les institutions chrétiennes furent évidemment interdites et les sœurs de Ribeauvillé, qui tenaient des écoles dans toutes les villes et tous les villages, furent chassées ; quelques-unes passèrent clandestinement en France ; d'autres furent envoyées au delà du Rhin ; la plupart abandonnèrent leur costume religieux pour chercher des emplois civils... Et ce fut une des plus grandes maladresses de la propagande allemande.

L'annulation du concordat

Maladresses qui s'avérèrent nombreuses ; l'annulation du concordat attribuant au clergé un revenu mensuel en fut une autre. L'ennemi croyait rendre la vie impossible aux prêtres, et il ne faisait que donner à tous les Strasbourgeois, même les moins croyants, l'occasion de « résister » : chacun versa par an, en guise de denier du culte, une somme de six marks (environ 120 francs).

Comment, d'ailleurs, se fût-on trompé sur les véritables intentions d'Hitler dont le premier acte, en pénétrant dans Strasbourg, fut de désaffecter la cathédrale ? Sous prétexte que cet admirable édifice appartenait à l'art allemand, il l'enleva au culte, en fit une sorte de hall public ouvert à tous les vents et tous les sacrilèges et se réserva de l'utiliser plus tard pour ses grands spectacles de propagande.

Avec le retour des Français, tous les catholiques d'Alsace entrevoient une ère nouvelle de liberté. Ils ne seront pas déçus.

LE RELÈVEMENT DES PENSIONS DE GUERRE s'avère particulièrement important

On se souvient que le conseil des ministres de mardi avait décidé l'extension au territoire métropolitain de l'ordonnance du 26 février 1944 prise à Alger en faveur des pensionnés de l'Empire.

M. Parodi, ministre du Travail, a précisé que l'effort réalisé de ce fait était particulièrement important puisque le supplément spécial temporaire est porté de 220 % à 400 %. Ainsi les pensions qui n'avaient été majorées que de 25 % depuis 1939 se trouvent augmentées de près du double par rapport à cette date. Un pensionné de 100 %, qui percevait avant la guerre 6.095 francs et jusqu'à ce jour 7.680 francs seulement, touchera 12.000 francs à partir du 1er janvier 1945. Les majorations pour enfants sont relevées dans les mêmes proportions.

Les veuves bénéficient d'une majoration de plus de 120 % par rapport à 1939 ; de 3.048 fr., puis 4.300 fr. leur pension passe à 6.800 francs. Les majorations pour enfants, augmentées de 725 francs, sont portées à 2.070 francs.

D'autre part, des textes ont été préparés pour l'application de la législation des pensions aux F.F.I. et aux anciens militaires alsaciens et lorrains enrôlés de force dans l'armée allemande.

Enfin, le délai de cinq ans pour les aggravations de maladie est supprimé.

LE PROCÈS DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Lafont se défend mais Bony accuse

La Cour de justice n'a pas encore commencé l'examen de chacun des crimes reprochés à la Gestapo française. L'audience d'hier a été consacrée aux généralités. On a étudié la genèse et le fonctionnement du repaire de la rue Lauriston.

Et, sans doute parce qu'on n'est pas entré dans le détail de chacun de leurs crimes, les accusés ont pu se permettre encore quelques grands airs.

C'est que Lafont fut, pendant quatre ans, un grand personnage. Dans un régime qui tenait par le crime, il était normal qu'il le fût. Intégré dans l'armée allemande, conférant avec Abetz et même avec Sauckel, il était redouté et singulièrement ménagé. Les journalistes de la trahison, les Suarez, les Luchaire, s'adressaient à lui. Le préfet de police Bussière était, dit-il, son ami. Il tutoyait Laval et s'étonne qu'on s'en étonne. Au fait, pourquoi s'en étonner ?

Quant à Bony, il joue à l'administrateur consciencieux :

— Je m'occupais de la bonne marche et de la tenue de la maison, dit-il.

Et il tapait les rapports pendant que Lafont interrogeait ses victimes.

Mais comment interrogeait-il ? A cette question indiscrète, chacun se dérobe. Le supplice de la baignoire ? Lafont hausse les épaules. Les coups ? Il parait que Bony n'a frappé qu'une fois : c'était un restaurateur qui l'avait autrefois dénoncé. Alors Bony :

— Je l'ai corrigé ; il le méritait.

Et Lafont aura finalement ce mot grandiose :

— J'ai dit à Bony : « Ne soyez pas si dur ici, ce n'est pas la préfecture de police ».

Malheureusement, sur tout cela, il y aura des témoins et la foule des patriotes traqués et déportés qui crie justice.

(Lire la suite en 2e page, 1re colonne.)

Lundi, à Paris, LA SEINE dépassera les SIX MÈTRES

Des ouvriers établissent des barres le long du quai de Bercy.
(Photo France-Presse.)

[J]ouant, à sa manière, un bon tour [aux] experts, la Seine a devancé leurs [pré]visions, en atteignant 5 m. 58 hier, [au] pont d'Austerlitz, niveau qui n'était [atte]ndu que pour le 4 décembre. Il est [vrai] que « l'apport » de la Marne a [ét]é particulièrement important puisque [cell]e-ci accusait, hier, une cote de [6 m.] 79 contre 3 m. 75 la veille. A Cré[teil,] l'île Sainte-Catherine est sous les [eau]x.

[S]ur les quais, les badauds contem[ple]nt les flots limoneux qui montent à [l'as]saut de la voûte des ponts, mesu[ren]t, d'un jour à l'autre, le « progrès » [acc]ompli et songeant, non sans mélan[coli]e, aux péniches de charbon qui se [trou]vent si malencontreusement blo[qué]es.

[O]n présume maintenant, qu'à Paris, [le] maximum dépassera les 6 mètres.

LES AMÉRICAINS MENACENT HAGUENAU

et pénètrent dans SARRELOUIS

Les Allemands ont fait sauter LES PONTS DE KEHL

Nos soldats récupèrent dans un village lorrain une pièce antichar abandonnée par les Allemands.

Au sud de Strasbourg, l'armée Leclerc continue à progresser dans la plaine d'Alsace

Sur le front de l'Ouest, en face d'une résistance accrue de l'ennemi, les troupes alliées poursuivent leur avance générale. Les Américains ont pénétré dans Linnich. Une information selon laquelle ils auraient pénétré dans Julich n'a pas été confirmée. Ici, comme à Flossdorf et à Beeck, des combats de rues se poursuivent. Plus au sud, dans la forêt de Hurtgen, la 1re armée progresse lentement vers Brandeberg et Gey.

Jusqu'à présent, les Américains n'ont pas tenté de franchir la Roer et de s'ouvrir le chemin de Julich et de Cologne, ou, vers le nord-est, l'accès de Munchen-Gladbach et la Ruhr. L'entreprise exigerait des forces considérables, car la région boisée entre la Roer et Munchen-Gladbach est fortifiée par l'ennemi et se prête à la défense.

Sur la Sarre, les Américains, après une avance de plus de 3 km., ont atteint Sarrelouis. Des blindés ont pénétré dans les faubourgs. Fitten, Fremersdorf, Oberlimberg sont aux mains des Alliés qui ont aussi pénétré dans Buren, Itzbach et Feisberg. Au nord de Saint-Avold, en direction de Sarrebruck, les troupes du général Patton ont libéré Theding et Bening.

EN ALSACE ET DANS LES VOSGES

Plus à l'est, entre Sarreguemines et Haguenau, la 7e armée opère en direction générale de la frontière. Weislingen a été occupé, ainsi que Jinsweiler (à 16 km. nord-ouest de Haguenau).

A la lisière de la forêt de Haguenau, les Alliés ont pénétré dans Mietersheim et Bitschoffen. Schweighausen a été nettoyé après de durs combats. Au nord et à l'est de la ville de Haguenau, la lutte est particulièrement acharnée. Les troupes du général Patch tentent d'encercler cette place fortifiée pour la neutraliser ou s'en emparer, avant de pousser en direction nord-est, vers Karlsruhe.

LES ALLEMANDS ABANDONNENT LEUR TETE DE PONT A STRASBOURG

Dans la journée de vendredi, la tête de pont allemande à l'est de Strasbourg a subi de violentes attaques de la part des forces alliées. Au cours de la nuit, profitant du brouillard, l'ennemi a passé le Rhin, puis a fait sauter les trois ponts de Kehl. Le correspondant de « United Press » qui a donné cette information ajoute que les piliers des ponts sont intacts et que les destructions ne sont pas complètes.

LES ALLIES AUX ABORDS DE SELESTAT

Au sud de Strasbourg, l'armée Leclerc tente d'avancer en occupant la plaine sur toute sa largeur, des Vosges au Rhin. Elle a atteint Sermersheim, Kogersheim, Habsheim et Boofzheim. Aux abords de la plaine, Nothalt et Blienschweiler, au sud de Barre, ont été libérés. A l'ouest de Sélestat, Châtenoi et Kintzheim sont pris, et les troupes de la 7e armée sont aux abords immédiats de Sélestat.

Dans la partie méridionale de la plaine d'Alsace, entre Mulhouse et Bâle, la ville de Huningue et les localités de Village-Neuf et de Rosenau ont été nettoyées de l'ennemi. Toute la partie sud de la forêt de Harth est libérée, tandis que dans la partie au nord-est de Mulhouse les opérations de nettoyage sont en cours. Dans toutes ces opérations, les troupes coloniales et les unités F.F.I. ont pris une part importante.

Dans les Vosges, à l'est du Thillot, les forces françaises ont occupé Mollau et Mitzach, et menacent Kruth. Les attaques allemandes au sud de Thann continuent.

Des Carpathes aux Balkans *L'OFFENSIVE SOVIÉTIQUE SE DÉVELOPPE*

EN SLOVAQUIE

En Slovaquie, l'armée Petrov a établi un large front sur la rivière Ondava, occupé Trebisov et bousculé les positions allemandes qui défendent la route de Kosice. De nombreux Allemands affectés à la défense de cette région puissamment fortifiée se trouvent encerclés.

EN HONGRIE

Tandis que les Allemands résistent toujours dans la région de Miskolcz et tentent d'empêcher la jonction entre les forces de Petrov et de Malinowsky, et que, devant Budapest, la situation est inchangée, des combats d'une importance décisive se déroulent plus au sud, entre le Danube et le lac Balaton. L'armée Tolboukhine n'a cessé de progresser depuis Pecs, en direction nord et nord-ouest. Vers le nord, elle a atteint Szekozard, vers le nord-ouest Sasd et Dombovar, à 30 et 40 km. de Pecs. Ainsi, les forces soviétiques tentent de prendre à revers les puissantes défenses que l'ennemi a établi devant Budapest.

Selon une dépêche allemande transmise par la radio turque, la Wehrmacht aurait évacué Pest et se serait retirée sur la rive droite du Danube.

EN YOUGOSLAVIE

En Yougoslavie, les troupes soviétiques sont à 140 km. de la frontière autrichienne. Il ne faut pas attacher une importance exagérée aux infiltrations de troupes yougoslaves en Autriche et à Trieste, mais si l'importance militaire de ces faits est négligeable, leur influence sur le moral des patriotes d'Italie et d'Autriche peut être grande.

Dans le sud de la Serbie, les forces unies russes, bulgares, yougoslaves exterminent les restes de l'armée von Weichs. Dans les montagnes du Monténégro, l'ennemi subit un sort semblable. En Croatie, par contre, les Allemands attaquent pour enrayer l'avance générale vers l'Autriche et l'Italie, et pour assurer la retraite de leurs troupes évacuées des différentes régions des Balkans.

Jules PAYROL.

Pitié pour les gosses !

Maisons froides et ventres vides

II

Le manque de nourriture, l'absence quasi totale de chauffage sont, la plupart du temps, à l'origine des maladies qui ont décimé, durant plus de quatre ans, et continuent à décimer notre enfance et notre jeunesse.

Manque de calories, manque de vitamines, manque aussi et surtout de médicaments, tels sont quelques-uns des obstacles auxquels se heurte actuellement la thérapeutique infantile. Si l'on ajoute à ces causes la promiscuité des logements ouvriers, promiscuité à laquelle peu de solutions satisfaisantes ont été apportées, on comprendra le sens tragique qui s'attache aux courbes descendantes de la mortalité chez les enfants.

A propos des logements, une enquête prouve que les ménages ouvriers ne peuvent distraire que 4 à 10 % du salaire, au lieu de 17 à 25 %, en Angleterre, par exemple. Ajoutons que, pour un tel budget, la maison comporte très rarement plus de quatre pièces.

Chose également à considérer, le fait de guerre lui-même a terriblement frappé les logements ouvriers.

Un exemple parmi cent autres nous est donné au Mans. Il existait dans cette ville de près de 100.000 habitants une coquette cité ouvrière, à pavillons individuels — une des plus belles réalisations, trop rares du reste, de l'architecture urbaine. Dénommée Cité des Pins, bâtie au milieu d'une immense pinède, avec son église, ses magasins et ses salles de spectacles, elle faisait l'admiration des étrangers et l'émerveillement des familles qui l'habitaient. Lorsque survint la guerre, elle était à peine achevée. Il n'en reste plus, aujourd'hui, pierre sur pierre.

Le total de cette misère commune à tant de familles ouvrières se chiffre ainsi : l'augmentation de la mortalité atteint pour les grandes agglomérations le pourcentage affolant de 50 %.

Si l'on bloque les statistiques enregistrées dans les villes et les agglomérations rurales dont nous disions, dans un précédent numéro, qu'elles sont, nécessairement, plus favorisées, nous atteignons une augmentation de mortalité de 8 % sur 1942 et de 10 % sur 1941.

Manque de nourriture ; c'est-à-dire impossibilité pour les budgets modestes de pourvoir au ravitaillement par marché noir, absence de relations provinciales ou campagnardes qui permettraient l'envoi périodique d'un kilo de beurre et d'un peu de viande, cela revient à dire que l'enfant manque des calories nécessaires à sa subsistance normale et à sa croissance.

Car il faut bien admettre que la famille parisienne, pour ne citer qu'elle, qui doit se contenter de ce à quoi lui donnent droit ses cartes de ravitaillement, ne peut, alimentairement, joindre les deux bouts.

Quant au chauffage, le père de famille qui n'a pas la ressource proche d'une forêt dont il peut, clandestinement ou non, débiter un arbre de temps en temps, ne saurait prétendre chauffer la maisonnée avec les quelques dizaines de kilos de charbon qu'on lui laisse entrevoir pour cet hiver.

Qu'un enfant tombe malade dans une maison sans feu où vivent alentour tous ses petits frères et sœurs, et l'on est trop certain que le mal fera de rapides progrès que l'absence de médicaments ne tardera pas à rendre tragiques.

Car — et c'est peut-être là l'un des points les plus douloureux de la question — les médicaments les plus élémentaires manquent actuellement pour les soins aux enfants.

Nous savons, par ailleurs, le dévouement dont fait preuve en l'occurrence la Croix-Rouge, ainsi que de nombreux organismes privés.

Mais on peut bien écrire ici que beaucoup reste encore à faire pour arracher notre enfance aux tentacules sinistres de la maladie.

(*A suivre.*)

Devant le problème de la reconstruction du pays

deux solutions :

- *Mettre la tête dans ses mains et pleurer.*
- *Adopter l'attitude traditionnelle de la « France : se retrousser les manches, dire : « Je ne m'avouerai pas vaincu, il y a des éléments d'espoir » ...et*

souscrire à

l'Emprunt de la Libération

René PLEVEN
ministre des Finances.

CONDAMNATION A MORT DE L'ANCIEN PRÉFET ANGELI

La Cour de justice de Lyon a condamné ce soir à la peine de mort l'ancien préfet régional Angeli.

...et de l'intendant de police Hornus

L'intendant de police Hornus a été condamné à mort par la Cour de justice de Toulouse.

Pouvoir travailler...

Quoi qu'en aient pensé ou dit certains, le problème essentiel pour les ouvriers, c'est de pouvoir gagner leur pain et celui de leur famille par leur travail. Et c'est pourquoi, au début d'un hiver qui se révèle extrêmement dur, une angoisse naît dans de nombreux foyers.

La quantité de chômeurs partiels ou totaux de la région parisienne, ceux qu'on appelle « les 75 % », l'immense masse de ces travailleurs dont les usines sont détruites, ou n'ont pas repris leur activité, cette foule aujourd'hui inquiète, demain révoltée, des sans-travail, qui s'en préoccupe ?

Une propagande insidieuse émet des idées, des arguments, qui se réduisent à ceci : « Vous voyez bien que vous êtes plus malheureux aujourd'hui qu'hier, et qu'au fond, vous n'avez rien à gagner avec cette révolution qu'on vous promet. » En même temps, tous ceux qui ont flirté avec Vichy, collaboré avec l'Allemand, relèvent la tête, car ce sont eux, les vrais Français, puisqu'ils finissent par avoir raison.

Jean BRODIER,
secrétaire général adjoint de la C. F. T. C.

(Lire la suite en 2e page, 3e colonne.)

Le procès de la Gestapo française

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

J'entends que beaucoup se scandalisent de tant de minutie apportée dans ce procès. Alors qu'il y a des faits patents suffisants pour emporter un verdict qui ne fait de doute pour personne pourquoi ces longs débats, ces détails superflus ?

Il faut que ses légitimes impatiences se contiennent. Non, ce n'est pas du temps perdu. Avez-vous assez peu d'expérience ou assez peu d'imagination pour ne pas penser que plus tard, bientôt, des gens bien intentionnés parleront d'exagération, puis auront des sourires supérieurs de doute jusqu'au moment où ceux qui y ont intérêt affirmeront que rien de cela n'a existé ?

On dit que Pétain répondait à ceux qui lui rapportaient les exploits de la Milice : « Ne me racontez donc pas d'histoires de brigands. » Nous trouverions assez de gens pour parler, là encore, d'histoires de brigands si les faits abominables que met à jour le procès de la Gestapo française n'étaient pas constatés judiciairement.

G. Bx.

L'AUDIENCE

Après la présentation des acteurs de cette tragédie que fut la Gestapo française, le chef, Lafont, tenait la scène hier. Cette longue carrière de trahison devait être évoquée tout au long de l'audience.

Rapidement, Henri Chamberlin, dit Lafont, avance dans l'estime de ses maîtres de la Gestapo et, après quelques contretemps, acquiert définitivement leur confiance par l'arrestation, à Toulouse, de Lambrech, chef des services secrets de la « Belgique Combattante ». Plus de 600 personnes sont arrêtées à la suite de ce coup de maître.

— Je n'y ai pas participé, déclare-t-il.

Et il ajoute, avec un cynisme révoltant :

— Il n'y a pas un Français qui ait servi les Allemands de cœur ou alors je ne comprends plus.

La Gestapo française allait prendre une extension de plus en plus considérable. En même temps que Lafont voyait sa puissance décupler. On lui offre la nationalité allemande et le grade de capitaine. Laval, avec qui il était intime, en bon champion de la collaboration totale, lui conseille d'accepter. Ce qu'il fait. Dorénavant, le capitaine Lafont pourra commettre tous les actes crapuleux qu'il lui plaira, sûr de l'impunité. Quelques-uns seulement de ses crimes pourront être évoqués à cette audience dont le trafic d'or. Les trafiquants sont livrés aux Allemands et les lingots confisqués. Lafont est aussi déclaré responsable de l'arrestation de Paul Kellner, membre de la Résistance, fusillé le 21 mars 1942. Lafont, à cette époque, a établi son quartier général 93, rue Lauriston. Cette adresse fait désormais partie de l'histoire allemande. De hauts dignitaires de l'armée et de la diplomatie du Reich sont ses hôtes habituels.

Tout cela, Bony, qui est entré tout de suite dans la voie des aveux complets, l'a mentionné dans un long rapport, et, fréquemment, au cours de l'audience, on fera appel à ces aveux qui sont nets et accablants. C'est lui qui accuse Lafont pour l'arrestation de Kellner et du duc d'Ayen. C'est lui qui cite les noms de ceux qui fréquentèrent la rue Lauriston.

nord-matin

JOURNAL D'INFORMATION DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE POUR LE NORD DE LA FRANCE

Directeur : Jean LEBAS — Intérimaire : Augustin LAURENT

1 fr. 50 — Dimanche 3 Décembre 1944 — 1 fr. 50

Quotidien - 1re Année - N° 79

RÉDACTION ADMINISTRATION
186, Rue de Paris – LILLE
Téléphone : 471.56 et 471.57
Compte chèque postal 1170-37

Le Général de Gaulle a rendu visite au Maréchal Staline

M. MOLOTOV, commissaire aux Affaires Etrangères Russe

Le général de Gaulle est arrivé hier à Moscou. Lorsque la locomotive du train où il avait pris place, pavoisée aux couleurs françaises et soviétiques, est entrée en gare, ce fut dans toute la foule massée aux abords depuis plusieurs heures, un grand mouvement d'émotion et de joie. Les acclamations qui montaient vers le chef de notre gouvernement allaient au premier « Résistant » de France, elles allaient aussi au peuple français tout entier. La garde d'honneur était assurée par les troupes de la garnison de Moscou.

M. Molotov, commissaire des Affaires étrangères, des représentants du grand état-major russe et des membres du corps diplomatique l'ont reçu à la descente du train.

Le chef du protocole de l'U.R.S.S. a voyagé avec le général de Gaulle depuis Bakou et l'a présenté à M. Molotov. Parmi les personnalités qui accompagnaient le général de Gaulle se trouvaient M. Bidault, ministre des Affaires étrangères ; le général Juin, chef d'état-major, et M. Palewski, chef du cabinet du général de Gaulle.

M. Roland Gareau, représentant de la France à Moscou et le général Petit, chef de la mission militaire française en Russie, ont également reçu le général de Gaulle à sa descente du train. Ils étaient accompagnés d'une délégation de pilotes du groupe Normandie qui opère avec l'aviation soviétique.

Le général de Gaulle séjournera dans la maison que le gouvernement soviétique met à la disposition de ses hôtes distingués.

Le général de Gaulle a rendu visite hier après-midi au maréchal Staline. De son côté, M. Georges Bidault s'est entretenu avec M. Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

DANS LE MONDE

M. EDEN DÉCLARE A LA CHAMBRE DES COMMUNES :

En BELGIQUE, le problème le plus important est la punition à infliger aux collaborateurs

DEVANT la Chambre des Communes, M. Eden a fait, vendredi, un très large exposé de la politique étrangère britannique, exposé dont nous donnons par ailleurs les passages essentiels.

Le chef du Foreign Office a manifesté son optimisme quant à la solution heureuse de tous les grands problèmes mondiaux, la condition essentielle du succès étant l'union des nations démocratiques.

Il a insisté sur trois points : la nécessité d'une victoire rapide et complète sur le nazisme, le maintien de l'ordre à l'arrière du front, la liberté de choisir leur gouvernement pour les pays délivrés de l'occupation hitlérienne.

« Nous donnerons notre appui à l'autorité qui nous paraîtra avoir l'approbation du peuple, mais c'est seulement au moyen d'élections que nous pourrons nous faire une opinion à ce sujet, a dit M. Eden, qui a précisé en outre la position des Alliés à l'égard de l'Italie, strictement considérée par la Grande-Bretagne comme une puissance co-belligérante.

C'est là un point essentiel. En effet, la Grande-Bretagne, qui n'intervient pas dans les affaires intérieures des pays alliés, s'est vue en droit de s'opposer à la nomination du comte Sforza au poste de ministre des Affaires étrangères dans un nouveau gouvernement Bonomi.

Le discours de M. Eden laisse une impression de profond attachement à la cause de la liberté. A l'heure où une grande partie de l'Europe échappe à la domination fasciste, il est réconfortant d'entendre affirmer par un grand ministre la foi du gouvernement anglais dans le triomphe de la démocratie internationale.

Bien des problèmes se posent encore aux Nations-Unies, mais comme l'a dit M. Eden, ils sont d'avance résolus si les Alliés les abordent avec cet esprit de franche union qui leur a valu une bonne part des succès remportés à ce jour. — J. L.

Devant la Chambre des Communes, M. Antony Eden, ministre des Affaires étrangères, a prononcé un important discours sur la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Au sujet de la Belgique, il a déclaré :

« Un des problèmes les plus importants qui se posent en Belgique est celui de la punition des collaborationnistes. C'est un problème difficile car il est possible d'avoir, en toute bonne foi, des opinions différentes sur la manière dont il faut punir les collaborationnistes. »

Selon lui, il y a eu différents degrés de collaboration. Tout le monde est d'accord pour punir les collaborateurs mais on a de la peine à s'entendre en Belgique sur ce qu'est la collaboration.

En effet, quand les Allemands ont occupé la Belgique, les industriels auraient pu fermer les portes de leurs usines et s'en aller. Seulement, s'ils avaient fait cela, ils eussent dû abandonner leurs ouvriers à leur sort, les Allemands eussent confisqué leurs usines et imposé le travail obligatoire aux ouvriers.

Dans ces conditions, un certain nombre d'industriels belges décidèrent de garder leurs usines ouvertes, mais, du même coup, ils encourageaient leurs ouvriers à travailler aussi lentement que possible, de manière à ce que les Allemands n'obtiennent qu'une partie de ce qu'ils voulaient.

Ces industriels ont encouragé leurs ouvriers à travailler peu, mais payaient quand même le tarif plein. Naturellement, d'un côté, c'était la collaboration partielle puisque les Allemands tiraient certains avantages.

Quant aux collaborationnistes cent pour cent, naturellement le gouvernement Pierlot est d'accord pour les punir sévèrement, mais le gouvernement Pierlot est opposé à l'idée qu'il faut traiter tous les industriels de la même manière. Il faut, selon lui, faire une distinction entre les différents degrés de culpabilité.

LA JUSTICE PASSE...

LA PEINE DE MORT A L'EX-GARDE DE BRUAY-SUR-ESCAUT

Le 2e Tribunal de guerre de la 1re région siégeant à Avesnes eut à connaître de plusieurs affaires concernant des personnes inculpées d'attentat à la sûreté de l'Etat, intelligences avec l'ennemi, espionnage et tentative de meurtre.

L'une de ces affaires concerne Commans Léonard, 61 ans, ex-garde champêtre de Bruay-sur-Escaut, inculpé d'intelligences avec l'ennemi. Commans fut renvoyé de ses fonctions pour mauvaise conduite et ivrognerie. Il dénonça plusieurs personnes au général allemand, commandant la place de Bruxelles et notamment le maire de la commune, M. Delannois, 68 ans, qui fut condamné pour détention d'armes à cinq ans de travaux forcés ; déporté en Allemagne, M. Delannois y est mort sans revoir sa terre natale.

C'est en premier lieu M. Dutemple Marcel, 53 ans, qui fut l'objet de 7 à 8 contraventions de la part de Commans. La vie pour avoir chanté « Flotte petit drapeaux », lui valut, en outre, un sérieux passage à tabac de la part des gendarmes allemands qui avaient été alertés par le garde Commans, ainsi qu'une amende de 500 francs.

On entend ensuite le fils de M. Delannois et M. Bertrand Paul, 46 ans, chef-comptable qui déposent fermement en faisant ressortir que Commans adressait directement des lettres anonymes au général commandant la Place de Bruxelles. Une fut interceptée et les copies des autres furent trouvées chez l'ex-garde champêtre.

M. le Commissaire du Gouvernement Charuel prononce un réquisitoire très sévère contre ce mauvais français qui a beaucoup de méfaits sur la conscience et qui vendait les services rendus au commandant de la Place de Bruxelles. « A l'heure de la victoire, dit-il, il faut abattre les brebis galeuses et couper les branches pourries »

Après en avoir délibéré, le Tribunal à la majorité des voix **condamne Commans à la peine de mort et à la confiscation de ses biens.**

LES TRAVAUX FORCÉS A L'INTERPRÈTE DE WIGNEHIES

Devant le même Tribunal, a comparu le sujet suédois, Daniel Karl, maître d'hôtel à Wignehies, employé comme interprète à la Kommandantur d'Avesnes, poursuivi pour espionnage et tentative de meurtre.

On lui reproche d'avoir averti la feldgendarmerie d'Avesnes, lors de l'attaque du commissariat de police de Fourmies, d'avoir procédé à des perquisitions chez M. et Mme Charlier, à Fourmies et chez M. Normand, garde champêtre, à Momignies (Belgique). Lors de la perquisition, au cours de laquelle Charlier était caché dans le grenier, Daniel Karl eut une attitude particulièrement odieuse. Au lieu de faciliter la fuite de Charlier il tint en respect M. Normand avec son revolver, puis voyant arriver Charlier, il le saisit à la gorge puis de concert avec les gendarmes, il l'abattait.

Karl aurait ensuite frappé M. Normand après l'avoir insulté grossièrement.

Tous les témoins sont affirmatifs mais Karl nie tout.

Le Tribunal **condamne Daniel Karl à la peine des travaux forcés à perpétuité et à la confiscation de ses biens.**

GEORGES CLAUDE ÉCROUÉ A FRESNES

Le chimiste Georges Claude, accusé d'intelligences avec l'ennemi, a été écroué à la prison de Fresnes.

BONY et LAFONT, agents de la Gestapo, répondent de leurs crimes

Le procès de la bande Bony-Lafont travaillant pour la Gestapo, a débuté hier, à Paris.

On a également arrêté plus de 150 personnes accusées de complicité au total, cette bande aurait compris plusieurs centaines d'individus. Parmi les chefs d'accusation énumérés dans le rapport de 140 pages, on relève les suivants : espionnage, assassinat, tortures et envois de patriotes en Allemagne, organisation d'expéditions dirigées contre le maquis et les parachutistes alliés, vente de trésors d'art à l'Allemagne, vols s'élevant à un total de 700 millions de francs.

On dit que cette bande avait recours aux mesures de tortures les plus bestiales. L'accusation précise qu'elle a torturé la nièce du Général de Gaulle avant de la déporter en Allemagne.

Un Congrès des Radicaux, Radicaux-Socialistes

Un congrès du parti radical et radical-socialiste s'ouvrira, le 19 décembre, à Paris. Il durera trois jours. Ce sera le premier congrès tenu par ce parti depuis la libération.

« Les Gringoire pratiquaient la diffamation systématique » *déclare à Lille M. Teitgen,* MINISTRE DE L'INFORMATION

« La démagogie, la surenchère, risquent de tuer l'esprit public et la démocratie »

M. Teitgen, ministre de l'Information, venant de Paris, est arrivé à Lille tout à l'heure et il a bien voulu recevoir immédiatement les directeurs des quotidiens régionaux.

Dans un large exposé, le ministre, après avoir souligné le grave problème de l'approvisionnement en papier tient à définir le rôle de la presse issue de la résistance et qui a remplacé pour toujours la presse indigne, antinationale.

« La presse d'avant-guerre, a déclaré le ministre, n'a pas rempli son devoir ; elle est en partie responsable de la défaite, cédant aux illusions, aux facilités, aux trucs, elle a volontairement créé une opinion veule, insouciante, inconsciente, systématiquement sapé le moral des Français ; d'autre part, les « Gringoire » pratiquaient la diffamation systématique.

» Les journalistes ont un rôle immense à remplir. Certes, ils doivent — c'est le libre jeu de la démocratie — défendre leurs idées. Mais ils ne doivent jamais défigurer la vérité, tendre à une déformation de la pensée et respecter toujours les règles de la probité.

» La démagogie, la surenchère, risquent de tuer l'esprit public, la démocratie. »

Il réaffirme la volonté du gouvernement de châtier la presse vichyssoise et hitlérienne d'hier. Ces journaux sont morts pour toujours.

Rappelons que M. Teitgen parlera, ainsi que le capitaine Schumann, au cours d'un meeting organisé par le Mouvement républicain populaire qui se tiendra au Capitole ce matin, à 10 heures.

LES TROUPES FRANÇAISES prennent Huningue et Rosenau

LES AMÉRICAINS SONT DANS LES FAUBOURGS D'HAGUENAU, DE SARRELOUIS ET DE SARRE-UNION

Les Yougoslaves on enlevé une position fortifiée allemande en territoire autrichien

DANS le Haut-Rhin, les Français ont pris Huningue et Rosenau. Les Allemands ont fait sauter les trois ponts du Rhin entre Strasbourg et Kehl, et abandonné leur tête de pont.

Les Américains sont dans les faubourgs d'Haguenau, Sarrelouis et Sarre-Union.

En Allemagne, les troupes de la 9e armée ont pénétré dans Julich, Linich et Lindern.

En Hongrie, les Allemands évacuent Pest, partie de Budapest située sur la rive orientale du Danube. Les Yougoslaves ont pris une position fortifiée allemande en Autriche.

DES gains de terrain notables ont été réalisés hier en Alsace, dans la Sarre et dans le secteur de la Roer.

En Alsace, une avance de 16 km. vers le sud a été réalisée.

Dans le Haut-Rhin, les Français ont pris Huningue et Rosenau. La liquidation de plusieurs poches ennemies se poursuit dans les Vosges.

(Lire la suite en quatrième page)

4

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A DIT:

"L'emprunt est une réussite. C'est un triomphe que je demande, au nom de tous, dans l'intérêt de tous, le triomphe de la confiance que les Français ont dans la France."

SOUSCRIVEZ A

L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

BONY et LAFONT, agents de la Gestapo, répondent de leurs crimes

Le procès de la bande Bony-Lafont travaillant pour la Gestapo, a débuté hier, à Paris

On a également arrêté plus de 150 personnes accusées de complicité Au total, cette bande aurait compris plusieurs centaines d'individus Parmi les chefs d'accusation énumérés dans le rapport de 140 pages, on relève les suivants : espionnage, assassinat tortures et envois de patriotes en Allemagne, organisation d'expéditions dirigées contre le maquis et les parachutistes alliés, vente de trésors d'art à l'Allemagne, vols s'élevant à un total de 700 millions de francs.

On dit que cette bande avait recours aux mesures de tortures les plus bestiales. L'accusation précise qu'elle a torturé la nièce du Général de Gaulle avant de la déporter en Allemagne.

Un Congrès des Radicaux

LA GESTAPO FRANÇAISE

Quelques-uns des pires forfaits DE LA BANDE LAFON sont évoqués à l'audience

Poursuivant l'interrogatoire des bandits de la Gestapo française, le président Ledoux s'est surtout occupé hier de Lafon, de Bony, de Clavié, de Haré, de Engel et de Villaplane.

L'instruction, difficile et trop rapide, n'a pu être complètement faite. En réalité, elle se fait à l'audience.

L'évocation des nombreuses filatures auxquelles la bande de la rue Lauriston se livra à Paris, et de l'affaire du passage de la ligne de démarcation à Tournus, provoque chez Lafon un beau mouvement d'indignation.

— Rue Lauriston, je n'étais pas le maître !

Une des choses les plus graves retenues contre la bande est la dénonciation aux Allemands des organismes de résistance.

Parmi ces trahisons, la plus connue est celle qui livra « Défense de la France », en juillet 1943, et dans laquelle Mlle Geneviève de Gaulle fut arrêtée.

L'indicateur était un étudiant en médecine, Marongin, entré au service de Lafon, en janvier, sur la présentation de l'Allemand Keffer.

Le traître, qui faisait partie de la « Défense de la France » toucha 100.000 francs pour prix de son crime. L'enquête, menée avec compétence et délectation par Bony, prit trois mois.

On sait que M. Wagner, antiquaire rue Bonaparte, était la « boîte aux lettres » du groupe de résistance. Il fut arrêté et dans son magasin s'installèrent pendant deux jours Bony et ses complices.

Les conjurés vinrent s'y faire prendre l'un après l'autre, et parmi eux la nièce du général tomba dans le piège. Elle fut maltraitée et livrée aux Allemands qui la déportèrent.

Parmi les choses atroces que l'on reproche à la sinistre équipe, l'affaire des brigades nord-africaines n'est pas la moindre. Une troupe d'environ trois cents Nord-Africains fut réunie. « De la racaille », dit lui-même Lafon. On utilisa cette piètre féroce aux opérations contre le maquis. Qui eut cette idée diabolique ? Lafon ? Il s'en défend, et il affirme que ce furent les Allemands.

Quoi qu'il en soit cette bande, dont chacun des membres était payé 5.000 francs par mois et était vêtu d'un uniforme, fut divisée en différentes sections sous les ordres des divers membres de la bande, revêtus eux-mêmes d'uniformes allemands. Périgueux, Brive, Tulle, de riants villages de Dordogne et du Limousin se virent envahis par ces bandes féroces et pillardes, conjointement avec une bande de 2.000 Géorgiens raccolés pour le même objet. Il y eut le capitaine Henri (Lafon), le lieutenant Alex (Villaplane), tandis qu'à Montbéliard opérèrent, à raison de 10.000 francs par mois, les sous-officiers Engel et Haré.

Aujourd'hui, suite de l'interrogatoire.

Claire GONON.

PARIS
14, ROND-POINT DES CHAMPS-ELYSEES
RÉDACTION ADMINISTRATION PUBLICITÉ
PETITES ANNONCES
21, Boulevard Montmartre, 21
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.
Rédaction de nuit : PRO. 25-33.

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent à rien et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

2 francs
MARDI N° 92
5 DECEMBRE 1944
118e ANNEE

EN PORTANT VOTRE ARGENT AU GUICHET
VOUS CONTRIBUEZ
à la victoire militaire
et au relèvement économique
de la France
Robert LACOSTE, Ministre de la Production Industrielle.

L'Allemagne de demain

Il est encore trop tôt pour parler avec précision des transformations susceptibles de se produire en Allemagne. Ce qui est sûr, c'est que l'effondrement de la puissance militaire du Reich y déterminera des remous profonds. Ces circonstances amèneront des situations de fait. Ces situations de fait devront être utilisées dans le sens le plus favorable à la sécurité de l'Europe.

De toute façon, et pour les raisons que j'ai déjà évoquées dans de précédents articles, les dispositions que les Alliés prendront à l'égard de l'Allemagne devront être inspirées par les principes suivants :

1° La Prusse doit être tenue pour la principale responsable des maux qui ont torturé l'Europe et le monde. Il faut non seulement qu'elle soit soumise à une tutelle étroite, mais ramenée à sa plus simple expression. Les acquisitions territoriales qu'elle a faites depuis deux siècles devront lui être enlevées. Ce qui ne signifie pas — sauf à l'Est où la Pologne aura droit à des compensations — que ces territoires devront passer sous des souverainetés étrangères. Dans l'ensemble, ils doivent rester allemands, mais soustraits à la férule de la Prusse. Leur administration, dans certains cas, pourrait faire l'objet de mesures internationales ;

2° Le centre de gravité du monde germanique doit cesser de se trouver à Berlin ;

3° Tout doit être mis en œuvre pour redresser l'erreur capitale qui a été commise après l'autre guerre quand on a fait du Reich la seule grande puissance organisée du centre de l'Europe. Un système fédératif doit être reconstitué autour de Vienne, assez souple pour assurer à chaque pays, chaque race y participant, l'exercice de ses droits historiques ; assez articulé — surtout sur le plan économique — pour représenter un ordre et une force. Ce qui revient à dire que le problème de l'Allemagne proprement dite ne saurait être réglé sans que celui de l'Europe centrale et danubienne ne reçoive de son côté une solution offrant les garanties nécessaires, car ces deux problèmes se tiennent. C'est ce qu'on n'a pas suffisamment compris en 1919.

Il est certain qu'au lendemain de sa défaite, l'Allemagne plongera dans un état social qu'on appellera révolutionnaire. Communistes, socialistes, catholiques seront aux leviers de commande. Qu'on y prenne garde, cependant ! La révolution est un mot qui n'a pas de racine outre-Rhin. « La révolution n'est pas dans nos règlements », m'a dit un jour l'un des Allemands les plus fins que j'aie connus. Rien n'est plus vrai. La « révolution » de novembre 1918 n'a été qu'une rapide crise de nerfs. Demain, il y aura peut-être, il y aura, certainement, le chaos en Allemagne. Il n'y aura pas la révolution. Ce n'est pas la même chose. Et parce qu'il y aura le chaos, il y aura aussitôt le besoin instinctif d'en sortir. Nous reverrons la république ou des républiques : L'avouerai-je ? Au risque d'irriter bien des lecteurs, je dirai que je ne crois pas à l'avenir de la république en Allemagne. L'Allemand ne possède en aucune façon l'esprit républicain tel que nous le concevons. Il va du système monarchique, qui représente pour lui une certaine forme de la hiérarchie dont il ne peut pas plus se passer que nous de l'égalité, au système dictatorial qui constitue le maximum, la crispation, de cette hiérarchie. Si l'Allemagne a passé, avec le consentement quasi unanime et enthousiaste de la nation, de la République de Weimar à Hitler, c'est que le régime nazi était bien plus près de son idéal que la démocratie parlementaire. Le rétablissement de certaines dynasties (comme les Wittelsbach, en Bade) vaudrait sans doute mieux que de nouvelles expériences républicaines qui n'auront d'autre effet que de renforcer l'unité du Reich. La seule chance sérieuse qui existe de rendre cette unité allemande moins compacte réside dans la solution — ou dans les solutions — dynastiques. En dehors d'elles, il y aura des mots. Il n'y aura pas de réalité. En outre, mieux vaudrait que ces dynasties fussent associées aux épreuves que les Allemands dégrisés vont subir ; sans cela, elles redeviendront un pôle d'attraction nationale qui peut, dans l'avenir, entraîner de mauvaises conséquences. Comment veut-on que les Allemands éprouvent de l'attrait pour la république quand ce régime ne se présente à eux que sous la forme de la pire pénitence ? Faudra-t-il donc, pour les apprivoiser à la république, que nous renoncions à nos sûretés ?

Ceci dit, et quelles que soient les formes que prendra l'Allemagne, même si le monde germanique cessait d'apparaître comme une menace, ne nous faisons pas d'illusions ! Les Allemands resteront très nombreux, prolifiques, dotés de qualités et de défauts dont le pire est que ces qualités sont au service de ces défauts. Ils disposeront de grandes richesses ; ils conserveront une puissance de travail, d'invention, exceptionnelle. Leur dynamisme, leur orgueil, leurs colères, leurs rêves resteront tenaces. De ce fait, ils représenteront toujours un danger. Même séparés, ils seront unis.

Les désarmer ? Bien entendu ! Mais nous sommes payés pour savoir ce que ce mot signifie. Il reste que les moyens de production de l'Allemagne devront être soumis « pendant de longues années » à un contrôle rigoureux. C'est de la Rühr, de la Silésie, de la Sarre que le Reich a tiré la plus forte part de son potentiel de guerre. Par conséquent la Rühr, la Silésie devront être dotées d'un régime particulier. Quant à la Sarre, j'espère bien qu'elle fera partie des compensations auxquelles nous avons droit. Des mesures radicales devront être également prises, cela va de soi, dans le domaine de l'aviation. Il ne faut plus — tout au moins pour une très longue période — que l'Allemagne puisse fabriquer des avions et disposer d'une aviation civile. C'est dans ce domaine d'abord que les solutions internationales les plus hardies doivent être envisagées pour l'avenir.

Et cependant, je le répète, même si nous obtenions, dans l'ordre militaire, industriel, chimique, aérien, que sais-je, les mêmes garanties, les mêmes apaisements que dans l'ordre territorial et politique ; même si l'Allemagne nous apparaissait réellement comme mise hors d'état de nuire, rien de tout cela ne vaudrait si les Alliés anglo-saxons, français et russes laissaient se détendre les liens qui les unissent. Car c'est de cette quadruple alliance que dépend d'abord la sécurité.

Wladimir d'ORMESSON.

Le général Radescu formera le gouvernement roumain

Bucarest, 4 décembre. — On apprend que le roi Michel a chargé le général Radescu de former le nouveau gouvernement.

LA GUERRE

COLMAR MENACÉ
au sud par l'armée de Lattre de Tassigny au nord par la division Leclerc

LES FORCES ALLIÉES SONT ENTRÉES DANS SARRELOUIS SARRE-UNION, SÉLESTAT ET RIBEAUVILLÉ

En Hongrie, les Russes auraient atteint le lac Balaton

SUR les fronts de l'Ouest et de l'Est, les deux dernières journées ont encore apporté aux forces alliées des succès importants. Certes, dans les secteurs où les forces des nations unies se trouvent en présence d'importants obstacles naturels ou d'une digue puissamment fortifiée, comme c'est le cas sur presque tout le front occidental, l'avance peut paraître lente. Mais il ne faut pas oublier que le commandement allié, en présence de lignes fortifiées puissantes, doit opter entre la dépense en vies humaines et la dépense de matériel, et qu'il préfère la seconde. La bataille consomme donc, comme vient de le déclarer à la presse française un représentant de l'industrie américaine, une quantité prodigieuse de matériel, ce qui peut entraîner à certains moments des ralentissements de l'action.

D'autre part, le mauvais temps de l'automne a réduit dans de fortes proportions l'emploi de l'aviation, ce qui a eu pour corollaire une dépense de munitions d'artillerie qui a dépassé toutes les prévisions. L'évolution de la bataille ne s'en poursuit pas moins favorablement.

Les Américains devant Juliers

Dans le secteur à l'ouest de Venlo, en Hollande, la 2e armée britannique a repris l'offensive, et est arrivée devant la ville dont elle n'est plus séparée que par le pont sur la Meuse. La rive gauche du fleuve est maintenant pratiquement nettoyée.

Sur le front à l'est d'Aix-la-Chapelle, la pression alliée se maintient au nord, au centre et au sud. Au nord Roerdorf et Flossdorf ont été nettoyés, Linnich est occupé aux trois quarts, Beeck a été dépassé, Leifarth pris, et la 9e armée américaine est dans le faubourg occidental de Juliers, sur la rive gauche de la Roer qu'elle n'a encore franchie nulle part. Au centre, en revanche, l'Inde, affluent de gauche de la Roer, a été traversée, Inden nettoyé, Luckerberg et Luckem occupés. Plus au sud, à l'est de la forêt de Hurtgen, Brandenberg a été pris par la 1re armée qui menace Bergstein.

On se bat dans Sarrelouis

Sur le front de la 7e armée américaine, qui borde maintenant la Sarre, en territoire allemand, sur 25 kilomètres, le fait important est l'entrée des troupes alliées dans la ville de Sarrelouis (17.000 habitants, 70.000 avec les faubourgs), bâtie sur les deux rives de la Sarre et riche en industries (On sait que Sarrelouis, bâtie par Louis XIV, fut autrefois une ville française et que le maréchal Ney y naquit). Les troupes américaines ont nettoyé les quartiers de la rive gauche, franchi le pont sur la Sarre que l'ennemi n'a pas eu le temps de détruire, et combattent dans les quartiers de la rive droite.

A 8 kilomètres au nord-ouest, Rehlingen a été également occupé. Il faut noter que, contrairement à ce que nous avons dit par erreur il y a deux ou trois jours, les principaux ouvrages de la ligne Siegfried se trouvent dans ce secteur sur la rive droite de la Sarre, en arrière de Sarrelouis, et qu'ils n'ont pas encore été abordés.

Plus au sud, en territoire français, Wilhelmsbron a été pris par l'aile droite de la 7e armée qui est d'autre part, entrée à Sarre-Union. Le communiqué ennemi prétend que les Allemands ont ensuite repris cette ville, mais une information alliée annonce au contraire que Sarre-Union a été dépassé de plusieurs kilomètres vers le nord en direction de Sarralbe.

Jacques Darcy.

(Suite page 2, col. 3 et 4)

LE PROCÈS BONY-LAFONT

LE PANIER DE CRABES

par Edouard HELSEY

TANDIS que ce triste procès laisse couler son flot bourbeux, on se surprend parfois à se demander si tous ces débats sont utiles.

Douze hommes sont là, solidement tenus à la gorge, les poignets étroitement serrés dans les menottes de l'évidence. Pas un ne nie, pas un ne peut essayer de contester le fait essentiel. Tous et chacun, Lafont, Bony, Clavié, Pagnont, et Delehaye, et Engel, et Villaplana, et les autres, tous ils ont accepté de s'associer activement à l'entreprise d'oppression de l'envahisseur. Tous, comme des chiens bien nourris, ont pourchassé les héros de la Résistance. Tous se sont employés de leur mieux à contrecarrer l'effort militaire des Alliés, qui seul pouvait nous libérer. Leur cas est tragiquement clair. Le verdict s'impose. A quoi bon tant discuter, quand il serait si simple d'en terminer d'un geste ?

Et pourtant, non. Il n'est pas seulement équitable, il est salutaire que toutes les formes juridiques entourent la mise à nu de ces hontes. Peut-être, ici ou là, dans tel ou tel coin de province, aux premières heures de l'indépendance reconquise, la légitime colère du peuple a-t-elle procédé à des exécutions sommaires. On ne plaindra pas les coupables qui furent abattus sur-le-champ.

Mais il importe, pour l'avenir, à la dignité du pays, que le châtiment des traîtres n'apparaisse pas comme un aveugle mouvement de vengeance et qu'avant de condamner les pires malfaiteurs, on leur ait accordé le droit de se défendre.

Le sadisme allemand

C'est en entrant dans le détail de chaque cas qu'on peut manifester dans toute leur horreur les procédés d'un ennemi qui prenait un plaisir sadique à tourner contre les Français tout ce qu'il pouvait y avoir d'abject en France. Il ne leur suffisait pas de nous torturer. Ils voulaient que la brûlure nous vînt des âcretés, des saletés de notre propre sang. Ils cherchaient avidement en nous toute trace d'impureté, pour nous ronger d'une espèce de septicémie. S'ils employaient, avec délices, à nous détruire, des résidus de notre race, c'était moins par commodité que dans le dessein de nous avilir.

Le minutieux exposé des faits du commissaire du gouvernement Reboul, l'interrogatoire méthodique, impitoyable mais loyal, que mène sans défaillir le président Ledoux ont le grand mérite de mettre les points sur les *i*.

Grâce à leur double et patient labeur, l'opinion française peut connaître aujourd'hui que la trahison ne fut pas le fait de l'erreur ou de l'aveuglement, mais d'une indicible bassesse.

(Suite page 2, col. 6, 7 et 8)

Le baptême des futurs Saint-Cyriens

Loin de l'Ecole dévastée par les bombes, la fête des candidats à Saint-Cyr a eu lieu dimanche matin dans la cour d'honneur des Invalides.

Ainsi, après les quatre années de l'oppression était renouée la tradition qui veut que le baptême des « melons » ait lieu chaque année pour l'anniversaire d'Austerlitz.

Après avoir mis un genou en terre et chanté la « galette », les « pékins » devenus « melons » du fait de cette cérémonie se rangèrent derrière les fanions de leurs aînés des « corniches » Leclerc, Mangin, Gouraud, des Postes et Weigand. Après avoir entendu la proclamation d'Austerlitz devant le tombeau de l'empereur, ils défilèrent sur les Champs-Elysées pour aller se recueillir devant la dalle de l'Inconnu, balançant en cadence leurs gants blancs légendaires, jusqu'ici leur seul uniforme.

PROLONGATION DE L'INSCRIPTION sur les listes électorales

Dans le département de la Seine, le délai prévu pour l'inscription sur les listes électorales est prolongé de *dix jours*.

En conséquence, les demandes en inscription seront encore reçues à Paris et dans les communes de banlieue *jusqu'au 14 décembre inclus*, tous les jours, même les dimanches.

Ce nouveau délai est réservé à tous les retardataires, quelle que soit l'initiale de leur nom.

Le village est libéré depuis hier soir

(De notre correspondant de guerre auprès des armées alliées James de COQUET)

Aux armées, décembre 1944.

C'EST un village comme beaucoup de villages alsaciens, traversé d'une petite rivière qui se faufile au milieu des vieilles maisons à pignons. Il y a une grande place ornée d'une fontaine de pierre et d'une enseigne en fer forgé, celle de l'auberge de l'*Aigle d'or*, et une belle église, d'un XVIIIe un peu austère, domine les toits aux tons de feuilles mortes étagés à ses pieds. Ce village-ci, qui est plutôt un gros bourg, puisqu'il compte près de quatre mille âmes, est situé dans l'étroite vallée de la Doller, sur le versant est du Ballon d'Alsace. Il s'appelle Masevaux. Il s'appelle ainsi depuis ce matin, car hier encore on le nommait *Massmünster*, et il était allemand.

Il n'y a rien d'émouvant comme d'arriver dans un village alsacien à l'instant même où il se jette dans les bras de la France retrouvée. Dans une ville, il y a sans doute plus de cris, plus de foule, plus d'exubérance, mais on ne voit pas comme ici chaque visage baigné de larmes ni ces regards d'amitié qui vous touchent en plein cœur. Quand on arrive dans un village nouvellement reconquis sur l'ennemi, on goûte aux joies de l'enfant prodigue.

Les gens de Masevaux ont de la chance. Pour leur première journée, ils reçoivent la visite du commandant en chef de la Première armée française, le général de Lattre de Tassigny, à qui ils doivent leur libération. Il est accompagné du général de Monsabert, qui a fait manœuvrer sur les Vosges avec un brio particulier son admirable 2e corps. Un illustre visiteur s'est joint à eux, un de nos princes lorrains : le cardinal Tisserand, de passage en France, qui est venu saluer ses frères alsaciens. Des képis étoilés, un chapeau de cardinal, cela efface d'un coup le souvenir de ces casques teutons qui pèsent sur la nuque de ceux qui les regardent.

Tout le village est là, derrière M. le doyen, sa toque de loutre à la main pour saluer la France et lui dire sa joie. Mais, avant de se livrer aux effusions, il y a un devoir à accomplir. C'est d'aller rendre hommage à ceux qui sont tombés pour libérer Masevaux. Ils reposent à côté d'ici, dans l'école, à même le plancher d'une classe, car le village sort à peine de la bataille et n'a pas encore eu le temps de dresser une chapelle ardente.

C'est un spectacle poignant que celui de ces dormeurs au teint de plomb alignés côte à côte sous leur capote marbrée de sang. Dans cette chambrée qu'on ne réveillera plus, ce sont les généraux qui se mettent au garde-à-vous et qui restent un long moment la main à leur képi, tandis que Mgr Tisserand bénit ces fils de France moissonnés avant l'heure. Oui, c'est une vision poignante que celle de tous ces garçons, dont la mort a profané la jeunesse et qui gisent aujourd'hui sur le plancher d'une école, pareils à de grands pantins disloqués. Croyez que si je vous rapporte cette image, qui est, hélas ! une des plus quotidiennes de la guerre, ce n'est pas pour essayer de vous émouvoir à bon compte. Mais, dans ce pays dont on a voulu faire pendant quatre ans une sorte de valet de la guerre, il y a encore trop de gens qui considèrent celle-ci comme une entreprise lointaine qui les concerne à peine. Il faut qu'on sache à l'arrière de quoi se paye un village reconquis et que des Français tombent chaque jour pour que d'autres goûtent aux voluptés de la revanche et de la victoire.

(Suite page 2, col. 1, 2 et 3)

DE GRAVES TROUBLES ÉCLATENT A ATHÈNES

La grève générale est déclarée

Athènes, 4 décembre. — 15 tués et 148 blessés, tel est le bilan de quatre échauffourées qui se sont produites hier à Athènes, annonce ce soir le Quartier Général de l'E. A. M. (Front National de la Résistance). Les manifestants se sont rassemblés devant le siège du parti communiste, où le secrétaire général de l'E. A. M., M. Nikisos Partalides, a fait une déclaration : « Papaandreou s'est mis hors la loi, a-t-il notamment déclaré. Le peuple grec conbattra pour sa liberté sans regarder aux sacrifices. »

A la suite d'un ordre de grève générale, tous les services publics, sauf celui de l'eau, ont cessé de fonctionner. Tous les magasins sont fermés et il n'y a pas de journaux. Les troupes britanniques montent la garde devant les édifices publics.

Hier soir, la capitale était plongée dans les ténèbres, par suite de la grève des usines électriques. Trois agents de police ont été tués au cours des fusillades d'hier matin, mais il semble que les balles qui les ont atteints aient été tirées par la police et non par les manifestants.

Les troupes britanniques interviennent

Les troupes britanniques ont désarmé, la nuit dernière, les quelque huit cents hommes appartenant à l'organisation Elas, qui tentaient de pénétrer dans Athènes et Le Pirée.

Selon les ordres du général Scobie, toutes les formations armées qui seront rencontrées après mercredi minuit dans une zone englobant Athènes et Le Pirée seront considérées comme troupes ennemies par les Britanniques.

Le commandant en chef des forces alliées en Grèce a enjoint d'autre part aux Elas d'évacuer immédiatement les locaux de la police.

(Suite page 2, col. 8)

LE DROIT DU LECTEUR

Le tirage actuellement imposé aux quotidiens de Paris a été fixé avant la libération. On ignorait alors quel serait l'accueil fait à la nouvelle presse et il était équitable de répartir le papier entre les différents organes sans préjuger de leur succès.

Il s'agissait d'une expérience dont le terme avait été fixé à 90 jours.

Notre manchette porte aujourd'hui le numéro 92.

Le lecteur a désormais pu faire son choix. Informé de la crise aiguë du papier et des menaces de compression qu'elle annonce, il ne comprend pas qu'une répartition rigoureuse ne soit pas faite. Il ne comprend pas que l'on continue à lui offrir UN journal et qu'on lui refuse SON journal.

Et il s'élève avec une vigueur grandissante contre ce qu'il appelle le journal forcé.

Des solutions peuvent intervenir qui respectent le droit du lecteur — et foncièrement la liberté de la presse — et le souci légitime pour des confrères moins demandés de courir encore leur chance.

Nous exposerons demain celle qui représente à nos yeux un minimum d'équité.

Une chose demeure certaine : les besoins sont connus, les tâtonnements sont achevés. Des décisions s'imposent.

Nous mettons en vente à Amiens, Auxerre, Pau, Troyes, Agen, Châteauroux

840 NUMEROS

Le nombre des acheteurs INSCRITS à la date du lundi 27 novembre dans ces localités exigerait que nous mettions en vente

2.120 EXEMPLAIRES

Le présent numéro du « FIGARO », faute de PAPIER, n'a été tiré qu'à 213.000 exemplaires.

Le Gouvernement allemand menace d'user de représailles à l'égard des déportés politiques français

Berlin, 4 décembre. — Au cours de sa conférence de presse, le porte-parole de la Wilhelmstrasse a annoncé aujourd'hui à la presse étrangère que le consulat d'Allemagne à Genève avait été chargé de remettre au comité international de la Croix-Rouge la note suivante :

Ces derniers temps, de nombreuses informations ont annoncé qu'en France des personnes avaient été tuées ou poursuivies parce qu'elles avaient collaboré avec les autorités d'occupation allemandes. Ces Français ont été soit assassinés par des bandes de partisans communistes sans aveu, soit déférés à de prétendus tribunaux.

Tout récemment, après l'occupation de certaines régions d'Alsace-Lorraine, des Alsaciens et des Lorrains qui travaillaient dans l'administration ou exerçaient une activité politique ont été soumis à des poursuites. Il en a été de même pour les Allemands du Reich qui travaillaient en Alsace-Lorraine.

Toutes ces poursuites sont des actes de pur arbitraire et de brutalité. Le gouvernement allemand ne peut rester passif en présence de pareils faits. Il est indifférent que, dans ce cas, ce soient des Allemands du Reich, qui n'avaient fait que leur devoir, ou des Français qui avaient travaillé à la politique de rapprochement franco-allemand inaugurée par le gouvernement légal français, qui aient été touchés.

Il y a en Allemagne un très grand nombre de gaullistes qui ont été arrêtés en France, soit parce qu'ils avaient contrevenu aux ordonnances des autorités d'occupation allemandes, soit en raison de leur attitude hostile à l'Allemagne. Si les poursuites continuent en France et dans les régions occupées d'Alsace-Lorraine, le gouvernement du Reich se verra obligé de prendre des mesures correspondantes contre les gaullistes qui se trouvent actuellement en Allemagne. Le régime qui existe actuellement en France sera seul responsable des conséquences qui en découleront.

Après avoir communiqué ce texte, le porte-parole de la Wilhelmstrasse a déclaré :

Je n'ai besoin d'ajouter à cette note que ceci : le régime actuel en France doit savoir que le gouvernement du Reich mettra à exécution les mesures de représailles qu'il vient d'annoncer, si les dirigeants français ne changent pas d'attitude. Si, par exemple, comme cela a été annoncé dans diverses informations de presse française, les dirigeants actuels de la France décidaient de prendre des mesures contre des Allemands loyaux, comme M. Robert Ernst, ou contre des partisans français comme le général Dentz, cette décision entraînerait les conséquences les plus graves.

Ainsi que le déclare la note remise par l'Allemagne au Comité international de la Croix-Rouge à Genève, seul le régime actuel de de Gaulle en France serait responsable de toutes les conséquences qui découleraient des mesures de représailles allemandes.

L'agence Française de Presse communique à la suite de cette note :

La nouvelle selon laquelle le gouvernement allemand envisagerait de prendre des représailles contre les déportés politiques français, actuellement en Allemagne, si le gouvernement français continuait à assurer la justice en France, a été accueillie dans les milieux autorisés de Paris comme une grossière impudence.

Il n'est pas besoin de rappeler, en effet, souligne-t-on, que les citoyens allemands qui ont été capturés en France sont traités en prisonniers de guerre conformément aux prescriptions de la Convention de Genève. En ce qui concerne ceux qui seraient passibles de poursuites au titre de criminels de guerre, leur dossier sera instruit en application des décisions internationales prises dans ce domaine.

Quant aux ressortissants français, ils ne relèvent que du gouvernement français. Il n'appartient évidemment pas au gouvernement allemand d'intervenir dans l'exercice de la justice française qui est un attribut essentiel de la souveraineté nationale.

Les mêmes milieux déclarent que si le gouvernement allemand mettait à exécution les mesures de représailles envisagées, il est certain que le gouvernement français prendrait toutes mesures de rétorsion qui lui paraîtraient appropriées.

S'il était besoin, ajoute-t-on, de donner une justification à l'action de la justice française à l'égard des collaborateurs de l'ennemi, la note allemande ne la fournirait-elle pas elle-même ?

HIMMLER ORDONNE l'évacuation civile de la Rhénanie

Zurich, 4 décembre. — On annonce que Himmler a ordonné l'évacuation de la population civile non indispensable en Rhénanie.

Par contre, tous départs d'ouvriers seront refusés

La Seine « doit » baisser

Les services de navigation annoncent une décrue de la Seine. Voici les chiffres qui nous sont communiqués :

	Hier	Aujour.	Prévis.
MONTEREAU	3 m 68	3 m 46	Décrue
CHALIFERT	4 m 92	4 m 82	d°
AUSTERLITZ	5 m 93	6 m 03	d°

En raison de la crue de la Seine, les trains sur la ligne des Invalides ne circulent plus qu'entre Versailles et Javel.

Vers le rapprochement entre les partis communiste et socialiste

Les délégués du parti socialiste et du parti communiste se sont réunis hier sous la présidence de M. Vincent Auriol.

A l'unanimité les délégués ont décidé d'établir entre les deux partis un climat de compréhension afin de créer un comité permanent d'entente susceptible de réaliser l'unité politique de la France laborieuse.

Ce comité d'entente comprendrait dix membres de chaque parti.

Démission du Dr Gysler président du Conseil national suisse

Berne, 4 décembre. — La radio suisse annonce que le Dr Paul Gysler, président du conseil fédéral suisse, vient de se démettre de ses fonctions à la suite du refus opposé par l'U.R.S.S. de reprendre les relations diplomatiques avec son pays.

C'est le Dr Pierre Aeby, conseiller du canton de Fribourg, qui assumera désormais la charge de président du Conseil national.

La succession de M. Pilet-Golaz

Berne, 4 décembre. — M. Gerstl, membre du Conseil Fédéral, a été désigné par le parti radical pour succéder à M. Pilet-Golaz, chef du département d'Etat.

Le général Spears va quitter la Syrie et le Liban

Beyrouth, 4 décembre. — Le général Spears, ministre de Grande-Bretagne en Syrie et au Liban, a quitter incessamment le Levant pour se rendre en Grande-Bretagne. Il a pris hier congé des autorités

DEMAIN
Jean SCHLUMBERGER

Commencés samedi à Moscou
LES ENTRETIENS DE GAULLE-STALINE se sont poursuivis hier

DEVANT LA COLONIE FRANÇAISE LE CHEF DU GOUVERNEMENT A EXALTE L'AMITIE DE LA FRANCE ET DE L'U.R.S.S.

Moscou, 4 décembre. — Le premier entretien que le général de Gaulle a eu samedi soir, au Kremlin avec le maréchal Staline, a duré trois heures, de 20 heures à 23 heures. MM. Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, et Bogomolov, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, assistaient à cette entrevue, ainsi que M. Garreau, représentant diplomatique français à Moscou.

D'autre part, les conversations que M. Molotov a eues avec M. Bidault, ministre français des Affaires étrangères, se sont déroulées en présence de M. Bogomolov.

Le déjeuner offert, hier, par le maréchal Staline en l'honneur du général de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République française, et de M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, a duré de 3 heures à 5 heures, et s'est déroulé à l'hôtel du commissariat aux Affaires étrangères, dans la plus grande cordialité.

En fin d'après-midi, le général de Gaulle a donné une réception à l'ambassade de France. Parmi les invités, on remarquait la présence du lieutenant-colonel Pouyane, de plusieurs pilotes de l'escadrille *Normandie*, des membres de l'Académie française de Moscou, des officiers de la mission militaire française et d'un jeune partisan qui a combattu avec les patriotes soviétiques en Ukraine.

Puis, dans une simple mais émouvante allocution, le général de Gaulle a exprimé le plaisir qu'il éprouvait à se trouver au milieu des Français de Moscou « *afin de resserrer l'amitié des deux peuples qui sont bien faits pour s'entendre, non seulement pour finir la guerre, mais aussi pour travailler ensuite pour la paix* ».

Au début de la soirée, le général de Gaulle et M. Bidault, accompagnés de M. Molotov, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, se sont rendus au Grand-Théâtre de Moscou où ils ont été accueillis par de chaleureuses ovations. Après que l'orchestre eût joué la *Marseillaise* et l'*Hymne soviétique*, les acclamations ont repris de nouveau.

Ce matin, le général de Gaulle et la délégation française ont consacré leur temps à une visite de la capitale. Un déjeuner offert aux hautes personnalités soviétiques par le général de Gaulle a eu lieu à l'ambassade.

Dans la soirée, un dîner a été offert par M. Molotov, au Palais Spiridonovsky, où se tiennent habituellement les grandes réceptions soviétiques.

Les entretiens diplomatiques se sont poursuivis dans le courant de l'après-midi.

CHRONIQUE

L'éternel Allemand

par Emile HENRIOT

AU lieu de nous entre-déchirer entre Français, réservons notre haine pour les Allemands. La guerre n'est pas finie encore, et elle ne finira jamais, si toutes précautions ne sont prises pour, une fois l'ennemi vaincu, l'empêcher de recommencer ce pour quoi toujours il fut fait. Nous pouvons avoir, dans notre malheureux pays, si souvent, hélas ! divisé, de plus fortes raisons, de plus sages sujets d'union que l'accord contre l'Allemagne. Tant de morts à venger, d'abord, de crimes et d'atrocités à punir — cela va de soi : les assassins, les incendiaires, les bourreaux vêtus de noir et de vert doivent être châtiés, et ils le seront. Ce disant, nous ne demandons pas des martyrs — le sang des martyrs est toujours chargé d'un levain dangereux, nous ne l'avons que trop éprouvé nous-mêmes dans ce pays-ci. La France quatre fois envahie en un siècle, la France crucifiée quatre ans, n'exige que sa sécurité future, et, à travers la sienne, toujours au plus près menacée, la sécurité de la civilisation. Pas de martyrs ! mais museler à jamais la bête, et l'empêcher de nuire, de longtemps.

Sommes-nous tous d'accord, entre Français, entre alliés, sur cette prudence élémentaire ? On le voudrait, sans en être sûr. D'habiles politiques laissent entendre qu'il faudra ménager, dans une certaine mesure, l'Allemagne, et par des moyens doux, qui combineraient peut-être chimériquement la générosité et la justice, la ramener à la raison, lui faire trouver toute seule l'apaisement et la concorde.

Cette disposition n'est pas d'aujourd'hui. En février 1919, pour avoir, dans un journal, appelé Gœthe « le moins allemand des Allemands », il me souvient que le propos scandalisa, comme peu aimable à l'égard des concitoyens de ce grand homme, et d'avoir reçu à cette occasion des lettres indignées de lecteurs pleins de mansuétude — à peine le fusil déposé — pour une partie de l'Allemagne, pour cette bonne, douce, rêveuse et philosophique Allemagne qu'ils imaginaient prête à renaître, dans leurs rêves, dès lors que le militarisme prussien venait à peine d'être battu. On a vu depuis ce qu'il en était. Mais l'illusion n'est pas morte, et l'on en entend encore aujourd'hui quelques-uns professer une stupéfiante confiance, sur ce thème des deux Allemagnes, l'une hideuse et l'autre idyllique, ou du moins sujette à résipiscence, une fois que la force des armes l'aura délivrée elle-même du nazisme. Quelle erreur féconde en surprises, en déboires, en malheurs futurs ! Quelle complète méconnaissance du néfaste génie germanique ! Comme si Hitler avait champignonné en une nuit, et tout seul, avec une poignée de forcenés, s'était emparé de l'âme allemande et s'était imposé à elle ! Non, Hitler ne fut pas le produit du hasard et du désordre. C'est parce que sa voix rugueuse et furieuse exprimait l'esprit le plus lointain, le plus profond de ce peuple d'orgueil et de rapine que l'Allemagne tout entière se retrouvant en lui l'a reconnu pour son messie et son führer, et qu'elle l'a suivi, dans sa ruée dévastatrice, jusqu'aux bords de son propre abîme.

Dans ces jours d'attente, d'espérance, où l'esprit vaquait, ne pouvant trouver que dans l'Histoire des sujets de réflexion, non d'oubli, je relisais au printemps dernier César, Tacite, ces grands peintres de l'antique et toujours pareille Germanie. Quelle lecture saisissante, quand relevant les yeux du livre je pouvais voir dans mon village aller, venir, avec un fracas d'armes, de bottes, de rugissements, l'affreuse engeance vert de gris ! Cela avait été écrit il y a deux mille ans, par des observateurs entendus à voir, à savoir : pas une ligne qui ne fût demeurée d'une actualité accablante.

Le même, éternel Allemand ! Henri Heine, que l'on peut relire aujourd'hui, prévenait pareillement la France, il y a cent ans, de l'incoercible esprit de revanche qui l'animait depuis Iéna.

La guerre terminée, cette fois, les vainqueurs sauront-ils assurer qu'elle ne recommencera jamais ? Il ne peut être question d'effacer l'Allemagne de la carte du monde. Il ne peut être question que de la mettre hors d'état de nuire. C'est à quoi, immédiatement intéressée par ce dangereux voisinage, la France tout entière, laissant là ses tristes règlements de compte personnels, doit seulement songer à présent si la paix que nous appelons ne doit pas rester un vain mot. Car les Allemands écrasés ne se reconnaîtront pas plus vaincus que ceux d'Hindenburg et de Ludendorff, pas plus que les anciens Ariens de Tacite. Je pense en écrivant ceci aux Allemands les plus inquiétants que j'aie pu voir dans cette guerre, et particulièrement ces derniers mois de l'abominable occupation : à ces enfants de quinze à seize ans, employés sans armes encore aux travaux de l'Arbeitdienst, nourris de haine, éclatant de la joie raciale de mal faire, arrogants, pillards, fanatiques, qui excédaient leurs officiers eux-mêmes, et dont les visages effrénés, aux jours des mauvaises nouvelles, dans la fuite et dans la débâcle, n'étaient pas visages de vaincus ; et que, chargeant leurs camions de choses volées, j'ai vus partir insolemment, enfants de troupe de la Wehrmacht future, en annonçant : « Nous reviendrons. »

Emile HENRIOT.

LE PROCÈS BONY-LAFONT

LE PANIER DE CRABES

par Edouard HELSEY

TANDIS que ce triste procès laisse couler son flot bourbeux, on se surprend parfois à se demander si tous ces débats sont utiles.

Douze hommes sont là, solidement tenus à la gorge, les poignets étroitement serrés dans les menottes de l'évidence. Pas un ne nie, pas un ne peut essayer de contester le fait essentiel. Tous et chacun, Lafont, Bony, Clavié, Pagnont, et Delehaye, et Engel, et Villaplana, et les autres, tous ils ont accepté de s'associer activement à l'entreprise d'oppression de l'envahisseur. Tous, comme des chiens bien nourris, ont pourchassé les héros de la Résistance. Tous se sont employés de leur mieux à contrecarrer l'effort militaire des Alliés, qui seul pouvait nous libérer. Leur cas est tragiquement clair. Le verdict s'impose. A quoi bon tant discuter, quand il serait si simple d'en terminer d'un geste ?

Et pourtant, non. Il n'est pas seulement équitable, il est salutaire que toutes les formes juridiques entourent la mise à nu de ces hontes. Peut-être, ici ou là, dans tel ou tel coin de province, aux premières heures de l'indépendance reconquise, la légitime colère du peuple a-t-elle procédé à des exécutions sommaires. On ne plaindra pas les coupables qui furent abattus sur-le-champ.

Mais il importe, pour l'avenir, à la dignité du pays, que le châtiment des traîtres n'apparaisse pas comme un aveugle mouvement de vengeance et qu'avant de condamner les pires malfaiteurs, on leur ait accordé le droit de se défendre.

Le sadisme allemand

C'est en entrant dans le détail de chaque cas qu'on peut manifester dans toute leur horreur les procédés d'un ennemi qui prenait un plaisir sadique à tourner contre les Français tout ce qu'il pouvait y avoir d'abject en France. Il ne leur suffisait pas de nous torturer. Ils voulaient que la brûlure nous vînt des âcretés, des saletés de notre propre sang. Ils cherchaient avidement en nous toute trace d'impureté, pour nous ronger d'une espèce de septicémie. S'ils employaient, avec délices, à nous détruire, des résidus de notre race, c'était moins par commodité que dans le dessein de nous avilir.

Le minutieux exposé des faits du commissaire du gouvernement Reboul, l'interrogatoire méthodique, impitoyable mais loyal, que mène sans défaillir le président Ledoux ont le grand mérite de mettre les points sur les *i*.

Grâce à leur double et patient labeur, l'opinion française peut connaître aujourd'hui que la trahison ne fut pas le fait de l'erreur ou de l'aveuglement, mais d'une indicible bassesse.

(Suite page 2, col. 6, 7 et 8)

DE GRAVES ÉCLATENT A

La grève générale

Athènes, 4 décembre. — 15 tués de quatre échauffourées qui se sont pro ce soir le Quartier Général de l'E. A. M tance). Les manifestants se sont rasse communiste, où le secrétaire général d lides, a fait une déclaration : « Papa a-t-il notamment déclaré. Le peuple g sans regarder aux sacrifices. »

A la suite d'un ordre de grève générale, tous les services publics, sauf celui de l'eau, ont cessé de fonctionner. Tous les magasins sont fermés et il n'y a pas de journaux. Les troupes britanniques montent la garde devant les édifices publics.

Hier soir, la capitale était plongée dans les ténèbres par suite de la grève des usines électriques. Trois agents de police ont été tués au cours des fusillades d'hier matin, mais il semble que les balles qui les ont atteints aient été tirées par la police et non par les manifestants.

Les troupes britanniques interviennent

Les troupes britanniques ont désarmé, la nuit dernière, les quelque huit cents hommes appartenant à l'organisation Elas, qui tentaient de pénétrer dans Athènes et Le Pirée.

Selon les ordres du général Scobie, toutes les formations armées qui seront rencontrées après mercredi minuit dans une zone englobant Athènes et Le Pirée seront considérées comme troupes ennemies par les Britanniques.

Le commandant en chef des forces alliées en Grèce a enjoint d'autre part aux Elas d'évacuer immédiatement les locaux de la police.

(Suite page 2, col. 8)

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURÈS — RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

DIRECTEUR : MARCEL CACHIN, sénateur de la Seine

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien, PARIS-X° TELEPHONE : PROVENCE 15-21 Inter : PRO 93-60

Tirage du numéro précédent : 317.988 exemplaires

MARDI 5 DÉCEMBRE 1944

41° année — Numéro 95 (Nouvelle série) LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Visage et mains lacérés langue arrachée par les brutes nazies

A peine sorti de l'enfance — 19 ans ! — Henri Hannat, Canadien français, avait rejoint le maquis nivernais. Le 2 mai 1944, il est pris par les Boches.

Interrogé, il ne veut pas parler et est affreusement torturé.

Mains et visage lacérés, crâne en bouillie, langue arrachée, ainsi fut retrouvé à Arbeuf (Nièvre) le corps du jeune patriote.

Ni oubli, ni pardon pour les assassins !

C'est vengeance que crie, de sa bouche mutilée parce qu'elle refusa de trahir, l'adolescent du maquis, victime des brutes nazies.

LE PARTI SOCIALISTE ET LE PARTI COMMUNISTE décident la création d'un comité d'entente

Les délégués du Parti communiste et du Parti socialiste se sont réunis le 4 décembre au siège du Parti communiste, sous la présidence de Vincent-Auriol.

Etaient présents :

Pour le Parti socialiste : Vincent-Auriol, Renée Blum, André Le Trocquer, Daniel Mayer, Jules Moch et Robert Verdier.

Pour le Parti communiste : Jacques Duclos, Etienne Fajon, Raymond Guyot, Léon Mauvais et Arthur Ramette.

Les délégués ont été unanimes :

1° Pour établir entre les deux partis un climat de compréhension, de cordialité et d'amicale collaboration ;

2° Pour créer un Comité permanent d'Entente dans le but d'étudier en commun les problèmes d'actualité et les conditions d'une collaboration confiante en ces matières, ainsi que les modalités de la réalisation de l'unité politique de la France laborieuse. Toutes les difficultés pouvant surgir entre les organisations des deux partis seront soumises à l'examen de ce Comité. Sa création, en resserrant les liens entre les travailleurs, doit avoir pour conséquence le renforcement de l'unité de la Résistance, indispensable pour la victoire et la reconstruction du pays ;

3° Pour proposer au Comité directeur du Parti socialiste et au Comité central du Parti communiste de désigner dans le moindre délai leur délégation respective à ce Comité d'Entente, qui pourrait se composer de dix membres pour chaque parti.

STALINE ET DE GAULLE ont poursuivi hier leurs entretiens

Les représentants de la France ovationnés au Grand-Théâtre de Moscou

« Je suis ici pour resserrer l'amitié entre les peuples de France et d'U. R. S. S., faits pour s'entendre et pour travailler ensemble à assurer une paix durable », *déclare le Chef du Gouvernement Provisoire.*

NOUS nous garderons de formuler des prédictions sur les résultats des conversations qui vont se dérouler cette semaine à Moscou. Nous pouvons seulement affirmer que leur importance dépasse de loin, pour nous, Français, les récents entretiens antérieurs entre chefs d'Etat.

Nous persistons à espérer qu'au terme de la visite une entente complète entre les deux grandes démocraties du continent européen aura pu être réalisée, au plus grand profit de la France. Et nous savons de reste que l'alliance franco-soviétique que nous attendons ne saurait en rien empêcher les bonnes relations nécessaires avec les deux autres grands alliés de notre pays, comme Maurice Thorez le disait jeudi dernier au Vélodrome d'Hiver.

Un solide traité entre la France et l'Union soviétique est la plus sûre garantie de la paix de l'Europe. Il n'est plus nécessaire d'insister sur cette vérité, aujourd'hui reconnue par tous nos compatriotes. Toutes les préventions contre l'U.R.S.S. sont maintenant tombées, et nous ne sommes plus désormais aux jours sombres de Munich, de l'avant-guerre ou de la drôle de guerre.

L'anticommunisme ne saurait plus être un article d'exportation. C'est déjà trop que, dans l'esprit de certains politiciens attardés, il sévisse encore chez nous, et parfois avec virulence.

Ce qui nous semble essentiel dans une alliance ferme, loyalement observée, avec l'Union soviétique, c'est le fait qu'elle laisse à la France toute sa liberté, toute son indépendance financière, économique et politique. L'U.R.S.S. doit beaucoup à la France, mère des révolutions dont les dirigeants soviétiques parlent toujours avec une sympathie profonde. Ils furent et ils demeurent reconnaissants à nos littérateurs, à nos philosophes du Siècle des Lumières d'avoir ouvert les voies de l'avenir humain. Et bien que les révolutionnaires soviétiques aient eu beaucoup de justes griefs contre la France moderne des trusts, notre pays bénéficie encore là-bas d'anciens préjugés favorables.

Mais ce qui nous importe par-dessus tout, c'est que, dans les rapports franco-soviétiques, nous n'avons à redouter ni de près ni de loin ce qui ressemblerait à un vasselage. On ne nous demande ni une union douanière, ni une solidarité financière, ni un alignement de notre monnaie sur une autre monnaie nationale plus forte que la nôtre. Toutes propositions que nous trouvions il y a quelques jours dans un article du « Times » où s'esquissait un plan de bloc occidental plein de dangers pour la France. Ce bloc occidental, qui enchaînerait notre pays pour longtemps, aurait des conséquences lointaines pour nos libertés nationales. Sans compter que, en soi (on commence à s'en rendre compte dans les milieux français), il est très périlleux pour l'avenir de constituer deux ou trois grands blocs de puissances unies dont les intérêts rivaux pourraient devenir des motifs d'agression et de guerre.

Non ! Pas de bloc occidental !

Ce que veut la France dans le moment présent, c'est d'abord et avant tout une solution du problème allemand. Or, à Moscou, il semble que l'on songe à agir avec énergie et avec un esprit réaliste pour enlever tous moyens de recommencer la guerre à l'Allemagne impérialiste, sous sa forme hitlérienne comme sous son aspect prussien. Briser à jamais le fascisme, le racisme, l'esprit de conquête et de domination éternel des hobereaux d'outre-Rhin et des capitaines d'industrie, dégriser le peuple allemand envoûté, voilà le but à atteindre. Reconsidérer les idées sur les frontières allemandes de l'est et de l'ouest, c'est avant tout affaire soviétique et affaire française.

Les deux pays sont plus intéressés qu'aucun autre à en finir avec une menace séculaire. Ils en ont les moyens sans recourir à des procédures qui mettraient en péril leur réciproque indépendance.

Marcel CACHIN

Voici, transmis par bélinogramme, le premier document sur l'arrivée du général de Gaulle et de M. Bidault à Moscou où ils sont reçus par Molotov (Photo *Keystone*.)

Moscou, 4 décembre. — Le premier entretien que le général de Gaulle a eu samedi soir au Kremlin avec le maréchal Staline a duré trois heures, de 20 heures à 23 heures.

Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, et Bogomolov, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, assistaient à cette entrevue, ainsi que M. Garreau, représentant diplomatique français à Moscou.

D'autre part, les conversations que Molotov a eues avec M. Bidault, ministre français des Affaires étrangères, se sont déroulées en présence de Bogomolov.

La journée de dimanche

Le général de Gaulle a assisté, dimanche matin, à la messe en l'église Saint-Louis des Français, M. Georges Bidault, le général Juin et les autres membres de la mission française accompagnaient le président du gouvernement, ainsi que six pilotes de l'escadrille « Normandie-Niemen ».

Le général de Gaulle s'est ensuite rendu au déjeuner offert en son honneur par le maréchal Staline. Y assistaient avec M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, M. Garreau, ministre plénipotentiaire à Moscou, le général Juin, chef d'état-major général.

(SUITE EN 2° PAGE, 3° COLONNE)

Résultats tangibles

INTERVIEWÉ sur le champ d'aviation de Bron au sujet de l'industrie aéronautique française, notre camarade Charles Tillon, ministre de l'Air, a annoncé un nouvel essor de la production :

« Actuellement, a-t-il dit, nous employons 50.000 ouvriers sur les 100.000 que comptait précédemment l'industrie aéronautique. Ce nombre augmente tous les jours. Nous travaillons dans une excellente atmosphère et l'entente est complète entre ingénieurs, techniciens et ouvriers. »

Reconstruction, par conséquent, et reconstruction rapide.

Tous les communistes de France seront fiers du bilan que l'un des leurs peut établir, au poste chargé de responsabilités où il se trouve placé. Dans la situation qui est faite à notre pays, l'accroissement de la production dans tous les domaines est une condition de notre redressement. Le relèvement économique est, avec le déploiement de l'effort de guerre, l'un des tout premiers chapitres du relèvement national.

Charles TILLON

Les communistes ne sont pas de ceux qui estiment qu'il ne pourra y avoir de reprise profonde que lorsque nous recevrons tout le nécessaire de l'étranger : admirable prétexte pour ne rien faire ! Le ministre de l'Air a loué l'aide des Alliés pour l'armement de nos troupes, mais il a parlé en même temps de rouvrir les établissements fermés, d'employer le matériel inutilisé, de nous mettre au travail en nous servant de toutes nos ressources.

TRAVAILLER ET SE BATTRE, *disait Maurice Thorez jeudi dernier au Vélodrome d'Hiver.*

Précisément, Charles Tillon n'oublie pas non plus la seconde consigne de salut. « Il faut que l'armée française soit grande et forte », a-t-il souligné. Et il a ajouté : « Il faut surtout qu'elle soit étroitement liée avec le peuple dont elle est issue et qu'elle sente sa sympathie. »

Le parrainage des unités de l'armée par les organisations sociales est un des moyens les plus efficaces d'exprimer cette sympathie.

Quand cinq usines de la Région parisienne — Compteurs de Montrouge, Thévenin, Patin, Gnome et Rhône, Panhard — collectent près de 50.000 francs pour acheter des vêtements chauds à nos soldats, notamment à des compagnies du n° régiment d'infanterie de l'Air, elles font d'excellente besogne.

L'Humanité a déjà cité bien d'autres exemples. Il faut ajouter celui des Forces Unies de la Jeunesse patriotique entourant de sollicitude le n° régiment de Paris.

Dans tout le pays, l'Union des Femmes françaises a créé les groupes dénommés Les Amies du Front, qui, à Saint-Denis, à Limoges, à Bordeaux, à Lyon, ont déjà produit un très bel effort. La campagne des colis de Noël bat son plein.

Animé des mêmes intentions patriotiques, Charles Tillon, dans son discours aux délégations ouvrières de l'industrie aéronautique lyonnaise, a invité les travailleurs à se rapprocher des équipages et à organiser, avec et pour les soldats de l'Air, des œuvres qui permettront de sceller cette union du peuple et de l'armée si nécessaire à la France nouvelle. A chaque usine, une escadrille filleule !

En même temps, la jeunesse doit s'adonner à l'aviation. Le ministre entend développer au maximum les sports aériens ; il a fait construire quinze cents planeurs qui seront prêts en avril, et un très grand nombre de petits avions destinés aux jeunes sportifs.

Saisissant programme, complet en tous ses points, qui ne peut que commander le respect de tous les bons Français.

Et déjà, résultats très substantiels.

Modèle pour tout notre Parti, pour tous ceux à qui la renaissance de la France est chère.

Puisse le pays avoir beaucoup d'ingénieurs de la reconstruction comme celui-là !

Georges COGNIOT.

A LA COUR DE JUSTICE

Les tueurs de la Gestapo française ont oublié leurs crimes !

(Lire le compte rendu en 2° page)

CLAVIE à l'audience

"Faire de Paris le foyer ardent de la Renaissance française"

a déclaré **André MARTY** à la Conférence de Paris-Ville du Parti Communiste

(LIRE LE COMPTE RENDU EN 2° PAGE)

Ribeauvillé et Sélestat *sont libérées*

QUATRE NOUVEAUX CENTRES HONGROIS TOMBENT AUX MAINS DE L'ARMÉE ROUGE

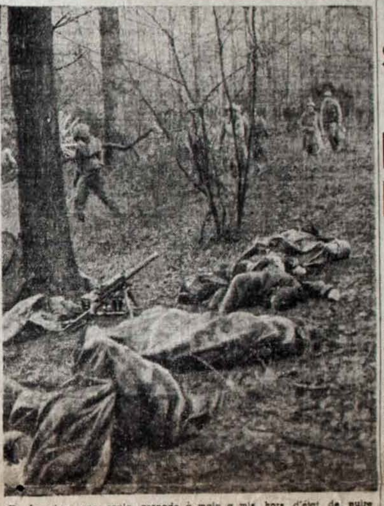
Les Français poursuivent avec rapidité la libération de l'Alsace. Hier Berlin annonçait la perte de Sélestat, opération à mettre à l'actif des blindés de Leclerc qui viennent de Strasbourg et dont les éléments avancés seraient à quelques kilomètres de Colmar.

De son côté la première armée approche elle aussi de Colmar cependant que ses éléments qui combattent dans les Vosges ont progressé dans la vallée de la Thur vers Saint-Amarin et libéré de nombreux villages.

Quant aux Américains, ils ont enlevé hier Ribeauvillé, ne voulant pas être absents au rendez-vous de Colmar, à 13 kilomètres de là. Débordant Haguenau ils avancent sans grande résistance vers Wissembourg et l'Allemagne.

Des Alsaciens F.F.I. participent aux opérations, guident les Alliés et opèrent des nettoyages particulièrement efficaces.

(Voir la suite de nos informations en 2° page, 4° colonne.)



En Lorraine, une seule grenade à main a mis hors d'état de nuire quatre mitrailleurs allemands (Photo *Keystone*.)

GINETTE *comment voteras-tu ?*

— Au fond, tu sais, m'a dit Ginette, j'aime mieux commencer par les élections municipales. C'est plus important.

— *Tu crois ? Pourquoi donc ?*

— Eh bien ! la conseillère municipale de mon quartier, je suis sûre que c'est quelqu'un de bien. C'est elle qui a eu l'idée, à la fin d'août, quand on n'avait pas du tout de lait frais, de nous faire distribuer des boîtes de lait condensé du stock de réserve. Mais, pour éviter le stockage et le marché noir, pour que le lait aille vraiment aux petits, on nous livrait les boîtes tout ouvertes. Ça, c'est une idée ! Voilà une femme pour qui je n'hésiterai pas à voter.

— *Sans doute, Ginette, c'était une bonne idée. Mais depuis ? Tu te plains qu'on t'a livré du lait qui tourne tout de suite. Est-ce la faute de ta conseillère ?*

— Pas du tout ! C'est que le lait voyageait trop et qu'on avait supprimé des centres de distribution. Il fallait aller chercher le lait trop loin de chez soi. Mais cela dépendait de la répartition centrale.

— *Tu vois donc que l'arrondissement ne peut pas se suffire à lui-même ! Le problème du lait intéresse tout Paris, toute la région parisienne. Et cela pose une grande question politique.*

— Comment cela ?

— *Tu sais qu'en ce moment Paris est administré par les comités de Libération. Or, il y a une vieille loi, qui date du temps où l'on voulait étouffer les derniers restes de la Commune et qui ordonne que les maires de Paris seront des fonctionnaires nommés par le gouvernement et non des élus du peuple, comme dans toutes les autres communes de France. Si on revenait à cette loi, ton amie la conseillère, même si elle était élue, serait à peu près remplacée par un fonctionnaire gouvernemental et ne pourrait pas grand-chose.*

— Tu as raison; il faut que Paris élise ses maires et qu'on puisse contrôler ce qu'ils font. Je me rappelle les vilaines histoires du conseil municipal avant 1939 ! Mais, justement, les conseillers, on les voit à l'œuvre et ça m'intéresse plus que de choisir un député.

— *Tu as tort, Ginette. Car si les députés font de mauvaises lois, comme celle dont nous venons de parler, les conseillers municipaux les mieux intentionnés seront impuissants.*

— C'est vrai ! Et on dit dans les journaux qu'il faut s'en prendre aux trusts. J'ai vu dans l'Huma que le « trust blanc » nous prive de lait. Mais qu'est-ce que ça veut dire au juste ?

— *Je t'expliquerai cela une autre fois, Ginette. Mais n'oublie pas que si les questions municipales sont importantes — et il y en a bien d'autres que celle du lait — aucune d'entre elles ne peut être résolue à fond sans un bon pouvoir central.*

— En voilà du travail en perspective ! Mais, vois-tu, tout cela commence à m'intéresser...

Jacqueline MARCHAND.

DEVANT LA ROCHELLE

Sans souliers, presque sans armes nos soldats veillent

CE matin-là, il pleuvait. Ça faisait le cinquième jour de suite qu'il pleuvait, et les souliers de mon guide laissaient échapper à chaque pas une longue giclée d'eau. J'étais sur le front de l'Atlantique, et j'aurais vu La Rochelle si le temps avait été beau.

J'arrive au P. C. du bataillon ; je ne fais que passer, mais j'ai pu faire un crochet pour interviewer le capitaine.

C'est un officier ancien F.T.P. Il a deux ans de maquis. Il connaît le Boche. Il l'a harcelé, traqué, il a détruit des camions, dispersé des colonnes. D'une voix passionnée, il attaque tout de suite :

« Quand donc nous donnera-t-on des armes et des munitions ? Quand donc chaussera-t-on tous nos hommes ? Quand les vêtira-t-on chaudement ? Partout, les bureaux nous font des promesses ; ces armes, ces munitions existent. Les camions existent pour les transporter. Alors pourquoi donner aux combattants de l'Atlantique l'impression qu'on les oublie ? »

— *N'avez-vous rien reçu ?*

— Si, tout de même. Depuis quelques semaines il y a une légère amélioration. Mais nos canons sont toujours ceux que nous avons pris à l'ennemi. Nos munitions sont celles que nous fabriquons ou modifions nous-mêmes dans une petite usine que nous avons mise en marche.

— *Est-ce que vos hommes ne se découragent pas, à la longue ?*

— Nullement ; ils protègent l'intérieur contre les Boches. Ils sont fiers de cette tâche d'honneur qu'ils se sont donnée et ne l'abandonneraient pas pour un empire.

Bernard LHENRY.

(SUITE EN 2° PAGE, 3° COLONNE)

Assemblée consultative

Réunion des délégués communistes à l'Assemblée consultative, aujourd'hui à 14 h. 30, salle 61.

A ATHÈNES les réactionnaires *font tirer sur la foule*

15 tués, 148 blessés

Grève générale de protestation

(Lire nos informations en 2° page)

Pujazon enlève le cross du Bois de Boulogne

A PUTEAUX Victoire de Robic

(Lire les résultats en rubrique sportive.)

A gauche : à la fin du deuxième kilomètre, Pettijean mène devant Pujazon. A droite : un long escalier constituait une des difficultés de l'épreuve cyclo-cross de Puteaux

Du pont Saint-Michel UNE "JEEP" EST PROJETEE DANS LA SEINE

Sur les cinq occupants coulés à pic, deux seulement ont pu être sauvés

Dans la nuit de dimanche à lundi, vers une heure, une automobile de la Croix-Rouge américaine et une « jeep » sont entrées en collision sur le pont Saint-Michel, à Paris.

Défonçant le parapet, la « jeep » est tombée sur le quai actuellement inondé. Sur ses cinq occupants coulés à pic, deux seulement purent être immédiatement retirés. Un peu plus tard, un cadavre était repêché.

Devant une foule nombreuse se pressant sur les rives, les recherches ont continué, hier, toute la journée.

Les pompiers s'affairent sur les lieux de l'accident

Toujours en crue le fleuve noie les quais envahit les caves

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, on a noté une nouvelle élévation de 20 à 30 centimètres du niveau de la Seine. En de nombreux endroits, les eaux sont au ras de la chaussée. Trois pompes fonctionnent sur le quai Pompadour. Un peu partout, de nombreuses infiltrations se produisent dans les immeubles riverains. Sur la ligne des Invalides, les trains ne circulent plus qu'entre Versailles et Javel.

Une jeune femme étranglée à Nogent

Au rez-de-chaussée du n° 63, rue des Clamarts, à Nogent, on a découvert, allongé sous des coussins et couvertures, le cadavre de Mme Thomas. La victime, morte par strangulation, porte des plaies profondes aux cuisses et aux hanches. Un de ses amis, connu sous le prénom de Francis, qui, récemment, eut avec Mme Thomas une discussion des plus violentes, est fortement soupçonné.

Double crime mystérieux au square Saint-Pierre

Hier matin, à l'heure d'ouverture, les gardiens du square Saint-Pierre, à Paris, découvraient, baignant dans une mare de sang, les corps encore tièdes de deux jeunes gens, dont on n'a pu découvrir l'identité.

Les circonstances et les mobiles du crime restent mystérieux.

Un sexagénaire est assassiné

On a trouvé assassiné dans sa chambre, à Montfermeil, M. Charles Schapo, âgé de 60 ans.

Le vol est le mobile du crime.

Des enfants ont froid pendant que leur charbon attend !

Une sage mesure désignait comme premiers bénéficiaires de charbon les J1 et J2 sans gaz et les enfants en bas âge.

Une autre mesure décidait que, pour la banlieue, les charbonniers devraient s'approvisionner les uns à la gare de Batignolles, les autres à celle de Bécon. Or, tout le charbon arriva à Batignolles. Il eût été facile et logique de le répartir. Trop logique... Seuls, les charbonniers dépendant de Batignolles furent servis et leurs clients chauffés. Les autres n'ont reçu... que les réclamations justifiées de leurs inscrits, pendant que des tonnes de charbon attendent sur les chantiers !

Marchands et clients ne peuvent comprendre une telle incohérence et veulent connaître les vrais responsables.

A LA COUR DE JUSTICE

Les tueurs de la Gestapo française ont oublié leurs crimes !

(Lire le compte rendu en 2e page)

CLAVIE à l'audience

A LA COUR DE JUSTICE

BONY, LAFONT & Cie

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

A la troisième audience de la Cour de Justice, on assiste à un net affaiblissement de la mémoire des accusés. Ils ont oublié leurs crimes.

Le début de l'audience est consacré à l'affaire de Tournus. Le commissaire de police de cette ville faisait passer à certains israélites la ligne de démarcation. Il fut arrêté, ainsi qu'une vingtaine de personnes.

Lafont prétend que les Allemands le firent intervenir parce que le commissaire avait tué et dépouillé quatre israélites hollandais.

Ensuite, on examine les filatures de patriotes. Engel reconnaît avoir arrêté une Française dans un immeuble où il exerçait une surveillance.

On arrive alors à l'affaire de « Défense de la France ». Une souricière fut tendue par Bony dans une boutique : « Le Vœu de Louis XIII », où les patriotes avaient rendez-vous. Les quinze personnes arrêtées furent conduites place des Etats-Unis. Parmi elles se trouvait Geneviève de Gaulle, nièce du général. Elle fut odieusement maltraitée et déportée à Ravensbrück.

Lafont fait retomber la responsabilité de l'affaire sur Joanovici, indicateur de police, relâché il y a une quinzaine de jours.

La lutte contre le maquis est ensuite abordée ; le président fait l'historique de la brigade nord-africaine. Tous les crimes sont énumérés : les vols, les pillages, les tueries, en Côte-d'Or, en Limousin, en Corrèze, en Périgord. Mais les accusés ne se souviennent absolument de rien, sinon qu'ils ont servi de conciliateurs entre les Boches et les populations. La salle ne cesse de murmurer de dégoût à chacune de leurs déclarations.

Trois traîtres sont condamnés à mort

A Toulouse, l'ex-intendant de police Hornus, inculpé de complicité d'assassinat avec tortures, et à Saint-Etienne Chazelle et Paret, inculpés d'intelligences avec l'ennemi, ont été condamnés à mort.

LE MAQUIS de la procédure n'abritera pas LAFON et Cie

Cette audience d'hier, qui a vu la fin des interrogatoires, a roulé uniquement — sauf pour Tate et Delval, qui ne faisaient pas partie de la bande — sur des affaires de vols et de marché noir.

Après l'interrogatoire des deux derniers accusés, Delval et Tate, l'audience semblait devoir se terminer, mais on avait compté sans la défense. Mes Floriot et Casanova, avocats de Lafon et de Clavié, n'attendaient que cette heure pour déposer des conclusions qui récusent la cour de justice pour leurs clients.

Le motif ? Ou, plutôt, les motifs ? Ils sont ingénieux. Le premier consiste à affirmer que Lafon et Clavié, ayant été condamnés à mort par contumace à Alger, doivent purger cette contumace avant de comparaître devant une autre juridiction.

Le second motif réside dans ce fait que « sujets allemands », Lafon et Clavié sont justiciables uniquement d'un tribunal militaire, c'est-à-dire d'une cour martiale.

Après le maquis héroïque, le maquis de la procédure.

Le commissaire du gouvernement, M. Reboul, fait justice de ces manœuvres. Il le fait avec une fougue indignée qui déclenche chez un public jusque-là remarquablement calme une véritable ovation.

— Le peuple français, dit M. Reboul, demande une justice non certes expéditive, mais cependant rapide. Il y a droit.

Et, faisant allusion aux menaces que les Allemands viennent de nous faire par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et à leur abominable chantage aux prisonniers, il ajoute que ce n'est pas le moment de paraître leur céder.

Une seconde ovation de la foule indique assez que ce sentiment est celui de tous les Français.

Claire GONON.

Vols, faux escroqueries...

telles étaient les occupations accessoires de la Gestapo française

(Lire le compte rendu de la Cour de Justice en 2e page, 2e colonne.)

Le substitut REBOUL

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : **JEAN JAURÈS** — RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : **VAILLANT-COUTURIER**

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien, PARIS-X^e^ — TELEPHONE : PROVENCE 15-21 — Inter : PRO 93-60

DIRECTEUR : **MARCEL CACHIN**, sénateur de la Seine

Tirage du numéro précédent : 317.988 exemplaires

41e année — Numéro 96 (Nouvelle série) — LE NUMÉRO : **2** FRANCS

MERCREDI 6 DÉCEMBRE 1944

AUX HOUILLÈRES NATIONALES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

L'expropriation s'impose des traîtres

PAR

BENOIT FRACHON

Secrétaire de la C.G.T.

NOUS avons en main le texte de l'ordonnance portant institution des Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais, ordonnance adoptée par le Conseil des ministres le 28 novembre. Il nous suggère de nombreuses réflexions.

Certes, il marque un progrès sur ce qui nous avait été présenté et sur ce qui avait été fait jusqu'à ce jour. Il diffère sensiblement de ce qui avait été réalisé avant 1939 dans l'aviation en ce qui concerne la direction et la gestion de l'affaire.

Il comporte cependant des lacunes fondamentales qui, nous l'espérons, pourront être corrigées, puisqu'un des articles de l'ordonnance précise « qu'une ordonnance prise dans le délai d'un an, à compter de la publication de la présente ordonnance, déterminera :

« Le statut et l'organisation définitifs des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais ;

« Les indemnités qui seront allouées aux propriétaires, concessionnaires, amodiataires ou exploitants à raison de leur dépossession. »

Jusque-là, les Houillères nationales seront « chargées de gérer... l'ensemble des exploitations houillères du Nord et du Pas-de-Calais ».

Le caractère de gérance est précisé à l'article 6, qui dit que dans le comité consultatif entreront deux représentants des sociétés antérieurement exploitantes, « désignés par le ministre chargé des mines, sur proposition des sociétés dont les biens sont *gérés* par les Houillères nationales ».

Pourquoi pas de confiscation ?

Exprimons notre étonnement qu'une mesure de confiscation semblable à celle opérée pour les usines Renault n'ait pas été prise pour les mines. S'il est un secteur de l'économie où cette mesure s'imposait, c'est bien celui-ci. Quelques chiffres, que nous donnerons, défendront plus éloquemment cette thèse que tous les arguments — et ils sont nombreux — que nous pourrions jeter dans le débat.

Quelques mots sur l'histoire de ces compagnies minières.

Elles sont dix-huit. La plupart d'entre elles furent constituées vers le milieu du siècle dernier avec des capitaux modestes. Elles ont bien grandi depuis lors.

Pour sept d'entre elles, le capital initial s'élevait au total à 21.900.000 francs. Il est aujourd'hui de 1.695 millions. Leurs sœurs ont prospéré de la même façon.

Comment s'est opéré cet accroissement prodigieux du capital ? Demandons-le plutôt aux comptes rendus établis pour les assemblées générales.

Mines d'Aniche, capital en 1939 : 171.500.000 francs, porté à 257.250.000 en 1940, par création de 171.500 actions de 500 francs, distribuées *gratuitement* aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes (assemblée du 21 mai 1940).

Vicoigne-Nœux et Drocourt : le capital passe de 180 millions à 240 millions en 1940, par la même opération de distribution d'actions *gratuites*, à raison d'une nouvelle pour trois anciennes (assemblée du 9 mai 1940).

Ostricourt : de 36 millions à 72 millions, distribution d'actions gratuites (assemblée du 15 juin 1939).

Mines de Dourges : de 85.500.000 francs à 114 millions, distribution gratuite (assemblée du 18 avril 1940).

Nous pourrions allonger la sauce, comme on dit.

Tandis que les actionnaires se distribuaient ainsi gracieusement les bénéfices camouflés en réserves, ils n'oubliaient pas les dividendes.

Cinq de ces sociétés : Bruay, Béthune, Ostricourt, Marles, Aniche, distribuaient en 1938 96.764.000 francs de dividendes. Les mêmes compagnies en 1942, en pleine occupation ennemie, distribuaient 135 millions 450.000 francs. Soit 38.686.000 francs, ou 40 0/0, de plus. Comme on le voit dans ces milieux, on ne dédaignait pas les profits de la collaboration.

Bien, diront les incrédules, les hommes du Comité des Houillères n'ont pas été les seuls à travailler pour l'ennemi. Ils n'ont sans doute pu faire autrement. Voire !

Voici les chiffres de production que nous avons pu nous procurer pour quinze sociétés :

En 1938, on travaillait pour la France : l'extraction fut de 27.779.143 tonnes. En 1942, on travaillait pour l'ennemi : l'extraction fut de 28.172.246 tonnes.

Il faut noter qu'en 1942 les conditions matérielles pour l'extraction étaient beaucoup moins bonnes qu'en 1938. Les ouvriers mineurs faisaient ce qu'ils pouvaient pour diminuer le rendement et saboter, et cependant l'extraction dépassa celle de 1938 !

Les traîtres seront-ils indemnisés ?

Répondons encore à ceux qui ne peuvent admettre la trahison des compagnies houillères et qui diront que les mesures prises contre les mineurs pour leur imposer des heures supplémentaires et les pousser au rendement étaient prises par les Boches. Ou plutôt, laissons parler les rapports des conseils d'administration eux-mêmes :

Celui de Bruay dit entre autres : « *Des dégâts matériels ont été causés à divers bâtiments, mais les réparations nécessaires*, rapidement exécutées, *ont réduit au minimum les interruptions de service.* » Bien entendu, on se félicite de la rapidité des réparations.

Celui de Béthune, où siège M. Guillaume dès Rotours, dit, parlant des raisons qui ont permis une production élevée :

« *Le nombre total des journées de travail de l'exercice 1942 a notablement augmenté par rapport à 1941, un nombre important de dimanches et jours fériés ayant été consacrés au travail à partir du 1er avril 1942.* »

Vous vous souvenez, chers amis de la lutte clandestine, que les mineurs combattirent contre ce travail du dimanche. Certains d'entre eux sont morts pour la patrie dans ce combat. Le conseil d'administration des Mines de Béthune, lui, se réjouit du travail du dimanche !

Le conseil d'administration d'Anzin, où siège René Duchemin, des Produits chimiques, récemment libéré, explique que les moyens employés « *pour améliorer les méthodes de travail et pour organiser les chantiers d'une façon rationnelle ont pallié, dans une certaine mesure, la baisse de la production qu'auraient entraînée les causes contre lesquelles l'action du personnel dirigeant de la Compagnie était difficile* ».

Le rapport de Drocourt, où siège M. Bernard Simonis de Dudzeele, déclare : « *Dans ces conditions difficiles, nous nous sommes efforcés, avant tout, d'assurer la vie de notre Compagnie en maintenant très sensiblement le chiffre de son extraction.* »

Et tout le reste est à l'avenant.

Dans ces compagnies siègent, à côté de Duchemin, les de Wendel, de Peyerimhof, les de Boisgelin, les marquis de Mac Mahon, les duc d'Audiffret-Pasquier et autres Mabille de Poncheville.

Lire la suite en 2e page, 3e colonne

Mineurs du Pas-de-Calais au travail

A LYON une provocation des agents de l'ennemi échoue

Dans tout le pays, l'activité de la cinquième colonne se manifeste : attentats à la mitrailllette, bombes, sabotages sont signalés partout.

A Lyon, les agents de l'ennemi ont tenté, à la faveur du jugement qui a condamné à mort l'ex-préfet Angeli, de soulever l'opinion publique; en effet, Angeli livra de nombreux patriotes, mais rendit quelques services à des amis; ce sont ces quelques cas que la cinquième colonne a cherché à exploiter.

En particulier, à la Faculté de Droit, des affichettes et des tracts ont appelé les étudiants à manifester place Bellecour en faveur du traître, à l'endroit même où furent exécutés les héros de la Résistance Dru et Chirat et près des locaux de la *Voix du Peuple*, organe régional du Parti communiste.

Mais cette provocation ne pouvait trouver aucun écho dans la courageuse population lyonnaise. Au contraire, par milliers et par milliers, les patriotes ont défilé place Bellecour aux cris de : « Angeli au poteau ! »

Ainsi, la manœuvre des factieux s'est retournée contre ses auteurs.

PAS DE SUCRE ?

Bloqués par le Ravitaillement général à Eppeville (Somme), plus de 18.000 quintaux de sucre attendent les ordres d'expédition du Comité central de Répartition des sucres à Paris.

Or, le magasin de la Compagnie Nouvelle des Sucreries Réunies d'Eppeville, où ce précieux aliment est entreposé s'ouvrit de graves dommages au cours du bombardement du 28 août dernier.

Ainsi, du seuil d'un hiver sans lui, plus de 18.000 quintaux de sucre, denrée essentiellement calorique, sont en train de se perdre. Et cela quand, invoquant le manque de charbon, on nous annonce des campagnes sucrières sérieusement réduites...

A juste titre, le syndicat de l'Alimentation de Ham-Eppeville s'émeut d'un tel scandale et demande que toutes mesures soient prises pour que soit sauvé et réparti ce qui reste du précieux stock.

La 5e colonne ? Un bâton de maréchal !

A MOSCOU, LES EXPERTS DES DEUX PAYS DÉLIBÈRENT

Le chef du Gouvernement Provisoire a pris contact avec l'élite intellectuelle de l'U.R.S.S.

Moscou, 5 décembre. — Le général *de Gaulle* a donné hier à l'ambassade de France à Moscou un déjeuner en l'honneur des écrivains soviétiques amis de la France. On remarquait parmi les invités le vice-commissaire aux Affaires étrangères, *Salomon Lozovski*, qui passa de longues années en France, *Ilya Ehrenbourg*, le célèbre auteur du roman « Chute de Paris », le lieutenant-général *Ignatiev*, ancien attaché militaire russe à Paris pendant la première guerre mondiale, *M. Alexandre Bogomolov*, ambassadeur soviétique à Paris, l'écrivain *Victor Pinck*, qui écrivit récemment un roman intitulé « Pauvre France », les journalistes *Volynski* et *Savitch*, *Boulgakine*, *Parigounov*, ancien correspondant de *Tass* à Paris, actuellement directeur de cette agence à Moscou, *Rousine*, directeur du bureau d'information soviétique, le grand musicien *Serge Prokofiev*, le peintre *Pierre Kontchalovski*.

Parmi les convives français, on notait la présence de *M. Georges Bidault*, ministre des Affaires étrangères, du général *Juin*, de *MM. Gaston Palewski*, *Roger Garreau*, *Jean-Richard Bloch* et *Jouve*, directeur du service politique de l'agence *France-Presse*.

Au cours du déjeuner, le lieutenant-général *Ignatiev* fit don au général *de Gaulle* d'un exemplaire de son livre « Vingt ans dans le rang ».

Réception chez Molotov

Le soir, Molotov, vice-président du Conseil des commissaires du peuple et commissaire aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S., a donné une réception au général de Gaulle.

Le président du gouvernement provisoire français était accompagné de MM. Bidault, Dejean, Gavreau, ainsi que du général Petit, chef de la mission militaire française.

Des officiers de l'escadrille « Normandie » étaient également présents.

(SUITE EN 1re PAGE, 3e COLONNE)

LES représentants des quatre grandes puissances ont reconnu qu'après la guerre il appartiendra à l'Union soviétique, dans le cadre de l'entente des nations unies, d'assurer la paix à l'est de l'Europe. Nos alliés de l'Est n'abuseront pas de ce mandat. Ils ont, dans le passé, donné assez de preuves de leur respect des droits d'autrui et de leur volonté de paix. On n'a pas oublié qu'ils furent les partisans les plus déterminés de la politique de Sécurité Collective. On n'a pas oublié qu'ils avaient, à la Société des Nations, défendu d'abord une motion de désarmement général qui fut repoussée, puis une proposition de limitation des armements qui ne reçut pas, hélas ! un meilleur accueil. On se souvient aussi qu'après ces échecs, le gouvernement de l'U.R.S.S. offrit à toutes les nations de l'univers de signer avec elle des traités de non-agression, aux termes desquels chaque Etat s'engageait à ne jamais attaquer la nation signataire.

A la fin de cette guerre, l'Union soviétique ne méconnaîtra pas ces précédents de sa politique extérieure. Mais comme ses dirigeants ne sont pas des pêcheurs de lune, comme ils ont les deux pieds solidement posés au sol et qu'ils analysent les conséquences de leurs actes, ils imposeront à l'Allemagne hitlérienne des conditions sévères.

Avec l'héroïsme que l'on admire partout, l'U.R.S.S. a mené cette guerre dans le but de se défendre d'abord, puis de clore les hostilités par une paix durable et, s'il ne dépendait que d'elle, éternelle. Elle a toujours eu besoin de la paix pour construire son ordre nouveau. Aujourd'hui, elle en a plus besoin que jamais pour relever ses ruines et développer son Etat socialiste, qui pourra continuer à servir de modèle aux autres nations du monde. Ses conceptions pacifiques sont hors de la discussion. Mais elle entend donner à la paix de demain des bases solides.

Elle veut briser de manière définitive la volonté de guerre de l'impérialisme prussien. Elle ne reculera devant aucun moyen pratique, réaliste, sans dépasser les règles de la véritable justice et celles de l'humanité.

L'humanité veut commander de réduire définitivement à l'impuissance la caste des junkers en leur enlevant leurs propriétés de Prusse-Orientale. La justice commande d'anéantir l'esprit fasciste jusque dans son essence en lui enlevant ses moyens matériels, industriels, mécaniques, son industrie lourde et ses usines de mort. Non pas qu'on se laisse aller à obéir à un désir de représailles, de vengeance ou de talion ! Mais parce qu'il faut en finir avec l'esprit de guerre et de domination germanique ! Il sera nécessaire d'employer dans ce dessein tous les moyens nécessaires. On désarmera l'Allemagne hitlérienne. Aux incendiaires d'hier, on ne redonnera pas des prenaades ou des bombes, mais des pelles et des scies et tout ce qu'il faut pour qu'ils remettent en état la terre qu'ils ont écorchée et ravagée, les maisons, les usines et les ports qu'ils ont fait sauter à la mine. Les destructeurs devront reconstruire. Et tous les moyens de la « grosse Allemagne » seront réduits à l'est et à l'ouest ! Elle ne sera pas « au-dessus de tout ». Nombre d'hitlériens fanatiques nous crient quand ils fuient : « Nous reviendrons ! » L'Union soviétique, et les démocrates, et les résistants français sont bien résolus à leur ôter le goût de revenir piller, voler, brûler, assassiner, torturer des millions d'êtres humains pacifiques.

Nul ne peut dire ce que sera l'Allemagne intérieure à la fin du conflit. Nul ne peut prévoir à quel degré de démoralisation, de misère et de chaos sera descendu son peuple enivré, massacré par les obus, déçu et furieux de sa défaite, accablé dans son orgueil sans bornes. Il est sûr que les nations victorieuses auront la tâche écrasante de le dégriser, de lui imposer une cure nécessaire, de lui faire prendre conscience des réalités européennes, de le convaincre qu'il n'est pas le peuple supérieur, il faudra que ces Aryens purs apprennent qu'il n'y a pas de peuple élu de la Providence, appelé par elle à commander au reste du monde.

Les grandes nations démocratiques alliées se trouvent devant cette tâche gigantesque. Et les nécessités de la géographie, comme celles de la paix, leur imposeront de claires impératifs.

Impossible de tolérer au centre de l'Europe un foyer d'incendie comme le fut l'Allemagne impérialiste ! Nécessité de prendre toutes les précautions pratiques, même les plus rigoureuses, pour l'empêcher de remettre le feu à l'Europe et au monde tous les vingt-cinq ans.

C'est là le problème ardu que discutent à cette heure, à Moscou, les diplomates de l'U.R.S.S. et ceux de la France. Nous attendons avec confiance le résultat de leurs travaux !

Marcel CACHIN

Violents combats dans Athènes et au Pirée

PAPAANDRÉOU DÉMISSIONNE devant les protestations unanimes des patriotes

(VOIR NOS INFORMATIONS EN DEUXIEME PAGE)

Quand la Seine quitte son lit

Ci-dessus, une vue de Courbevoie, prise hier par un de nos photographes

A l'Assemblée Consultative

En réponse aux menaces impudentes des tortionnaires hitlériens

ANDRÉ MARTY *RÉCLAME* une justice implacable contre la 5e colonne

Laurent CASANOVA, du Front National, souligne la nécessité d'armer et d'aider nos troupes

L'Assemblée consultative a réservé, hier après-midi, une nouvelle séance à l'examen du collectif de crédits.

Notre camarade Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste, a assisté aux débats, aux côtés de Marcel Cachin.

Intervenant sur le budget des travaux publics, *Marx Dupuy*, de la C. G. T., demande pourquoi on ne reconstitue pas la sous-direction des chemins de fer de l'Alsace et de la Lorraine à Strasbourg.

Il demande en outre au ministre quels sont les fonctionnaires des chemins de fer qui vont être visés par l'ordonnance sur la mise à la retraite par anticipation et, en particulier, si M. Le Besnerais ne sera pas appelé à bénéficier de cette mesure.

M. Mayer, ministre des Travaux publics, indique que, même si la sous-direction de Strasbourg n'est pas rétablie, les agents bénéficieront du statut de 1939.

D'autre part, il répond que l'ordonnance de mise à la retraite s'applique à tous les fonctionnaires qui ne peuvent être maintenus à leur poste.

Pour les fonctionnaires

Au budget des finances, après *Neumeyer* qui attire l'attention sur l'insuffisance de la rémunération de certaines catégories de petits fonctionnaires, notre camarade *Etienne Fajon* intervient.

Il désire connaître les intentions du gouvernement à l'égard des fonctionnaires. Dans leur immense majorité, ils ont, pendant l'occupation, accompli tout leur devoir. Le moment est de le faire dans l'œuvre de reconstruction du pays.

Mais un traitement décent leur est nécessaire.

Quant aux auxiliaires, leur sort est encore plus lamentable. Au nom de la délégation communiste, *Fajon* demande :

1° Que le gouvernement accepte sans délai une définition du traitement vital qui corresponde au cours actuel de la vie, qu'il applique cette définition aux traitements les plus bas et opère, sur cette base, la revalorisation des traitements aux divers échelons ;

(SUITE EN 2e PAGE, 3e COLONNE)

Vols, faux escroqueries... *telles étaient les occupations accessoires de la Gestapo française*

(Lire le compte rendu de la Cour de Justice en 3e page, 2e colonne.)

Le substitut REGOUL

Les avant-gardes de Tolboukhine arrivent au lac Balaton

LES ALLIÉS A 7 KILOMÈTRES DE SARREGUEMINES

AU PIED DES APENNINS RAVENNE EST LIBÉRÉE

Au cours d'une ascension difficile dans la forêt de Hürtgen, en Allemagne, Benny Barrow, de Saint-Louis (Missouri) donne un coup de main à un camarade (*Photo Keystone*)

Grâce aux "Amies du Front" *des soldats ne craindront pas l'hiver*

Deux camions chargés de couvertures, de vêtements chauds et de vivres sont partis, hier, l'un vers Lorient, l'autre vers l'armée Delattre de Tassigny, en Alsace.

Accompagné d'une délégation des « Amies du Front », ce camion porte aux combattants de Lorient l'aide matérielle et morale des femmes de Paris et de la banlieue.

Avec la Hongrie, la Wehrmacht est en train de perdre un des derniers glacis qui protégeait le territoire allemand. Certaines des plaines, pétrole, charbon et minerai des montagnes ont définitivement échappé aux pillards nazis. Quant aux divisions levées par les hitlériens de Budapest, elles s'effritent. Celles qui n'ont pas passé du côté des libérateurs soviétiques combattent de plus en plus faiblement, à part quelques unités d'élite fanatisées.

La course vers le lac Balaton, menée à la vitesse de quelque 25 kilomètres par jour, se poursuit. Les Allemands, après la surprise et la percée de Tolbouchine en face de Baja, tentent de se ressaisir. Ils font venir en hâte des renforts d'Italie et cherchent à s'accrocher sur les nombreuses rivières, souvent largement débordées. En vain. Berlin même avoue la présence de patrouilles soviétiques sur les rives du lac dont l'évacuation commence.

L'activité de l'armée Tolbouchine, en liaison avec les forces de Tito en Slavonie, s'étend vers le sud et on signale une pression très forte au confluent de la Drave et du Danube : la libération définitive de Mitrovica, déjà plusieurs fois changée de mains plusieurs fois depuis quelque temps, et qui se trouve à quelque 70 kilomètres à l'est de Belgrade est le signe d'une nouvelle offensive en direction de l'ouest pour fermer le cercle autour de l'armée allemande de Yougoslavie. Ceci en corrélation évidente avec la pointe sur le Balaton à quelque 200 kilomètres au nord-ouest.

(SUITE EN 2e PAGE, 4e COLONNE)

MERCREDI 6 DECEMBRE 1944
Saint-Nicolas
5e ANNEE N° 262
Le N° 2 frs

"DERNIERE HEURE" DE PARIS

Libération SOIR

★★★

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS FONDE EN 1940 PAR LE MOUVEMENT **LIBÉRATION** EN FRANCE OCCUPEE

Directeur général Gaston BOYER

Directeur politique Jean TEXCIER

5, r. Fg-Poissonnière PARIS (9e)
Adr. Télégraph. : LIBESOIR-PARIS
Téléphones :
Réd. : PRO. 71-65 (5 lignes groupées)
Adm. : PRO. 94-83
95-28 — 59-50
ABONNEMENTS
(Paris et province)
3 mois.... 140 fr.
6 mois.... 260 fr.
1 an...... 500 fr.
Abonnés servis le soir même dans la région parisienne.
C. C. P. 4.169-01

ATTAQUE-SURPRISE des Américains sur Puttelange

Dans la Sarre, la 3e armée américaine a attaqué, avançant de plus de quatre kilomètres sur quinze kilomètres de largeur. Des hauteurs dominant d'un côté Sarrebruck et de l'autre Forbach ont été occupées. Les Américains sont à moins de dix kilomètres de Sarrebruck, qui est activement bombardé par l'artillerie.

Dans Sarrelouis occupé, l'avance continue au delà du pont de la Sarre, vers l'est.

Les Américains ont attaqué par surprise et dépassé Puttelange à douze kilomètres de Sarreguemines. Ils ont fait de nombreux prisonniers.

Les blindés du général Patton ont avancé de cinq kilomètres au nord-est de Sarre-Union.

En Hollande, au sud d'Arnhem, les Allemands ont fait sauter les digues du Lek inondant la région.

Dans le secteur de Venloo, les Anglais ont occupe Bierich et sont maîtres de toute la rive gauche de la Meuse.

Entre Aix-la-Chapelle et Cologne, la partie de Juliers, située sur la rive ouest de la Roer, a été entièrement nettoyée d'Allemands. Les Alliés tiennent maintenant la Roer sur un front de vingt kilomètres. La bifurcation des voies ferrées Eschweiler-Juliers a été atteinte. L'arc de cercle se resserre sur Duren.

En Alsace, les troupes américaines et françaises venant du nord, du sud et de l'ouest convergent vers Colmar.

La distance qui sépare l'armée Leclerc de celle du général Delattre de Tassigny, et qui était hier de moins de quinze kilomètres, décroit d'heure en heure.

L'Allemagne a reçu en novembre 100.000 tonnes de bombes

LONDRES, 5 décembre. — Les bombardiers de la R.A.F. ont lancé sur l'Allemagne, au cours du mois de novembre, 53.000 tonnes de bombes, contre 50.000 tonnes le mois précédent.

La plus forte attaque aérienne a eu lieu le 16 novembre. Cette attaque a provoqué la disparition presque complète des villes de Düren, Juliers et Heinbourg.

En ajoutant à ces chiffres les bombes lâchées sur le Reich par l'aviation américaine, on atteint un total de cent mille tonnes.

Quatre mille avions alliés pilonnent l'Allemagne

LONDRES, 5 décembre. — Plus de mille bombardiers de la R.A.F., escortés de chasseurs, ont fait un raid sur Karlsruhe et Heilbronn. L'embranchement d'Oberhaufen, dans la Ruhr, a également été attaqué.

De leur côté, plus de mille deux cents bombardiers lourds américains escortés de mille chasseurs ont attaqué Cassel, Mayence, Geissen, Bebra et d'autres centres.

Des serrures forcées, un avion qui tourne, un camion mystérieux et le lendemain c'est...

l'attentat DE MANOSQUE

Ce qui reste de la Coopérative de Manosque, devenue cantonnement, après l'explosion

(De notre envoyé spécial Georges RUL)

MANOSQUE, décembre 1944.

Le Midi fait à nouveau parler de lui. A peine les trente victimes de l'attentat de Pertuis sont-elles enterrées que, à Manosque, un nouvel attentat ajoute quatre morts à la liste tragique.

Manosque, patrie chère à Giono, nonchalamment adossée à une de ces collines si typiques des Maures et de l'Esterel, est à son tour secouée par une explosion.

A l'extrémité du boulevard Saint-Lazare, la coopérative oléicole avait été transformée en cantonnement où logeait un effectif d'environ deux cents hommes.

La coopérative reprenant son activité, les soldats avaient été dirigés sur une autre localité : l'explosion se produisit au moment où quatre jeunes gens préparaient le déménagement du matériel. Tous les quatre furent tués. Seule, la gérante de l'établissement, sérieusement blessée, échappa à la mort.

Après de minutieuses enquêtes, la version de l'attentat est seule retenue. Des rapports assez troublants parviennent sans arrêt aux policiers qui « sont sur l'affaire ».

C'est presque rocambolesque. En effet, des serrures furent forcées à plusieurs reprises, un avion passa et lança la veille du drame une fusée éclairante ; un camion mystérieux rôda la nuit autour de la coopérative.

La force de l'explosion fut telle que des blocs pesant plus d'une tonne furent projetés à 150 mètres de là. Des débris s'abattirent sur toute la ville et même parmi les oliviers du Mont d'Or qui domine la partie Est de Manosque. Aux alentours de la coopérative tous les toits des villas ont été littéralement soufflés

SUITE PAGE 2

"Libération-Soir" en Afrique du Nord

PARIS-TUNIS à 500 à l'heure en quatre jours !

Retour du pâturage sur la route de Toggourt.

Avec deux sœurs qui s'en allaient au pays de la soif où depuis quatre ans les attendent les fils du désert.

De notre envoyé spécial René SAINT-GEOSMES

J'entends encore l'officier qui, au petit matin, visait mon ordre de mission dans un bureau glacial du centre de Paris :

— *Vous en avez de la veine ! Il est 7 heures, ce soir, à 18 heures, vous serez à Tunis.*

Il le croyait. Moi aussi, j'ai mis quatre jours pleins à franchir la Méditerranée... à bord d'un avion qui faisait du 500 à l'heure... Malgré cela, je m'entête et persiste à penser que l'avion est le moyen de locomotion le plus rapide

La vérité, c'est que nous avons été victimes d'une panne et du mistral.

La panne à Lyon, le mistral à Marseille. Un mistral qui souffle à 110 à l'heure et, à deux reprises, deux jours de suite, nous empêche de décoller.

Le vent... toujours le vent.

Lorsque, enfin, nous quittons Marignane, l'appareil saute comme une voiture sur une route cahoteuse, comme si le ciel était jonché de pierres, de fondrières invisibles.

Il y a dans la carlingue des passagères blêmes, un petit enfant bien sage qui croque des bonbons au chocolat, et deux petites sœurs.

CENSURE

d'Ajaccio, une lieutenante qui ne pouvait embarquer, faute de place, protestait :

— *Je dois rejoindre mon unité d'urgence, j'attends ici depuis huit jours, et on laisse partir quantité de personnes qui n'ont rien à faire en Afrique. Ainsi, ces deux religieuses, je vous demande un peu...* !

Ces deux religieuses !... Elles sont bien modestes, bien effacées sous leur vêtement pauvre. Pas de cornette, un simple voile brodé d'une croix et d'un cœur rouges. Autour de la taille un grossier chapelet de bois.

Ce sont les sœurs du père de Foucauld. Elles vont à Touggourt. Aux portes du désert.

Ce sont les sœurs des tribus errantes. Elles n'ont peut-être pas de mission de lieutenante, mais on les attend au désert. Pendant quatre ans, à chaque passage — deux fois tous les douze mois — les nomades se sont arrêtés devant le monastère de Touggourt. Ils ont fait un crochet par le sanctuaire de Tamanrasset. Et ils repartirent, croyant que leurs grandes amies ne reviendraient plus, les avaient abandonnés. C'était peut-être vrai après tout. Ne disait-on pas, même dans les oasis, les areg les plus reculés, que le pays des grandes amies avait été battu ? que les Allemands avaient réduit la France en esclavage ? Qu'on ne reverrait plus les petites sœurs du désert ?

Aujourd'hui, sœur Madeleine de Jésus vole vers Touggourt. Dans quinze jours elle sera parmi ses nomades retrouvés. Elle partira avec eux, avec la sœur qui l'accompagne. Elles feront partie d'une tribu pendant des semaines, des mois. Elles ne parleront peut-être pas de ces quatre années... Mais quand elles reparaîtront, toutes blanches et voilées, le soir, au bord des areg dans les oasis les plus reculées on saura que la France n'est pas battue, que la France, qu'elles font connaître aux Touareg, aimer à travers elles, continue...

Non, lieutenante, sœur Madeleine de Jésus n'avait pas de mission « officielle » urgente, mais il importait qu'elle fût des premières aux postes du désert...

Une affaire de billets

Nous avons dansé sur Bizerte, de remous en remous, le cœur au bord des lèvres. Et lorsque, dans la grisaille du jour à son déclin, l'appareil fonce vers la mer, nous regardons monter vers nous, comme un soulagement, Tunis toute blanche Tunis, enfin !

★ SUITE PAGE 2

LES ENTRETIENS DE MOSCOU

Les écrivains soviétiques *amis de la France* ont été reçus par de Gaulle

MOSCOU, 5 décembre. — Le général de Gaulle a donné, aujourd'hui, à l'ambassade de France à Moscou, un déjeuner en l'honneur des écrivains soviétiques amis de la France.

On remarquait parmi les invités le vice-commissaire aux Affaires étrangères Salomon Lozovski, qui passa de longues années en France; Ilya Ehrenbourg, dont chacun connaît l'émouvant roman « Chute de Paris » et qui, depuis la guerre, fut l'auteur d'une série d'articles de journaux et de nouvelles consacrées à la France, à ses souffrances et à ses grandeurs perdues et retrouvées.

Le maréchal Staline et le général de Gaulle doivent avoir aujourd'hui un nouvel entretien, ainsi que M. Molotov et M. Georges Bidault.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis en conseil ce matin à 9 h. 30, à l'hôtel Matignon, sous la présidence de M. Jeanneney.

La tombe du Soldat inconnu, à Tunis

Selon la B. B. C. le général Scobie exercerait le pouvoir en Grèce ?

Un officier britannique a été tué et plusieurs marins blessés

Athènes, 5 décembre. — On apprend par un communiqué naval britannique que, dimanche soir, des unités de l'Hellas et de l'E.A.M. ont attaqué, au Pirée, le Q. G. anglo-grec. Des coups de feu sont partis de la foule. Un des officiers, interprète britannique, a été tué ; trois marins ont été blessés. Les hommes de l'Hellas ont occupé les locaux de la marine britannique.

Les échauffourées se sont poursuivies durant toute la journée.

La grève générale s'est étendue aux services du gouvernement et aux banques.

Etant donné que les autorités militaires grecques sont placées sous le commandement allié la proclamation de l'état de siège indique que c'est le commandant britannique Scobie qui exerce le pouvoir.

L'Allemagne veut sauver la cinquième colonne

Mais la France ne se laisse pas intimider par ses menaces

Une dépêche venue de Berlin annonce que nos déportés sont en péril. Le porte-parole de la Wilhelmstrasse a déclaré, en effet, que les poursuites engagées en France contre les collaborateurs, tels que le général Dentz, amèneraient le Reich à prendre des mesures de représailles contre les gaullistes détenus en Allemagne si les poursuites continuaient.

L'Allemagne veut sauver la 5e colonne.

Cette note allemande, répond un commentateur autorisé de Paris, justifie par elle-même l'action de la justice française à l'égard des collaborateurs de l'ennemi. Elle est d'une grossière impudence puisqu'elle prétexte de prétendus sévices contre des citoyens allemands pour tenter de sauver les agents les plus actifs de la trahison.

Il n'est pas besoin de rappeler que les citoyens allemands qui ont été capturés en France sont traités en prisonniers de guerre conformément aux prescriptions de la convention de Genève. En ce qui concerne ceux qui seraient passibles de poursuites au titre de criminels de guerre, leur dossier sera instruit en application des décisions internationales prises dans ce domaine.

Quant aux ressortissants français, ils ne relèvent que du gouvernement français ; il n'appartient évidemment pas au gouvernement allemand d'intervenir dans l'exercice de la justice française qui est un attribut essentiel de la souveraineté nationale.

L'Allemagne peut menacer d'user de représailles, le gouvernement français est également décidé à user, le cas échéant, de toutes mesures de rétorsion qui lui paraîtraient appropriées.

Il faut souhaiter pourtant qu'une intervention énergique de la Croix-Rouge et des Alliés fasse comprendre à l'Allemagne qu'elle aurait tort de s'engager dans cette voie.

ÈVE a répondu OUI *à l'appel du vote*

NOUS allons revoir bientôt les affiches multicolores et les panneaux électoraux, les réjouissantes inscriptions à la craie révélant sur la vie privée des candidats maints détails piquants.

En attendant, les Français se font inscrire dans toutes les mairies avec un enthousiasme sans précédent. Il faut bien le dire : la présence des femmes qui, cette année, sont admises au vote, y est probablement pour quelque chose.

La date de clôture pour les inscriptions a été prolongée jusqu'au 14 décembre, à minuit ; mais déjà 95 % des futurs électeurs ont rempli les formalités nécessaires.

Naturellement les femmes sont en majorité. Dans le dix-huitième arrondissement par exemple, sur 300 inscriptions, on ne compte que 60 hommes. L'engouement des femmes est fort compréhensible : elles ont été trop longtemps tenues à l'écart de la vie publique, elles veulent se rattraper. Et puis, il y a peut-être aussi un sentiment de curiosité bien féminine. La campagne électorale, la salle de vote, et surtout l'isoloir, sont choses nouvelles et pleines d'attraits pour ces dames.

Aucune ne veut se soustraire à ces nouveaux devoirs. Les femmes du peuple, les femmes du monde, les employées, les domestiques et les religieuses même ont couru se faire inscrire. Les carmélites, qui sont cloîtrées, auront une autorisation spéciale pour sortir, le jour des élections. Pour elles, le suffrage universel représentera un genre de liberté vraiment inattendu. Les artistes aussi, bien entendu, voteront. On imagine déjà Mme Cécile Sorel glissant son bulletin dans l'urne, et se retournant avec majesté, en disant sur un ton inimitable : « L'ai-je bien introduit ? ». Nos grandes chanteuses également seront là. Imaginez la joie prétentieuse du député qui pourra se dire :

— J'ai la voix de Mme Gerri-Boué, ou celle de Mistinguett.

Sylvaine PECHERAL.

Jusqu'au 15 décembre
250 grammes
de Pâtes alimentaires
Ticket DA de décembre

Tirage du N° daté du 5 décembre 1944 :
296.252
Moyenne journalière de la semaine :
260.000

On trouve de tout dans la Seine... ...même des Jeeps

Les pompiers ont repêché, hier soir, la voiture américaine qui était tombée la veille dans la Seine, après avoir défoncé le parapet du pont Saint-Michel.

CET APRES-MIDI, A LA COUR DE JUSTICE

La Gestapo française contre les prisonniers résistants

« On oublie ». C'est une chanson de Paul Colline. C'est aussi le refrain des douze inculpés, voyageurs trop chargés de bagages. Ils ne savent plus rien. Ils n'ont rien vu, rien su, rien entendu. Sauf pour arracher des patriotes aux mains des méchants Allemands qui voulaient leur faire du mal.

Aujourd'hui, ils adopteront encore ce système de défense, pareils à des gosses pris en faute et qui crient : « C'est pas moi ».

Mais c'est le dernier jour. Demain commence, en effet, le défilé des témoins qui viendront à la barre rafraîchir leur mémoire. Quelques-unes de ces confrontations seront sans doute dramatiques. Nous saurons alors seulement si Villaplane a une chance de sauver sa tête. Quant aux autres, sauf peut-être pour Labussière, la question ne se pose pas.

Deux hommes sont encore restés silencieux : Delval et Tate. C'est d'eux qu'on parlera aujourd'hui. Après la lutte contre les mouvements de résistance civils et militaires, c'est la lutte contre le mouvement de résistance prisonniers qui occupera une partie de l'audience. Delval et Tate ne faisaient pas partie de la rue Lauriston, mais de la rue des Saussaies. Ils auront à répondre aux questions du président Ledoux sur les patriotes vendus et sur la chasse qu'ils donnèrent à ceux qui, à peine sortis des barbelés, reprirent le combat contre cet envahisseur insolent qui prétend aujourd'hui sauver ses créatures en menaçant nos héros.

André Chassaignon

Vers la constitution du nouveau Cabinet italien

On croit savoir, dans la capitale italienne, que les communistes et les socialistes ne refuseraient pas, en principe, d'appuyer un gouvernement présidé par M. Bonomi.

La Seine a baissé depuis hier de 16 centimètres

L'inondation n'aura pas lieu. Déjouant tous les calculs savants des services de la Navigation fluviale qui s'attendaient à une hausse pour aujourd'hui, la Seine, capricieuse comme une Parisienne, a baissé brusquement en une nuit de 16 centimètres. Alors qu'elle atteignait hier encore 6 m. 03, au pont d'Austerlitz, la cote de ce matin n'était plus en effet que de 5 m 87

Max RÉGNIER est un excellent "pescadou"

Absent depuis cinq ans des scènes parisiennes, Max Régnier, le prince des chansonniers, a rapporté quelques souvenirs de ce « Midi » qui l'a gardé pendant l'occupation.

Cette photo vous dévoile son violon d'Ingres : la pêche.

Très prochainement, Max Régnier fera sa rentrée en tête d'affiche dans un de nos grands music-halls parisiens.

Et peut-être, dans quelque temps, la radio...

...car on n'a pas encore oublié le Tribunal d'Impéritie, n'est-ce pas ?

X. - LES VIEUX PROVERBES

« L'argent ne fait pas le bonheur »... mais il y contribue puissamment, et vous gagnerez de l'argent en vous abonnant à « Libération-Soir ».

LA PHOTO AU SPECTACLE

Pas de « photo au travail » le dimanche, mais une photo au repos. Parmi les spectateurs des « Dimanches qui chantent » nous avons choisi le gagnant de notre prime quotidienne. S'il se reconnait, qu'il vienne le plus tôt possible dans nos bureaux où il touchera les 500 frs offerts par Libération-Soir.

Cet après-midi à l'Assemblée consultative

« La cinquième colonne » sera à l'ordre du jour

L'Assemblée Consultative poursuit cet après-midi l'examen du collectif.

Elle examine notamment le budget des Colonies et celui de la Justice.

L'étude de ce dernier budget sera certainement l'occasion d'un débat important, au cours duquel M. de Menthon, garde des Sceaux, ministre de la Justice, fixera, devant l'Assemblée, la doctrine du gouvernement en matière d'épuration. Il indiquera les mesures qu'il compte prendre, d'une part, pour prévenir l'action de la « cinquième colonne » ; d'autre part, pour réprimer, d'une manière énergique et rapide, les faits de collaboration.

Du gaz à bon marché... mais c'est en Russie

La découverte d'immenses couches de gaz naturels près de Saratov vient de permettre au gouvernement soviétique d'entreprendre la construction d'une conduite de gaz de près de 800 kilomètres, reliant Saratov à Moscou.

Cette conduite, qui fonctionnera courant décembre, pourra alimenter en gaz des dizaines de milliers de logements ainsi que de nombreuses usines.

CET APRES-MIDI, A LA COUR DE JUSTICE

La Gestapo française contre les prisonniers résistants

« On oublie ». C'est une chanson de Paul Colline. C'est aussi le refrain des douze inculpés, voyageurs trop chargés de bagages. Ils ne savent plus rien. Ils n'ont rien vu, rien su, rien entendu. Sauf pour arracher des patriotes aux mains des méchants Allemands qui voulaient leur faire du mal.

Aujourd'hui, ils adopteront encore ce système de défense, pareils à des gosses pris en faute et qui crient : « C'est pas moi ».

Mais c'est le dernier jour. Demain commence, en effet, le défilé des témoins qui viendront à la barre rafraîchir leur mémoire. Quelques-unes de ces confrontations seront sans doute dramatiques. Nous saurons alors seulement si Villaplane a une chance de sauver sa tête. Quant aux autres, sauf peut-être pour Labussière, la question ne se pose pas.

Deux hommes sont encore restés silencieux : Delval et Tate. C'est d'eux qu'on parlera aujourd'hui. Après la lutte contre les mouvements de résistance civils et militaires, c'est la lutte contre le mouvement de résistance prisonniers qui occupera une partie de l'audience. Delval et Tate ne faisaient pas partie de la rue Lauriston, mais de la rue des Saussaies. Ils auront à répondre aux questions du président Ledoux sur les patriotes vendus et sur la chasse qu'ils donnèrent à ceux qui, à peine sortis des barbelés, reprirent le combat contre cet envahisseur insolent qui prétend aujourd'hui sauver ses créatures en menaçant nos héros.

André Chassaignon

Troisième année. — N° 93 | Le Numéro : 2 francs | Jeudi 7 décembre 1944

...des histoires à la Grèce de chevaux de Troie.

L'AURORE

REDACTION ADMINISTRATION : 9, rue Louis-le-Grand, 9 PARIS (2e)
Téléphone : OPEra 66-00
C. Ch. post. Paris 4143-65

Directeur : PAUL BASTID

COLMAR

objectif de la 1re armée française

LA PRISE DU COL DE LA SCHLUCHT et de Sélestat ouvre deux voies d'accès

Les Russes à 60 kilomètres de l'Autriche

TANDIS qu'aucun changement important n'a eu lieu sur les fronts d'Allemagne et de Hollande où il semble qu'il y ait une pause et un regroupement des forces en présence préparatoires à de nouvelles opérations offensives, une grande activité se déploie en Alsace-Lorraine et dans les Vosges.

∴

D'une part, le passage de la Sarre s'effectue maintenant de Merzig à Sarrelouis presque occupée sur un front de 4 kilomètres et, pendant que l'encerclement de Haguenau se poursuit, on se bat à Sarreguemines.

D'autre part, la prise de Sélestat est officiellement annoncée et, conjuguée avec l'enlèvement du col de la Schlucht et du Honeck, les conséquences directes sont la marche convergente de trois colonnes venant du Nord, du Sud et de l'Ouest sur Colmar, « dont la libération, avec le nettoyage de la plaine d'Alsace et l'élargissement du front sur le Rhin, sont les objectifs de la première armée française », dit Delattre de Tassigny.

∴

Mais c'est toujours le front de l'Est qui domine en raison de la poussée irrésistible des Slaves le long du lac Balaton. Moscou annonçait, hier soir, que près des deux tiers de la Hongrie se trouvaient aux mains de l'armée rouge, et le gouvernement Szalassy a lancé un appel angoissé au peuple magyar, l'adjurant de combattre jusqu'à la mort et ne lui cachant pas que la situation est désespérée. Mais c'est surtout l'inquiétude de l'Allemagne que l'on peut voir percer sous cette adjuration. Car l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de l'Autriche est prête à se détacher et ne peut que la percer au cœur, c'est-à-dire à Vienne.

Claude NAJEAN

Des interventions

UNE note officielle, publiée à l'issue d'un conseil des ministres, nous a informés, il y a quelque temps déjà, qu'on ne répondrait plus aux interventions. Certains ministères, cependant, continuent à répondre, les uns sous forme de notes d'allure militaire et bourrue, les autres dans ce style qu'on appelle péjorativement parlementaire et que j'appelle simplement courtois. Faut-il les taxer d'indiscipline ou, au contraire, de bon sens et d'urbanité ?

La plaie des recommandations est, sans doute, aussi ancienne que notre race — à moins qu'elle ne soit aussi ancienne que l'humanité. Nous méprisons tous ce prurit malsain. Mais est-il vraiment guérissable ? L'est-il surtout, par le moyen simpliste du silence officiellement proclamé ?

De nombreux régimes se sont essayés vainement à endiguer le flot. Vichy (et ce souvenir éveille peu de sympathie) avait fulminé déjà des consignes analogues. La République de 1848, à coup sûr plus candide et plus naïve, avait formulé, elle aussi, une vertueuse interdiction. Le rapporteur à la Constituante, Billault — qui devait s'illustrer plus tard sous le Second Empire ! — proposait même de prohiber dans le règlement les démarches pour les affaires locales, aussi bien que les sollicitations individuelles. « Nous en étions arrivés à ce point, disait-il, que la plupart des membres du Parlement passaient dans les antichambres ministérielles, et même dans celles des chefs de bureau, la plus grande partie du temps qu'ils eussent dû et voulu consacrer au service du pays. » Le règlement fut plus modeste : il n'interdisait que les apostilles, recommandations ou sollicitations concernant des intérêts privés. Encore, quelques jours plus tard, l'évêque d'Orléans déclarait-il à l'Assemblée que celle-ci n'avait pas entendu empêcher ses membres d'appuyer, auprès des pouvoirs publics, des demandes de secours, et ses paroles recueillaient-elles l'adhésion générale. Il fut entendu que la mesure avait été prise contre les « quémandeurs de places ». Même ainsi restreinte, elle demeurait dépourvue de sanction.

Nous avons tous connu le mal signalé jadis par Billault. L'esprit de clientèle est trop profondément ancré dans les mœurs françaises, pour que nous puissions espérer en être jamais affranchis. Ce n'est pas une question de régime, car ce travers ou cette tare survit à tous et les domine. Ce n'est pas davantage une question de milieu, car l'esprit de recommandation sévit dans les milieux professionnels aussi bien que dans les milieux politiques ; et les militaires en sont infectés comme les civils. Quant à ses formes, elles sont innombrables et se jouent de toutes les réglementations.

Alors ! dira-t-on. Je réponds, sans hésiter, qu'il y a une grande naïveté ou une grande hypocrisie à proclamer qu'on se métamorphosera. Ceci étant, je crois qu'en répondant aux interventions les administrations publiques n'aggravent pas un mal qu'il n'est pas en leur pouvoir de supprimer. Je suis convaincu, au contraire, qu'elles contribuent, par là, à maintenir entre le gouvernement et les administrés un contact qui est nécessaire à la santé du pays. Aucun pouvoir n'a intérêt à mettre entre la foule et lui le silence des espaces infinis — qui n'effraie personne et qui irrite tout le monde. Pareille attitude serait psychologiquement dommageable, sans comporter par ailleurs d'avantages décisifs.

D'autant que, parmi les innombrables démarches dont les ministères sont saisis, toutes ne se réfèrent pas qu'à des ambitions égoïstes ; bien souvent, dans les cas en apparence les plus individuels, des questions d'intérêt général se trouvent impliquées.

En tout état de cause, la correspondance avec les administrations ne crée pas seulement un lien utile entre les gouvernants et les gouvernés ; elle est aussi, pour ces derniers, un moyen salutaire de contrôle.

Un jour de guerre

ALLEMAGNE

La Sarre est de nouveau traversée en plusieurs points près de Merzig et au sud de Sarrelouis, presque entièrement pris.

En sept jours, 5.000 projectiles d'artillerie ont été lancés sur Sarrebrück.

ALSACE-LORRAINE

Depuis le 8 novembre, 582 villes, bourgs et villages ont été libérés par la IIIe armée.

Dans la forêt d'Eifel, Roesert, après Volksberg est occupé.

L'enveloppement de Haguenau se poursuit, et l'on se bat à Mertzviller.

Sur la rive est de la Sarre, une colonne a occupé Oerningen, et deux autres ont pris Dehlingen. A 6 km. à l'ouest de Sarreguemines, Hundling et Ruhling ont été enlevés, ainsi que Woustwiller et Heckenransbach.

Les Alliés sont entrés à Sarreguemines. Autour de la ville, Hambach est dépassé; Neufgrange atteint, et Siltzheim libéré.

Sarralbe est nettoyé et le canal des Houillères atteint.

Le col de la Schlucht et le Honeck ont été enlevés de haute lutte. Les Français descendent le Fecht vers Munster, et sont à 25 km. de Colmar.

Le fort Mutzig, à l'ouest de Strasbourg, est tombé. Après trois jours de combats de rues, Sélestat a été enlevé.

ITALIE

Au sud de Faenza, la Lamone est traversée sur un large front.

FRONT DE L'EST

Malinovski est à quelques kilomètres de Kosice menacé déjà à l'est par Pétrov.

L'extrémité sud-ouest du lac Balaton est dépassée, et Nagykanisza débordé. Les troupes russes sont à 60 km. de la frontière autrichienne.

Sur la rive sud du lac, en voie de nettoyage, Balaton-Boglar vient d'être pris.

Les forces allemandes au sud de Budapest sont coupées de celles de la Hongrie méridionale.

Entre la Drave et le lac, 30 km. séparent les Russes de la voie Zagreb-Vienne.

Au sud de Szekefehazar, l'obstacle du canal de Sarviz est franchi, et la ville atteinte.

Les unités allemandes, encerclées en Serbie et dans le Sandjak, tentent de battre en retraite vers Sarajevo, par Vizegrad, et vers Broko en suivant la Drina.

Dans le Sandjak, de violents combats font rage à Bielo-Pole, où les Allemands s'efforcent de percer en direction de Majkovac. Au Monténégro, la bataille se poursuit au nord de Podgoritza.

En Albanie, les patriotes ont occupé Scutari et repoussent l'ennemi vers Tuzi et Podgoritza.

DANS LES AIRS

Raids sur les gares de Hamm et Soest, les voies entre Dusseldorf et Coblence, et près de Mannheim, Neunkirchen, Homberg et Neustadt.

500 bombardiers et 800 chasseurs ont attaqué des usines d'essence.

D'autre part, Ludwigshafen et Nuremberg ont été attaqués.

SUR MER

Un engagement naval a eu lieu au large des côtes baltes entre navires de guerre allemands et soviétiques. L'ennemi a dû cesser le combat.

Dans le nord de l'Adriatique, la marine royale et l'aviation ont attaqué l'île de Lussin avec succès.

Un coup de théâtre

LOUIS RENAULT aurait légué ses usines à son personnel

Les usines Renault vont-elles être nationalisées ?

On sait que le Conseil des ministres devait, dès vendredi dernier, s'occuper de la transmission à la nation de l'immense usine de Billancourt.

Mais un fait nouveau vient d'intervenir.

L'ouverture du testament de Louis Renault, testament vieux de dix ans, aurait, paraît-il, remis en question la procédure à suivre.

Renault léguerait, en effet, ses usines au personnel !

Toutefois, on manque encore de détails à ce sujet.

Si Renault a eu l'intention de céder son entreprise à ses directeurs, il semble que l'Etat ne doive pas exécuter pareille volonté.

Au contraire, si les ouvriers, les employés deviennent intégralement bénéficiaires du testament, qu'on leur remette les usines.

Qu'ils deviennent les propriétaires de ces ateliers dans lesquels ils peinent si durement. Pourvu, bien entendu, que le règlement de l'affaire soit fait en toute équité.

Et que ce soient bien les travailleurs qui héritent...

En page 2

Les résultats du tirage de la 34e tranche de la LOTERIE NATIONALE

Les troupes anglaises du général Scobie à l'assaut d'Athènes insurgée

ATHENES, 6 décembre. — Tandis que l'émeute gagne les environs d'Athènes — où les partisans opèrent de nouvelles concentrations — que la situation empire d'heure en heure à Salonique, la bataille fait rage dans la capitale hellénique.

Dans la ville, où la grève générale se poursuit, règne une confusion extrême.

A travers Athènes...

Les mitrailleuses et les grenades crépitent et font explosion de toutes parts. Les partisans ont placé des nids de mitrailleuses sur les toits des grands immeubles ou aux fenêtres des étages supérieurs, et tirent sur les troupes britanniques qui patrouillent dans les rues. D'autres partisans lancent des grenades du haut des arbres des jardins publics.

De part et d'autre, on signale des morts et de nombreux blessés, aussi bien grecs que britanniques.

Les chars britanniques ouvrent le feu.

Bien que les combats continuent et ne cessent d'augmenter en intensité, l'armée gréco-britannique domine la situation.

Des détachements anglais montent la garde aux points les plus importants. Tandis que les manifestants continuent de tirer contre les troupes régulières, anglaises et grecques, on voit passer de temps en temps des chars britanniques qui ouvrent contre eux le feu de leurs canons.

Ailleurs, des parachutistes britanniques ont pénétré dans le quartier général des partisans communistes, sur la Grande Place, après avoir enfoncé les portes principales à l'aide de grenades. Ils ont fait quarante prisonniers, la plupart encore armés et comprenant une ou deux jeunes filles.

L'action de l'armée britannique et de la police grecque.

Un à un, mais au prix de grandes difficultés, les insurgés, dont les déplacements purent être repérés à l'aide de fusées éclairantes lancées sur la ville, sont chassés de leurs refuges.

C'est ainsi que la « brigade de montagne grecque » a réussi à déloger les chefs du Q. G. de l'ELAS, en plein centre de la ville, que les soldats anglais ont libéré un dépôt d'armes où des gendarmes étaient sequestrés et en mauvaise posture, que le bâtiment « Yanaros », dernier point fortifié tenu par l'E A M, a été occupé après deux heures de combat.

De son côté, la police grecque manifeste une grande activité ; elle a perquisitionné, pendant toute la journée d'hier, dans les immeubles d'Athènes, à la recherche des chefs de l'insurrection et est parvenue à arrêter l'état-major de l'EAM.

L'assaut de la ville.

Il est pratiquement impossible de situer avec précision les quartiers dans lesquels ont eu lieu les plus violents engagements.

Les combats sporadiques dont la capitale était le théâtre ont d'ailleurs pris fin.

UNE BATAILLE RANGEE POUR LA POSSESSIO DE LA VILLE A COMMENCE HIER SOIR. Le général Scobie a lancé ses troupes dans l'action de façon décisive. Devant les chars et les engins blindés, les détachements de l'ELAS, stationnés jusqu'à présent dans le centre de la capitale, se replient vers les faubourgs.

La situation du gouvernement.

Après que le roi Georges et le gouvernement britannique se furent opposés formellement au départ de M. Papaandreou, qui, dans un but d'apaisement, avait offert sa démission, le cabinet s'est réuni tard dans la nuit de mardi à mercredi.

M. Papaandreou serait décidé à constituer rapidement un gouvernement de coalition.

Les principes de l'occupation alliée en Allemagne

FRONTIERE ALLEMANDE, 6 décembre. — Le poste radiophonique allié émettant en territoire allemand occupé a diffusé, ce soir, à 19 heures :

« Les forces alliées sont décidées à mener la lutte jusqu'à la capitulation et la destruction du national-socialisme. Au fur et à mesure de l'avance des troupes alliées, le peuple allemand sera soumis à un gouvernement militaire dont l'action s'inspirera des principes suivants :

1. La reconstruction économique de l'Allemagne dépendra, en premier lieu, de la façon dont le peuple allemand s'opposera à la tactique de la « terre brûlée » appliquée par les nazis;

2. Le peuple allemand devra sauvegarder les réserves alimentaires et l'outillage industriel qui pourrait être saboté par la Wehrmacht. Les produits détruits ne seront pas remplacés par le gouvernement militaire allié;

3. Dans les territoires non encore occupés, les bombardements alliés se poursuivront et s'accentueront tant que la population suivra les chefs nationaux-socialistes;

4. Le marché noir qui peut causer, en ce moment, des préjudices à la machine de guerre du Reich devra cesser dans les territoires allemands dès leur occupation par les Alliés;

5. Les forces alliées se ravitailleront par leurs propres moyens;

6. Si le peuple allemand parvient à préserver les ports de la destruction, ceux-ci pourront servir à l'importation de certaines denrées vitales et de médicaments.

ECRASONS L'INFAME

Ci-gît Voltaire. *C'est ainsi qu'un disciple du nouveau Sillon, non sans la couvrir de quelques fleurs, piétine la tombe du patriarche de Ferney dont la France officielle célèbre, avec une singulière discrétion, le 250e anniversaire.*

Cependant, M. Armand Hoog — épaulé ailleurs par un fils de Saint-Dominique qui, lui, ne prend pas de gants pour égratigner le sieur Arouet — veut bien reconnaître que le « vieux est solide » et que, tout de même, il n'est point aisé d'escamoter cet « escamoteur ».

Le fin mot de ces curieux panégyriques ? Il est, tout bonnement, dans les pages immortelles où le « dieu Voltaire » bataille juvénilement, pour Calas et le chevalier de La Barre.

Car, sous des prétextes littéraires et philosophiques, c'est toujours l'éternel procès qui se débat : celui de la soumission dogmatique contre la liberté de l'esprit.

G. J.

HITLER-PETAIN-LAVAL

De Montoire au 13 décembre

par UN TEMOIN

XIV. — Véhémente intervention de Weygand

23 novembre. — Pétain a été très impressionné par le désaveu catégorique de l'amiral Leahy. Jusque-là il se croyait sinon approuvé, du moins compris par le représentant de la grande république américaine et, avec lui, par le président Roosevelt.

Le Maréchal réalise peut-être, malgré sa sénilité, l'isolement dans lequel il va se trouver si la menace de rupture se matérialise. Il restera seul en face de l'Allemagne, avec Laval comme véritable animateur de la soumission aux nazis. Son entourage lui avait prédit qu'il en arriverait là. Il se rappelle surtout une conversation qu'il a eue avant Montoire avec l'amiral Darlan.

Darlan lui avait dit :

— *Rencontrer Hitler pour affirmer solennellement la politique de collaboration et laisser Pierre Laval discuter des modalités de cette entente équivaut à se livrer à l'homme qui cherche depuis l'Assemblée nationale à vous évincer pour exercer tout le pouvoir.*

Pétain ne s'était pas arrêté à cet avertissement. D'autant plus que ses conseillers privés, Bergery et Lucien Romier, le persuadaient que les intrigues de Pierre Laval contre lui étaient vouées à un insuccès certain pour deux raisons ; la première, que *l'impopularité du vice-président du Conseil dans le pays dresserait la France presque entière contre une politique dont il apparaîtrait comme le seul responsable* ; la seconde, que *l'Allemagne, tout en tenait à garder un contact indirect avec les Etats-Unis pour agir contre la tendance interventionniste, ne pouvait y parvenir que par l'entremise du Maréchal, dont Berlin appréciait les bons rapports avec l'amiral Leahy.*

(Lire la suite en 2e page)

Les entretiens de Moscou

VERBAL ou ECRIT accord conclu

MOSCOU, 6 décembre (d'un correspondant particulier). — Le général de Gaulle est à la veille de son départ.

Un « papier » sera-t-il signé, ou paraphé, avant que l'éminent représentant de la France quitte Moscou ?

Y aura-t-il, pour clore des entretiens si divers, une déclaration commune ?

Ou bien, comme le bruit en court, le général laissera-t-il derrière lui des experts pour poursuivre les conversations amorcées et les mener à terme ?

Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions.

On parle d'un accord franco-russe analogue à l'accord anglo-russe de 1943 — d'un accord militaire qui est, à l'heure actuelle, celui qu'exigent d'abord les événements. Car ce qui domine tout, c'est la préoccupation de la victoire commune, aussi rapide que possible, sur l'ennemi commun.

Mais il est certain que d'autres problèmes ont été élaborés, et notamment ceux qui concernent la Méditerranée, à laquelle la Russie s'intéresse comme à un de ses débouchés normaux vers l'Occident, et dans laquelle nous devons continuer à jouer un rôle considérable. D'autres questions encore ont été examinées. On peut dire que c'est un « tour d'horizon » complet qui a été fait à Moscou ces jours-ci.

Se terminera-t-il par une manifestation spectaculaire ? Par la conclusion d'un « traité » noir sur blanc ? Ou bien le général de Gaulle et le maréchal Staline, d'accord sur les grandes lignes de l'action à mener ensemble, estimeront-ils qu'il est prématuré de « codifier », en quelque sorte, les décisions prises ?

L'essentiel est qu'après cette prise de contact cordiale, l'U.R.S.S. et la France marchent « la main dans la main », qu'il n'y ait plus aucun malentendu possible entre elles, ni, à la veille de nouvelles rencontres internationales, entre elles et leurs alliés.

C'est un voyage d'amitié, mais aussi de clarification, qu'a fait le général de Gaulle.

Nouvelle conversation Staline-de Gaulle

Un nouvel entretien s'est déroulé, hier soir, entre le maréchal Staline et le général de Gaulle, en présence de MM. Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères.

(*Voir nos dépêches en page 2.*)

Y a-t-il un malaise dans la police parisienne ?

ET QUELLES EN SONT LES RAISONS ?

Est-il vrai qu'un certain malaise — pour ne pas dire un malaise certain — règne dans la police parisienne ?

Nous démentira-t-on sérieusement si nous indiquons quelques faits comme ceux-ci :

Le personnel de la police du Xe arrondissement est allé récemment rapporter ses cartes syndicales au siège du syndicat, rue Tisserand, en invitant les dirigeants de celui-ci à démissionner en bloc. Au XIe, on parlait, sinon de grève, du moins d'envoi d'une délégation au préfet. Au XVIIe, des tracts circulent, exprimant le mécontentement. Au XVIIIe, des agents ont refusé de sortir des postes.

D'où vient ce malaise, qui compromet la discipline au sein d'un des organismes les plus importants de la capitale ?

Voici les explications que nous avons pu recueillir de la bouche d'un certain nombre d'agents et de gradés :

— Après la grève, ou plutôt l'insurrection patriotique de la police, décrétée le 15 août 1944 par les groupes de la Résistance de la P. P., la nécessité indiscutable apparut de destituer la plus grande partie des cadres supérieurs, compromis pendant l'occupation. Des initiatives louables furent prises alors par les chefs responsables qui, soutenus par la quasi-unanimité des agents, assumèrent la direction du mouvement de libération et d'épuration.

« Il était tout à fait normal que l'intérim des principaux postes de la police fût exercé par ces nouveaux chefs jusqu'à ce que la légalité fût complètement rétablie. C'est ainsi que de nouveaux commissaires d'arrondissement furent désignés, qui bénéficièrent de l'appui et du respect spontanés du personnel.

Trop de promotions..

« Mais, subitement, il y a un mois environ, on vit apparaître toute une pléiade de nouveaux gradés, nommés sans contrôle ni publicité, et qui étaient favorisés d'avancements stupéfiants. Sans doute appartenaient-ils tous, ou presque, aux Comités d'épuration et pouvaient-ils se réclamer de services rendus par eux dans la Résistance. Mais étaient-ils les seuls à pouvoir s'en réclamer ? Et cela justifiait-il qu'un gardien de la paix devînt, avec une rapidité vertigineuse, officier de paix, voire commissaire divisionnaire ?

« C'est alors que s'éleva dans tous les services — Police municipale, Police judiciaire, Renseignements généraux, etc. — un tollé qui aboutit au malaise actuel.

« Sans doute, affirme-t-on, pour calmer les esprits, que les nouveaux promus ne sont que « délégués dans leurs fonctions. » Mais c'est un euphémisme qui ne trompe personne.

— Que demande donc le corps des agents de la préfecture de police ?

— Le respect de ses statuts. Le corps des gardiens de la paix est régi par l'arrêté du 14 juillet 1933. Ce statut, élaboré patiemment et avec beaucoup de sagesse par les hauts gradés de l'administration, *en collaboration étroite avec les représentants élus du personnel de tous grades*, est un modèle du genre, et tous les agents attachés au régime républicain y tiennent fermement.

« Ce statut règle les conditions d'avancement et rend impossibles tous les actes arbitraires. Rompre avec lui et recourir à des nominations comme celles que nous avons évoquées tout à l'heure, cela ne peut aboutir qu'à déchaîner des passions contre certains milieux auxquels on reproche de vouloir préparer une dictature dont ils seraient les seuls bénéficiaires.

« Pour maintenir dans le corps de la police l'homogénéité et rétablir la discipline qui est en train de s'effondrer, pour calmer les mécontentements qui menacent celle-ci et celle-là, il faut revenir à l'application d'un « code » qui a fait ses preuves et qui est accepté par tous ceux qui ont, chez nous, l'esprit républicain. »

Telles sont les déclarations qui nous ont été faites, et qui nous ont paru à la fois assez graves et assez sérieuses pour que nous les reproduisions ici.

A la barre des témoins du procès Lafon-Bony

Policiers Complices et Rescapés

1. M. Wagner ; 2. Mlle Kellner ; 3. Commissaires Clot et (4) Leutre ; 5. Georges Prade ; 6. de Wiet ; 7. Lapinet.

Lire en page 2 l'article de Francine Bonitzer

L'ECHEC DE LA CONFÉRENCE AÉRIENNE DE CHICAGO

Anglais et Américains n'étaient pas d'accord...

ET LA RUSSIE N'ETAIT PAS REPRESENTEE

La Conférence aérienne de Chicago, tour de Babel moderne puisque 55 nations y furent représentées, n'a pas connu un sort plus heureux que son ancêtre tant y a régné la confusion.

L'entreprise était louable, mais sans doute prématurée.

Au départ, déjà, la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis n'étaient pas d'accord.

La Russie a simplifié les choses en s'abstenant de paraître à Chicago. Elle a argué pour cela de la présence à la conférence de l'Espagne, du Portugal et de la Suisse, dont elle considère l'activité comme hostile à ses intérêts.

Restaient, comme protagonistes, l'Angleterre et les Etats-Unis.

La première tendait à une *organisation internationale* des transports aériens, jouissant d'une réelle autorité et exerçant un contrôle effectif.

La seconde se prononçait en faveur de la libre concurrence.

Lord Swinton, chef de la délégation anglaise, a déclaré que la non-réglementation de la concurrence internationale aboutirait inévitablement à la main mise sur l'aviation civile par les grandes puissances, ce qui constituerait une très grande menace pour la sécurité des petits Etats.

M. Berle, délégué américain, et président de la conférence, soutint le point de vue de son pays : « libre concurrence »...

Le Canada est alors intervenu pour essayer de rapprocher les deux thèses — mais sans succès.

Deux clans se sont ainsi formés : les partisans du projet de lord Swinton, d'une part, groupant la France, la Belgique, la Grèce, l'Uruguay et le Canada, et ceux de M. Berle, d'autre part, comprenant le Mexique, Cuba, le Nicaragua et la Hollande.

Sans parler de l'Espagne, qui, de son côté, faisait connaître ses projets concernant l'établissement de certains services aériens qui l'intéressent particulièrement.

Sur un autre point encore, Américains et Anglais s'opposèrent. Les premiers soutenaient que la fréquence des services aériens devait être dictée par des considérations purement commerciales. Les seconds prétendaient que les différentes nations devaient recevoir un contingent de « services » proportionnel à leur puissance.

La France, représentée par une commission qui avait à sa tête M. Max Hymans, essayait de concilier elle aussi, les deux façons de voir et, sagement, elle proposait la création d'un organisme international qui ne serait établi qu'à titre provisoire.

Finalement, après un malaxage subtil, les Anglo-Américains d'une part, les Hispano-Américains de l'autre, se mirent d'accord pour retenir, sur les six « libertés de l'air » qui étaient proposées, les cinq que voici :

1° Le droit de passage pour les avions inoffensifs ;

2° Le droit d'escale en cas d'incident technique ;

3° Le droit de prendre des passagers en provenance du pays d'où s'envole l'avion ;

4° Le droit de décharger ces passagers dans le pays de destination ;

5° Le droit de concurrence, c'est-à-dire celui de prendre des passagers à n'importe quelle escale.

Mais de nouvelles oppositions et difficultés surgirent et, en attendant le communiqué officiel, on peut assurer que la Conférence n'a pas réussi à concilier les deux thèses qui s'affrontaient : celle du libéralisme économique (américaine) et celle (britannique) de la protection réglementée.

Cependant, des négociations particulières ont abouti à la création, entre l'Argentine, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, d'une compagnie aérienne, dans laquelle l'Argentine fournira la moitié des capitaux, l'autre moitié de l'apport étant « faite » par Londres et Washington.

Enfin, comme on le sait, les Etats-Unis viennent de conclure avec l'Espagne franquiste un arrangement spécial.

Au total, à part quelques accords touchant des questions techniques, et quelques points de doctrine, la Conférence a donné de bien pauvres résultats.

M. Hymans, premier délégué français, a déclaré ces jours-ci :

« Si un accord est intervenu qui permettra une solution dans l'esprit du programme que nous avons proposé, il reste une question sur laquelle nous n'avons pu nous entendre : celle des « cinq libertés ».

Et comme c'était la question essentielle, n'est-ce pas la preuve que la Conférence de Chicago se termine par un échec ?

Si pénible qu'il soit de jouer les Cassandres, nous avons peut-être le droit de rappeler qu'ici même nous l'avions prévu.

par **JEAN CORDIER**

Le repaire de Sabiani est détruit

Une opération de police a été effectuée contre la ferme que Simon Sabiani, ancien chef du P. P. F. de la zone sud, possédait aux environs de Forcalquier, et qui servait de véritable repaire aux éléments troubles de la région.

Aucune réponse n'ayant été faite aux sommations d'usage, la ferme fut criblée de balles et, le feu y prenant, fut détruite.

Mais, contrairement à ce qui a été dit, Sabiani n'a pas été brûlé à l'intérieur.

FROID A L'ACADEMIE

Les académiciens ont froid.

Les académiciens ne tiendront pas de séance de fin d'année.

Sous la Coupole règne un froid pernicieux, et les Immortels, redoutant des pneumonies qui pourraient bien leur prouver qu'ils sont au contraire éminemment mortels à leur âge, viennent d'ajourner sine die cette fameuse séance.

Peut-être la tiendront-ils au mois de juillet, quand la canicule sera maîtresse incontestée de Paris.

Il est vrai que, depuis qu'ils ont accueilli M. André Siegfried, les académiciens n'aiment sans doute plus que le feu.

LES FRANÇAISES ET LA VIE PUBLIQUE

par **Louise WEISS**

Une page tournée

L'Aurore, qui, dès son premier numéro, demandait à Mme Camille Marbo de commenter l'accession des femmes à la vie politique, crée aujourd'hui une nouvelle rubrique et charge Mme Louise Weiss, la suffragiste bien connue, de suivre la participation que les Françaises prendront désormais à la vie publique. Ainsi ses lectrices se dirigeront-elles au mieux de leur idéal moral et de leurs intérêts sociaux ou politiques.

LE sort en est jeté. Lors de la prochaine consultation populaire, les Françaises, désormais électrices et éligibles, voteront et, de ce fait, décoleront une profonde transformation des mœurs et des lois. Quelques politiciens, quelques enquêteurs attardés déambulent encore çà et là, demandant aux femmes :

— Mesdames, voulez-vous voter ? Etes-vous contentes de vos nouveaux droits ?

Et ils notent avec joie les réponses de quelques péronnelles qui minaudent :

— Oh ! moi, je ne suis pas féministe ! La politique est l'affaire des hommes. Je préfère le cinéma.

Nous n'en sommes plus là. La décision prise par le gouvernement du général de Gaulle aligne la France, quant aux modalités de sa vie politique, avec les grands pays modernes et met la Française en face de ses responsabilités. Comme épouses, comme mères de famille, comme travailleuses, comme patriotes, les citoyennes françaises voudront et devront voter.

La page est tournée. Son but étant atteint, l'ancien féminisme est mort.

(Lire la suite en 2e page)

Y a-t-il un malaise dans la police parisienne?

ET QUELLES EN SONT LES RAISONS?

Est-il vrai qu'un certain malaise — pour ne pas dire un malaise certain — règne dans la police parisienne ?

Nous démentira-t-on sérieusement si nous indiquons quelques faits comme ceux-ci :

Le personnel de la police du Xe arrondissement est allé récemment rapporter ses cartes syndicales au siège du syndicat, rue Tisserand, en invitant les dirigeants de celui-ci à démissionner en bloc. Au XIe, on parlait, sinon de grève, du moins d'envoi d'une délégation au préfet. Au XVIIe, des tracts circulent, exprimant le mécontentement. Au XVIIIe, des agents ont refusé de sortir des postes.

A la barre des témoins du procès Lafon-Bony

Policiers Complices et Rescapés

1. M. Wagner ; 2. Mlle Kellner ; 3. Commissaires Clot et (4) Leutre; 5. Georges Prade ; 6. de Wiet ; 7. Lapinet.

Lire en page 2 l'article de Francine Bonitzer

D'où vient ce malaise, qui compromet la discipline au sein d'un des organismes les plus importants de la capitale ?

Voici les explications que nous avons pu recueillir de la bouche d'un certain nombre d'agents et de gradés :

— Après la grève, ou plutôt l'insurrection patriotique de la police, décrétée le 15 août 1944 par les groupes de la Résistance de la P. P., la nécessité indiscutable apparut de destituer la plus grande partie des cadres supérieurs, compromis pendant l'occupation. Des initiatives louables furent prises alors par les chefs responsables qui, soutenus par la quasi-unanimité des agents, assumèrent la direction du mouvement de libération et d'épuration.

» Il était tout à fait normal que l'intérim des principaux postes de la police fût exercé par ces nouveaux chefs jusqu'à ce que la légalité fût complètement rétablie. C'est ainsi que de nouveaux commissaires d'arrondissement furent désignés, qui bénéficièrent de l'appui et du respect spontanés du personnel.

Trop de promotions...

» Mais, subitement, il y a un mois environ, on vit apparaître toute une pléiade de nouveaux gradés, nommés sans contrôle ni publicité, et qui étaient favorisés d'avancements stupéfiants. Sans doute appartenaient-ils tous, ou presque, aux Comités d'épuration et pouvaient-ils se réclamer de services rendus par eux dans la Résistance. Mais étaient-ils les seuls à pouvoir s'en réclamer ? Et cela justifiait-il qu'un gardien de la paix devint, avec une rapidité vertigineuse, officier de paix, voire commissaire divisionnaire ?

» C'est alors que s'éleva dans tous les services — Police municipale, Police judiciaire, Renseignements généraux, etc. — un tollé qui aboutit au malaise actuel.

» Sans doute, affirme-t-on, pour calmer les esprits, que les nouveaux promus ne sont que « délégués dans leurs fonctions. » Mais c'est un euphémisme qui ne trompe personne.

— Que demande donc le corps des agents de la préfecture de police ?

— Le respect de ses statuts. Le corps des gardiens de la paix est régi par l'arrêté du 14 juillet 1933. Ce statut, élaboré patiemment et avec beaucoup de sagesse par les hauts gradés de l'administration, *en collaboration étroite avec les représentants élus du personnel de tous grades*, est un modèle du genre, et tous les agents attachés au régime républicain y tiennent fermement.

» Ce statut règle les conditions d'avancement et rend impossibles tous les actes arbitraires. Rompre avec lui et recourir à des nominations comme celles que nous avons évoquées tout à l'heure, cela ne peut aboutir qu'à déchaîner des passions contre certains milieux auxquels on reproche de vouloir préparer une dictature dont ils seraient les seuls bénéficiaires.

» Pour maintenir dans le corps de la police l'homogénéité et rétablir la discipline qui est en train de s'effondrer, pour calmer les mécontentements qui menacent celle-ci et celle-là, il faut revenir à l'application d'un « code » qui a fait ses preuves et qui est accepté par tous ceux qui ont, chez nous, l'esprit républicain. »

Telles sont les déclarations qui nous ont été faites, et qui nous ont paru à la fois assez graves et assez sérieuses pour que nous les reproduisions ici.

IENNE DE CHICAGO

t pas d'accord...

REPRESENTEE

déjà, la Grande-Bretagne, la Russats-Unis n'étaient pas d'accord.
a simplifié les choses en s'abstealtre à Chicago. Elle a argué pour résence à la conférence de l'Espatugal et de la Suisse, dont elle conrité comme hostile à ses intérêts.

l'Espagne franquiste un arrangement spécial.

Au total, à part quelques accords touchant des questions techniques, et quelques points de doctrine, la Conférence a donné de bien pauvres résultats.

M. Hymans, premier délégué français, a déclaré ces jours-ci :

« Si un accord est intervenu qui permettra une solution dans l'esprit du programme que nous avons proposé, il reste une question sur laquelle nous n'avons pu nous entendre : celle des « cinq libertés ».

Et comme c'était la question essentielle, n'est-ce pas la preuve que la Conférence de Chicago se termine par un échec ?

Si pénible qu'il soit de jouer les Cassandres, nous avons peut-être le droit de rappeler qu'ici même nous l'avions prévu.

LE PROCÈS LAFON-BONY

Les témoins de l'accusation

Il ne faudrait pas, après cette première audition de témoins, dont tous reconnaîtront ne pas avoir été brutalisés par les inculpés, et dont beaucoup viendront dire qu'ils ont été libérés grâce à Lafon, perdre de vue la réalité des faits.

Il est possible que le chef de bande, en dehors d'interventions en faveur des siens, dont il se vante moins, ait peut-être parfois fait preuve de mansuétude, mais à l'égard de qui?

De ceux-là mêmes qui avaient été arrêtés et livrés aux Allemands par ses soins. Et s'il en a fait relâcher certains, les autres ont payé de leur vie ou de leur liberté sa trahison.

Bony et lui, du reste, vont s'efforcer de nier leur participation chaque fois que ça a mal fini, ce qui va donner lieu aux scènes d'audience les plus classiques du témoin reconnaissant formellement un inculpé qui jure ne l'avoir jamais vu.

Honneur à la police

Au début de l'audience, les commissaires Clot et Levitre, et l'inspecteur principal Morin viendront dire par quel travail colossal ils ont pu aboutir à l'arrestation, dans cette affaire, de 83 individus. Ils en avaient interrogé 1.800. Ils sont encore à la poursuite de 75 d'entre eux.

Les libérations de Fresnes

Il ne s'agit pas là des élargissements de patriotes dont se targue Lafon, mais seulement de la libération des 22 détenus de droit commun qui devinrent ses collaborateurs.

— *Lafon*, dépose M. Couget, sous-directeur de l'administration pénitentiaire, *a visité la prison, accompagné d'Allemands, à qui il désignait ceux qu'il voulait faire libérer, nous n'avons pu faire autrement qu'obéir.*

En outre, des amis : le marquis de Wiet, qui ne fut jamais marquis; Georges Prades, administrateur des *Nouveaux Temps;* le Dr Lapinet, tous trois détenus, et Devoisin Laverinère, indiquent que, sur leur demande, Lafon obtint des Allemands certaines libérations.

Ce qui prouve son influence auprès des autorités occupantes, conclut le président Ledoux.

Affaire Kellner

M. Kellner, carossier, qui faisait partie de la résistance, fut, avec sa famille, livré, par Lafon, aux Allemands. Il a été fusillé le 21 mars 1942. Sa mère et ses deux sœurs avaient été relâchées. « *Grâce à moi* », dira Lafon. L'une de ces dernières est venue, hier, à la barre des témoins.

Ce n'est pas moi qui ai procédé à l'arrestation, affirme Lafon, face à Mlle Kellner, qui le reconnaît formellement d'abord et, devant pareille dénégation, finit par se troubler.

Cet après-midi, d'autres témoins viendront faire la lumière sur ce point.

Affaire de « Défense de la France »

Après Mlle Dussard, qui viendra nous dire que son ami Marongin (on se rappelle qui fut l'indicateur qui fit arrêter les membres du mouvement « Défense de la France », était un charmant garçon, très riche, qui lui parlait souvent du « *gentil M. Henri* » (autrement dit Lafon) à qui il faisait des piqûres, on entendra la déposition capitale de la journée : celle de M. Wagner, propriétaire de l'imprimerie de la rue Bonaparte, lieu de rendez-vous du groupement, où Bony avait installé la souricière grâce à laquelle il arrêta de nombreux résistants (une quinzaine environ) parmi lesquels Mlle Geneviève de Gaulle.

— *Cela se passait le 20 juillet 1943. Je fus arrêté à mon domicile, rue Guynemer, par Bony accompagné de cinq personnes.*

— *C'est faux*, déclare posément Bony, *je ne suis jamais allé chez vous, si j'y étais allé je le dirai.*

Mais M. Wagner est formel, il reconnaît Bony, sa voix surtout.

Enfermé cinq mois à Fresnes, il eut la chance d'être libéré, tandis que sa femme, arrêtée à Melun où elle se trouvait, a été déportée avec Mlle de Gaulle.

M. Wagner nous donnera d'intéressantes précisions sur le tribunal présidé par Lafon, place des Etats-Unis. Ces messieurs, en manches de chemise, procédaient à l'interrogatoire et décidaient s'il y avait lieu ou non d'incarcérer. Des cellules grillagées étaient aménagées au 3e et au 4e étage. On y a retrouvé à la libération des inscriptions faites par les prisonniers, un matelas taché de sang, des restes de nourriture.

M. Borgolo, arrêté pour la même affaire avec sa famille, passa également place des Etats-Unis et reconnaît que lui et les siens furent libérés à la demande expresse de Lafon.

De même, M. Bidault, inspecteur à la Police judiciaire, pris dans la filature de Bony, rue Bonaparte, fut relâché.

Il eût été vraiment préférable que Lafon, qui affirme aussi avoir tout fait pour sauver Mlle de Gaulle, intervînt dans cette affaire au moment où, d'un mot, il eût pu empêcher son secrétaire Bony d'en assurer l'exécution

Affaire de Montbard

A Montbard la bande, sous l'uniforme allemand, procéda à l'arrestation de diverses personnes accusées d'avoir aidé des maquisards, soit en les ravitaillant, soit en les hébergeant, soit en les soignant.

— *Quarante-trois personnes furent ainsi appréhendées par Lafon et ses hommes.*, dit M. Théobald, instituteur, qui fut relâché après un mois de prison.

Le Dr Plaix a été déporté, sa femme, citée, n'a pu venir hier.

La doctoresse Françoise Thierry fut interrogée par Bony et Pagnon, sous prétexte d'une perquisition à son domicile, lui volait un collier de diamants, d'une valeur de 1.200.000 fr., ce qu'il nie évidemment.

La maison de Mme Plaix fut entièrement pillée.

Le personnel de la rue Lauriston

Les deux femmes de chambre de ces messieurs apporteront peu de renseignements intéressants, sinon qu'elles ont vu quelques prisonniers dont la figure portaient des traces de coups.

Cet après-midi, on entendra des témoins sur l'affaire de la brigade nord-africaine.

à l'Assemblée

mande que les personnes chargées d'organiser le rapatriement des déportés politiques soient choisies parmi les résistants; celle de Mme Braun qui se plaint que les familles des victimes de la Gestapo n'aient plus reçu de secours depuis trois mois.

Ici, un accrochage se produit sur l'emploi des fonds qu'une par-

LA COUR DE JUSTICE A ENTENDU HIER quinze témoins dans l'affaire de la Gestapo française

Compte rendu d'audience d'Alexandre ASTRUC

Voilà. C'est commencé. Ils vont venir les uns après les autres, empruntant le tapis à bord rouge ; ils vont venir s'accouder à la petite barre en demi-cercle et, face au président, lever la main droite, jurer de parler sans haine ni contrainte, jurer de ne dire que la vérité.

Trois enquêteurs à la barre

Il y a déjà un petit homme brun, et c'est le commissaire Clot. Il explique comment s'est instruite cette affaire exceptionnelle et comment fut créée une Cour spéciale pour s'en occuper. Il situe la rue Lauriston dans l'organisme général de la Gestapo. C'est une annexe de l'avenue Foch et de la rue des Saussaies, et c'est bien Lafont le chef de cette rue Lauriston. Il précise le rôle de Bony, reconnaît que, sans lui, on ne saurait pas grand'chose et qu'il a servi la justice, mais quant à savoir si c'est par amour de la vérité ou pour sauver sa tête, ça, il ne saurait pas le dire.

Mais le commissaire Levitre, qui lui succède, dit, lui, qu'il sait, et que probablement Bony replongé dans la douce atmosphère de la maison, a senti remonter en lui sa vieille âme de policier et qu'il n'a plus eu idée que de servir la société. Il est de la boutique, n'est-ce pas ? et on fera tout pour le sauver.

Là-dessus, c'est l'Inspecteur Morin. Il explique comment depuis longtemps il surveillait Bony-Lafont et comment il les a arrêtés. Mais, il y a un point sur lequel Lafont n'est pas d'accord, c'est de savoir si, oui ou non, il s'est opposé à la libération de Mlle de Gaulle. On évoque encore cet étrange Joanovici, qui semble jouer un drôle de rôle. Il viendra comme témoin, et comme cela, il y en aura un de plus.

Le « beau monde »

Ensuite se succèdent à la barre quatre hommes élégants et distingués, qui s'expriment avec un raffinement rare. Ils arrivent en droite ligne de Fresnes ou de quelque autre lieu de résidence forcée.

Il y a d'abord M. de Wiet, qui se fait appeler marquis, et bien sûr que la place de ce M. de Wiet n'est pas ici. Il dit que son ami M. Lafont lui a rendu service toutes les fois qu'il s'est adressé à lui, et qu'il a libéré des dizaines de gens arrêtés par les Allemands. Quant à un certain reçu soi-disant compromettant, eh bien, il ne le gêne nullement. C'est uniquement de l'argent que Luchaire lui doit, et Luchaire veut le tuer s'il réclame, et Lafont essaie d'arranger les choses et lui, de Wiet, fait abandon de cet argent et signe un reçu qu'il remet à Lafont.

M. Georges Prade fait en entrant un petit salut vers la tribune des journalistes. Avec lui aussi, c'est la même chose : Lafont a fait libérer beaucoup de ses amis et il reconnaît qu'en remerciement Lafont n'a voulu accepter que des fleurs dont, paraît-il, il se montre très friand.

Même chose pour un docteur Lapinet, que Lafont a fait sortir de prison et à qui le docteur voue une reconnaissance éternelle, et idem encore pour un de Voisins, dont l'élégance sportive séduisait autrefois Corinne Luchaire au point qu'elle l'épousa ; mais maintenant ils sont divorcés, Corinne est en Suède et de Voisins en prison. Lafont a sauvé l'ancien capitaine de de Voisins, qui a l'air très ému que Lafont ait sauvé son ancien capitaine, et qui s'en va en le répétant, très fin de siècle, dans un vestion pied-de-poule et un golf de tweed à chevrons.

La sœur d'un fusillé

Une femme en deuil lui succède, et le ton change. C'est Antoinette Kellner, sœur de Kellner qui a été fusillé. Elle affirme que c'est Lafont qui a arrêté son frère. A la première confrontation elle ne l'avait pas reconnu, elle ne pouvait assimiler le policier bavard et sûr de lui qu'elle avait vu autrefois, et l'être effondré et mal rasé qu'elle avait sous les yeux. Mais elle l'a reconnu sur une photo du temps de sa splendeur, et maintenant elle en est sûre. Lafont se lève, et elle le dévisage lentement. Elle le regarde intensément et : « Oui, c'est lui », et pas un muscle du visage de Lafont ne bronche sous la terrible accusation.

Bony et la Gestapo

M. Wagner est le propriétaire du magasin de la rue Bonaparte où fut dressée une souricière. Il a été arrêté huit mois, et sa femme est en Allemagne où elle a été déportée.

— Le matin du 20 juillet 1943, on frappe chez moi. Je demande qui est là et on dit : « Ouvrez ! Police allemande ! » Derrière la porte, il y a deux agents allemands en civil et, avec eux, M. Bony. Ils me demandent si j'ai des parachutistes. Non. Je ne cache pas de parachutistes. Mais il y a la chambre d'un jeune garçon. « Pourquoi ce garçon n'est-il pas en Allemagne ? », demande Bony. Je lui dis que s'il n'y est pas, c'est parce qu'il n'a pas envie d'y aller.

« Après çà, je suis emmené à la Gestapo, où une brute en uniforme me demande ce que je sais. Je ne sais rien et je n'ai rien à savoir. Alors, il prend dans une petite armoire cachée derrière le portrait d'Hitler un nerf de bœuf qu'il brandit en disant : « Vous ne voulez rien dire ? » Je lui dis que non, et il me flanque cinq ou six coups. « Cela vous a rafraîchi la mémoire », me dit-il. Je lui réponds que je n'ai pas perdu la mémoire. Il me dit que c'est seulement un hors-d'œuvre et que je verrai l'après-midi. Mais l'après-midi, heureusement, c'est un autre qui m'interroge. Finalement je suis relâché. Mais ma femme n'a pas été relâchée : elle est à Ravensbruck avec Geneviève de Gaulle. »

Bony proteste et dit que ce n'est pas lui qui a arrêté M. Wagner, et que celui-ci ne peut le reconnaître.

— Si vous enleviez votre manteau et que vous remettiez votre beau chapeau marron, je vous reverrais tel que vous être entré chez moi, réplique le témoin.

Bony hausse les épaules et se rassied.

D'autres témoins

Et le long défilé se poursuit : il y en a quinze qui sont passés hier, et il y en a quatre-vingts encore à être entendus. Mlle Wals est venue : c'était la gouvernante de Geneviève de Gaulle. M. Borgoetz, restaurateur, est venu. Lafont lui a dit en brandissant une enveloppe : « Nous avons Mlle de Gaulle, rien n'est perdu. » Puis ce sont les deux femmes de chambre de la rue Lauriston, qui ne savent rien et qui ne connaissent que M. Pierre, le chef du personnel, et ce M. Pierre c'est Bony.

Bien d'autres encore sont venus ou viendront. Mais derrière tous ceux qui ont pu venir, il y a la cohorte encore plus longue de ceux qui ne viendront pas à cette barre, qui n'y viendront jamais, car ils sont maintenant là d'où on ne revient pas.

Le colonel d'aviation Bordave est arrêté pour trahison

Sur l'ordre de M. Charles Tillon, ministre de l'Air, le colonel Bordave, accusé de trahison, a été écroué à la prison de Fresnes.

Cet officier d'aviation qui, tout au long de sa carrière, avait trafiqué d'influence et qui eut un procès retentissant avec M. Le Trocquer, était devenu, sous l'occupation allemande, un agent de renseignement allemand.

Il était utilisé par Vichy, en raison de ses relations avec les autorités occupantes, pour faire la chasse aux membres des sociétés secrètes.

Quatre condamnations à mort

Ont été condamnés à mort :

A Lille, le gardien de la paix Joseph Lantoine, inculpé de trahison.

Au Puy, le milicien Parrat, qui, en juillet dernier, avait pris la tête d'une expédition ennemie contre le maquis.

A Toulouse, le chef milicien Jean Claire, contumax, qui a gagné l'Allemagne.

A Tunis, Tahar Zetaoui, collaborateur d'un journal de propagande allemande rédigé en arabe.

A BORD D'UN SUR L'ITALI

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Le pilote contrôle ses instruments. La vitesse a augmenté de cinq miles, l'altimètre indique une perte d'altitude de 200 pieds. Mauvais travail ! Il est trop tard pour corriger.

— Bombes larguées ! Je ferme les trappes !

Les avions de la formation virent à gauche avec souplesse et prennent le cap du retour.

— Allo, pilote. Envoyez quelqu'un à l'arrière pour transporter G... dans la cabine navigateur, dit le commandant.

— J'y vais, répond le second pilote.

— L'objectif n'est pas touché, dit le bombardier, mais nous avons fait sauter un dépôt de munitions.

Un instant après le mitrailleur est allongé sur des coussins. Le pilote se retourne, et ses yeux rencontrent le regard de G... Il est pâle, mais il réussit à sourire pour calmer l'inquiétude qu'il a su comprendre. Vingt missions exécutées ensemble à travers les mêmes risques, partageant les mêmes joies, ont abolí les grades. A ce malaise de la gorge qui se contracte, à ce cœur qui se met à battre sauvagement, ils sentent qu'ils sont frères.

L'avion est touché à nouveau

La formation continue à évoluer pour ne plus se laisser surprendre par les tirs de la Flak. Nous passons sur la région où, tout à l'heure, l'ennemi visait si bien.

— Navigateur ! Où se trouvent les batteries qui vous ont tiré ?

— A 50 km. au sud, sur la voie ferrée que nous allons traverser.

— Compris ! Où sont les batteries signalées au « briefing » ?

— A l'ouest de l'étang que vous voyez à droite.

— Compris. Merci.

La région est dangereuse, mais on le sait maintenant, et nous ne sommes plus des novices. Nos évolutions sont larges, fréquentes. Les artilleurs tireront avec difficulté. Le navigateur s'énerve à son tour. Il semble avoir perdu confiance.

— Attention, ne virez pas trop à droite, dit-il, vous allez sur les batteries du lac.

— Oui, navigateur, répond doucement le pilote en le regardant.

Les visages se détendent.

On aborde la voie ferrée. Les manœuvres évasives se font plus vives, plus serrées. Chacun s'apprête à voir les flocons noirs.

— D.C.A. à gauche en dessous, crie le mécanicien.

Des coups sourds arrivent à nos oreilles, puis le bruit sec des éclats dans les tôles. L'avion est touché à nouveau. La journée est dure.

— Vous pouvez virer plus serré, le « flight » suit très bien, dit le commandant qui a pris le poste de tir du mitrailleur arrière et veille le ciel qu'il menace de ses armes.

— Compris.

Pan ! pan ! clac !... Allons-nous sortir de cet enfer ! Jamais nous n'avons vu de tir aussi précis, chaque coup éclate au milieu de la formation. Le « flight » vire et plque au mi-

Le dossier de la Compagnie du Gaz sera soumis au ministère de la Justice

La commission d'épuration de la Compagnie du Gaz a tenu hier après-midi sa troisième audience, consacrée à l'étude du dossier de M. Langrogne, vice-président du Conseil d'administration, directeur général délégué, accusé notamment de détournements de fonds au détriment de la régie d'exploitation du gaz.

Le premier témoin entendu, la secrétaire particulière de M. Langrogne, a indiqué qu'en 1941, la Compagnie du Gaz était entrée au conseil d'administration des Hydro-Carburants de Saint-Denis; qu'à partir de cette date, la production de sous-produits a augmenté sensiblement et que 98 % de cette production, notamment le benzol, était destiné aux Allemands.

M. Caldier, ingénieur à un service financier de la compagnie, vient ensuite déclarer que les fonds de publicité spéciale figuralent au bilan dans le compte d'exploitation de la régie de la Ville de Paris. Les contribuables parisiens ont donc supporté des charges se montant à 360.000 francs pour l'exercice 1943 et à 130.000 francs pour l'exercice 1944.

A la suite de ce témoignage, le secrétaire fédéral du syndicat de l'éclairage, faisant office de ministère public, a conclu notamment à la transmission du dossier : 1° au ministère de la Justice où une instruction est actuellement ouverte contre M. Langrogne; 2° au ministère de la Production industrielle au sujet de la fourniture aux Allemands des produits de distillation.

Il a également suggéré qu'une demande de révocation envers l'administrateur-délégué soit soumise au préfet de la Seine.

De plus, le rapporteur demande que la comptabilité de la Compagnie du Gaz soit examinée par une commission spéciale de contrôle, pour vérification des fonds qui alimentaient les caisses noires de la Compagnie.

La commission d'épuration rendra son verdict dans cette affaire le mercredi 13 décembre.

EN QUELQUES LIGNES

★ **Les secrétariats des stalags I.B. et I.A.** organisent un arbre de Noël pour les enfants de leurs camarades encore en captivité. Les faire inscrire 68, rue de la Chaussée-d'Antin (9e).

★ Avant-soir, avenue de Choisy, un passant, M. Jean Rogues, 32 ans, tailleur, domicilié à Lyon, a été tué de quatre coups de revolver, tirés par deux individus en auto.

★ Un violent incendie s'est déclaré mardi soir, 7, rue Belhomme, dans une annexe des magasins Dufayel, occupée par les autorités américaines. Le feu prit rapidement une grande extension et il fallut l'intervention de cinq casernes de pompiers pour le circonscrire. Dégâts matériels importants.

★ Des cambrioleurs ont pénétré chez Mme Nelly Blondel, 3, rue Croix-de-la-Bretonnerie. Le montant du vol s'élèverait à un million.

★ Au cours d'un cambriolage, 10, rue Sibuet, des malfaiteurs ont dérobé à Mme Marie Poyen une bague d'une valeur de 600.000 francs.

Petites nouvelles

★ **L'Izquierda Republicana Espanola** (parti du président Azana) tient un congrès aujourd'hui et demain à la Mutualité.

★ **La Fédération nationale des travailleurs du bâtiment**, l'Unitec et les architectes du F.N. organisent, le 8 décembre, à 17 heures, salle Pleyel, une réunion d'information sur « La Bataille de la reconstruction ».

★ **Le premier congrès de la Résistance tchécoslovaque** en France se tiendra les 8, 9 et 10 décembre, à la maison Masaryk, 18, rue Bonaparte.

★ **L'Union des Intellectuels** organise le samedi 9 décembre, à 17 h., à la Sorbonne (amphithéâtre Richelieu), une réunion commémorative en l'honneur des intellectuels martyrs de la Résistance.

★ **Afin de donner à la Journée du Commerce** organisée le 8 décembre au profit de l'Emprunt, toute l'ampleur désirable, le Préfet de police autorise l'ouverture des établissements qui, par application des règlements en vigueur, auraient tenus de fermer ce jour-là.

★ **Pour le Noël des enfants d'Alsace et de Lorraine**, on peut adresser jouets, livres, friandises ou dons en argent à M. Ch. Brenckle, professeur au lycée Buffon, boulevard Pasteur (15e), Paris, compte 39-05-87.

★ M. Gustave Cohen, professeur en Sorbonne, commencera le jeudi 7 décembre, à 17 heures, amphithéâtre Descartes, son cours public sur le roman français au XIIe siècle, de Chrétien de Troyes à Marie de France.

COMBAT

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Nous les avons trop connus pour pouvoir en être distraits. Et nous les aimons d'un amour qui garantira notre justice et notre mémoire.

C'est la distinction sur laquelle nous nous arrêterons. Que nos amis et nos alliés s'y tiennent aussi, car, au-delà de ce principe, nous n'écouterons pas leurs protestations. Nous n'avons pas besoin de nous engager à respecter l'innocence. Ce mouvement nous est naturel. Simplement, nous tuerons ceux qu'il faut tuer, sans joie peut-être, mais avec la plus claire détermination, pour que soient préservées des vies dont la France est seule à connaître le terrible prix.

LE PROCÈS DE LA GESTAPO PARISIENNE

Le baron de Wiett et Georges Prade extraits de la prison de Fresnes déposent en faveur de Lafont

Émouvantes dépositions de victimes de Bony et de sa bande

Le baron de Wiett, Georges Prade, ont comparu hier devant la cour de justice. Non pas comme accusés, aux côtés de Lafont, où leur place pourtant paraissait tout indiquée, mais comme témoins, on n'ose dire de moralité, citée à la requête de la défense.

Détenus actuellement à Fresnes, ces deux « personnalités » ont profité de l'occasion pour prendre un peu la température de la salle et rendre à Lafont le dernier devoir, celui de l'amitié qui sait se souvenir dans le meilleur comme dans le pire.

Très posément, de Wiett s'explique avec complaisance sur les conditions dans lesquelles il fut arrêté par les Allemands en 1941. C'est même dans cette circonstance qu'il connut Lafont, lequel, un beau jour, alla jusqu'à le chercher à Fresnes, où il était détenu, pour le faire libérer sans autre formalité.

Comment oserait-on dire après cela que Lafont ne libérait pas des patriotes, puisque lui, de Wiett, est à cette barre aujourd'hui ? N'est-ce pas la meilleure preuve de l'action persévérante entreprise par le chef de la Gestapo parisienne en faveur des résistants ? On pourrait d'ailleurs citer d'autres exemples de nombreux Français qui, grâce aux interventions puissantes et généreuses de Chamberlin, ont évité ainsi les affres de la déportation.

Quand Luchaire devait 1 million et demi

Malheureusement pour le témoin, la voix sonore du commissaire du gouvernement rompt le charme de cette touchante déposition :

— *De Wiett, on a trouvé dans vos papiers un reçu de 1.500.000 francs que vous devait Jean Luchaire et que Lafont vous a remboursés. N'avez-vous pas l'impression que ce reçu vous gêne un peu ?* ...

— Pas du tout, répond gaillardement Lionel de Wiett.

La cour de justice est décidément douce, vue de Fresnes.

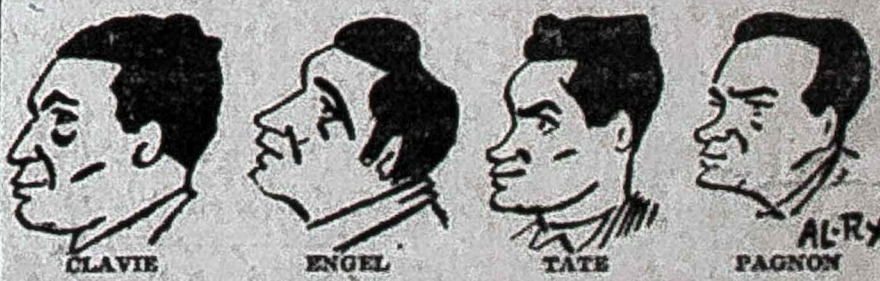
Quant à Georges Prade, ancien conseiller municipal, ancien administrateur des *Nouveaux Temps* et de *Paris-soir*, il ne renie pas ses anciennes relations. On lui demande de parler de Lafont ? Mais volontiers. Il est entré en relations avec le chef de la Gestapo parisienne non pas pour participer à quelque tractation louche, non pas pour imprimer une feuille arabe que devait éditer *Paris-soir* sur la brigade nord-africaine, mais pour un motif parfaitement avouable et honorable : Georges Prade allait trouver Lafont simplement pour obtenir l'élargissement de quelques détenus politiques.

Envoi de fleurs

Comme Lafont, comme de Wiett, Georges Prade était animé de sentiments patriotiques dont aucun de ses anciens lecteurs des *Nouveaux Temps* ne saurait certainement douter. Et c'est en connaissance de cause qu'aujourd'hui, sous la foi du serment, il affirme que Chamberlin est un homme de cœur et qu'il a bien mérité de la Résistance.

— *Pensez*, dit-il, *que pour prix de ses interventions il ne réclamait jamais rien. Si, des fleurs ce cependant, dont il était très amateur.*

On voudrait sourire. Le président Ledoux n'en laisse pas le temps, car, déjà, de nouveaux noms sont appelés. Des noms qui accusent et dont le souvenir douloureux évoque tous les ravages de la Gestapo.



Quatre des inculpés (Croquis d'audience)

« C'est bien Lafont qui arrêta mon frère »

L'acte d'accusation va maintenant s'animer de reconstitutions vivantes : le défilé des victimes, l'évocation de tous les crimes de Lafont et de sa bande : affaire Kellner, affaire de la « Défense de la France ».

A la barre, une dame en noir s'approche : Mlle Kellner, sœur d'un patriote fusillé par les Allemands.

Mlle Kellner a assisté à l'arrestation de son frère. Elle a vu un soir les policiers faire irruption dans sa maison, son frère emmené, elle-même conduite dans l'hôtel du Bois de Boulogne, où la Gestapo allemande tenait ses assises. Le long du chemin, l'un des policiers lui parla. Il se présenta comme étant venu en France depuis vingt ans, ajoutant : « C'est mon pays d'élection. » Ce policier n'était autre que Lafont.

Paul TURPAUD.

(Lire la suite page 2, en 3e et 4e col.)

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
Tél. : CENTRAL 87-60
Après 20 h. : 16, rue du Croissant (2e)
Tél. : GUT. 24-30, 48-30
QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 258
2 fr.
Jeudi 7 décembre 1944
342e j. de l'année - Dom., Imm.-Conception

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Pourquoi les femmes ne suivraient-elles pas leurs maris... même aux Colonies ?

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur de « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en Chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

Le général de Gaulle sur le front russe

Ce que de Gaulle a dit à Staline

APRES la paix intérieure de la France, deux sujets nous tiennent à cœur : le sort de l'Allemagne, l'avenir de l'Europe.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'accord était conclu d'avance : nos intérêts sont communs ; sans prétendre régler pour l'éternité des problèmes toujours mouvants, il faut que les deux peuples dont dépend au premier chef la sécurité de l'Europe s'assurent les frontières indispensables et concluent l'alliance durable qui interdira à la bête allemande de sortir de sa tanière.

Cette alliance est conforme à la politique traditionnelle de la France. Quand la Maison d'Autriche était notre rivale, le Grand Turc nous aidait à la tenir en respect ; cette politique ne se trouva compromise que du jour où une diplomatie d'occasion prétendit continuer à voir dans l'Autriche notre véritable rivale, alors que déjà la Prusse rapace étendait sur elle son ombre démesurée. Une politique plus sage eût recherché l'alliance de Vienne pour contenir Berlin, mais le déclin de l'Autriche allait se précipiter : les traités de 1919 n'en laissèrent qu'un petit peuple de six millions d'habitants ; tout le reste, dépecé ou distribué, répartie au sud de l'Allemagne cet ensemble de revendications et d'irrédentismes d'où allait jaillir la guerre.

On pouvait se demander alors quelle contrepartie trouverait la France au péril allemand toujours renaissant ; la troisième République n'a pas compris que la géographie nous dictait l'alliance russe, et que cette alliance ne cesserait de s'imposer jusqu'à l'organisation solide de la paix.

Ces erreurs, ces hésitations, ces mauvais souvenirs sont désormais effacés. Charles de Gaulle y a mis, à Moscou, le point final : la Russie de Staline, si loin du bolchevisme primitif, est désormais un grand peuple moderne et dont l'influence ira grandissant : sa population dépasse d'un tiers celle des Etats-Unis ; les Etats-Unis recèlent en matières premières les deux cinquièmes des richesses du globe actuellement connues, mais les sondages sibériens permettent de croire que les possibilités russes dépasseront demain celles de l'Amérique. Quant à ses facultés d'adaptation, quant à son don de créer, d'exploiter, de transformer, les nigauds seuls pouvaient les mettre en doute en 1939 ; il faudrait être fou à lier pour les contester aujourd'hui. Ainsi, ceux qui prétendent discuter l'alliance russe sont aussi ridicules que le sauvage qui viendrait nous demander s'il est expédient de découvrir l'Amérique. Russie ou Amérique, le fait demeure du XXe siècle ; à peine sortie d'un long passé brumeux, elle éclaire déjà la moitié de l'Europe ; la contraindre, l'isoler, la refouler vers l'Asie, comme le prétendait la propagande hitlérienne, ne serait pas seulement un péril pour le monde, mais une impossibilité mathématique ; ce dessein n'a pu prendre forme que dans un cerveau détraqué.

La Russie et ses immensités d'Europe et d'Asie, l'Angleterre et ses Dominions, la France et son Empire, les Etats-Unis d'Amérique, voilà les peuples majeurs qui assureront à la fois la sécurité et la prospérité du monde.

Et demain, nous aurons à organiser l'Afrique ; l'Afrique n'intéresse pas Staline ; elle nous intéresse, nous et les autres peuples d'Europe, dans la mesure où leur esprit de paix et de progrès leur mérite de collaborer au réveil africain.

Telle est l'œuvre de demain qui viennent.

Telle est l'œuvre que nous n'oublierons pas de poursuivre, oublié qu'un jour l'Allemagne, le Japon — je ne parle pas de l'Italie, dont la stupide aventure ne correspond pas à une politique systématique — lorsqu'ils auront compris que la guerre ne paie pas, trouvent place eux aussi dans les immenses débouchés qu'un monde encore inconnu garde ouverts à l'humanité.

Voilà ce que Charles de Gaulle a dit à Joseph Staline.

AYMÉ-GUERRIN.

Le chef du Gouvernement a quitté Moscou pour se rendre en Prusse orientale

où il inspectera les troupes, ainsi que l'escadrille française « Normandie »

Hier, le général de Gaulle a quitté Moscou dans l'après-midi pour se rendre en Prusse Orientale où il doit inspecter le front russe, ainsi que l'escadrille française *Normandie* qui participe aux opérations dans ce secteur.

Le chef du gouvernement de la République française reviendra à Moscou où, avant de prendre congé du maréchal Staline, il aura de nouveaux entretiens.

Hier, à 13 heures, avant de quitter la capitale soviétique, le général de Gaulle a eu un entretien avec M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S.

Un nouvel entretien s'est également déroulé hier entre le maréchal Staline et le général de Gaulle. MM. Molotov, vice-président des Commissaires du Peuple et Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ; Bogomolov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris ; Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères ; Garreau, ministre plénipotentiaire français en U.R.S.S., et Dejean assistaient aux conversations.

La réception en l'honneur de M. Molotov

L'ambassade de France avait lancé quatre cents invitations : aux membres du gouvernement soviétique, commissaires du peuple et vice-commissaires, aux représentants du haut-commandement de l'armée et de la marine russes, ainsi qu'à ceux du monde des arts, des sciences, de la presse et du corps diplomatique alliés, pour la réception donnée, mardi soir, à l'ambassade de France, par le général de Gaulle, en l'honneur de M. Molotov, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. et commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Visite à l'Ecole des Cadres d'Artillerie

Le général de Gaulle, accompagné des généraux Juin et Petit, a visité, hier matin, l'Ecole de formation des cadres d'artillerie de l'armée rouge.

Le général s'est particulièrement intéressé aux méthodes d'enseignement et aux différentes armes dont il a vivement félicité les instructeurs.

Il a assisté, dans la soirée, à un concert donné par l'armée rouge.

A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
LE PROBLEME des prisonniers et des déportés *a fait l'objet d'un large débat*

« Nous ne céderons pas à un chantage du Reich »

a déclaré M. Frenay, parlant des menaces allemandes de représailles

Si l'on est prodigues, la plupart douloureux, qui touchent au cœur des Français, ce sont ceux qui ont trait aux prisonniers et déportés évoqués, samedi et approfondis, hier, au cours du débat de l'Assemblée consultative provisoire. Quatre orateurs, parmi lesquels M. Guyot a brossé un saisissant tableau de l'extermination des déportés politiques par suite de l'anéantissement dans les camps du IIIe Reich.

Au sujet de l'association de la rue d'Artois, à laquelle M. Gagnaire avait fait allusion, le ministre des Prisonniers et déportés répond qu'il lui reste quelques millions, afin qu'elle puisse sans vaines formalités secourir prisonniers et déportés évadés.

Pour ce qui est des détenus soviétiques et tous ressortissants alliés sur le sol français, pourvu-t-on, le relèvent du domaine du ministère des Prisonniers, dont les services sont en cours d'organisation.

Le problème du rapatriement est grave. Cent mille lits seulement sont disponibles, alors que 250.000 seraient nécessaires, souligne M. Frenay. Il s'élève ensuite contre l'assertion selon laquelle le ministère a divisé les Français prisonniers ou déportés en Allemagne.

Les associations privées ont la plus grande liberté dans l'organisation de l'accueil réservé aux rapatriés, précise le ministre. Il affirme, d'autre part, que si tous les prisonniers proposés à ces services n'ont pas été retenus, c'est par question de valeur professionnelle.

Il annonce encore que la mission militaire de liaison administrative à Moscou sera la mission qui doit se rendre en Allemagne et inclut, dans ses cadres, un spécialiste du travail de personnel des chantiers de jeunesse dans le ministère, qu'on les abandonne.

Au sujet des représailles soulevées par les orateurs inscrits, M. Frenay déclare avec fermeté qu'il n'entend pas céder à un chantage du Reich et à ses menaces.

— C'est du gouvernement tout entier que viendra une déclaration, a-t-il dit, celle qui lui paraîtra la plus favorable aux prisonniers et déportés. Et, dans ce cas, il appartiendra au gouvernement, français de prendre ses responsabilités.

Si le département des prisonniers n'était pas représenté au retour de 940 prisonniers revenus en Suisse récemment, tient à souligner le ministre, c'est faute d'en avoir été avisé à temps.

Le rapatriement des prisonniers dépend des autorités alliées. Une enquête interne est en cours et des libérables en zone occidentale, rien de définitif n'a été arrêté pour les zones d'occupation soviétique, par contre.

D'une façon générale, remarque M. Frenay, l'heure paraît à l'optimisme. Le major allié ne semble malheureusement pas outillé pour préparer le retour de 14 millions de personnes.

Vote des crédits

Répondant à M. Mercier, le ministre spécifie que le comité des œuvres sociales des organisations de la résistance a reçu en tout 60 millions depuis septembre, somme qui lui a été versée par la Santé publique.

Il souligne aussi qu'il existe une loi donnant le bénéfice de la sécurité sociale aux familles des déportés politiques dans les mêmes conditions qu'aux familles de prisonniers militaires.

L'ensemble des crédits du ministère des Prisonniers et Déportés est finalement adopté.

Après une suspension de séance et des observations posées par MM. Capitan, ministre de l'Education nationale, fait savoir qu'il entreprend de remplacer déformés par des instituteurs, notamment l'extension de la scolarité, il annonce que le directeur de l'enseignement du 1er degré sera remplacé à brève échéance et que l'assainissement du personnel ne saurait tarder. M. Capitan défend M. Baudevant, animateur du scoutisme contre certaines attaques.

Dans une brève intervention, M. Robert Prigent demande à M. Pierre Bourdan, qui préside encore aux destinées de nos théâtres lyriques...

Répondant à M. Mercier, le ministre promet de faire le nécessaire pour hâter l'ouverture de la Galerie Lyrique et de la reprise industrielle.

Au début de la séance, l'assemblée a validé les nominations de MM. Kaouza, Lebon, Pimienta, Tuber, Urban et Aboulker.

Séance suivant hui à 15 heures.

Henri ERICHSON.

A LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Un exposé de M. Pierre Cot sur l'U.R.S.S.

M. Pierre Cot, au cours de son audition, hier, par la Commission des affaires étrangères, à l'Assemblée consultative, a poursuivi l'exposé commencé mercredi dernier sur l'U.R.S.S.

Il a notamment apporté des renseignements suggestifs sur le développement considérable atteint par l'Union soviétique pendant les années qui ont précédé la guerre, puis durant la guerre économique qu'au point de vue intellectuel.

« L'orientation de la politique soviétique, a dit M. Pierre Cot, commandera donc dans une large mesure l'évolution du monde. »

Il a exposé ensuite les bases sur lesquelles était fondée la politique de paix du gouvernement soviétique : 1. Entente des grandes puissances sur lesquelles pèse actuellement le principal effort de guerre. 2. Règlement du problème allemand, assurant la destruction de l'Etat hitlérien et de l'esprit hitlérienne. 3. Organisation internationale de sécurité étendue au monde entier ; 4. Organisation démocratique de l'Europe. l'U.R.S.S. n'entendant pas se mêler à la politique intérieure des autres pays.

Après cette analyse de la politique extérieure soviétique, M. Pierre Cot a examiné la politique intérieure des relations franco-soviétiques.

Le jugement de l'opinion soviétique sur notre pays a-t-il été, peut se résumer de la façon suivante : un grand amour du peuple français qui a connu, tout plus que toute autre, au cours de son histoire, à la cause de la liberté, mais, en revanche, une grande méfiance à l'égard de la grande bourgeoisie française qui a participé à toutes les coalitions antisoviétiques.

L'U.R.S.S., a ajouté M. Pierre Cot, n'a pu oublier ni la politique d'intervention en faveur des généraux blancs en 1919, ni la politique de Munich et des accords Bonnet-Ribbentrop. Le développement de l'amitié franco-soviétique dépend de notre orientation politique et notamment de notre attitude à nous libérer des influences économiques qui paralysaient, avant la guerre, le jeu de nos institutions démocratiques.

« L'Union Soviétique, a poursuivi l'orateur, estime qu'une France forte et démocratique est, bien au contraire, un élément précieux pour le nouvel ordre international.

« De son côté, la France a beaucoup à attendre de l'amitié franco-soviétique qui, seule, peut lui procurer la sécurité dont elle a besoin. Cette amitié n'est pas incompatible avec celle qui nous unit à d'autres peuples d'Europe et d'Amérique, bien au contraire. Mais elle doit être la clef de voûte de notre politique extérieure, parce que, dans le domaine de sécurité prime les autres, et parce que de nos relations avec l'U.R.S.S. dépend le maintien de notre politique d'influence traditionnelle en Europe centrale et balkanique.

« Le développement de l'amitié franco-soviétique, a conclu M. Cot, suppose une politique hardie, faisant apparaître la France comme l'amie de toutes les forces de libération populaire dans le monde et comme l'adversaire de toutes les formes de fascisme et d'oppression.

« La France doit choisir entre cette politique et celle qui la rangerait dans le camp des puissances conservatrices et déjà déclinantes. La politique extérieure d'un pays n'est jamais que le reflet de sa politique générale et de ses tendances profondes. Le peuple français doit se ranger sans hésitation du côté de ceux qui regardent vers l'avenir, plutôt que vers le passé. »

Un ample échange de vues a eu lieu à la suite de cet exposé de M. Pierre Cot, auprès de la Commission des Affaires étrangères a décidé d'imprimer et de distribuer.

La crise italienne

M. Bonomi achève de constituer son gouvernement

On mande de Rome que M. Bonomi achève de constituer son gouvernement qui comprend des représentants de quatre des six partis politiques italiens : le parti communiste a accepté d'entrer dans le nouveau gouvernement, mais le parti socialiste s'est jusqu'ici abstenu. On pense que les leaders du parti communiste et chrétien, MM. Togliati et Gasperi, seront vice-présidents du nouveau cabinet.

M. Visconti Venosta, qui n'appartient à aucun parti, occuperait le poste de ministre des Affaires étrangères.

Reverrons-nous les taxis ?

1.500 véhicules pourraient être mis à la disposition des malades et du corps médical

Le préfet de la Seine a reçu, hier matin, une délégation du Syndicat des chauffeurs de taxi, venue l'entretenir d'une proposition faite au ministre de la Santé publique, consistant à mettre à la disposition des malades, des blessés, des sages-femmes et médecins, environ 1.500 taxis.

Ces véhicules stationneraient en permanence, de jour et de nuit, près des commissariats de Paris ou de banlieue.

La Conférence de Chicago a pris fin

Le Comité exécutif de la conférence internationale de l'aviation civile a décidé que le siège provisoire de l'organisme dont elle a décidé la création, serait au Canada.

Quant au siège définitif, aucun accord n'a encore pu être réalisé à ce sujet.

La conférence a approuvé, à l'unanimité, le statut constitutif de l'administration internationale intérimaire de l'air et a procédé à l'élection des membres du conseil.

Les Etats-Unis ont obtenu 51 voix, la Grande-Bretagne 51 et la France 50, ce qui lui donne le rang de troisième grande puissance mondiale.

L'Amérique du Nord occupe deux sièges, l'Amérique du Sud sept, l'Europe continentale cinq, l'Empire britannique trois, l'Asie un.

La séance de clôture a eu lieu hier soir. L'accord sera signé ce matin à 11 heures.

La Seine en baisse

La Seine continue de décroître. La cote au pont d'Austerlitz, qui était mardi de 3 m. 40, est hier matin de 3 m. 25.

Le fleuve est resté étal durant 24 heures d'hier. On prévoit cependant que la baisse s'accentuera ces prochains jours.

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGUE

Le col de la Schlucht et le Hohneck

franchis par l'armée française

L'INSURRECTION GRONDE EN ALLEMAGNE

En Rhénanie et dans plusieurs villes de l'Ouest, la Volkssturm et les SS seraient entrés en conflit

La situation semble devenir critique en Allemagne. Les bourreaux de crâne de Goebbels, la dictature policière de Himmler, ne suffisent plus à maintenir l'ordre dans le Reich. Des défilements de la Volkssturm seraient entrés en conflit avec les troupes de S.S. Dans les villes de la Rhénanie, à Cologne, Dusseldorf, Duisbourg ainsi que dans certaines autres villes de l'ouest, l'insurrection serait imminente.

Des renseignements parvenus de Stockholm permettent de croire que le régime hard est sur le point de prendre fin, mais au prix de combats de rencontres sanglantes.

Les Alliés dans les faubourgs de Sarreguemines

Les troupes américaines ont, de nouveau, franchi la Sarre en quatre points différents, entre Merzig, dont l'ennemi a fait sauter le pont, et Sarrelouis, où les troupes du général Patton consolident leurs positions.

Près de Merzig, la 5e division a réduit, dans la forêt de Warndt, un saillant ennemi de 5 km. de profondeur sur 8 km. de longueur.

Les blindés alliés ont atteint Sarreguemines, hier matin, et ont été suivis par les éléments de la 35e division qui ont pénétré dans la ville. D'autres unités convergent également vers Sarreguemines. Les troupes américaines, déployées sur un front de 15 km., ont poussé encore à l'intérieur du territoire allemand sur une profondeur de 4 kilomètres.

Sarralbe a été occupée par les Alliés, qui ont pris Wittersveld, Saltzbronn et Oermingen, au nord de Sarre-Union, à 7 km. à l'est de Sarralbe.

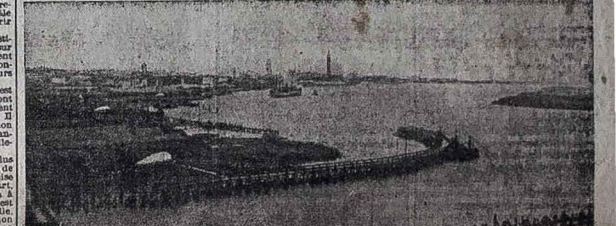
Sarrebruck en flammes

Les troupes de la 3e armée américaine sont à 10 km. de Sarrebruck, qui est la proie des flammes. Depuis sept jours, l'artillerie américaine a lancé 6.000 obus de gros calibre contre les ponts, les forts et les casernes de la ville.

Dans la forêt d'Eifel, l'aile gauche de la 7e armée s'est emparée de diverses localités et a repoussé des contre-attaques à l'est, dans la trouée de Wissembourg.

L'encerclement de Hagueneau se poursuit et de durs combats de rues se déroulent dans Mertzwiller.

Dans la partie accidentée des Vosges, les Français ont avancé de plusieurs kilomètres. Ils se sont rendus maîtres des cols de la Schlucht et du Hohneck.



Le premier « Liberty Ship » entre dans le port d'Anvers, intact et désormais ouvert. (Photo N.Y. Times)

LES ÉVÉNEMENTS DE GRÈCE
Les combats de rues à Athènes s'intensifient d'heure en heure

La nuit de mardi à mercredi a été agitée à Athènes. Des fusées éclairantes, lancées sur la ville, ont permis d'opérer des mouvements de troupes « Elas ». Puis, un peu avant 5 heures, le combat a repris à la suite d'un raid que effectuée contre un peloton anglais qui s'avançait sur la route du Pirée.

Le général Scobie a publié le communiqué suivant :

« Au mépris des ordres donnés à la fois par le gouvernement et le général Scobie, les troupes « Elas » ont continué leur avance vers le centre d'Athènes, s'emparant des postes de police et même faisant feu sur des troupes britanniques en service commandé. Maintenant, les forces britanniques et celles du gouvernement régulier sont entrées en action pour soutenir l'autorité civile.

Les tanks et les chars blindés britanniques ont tiré à la mitrailleuse sur des « Elas » et contre des nids de résistants installés sur les toits des immeubles.

Les combats de rues se poursuivent et s'intensifient d'heure en heure. Les mitrailleuses et les grenades crépitent et font explosion de toutes parts. Les partisans ont placé des nids de mitrailleuses sur les toits des grands immeubles ou aux fenêtres des étages supérieurs et tirent de là sur les troupes britanniques qui patrouillent dans les rues. D'autres partisans lancent des grenades du haut des arbres des jardins publics.

La police grecque participe aussi dans les maisons, à la recherche des chefs de l'insurrection.

Les combats sont particulièrement vifs aux alentours de la place centrale d'Athènes. Plusieurs milliers de guerilleros sont actuellement concentrés au sud de la capitale.

L'état-major de l'E.A.M. a été arrêté hier matin par la police grecque.

Les Britanniques font prisonniers 40 partisans communistes

Des parachutistes britanniques ont pénétré dans le quartier général des partisans communistes sur la Grande Place, après avoir enfoncé les portes principales à l'aide de grenades. Ils ont fait quarante prisonniers, la plupart encore armés et comprenant une ou deux jeunes filles.

On bâtiment voisin, la fusillade continue.

La grève générale s'est étendue maintenant au port de Patras où les forces du groupe Elas ont désarmé une centaine de membres de la milice nationale.

La situation s'aggrave à Athènes et à Salonique

La situation a sérieusement empiré à Salonique.

A Athènes, les combats n'ont cessé de s'intensifier depuis l'aube. L'Elas concentre maintenant ses contingents dans le sud-est, le sud-ouest et le nord de la ville. Dans les environs immédiats, les partisans opèrent de nouvelles concentrations. Un officier britannique a été tué sur la route menant au Pirée.

Selon une dépêche d'Athènes à l'agence Reuter, le bâtiment « Yanaros », dernier point fortifié tenu par l'« Elas », a été conquis à midi après deux heures de combat.

Bataille décisive

Le correspondant de la B.B.C. en Grèce annonce au début de la soirée que les combats sporadiques qui se déroulaient à Athènes ont pris fin.

Une bataille rangée pour la possession de la ville vient de commencer. Le général Scobie a lancé ses troupes dans l'action de façon décisive. Les détachements de l'Elas, stationnés jusqu'à présent dans le centre de la capitale, se replient vers les faubourgs.

La position anglaise

Le rédacteur diplomatique de l'agence Reuter a déclaré aujourd'hui que la question de l'établissement du gouvernement grec sur des bases élargies, conformes aux désirs de l'opinion publique, n'était nullement perdue de vue, bien que l'unique préoccupation du gouvernement britannique soit actuellement le retour de l'ordre et de la tranquillité dans le pays.

Il a ajouté qu'aucun commentaire officiel n'a été fait au sujet de la déclaration attribuée à M. Tsolakoglou Ospboulis, suivant laquelle le ministre de Grande-Bretagne lui aurait fait savoir que « d'après les dernières instructions reçues par lui du Premier ministre, tout changement dans la direction du gouvernement grec était actuellement impossible ».

M. Attlee a annoncé à la Chambre des Communes qu'un nouveau débat s'instituerait vendredi sur les troubles de Grèce.

L'affaire Lafont

Les témoins à décharge

Le premier témoin à décharge entendu hier matin par le président Delvert, a été M. Jean Bichelonne, ancien ministre de la Production industrielle et des Transports, qui a déclaré :

— Lafont a été arrêté par les Allemands en 1941. C'est même dans cette circonstance qu'il connut Laval. Nous ne pouvons rien, sans le cacher, des Allemands. Voyez chez eux.

Quatre bureaux. Enfin le cinquième est bon.

— Voir troisième étage, place Beauvau.

— Un officier français vous explique.

— Nous ne sommes pas tirés sur le règlement de la question. Elle est pendante. Mais voyez en tout cas la 50e militaire.

Une demi-heure de métro, et on y est.

— C'est mercredi. Il est plus de cinq heures. Revenez demain matin.

Et ainsi, le résultat après trois journées de démarches.

C'est ce qu'on appelle une « Organisation ».

Que serait-ce si... A. DE GOBART.

Le président de la Catalogne à Paris

M. Joseph Iris, président de la Généralité de Catalogne, est arrivé à Paris. Son voyage est évidemment lié au mouvement des républicains espagnols. Le président Iris a vu trois des hommes politiques de toutes les nuances de l'émigration et des représentants des organisations ouvrières espagnoles.

Hier, M. Joseph Iris, accompagné de personalités catalanes, a déposé une gerbe de fleurs au tombeau du Soldat Inconnu.

LE PROCÈS DE LA GESTAPO PARISIENNE

Le baron de Wiett et Georges Prade extraits de la prison de Fresnes déposent en faveur de Lafont

Émouvantes dépositions de victimes de Bony et de sa bande

Le baron de Wiett, Georges Prade, ont comparu, hier devant la cour de justice. Non pas comme accusés, aux côtés de Lafont, où leur place pourtant paraissait tout indiquée, mais comme témoins, en vertu des dits de moralité, cités à la requête de la défense.

Détenues actuellement à Fresnes, ces deux « personnalités » ont profité de l'occasion pour prendre un peu la température de la salle et rendre à Lafont le dernier devoir, celui de l'amitié qui sait se souvenir et de la bonne coeur dans le pire.

Très posément, de Wiett s'explique avec complaisance sur les conditions dans lesquelles il fut arrêté par les Allemands en 1941. C'est même dans cette circonstance qu'il connut Laval. Nous ne pouvons rien, sans le cacher, des Allemands. Voyez chez eux.

Quatre bureaux. Enfin le cinquième est bon.

— Voir troisième étage, place Beauvau.

— Un officier français vous explique.

— Nous ne sommes pas tirés sur le règlement de la question. Elle est pendante. Mais voyez en tout cas la 50e militaire.

Une demi-heure de métro, et on y est.

— C'est mercredi. Il est plus de cinq heures. Revenez demain matin.

Et ainsi, le résultat après trois journées de démarches.

C'est ce qu'on appelle une « Organisation ».

Que serait-ce si... A. DE GOBART.

Quand Luchaire devait 1 million et demi

Malheureusement pour le témoin, la voix sonore du commissaire du gouvernement rompt le charme de cette touchante déposition.

— De Wiett, on a trouvé dans vos papiers un reçu de 1.500.000 francs que vous devait Jean Luchaire et que Lafont vous a remboursés. N'avez-vous pas l'impression que ce reçu vous gêne un peu ?

Pas de tout, répond gaillardement Léonel de Wiett.

Le président, d'une voix douce, me de France.

Quant à Georges Prade, ancien conseiller municipal, ancien administrateur du *Nouveau Temps* et de *Paris-soir*, il ne remis pas ses anciennes relations. On lui demande de parler de Lafont ? Mais volontiers.

Il est entré en relations avec la Gestapo parisienne non pas pour participer à quelque trafic louche, non pas pour imprimer une feuille arabe que devait éditer Parès, soir sur la brigade nord-africaine, mais pour un motif parfaitement avouable et honorable : Georges Prade allait trouver Lafont simplement pour obtenir l'élargissement de quelques détenus politiques.

Envoi de fleurs

Comme Lafont, comme de Wiett, Georges Prade était animé de sentiments patriotiques dont aucun de ses anciens lecteurs des *Nouveaux Temps* ne saurait certainement douter. Il n'est aucun camarade de cette guerre d'aujourd'hui, sous la foi du serment, il affirme que Chamberlain est un homme de coeur et qu'il a bien méprisé la Résistance.

— Pensez, dit-il, que pour prix de ses interventions il ne réclamait jamais rien. Si, des fleurs, ce rendant, dont il était très amateur.

On voudrait sourire. Le président Ledoux n'en laisse pas le temps car, déjà, de nouveaux noms sont appelés. Des noms qui accusent et dont les accusés ont entendu évoquer tous les ravages de la Gestapo.

« C'est bien Lafont qui arrêta mon frère »

L'acte d'accusation va maintenant s'étoffer de reconstitutions vivantes : le défilé des victimes, l'évocation de tous les crimes de Lafont et de sa bande : affaire Kellner, affaire de la Défense nationale, affaire de Bony.

A la barre, une dame en noir s'approche : Mlle Kellner, sœur d'un autre fusillé par les Allemands.

Mlle Kellner a assisté à l'arrestation de son frère. Elle a vu un jour la police entrer brutalement dans sa maison, son frère accusé, elle-même conduite au siège de la Rue de Bassano, où la Gestapo allemande tenait ses assises. Le long du couloir, l'un des policiers lui parle. Il présente comme étant venu en France depuis vingt ans, ajoutant : « C'est comme pays d'élection ». Ce policier n'était autre que Lafont.

Paul TURPAUD.

(Lire la suite page 2, en 2e et 6e col.)

Quatre des inculpés (Croquis d'audience)

Le procès de la Gestapo parisienne

(Suite de notre article de 1re page)

Mlle Kellner regarde l'accusé droit dans les yeux. Plus de doute, c'est bien lui qui arrêta son frère et c'est encore lui qu'au cours de son transfert elle prit pour un Allemand.

Démasqué, le chef de la Gestapo parisienne cherche à se défendre. Pendant un instant, il a perdu pied.

Des rescapés

Sans relâche, les témoignages se succèdent, accablants. C'est maintenant le tour de M. Wagner, qui tenait, 68, rue Bonaparte, la librairie où se réunissaient clandestinement les membres de la « Défense de la France ».

— *Le 20 juillet 1943, au matin, on frappe à ma porte*, dit-il. *Police allemande ! J'ouvre et je me trouve face à face de six ou sept individus dont Bony que je reconnais formellement aujourd'hui.*

Conduit d'abord place des Etats-Unis, M. Wagner ne tarda pas à être remis entre les mains de la Gestapo rue des Saussaies où, selon les règles de la maison il fut alors odieusement malmené et frappé à coups de nerf de bœuf dans le dos afin de le faire parler. M. Wagner ne parla pas. Les Allemands le firent alors incarcérer à Fresnes. Quant à Mme Wagner, arrêtée en même temps que lui, elle fut déportée en Allemagne, compagne de captivité de Mlle de Gaulle.

Après M. Wagner, c'est M. Borgol, restaurateur, qui rapporte devant la Cour comment il fut arrêté par Lafont, ainsi que son fils et sa femme

— *On nous a traités de communistes, puis de gaullistes, puis de terroristes. J'ai répondu : nous sommes Français.*

Chamberlin assistait à l'interrogatoire.

« Sachez, lui dit-il en terminant, que nous ne sommes pas encore vaincus. »

La salle murmure.

Le fils de M. Borgol est toujours détenu en Allemagne.

La soubrette de « monsieur Henri »

Quelques témoins défilent encore. Mme Marion, femme de chambre au service de ces messieurs de la rue Lauriston, observe la discrétion professionnelle. Elle n'a rien vu ni rien compris de ce qui se passait.

Mlle Bolet, ancienne femme de chambre également, n'est guère plus loquace. En domestique bien stylée, elle parle respectueusement de « Monsieur Henri ». Elle ne se souvient que de quelques dîners auxquels assistaient Jean Luchaire, Georges Prade, Roger Duchesne, etc.

Aujourd'hui, la Cour de justice évoquera une autre page des forfaits de la bande, la triste épopée nord-africaine et la lutte contre le maquis.

— *P. T.*

×

MM. Yves et Emile Bouillon, industriels, 22, boulevard de Grenelle (XVe) prient de préciser qu'ils n'ont rien de commun avec les frères Bouillon, arrêtés dans l'affaire Bony-Lafont de la rue Lauriston.

EDITION DE 5 H.
23e ANNEE -- N° 6.467
JEUDI 7 Décembre 1944
LE NUMERO : 2 FR.

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)
DIRECTEUR POLITIQUE : LÉON BLUM, DEPORTE EN ALLEMAGNE
ADMINISTRATION : 6, Bd Poissonnière, Paris - 9e. C.-C. Postal : Paris 410-15
TÉLÉPHONE : PROvence 66-94 à 66-98. PROvence 15-01 et la suite

CE QU'IL FAUT DÉMONTRER

Capacité gouvernementale de la France

Je me suis longuement entretenu, hier, avec un vieil ami qui réside à Genève depuis de nombreuses années. Esprit avisé et informé, il est, par ses importantes fonctions, en contact permanent avec les milieux politiques et diplomatiques internationaux.

A un détour de la conversation, il me fit cette réflexion : « Dans certains cercles américains, quand on envisage la réorganisation de l'Europe, on doute de la capacité de la France à se gouverner elle-même... »

On imagine aisément ce que j'ai pu lui répondre. Mais parmi les observations que je lui ai faites, il en est une que je veux rapporter publiquement, car elle me paraît essentielle. Il est certain que la France, considérée comme entité morale, jouit aux Etats-Unis comme dans le monde, d'une estime que nous avons bien le droit de juger méritée, légitime. Prise comme entité politique, il est normal qu'elle ne réunisse pas la même unanimité de suffrages. C'est là le lot de tous les Etats quels qu'ils soient.

Mais mon sentiment est que l'appréciation défavorable portée sur les aptitudes gouvernementales de notre pays par certains cercles américains, émane de groupes d'affaires et de finance ou de milieux politiques qu'ils influencent. Le capitalisme américain ne peut voir d'un œil complaisant se dérouler dans une grande nation européenne une expérience sociale à caractère révolutionnaire qui, par ses résultats, deviendrait un exemple rayonnant et contagieux.

Les privilèges, à des nuances, à quelques degrés près, ont partout, devant les audaces populaires créatrices de justice dans la nouveauté, les mêmes réactions. Et un gouvernement ne saurait à leurs yeux, réunir les conditions de la maturité politique, les conditions de la capacité de gestion, dès l'instant où ses intentions, son programme, sa volonté, vont à l'encontre des gros intérêts privés.

En fait, le jugement des milieux américains considérés est une manifestation de self-défense, un réflexe instinctif qui expriment la solidarité internationale du capitalisme. Mais ces milieux, quoique puissants, ne peuvent prétendre à interpréter le sentiment véritable du peuple des Etats-Unis.

Au surplus, point n'est besoin d'une longue démonstration pour réfuter l'assertion américaine. Il suffit de regarder ce qui se passe en Italie, en Belgique, en Grèce... et en France.

En Italie, on en est toujours à la recherche du point d'équilibre. L'incertitude politique n'y est pas dissipée et les observateurs avertis prédisent que cet état de choses sera de quelque durée.

En Belgique, les incidents qui ont mis aux prises divers groupements de résistance et le cabinet Pierlot, ne décèlent pas une stabilité gouvernementale bien grande. Et si, le pire ayant été évité, la situation est devenue « étale », de graves problèmes restent à régler dont la solution commandera l'avenir politique du pays.

En Grèce, c'est le heurt, le conflit violent, la lutte armée. Les forces britanniques sont amenées à intervenir. Là aussi, mais avec bien plus de violence qu'en Belgique, les mouvements de résistance sont dressés contre le gouvernement. C'est qu'en Grèce comme en Belgique il y a divorce entre la résistance et les pouvoirs installés, ou qui se sont « reconduits » sans tenir compte des exigences des opinions après des années d'oppression.

Il n'est que la France qui soit passée sans trouble de la nuit de l'occupation à la lumière de la liberté. Il n'est que la France, pays de la mesure, qui ait su se donner un gouvernement incontesté, représentatif de la volonté nationale et qui se propose d'entreprendre dans le calme, avec méthode, des réalisations d'envergure, tout en jouant un rôle international à sa taille.

La preuve du sens politique des Français est ainsi faite. La preuve de l'aptitude de la France à se gouverner elle-même est administrée.

C'est ce qu'il fallait démontrer.

Marcel BIDOUX.

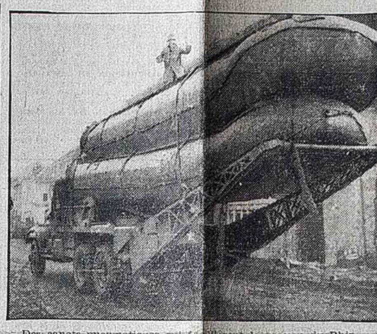
La bataille de Hongrie touche à sa fin

LES RUSSES à moins de 100 km. de Vienne

LES ALLIÉS PÉNÈTRENT DANS SARREGUEMINES

24 HEURES DE GUERRE

- La Sarre est traversée en quatre nouveaux points.
- Les alliés atteignent Sarreguemines.
- Sarralbe est libérée.
- Wingen-sur-Moder est nettoyé.
- L'enveloppement d'Haguenau se poursuit.
- La prise de Sélestat est confirmée.
- Ainsi que l'occupation du col de la Schucht par les Français.
- Trois armées marchent sur Colmar.
- L'aviation alliée exécute 4.000 missions sur le front de l'Ouest.
- Les Russes dépassent le lac Balaton et sont à 60 kilomètres de la frontière autrichienne.
- Les armées Petrov et Malinowky sont devant Kosce.



Des canots pneumatiques qui faciliteront le passage du Rhin.

Si sur les fronts d'Allemagne et de Hollande aucune avance importante n'a été réalisée par les alliés dans les dernières 24 heures, les troupes qui opèrent en Lorraine et en Alsace ont continué leur progression et ont gagné du terrain, en particulier dans les secteurs de Sarreguemines, de Sarrebourg et de Colmar.

Mais ces opérations, si importantes soient-elles, n'ont pour but que de gagner des positions plus favorables d'où le haut commandement allié pourra lancer une offensive de grand style contre le système défensif ennemi.

En Russie, il semble que la campagne d'hiver soit maintenant déclenchée dans le sud de la Hongrie. Soigneusement préparée, elle a porté les troupes russes à moins de 100 kilomètres de Vienne.

Les forces du général Tolboukine ont balayé les défenses que les Allemands avaient établies au sud du lac Balaton et, afin de continuer à faire jouer l'effet de surprise, elles ont contourné Nagykanizsa devant laquelle leur progression aurait été sans doute ralentie.

D'autre part, Budapest est en voie d'être complètement encerclée et, dans le nord du pays, l'aile droite du maréchal Malinovsky, opérant conjointement avec l'armée du général Petrov, se trouve devant Kosice et s'apprête à investir la ville. Déjà les forces soviétiques acculent l'ennemi aux montagnes de la Slovaquie.

La Hongrie est aux trois quarts occupée et la situation des forces hitlériennes tourne au désastre ; hier, elles ont eu plus de 2.000 tués et ont perdu un important matériel de guerre.

Le haut commandement nazi tentera sans aucun doute d'élever des fortifications à l'ouest du lac Balaton, mais rien maintenant ne semble pouvoir arrêter la foudroyante avance de l'armée rouge qui se dirige vers la frontière autrichienne.

M. SEIGLE.

(Suite de nos informations en deuxième page)

LA DÉCRUE CONTINUE

La Seine continue à baisser. A Austerlitz, hier, on enregistrait 5 m. 61, soit 26 centimètres de moins que la veille. La décrue s'opère donc à cadence satisfaisante. S'il ne survient pas de pluies importantes, la Seine pourrait, le 10 décembre descendre à 4 m. 50.

La Marne est descendue de 23 centimètres et cotait 4 m. 44 à Chalifert. L'Oise a baissé de quelques centimètres et son niveau indique 3 m. 91. Jusqu'au 10 décembre, il en sera ainsi. L'on envisage une légère remontée ensuite, mais sans grandes répercussions.

Quant à la Seine, à Mantes, elle est étale et stabilisée à 6 m. 95. Sa décrue est prévue pour aujourd'hui

Le contrôleur n'y est pour rien

Il risque cependant chaque jour d'être lynché, cet infortuné contrôleur par les candidats-voyageurs qui font la queue pendant quelquefois plus d'une heure à la Porte Champerret et qui finissent par se fâcher.

Pour desservir la populeuse banlieue ouest et ses usines on a créé des lignes de trolleybus. Mais hélas ! les départs sont trop espacés et les usagers se fatiguent de taper la semelle.

Surtout quand ils voient partir *à vide* deux voitures qui vont chercher au cynodrome de Courbevoie les oisifs amateurs de la race canine.

Ils s'en prennent alors au contrôleur qui n'en peut mais...

A sa place, si la compagnie n'augmente pas le rythme des voyages, nous demanderions à changer de secteur.

LES ÉVÉNEMENTS DE GRÈCE

M. PAPAANDRÉOU reprend le pouvoir appuyé par M. Churchill

LES FORCES BRITANNIQUES MAITRISENT LA SITUATION

M. Sophoulis, leader du parti libéral, qui, malgré son grand âge, avait accepté de former un nouveau cabinet où la gauche et l'extrême gauche eussent été représentées avec les autres partis, a été informé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne que le premier ministre britannique estimait actuellement impossible tout changement dans la direction du gouvernement grec.

Le général anglais Scobie qui, par suite de l'état de siège, exerce actuellement le pouvoir exécutif, a fait la même déclaration à M. Sophoulis et lui a demandé d'accorder son soutien à M. Papaandréou, qui conserve son poste.

L'appui donné par le gouvernement britannique à M. Papaandréou a suscité en Angleterre les critiques d'un certain nombre de députés travaillistes. Toutefois la presse, en général, approuve l'attitude de M. Churchill et elle le loue de ses efforts pour maintenir l'ordre en vue d'assurer des élections libres, les préparatifs des partis grecs tendant plutôt à s'emparer du pouvoir par la violence.

Le « Daily Herald » estime que la politique de M. Papaandréou a un caractère de provocations, mais il considère qu'en déclarant la grève générale, l'E.A.M. a commis un acte de folie. Le « Manchester Guardian » constate que la « légalité » de leur gouvernement n'est pas ce qui importe le plus aux peuples libérés et que l'appui donné par l'Angleterre à ces gouvernements ne peut qu'intensifier les résistances.

LA GUERRE DE RUES FAIT RAGE

Dans les journées de lundi et mardi, toutes les troupes de la division ELAS (armée populaire de libération) avaient réussi à s'infiltrer par groupes dans Athènes.

Durant la nuit de mardi à mercredi, des fusées éclairantes lancées sur la ville ont permis de repérer les mouvements des troupes ELAS et ce matin le combat a repris à la suite de l'attaque effectuée contre un peloton anglais qui s'avançait sur la route du Pirée.

Des parachutistes britanniques ont pénétré dans le quartier général des partisans communistes, faisant une quarantaine de prisonniers, dont deux jeunes filles. De violents combats se sont déroulés dans l'après-midi entre les partisans de l'ELAS et les troupes greco-britanniques.

Après une bataille rangée pour la possession de la capitale, les détachements de l'ELAS, stationnés jusqu'à présent dans le centre de la ville, se sont repliés vers les faubourgs.

Intervention américaine ?

Plusieurs journaux américains critiquent violemment l'action du gouvernement de Londres à Athènes.

Un correspondant de Washington écrit que les Etats-Unis envisagent actuellement une action qui permettant à la Grèce de résoudre elle-même ses problèmes, contribuerait efficacement à la solution de la crise grecque.

A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

« Une véritable mobilisation nationale sera nécessaire pour résoudre le problème du rapatriement » déclare M. Henri Frenay ministre des prisonniers

L'Assemblée Consultative a consacré, hier, l'essentiel de sa séance à un débat sur les questions intéressant le ministère des prisonniers et déportés.

Trois millions de Français sont aux mains de l'ennemi. Leurs familles connaissent les pires angoisses morales et — trop souvent — une cruelle détresse matérielle.

Tout préparer pour le retour des absents et alléger autant qu'il est humainement possible, les soucis de ceux qui attendent, voilà la lourde tâche dévolue à M. Henri Frenay.

Le ministre n'a pas échappé à une critique serrée de son action : n'est-ce pas là la force de notre démocratie retrouvée ? Il a eu à subir l'assaut des délégués du Mouvement national des prisonniers et déportés qui intervenant sur un sujet qu'ils connaissent bien, ont montré que leur organisation entend conserver intacte son indépendance à l'égard du ministère qui assure ses moyens d'existence.

Ce souci est louable et bien compréhensible. Mais lorsque les représentants du M.N.P.G.D. ont reproché au ministre d'avoir reconnu et subventionné d'autres mouvements que le leur, ils se sont vu répondre que le gouvernement n'entend pas concéder un monopole, ce en quoi on ne saurait lui donner tort.

A propos d'un des chapitres du projet, une discussion animée s'est engagée au sujet du secours social.

Le C.O.S.O.R. (Comité des œuvres sociales des organisations de résistance) qui dispose à son gré et sans contrôle de sommes considérables, a subi de sérieuses critiques.

Les femmes, les familles des déportés, des victimes de la répression nazie et vichyssoise, ne reçoivent de ce Comité que de maigres subsides. Encore très souvent ne leur parviennent-ils pas ou leur parviennent-ils mal.

Certains délégués ont pu dire à l'Assemblée que nombre de familles assistées leur ont fait savoir que, dans la clandestinité, le service social de la résistance fonctionnait mieux que le C.O.S.O.R. — et celui-ci bénéficie pourtant aujourd'hui de l'appui total des pouvoirs publics.

Il y a là un malaise qui doit cesser. Il ne faut pas que se renouvelle la lamentable « expérience » du Secours national.

La France ne doit pas marchander son aide à ceux qui souffrent pour [illegible] et elle exige que les secours soient équitablement et régulièrement répartis.

H. N.

LA SEANCE

Après la validation d'un certain nombre de délégués, et le dépôt par M. [illegible]ven du projet de budget pour le premier trimestre de 1945, Félix Gouin, qui préside la séance, appelle la discussion sur les crédits demandés par le ministère des Prisonniers.

Successivement, MM. Gagnaire, D[illegible]chartre, Bonet et Bugeaud interviennent au nom du Mouvement national des prisonniers et déportés.

Les orateurs mettent en valeur l'action de leur organisation et critiquent le fonctionnement de certains services du ministère.

M. Gagnaire s'en prend aux hôpitaux et aux sanatoria chargés d'accueillir les prisonniers malades, tandis que M. Dechartre met l'accent sur l'inutilité de nouvelles organisations et reproche au ministre d'avoir permis la création de certaines d'entre elles.

C'est le problème de l'épuration qui intéresse surtout M. Bugeaud, qui termine en signalant la situation tragique des prisonniers et déportés qui ne peuvent plus recevoir de colis. L'orateur suggère l'envoi de vivres par parachutes.

Raymond Guyot demande au gouvernement de faire davantage pour les familles des prisonniers et des déportés. Il signale en outre la situation lamentable d'internés ressortissants soviétiques actuellement internés en France.

Louis Noguères

(SUITE EN PAGE 2)

INCROYABLE, MAIS VRAI

Jeu de cartes

Une ordonnance du 9 août 1944 parue au Journal Officiel a expressément frappé de nullité tous les actes de Vichy relatifs à l'Education générale et aux Sports. Il faut avoir lu cette ordonnance pour le savoir. Car, en vérité, tout continue comme si rien ne s'était passé depuis quelques mois...

La « carte sportive » était un des actes essentiels, un des piliers de la construction « sportive » échafaudée sous le régime Pétain-Borotra. Elle servait à recenser les « bons éléments » et à les embrigader sous le signe de la Francisque. Elle servait aussi à drainer l'argent des sociétés sportives... et à en reverser la plus grande partie — cinq millions sur sept — dans les caisses des compagnies d'assurances astucieusement camouflées derrière le paravent d'un quelconque comité créé pour les besoins de la cause. L'annulation des « actes » qui ont créé la carte aurait dû avoir pour conséquence, semble-t-il, sa disparition. Il n'en est rien. Les sociétés sportives, malgré leurs protestations véhémentes, sont toujours astreintes à verser leurs cotisations. Et les compagnies d'assurances s'apprêtent, sans nul doute, à continuer à encaisser la manne providentielle...

La gageure serait tout de même un peu forte.

Que l'on retrouve les mêmes mêmes hommes aux mêmes places, nous n'en sommes plus à nous en étonner. Nous ne vivons plus néanmoins aux temps où, derrière un « anticapitalisme » de façade, les « congrégations économiques » obtenaient tout d'un gouvernement de trahison. Les compagnies d'assurances feraient bien de se le tenir pour dit. Certains dirigeants sportifs également. Nous leur en donnons... l'assurance.

Jérôme POINTU.

Le cabinet Franco se désagrège

On annonce de source généralement bien informée que quatre des ministres de Franco ont donné leur démission. Ce sont MM. de Lequerica (affaires étrangères), Blas Perez (intérieur), Eduardo Anno (justice) et Demetrio Corcelle (commerce).

Le général Franco n'a pas encore accepté leur démission.

On se souvient que M. de Lequerrica, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris puis à Vichy, a manœuvré ces temps derniers auprès des républicains pour préparer une transaction avec Franco. C'est un des hommes politiques les mieux informés et les plus avisés du régime franquiste.

EN ALSACE

« Le principal est qu'ils ne reviennent jamais !... » disent les Alsaciens

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL LOUIS LEVY)

Pour achever de vous montrer le caractère de cette offensive qui va permettre la libération complète de l'Alsace, je veux vous dire comment, plusieurs jours après la prise de Mulhouse, j'ai été bloqué sur la route de Delle, près de la frontière suisse. De même que dans les casernes de Mulhouse, durant une semaine, des forcenés ont résisté contre toute espérance, de même sur les routes conduisant vers le Haut-Rhin, des groupes de nazis fanatisés ont essayé de couper les communications ; peut-être aussi tentaient-ils de gagner la frontière suisse. En tous cas, les poches de résistance étaient sérieuses. Les Allemands disposaient de mitrailleuses, de mortiers et d'artillerie.

En allant vers Mulhouse, j'avais connu un passage assez agité dans le village de Courtelevent. Mais c'est à mon retour que je pus éprouver pleinement la vigueur de cette guerilla.

L'armée française avance maison par maison, tandis que tombent les derniers résistants.

A travers les routes bombardées...

Jusqu'à Seppois, nous avançâmes très aisément. Mais dans ce village, nous apprîmes que la route qui conduisait vers Delle n'était plus praticable, harcelée qu'elle était par les tirs allemands. On nous fit descendre vers le sud, à quelques kilomètres de la frontière suisse, dans le village de Pfeffer-hausen.

Là, nouvelle surprise. La route du sud menant vers Delle est bombardée comme celle de Seppois. Bien plus, des nazis ont renversé un camion au milieu du chemin et se battent désespérément sur cette barricade improvisée. Dans l'après-midi, nos chars attaquent ; mais la journée s'achève sans qu'ils aient terminé leur besogne et nous devons revenir vers Mulhouse.

Le lendemain, nous repartons pour Seppois. Il paraît que la route de Delle est praticable, à condition d'aller vite. Nous filons un train d'enfer ; mais cette précaution ne suffit pas. A un kilomètre de Seppois, dans un petit bois, les obus éclatent de tous côtés. Nous nous abritons quelques minutes derrière des chars, puis nous jugeons plus sage de revenir à Seppois...

C'est seulement dans l'après-midi que nous reprenons notre route. Quelques centaines de F.F.I. sont venus prêter main-forte aux troupes de la coloniale. Le chemin commence d'être dégagé. Le chauffeur appuie très fort sur le champignon et nous passons au milieu même du combat...

Ces petites aventures m'ont du moins permis de passer quelques heures émouvantes dans Seppois. Lorsque nous quittâmes les bois pour nous réfugier dans le village le bombardement cessait à peine. Les habitants quittaient les caves. Une aubergiste, solide et énergique, nous accueillit dans sa maison

(SUITE EN PAGE 2)

Notre opinion

L'ODIEUX CHANTAGE

Aucun autre pays que l'Allemagne nazie ne pouvait même concevoir l'abominable chantage que celle-ci prétend exercer au bénéfice des hommes de la Cinquième colonne.

Seule, en effet, l'idéologie hitlérienne était capable de provoquer cette prétention à soustraire des gens à la rigueur des lois d'un pays souverain en proclamant simplement qu'ils ont été des « Allemands loyaux » ou des « partisans français », c'est-à-dire en langage clair dans le premier cas les agents actifs de l'ennemi, dans le second des traitres par surcroit.

Les poursuites contre eux, dit la note allemande, sont « des actes de pur arbitraire et de brutalité ». Ce sont les bourreaux de Châteaubriant et d'Oradour qui tiennent ce langage. Si les poursuites continuent, nous annonce-t-on, des représailles seront exercées contre les « gaullistes » qui se trouvent actuellement en Allemagne. Le gouvernement provisoire du Reich persiste là dans une voie particulièrement odieuse.

Rien ne l'autorise à se poser en champion de la Justice qu'il a toujours méconnue et qui, en l'espèce, est respectée en fait et en droit. La morale la plus élémentaire, au surplus, s'inscrit en faux contre cette audacieuse conception qui prétend mettre sur le même plan les patriotes qui luttèrent contre l'envahisseur et les mauvais français qui furent ses complices, ceux à qui on ne peut reprocher que leur foi ardente dans le destin de leur pays et ceux à qui sont reprochés des crimes de guerre justiciables non seulement des lois françaises mais aussi de la loi internationale...

Le problème n'est pas posé entre la France et l'Allemagne hitlérienne mais bien entre l'Allemagne hitlérienne et le reste de l'humanité. Mais par quel singulier égarement ou par quel sadisme, le porte parole de la Wilhelmstrasse s'est-il complu à verser au dossier de la trahison, la pièce massue l'aveu qui marque désormais les coupables comme au fer rouge !...

P

Aux lecteurs du « Populaire »

Pour répondre à de nombreuses demandes de lecteur, de province, nous rappelons que le service des abonnements est maintenant assuré sur toute l'étendue du territoire français libéré.

Ainsi grâce aux efforts quotidiens des postiers, chacun peut recevoir à domicile le journal de son choix.

LE PROCES BONNY-LAFON

Aprés l'acte d'accusation le défilé des témoins

Au début de l'audience, le commissaire Clot s'est expliqué longuement. Il a montré comment, malgré la désorganisation de la Police judiciaire, après la libération, les interrogatoires avaient quand même pu fournir des renseignements précieux sur les agissements complexes de la Gestapo. Les deux sièges principaux étaient rue des Saussaies et avenue Foch. La rue Lauriston n'était qu'une annexe dont Lafon était bien le chef et Bonny son homme de confiance.

A une question du commissaire de la République, Me Reboul, lui demandant s'il était vrai que Lambrecht était un agent double connu, Lafon l'a allégué, M. Clot a répondu qu'il ne lui fut pas possible de vérifier ce fait. Il fit remarquer aussi que l'industrie des « faux policiers » était une particularité de la rue Lauriston. Il ressort enfin de cette déposition que M. Lafon a fait beaucoup de mal à la France, il a parfois fait du bien à des particuliers.

L'inspecteur Levitre a déposé sur l'affaire d'espionnage d'Algérie et l'inspecteur Marin sur les circonstances de l'arrestation de Lafon et de Bonny. Une fois de plus on a brassé des millions. L'inspecteur Morin qu'on entend fort mal, s'est un peu embrouillé dans ses explications touchant l'affaire de Mlle Geneviève de Gaulle.

Nous avons entendu, ensuite à la barre, après le sous-directeur de Fresnes, les commensaux de la rue Lauriston, aujourd'hui détenus, de Wiel, Georges Prade, le docteur Lapene, de Voisins, qui ont donné les noms des personnes libérées sur leur demande par Lafon.

Jacques BARON.

(SUITE EN PAGE 2)

La Compagnie du Gaz distribuait une « publicité spéciale »

La commission d'épuration de la Compagnie du Gaz a tenu cet après-midi, sa troisième audience, consacrée à l'étude du dossier de M. Langrogne, directeur général.

Un des témoins, M. Caldier, ingénieur à un service financier de la compagnie, a déclaré que les fonds de publicité spéciale figuraient au bilan dans le compte d'exploitation de la régie de la Ville de Paris. Les contribuables parisiens ont supporté, de ce fait, des charges se montant à 360.000 francs pour l'exercice 1943 et à 130.000 francs pour l'exercice 1944.

A la suite de ce témoignage, le secrétaire fédéral du syndicat de l'éclairage, faisant office de ministère public, a conclu à la transmission du dossier : au ministère de la Justice ; au ministère de la Production industrielle.

Il a également suggéré qu'une demande de révocation envers l'administrateur délégué soit soumise au préfet de la Seine.

La commission d'épuration rendra son verdict mercredi prochain.

APRES L'EGLISE l'Institut s'occupe à son tour des réformes de structure

L'Académie des Sciences morales et politiques a consacré l'après-midi d'hier à entendre une très intéressante communication de M. Philippe Simon, sur la gestion des entreprises.

Retraçant la composition et le rôle des équipes dirigeantes, le conférencier a dressé le bilan de leur activité depuis un siècle et demi : constitution de l'équipement industriel du monde, asservissement des forces naturelles : vapeur et électricité.

Par contre, hypnotisées par la production à outrance, ces équipes négligèrent les problèmes de la répartition, du travail, et de l'organisation économique. De là, les malaises et les désordres dont nous avons été témoins.

Le moment est venu pour ces équipes dirigeantes, conclut M. Philippe Simon, de se renouveler en s'intégrant l'élite ouvrière qui, dans ses organisations syndicales, s'est formée, mûrie et préparée à aborder de plain-pied les tâches de la gestion des entreprises.

Certes, ce n'est pas au Populaire qu'on s'étonnera de cet exposé dont on reconnaît certains passages assez voisins de nos conceptions, mais il faut croire que l'Académie y a trouvé un certain intérêt, car elle a décidé d'ouvrir une discussion, qui sera reprise dans sa séance du 8 janvier.

Encore un petit effort et quai Voltaire on finira bien par découvrir ce que depuis plusieurs décades le socialisme proclame à tous échos.

— *Laissez-la dormir, puisqu'elle est libre.*

A MOSCOU

Staline et le général de Gaulle ont de nouveau conféré hier

M. Bidault examine avec Molotov les questions intéressant conjointement les deux pays

L'objet...

L'agence Tass annonce que Molotov a conféré hier, avec M. Georges Bidault en présence de Bogomolov, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, et de M. Roger Garreau, délégué plénipotentiaire du gouvernement français.

Trois commissions ont été formées par les Russes pour étudier les formules des accords à intervenir. Elles sont placées sous la direction de Dokanozov, vice-commissaire des affaires étrangères.

La première traite des questions de politique générale, la seconde les questions économiques et industrielles, la troisième les questions diverses. Dokanozov est assisté par des fonctionnaires du Narkomindel (Commissariat des affaires étrangères) dont le secrétaire général est Maisky, ancien ambassadeur à Londres.

Parmi les questions examinées entre M. Bidault et Molotov figurent :

Le traitement à infliger à l'Allemagne et la

...des entretiens

part qu'y prendra la France; la sécurité collective; la préparation d'un accord militaire et d'un accord sur l'armement; la sauvegarde des intérêts français dans les régions occupées par l'armée rouge. Les questions relatives à la Méditerranée : statut de Tanger, stationnement éventuel de la flotte russe dans un ou deux ports français; l'abolition du régime franquiste en Espagne; les conventions à intervenir avec certains pays balkaniques où la France désire préserver ses intérêts économiques; les intérêts français dans le Proche Orient, etc.

On n'est pas parvenu à éclaircir, dans les milieux diplomatiques de la capitale russe si le traité franco-russe sera établi sur le type de l'accord anglo-russe de 1943 ou sur celui du traité russo-tchécoslovaque.

Le général de Gaulle a eu un entretien avec M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis.

Réception en l'honneur de Molotov

Une atmosphère de franche cordialité et d'estime réciproque préside aux entretiens qui se déroulent actuellement à Moscou, pour le resserrement des liens entre la France et l'Union Soviétique.

Une grande réception a été donnée mardi soir à l'ambassade de France à Moscou par le général de Gaulle, en l'honneur de M. Molotov, commissaire aux Affaires étrangères. Quatre cents invitations avaient été lancées aux membres du gouvernement soviétique, aux représentants du haut commandement de l'armée et de la marine russes, ainsi qu'à ceux du monde des arts, des sciences, de la presse et du corps diplomatique allié.

Visite de l'école des cadres

Le général de Gaulle, accompagné des généraux Juin et Petit, a visité hier matin l'école de formation des cadres d'artillerie de l'Armée rouge. Le général s'est particulièrement intéressé aux méthodes d'entraînement et à l'équipement de l'école, dont il a vivement félicité les instructeurs.

LE PROCES BONNY-LAFON

Aprés l'acte d'accusation le défilé des témoins

Au début de l'audience, le commissaire Clot s'est expliqué longuement. Il a montré comment, malgré la désorganisation de la Police judiciaire, aprés la libération, les interrogatoires avaient quand même pu fournir des renseignements précieux sur les agissements complexes de la Gestapo. Les deux siéges principaux étaient rue des Saussaies et avenue Foch. La rue Lauriston n'était qu'une annexe dont Lafon était bien le chef et Bonny son homme de confiance.

A une question du commissaire de la République, Me Reboul, lui demandant s'il était vrai que Lambrecht était un agent double connu, Lafon l'a allégué, M. Clot a répondu qu'il ne lui fut pas possible de vérifier ce fait. Il fit remarquer aussi que l'industrie des « faux policiers » était une particularité de la rue Lauriston. Il ressort enfin de cette déposition que si Lafon a fait beaucoup de mal à la France, il a parfois fait du bien à des particuliers.

L'inspecteur Levitre a déposé sur l'affaire d'espionnage d'Algérie et l'inspecteur Morin sur les circonstances de l'arrestation de Lafon et de Bonny. Une fois de plus on a brassé des millions. L'inspecteur Morin qu'on entend fort mal, s'est un peu embrouillé dans ses explications touchant l'affaire de Mlle Geneviève de Gaulle.

Nous avons entendu, ensuite à la barre, après le sous-directeur de Fresnes, les commerçants de la rue Lauriston, aujourd'hui détenus, de Wiet, Georges Prade, le docteur Lapène, de Voisins, qui ont donné les noms des personnes libérées sur leur demande par Lafon.

Jacques BARON.

(SUITE EN PAGE 2)

La Compagnie du Gaz distribuait une « publicité spéciale »

La commission d'épuration de la Compagnie du Gaz a tenu cet après-midi, sa troisième audience consacrée à l'étude du dossier de M. Langrogne, directeur général.

Un des témoins, M. Caldier, ingénieur à un service financier de la compagnie, a déclaré que les fonds de publicité spéciale figuraient au bilan dans le compte d'exploitation de la régie de la Ville de Paris. Les contribuables parisiens ont supporté, de ce fait, des charges se montant à 360.000 francs pour l'exercice 1943 et à 130.000 francs pour l'exercice 1944.

A la suite de ce témoignage, le secrétaire fédéral du syndicat de l'éclairage, faisant office de ministère public, a conclu à la transmission du dossier : au ministère de la Justice ; au ministère de la Production industrielle.

Il a également suggéré qu'une demande de révocation envers l'administrateur délégué soit soumise au préfet de la Seine.

La commission d'épuration rendra son verdict mercredi prochain.

Le procès Bonny - Lafon

Après l'acte d'accusation le défilé des témoins

(Suite de la première page)

Une femme en deuil...

Et puis, une femme fait son apparition à la barre des témoins. De petite taille, grâcile dans ses vêtements noirs, le visage un peu contracté par l'émotion, Mlle Antoinette Kellner prêta serment. Et le président l'interrogea :

— Maintenez-vous que c'est Lafon qui est venu avec quatre hommes, arrêter votre frère ?

— Oui.

Lafon. — Je n'ai jamais vu M. Kellner, ni cette dame.

Le Président. — Vous êtes affirmative, mademoiselle ?

Mlle Kellner. — Au moment de la confrontation, je n'ai pas reconnu en cet homme le policier bavard qui est venu arrêter mon frère, mais aujourd'hui, en entendant sa voix, je ne puis douter que c'est lui.

Différents témoins exposeront ensuite ce qu'ils savent de cette affaire et nous recueillerons ainsi de nouveaux renseignements sur la rue Lauriston.

VISAGES DEVANT LA JUSTICE

Lafont pleure, Delval sourit M. Reboul tonne

Je m'excuse d'avoir accolé dans ce titre le nom du commissaire du Gouvernement à celui de deux bandits. Mais il faut bien résumer une audience dans un titre aussi lapidaire qu'il se peut.

La voix sonore et ample de M. Reboul, son magnifique talent d'orateur, son intelligence claire et volontiers ironique, son physique puissant, sa mâchoire de dogue qui ne lâche pas sa proie font de lui une des personnalités les plus attachantes du Palais.

Sans aucun doute, c'est l'un des plus grands avocats généraux qui aient siégé à cette place.

L'avouerai-je ? Il m'a fallu tout mon respect des coutumes de la justice pour ne pas l'applaudir comme le fit le public lorsque répondant aux conclusions déposées par Mes Floriot et Casanova, il s'écria parlant de ces déportés que menace une note allemande désireuse de sauver les Dentz, les Laval et les Lafont :

« Un seul de leurs cheveux nous est plus précieux que toutes vos têtes que nous allons faire tomber ! »

Effet facile, comme le dit quelques instants plus tard le défenseur de Chamberlin ? Dépouillée de tous les prestiges de la parole, isolée du contexte, cette phrase semble, en effet, sonner creux. Mais je vous assure que la puissance d'émotion qui s'en dégageait à l'instant où elle fut dite bouleversa l'auditoire.

De quoi s'agissait-il dans ces conclusions ? De déclarer incompétente la Cour à raison de la naturalisation de Lafont et de sa condamnation par contumace, ainsi que de celle de Clavié par la Cour martiale d'Alger. Qui a tort, qui a raison ? Je ne suis pas juriste et ne connais point l'arsenal des lois. Au surplus, le président Ledoux rendra son arrêt et je n'ai pas à en préjuger.

Je disais hier que Lafont aimait ses enfants. Il aime aussi son neveu Clavié, et c'est le drame secret de cette affaire que ce frisson d'humanité que l'on surprend souvent chez ce fauve tragique.

Tandis que le président sobrement, contait aux jurés l'affreux assassinat de Saint-Maur, je regardais Lafont, Clavié, très calme, se dandinait sur son banc. Engel et Haré, ses complices, écoutaient sans une ombre de remords l'effroyable récit. Lafont pleurait.

A demi caché dans le box, la main sur les yeux, il n'était plus le relégable Lafont, neuf fois condamné, mais un pauvre homme honteux et désespéré de ces turpitudes abominables. Comédie ? Non pas. Il ne cherchait pas à attendrir les jurés à ce moment et ses larmes restèrent discrètes, plus poignantes encore de cette pudeur avec laquelle il cherchait à les dissimuler.

Je n'aime pas le romantisme et pourtant... Qui sait si Lafont ne fut pas devenu un honnête homme sans cette enfance abandonnée et sauvage qui fut la sienne ?

Delval, lui, avoua tout ou presque. Grand, blond, lunetté d'écaille, la voix posée, il fut remarquable de cynisme et de maîtrise de soi. Nos amis du M.N.P.G.D. peuvent être fiers. Ils avaient là un adversaire à leur taille.

Un esprit ingénieux aussi. Mitterand et Moulin qui furent si longtemps poursuivis par lui me permettront-ils un conseil ? Qu'ils achètent donc une paire de menottes. Si l'on en croit Delval, c'est le meilleur des anti-vols pour les vélos.

André MARIANNE.

LA VIE DE CHAQUE JOUR

Pour le réveillon

On nous annonce 250 grammes de pâtes à Noël. Le champagne les aurait aidées à passer. Mais il paraît qu'il reste chez les boutiquiers. A cause des deux bouteilles vides qu'on exige, même des sinistrés. Et surtout à cause du prix : 200 francs !

On murmure que nous aurons des châtaignes pour étoffer la dinde absente. Pas partout.

Et les noix ?

100 francs la crème de gruyère...

Si vous aimez le céleri, vous pouvez en trouver. Rue Duret, dans le XVIe, par exemple, on vous en cédera pour 30 francs le pied. Quant à la crème de gruyère, elle ne dépasse pas 100 francs la boîte ; le lait se tient aussi autour de 20 francs le litre.

Quand je dis rue Duret, c'est par élément de démonstration. Lucullus sait bien que ça se fait un peu partout.

Une cigarette, madame ?

Eh bien ! non. Vous n'en toucherez pas. Officiellement, du moins.

Tout ça, pour nous laisser à nous les trois décades hivernales.

Bah ! si la soupe est bien chaude et les pantoufles de Monsieur préparées, il trouvera le moyen d'en prélever une sur son paquet...

A moins que Madame électrice ne refuse cette aumône et ne se contente, comme le sang du papa de Chimène, de fumer de courroux.

Un seau ?

Il paraît qu'on extrait maintenant jusqu'à 95.000 tonnes de charbon par jour, des mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Espérons qu'on en donnera un seau, avant l'été, aux gosses, aux vieux et aux malades...

Enfants pauvres et bougies de Noël

On trouvait, la semaine dernière encore, des paquets de six minuscules bougies pour 18 francs. Ça pouvait aller pour les arbres de Noël à nos gosses.

Mais le ministre a rappelé qu'on ne pouvait en acheter sans « bon de luminaires ». Alors, le paquet de six bougies est monté à 60 francs.

LUCULLUS.

Villes mortes

Devant les témoins précis
BONY ET LAFON NIENT

...Et il n'est question que de pillages, de tortures, de morts. A la Cour de Justice de la Seine, les fantômes de leurs victimes viennent accabler les bandits de la rue Lauriston. On a vu, hier, une jeune femme, très pâle dans ses vêtements de deuil, raidie par l'émotion, tendre vers Lafon une main accusatrice :

— C'est lui qui a fait fusiller mon frère !

Et lui, le « dur des durs », vert de peur, il ne savait que dire :

— Ce n'est pas moi...

On a vu, lui aussi vêtu de noir, un homme se dresser à la barre et s'écrier, tourné vers Bony :

— C'est lui qui a arrêté ma femme !

Et lui, l'élégant policier, plus jaune que jamais, il ne pouvait que répéter :

— Ce n'est pas moi...

Ils nient. L'épouvante, à défaut du remords, les glace.

Ainsi, cette première audience consacrée aux témoins fut, par moments, singulièrement dramatique.

Le défilé des commissaires

Ce fut d'abord le défilé des commissaires chargés de l'enquête de police. M. Clot, au cours d'une déposition qui dura une heure et demie, précisa que, à des titres divers, plus de deux cents individus appartenaient à la Gestapo française et insista sur l'influence considérable dont jouissait Lafon dans les milieux de la collaboration.

Le commissaire Levitre affirma ensuite que Lafon, Clavié et Pagnon passèrent des aveux complets en ce qui concerne l'affaire d'espionnage d'Algérie.

On entendit enfin l'inspecteur Morin, que Lafon avait arrêté ; et aussi M. Couget, sous-directeur de l'Administration pénitentiaire, qui dut, sur l'ordre de Lafon, libérer en 1940 une trentaine de détenus de Fresnes.

Lafon aime les fleurs

Après la police, les prisonniers-témoins (à la requête de la défense). Ils sont cinq, actuellement détenus à Fresnes pour intelligences avec l'ennemi, qui viennent, flanqués de leurs gardes, proclamer leur sympathie et leur gratitude pour Lafon

Le marquis de Wiett (faux marquis, d'ailleurs), ex-administrateur des « Nouveaux Temps », lourd d'une mauvaise graisse, susurre qu'il a en effet entretenu avec Lafon des relations très cordiales. Georges Prade, aussi à l'aise dans le prétoire que dans les salons de M. Abetz, se porte garant de la générosité de Lafon.

Le docteur Lapiné et Guy des Voisins, eux aussi, ont eu recours aux bons offices de Lafon dont ils saluent le désintéressement. « Il n'acceptait que des fleurs », dit l'un d'eux. Il y a de ces mots qu'on n'inventerait pas.

Que penser de ces témoins? Lafon, qui s'y connaît, a déclaré à l'instruction que de Wiett et Georges Prade — parmi les autres — étaient « des requins ».

Une tragédie

Après eux, la sœur de M. Kellner — résistant fusillé — apparaît pour faire, très simplement, une déposition bouleversante. Son récit de l'arrestation de son frère par Lafon nous replonge dans la véritable atmosphère de ce procès, qui est une atmosphère de tragédie. Quand il la sépara de son frère :

— Kellner ? Vous ne le reverrez jamais, lui dit Lafon.

Le Président. — Et vous ne l'avez jamais plus revu ?

Mlle Kellner. — Je l'ai aperçu plus tard, sortant d'un car, rue Boissy-d'Anglas, un vendredi. Il était fusillé le lendemain.

Le Président. — Vous reconnaissez bien Lafon ?

Le témoin. — Oui.

Lafon. — Je ne connais pas cette dame. Je n'ai jamais vu Kellner.

Ainsi, le bandit, après avoir avoué ses crimes au cours de l'enquête, persiste, à l'audience, à ne plus retrouver ses souvenirs. Mais il y avait, avec Mlle Kellner, quatre autres personnes qui seront entendues aujourd'hui...

A Mlle Kellner (que les Allemands, après avoir fusillé son frère, ont ruinée), succédèrent : Mlle Dussart, amie innocente du traître Marongin ; la gouvernante de Geneviève De Gaulle; M. André Wagner, le libraire de la rue Bonaparte ; un ami de M. Pierre De Gaulle, chez qui s'était réfugiée Mlle De Gaulle; M. Théobald, instituteur de Montbar ; Mme Thievry, que la bande vola, et, enfin, deux femmes de chambre de la rue Lauriston.

Sur le fond, ces dépositions ne nous ont pas appris grand chose. Mais, à chaque instant, un détail souligne cruellement le rôle affreux de Lafon, cette brute, et de Bony, cette canaille.

Fernand POUEY.

MONTPARNASSE
POUR L'EMPRUNT !

VENDREDI 8 DÉCEMBRE

La journée du Commerce Parisien pour l'Emprunt de la Libération. Les Commerçants et les Artistes de Montparnasse accueilleront dans une ambiance unique les Parisiens et les Parisiennes y faisant leurs achats :

BAUMANN, Fleuriste
BIJOUX-PARFUMS, Parfumerie
CELL'S, Chemisier
LE CHENE LIEGE, Bouchons
LA COUPOLE
LE DOME
BRASSERIE DUMESNIL
DUPONT PARNASSE
L'ESTIVAL
JIMMY'S
LA BOULE BLANCHE
MORIZET, Pharmacie Hermès
LA PALETTE
PEARL, Photo-ciné
PIERRE PERRIN, Chemisier
LE POISSON D'OR
PAUL RENE, Encadreur
LE ROND POINT
LA ROTONDE
LE SELECT
LA VILLA
SALAVIN, Confiseur

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : **JEAN JAURÈS** — RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : **VAILLANT-COUTURIER**

DIRECTEUR : **MARCEL CACHIN**, sénateur de la Seine

Tirage du numéro précédent : 314.949 exemplaires

JEUDI 7 DÉCEMBRE 1944

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien PARIS-X[e]
TELEPHONE : PROVENCE 15-21
Inter : PRO 93-60

41e année — Numéro 97 (Nouvelle série)
LE NUMÉRO : **2** FRANCS

A BEAUVAIS, LA CINQUIÈME COLONNE attaque à la bombe et à la mitrailleuse

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, à Beauvais, le poste de gendarmerie et le poste de police ont été attaqués par bombes. Quelques gendarmes et policiers furent blessés.

Des rafales de mitrailleuse atteignirent la subdivision militaire.

Une mine non éclatée a été découverte à la permanence des Gardes civiques et républicaines.

Autant de provocations auxquelles il serait temps de mettre fin.

STALINE ET DE GAULLE ont à nouveau conféré hier

cependant que MOLOTOV et M. BIDAULT s'entretenaient longuement une seconde fois

Moscou, 6 décembre. — Un nouvel entretien s'est déroulé aujourd'hui entre le maréchal Staline et le général de Gaulle. Molotov, Bogomolov, MM. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, Garreau, ministre plénipotentiaire français en U. R. S. S., et Dejean assistaient aux conversations.

L'ARMEE ROUGE poursuit sa rapide avance en Hongrie. Elle menace Budapest. Elle court sur la route de Vienne. Elle se rapproche de l'Allemagne du sud, ainsi que de l'Autriche, où elle pourrait bien trouver des concours d'antinazis comme elle en trouve en Hongrie. De leur côté, Français et Alliés combattent victorieusement sur notre frontière et ainsi, à l'est, à l'ouest et au sud, le cercle se ferme sur le Reich hitlérien.

Pendant ce temps s'achèvent les pourparlers de Moscou. La presse internationale est unanime à reconnaître la grande importance du voyage du président de la République provisoire et de son ministre des Affaires étrangères. Les experts mettent au point les conclusions des conversations du Kremlin et l'on n'en connaît pas encore les résultats définitifs. Mais, déjà, il est possible d'interpréter le sens général des entretiens des hommes d'Etat français et soviétiques :

1) On a esquissé les conditions d'un rapprochement plus étroit de la France et de l'U.R.S.S.;

2) On a recherché les moyens d'assurer à l'une et à l'autre une sécurité définitive;

3) Des accords politiques et diplomatiques ont été envisagés;

4) Et comme deux des maréchaux les plus remarquables de l'U.R.S.S., Youkhov et Ghapochnikov, ont pris part aux débats, il n'est pas exclu de penser que des accords militaires ont été étudiés et peut-être fixés.

S'il en était ainsi, l'intérêt de la visite en aurait été, n'est-il pas vrai, singulièrement accru !

Dans les prochains jours, le pays sera renseigné sur les grandes lignes des accords conclus à Moscou. Sans doute, un grand débat s'instituera-t-il à l'Assemblée consultative lorsque le chef du gouvernement rendra compte de son séjour en U.R.S.S. Mais, dès maintenant, on peut déjà formuler certaines vérités d'évidence.

La première, c'est que la réception très chaleureuse qui fut réservée par Staline, Molotov et le peuple soviétique aux gouvernants de notre pays contribuera largement, dans le moment présent, à *relever le prestige de la France.* C'est comme une *grande puissance* que notre pays s'est présenté à Moscou. On a traité avec elle d'égal à égal. La grande part prise par nos F.T.P. et nos F.F.I. à la libération de Paris et de la France aux côtés de nos alliés avait prouvé la vitalité et la résurrection du peuple français ! L'U.R.S.S., qui fut toujours l'amie de la France, a été, cette fois encore, la première à consacrer avec éclat, devant l'univers, ce renouveau de la grandeur française et notre peuple n'est pas près de l'oublier.

En outre, notre pays ne manquera pas de retirer des avantages substantiels des pourparlers sur l'organisation générale de la paix.

Les deux grandes nations ont d'évidents intérêts communs en Europe continentale. La sécurité de l'une ne sera jamais assurée sans entente solide avec l'autre. On ne saurait traiter de la paix en Europe sans que les deux nations se soient, au préalable, entendues sur des propositions communes. Pourquoi ? Parce qu'elles sont toutes deux menacées depuis des siècles par le même ennemi.

Ajoutons que le peuple russe et le peuple français sont inspirés, l'un et l'autre, par un esprit de démocratie, de large humanité et de désintéressement réciproque. On ne peut soupçonner l'U.R.S.S. de desseins égoïstes à l'endroit de la France. Et il nous semble tout bonnement insensé de parler, comme le font les hitlériens, d'un impérialisme soviétique.

Nous permettra-t-on de demander à tous nos compatriotes de méditer sur ce grand événement européen qu'est l'actuel rapprochement franco-soviétique ? N'est-ce pas l'occasion de reviser certaines erreurs, de renoncer à certains préjugés, d'abandonner certaines accusations entretenues contre l'U.R.S.S. depuis de longues années et propagées par les ennemis de la France ?

Marcel CACHIN

Le général de Gaulle et M. Georges Bidault, au Parc de Culture de Moscou, devant des chars « Tigre » pris aux Allemands

(Transmis par bélinogramme à l'agence Keystone)

Moscou, 6 décembre. — Après avoir consacré sa matinée de mardi à la visite de la capitale soviétique, le général de Gaulle est rentré à l'ambassade de France, où il a reçu plusieurs ambassadeurs des nations unies à Moscou, dont M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis.

Il a ensuite déjeuné à l'ambassade, où M. Georges Bidault donnait un déjeuner intime en l'honneur des membres de la section française du commissariat soviétique aux Affaires étrangères.

Le général de Gaulle a ensuite reçu plusieurs ambassadeurs des nations unies, dont M. Harriman.

Les conversations Molotov-Bidault

Dans l'après-midi de mardi, Molotov a conféré avec M. Georges Bidault, en présence de Bogomolov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, et de M. Garreau, délégué plénipotentiaire du gouvernement français.

Pour la soirée une grande réception avait été organisée à l'ambassade de France en l'honneur de Molotov.

Plus de quatre cents invitations avaient été adressées aux membres du gouvernement soviétique ainsi qu'aux principales personnalités soviétiques et alliées.

La journée de mercredi

Dans la matinée, le général de Gaulle accompagné des généraux Juin et Petit, a visité l'école de formation des cadres d'artillerie de l'Armée rouge.

Il a déjeuné ensuite à l'ambassade de France avec les principaux militants de l'Aide française en U.R.S.S.

A 17 heures, le général Petit a reçu Dekanosov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères.

Dans la soirée, le général de Gaulle a assisté à un concert donné par l'Armée rouge.

A SAINT-ETIENNE trois attentats mystérieux contre un agent double

Qui a protégé l'assassin et favorisé sa fuite ?

L'opinion publique de Saint-Etienne est vivement émue par l' « affaire Gardet-Affner ».

La femme Gardet avait été arrêtée et incarcérée à cause de ses relations suivies avec des officiers allemands.

(SUITE EN 2e PAGE, 8e COLONNE)

Maison par maison combattent dans Athènes les patriotes grecs aux prises avec les forces réactionnaires

La grève générale s'étend à Salonique, Patras et d'autres villes

La situation ne fait que s'aggraver en Grèce. Entre Athènes et Le Pirée, des combats entre patriotes et forces réactionnaires et britanniques se déroulent à Patras, à Salonique et en d'autres villes hellènes.

Le gouvernement britannique a refusé la démission de Papaandréou, reculant devant la levée du peuple en lutte pour la démocratie et l'indépendance.

Le leader libéral Themistocles Sofoulis a déclaré que M. Papaandréou, démissionnaire, lui avait demandé la veille de former immédiatement un nouveau cabinet, ajoutant que la gauche et l'extrême-gauche, de même que les autres partis, avaient définitivement accepté d'entrer dans une coalition gouvernementale dont il assurerait la direction.

Veto britannique

« C'était là une solution convenable, a déclaré M. Sofoulis. Mais l'ambassadeur de Grande-Bretagne m'a informé, ce matin 6 décembre, que, selon les dernières instructions qu'il avait reçues du premier ministre britannique, tout changement dans la direction du gouvernement grec était actuellement impossible.

(SUITE EN 2e PAGE, 2e COLONNE)

Les Alliés se battent dans Sarreguemines

A marches forcées l'Armée Rouge approche de l'Autriche

Le 13 novembre, la 1re armée française se lançait à l'assaut du verrou de Belfort. Les difficultés mêmes de l'opération : pluie dans la vallée, neige sur la montagne, solides défenses allemandes, étaient devenues des facteurs de réussite en endormant l'ennemi dans une trompeuse quiétude.

Belfort débordé, le Rhin atteint, Mulhouse délivrée, le général Leclerc se lance à son tour en avant et renouvelle, au col de Saverne, la manœuvre hardie du général Delattre de Tassigny. Fonçant par une route difficile, il débouche dans la plaine et prend Saverne à revers, comme Belfort avait été pris. Exploitant aussitôt ce succès, il lance ses colonnes sur Strasbourg.

L'ennemi s'est, depuis lors, quelque peu ressaisi. Il s'accroche à cette terre d'Alsace qu'il avait colonisée. A Neuf-Brisach, des ponts de bateaux résistent qui doivent être tenus coûte que coûte. Des arrière-gardes sont chargées de ralentir l'avance alliée pour couvrir le plus longtemps possible les formations en retraite. D'où les durs combats sur les Vosges, au sud de Strasbourg et au nord de Mulhouse.

Hier, la Schlucht et le Hohneck ont été enlevés. Sélestat est fermement tenue. Trois colonnes françaises et une américaine venant de Ribeauvillé convergent vers Colmar dont la chute marquera la fin de l'occupation de l'Alsace.

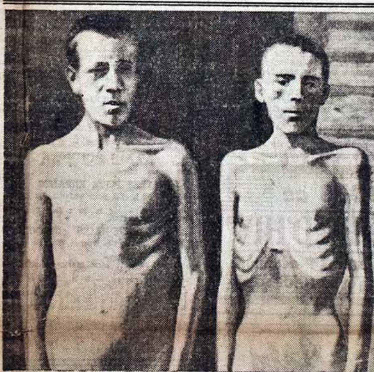
(SUITE EN 2e PAGE, 3e COLONNE)

A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

Les projets du ministre des prisonniers et déportés provoquent une critique longue et approfondie

à laquelle participe notamment Raymond GUYOT

Après l'intervention d'André Mercier, Benoît FRACHON, de la C. G. T., propose une commission d'enquête sur l'emploi des fonds gouvernementaux affectés à la Résistance



Maltraités, sous-alimentés, voici deux prisonniers soviétiques du camp de Hœnstern, près de Tannenberg, en Prusse-Orientale. Pour ceux-là, Hitler se souciait peu des conventions internationales...

Georges COGNIOT interroge M. Capitant sur les problèmes de l'éducation nationale

Les crédits afférents au ministère des prisonniers et déportés ont fait l'objet d'un long débat à la Consultative. Nombre de délégués sont intervenus pour connaître l'utilisation des fonds demandés.

Des observations ont été présentées par MM. *Gagnaire, Dechartre* et *Benet*, du Mouvement national des Prisonniers et Déportés. L'activité du centre de la rue d'Artois — centre qui a obtenu une subvention du ministre — a été examinée. Des plaintes ont été élevées contre cet organisme qui obligeait des prisonniers à signer une feuille d'adhésion en même temps qu'il leur délivrait un secours.

M. Bugeaud a souligné que l'Association d'aide aux Déportés a longtemps versé des subventions de façon arbitraire en tenant compte des opinions politiques des intéressés.

Dans une intervention très applaudie, *Raymond Guyot* a demandé au gouvernement de tout faire pour assurer une vie digne aux familles des prisonniers et déportés. Il conviendrait de porter le taux des allocations à 50 francs.

(SUITE EN 2e PAGE, 7e COLONNE)

LA NATION ET LES SINISTRÉS

SI Noisy-le-Sec est pour la région parisienne la ville martyre, il est peu de régions qui ne comptent des villes et des bourgs partiellement détruits soit par les bombardements, soit par le vandalisme des armées boches.

Une partie de la ville du Havre est anéantie, des quartiers entiers de la ville de Tours sont rasés ; à Lyon, le quartier de Vaise n'est plus qu'un amas de décombres, Saumur, Gien, Orléans, Marseille, Toulon, Valence, Avignon et combien d'autres cités jadis pleines de vie sont en deuil : leurs décombres ont servi de linceuls à des milliers de pauvres gens dont les rescapés n'ont plus ni logis, ni mobilier, ni ressources.

Le recensement de toutes ces victimes innombrables de la guerre voulue par Hitler et ses agents français de la cinquième colonne reste à faire. Lorsqu'on sait que la France compte 600.000 chômeurs, dans un moment où l'effort de guerre ne devrait permettre à aucun Français de quémander du travail, on conçoit que la situation des sinistrés, logeant au petit bonheur avec de tout jeunes enfants et des vieillards là où ils ont pu trouver un abri précaire, sans charbon, sans vêtements, sans argent, est d'autant plus critique.

Que fait-on pour secourir dès maintenant ces milliers de Français ? Que font les pouvoirs publics ?

Va-t-on tolérer que l'insuffisance criminelle des décrets de Vichy continue à servir de base aux secours et aux mesures destinées à ce qui doit être la restauration des sinistrés dans leur droit, — dans leur droit d'avoir un foyer, de vivre décemment et d'élever leurs enfants à l'égal des autres Français ?

Sait-on par exemple qu'un chef de ménage sinistré total a touché, en application de la loi du 6 janvier 1944, 1.500 francs par personne comme secours de première urgence ? qu'un sinistré partiel n'a touché que 1.000 francs ? Sait-on que l'indemnité de déménagement et de réinstallation ne s'est élevée qu'à 750 francs par personne ?

Quant à ceux qui avaient une police d'assurance contre l'incendie, l'allocation a été fixée, par ce même décret vichyssois, à 30 % de la valeur assurée pour un célibataire, à 50 % pour un ménage avec 10 % en plus par enfant.

En regard de ces aumônes, rappelons le prix actuel du coût de la vie, le prix de la moindre table de cuisine, d'un buffet série en bois blanc, d'une chaise de « paille », etc., sans oublier les draps, le linge, la vaisselle, et mesurons la détresse de nos frères des villes qui, ayant pu fuir à temps l'ouragan de fer et l'incendie, ont tout abandonné, y compris leurs morts, sur les lieux de leur modeste existence. Il faut tout d'abord en finir avec les décrets et les méthodes de Vichy !

Pour se targuer d'avoir une politique de guerre nationale et une politique de reconstruction en rapport avec elle, il faut avoir une politique des sinistrés.

Il ne convient pas que, sur cette question comme sur tant d'autres, on nous oppose l'argument de l'argent, l'argument budgétaire.

Moins de sollicitude à l'égard des traîtres du Comité des Houillères, du Comité des Forges, du Consortium du Textile ! Moins d'égards pour les gros actionnaires des grandes sociétés auxquels on offre en guise de châtiment des millions au titre d'indemnités pour des réquisitions d'usines qui n'ont rien de commun avec la confiscation escomptée par le pays !

Moins d'égards pour les traîtres, et de justes réparations pour leurs victimes, au nombre desquelles sont les sinistrés.

La question des sinistrés est une question nationale, c'est celle de toute la France ; chaque localité sinistrée doit avoir son comité de sinistrés, chaque comité de sinistrés doit trouver un appui dévoué auprès de chaque comité local de libération.

Partout, dans les communes et villages non sinistrés, mais où les sinistrés ont trouvé un refuge, ces derniers doivent s'organiser, entrer en contact avec le comité créé dans leur commune du quartier d'origine.

Il faut dresser le dossier complet des sinistrés, établir rapidement un programme de secours immédiats et de réparations et mener campagne pour le faire aboutir. L'esprit patriotique auquel la France doit sa libération — hélas! incomplète encore — auquel la France doit l'écroulement du régime odieux que les Boches lui avaient imposé, l'esprit patriotique qui flambe plus que jamais au cœur des Français aidera à résoudre le problème des sinistrés considéré comme un grand devoir national.

G. MONMOUSSEAU.

Georges Prade envoyait des fleurs à Lafont pour prix de ses services

L'audience d'hier à la Cour de justice a vu le commencement du long défilé des quatre-vingt-six témoins.

Après quelques policiers qui font l'historique des différentes affaires, c'est le tour des témoins cités par le défenseurs de Lafont : Lionel de Wiett, Georges Prade et le docteur Lapinay.

Georges PRADE

Ces témoins de « moralité » (qui sont eux-mêmes inculpés dans l'affaire) ont obtenu des libérations ou des atténuations de peine pour certaines personnes : la comtesse Siméon, MM. Alvarez Munoz, de Lubersac, le fils du général Mast, M. Nègre. Il n'y a pas beaucoup de métallurgistes ou de petits employés.

— Ces interventions de Lafont étaient-elles rémunérées ? demande le président.

— Non, répond Georges Prade, je lui envoyais des fleurs, qu'il aimait beaucoup.

Pour donner à ces témoignages leur véritable valeur, le commissaire du gouvernement fait remarquer que Lafont lui-même parlait de Lionel de Wiett, Prade et Luchaire comme de « trois requins toujours en querelle pour des questions d'argent ».

On entend ensuite la sœur de Kellner, vêtue de noir ; elle versa quatre millions pour la libération de son frère, alors qu'il était déjà fusillé. Elle reconnaît formellement Lafont.

Il en est de même des témoins suivants, qui parlent également des tortures de la rue Lauriston.

STRUTHOF ICI L'ON TUAIT avec les raffinements *de la barbarie scientifique*

(De notre correspondant de guerre Roland Diquélou)

Le Struthof... Une route longue, longue, toute en lacets et qui monte entre les forêts de pins et les prairies. Paysage mélancolique et doux, les torrents limpides aux lits de granit rose, les troncs de sapins, rougeoyants, étendus en travers et qui semblent prêts à dévaler vers les prairies vertes à mi-pente. On pense aux luges, aux bonnets de laine rabattus sur les oreilles, aux bons souliers ferrés, aux oies rôties, aux brioches sucrées des Vosges.

Lisez l'inscription en allemand (Tout ici est allemand sauf le cœur des Alsaciens):

« Route interdite aux civils — Réservée à la police... »

Au loin, les baraques, gris-vert, aplaties et lugubres : camp de concentration.

Le brouillard des montagnes vosgiennes pénétrait partout ici. Rien ne pouvait distraire les patriotes de Paris, de Bruxelles, de Varsovie qui attendirent la mort pendant trois ans. Sous la trique des bourreaux SS., au milieu du silence hostile, ils vivaient avec le froid, la faim, au voisinage de la mort.

Le paysan qui a vécu dans ce camp de mort, de 41 à 44, était voiturier. Avec son cheval, il pénétrait chaque jour parmi les prisonniers. Il n'a pas tout vu. Mais son pauvre esprit d'homme simple choisi à cause de cela par les Boches, a été frappé pour toujours par les horreurs dont il a été témoin. Il parle très mal le français, mais il montre.

(SUITE EN 2e PAGE, 3e COLONNE)

BREF

Les techniciens

Il faut être pris pour être appris, n'est-ce pas ? et un homme averti en vaut deux. En vertu de ce principe inattaquable, on a décidé de garder à la Production Industrielle les 600 ingénieurs de Bichelonne et, à la Justice, les magistrats qui ont prêté serment à Pétain : eux, du moins, savent nettement ce qu'il ne faut pas faire, et pour cause ! Ils l'ont fait !

A notre avis, le gouvernement se trouverait bien d'imiter ces exemples de sagesse : M. Jeanneney a de l'expérience, c'est entendu, mais M. Chautemps connaît toutes les roueries parlementaires beaucoup mieux que lui, il est donc tout indiqué pour le remplacer : les meilleurs guides ne sont-ils pas ceux qui connaissent le mieux tous les endroits dangereux ?

Regardez encore M. Teitgen le pauvre homme se défend bien mal contre les manœuvres des trusts de la Presse. Remplacez-le donc par M. Prouvost, au moins on y verra clair, on saura où on va...

Il se trouvera sans doute d'éternels mécontents pour craindre que ces gens ne soient pas sûrs. Mais c'est là défiance de révolutionnaires sans réalisme politique : à l'heure actuelle, les idées n'ont pas d'importance, il nous faut des techniciens.

— PEPIN.

LIRE EN 2e PAGE :

« Le principal devoir : faire la guerre »

(Procès-verbal de la séance du 6 décembre du Bureau Politique du Parti communiste français.)

Par toute la France, les mains actives et généreuses des « Amies du Front » tricotent pour nos soldats.

Beau bilan d'une semaine de travail des « Amies du Front » :

Plus de 100 paires de chaussettes à Saint-Denis, 175 paires dans le 13e arrondissement, 1.500 paires dans la région bordelaise, 240 pull-over à Limoges.

Femmes de France, rejoignez les « Amies du Front » ! Aidez-les ! Avec de la laine et des doigts agiles, la vie de nos soldats sera sauvegardée.

Loterie Nationale

TRENTE-QUATRIEME TRANCHE 1944

LES NUMEROS 103.399 et 217.312 gagnent

Série A, 6 millions. Série B, 2 millions

Dernier chiffre du billet	NUMER. GAGN.	Montant du lot Série A	Série B
1	1	200	300
	177.191	25.000	50.000
	283.321	25.000	50.000
2	087.992	25.000	50.000
	014.482	25.000	50.000
	094.592	250.000	200.000
	125.932	250.000	500.000
	252.602	25.000	50.000
	204.942	750.000	500.000
	217.312	6.000.000	2.000.000
3	232.233	25 000	50.000
	207.863	25.000	50.000
4	4.434	8.000	25.000
	071.424	25.000	50.000
	020 114	25.000	50.000
	158.044	100.000	100.000
5	955	2.000	4.000
	7.795	10.000	40 000
	132.225	25.000	50.000
	060.255	25.000	50.000
	048.965	50.000	100.000
	006.425	50.000	100.000
	089.945	100 000	100.000
	192.025	100.000	100.000
6	2.966	4.000	10.000
	1.306	6.000	15.000
	000.536	25.000	50.000
	005.546	100.000	100.000
	260.676	25.000	50.000
	159.856	50.000	100.000
	294.036	50.000	100.000
7	146.247	50.000	100 000
	192.457	50.000	100.000
8	8	200	200
	9 848	12.000	50.000
	138.678	50.000	100.000
	220.838	1.000.000	1.000.000
9	29	400	800
	104.389	100.000	100.000
	103.399	6.000.000	2.000.000
	194.059	25.000	50.000
	243.959	25.000	50.000
	252.349	50.000	100.000
	346.729	100 000	100 000
	251.999	250.000	200.000
0	121.060	25.000	50.000
	092.210	1.000.000	1.000.000

Georges Prade envoyait des fleurs à Lafont

pour prix de ses services

L'audience d'hier à la Cour de justice a vu le commencement du long défilé des quatre-vingt-six témoins.

Après quelques policiers qui font l'historique des différentes affaires, c'est le tour des témoins cités par le défenseurs de Lafont : Lionel de Wiett, Georges Prade et le docteur Lapinay.

Ces témoins de « moralité » (qui sont eux-mêmes inculpés dans l'affaire) ont obtenu des libérations ou des atténuations de peine pour certaines personnes : la comtesse Siméon, MM. Alvarez Munoz, de Lubersac, le fils du général Mast, M. Nègre. Il n'y a pas beaucoup de métallurgistes ou de petits employés.

Georges PRADE

— Ces interventions de Lafont étaient-elles rémunérées ? demande le président.

— Non, répond Georges Prade, je lui envoyais des fleurs, qu'il aimait beaucoup.

Pour donner à ces témoignages leur véritable valeur, le commissaire du gouvernement fait remarquer que Lafont lui-même parlait de Lionel de Wiett, Prade et Luchaire comme de « trois requins toujours en querelle pour des questions d'argent ».

On entend ensuite la sœur de Kellner, vêtue de noir ; elle versa quatre millions pour la libération de son frère, alors qu'il était déjà fusillé. Elle reconnait formellement Lafont.

Il en est de même des témoins suivants, qui parlent également des tortures de la rue Lauriston.

L'AFFAIRE DE LA GESTAPO FRANÇAISE

L'audition des témoins se poursuit aujourd'hui

L'audition des témoins cités soit par la défense, soit par l'accusation, n'a pas apporté beaucoup d'éclaircissement sur les agissements des sinistres collaborateurs de la Gestapo. La personnalité, en particulier, de Lafont demeure énigmatique. Il est de toute évidence que celui-ci est un traître, un espion, un être vil, mais il n'en est pas moins un homme accessible à certains sentiments de générosité. Tout en lui est contraste, tout en lui est contradiction, il est de la race de ces aventuriers qui ne distinguent pas le bien du mal et qui ne savent faire un choix dans les sentiments qui les animent : un Arsène Lupin de la pègre et de la collaboration.

Une chose est certaine, c'est que, devenu Allemand par sa naturalisation, il l'était devenu de cœur jusqu'à non seulement souhaiter, comme son ami Laval, mais encore vouloir la victoire du Reich.

Les autres à ses côtés paraissent n'avoir été que des comparses, il était le chef, ils étaient « ses hommes ». Aussi les témoins qui ont comparu hier à la barre ne les ont-ils pas trop accablés ; ils n'en sont pas moins, eux aussi, des traîtres ayant accepté de servir l'ennemi. Les dépositions sont toutes concordantes et formelles : ils ont procédé à des arrestations de patriotes pour le compte de la Gestapo, ils ont dénoncé des « résistants », ils ont enfin participé à la lutte contre le maquis, agrémentant cette action proallemande de vols, de chantage, de friponnerie personnelle.

Tel est le triste et horrible bilan que l'audience d'aujourd'hui n'a fait que confirmer.

Le verdict qui interviendra à la fin de ces longs débats ne fait de doute pour personne : la cause est d'ores et déjà entendue et jugée.

Quatre singes à vendre

New-York, 7 décembre. — L'armée américaine a quatre singes à vendre. Telle est la surprenante révélation faite par Herman Hilton à la Commission de la Défense nationale du Sénat.

Ces singes servaient aux avia-

BONY, LAFONT ET Cie DEVANT LA COUR DE JUSTICE

C'est pour Bony que l'audience de la Cour de Justice a mal commencé, hier.

En effet, un témoin affirme que l'ex-policier, contrairement à ses dires, savait qu'il allait arrêter Geneviève de Gaulle. Bony ergote faiblement.

C'est ensuite l'affaire Delval. Ce dernier aimait à se vanter de ses crimes devant ses victimes. Il doit bien le regretter maintenant, car plusieurs sont venues témoigner aujourd'hui. Une femme de déporté déclare :

« Il m'a parlé de l'arrestation de 14 de nos camarades, puis comment il avait fait arrêter et fusiller un déserteur allemand communiste. « C'é-« tait un homme remarquable, m'a-« t-il dit. Il était devenu un ami pour « moi et pourtant je l'ai fait ar-« rêter. »

Puis vient le tour de Tate, résistant passé à la Gestapo et qui dénonça tous ses camarades. La déposition la plus émouvante est celle de la mère d'une victime.

« Je travaille avec sa mère depuis douze ans. Et il a connu mon fils tout petit. C'est abject. »

Et le chef du groupe de Résistance auquel appartint le criminel vient réclamer justice au nom de 200 déportés ou fusillés.

Et les témoins défilent, accusateurs, demandant justice pour venger des parents, des amis. Parmi eux, Mmes Etienne et Paulin, veuves de fusillés.

Ce sont ensuite des témoignages cités par la défense, sans grand intérêt ; ils tendent à prouver que tous étaient de braves gens jusqu'au jour où ils sont devenus des tueurs. On s'en doutait un peu.

Aujourd'hui, réquisitoire du commissaire du gouvernement.

LES EXPOSITIONS

PARIS
14, ROND-POINT DES CHAMPS-ELYSEES
RÉDACTION ADMINISTRATION PUBLICITÉ
PETITES ANNONCES
21, Boulevard Montmartre, 21
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.
Rédaction de nuit : PRO. 25-33.

Le Gaulois

LE FIGARO

2 francs

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent à rien et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

SAMEDI 9 DECEMBRE 1944
N° 96 — 118e ANNEE

Vous devez
Vous pouvez SOUSCRIRE A L'EMPRUNT
CAR LE MONTANT MINIMUM DES SOUSCRIPTIONS EST SEULEMENT DE 1.000 FRANCS
SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le voyage du général de Gaulle et les entretiens de Moscou. — Les usines Renault. — Les Compagnies Républicaines de Sécurité.

LE Conseil des ministres que présidait hier matin M. Jules Jeanneney, a entendu une importante communication de M. René Pleven, ministre des Affaires étrangères par intérim, relative aux entretiens de Moscou.

C'est la première fois, depuis le départ du général de Gaulle, que la question est longuement abordée à l'Hôtel Matignon.

— Les conversations entre le chef du Gouvernement et le maréchal Staline se poursuivent favorablement, a déclaré M. Pleven.

On sait que, d'autre part, M. Georges Bidault et M. Molotov se rencontrent quotidiennement et que des contacts ont été établis entre le général Juin et le général Antonov, sous-chef d'état-major général de l'armée russe.

La plus grande discrétion entoure, on le devine, les négociations en cours. Aucune information officielle ne sera communiquée à la presse avant la fin des entretiens.

VERS UN TRAITE D'ALLIANCE ?

On croit pouvoir dire cependant, dans certains milieux bien informés, que l'ampleur des discussions et l'importance des sujets traités dépassent les prévisions.

Il ne serait pas impossible que sous peu nous apprenions la conclusion d'un traité d'alliance franco-russe sur le modèle du traité russo-britannique de 1942.

Toutes les conversations se déroulent d'ailleurs en plein accord avec les Anglo-Saxons.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, qui a suivi les entretiens, aurait gagné Londres pour informer son gouvernement des conditions favorables dans lesquelles se poursuivent les négociations.

NOTRE SECURITE A L'EST

Le Gouvernement français et l'opinion française estiment que les accords de Moscou doivent apporter des garanties substantielles relativement à la sécurité de nos frontières à l'Est.

La Russie a fait connaître ses revendications. Nous avons exposé les nôtres. La paix dépend, en effet, du tracé des futures frontières de l'Allemagne qui devra se sentir surveillée et menacée, si nous voulons la rendre inoffensive.

N'est-il pas juste aussi que nous réclamions l'exploitation de la Sarre en compensation des destructions accomplies sur notre sol ?

C'est au delà du Rhin que se situe notre zone de sécurité. Le bassin de la Ruhr devrait être neutralisé et la création d'un Etat rhéno-westphalien envisagée.

Telles seraient les grandes lignes du programme français.

LES USINES RENAULT

Nous nous étions demandé si la découverte d'un testament rédigé par Louis Renault n'avait pas retardé la procédure de nationalisation des usines, envisagée depuis longtemps par le Gouvernement.

Le ministre de la Production industrielle nous fait savoir que l'ordonnance relative « à la dissolution, à la confiscation de la Société anonyme Renault et à la création et à l'organisation de la Régie nationale de ces usines a été soumise à l'examen du Comité économique interministériel et du Comité juridique du Gouvernement. Le projet sera présenté incessamment, pour adoption, au Conseil des ministres ».

Interrogé par les journalistes au sujet de l'existence du testament Renault, un membre du Gouvernement a déclaré :

— Même si ce testament — que personne n'a vu — existait, cela ne changerait rien à la situation.

QUESTIONS DIVERSES

Sur la proposition de M. Tixier, ministre de l'Intérieur, le Gouvernement a décidé la dissolution des groupes mobiles de réserve (G.M.R.) constitués par l'administration de Vichy, et la création de Compagnies Républicaines de Sécurité.

— Sur la proposition de M. Diethelm, ministre de la Guerre, et de M. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, l'organisation d'un service national de déminage a été approuvée.

— Ont été révoqués sans pension : M. Yves Bréard de Boisanger, de ses fonctions de gouverneur de la Banque de France et d'inspecteur des finances ;

M. Joseph Ripert, de ses fonctions de directeur des assurances et d'inspecteur des finances ;

M. Louis Coquelin, de ses fonctions de directeur du commerce extérieur et d'inspecteur des finances.

La suite de la réunion a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

L. Gabriel-Robinet.

LES CONVERSATIONS DE MOSCOU
LES CONTACTS FRANCO-SOVIÉTIQUES
ONT AFFERMI L'AMITIÉ ENTRE LES DEUX PAYS

Les résultats tangibles des entretiens politiques et diplomatiques ne seront pas connus avant quelques jours

Moscou, 8 décembre. — **Depuis leur arrivée à Moscou, le général de Gaulle et M. Bidault ont eu avec les dirigeants soviétiques, plusieurs entretiens qui ont maintenant dépassé le stade du tour d'horizon diplomatique.**

Le 6 décembre, le général Juin, de son côté, a abordé pour la première fois avec l'Etat-major soviétique les problèmes de son ressort. On ne s'étonnera pas, outre mesure, si, du côté soviétique, on observe une absolue discrétion sur le contenu de ces deux séries d'entretiens. Ce qu'on peut assurer c'est qu'une grande cordialité n'a pas cessé d'inspirer les contacts entre les hommes d'Etat français et russes. Devant les écrivains et journalistes soviétiques le général de Gaulle a défini l'amitié franco-soviétique comme « la mieux établie, la plus sincère et la plus raisonnable qui soit ». Cette déclaration du chef du Gouvernement français a été très remarquée.

Du côté français, on a enregistré également avec beaucoup d'intérêt les distinctions, extrêmement rares, qui ont été conférées à deux aviateurs de l'escadrille « Normandie », devenus « héros de l'Union Soviétique ».

Dans peu de jours, la visite du général de Gaulle prendra fin.

Dès maintenant, quels que puissent être les résultats immédiats des conversations, on peut affirmer que ces contacts ont affermi l'amitié et la solidarité entre les deux nations.

Des entretiens prolongés

Moscou, 8 décembre. — M. Bidault a conféré, hier, pendant quatre heures et demie avec M. Molotov, en présence de MM. Roger Garreau, chef de la délégation française à Moscou, et Maurice Dejean, directeur général-adjoint au ministère des Affaires étrangères. L'entretien que le général Juin, chef d'Etat-major général, et le général Petit, chef de la mission militaire française à Moscou, ont eu dans l'après-midi avec le général Antonov, sous-chef d'Etat-major soviétique, s'est prolongé jusque dans la soirée.

L'escadrille « Normandie » viendra à Moscou saluer le général de Gaulle

Moscou, 8 décembre. — Le temps n'ayant pas permis au général de Gaulle de se rendre aujourd'hui en avion sur le front de Prusse orientale pour y visiter notamment l'escadrille « Normandie » le gouvernement soviétique a autorisé cette unité à venir par le train à Moscou.

Au cours d'une prise d'armes, le général de Gaulle remettra des décorations à deux as de l'escadrille « Normandie », Marcel Albert et Roland de la Poupe, ainsi qu'à plusieurs de leurs camarades. Le général remettra également des décorations françaises à plusieurs militaires soviétiques.

Moscou, 8 décembre. — La représentation d'orchestre et de chants donnée à la Maison de l'Armée Rouge en l'honneur du général de Gaulle, a été l'occasion d'une nouvelle manifestation de l'amitié franco-soviétique.

Le général de Gaulle s'est entretenu à nouveau avec le maréchal Staline

Moscou, 8 décembre. — **Le général de Gaulle s'est de nouveau entretenu aujourd'hui avec le maréchal Staline, en présence de M. Molotov, vice-président des commissaires du peuple, M. Bogomolov, ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement Provisoire, et M. Garreau, ministre plénipotentiaire à Moscou.**

LA GUERRE — Les troupes françaises SONT ENTRÉES DANS THANN

Sur la rive est de la Sarre allemande les Américains poursuivent leur avance parmi les ouvrages de la ligne Siegfried

LE calme continue de régner sur le front de Hollande, et comme les 9e et 1re armées américaines marquent un temps d'arrêt à l'est d'Aix-la-Chapelle, sur la Roër qu'elles ont atteinte dans le secteur Juliers-Linnich et dans celui de Bergstein, tout l'intérêt se reporte sur les opérations de la région de la Sarre et de l'Alsace.

Sur le front de la Sarre

Tandis que la résistance des derniers éléments ennemis encerclés dans les ouvrages fortifiés de Metz paraît toucher à sa fin, les forts Saint-Quentin et Plappeville viennent de capituler, et plusieurs centaines d'Allemands ont été faits prisonniers. Le général Patton maintient sa pression sur tout le front, de Merzig jusqu'à la forêt de Bitche.

Sur la rive orientale de la Sarre, le communiqué allié ne précise pas si le nettoyage de Dillingen a été achevé, mais la ville paraît avoir été dépassée par certains éléments alliés, puisque ceux-ci ont atteint la forêt de Pachten, au nord-est.

Nous ne savons rien de nouveau de ce qui se passe à l'est de Sarrelouis. Mais, au sud-est, l'attaque vers Sarrebrück a fait des progrès très nets. Les Américains ont pris Hostenbach et atteint Fürstenhausen, sur la rive gauche de la Sarre, en face de Volklingen, et à 9 kilomètres à l'ouest du centre de Sarrebrück. Des trois plus grandes villes industrielles de la Sarre, Sarrebrück, Volklingen et Dillingen, les deux premières sont donc sous le feu des canons américains et la troisième est au cœur de la bataille.

Au sud, la forêt de la Warndt, célèbre depuis 1939, a été presque entièrement nettoyée et Grande-Roselle a été pris. La chute de Forbach est imminente, si elle n'est pas déjà un fait acquis. On se bat toujours dans Sarreguemines, libérée pour la plus grande partie. Wittring à 8 kilomètres, et Etting, à 10 kilomètres au sud-est, ont été pris. Sensiblement plus loin à l'est, Montbronn et Enchenberg, à la lisière ouest de la forêt de Bitche, ont été libérés également, ainsi que Saint-Louis-les-Bitche.

En Alsace, les Français sont entrés dans Thann

Au nord-est de l'Alsace, la résistance de l'ennemi autour d'Haguenau, devant la trouée de Wissembourg, reste très forte, et, au cours d'une violente contre-attaque, les Allemands ont réoccupé en partie Mertzwiller.

Au nord de Colmar, près d'Ostheim, l'ennemi résiste également avec vigueur pour garder ouverte la voie d'évacuation vers Neuf-Brisach. Mais, un peu plus à l'ouest, les Français venant de Ribeauvillé ont occupé Riquewihr et atteint Mittelwihr.

Une autre colonne, arrivant du nord, c'est-à-dire de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, par la route transversale d'Aubure au pied du Brézouard, est entrée à Fréland, et est descendue dans la vallée de Kaysersberg en débordant Lapoutroie.

Enfin, un succès important a été acquis par les troupes, également françaises, qui dominaient, plus au sud, la vallée de la Thür et qui sont descendues dans cette vallée, libérant Bitschwiller, et entrant dans Willer-sur-Thür et dans Thann, où des combats sont en cours. Plus au sud de Thann, Rammersmatt et Michelbach ont été pris également.

La poussée soviétique vers Budapest et Vienne

On n'a pas de renseignements dignes de foi sur l'attaque directe lancée par les forces soviétiques contre Budapest, depuis Ujpest, Budafok et Csepel. On nous dit bien que des groupes d'assaut soviétiques auraient pénétré dans la ville, mais on nous avait dit la même chose au début de novembre. Ce qui est sûr, c'est que l'offensive soviétique se poursuit au nord de Budapest, exactement à l'est de Hatuan, vers le grand coude du Danube et Vacs, et que la manœuvre du général Tolboukhine dans le sud-ouest de la Hongrie se développe si dangereusement pour l'ennemi que celui-ci fait un effort énorme pour y parer. Les Allemands n'ont pu empêcher les forces soviétiques qui remontent la rive occidentale du Danube vers Budapest de s'emparer d'Adony à 40 kilomètres de la capitale, mais ils ont jeté des forces très puissantes dans la bataille, au sud de Szekesfehervar plus à l'ouest, et une bataille acharnée est en cours dans ce secteur.

L'ennemi a également amené en hâte de nombreuses divisions pour barrer la route aux avant-gardes russes qui sont parvenues à 35 kilomètres de la frontière autrichienne au sud du lac Balaton, et là aussi, une grande bataille s'annonce. En même temps, l'armée allemande de Yougoslavie (armée von Weichs) qui, au prix de difficultés inouïes, a dû se rassembler et se frayer un passage au milieu d'un pays tout entier aux mains des guérillas du maréchal Tito, pousse vers le nord afin de n'être pas coupée par l'avance soviétique et de jouer un rôle à l'aile droite allemande dans la défense de l'Autriche.

Dans le Pacifique

Les efforts des Japonais pour tenir à tout prix leur position d'Ormoc, à Leyte, sont toujours aussi coûteux. L'attaque d'un de leurs convois par l'aviation américaine leur a encore coûté 13 navires et 4.000 hommes. Leurs parachutistes lancés dans la région de Tacloban ont été anéantis, et les Américains ont réussi à prendre à revers la défense japonaise par un débarquement à 5 kilomètres au sud d'Ormoc.

Jacques Darcy.

Les Français doivent aider les Français

NOUS avons ouvert hier cette rubrique, elle répond, nous en sommes malheureusement certains, à l'une des plus impérieuses nécessités actuelles : celle de la solidarité nationale. Il ne s'agit pas de charité, il s'agit d'un devoir encore plus immédiat : il faut que des Français empêchent d'autres Français de mourir de froid. Le dénuement effroyable dans lequel se trouvent des centaines de milliers de nos compatriotes va, si un immense effort d'entr'aide n'est pas tenté, faire plus de victimes que les combats eux-mêmes.

En Normandie et peut-être plus encore — parce que le désastre est plus récent — dans les Vosges, en Alsace et en Lorraine, des femmes, des enfants, des vieillards n'ont plus de toit. Ils n'ont même pas de couverture pour dormir dans les pauvres refuges qui ont pu être mis à leur disposition.

« L'entr'aide française » nous a confirmé hier cette situation quasi désespérée. Une organisation nouvelle et complète va permettre de collecter à domicile les couvertures et les vêtements dont dépendent tant de vies françaises. Nous publierons demain les détails de cette organisation.

J. E.

Le C.P.L. organise du 9 au 17 décembre : collectes de friandises, lainages, jouets, argent pour confectionner colis pour soldats et organiser arbres de Noël pour enfants des « absents ».

Pour enfants sinistrés, petits Parisiens épargnés peuvent déposer jouets dans écoles de chaque arrondissement. Seront distribués par Croix-Rouge. Permanence centrale chaque jeudi de 14 à 18 heures, 30, rue Washington.

A Athènes les E.L.A.S. se maintiennent dans le quartier nord-est et au sud de l'Acropole

Londres, 8 décembre. — Des obusiers moyens britanniques ont été mis ce matin en batterie contre les hauteurs tenues par les Elas et dominant les casernements de la brigade de montagne grecque dans le quartier nord-est d'Athènes. Les Elas se sont fortement retranchés sur ces collines et disposent de mortiers, de mitrailleuses et d'une grande quantité de grenades à main de provenance allemande et italienne. La brigade de montagne grecque est parvenue hier à faire une centaine de prisonniers. Au centre de la ville, quelques combats se poursuivent encore près de l'ambassade britannique.

En dépit de leur effroi, des centaines d'habitants d'Athènes, poussés par la faim, errent dans les rues de la ville, à la recherche de nourriture. Des balles partent encore des toits des maisons et, de temps en temps, le crépitement des mitrailleuses lourdes se fait entendre. L'organisation de secours américano-britannique envoie du ravitaillement à l'hôpital où ont été amenés, depuis dimanche, 250 blessés appartenant aux deux camps et parmi lesquels se trouvent des femmes et des enfants.

Malgré l'attaque aérienne dirigée hier contre eux, les Elas ont conservé leurs positions au sud de l'Acropole, dont la colline est occupée par les parachutistes britanniques. Des escarmouches se poursuivent au Pirée, mais, d'après les rapports reçus, les éléments Elas n'y opposeraient plus une grande résistance. (*Reuter.*)

Grève générale à Salonique

Londres, 8 décembre. — La grève générale a été déclarée à Salonique. (*Reuter.*)

Le communiqué du général Scobie

Londres, 8 décembre. — Selon des informations diffusées par la B.B.C. le communiqué de cet après-midi de l'Etat-major du général Scobie signale que les attaques de partisans n'ont pas diminué. Les troupes britanniques et grecques continuent cependant d'avancer lentement, procédant au nettoyage d'Athènes. On a pu observer, ajoute le communiqué, que de nouveaux détachements de manifestants se dirigent en ce moment vers la capitale.

Les troupes britanniques ont fait 900 prisonniers, qui ont été remis aux autorités grecques, 90 0/0 de ces prisonniers sont des civils.

(*A.F.P.*)

Une cour martiale va juger les « meneurs »

Londres, 8 décembre. — On a annoncé aujourd'hui de source officielle que le commandement militaire grec a engagé des poursuites contre les « meneurs » de la guerre civile. Une cour martiale sera spécialement établie pour juger les coupables. (Reuter.)

Une proclamation des Elas

Athènes, 8 décembre. — Le Comité central des E.L.A.S. a lancé une proclamation destinée à expliquer son attitude dans la crise actuelle et à répondre au message par lequel le général Scobie demandait aux forces de la Résistance de déposer les armes.

Cette proclamation affirme que M. Papaandréou a violé la Charte du Liban, « en ne punissant pas les traîtres, en maintenant dans les administrations gouvernementales tous les Quislings qui s'y trouvaient, en encourageant des forces armées organisées par l'ennemi ».

(*A.F.P.*)

Des pourparlers seraient engagés

New-York, 8 décembre. — Les dirigeants de l'E.L.A.S. ont entamé avec le gouvernement grec des négociations en vue de mettre fin à l'effusion de sang. Les délégués de l'E.L.A.S. ont pris contact avec des représentants de M. Papaandréou pour fixer les conditions d'un armistice. On annonce que les pourparlers prennent forme, mais les négociations en sont encore au stade préliminaire, et jusqu'à présent aucun compromis n'est en vue (*United Press*).

Londres, 8 décembre. — Le roi George VI a reçu aujourd'hui le prince Paul de Grèce. — (A.F.P.)

Vingt-trois faux monnayeurs sont arrêtés

La police enquêtait, depuis quelques semaines, sur la mise en circulation de faux billets de 500 francs avec drapeaux, 23 individus viennent d'être arrêtés. Deux d'entre eux ont avoué avoir écoulé pour quarante millions de faux billets. On recherche les imprimeurs.

LE PROCÈS BONY-LAFONT
Avant le réquisitoire

(Compte rendu d'audience d'Edouard HELSEY)

C'EST sur Delvalle et sur Tâte, tous deux à la solde des Allemands, mais qui n'appartenaient ni l'un ni l'autre au service de la rue Lauriston, que la foudre se concentre aujourd'hui. Deux hommes bien différents d'aspect, mais qui se défendent avec astuce.

Delvalle, narquois, maître de lui, confortable et même cossu dans son ample pardessus beige, discute du ton sentencieux d'un amateur de beaux livres. Rien ne le déconcerte. Il a réponse à tout. Ses lèvres minces, dans un visage bouffi, soulignent chaque réplique d'un méprisant sourire, mais qu'il est habile à se taire ou à détourner la question, quand une interpellation trop précise lui interdit toute réponse !

Tâte, d'encolure plus populaire, flottant et s'affaissant parfois, malgré sa hardiesse, essaie souvent de contre-attaquer. Tous ses anciens compagnons de la Résistance sont unanimes à l'accuser. Chaque fois qu'il se procurait l'adresse d'un camarade, chaque fois qu'il lui donnait rendez-vous dans quelque café, l'arrestation ne tardait pas. Le camarade d'hier faisait un déporté de plus.

Ecoutez Mme Bonnot, une femme toute simple et toute fraîche. On lui a pris son enfant.

— C'est vous, crie-t-elle, oui c'est vous qui l'avez donné. Bandit ! Assassin ! Pendant douze ans j'ai travaillé côte à côte avec votre mère. Vous avez connu mon enfant tout petit. Vous l'avez vendu.

— Vous n'avez pas le droit de dire cela.

— Mon fils me l'a fait savoir par un pauvre mot griffonné sur du papier à cigarettes. Ce sont les Allemands eux-mêmes qui l'en ont informé, lors de son interrogatoire.

Mme Anelof, qui ressemble à quelque héroïne de drame populaire interprétée par Ludmilla Pitoëff, confirme ce jugement.

— Oui, prononce-t-elle avec un pâle sourire, dès que Tâte sait les adresses, les Boches arrivent.

Mais le plus pathétique de ces accusateurs c'est M. Montfort, chef d'un groupement de Courbevoie. Le regard ardent sous ses cheveux gris, le torse étroit, la voix directe, il résume les résultats de l'enquête qu'il a menée.

— Vous êtes l'homme le plus bas que j'aie jamais connu. Vous n'avez pas seulement jeté vos frères de combat dans les geôles de l'ennemi. Vous les avez dépouillés de 500.000 francs pour faire une noce crapuleuse avec de sales grues, car j'appelle les femmes, des femmes, et les grues, des grues.

Et c'est alors la longue et lancinante évocation, nom par nom, de tous ceux qui furent successivement déportés ou fusillés. Une minute de tragédie.

— Si l'on nous refuse votre tête, conclut M. Montfort, c'est nous qui vous abattrons.

Il y a des moments intenses. L'inculpé tutoie les témoins.

— Voyons, fait-il, la sueur au front. C'est très grave. Fais attention à ce que tu dis.

Et l'autre répond simplement :

— Mais tu sais bien que j'ai juré.

Mme Etienne, en voiles noirs, l'élégante Mme Paulin, toutes deux veuves de fusillés, en ont à Lafont.

— C'est vous, oui, c'est bien vous. Vous devez me reconnaître.

Comme les témoignages à décharge apparaissent fragiles face au monceau de l'accusation ! On ne peut reprocher aux avocats de tout faire dans ce procès complexe pour dégager tant bien que mal leurs tristes clients. Les attestations qu'ils s'efforcent d'arracher aux gens qui défilent à la barre sont le plus souvent bien futiles.

Ce qu'il en ressort c'est que ces bandits, trop fréquemment ivres, avaient de brusques accès de générosité. Le galant Pagnont, par exemple, semble bien avoir épargné, un jour de bonne humeur, la famille de la jolie Mlle Martin.

Le directeur du cirque Amar offrit un million à Lafont pour libérer son beau-frère.

— Votre beau-frère est libre, dit le « capitaine Henri », gardez donc votre million. Vous me donnerez des billets de faveur.

Mais il est temps vraiment que le réquisitoire, suivi de douze plaidoiries, mette bientôt fin à ce procès, car il nous donne la nausée.

Edouard Helsey.

M. CHURCHILL DÉFEND AUX COMMUNES la politique de la Grande-Bretagne envers les démocraties

Londres, 8 décembre. — M. Churchill a répondu ce matin, aux Communes, à des interpellations relatives à l'attitude de son gouvernement à l'égard de la Grèce. Il a dit notamment :

Le gouvernement serait indigne de la confiance du pays si les armes britanniques étaient employées à désarmer les partisans de la démocratie en Grèce, ou en n'importe quel autre pays d'Europe. Mais, a repris M. Churchill, *la dernière chose au monde qui ait le droit de représenter la démocratie, c'est une foule désordonnée, ce sont des bandes armées d'engins meurtriers qui prétendent faire la loi en faisant irruption dans de grandes villes, en s'emparant des postes de police et des leviers de commande du gouvernement, en tentant d'établir un régime totalitaire.*

Il faut, a dit encore M. Churchill, *que les criminels de guerre et les traîtres, en un mot tous les coupables de crimes capitaux, soient jugés et punis de mort. Mais j'espère que les tribunaux qui les jugeront seront des cours de justice véritables, où la loi et l'équité seront respectées, et non des émanations de la fureur populaire ou de la rivalité des partis.*

Nous suivons un chemin difficile et semé d'embûches perfides. Je devrais sans doute m'écrier : « Pauvre vieille Angleterre ! » Nous supportons des tâches extrêmement lourdes, ingrates, qui ne nous valent de tous côtés que critiques, reproches et sarcasmes. Du moins la Grande-Bretagne savait quel objectif elle poursuivait : il s'agissait de délivrer ces pays du contrôle militaire de l'Allemagne, de les replacer dans des conditions de tranquillité normale, de rendre aux peuples le droit de vote dans tous les domaines et celui de choisir — à l'exclusion d'un gouvernement fasciste — le gouvernement qu'ils désirent, qu'il soit de droite ou de gauche.

En Belgique, il s'est produit en novembre un coup d'Etat tendant à renverser le gouvernement Pierlot, le seul lien constitutionnel qui reliât le pays à son passé. Il y a eu des manifestations, des camions chargés d'hommes en armes ont été envoyés de Mons vers la capitale. Mais des ordres ont été donnés pour arrêter ces camions, et des troupes britanniques ont été placées dans les rues. C'est le général Erskine qui a donné ces ordres, avec l'autorité qu'il détient du général Eisenhower.

En Belgique, la décision du général Eisenhower a été parfaitement justifiée. Non seulement nous avons obéi aux ordres d'Eisenhower, mais encore nous les avons trouvés sages et prudents. Nous autres, Britanniques, qu'on soupçonne de tiédeur à l'égard de la démocratie, nous avons perdu entre 35.000 et 40.000 hommes pour libérer le port d'Anvers. Cela mérite d'être pris en considération.

o o

En fin de séance, l'amendement travailliste sur la politique du gouvernement britannique en Grèce a été repoussé par 279 voix contre 30. Ce vote constitue une approbation en faveur de M. Churchill.

Pour un rapprochement des points de vue anglais et américain

Washington, 8 décembre. — On déclare de source autorisée qu'en faisant, hier, à la presse, une déclaration approuvant certains passages du discours de M. Churchill au sujet de la situation en Grèce, M. Stettinius a entendu préparer la voie à un rapprochement des points de vue des gouvernements britannique et américain.

En dépit du caractère sensationnel des titres de la presse américaine, qui adjure les Etats-Unis de poursuivre une politique assurant la liberté à la Grèce, les milieux diplomatiques intéressés interprètent la déclaration de M. Stettinius comme posant les bases d'un accord anglo-américain en ce qui concerne la politique à suivre à l'égard des gouvernements des régions libérées.

On fait observer que la déclaration de M. Stettinius a été faite dans un but évident d'apaisement, mais qu'elle n'implique ni une approbation, ni une protestation à l'égard de l'attitude britannique en Grèce. (A.F.P.)

La Journée nationale du Commerce

On a beaucoup acheté, hier, dans les magasins parisiens. Répondant à l'appel de la Chambre de commerce, clients et vendeurs rivalisaient d'ardeur pour que la recette fût aussi forte que possible. On avait réservé les emplettes de Noël pour cette journée dont les résultats sont extrêmement satisfaisants.

Aujourd'hui les billets bleus sortiront des caisses pour augmenter le total de la souscription à l'Emprunt de la Libération dont le montant atteint actuellement près de 110 milliards. Les souscriptions continuent, nombreuses, et il n'est pas question de couper court à un tel essor, en prononçant hâtivement la clôture de l'emprunt.

L'express Paris-Brest rétabli

Brest, 8 décembre. — Pour la première fois depuis la Libération, l'express de Paris entrera dimanche, sauf imprévu, en gare de Brest.

LES ARRESTATIONS ET L'ÉPURATION

Ont été arrêtés : le commissaire de police Olar, chef des Renseignements généraux à Avesnes ; Rossi, inspecteur de police à Valenciennes ; Marc Pradelle, ancien rédacteur en chef d'« Inter-France » ; Pierre Leroyer et René Debresse, qui ont édité de nombreux ouvrages pro-allemands.

o o

Des mandats d'internement ont été lancés contre le commissaire aux renseignements généraux Ringot et quatre inspecteurs : Leleu, Triquet, Estublier, Hannebicque, tous de Valenciennes.

o o

Le pourvoi en cassation de l'intendant de police Cussonac, condamné à mort, a été rejeté.

o o

— On été révoqués : MM. Poinsot, sous-directeur à la Direction des Renseignements généraux ; Pasquier, inspecteur général adjoint au Maintien de l'Ordre ; Vergnes et Delgey, contrôleurs généraux ; Bonnalet et Pierroti, commissaires divisionnaires ; Marc et Pelletier, commissaires principaux ; Bessaudou, Barbellion, Mace et Druillet, commissaires ; Couillard, commandant des gardiens de la paix ; Faby, officier de paix ; Alquier, inspecteur ; Weiss, sous-chef de bureau à l'Administration centrale.

o o

— La Chambre des mises en accusation a été saisie d'une requête du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, tendant à l'extradition de son ressortissant Théodore Schœn, qui fut consul à Paris pendant l'occupation allemande et qui préconisait le rattachement de son pays au Reich.

Les condamnations à mort

Rodez : Gaston Vanutti, milicien à Aurin, qui participa à des représailles allemandes.

Avignon : Antoine Guidoni, commerçant à Marseille, affilié à la Gestapo.

o o

Lyon, 8 décembre. — Max Payot, le « tueur » à la solde de la Gestapo, a été abattu ce matin, à la prison Saint-Paul, par un de ses gardiens, alors qu'il tentait de prendre la fuite.

Nous mettons en vente à Avallon, Beaucaire, Nancy et Yvetot :
169 numéros
Le nombre des acheteurs INSCRITS dans ces localités exigerait que nous mettions en vente :
855 EXEMPLAIRES
Le présent numéro du « FIGARO », faute de PAPIER, n'a été tiré qu'à 213.000 EXEMPLAIRES.

Cérémonies religieuses

Demain dimanche :

A 9 h. 30, à Notre-Dame (chapelle pontificale) : Messe présidée par S. Em. le cardinal Suhard.

A 10 h. 30, à la chapelle de la Sorbonne : Messe de l'ancienne Sorbonne, avec le concours de la Chanterie Sainte-Anne.

A 11 heures, à la basilique Sainte-Clotilde (rue Las-Cases) : Messe pour le repos de l'âme du colonel Cochin et de tous les morts du 16e dragons.

A 11 heures, à l'église Saint-Georges (av. Simon-Bolivar) : Messe pour les morts des 147e et 347e R.I.

A 14 h. 30, à Notre-Dame-du-Lys : Vêpres en présence du cardinal-archevêque de Paris.

LA SEINE BAISSE LEGEREMENT

Voici les cotes enregistrées et prévues, concernant la Seine et ses affluents :

	Le 7	LE 8	Prévisions
MONTEREAU ..	3 m 13	3 m 06	Légère baisse les 9 et 10.
CHALIFERT ..	4 m 14	3 m 73	Légère baisse les 9 et 10, pour remonter ensuite (on pense, pour le 13, si d'autres pluies ne surviennent pas, pouvoir envisageer une cote de 4 m. environ).
AUSTERLITZ ..	[illegible]	[illegible]	Mêmes prévisions que pour Chalifert, en envisageant, pour le 13, une cote de 5 m. environ.

LE COURRIER DES SPECTACLES

PROGRAMMES

SAMEDI 9 DECEMBRE

Première représentation de L'homme de désir, **de J. Superville, au Palais de Chaillot, à 19 h. 30.**

Première représentation de Le bonheur des autres, **de Antoine Mourre, aux Bouffes du Nord, à 20 heures.**

Gala au profit des veuves de guerre et orphelins, organisé par le 12e cuirassiers de la Division Leclerc, sous la présidence du général Leyel, Requiem de Verdi, **sous la direction de Paul Paray, au Th. du Châtelet, à 14 h. 30.**

Hommage à Paul Valéry, au Th. de la Potinière, à 17 heures.

Répétition générale de Notre Natacha, **d'Alexandre Casona, au Th. Labruyère, à 20 heures.**

Nuit de l'Accordéon, au profit des prisonniers de guerre du 10e arrondissement, au cinéma Rex, à 23 h. 30.

Gala au profit des familles des prisonniers de la 41e Division d'Infanterie, à la Salle Pleyel.

« La Nuit du Claridge », au profit des Forces Françaises du 8e arrond.

THEATRES

Palais de Chaillot, 19 h. 30, L'homme de désir.
Comédie-Française, 20 h., Asmodée.
Opéra-Comique, 18h.30, Noces de Jeannette, Jongleurs de Notre-Dame.
Odéon, 19 h. 30, La Cerisaie, L'Ours.
Ambigu, 15h., 20h.30, Ret. de Dunkerq.
Antoine, 15h., 20h.30, On dem. un mén.
Apollo, 20 h. 15, Mlle Antoinette.
Atelier, 15 h. 30, 20 h. 30, Antigone.
Athénée, 15h., 20h.30, Les amants terr.
Bouffes-Parisiens, 15 h., 20 h. 30, J3.
Bouffes du Nord, 20 h., Le bonheur des autres.
Capucines, 20h.30, Col. et le Chat Tigre.
Ch. de Rochef., 15h., 20h., Fausse route.
Châtelet, 14h.30, Gala ; 20h., Rose-Marie.
Daunou, 15 h., 20 h. 15, Monseigneur.
Edouard-VII, 15 h., 20 h., Néron.
Gramont, 20 h., Au petit bonheur.
Gd-Guignol, 15 h., 20 h. 30, Nounouche.
Gymnase, 19 h. 30, Rêves d'amour.
Hébertot, 14 h. 30, 19 h. 30, La Dame aux Camélias.
Th. Labruyère, 17 h., Evocations musicales ; 20 h., Notre Natacha.
Mathurins, 20 h., La Provinciale, Les Noces du Rétameur.
Michel, 15 h., 20 h. 20, Le Sexe Fort.
Michodière, 20h.30, Le dîner de famille.
Mogador, 15 h., 20 h. 15, Ta Bouche.
Monceau, 20 h. 15, M. de Falindor.
Moncey, 20 h. 30, Clochemerle.
Montparnasse, 20 h. 15, Le Gd Poucet.
Nouveautés, 15 h., 20 h. 15, Gringalet.
Œuvre, 20 h. 30, Virage Dangereux.
Palais-Royal, 15 h., 20 h. 30, Moumou.
Pigalle, 20 h., Spectacle des Alliés.
Porte-St-Martin, 15 h., 20 h. 15, La victoire de Paris.
Potinière, 20 h. 15, Girouette.
Renaissance, 20 h., La Dame de chez Maxim's.
Sarah-Bernhardt, 19 h. 45, Volpone.
St. Ch.-Elys., 20 h., La Cantate de Narcisse, Le supplém. au voy. de Cook.
Saint-Georges, 19 h. 30, Un homme comme les autres.
Th. de Paris, 20 h.30, Le Mons. de 5 h.
Th. de Poche, 20 h. 30, L'Absent, Le Manteau de Vison.
Variétés, 15 h., 20 h. 15, 3 de la marine.
Vieux-Colombier, 19 h. 45, Jean-Baptiste le Mal Aimé.

MUSIC-HALLS

A.B.C., 15 h., 20 h., Charles Trenet.
Alhambra, 15 h., 20 h., M. Régnier.
Bobino, 15 h., 20h.15, Armand Bernard.
Cas. de Paris, 15h.,20h.15, En plein jazz.
Cas. Montparn., 15h.,20h.30, R. Toutain.
Cigale, 15 h., 20 h. 30, F. Paquet.
Européen, 15 h., 20 h. 15, Lina Margy.
Conc. Mayol, 20 h. 30, L'étrange rêve de M. Belette.
Etoile, 15h.,20h.15, Charpini, Brancato.
Folies-Bergère, 20 h., Follies-Cocktail.
Petit Casino, 15 h. 30, Variétés.
Luna-Park, 14 h. 30, Attractions.

CHANSONNIERS

2-Anes, 15h., **20h.30**, Ouf ! on respire.
Coucou, 20 h. 30, Charley.
Dix-Heures, 22 h., Changeons d'ère.
Œil de Paris, 20 h. 30, P. Colline.
Cav. Républ., 20 h. 30, Gilbert, Vallier.
L.-Rousse, 20 h. 30, Marsac, Mauricet.

CIRQUES

Cirq. Médrano, 15h., 20h.30, J. Rose, Pipo et Rhum.
Cirq. d'Hiv., 15h.,20h.30, Spect. de cirq.

CONFERENCES

Salle d'Iéna, 17 h., « Le Père Brottier », par le R. P. Panici S. J., au bénéfice des prisonniers (Société Française de Conférences).

FONT « RELACHE » CE SOIR. — Opéra, Comédie des Ch.-Elysées, Palace.

CINEMAS

Aubert-Palace, Troubles au Canada.
Avenue, Fra Diavolo (Laurel et Hardy).
Balzac, Le Bossu.
Biarritz, Ma femme est une sorcière.
Bonaparte, Une femme de trop.
Caméo, Ma femme est une sorcière.
César, Tempête.
Cinéac Ternes, Hula fille de la brousse.
Cinéram, L'Equipage.
Cinémonde, Entente cordiale.
Cinépresse, Une femme de trop.
Clichy-Palace, Voyage sans espoir.
Colisée, La ruée vers l'or.
Delambre, Amour frappe M. Hardy,v.o.
Elysées, Sur la piste des Mohawks, v.o.
Ermitage, Madame et son clochard.
Français, Tempête.
Gaumont-Pal.,Av. est au coin de la rue.
Helder, Le Bossu.
Impérial, L'équipage.
Lord Byron, Ma sœur est capricieuse.
Madeleine, Les hauts de Hurlevent.
Marbeuf, L'impossible M. Bébé.
Marivaux, Coup de tête.
Max-Linder, L'Arc-en-Ciel (v.o., s.-t.f.)
Montrouge, Le ciel est à vous.
Moulin-Rouge, 24 h. guerre en U.R.S.S.
Napoléon La reine Christine(v.o.s.-t-f.).
Normandie, Florence est folle (attr.).
Pagode, Ben Hur.
Pal. Rochechouart, Voyage sans espoir.
Paramount, Convoi vers la Russie.
Pereire-Palace, Voyage sans espoir.
Portiques, Le Révolté.
Raspail, La Tour de Nesles.
Récamier,Compagnons de la nouba(v.o.)
Rex, Tu seras mon mari (S. Hennie).
Royal-Haussmann, Le merle blanc.
Royale, Entente cordiale.
Secrétan, Hula fille de la brousse.
Sèvres-Pathé, Pilote d'essais.
St. Bertrand, Flambeau de la liberté.
Triomphe, Entente cordiale.
Vivienne, Le Bossu.

La Radio

Principales émissions

SAMEDI 9 DECEMBRE

Les informations à 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h., 9 h., 12 h., 12 h. 35, 13 h., 14 h., 18 h., 19 h., 20 h., 23 h., 24 h.
14 h. 10. Les Jeunes Solistes. Pièces pour violoncelle, par Mlle Anik Gelu.
15 h. « L'Occasion », 1 acte de Prosper Mérimée.
16 h. 15. « Hyménée », 2 actes de Gogol.
20 h. 17. « Passionnément », comédie musicale en 3 actes d'Hennequin et Willemetz. Musique de Messager.
22 h. 20. « Toute la valse » : Maîtres et élèves.
23 h. 15. « Micromégas », nouvelle de Voltaire adaptée par J.-J. Vierne.

DIMANCHE 10 DECEMBRE

Les informations à 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 12 h., 12 h. 35, 13 h., 14 h., 19 h. 15, 20 h., 23 h., 24 h.
10 h. Transmission de la grand'messe en l'église Saint-Gervais.
10 h. 35. Transmission du théâtre de l'Opéra de « Samson et Dalila » opéra en 3 actes de Saint-Saëns.
17 h. 30. Transmission du concert donné au Châtelet par la Société des Concerts Colonne, direction Paul Paray (Suite en ré de J.-S. Bach). « La Péri » de Paul Dukas. La Symphonie n° 2 en la de Paul Paray).
22 h. Cent ans de vaudeville. « L'Ecureuil » de Victorien Sardou.
23 h. 15. Trio en ut pour deux flûtes et basson, et cantate pour soprano, flûte, violon, violoncelle et clavecin.

A L'HOTEL DROUOT

AUJOURD'HUI

EXPOSITIONS. — *Salle* 1 : Tableaux, beaux meubles. Me Camusat. — *Salle* 2 : Tableaux, céramiques, fourrures, meubles. Me Collin. — *Salle* 5 : Tableaux, livres, bibelots, meubles. Me Appert, M. Jacquenet. — *Salle* 6 : Objets d'art, sièges et meubles anciens. Me D.-H. Baudoin, M. Dillée. — *Salle* 7 : Tableaux, fourrures, objets d'art. Me Buzot. — *Salle* 8 : Bijoux princesse B... P... Me Champetier de Ribes, M. Dusausoy. — *Salle* 9 : Bijoux belle argenterie. Me Besançon, M. Le Saché. — *Salle* 10 : Beaux livres modernes. Me Ader. — *Salle* 11 : Meubles, livres. Me Carpentier. — *Salle* 13 : Beaux meubles, bijoux. Me Thullier. — *Salle* 17 : Ameublement. Me Jeanneau. — *Salle* 18 : Décès. Mobilier. Me Roger Walther.

LES COURSES

AUJOURD'HUI, A 13 h., A AUTEUIL

Prix des Grandes Carrières : **Canony, Raïta.**
Prix de la Goutte d'Or : **Ecurie William Head, Boum.**
Prix de Clignancourt : **Ouarzazat, Batailleur.**
Prix Agenda : **As you like it, Sabry.**
Prix Duquesne : **Wang, Voltri.**
Prix Mortemart : **Hallali II, Gadichon.**
Prix Galafron : **Galgabla, Pissaladière.**
Demain, à 13 h., courses à Auteuil (obstacles) ; lundi, courses à Auteuil (plat).

LE PROCÈS BONY-LAFONT

Avant le réquisitoire

(Compte rendu d'audience d'Edouard HELSEY)

C'EST sur Delvalle et sur Tâte, tous deux à la solde des Allemands, mais qui n'appartenaient ni l'un ni l'autre au service de la rue Lauriston, que la foudre se concentre aujourd'hui. Deux hommes bien différents d'aspect, mais qui se défendent avec astuce.

Delvalle, narquois, maître de lui, confortable et même cossu dans son ample pardessus beige, discute du ton sentencieux d'un amateur de beaux livres. Rien ne le déconcerte. Il a réponse à tout. Ses lèvres minces, dans un visage bouffi, soulignent chaque réplique d'un méprisant sourire, mais qu'il est habile à se taire ou à détourner la question, quand une interpellation trop précise lui interdit toute réponse !

Tâte, d'encolure plus populaire, flottant et s'affaissant parfois, malgré sa hardiesse, essaie souvent de contre-attaquer. Tous ses anciens compagnons de la Résistance sont unanimes à l'accuser. Chaque fois qu'il se procurait l'adresse d'un camarade, chaque fois qu'il lui donnait rendez-vous dans quelque café, l'arrestation ne tardait pas. Le camarade d'hier faisait un déporté de plus.

Ecoutez Mme Bonnot, une femme toute simple et toute fraîche. On lui a pris son enfant.

— C'est vous, crie-t-elle, oui c'est vous qui l'avez donné. Bandit ! Assassin ! Pendant douze ans j'ai travaillé côte à côte avec votre mère. Vous avez connu mon enfant tout petit. Vous l'avez vendu.

— Vous n'avez pas le droit de dire cela.

— Mon fils me l'a fait savoir par un pauvre mot griffonné sur du papier à cigarettes. Ce sont les Allemands eux-mêmes qui l'en ont informé, lors de son interrogatoire.

Mme Anelof, qui ressemble à quelque héroïne de drame populaire interprétée par Ludmilla Pitoëff, confirme ce jugement.

— Oui, prononce-t-elle avec un pâle sourire, dès que Tâte sait les adresses, les Boches arrivent.

Mais le plus pathétique de ces accusateurs c'est M. Montfort, chef d'un groupement de Courbevoie. Le regard ardent sous ses cheveux gris, le torse étroit, la voix directe, il résume les résultats de l'enquête qu'il a menée.

— Vous êtes l'homme le plus bas que j'aie jamais connu. Vous n'avez pas seulement jeté vos frères de combat dans les geôles de l'ennemi. Vous les avez dépouillés de 500.000 francs pour faire une noce crapuleuse avec de sales grues, car j'appelle les femmes, des femmes, et les grues, des grues.

Et c'est alors la longue et lancinante évocation, nom par nom, de tous ceux qui furent successivement déportés ou fusillés. Une minute de tragédie.

— Si l'on nous refuse votre tête, conclut M. Montfort, c'est nous qui vous abattrons.

Il y a des moments intenses. L'inculpé tutoie les témoins.

— Voyons, fait-il, la sueur au front. C'est très grave. Fais attention à ce que tu dis.

Et l'autre répond simplement :

— Mais tu sais bien que j'ai juré.

Mme Etienne, en voiles noirs, l'élégante Mme Paulin, toutes deux veuves de fusillés, en ont à Lafont.

— C'est vous, oui, c'est bien vous. Vous devez me reconnaître.

Comme les témoignages à décharge apparaissent fragiles face au monceau de l'accusation ! On ne peut reprocher aux avocats de tout faire dans ce procès complexe pour dégager tant bien que mal leurs tristes clients. Les attestations qu'ils s'efforcent d'arracher aux gens qui défilent à la barre sont le plus souvent bien futiles.

Ce qu'il en ressort c'est que ces bandits, trop fréquemment ivres, avaient de brusques accès de générosité. Le galant Pagnont, par exemple, semble bien avoir épargné, un jour de bonne humeur, la famille de la jolie Mlle Martin.

Le directeur du cirque Amar offrit un million à Lafont pour libérer son beau-frère.

— Votre beau-frère est libre, dit le « capitaine Henri », gardez donc votre million. Vous me donnerez des billets de faveur.

Mais il est temps vraiment que le réquisitoire, suivi de douze plaidoiries, mette bientôt fin à ce procès, car il nous donne la nausée.

Edouard Helsey.

...S ET L'ÉPURATION

lancés contre le commissaire aux renseignements généraux Ringot et quatre inspecteurs : Leleu, Triquet, Estublier, Hannebicque, tous de Valenciennes.

O O

Le pourvoi en cassation de l'intendant de police Cussonac, condamné à mort, a été rejeté.

O O

— On été révoqués : MM. Poinsot, sous-directeur à la Direction des Renseignements généraux ; Pasquier, inspecteur général adjoint au Maintien de l'Ordre ; Vergnes et Delgey, contrôleurs généraux ; Bonnalet et Pierroti, commissaires divisionnaires ; Marc et Pelletier, commissaires principaux ; Bessaudou, Barbellion, Mace et Druillet, commissaires ; Couillard, commandant des gardiens de la paix ; Faby, officier de paix ; Alquier, inspecteur ; Weiss, sous-chef de bureau à l'Administration centrale.

O O

— La Chambre des mises en accusation a été saisie d'une requête du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, tendant à l'extradition de son ressortissant Théodore Schœn, qui fut consul à Paris pendant l'occupation allemande et qui préconisait le rattachement de son pays au Reich.

Les condamnations à mort

Rodez : Gaston Vanutti, milicien à Aurin, qui participa à des représailles allemandes.

Avignon : Antoine Guidoni, commerçant à Marseille, affilié à la Gestapo.

O O

Lyon, 8 décembre. — Max Payot, le « tueur » à la solde de la Gestapo, a été abattu ce matin, à la prison Saint-Paul, par un de ses gardiens, alors qu'il tentait de prendre la fuite.

A L'HOTEL DROUOT

AUJOURD'HUI

EXPOSITIONS. — *Salle* 1 : Tableaux, beaux meubles, Me Camuzat. — *Salle* 2 : Tableaux, céramiques, fourru-

Dernières plaidoiries au procès de la Gestapo française

Delehaye mourant a dû être hospitalisé : son cas a été disjoint

Dès le début de l'audience, on a senti que quelque chose n'allait pas. A 13 heures 45 seulement, les inculpés rentraient dans le box, sans Delehaye pour qui, justement, son avocat s'apprêtait à plaider. On apprenait que terrassé par une crise terrible de diabète cancéreux, l'intéressé avait été remis aux mains du médecin du Palais qui lui faisait une piqûre d'insuline. A 14 heures, enfin, la secrétaire de Lafon, l'air égaré, reprenait sa place dans la salle, et Me Floriot put plaider. Rapidement, il retraça le rôle qu'il voudrait minimiser du scribe. Mais celui-ci, sans force, s'écroula bientôt sur son banc d'où il sortit péniblement aux bras de Villaplana et de Pagnon, accompagnés naturellement de gardes.

On apprendra, en fin d'audience, que le Dr Paul juge son cas désespéré, au point qu'il ne lui donne pas une semaine à vivre, et déclare que, de toute manière, il ne pourra plus assister aux débats.

En conséquence, la Cour a dû déclarer que son cas serait disjoint.

Beaucoup de temps avait été perdu. Il fallait mettre les bouchées doubles. Avec une seule interruption d'un quart d'heure, les plaidoiries se sont succédé jusqu'à 20 heures.

Me Floriot, infatigable, passa, sans s'arrêter, de Delehaye à Delval qu'il voulut nous représenter, avec un talent très imagé, comme hanté par le rêve de paraître puissant et n'étant, en réalité, qu'un anormal qui ne mérite pas la peine capitale.

Me Delaunay plaida pour Bony et Villaplana. Evitant de se laisser emporter par les véhémentes périodes oratoires auxquelles nous a habitués la cour d'assises, il essaya, d'un ton uni et calme de civiliste, de démontrer que Bony avait été acculé à ses crimes par la fatalité et que le footballeur Villaplana avait eu beaucoup de témoins en sa faveur.

A Me Casanova revenait la tâche la plus ingrate. Son client Clavié est certainement le plus repoussant de la bande. Ce tueur n'a rien d'un être humain. Il respire le vice et la froide cruauté. Mais son défenseur, le doyen de ceux qui plaidèrent hier, a montré que l'expérience, quand elle s'ajoute au talent, peut conduire à la perfection.

— *Clavié*, dit-il, *vedette du crime de droit commun, mérite la guillotine, vous le jugez comme lampiste de la trahison, vous ne devez pas l'envoyer au poteau d'exécution.*

Me Mollé-Viéville reprit ce thème pour son client Haré. Lisant sa plaidoirie, il n'atteignit pas à son éloquence habituelle.

Le président Ledoux, impitoyable, exigea de Me Vandenboomgaerde, malgré l'heure tardive, qu'il commençât sa plaidoirie hier soir, quitte à la finir aujourd'hui où la Cour pense pouvoir déjà rendre son verdict.

F. B.

LE PROCES
DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Delehaye mourant est emporté hors de l'audience

Ce soir verdict

Puisque c'est le droit strict de la défense, même lorsqu'elle est inutile, la défense a commencé de parler. Elle le fait, il faut bien le dire, sans enthousiasme ni foi, en s'excusant presque. Elle soupire que sa tâche est pesante, et qu'il faut qu'on la plaigne. Puiserait-elle enthousiasme et foi aux sources d'une conscience professionnelle pavoisée de scrupules, que nous ne pourrions faire mieux que de saluer au passage le courage malheureux.

Sans doute, les causes sont-elles insoutenables, mais chacun des douze misérables qui sont là mettent en « leur avocat », dernier trait d'union entre la vie extérieure et eux, tout le faible espoir auquel s'accroche leur instinct de conservation. L'homme serait au besoin résigné. La bête ne l'est pas.

Madeleine JACOB.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Edition de Paris
MARDI 12 DÉCEMBRE 1944
PRIX DE L'ABONNEMENT
Six mois .... 260 fr.
Trois mois .... 140 fr.
Comptes chèques postaux 283.07

Franc-Tireur

Le Quotidien de Paris
A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPUBLIQUE
A paru clandestinement depuis 1941
QUATRIÈME ANNÉE. — N° 137 ★ 100, rue Réaumur (2me) ★ ★ ★ ★ Téléph. Gut. 80-60 ; Tur. 54-40 ★ PRIX : 2 FRANCS

propose qu'on donne le nom de STALINGRAD à la rue de Pétrograd

LA FRANCE ET L'U.R.S.S. sont désormais liées par un traité d'amitié et d'assistance mutuelle

« Enfin l'Allemagne sera hors d'état de nuire »

déclare le général de Gaulle avant de quitter Moscou

De peuple à peuple...

LA France entière salue avec enthousiasme le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle signé à Moscou par le maréchal Staline et le général de Gaulle.

Le texte de ce pacte n'est pas encore connu. Mais ce que nous savons déjà, c'est que la France et l'U. R. S. S. sont en plein accord sur la conduite de la guerre, qu'elles sont en plein accord sur le traitement qui doit être réservé à l'Allemagne hitlérienne, qu'elles sont en plein accord pour opposer le front uni des deux nations à toute velléité de nouvelle agression allemande.

Staline en uniforme de maréchal de l'armée rouge.

Beaucoup de nos confrères insistent sur le fait que, grâce au pacte de Moscou, la France revient à ses grandes traditions diplomatiques.

Il y a là sans doute une part de vérité, puisque la Troisième République avait conclu un traité d'alliance avec la Russie tsariste.

Mais, d'abord, la « tradition » s'était trouvée fâcheusement rompue, à l'époque où notre diplomatie égarée avait pris position contre l'U. R. S. S. naissante, à l'époque où les représentants de la France signaient, en dehors de l'U. R. S. S., le sinistre pacte de Munich. C'est pourquoi le traité de Gaulle-Staline apparaîtra surtout comme une rupture avec le passé récent, avec l'absurde et criminelle politique antibolchevique inspirée par la cinquième colonne.

En outre, il y a une différence profonde entre l'alliance conclue naguère avec la Russie tsariste et l'alliance conclue aujourd'hui avec la Russie soviétique.

La première était conforme aux intérêts de la France ; c'est pourquoi les républicains l'avaient recherchée. Mais il est incontestable qu'elle n'allait pas pour nous sans malaise, parce que le despotisme tsariste offensait cruellement nos convictions démocratiques, parce que nous étions de cœur avec tous ceux qui, en Russie, luttaient pour faire prévaloir l'idéal des Droits de l'Homme.

Albert BAYET

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

4 h. 40 du matin : le pacte est signé

Moscou, 11 décembre.

C'est à 4 h. 40, dimanche matin, que le pacte franco-soviétique d'alliance et d'assistance mutuelle a été signé au Kremlin par MM. Molotov et Georges Bidault, en présence du maréchal Staline et du général de Gaulle. La cérémonie s'est déroulée dans le bureau personnel de M. Molotov.

M. Georges Bidault et M. Molotov, qui après avoir dîné au Kremlin avaient mis la dernière main à la rédaction du pacte, avec leurs collaborateurs, furent rejoints dans le bureau du commissaire du peuple aux Affaires étrangères par le général de Gaulle, qui arriva à 4 h. 20 et fut suivi peu après par le maréchal Staline.

Les personnalités qui assistaient à la cérémonie avaient pris place autour d'une grande table recouverte d'un tapis brun.

Le ministre français des Affaires étrangères apposa le premier sa signature sur les documents, suivi aussitôt par M. Molotov, tandis que le maréchal Staline conversait cordialement avec le général de Gaulle.

LE GENERAL DE GAULLE QUITTE MOSCOU

De nombreuses personnalités soviétiques et du corps diplomatique allié et neutre ont salué, ce matin, le général de Gaulle et les membres de la mission française à leur départ.

Après « La Marseillaise » et l'hymne national soviétique, le général de Gaulle prononça quelques mots d'adieu au micro.

« Ni à l'extérieur, ni à l'intérieur, dit-il, personne ne pourra plus douter de la solidarité et de la clairvoyance du gouvernement français qui a conduit une telle politique qui nous mène à de si heureux résultats. Notre alliance avec la Grande-Bretagne, notre traditionnelle entente avec les Etats-Unis, l'alliance étroite entre la Grande-Bretagne et la Russie trouvent aujourd'hui leur complément logique sur le sol européen même.

ON PEUT ETRE SUR QU'ENFIN ET DESORMAIS L'ALLEMAGNE SERA HORS D'ETAT DE NUIRE.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Le colonel Pouyade, commandant du groupe « Normandie », et dont Staline a fait l'éloge au cours du banquet du Kremlin.

La déclaration franco-soviétique

Moscou, 11 décembre. — *L'agence Tass publie le texte suivant du communiqué qui a suivi la conclusion des accords franco-soviétiques :*

« Le séjour à Moscou du général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République française, et de M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, a été marqué par de nombreuses manifestations de la sympathie qui unit le peuple français aux peuples de l'Union Soviétique, sympathie renforcée par les épreuves subies par les deux pays au cours de cette guerre.

Les entretiens se sont déroulés avec le maréchal Staline et M. Molotov ; ils ont porté sur l'ensemble des questions intéressant la poursuite de la guerre et l'organisation de la paix future, et en particulier sur le problème allemand. Ces pourparlers ont fait apparaître entre les deux gouvernements une très large concordance de vues ainsi que le désir sincère d'une étroite collaboration.

Les deux gouvernements ont affirmé à nouveau leur résolution de poursuivre la guerre jusqu'à une victoire totale sur l'Allemagne et leur volonté de prendre en commun toutes les mesures propres à garantir l'Europe de toute nouvelle agression.

C'est dans cet esprit que les deux gouvernements ont procédé, le 10 décembre, à la signature d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle dont le texte sera publié séparément. »

Les dessous de la crise belge

De la place de la Monnaie à la place de la Loi ...en passant par la rue des Radis

de notre envoyé spécial en Belgique Didier L. LIMON

Bruxelles, ... décembre.

RUE des Radis, au cœur de Bruxelles. Une file de smokeleers à la sauvette étale sous les yeux des passants tout ce que la ménagère ne « sait » pas trouver avec ses « timbres ».

— Chocolat, *Mynheer*, cigarettes anglaises, des œufs frais, du lard, du beurre ? me proposent à la fois deux rondes colporteuses presque sous le nez des deux *ajuin* (oignons, c'est-à-dire flics) au casque blanc, qui passent sans rien voir.

Sur la route de Charleroi, c'est par deux et trois que j'ai croisé des carrioles attelées pleines à ras bord de bel anthracite pas même dissimulé par la moindre bâche aux yeux de la maréchaussée et des villageois, que des charbonniers improvisés sont allés acheter en fraude à la source même, pour le revendre à la ville au prix du marché noir... Ce qui ne m'empêche pas de battre la semelle en écrivant ces lignes.

Nul besoin de montrer patte blanche dans les restaurants de la capitale ou de province pour obtenir sans « timbres » œufs à la mayonnaise, steck garni de frites, gâteaux faits de belle farine blanche, café pur, cognac...

Et pourtant ces restaurants ne sont pas des « boîtes » pour Américains d'avant guerre. Des établissements très moyens, où le smokeleer matelassé de billets neufs côtoie souvent quelque brave Bruxellois qui ne dispose que des deux ou trois mille francs mensuels de M. Gutt et doit se contenter d'un repas sommaire d'une trentaine de francs.

Le mur d'argent belge

D'où viennent ces liasses de billets Gutt qui aboutissent et circulent en Belgique entre les mains des smokeleers ? Une part non négligeable provient de l'échange des anciens billets non déclarés et qui, jusqu'à la fin du mois dernier, continuaient d'avoir cours à Londres. Depuis, ils se sont convertis en or, en sterlings, en actions internationales d'acier ou de pétrole, dont une partie alimente actuellement la Bourse noire de la place de la Monnaie. C'est ouvertement, dans les rues voisines de la Bourse officielle, ou par téléphone, et sans code secret, que les financiers, les agents de change poursuivent leurs affaires, toutes frauduleuses, toutes illégales, toutes au préjudice de la stabilité du belga.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

26 septembre 1941 -:- 10 décembre 1944

Petite histoire d'une grande amitié

26 septembre 1941

M. Maisky, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres, fait savoir au général de Gaulle que son pays le reconnaît comme chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, *et qu'il a « la ferme résolution d'assurer la pleine et entière restauration de l'indépendance et de la grandeur de la France ».*

Dans sa réponse, le général de Gaulle fait connaître que les Français libres s'engagent à combattre aux côtés de l'U.R.S.S. et de ses alliés jusqu'à la victoire finale.

16 mars 1942

M. Garreau, représentant de la France libre en U.R.S.S. rencontre M. Molotov qui lui affirme la volonté de l'Union Soviétique d'apporter toute l'aide possible à la restauration de la France dans son intégrité.

23 juin 1942

Le général de Gaulle rencontre M. Molotov à Londres : les bases d'un accord franco - soviétique sont jetées.

26 septembre 1942

*Accord franco-soviétique : le Comité national français est reconnu comme ayant seul qua*lité pour organiser la participation des citoyens et territoires français à la guerre et représenter les intérêts français auprès du gouvernement soviétique.

25 août 1943

L'U.R.S.S. reconnaît le Comité français de Libération nationale comme représentant les intérêts d'Etat de la République française et décide d'échanger avec lui des représentants plénipotentiaires.

23 octobre 1944

L'U.R.S.S. reconnaît le gouvernement provisoire de la République française et désigne M. Bogomolov en qualité d'ambassadeur en France.

11 novembre 1944

L'U.R.S.S. invite la France à prendre part aux travaux de la Commission consultative européenne.

10 décembre 1944

Signature d'un traité d'alliance franco - soviétique.

Quelque part dans le Reich...

CELA vient de loin, de très loin, d'une zone qui se situe tout au bout de la honte et de l'hallucination, dans un climat étrange où des figures de cauchemar — Brinon, Darnand, Déat, Luchaire — entourent un vieux roi dérisoire et perdu d'infamie, feu le maréchal Pétain.

C'est la petite cour des furieux, la suite française d'Hitler recueillie par lui quelque part dans le Reich, à Sigmaringen, sur le haut Danube.

Ils sont là, toute l'équipe des misérables qui ont, durant quatre ans, vécu de la mort de la France, les fonctionnaires, les mercenaires, les orateurs, et les folliculaires de l'hitlérisme en France, Hérold Paquis, jeune premier du crime ; Déat philosophe de l'abjection ; Luchaire et de Lesdain, pères nobles de la trahison, et les « utilités », Darnand le spadassin et Doriot le valet.

Savez-vous comment cette charrette se nomme ? « Comité de défense des intérêts français en Allemagne. » Ils parlent, ils écrivent, ils passent en revue à tour de rôle 1.500 miliciens, ils continuent aux côtés de l'ennemi la « politique du maréchal », avec le maréchal qui, béatement, sourit. Car il est content. Pétain est content. Il règne à Sigmaringen, comme il régnait à Vichy. Vous n'auriez pas voulu qu'Hitler l'abandonnât ; il le traîne avec lui comme sa consolation, il l'a planté dans cette ville tel un poteau de ralliement pour la petite tourbe des traîtres. Comme ils sont bien tous ensemble, en famille, à l'abri ! La France n'est plus là, qui les cernait de sa colère. La Pétanerie est l'hôte de l'Hitlérie qui la protège et la couve. C'est tellement mieux !

Mais ils enragent. Au micro de Ferdonnet, ou dans les feuilles traduites de l'allemand, ils sifflent, ils prophétisent, encore et toujours. Que peuvent-ils espérer, annoncer ? Leur victoire, figurez-vous, et leur Europe !

Le monde libre marche en avant, le Reich nazi s'écroule, la France libérée brille de nouveau parmi les peuples, de Gaulle resserre et renoue tous nos liens, le peuple républicain se serre autour de ses libertés, autour des hommes de la Résistance et de la Renaissance. Un univers neuf et frémissant ressuscite autour de l'éternelle jeunesse des grandes idées de liberté et de justice. Eux — cette poignée — perdus au centre d'une sombre Allemagne de délire et de désastre, ils traînent encore leur folie solitaire et la nostalgie de leurs crimes.

... — Mais trois millions de Français, prisonniers, déportés, ouvriers, sourds à leurs voix débiles, tendent vers la France libre qui vient vers eux leurs visages émaciés, confiants, ardents.

FT

Les Allemands évacuent BUDAPEST

Les Américains à Haguenau

Thann entièrement libéré

Tandis qu'en Hongrie où, selon Moscou, les Allemands évacuent Budapest, la double offensive sur Vienne continue et que dans la Sarre, malgré une vive résistance de la Wehrmacht, la IIIe armée s'aligne peu à peu le long de la frontière allemande, la Ire armée américaine est passée de nouveau à l'attaque, dimanche matin, dans le secteur d'Aix-la-Chapelle.

L'offensive américaine à l'ouest d'Aix-la-Chapelle

« Quatrième grande offensive », annonce le communiqué allemand, qui reconnaît que les forces du général Hodges, après une violente préparation d'artillerie, ont pénétré dans les lignes de la Wehrmacht.

Aux dernières nouvelles, les Américains, attaquant sur un front de 16 à 18 kilomètres, entre Schopphoven et Gey (à 6 kilomètres au sud-ouest de Düren), avaient réalisé en quarante-huit heures une avance de 3 kilomètres, malgré des circonstances atmosphériques défavorables. Selon l'A. F. P., ils approchaient de Schopphoven, avaient pris Geigh et Eghtz, au nord-ouest de Düren, ainsi que Strass, à la lisière est de la forêt de Hurtgen, enfin ils avaient atteint Merkem entre Schopphoven et Düren.

En Lorraine, la 3e armée américaine aura bientôt atteint sur tous les points la frontière allemande qu'elle a déjà, on le sait, franchie en plusieurs endroits.

La bataille continue, aussi âpre que les jours précédents : dans le seul secteur Dilingen-Sarrelouis, les Allemands, hier matin, n'ont pas lancé moins de onze contre-attaques.

Avant de lancer l'attaque décisive contre Sarrebruck, le général Patton achève le nettoyage de Dilingen et de Sarrelouis et celui de Sarreguemines où ses unités, opérant dans la ligne Maginot, avancent sur la rive est de la Sarre. A Sarrelouis, la 95e division américaine s'est emparée de trente maisons transformées en blockhaus et de vingt-cinq casemates : c'est dire le prix que l'ennemi attache à cette position et l'acharnement que revêtent les combats.

Au sud-est de Sarreguemines, les Américains, selon A. F. P., auraient pénétré dans la forêt de Bliesbruck, libéré Folpersviller, à 3 kilomètres de la frontière, et, après avoir pris Gros-Rederching, se déploient sur la route Sarreguemines-Rohrbach qu'ils auraient même franchie, atteignant cette dernière ville.

Six millions d'obus 300 millions de cartouches tirés en trois mois par les Américains

Dans les trois mois qui ont suivi le débarquement, les troupes américaines ont utilisé 300 millions de cartouches, quatre millions et demi d'obus de 105 et un million et demi d'obus de 155.

La poussée américaine dans la trouée de Wissembourg

La poussée de la 7e armée dans la trouée de Wissembourg fait peser une autre menace sur le système défensif allemand dans ce secteur.

On annonce officiellement qu'une division américaine a pénétré dans Haguenau par le sud.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

LE PROCES DE LA GESTAPO FRANÇAISE

Delehaye mourant est emporté hors de l'audience

Ce soir verdict

Puisque c'est le droit strict de la défense, même lorsqu'elle est inutile, la défense a commencé de parler. Elle le fait. Il faut bien le dire, sans enthousiasme ni foi, en s'excusant presque. Elle soupire que sa tâche est pesante, et qu'il faut qu'on la plaigne. Puiserait-elle enthousiasme et foi aux sources d'une conscience professionnelle pavoisée de scrupules, que nous ne pourrions faire mieux que de saluer au passage le courage malheureux.

Sans doute, les causes sont-elles insoutenables, mais chacun des douze misérables qui sont là mettent en « leur avocat », dernier trait d'union entre la vie extérieure et eux, tout le faible espoir auquel s'accroche leur instinct de conservation. L'homme serait au besoin résigné. La bête ne l'est pas.

Madeleine JACOB.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

LA CHASSE TERMINEE... FRANCO EST RENTRE

Selon une dépêche de Madrid à l'agence Reuter, le général Franco, qui chassait dans le sud de l'Espagne, est rentré hier dans la capitale espagnole.

A Londres, on annonce que les dépêches adressées au Foreign Office par lord Templewood, ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, ne font pas état d'une crise gouvernementale en Espagne, ni de changements dans le cabinet de Madrid.

Cependant, une dépêche antérieure de la même agence Reuter rapportait que les derniers télégrammes diplomatiques reçus d'Espagne dans certaines capitales du continent étaient datés du jeudi 7 décembre.

APRES HUIT JOURS DE COMBATS ININTERROMPUS

Les E.L.A.S. déclenchent une nouvelle offensive

Athènes, 11 décembre.

Au cours des dernières quarante-huit heures, de nouvelles troupes de l'E.L.A.S. ont réussi à s'infiltrer dans Athènes et sa banlieue immédiate. Le nombre des E.L.A.S. actuellement dans la ville est évalué à dix ou quinze mille hommes, tandis que dix à quinze mille autres se trouvent sur les hauteurs avoisinantes.

Les E.L.A.S. qui sont parvenus dans la ville ont aussitôt déclenché des attaques en vue de reprendre les positions qu'ils avaient perdues. Depuis hier soir, des obus de mortier sont tombés sur divers points et, à plusieurs reprises, les E.L.A.S. ont attaqué la faculté de Chimie, située derrière l'université, qui est elle-même occupée par les forces britanniques.

On apprend en outre au G. Q. britannique que des forces E.L.A.S. marchent vers le secteur occupé en Epire par le général Zervas, chef de l'aile droite des E.D.E.S.

Il semble que les opérations menées par les E.L.A.S. soient dirigées maintenant par les membres du Comité central des E.L.A.S., parmi lesquels on compte les généraux Stephan Seraphis, Nandakas, Hadji Nivallis et M. Siantos, secrétaire général du parti communiste.

Papaandreou mobilise

Athènes, 11 décembre.

On apprend, à l'issue de la réunion du Cabinet grec, que le gouvernement Papaandreou a décidé d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens des quatre classes 1935 à 1938, qui sont domiciliés dans les cinq quartiers d'Athènes actuellement sous contrôle des autorités régulières.

Des incendies s'allument...

De gros incendies, allumés par le feu des mortiers, ont éclaté dans Athènes où la bataille continue à faire rage.

Les forces de la Résistance disposeraient d'un nombre assez restreint d'obus pour leurs pièces d'artillerie, mais de quantités importantes de munitions pour armes automatiques.

La situation alimentaire tend cependant à s'améliorer à Athènes. Les E. L. A. S. s'étant engagés à ne pas gêner les répartitions, une distribution de farine aux boulangers a commencé dès ce matin.

LE CAMOUFLAGE DES LUMIERES SUPPRIME A PARIS

A partir d'aujourd'hui, les autos pourront, dans la Seine, circuler la nuit avec le phare code, le capuchon prescrit par la réglementation antérieure n'étant plus exigé.

Pour les magasins et boutiques, le camouflage des entrées et des vitrines situées au rez-de-chaussée n'est plus exigé.

Des dispositions sont prises pour améliorer l'éclairage des voies publiques par suppression du voilage des lampadaires en service.

Dans le cas d'alerte, dès la mise en action des sirènes, l'extinction de toutes les lumières devra, bien entendu, être totale et immédiate.

Ce soir le général Leclerc parlera à la radio

Parlant pour la première fois à la radio, le général Leclerc s'adressera aux Français, ce soir mardi 12 décembre.

LE PLACARD

aux belles trouvailles

COMPLIMENTS au monsieur qui s'est chargé de concevoir, de rédiger et de présenter les placards de publicité pour l'emprunt, répandus dans la presse ! Ils témoignent d'un goût, d'un tact et d'une psychologie également remarquables.

Il y eut d'abord ce portrait de M. Thiers. Tout indiqué M. Thiers pour chaperonner la première opération financière de la jeune IVe République. Avec une telle caution, les capitaux ont tout de suite été rassurés. L'ombre de M. Thiers saura les défendre, scrogneugneu ! contre le grand méchant Communard !

Il y eut ensuite l'injonction : Chacun peut et doit souscrire un titre à 1.000 francs. « Hélas ! nous a écrit un employé communal, comment le ferais-je avec mes 2.500 francs par mois ? » Et notre correspondant, plein de bonne volonté, de proposer qu'on fasse des dizaines, comme pour la Loterie.

Enfin le placard d'aujourd'hui : L'armée française a souscrit Belfort et Strasbourg. Vous combien ?

Vous pensez si ça fait plaisir au souscripteur de lire cela. Pour 1.000 francs le voilà assimilé aux soldats de Leclerc et de de Lattre. Il aura un peu l'impression que c'est lui qui entrera à Berlin. Et vous verrez qu'il voudra prendre part au défilé de la victoire !

— Les F.F.I. ? Peuh ! parlez-nous des F.F.inanciers !

TRENO.

Taïaut ! Taïaut !

L'Armée française a souscrit Belfort et Strasbourg
Vous, combien ?

LE PROCES DE LA GESTAPO

Verdict aujourd'hui

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Delehaye a de la chance. Il se meurt. De fait, si l'audience est ouverte avec plus d'une heure de retard, c'est que le petit homme maigre au visage de coureur cycliste est dans le coma (diabète cancéreux). Pour qu'il paraisse à l'audience, le Dr Paul a fait une piqûre. Delehaye a été porté par les gardes, assis par eux en pleine inconscience. Pendant deux heures, nous l'avons vu se tordre de souffrances sur son banc. Villaplane entoure son misérable compagnon d'un bras compatissant. Il tente de lui faire absorber une gorgée d'eau, il se penche sur lui avec des douceurs et des délicatesses de mère, tandis que le défenseur plaide, et que les mots passent très au-dessus de cette misère humaine parvenue au bout de sa nuit. Le président finit par ordonner que Delehaye soit transporté hors de l'audience. Pagnon et Villaplane le prennent dans leurs bras. Ce cas sera disjoint des onze autres. Cet homme ne relève plus de la justice des hommes.

C'est au tour de Delval d'être défendu. Il l'est par l'avocat de Laffon et de Delehaye, sur le mode humoristique : « Delval est un minus, un crâneur, un galéjeur, un vantard, le roi des imbéciles. Aucun sens de l'opportunité : il entre dans la police allemande en juin 1944. Ce crétin n'est pas digne du poteau d'exécution. Son affaire, ce serait plutôt les travaux forcés... Enfin, messieurs, ce sera comme il vous plaira ».

Et c'est Bony. Bony n'est plus ni pâle, ni jaune, il est vert-de-gris. Il nous est particulièrement pénible d'entendre retracer l'époque honnête de la vie de l'inspecteur tel que nous l'avons connu. La fatalité se serait acharnée sur lui, et il aurait roulé de malchance en dépit, de dépit en trahison. Nous n'allons pas apprécier ici la conduite d'un homme qui, demain, sera condamné à mort.

La fillette de Villaplane a télégraphié à son papa. Il a beau s'agir d'un bandit, c'est tout de même émouvant. Il y a quelque part en France une petite fille qui écrit : « *Je te fais confiance. Gros baiser* ». Pauvre gosse. Son monstre de père sanglote la tête dans les coudes.

Pour Clavié, Me Cazanova se sent évidemment mal à l'aise. A lui le monstre de la troupe, le tueur, le dépeceur, le sadique. Mais cela, c'est une autre histoire, une histoire qui ne regarde pas la Cour de justice. Pour elle, Clavié n'est que le traître-lampiste, officier SS tout de même. Par une attention délicate, le défenseur propose à son client les deux modes de sortie : par la guillotine, par le peloton d'exécution. Et de décrire l'un et l'autre avec un réalisme sans défaut. Le client n'a plus qu'à choisir. Il paraît qu'il aurait choisi la guillotine, mais comme on ne lui demandera pas son avis, il finira au fort de Montrouge, comme tout le monde.

Me Mollé-Vieville et Me Vandenboomgaerde s'expliquent sur Haré et Engel, les aide-dépeceurs, sous-officiers SS à l'occasion.

— Article 75 du Code pénal : douze balles dans la peau », susurrait Laffon à ses compagnons, quai de Gesvres, lorsqu'il était d'humeur à la fois joyeuse et taquine.

Quand les bois de justice leur iraient comme un gant !

M. J.

LES

PETITES ANNONCES

sont reçues aux Bureaux de Franc-Tireur de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 heures

DEMANDES D'EMPLOI 20 fr.

Dame 40 ans b. éduc. ch. emploi dame compagnie ou tiendrait int. pers. seule. S'adresser au journal n° 129.

J. H. cherche place aide-comptable pr Sté Commerc. ou Colon. ZYTO, 24, Bd PASTEUR. SUF. 76-35.

J.d. sténo-dactylo, notions compt. sér. réf. lib. dans un mois, cherche pl. st. S'adresser au journal n° 129.

Représentant ayant bur. centre Paris 2 lig. téléph. dem. proposition com. SEGALEN, 2, rue Pigalle.

OFFRES D'EMPLOI 50 fr.

Dem. j. f. tr. b. prés. tail. manneq. MADJAC-COUT., 12, Ch. d'Antin.

Dem. 1re main tail. flou, réf. cout.

EDITION DE PARIS

COMBAT

DE LA RÉSISTANCE A LA RÉVOLUTION

Mardi 12 Décembre 1944

4e année, n° 158 - Le n° : 2 francs.

100, rue Réaumur
PARIS (2e)
Tél. : GUT. 80-60

COMITE DIRECTEUR :
PASCAL PIA, directeur
ALBERT CAMUS
rédacteur en chef
MARCEL GIMONT
ALBERT OLLIVIER

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

La chute de Budapest est imminente

COMBAT

AUJOURD'HUI, quatre mois après sa renaissance, la vie politique française paraît marquée d'une curieuse ambivalence. D'un côté, besoin de se définir — et l'on n'y parvient guère qu'en s'opposant — de l'autre, désir, j'allais écrire : nostalgie, de l'unité, de l'union, de la fusion. Les partis créent des commissions chargées d'étudier les modalités de leur rapprochement, les mouvements de résistance cherchent à se souder. Il est difficile de discerner dans quelle mesure cet élan procède de l'instinct ou de la raison, s'il est le fait d'une masse qui voudrait se confondre ou de quelques esprits qui espèrent se rejoindre. Sans doute paraîtra-t-il impie à certains de chercher à établir objectivement le dossier de ce qui est (ou devient dès qu'on en parle) un drame passionnel. Mais, nous avons aussi une passion : celle de la vérité. En son nom, peut-être aurons-nous une chance de nous faire entendre — car la raison toute seule n'obtient plus l'audience de personne.

Estimera-t-on que tout a été dit sur ce sujet ? Il nous paraît que le fond de la question n'a pas été vidé. Avant tout, il importe de ne pas s'unir (et nous voulons dire : fusionner) dans l'erreur et le malentendu. Bien des points sont identiques dans les programmes des partis socialiste et communiste. Par son récent congrès, le parti socialiste s'est défini comme étant marxiste, internationaliste et révolutionnaire. Il a mené impitoyablement l'épuration dans ses propres rangs. Aucun doute qu'il sorte de l'épreuve grandi et purifié. En bref, il poursuit la même politique que le parti communiste, il épouse le même idéal et tend au même but : la dictature du prolétariat. Pour des raisons de réalisme politique, le parti communiste insiste peu sur cet aspect de son action. Et nous touchons ici au vif du problème.

Nous pensons que ce qui différencie profondément les deux grands partis ouvriers, c'est leur conception de la réalité. L'un — le parti communiste — lui sacrifie toute vaine considération de doctrine. L'objectif reste le même, mais peu importe de le masquer, de paraître même l'oublier, si un tel crochet présente des chances de vous en rapprocher. Une telle méthode est tentante parce qu'elle fait bon marché des scrupules qui paralysent l'action. Mais elle a bien aussi quelques inconvénients. On n'est pas toujours maître d'une tactique provisoire. Elle s'installe : ensuite il faut exorciser les forces qu'elle déchaîne. Le risque est grand de ne jamais achever un ouvrage si souvent recommencé.

Pour les socialistes, la réalité tient avant tout, je crois, dans une certaine obstination fidèle à affirmer la constance de ses vœux. Ce qu'une pareille ligne de conduite peut comporter de rigide doit vous mettre maintes fois hors de jeu. Mais à taper sans cesse sur le même clou, on en vient peut-être à l'enfoncer.

Nous voici en plein extra-communisme. Que nos camarades du parti communiste nous fassent l'amitié de n'y voir aucune velléité de dénigrement. Nous cherchons seulement à y voir clair et, si possible, à donner un peu de lumière. D'aucuns penseront que ces deux prises de possession du réel gagneraient à se mêler. Nous craignons que, comme les deux côtés d'une médaille, elles ne se tournent le dos.

Mais il faut veiller à cela. Ce qui est nécessaire, indispensable, urgent, c'est que malgré tout les deux grands partis ouvriers justement ne se tournent pas le dos. Qu'ils luttent coude à coude et fassent front, se complétant, s'enrichissant de leurs différences mêmes.

P. H.

HAGUENAU ET THANN SONT OCCUPÉS

1.600 bombardiers lourds attaquent Francfort et Giessen

Londres annonce la création d'une flotte britannique du Pacifique

De durs combats eurent lieu, sur terre et dans les airs, pour la possession de l'aérodrome de Frascati, près de Metz. Sur l'aire d'atterrissage gisent pêle-mêle de nombreux avions allemands abattus.

Malgré la neige, puis, quand celle-ci cesse de tomber et que le soleil arrive à percer, malgré la boue, toujours la boue, la 1re armée américaine, qui attaque, sur un front de 16 kilomètres, en direction générale de Düren et de la plaine de Cologne, a gagné hier du terrain. Son avance s'étend depuis Schopphoven, à 6 kilomètres au sud-est de Juliers, jusqu'à Gey, à 6 kilomètres au sud-ouest de Düren.

Au nord, les Américains ne sont plus qu'à quelques centaines de mètres de Schopphoven, cependant que des combats de rues se poursuivent dans Pier. Obergeich et Geich sont occupés. Plus au sud, à la lisière est de la forêt de Hürtgen, le village de Strass, à 1.500 m. de la Roer, a été pris. Aux dernières nouvelles, les Alliés sont entrés dans les localités d'Echtz et de Dhorn, à environ 3 kilomètres au nord-ouest de Düren. D'autres unités ont atteint les premières maisons de Merkem, à 1.400 m. de la Roer.

La bataille de la Sarre

Il faut reconnaître que les Allemands mettent tout en œuvre pour retarder la progression de l'armée Patton. Dans le seul secteur de Dillingen-Sarrelouis, l'ennemi a lancé dans la matinée onze contre-attaques, avec l'appui de chars. En même temps, les batteries allemandes ont intensifié leur feu et l'on évalue à 6.000 salves le nombre d'obus tirés chaque jour sur les têtes de pont américaines de Dillingen et de Sarrelouis. Néanmoins, les troupes du général Patton sont parvenues à déloger leurs adversaires de certaines positions dans le faubourg de Roden, à Sarrelouis. Dans la ville même, la 95e division s'est emparée de 26 nouvelles casemates et de 30 maisons transformées en fortins.

Dans le secteur de Sarreguemines, la 35e division, qui avance à l'est de la ville, a libéré Folperswiller, à moins de 1.500 mètres de la frontière allemande.

Au sud de ce secteur, sur la Sarre, dans la région de Wittring, les Américains ont découvert et occupé une usine souterraine, sur laquelle aucun détail n'a été donné. Au nord-est de Wittring, les formations alliées, qui avaient pris Gros-Rederching, ont franchi la route Sarreguemines-Rohrbach.

Vers la trouée de Wissembourg

A l'ouest des hauteurs de l'Eifel, les Américains contrôlent Lemberg, ainsi que toute une série de positions fortifiées faisant partie de la ligne Maginot. A l'est de l'Eifel, des éléments de l'armée Patch ont traversé Niederbronn et presque entièrement nettoyé Reichshoffen.

Vers le sud-est, les Américains, progressant au delà de la vallée de la Zinsel, sont maîtres de Griesbach, à 3 km. à l'est de Mietesheim. Les Allemands, qui voient le danger se rapprocher de Karlsruhe, résistent avec acharnement. Dans Mertzwiller, les opérations de nettoyage se poursuivent lentement.

Signalons, maintenant, que la 79e division a pénétré dans le sud de Haguenau.

Le « Home Service » précise, dans son émission de 21 heures, que la ville est entièrement occupée.

Vers le sud-est, les Alliés sont entrés dans Kaltenhouse, entre Haguenau et Bischwiller, et luttent au centre des positions fortifiées.

En Alsace

Au nord de Colmar, les inondations entravent l'avance des Américains. Le front faisant face à l'est suit, en général, le versant oriental de la route Sélestat-Colmar.

Au nord-ouest de Colmar, les Alliés achèvent le nettoyage de la route du col de Bonhomme. Ils ont occupé Kientzheim et livrent des combats dans Sigolsheim, à 6 km. de Colmar.

La 1re armée française a complètement libéré la ville de Thann.

Nous ne voulons pas quitter le front de l'Ouest sans attirer l'attention de nos lecteurs sur deux faits. Le premier est que les Allemands ont tendance à « sortir » les blindés que, jusqu'à présent, ils gardaient précieusement en réserve. Au cours de la journée d'hier, presque toutes leurs contre-attaques ont été appuyées par des chars. Peut-être jugent-ils que le moment est venu pour eux de s'engager plus à fond. 2e On assiste à un très net regain d'activité de la Luftwaffe.

Ce qui n'a pas empêché les Alliés, dont la suprématie aérienne reste indiscutable, de lancer, hier, sur les centres ferroviaires de Francfort et de Giessen, en Allemagne, une flotte de 1.600 bombardiers et de 800 chasseurs.

Les escadrilles, réparties en cinq groupes, formaient une colonne de 480 kilomètres de long. Les équipages se montaient à 16.000 hommes.

Budapest ou Zagreb ?

Budapest, dont la chute est imminente, aurait été complètement évacuée par les Allemands. Mais c'est surtout au nord et au nord-est de la capitale que les Allemands résistent avec le plus d'acharnement. Ils ont mis en ligne de nouveaux renforts, cependant que de puissantes formations de la Luftwaffe entraient en action. Les Russes n'en continuent pas moins d'avancer.

Au sud de Budapest et sur le front du lac Balaton, les combats sont également très violents. On a parfois l'impression que le maréchal Tolboukhine hésite à poursuivre son chemin en direction de Vienne avant d'avoir occupé Zagreb, en Croatie, et coupé ainsi les voies de retraite aux Allemands attardés dans les Balkans.

Dans le Pacifique

Londres annonce la nomination de l'amiral Sir Bruce A. Fraser, au poste de commandant en chef de la flotte britannique du Pacifique. C'est par cette nomination que l'Angleterre a appris l'existence de cette flotte. M. Churchill avait dit récemment qu'il enverrait le plus de forces possible en Extrême-Orient. Et, comme toujours, il tient parole.

Depuis la fin du « Tirpitz », la « Royal Navy » n'a rien à craindre dans la mer du Nord et l'Atlantique.

UN PACTE FRANCO-SOVIETIQUE d'alliance et d'assistance mutuelle A ÉTÉ SIGNÉ A MOSCOU

Le général de Gaulle et M. Georges Bidault ont quitté dimanche matin la capitale soviétique

Moscou, 11 décembre. — Hier matin, à 4 h. 40, MM. Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, ont signé au Kremlin, en présence du maréchal Staline et du général de Gaulle, un pacte d'alliance et d'assistance mutuelle entre l'U.R.S.S. et la France.

Le texte de ce pacte, qui n'a pas encore été rendu public, comporte huit articles.

La cérémonie de la signature

La signature du document a donné lieu à une cérémonie qui s'est déroulée dans le bureau personnel de M. Molotov et à laquelle assistaient, outre les deux chefs d'Etat et les ministres signataires, MM. Dekanozov, vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Bogomolov, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, Sergueiev, chef de la section occidentale au commissariat du peuple aux Affaires étrangères, Garreau, délégué plénipotentiaire de la France à Moscou, Dejean, directeur des affaires politiques au quai d'Orsay, Palewski, directeur du cabinet du général de Gaulle, et Charbonnière, directeur du cabinet de M. Georges Bidault.

M. Georges Bidault et M. Molotov qui, après avoir dîné au Kremlin, avaient mis la dernière main à la rédaction du pacte, avec leurs collaborateurs, avaient été rejoints, dans le bureau du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, par le général de Gaulle, qui était arrivé à 4 h. 20, suivi, peu après, par le maréchal Staline.

Les personnalités qui assistaient à la cérémonie avaient pris place autour d'une grande table recouverte d'un tapis brun.

Le ministre français des Affaires étrangères apposa le premier sa signature sur les documents, suivi aussitôt par M. Molotov, tandis que le maréchal Staline conversait cordialement avec le général de Gaulle.

Une collation fut ensuite servie dans la pièce même.

Le général de Gaulle regagna à 6 heures du matin les locaux de l'ambassade de France.

Le départ du général de Gaulle et de M. Georges Bidault

Le général de Gaulle, M. Georges Bidault, le général Juin, et les personnes qui les accompagnent, ont quitté Moscou quelques heures plus tard.

Ils ont été salués à leur départ par MM. Molotov et Dekanozov, Gorkine, secrétaire du Présidium suprême de l'U.R.S.S., le général Antonov, chef-adjoint de l'état-major, le colonel-général Golikov, M. Astafiev, maire de Moscou, M. Garreau, le général Petit, chef de la mission militaire française et les membres du corps diplomatique et des missions militaires.

Un piquet de la Garde rendait les honneurs.

L'importance des entretiens de Moscou

« J'ai la certitude que les journées que nous venons de passer resteront gravées dans l'histoire de cette guerre, a déclaré le général de Gaulle au moment du départ. Je suis persuadé également de leur importance dans la paix future pour le bien de tous les hommes. Vive la Russie soviétique ! »

M. Molotov, vêtu d'un lourd manteau d'hiver et coiffé d'un bonnet de fourrure, s'est entretenu pendant quelques minutes avec le général de Gaulle, puis, tandis qu'étaient exécutés la « Marseillaise » et l'hymne national soviétique, les deux hommes d'Etat se sont serré la main et ont encore échangé quelques paroles.

— Au revoir, et merci de votre chaleureux accueil, a déclaré le chef du gouvernement français.

— J'espère, a répondu M. Molotov, que le traité que nous venons de signer sera une excellente base d'entente pour le développement des relations franco-soviétiques et qu'il sera un nouveau coup porté à l'ennemi.

Une déclaration franco-soviétique

Le communiqué officiel publié après la conclusion des accords franco-soviétiques déclare :

« Le séjour à Moscou du général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République française, et de M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, a été marqué par de nombreuses manifestations de la sympathie qui unit le peuple français aux peuples de l'Union soviétique, sympathie renforcée par les deux pays au cours de cette guerre.

« Les entretiens se sont déroulés avec le maréchal Staline et M. Molotov ; ils ont porté sur l'ensemble des questions intéressant la poursuite de la guerre et l'organisation de la paix future, et en particulier sur le problème allemand. Ces pourparlers ont fait apparaître entre les deux gouvernements une très large concordance de vues ainsi que le désir sincère d'une très étroite collaboration.

« Les deux gouvernements ont affirmé à nouveau leur résolution de poursuivre la guerre jusqu'à une victoire totale sur l'Allemagne et leur volonté de prendre en commun toutes les mesures propres à garantir l'Europe de toute nouvelle agression.

« C'est dans cet esprit que les deux gouvernements ont procédé, le 10 décembre, à la signature d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle dont le texte sera publié séparément ».

De nouvelles troupes de l'Elas réussissent à s'infiltrer dans Athènes

Le gouvernement décide de mobiliser quatre classes dans les quartiers de la capitale contrôlés par lui

Athènes, 11 décembre. — Au cours des dernières 48 heures, de nouvelles troupes de l'Elas ont réussi à s'infiltrer dans Athènes et sa banlieue immédiate.

Le nombre des Elas actuellement dans la ville est évalué à dix ou quinze mille hommes, tandis que dix à quinze mille autres se trouvent sur les hauteurs avoisinantes.

Les Elas qui sont parvenus dans la ville ont aussitôt déclenché des attaques en vue de reprendre les positions qu'ils avaient perdues. Depuis hier soir, des obus de mortier sont tombés sur divers points et, à plusieurs reprises, les Elas ont attaqué la Faculté de chimie située derrière l'Université, qui est elle-même occupée par les forces britanniques.

De gros incendies dans la capitale

De gros incendies allumés par le feu des mortiers ont éclaté dans la capitale où la bataille fait rage.

Les Elas occupent toutes les hauteurs de la ville, sauf le Lycabète et l'Acropole, ainsi que toutes les collines des environs. Plusieurs obus sont tombés à proximité du G.Q.G. gréco-britannique.

Les forces de la résistance disposeraient d'un nombre assez restreint d'obus pour leurs pièces d'artillerie, mais de quantités importantes de munitions pour armes automatiques. La plus grande partie de ces munitions proviendrait de stocks soustraits aux Allemands battant en retraite.

La situation alimentaire tend cependant à s'améliorer à Athènes. Les Elas s'étant engagés à ne pas gêner les répartitions, une distribution de farine aux boulangers a commencé ce matin.

Mesures de mobilisation

Athènes, 11 décembre. — On apprend, à l'issue de la réunion du cabinet grec, que le gouvernement Papaandreou a décidé d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens des quatre classes 1935 à 1938, qui sont domiciliés dans les cinq quartiers d'Athènes actuellement sous contrôle des autorités régulières.

Trois anciens ministres se désolidarisent de l'extrême-gauche

Athènes, 11 décembre. — Trois anciens ministres appartenant à l'E.A.M., MM. Slovo et Angelopoulos, anciens ministres des Finances, et Askoutsis, ancien ministre des Communications, ont publié une déclaration dans laquelle ils affirment se désolidariser de l'extrême-gauche.

Cette déclaration, qui a suscité un grand intérêt, est considérée comme un facteur très important pour l'évolution de la crise.

Grève dans les îles de la mer Egée

Smyrne, 11 décembre. — La grève générale, qui a pris fin à Salonique, s'est en revanche étendue aux îles grecques de la mer Egée.

Le calme règne cependant à Chio, l'E.A.M. ayant donné l'ordre de fin de grève pour cette île où la situation alimentaire continue de s'améliorer.

M. MacMillan se rendrait en Grèce

Londres, 11 décembre. — M. MacMillan, ministre résident britannique au Proche Orient, est retourné en Méditerranée.

On croit savoir qu'il se rendra en Grèce.

D'IMPORTANTS PERSONNAGES de l'industrie et du commerce lyonnais SONT ARRÊTÉS

Lyon, 11 décembre. — Un communiqué du Commissariat régional de la République annonce que des enquêtes menées depuis quelques semaines, viennent d'aboutir à l'arrestation de plusieurs personnages importants du commerce et de l'industrie, notamment de MM. Plassard, délégué du Comité d'organisation de la bijouterie, et Joannard, délégué du Comité d'organisation des pelleteries et fourrures.

D'autre part, les services d'enquête ont découvert une officine qui fournissait pendant l'occupation, aux patrons des grosses entreprises, des renseignements sur les opinions politiques et l'attitude gaulliste des ouvriers. 3.000 fiches ont été saisies.

M. Poidebard, Noël et Bouvier, directeurs de cette abominable entreprise de délation, ont été mis sous les verrous.

L'arrêt condamnant à mort l'ex-préfet Angeli est cassé

Lyon, 11 décembre. — L'arrêt de la Cour de justice de Lyon condamnant à mort l'ancien préfet régional Angeli vient d'être cassé par la Cour d'appel de Lyon, transformée en cour de cassation en vertu de la réglementation nouvelle.

Cette décision a été prise en raison des vices de forme suivants, relevés au cours du procès :

Aucune des trois commissions rogatoires n'était rentrée avant la clôture de l'instruction;

Plusieurs témoins entendus à l'audience ne l'avaient pas été à l'instruction, de telle sorte que le défenseur et l'accusé n'avaient pu avoir connaissance de ces dépositions avant les débats. Le défenseur avait déposé à ce sujet des conclusions.

Sept témoins, régulièrement cités, n'ont pas comparu au procès.

L'ex-intendant Cussonac a été fusillé

Lyon, 11 décembre. — L'ex-intendant de police Cussonac a été fusillé, ce matin, par un peloton des F.F.I. au fort de la Duchère, à Lyon.

Un speaker de Radio-Paris condamné à vingt ans de travaux forcés

Hier après-midi, la troisième sous-section de la Cour de justice, présidée par M. Picard, et siégeant pour la première fois, a jugé un speaker de Radio-Paris, Fernand Porcile, âgé de 37 ans.

Entré à Radio-Paris, en novembre 1942, Porcile était chargé d'y lire des bulletins d'informations et des articles politiques. Il a diffusé une fois la critique militaire de Jean-Hérold Paquis, et annoncé, au début de cette année, la chronique périodique du même éditorialiste intitulé « Avertissements sans frais à M... » et contenant des menaces adressées à des patriotes. Il a effectué également des traductions en anglais de textes français et allemands de propagande.

Porcile, qui a reconnu les faits qui lui étaient reprochés, a été condamné à vingt ans de travaux forcés, à la confiscation de ses biens et frappé d'indignité nationale.

Dernière minute

Les Américains devant Düren

Les Américains ont atteint les faubourgs de Düren.

Dans la Sarre, Sarreguemines est entièrement « nettoyée ».

Le centre industriel de Zweibrücken est sous le feu de l'artillerie américaine.

Les magasins parisiens ne sont plus obligés de camoufler leur éclairage

Les autos peuvent circuler dans la Seine avec le phare code

Des atténuations aux consignes de défense passive concernant le camouflage des lumières à Paris et dans la Seine sont apportées à partir d'aujourd'hui.

1° Les autos sont admises à circuler avec le phare code. Le capuchon prescrit par la réglementation intérieure n'est plus exigé.

2° Pour les magasins et boutiques, le camouflage des entrées et des vitrines situées au rez-de-chaussée n'est plus exigé. Les enseignes lumineuses restent strictement interdites.

3° Des dispositions sont prises pour améliorer l'éclairage des voies publiques par la suppression du voilage des lampadaires en service.

En cas d'alerte, dès la mise en action des sirènes, l'extinction de toutes les lumières devra, bien entendu, être totale et immédiate. Les véhicules se rangeront le long du trottoir, tous feux éteints. Il ne sera fait exception que pour les voitures de service et de secours autorisées à circuler dans les conditions précédentes avec le camouflage qu'elles auront eu le soin de conserver.

Les atténuations ci-dessus ne doivent comporter aucune augmentation de la consommation d'énergie.

LES REPUBLICAINS ESPAGNOLS occupent les locaux de la Chambre de Commerce espagnole avenue de l'Opéra

Un groupe de commerçants espagnols, appartenant à l'ancien conseil administratif de la Chambre de Commerce espagnole à Paris, a occupé hier matin les locaux de cet organisme avenue de l'Opéra.

L'ancien conseil administratif, qui bien que dépossédé à l'avènement de Franco, ne s'était jamais considéré comme démissionnaire, a voulu rentrer en fonctions.

Dans un communiqué, les membres de ce conseil indiquent notamment qu'ils ont eu « un entretien avec le président et le secrétaire général nommés par le gouvernement de Franco, mais que, par suite du désaccord persistant entre ces derniers et eux, ils avaient proposé l'intervention de l'attaché commercial franquiste. Celui-ci s'est, à son tour, non seulement opposé à ce que l'ancien conseil reprît ses prérogatives, mais l'a menacé d'expulsion par la force publique ».

Les commerçants espagnols n'en ont pas moins décidé de réoccuper les locaux de leur Chambre de Commerce.

Les parlementaires espagnols résidant en France renoncent à convoquer les Cortès à Paris

Une réunion des députés espagnols résidant en France s'est tenue dimanche à Paris. Vingt et un députés ont assisté à ces entretiens.

Les accords adoptés lors de l'assemblée des députés tenue à Toulouse le 20 octobre dernier ont été ratifiés, à l'exception de ceux relatifs à la convocation à Paris des Cortès espagnoles, la majorité des parlementaires espagnols se trouvant au Mexique.

Ces derniers ont, d'ailleurs, été convoqués dans ce pays pour le 20 janvier prochain, les députés espagnols réunis à Paris, ont donc décidé de leur envoyer un salut fraternel et de leur faire connaître leur désir d'avoir connaissance des décisions qui seront prises au Mexique en ce qui concerne la continuité des pouvoirs constitutionnels.

Le général Franco de retour à Madrid

Madrid, 11 décembre. — Le général Franco, qui chassait dans le sud de l'Espagne, est rentré, aujourd'hui, à Madrid.

Mrs Clara BOOTH LUCE

DÉPUTÉE AMÉRICAINE

nous confie ses impressions sur la France et sur le front

Ses conclusions, du moins en ce qui concerne Paris, semblent plutôt hâtives...

Mrs Clara Booth Luce, député américain, vient d'arriver à Paris, après avoir visité le front de Lorraine avec neuf de ses collègues du du Parlement.

Journaliste, elle fut en Tchécoslovaquie et en Autriche au moment de l'Anschluss, en Pologne lors de la déclaration de guerre, en Chine pour le journal « Life », aux Philippines avec Mac Arthur, en Libye, avant l'arrivée de Rommel. Elle a donc vu la guerre de plus près qu'aucun des parlementaires des Etats-Unis.

Les munitions manquent

Comme membre de la Commission de l'armée, Mrs Luce vient, pendant cinq jours, de se rendre compte de l'acheminement des munitions dans les régions de Liége, du Luxembourg et de Metz. Selon un rapport militaire, les munitions étaient insuffisantes dans divers secteurs. Et Mrs Booth Luce dit, en effet, qu'elle a constaté que les projectiles étaient « rationnés ». Alors ? L'armée va-t-elle trop vite par rapport aux convois ravitailleurs ? La production des munitions est-elle insuffisante aux U.S.A. ?

Sa réponse est évasive : « Il y a un an, j'ai proposé au Congrès une loi qui rendait le travail obligatoire dans les usines américaines. Mes compatriotes délaissent trop le dur travail d'usine; la production s'en ressent ».

— Il y a quatre ans, continue-t-elle, il n'y avait, en Amérique, qu'une poignée d'avions commerciaux, peu de navires, peu de tanks, et maintenant vous pouvez vous rendre compte de notre force. Notre production générale de guerre augmente. Les Français veulent se battre, nous le voyons, nous allons leur fournir bientôt les armes nécessaires.

« Quant aux Françaises, elles n'ont pas l'air d'avoir beaucoup souffert. Que de manteaux de fourrure, de coiffures magnifiques à Paris ! Quelle différence entre l'atmosphère des rues de Paris et celle des rues londoniennes ! »

Mrs Luce, il est vrai, n'est restée que deux jours à Paris, et elle n'a vu... que les rues avoisinant le Ritz, la rue de la Paix et la place Vendôme !

Elle a vu aussi les enfants de Normandie :

« Ils sont bien nourris, dit-elle. Tout le monde à Cherbourg est agréable avec nous, mais, au Havre, l'accueil est plus frais. La ville a tant souffert !

« Dans une ville de l'Est, quelques gosses devant leur fenêtre criaient encore « Heil Hitler ! ». Je n'ai pas pu y parler à de grandes personnes. Je le regrette... »

Une question essentielle, pour les Français, déclare en conclusion Mrs Luce, est l'approvisionnement en matières premières de leurs usines :

« Je fais tous mes efforts au Congrès pour que l'on hâte, dans la mesure du possible, les envois vers la France. Au cours de mes trois années de mandat, j'ai soutenu le général de Gaulle et je pense que, pour la paix de l'Europe, la France doit être forte. »

Député et écrivain

Mrs Luce n'est pas seulement député et membre de la Commission de l'armée, elle est aussi la femme du directeur des périodiques **Life**, **Time** et **Fortune**. Elle est aussi écrivain d'une incontestable célébrité. Ses pièces sont jouées à Broadway. L'une d'elles, **Les Femmes**, fut représentée à Paris avant la guerre, et prochainement Mrs Booth Luce va faire paraître un ouvrage intitulé **Europe au Printemps**.

Mrs Luce repart aujourd'hui pour New-York. Souhaitons qu'elle ne répande pas trop aux U.S.A. les impressions un peu rapides qu'elle a recueillies rue de la Paix, et qu'elle insiste par contre sur l'approvisionnement nécessaire à la France tant en armes qu'en matières premières.

Yvonne D'ALMERAS.

Une collecte des métaux non ferreux commencera prochainement

Une ordonnance sera prochainement adoptée par le Gouvernement pour l'organisation d'une collecte des métaux non ferreux.

Cette collecte ne fera appel qu'à la bonne volonté des Français.

Il est à signaler que des collectes identiques, qui ont eu lieu en Angleterre et en Amérique, ont donné des résultats excellents.

Le second cabinet Bonomi est constitué

Rome, 11 décembre. — Le second cabinet Bonomi est enfin constitué. Il prêtera serment aujourd'hui. Mais, déjà, les Alliés l'ont agréé et reconnu. Les communistes reçoivent quatre portefeuilles, dont la vice-présidence du Conseil qui échoit à M. Togliatti. C'est M. de Gasperi, chef des démocrates chrétiens, qui devient ministre des Affaires étrangères.

On sait que les socialistes et les représentants du « Parti d'action » se sont volontairement tenus à l'écart de cette combinaison.

Le Conseil des ministres se réunit ce matin

Le Conseil des ministres se réunira ce matin, à 9 h. 30, à l'Hôtel Matignon, sous la présidence de M. Jeanneney.

Le général Leclerc au micro de la Radio française

Parlant pour la première fois à la Radio, le général Leclerc s'adressera aux Français ce soir.

Le C.N.R. va enquêter sur la situation en Afrique du Nord

Le Conseil National de la Résistance, réuni hier en séance plénière, a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il déclare notamment :

Le C. N. R. enregistre avec une profonde satisfaction la signature à Moscou d'un pacte d'alliance et d'assistance mutuelle où il salue le retour solennel et définitif de la France à la politique traditionnelle d'amitié à l'égard de la grande Russie et de sécurité collective. Il se félicite que les deux nations se mettent en mesure, par cet acte définitif, de défendre efficacement, d'accord avec l'ensemble des nations unies, une fois la victoire assurée, la cause de l'ordre international et du droit démocratique. Il souhaite que cette cause soit grandement renforcée encore par la signature de pactes analogues avec les autres alliés. Il se réjouit que le président d'honneur du C. N. R. ait participé à ces importantes négociations.

Les problèmes nord-africains

Le président du C.N.R. a rendu compte, de la visite qu'il a faite auprès d'un certain nombre de comités départementaux de la Libération et de leur activité dans leurs départements respectifs.

Le président du C.N.R. a ensuite présenté un rapport sur la situation en Afrique du Nord au vu d'informations transmises par les mouvements de Résistance de Tunisie, d'Algérie et du Maroc. Ému par cette situation, le C.N.R., considérant la nécessité de faire dominer en Afrique du Nord les principes républicains et démocratiques qui sont de règle dans la métropole, a désigné une délégation de cinq membres pour se rendre en Afrique du Nord et enquêter sur les faits qui lui ont été signalés.

L'assemblée nationale des comités départementaux

Le C.N.R. a mis au point les dispositions administratives devant jouer au sein de l'Assemblée nationale des comités départementaux de la Libération. Il a été décidé de se réunir à l'Hôtel de Ville de Paris, le vendredi 15 décembre, à 8 heures, avant l'ouverture de la première séance plénière de l'Assemblée nationale, prévue à 9 heures.

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE ET COLONIES

3 mois ... 140 fr.
6 mois ... 260 fr.

Chèques postaux : 32.54

Le 10 décembre « Combat » a été tiré à 178.000 exemplaires

LA COUR DE JUSTICE A ENTENDU

hier la défense de sept des agents de la rue Lauriston

Aujourd'hui, verdict

Compte rendu d'audience par Alexandre ASTRUC

L'arrêt contre « ceux de la rue Lauriston » sera rendu aujourd'hui : ainsi en ont décidé les jurés qui, eux aussi, commencent d'en avoir assez de ces interminables débats. Aussi, hier après-midi, les avocats ont-ils été obligés d'expédier leurs plaidoiries dans un temps record. Les jurés ont même poussé la cruauté jusqu'à exiger que Me Vadenboomgaerde commence à plaider alors qu'il était déjà plus de sept heures.

Un accusé en retard

Le début de la séance est marqué par un événement d'importance. Lorsqu'on pénètre dans la salle, on s'aperçoit avec stupéfaction qu'il manque une figure dans la galerie dite des « monstres ». Le coin de gauche est vide : Delahaye est absent. Il s'est évadé ? Non, il souffre d'une crise de diabète. Et comme on ne peut commencer sans lui, on attend.

On attend et, sur les bancs, les accusés qui, samedi, étaient effondrés, ont de nouveau une sorte de sourire, comme les élèves pendant la récréation. Lafont, la tête dans le creux du poing, regarde avec philosophie l'avenir. Labussière et Lascaux bavardent. Seuls, les trois « dépeceurs » sont toujours cachés derrière la barre.

Il va être deux heures. On attend toujours. Enfin, la sonnerie retentit, comme dans les cinémas pour annoncer la fin de l'entr'acte. Delahaye, soutenu par un agent, reprend sa place à côté de Villaplane qui va le prendre dans ses bras, comme une nourrice. De temps en temps, il lui donne à boire avec sollicitude.

Plaidoyer pour Delahaye

Entre temps, Me Floriot a commencé à expédier coup sur coup la défense de ses deux derniers clients, précisément Delahaye, et Delval, qui a toujours son petit sourire supérieur.

Me Floriot prétend que la peine capitale serait tout de même un peu exagérée pour ces deux comparses. A l'entendre, ce malheureux Delahaye est d'abord malade, arraché à la tombe par Lafont et victime de l'amitié qu'il porte à celui-ci. Il est incapable de rien faire. Il n'a jamais servi à rien. Il n'a joué aucun rôle. Le défenseur admet, au plus, les travaux forcés. Là-dessus, Delahaye est autorisé à se retirer.

Sans doute son procès sera-t-il disjoint des autres, ce qui veut dire en langage clair qu'aucun arrêt ne sera rendu demain contre lui, car il ne pourra comparaître et, sans cela, il y aurait prétexte à cassation pour vice de forme.

Plaidoyer pour Delval

Pour Delval, même chose. Ce n'est pas un malade, c'est un fou. A-t-on jamais vu pareille attitude sur les bancs de la Cour d'assises ? Ce petit air supérieur, cette façon de répondre posément aux questions, de discuter calmement le coup avec les témoins, au lieu de se terrer dans un coin et de se faire tout petit ! Il ne faut pas être normal.

A côté de cela, savez-vous quand Delval est entré dans la police allemande ? En juin 44. Alors que tout le monde savait que les Allemands étaient fichus. Il disait qu'il fallait cesser d'être attentiste. Il ne faut pas être très malin. Cette idée aussi de se promener avec des menottes ! Et ce garçon qui se croit supérieur, que va-t-il imaginer, pour faire le malin devant la femme du résistant qu'il a arrêté ? Il lui dit tout simplement : « J'ai descendu un patriote. » Ce n'est pas très fort. Par conséquent, pas la mort : les travaux forcés.

Plaidoyers pour Bony et Villaplane

Me Floriot se rassied avec un joli mouvement de manches. Me Delaunay se lance dans son tandem Bony-Villaplane.

Pour Bony, défense classique. Primo : « Nous sommes victimes de la fatalité (affaire Stavisky, talons de chèques, conseiller Prince, dégradation, instruction de l'affaire dite du C.S.A.R.) ». Secundo : « Nous ne sommes que secrétaire ». Tertio : « Nous ne sommes pas responsable de l'arrestation de Mlle de Gaulle ». Conclusions ? Il n'y en a pas. Les jurés apprécieront.

Villaplane : même chose. Quand on joue trop bien au football, on n'a pas le temps d'apprendre un métier sérieux. Et quand les jambes se fatiguent, que le souffle devient court, où va-t-on ? On camoufle les chevaux de course et on les fait courir pour des courses d'amateur. Résultat : le cheval gagne d'un kilomètre et on met quelques centaines de mille francs dans sa poche.

Bien sûr, il y a plus grave. Les meurtres, l'expédition en Dordogne... Mais rien de tout cela n'est prouvé d'une façon très sûre et, comme dit Villaplane : « Je suis un combinard et non un assassin ». Les témoins à décharge n'ont pas osé se présenter eux-mêmes, mais ils ont envoyé leur déposition. « Est-ce que je peux en donner lecture à la Cour ? »

— Faites vite, dit le président.

Il les lit, demande pour Villaplane les travaux forcés et laisse la place à Me Casanova, qui défend Clavié.

Clavié préfère la guillotine au poteau

— Clavié ? Une vedette de la Cour d'assises et un lampiste de la trahison. Il ne mérite pas le peloton d'exécution. Il a droit à la guillotine. D'ailleurs, il préfère la guillotine : « Je le lui ai demandé ».

En ce qui concerne l'uniforme allemand, il ne l'a porté qu'une heure. Juste pour se faire photographier, et encore ce n'est pas le sien qu'il a endossé, mais celui d'un Robert Mora, qui se trouvait absent le jour de l'inspection de la brigade nord-africaine. Mais il l'a ôté de suite. « Sauvez-lui sa tête, ici, et envoyez-le à la Cour d'assises. »

Quant à Haré, on n'a presque pas entendu parler de lui, sauf pour l'affaire de Saint-Maur. Or, l'affaire de Saint-Maur échappe à la compétence de la Cour. Donc, que la Cour ne condamne pas Haré à mort.

La soirée se finit sur Engel et, aujourd'hui, ce procès verra sa fin.

ÊTES-VOUS SURE DE VOTRE *Maquillage?*

Êtes-vous absolument certaine que votre fond de teint s'accorde vraiment avec votre poudre ? Vous seriez bien inspirée d'essayer l'ensemble de maquillage GEMEY qui correspond à votre type de beauté ! Tous les éléments d'un ensemble de maquillage GEMEY ont été harmonisés pour que vous soyez belle, sans fausse note,

A L'HOTEL DROUOT

CALENDRIER
du mardi 12 décembre 1944

EXPOSITIONS :

Salle 1. - Objets d'ameublement anciens ..... Me Et. Ader.

NS HIPPIQUES

HIER A AUTEUIL

PARIS
14, ROND-POINT DES CHAMPS-ELYSEES
RÉDACTION ADMINISTRATION PUBLICITÉ
PETITES ANNONCES
21, Boulevard Montmartre, 21
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.
Rédaction de nuit : PRO. 25-53.

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent à rien et ne sont bons à rien.
BEAUMARCHAIS.

2 francs

MARDI 12 DECEMBRE 1944
N° 98 — 118e ANNEE

L'ARMÉE FRANÇAISE A SOUSCRIT
BELFORT ET STRASBOURG
VOUS, COMBIEN ?

JUSTICE

par François MAURIAC

UNE pensée de Pascal devrait dominer tous nos débats : « Quand on veut reprendre avec utilité et montrer à un autre qu'il se trompe, il faut observer par quel côté il envisage la chose, car elle est vraie ordinairement de ce côté-là, et lui avouer cette vérité, mais lui découvrir le côté par où elle est fausse... » Il est vrai et très vrai que les Français qui ont livré à l'ennemi d'autres Français doivent être passés par les armes. Il est vrai et très vrai que ceux qui l'ont servi et qui se sont enrichis à son service doivent être châtiés après avoir rendu gorge. Il est vrai et très vrai que le sang des fusillés crie non pas vengeance mais justice, et que les mères, les veuves, les fils, les camarades qu'ils aimaient ont le droit d'élever la voix en leur nom.

Mais il y a cet autre côté dont parle Pascal. Ce que nous avons le plus exécré dans le gouvernement de Vichy, c'est qu'en livrant à l'ennemi les persécutés qui nous avaient demandé asile, en lui fournissant même une police et des bourreaux, il défigurait la France aux yeux du monde. Du moins avons-nous cru qu'il la défigurait. Mais non ! grâce aux soldats de Bir-Hakeim et d'Italie, grâce aux hommes de la Résistance et des Forces Françaises de l'Intérieur, elle a inespérément retrouvé son vrai visage. Comment souffririons-nous que, si vite, ce visage redevienne méconnaissable ? Il y aurait eu de quoi rire ou pleurer, tous ces jours-ci, en lisant ces éloges pompeux de Voltaire dans un pays où Calas, Sirven et Lally-Tollendal s'appellent légion.

Car les choses en sont venues au point qu'on a avantage, dans les prisons de France, à n'être pas innocent. L'innocent n'a pas de dossier, ou tout son dossier se ramène à la lettre qui le dénonce. Après des semaines de détention au Dépôt, il arrive que le malheureux, interrogé enfin, a la stupeur d'entendre cette question : « Pourquoi avez-vous été arrêté ? » S'il avait eu la chance d'être légèrement coupable, il aurait pu bénéficier de la liberté provisoire. Une faute plus grave lui eût assuré, du moins, le secours d'un avocat et l'aurait arraché à l'entassement abominable du Dépôt. Mais un innocent n'a pas ce bonheur.

Nous voulons croire que l'on s'inquiète, en haut lieu, de remédier à cet état de choses; il se peut qu'on ait déjà commencé d'y remédier. Mais j'enrage que tant de Français s'y résignent. Ce n'est pas à une crise de sensiblerie que nous cédons : il y va de l'honneur, à peine retrouvé, de la France; il y va de sa gloire, comme dirait une héroïne racinienne. Mais il y va aussi de son intérêt : car la Cinquième Colonne bénéficie de cette injustice établie, elle l'exploite. Comment ne voyez-vous pas que c'est son arme la plus sûre ? Elle en espère un immense mouvement de désaffection à l'égard de notre jeune République. Déjà des figures, hier encore amères et déçues, dissimulent mal leur joie; on commence à chuchoter, dans certains milieux, à escompter, comme aux plus beaux jours, « de bonnes élections »...

Et sans doute ce sont les circonstances qui entravent la marche de la justice : l'épuration, en même temps qu'elle éclaircit les rangs des juges, multiplie les prévenus et les coupables. De ces derniers, ne pourrait-on réduire le nombre, si l'on s'entendait, une fois pour toutes, sur un point qui n'a jamais été nettement éclairci ? Les Français qui ont cru à la légalité d'un gouvernement auprès duquel étaient accrédités, entre beaucoup d'autres diplomates, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, celui de l'U.R.S.S. et le nonce apostolique, sont-ils sans aucune excuse ? Et si c'est l'intention qui fait le crime, ont-ils cru trahir en suivant ses directives, ont-ils voulu trahir ? Dans les discussions que nous eûmes à ce sujet, au Comité National des Ecrivains, même les plus « durs » d'entre nous consentirent à voir là une circonstance atténuante, du moins pour les Vichyssois dont les yeux s'ouvrirent lorsque les Allemands violèrent la zone libre. Or il n'est pas, dans l'univers civilisé, un seul peuple où une circonstance atténuante n'écarte le verdict de mort.

C'est tout de même étrange qu'aux yeux de certains Français, aujourd'hui, le châtiment suprême compte seul. La condamnation au bagne fait hausser les épaules. A les entendre, on dirait qu'un forçat a gagné le gros lot. Dix ans de détention ? En voilà un qui a de la chance ! Nous demandons aux Français d'admettre qu'il existe d'autres peines que celle contre quoi il n'y a plus de recours. Oui, j'entends bien : vous craignez qu'un jour l'amnistie ne délivre les coupables. Si jamais ce jour devait venir, ce ne serait que par la volonté du peuple, ce ne serait que par un acte de l'Assemblée nationale. Rassurez-vous ! Il coulera de l'eau, d'ici là, sous les ponts de la Seine. Il coulera bien des larmes, d'ici là, dans les prisons de France. Ceux qui ne mourront pas auront tout le temps de souffrir.

Mais ignorez-vous quel est le plus profond désir du peuple français, aujourd'hui, du peuple pris dans sa masse provinciale et paysanne ? C'est que, comme au bon vieux temps, il n'y ait plus dans les cachots que des voleurs et que des assassins. Le prodigieux relèvement de la France à l'extérieur, son ascension rapide et inespérée exaspère chez la plupart cette nostalgie et trouble leur joie : la délivrance de Strasbourg n'a pas été ressentie comme elle aurait dû l'être. Ah ! comme nous le comprenons, quel retentissement il a dans nos cœurs, ce vers du vieil Hugo qui, naguère, nous faisait sourire :

O patrie ! ô concorde entre les [citoyens !

François MAURIAC,
de l'Académie française.

LA FRANCE ET L'U.R.S.S.

ont conclu à Moscou un traité d'alliance et d'assistance mutuelle

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A QUITTÉ LA CAPITALE DE L'U.R.S.S.

COMME la Grande-Bretagne avait fait en mai 1942, la France vient de donner à ses relations avec la Russie le caractère d'une alliance militaire et politique. Cette alliance ne vaut pas seulement pour la période de guerre ; elle engage les deux puissances les plus directement intéressées par leur position géographique dans une action commune à l'égard des problèmes que poseront l'avenir de l'Allemagne et l'organisation de la sécurité. Nous ne tarderons pas à connaître le texte de ce protocole, et quand nous le connaîtrons, nous le commenterons. Mais dès maintenant nous tenons à marquer l'importance de cet acte politique et l'étape remarquable qu'il représente dans le rapide relèvement de notre pays. — W. O.

UNE NUIT HISTORIQUE

Moscou, 11 Décembre.

Après une semaine de conversations, le pacte d'alliance franco-russe a été conclu au cours de la nuit du 10 au 11 décembre. Voici le déroulement des faits qui l'ont remplie :

SAMEDI 9, 20 HEURES : *dîner au Kremlin en l'honneur du général de Gaulle et de M. Georges Bidault en présence des personnalités soviétiques et des représentants diplomatiques alliés. Des toasts sont échangés par M. Molotov, le général de Gaulle, le maréchal Staline, M. Bidault, le général Juin.*

23 HEURES : *Présentation aux invités du film soviétique « Si demain c'était la guerre », tourné en 1933, auquel succèdent une comédie musicale et des dessins animés. Longs entretiens entre hôtes et convives pendant l'entr'acte.*

DIMANCHE 10, 2 H. 30 : *Le Maréchal Staline annonce que les travaux des rédacteurs diplomatiques sont terminés et que le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle franco-russe est prêt à être signé.*

4 HEURES 20 : *Le général de Gaulle et le maréchal Staline rejoignent M. Georges Bidault et M. Molotov dans le bureau de ce dernier.*

4 HEURES 40 : *Sur une grande table recouverte d'un tapis brun, M. Georges Bidault, puis le commissaire du peuple aux Affaires étrangères signent le pacte en présence des chefs des deux gouvernements et de leurs collaborateurs immédiats.*

6 HEURES : *Après une collation, le général de Gaulle et sa suite regagnent l'ambassade de France.*

7 HEURES : *Le général de Gaulle, M. Georges Bidault, le général Juin et leur suite quittent Moscou par le train, accompagnés à la gare par les personnalités militaires et diplomatiques. La garde rend les honneurs. Le général de Gaulle déclare :*

J'ai la certitude que les journées que nous venons de passer resteront gravées dans l'histoire de cette guerre. Je suis persuadé également de leur importance dans la paix future pour le bien de tous les hommes. Vive la Russie soviétique !

LE COMMUNIQUÉ

Moscou, 11 décembre. — Un traité d'alliance et d'assistance mutuelle a été signé hier entre la France et l'U. R. S. S. L'agence « Tass » a publié le communiqué suivant, qui a été rédigé après la conclusion de ces accords :

Le séjour à Moscou du général de Gaulle, chef du Gouvernement Provisoire de la République Française, et de M. Bidault, ministre des Affaires Etrangères, a été marqué par de nombreuses manifestations de la sympathie qui unit le peuple français aux peuples de l'Union Soviétique, sympathie renforcée par les épreuves subies par les deux pays au cours de cette guerre.

Les entretiens se sont déroulés avec le maréchal Staline et M. Molotov. Ils ont porté sur l'ensemble des questions intéressant la poursuite de la guerre et l'organisation de la paix future, et en particulier sur le problème allemand. Ces pourparlers ont fait apparaître entre les deux gouvernements une très large concordance de vues ainsi que le désir sincère d'une étroite collaboration.

Les deux gouvernements ont affirmé à nouveau leur résolution de poursuivre la guerre jusqu'à une victoire totale sur l'Allemagne et leur volonté de prendre en commun toutes les mesures propres à garantir l'Europe de toute nouvelle agression.

C'est dans cet esprit que les deux gouvernements ont procédé, le 10 décembre, à la signature d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle dont le texte sera publié séparément.

UNE HEUREUSE CONCLUSION

Moscou, 10 décembre. — Du côté soviétique comme du côté français, on s'accorde à manifester une grande satisfaction de l'heureuse conclusion des entretiens très étendus et approfondis qui viennent de s'achever à Moscou et qui ont permis aux représentants des deux puissances de faire connaître mutuellement et sans détour leur politique pour la guerre comme pour la paix.

L'Allemagne, comme il fallait s'y attendre, fut l'objet principal des conversations.

A cet égard, le gouvernement soviétique et le gouvernement français sont entièrement d'accord sur la nécessité vitale pour les deux pays de s'opposer préventivement à toute initiative allemande qui pourrait menacer la paix après la défaite d'Hitler et de ses comparses.

L'ensemble de la situation européenne dans le présent et pour l'avenir a été aussi examiné soigneusement.

Des deux côtés, on s'accorde à penser que le pacte qui vient d'être signé ne renouvelle pas seulement une alliance ancienne entre les deux grandes puissances continentales, mais encore qu'il constitue l'un des principaux éléments qui s'offrent aux nations unies pour assurer la paix pour laquelle elles combattent.

Les sentiments qui se sont exprimés à l'occasion des toasts qui marquèrent le dîner du samedi soir au Kremlin, et auquel MM. Averell Harriman, ambassadeur des Etats-Unis, et Balfour, chargé d'affaires de Grande-Bretagne, assistaient, témoignent de cette solidarité.

France reprend sa place de grande puissance politique dont il faut rechercher l'amitié, dans la guerre et dans la paix. Le danger allemand existera toujours ; aussi pour la sécurité de l'Europe faut-il que les voisins de l'Allemagne s'unissent. Ces systèmes de pactes doivent entrer dans un plan plus vaste de défense de la paix.

Nos prisonniers regroupés dans le centre de l'Allemagne

Au cours d'une conférence de presse organisée par les secrétariats de camps, il a été donné hier les précisions suivantes :

Les travailleurs requis sont restés relativement libres en Allemagne depuis que la Wehrmacht a été chassée de France.

Le nombre total des prisonniers de guerre détenus dans les camps est actuellement de 755.416, auxquels s'ajoutent quelque 200.000 prisonniers transformés. On les a regroupés dans le centre de l'Allemagne.

Les chiffres sur la tuberculose ont été exagérés.

L'envoi des colis anonymes par Genève tend à reprendre.

Le pseudo « gouvernement français » de Baden-Baden se livre à une active propagande auprès de nos prisonniers dans les camps, et dispose à cette fin de moyens très puissants.

NOUVELLES DE FRANCE

◆ *Un camion militaire, transportant une cinquantaine de soldats, est tombé dans une rivière, aux environs de Lille. Sept ont été noyés.*

◆ *Au cours du mois d'octobre, le Contrôle économique a rapporté 19.223 procès-verbaux. 1.146 délinquants ont été déférés au Parquet. Les total des sanctions pécuniaires infligées s'élève à 110.606.914 francs. 472 condamnations ont été prononcées, représentant 198 années de prison.*

◆ *Dix-sept Allemands en civil ont été arrêtés au cours d'une rafle à Sallaumines, près de Béthune.*

NOUVELLES de l'ETRANGER

● *La ligne du Brenner, vitale pour l'approvisionnement allemand avec la vallée du Pô, a été coupée hier en plus de vingt endroits* (ponts et tunnels), par les Spitfires de la R. A. F., ainsi que par les Thunderbolts et les Kittyhawks américains. 45 coupures, au total, ont été relevées sur les lignes de chemin de fer dans les différents tronçons du système de communications allemand.

● *A Rome, M. Bonomi* a constitué un cabinet où sont représentés d'une manière égale les partis libéral, démocrate-chrétien, démocrate du travail et communiste. La composition de ce cabinet a été approuvée par les Alliés.

● *La Finlande, en exécution des conditions de l'armistice sovieto-finlandais,* a ramené son armée aux effectifs du pied de paix. La démobilisation a été exécutée sous le contrôle de la commission interalliée. Les délais fixés ont été respectés.

Le nouveau pacte vu de Londres...

Londres 11 décembre. — Les milieux officiels britanniques accueillent avec une satisfaction sans réserves le traité d'alliance franco-russe, annonce l'agence Reuter. Ce traité, dit-on, constitue le pendant du pacte anglo-soviétique de 1942. Les fondements de la paix européenne seront ainsi renforcés. Le traité franco-soviétique sera un élément de la sécurité du monde.

La B.B.C. a consacré un long commentaire à la conclusion de la nouvelle alliance : « La nouvelle de cette alliance est sensationnelle, a-t-elle déclaré, elle couronne cinquante ans d'alliance ou de projets d'alliance... »

Et après avoir fait l'historique des relations franco-soviétiques depuis le 1er décembre 1892, elle a ajouté : « Dans le passé, le gouvernement britannique a vu avec une certaine réserve les rapprochements franco-russes; maintenant c'est lui qui a pris les devants et signé le premier avec l'Union Soviétique. Il a renoncé à sa réserve et à son isolement. Car le gouvernement britannique a compris que la Grande-Bretagne est une puissance européenne. »

Le *Times* écrit :

« Ce traité constitue une étape vers l'organisation de la sécurité européenne. Ce pacte est plus important qu'aurait été un pacte avec l'ancien Empire des Tsars. La France et la Russie sont deux pays qui se sont renouvelés, rajeunis, et qui ont souffert de leur voisin allemand. Il est donc naturel que la déclaration qui annonce la signature du pacte mentionne expressément qu'il est dirigé contre l'Allemagne. Le Kremlin et la France doivent protéger leur pays contre toutes les visées allemandes. »

...et de Washington

Washington, 11 décembre. — Les milieux officiels de Washington s'abstiennent de commenter l'alliance franco-soviétique, attendant de connaître le contenu du traité. Cependant le *New-York Times* annonce que M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis, a été tenu au courant des négociations. L'accord franco-russe, ajoute ce journal, est un double triomphe pour la France et pour de Gaulle personnellement. La

L'INSTITUTION DES COMITÉS D'ENTREPRISES

Les patrons vont recevoir des adjoints

par Maurice NOEL

Aujourd'hui s'ouvre à l'Assemblée Consultative un débat sur le projet d'ordonnance touchant l'institution des Comités d'Entreprises. Les décisions finales du Gouvernement auront des répercussions sérieuses sur la reconstruction du pays. Le Figaro, qui se propose de suivre l'élaboration de cette réforme avec la vigilance et le scrupule que commande l'intérêt national, commence aujourd'hui la publication d'une série d'articles de Maurice Noël sur cette question de première importance.

UN jour prochain, lorsque le patron s'assoira, pour présider, au sein du Comité d'Entreprise que le Gouvernement provisoire se prépare à instituer, une réforme sociale de première grandeur entrera dans sa phase d'expérience.

Personne ne sait tout à fait où mène le chemin mais, en s'y engageant, il est bien sûr que l'on provoque une rupture avec la vie d'hier.

Le petit cercle de quatre à huit délégués — selon les effectifs de l'entreprise — flanqués d'autant de suppléants, constitue près du patron un conseil de production et de gestion. Ces délégués ne vont pas parler salaires ou hygiène, problèmes qui demeurent l'apanage des délégués du personnel institués en 1936. Ils ne ressemblent pas aux chefs de service que le patron réunit et consulte dans la conférence hebdomadaire, qu'il a choisis et sur lesquels il a autorité. Les délégués du Comité d'Entreprise ne tiennent aucun pouvoir du patron : ils ont été élus « d'une part, par les ouvriers et employés, d'autre part, par les ingénieurs, chefs de service, agents de maîtrise et assimilés ». Mais ce n'est pas là le plus fort de leur position. Ils ont été élus *sur des listes établies par les organisations syndicales les plus représentatives*, c'est-à-dire en fait la C.G.T. et aussi la Confédération des travailleurs chrétiens, prêts aujourd'hui à faire liste commune. Ils sont oints de la toute-puissance du mouvement ouvrier.

Lorsque s'ouvre la séance, des dossiers sont sur la table des délibérations. Il y a celui de la cantine de l'usine et de la coopérative d'achats : on parle menus et prix. L'on ouvre les rapports des assistantes sociales qui sont allées dans les foyers enquêter sur des misères exceptionnelles et l'on décide des secours. Un délégué expose les améliorations possibles au service médical de l'usine et l'autre des prévisions d'achat de matelas et de couvertures pour la colonie de vacances des enfants. On parle de chansons et de jouets pour l'arbre de Noël.

Première mission : le Comité d'Entreprise gère donc en toute souveraineté les œuvres sociales de l'entreprise. Rien de changé : le Comité social, institué par Vichy, n'en agissait pas autrement.

(Suite p. 2, col. 1 et 2)

DEMAIN
Jean SCHLUMBERGER

A la deuxième page :
LE PROCES BONY-LAFONT
par Edouard Helsey

Plusieurs régions de France sont inondées

De toutes les régions de la France on signale de graves inondations qui, dans certaines localités, causent de véritables désastres.

LILLE. — De sérieuses inondations envahissent les bas quartiers d'Armentières, de Marnes-les-Mines. Plusieurs hectares de prés sont sous les eaux.

ANGOULEME. — La Charente est sortie de son lit et inonde les campagnes autour d'Angoulême. Le ravitaillement doit s'effectuer en barques.

ANNECY. — Dans la région de Faverges plusieurs habitations ont dû être abandonnées par leurs habitants, par suite de la crue de la rivière Glère.

PERIGUEUX. — On compte environ 7.000 sinistrés par suite de la crue de l'Isle. Les dégâts sont importants. Le pont des Barres, ébranlé par les eaux, menace de s'écrouler.

TULLE. — La Dordogne, la Vézère, la Diège sont sorties de leurs lits provoquant d'importants dégâts à Argentat, Beaulieu, Uzerche et Ussel.

LIBOURNE. — La crue de la Dordogne a emporté le pont de bois de Saint-Jean-de-Blaignac, qui avait été récemment reconstruit. La route Bordeaux-Libourne est coupée sur plusieurs kilomètres.

LA GUERRE — THANN EST LIBÉRÉ

Les forces alliées ont pénétré dans Haguenau et les Américains sont à 3 km de Düren

LES ALLEMANDS ÉVACUERAIENT BUDAPEST

SUR le front de l'Ouest et sur le front hongrois, les forces des Nations Unies poursuivent leur avance, en dépit de trois ordres de difficultés qu'il ne faut pas négliger : la résistance allemande, qui reste très forte, et qui s'est affirmée notamment, depuis 48 heures, sur le front de la Sarre, en Alsace méridionale au nord de Colmar, en Italie autour de Faenza, et en Hongrie au sud du lac Balaton, où l'avance soviétique vers Vienne a été ralentie, sinon arrêtée, par l'entrée en ligne d'importantes réserves ennemies; le mauvais temps, qui sévit à la frontière allemande comme en Hongrie, la pluie et les nuages gênant l'activité de l'aviation, les vallées inondées constituant de graves obstacles à la marche des troupes ; enfin, en ce qui concerne le front de l'Ouest, le manque de munitions d'artillerie, dont le général Eisenhower vient de parler dans une déclaration officielle. C'est d'ailleurs le mauvais temps qui est le responsable de la pénurie d'obus : ceux-ci ont été dépensés, dans les dernières batailles, en beaucoup plus grande quantité qu'il n'était prévu, l'aviation n'ayant pu jouer un rôle aussi important que d'ordinaire dans le soutien aux troupes à terre.

Nouvelle offensive américaine

On sait que sur le front à l'est d'Aix-la-Chapelle, les Américains avaient atteint la Roer aux deux extrémités de leur front d'attaque, dans le secteur Linnich-Juliers et dans le secteur de Bergstein. Au centre subsistait une importante poche allemande sur la rive gauche de la Roer entre cette rivière et l'Inde. C'est cette poche que la 1re armée a entrepris de réduire, par une puissante attaque sur 16 kilomètres de front, en direction de Düren. L'avance a été une des plus rapides qui aient eu lieu dans ce secteur fortifié.

Du nord au sud, nos alliés ont atteint les abords de Schopphoven, à proximité de la Roer, au sud de Juliers ; ils ont pris Pier, atteint un point à 2 kilomètres à l'est de Luchem, enlevé Geich, et, plus au sud, Gey et Strass.

Aux dernières nouvelles, ils étaient entrés dans Echts, à l'est de Geich, à 3 kilomètres seulement de Düren sur la Roer, et étaient aux abords de Merken un peu plus au nord, à 1.500 mètres de la rivière.

Il y a peu de changement sur le front de la Sarre. On se bat toujours avec le même acharnement autour des têtes de pont américaines de Dillingen et Sarrelouis et à l'intérieur de ces villes. Une forte contre-attaque allemande a été repoussée à Fraulautern. Sarreinsming est entre les mains des Alliés. On se bat toujours dans les quartiers est de Sarreguemines, au delà de la Sarre.

Au sud de cette ville, les Alliés ont traversé Grand-Bois et pris Gros-Richerding. Dans le secteur Rohrbach-Bitche, Lemberg a été pris.

Plus à l'est, l'avance américaine se précipite vers la trouée de Wissembourg. Niederbronn a été pris, et l'on se bat dans Reichshoffen. Les troupes américaines venant du sud sont entrées dans Haguenau où la lutte est dure et dans Griesbach, au nord de Mertzwiller où l'on continue à se battre de maison en maison.

En Alsace méridionale, il faut signaler, à l'actif des troupes françaises, la prise de Kientzheim et de Sigolsheim, à 6 kilomètres seulement au nord-ouest de Colmar, dont nos troupes, venant de Ribeauvillé, se rapprochent lentement ; la prise de ces localités menace d'encerclement Kaysersberg. Plus au sud, d'autres éléments de la 1re armée française ont entièrement libéré Thann après trois jours de combat. La résistance allemande reste très forte au nord de Mulhouse, pour maintenir ouvert le couloir d'évacuation de Neuf-Brisach.

Jacques Darcy.

(Suite page 2, col. 4 et 5)

Le général Leclerc parlera ce soir à la radio

Parlant pour la première fois à la radio, le général Leclerc s'adressera aux Français ce soir, mardi 12 décembre.

16.000 HOMMES ont bombardé l'Allemagne hier

Londres, 11 décembre. — **Les 1.600 bombardiers lourds américains — forteresses volantes et « Liberators » — escortés de 800 chasseurs, qui ont attaqué l'ouest de l'Allemagne aujourd'hui étaient partis d'Angleterre en cinq groupes formant une colonne de près de 480 kilomètres de long. Les équipages se montaient à 16.000 hommes, ce qui représente un effectif supérieur à celui d'une division combattant sur terre.**

Une nouvelle escadre britannique dans le Pacifique

L'Amirauté anglaise a révélé officiellement, hier, qu'une nouvelle escadre, récemment formée et envoyée dans le Pacifique opère désormais dans cette région, sous le commandement de l'amiral sir Bruce Fraser.

◆ Le général Vanier, ambassadeur du Canada en France, s'est rendu dimanche à Vimy, où s'est déroulée une émouvante cérémonie devant le monument canadien. L'ambassadeur a été également reçu à Calais et à Lille.

CARL BURCKHARDT
président du Comité International de la Croix-Rouge

On annonce que M. Carl Burckhardt, succèdera à partir du 1er janvier 1945, à M. Max Huber comme président du Comité international de la Croix-Rouge. Carl Burckhardt, diplomate, professeur, historien de *Richelieu*, de *Marie-Thérèse*, est un des esprits les mieux doués et les mieux informés de la Suisse d'aujourd'hui. Son action généreuse qui s'est déjà marquée efficacement à la Croix-Rouge, produira à la présidence de cette institution les meilleurs effets.

M. Maura a quitté Paris pour la frontière espagnole

IL est toujours bien difficile de savoir ce qui se passe en Espagne. Les milieux officiels français n'ont reçu aucune information. Les seules nouvelles qui nous parviennent sont d'origine anglaise. Elles sont énigmatiques et troublantes. C'est ainsi que le rédacteur diplomatique de l'Agence Reuter annonce que les dépêches de l'ambassadeur britannique, lord Templewood, adressées de Madrid au Foreign Office, ne font pas état d'une crise gouvernementale ni de changements dans le cabinet espagnol. Mais la transmission des dépêches diplomatiques n'est-elle pas retardée ou arrêtée par les autorités de la péninsule ? Les derniers télégrammes diplomatiques reçus d'Espagne dans certaines capitales du continent sont en effet datés du jeudi 7 décembre. Et cela c'est également Reuter qui le dit.

Il est de fait que le général Franco a échoué dans les tentatives qu'il a faites pour se rapprocher des démocraties après la libération de la France. M. R. Law, du Foreign Office, a dit ce qu'il fallait penser d'une éventuelle participation de l'Espagne aux pourparlers de paix. La presse britannique a eu une attitude très ferme à ce sujet et il semble que tous ces faits aient diminué le prestige du chef du gouvernement espagnol.

Quoi qu'il en soit, l'opposition a dû trouver là de précieux encouragements. Nous avons rapporté dimanche les déclarations que M. Miguel Maura a faites à notre journal. L'ancien ministre de l'Intérieur de la République espagnole s'est montré très affirmatif : « Le général Franco a démissionné, a-t-il assuré, vendredi à 16 heures ».

Nous pouvons dire aujourd'hui que M. Maura a quitté Paris pour la frontière espagnole.

M. B.

Le général Franco de retour à Madrid

Madrid, 11 décembre. — Le général Franco, qui chassait dans le sud de l'Espagne, est rentré, aujourd'hui, à Madrid. (Reuter).

Le présent numéro du FIGARO, faute de papier, n'a été tiré qu'à 213.000 exemplaires.

EN COURANT

La France en français !

DOMMAGE que nos grands puristes professionnels, si chatouilleux sur la syntaxe et l'orthographe, aient été, par un ironique retour, presque tous victimes de l'épuration !

Quelle belle matière à copie ils trouveraient aujourd'hui !

Je ne parlerai pas des innombrables « Vive les Alliés ! » qui ont fleuri sur nos murs. Le langage du cœur a ses licences. Il ne faut pas le traiter en pédant.

Mais tous les Parisiens ont pu lire — et tous les étrangers qui parlent le français — les affiches de propagande pour l'Emprunt, sur lesquelles s'étalaient ces deux formules lapidaires : « En 1918 on les a eu ! En 1944 on les a ! » Je ne pense pas que ça ait empêché personne de souscrire, cependant une armée d'afficheurs est venue remettre un s au participe à grand renfort de papier, de ce papier qui est si rare qu'on n'en trouve plus pour les journaux.

Il est vrai que, dans le même temps, un joli timbre rose inscrivait cette perle sous la voûte de l'Arc-de-Triomphe : « 1,50 francs ». On retrouvait donc d'un côté ce qu'on avait perdu de l'autre, à la faveur d'une forme hardie et voisine du charabia.

Les P. T. T. et les Finances se classaient à égalité.

Néanmoins il faut bien constater que du côté de l'orthographe ce n'est plus de la libération, c'est de l'anarchie.

Georges Ravon.

CHRONIQUE

DE TÉHÉRAN A SAINTE-HÉLÈNE

par Jérôme et Jean THARAUD

LE schah qui régnait à Téhéran, lorsque j'y passai au printemps de 1940, n'est pas celui qu'a rencontré, l'autre jour, le général de Gaulle. Le mien a été renversé, en août 1941, par les Anglais et les Russes, qui le trouvaient trop germanophile et ont mis son fils à sa place. Dieu me garde de sous-estimer les mérites du jeune souverain de l'Iran, mais je doute qu'il ait autant de relief que son père, le schah Pahlévi, dont voici l'histoire en peu de mots.

Réza Schah Pahlévi, de son nom de famille Réza Khan, laissait volontiers courir le bruit qu'il descendait de la vieille dynastie des princes Sassanides, éteinte depuis un millénaire. Il appartenait tout bonnement à une honorable famille de petits propriétaires terriens des bords de la Caspienne. Tout jeune encore il s'était engagé dans un corps de gendarmerie, organisé, vers 1911, par une mission militaire suédoise, sur le modèle des *Sotnias* de Cosaques. Beaucoup de personnes à Téhéran se rappellent l'avoir vu monter la garde devant quelque légation; et un vieux Téhérani m'a raconté fort bien se souvenir que Réza Khan l'avait un soir accompagné jusque chez lui, une lanterne à la main, pour le protéger des dangers qu'on risquait de courir, la nuit, dans une ville alors très peu sûre...

En 1920, les Persans, ayant retiré aux officiers russes le commandement de ces Cosaques, ainsi qu'on appelait les gendarmes, mirent à leur tête Réza Khan, qui s'était élevé au grade de capitaine ou de commandant, je ne sais, et qui, dès ce moment, rêvait de jouer dans son pays le rôle d'un grand réformateur. Il avait la force : il en usa.

A la tête de sa petite troupe, en février 1921, il marcha sur Téhéran, qu'il occupa sans résistance. En l'absence du schah Ahmed, qui voyageait en Europe, les pouvoirs dictatoriaux furent confiés à un journaliste, homme d'Etat des plus médiocres, qui, au bout de quelques semaines, dut s'enfuir à Bagdad. Dans le gouvernement nouveau, Réza Khan conserva le ministère de la Guerre, et il employa tous ses soins à organiser une armée recrutée parmi les tribus montagnardes et guerrières de l'Iran, où il n'en manque pas ! Officiers et soldats lui étaient tout dévoués, puisqu'ils lui devaient tout.

Appuyé sur cette armée et soutenu par toute la presse, un instant Réza Khan eut la pensée de jeter bas la dynastie des Kadjars qui régnait sur l'Iran depuis tantôt deux siècles, et d'instaurer la République. Il feignit alors de renoncer au pouvoir ; et pour se concilier les *Mollhas* (ces prêtres persans reconnaissables à leur robe noire et à leur turban blanc monumental), il entreprit un pèlerinage spectaculaire aux grands sanctuaires de l'Iran, à *Mesched* et à *Koum*.

La manœuvre réussit à merveille. A son retour, l'opinion populaire était retournée en sa faveur. On le reçut avec enthousiasme.

Le schah Ahmed se trouvait alors en Angleterre, préférant de beaucoup Londres à sa capitale. Réza Khan apparut à tous comme le souverain véritable. Le 11 décembre 1925, une Assemblée nationale régulièrement convoquée remettait, par deux cent cinquante voix contre soixante-treize, la couronne iranienne à l'ancien Cosaque Réza, qui ajouta désormais à son nom celui de Pahlévi. Pahlévi, le Persan, dans la vieille langue iranienne.

J'ai trop de goût pour la Perse de Gobineau ou la Turquie de Loti pour ne pas regretter les modernes miracles que nous voyons tous les jours s'accomplir sous nos yeux en Orient. Mais il s'agit bien de mes regrets ! Pendant quelque quinze ans qu'il régna sur l'Iran, le schah Pahlévi y a fait une œuvre qu'on ne saurait comparer qu'à celle de Mustapha Kemal. Il a fait entrer son pays dans le triste cercle magique de la vie occidentale. Nombreux sont les Français qui l'ont aidé dans sa besogne, juristes, officiers, ingénieurs, architectes, archéologues, médecins, vétérinaires, agronomes. Et pourtant, je ne crois pas qu'il eût beaucoup de sympathie à l'égard de notre pays. En Orient plus qu'ailleurs, là où on ne sent pas la puissance, là non plus ne va pas la faveur... Surtout, depuis 1936, la France lui apparaissait comme un dangereux foyer de révolution. Et qu'il soit le descendant d'une illustre famille ou un simple Cosaque, jamais un souverain persan n'aura de complaisance pour ces gouvernements libéraux qui permettent de tout dire et de tout critiquer. Un seul Français, je crois, était selon le cœur de Réza Pahlévi : ce Français, c'était Napoléon.

Quand les Anglais se furent mis d'accord avec les Russes pour lui retirer le pouvoir, ils lui demandèrent obligeamment en quel endroit du monde il préférait être exilé.

Il répondit :

— A Sainte-Hélène !

Réponse qui peut faire sourire, mais qui n'est pas d'une âme vulgaire.

Jérôme, *de l'Académie française,*
et Jean THARAUD.

LE PROCÈS BONY-LAFONT

A LA VEILLE DU VERDICT

IL ne semble pas qu'on se soit beaucoup battu au Palais pour s'arracher les dossiers de cette lamentable affaire. Plusieurs des avocats commis par le bâtonnier se sont récusés et la plupart de ceux que nous voyons assis au banc de la défense se sont, visiblement, imposé, un effort.

On doit sincèrement rendre hommage au zèle qu'ils déploient tous en faveur de clients que nul talent ne saurait sauver. En surmontant leurs répugnances, en luttant vraiment de leur mieux contre la rigueur nécessaire du Commissaire du Gouvernement, ils ont maintenu le grand principe qui fait une des pierres d'assise de la civilisation, celui qui veut que le pire criminel soit assisté devant ceux qui vont régler son sort.

L'horreur qu'inspiraient d'avance les gens de la rue Lauriston a fait que Me Floriot, par exemple, s'est vu contraint de prononcer coup sur coup trois plaidoiries : une pour Lafont, une pour le déplorable Delchaye qui, terrassé par une crise aiguë de diabète, fut porté à l'audience plié en deux sur un fauteuil, et une pour Delvalle, fanfaron du crime et sans doute mythomane.

Maître Delaunay, de son côté, mit sa convaincante bonne foi, sa manifeste honnêteté, son air de loyauté extrême au service du ténébreux Bony, que des forces obscures s'efforcent de préserver, et à celui de Villaplane, terriblement chargé par les témoins, et que le même Me Delaunay eût jadis à défendre dans une poursuite moins tragique et déjà lointaine, celle du trotteur Hallencourt frauduleusement substitué sur le champ de courses d'Enghien à un modeste canasson.

Me Casanova, solide juriste, orateur énergique, nous fit frémir en évoquant devant nous le dilemme dans lequel s'étrangle l'effrayant Clavié. Pour celui-ci la situation est nette. Ou il sera fusillé pour s'être mis, avec Lafont, Bony et toute la bande, au service de l'envahisseur, ou il sera guillotiné pour le drame crapuleux de Saint-Maur. Me Casanova, nous dit ce qui différencie ces deux formes d'expiation suprême. Et Clavié, la tête dans les genoux, s'écroule à ces descriptions.

Me Van den Boomgarde, avocat d'Engel se voit coincé en fin d'audience. Il réclame un délai, mais les jurés sont pressés d'en finir, et force est de dire qu'on les comprend.

C'est peut-être Me Molé-Vieville, digne de son grand nom, qui apporte, au secours de Haré, l'argument le plus fort.

Avec une hauteur de vues et dans un style assurément, qui trouvera de meilleures occasions de s'employer, il dit en substance ceci à la Cour :

— L'opinion publique s'impatiente. On vous demande une moisson de têtes. Mais faites attention. Il ne faut pas abuser de la peine de mort. On s'en lasse. Un jour plus ou moins prochain, les plus violents, peut-être, seront las de tant d'exécutions. Vous vous serez montrés impitoyables pour d'insignifiants comparses. Vous les aurez poussés en tas au poteau d'exécution. Mais quand on commencera à en avoir assez de ces condamnations capitales et que la faux de la Justice sera sur le point de s'émousser, que ferez-vous, que fera-t-on des vrais grands coupables ?

Il ne reste plus à entendre que Me Delavante pour le tremblant Pa- Me Delavante pour le tremblant pour Labussière et Lascaux, et Me Guillonneau pour Tâte.

Puis, après un suprême dialogue entre l'accusation et la défense, et quand les inculpés auront pu, chacun à son tour, jeter un dernier cri, les jurés se retireront dans leur salle de délibération.

Le verdict sera prononcé demain soir mardi.

Edouard Helsey.

Le conseil des ministres sous
e du Général de GAULLE a
agrément à l'organisation
naine de l'Absent " qui aura
Décembre 1944 au 1er Janvier
ofit du Livret du Prisonnier
rté.
A Paris et en province, de
nifestations sont prévues.
En donnant largement en
petit insigne qu'on vous offrira
, en payant de bon cœur le
qui vous sera demandé au
théâtre ou du cinéma, vous
ce sont " leurs " étrennes que

Pour que 3.000.000 d'absents
tort.

Direction-Rédaction : 31, rue du Louvre
10 lignes : Tél. CENtral 67-60 et suite; 70-04 et 70-05; 70-62 et suite
Après 20 h. : 16, rue du Croissant (2e)
Tél. : GUT. 24-30, 48-20

QUOTIDIEN DU MATIN
FONDÉ EN 1941
Quatrième année. — N° 263 2 fr.

Mercredi 13 décembre 1944
348e jour de l'année. - Domain, St Nicaise

France libre

TOUJOURS A L'AVANT-GARDE DU PROGRÈS SOCIAL

Directeur : Raoul PEIGNÉ
Président-Fondateur du Syndicat des Journalistes Français de la Libération

CONSEIL DE RÉDACTION :
André MUTTER - Etienne NOUVEAU - Pierre RUHLMANN
Président et Membres du Comité Directeur « Ceux de la Libération-Vengeance »

Rédacteur en chef : AYMÉ-GUERRIN
Président-Fondateur du Mouvement de Résistance « Vercingétorix »

Le mot bien parisien d'il y a trois ans

Ils ont pris notre charbon et ils nous rendent des cendres...

CRISES EN EUROPE

QUAND un peuple est descendu jusqu'au fond de la détresse, trahi par ceux mêmes qui avaient mission de le défendre, on conçoit qu'il ait peine à reprendre son équilibre.

C'est le cas de la France, aujourd'hui encore agitée d'inquiétants remous; c'est le cas de la Belgique, qui n'a échappé que de justesse à la guerre civile; c'est surtout, hélas ! le cas de la Grèce.

Que l'on ne prenne pas les insurgés d'Athènes pour des extrémistes ! Les Grecs sont, de tous les peuples d'Europe, un des plus affables, un des plus policés, un de ceux qui résistent le mieux aux appels de violence; mais ce peuple a conscience non seulement de sa glorieuse histoire mais de son passé récent; il a tenu en échec l'Italie fasciste; il s'est refusé à la capitulation, même après l'invasion totale de son territoire; il n'admet pas, il n'admettra jamais, qu'on passe l'éponge sur les crimes qui ont failli engloutir la nation.

Car là aussi, hélas ! là comme partout, il y eut défaitisme et trahisons; moins spectaculaire que chez nous sans doute, la cinquième colonne avait fait son œuvre et couvert du pavillon hellénique la conquête allemande.

On comprend que M. Churchill veuille à tout prix maintenir l'ordre sur le sol où évoluent ses armées; mais on comprend mieux encore que les résistants de là-bas se refusent à l'abdication.

Ce qui nous a retenus, nous autres, sur le bord de l'abîme, c'est qu'un homme incarnait la résistance française : Charles de Gaulle. Les honnêtes marchandages de M. Papaandreou ne pouvaient aboutir à liquider la trahison.

Il semble bien que l'heure soit celle de Plastiras.

Ce nom de Plastiras, je ne puis l'évoquer sans que des souvenirs de légende affluent dans ma mémoire : Plastiras, c'est ce jeune colonel qui, au cœur du désastre d'Asie-Mineure, regroupe les fuyards, les galvanise, résiste tant que résister est possible, ne quittant Smyrne que le dernier; puis, maître de la flotte et de l'armée, vogue vers Athènes, en chasse le roi Constantin et prend le pouvoir, aux acclamations du peuple. Ce chef-là est rude et ne badine pas : condamnés par la cour martiale, cinq ministres et son propre généralissime paieront de leur vie la faute qui avait ébranlé la patrie. Et pourtant, cet homme est le meilleur et le plus doux qui soit; que de fois, dans son bureau, sur la terrasse du palais de la Révolution ou dans les rues grouillantes, je l'ai vu pencher sur les pires misères son long regard fiévreux !

Avec son ami Gonatas il remit toutes choses en ordre et prépara des élections régulières. Il n'était pas candidat; il ne demandait rien à personne. La République l'ayant emporté, il exila le roi Georges avec une dignité souveraine, en lui rendant les honneurs; puis, comme le premier officier venu, il sollicita sa mise à la retraite et se retira dans la petite maison où l'attendait sa mère, pour y élever avec elle les douze orphelins d'Asie-Mineure qu'il avait adoptés, leur donnant jusqu'à son nom : Plastiras.

Il y a vingt ans de cela, mais le prestige de Plastiras est demeuré immense; ce grand Hellène était à Paris ces derniers mois; dès la libération d'Athènes, il partit pour Marseille, prêt à répondre au premier appel de sa Patrie. Cet appel vient de se faire entendre.

AYMÉ-GUERRIN.

LE PROCÈS DE LA GESTAPO PARISIENNE

La mort pour Lafont, Bony et sept coaccusés

Les travaux forcés à Labussière et Lascaux

Malade, le douzième complice, Delehaye, est décédé hier matin à Fresnes

DELEHAYE décédé avant l'arrêt. DELVAL condamné à mort. LASCAUX LABUSSIERE qui ont sauvé leur tête.

La Cour de justice a rendu hier son verdict dans l'affaire de la Gestapo parisienne. Neuf sur douze des accusés sont condamnés à mort. Ce sont, avec Lafont-Bony, le trio Clavié, Haré, Engel, qui se sont distingués par l'assassinat de la rentière de Saint-Maur ; Villaplane, l'homme de la brigade nord-africaine, le lieutenant F.F.I. spécialisé dans le chantage et la déportation des patriotes ; Pagnon, le chauffeur de la maison, complaisant et régulier. Enfin, Delval et Tate, qui avaient été adjoints, par souci de variété et à titre d'échantillon de la véritable Gestapo, celle de la rue des Saussaies.

A côté d'eux, Lascaux et Labussière sauvent leur tête, mais sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Quant à Delehaye, il n'a pas attendu plus longtemps la justice des hommes, la crise de diabète qui l'avait terrassé la veille l'ayant emporté dans la matinée d'hier.

La délibération des jurés fut courte, une heure leur suffit pour se rendre compte que l'accusation était fondée et que, sauf pour Lascaux et Labussière, il n'y avait pas lieu d'accorder les circonstances atténuantes.

Et maintenant, les bancs de la Cour d'assises sont vacants. A qui le tour ? Lehideux, Ardant ? Pas encore. Mais Paul Chack, dont l'affaire sera appelée le 17 décembre.

Paul TURPAUD.

« Ne faites jamais confiance aux Allemands » dit le général Bradley

Le général Bradley a dit à ses troupes :

1. Souvenez-vous toujours que les Allemands, bien que vaincus, demeurent une nation ennemie dangereuse;
2. Ne faites jamais confiance aux Allemands que ce soit collectivement ou individuellement.
3. Déjouez les tentatives allemandes en vue d'empoisonner les esprits et d'influer sur votre attitude;
4. Evitez les actes de violence vis-à-vis des civils, sauf lorsque les nécessités militaires les exigent;
5. Faites en sorte que le peuple allemand éprouve du respect pour les soldats alliés, pour les Etats-Unis et pour la cause alliée;
6. Ne fréquentez jamais les Allemands.
7. Soyez justes envers eux, mais fermes.

+ Le Conseil municipal de Lyon a adressé au ministre du Ravitaillement un télégramme pour protester contre l'insuffisance des distributions de beurre, de graisse et d'huile, ce qui provoque un grave mécontentement parmi la population lyonnaise.

+ Le ministre de la Guerre a décidé de créer un service qui identifiera et groupera les morts du maquis.

Après la signature de l'alliance franco-soviétique

La pointe du traité est essentiellement dirigée contre l'Allemagne

Le public ne connait pas encore les termes du pacte signé, le 10 décembre, mais c'est là un instrument diplomatique d'un type connu. Rien dans ses termes ne peut surprendre. C'est, en tout cas, une alliance sans réserve entre la France et l'U.R.S.S.

Le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle marque bien la large communauté de points de vue existant entre les deux plus grandes puissances du continent, voisines de l'Allemagne. La nécessité, reconnue des deux côtés, de résoudre, une fois pour toutes, le problème allemand en réduisant à l'impuissance l'Allemagne agressive, constitue l'intérêt fondamental du pacte, unissant les deux nations et déterminant essentiellement leur politique.

La pointe de cette alliance serait essentiellement dirigée contre l'Allemagne. C'est contre l'Allemagne seule que les deux nations ont exprimé leur volonté de prendre des mesures préventives dès le temps de paix.

Ainsi, l'Europe nouvelle se forme déjà pendant la guerre.

L'existence d'une question de vie ou de mort comme la question allemande sur laquelle il est indispensable de s'entendre sous peine de risquer, encore une fois, de périr, n'a pas manqué de faciliter la large communauté de points de vue mentionnée dans le communiqué franco-soviétique et le désir sincère d'une étroite collaboration.

Ceci serait à nouveau le point central du traité. Les deux puissantes armées soviétique et française monteront la garde. L'Allemagne sera chassée de la rive orientale de l'Oder, comme de la rive occidentale du Rhin. On a reconnu, ici, depuis longtemps, que la France devait posséder une force matérielle indispensable à cet effet, c'est-à-dire une puissante armée.

Une entente sur les principaux points essentiels, la compréhension sur ceux restant à éclaircir, tel est le résultat du fécond séjour de neuf jours qu'a fait, à Moscou, le général de Gaulle.

Les discussions ont parfois été ardues, ce qui ne saurait surprendre, étant donné le large tour d'horizon politique fait en commun et qui a touché parfois des questions où les positions de l'U.R.S.S. et de la France ne se sont pas encore complètement rapprochées. Mais le principal est que le traité ait été signé.

signature de l'alliance franco-soviétique. Il est convaincu que grâce à cette politique d'entente avec le grand pays soviétique, l'Allemagne sera rapidement abattue et que l'organisation de la paix s'en trouvera fortement consolidée. »

...et un télégramme

L'Assemblée a adressé ensuite le message suivant au Soviet de Moscou :

« Au moment où vient de se signer dans votre ville l'alliance franco-soviétique qui marque la volonté de nos deux pays de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale, le Comité parisien de la Libération vous fait part des sentiments d'admiration qu'éprouve le peuple parisien, unanime pour votre grand pays, son gouvernement et votre héroïque armée rouge que commande avec tant de génie le maréchal Staline. »

Un message de la Fédération de la Presse française

La Fédération de la presse communique :

« La Fédération nationale de la presse française, en saluant le pacte d'alliance qui unit l'U.R.S.S. et la République Française, envoie l'expression de son amitié et de sa cordiale gratitude à la presse soviétique qui a si fidèlement soutenu l'effort de la Résistance française.

Elle envoie l'hommage de son admiration à l'héroïque armée russe et à son chef, le maréchal Staline.

Elle émet le vœu que les relations deviennent de plus en plus intimes entre les journaux et les journalistes des deux pays alliés.

Elle serait particulièrement heureuse qu'une délégation de la presse soviétique pût, aussitôt que possible, se rendre en France où tous les journalistes de la Résistance seraient heureux et fiers de l'accueillir. »

La presse britannique continue de commenter favorablement l'alliance

Le « Daily Telegraph » écrit : « L'alliance franco-russe sera sincèrement approuvée ici comme un rempart indispensable dans le système de sécurité européenne, dont le pacte anglo-soviétique est un élément. » Le journal ajoute : « Il est évident que la durée de la guerre dépend étroitement de l'action combinée des Alliés, mais il n'est pas moins évident que la mesure dans laquelle cette unité sera maintenue jouera en faveur ou à l'encontre de l'avenir de l'Europe. La Russie, la France et la Grande-Bretagne doivent se soutenir étroitement si l'on veut que la paix soit assurée et que la prospérité renaisse dans les pays dévastés. »

L'éventualité d'une rencontre Stettinius-Eden-Molotov n'est pas confirmée

Le correspondant diplomatique de l'agence Reuter écrit :

« Pour autant qu'on en puisse juger à Londres, il n'existe actuellement aucun projet de réunion entre les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagn, des Etats-Unis et de Russie, comme Washington l'avait laissé entendre.

« On croit savoir que la prochaine réunion tripartite sera celle de MM. Churchill, Staline et Roosevelt, mais elle ne se produirait pas dans un avenir proche. »

Une motion du Comité Parisien de la Libération...

A l'ouverture de sa séance hebdomadaire d'hier matin, le Comité parisien de la Libération a adopté à l'unanimité la motion suivante :

« Le Comité parisien de Libération, certain d'exprimer les sentiments de la population parisienne, adresse au gouvernement provisoire de la République et, en particulier, à son président, le général de Gaulle, et à son ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, président d'honneur du Comité national de Résistance, l'expression de sa reconnaissance et de son enthousiasme à l'annonce de la

Aujourd'hui, à 12 h. 10, notre collaborateur M. Etienne NOUVEAU, parlera à la Radio aux Anciens combattants

L'hommage de la nation aux martyrs de Fontainebleau

Toute la région de Fontainebleau est encore profondément secouée par la découverte des deux charniers qui sans doute ne sont pas les seuls. Les corps sont dans un tel état que les identifications s'avèrent difficiles. Celles que l'on considère comme certaines sont actuellement les suivantes :

Lieutenant - colonel Masiée, commandant la subdivision P-2, capitaine Desbois, Fournier, Bolastre, Etienne, Rivoire, commandant Berge, Genty, Gollifet, Ingrain, Poli, Gérard, Canaux.

Les vingt - deux patriotes de la seconde fosse appartenaient aux maquis de Villedéon et d'Achères - la - Forêt. Détenus à la prison de Fontainebleau, ils ont été massacrés par les Allemands le 21 juillet dans des conditions particulièrement affreuses : les corps ont été retrouvés percés de balles, les mains attachées, les yeux crevés.

Mise en bière des martyrs exhumés de la seconde fosse
(Photo « France libre »)

M. de Menthon représentera le gouvernement aux funérailles

Les funérailles seront célébrées demain jeudi, en l'église Saint-Louis. Après quoi l'absoute sera donnée sous les halles par l'évêque de Meaux.

Le Conseil des ministres qui s'est réuni hier matin, a décidé de rendre un hommage solennel à nos camarades des C.L.V. et aux autres patriotes martyrs des 21 juillet et 17 août. C'est M. de Menthon qui représentera le gouvernement aux obsèques. M. André Mutter, président C.L.V., membre de l'Assemblée consultative, prendra la parole au nom du C.N.R.

∴

Ceux qui désirent assister à la cérémonie sont priés de s'inscrire d'urgence au Siège C.L.V., 6, place des Etats-Unis, ou à la Rédaction de « France libre », 31, rue du Louvre. Le départ aura lieu jeudi matin à 8 heures, 31, r. du Louvre.

L'enquête judiciaire

Le tribunal militaire de Paris, a chargé le capitaine Courtenaud, de procéder à une enquête sur les charniers découverts en forêt de Fontainebleau.

Dès aujourd'hui, le magistrat, accompagné du colonel Bastid, se rendra sur les lieux afin de procéder aux premières constatations.

CONSEIL DES MINISTRES

La Haute-Cour se réunira au début de janvier

Le général Dentz et l'amiral Esteva seront jugés les premiers

Le Conseil des ministres s'est réuni hier matin, sous la présidence de M. Jeanneney, ministre d'Etat.

Le Conseil a désigné M. de Menthon, garde des Sceaux, pour représenter le gouvernement, jeudi, à Fontainebleau, aux obsèques des 36 patriotes, dont les cadavres ont été découverts récemment à Arbonne.

Le Conseil a étudié les propositions du ministre des Finances tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 18 octobre dernier relative à la confiscation des produits illicites. Les nouvelles dispositions adoptées simplifieront la procédure des confiscations et accroîtront les rigueurs.

Le ministre des Travaux Publics et des Transports a rendu compte de son voyage à Lille, Boulogne et Calais et a entretenu le Conseil de l'état de ces deux ports maritimes.

Le reste de la séance a été consacré à l'examen des affaires courantes. Parmi celles-ci, nous croyons savoir que le Conseil s'est occupé de la Haute Cour de Justice.

Il est certain qu'elle commencera à fonctionner très prochainement, au plus tard dans les premiers jours de janvier. La Haute Cour fixera prochainement l'ordre de comparution des prévenus, et ce sont le général Dentz et l'amiral Esteva qui seront jugés les premiers.

Deux Polonaises, évadées d'Allemagne, SONT ARRIVÉES A PARIS

Elles portent, sur l'avant-bras, un numéro matricule de prisonnière tatoué par leurs bourreaux

Deux jeunes Polonaises, internées pendant onze mois dans un camp de détenues politiques à Manheim, parvinrent à s'échapper et sont maintenant à Paris. C'est dans un Foyer accueillant aux prisonnières politiques de tous les pays alliés que nous avons pu les interviewer.

Ces jeunes filles, ayant à peine dépassé leur vingt printemps de quelques années, sont si frêles qu'on a de la difficulté à concevoir comment leur organisme put résister à tant de souffrances. Leurs cheveux sont courts, car dans le camp où elles se trouvaient au nombre de 5.000 il y eut une épidémie de typhus. L'une d'elles qui parle parfaitement le français nous raconte :

— Nous étions dans des baraques ou trois couches étaient superposées l'une sur l'autre, mais dans chacune nous étions quatre et nous ne disposions que d'une seule couverture. Nous avions très froid. La nourriture était affreuse et insuffisante et nous demeurâmes presque sans soin lorsque nous fûmes malades. Quelquefois l'une de nos compagnes de lit expirait auprès de nous.

La jeune fille frémit, on sent que ce souvenir lui est extrêmement pénible. Elle poursuit :

— Je ne sais comment cela se fait que je sois encore vivante. Lorsque la fièvre fut tombée, j'avais très faim, mais on ne me donnait que du pain noir, très indigeste et quand je le mangeais, je ressentais de nouvelles douleurs. J'étais donc partagée entre la crainte de mourir de faim ou de souffrir de nouveau.

L'évasion

— Les gardiens de ce camp étaient des brutes, et nous maltraitaient fréquemment, ou nous punissaient.

Elle relève sa manche et je vois sur son avant-bras un numéro matricule composé de 6 chiffres qui y furent tatoués d'une façon indélébile.

— Comment avez-vous pu vous échapper ?

— Lors de l'avance des troupes alliées, les Allemands voulurent évacuer le camp et nous emmener en Allemagne pour nous y faire travailler, mais il n'y avait pas assez de camions. J'étais du groupe de celles qui devaient faire la route à pied et nous partîmes en convois, encadrées par des soldats.

A un certain moment la colonne fut survolée par des avions alliés qui descendirent en piqué sur nous, mais peut-être reconnurent-ils que nous étions des prisonnières, parce qu'il y avait beaucoup de femmes toutes habillées de robes grises, car ils ne lâchèrent pas tomber d'explosifs. Cependant les soldats qui nous escortaient s'étaient jetés à terre ou dans les fossés. Un assez grand nombre d'entre nous profita de la confusion pour se sauver.

Nous arrivâmes enfin dans un village, poursuit la jeune fille, *toutes les maisons étaient désertes, beaucoup d'entre elles étaient détruites par les bombardements et ceux-ci continuaient, mais nous n'avions plus peur... nous en avions tant entendu. Quand il y eut une accalmie les habitants, qui s'étaient tenus cachés dans les caves nous trouvèrent et furent très bons pour nous. Ils nous donnèrent à manger ce qu'ils avaient, eux-mêmes étaient très malheureux car les Allemands leur avaient tout pris et le ravitaillement était insuffisant.*

— Et ensuite, comment êtes-vous arrivées jusqu'ici ?

— Les troupes alliées sont arrivées, ce fut une grande joie pour tous que cette délivrance. Ils distribuèrent immédiatement des vivres à la population qui avait tant souffert, et puis, ma compagne et moi ainsi que quelques hommes qui, eux aussi, avaient été prisonniers, nous avons pu arriver ici en partant avec des convois militaires.

A. VERDIERE LE PELETIER.

Des soldats allemands dans les ruines de Varsovie

A Varsovie, des habitants terrorisés ont vécu des semaines dans les caves

L'ASSAUT FINAL DE BUDAPEST

On annonce de Moscou que l'état de siège a été proclamé à Budapest par les autorités allemandes, qui ont décrété que les actes de sabotage seront punis de mort.

Des troupes d'assaut russes, parmi lesquelles figurent des vétérans de Stalingrad, ont pénétré dans la banlieue nord de Budapest, où des combats de rues sont en cours.

La réduction des îlots de résistance se fait au fur et à mesure de l'avance des chars soviétiques. La pression russe, qui s'exerce de trois côtés à la fois, rend critique la position de la garnison de la capitale.

Les Allemands ont amené du nord de la Hongrie des renforts considérables, dégarnissant ainsi la frontière qui ne se trouve plus que faiblement défendue.

A l'Assemblée consultative

M. Félix Gouin exalte *le pacte franco-russe*

L'institution des Comités d'entreprise

M. Parodi préconise une mobilisation partielle des travailleurs disponibles pour remédier au chômage

Hier après-midi, par la voix de son président, l'Assemblée consultative, dès l'ouverture de sa séance, a salué le grand événement que constitue la renaissance de l'alliance franco-russe. Ce retour heureux — comme l'a dit M. Félix Gouin — à l'une des conceptions fondamentales de la diplomatie républicaine. Et le président de l'Assemblée de souligner combien cette consécration d'une profonde amitié entre les deux peuples puise sa source « dans l'impitoyable logique d'un impératif géographique indiscuté ».

Ce sera l'éternel honneur, dit le président, de ces deux hommes qui sont aussi de grands chefs, du général de Gaulle comme du maréchal Staline, d'avoir su retrouver, au travers des cendres du passé, la flamme salvatrice qui illumine aujourd'hui notre route et nous emplit à la fois d'orgueil et d'espérance...

Le peuple anglais comme le peuple américain en comprennent l'immense portée, puisqu'ainsi le sombre génie du germanisme pourra sans doute être à jamais exorcisé...

L'exposé du ministre du Travail

Le débat sur le projet d'ordonnance portant institution de comités d'entreprise dans les établissements industriels et commerciaux, auquel se livra l'assemblée, fut précédé d'un exposé, un tantinet monotone, de M. Parodi.

Le ministre du Travail rappela l'action gouvernementale en faveur de la classe ouvrière, des allocations familiales, des pensionnés en attendant l'augmentation des retraites des ouvriers mineurs et la réforme du sort des vieux travailleurs.

H. E.

(Lire la suite page 2, 3e colonne)

Il avait fabriqué 630.000 bâtons de sucre d'orge

On le « sale » de 1.575.000 fr. d'amende

Le Contrôle économique du ministère des Finances s'est lancé à la recherche des trafiquants qui fournissent, à Paris, les marchands de confiserie « à la sauvette ».

Il vient de découvrir une fabrique de sucre d'orge. Elle était installée 8, cité Lesage-Bullourde, dans le XIe arrondissement. Le propriétaire de l'entreprise a reconnu avoir fabriqué et écoulé 630.000 bâtons de sucre d'orge. Pour commencer, les contrôleurs ont saisi, à titre d'amende, une somme de 1.575.000 francs chez le fabricant.

LA BLIES TRAVERSÉE au nord de Sarreguemines

Le front de la Sarre reste très actif, notamment à Dillingen et Sarrelouis où les combats continuent, particulièrement dans les faubourgs de Roden, Fraulautern et Einsdorf.

Au nord de Sarreguemines, les éléments de la 35e division ont traversé à 5 heures du matin, la Blies, qui délimite la frontière entre la France et l'Allemagne.

La localité allemande de Habkirchen a été occupée.

Plus à droite, les Américains ont nettoyé la forêt de Bliesbruck et avancé de 2 km. près de Rimling, à 3 km. de la frontière allemande.

Combats acharnés à l'entrée de la plaine de Cologne

Dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, où le maréchal von Model lutte contre les armées des généraux Simpson et Hodges, la bataille se poursuit avec acharnement.

A la lisière de la plaine de Cologne, la première armée américaine poursuit son offensive vers la Roer tandis que la 9e armée a borné son activité à des opérations de patrouille et à des tirs d'artillerie contre des concentrations de forces ennemies.

Des éléments de la 1re armée ont atteint la rive gauche de la Roer en trois endroits, sur un front d'un kilomètre, au nord-est de Brandenburg.

A l'est de la Roer, les forces du général Hodges ont avancé de 2 km. près de Luchem et consolident leurs positions à proximité de la rivière. Dans Pier, on combat pour chaque maison transformée en blockhaus. Merkem est à peu près nettoyé. Les Américains ont atteint Monzendorf, sur l'autostrade qui mène à Duren.

Au nord-ouest de Duren, deux colonnes alliées approchent de Hoven et sont aux abords de Mariaweiler, à 3 km. de Duren et à 5 km. de la Roer.

Au sud de la route Eschweiler-Duren, les Américains se sont emparés du village de Schlich, à 4 km. de Duren. Les Alliés utilisent dans leur avance l'infanterie et les chars.

DERNIERE MINUTE

Prise de Godollo

Le communiqué soviétique annonce la prise par les troupes soviétiques de la ville et importante station de chemin de fer de Godollo, située à 17 km. au nord-est de Budapest.

COMMENT LAVAL FUT CHASSE PAR PETAIN en décembre 1940

Les événements de décembre 1940 sont demeurés mystérieux pour la plupart des Français. A l'occasion du quatrième anniversaire de cette crise du régime vichyste, nous publierons de larges extraits du rapport rédigé alors par le général de la Laurencie, prédécesseur de de Brinon.

Il va sans dire que nous ne faisons pas nôtres les observations de cet officier; le seul fait qu'il ait accepté cette mission le rend suspect. En réalité, il apparaît comme un grand naïf, dont le patriotisme est indiscutable; il le paye actuellement dans les geôles allemandes.

Nous avons pu nous procurer ce document au temps de la clandestinité; nous l'avons publié et répandu dans les milieux dirigeants capables de réflexion; car les sentiments pétainistes du général rendent plus frappante encore sa condamnation du régime de trahison. — A. G.

La journée du 8 décembre à Vichy. J'étais à Vichy le 9 décembre. Venu pour assurer la liaison avec le gouvernement, j'avais apporté un volumineux dossier concernant M. Déat, dont l'infâme campagne dans l'Œuvre prenait chaque jour une plus grande virulence.

Au cours de la matinée, je rencontrai dans le bureau de M. du Moulin de la Barthète, le ministre de l'Intérieur, M. Peyrouton, et nous tombions d'accord sur la nécessité d'une action vigoureuse et immédiate.

Vers 16 heures, une conférence à laquelle assistait le général Laure, nous réunissait à nouveau à l'hôtel du Parc et le ministre de l'Intérieur décidait de faire procéder à l'arrestation de M. Déat; seule la date de cette opération était réservée, sa fixation devant sans doute être subordonnée à des considérations d'ordre général dont on ne dévoila pas le secret.

Quoi qu'il en soit, il fut convenu que l'arrestation de M. Déat, dont j'étais chargé, serait effectuée au reçu du mot de passe suivant : **« La Maréchale franchit la ligne de démarcation à 13 heures ».**

Le soir, je devais dîner à la table du Maréchal avec ma femme quand, vers 18 heures, le général Laure me fit connaître que des événements graves se préparaient.

(A suivre).

Le général LECLERC *à la radio*

« Pour que l'envahisseur ne revienne pas, dit-il, pour que la France se relève, transformez la victoire de l'Emprunt en triomphe »

Le général Leclerc a parlé hier soir à la radio.

« A notre époque, a-t-il dit notamment, on abuse peut-être fréquemment du mot « héros » ; néanmoins, j'avoue que je ne puis m'empêcher de décerner ce titre à mes officiers et à mes hommes.

« Vous avez lu les récits des campagnes de la Révolution et de l'Empire, au cours desquelles les soldats français ont atteint une telle renommée. J'estime que les hommes que j'ai l'honneur de commander sont à la hauteur de leurs anciens et me les rappellent par beaucoup de traits.

Il a cité alors des exploits merveilleux, dignes des plus belles légendes de notre histoire militaire.

« D'où vient, s'est-il écrié, cet élan splendide ?

« Avant tout de l'idéal très élevé qui les anime, ils ont foi en leur pays. Ils croient à la grandeur de la France et sont décidés à la restaurer. Que de soucis privés ne pourraient-ils pas avoir... Beaucoup n'ont pas revu leurs familles depuis plusieurs années, ont perdu leur situation civile. Ils ne sont pas assurés du lendemain... Jamais ils ne s'en plaignent. Ils sont réellement animés de ce patriotisme qui nous a jetés derrière le général de Gaulle en 1940. Ils feront tout pour ne pas retomber dans la médiocrité qui succéda à notre victoire de 1918.

« Une chose les inquiète cependant. Une question revient souvent sur leurs lèvres : que pense-t-on à l'arrière ? Que fait-on ? Le travail reprend-il ? La reconstruction du pays se développe-t-elle ? Le pays se relève-t-il ?

« A vous de répondre à ces questions.

« La meilleure réponse c'est d'aider le général de Gaulle et son gouvernement, par tous les moyens en votre pouvoir.

« Il y a trois semaines, nous déclarions aux habitants de Strasbourg encore en pleine bataille : « Rassurez-vous, l'envahisseur ne reviendra pas ! » Pour que l'envahisseur ne revienne pas, c'est toute la France qui doit se relever !

« Afin de le permettre, transformez la victoire de l'emprunt que l'on vous demande, en triomphe. »

Un message de la reine d'Angleterre aux femmes de France

Dans un message envoyé aux femmes de France à l'occasion de l'exposition sur « l'effort de guerre de la Grande-Bretagne », qui se tient à Paris, la reine d'Angleterre déclare :

« C'est un message d'amitié que j'envoie aujourd'hui aux femmes de France de la part des femmes anglaises. Nous avons connu la souffrance, nous en sommes fières. Mais, dans notre tristesse, nous n'avons pas oublié vos misères. Puisse cette union dans le malheur fortifier notre amitié pour les jours à venir ! »

LE PROCÈS DE LA GESTAPO PARISIENNE

La mort pour Lafont, Bony et sept coaccusés

Les travaux forcés à Labussière et Lascaux

Malade, le douzième complice, Delehaye, est décédé hier matin à Fresnes

DELEHAYE décédé avant l'arrêt.

DELVAL condamné à mort.

LASCAUX qui ont sauvé leur tête.

LABUSSIERE qui ont sauvé leur tête.

La Cour de justice a rendu hier son verdict dans l'affaire de la Gestapo parisienne. Neuf sur douze des accusés sont condamnés à mort. Ce sont, avec Lafont-Bony, le trio Clavié, Haré, Engel, qui se sont distingués par l'assassinat de la rentière de Saint-Maur ; Villaplane, l'homme de la brigade nord-africaine, le lieutenant F.F.I. spécialisé dans le chantage et la déportation des patriotes ; Pagnon, le chauffeur de la maison, complaisant et régulier. Enfin, Delval et Tate, qui avaient été adjoints, par souci de variété et à titre d'échantillon de la véritable Gestapo, celle de la rue des Saussaies.

A côté d'eux, Lascaux et Labussière sauvent leur tête, mais sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Quant à Delehaye, il n'a pas attendu plus longtemps la justice des hommes, la crise de diabète qui l'avait terrassé la veille l'ayant emporté dans la matinée d'hier.

La délibération des jurés fut courte, une heure leur suffit pour se rendre compte que l'accusation était fondée et que, sauf pour Lascaux et Labussière, il n'y avait pas lieu d'accorder les circonstances atténuantes.

Et maintenant, les bancs de la Cour d'assises sont vacants. A qui le tour ? Lehideux, Ardant ? Pas encore. Mais Paul Chack, dont l'affaire sera appelée le 17 décembre.

Paul TURPAUD.

CONSEIL DES MINISTRES

La Haute-Cour se réunira au début de janvier

Le général Dentz

Le procès de la Gestapo française

LE VERDICT

LA MORT POUR :

Lafon, Bony, Clavié, Engel, Haré, Pagnon, Tate, Delval et Villaplane

LE BAGNE POUR :

Lascaud et Labussière

Delehaye avait succombé à l'hôpital avant la lecture de la sentence

C'est donc pour la dernière fois que nous aurons contemplé, hier, ces onze têtes, onze seulement, puisque Delehaye avait déjà quitté ce monde aux premières heures du jour, échappant à la justice des hommes.

Depuis l'ouverture des débats, ils avaient eu le temps de se préparer à entendre courageusement le verdict. Pas un n'a bronché. Delval avait conservé son petit sourire ironique et Lafon tout son dédain

Le président Ledoux

apparent pour la manière dont on le supprimera.

Pourtant, il était peut-être plus ému qu'il ne voulait en avoir l'air. Comme la Cour, qui s'était retirée pour délibérer, tardait à revenir, il se pencha vers son avocat :

— *Il vaut mieux ne pas avoir de maladie de cœur pour venir ici*, lui glissa-t-il.

Bony, à ses côtés, manifestait davantage de nervosité, ses mains tremblaient ; il a encore maigri et verdi, ces derniers jours. Mais il faut se défendre contre la pitié. Souvenons-nous des victimes !

(Lire la suite en 2e page)

PRES DE MELUN

CREES DANS LA CLANDESTINITE EN FEVRIER 1942 « LES ALLOBROGES » SONT L'ORGANE REGIONAL DU **FRONT NATIONAL** DE LUTTE POUR LA LIBERATION ET L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE

LES ALLOBROGES

ABONNEMENTS
LE NUMERO : 1 FR. 50
1 an : 375 fr. 6 mois : 195 fr.
— 3 mois : 100 francs —

GRAND QUOTIDIEN REGIONAL D'INFORMATIONS

1

Administration - Rédaction
29, avenue Félix-Viallet, 29
— GRENOBLE —
— Téléphone : 2 - 58 —

MERCREDI
13
DÉCEMBRE 1944

3e ANNEE — N° 124

MALGRE LA PLUIE ET LA BOUE guerre de mouvement en Alsace

DOUBLE PERCÉE, A L'EST ET A L'OUEST DE LA FORÊT DE HAGUENAU

Malgré le mauvais temps, la bataille, dans le nord de l'Alsace, s'est subitement transformée en guerre de mouvement à la suite de deux percées réalisées par les chars alliés de part et d'autre de la forêt de Haguenau.

A l'Est, entre Haguenau et Bischwiller, une colonne, partie du camp d'Oberhoffen, a traversé Schirrein et Schiroffen pour parvenir aux abords de Soufflenheim. Sur sa droite, cependant, des détachements ennemis résistent encore dans les faubourgs Nord de Bischwiller.

A l'ouest, entre Mertzviller et Reischoffen, une autre colonne a enfoncé dans les lignes allemandes une poche plus large encore et plus profonde que la précédente. Elle englobe une douzaine de villages, parmi lesquels Freschwiller, Eberbach Eschbach et Walbourg ; elle a également coupé la route de Wissembourg à proximité de cette dernière localité.

Entre les deux saillants alliés, qui sont actuellement en pleine expansion les Allemands, appuyés sur la forêt de Haguenau, se cramponnent à la route de Mertzviller à Haguenau. Mais ce « hérisson », complètement débordé, risque d'être encerclé à brève échéance.

Ainsi se dessine momentanément un tracé du front en dents de scie : les éléments blindés foncent dans l'intervalle des nids de résistance ennemis, laissant à l'infanterie la tâche d'encercler et de réduire ces positions.

Autour de la poche de Colmar, les opérations des troupes françaises sont retardées par les intempéries. La 1re armée a cependant nettoyé hier une bonne partie de la forêt de Nonneubruch, au Nord-Ouest de Mulhouse.

C'est maintenant le général Delattre de Tassigny qui assure la direction complète des opérations sur le front de l'Alsace Centrale. Outre la 1re Armée Française, la division blindée Leclerc et la 36e division américaine sont passées sous son commandement.

***

Sur le front de la Sarre, les contre-attaques allemandes sont devenues beaucoup plus violentes et les nazis ont pu reprendre pied dans Dillingen, à l'Ouest de Sarrebrück.

Par contre, entre Sarreguemines et Bitche, l'avance vers la frontière allemande s'est poursuivie par la prise de Biiesbrücken, sur la Blies, de Rohrbach et de Petit-Rederching. Tous les ouvrages de la ligne Maginot dans cette région sont tombés aux mains des Alliés.

Depuis son entrée à Metz, la 3e armée américaine a capturé 32.000 prisonniers allemands.

***

En Allemagne, la quatrième offensive en direction de Cologne est marquée par d'importants succès. Après avoir enlevé d'assaut les villages industriels de Pier, Merken et Echtz, au Nord de l'autostrade Aix-Cologne, les chars alliés ne sont plus qu'à 2 kilomètres de Düren. Au Sud de l'autostrade, ils ont également pris Schlich, aux lisières de la forêt de Hurtgen.

Le front de Hollande reste calme, mais on signale que la rupture de nouvelles digues au Nord-Ouest d'Arnhem a élargi le « no man's land » entre troupes allemandes et troupes britanniques.

Les chars de la division Leclerc dans les environs de Strasbourg naviguent plus qu'ils ne roulent

A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

La discussion du projet sur les Comités d'entreprise est commencée

Paris, 12 décembre — Lorsqu'à 15 heures, le président Félix Gouin ouvrit cet après-midi la séance de l'Assemblée Consultative, ce fut pour y prendre lui-même la parole. Il tenait en effet à saluer la signature du pacte d'alliance franco-russe.

L'Assemblée entâme la discussion de l'ordonnance gouvernementale sur les Comités d'entreprises.

Le gouvernement propose que dans toutes les affaires industrielles ou commerciales occupant au moins 100 salariés, soit créé un Comité d'entreprise.

Ces organismes nouveaux composés des chefs d'établissement et des délégués élus par le personnel ont une double mission : gérants des œuvres sociales, ils doivent, par ailleurs, émettre des avis sur les conditions du travail et la gestion de la maison. Tous les mois le chef d'entreprise doit faire un exposé d'ensemble sur la situation de l'affaire, ainsi que sur ses projets pour l'exercice suivant.

La Commission du Travail approuve dans son ensemble cette réforme qui modifie essentiellement les rapports des employeurs et salariés, mais elle propose un certain nombre d'amendements, notamment elle abaisse le nombre minimum des salariés de 100 à 50, ce qui doublerait le nombre des entreprises assujetties. Elle demande que ces Comités ne fonctionnent pas seulement dans les entreprises industrielles ou commerciales, mais aussi dans les administrations publiques, dans l'agriculture, etc....

Ce projet, sans compromettre l'autorité du chef d'entreprise, donne au Comité un pouvoir considérable. Le Comité, en cas de difficulté, peut faire appel devant le Comité Paritaire et arriver jusqu'à l'arbitrage du Ministère.

La confiscation des biens illicites va être menée avec plus de vigueur

Paris, 12 décembre. — Le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui sous la présidence de M. Jeanneney, ministre d'Etat. Le Conseil a étudié les propositions du ministre des Finances tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 18 octobre 1944, relative à la confiscation des profits illicites. Les nouvelles dispositions adoptées simplifieront la procédure de confiscation et accroîtront ses rigueurs.

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports a rendu compte de son voyage à Lille, Boulogne et Calais, et a entretenu le Conseil de l'état de ces deux ports maritimes. Le reste de la séance a été consacré à l'examen des affaires courantes. — (A. F. P.).

Il faut que vous sachiez...

— Le maréchal Tito devient chef du nouveau gouvernement yougoslave et M. Soubachitch ministre des Affaires étrangères.

— Charles Tardieu, directeur de l'Echo du Nord a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, échappant à la peine capitale en raison de ses états de service en 14-18.

PREMIERE CONSULTATION DU PEUPLE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES C. D. L. s'ouvrira vendredi

Paris, 12 décembre. — Les 15 et 16 décembre, se tiendra, à l'Hôtel de Ville de Paris, l'Assemblée nationale des Comités départementaux de la Libération. Ce sera la première consultation du peuple français depuis la libération et les sujets qui y seront traités lui donneront une importance exceptionnelle.

En effet, l'ordre du jour comportera les points suivants : L'organisation administrative des départements, et les pouvoirs des Comités départementaux de la libération, l'épuration administrative, professionnelle et politique, la reconstruction économique et l'effort de guerre, la presse de la résistance et enfin l'aide à la nouvelle armée.

Neuf des bourreaux de la Gestapo française condamnés à mort

Deux autres sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; le douzième est mort à Fresnes

Paris, 12 décembre. — Cet après-midi, les accusés de la bande de la rue Lauriston ne sont plus que 11 dans le box de la Cour de Justice de la Seine. Le douzième, Delahaye, qui avait été emporté hier, inanimé, de la salle d'audience, à la fin de la plaidoirie de son défenseur, est mort ce matin à 11 heures à la prison de Fresnes, emporté par une crise de coma diabétique.

Après la plaidoirie et la déclaration des inculpés, le Président Ledoux donne lecture des 22 questions qui vont être posées, et à 15 h. 45 la Cour se retire pour délibérer.

Après une heure de délibérations, la Cour et les jurés font leur rentrée. On s'écrase dans la salle.

Dans un silence total, le Président Ledoux donne connaissance du verdict. Il est répondu « oui » aux deux questions posées intéressant chaque accusé, sauf en ce qui concerne Labussière et Lascaux qui bénéficient des circonstances atténuantes.

En conséquence, Chamberlain, dit Henri Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval, Tate sont condamnés à mort.

Labussière et Lascaux sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Le Président vient d'énumérer la terrible litanie finissant par le mot « mort ». Sur le banc, Lafont et les hommes de sa bande sont impassibles. Le Chef de la Gestapo Française regarde loin devant lui, impénétrable. Ils n'ont encore aucune réaction quand le Président annonce d'une voix tranchante : « La Cour ordonne que les condamnés seront fusillés, leurs biens confisqués, et qu'ils sont frappés d'indignité nationale. Garde, emmenez les condamnés ! »

C'est fini, Lafont, Bony, et les autres signent leurs pourvois en cassation, puis ils disparaissent.

La salle se vide lentement.

Le drame grec continue

Athènes 12 décembre. — Le drame grec continue.

Le général Scobie publie un communiqué dans lequel il enregistre une légère avance des troupes britanniques au Pirée. Mais il reconnait, par contre, que les forces de l'E.L.A.S. ont réussi à s'infiltrer dans certains quartiers d'Athènes et dans la banlieue.

Une patrouille britannique partie de Volos est tombée dans une embuscade et les Britanniques ont subi des pertes.

La R.A.F. a attaqué des points d'appui de l'E.L.A.S. situés dans la région d'Athènes et à l'est du Pirée. Dans le port du Pirée, six navires marchands chargés de vivres attendent, pour décharger leur cargaison, que le travail ait repris. Ces vivres seront distribués aux hôpitaux et à la population civile par les autorités alliées, à la seule condition que les membres de l'E.L.A.S. s'engagent à ne pas intervenir.

A Salonique, l'E.A.M. ne reconnait plus les représentants du gouvernement et un Comité central contrôle la ville.

Papaandréou, lui, vient de proclamer la mobilisation des classes 1935 à 1939, dans les quartiers d'Athènes qui sont sous son contrôle.

Henri Béraud sera jugé le 19 décembre

Paris, 12 décembre. — La Cour de Justice de la Seine examinera une quarantaine de dossiers avant la fin de décembre.

C'est ainsi que seront jugés notamment : Le 18, Paul Chack; le 19, Henri Béraud; le 20 : Georges Albertini, ancien collaborateur de Déat; le 26 l'éditeur Baudinière; le 28, Robert Brasillach, de « Je Suis Partout ».

A BRIANÇON, forteresse du patriotisme F.N. et M.L.N. vont fusionner

Au cours d'une réunion que le Comité directeur du Front National du canton de Briançon a tenue avec les dirigeans du Mouvement de Libération Nationale, il a été reconnu la nécessité de la fusion entre les deux mouvements. Des commissions paritaires ont été nommées afin d'étudier les modalités de cette fusion et les deux mouvements d'ores et déjà s'engagent à mener ensemble la lutte pour le programme de la Résistance et l'union de tous les Français. Cette décision correspond aux vœux de tous les patriotes sincères.

Et les prisonniers...

PENDANT quatre ans, la France a subi la botte des nazis ; elle a été commandée par les Pétain, les Laval, les Darnand, des chefs qu'elle n'avait pas choisis.

Aujourd'hui le fascisme est acculé à ses derniers retranchements et partout la liberté survit.

Or, une première condition de la liberté, c'est le suffrage universel. Un peuple libre doit pouvoir choisir ses chefs, ceux qui seront maitres de son destin.

La preuve a été faite que des gouvernements inertes ou des traîtres ont pu conduire un pays tout entier à sa perte. Et c'est contre eux que la Résistance a uni la Patrie et qu'elle a recréé une conscience nationale.

Mais cet effort et les sacrifices des patriotes auront été vains si demain, au jour des élections, les Français ne savent pas tirer l'enseignement de ces années. Un petit papier déposé dans une urne cela n'a l'air de rien et pourtant ce geste décide de la puissance ou de la ruine d'une nation et de la vie de chacun.

Mais alors, avons-nous le droit d'élire en l'absence des Français qui ont mérité avant tous les autres de choisir leurs chefs : les déportés politiques parce qu'ils ont lutté jusqu'au sacrifice de leur vie contre une autorité imposée, les prisonniers ou les travailleurs forcés du S. T. O. qui ont longuement souffert des faiblesses de la 3e République ou des trahisons de Vichy en l'absence des soldats, volontaires des Forces Françaises extérieures et du maquis ?

Sans compter que tout électeur doit être muni d'un certificat de six mois de résidence. Voilà donc écartés tous les illégaux des mouvements de Résistance qui, depuis la libération rejoignent peu à peu leurs villes ou leurs villages.

Le vote dans ces conditions sera nécessairement faussé.

Il faut, dit-on, que le Gouvernement connaisse la volonté du pays. Certes, mais la volonté de trois millions de prisonniers et déportés peut-on la négliger ?

Les élections de février, dit-on encore, ne sont que locales.

Mais la France a-t-elle tant attendu pour manifester d'abord sa liberté en élisant des conseils municipaux et des conseils généraux.

Non. Tous les Français sentent le besoin d'un renouveau. La Renaissance de la France ne sera possible qu'avec une réforme profonde des institutions. Le général de Gaulle et le Conseil National de la Résistance l'ont bien compris quand ils se prononcèrent pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine.

Le premier acte politique de la France libre ce doit être l'élection de cette assemblée qui réalisera les réformes créatrices que tous exigent. Point d'élections faussées — point d'élection à portée limitée.

La grande consultation électorale pour une assemblée qui décidera de l'avenir de la France ne peut avoir lieu avant le retour de tous les exilés et sans la participation des F.F.I. et des F.F.E.

F. N.

LE CINQUANTENAIRE DE L'AFFAIRE DREYFUS

Il ne faudrait pas que, parmi tant de cinquantenaires et de centenaires tombant cette année, soit oublié le cinquantenaire, plein d'enseignements, de l'affaire Dreyfus. C'est, en effet, il y a juste cinquante ans, en décembre 1894, que fut prononcée l'inique condamnation du Capitaine Dreyfus. Cette condamnation, d'une part, et, d'autre part, la tempête de passions qui s'éleva, quelques années plus tard, lorsqu'il s'agit de faire rendre justice au condamné innocent, illustrent l'aberration à laquelle les partis pris peuvent conduire une soi-disant élite, et des foules surexcitées par elle.

L'affaire Dreyfus, si on la dépouille de la surcharge de faits et de figures, souvent pittoresques, qui vinrent l'embrouiller est, du point de vue juridique, lumineusement simple. Durant l'année 1894, les membres de l'ambassade d'Allemagne, et notamment, l'attaché militaire, le lieutenant-colonel de Schwartzkoppen, ont l'habitude assurément négligente, de précipiter dans les paniers à papier, une fois déchirées toutes leurs correspondances, aussi bien politiques qu'amoureuses. Or, la femme de ménage, Mme Bastian, chargée de balayer les salons et, incidemment, de vider les paniers à papiers, recueille soigneusement, tout ce qui s'y trouve, et le porte au deuxième Bureau du Ministère de la Guerre. Ces lettres si diverses, recollées et reconstituées, viendront corser les dossiers de l'Affaire et lui prêter, par instants, les couleurs les plus scandaleuses ou les plus romanesques. Les secrets du cœur de hauts personnages étrangers, de diplomates impudents, se mêleront aux informations politiques ou militaires.

Mais le document essentiel, le fameux « bordereau », sur lequel reposera toute l'Affaire, n'a pas passé par les paniers à papiers. Il a été volé, lui, dans la loge du concierge, à cette époque là, les traîtres prenaient peu de précautions et se confiaient aux concierges ! et porté immédiatement au Ministère de la Guerre, où on a tenté, tout d'abord, de le faire disparaître. Car le traître véritable, le commandant Esterhazy, avait un complice au Ministère de la Guerre, le commandant Henry. Et là, est la clef de toute l'affaire.

Ceci se passe à l'automne de 1894. Le « bordereau » annonce l'envoi de plusieurs documents militaires importants et on se trompe, qu'il ne peut émaner que d'un officier d'Etat-major. Or, parmi ces officiers là il y a le capitaine Dreyfus et pour comble de malheur, son écriture présente une légère ressemblance, avec celle du bordereau (tandis que cette écriture, on le verra plus tard, est identique à celle du traître Esterhazy). Au bout de peu de jours, alors que l'enquête basée sur les soupçons superficiels est encore peu avancée des indiscrétions sont commises. Il n'en faut pas plus pour que le Ministre de la Guerre, le général Mercier homme nuisible et peu consciencieux, se décide à faire arrêter Dreyfus. Le procès est rondement mené et, à la fin décembre, le capitaine, bien qu'innocent, est condamné à dix ans de détention dans une enceinte fortifiée. Par une aggravation de la peine, qu'aucun texte ne justifie, il est envoyé dans un climat meurtrier, à l'île du Diable.

***

Ici deux questions se posent qui, au fond, n'en forment qu'une seule. Comment se fait-il que les juges militaires du capitaine Dreyfus, en 1894, aient conclu, si vite et si légèrement à sa culpabilité ? Comment se fait-il que, lorsqu'en 1897, une campagne, basée sur des faits importants, eût été entreprise pour la révision du procès, cette campagne se heurta, dans une grande partie de l'opinion, à un parti-pris systématique, et dressa deux France l'une contre l'autre, la France de « droite », contre la France de « gauche ».

Un homme et un journal expliquent en partie la suggestion qui pesait sur l'esprit des juges la suggestion qui se communiqua à une moitié de la France : Drumont et « La Libre Parole ». Drumont, à l'âme haineuse et fanatique, au verbe puissant, s'était levé dix ans plus tôt et avait prêché les premiers rudiments du racisme, ramenant toutes choses à son idée fixe.

D'autre part, à ce point de vue se joignirent des opinions en elles-mêmes respectables, mais qui, trop naïvement adoptées et exagérées devenaient dangereuses. Beaucoup de braves gens crurent faire œuvre patriotique en se prononçant contre Dreyfus.

La leçon à tirer de « l'Affaire », avec 50 ans de recul, c'est que parti pris et fanatisme partisan, mettent en danger les bases d'une nation et qu'une justice sereine est conditionnée par la volonté unanime d'union de tout le pays.

LA FAMINE EN HOLLANDE

Londres 12 décembre. — Le docteur Gerbrandy, premier ministre de Hollande, de retour des Pays-Bas, a déclaré aujourd'hui à Londres, au cours d'une conférence de presse, que la famine sévissait actuellement dans les villes hollandaises occupées.

En ce qui concerne la grève des chemins de fer, le premier ministre de Hollande a déclaré qu'elle continuerait probablement jusqu'à ce que le pays soit entièrement libéré des Allemands. (A.F.P.)

L'armée française
A SOUSCRIT
- BELFORT -
STRASBOURG
■
Vous combien ?

A LA COUR DE JUSTICE

Quand Lafont se prévaut de *la nationalité allemande...*

Hier après-midi, l'audience de la Cour de Justice a débuté par l'examen de quelques affaires de vols et escroqueries.

Lafont vendit 5 millions aux Allemands une argenterie estimée à 40 millions. Pagnon, qui fit le déménageur, toucha 10.000 francs pour tout salaire.

Villaplane, lui, cédait de l'or à ses maîtres, mais lingots et louis étaient faux, comme le vendeur lui-même.

Une des plus importantes affaires fut celle des sous-vêtements Razurel. Cette intéressante société vendit pour 50 millions de caleçons aux Boches qui en changeaient sans doute souvent.

Le président demande à Lafont pourquoi il n'est pas parti avec les Allemands en août 1944. L'accusé répond qu'il ne voulait pas convoyer les déportés. Il ne doute de rien.

Les deux derniers interrogés sont Delval et Tate. Delval promenait toujours des menottes avec lui.

« C'était pour attacher mon vélo », explique-t-il.

L'interrogatoire terminé, le président résume les charges qui pèsent sur les douze accusés.

Me Floriot, avocat de Lafont, demande que son client, naturalisé Allemand, soit jugé par un tribunal militaire. On sent qu'il veut tirer parti de la récente et impudente déclaration boche.

Le commissaire du gouvernement répond d'une voix vibrante :

« Vous avez osé, Lafont, après le reniement capital de votre patrie, user d'une manœuvre dilatoire pour retarder le châtiment qui vous attend ; pourquoi aussi ne vous mettrait-on pas dans un camp de prisonniers de guerre, sous la protection de la Croix-Rouge internationale. »

Et, dans un élan d'indignation qui arrache des applaudissements à l'assistance, il s'écrie :

« On ose menacer nos héros dont un seul cheveu nous est plus cher que toutes ces têtes que nous allons faire tomber. »

L'affaire des conclusions est mise en délibéré et les débats sont renvoyés à aujourd'hui 13 heures.

Troisième année. — N° 98 Le Numéro : 2 francs Mercredi 13 décembre 19.4

REDACTION
ADMINISTRATION :
9, rue Louis-le-Grand, 9
PARIS (2e)
Téléphone OPEra 65-00
C. Ch. post. Paris 4143-65

L'AURORE

Enfoncées, les Congrégations !...

Directeur : PAUL BASTID

APRÈS LA SIGNATURE DU PACTE FRANCO-RUSSE

Des accords spéciaux régleront tous les problèmes politiques, économiques et militaires

Le traité d'alliance signé à Moscou n'est pas l'unique résultat des entretiens de Gaulle-Staline. Des accords spéciaux vont compléter ce document historique. Déjà la base de ces accords est jetée, le cadre en est tracé, il ne reste plus qu'à apporter des précisions.

Les huit articles du traité créent entre la France et la Russie un lien solide en vue du maintien de la paix. Mais cette paix, il faut la faire. MM. Roosevelt et Churchill, le maréchal Staline et le général de Gaulle, dans les prochaines conférences, confronteront leurs points de vue. Ensuite, les représentants des nations belligérantes se réuniront autour de la table sur laquelle sera signé le traité mettant fin aux hostilités. C'est là que chaque pays fera connaître et défendra ses revendications particulières.

Dans cette confrontation, Staline et le général de Gaulle ont décidé de présenter un front unique. Il faut pour cela qu'ils soient, d'avance, en parfait accord sur tous les détails ; et ce n'est pas une petite affaire.

Il a donc été décidé à Moscou que des organismes techniques seront créés pour étudier, préciser et fixer, noir sur blanc, les points de vue de chacun des deux gouvernements.

Ces organismes sont de trois sortes.

Problèmes politiques

Il y en aura un d'ordre politique qui aura pour tâche d'examiner les conditions à imposer à l'Allemagne, de préciser les revendications territoriales présentées par la France et l'U.R.S.S. En ce qui nous concerne, le problème rhénan est le plus important. Fera-t-on de la Rhénanie un territoire international, placé sous le contrôle des puissances voisines : France, Grande-Bretagne, Belgique et Hollande ? Y aura-t-il un partage du territoire ? Ou bien la Rhénanie sera-t-elle annexée tout simplement à la France ? Cette dernière solution serait, assure-t-on, celle qu'a préconisée le général de Gaulle. Nous ignorons ce qui a été décidé à Moscou sur ce point. Peut-être la décision a-t-elle été réservée jusqu'après examen par la commission spéciale.

Problèmes économiques

Le second organisme étudiera les questions économiques. Il n'y a sur ce terrain aucun point de friction grave entre la France et la Russie, mais le désir des deux pays de développer leurs relations commerciales nécessite une étude spéciale en vue de provoquer des initiatives intéressantes. Il y aura également à prévoir une extension du marché en Asie, notamment en Chine, où les intérêts français et russes peuvent se rencontrer et entrer en concurrence dans un proche avenir.

Questions militaires

Enfin, il y a les questions d'ordre militaire qui seront traitées par une mission spéciale d'officiers français. Inutile d'insister sur l'importance de cette mission dont la tâche sera d'étudier et fixer les conditions d'une étroite coopération des armées française et russe en cas de conflit armé.

Nous croyons que, dès le retour du général de Gaulle, la composition de ces trois organismes sera réglée. La mission militaire partirait dans un délai assez court, car on estime qu'elle pourra, dès maintenant, faire un travail utile.

Au Conseil des ministres d'hier, on a fait un « tour d'horizon » sur les suites que comportent les négociations de Moscou.

Pierre OIAIS.

POUR LA GUERRE ET POUR LA PAIX

M. Stettinius définit en cinq points son programme

WASHINGTON, 12 décembre. — Devant la commission sénatoriale des relations extérieures, à laquelle il avait demandé d'approuver la nomination de six membres qui formeront son état-major pour la mise sur pied rapide d'un programme d'organisation et d'expansion commerciale, M. Stettinius a déclaré que ce programme, qui comporte cinq points, peut avoir des répercussions considérables sur les affaires mondiales.

Voici les cinq points définis par M. Stettinius :

1° Apporter dans la conduite des relations étrangères des Etats-Unis l'appui le plus large possible aux forces armées, afin de gagner la guerre aussi rapidement que possible ;

2° Que les nations unies prennent des mesures efficaces pour empêcher l'Allemagne et le Japon d'acquérir à nouveau les moyens de déclencher un conflit ;

3° Etablir, dès que possible, une organisation des nations unies capable d'assurer et de maintenir la paix ;

4° Prendre des mesures propres à assurer un développement général de la production et du commerce dans le monde, de sorte que l'Amérique ne connaisse pas le chômage et — ensemble avec les autres nations unies — assurer l'établissement d'une ère de développement de la production et de la consommation, qui élèvera le niveau de la vie ;

5° Encourager le développement de conditions de vie internationale favorables au développement des institutions démocratiques et libres, selon les coutumes et les désirs des peuples.

AU TABLEAU DE CHASSE de la brigade de choc de M. Pleven

La scandaleuse fortune des MARQUER

Grâce à leur trafic avec les Allemands un petit boutiquier et son fils avaient acquis. . . . . . .
- Plusieurs domaines dont un de 32 millions
- 13 millions d'actions
- 40 millions d'or et de devises
- 100 millions d'œuvres d'art

La bru, ancienne cuisinière, possédait
- Des diamants par dizaines et un solitaire de 5 millions.

Le trio qui vivait sur un pied de **18 millions** par an paiera **UN MILLIARD** d'amende

Hier après-midi, M. Pleven, ministre des Finances, annonçait aux journalistes.

A cette occasion, après avoir présenté à la Presse la « brigade de choc » du ministère des Finances, à laquelle on doit l'arrestation de nombreux « collaborateurs économiques » et trafiquants de marché noir, le ministre cita en exemple le cas typique des trafiquants Marquer.

Le cas Marquer. — C'est l'histoire frauduleuse et, hélas ! trop souvent répétée, de petits commerçants disposés à apporter à l'ennemi tout leur appui contre espèces sonnantes et trébuchantes ; de gens pour qui armistice veut dire : trahison souhaitée ; collaboration : profits.

M. Marquer père était, en 1939, fabricant de confection. Associé à son fils, il tenait commerce dans une modeste boutique de la rue Michel-Lecomte. Peut-être y serait-il encore, menant une vie sinon heureuse tout au moins honorable, si son fils n'avait rencontré, séduit et épousé en justes noces une ressortissante allemande, Tony Gründt.

Après la collaboration sentimentale, Marquer fils allait s'adonner à la collaboration économique. Sa femme, en effet, après avoir fait danser l'anse du panier, entend le remplir, maintenant qu'il est sien, et, le 21 août 1940, elle entre en relation avec les autorités allemandes.

La boutique devient grande entreprise. — Son principal client est la Luftwaffe d'Etampes. Du 14 octobre 1940 au 25 août 1944, le chiffre d'affaires total de la Société se monte à 750 millions, dont 700 millions représentant la vente de tissus, couvertures, draps, polochons à l'armée allemande, et 30 millions pour prix des travaux à façon effectués pour les services de la Luftwaffe.

Et le petit commerçant, grand seigneur. — La trinité Marquer, le père, le fils... et la bru, s'était bien gardée de déclarer la moindre partie de ces transactions au fisc. C'est un bénéfice de 250 millions qui va rentrer dans les caisses familiales pendant l'occupation.

Alors, le modeste marchand de confection se révèle homme d'affaires. Marquer achète à Rambouillet les domaines de Clairvoye et de Blanche-Colombe ; à Nangis, une propriété comprenant villa et parc de 10 hectares.

(Lire la suite en 2e page)

PROFITS ILLICITES

Cinq milliards confisqués rien que dans la Seine

En inaugurant, le mois dernier, avenue de l'Opéra, les deux premiers comités chargés de la recherche des profits illicites, M. Pleven, ministre des finances, avait annoncé que l'ordonnance instituant ces comités serait renforcée en vue de rendre plus sévère la répression. C'est chose faite aujourd'hui. Le Conseil des ministres a approuvé hier le texte d'une nouvelle ordonnance renforçant les pouvoirs des Comités et aggravant les sanctions contre les profiteurs.

La première ordonnance, du 18 octobre dernier accordait un mois de délais aux personnes ayant réalisé des profits, pour en faire la déclaration à l'administration fiscale. Pendant ce laps de temps, le ministère a installé des comités sur tout le territoire, département par département.

« Au cours de mes voyages, déclare M. Pleven, j'ai personnellement rencontré les membres de ces comités dans 40 départements. Des comités ont été mis en place, des enquêteurs ont été désignés et des recherches organisées. Aujourd'hui, 81 comités ont été installés. Le 2 décembre, ils avaient lancé 1.198 citations et le 9 décembre, une semaine plus tard, ce chiffre passait à 3.304. Il est encore trop tôt pour donner une indication sur le montant des confiscations. En ce qui concerne toutefois les citations faites pour le département de la Seine, dont les comités de confiscation vont avoir à s'occuper, l'administration fiscale évalue à cinq milliards le montant des confiscations et les amendes encourues par les trafiquants cités devant les comités de confiscation ».

Le procès de la Gestapo française

LE VERDICT

LA MORT POUR :

Lafon, Bony, Clavié, Engel, Haré, Pagnon, Tate, Delval et Villaplane

LE BAGNE POUR :

Lascaud et Labussière

Delehaye avait succombé à l'hôpital avant la lecture de la sentence

C'est donc pour la dernière fois que nous aurons contemplé, hier, ces onze têtes, onze seulement, puisque Delehaye avait déjà quitté ce monde aux premières heures du jour, échappant à la justice des hommes.

Depuis l'ouverture des débats, ils avaient eu le temps de se préparer à entendre courageusement le verdict. Pas un n'a bronché. Delval avait conservé son petit sourire ironique et Lafon tout son dédain

Le président Ledoux

apparent pour la manière dont on le supprimera.

Pourtant, il était peut-être plus ému qu'il ne voulait en avoir l'air. Comme la Cour, qui s'était retirée pour délibérer, tardait à revenir, il se pencha vers son avocat :

— *Il vaut mieux ne pas avoir de maladie de cœur pour venir ici,* lui glissa-t-il.

Bony, à ses côtés, manifestait davantage de nervosité, ses mains tremblaient ; il a encore maigri et verdi, ces derniers jours. Mais il faut se défendre contre la pitié. Souvenons-nous des victimes !

(Lire la suite en 2e page)

LES BATAILLES d'Alsace et de Hongrie touchent à leur fin

Importante avance alliée au nord-est de Haguenau

Q. G. de la 7e armée américaine, 12 décembre. (D'un correspondant de guerre de l'agence Reuter) :

Les troupes de la 7e armée du général Patch ont pénétré à travers la ligne Maginot au nord-est de Haguenau et se trouvent maintenant à Seltz, à un kilomètre et demi du Rhin.

Un jour de guerre

FRONTS DE FRANCE

Du massif de l'Eifel au Rhin, sur 30 km., Patch est passé à l'attaque et a avancé de 8 km. Petit-Rederching, à 6 km. de la frontière est pris.

Au sud de Froeschwiller, qui est atteint, Eberbach, Fortsheim, Morsbronn, Hegeney, Laubach et Eschbach ont été libérés parmi d'autres localités.

Progressant vers l'est, les Alliés sont entrés dans Durrenbach et dans Walbourg, à la lisière nord-ouest de la forêt de Haguenau.

Mertzwiller est encerclé et Haguenau libéré. Au cours de l'avance entre la vallée et le Rhin, Oberhoffen, Schirrheim et Schirrhoffen ont été occupés et Soufflenheim atteint.

Le [illegible] près de Sarreguemines, la rivière Blies est atteinte ainsi que la frontière à 5 km. au nord-est de la ville. La forêt de Bliesbrück est nettoyée.

Les inondations de l'Ill et de la Thur gênent les forces françaises des Vosges et d'Alsace. La progression sur la route du col du Bonhomme se poursuit. Au sud, le Vieux-Thann et Leimbach sont enlevés, ainsi que Roderen.

Sur le Rhin, la tête de pont allemande de Loechné est supprimée et le barrage de Kembs est enlevé.

ALLEMAGNE

A l'est de la Roer, avance de 2 km. près de Luchem.

Au nord-ouest de Düren, 2 colonnes approchent de Hoven et ont atteint Mariaweiler.

Dans la région de Langerwehe, plusieurs villages ont été occupés.

HONGRIE

La prise de Balassagyarmat, sur la frontière hungaro-tchèque, a coupé de la plaine de Bratislava les divisions ennemies de Slovaquie. On se bat toujours près de Kosice, et pour le col de Dukla.

De furieux combats se déroulent toujours dans les faubourgs de la capitale, presque encerclée.

De part et d'autre du lac Balaton, [illegible] hervar et en avant de la route Zagreb-Vienne.

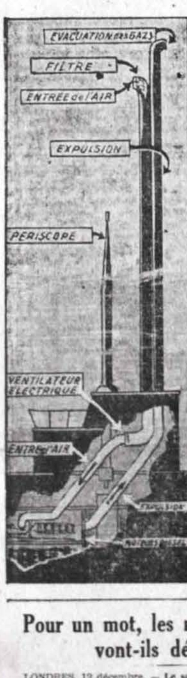
Bajoszenpeter et Godolle sont pris.

DANS LES AIRS

La R. A. F. a bombardé Hanovre et Hambourg.

2.500 appareils alliés bombardent la raffinerie de pétrole de Moosierbaum, à 40 km. de Vienne. 2.000 avions attaquent Hanau, Darmstadt et Witten.

Les nouveaux sous-marins allemands battent le record d'immersion



Le correspondant de la marine du *News Chronicle* communique que les nouveaux sous-marins allemands sont munis d'un dispositif nommé « Schnorkel spirau », qui leur permettent de battre le record de durée d'immersion et de ne plus être détectés de nuit par les projecteurs des avions chasseurs de sous-marins.

Il s'agit d'une double manche à air coulissant comme un périscope. Elle comprend une prise d'air munie d'un ventilateur et un tube évacuant les gaz viciés.

Ce dispositif permet donc au sous-marin de ne pas remonter à la surface pour recharger ses accumulateurs chaque nuit, seul pouvoir moteur en service jusqu'ici employé en plongée.

Les moteurs Diesel deviennent en outre également utilisables en période d'immersion grâce à ce système d'aération.

Toutefois le submersible doit monter encore assez près de la surface de l'eau pour utiliser cet appareil.

Mais il lui permettra de croiser dans des zones qui étaient jusqu'ici interdites et de rester immergé pendant une durée de 20 à 30 jours.

DERNIERE MINUTE :

La Blies est traversée

Les éléments de la 35e division ont traversé la Blies.

La frontière a été franchie à cet endroit, et la localité allemande d'Hackirchen a été occupée.

La traversée de la Blies, qui délimite la frontière entre la France et l'Allemagne en ce point, a été effectuée par le [illegible] régiment d'infanterie sur des bateaux, à 5 heures du matin.

Près de Wittring, au sud-est de Sarreguemines, les Américains ont trouvé une importante usine souterraine d'air liquide qui servait aux V1 et aux V2. 2.000 ouvriers travaillaient dans cette usine.

DEFENSE DE LA DÉMOCRATIE

PIERRE BENARD, dans *France-soir*, répond à *l'Aurore*.

Et, pour lui répondre, il lui fait dire ce qu'elle n'a pas dit.

A l'en croire, les résistants de 1940-44 nous font rire ou nous indignent quand ils prétendent donner leur avis dans les affaires du pays.

Nous estimons, au contraire, qu'ils ont, plus que tous autres, droit à la parole, et que les groupements de la Résistance, à commencer par le C. N. R., doivent être régulièrement appelés à donner leur avis sur la chose publique.

Au reste, l'Assemblée consultative n'est-elle pas l'émanation même de la Résistance ? Et qui parle, ici ou ailleurs, de la traiter en quantité négligeable ?

Nous avons dit simplement — en approuvant les propos de M. Churchill — qu'il n'était pas admissible qu'une minorité armée — fût-elle composée de « résistants » incontestables — voulût s'emparer du pouvoir et faire la loi à la majorité du pays.

Parce que ça, c'est du fascisme.

C'est même comme cela que tous les fascismes ont commencé.

C'est au nom de la Résistance qu'agissaient les premiers « nazis ». C'est en faisant appel aux anciens combattants que Mussolini a organisé ses faisceaux et préparé la marche sur Rome.

Or, ce fascisme, c'est ce que nous avons combattu. C'est contre lui, sous toutes ses formes, qu'on a fait la guerre. C'est à lui, répétons-le, que la Résistance a résisté.

Nous supposons que ce n'est pas pour le remplacer par un autre fascisme.

Ceux qui ont lutté de 1914 à 1918 (et dont beaucoup se sont retrouvés dans le « maquis ») avaient bien eu, eux aussi, quelque mérite. Ils avaient, eux aussi, leur mot à dire... Ils n'ont pas pensé que leur sacrifice les autorisait à jeter bas la démocratie, qu'ils avaient défendue.

Et nous croyons, avec nos amis Anglais et Américains, que, quand on se bat pour un principe, ce n'est pas pour, ensuite, s'asseoir dessus...

L'A.

AUX COMMUNES

Un débat sur le cours du franc par rapport à la livre

LONDRES, 12 décembre. — La question du cours du franc par rapport à la livre a été soulevée hier à la Chambre des Communes. Selon certains, ce cours serait défavorable aux soldats britanniques et tendrait à créer le marché noir. Le chancelier de l'Echiquier est d'avis qu'il n'appartient pas au gouvernement britannique de suggérer un changement du cours officiel.

Le chancelier a fait ressortir que les prix sont variables selon les différentes régions de France et que, de plus, il ne considère pas le cours actuel comme un obstacle aux relations commerciales anglo-françaises.

LA MISERE DES SERVITEURS DE L'ETAT (1)

LE CHEMINOT A FAIM

Que ce soit pour l'ouvrier de la voie qui passe ses journées ou ses nuits à transporter rails et traverses, ou pour l'aiguilleur, dont la moindre défaillance peut provoquer l'irréparable catastrophe, la ration de choux et de pommes de terre est insuffisante.

Jamais les cheminots n'ont été à plus dure épreuve qu'en cette année de libération.

Tout le monde s'est acharné sur le réseau ferré français, qu'on a mis en piteux état. Les ponts sont sautés, les gares démolies, les rails arrachés et tordus, les locomotives ont été volées par les Allemands et les wagons mis en miettes.

Avec ce qui reste, la S. N. C. F. a entrepris de réorganiser les transports — transports de marchandises et transports de voyageurs. Réalisant un véritable tour de force, elle a rétabli en un temps record, notamment, le pont sur la Loire, à Orléans, et le viaduc de Maintenon, sur la ligne Paris-Brest.

Combien de voyageurs, en passant sur ces ponts improvisés, se rendent compte de la somme d'efforts et de souffrances que représentent ces voies hâtivement posées sur des piles faites d'arbres entiers, amenés directement de la forêt et ébranchés sur place ?

Pour ces réalisations, qui devraient sauver la capitale de la famine et même de la disette, les cheminots et leurs auxiliaires ont donné toute leur force. Ils sont allés jusqu'à l'extrême limite de leur énergie.

Chacun pensera que les hommes auxquels on a demandé et on continue à demander un tel effort en sont largement récompensés.

Chez l'ouvrier de la voie

Pour être fixé sur ce point, entrons dans le modeste logis de l'un de ces travailleurs de force qui reconstituent les chemins de fer français et assurent leur fonctionnement sans accident, malgré les difficultés accumulées.

Nous sommes chez un ouvrier de la voie, un jeune qui a réussi à échapper à la déportation et qui passe ses journées et ses nuits à transporter rails et traverses.

De la boue jusqu'aux genoux, il se repose sur une chaise de bois tandis que sa femme, dans un coin, prépare le repas du soir : pommes de terre et choux, auxquels quelques oignons frits tiendront lieu d'assaisonnement.

— Combien gagnez-vous ?

— Deux mille huit cents francs par mois, tout compris.

— Il y a longtemps que vous êtes au chemin de fer ?

— Non, je débute. Dans quelque temps, mon salaire s'améliorera un peu ; mais, pour le moment, il faut s'arranger avec « ça ».

— Dans votre métier, vous devez user beaucoup de vêtements ; avez-vous de quoi les remplacer ?

(Lire la suite en 2e page)

Vers un minimum vital

A la suite des interventions de MM. Neumeyer et Fajon, à la tribune de l'Assemblée consultative, le ministre des Finances a marqué la volonté du gouvernement de doter la fonction publique d'un statut correspondant aux responsabilités accrues qui seront, demain, celles des administrations de l'Etat.

Et le ministre a demandé à M. Neumeyer, qui est secrétaire de la Fédération générale des syndicats de fonctionnaires, de passer, dès cette semaine, à son cabinet pour examiner plus à fond les problèmes des traitements et des retraites.

Une délégation syndicale va donc se rendre ces jours-ci auprès de M. René Pleven.

Cette délégation rencontrera également les autres membres du gouvernement qui ont été chargés d'étudier la question du minimum vital de traitement.

PRES DE MELUN

Deux nouveaux charniers sont découverts

A la suite de la découverte de deux fosses contenant trente-six cadavres à Arbonne, tout près de Melun, le général Kœnig, gouverneur militaire de Paris, a chargé le capitaine instructeur près le tribunal militaire de Paris Cantenot, d'ouvrir une information.

Ce matin, à 8 heures moins le quart, le capitaine Cantenot, le colonel Bastide, commissaire du gouvernement, et le docteur Paul, médecin légiste, quittent le Cherche-Midi pour aller opérer les vérifications nécessaires. Les corps ne pourront être inhumés qu'après l'autopsie qui sera pratiquée par le docteur Paul.

Tandis que débarquent les renforts britanniques

LE DRAME GREC

Les rebelles gagnent du terrain

LA MISSION ALEXANDER-MAC MILLAN PARVIENDRA-T-ELLE A DÉNOUER LA CRISE ?

ATHENES, 12 décembre. — *La bataille continue en Grèce, où affluent les renforts britanniques. En dépit d'interventions multiples de la R. A. F., qui a, toute la journée, attaqué les concentrations de rebelles, les forces de l'ELAS occupent, aux dernières nouvelles, toutes les hauteurs d'Athènes, excepté l'Acropole, et la presque totalité du Pirée, sauf la zone du port.*

Dans de nombreuses villes de province — comme Salonique, contrôlée désormais par un comité insurrectionnel — l'autorité du gouvernement n'est plus reconnue.

C'est ainsi que, hier soir, le speaker américain du poste d'Athènes pouvait déclarer :

« J'ignore pendant combien de temps je pourrai encore parler. Toute la Grèce se trouve maintenant sous le contrôle de l'ELAS, à l'exception de la moitié sud de la péninsule du Pirée. Il n'y a aucun doute que les forces rebelles se regroupent et vont, dans quelques jours, engager une lutte décisive avant l'arrivée des renforts britanniques. »

La mission du général Alexander et de M. Mac Millan

Les autorités alliées semblent d'ailleurs décidées à hâter le dénouement de la crise.

Le général Alexander, qui est entré hier en fonction en tant que commandant suprême allié en Méditerranée, est arrivé hier à Athènes, où il a rejoint M. Harold Mac Millan, résident britannique en Méditerranée.

Le général Scobie, avec lequel ils se sont entretenus dès leur arrivée, a d'ailleurs signifié à un émissaire de l'ELAS qu'il n'est pas encore question de pourparlers, les négociations ne pouvant être envisagées qu'après le désarmement des insurgés.

Les civils ne sont plus ravitaillés

Le ravitaillement de la population est devenu très difficile ; les insurgés attaquant et incendiant tous les camions, même ceux de la Croix-Rouge, les distributions de vivres et les secours médicaux organisés par les Britanniques et les Américains, ont, en effet, été suspendues.

Vers une solution

Tandis que la C.G.T. grecque justifie les grèves et réclame un gouvernement d'union nationale, que les Grecs d'Amérique protestent contre l'intervention anglaise, Londres, où le problème grec a été discuté hier après-midi en conseil de cabinet, actuellement favorablement la mission Alexander-Mac Millan.

On annonce enfin que le général [illegible] Plastiras, très populaire dans tout le pays, a été appelé par M. Papandréou, en accord avec les autorités britanniques, et a quitté Nice en avion pour Athènes, où il aurait, pense-t-on dans certains milieux, des chances de faciliter le dénouement de la crise par ses interventions.

M. MENEMENDJOGLOU SERA A PARIS DEMAIN

M. Menemendjoglou, nouvel ambassadeur de Turquie à Paris, qui a quitté Ankara pour rejoindre son poste et se trouve actuellement au Caire, est attendu à Paris demain après-midi.

Pour un mot, les ministres travaillistes vont-ils démissionner ?

LONDRES, 12 décembre. — Le sort du gouvernement Churchill, déclare l'agence Reuter, dépend du choix d'un mot.

Le parti travailliste prépare, en effet, une motion dans laquelle il déclare « regretter » la situation créée en Grèce et réclame des mesures immédiates pour mettre fin au conflit et permettre la constitution d'un gouvernement véritablement représentatif. Cette motion n'a pas acquis l'approbation des deux puissants syndicats des ingénieurs et des cheminots, qui demandent que l'on remplace « regrette » par « déplore ». Mais cette deuxième expression est considérée par les ministres travaillistes comme un blâme au gouvernement auquel ils appartiennent.

Ceux-ci auraient décidé qu'au cas où cette résolution serait adoptée par la conférence du Labour Party ils se verraient contraints de remettre leur démission à M. Churchill.

On s'efforce actuellement de concilier les points de vue des ministres travaillistes et des syndicats.

HITLER-PETAIN-LAVAL

De Montoire au 13 décembre

par UN TEMOIN

XVIII. — Pétain chasse Laval

13 décembre. — Laval rentre à Vichy dans la matinée. Immédiatement, il va chez le Maréchal.

— *Monsieur le Maréchal, demain,* commence Laval, *sera un grand jour. Ce sera une nouvelle étape de la réconciliation définitive de la France et de l'Allemagne, à laquelle vous aurez attaché votre nom.*

— ...

— *Comme vous ne voulez pas résider à Paris dans un édifice que les autorités d'occupation mettraient à votre disposition, le train spécial arrivera à la gare des Invalides, où il séjournera. Vous serez reçu par un piquet d'honneur de votre garde. Avez-vous des instructions particulières à me donner ?...*

— ...

— *Mais enfin,* s'énerve Laval, *nous partons bien ce soir pour Paris ?*

— *Sans doute, je vous fixerai tout à l'heure.*

Et Pétain se lève, signifiant que l'audience a pris fin.

Laval est tout éberlué. Jamais il n'a trouvé le Maréchal aussi réticent, disons le mot, aussi hostile.

Les inquiétudes de Laval

Pierre Laval regagne son cabinet, où de Brinon l'attend. Le vice-président du Conseil apparaît si soucieux que de Brinon lui demande :

— *Vous partez toujours avec le Maréchal, ce soir, pour Paris ?*

Laval laisse éclater sa colère :

— *Avec cet homme gonflé d'orgueil, que les ricats préparés par Peyrouton ont grisé, je ne sais jamais à quoi m'en tenir. Que lui ont encore raconté ce Dumoulin de la Barthète, ce Ménétrel qui me haïssent ? En tout cas, je viens d'avoir l'impression que je n'ai plus rien de commun avec lui.*

De Brinon, inquiet, reproche à Laval :

— *Vous avez laissé se développer les intrigues. Vous risquez maintenant d'être victime de votre mansuétude envers la clique qui gravite autour de Pétain.*

— *Il s'agit bien de récriminer sur le passé,* coupe, impatienté, Pierre Laval. *Il faut essayer de déterminer ce qu'il médite contre moi et rechercher les moyens de se défendre.*

(Lire la suite en 2e page)

Au procès de la Gestapo française

LE VERDICT

(*Suite de la première page*)

Clavié avait confié à son défenseur qu'il préférait la guillotine au poteau d'exécution. S'il fut déçu de l'arrêt rendu, rien en lui ne permit de s'en apercevoir. Cet assassin doit être absolument dénué de sensibilité.

Des autres, que dire ? Villaplane ferma, un instant, les yeux ; visiblement, il avait espéré jusqu'au bout. Tate est un fort, qui n'a peur de rien. Pagnon s'était raidi comme au garde à vous. Et quant à Engel et Haré, c'est à croire que, tel Clavié, ils sont totalement incapables de ressentir une émotion quelconque.

Tous ceux-là signèrent leur pourvoi en cassation, tandis que Lascaux et Labussière s'en abstenaient, s'estimant satisfaits avec leurs circonstances atténuantes.

Le public ne fit entendre aucune manifestation. L'avidité cependant avec laquelle il épiait les réactions des condamnés avait quelque chose d'affreusement choquant. « *Assis !* » criaient ceux qui ne voulaient rien perdre du spectacle aux plus curieux, qui se dressaient pour mieux voir assener le coup final. Navrante, cette foule livrée à ses instincts, qui la pousseront encore à aller se repaître, avec une joie sadique, de l'ultime scène qui se déroulera à Montrouge !

Rappelons que, au début de l'audience, on avait entendu pour Tate, Lascaux, Labussière et Pagnon, Mes Guillonneau, Morlé-Cogniet et Delavante. Ce dernier, qui venait de perdre son père le matin, tint, malgré tout, courageusement, à défendre son client.

F. B.

BONY, LAFONT
Clavié, Haré, Engel, Villaplane
Pagnont, Delvalle et Tâte
sont condamnés à mort

Lascaux et Labussière aux travaux forcés à perpétuité

CETTE suprême audience avait commencé d'une façon funèbre. On apprenait en même temps que l'accusé Delehaye, traîné hier devant ses juges, était décédé à Fresnes dans la matinée, d'une crise de coma diabétique et que le premier des avocats qu'il restait à entendre, Me Delavente, venait de perdre son père quelques heures plus tôt.

Il se présente pourtant à la barre. Avec courage, avec chaleur, il tente d'apitoyer la cour sur le cas de Pagnont. Maîtres Cogniet, Morlé et Guillomeau ramassent avec art tout ce qu'on peut trouver dans le dossier à la décharge de Labussière, de Lascaux et de Tâte. Ils s'efforcent courageusement d'en former un faisceau capable d'émouvoir les jurés, mais il y a longtemps que le dénouement ne fait de doute pour personne.

Conformément à la loi, le Président Ledoux donne alors la parole aux accusés. Aucun n'apporte un fait nouveau. Aucun ne trouve un cri jailli des entrailles. Quelques-uns murmurent d'une voix faible: « je demande pardon ». D'autres n'articulent pas un mot et se bornent à baisser la tête.

L'action publique étant éteinte en ce qui concerne Delehaye, vingt-deux questions sont posées au jury, portant, pour chacun des onze inculpés, sur la matérialité des faits et sur l'intention criminelle. La délibération ne dure qu'une heure et quart. On en connaît le résultat.

Sous les éclairs du magnésium, les condamnés, d'un geste d'automate, signent leur pourvoi en cassation sur l'efficacité duquel ils ne s'abusent certainement pas. Et l'audience se termine comme elle s'était engagée, dans une impression de mort.

Edouard Helsey.

es profits illicites

ement par le marché noir

des couvertures, des draps et de les revendre aux Allemands.

Grâce à la patience, à la subtilité et aussi au courage de M. Ranguet, inspecteur des Contributions directes, et de M. Albouy, inspecteur principal des Contributions indirectes, auxquels le ministre tient à rendre hommage et qui ont commencé leurs travaux de dépistage avant la Libération, le filet se resserre autour des deux coupables. Leur enrichissement scanda-

PARIS
14, ROND-POINT DES CHAMPS-ELYSEES
RÉDACTION ADMINISTRATION PUBLICITÉ
PETITES ANNONCES
21, Boulevard Montmartre, 21
Tél. RIC. 99-41 et 99-42.
Rédaction de nuit : PRO. 95-33.

Le Gaulois

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent à rien et ne sont bons à rien. BEAUMARCHAIS.

2 francs

MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1944
N° 99 — 118e ANNÉE

TARIFS DES ABONNEMENTS
3 mois .... 140 francs
6 mois .... 260 francs
Les abonnements partent du 1er et du 16.
Ils sont reçus exclusivement
14, Rond-Point des Champs-Elysées
Téléphone : ELYsées 98-31 et 98-33
C/C Postal Paris: 242-53

LE VRAI TERRAIN

La France et la Russie sont en guerre. Elles combattent le même ennemi. Elles sont résolues à le vaincre et à lui imposer leurs conditions. Le traité qui vient d'être conclu à Moscou consacre donc un état de fait. Mais l'enregistrement de ces faits dans un contrat politique a une triple valeur. D'une part, il situe les rapports franco-soviétiques sur leur véritable terrain ; d'autre part, il fixe au problème allemand qui en tout état de cause restera redoutable, il ordonne, pour l'avenir, la politique française et la politique russe. Enfin ce traité, le premier que signe la France depuis qu'elle a retrouvé sa liberté, restitue à notre pays sa pleine autorité diplomatique. A ce titre, il représente une étape essentielle sur le chemin, si vite parcouru, de notre relèvement.

Déjà, en mai 1942, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. avaient conclu un accord de ce genre — valable vingt ans — et j'imagine que ledit accord a dû, tout au moins dans ses grandes lignes, servir de modèle à celui qui vient d'être signé. Il lui fait en tout cas écho. Il le complète ; il l'élargit. Nul doute que si la France avait été maîtresse de ses actes, elle eût adopté, dès cette époque, la même attitude que la Grande-Bretagne. Le traité du 10 décembre n'est donc en aucune façon une singularité franco-russe. Il affirme seulement l'étroite entente franco-soviétique à l'intérieur de la coalition. La France et l'U. R. S. S. sont des puissances continentales exposées l'une et l'autre non seulement aux coups, mais à l'invasion des forces allemandes. Leurs intérêts défensifs doivent donc se conjuguer. Il dépendra essentiellement de cette étroite solidarité que les épreuves abominables subies par les deux peuples ne se renouvellent pas.

Depuis la formation au cœur de l'Europe d'une nation allemande unifiée, l'alliance franco-russe est devenue une sorte d'impératif géographique. Cette nécessité dépasse les questions de régime. Rien ne ressemblait moins à l'absolutisme des tsars que la république des Carnot et des Félix Faure, et cependant la première alliance franco-russe date de la fin du siècle. Le XXe siècle vit sous un régime d'absolutisme socialiste qui n'a que de très lointains rapports avec notre démocratie, et les deux nations se retrouvent côte à côte. Ces différences de structure et de doctrine n'ont pas d'importance dès lors que l'on respecte réciproquement ce qui est et doit rester du domaine propre de chacun. Les régimes se succèdent. Les positions géographiques demeurent. C'est pourquoi la politique extérieure de chaque pays obéit à des lois qu'on ne transgresse jamais en vain.

A dire vrai, entre l'ancienne alliance franco-russe à laquelle la paix de Brest-Litowsk a mis fin et l'alliance actuelle, la France et l'U. R. S. S. avaient déjà esquissé un rapprochement. En 1932, à la veille de l'avènement du nazisme, un premier pacte, d'une portée très limitée, avait été conclu entre les deux puissances. En 1935, en revanche, un pacte important était intervenu. Il fut ratifié en février 1936 par les Chambres.

L'histoire de ce pacte est d'ailleurs curieuse. Elle résume les contradictions de notre politique extérieure entre les deux guerres et la confusion malfaisante qui en est née. L'enchaînement des faits est à peu près le suivant.

La France et l'Angleterre avaient cherché en 1933-1934 à substituer à la partie V du traité de Versailles, qui réglait le désarmement allemand, un accord qui eût consacré, sur le plan militaire, un certain état de fait en Allemagne, mais en le limitant et en l'introduisant dans un plan général de réduction d'armements. Ce projet était d'ailleurs théorique, déjà dépassé par la réalité. La France le dénonça assez maladroitement dans la fameuse note du 17 avril 1934. Une crise franco-anglaise s'ensuivit. Nous savions bien d'ailleurs que notre « non » n'arrêterait pas le réarmement du Reich. C'est alors que Louis Barthou (qui était hostile à la note du 17 avril mais qui la signa tout de même) eut l'idée de « rattraper » la négociation en suggérant un vaste pacte de sécurité s'étendant à tout l'Est de l'Europe et qui eût en quelque sorte donné la réplique au pacte de Locarno. Dans son esprit, la conclusion d'un tel protocole eût permis de rouvrir la conversation militaire avec l'Allemagne dans un esprit plus réaliste. Il s'agissait donc de revenir, par un biais, à une politique de rapprochement avec l'Allemagne. On se lança dans une négociation sans fin. Mettre d'accord U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Etats baltes et Allemagne, c'était la quadrature du cercle ! De fil en aiguille — c'est-à-dire de déboire en déboire — il ne sortit de ces palabres que deux faits concrets : un pacte soviéto-tchécoslovaque et le pacte franco-soviétique.

Ainsi l'on avait espéré embrigader le Reich dans un accord collectif qui aurait permis de revenir à un accord anglo-franco-allemand et l'on aboutissait à un accord franco-russe que l'Allemagne estimait dirigé contre elle. C'était le type même de la négociation ratée !...

Le pacte de 1935 était rédigé de telle façon qu'il ne signifiait rien de sérieux tout en ayant l'air sérieux. Il ne comportait que des engagements conditionnels. Il n'était accompagné d'aucune clause militaire. Beaucoup d'inconvénients diplomatiques ; aucun avantage réel...

C'est que la politique française hésitait. Elle sentait bien la nécessité de s'appuyer sur un puissant allié à l'Est. Mais elle n'osait pas s'orienter délibérément dans une politique qui renouvelait les alliances du type classique. D'autre part, sur le plan intérieur, la France se sentait mal assurée. Et puis, que savait-on de la Russie ? L'Allemagne elle-même s'y est trompée !

Les événements ont balayé ces malentendus. Ils ont laissé à nu la réalité. Et cette réalité, c'est que la France et la Russie, l'une à l'Ouest, l'autre à l'Est, sont les deux puissances qui tiennent directement en équilibre le monde germanique. Hors de leur alliance — et de leur alliance « militaire » — il n'y a que des coups à recevoir pour la France, pour la Russie et pour le reste du monde. Inutile d'épiloguer.

Nous nous réjouissons donc pleinement d'une décision qui confirme le présent et assure l'avenir. Nous nous en réjouissons d'autant plus qu'elle illustre notre résurrection. Dans le minimum de temps, le chef du Gouvernement Provisoire et le ministre des Affaires étrangères ont remporté un maximum de succès diplomatique. Rien ne prouve mieux la vitalité de la France et la confiance que nos alliés mettent en elle. Rien n'est plus à la gloire de ceux qui se sont battus et qui se battent. Paris, Toulon, Marseille, Belfort, Mulhouse, Strasbourg, Thann sont les étais de notre diplomatie.

Wladimir d'ORMESSON.

LA COMMISSION D'INSTRUCTION de la Haute Cour de justice va commencer ses travaux

L'Assemblée Consultative a désigné, hier, ses représentants à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice qui aura à connaître des cas du maréchal Pétain, de Laval, de tous les anciens ministres de Vichy, de leurs secrétaires généraux, ainsi que des résidents généraux et des gouverneurs des colonies. Les 6 délégués titulaires de l'Assemblée sont MM. Choisnel, Dorbain, Juvénal, général Tubert, Kennel et Villard. Trois suppléants ont été prévus : Mme Galicier, MM. Chazette et Nan. Des magistrats complètent la Commission d'instruction.

Parmi les justiciables une vingtaine sont déjà arrêtés ; plusieurs sont en fuite soit en France, soit à l'étranger ; d'autres sont en liberté.

L'instruction doit être menée avec diligence. Aucun délai ne peut toutefois être encore fixé quant à l'ouverture des débats devant la Haute Cour.

NOUVELLES de l'ETRANGER

UN MESSAGE DE LA REINE ELIZABETH AUX FEMMES DE FRANCE

Londres, 12 décembre. — Dans un message envoyé aux femmes de France à l'occasion de l'exposition sur « l'Effort de guerre de la Grande-Bretagne », qui se tient actuellement à Paris, la reine d'Angleterre déclare :

« C'est un message d'amitié que j'envoie aujourd'hui aux femmes de France, de la part des femmes anglaises. Nous avons connu la souffrance, nous en sommes fières. Mais, dans notre tristesse, nous n'avons pas oublié vos misères. Puisse cette union dans le malheur fortifier notre amitié pour les jours à venir. »

● *Au Danemark*, selon la radio britannique, les Allemands procèdent à de nombreuses arrestations sur tout le territoire.

● *La famine sévit en Hollande occupée par les Allemands*, a déclaré le Dr Gerbrandy, premier ministre de Hollande, rentrant des Pays-Bas à Londres.

● *Le dernier bombardement de Fribourg-en-Brisgau*, le 27 novembre, a causé d'énormes pertes en vies humaines, parmi les réfugiés venant d'autres villes bombardées. Le nombre des tués serait de 24.000. (*Basler Nachrichten.*)

● *Au débat sur la politique étrangère* qui s'est déroulé au Conseil National Helvétique, M. Pilet-Golaz a déclaré qu'il était partisan convaincu de la normalisation des relations avec l'Union Soviétique, la Suisse cherchant à entretenir de bons rapports avec tous les pays.

● *Le 50.000e numéro du « Times »*. Le « Times » vient de publier son cinquante millième numéro. Le grand journal londonien a été félicité à cette occasion par le roi George VI, ainsi que par M. Churchill. Le premier numéro du « Times » parut le 1er janvier 1785.

Après la conclusion du pacte soviétique

Un message de la Fédération de la Presse française

La Fédération nationale de la presse française, en saluant le pacte d'alliance qui unit l'U.R.S.S. et la République Française, envoie l'expression de son amitié et de sa cordiale gratitude à la presse soviétique qui a si fidèlement soutenu l'effort de la Résistance française.

Elle envoie l'hommage de son admiration à l'héroïque armée russe et à son chef, le maréchal Staline.

Elle émet le vœu que les relations deviennent de plus en plus intimes entre les journaux et les journalistes des deux pays alliés.

Elle serait particulièrement heureuse qu'une délégation de la presse soviétique pût, aussitôt que possible, se rendre en France où tous les journalistes de la Résistance seraient heureux et fiers de l'accueillir.

Le présent numéro du FIGARO, faute de papier, n'a été tiré qu'à 213.000 exemplaires.

Avance rapide des Américains au nord et à l'est d'Haguenau

LES ALLEMANDS FONT DE GRANDS EFFORTS POUR ENRAYER L'AVANCE RUSSE VERS L'AUTRICHE

LA GUERRE

LA bataille de l'Ouest évolue d'une façon qui pourrait paraître déconcertante. Pas un jour ne se passe sans que les forces alliées effectuent des progrès sensibles, et à chaque attaque l'ennemi est forcé de céder du terrain. Mais les points d'application de ces attaques changent du jour au lendemain. Des trois secteurs actuellement en activité, la vallée de la Roër, la Sarre, l'Alsace, tantôt c'est le premier, tantôt c'est le second, tantôt le troisième qui tient, si l'on ose dire, la vedette. Une offensive est engagée, atteint certains objectifs, puis se trouve momentanément suspendue, tandis qu'une autre offensive se déclenche en un autre point du front. Tout se passe comme si le commandement allié voulait tenir l'ennemi en haleine, l'empêcher de réunir en quelque point de ses arrières une masse suffisante de divisions d'intervention, le contraindre à jeter dans la bataille ses réserves prématurément et par petits paquets et à maintenir un dispositif linéaire : être mis dans la nécessité d'être fort partout, c'est en fait, quand on a l'infériorité du nombre et du matériel, être faible partout.

L'offensive vers la Roer

Sur le front de la Roër, l'offensive de la 1re armée américaine au centre du secteur d'attaque de nos alliés a fait de nouveaux progrès. La libération des villages tels que Geich, Strass, etc., est confirmée, les Américains sont aux abords de Gey et, près de Mérode, l'arrivée de nos alliés aux abords de Merkem et à proximité de la Roër. Des détachements américains sont à proximité de Hoven et de Mariaweiler.

A l'est de la Sarre, en territoire allemand, les hommes de la 7e armée américaine ont défendu avec succès leurs têtes de pont de Dillingen et de Sarrelouis contre des contre-attaques furieuses et répétées. Mais ils n'ont pas avancé sensiblement.

A l'est de Sarreguemines, au contraire, les Américains ont avancé de 5 kilomètres jusqu'à Bliesbruck, et jusqu'à la rivière Blies. Les forces alliées se trouvent dans ce secteur à proximité immédiate de la frontière allemande. Un peu plus loin au sud-est, au nord de Bining et Rohrbach, Petit-Rederching a été pris et Rimmling atteint.

Mais l'avance de la 7e armée américaine est plus rapide encore dans le secteur de Haguenau, où le dispositif allemand de défense paraît profondément percé. Au nord-est de Haguenau, Froeschwiller à l'est de Reichshoffen a été pris et dépassé, et, plus au sud, une autre colonne est arrivée à Durrenbach et à Walbourg, à la lisière nord de la forêt de Haguenau.

En même temps, une autre attaque fait de sensibles progrès aux lisières orientales de la forêt, où la localité de Soufflenheim a été atteinte : cette dernière localité se trouve à la même latitude que Haguenau, mais nettement plus à l'est, à proximité du Rhin.

Le combat des armées françaises

Une nouvelle répandue hier soir dans la presse annonçait la jonction de l'armée de Lattre de Tassigny et de la division Leclerc. Cette nouvelle est inexacte, au moins sur le plan stratégique et tactique. La vérité est seulement que la division Leclerc, jusque-là rattachée à la 7e armée américaine, vient d'être affectée à la première armée française. Mais, sur le terrain, les unités françaises opérant au sud et au nord de Colmar restent jusqu'à nouvel ordre séparées par la zone aux mains de l'ennemi, de part et d'autre de la ville.

Jacques Darcy.

(Suite page 2, col. 5 et 6)

AU CONSEIL DES MINISTRES

Tour d'horizon politique. — La Haute Cour. Les ports de la Manche

C'EST par un large tour d'horizon politique que le Conseil des ministres, présidé par M. Jeanneney, a débuté hier matin.

Le Gouvernement a manifesté toute sa satisfaction à la suite des nouvelles reçues de Moscou.

Le texte du traité d'alliance franco-russe n'est pas encore connu à Paris. Il sera divulgué au retour du général de Gaulle.

La question espagnole a été également évoquée. Le départ de M. Maura, pour les Basses-Pyrénées, son retour à Paris, les conversations qu'il a eues avec de nombreuses personnalités, tant françaises qu'anglo-saxonnes, ont été commentés.

En matière de politique intérieure c'est encore le problème de la Justice qui a retenu l'attention des ministres.

Les événements qui se sont déroulés à Lyon, la semaine dernière, les incidents du même ordre qui se sont produits à Poitiers ont amené le Gouvernement à envisager des mesures particulières pour éviter les provocations à la suite d'arrêts ou de jugements rendus par les tribunaux ou les cours de justice.

Les travaux de la Haute Cour de Justice ont également fait l'objet d'un examen particulier.

La commission d'instruction de la Haute Cour a été saisie d'un certain nombre de dossiers, parmi lesquels ceux du général Dentz et de l'amiral Esteva.

Le Conseil s'est ensuite occupé d'accélérer la procédure relative aux commissions de confiscation. On lira, d'autre part, les déclarations que M. Pleven, ministre des Finances, a faites à ce sujet à la presse.

M. René Mayer, ministre des Transports, a fait part à ses collègues de l'avancement des travaux de remise en état des ports de Boulogne et de Calais, si importants pour la reprise du trafic entre la France et l'Angleterre.

Enfin, le Gouvernement a décidé de rendre un solennel hommage aux trente-six victimes de la barbarie allemande, découvertes dans le charnier d'Arbonne, en forêt de Fontainebleau. On sait que ces malheureux ont eu les yeux crevés avant d'être fusillés.

C'est M. de Menthon qui s'inclinera sur leurs tombes.

L. G.-R.

LES DÉLÉGUÉS à l'Assemblée consultative refusent d'augmenter leur indemnité

A Alger, les délégués à l'Assemblée Consultative percevaient une indemnité mensuelle de 15.000 francs. Une augmentation de 20 0/0 était envisagée par la Commission d'administration, sous réserve de l'accord des intéressés.

Une séance plénière, mais privée, eut lieu à cet effet hier, au cours de laquelle les délégués ont refusé, à mains levées, l'augmentation de 3.000 francs.

MM. Stettinius, Eden et Molotov se rencontreraient en janvier

Londres, 12 décembre. — Les correspondants à New-York du « Daily Mail » et du « Daily Express » annoncent qu'une rencontre Stettinius-Eden-Molotov aura lieu au cours du mois de janvier 1945. (A. F. P.)

(Ajoutons que cette nouvelle n'est pas confirmée dans les milieux officiels de Londres. Le rédacteur diplomatique de l'Agence Reuter croit savoir que la prochaine réunion tripartite sera celle de MM. Churchill, Staline et Roosevelt.)

BONY, LAFONT

Clavié, Haré, Engel, Villaplane Pagnont, Delvalle et Tâte sont condamnés à mort

Lascaux et Labussière aux travaux forcés à perpétuité

CETTE suprême audience avait commencé d'une façon funèbre. On apprenait en même temps que l'accusé Delehaye, traîné hier devant ses juges, était décédé à Fresnes dans la matinée, d'une crise de coma diabétique et que le premier des avocats qui restait à entendre, Me Delavente, venait de perdre son père quelques heures plus tôt.

Il se présente pourtant à la barre. Avec courage, avec chaleur, il tente d'apitoyer la cour sur le cas de Pagnont. Maîtres Cognlel, Morié et Guillonneau ramassent avec art tout ce qu'on peut trouver dans le dossier à la décharge de Labussière, de Lascaux et de Tâte. Ils s'efforcent courageusement d'en former un faisceau capable d'émouvoir les jurés, mais il y a longtemps que le dénouement ne fait de doute pour personne.

Conformément à la loi, le Président Ledoux donne alors la parole aux accusés. Aucun n'apporte un fait nouveau. Aucun ne trouve un cri jailli des entrailles. Quelques-uns murmurent d'une voix faible : « je demande pardon ». D'autres n'articulent pas un mot et se bornent à baisser la tête.

L'action publique étant éteinte en ce qui concerne Delehaye, vingt-deux questions sont posées au jury, portant, pour chacun des onze inculpés, sur la matérialité des faits et sur l'intention criminelle. La délibération ne dure qu'une heure et quart. On en connaît le résultat.

Sous les éclairs du magnésium, les condamnés, d'un geste d'automate, signent leur pourvoi en cassation sur l'efficacité duquel ils ne s'abusent certainement pas. Et l'audience se termine comme elle s'était engagée, dans une impression de mort.

Edouard Helsey.

La confiscation des profits illicites

Un cas typique d'enrichissement par le marché noir

RÉUNISSANT en son cabinet les journalistes parisiens et étrangers à une conférence de presse, le ministre des Finances leur affirme que parmi ses nombreuses préoccupations, il s'est donné comme but de faire rendre gorge aux profiteurs de la détresse. C'est une tâche d'intérêt moral, mais aussi financier, qu'il importe de mener à bien dans les délais les plus courts. M. Pleven vient d'ailleurs de faire approuver, au dernier Conseil des ministres, certaines dispositions qui permettront de hâter la procédure et d'aboutir vite.

Appuyé par des collaborateurs particulièrement dévoués et compétents qui constituent en quelque sorte une brigade de choc, il a installé dans tous les départements des Comités de confiscation des profits illicites. Les travaux d'enquêtes et de recherches ont déjà donné lieu à 1.198 citations à la date du 2 décembre, 3.304 citations à la date du 9 décembre.

Il est trop tôt pour se faire une idée précise des résultats pratiques qui seront obtenus. Toutefois, M. Rolland, qui préside les deux comités de confiscation de profits illicites du département de la Seine, évalue à 5 milliards les amendes ou confiscations qui peuvent être prononcées comme suite aux affaires en cours. Et ceci n'est qu'un début.

Le ministre cite alors un exemple vraiment typique.

Il s'agit du ménage Marquer. André Marquer a 36 ans et il a épousé sa cuisinière, une Allemande, Mlle Tony Grundt. C'était peut-être un cordon bleu mais sûrement une remarquable femme d'affaires. Le chauffeur du couple, un certain Mayeur, leur servait de secrétaire. M. Marquer père, 58 ans, avait une affaire de cotonnade sise 21, rue Michel-Lecomte, qui vivotait simplement. C'est alors que sa belle-fille entre en rapports avec les services d'achat des troupes d'occupation, en particulier avec la Luftwaffe : il s'agit d'acheter au marché noir, sans factures bien entendu, des tissus, des couvertures, des draps et de les revendre aux Allemands.

Grâce à la patience, à la subtilité et aussi au courage de M. Mangeot, inspecteur des Contributions directes, et de M. Albouy, inspecteur principal des Contributions indirectes, auxquels le ministre tient à rendre hommage et qui ont commencé leurs travaux de dépistage le 4 septembre, on a découvert la vérité. Leur enrichissement scandaleux avait déjà attiré l'attention du contrôleur des Contributions. Grâce aux travaux des enquêteurs, il apparaît que, du 14 novembre 1940 au 9 mars 1944, le couple Marquer a vendu pour 700 millions de tissus à la Luftwaffe et a exécuté 30 millions de travaux à façon pour ce même organisme.

Le chiffre d'affaires total atteint 750 millions et les bénéfices 250 millions !

Comment des sommes aussi considérables ont-elles été investies ?

Le ménage Marquer s'installe princièrement au 87, quai d'Orsay. Meubles rares, tapisseries, tableaux enrichissent un intérieur décoré avec un goût très sûr. Le château de Clairbois, à Rambouillet, celui de Grange-Colombe, un autre à Nangis, des immeubles 14, avenue du Maine et 18, avenue du Général-Mangin, 32 millions de francs de titres, sont achetés par le couple de profiteurs.

Marquer s'intéresse aux courses : il achète un haras avec trente chevaux, ainsi que des autos et des camions, fort peu de titres... 2 millions — et fait don à sa femme de merveilleux bijoux estimés environ 100 millions. 40 millions d'or anglais et américain ont été retrouvés dès après la Libération par le commandant des F. F. I. Faillie, au château de Clairbois, et remis aux autorités. Le train de vie des époux Marquer était d'environ 20 millions par an.

Ainsi donc, voilà un cas typique qui entraînera, d'après une estimation très modérée, 500 millions de confiscations et d'amendes.

A. N.

Après huit jours de siège BITSCHWILLER ET THANN tombèrent intacts entre nos mains

(De notre correspondant de guerre auprès des armées alliées James de COQUET)

DIMANCHE. — La pluie, la pluie, toujours la pluie !... Depuis deux mois, elle n'a pas cessé de s'interposer entre l'Allemand et nous, d'être un ennemi de plus à vaincre. Dans ce secteur des Vosges, c'est à une véritable coalition que nous nous heurtons, car les troupes adverses ont pour alliées la montagne, la forêt et la pluie. Celle-ci tombe aujourd'hui à une cadence qui paraît être réglée pour l'éternité. Elle hérisse la route de stalagmites liquides, si bien qu'on ne sait plus si elle descend du ciel ou si elle y remonte. Sur ce sol spongieux où la terre se dérobe sous les pas, sous ces bois ruisselants où il est impossible, et d'ailleurs interdit à cause de la proximité de l'ennemi de faire un feu, l'homme vit dans un univers nouveau dont il semble que l'eau soit l'unique élément.

Peut-être est-ce la dernière épreuve avant la Terre promise ? En bas, c'est la vallée de la Thur par où l'on accède à la plaine d'Alsace. C'est pourquoi l'ennemi s'accroche désespérément à cette ligne de résistance Bitschwiller - Thann - Cernay, comme il s'accroche, à l'est, à la forêt de la Harth. Ce sont les deux pivots méridionaux de l'enclave qu'il possède encore en France. Il faut qu'ils tiennent coûte que coûte pour lui permettre d'évacuer le gros de ses forces par les ponts de Chalempé et de Neuf-Brisach. Et des unités d'élite s'arcboutent contre ces deux portes pendant que d'autres déménagent en hâte vers le Grand Reich toutes les richesses de l'Alsace.

Il est facile de se représenter ce petit secteur où nous opérons aujourd'hui. Nous sommes sur les derniers contreforts des Vosges. Devant nous, au nord, nous avons Thann, situé dans une petite trouée que forme la source de la Thur, au débouché de la route qui vient du col de Bussang. Une ligne de chemin de fer y passe qui conduit à Mulhouse. Les troupes qui sont ici, et qui viennent du sud, ont pour mission de s'emparer de Thann. Elles suivent la route Joffre qui part de Masevaux pour enjamber le col d'Hundstrücken. A vrai dire, cette route ne débouche pas directement sur la ville, mais à deux kilomètres en aval, à Bitschwiller. Elle laisse en effet sur sa droite un piton dont la pente nord dévale presque à pic sur la Thur. Tandis que les éléments motorisés suivront la route, l'infanterie escaladera ce piton pour essayer de descendre sur Thann.

Le col d'Hundstrücken a été pris par surprise vendredi soir. Les bois des deux côtés de la route ont été nettoyés. Une bonne partie du programme qui consiste à prendre Thann en lui épargnant une trop violente préparation d'artillerie est déjà accomplie. Mais, comme on va s'en apercevoir, le plus dur reste à faire.

(Suite page 2, col. 6, 7 et 8)

LE GENERAL LECLERC PARLE en faveur de l'emprunt

Le général Leclerc a prononcé hier soir une allocution radiodiffusée en faveur de l'Emprunt National pour la Libération.

Ce fut surtout un hymne à la gloire des troupes qu'il commande ; il cite quelques actes d'héroïsme, notamment ceux du lieutenant-colonel de La Horie, de l'aspirant Christen, du capitaine de Castelnau, et poursuit :

« Une chose les inquiète, ces héros. Que pense-t-on à l'arrière ? Que fait-on ? Le travail reprend-t-il ? La reconstruction du pays se développe-t-elle ? Le pays se relève-t-il ? A vous de répondre à ces questions. »

NOUVELLES DE FRANCE

◆ *Un ordre d'informer*, sur la découverte du charnier d'Arbonne, en forêt de Fontainebleau, où 36 *cadavres* de patriotes ont été découverts, a été lancé par le général Koenig.

◆ *300 voyageurs ont manifesté* hier à la gare de la Bastille pour protester contre le manque de billets de retard à l'arrivée de leur train.

◆ *Le Contrôle Economique* a procédé à la saisie, pour hausse illicite, de 1.800 bouteilles de champagne à la Brasserie du Tyrol, avenue des Champs-Elysées, et de 3.200.000 fr. à la Société d'Importation de Chêne, rue du Cheval-Blanc, à Pantin.

◆ *Un des trafiquants* qui fournissent les marchands de confiserie « à la sauvette » a été arrêté, 8, cité Lesage-Bullourd. Il a reconnu avoir fabriqué 630.000 bâtons de sucre d'orge.

◆ *300.000 litres d'essence* avaient été soustraits de wagons en stationnement à Autun. Les deux voleurs sont arrêtés.

◆ *Un groupe de commerçants républicains espagnols* a occupé les locaux de la Chambre de Commerce espagnole de Paris, 32, avenue de l'Opéra.

AU COMITÉ PARISIEN DE LIBÉRATION

Une adresse au général de Gaulle et à la ville de Moscou. — Le déficit du Métro. — Le charbon des Parisiens.

AU début de sa séance d'hier, le C. P. L. a voté un ordre du jour exprimant au général de Gaulle et à son gouvernement, à l'occasion de la signature du pacte d'alliance franco-russe, sa reconnaissance et son enthousiasme. Une adresse de sympathie a été également envoyée, au nom de la Ville de Paris, au Soviet de Moscou.

Parmi les chapitres du budget qui ont été examinés par le Comité, signalons le rapport de M. de Barral, qui a trait à une avance de trésorerie de 100 millions, faite par la Ville à la Compagnie du Métropolitain, pour couvrir un déficit d'égale somme accusé par l'exploitation des transports de surface.

Il s'agit de travaux ordonnés par le gouvernement de Vichy, sous la pression des Allemands, travaux dont le Comité n'entend à aucun prix accepter la responsabilité. La Compagnie devra donc se retourner vers l'Etat pour en réclamer le paiement. Mais, pour ne pas compromettre la trésorerie de celle-ci ni gêner l'exploitation, la Ville de Paris consent à avancer les 100 millions pour un an, avec un intérêt de 2 0/0.

Il a été, en outre, entendu qu'une enquête serait ouverte sur la gestion de la Société, gestion que le C. P. L. n'entend nullement couvrir, et qu'on rechercherait les moyens de reviser les contrats actuels de concession et de régie des transports parisiens.

Après l'approbation du rapport de M. de Barral, le colonel André a émis le vœu que la gratuité soit accordée aux militaires français.

Le C. P. L. s'efforce de trouver les moyens de faire distribuer aux foyers domestiques de la région parisienne une allocation de 50 kilos de charbon à l'occasion des fêtes de fin d'année.

M. Tollet a exposé que des démarches avaient été faites auprès du Ministère du Ravitaillement pour obtenir l'autorisation de faire décharger les péniches de combustible immobilisées par la crue. Le ministère a accordé cette autorisation et même le carburant indispensable aux camions, mais il a laissé au C. P. L. le soin de se procurer les véhicules nécessaires.

En conséquence, le Comité fait appel à tous les transporteurs et aux propriétaires de camions, aux syndicats comme aux particuliers. Il a réclamé, en outre, le droit de réquisition pour le cas où son appel ne serait pas entendu.

LA REINTEGRATION DES ELUS RESTES DIGNES

Poursuivant l'examen des dossiers des anciens élus susceptibles de faire partie du Conseil municipal provisoire qui gérera les intérêts de la Ville de Paris jusqu'aux élections, le Comité a admis MM. Bissorre (3e arr.), Constant (10e), Satragne (10e) et Rivet (2e).

Il a réservé, pour complément d'information, les dossiers de MM. Maurice Quentin (1er), Berquet (1er), Hirsch (10e), Lemarchand (4e), Le Troquer (12e) et Mauvais (14e).

Ont été définitivement écartés : MM. Aussel (10e) et François Latour (14e).

G. Elie-Berthet.

De nouvelles forces de l'E.L.A.S. s'infiltrent dans Athènes

Athènes, 12 décembre. — **Selon un communiqué publié par le général Scobie, une légère avance a été enregistrée au Pirée, mais dans l'ensemble, la situation demeure sans changement.**

Des francs-tireurs, — parmi lesquels bon nombre portent des vêtements civils, — font le guet sur toutes les routes en dehors de la ville. Des mines placées sur les routes principales pendant la nuit du 10 au 11 ont gêné les mouvements de nos convois et de nos troupes qui ont subi quelques pertes.

A nouveau les forces de l'E.L.A.S. se sont infiltrées dans certains quartiers d'Athènes et dans sa banlieue. Dans le port du Pirée, six navires marchands chargés de vivres attendent, pour décharger leur cargaison, que le travail ait repris. Les vivres et le charbon seront distribués aux hôpitaux et à la population civile par les autorités alliées, à la condition que les E.L.A.S. s'engagent à ne pas intervenir.

Les hommes atteints par l'ordre de mobilisation des quatre classes 1935 à 1938, publié hier, ont commencé ce matin à se présenter dans les bureaux de recrutement. On évalue à trois mille le chiffre de ces recrues, destinées à renforcer et à seconder la police en vue du nettoyage des quartiers d'Athènes occupés par les troupes de l'E.L.A.S. (Reuter.)

(Suite page 2, col. 2 et 3)

DEMAIN
Georges DUHAMEL

La mort du R. P. Houchet aumônier de la division Leclerc

Le R. P. HOUCHET, aumônier de la division Leclerc, qui a été tué à Strasbourg le 24 novembre dernier, avait suivi son chef dès 1940 lorsque celui-ci, alors colonel, allait entreprendre avec ses hommes la fameuse traversée du Sahara. Il était arrivé à Paris le 24 août avec les premiers chars. En octobre, il repartait pour le front d'Alsace.

Après avoir connu l'émotion de nouvelles victoires, il se portait une fois de plus en première ligne, près du pont de Kehl, pour évacuer un malade, quand son petit groupe essuya le feu d'ennemis dissimulés derrière un rang de chars. Il prit, au volant de sa voiture, la place du chauffeur blessé, mais une seconde rafale l'atteignit en pleine poitrine.

Il était âgé de 41 ans.

CHRONIQUE

TALION

par Jean SCHLUMBERGER

ON voudrait qu'à leur entrée dans toute ville ou tout village allemand, les Alliés fissent apposer une grande affiche, bien lisible et voyante, réunissant les textes des plus dures ordonnances promulguées par les généraux de la Reichswehr, par les S.S. ou la Gestapo : fusillades, expulsions, réglementation de la vie des camps. Pas de paraphrases ; rien que des documents, avec les noms et les dates : « Tous les hommes du bourg de M... seront passés par les armes, toutes les maisons brûlées... » — « Les prisonniers du camp de C... seront embarqués à cent par wagon, avec provision d'eau pour sept jours... » — « Les enfants déportés seront séparés de leurs parents et leurs papiers d'identité détruits... » — « Les père et mère des réfractaires seront tenus pour responsables... » — « Peine de mort pour quiconque... », etc., etc. Les Deuxièmes Bureaux doivent avoir recueilli grand nombre de tels ordres ; et là où les instigateurs d'incendies ou de pendaisons auront été trop prudents pour laisser rien d'écrit, un relevé du nombre des victimes, de leur âge, du genre de leur mort pourra y suppléer, à condition d'être toujours soigneusement daté et localisé. Quelques photographies pourraient aider à les authentiquer. Il faudrait citer trente ou quarante faits de cette nature afin de rendre évident qu'il ne s'agit pas d'atrocités accidentelles, imputables à quelques dévoyés, mais bien de méthodes pratiquées assez universellement pour qu'elles engagent la responsabilité de l'armée entière. Ce sévère aide-mémoire définirait d'emblée le climat de guerre instauré par l'Allemagne, celui où nous aurions le droit de nous maintenir ; et certaines normes se trouveraient fixées, auxquelles les populations occupées seraient contraintes de comparer nos procédés à leur égard.

Un document de cet ordre, partout placardé, ou lu publiquement avec une solennité suffisante, contribuerait grandement à préciser la base de départ. Ce n'est qu'en fonction des sévices allemands que la conduite des Alliés prendra son sens et sa portée.

N'oublions pas que ces faits, qui ont retenti dans le monde entier, sont certainement ignorés de nombreux habitants du Reich. Ce ne sont pas les journaux nazis qui les en auraient informés. Ecouter la radio de Londres était difficile et périlleux. (Où que ce soit, le public ne sait jamais grand'chose des secrets honteux, grands ou petits, qui font l'envers de l'état social. Combien de Français se souciaient d'apprendre quelles étaient les conditions de vie dans les camps où nous internions les prétendus « communistes » et les réfugiés étrangers ? Connaissait-ils même l'existence de ces bagnes ?) Quant aux permissionnaires allemands qui rapportaient à leurs familles quelques ballots d'objets volés, ils ne devaient pas se vanter beaucoup des divers à-côtés de leurs pillages. Les Allemands, dira-t-on, refuseront de croire aux faits révoltants. Il y a telle façon d'affirmer la vérité, si nette et péremptoire, qu'elle emporte la croyance. Au reste, il est probable qu'après avoir été tant surmené d'exaltation, tant exhorté au sacrifice et tant trompé, ce peuple tombera dans une déception morne, où les partis pris nationaux se défendront mal contre l'évidence.

Mais la principale utilité de ces témoignages irréfutables serait de souligner la différence entre deux styles de guerre. Dès maintenant les Alliés ont proclamé leur volonté de ne pas recourir à un talion qui les mettrait en parallèle avec ceux dont ils veulent débarrasser le monde. Mais le talion est quand même l'antique fondement de la justice. En cherchant dans la réciprocité la règle des rapports humains, il marquait un progrès décisif sur les fureurs et les vengeances incontrôlées. Nous aspirons à plus d'équité dans l'appréciation des peines ; nous voulons qu'un châtiment soit un frein, non une compensation expiatoire, une sorte de double donné au forfait. Mais « œil pour œil et dent pour dent » reste intelligible à toutes les consciences. Loi d'airain, si l'on veut, archaïque et impitoyable, mais personne ne peut crier à l'injustice s'il se la voit appliquer. C'est de là qu'il faut partir pour marquer son droit, si décidé qu'on soit à en rabattre. Il importe qu'en se voyant ménagé, l'Allemand ne puisse l'attribuer ni au succès de ses protestations d'innocence, ni à notre mollesse, ni aux entraves que nos alliés nous apporteraient, mais seulement à une victoire de la raison sur le bouillonnement de notre colère.

Nous refusons d'être pris pour un peuple sur-civilisé, qui fait de l'humanitarisme parce que ses nerfs ne supportent plus la violence et qu'il désire avant tout sa tranquillité. La juste mesure à laquelle nous espérons parvenir n'est pas sentimentale (trop des nôtres agonisent encore dans des enfers pour rien nous permettre qui ressemble à de l'apitoiement) ; elle n'est qu'un pénible effort pour maintenir une certaine dignité humaine. Montaigne dit très bien, dans son chapitre *De la Cruauté* : « Celui qui, d'une douceur et facilité naturelle, mépriserait les offenses reçues ferait chose très belle et digne de louange ; mais celui qui, piqué et outré jusques au vif d'une offense, s'armerait des armes de la raison contre ce furieux appétit de vengeance, et après un grand conflit s'en rendrait enfin maître, ferait sans doute beaucoup plus. » Et nous prétendons qu'on nous tienne pour celui-là.

Jean SCHLUMBERGER.

LES BANDITS DE LA GESTAPO *vont expier*

NEUF CONDAMNATIONS A MORT
Deux aux travaux forcés à perpétuité

LAFON a pleuré.

Quand, à midi trente, les accusés se sont retrouvés pour la dixième fois dans la chambre des détenus, ils étaient onze seulement, hier. Delehaye, terrassé la veille par une crise diabétique, avait succombé une

Le président LEDOUX.

heure plus tôt à l'infirmerie de Fresnes.

C'est par Me Floriot que Lafon devait connaître la nouvelle.

A l'annonce de la mort de l'ancien camarade du malheur et du crime, le chef de bande, l'homme que ce procès nous a montré capable des pires comme parfois des meilleurs sentiments, fondit en larmes.

Funeste présage que cette mort, le jour même du verdict, pour les accusés dont le groupe accuse un malaise certain, malaise qui se communique d'ailleurs aux habitués de la salle d'audience à la vue de la place vide dans le box.

On semble pressé d'en finir. Cependant, il reste quatre plaidoiries à entendre.

Successivement, Mes Delavente, pour Pagnon, Cogniet, pour Labussière, Morlé, pour Lascaud et Guillonneau pour Tate, tentent l'effort suprême.

Une heure plus tard, c'était le verdict qu'un public extrêmement dense était venu entendre, avide de saisir les réactions des accusés.

Les condamnés à mort acceptent la sentence diversement, mais tous avec courage.

Lafon et Pagnon demeurent impassibles. Bonny tousse. Clavié, indifférent, regarde la salle. Hare et Engel calmes et abrutis. Villaplane clôt un instant les paupières. Delval conserve son éternel et cynique sourire. Tate, les pommettes rougies, serre les dents.

Les deux comparses, Labussière et Lascaud, sauvent leur tête. Ils iront au bagne à perpétuité.

L'audience est levée et, tandis que peu à peu la salle se vide, l'animation renaît dans le box où chacun se presse pour signer son recours en cassation.

Chacun y va de son sourire et c'est Lafon qui a le mot de la fin :

« Tout ce qu'on voudra, mais, les gars qui sont cardiaques, je leur conseille pas de se mettre dans ce cas. »

En somme, comme dirait l'autre, tout est bien qui finit bien...

Et cela a bien fini.

Jacques VICO.

FÉLIX GOUIN
fait applaudir par l'Assemblée consultative l'alliance franco-russe

HIER après-midi, Félix Gouin, président de l'Assemblée consultative, a prononcé, en ouvrant la séance, un discours exaltant la renaissance de l'alliance franco-russe.

— *Tous les démocrates et tous les patriotes*, a-t-il déclaré, *se réjouiront aujourd'hui, avec nous, de ce retour heureux à l'une des conceptions fondamentales de la diplomatie républicaine.*

Ils y verront, en effet, et avec raison, la consécration solennelle d'une profonde et solide amitié qui puise sa source, non seulement dans le cœur du peuple russe comme du peuple français, mais aussi dans l'impitoyable logique d'un impératif géographique indiscuté.

FELIX GOUIN.

Et, dans une péroraison unanimement applaudie, après avoir rendu hommage à ceux qui sont morts pour la liberté, Gouin s'est écrié :

— *Honneur, enfin, à celui qui, obéissant à l'appel de nos morts, et répondant à l'héroïsme des vivants a su engager la Patrie dans la voie de sa résurrection et de sa grandeur, j'ai nommé, Messieurs, Monsieur le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française.*

M. Paroch, ministre du Travail, a associé le gouvernement à cet hommage en attendant que le général de Gaulle et M. le ministre des Affaires étrangères fassent, devant l'Assemblée, les communications nécessaires sur cet événement historique.

EDITION DE 5 H.

23e ANNEE -- N° 6.472
MERCREDI
13
Décembre 1944
LE NUMERO : 2 FR.

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

DIRECTEUR POLITIQUE : LÉON BLUM, DEPORTE EN ALLEMAGNE

ADMINISTRATION : 6, Bd Poissonnière, Paris-9e
C.C. Postal : Paris 410-15

TÉLÉPHONE : PROvence 66-94 à 66-98
PROvence 15-01 et la suite

Dans Strasbourg libéré

par Marcel-Edmond NAEGELEN, *adjoint au maire de Strasbourg, délégué à l'Assemblée consultative.*

STRASBOURG, quand je suis arrivé, quatre jours après l'entrée des troupes de Leclerc, n'était pas complètement libéré. Les Allemands tenaient encore une tête de pont au port du Rhin et beaucoup de Strasbourgeois, soumis durant plus de quatre années au régime d'espionnage et de terreur le plus serré qui se puisse imaginer, vivaient dans la crainte de voir réapparaître, ne fût-ce que pour quelques heures, leurs tortionnaires enragés par la défaite et par les manifestations de joie auxquelles la population s'était néanmoins abandonnée.

Quelques jours plus tard, la tête de pont était nettoyée. Les « Schwolas » — c'est l'expression alsacienne qui équivaut à peu près à « Boches » — ne peuvent plus se venger qu'en envoyant quelques obus et en essayant d'atteindre les œuvres vives de la cité. Les Strasbourgeois sont si contents d'être débarrassés des nazis qu'ils accueillent les mésaventures que peut leur valoir la position de leur ville en première ligne avec une bonne humeur invincible et avec cette réflexion qui répond à chaque détonation : « Tout cela n'a pas d'importance, ce qui compte, c'est qu'ils ne sont plus là. »

Les soldats de Leclerc, tombés littéralement des Vosges à la vitesse d'un torrent, ont été accueillis avec des transports de joie. Certains, qui avaient débarqué en Normandie, qui avaient traversé Paris, m'ont déclaré que c'est Strasbourg qui leur avait réservé la réception la plus chaude et la plus touchante.

Aujourd'hui, les Strasbourgeois se demandent encore s'ils ne font pas un beau rêve. La façon dont ils expriment leur bonheur d'être Français et libres, celle dont ils nous abordent, nous qui revenons après une longue absence, secouent le cœur. Et nos conversations sont entrecoupées de sanglots contenus, dont nous ne savons s'ils sont de joie ou de douleur au souvenir de la séparation et des brutalités nazies. Les militants ouvriers, avec qui j'ai repris contact, me saluent — je le dis sans orgueil, mais avec une profonde émotion — comme le symbole de leur délivrance et m'embrassent avec une chaleur qui me bouleverse. Tout le monde s'accorde, d'ailleurs, à dire que la classe ouvrière a été admirable de courage et de dignité. Ni les promesses, ni les menaces, ni les expulsions, ni les déportations, ni les camps de concentration, ni la prison, n'ont pu briser sa volonté de rester française. C'est avec un sourire qu'elle contemplait les mascarades nazies, c'est avec fierté qu'elle refusait de s'y associer, c'est avec mépris qu'elle traitait les quelques traîtres que quatre années de réclame et de corruption avaient pu amener au parti nazi.

Avec quel sain orgueil les ouvriers et conducteurs des tramways me montraient l'autre jour les képis et les uniformes français qu'ils avaient su garder malgré toutes les perquisitions et les 700 petits drapeaux tricolores qu'on arborait aux voitures les jours de fête patriotique et qu'ils avaient réussi à cacher.

La colère contre les Allemands est farouche. Mais l'Alsacien sait se contenir et demeurer digne. Il réclame une épuration rapide et totale, des châtiments sévères. Mais il veut que la justice se fasse dans l'ordre.

Quatre-vingt-dix mille Allemands s'étaient installés confortablement dans les demeures des expulsés et des déportés. On les loge maintenant d'autre façon. Les Strasbourgeois regardent passer les colonnes de ces prisonniers, ces faces hier encore arrogantes, aujourd'hui ahuries et hypocritement humbles, sans une injure, sans une raillerie, mais avec une intense satisfaction.

La Cathédrale de Strasbourg.

Quant aux chefs nazis, le Gauleiter en tête, ils ont fui précipitamment, parfois quelques minutes à peine avant l'arrivée des premiers blindés français.

Nous savions que l'Alsace s'était dressée dès la première heure contre le bochisme et le nazisme. Mais nous nous demandions avec inquiétude, je peux bien l'avouer maintenant, si la jeunesse, soumise à une propagande intense, à l'école, à l'atelier, partout et à tout instant embrigadée de force, n'aurait pas, peu ou prou, subi l'empreinte. Eh bien, ! non ; ils n'ont pas eu notre jeunesse. Elle est ardemment française. Jeunes garçons et jeunes filles pleurent en parlant de la France, de l'arrivée des soldats de Leclerc et racontent avec rage comment ils ont résisté au nazisme.

Strasbourg, heureux, reste grave et sévère. C'est que le canon tonne tout près, c'est que les ruines sont là — la ville a beaucoup souffert, aucun quartier n'a été épargné — c'est que trop de familles pensent à un enfant que les Allemands ont traîné dans la Wehrmacht, à un déporté qui paye quelque part en Allemagne sa fidélité à la France ou le crime de son fils parti rejoindre le maquis ou l'armée de de Gaulle, c'est que les milliers de réfugiés ne sont pas rentrés. C'est que les familles sont encore dispersées.

Noble et belle ville à laquelle on ne peut refuser son admiration et son amour. On ne saurait faire assez pour panser ses plaies et pour l'aider à ranimer sa vie économique, à redevenir la grande capitale intellectuelle, artistique, commerciale et industrielle de la France sur le Rhin.

Les troupes du général Leclerc et la 1re armée française auraient réalisé leur jonction

Ainsi que les 1re et 7e armées américaines

annonce la B. B. C.

LA bataille du nord-est de la France semble atteindre son point culminant. En effet, après deux jours de durs combats, les forces de la VIIe armée sont parvenues à percer les positions allemandes qui défendaient un front d'une trentaine de kilomètres, depuis l'ouest du massif de l'Eifel jusqu'au Rhin. Les troupes du général Patch ont réalisé des gains de terrain importants, dépassant huit kilomètres, dans la trouée de Wissembourg et au nord-est d'Haguenau. Le système défensif allemand de ce secteur se trouve donc directement menacé.

A l'ouest de l'Eifel, les nazis opposent un grand nombre de blindés à l'avance alliée. Pourtant, les forces américaines ont occupé Petit-Redenching, alors que dans la trouée de Wissembourg, ayant dépassé Reichshoffen, elles se sont emparées de Froeschwiller et d'un grand nombre de localités situées plus au sud, dont Eberbach-Morseronn et Eschbach.

A huit kilomètres au nord d'Haguenau, les Alliés sont à Durrenbach et livrent de violents combats dans Walbourg. Il en est de même dans Mertzwiller. Mais la garnison allemande de cette ville doit, en plus, faire face à la menace d'encerclement que fait peser sur elle le vaste mouvement de débordement entrepris par les Alliés il y a quelques jours.

Comme nous l'avons annoncé hier, les Américains sont entrés à Haguenau, ils pourchassent actuellement les derniers tireurs isolés qui sont encore dans la place forte. Pendant ce temps, d'autres formations qui opèrent plus à l'est ont réalisé de sensibles progrès dans la vallée, entre la forêt et le Rhin ; elles ont occupé Oberhoffen, Schirrhein et atteint Soufflenheim.

M. SEIGLE.

(Lire la suite de nos informations en 2e page.)

24 HEURES DE GUERRE

- La 7e armée occupe Reichshoffen, Roeschwiller, Eberbach, Morseronn
- Les Alliés éliminent les derniers nids de résistance dans Haguenau.
- L'armée Hodge est devant Hoven.
- La Sarre est traversée en un nouveau point.
- La 3e armée atteint la frontière allemande.
- Les armées Patch et Patton font leur jonction.
- Ainsi que les troupes de la division Leclerc et la 1re armée française selon la B.B.C.
- Les Français sont à 5 km. de Colmar.
- Les Russes marchent sur Zagreb.
- Budapest est en flammes.

A LONDRES

Le LABOUR PARTY tient son 43e congrès

IL CONTINUE A PARTICIPER AU GOUVERNEMENT CHURCHILL, MAIS REPRENDRA SA LIBERTE AU LENDEMAIN DE LA VICTOIRE

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL GUY DESSON

HAROLD LASKI, nouveau Président du Labour Party.

« Les socialistes sont hostiles à l'idée d'une paix de revanche » déclare Harold Laski, nouveau président du L.P.

Londres, 12 décembre. — Lundi matin plus de mille délégués venus de toutes les régions de la Grande-Bretagne, avaient envahi la vaste salle du Central Hall. Le bureau siège sous les orgues monumentales ; l'atmosphère et l'allure générale évoquent le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

En l'absence d'Ellen Wilkinson, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, actuellement souffrante, c'est Harold Laski, président du Labour Party, qui préside.

Le socialisme dans le monde

Dans son allocution pleine de grandeur, notre ami qui, on s'en souvient, représentait le Labour Party à notre récent congrès de la Mutualité, fit un vaste tableau de ce que le monde attendait du socialisme : le plan d'une reconstruction raisonnée et l'établissement d'une paix véritable.

Pas de « paix de revanche »

« *Comme socialistes*, déclare-t-il, *nous sommes hostiles à toute paix de revanche. Nous dénoncerons avec indignation les pourvoyeurs de haine, même lorsqu'ils voudront poser aux socialistes.* »

L'orateur salua ensuite les socialistes des Nations unies :

« *Par-dessus tout, nous saluons les représentants de la France et de la Belgique libérées. Nous sommes fiers de voir se reconstituer autour d'eux le socialisme et le syndicalisme, qui sont les indices de la renaissance de la liberté. Nous insistons pour que les gouvernements des Nations unies ne mettent pas de barrières sur le chemin de leur croissance.*

« *Nous ne resterons pas oisifs pendant que les forces de réaction espèrent encore leur retour au pouvoir et nous ne permettrons pas, comme en 1919, en Hongrie, le retour de privilèges payés par la misère de la masse des travailleurs.* »

La position du Labour Party

Arthur Greenwood défendit ensuite la motion de l'exécutif du Labour Party, qui fut adoptée à mains levées après plusieurs interventions, dont celle remarquable d'humour d'Aneurin Bevan.

Par ce vote, le Congrès décide de continuer la participation socialiste au gouvernement de guerre et d'intensifier les efforts en vue de hâter la victoire. Mais dans les élections qui suivront, le Labour Party reprendra toute sa liberté et entend bien ne pas ménager ses critiques à une politique sociale qu'il juge insuffisante et timorée.

Les problèmes des réparations et de la sécurité

Londres, 12 décembre. — Le Congrès annuel du Parti travailliste a voté aujourd'hui à une majorité écrasante une résolution du Comité exécutif national, déclarant le peuple allemand et le peuple japonais responsables des crimes commis en leur nom et leur imputant la charge des réparations.

La résolution affirme la nécessité du maintien de la coopération étroite entre l'Empire britannique, la Russie et les Etats-Unis.

Elle approuve la création d'un conseil de la Sécurité dont le rôle sera de préserver la paix du monde contre l'agression et qui aura à sa disposition une force armée suffisante.

Elle souhaite que le désarmement de l'Allemagne et du Japon soit totalement réalisé.

Enfin, la résolution fait siennes les propositions adoptées à la conférence de Dumbarton Oaks en vue d'établir un organisme politique et une Cour de justice internationaux.

La motion votée par le Congrès constitue le programme de la politique officielle du Parti travailliste jusqu'à sa prochaine conférence annuelle.

SUITE EN PAGE 2

LA DELEGATION FRANÇAISE

Rappelons que la Section Française de l'Internationale Ouvrière est représentée à la conférence du Labour Party par nos camarades Daniel Mayer, secrétaire général du Parti ; Vincent Auriol, président du groupe socialiste à l'Assemblée consultative ; André Philip et Salomon Grumbach.

Un représentant de la délégation française s'adressera au Congrès aujourd'hui

DEBATS SUR LES COMITES D'ENTREPRISE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

"La création de ces comités ne doit être considérée que comme un point de départ"

déclare Robert Verdier, secrétaire général adjoint de notre Parti, ***intervenant au nom du groupe socialiste***

L'ASSEMBLEE consultative a commencé hier la discussion sur le projet d'ordonnance créant les comités d'entreprises.

C'est Robert Verdier qui est intervenu à la tribune au nom du Parti socialiste. Il l'a fait avec autorité et avec éloquence.

Avec vigueur aussi, ne ménageant pas ceux qui, comme M. Joseph Denais, « ont manifesté la continuité de leur position politique et sociale »...

Marquant toute la différence — mieux l'opposition — qu'il y a entre le paternalisme de la Charte et l'esprit du projet soumis à l'assemblée, Verdier déclare que le Parti socialiste accueille favorablement dans son ensemble le texte présenté par M. Parodi.

— *Ce texte*, précise Verdier, *rompt avec le socialisme hypocrite et purement verbal du gouvernement de Vichy qui, matérialisé par la Charte du Travail, méconnaissait totalement la psychologie de la classe ouvrière française.*

L'ouvrier ne doit plus être un rouage inerte

Le secrétaire général adjoint du Parti socialiste, examinant l'économie générale du projet, se félicite de voir que les délégués des salariés seront élus librement et démocratiquement. Il se réjouit également de ce que leurs attributions seront plus étendues que celles des anciens comités sociaux de la Charte du Travail et, réfutant les arguments opposés à cette extension de pouvoirs par M. Denais, Verdier ajoute :

— *Ce sont les nécessités de la guerre qui ont imposé cette mesure dans nombre de pays belligérants et son application a permis une augmentation du rendement car les ouvriers n'ont plus l'impression d'être uniquement un rouage inerte de l'usine.*

C'est un point de départ...

Puis Verdier, aux applaudissements de la gauche et de l'extrême gauche, affirme que la création de ces comités ne doit être considérée que comme un point de départ.

— *Il faudra*, dit-il, *progressivement et peut-être même immédiatement, étendre le champ d'application de l'ordonnance et accroître les attributions des comités. C'est dans cet esprit que nous voterons plusieurs des amendements proposés.*

(SUITE EN PAGE 2)

Le Groupe parlementaire socialiste reçoit les vieux travailleurs

Hier matin, le Groupe socialiste de l'Assemblée consultative a reçu Charles Marck, secrétaire de l'Union des vieux travailleurs de France.

Nos amis Senès et Froment ont pris connaissance des revendications de toutes les catégories de travailleurs dont les retraites, les revenus, l'allocation de 300 francs par mois ne correspondent plus en aucune façon avec les besoins actuels.

Ils ont assuré Charles Marck de l'intérêt qu'apporte le Groupe parlementaire à ces problèmes, et de son appui.

Précisons que M. Pleven, ministre des Finances, a récemment reçu Charles Mark à qui il a laissé entrevoir une amélioration prochaine de l'allocation actuellement accordée.

La libération de l'ALSACE

LA PRISE DE THANN FUT LE RÉSULTAT DE DURS COMBATS

De notre envoyé spécial Claude ROLDES

ON assiste, depuis le début de cette audacieuse offensive qui nous a conduits jusqu'au Rhin, à la chûte de tant de villes et points d'appui importants que l'opinion publique en est égarée.

Pour un peu, on s'étonnerait presque qu'il y ait encore des Allemands en Alsace.

C'est faire preuve d'une méconnaissance absolue de la situation. La bataille bat son plein. Les Allemands, qui ont reçu des renforts, livrent partout de furieux combats et chacune de nos conquêtes n'est due qu'au mordant et à l'héroïsme de nos troupes.

Bitschwiller, Thann...

Un dernier virage de la route qui descend du col du Hundsrück et Bitschwiller nous apparaît, blotti au creux de la vallée.

Sur le versant opposé, encore tenu par les Allemands, nos obus tombent sans répit, éclairs de feu dans les sombres sapins d'où montent des nuages de fumée.

Un petit poste de secours. On nous arrête. Il est, paraît-il, interdit d'aller plus loin. Nous parlementons dans la cour de la ferme devant le cadavre gonflé d'une vache atteinte par un mortier.

— Soit, nous ne vous aurons pas vus. Mais, attention, ne traînez pas sur la route, vous voyez que ça ne rigole pas !

Nous filons. A l'intérieur du pays nous nous renseignons :

— La route de Thann, s'il vous plaît ? Ce soldat nous regarde un peu ahuri.

— Mais... elle n'est pas libre ! Voyez donc...

(SUITE EN PAGE 2)

INCROYABLE, MAIS VRAI

Encore le "contrôle"

LA « Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage » s'est émue d'un de mes récents articles. J'avais signalé son zèle intempestif à poursuivre la perception des « pénalités-gaz » encourues avant la libération, sous le régime pétino-nazi. « Ces réglementations, m'objecte son directeur, créées non par les sociétés distributrices mais par les administrations chargées du contrôle sont toujours en vigueur, sur l'ordre, bien entendu de ces administrations ».

Si la « Lyonnaise » dit vrai, le scandale est alors plus grand qu'on ne le supposait.

Il y aurait donc des « administrations » pour lesquelles rien n'est changé ; pour lesquelles le régime de brimades imposé aux Français par l' « occupant » et par ses complices reste la loi. Des « administrations » s'obstinent à piétiner dans les voies tracées par Vichy avec une persévérance dont on ne sait si elle relève de l'inconscience, de la passivité ou de la malveillance. De toute manière, le public s'émeut de ces pratiques. Son mécontentement ne tardera pas à se changer en colère. Et il n'aura pas tort...

Les Français ont dû supporter les pires vexations de l' « occupant ». Ils ne sauraient admettre que les mêmes méthodes persistent. Qu'on leur réclame aujourd'hui les « pénalités-gaz » imposées par les nazis est déjà intolérable. Qu'on les leur fasse payer, par surcroît, au tarif de juillet du gaz consommé avant cette date est inadmissible. Alors surtout qu'il s'agit de gens qui viennent d'être pratiquement privés de gaz pendant deux mois !...

Que la faute en soit à la « Lyonnaise » ou aux « administrations de contrôle », ces pratiques doivent cesser. Au plus tôt !...

Jérôme POINTU

Le général Dentz et l'amiral Esteva comparaîtront bientôt devant la Haute Cour

La Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice qui a été désignée, hier, par l'Assemblée Consultative, a été saisie d'un certain nombre de dossiers.

Bien qu'aucun ordre d'urgence ne lui ait été fixé — ce dont on pourra s'étonner — il est néanmoins probable que dès le mois de janvier, la Haute Cour pourra avoir à « trancher » sur plusieurs dossiers.

Parmi les premiers jugés on cite les noms du général Dentz et de l'amiral Esteva.

Rappelons que la Haute Cour de Justice a été spécialement constituée pour juger les chefs d'Etat, ministres, secrétaires généraux, gouverneurs généraux de colonies et résidents généraux, coupables d'indignité nationale.

LIRE EN 2e PAGE : LES EVENEMENTS DE GRECE

L'ARAIGNEE DE GERMANIA

— D'abord, messieurs, il faut lui enlever ça !

TRENTE-TROIS CADAVRES de patriotes mis au jour

Deux fosses contenant 33 cadavres ont été découvertes l'une dans la région d'Arbonne, l'autre près de Melun.

Le général Koenig a aussitôt chargé le tribunal militaire de Paris d'ouvrir une information. Le capitaine Cautenet juge d'instruction en a été saisi.

Ce matin à 8 heures, le magistrat se rend sur les lieux en compagnie du général Bastide, commissaire du gouvernement et du docteur Paul, médecin-légiste.

Toutes les mesures seront prises pour déterminer les conditions dans lesquelles ont eu lieu les exécutions et pour identifier les victimes.

Président d'honneur : Claude Farrère !...

L'Association des écrivains combattants a, nous apprend un communiqué, renouvelé entièrement son bureau, dans lequel nous trouvons des noms fort sympathiques.

Mais pourquoi n'en a-t-elle pas « renouvelé » le président d'honneur, qui reste M. Claude Farrère ?

Parce qu'enfin, M. Claude Farrère, si nos souvenirs sont précis...

Notre opinion

Situation plus nette

IL est trop tôt pour porter un jugement sur le traité d'alliance franco-soviétique, puisque le contenu n'en est pas connu. Il est vraisemblable que l'assistance mutuelle est prévue pour retenir l'Allemagne dans les nouvelles frontières qui lui seront assignées. Comme ces frontières ne seront définitives que d'accord avec l'Angleterre et les Etats-Unis, c'est alors seulement que nous pourrons exprimer notre opinion.

Aujourd'hui, nous n'avons à donner que les raisons de notre satisfaction, qui est grande.

Sans avoir le fétichisme des écrits signés, nous pensons d'abord qu'une alliance en forme est un grand avantage sur une simple entente. Dans une alliance, les nations fixent une fois pour toutes leur position par rapport à un cas donné ; elles n'ont plus à hésiter si ce cas se produit ; elles peuvent concerter leurs préparatifs pour l'événement. S'il y avait eu en 1939 une alliance entre la France et l'U.R.S.S., peut-être n'eût-elle pas suffi à empêcher la guerre, tant Hitler était ivre de sa force. Mais elle lui eût certainement imprimé un autre cours, autant pour le bien de la Russie que pour celui de la France.

Un autre aspect de l'acte de Moscou, c'est l'importance qu'il rend à notre pays dans le concert des nations. En l'appelant, sur l'initiative de l'U.R.S.S., à prendre part à la Commission consultative européenne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis lui avaient rendu sans doute la place à laquelle il a droit. Cependant, c'est encore comme invité, et par un acte de bienveillance, qu'il retrouvait son rang. En contractant avec lui une alliance, l'U.R.S.S. a témoigné de façon décisive qu'elle le tenait pour un égal, et, du même coup, elle a renforcé sa position vis-à-vis des autres puissances.

Enfin, comme l'a dit Molotov, en prenant congé du général de Gaulle, l'alliance est « un nouveau coup porté à l'ennemi ». Depuis leur défaite de Stalingrad, les nazis n'ont plus d'espoir que dans une rupture de l'alliance anglo-russe. Aujourd'hui encore, Himmler peut avoir conçu le rêve de se concilier l'U.R.S.S. en instaurant en Allemagne un régime pseudo-communiste. Par l'union avec la France, avec le pays qui, comme la Russie, a tant souffert des Allemands, Staline leur signifie, une fois de plus, que leur destin est inexorable, qu'ils n'ont plus qu'à se soumettre ou à périr.

P

Après la signature du pacte d'alliance

Le correspondant particulier de l'Agence de presse à Moscou télégraphie que le pacte signé est un instrument diplomatique d'un type connu, une alliance sans réserve entre la France et l'U.R.S.S.

La nécessité, reconnue des deux côtés, de résoudre, une fois pour toutes, le problème allemand en réduisant à l'impuissance l'Allemagne agressive constitue l'intérêt fondamental du pacte.

La pointe de cette alliance serait essentiellement dirigée contre l'Allemagne. C'est contre l'Allemagne seule que les deux nations ont exprimé leur volonté de prendre des mesures préventives dès le temps de paix.

L'Allemagne sera chassée de la rive orientale de l'Oder comme de la rive occidentale du Rhin et les deux puissantes armées soviétique et française monteront la garde pour la contenir dans ses nouvelles frontières. On a reconnu ici, depuis longtemps, que la France devait posséder une force matérielle indispensable à cet effet, c'est-à-dire une puissante armée.

Les discussions ont parfois été ardues, car le tour d'horizon politique fait en commun a touché parfois des questions où les positions de l'U.R.S.S. et celle des autres grandes puissances, également amies et alliées de l'U.R.S.S. et de la France, ne se sont pas encore complètement rapprochées. Mais le principal est que le traité ait été signé.

Au conseil des ministres

LA CONFISCATION DES PROFITS ILLICITES VA ÊTRE ACCÉLÉRÉE

M. René Pleven, ministre des Finances, a pu donner hier quelques précisions sur les premiers résultats obtenus par les commissions de confiscation de profits illicites.

Depuis la promulgation de l'ordonnance du 18 octobre 1944 — accordant un délai d'un mois aux profiteurs pour déclarer leurs bénéfices illicites à l'administration fiscale — la France s'est couverte d'un réseau de comités de confiscation. 81 comités sont aujourd'hui installés.

Pour donner une idée des profits qui avaient pu être réalisés, le ministre a pu citer un cas typique qui, bien que portant sur 250 millions de bénéfices, n'est pas le plus important, loin de là.

Il s'agit de M. Marquer, petit tailleur de confection de la rue Lecourbe en 1939 qui, après quatre ans de travail pour la Luftwaffe et la Kriegsmarine, habitait un splendide appartement quai d'Orsay, décoré d'œuvres rares et somptuaires. Ses affaires qui portaient sur un chiffre de 700 à 780 millions, lui avaient permis d'acheter un haras de vingt chevaux. M. Marquer a été arrêté le 25 août par les F.F.I.

D'après cet exemple, on peut juger de la nécessité de la répression et de la vigueur avec laquelle elle doit être poursuivie !...

Le conseil des ministres s'est occupé, on le lira plus loin, de cette question

(Lire en deuxième page : Le conseil des ministres).

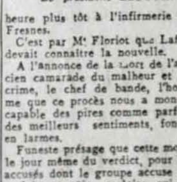
LES BANDITS DE LA GESTAPO vont expier

NEUF CONDAMNATIONS A MORT

Deux aux travaux forcés à perpétuité

LAFON a pleuré.

Quand, à midi trente, les accusés se sont retrouvés pour la dixième fois dans la chambre des détenus, ils étaient onze seulement, hier. Delehaye, terrassé la veille par une crise diabétique, avait succombé une heure plus tôt à l'infirmerie de Fresnes.


Le président LEDOUX.

C'est par Me Floriot que Lafon devait connaître la nouvelle.

A l'annonce de la mort de l'ancien camarade du malheur et du crime, le chef de bande, l'homme que ce procès nous a montré capable des pires comme parfois des meilleurs sentiments, fondit en larmes.

Funeste présage que cette mort, le jour même du verdict, pour les accusés dont le groupe accuse un malaise certain, malaise qui se communique d'ailleurs aux habitués de la salle d'audience à la vue de la place vide dans le box.

On semble pressé d'en finir. Cependant, il reste quatre plaidoiries à entendre.

Successivement, Mes Delavente, pour Pagnon, Cogniet, pour Labussière, Morlé, pour Lascaud et Guillonneau pour Tate, tentent l'effort suprême.

Une heure plus tard, c'était le verdict qu'un public extrêmement dense était venu entendre, avide de saisir les réactions des accusés.

Les condamnés à mort acceptent la sentence diversement, mais tous avec courage.

Lafon et Pagnon demeurent impassibles. Bonny tousse. Clavié, indifférent, regarde la salle. Hare et Engel calmes et abrutis. Villaplane clôt un instant les paupières. Delval conserve son éternel et cynique sourire. Tate, les pommettes rougies, serre les dents.

Les deux comparses, Labussière et Lascaud, sauvent leur tête. Ils iront au bagne à perpétuité.

L'audience est levée et, tandis que peu à peu la salle se vide, l'animation renaît dans le box où chacun se presse pour signer son recours en cassation.

Chacun y va de son sourire et c'est Lafon qui a le mot de la fin :

« Tout ce qu'on voudra, mais, les gars qui sont cardiaques, je leur conseille pas de se mettre dans ce cas. »

En somme, comme dirait l'autre, tout est bien qui finit bien...

Et cela a bien fini.

Jacques VICO.

FÉLIX GOUIN fait applaudir par l'Assemblée consultative l'alliance franco-russe

HIER après-midi, Félix Gouin, président de l'Assemblée consultative, a prononcé, en ouvrant la séance, un discours exaltant la renaissance de l'alliance franco-russe.

— *Tous les démocrates et tous les patriotes*, a-t-il déclaré, *se réjouiront aujourd'hui, avec nous, de ce retour heureux à l'une des conceptions fondamentales de la diplomatie républicaine.*

FELIX GOUIN.

Ils y verront, en effet, et avec raison, la consécration solennelle d'une profonde et solide amitié qui puise sa source, non seulement dans le cœur du peuple russe comme du peuple français, mais aussi dans l'impitoyable logique d'un impératif géographique indiscuté.

Et, dans une péroraison unanimement applaudie, après avoir rendu hommage à ceux qui sont morts pour la liberté, Gouin s'est écrié :

— *Honneur, enfin, à celui qui, obéissant à l'appel de nos morts, et répondant à l'héroïsme des vivants a su engager la Patrie dans la voie de sa résurrection et de sa grandeur, j'ai nommé, Messieurs, Monsieur le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française.*

M. Parodi, ministre du Travail, a associé le gouvernement à cet hommage en attendant que le général de Gaulle et M. le ministre des Affaires étrangères fassent, devant l'Assemblée, les communications nécessaires sur cet événement historique.

Neuf bourreaux de la Gestapo française condamnés à mort

Deux autres sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; le douzième est mort à Fresnes

Paris, 12 décembre. — Cet après-midi, les accusés de la bande de la rue Lauriston ne sont plus que 11 dans le box de la Cour de Justice de la Seine. Le douzième, Delahaye, qui avait été emporté hier, inanimé, de la salle d'audience, à la fin de la plaidoirie de son défenseur, est mort ce matin à 11 heures à la prison de Fresnes, emporté par une crise de coma diabétique.

Après la plaidoirie et la déclaration des inculpés, le Président Ledoux donne lecture des 22 questions qui vont être posées, et à 15 h. 45 la Cour se retire pour délibérer.

Après une heure de délibérations, la Cour et les jurés font leur rentrée. On s'écrase dans la salle.

Dans un silence total, le Président Ledoux donne connaissance du verdict. Il est répondu « oui » aux deux questions posées intéressant chaque accusé, sauf en ce qui concerne Labussière et Lascaux qui bénéficient des circonstances atténuantes.

En conséquence, Chamberlain, dit Henri Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval, Tate sont condamnés à mort.

Labussière et Lascaux sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Le Président vient d'énumérer la terrible litanie finissant par le mot « mort ». Sur le banc, Lafont et les hommes de sa bande sont impassibles. Le Chef de la Gestapo Française regarde loin devant lui, impénétrable. Ils n'ont encore aucune réaction quand le Président annonce d'une voix tranchante : « La Cour ordonne que les condamnés seront fusillés, leurs biens confisqués, et qu'ils sont frappés d'indignité nationale. Garde, emmenez les condamnés ! »

C'est fini, Lafont, Bony, et les autres signent leurs pourvois en cassation, puis ils disparaissent.

La salle se vide lentement.

LE CINQU
DE L'AFFAIR

Il ne faudrait pas que, parmi t
tenaires tombant cette année, so
d'enseignements, de l'affaire Dre
cinquante ans, en décembre 1
condamnation du Capitaine Dre
part, et, d'autre part, la tempête
années plus tard, lorsqu'il s's
condamné innocent, illustrent l'a
peuvent conduire une soi-disan
par elle.

L'affaire Dreyfus, si on la dépouille de la surcharge de faits et de figures, souvent pittoresques, qui vinrent l'embrouiller est, du point de vue juridique, lumineusement simple. Durant l'année 1894, les membres de l'ambassade d'Allemagne, et notamment, l'attaché militaire, le lieutenant-colonel de Schwartzkoppen, ont l'habitude assurément négligente, de précipiter dans les paniers à papier, une fois déchirées toutes leurs correspondances, aussi bien politiques qu'amoureuses. Or, la femme de ménage, Mme Bastian, chargée de balayer

NEUF TRAITRES DE LA GESTAPO FRANÇAISE VONT PAYER DE LEUR TÊTE

La dernière audience de l'affaire Bony-Lafont a eu lieu hier après-midi à la Cour de Justice.

Les accusés ne sont plus que onze dans le box, Delahaye étant mort le matin à Fresnes, d'une crise de coma diabétique.

Après les trois dernières plaidoiries et les déclarations des accusés, le verdict suivant est rendu :

Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval et Tate sont condamnés à mort ; Labussière et Lascaux aux travaux forcés à perpétuité.

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURÈS — RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

Rédaction et administration : 18, rue d'Enghien, PARIS-X^e^ — TELEPHONE : PROVENCE 15-21 — Inter : PRO 93-60

DIRECTEUR : MARCEL CACHIN, sénateur de la Seine

Tirage du numéro précédent : 317.973 exemplaires

MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1944

41e année — Numéro 102 (Nouvelle série) — LE NUMÉRO : 2 FRANCS

— Cinq ans plus tôt et il serait encore vivant !

NEUF TRAITRES DE LA GESTAPO FRANÇAISE VONT PAYER DE LEUR TÊTE

La dernière audience de l'affaire Bony-Lafont a eu lieu hier après-midi à la Cour de Justice.

Les accusés ne sont plus que onze dans le box, Delahaye étant mort le matin à Fresnes, d'une crise de coma diabétique.

Après les trois dernières plaidoiries et les déclarations des accusés, le verdict suivant est rendu : Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval et Tate sont condamnés à mort ; Labussière et Lascaux aux travaux forcés à perpétuité.

Le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle

garantie vitale pour la France

" C'EST LA PROMESSE D'UNE LARGE ET FECONDE COLLABORATION ENTRE LES HOMMES DRESSES CONTRE LE NAZISME "

proclamé le président de l'Assemblée Consultative

C'EST avec une joie sans mélange, c'est avec un grand enthousiasme que tous les Français patriotes ont salué la nouvelle de la signature du traité d'alliance, d'amitié, d'assistance mutuelle entre notre pays et l'Union Soviétique. Dans le peuple, la satisfaction est unanime. Et tous les journaux de Paris, avec des nuances, manifestent leur adhésion, en général sympathique, au très grand acte diplomatique du 10 décembre 1944.

Pour nous qui, dans *l'Humanité*, avons lutté pendant plus de vingt années (sans perdre un jour) pour l'entente étroite entre les deux grandes démocraties du continent, nous ne pouvons que nous réjouir du succès éclatant de notre politique constante. En cette journée, qui permet à notre pays de reprendre sa place parmi les plus grands, nous ne pensons qu'à la France et à la paix. Maintenant que notre Patrie est liée, au plus puissant pays militaire de l'Europe et du monde, nous sommes sûrs que les mères françaises ne redouteront plus la guerre dans l'avenir.

Le peuple de France, comme le peuple de l'Union Soviétique, ont la volonté la plus résolue de ne jamais recourir à quelque agression que ce soit contre une autre nation, quelle qu'elle soit. Ils sont décidés à pousser jusqu'à ses plus extrêmes limites leur désir de maintenir la paix internationale. Ils n'entretiendront des armées demain que pour assurer leur défense réciproque. C'est là, à nos yeux de réalistes, la condition essentielle de la paix du monde. Et comme les deux armées, soviétique et française, unies seront demain invincibles grâce à la défaite définitive de la puissance militaire allemande, nous trouvons que c'est là la garantie la plus sérieuse de la pacification de l'Europe dans l'avenir ! On est loin, cette fois, de la vague et inconsistante garantie de sécurité offerte à notre pays au moment de la paix de Versailles.

Les deux hommes d'Etat français qui représentaient notre pays à Moscou se sont trouvés mêlés pendant une semaine à la vie intérieure de l'Union Soviétique. Nul doute qu'ils n'aient été personnellement très frappés par ce spectacle tout nouveau pour eux. Nul honnête homme que n'envahit pas la passion bassement de classe ne peut échapper à cette ambiance si prenante. On s'attendait à trouver des politiciens comme ailleurs, médiocres et intéressés par leurs intrigues. On a affaire à des hommes mus par le seul souci de l'intérêt collectif de la Patrie, prêts à tous les sacrifices pour son salut.

On avait lu si souvent que Staline et les dirigeants de l'U. R. S. S. étaient des hommes d'une civilisation asiate peu différents des Mongols primitifs. Et l'on coudoie des chefs de l'intelligence la plus précise, la plus vive, la plus cultivée, chez lesquels le génie politique et militaire s'associe à un bon sens populaire robuste et sain. Par surcroît, dans les manifestations de la vie nationale, comme à ce banquet du Kremlin où furent portés tant de toasts à la mode slave, tel détail originai et local rappelait qu'on était en face d'hommes du peuple promus aux plus hautes responsabilités de la politique internationale.

Les dépêches nous rapportent les paroles que MM. de Gaulle et Bidault prononcèrent au moment de leur départ de Moscou. Le président du Conseil avait le juste sentiment de la mission qu'il venait de remplir lorsqu'il déclara que les journées de Moscou auront leur importance dans la paix future *pour le bien de tous les hommes*. Il n'hésita pas à exprimer son admiration en acclamant *la Russie soviétique* elle-même. Il reconnaissait ainsi le service éminent que l'Union Soviétique a rendu à la France en

l'associant à la plus grande manifestation internationale à laquelle elle a participé depuis les jours sombres de juin 1940.

Il nous serait trop aisé, à cette heure où notre Patrie remonte sa pente douloureuse, de rappeler ce que fut notre action, à nous communistes, pour préparer la France à glorifier ce jour de sa résurrection. Il nous serait plus aisé encore d'évoquer ici les formidables erreurs de jugement de nos hommes d'Etat d'avant-guerre, les basses campagnes de la presse vénale déchaînée par les trusts et les financiers contre nous et contre l'U. R. S. S. Nous ne le ferons pas. Nous voulons être tout entiers à la joie sereine de ces grandes journées réparatrices. Mais dans l'intérêt de la France de demain, nous avons peut-être le droit de demander à tous nos compatriotes de méditer sur les prodigieux événements de Moscou et de tirer toutes les leçons des fautes du passé pour ne songer qu'à l'avenir de notre peuple.

Marcel CACHIN.

De Gaulle rapporte le texte du traité

D'après lagence *France-presse*, le général de Gaulle rapporte lui-même le texte de l'alliance conclue à Moscou et le présentera au conseil des ministres qu'il convoquera dès son arrivée à Paris. Ce n'est qu'à l'issue de ce conseil des ministres qu'on devra s'attendre à la publication du traité, qui aura lieu, selon les habitudes diplomatiques, simultanément à Paris et à Moscou.

Le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle marque bien la large communauté de points de vue existant entre les deux plus grandes puissances du continent, voisines de l'Allemagne. La nécessité, reconnue des deux côtés, de résoudre, une fois pour toutes, le problème allemand en réduisant à l'impuissance l'Allemagne agressive, constitue l'intérêt fondamental du pacte unissant les deux nations et déterminant essentiellement leur politique, signé le 10 décembre 1944.

Une entente sur les principaux points essentiels, de la compréhension sur ceux restant à éclaircir, tel est le résultat du fécond séjour de neuf jours qu'a fait, à Moscou, le général de Gaulle.

Encore un document recueilli sur un soldat allemand qui le conservait pieusement en témoignage sans doute de la « civilisation » nazie : des cadavres horriblement mutilés de victimes soviétiques enlacées pêle-mêle

Vitry accueille avec enthousiasme MAURICE THOREZ

qui, dans un compte rendu de mandat, expose frénétiquement applaudi les grandes lignes d'une vraie politique nationale

Hier soir, à la population de Vitry vous en foule pour l'acclamer. Maurice Thorez donnait son premier compte rendu de mandat depuis la libération.

Auparavant, avait eu lieu à la mairie une réception fraternelle du Comité de libération, au cours de laquelle ses amis et compagnons de lutte se pressaient autour de Maurice Thorez pour lui donner l'accolade.

L'enthousiasme avec lequel le secrétaire général du Parti communiste fut accueilli au meeting est indescriptible. Pendant de longues minutes, des acclamations, des applaudissements répétés fusaient de toutes parts.

Après une fervente *Marseillaise*, Maurice Thorez prit la parole.

Pendant plus d'une heure, fréquemment acclamé, il rappela magistralement les luttes ardentes du Parti communiste, il indiqua les voies de l'avenir, l'effort indispensable de toute la nation pour atteindre ces deux objectifs : participation toujours accrue de la France à la guerre ; unité de toutes les forces patriotiques de la nation.

Comme elle vibrait, cette population laborieuse, quand Maurice Thorez lui disait :

« Le jour où la France met sa main dans celle de l'Union Soviétique, nous nous devons d'accomplir les mêmes efforts qu'elle a elle-même consentis. »

Pour faire la guerre, il faut des équipements, des armes, il faut travailler. Comment ? Maurice Thorez apporte des précisions, des exemples, glorifie des réalisations comme la reconstruction du pont d'Orléans. Véritable tour de force ? Certes. Mais un de ces tours de force comme il est possible à la France d'en accomplir des milliers.

Le tonnerre d'acclamations qui couvrait les exhortations de Maurice Thorez n'est certes pas sans signification. A Vitry, comme ailleurs, le peuple veut travailler, combattre, rester uni, pour faire une France forte, digne et toujours plus démocratique.

A la fin de cette belle manifestation de foi patriotique, Vitry offrait des fleurs à celui qui est et reste son guide le plus éprouvé et l'artisan infatigable de la grandeur française.

LA HORIE, CHRISTEN, DE CASTELNAU

nos héros des combats d'Alsace

ont été mis à l'honneur hier soir

dans un discours du général Leclerc à la radio

A L'ARME BLANCHE, LES VÉTÉRANS DE STALINGRAD NETTOIENT LES FAUBOURGS DE BUDAPEST

Le général Leclerc a prononcé, hier, à propos de l'emprunt, une allocution à la radio. Il a parlé des libérateurs de Strasbourg, dans ces termes :

A notre époque, on abuse peut-être fréquemment du mot « héros » ; néanmoins, j'avoue que je ne puis m'empêcher de décerner ce titre à mes officiers et à mes hommes.

Vous avez lu les récits des campagnes de la Révolution et de l'Empire, au cours desquelles les soldats français ont atteint une telle renommée. J'estime que les hommes que j'ai l'honneur de commander sont à la hauteur de leurs anciens et me les rappellent par beaucoup de traits ; quelques exemples seulement pris au cours de ces derniers combats :

C'est le lieutenant-colonel de La Horie enlevant, il y a quelques semaines environ, la ville de Badonviller, cheville de la défense ennemie, dans une charge épique avec cinq chars et une compagnie d'infanterie...

C'est un de nos aspirants blessé à la jambe, caché par ses hommes dans un abri en attendant le lendemain matin et faisant prisonnier, malgré sa blessure, un groupe d'Allemands qui rentrait dans l'abri...

C'est, au cours de la charge sur Strasbourg, à la vitesse maxima permise par les moteurs, l'aspirant Christen rentrant dans sa ville natale debout sur son char, derrière la tourelle, au milieu d'une grêle de balles...

C'est le capitaine de Castelnau, deux fois blessé au cours de combats acharnés, refusant de se faire évacuer et tué sur son char à la troisième reprise. C'est un de nos officiers avec quelques chars et quelques canons, faisant capituler un fort avec 600 Boches et un général... C'est un de nos sapeurs rampant sous le feu jusqu'à ce qu'il puisse abattre l'ennemi chargé d'un fardeau sautant un pont important.

D'où vient cet élan splendide. Avant tout de l'idéal très élevé qui anime ces hommes. Ils ont foi en le pays. Ils croient à la grandeur de France et sont décidés à la restaurer.

(*Lire nos informations en 2e page.*)

GABRIEL PÉRI

Un homme est mort qui n'avait pour défense
Que ses bras ouverts à la vie
Un homme est mort qui n'avait d'autre route
Que celle où l'on hait les fusils
Un homme est mort qui continue la lutte
Contre la mort contre l'oubli

Car tout ce qu'il voulait
Nous le voulions aussi
Nous le voulons aujourd'hui
Que le bonheur soit la lumière
Au fond des yeux au fond du cœur
Et la justice sur la terre

Il y a des mots qui font vivre
Et ce sont des mots innocents
Le mot chaleur le mot confiance
Amour justice et le mot liberté
Le mot enfant et le mot gentillesse
Et certains noms de fleurs et certains noms de fruits
Le mot courage et le mot découvrir
Et le mot frère et le mot camarade
Et certains noms de pays de villages
Et certains noms de femmes et d'amis
Ajoutons-y PERI

PERI est mort pour ce qui nous fait vivre
Tutoyons-le sa poitrine est trouée
Mais grâce à lui nous nous connaissons mieux
Tutoyons-nous son espoir est vivant.

Paul ELUARD.

Vendredi 15 décembre, au théâtre des Champs-Elysées, hommage à Gabriel Péri, organisé par le Front National.

(*Lire le programme en deuxième page.*)

Des partisans surveillent la route de Nikaït au Monténégro, seule voie de fuite pour les trois divisions allemandes qui reculent sous la pression des troupes de Tito et de l'artillerie de nos Alliés

(*Photo Keystone.*)

Noël approche.

Bientôt une surprise pour les enfants de nos lecteurs ?

Le speaker américain d'Athènes déclare :

TOUTE LA GRÈCE aux mains des patriotes

sauf quelques quartiers de la capitale et le port du Pirée

(*Lire les informations en deuxième page.*)

AU LUXEMBOURG *débat sur les Comités d'entreprise* où interviennent Gaston MONMOUSSEAU et Ambroise CROIZAT

délégué de la C.G.T.

Hier après-midi, la Consultative a commencé l'examen du projet instituant des comités d'entreprise dans les établissements industriels et commerciaux. M. *Parodi*, ministre du Travail, expose le projet gouvernemental.

Gazier, rapporteur de la commission du Travail, souligne que la commission a amélioré le texte gouvernemental. Il précise que les comités seront composés du chef d'établissement et de délégués élus par le personnel sur des listes présentées par les organisations syndicales les plus représentatives. Ces comités seront créés dans les établissements de plus de cinquante ouvriers.

La commission souhaiterait voir étendre la création de ces comités aux exploitations agricoles les plus importantes ainsi qu'aux services publics.

(SUITE EN 2e PAGE, 6e COLONNE)

Rendement

La Consultative a discuté hier du projet d'ordonnance créant des Comités d'entreprise, que le gouvernement a déposé devant elle et qui a été amélioré par la commission compétente, présidée par notre ami Ambroise Croizat.

Les partisans de la disposition nouvelle ont tous fait valoir, avant n'importe quelle autre considération, qu'elle serait la source d'un développement de la production au service de l'effort de guerre. Fernand Grenier, ancien ministre de l'Air, a montré par l'exemple des usines de Boufarik comment le rendement avait été radicalement relevé à la suite de l'application de mesures du même ordre en Algérie sur l'initiative de son administration.

Renaissance industrielle : c'est vers ce but que sont tendues les énergies de la classe ouvrière. Dimanche dernier, à la deuxième Conférence de la reprise économique organisée par les syndicats de la C.G.T., tous les orateurs ont fait, à l'aide des suggestions les plus précises, la preuve que les travailleurs étaient préoccupés au premier chef par la remise en marche et l'extension de la production. Les procédés techniques et les procédés d'organisation susceptibles de conduire au résultat cherché ont été mis en discussion avec la plus rigoureuse précision.

Aucun de ceux qui participaient à la Conférence n'est près d'oublier l'impression si forte et si stimulante qu'a faite, par exemple, le rapport des Cuirs et Peaux.

Comme il était réconfortant, quelle promesse d'avenir c'était de voir des ouvriers, des dirigeants de syndicat montер à la tribune pour dire, sans ambages mais sans forfanterie non plus :

« Nous sommes résolus à faire abstraction de tous intérêts particuliers. Nous sommes résolus à tout faire pour chausser et équiper rapidement la nouvelle armée française, pour résoudre le problème des 40 millions de paires de chaussures en neuf mois : une paire de souliers par habitant ! »

Aucune forfanterie, répétons-le, dans cette déclaration ambitieuse.

Car le programme d'application établi, fait de neuf mesures d'organisation bien définies et immédiatement réalisables, en grande partie appuyées sur des expériences locales positives dont les ouvriers proposent maintenant la généralisation.

Quand par exemple, ils suggèrent de créer des comités de production unissant travailleurs, employeurs et représentants des pouvoirs publics, ils peuvent citer les résultats obtenus par cette méthode à Marseille et à Nîmes.

Notons l'ardent désir d'union de tous les éléments patriotes de la production que le rapport des Cuirs et Peaux, comme les autres, a mis en évidence à la conférence de dimanche dernier. C'est à une consultation nationale des techniciens que le rapport fait appel pour résoudre le problème de la pénurie d'extraits tannants. Et s'il dénonce sans pitié les patrons amis de la cinquième colonne qui freinent la reprise, il fait appel aux patrons patriotes pour organiser, eux aussi, des conférences de la renaissance industrielle.

Agir de la sorte, c'est s'engager sur la bonne voie.

La voie sur laquelle la France trouvera la possibilité de poursuivre réellement l'effort de guerre intense nécessaire pour l'affirmation de sa grandeur et de son indépendance.

Georges COGNIOT.

Demain, à 19 h. 30, au Vél' d'Hiv'

COMMÉMORATION DE L'ASSASSINAT DE

Gabriel PERI et Lucien SAMPAIX

Allocution de Marcel CACHIN

HYMNES

par la musique de l'Air
l'orchestre et l'harmonie des T.C.R.P.
les chœurs de l'Opéra

LECTURE

de la lettre d'adieu de **Gabriel PÉRI**
et de sa déposition au procès de **Lucien SAMPAIX**
par Mme **Marie BELL de la Comédie-Française**

DISCOURS DE

Maurice THOREZ

Pour répondre aux nombreuses demandes venant des Comités de Libération, nous les informons qu'ils pourront trouver des cartes d'invitation au siège de la région Paris-Ville, 120, rue Lafayette, Paris (10e).

AU PROCÈS DE LA " GESTAPO FRANÇAISE "

Aujourd'hui, verdict

Huit plaidoiries sur douze ont été prononcées hier d'un bout à l'autre de la huitième audience : MMes Floriot, Delauney, Casanova, Mollet-Vieville et Vandenboomegarde, successivement, ont attaqué, au bénéfice de Delval et Delahaye, de Bony et de Villaplane, de Clavié, de Haré et d'Engel, la conviction massive et fatale que le grand réquisitoire de Me Reboul avait laissée dans l'esprit des jurés.

Tout ce qui pouvait être dit en faveur de ces officiers et sous-officiers allemands, cent fois criminels, parfois même ce qui eût gagné à passer sous silence, a été dit en faveur de ces misérables. Le seul Delahaye y aura peut-être gagné un point grâce à son état de santé dont le défenseur ne laissa pas de tirer le meilleur parti : le Dr Paul, en effet, ne cache pas que ce « lampiste » relatif de la sinistre charrette est diabétique au point de ne plus se soutenir que par des injections fréquentes d'insuline.

On saura ce soir si pour celui-là, la mort a attendu le verdict, car il n'y a plus que quatre plaidoiries à entendre ; le nombre des questions qui pouvait être de plusieurs milliers, a été très raisonnablement réduit à vingt-quatre ; de sorte que la réponse du jury sera connue, sans doute, à la fin de l'après-midi.

Le général LECLERC parlera ce soir à la radio

Parlant pour la première fois à la radio, le général Leclerc, ce soir entre 21 h. 30 et 22 heures, s'adressera aux Français, au cours de l'émission « Paris vous parle ».

Cinq anciens conseillers municipaux réintégrés

Au cours de sa séance publique hebdomadaire, le Comité Parisien de Libération a continué l'examen de

EPILOGUE à l'affaire Bony-Lafont

C'est fait. Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval, Tate sont condamnés à mort, Labussière et Lascaux aux travaux forcés à perpétuité, Delahaye est mort à Fresnes.

Point final ? Peut-être pas. Il reste la Cassation. Il faut souhaiter pourtant qu'aucun vice de forme — c'est quelquefois si vite fait — ne vienne obliger à rejuger ce procès immonde.

Il y en a d'autres à juger. La Gestapo française est touchée. Elle n'est pas morte. Certains de ses membres sont même en liberté.

— Mais cachés dans un trou, terrés dans une caverne ?

— Vous n'y pensez pas. A Paris même.

André Chassaignon

quelques précisions sur la signification de cette assemblée, sa composition et ses travaux.

Avant, pendant, après

— Quelle fut, Monsieur le Président, l'action des C.D.L. dans la clandestinité ?

— *Ce fut essentiellement une tâche d'organisation. Ils organisèrent, dans chaque département, la résistance à l'occupant et la résistance aux consignes politiques ou aux ordres administratifs venus de Vichy.*

— Et à dater de la libération ?

— *Ils parurent au grand jour, s'installèrent dans les préfectures et constituèrent l'élément essentiel qui a fait entrer dans la réalité la formule désormais historique du général de Gaulle : « La libération est inséparable de l'insurrection nationale »*

Y. A.

SUITE PAGE 2

Choisie au hasard parmi vingt clichés voici la photographie de la gagnante du jour. Si cette postière se reconnaît, qu'elle vienne à « Libération-Soir » où on lui remettra la prime de 500 francs offerte chaque jour par notre journal.

Débat à l'A *sur les Comités*

Le verdict : Lafont (à gauche) **atterré, Bony** (à droite) **attentif** (Photo Libération-Zalewski.)

"DERNIERE HEURE" DE PARIS

Libération SOIR

★★★

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS FONDE EN 1940 PAR LE MOUVEMENT LIBÉRATION EN FRANCE OCCUPEE

JEUDI 14 DECEMBRE 1944
Saint Nicaise
5e ANNEE N° 269
Le N° 2 frs

Directeur général Gaston BOYER

3, r. Fg-Poissonnière PARIS (9e)
Adr. Télégraph. LIBESOIR-PARIS
Téléphones : Réd. : PRO. 71-86 (5 lignes groupées) Adm. : PRO 94-83 95-28 — 89-50
ABONNEMENTS (Paris et province) 3 mois.... 140 fr. 6 mois.... 260 fr. 1 an...... 500 fr.
Abonnés servis le soir même dans la région parisienne
C. C. P. 4189-61

Directeur politique Jean TEXCIER

AU NORD DE STRASBOURG

La 7e armée américaine a progressé de 25 kilomètres EN DEUX JOURS

Autopsie au chalumeau

Les employés des ponts et chaussées de Rouen récupèrent le cuivre et le bronze des blindés allemands de von Kluge, détruits à Rouen par l'aviation anglo-américaine.

A l'est d'Aix-la-Chapelle, la 1re armée américaine poursuit lentement ses alignements sur la rive gauche de la Roer qu'elle a atteint en trois endroits sur un front d'un kilomètre, au nord-est de Brandenburg.

Les forces du général Hodges sont à moins d'un kilomètre de Duren.

FRONT DE LA SARRE

L'acharnement des combats ne faiblit pas sur les têtes de pont de Dillingen et de Sarrelouis contre lesquelles les Allemands lancent des contre-attaques furieuses, et où ils sont parvenus à reprendre plusieurs casemates.

Au nord de Sarreguemines, la Bliès a été traversée par les Alliés, qui ont ainsi franchi la frontière sur un nouveau point.

DEBACLE ALLEMANDE EN ALSACE

Tandis qu'en Haute-Alsace les armées Leclerc et Delattre, qui combattent maintenant côte à côte, accentuent leur pression sur Colmar, les forces du général Patch semblent être venues à bout de la résistance ennemie au nord de Strasbourg. La 7e armée américaine a en effet atteint Seltz, au nord-est de Haguenau, réalisant ainsi une avance de 25 kilomètres en 48 heures. Les Allemands, en désordre, refluent sur la ligne Siegfried et le Wissembourg.

FRONT DE L'EST

A Budapest, la situation des Germano-Hongrois est désespérée. Les Russes ont profondément pénétré dans la ville, où les nazis font régner la terreur, tandis que la Wehrmacht bat en retraite.

Au nord-est de Budapest, l'armée rouge a occupé Godollo, important centre ferroviaire.

Les opérations en cours menacent dangereusement Vienne et la Tchécoslovaquie.

EN EXTREME-ORIENT

Japon : En raison des raids aériens, des mesures d'évacuation viennent d'être prises à Tokio.

Philippines : Les Alliés ont détruit un convoi japonais qui tentait de débarquer des renforts dans l'île de Leyte. Dans cette même île, Ormoc, dont la prise par le général Mac Arthur ne remonte qu'à deux jours, est organisée en base maritime.

Chine : La menace japonaise est désormais écartée de Tchoung-King.

ALEXANDER

commandant suprême allié en Méditerranée

sera-t-il le médiateur ATTENDU entre les E.L.A.S. et Papaandréou ?

LONDRES, 13 décembre. — L'Agence Reuter apprend d'Athènes qu'un émissaire de l'Elas s'est rendu aujourd'hui auprès du général Scobie afin de discuter des conditions qu'il mettrait à une cessation des combats.

Selon les dernières dépêches, l'émissaire envoyé par l'E.L.A.S. est un ancien ministre du Travail appartenant au parti communiste.

Si les E.L.A.S. souscrivent à ces conditions, c'est le maréchal Alexander, arrivé à Athènes en compagnie de M. Harold Mac Millan, qui prendra les mesures nécessaires pour mettre fin aux troubles actuels.

Toute la Grèce sous le contrôle des E.L.A.S.

Le speaker américain du poste d'Athènes a déclaré hier :

« J'ignore pendant combien de temps je pourrai encore parler. Toute la Grèce se trouve maintenant sous le contrôle de l'Elas, à l'exception de la moitié sud de la péninsule du Pirée. »

Une véritable bataille s'est poursuivie pendant trois heures, la nuit dernière, entre les troupes britanniques installées dans les bureaux de poste et des groupes de l'Elas qui occupent l'Hôtel de Ville.

A l'Alpe d'Hu[ez]

L'ARMÉE française A REPRIS POSSESSION de la montagne...

Un masque de F.F.I. de haute montagne. Mal rasé, mais rayonnant de santé et débordant d'énergie, voici notre champion de ski Thiollières.

LES « VOLONTAIRES DE LA NEIGE » seront entraînés par les champions du ski

(De notre envoyé spécial Jean Lapeyre)

L'Alpe-d'Huez, décembre 1944.

Depuis quelques jours le ski français est au service de l'armée et chaque matin, le drapeau tricolore est hissé à l'Alpe-d'Huez. Cela ne s'était pas vu depuis 1941, quand furent dissous les Centres de Jeunesses de Montagne.

On se bat encore en Lorraine, en Alsace, en Bretagne, en Charente, dans la Gironde, la guerre continue, hélas ! dans les Alpes à la frontière franco-italienne. Une guerre spéciale qui réclame non seulement des hommes de bonne volonté, mais des hommes connaissant parfaitement la haute montagne et des skieurs rompus aux traîtrises de la neige.

L'E.H.M., créée en 1933 sous l'impulsion du commandant Pourchet, a donc revu le jour. Devenue militaire — en attendant de reprendre vie civilement — elle est à la disposition de l'armée.

Le capitaine Lefaur, animateur de l'E.H.M., explique :

— *Nous avons pu réunir ici Emile Allais, directeur technique de l'Ecole, René Becker, Berthet, Besson, Penz et Jean Blanc, tous de l'équipe de France, ainsi que les excellents moniteurs André Tournier, Rionda, Gathiard, Albouy, Bozon et Alexis Simon, sans oublier Rebuffa, un jeune considéré comme le meilleur guide actuel.*

« *Nous n'avons pas hésité*, poursuit le capitaine Lefaur, *à prendre les meilleurs pour instruire officiers et sous-officiers de notre division alpine qui eux-mêmes prospecteront dans leurs unités. Nous envisageons également la création d'une section de moniteurs se tenant à la disposition permanente de l'armée ! Mais...* »

Et le capitaine Lefaur nous dit alors les déceptions successives avant l'ouverture des cours. Mais c'est un sportif que rien ne rebute. Avec le concours du commandant Cocire et du capitaine Flottard, la réouverture de l'Alpe d'Huez fut une réussite et un succès pour le capitaine Lefaur, mais il semble que là-bas, à Paris, on oublie que chaque jour des Français, des F.F.I. se battent dans les neiges alpestres...

Nos meilleurs skieurs avaient manifesté le désir de s'engager dans l'armée pour donner ces cours. Fédération et Direction des Sports ont refusé leur accord. Il est vrai qu'elles ignoraient peut-être la part éclatante prise par ces derniers lors de la libération des Alpes... où ils montèrent la garde jusqu'à la veille de l'ouverture de l'Alpe d'Huez...

Elle est l'école des cadres de la division alpine de la 1re armée française. Son premier stage a commencé sur les magnifiques pentes entourant l'Alpe d'Huez, dans les souffles des cimes des grandes Rousses...

Inauguration officielle ? Oui, puisque les généraux Humbert, Dosse, Touchon, Doyen, Cartier et Lestien se firent présenter élèves et professeurs avant d'assister au premier cours.

On demande des skieurs

Au lendemain de cette journée, qui permettait à l'armée française de reprendre possession de la montagne, le capitaine Lefaur, qui commande le Centre d'instruction de l'E. H. M., avec le lieutenant Deudon — un héros de l'Himalaya — devait nous parler de ses espoirs.

— Nous avons besoin de milliers de skieurs comme ceux-ci, nous disait-il en nous montrant ses premiers stagiaires évoluant sur la grande pente de l'Alpe. Mais, pour que ces derniers nous soient vraiment utiles, il leur faut parfaire leur entraînement, il faut également compléter leur éducation de montagnard.

« Pour cela, nous avons fait appel aux meilleurs skieurs français ainsi qu'aux meilleurs guides. Maintenant, nous sommes prêts. »

(A suivre.)

A la frontière franco-italienne, sur le versant italien, un groupe de maquisards transalpins aux côtés de nos F.F.I., qui leur ont rendu une visite d'amitié.

L'Assemblée nationale des Comités départementaux de la Libération

« Elle sera une affirmation de force républicaine »

déclare à « Libération Soir »

M. Louis Saillant président du C. N. R.

M. Louis SAILLANT
(Photo Harcourt)

Le Comité national de la Résistance a décidé de convoquer les 15 et 16 décembre, à l'Hôtel de Ville, l'Assemblée nationale des comités départementaux de la Libération. Ces comités ont été, pendant la clandestinité, l'émanation directe du C. N. R. ; ils dépendaient d'une commission spécialisée, la commission des C.D.L., dont le président était M. Henri Ribière, secrétaire général du Mouvement Libération Nord.

Cette assemblée a, dans les circonstances présentes, une importance politique considérable. Il nous a paru nécessaire d'aller demander à M. Louis Saillant, président du C.N.R., quelques précisions sur la signification de cette assemblée, sa composition et ses travaux.

Avant, pendant, après

— Quelle fut, Monsieur le Président, l'action des C.D.L. dans la clandestinité ?

— *Ce fut essentiellement une tâche d'organisation. Ils organisèrent, dans chaque département, la résistance à l'occupant et la résistance aux consignes politiques ou aux ordres administratifs venus de Vichy.*

— Et à dater de la libération ?

— *Ils parurent au grand jour, s'installèrent dans les préfectures et constituèrent l'élément essentiel qui a fait entrer dans la réalité la formule désormais historique du général de Gaulle : « La libération est inséparable de l'insurrection nationale »*

Y. A.

SUITE PAGE 2

Le prince Charles ne veut plus du président Pierlot

LONDRES, 13 décembre. — Le « Reynolds News », hebdomadaire des syndicats anglais, croit savoir que le régent de Belgique a déclaré aux Alliés que le gouvernement Pierlot était, à son avis, impossible à soutenir en Belgique.

Bon. Mais par qui remplacera-t-on le premier ministre ?

LA PHOTO AU TRAVAIL

Choisie au hasard parmi vingt clichés voici la photographie de la gagnante du jour. Si cette postière se reconnaît, qu'elle vienne à « Libération-Soir » où on lui remettra la prime de 500 francs offerte chaque jour par notre journal.

CENT MILLIARDS DANS UN FICHIER

SPLENDEUR ET DÉCADENCE des collaborateurs économiques

Voici que s'achève, par le triomphe de la justice, ce drame aux cent actes divers que fut la collaboration économique. Le rideau se ferme sur premiers rôles et figurants avec les portes des prisons. Spectateurs vous pouvez enfin dormir tranquilles.

Grâce au Contrôle des prix, au fonctionnaire anonyme qui jouait sa liberté un nouvel emprunt, forcé celui-là, permettra la récupération de cent milliards mal acquis.

Jetons aujourd'hui un coup d'œil dans les coulisses, interrogeons un machiniste, l'homme au fichier, ennemi public des trafiquants.

— Comment dépistez-vous les affaires frauduleuses ?

— Nous recevons chaque jour un grand nombre de dénonciations. Elles passent par un crible très rigoureux parce qu'elles sont en général mal informées et partisanes. Nous ne les utilisons que comme point de départ. Seules comptent au demeurant les vérifications et les enquêtes que poursuivent nos contrôleurs.

Michel Aubriant

★ SUITE PAGE 2

DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE

5 MILLIARDS de profits illicites seront confisqués le 31 janvier

— Les comités de confiscation des profits illicites sont entrés en action, a annoncé hier M. Pleven, au cours d'une conférence de presse.

En trois semaines, quatre-vingt-un comités ont été mis en place avec leur secrétariat et leurs enquêteurs. Le ministre a procédé personnellement à l'installation de quarante d'entre eux au cours de ses tournées en province.

Au 7 décembre, 1.198 citations avaient été lancées. Le 9, ce chiffre était porté à 3.304.

Avant le 31 janvier, cinq milliards de confiscation ou d'amendes vont être prononcés dans le seul département de la Seine, grâce aux renseignements, recueillis avant la libération par ceux que le ministre a appelés « la brigade de choc de l'administration des Finances ».

JOUR après JOUR

La croix d'amitié.

C'EST la croix blanche sur fond rouge.

Depuis François Ier l'amitié franco-suisse est un dogme pour nos deux pays.

« Nous nous réjouissons, a déclaré hier M. Pillet-Golaz, notamment, de voir la France reprendre sa place parmi les grandes puissances et exercer à nouveau son influence qui a tant fait défaut dans le monde pendant ces dernières années. »

Le chef du département politique a ensuite rappelé que la légation de Suisse avait été l'une des premières représentations diplomatiques étrangères à rentrer à Paris après la libération de la capitale française.

C'est dans le malheur qu'on connaît ses amis. La Suisse n'a pas prononcé de discours.

Elle a fait mieux.

La Croix Rouge

***

Un héros parle des héros

IL y a quelques heures, j'étais au contact de l'ennemi, au milieu de nos troupes. C'est donc d'elles que je vous parlerai ».

Et d'une voix mâle, sans effet oratoire, le général Leclerc, qu'on entendait hier soir, pour la première fois à la radio, a cité les exploits de ses officiers et de ses hommes.

Le lieutenant-colonel de La Horie, l'aspirant Christen, le capitaine de Castelnau ; ces noms, inconnus hier, seront demain dans toutes les bouches.

Et l'on parlera d'eux, plus tard, à la veillée...

Car ils égalent leurs grands anciens, les soldats de la Révolution et de l'Empire, ceux à qui leur chef — qui sait la valeur des mots et qui s'y connaît — a décerné le titre de « héros ».

Cette nuit...

✱ Quatre représentants des autorités polonaises ont été assassinés à Dublin.

✱ L'état de siège est proclamé à Budapest.

✱ Une violente tempête de neige s'est abattue sur les Etats-Unis. Trente morts.

✱ La Chambre des députés luxembourgeoise a tenu une séance. Le quorum n'étant pas atteint, il n'y en aura pas d'autre.

✱ M. Menemendjoglou, ambassadeur de Turquie, est attendu à Paris demain après-midi.

✱ Au cours d'un débat qui a eu lieu hier à la Chambre des communes, le chancelier de l'Echiquier a déclaré que le cours actuel du franc par rapport à la livre ne serait pas modifié.

EPILOGUE à l'affaire Bony-Lafont

C'est fait. Lafont, Bony, Clavié, Haré, Engel, Villaplane, Pagnon, Delval, Tate sont condamnés à mort, Labussière et Lascaux aux travaux forcés à perpétuité, Delahaye est mort à Fresnes.

Point final ? Peut-être pas. Il reste la Cassation. Il faut souhaiter pourtant qu'aucun vice de forme — c'est quelquefois si vite fait — ne vienne obliger à rejuger ce procès immonde.

Il y en a d'autres à juger. La Gestapo française est touchée. Elle n'est pas morte. Certains de ses membres sont même en liberté.

— Mais cachés dans un trou, terrés dans une caverne ?

— Vous n'y pensez pas. A Paris même.

André Chassaignon

Le verdict : Lafont (à gauche) atterré, Bony (à droite) attentif (Photo Libé-Soir-Zalewski.)

Débat à l'Assemblée sur les Comités d'entreprise

L'Assemblée consultative poursuit cet après-midi l'examen du projet portant création des Comités d'entreprises. Elle étudie les différents articles du texte élaboré par le gouvernement, ainsi que les modifications proposées par la commission du Travail.

Hier, après que le président Félix Gouin eut salué « *le grand événement que constitue la renaissance de l'alliance franco-russe* », le débat s'est ouvert sur l'importante question des comités d'entreprises. Tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont, par un examen objectif du projet et par l'apport de critiques constructives, montré l'importance qu'attache l'Assemblée à cette réforme de structure.

M. Parodi, ministre du Travail, insiste d'abord sur le souci du gouvernement d'associer l'ouvrier à la vie de l'usine, d'accroître le rendement par cette collaboration, et surtout de dégager une élite ouvrière capable de passer du stade de la technique à celui de l'organisation économique.

M. Gazier, secrétaire de la C.G.T., rapporteur du projet, réclame l'extension des pouvoirs des comités et leur transformation en véritables comités de gestion.

Après l'intervention de plusieurs délégués, M. Croizat, président de la Commission du Travail, précise le sens des modifications apportées au projet gouvernemental, sur lesquelles l'Assemblée se prononcera aujourd'hui.

FRANÇOISE ROSAY veut terminer rapidement "Johnny Frenchman"

Françoise ROSAY telle que nous la reverrons
(Photo Libé-Soir.)

Passée en Angleterre dès le début de l'Occupation allemande en France, Françoise Rosay, la vedette de la Kermesse héroïque, n'a cessé de consacrer son temps et son talent à la cause de la France humiliée. Ses causeries à la B. B. C. et les conférences qu'elle fit devant des officiers supérieurs de l'armée alliée de débarquement lui ont acquis un grand prestige et valu d'innombrables témoignages d'amitié pour la France.

Elle n'a cependant pas oublié le cinéma. Elle termine actuellement un grand film sur les pêcheurs bretons venus se réfugier en Cornouailles depuis l'occupation. Ce film, intitulé « Johnny Frenchman » illustre l'amitié née de la guerre entre les pêcheurs français et anglais qui, après s'être considérés comme des concurrents, se connaissent mieux aujourd'hui et s'estiment.

C'est au cours des prises de vues, alors que Françoise Rosay tournait une scène d'extérieur dans un petit port de Cornouailles, qu'on vint lui apprendre la libération de Paris. Les nombreux pêcheurs bretons et boulonnais qui se trouvaient là comme figurants du film se rassemblèrent autour d'elle, écoutèrent les larmes aux yeux les quelques mots qu'elle leur adressa et unirent leur voix à la sienne pour chanter : « Aux armes, citoyens... » Et au même moment les drapeaux à croix de Lorraine furent hissés aux mâts des bateaux de pêcheurs français ancrés dans le port.

Si Françoise Rosay est heureuse de tourner « Johnny Frenchman », elle a grande hâte qu'il soit terminé, car sa pensée tout entière va à la France, son pays, qu'elle est impatiente de revoir. Elle n'a qu'une idée : prendre l'avion pour Paris et recommencer à travailler pour le cinéma français, où elle reprendra la grande place qu'elle mérite.

Gravenoire.

Lire en deuxième page :

A QUI LA RHENANIE ?
par Octave AUBRY.

STOP POLICE

LA GESTAPO RESSUSCITE A FRESNES

Van de Velde fabriquait de faux cachets pour «authentifier» les documents qui auraient prouvé la culpabilité des hommes politiques en vue.

(Voir notre enquête page 11.)

DANS CE NUMÉRO :

• N° 33 • VENDREDI 28 FÉVRIER 1947

LILLE • GENÈVE • BORDEAUX • BEAUVAIS • 15 Frs

LA GESTAPO ressuscitée à FRESNES

Fresnes prison "modèle" de la IIIe République connaît depuis 1940 une histoire mouvementée. Elle est aujourd'hui la prison des anciens collaborateurs et des agents nazis.

M. WYBOT et M. MANGIN son adjoint dirigent le travail difficile des services de la surveillance du territoire.

Après plusieurs mois de recherches et d'investigation, les policiers de la Surveillance du Territoire étaient en mesure d'affirmer à M. Boursicot, Directeur Général de la Sûreté Nationale, que la Gestapo reconstituait un réseau en France.

Le P. C. de ce Réseau se tenait à la prison et était dirigé par des détenus, anciens agents de la Gestapo, des S. S.-S. D., ou de l'Abwer, en liaison avec leurs anciens chefs réfugiés à l'étranger. Par l'intermédiaire de ces derniers cette Gestapo reconstituée proposait à des puissances étrangères de faux documents, soi-disant retrouvés dans les archives allemandes, de certains pays neutres : la Suède par exemple et prouvant la collusion ou tout au moins les rapports manifestes de personnaltés politiques d'aujourd'hui avec les services allemands installés en France occupée. Ne cite-t-on pas les noms de MM. Gouin, le Troquer, Philip, Bidault, Moch, celui du général Juin ?

En produisant ces documents « sensationnels » à l'heure de leur procès, ces pro-allemands espéraient obtenir leur liberté ou tout au moins retarder l'heure de rendre les comptes.

Mais grâce à une série de recherches très précises les services de M. Wybot et de son adjoint M. Mangin allaient pouvoir démasquer les agents allemands de Fresnes.

L'affaire paraissait mûre et il fallait la réaliser. Pour arriver au résultat, la Sûreté Nationale dirigeait elle-même cette opération.

Un groupe de 4 Inspecteurs dirigés par M. Amor partirent en éclaireurs et firent rapidement les 800 mètres que les séparaient de la prison de Fresnes. M. Amor se fit reconnaître et les gardiens laissèrent pénétrer ce groupe dans la prison. Aussitôt les standards téléphoniques et le bureau du Directeur furent occupés et les gardiens priés de ne pas quitter le bureau Directorial.

Peu après le gros de la troupe pénétrait dans la prison et recevait le numéro de la cellule à visiter, ainsi que les chefs.

Une patrouille de gardiens de la paix, qui se trouvait à la Croix de Berny, fut très surprise en voyant s'arrêter 15 voitures automobiles. Elle s'inquiéta lorsqu'elle vit en descendre 70 hommes, puis s'affola lorsqu'elle constata que ces individus se dirigaient vers la prison de Fresnes. Ça y est ! Ils vont attaquer Fresnes et libérer les détenus !

Aussitôt « Police-Secours » est alerté, ainsi que la Direction Générale de la Police Municipale. Les autocars se garnissent des Brigades de réserve et M. le Commissaire de Police du 3e arrondissement en prend la tête. Ils arrivent à Fresnes, se déploient en tirailleurs, mitraillettes au côté et revolvers au poing et tombent sur M. Boursicot, Directeur de la Sûreté Nationale. Celui-ci rit de cette méprise et félicita chaudement les gardiens de la Paix et leur chef pour leur vigilance et leur célérité.

La visite des cellules se fit rapidement et les policiers y firent d'abord des découvertes fort intéressantes : mais qui ne les surprirent pas outre mesure : tabac, cigarettes, vin, café, sucre, chocolat, œufs, beurre, viande, gâteaux, réchauds à alcool et ustensiles de cuisine, etc...

Toutefois d'autres découvertes plus étonnantes donnèrent plus de satisfactions aux policiers. Dans la cellule du nommé Van de Welde, sujet belge, agent du S. R. Allemand, il fut trouvé de nombreux faux cachets des services secrets allemands et de la Gestapo fabriqués dans la cellule même.

Jean Cavailhé qui prétend connaître la vie politique d'aujourd'hui est l'instigateur du complot nazi de Fresnes et fabriqua la maquette des faux documents.

le secret le plus absolu devait être gardé, aussi Boursicot et M. Wybot se mirent en relation directe avec le Ministre de la Justice et M. Amor, Directeur de l'Administration Pénitentiaire. Au cours d'une conférence une large opération policière fut décidée pour la nuit du 19 au 20 février courant.

Quinze voitures automobiles, transportant 70 Commissaires et Inspecteurs de Police, stoppaient à la Croix de Berny, vers 1 heure du matin.

M. Boursicot, Directeur Général de tapo, mettant en cause des Personnalités Politiques et Militaires.

Après ces opérations, les policiers emmenèrent environ 80 détenus pour être interrogés sur leur activité dans la reconstitution de cette Gestapo.

La levée d'écrou fut effectuée régulièrement et à ce moment beaucoup d'entre eux crurent être conduits au poteau d'exécution. En effet la levée d'écrou n'a pas lieu lorsque les inculpés sont conduits à l'instruction, mais seulement lorsqu'ils quittent définitivement la prison. Très au courant de ces formalités, tous ces collaborateurs pensèrent être exécutés sommairement et certains d'entre eux firent part de leur appréhension à leurs gardiens. Il n'en fut rien !

Après un interrogatoire serré, une vingtaine de détenus furent gardés rue des Saussaies, leur culpabilité ayant nettement été établie. Les principaux sont les nommés Klein, Cavailhes, Rolie, Jourdan, Sion, Fallot, Kelier, Boucq, Dupuy, Van de Welde,

Tous ces individus ont avoué et leurs déclarations ont permis d'arrêter ou d'identifier leurs complices.

Cavailhe de l'Abwher, revendique l'honneur d'avoir eu l'idée de cette reconstitution de la Gestapo et de la fabrication des faux documents.

Klein, en tant qu'Allemand, donnait la forme de la rédaction des faux documents à la manière « Nazi ».

Les documents étaient dactylographiés à l'extérieur de la prison sur une machine à écrire allemande et revenaient à Fresnes, ou Van de Welde y apposait les faux cachets.

L'enquête réserve des surprises et doit établir par quelles complicités les détenus ont pu se procurer papiers, imprimés, faux cachets, etc.; Gardiens de Prison ou Avocats ? On parle beaucoup d'un Maître du Barreau dont le nom actuellement est tenu secret.

Encore une bataille gagnée par la D. S. T., bataille d'autant plus dure et d'autant plus difficile qu'il a fallu la livrer dans un des endroits où l'on aurait le moins imaginé que puisse naître et prendre force un nid de faussaires et de traitres : Fresnes.

Pierre GRANDCOMBE.

L'Allemand Klein fut un des chefs de la Gestapo en France, Sa cellule était en dessous de celle de Cavailhé. Il était en relation avec Boemelbourg passé en Espagne.

Un nommé Sion, collaborateur notoire, et l'un des chefs de cette 5e colonne, avait sur lui un message chiffré, qui aussitôt traduit par les Services Spéciaux de la D. S. T. mentionnait qu'un trésor de guerre était caché quelque part dans le Tyrol.

Dans les cellules de l'allemand Klein, de Cavailhes de la Gestapo de la rue Lauriston, de Jourdan, Rolie et autres agents des Services de Renseignements allemands, se trouvaient de faux documents, rédigés en français, sur du papier à entête de la Ges-